

VILLE DE PARIS

PUBLICATIONS RELATIVES A LA RÉVOLUTION FRANÇAISE

RÉPERTOIRE GÉNÉRAL

DES SOURCES MANUSCRITES

DE

L'HISTOIRE DE PARIS

PENDANT

LA RÉVOLUTION FRANÇAISE

PAR

ALEXANDRE TUETEY

TOME DEUXIÈME

ASSEMBLÉE CONSTITUANTE

(DEUXIÈME PARTIE)



Armes de la Municipalité de Paris, en 1790.

PARIS

IMPRIMERIE NOUVELLE (ASSOCIATION OUVRIÈRE)

11, RUE CADET

1892

RÉPERTOIRE GÉNÉRAL

DES SOURCES MANUSCRITES

DE

L'HISTOIRE DE PARIS

PENDANT

LA RÉVOLUTION FRANÇAISE

L'administration municipale laisse à chaque auteur la responsabilité des opinions émises dans les ouvrages publiés sous les auspices de la Ville de Paris.

VILLE DE PARIS

PUBLICATIONS RELATIVES A LA RÉVOLUTION FRANÇAISE

RÉPERTOIRE GÉNÉRAL

DES SOURCES MANUSCRITES

DE

L'HISTOIRE DE PARIS

PENDANT

LA RÉVOLUTION FRANÇAISE

PAR

ALEXANDRE TUETEY

TOME DEUXIÈME

ASSEMBLÉE CONSTITUANTE

(DEUXIEME PARTIE)



Armes de la Municipalité de Paris, en 1790

PARIS

IMPRIMERIE NOUVELLE (ASSOCIATION OUVRIÈRE)

11, RUE CADET

1892

INTRODUCTION

En tête du premier volume de notre *Répertoire général des sources manuscrites*, nous avons fait connaître le plan adopté pour la classification des documents d'archives se rattachant à l'histoire politique et administrative de Paris pendant la Révolution française ; le nouveau volume que nous mettons à la disposition des travailleurs est le développement normal et logique de ce plan si complexe, qui doit embrasser toutes les branches de l'administration parisienne. Avant d'aborder l'étude du nouveau régime administratif inauguré par la Révolution et de passer en revue chacun des services dont se composaient les départements ou bureaux de la municipalité, il nous a paru essentiel de familiariser le lecteur avec l'organisation municipale proprement dite, mise en vigueur par le décret du 21 mai 1790, c'est l'objet de notre premier chapitre qui comprend l'ensemble des documents relatifs à la formation du Département, à l'établissement des municipalités suburbaines, à la constitution de la municipalité parisienne et de la mairie de Paris. Les chapitres II et III sont consacrés aux divisions administratives de la capitale, c'est-à-dire aux districts, remplacés vers le milieu de l'année 1790 par les sections, et nous offrent en quelque sorte jour par jour le tableau le plus complet de l'existence parisienne dans chaque quartier, envisagée sous ses aspects les plus variés. Il ne faut pas oublier, en effet, que, dans la nouvelle organisation décrétée le 21 mai 1790, la police, exercée jadis par les commissaires au Châtelet, sous la haute

direction du lieutenant général, se trouva confiée aux commissaires spéciaux des sections, fonctionnaires d'ordre électif, dont les procès-verbaux, reflétant la vie sociale de Paris dans ses moindres incidents, sont du plus haut intérêt pour l'étude des mœurs. Si ces documents judiciaires étaient, dans leur intégrité, parvenus jusqu'à nous, ils constitueraient la plus précieuse et la plus sûre des informations; mais les papiers des sections ont subi de telles vicissitudes que bon nombre d'entre elles ne sont plus représentées que par quelques pièces, véritables bribes de peu de valeur. Nous avons eu la bonne fortune de retrouver et de reconstituer les archives de l'une des sections les plus importantes de Paris, celle du Palais-Royal, devenue plus tard la section de la Butte-des-Moulins, qui joua un rôle si considérable dans les journées révolutionnaires. Ces papiers, peu ou point connus, exhumés pour un moment de la poussière de nos dépôts publics, nous permettront de faire revivre l'un des quartiers les plus curieux de Paris, qui était jadis le quartier à la mode par excellence et représentait le mouvement populaire dans toute son intensité.

Le Palais-Royal, si délaissé, si mort aujourd'hui, offrait, il y a un siècle, le spectacle de la vie la plus exubérante, c'était à la fois un foyer intense d'agitation politique et le centre de toutes les attractions mondaines. Aussi l'on comprendra sans peine l'importance exceptionnelle d'une section qui, suivant l'expression pittoresque de l'un des membres du comité de Saint-Roch, renfermait à elle seule plus de maisons de jeu, de cafés, de tavernes et de femmes publiques, par conséquent plus d'éléments de désordre, que les autres sections de la capitale réunies, et nécessitait une surveillance particulière de tous les instants, tâche des plus ardues pour le fonctionnaire chargé de maintenir le bon ordre (n° 2185). En effet, l'affluence énorme de Parisiens et d'étrangers, qui se portaient au Palais-Royal, attirés surtout par les maisons de jeu et les femmes galantes, rivalisant de séductions, amenait également tout un monde de voleurs et de filous qui ne chômaient guère et avaient mille occasions d'exercer leur ténébreuse industrie. Le département de police constatait, au mois d'avril 1791, que le Palais-Royal et la rue Saint-Honoré étaient envahis par un nombre effroyable de vagabonds et de gens sans aveu, dont la licence n'avait plus de bornes ; maîtres absolus du pavé, ils faisaient, paraît-il, main basse sur les montres, mouchoirs et portefeuilles et, pour distraire l'attention, fouettaient en public la première fille qu'ils rencontraient (n° 2183). Un tel aveu dans la bouche de l'administration est plus éloquent que tous les témoignages. Les documents que nous avons recueillis pour une période de deux

années, de 1789 à 1791, sont une mine féconde qui permet de se rendre un compte exact de la vie parisienne au Palais-Royal à tous les points de vue.

Les historiens désireux de suivre le mouvement des esprits et d'étudier les scènes orageuses qui eurent pour théâtre, tantôt le jardin du Palais-Royal, tantôt les fameux cafés où se rencontraient, pour discourir et par conséquent pour se battre, les aristocrates et les patriotes, pourront consulter avec fruit les procès-verbaux dressés par le commissaire de police de la section, sans cesse requis pour apaiser les désordres que fomentaient la plupart du temps des agitateurs, dont l'existence mystérieuse tient plutôt du roman que de la réalité. L'un des plus célèbres parmi ces personnages énigmatiques, le marquis de Saint-Huruge, connu dès le début de la Révolution par l'insolence de son langage et par ses entreprises hasardeuses, était l'un des hôtes les plus assidus du Palais-Royal. On sait qu'il s'était mis, le 30 août 1789, à la tête d'un attroupement considérable, qui devait se rendre du Palais-Royal à Versailles. Cette folle tentative, dirigée contre l'Assemblée, avorta misérablement, les mesures énergiques prises par Lafayette calmèrent la surexcitation des esprits, et le chef de ce mouvement, Saint-Huruge, arrêté et incarcéré au Châtelet, eut tout le loisir de tempérer son ardeur révolutionnaire. Au commencement d'octobre 1789, il était encore sous les verrous, car, à la date du 4, il informait le district de Saint-Roch que M. Papillon, prévôt général de la maréchaussée de l'Ile-de-France, refusait sa mise en liberté provisoire, et qu'il fallait s'adresser directement au garde des sceaux (n° 953). Cet agitateur incorrigible, qui se trouvait au Palais-Royal dans son élément, fit de nouveau parler de lui, le 10 avril 1790. Il pérorait au café de Valois et racontait, en le commentant à sa guise, le conflit qui s'était élevé à Lille entre certains régiments; son langage déplut au chevalier de Ladevèze et amena une violente altercation, qui dégénéra bientôt en rixe (n° 1109). Disons, en passant, que le ton agressif et l'attitude provocante de Saint-Huruge lui suscitèrent plus d'une mauvaise affaire; le 28 mai 1791, à une heure du matin, au sortir du Club des Jacobins, il fut l'objet d'une attaque à main armée de la part d'un piqueur, qui manqua son coup; mais, comme d'habitude, Saint-Huruge profita de l'occasion et mena grand bruit pour peu de chose (n° 2257).

Indépendamment des cafés, tels que le café de Foy, le café du Caveau, où se lisaient à haute voix les libelles du jour et où s'engageaient les polémiques les plus ardentes, le Palais-Royal comptait bon nombre de salons ou clubs, qui contribuaient à entretenir et à développer l'effervescence politique. Dans les premiers temps de la Révolution, le président du comité de Saint-Roch, le médecin Roussille de Chamseru, proposa la

nomination de commissaires chargés de se transporter dans ces salons ou clubs, afin de procurer des ressources à la caisse du district (n° 922). L'un des plus connus de ces lieux de réunion était le *Salon olympique*, où le chevalier du Grangé, auteur d'un mémoire justificatif de la conduite des gardes du corps, reçut, le 9 novembre 1789, une députation de la garde nationale de Versailles (n° 996). On peut encore citer la *Société* dite *du Palais-Royal*, qui s'assemblait chez M. de Sainte-Foy, au n° 156 des arcades, et comprenait parmi ses membres des personnages comme Talleyrand, Dumouriez, le ministre de Russie Simoline, Montmorin, Rayneval, le duc de Biron (n° 2832), la société des *Amis de la Vérité*, qui tenait ses séances au Cirque, comme nous l'apprend le procès-verbal d'arrestation d'un dragon qui voulait y entrer de vive force (n° 2279).

Un autre club, bien connu pour son esprit contre-révolutionnaire, le *Club* ou *Salon français*, qui se réunissait rue Royale, donna lieu, dans les premiers jours de mai 1790, à des mouvements populaires assez sérieux pour motiver l'intervention, non seulement du district de Saint-Roch, mais encore de la municipalité; la foule, amassée sous les fenêtres du club, ne cessa de poursuivre de ses huées l'assemblée de la rue Royale, pour l'obliger à déguerpir; au milieu de ce tapage, un jeune garçon, non content d'invectiver la garde nationale, se fit remarquer par les propos les plus menaçants, disant « qu'il jouerait à pair ou non la vie du vicomte de Mirabeau », et, à sa sortie du violon, où il avait été enfermé vingt-quatre heures, tint de nouveau le même langage (n°s 1123, 1124). Un jugement du tribunal de police, pour mettre un terme à ces désordres, interdit au *Salon français* de tenir désormais ses réunions rue Royale (n° 1127).

La fête de la Fédération, qui semblait devoir réunir tous les cœurs dans un même sentiment d'union et de concorde, n'eut point ce résultat; les esprits s'aigrissaient de plus en plus et des ferments de discorde séparaient irrémédiablement le peuple de la monarchie. Les propos tenus à ce moment au Palais-Royal montrent combien le respect traditionnel attaché à la personne du souverain s'affaiblissait de jour en jour et tendait à disparaître. Ainsi nous voyons un architecte mis en état d'arrestation pour avoir critiqué l'attitude de Louis XVI à la Fédération dans les termes les plus injurieux et les plus étranges, en prétendant qu'il avait refusé de prêter serment et « qu'il ressemblait à un singe dans sa tanière ». Un autre particulier, le sieur Madelainy, ne se fit point scrupule de dire publiquement « que le Roi avait figuré à la cérémonie de la Fédération comme un polichinelle que l'on faisait paraître et disparaître à volonté » (n°s 1184, 1186). Lorsque les événements se précipitèrent et que la journée du 21 juin 1791 eut complètement discrédité le malheureux monarque dans l'esprit de la popu-

lation parisienne, on ne se gêna point pour le traiter avec le plus profond mépris. Richer de Sérizy, qui devint en l'an II rédacteur de l'*Accusateur public*, feuille contre-révolutionnaire bien connue, arrêta lui-même un professeur de mathématiques qui pérorait dans un groupe d'ouvriers rassemblés au Palais-Royal et disait sans sourciller « que, Louis XVI étant un imbécile ou un scélérat, il fallait le destituer ou faire son procès » (n° 2357). Un gagne-denier, au sortir de la Force, où il avait été enfermé deux ans, grisé par le grand air et quelques libations, vint en chemise, dans la grande cour du Palais, vociférer des injures grossières contre le Roi, qu'il qualifia de gueux et de coquin, se vantant de mettre le feu le soir même, où bon lui semblerait (n° 2428). Du reste, c'est au Palais-Royal que se rendaient tous les énergumènes désireux de faire des motions incendiaires ou d'attirer sur eux l'attention de façon quelconque, comme cet individu qui, monté sur une chaise, une chandelle à la main, lisait devant un auditoire de quatre-vingts personnes, l'*Ami de la Révolution* (n°s 1903, 1909).

Tous les incidents de la vie politique, qui passionnaient les esprits, avaient leur écho dans ces clubs improvisés; le duel de Charles de Lameth et de M. de Castries provoqua la plus vive fermentation et fit naître les discussions les plus animées. M. d'Aymar, chef d'escadre, ayant commis l'imprudence de dire dans le jardin du Palais-Royal, à propos de la blessure de M. de Lameth, que ce n'était pas au bras, mais au cœur, que devait viser l'épée de M. de Castries, le peuple exaspéré se jeta sur lui en criant à l'aristocrate et faillit le précipiter dans le bassin (n° 1939).

Les graves événements qui signalèrent l'année 1791 eurent leur contrecoup au Palais-Royal. A la nouvelle de la fuite de Louis XVI, la section du Palais-Royal se déclara en permanence et adopta des mesures extraordinaires, telles que l'incorporation des ouvriers connus dans les compagnies du bataillon; cependant elle renvoya au Département le placard incendiaire que faisait afficher partout le Club des Cordeliers, contenant le serment de poignarder les tyrans qui oseraient attaquer les frontières ou menacer la Constitution (n°s 2300, 2303). Le 22 juin, l'un des membres les plus actifs de ce club, François Robert, qui figure parmi les signataires de la pétition du Champ de Mars et se fit connaître par sa motion pour la suppression de la monarchie, fut saisi au collet et maltraité pour avoir soutenu que la garde nationale n'avait pas le droit d'arrêter les individus placardant les affiches du Club des Cordeliers. Son arrestation causa le plus vif émoi, la Société fraternelle des Deux Sexes, la Société des Amis de la constitution et la section des Quatre-Nations envoyèrent de suite des commissaires chargés de réclamer sa mise en liberté (n° 2308). Le même jour, un littérateur plus connu par son rôle lors de la prise de la Bastille

que par ses écrits, François Soulès, se trouvant au café de la Rotonde, y prit la défense du Club des Jacobins; au sortir de ce café, il fut accusé par un individu d'être un chevalier de Saint-Louis déguisé, un rassemblement se forma immédiatement et menaçait déjà de lui faire un mauvais parti (n° 2307).

Lorsqu'on apprit l'arrestation de Louis XVI à Varennes, suivie de son retour à Paris, il y eut une vive agitation qui se traduisit par des scènes tumultueuses. Le Palais-Royal devint plus que jamais le rendez-vous des partisans comme des adversaires de la monarchie, les uns et les autres aussi ardents à l'attaque que prompts à la riposte. On y lisait et commentait les journaux, surtout ceux qui se faisaient remarquer par la virulence de leurs articles. Le 26 juin, un marchand d'estampes lut publiquement dans le jardin du Palais-Royal le numéro du jour de l'*Ami du peuple*, l'accompagnant de réflexions outrageantes à l'adresse de la Reine et surtout de Bailly et Lafayette, spécialement visés dans la feuille de Marat et accusés d'avoir prêté les mains à la fuite de Louis XVI « en laissant la garde du château des Tuileries aux volontaires gangrenés de Henri IV, des Feuillants, de Saint-Roch et des Filles-Saint-Thomas » (n° 2316). Trois jours après, un médecin des épidémies en Bretagne, de passage à Paris, ne craignit pas d'affirmer hautement sa foi royaliste et de proclamer, dans le café de Foy, « qu'il était Breton, qu'il défendrait le Roi et que deux millions d'hommes en Bretagne appuieraient son opinion », il eut la chance de ne point rencontrer de contradicteur (n° 2320). Par contre, le 4 juillet, un officier en disponibilité, Jean de Ségur, s'étant avisé, dans le jardin, de prendre la défense de l'ancien régime et de signaler les abus du nouveau, se vit entouré de groupes menaçants, tout disposés à le jeter dans le bassin (n° 2330). Le 13 du même mois, deux fervents royalistes, Jacques-Philippe de Lubert, garde-magasin des vivres à Schlestadt, et Joseph Bancenel, chevalier de Malte, ameutèrent la foule en donnant lecture, dans le jardin, d'un papier incendiaire faisant l'éloge de Louis XVI et infligeant un blâme à l'Assemblée nationale (n° 2355); leur arrestation seule put les soustraire à l'immersion forcée qui les attendait, moyen efficace que le peuple employait volontiers pour calmer l'ardeur des aristocrates. Ceux-ci, d'ailleurs, ne ménageaient nullement leurs adversaires et leur adressaient les épithètes les plus outrageantes; ainsi, le 16 août, quatre royalistes près de la rotonde du café de Foy, « ce réceptacle de l'aristocratie », se prirent de querelle avec les patriotes et leur lancèrent cette apostrophe injurieuse : « Ce sont des patriotes, c'est tout dire, c'est de la canaille ». Dans le récit de Gorsas, qui consacre tout un article à ce qu'il appelle l'*événement du café de Foy*, « les chevaliers de la contre-révo-

lution » se seraient servi de termes encore plus méprisants; l'un d'eux aurait engagé ses compagnons à ne point se commettre avec *Messieurs de la nation*, en ajoutant comme qualificatif : *de la f... canaille*. Quoi qu'il en soit, ce fut le signal d'une mêlée sanglante, dans laquelle furent dégaînées les cannes à poignard; de tous côtés les horions pleuvaient comme grêle, un ex-procureur du Parlement reçut en pleine figure, d'un officier de marine, un coup de canne qui ne lui était point destiné; la garde nationale de Saint-Roch, accourue pour rétablir l'ordre, fut même fort malmenée par MM. de Ségur et d'Avron (n° 2424).

L'affaire du Champ de Mars eut aussi son retentissement dans la section du Palais-Royal; le 17 juillet, à onze heures du soir, fut apporté au Palais-Royal et déposé dans la cour des Princes le cadavre de l'une des victimes, tué d'une balle à travers la cuisse, que l'on envoya immédiatement à la basse geôle du Châtelet, après la constatation du décès par le sieur Damaré, chirurgien au bataillon de Saint-Roch (n° 2365). Comme il arrive dans les moments de perturbation sociale, on faisait circuler les bruits les plus inquiétants, et les rumeurs les plus fausses se propageaient dans les groupes d'individus, qui discutaient avec passion les graves événements de la journée. A dix heures du soir, on arrêta un limonadier qui suivait la rue Saint-Honoré en se livrant à des démonstrations de douleur exagérées et s'écriait : « Nos frères, nos amis sont égorgés, nous sommes tous perdus ! » (n° 2364). Le lendemain, un autre particulier s'en allait, répétant partout « que le Champ de Mars était teint de sang, les arbres criblés de balles, que la garde soldée n'avait pas tiré, que le massacre avait été fait par les bourgeois et qu'un grenadier de Saint-Marceau avait tué sa propre femme qui était enceinte » (n° 2369). Chacun disait son mot et prétendait avoir joué un rôle actif dans la sanglante bagarre; ainsi nous voyons un graveur déclarer « qu'il avait failli être assassiné par la garde nationale en se sauvant à travers les balles » (n° 2372); un frotteur se trouvait, à l'entendre, sur l'autel de la patrie et avait vu la garde nationale tirer sur le peuple avant la proclamation de la loi martiale (n° 2375); c'est ce que soutenaient, du reste, nombre d'individus au retour du Champ de Mars. Les femmes elles-mêmes s'en mêlaient et se signalaient par la violence de leur langage. Voici une cuisinière qui vient, le 19 juillet, dans le jardin du Palais-Royal, s'apitoyer sur le Roi et blâmer vertement la conduite de la garde nationale; on s'empresse de la mettre en lieu sûr (n° 2377). Le même jour, une autre femme tenait aux Tuileries, dans la cour du Manège, sur la place du Carrousel et dans le jardin du Palais-Royal, les propos les plus séditieux, enveloppant dans la même réprobation la municipalité, la garde nationale et l'Assemblée, et n'exceptant que

Robespierre, Reubell, Danton et Marat (n° 2379). Le peuple n'écoutait pas toujours patiemment ces discours incendiaires et manifestait parfois de l'humeur; il faillit même écharper un malheureux ouvrier tablettier qui, échauffé par la boisson, s'écriait au Palais-Royal : « Nous sommes dix mille ouvriers, nous nous tournerons du côté des aristocrates et alors les *habits bleus* auront beau jeu. » Inutile d'ajouter que les *habits bleus* étaient une appellation familière et quelque peu dérisoire appliquée à la garde nationale (n° 2378).

A côté de ces motions, l'affichage au Palais-Royal des actes officiels et des placards émanés des Clubs fut souvent l'occasion de désordres. Ainsi la garde nationale de Saint-Roch dut procéder, le 29 avril 1791, à l'arrestation d'un individu qui, non content de placarder contre l'un des piliers des arcades une affiche séditieuse du Club des Cordeliers concernant le serment exigé par plusieurs bataillons, montait en quelque sorte la faction à côté de cette affiche et menaçait d'abattre d'un coup de sabre la main de quiconque oserait l'arracher (n° 2224). Et cependant on ne se faisait pas faute de lacérer les placards, même officiels. Le 23 juin 1791, une proclamation du département de Paris, relative à la fuite de Louis XVI, affichée dans la galerie du Perron, fut déchirée par un négociant de Lyon, de passage à Paris, ne se doutant guère du danger qu'il pouvait courir, car le peuple avait menacé de mettre à la lanterne tous ceux qui lacéreraient les affiches du Département (n° 2311). Au mois d'août suivant, on affichait dans Paris, notamment au Palais-Royal, un journal-placard intitulé *le Chant du Coq*, des plus injurieux pour Brissot de Warville et le Club des Jacobins; l'enlèvement d'un de ces placards motiva l'arrestation d'un ancien caissier de la Trésorerie des secours (n° 2426).

Comme le Palais-Royal était le centre du mouvement parisien, une nuée de colporteurs assiégeaient ses galeries et importunaient de leurs clameurs le public ainsi que les marchands; leur licence avait même atteint de telles proportions qu'au mois d'octobre 1789, les libraires du Palais-Royal adressèrent une requête au commandant Harvoin, à l'effet d'y porter remède et d'empêcher ce bruyant trafic (n° 988). A la suite de ces plaintes, le comité de police de l'Assemblée des représentants de la Commune rendit, le 26 octobre, un arrêté interdisant aux marchands ambulants et aux colporteurs d'encombrer les galeries (n° 972). Cet arrêté resta lettre morte, les colporteurs continuèrent à obstruer les arcades et à offenser par leurs cris la pudeur des personnes qui venaient se promener dans le jardin. L'abbé Cérutti écrivait à ce propos, le 1er août 1790, au rédacteur du *Moniteur universel :* « De quelque côté que l'on arrive en ce vaste boucan, on est assailli des plus horribles stentors, beuglant des

pamphlets non moins horribles, on dirait que c'est l'antichambre des enfers ou des Petites-Maisons ». Le comité de Saint-Roch s'émut de la situation devenue intolérable et s'adressa, le 9 septembre 1790, au maire Bailly, le priant de rendre une ordonnance pour interdire absolument l'accès du Palais-Royal aux colporteurs (n° 1907). Bailly n'avait pas attendu cette mise en demeure ; dès le 2 septembre, il avait écrit à M. de Lajard, aide-major général de la garde nationale, l'invitant à donner les ordres nécessaires pour la reprise du service précédemment fait par le bataillon de Saint-Roch dans le jardin et sous les galeries, encombrés de colporteurs et de marchands de toute espèce qui attiraient les filous et éloignaient les citoyens honnêtes, au grand préjudice des marchands pourvus d'une installation fixe (n° 4252). Les 2 et 4 octobre 1790, le comité prit des mesures spéciales au sujet des marchands ambulants et fit retirer ceux qui étalaient des marchandises ou denrées au devant des boutiques non ouvertes, il décida en même temps de procéder à une enquête sur le préjudice que pouvaient causer les étalages sur la voie publique (n° 1918).

Les colporteurs n'avaient garde de quitter ces galeries et ce jardin où ils avaient toute latitude pour débiter : 1° les innombrables pamphlets publiés contre Louis XVI et Marie-Antoinette, contre les princes du sang, contre l'Assemblée nationale, contre Necker, Bailly, Lafayette et Mirabeau; 2° les ouvrages obscènes de tout genre, dont Paris fut littéralement inondé à cette époque. On avait beau arrêter sans cesse ces colporteurs, qu'on envoyait à la Force en cas de récidive, ils reparaissaient le lendemain et continuaient avec une audace toujours croissante leurs opérations. L'un des aides de camp de Lafayette, M. Parisot, se chargea lui-même d'appréhender au corps et de conduire au poste quelques-uns de ces vendeurs de libelles, notamment deux industriels qui débitaient, le 31 juillet 1790, divers pamphlets, tels que *Jean Bart ou Je m'en fouts*, les *Vœux et Doléances du comte d'Artois*, la *Joyeuse Semaine*, le *Patriote ou Préservatif contre l'Anglomanie*, *Critique impartiale ou la Fourbe dévoilée*. Au mois d'avril de l'année suivante, il faillit être assommé à coups de tabouret par l'un de ces colporteurs qui avait pris la défense d'un de ses confrères, accusé d'ameuter le public (nos 1199, 2218).

Deux libraires du Palais-Royal avaient la spécialité des ouvrages diffamatoires et reçurent plus d'une fois des visites de police : ces libraires étaient Pain et Gattey. Antoine Pain, qui était libraire et imprimeur à la fois, se trouva, comme l'on sait, impliqué dans les poursuites qui furent dirigées, en mars 1790, contre les auteurs d'une feuille périodique intitulée : *Sottises de la semaine*. On saisit en même temps neuf cent cinquante-sept exemplaires des *Réclamations des provinces contre les opérations de leurs*

députés, quatre-vingts exemplaires de la *Confidence aux États-Généraux* et vingt-huit exemplaires de la *Protestation de Mirabeau* (n° 1083); le 28 mai suivant, nouvelle saisie d'un autre stock de pamphlets, édités comme les précédents chez le même Pain (n° 1128). François-Jacques Gattey était non seulement l'éditeur attitré des pamphlets sortis de la plume de Peltier, du vicomte de Mirabeau, du baron d'Eaubone, tels que la *Lanterne magique nationale*, le *Coucher ou la Vérité toute nue*, la *Moutarde après dîner*, etc., mais il accueillait volontiers les réactionnaires et mécontents qui tenaient chez lui les discours les plus séditieux contre l'Assemblée nationale et Necker (n° 1125). Le 21 mai 1790, le peuple exaspéré se porta en masse chez ce libraire, avec l'intention de saccager de fond en comble sa boutique et d'anéantir surtout les *Actes des apôtres;* mais la police prit les devants et enleva six paquets de ce journal avec un paquet d'un libelle intitulé : *Mes amis, voici comment tout irait bien* (n° 1126). Cette descente populaire inspira une brochure qui porte pour titre : l'*Aristocratie du libraire Gattey punie par le peuple, ou Supplice des Actes des apôtres*. L'émotion une fois calmée, Gattey rouvrit sa boutique, cet *antre*, ce *gouffre infernal des aristocrates*, suivant le titre d'un libelle incendiaire saisi en juillet 1790 (n° 2916), et continua comme par le passé à vendre ses pamphlets et à recevoir les beaux parleurs. Le 4 avril 1791, au moment des obsèques de Mirabeau, un employé des postes tint chez ce libraire des propos un peu vifs sur l'évêque d'Autun, disant « qu'il ne pouvait y avoir qu'un scélérat de Talleyrand assez effronté pour prononcer l'oraison funèbre de M. de Mirabeau ». Ce langage provoqua une vive altercation et se termina par l'arrestation du malencontreux personnage (n° 2184).

Il serait trop long de donner une nomenclature de ces libelles éclos chaque jour, qui eurent leur moment de vogue et sont bien oubliés aujourd'hui. Nous citerons au rang des plus connus et des plus répandus, le *Domine salvum fac Regem*, de Peltier, les *Prophéties françaises*, de Bergasse, le *Bordel apostolique, institué par Pie VI, pape, en faveur du clergé de France*, le *Réverbère français*, le *Dialogue et Entretien de M. Clergé avec Madame Nation*, violents pamphlets contre le clergé (n° 1153). Parmi les nombreuses brochures visant la personne de Louis XVI, ornées de gravures satyriques, on peut signaler la *Passion et la Mort de Louis XVI, roi des juifs et des chrétiens*, les *Douleurs de Louis XVI enfin connues de son peuple, Louis XIV à Saint-Cloud au chevet de Louis XVI*, la *Pentecôte ou Descente de l'esprit de Louis XVI, roi des juifs et des Français, sur ses fidèles apôtres, Louis IX à Saint-Cloud, ou Apparition de saint Louis à Louis XVI* (n°s 1107, 1177, 1927). L'Assemblée nationale n'était pas plus ménagée que le souverain dans les pamphlets suivants : la *Corruption de*

l'Assemblée nationale et les Crimes de ses membres, Nullité et Despotisme de l'Assemblée prétendue nationale, Tableau de la conduite de l'Assemblée prétendue nationale, les *Chefs des Jacobites aux Français* (n[os] 1072, 1884, 1885). Non seulement les princes du sang, mais encore la plupart des personnages en vue, étaient attaqués dans des brochures ayant la prétention de représenter leurs biographies, sous les titres de : *Vie privée de M. d'Artois, Vie politique et privée de Louis-Joseph de Condé, Vie privée et politique de Louis-François-Joseph de Conti, prince du sang*, la *Vie privée, impartiale, politique, militaire et domestique du marquis de Lafayette, Vie privée de Necker, Vie de Jean-Sylvain Bailly* (n° 1190). Le duc d'Orléans n'était pas oublié dans ce déluge de libelles; il suffira de mentionner la *Vie de Louis-Philippe d'Orléans*, la *Cabale d'Orléans ressuscitée et dévoilée par un bon citoyen* et le *Triomphe de Louis-Philippe d'Orléans* (n[os] 1129, 1158, 1187). Mais les écrits incendiaires qui rencontraient le plus de faveur et se débitaient de préférence étaient ces virulents pamphlets de Marat, tels que : l'*Affreux Réveil à l'Ami du peuple, On nous endort, prenons-y garde* (n° 1883), ces brochures innombrables en style poissard, dont le type est le *Jean Bart ou Je m'en fouts, Nous sommes foutus, Je peux bien foutre mon avis tout comme un autre* (n° 1088, 1128), et les variétés infinies de grossiers opuscules, sous la rubrique du Père Duchesne, sans compter le journal même du Père Duchesne et ses nombreuses contrefaçons.

Quant à la mise en vente des ouvrages obscènes ornés de figures encore plus obscènes que le texte, elle avait atteint des proportions inouïes qui dénotaient une véritable perversion du sens moral; on a peine à croire qu'une marchande de papiers, vendeuse de livres de cette espèce à l'entrée de la rue Saint-Honoré, les laissait lire à sa fille âgée de douze ans, qui, par suite de ces détestables lectures, était tombée dans le libertinage le plus éhonté. Le colportage de ces livres se faisait publiquement sous les arcades du Palais-Royal; c'est ainsi que plusieurs députés à la Fédération qui s'y promenaient, le 17 juillet 1790, arrêtèrent eux-mêmes un individu porteur de brochures ornées de gravures des plus immorales, coutumier du fait, et qui, en raison du cas de récidive, fut envoyé à la Force (n° 1187). Du reste, quantité de malheureux sans ressources, tels qu'un maître de guitare, sans leçons depuis la Révolution, un orfèvre sans travail, une marchande ferrailleuse dans la misère cherchaient dans ce commerce des moyens d'existence (n° 1942, 1964); l'étalage même de ces livres frappait les yeux de tous les passants dans les endroits les plus fréquentés, comme les arcades des Variétés, on en trouvait dans des échoppes ambulantes (n° 2046), tel marchand les étalait sur des mannes (n° 1991), tel autre les disposait tranquillement sur une table, ce dernier

déclare pour sa justification « qu'il en voit vendre à tout le monde et qu'il en vend comme les autres ». Comme ce commerce scandaleux était fort lucratif, certains petits libraires établis sous les galeries de bois du Palais-Royal, notamment les sieurs Favre et Dufour, cherchèrent à évincer les marchands ambulants de brochures obscènes pour s'en réserver le monopole; c'était, paraît-il, dans la rue Percée du quartier Saint-André-des-Arcs que les colporteurs du Palais-Royal allaient s'approvisionner de ce genre de littérature (n° 2065), et M. Toublanc, commissaire du quartier de Saint-Roch, demanda que la section du Théâtre-Français prit des mesures pour arrêter le débit de ces livres. Le département de police s'émut de ce déluge d'écrits scabreux et ordonna, le 16 novembre 1790, aux commissaires de police, notamment à celui de la section du Palais-Royal, de saisir un ouvrage des plus licencieux, intitulé les *Travaux d'Hercule ou la Rocambole de la fouterie*, « orné, dit le procès-verbal de confiscation, d'un grand nombre d'estampes, toutes plus indécentes et plus scandaleuses les unes que les autres, ainsi que toutes brochures analogues, contenant des images tendantes à faire rougir la pudeur et à corrompre les mœurs » (n° 1940). Le 22 novembre, on dénonça au procureur de la Commune un libraire sous les galeries de bois, qui exposait à la vue du public « une multitude de brochures, remplies d'estampes infâmes où régnait le libertinage le plus effréné » (n° 1943).

On eut beau sévir, les saisies multipliées, opérées par le commissaire Toublanc, ne remédièrent nullement au mal, la vente des livres et gravures obscènes suivit son cours avec la même impudeur et le même cynisme. Le 18 janvier 1791, le département de police invitait encore le commissaire à continuer ses visites pour la répression du scandale occasionné par l'étalage et la vente de ces livres et gravures qui offensaient la morale publique (n° 2028). Le 6 mai suivant, le même département, à propos d'une saisie de brochures et gravures contraires aux mœurs que débitait un sieur Langlois, engagea de nouveau le commissaire de la section à faire de temps en temps des visites sous les galeries du Palais-Royal, où des livres et des estampes d'une indécence révoltante étaient exhibés aux yeux de tous les passants (n° 2237).

Les ouvrages constituant en quelque sorte le fonds de roulement de ces industriels, qui spéculaient sur les appétits malsains de la multitude, étaient invariablement les mêmes; ils peuvent se diviser en deux catégories. Dans la première, on peut ranger ce qui représente la littérature pornographique de tous les temps, des livres universellement connus, sans cesse réimprimés et devenus pour ainsi dire classiques, tels que le *Portier des Chartreux*, la *Tourière des Carmélites*, les *Progrès du libertinage*, le

Rideau levé ou l'Éducation de Laure, le *Meursius français*, la *Fille de joie ou les Mémoires de Miss Fanny*, la *Foutromanie,* l'*Arétin français*, le *Triomphe de la fouterie*, *Parapilla ou le V.. déifié*, à côté desquels on voit figurer toute une collection d'œuvres licencieuses, inspirées par les circonstances, telles que la *Ribaude du Palais-Royal ou Anecdotes intéressantes et gaillardes tirées de la vie libertine de Marguerite Brunet, dite la Montansier*, les *Religieux et Religieuses laborieux, ou les Fruits de la liberté,* les *Religieuses au sérail*, les *Nonnes fugitives, ou le Pucelage à l'encan,* la *Cauchoise ou Mémoires d'une courtisane célèbre*, les *Enfants de Sodome à l'Assemblée nationale*, les *Petits Bougres au Manège*, *Étrennes aux fouteurs démocrates, aristocrates, impartiaux, ou le Calendrier des trois sexes*, le *Courrier extraordinaire des fouteurs ecclésiastiques*, livre rarissime, dont on ne connaît qu'un exemplaire au British Museum. Nous devons mentionner, d'une façon spéciale, les *Étrennes aux grisettes*, qui obtinrent un succès de scandale ; l'auteur de cette sorte d'almanach, s'étant avisé de dresser un catalogue des vertus faciles et d'y inscrire nombre de marchandes de modes, fut poursuivi en diffamation par plusieurs modistes, par exemple Marie-Jeanne Reynel, femme de l'huissier Damien, Marie-Victoire Damien, Madeleine Barbier et Suzanne Soland, qui figuraient sur la liste et portèrent plainte devant le commissaire Ferrand (n° 3368). Ce libelle diffamatoire fut l'objet d'une saisie, le 8 janvier 1790, chez un nommé Weber, dit l'Allemand, libraire étalagiste sous les galeries du Palais-Royal, qui fut traduit devant le tribunal du Châtelet, lui et le colporteur chargé de le débiter (n° 1037). Ce même Weber fut condamné à mort le 1er prairial an II pour avoir vendu des livres et estampes contre-révolutionnaires. Le 26 janvier, on confisqua six exemplaires des *Étrennes aux grisettes*, chez un paulmier, à côté du passage de Valois (n° 1049).

La seconde catégorie d'ouvrages obscènes comprend ces pamphlets immondes contre Marie-Antoinette, qui eurent beaucoup de vogue à cette époque et qui se vendaient à un nombre considérable d'exemplaires. L'un des plus connus, intitulé : la *Messaline française ou les Nuits de la duchesse de Polignac*, était saisi à chaque instant. Dans une de ces descentes de police faite, le 22 juillet 1790, chez un marchand de vins du passage de Valois, on en trouva quarante-cinq exemplaires, avec quatre-vingt-sept exemplaires de la *Vie privée, libertine et scandaleuse de Marie-Antoinette* (n° 1190). Au même ordre d'idées appartiennent les ouvrages suivants : les *Fureurs utérines de Marie-Antoinette, femme de Louis XVI*, *Marie-Antoinette dans l'embarras ou Correspondance de Lafayette avec le Roi, la Reine, la Tour du Pin et Saint-Priest*, les *Derniers Soupirs de la garce en pleurs, adressés à la ci-devant noblesse,* le *Bordel national sous les*

auspices de la Reine, à l'usage des confédérés provinciaux, la *Correspondance de la Reine avec d'illustres personnages*, *Essais historiques sur la vie de Marie-Antoinette, reine de France.* Quelques-uns de ces livres ou opuscules, tels que les *Étrennes de la déesse Hébé à la Messaline royale* et les *Scènes champêtres de Trianon*, sont devenus très rares, car ils ne sont même pas connus des bibliographes et n'existent point dans les collections de la Bibliothèque nationale.

Si la vente des livres obscènes était aussi prospère au Palais-Royal, on peut penser si la prostitution devait s'y donner libre carrière et régner en maîtresse absolue dans les galeries et le jardin. C'est, en effet, dans ce milieu que Rétif de la Bretonne vint pendant plusieurs années faire des études psychologiques ou plutôt pornographiques sur les femmes libres, dont il décrit si complaisamment toutes les catégories dans son *Monsieur Nicolas.* Le dérèglement des mœurs atteignit de telles proportions que Bailly fut obligé d'intervenir et, le 24 décembre 1790, adressa une lettre au comité de la section du Palais-Royal pour la répression de la débauche dans le jardin, dont l'accès était impossible dans la soirée, en raison des scènes dégoûtantes qui se passaient sous les arbres et contre les grilles du Cirque (n° 1973). Du reste, les rues avoisinant le Palais-Royal y déversaient, à la chute du jour, un flot de prostituées, dont le dévergondage était sans bornes. Les hôtels garnis, très nombreux dans ce quartier, étaient des repaires de filles de mauvaise vie et de gens suspects, véritable danger pour la sécurité publique, malgré la surveillance rigoureuse de la police, en effet, comme l'écrivait Gorsas, « on se demande d'où viennent les troupeaux d'inconnus qui y abondent » (n° 2027). Parmi les maisons meublées qui furent l'objet des rigueurs administratives, on peut citer un certain hôtel des Patriotes, rue d'Argenteuil, dénoncé le 26 décembre 1790 et fermé en vertu d'un jugement du tribunal de police (n° 1975). Le 15 janvier suivant, le sieur Noël, patron de cet hôtel, fit constater qu'il donnait congé à quinze de ses locataires, dont douze femmes (n° 2017). Non loin de là, le cul-de-sac de la Brasserie, qui donnait sur la rue Traversière, renfermait aussi nombre de maisons mal habitées (n° 2096); les logeurs d'un de ces bouges furent condamnés à une amende, par le même tribunal, qui ordonna au commissaire de police de la section de faire place nette dans les vingt-quatre heures (n° 2154). Le petit hôtel de Radziwill avait également la plus détestable réputation. Dès le mois de juillet 1790, Cahier de Gerville signalait au district de Saint-Roch le scandale que causaient journellement les filles publiques logées dans ce taudis et l'invitait à mettre en demeure le propriétaire ou principal locataire de les renvoyer, sous

peine de poursuites (n° 1163). Ce fut peine perdue, l'hôtel de Radziwill resta un mauvais lieu, hanté par des teneurs de jeux prohibés et des prostituées de bas étage qui rivalisaient d'impudence, puisque le principal locataire, se plaignant, le 12 août 1791, de la recrudescence des jeux, déclarait que les individus qui occupaient les baraques du rez-de-chaussée et de l'entresol exerçaient leur industrie sans se gêner, exhibant des patentes, comme le feront bientôt aussi les filles de joie, en grand nombre dans la maison (n° 2415). Un pauvre professeur d'écriture et de calcul de banque, fourvoyé dans cet hôtel, avait d'abord vu le tableau indicatif de sa profession disparaître, puis sa classe complètement désertée par suite de l'installation de ces filles et tripots (n°s 1976, 2247).

Un autre garni dans les mêmes parages, l'hôtel d'Orléans, fut pareillement signalé à la police, en conséquence, le 17 mars 1791, le procureur syndic de la Commune faisait faire une enquête au sujet d'une tabagie installée dans une boutique attenante à cet hôtel, où se réunissaient toutes les nuits nombre de gens sans aveu et de filles publiques de la dernière catégorie (n° 2141). L'hôtel de Chartres, rue de Chartres, ne valait guère mieux, si l'on en juge par la mésaventure de certain laboureur qui y fut attiré par deux femmes et, aussitôt entré, se trouva non seulement obligé de financer, mais fut dépouillé de sa montre par un souteneur (n° 2203).

Les maisons de prostitution d'ailleurs ne manquaient pas au Palais-Royal. La directrice d'un de ces mauvais lieux établi dans l'hôtel du Perron, avec une singulière naïveté ou plutôt une rare inconscience, se plaignit à l'inspecteur de police du comité de Saint-Roch des imputations calomnieuses répandues sur son compte, déclarant « qu'elle inspirait aux jeunes personnes qui étaient chez elle les sentiments d'honneur, de probité et de décence que comportent leurs états » (n° 2101). Une plainte d'une toute autre nature, reçue par le commissaire Toublanc, est celle d'un sieur Roch, tambour-maître de la 6e division, dont la fille, âgée de seize ans, avait été embauchée dans une maison de prostitution du Palais-Royal ; il s'était mis à sa recherche et n'avait pas eu de peine à retrouver, le soir même, la malheureuse enfant, affublée des oripeaux, tels que gaze et linon, coeffe et ruban, portés par les filles du monde, et se promenant dans le jardin, par ordre de la maîtresse du logis, « pour faire des hommes » (n° 2213). Tandis que la débauche publique s'étalait effrontément dans le jardin, les maisons des arcades abritaient nombre de femmes galantes, dont l'existence n'était révélée que le jour où quelque scène tragique nécessitait l'intervention de la police ; une de ces femmes du monde, comme on les appelait communément, Rose Sabot, dite de Lutange, avait offert l'hospitalité à un professeur du collège de Cambrai qui, voyant

arriver un malencontreux rival, surnuméraire dans la gendarmerie, entra en fureur et séance tenante le blessa d'un coup de pistolet (n° 2448).

Certains cafés du Palais-Royal étaient assez mal famés, notamment la Grotte-Flamande, près du théâtre Montansier, dont les souterrains donnaient asile aux femmes suspectes ; il y avait même à poste fixe un factionnaire pour le maintien du bon ordre, comme permet de le constater le procès-verbal dressé, le 6 mars 1791, contre des individus qui buvaient dans ces souterrains en compagnie de filles et persistaient à chanter malgré les défenses du factionnaire (n° 2127). Quelques jours auparavant, on avait déjà dressé procès-verbal au sieur Barbry, limonadier à la Grotte-Flamande, pour avoir laissé ouvert son café à une heure indue (n° 2116).

Le Palais-Royal, célèbre surtout comme lieu de plaisir, réunissait dans son enceinte les divertissements les plus variés, tant ceux qui figuraient sur les scènes des théâtres les plus renommés, que les obscurs spectacles de la foire.

L'un de ces théâtres, connu sous le nom de spectacle des Petits-Comédiens de M. le comte de Beaujolais, ouvert en 1784 au Palais-Royal, était une charmante salle en miniature, bien faite pour des comédiens de bois, c'est-à-dire des marionnettes, que remplacèrent sans succès de véritables acteurs. En 1789, le théâtre périclitait de plus en plus et se trouvait à la veille de sa ruine. Le 24 juillet, les acteurs refusèrent de jouer et réclamèrent le payement de leurs appointements, l'impresario, le sieur De Lomel, dut promettre de leur donner satisfaction (n° 850); à la fin de septembre, on y jouait encore, pendant une répétition une petite danseuse fut brutalisée par un certain de Blainville, chanteur de coulisses, mais le théâtre ne tarda guère à fermer ses portes. Le 24 mars 1790, les marchands du Palais-Royal en sollicitèrent la réouverture (n° 1095). Mlle Montansier, en quête d'un local, jeta son dévolu sur cette petite salle, qu'elle métamorphosa en vrai théâtre pouvant contenir treize cents spectateurs. Quoique le spectacle Montansier eût été inauguré le 12 février 1790, la transformation complète ne s'opéra qu'à la longue; les travaux d'agrandissement et d'embellissement, confiés à l'entrepreneur André Durand, devaient, aux termes de son contrat, être terminés le 8 mai 1791, mais il se trouva dans l'impossibilité de remplir ses engagements par suite de la grève des compagnons charpentiers de Paris. Cette grève provoqua même certains désordres, puisque, à la date du 17 mai, le département de police invitait le commissaire de la section à surveiller les compagnons charpentiers qui usaient de menaces et de violences à l'égard de leurs camarades travaillant dans les chantiers (n°s 2209, 2254). Malgré ces incidents, les représentations sui-

vaient leur cours, Bourdon de Neuville, l'associé de Marguerite Brunet, refusa, le 14 mai, de recevoir le commis du Bureau des pauvres qui se présentait pour contrôler la recette (n° 2250).

Mlle de Montansier se proposait, cette même année, de rompre avec les vieilles traditions et de donner une représentation le jour de la Pentecôte, elle en avait fait afficher le programme, comprenant l'*Homme singulier*, comédie en cinq actes, et le *Mariage clandestin*, opéra en un acte; le département de police interdit le spectacle, le 12 juin 1791, et chargea le commissaire de police de la section de faire enlever les affiches apposées tant à la porte du théâtre qu'aux environs (n° 2292). Quelques mois plus tard, les directeurs associés du spectacle de Montansier soulevèrent une piquante réclamation au sujet de l'inexécution de l'engagement contracté par deux actrices de leur théâtre, les demoiselles Martin; l'une d'elles, qui remplissait un rôle d'amoureuse dans *Isabelle de Salisbury*, s'était éprise d'un Turc qu'elle avait remarqué parmi les spectateurs et voulait le suivre à l'étranger : le département de police donna pleins pouvoirs à Mlle de Montansier pour empêcher ce départ préjudiciable à ses intérêts (n° 1851); une autre pensionnaire du même spectacle, la dame Barayer, se trouva mêlée à une affaire qui nous fait pénétrer en quelque sorte dans les secrets des coulisses; certain commerçant de la rue des Boucheries-Saint-Honoré s'avisa de venir au foyer à l'effet de réclamer un chien que cette actrice prétendait garder, et fut roué de coups par un mulâtre attaché au théâtre (n° 2403).

Parmi les spectacles du Palais-Royal, l'un des plus fréquentés était celui des Variétés-Amusantes, qui se trouvait dans le principe sur le boulevard Saint-Martin et fut transféré au Palais-Royal, le 1er janvier 1785. Gaillard et Dorfeuille, directeurs de ce théâtre, firent édifier, par l'entrepreneur Franc Castel, une salle provisoire sur l'emplacement du petit jardin des Princes, remplacée bientôt par une salle définitive, dont la construction fut confiée à l'architecte Louis et qui fut achevée le 15 mai 1790. Ce théâtre, où l'on jouait la comédie, prit une grande importance en 1791, lorsque Talma et Dugazon, à la suite de la scission entre les acteurs de la Comédie-Française, lui apportèrent le concours de leur talent, il devint le *Théâtre-Français de la rue Richelieu*. Le 12 avril 1791, le théâtre des Variétés donnait la première représentation d'une pièce assez médiocre, l'*École des prêtres*, représentation qui fut troublée par un incident dont se gaussèrent les journaux, notamment le *Courrier* de Gorsas. Un perruquier de la rue Montorgueil se permit de siffler au moment où, dans la pièce, le maire paraissait sur la scène avec la garde nationale pour proclamer le curé évêque; le siffleur fut immédiatement arrêté et conduit au comité de Saint-Roch par l'officier municipal de service, avec une ridicule escorte de

six gardes nationaux (n° 2205). Aux termes du décret du 13 janvier 1791, la police intérieure des salles de spectacle était confiée à des commissaires civils, choisis dans les sections, munis de pleins pouvoirs pour maintenir l'ordre et requérir la garde extérieure. Vers la fin du même mois d'avril, l'un des directeurs du même théâtre, qu'on appelait déjà Théâtre-Français de la rue Richelieu, refusait, comme l'avait fait Bourdon de Neuville, de recevoir les préposés au droit des pauvres qui entendaient prélever le quart de la recette (n° 2223).

Un spectacle, qui eut un moment quelque vogue et obtint un succès de curiosité, était le *Musée des Enfants*, connu plus tard sous le nom de *Spectacle des Enfants Moreau*, situé à l'extrémité des galeries de bois, à côté des Variétés, et où les sujets de la troupe étaient âgés de neuf à quinze ans. Ces acteurs et actrices en herbe signèrent gravement, le 26 mai 1791, une plainte en diffamation contre un certain Valentin, acteur du même spectacle, pour avoir tenu sur leur compte des propos injurieux et avoir dédaigneusement qualifié l'une des fillettes de petite toupie, ils demandèrent même son expulsion (n° 2263). Cette plainte provoqua dans la soirée une rixe à l'ouverture du spectacle ; deux femmes s'injurièrent grossièrement, l'une prit avec vivacité le parti de l'acteur incriminé, cracha au visage de l'autre et lui fendit le front d'un coup de parasol (n° 2264).

En 1787, le duc d'Orléans eut la fantaisie d'édifier au milieu du jardin une salle immense creusée à quinze pieds en terre et élevée de neuf pieds au-dessus du sol, affectant la forme d'un parallélogramme ; c'était une sorte de temple avec colonnade intérieure, éclairé par un vitrage et revêtu à l'extérieur de treillages. Dans le principe, cet édifice bizarre devait servir de manège ou de cirque, d'où le nom qu'il reçut et conserva, mais l'exhibition de l'écuyer Asthley ayant été interdite, il fallut songer à lui donner une autre destination. Le salon du Cirque fut loué le 1er avril 1789, pour une période de neuf années, à Nicolas Rose de Saint-Pierre, restaurateur, rue de Chartres (et non Roy de Saint-Pierre, comme l'appelle par erreur M. Édouard Fournier dans sa notice sur le Palais-Royal), qui convertit ce vaste local en salle de bal et lieu de réunion de sociétés. Au mois de septembre 1789, on y annonçait l'ouverture de cours gratuits pour les langues étrangères. Cette entreprise provoqua une protestation d'un sieur Deltufo, qui s'intitulait pompeusement directeur de l'école des langues étrangères (n° 938). Plus tard, diverses sociétés, comme celle des *Amis de la vérité*, y tinrent leurs assemblées ; on chercha même à y attirer le public en ouvrant une maison de jeu clandestine. Comme le département de police avait décrété l'interdiction formelle des jeux au Cirque et au Panthéon, ou Wauxhall d'hiver, Rose de Saint-Pierre réclama et obtint le

14 janvier 1790, que les petits jeux y seraient tolérés (n° 1041). Sous cette fallacieuse dénomination se cachaient les jeux de hasard; une lettre adressée au district de Saint-Roch et reproduite par le *Courrier* de Gorsas, le 13 avril 1790, s'éleva avec énergie contre l'établissement projeté d'un jeu de biribi dans le Cirque du Palais-Royal (n° 1140); cette réclamation fut inutile, le tripot s'installa et était en pleine activité au mois de juin 1791. Deux coupe-jarrets, attachés à ce jeu, proférèrent les plus violentes menaces contre un négociant de la rue Guénégaud, qui s'était permis de qualifier tout haut de voleurs les banquiers de ce biribi (n° 2295).

Les fêtes dansantes qu'annonçait Rose de Saint-Pierre étaient tantôt interdites, tantôt tolérées, suivant les circonstances. Ainsi un grand bal de nuit non masqué, indiqué pour le 26 janvier 1790, fut défendu par ordre de la Mairie (n° 1050). Au mois d'avril, Rose de Saint-Pierre voulait donner un bal à l'occasion de Pâques, le département de police, consulté à cet égard, répondit que, dans l'ancien usage, les wauxhalls n'étaient point interdits le jour de cette fête (n° 1117). Le 23 novembre de la même année, le département de police, invitant le commissaire Toublanc à prendre les mesures nécessaires pour le maintien de l'ordre au Palais-Royal, le priait de procéder à l'interrogatoire de Rose de Saint-Pierre, impliqué probablement dans quelques troubles. Le lendemain, M. d'Aumont, chef de la 6e division, communiquait les résultats de son entretien avec M. Cordebar, commissaire de la section, au sujet du bal de nuit projeté par l'impresario du Cirque et de l'entrée souterraine aboutissant à la rue des Bons-Enfants (nos 1944, 1945, 1947). Vers la même époque, le département de police, tout en autorisant des représentations au profit des pauvres, la veille de Noël, déclara que l'administration ferait exercer une surveillance secrète dans le Cirque pour empêcher toute infraction aux règlements sur les jeux (n° 1953). On permit au sieur Rose de Saint-Pierre de donner un bal de nuit, le 9 janvier 1791, à la condition d'avoir une garde de trente hommes au moins à ses frais et de ne tolérer aucun masque ou déguisement; le commissaire, qui assista au bal, constata dans son rapport que rien de contraire à la décence ni au bon ordre ne s'y était passé (n° 2001). Du reste, M. Toublanc ne se relâchait point de la surveillance attentive qui lui était prescrite, car, le 16 janvier, il marquait de nouveau être resté au Cirque de minuit à quatre heures du matin et n'avoir rien observé d'anormal (n° 2021).

Rose de Saint-Pierre, chargé d'un loyer énorme, ne se contentait pas d'organiser au Cirque des bals à grand renfort de réclames, il saisissait toutes les occasions d'utiliser ce vaste local. Au milieu de juin 1790, il venait de traiter avec un sieur Texier qui, avec l'agrément de l'état-major général de la garde nationale et de la municipalité, se proposait d'ouvrir un

spectacle sous le nom de *Spectacle militaire*, où seraient représentés des combats et des sièges (n° 1137). Ce projet, semble-t-il, n'eut aucune suite, car Rose de Saint-Pierre, au moment de la Fédération du 14 juillet 1790, se trouvait maître absolu du Cirque, et il eut la malencontreuse idée d'y préparer en l'honneur des députés de la Fédération une grande fête qui ne lui procura, comme on va le voir, que de cuisants regrets, sans compter une perte matérielle énorme.

Dans les premiers jours du mois de juillet, Rose de Saint-Pierre présenta un mémoire au district de Saint-Roch, d'après lequel il mettait le Cirque à la disposition des commissaires de la Fédération et manifestait le désir d'offrir à ses frères d'armes qui venaient des extrémités de la France une fête patriotique avec concert extraordinaire, prenant à sa charge la musique et le payement des artistes qui participeraient à cette solennité. La municipalité parisienne, jugeant qu'il n'était point de la dignité de la Ville de laisser l'initiative d'une fête de cette nature à un simple particulier, déclina cette offre, mais profita néanmoins du Cirque pour y donner, le 13 juillet, un banquet aux électeurs, banquet auquel assistèrent M. Bailly et plusieurs invités, et « qui fut accompagné, dit Rose de Saint-Pierre, de tous les agréments de la fraternité et de la bonne union des convives ».

Rose de Saint-Pierre n'abandonna point son projet de fête nationale, qui fut annoncée pour le 14; mais le mauvais temps la fit remettre au lendemain. Le 15 juillet, vers cinq ou six heures du soir, pendant qu'on faisait au Cirque une répétition générale de la musique et des danses inscrites au programme, une foule impatiente se pressait aux abords de la salle, mais s'apercevant que le prix de l'entrée avait été considérablement augmenté et fixé à 3 livres, témoigna son mécontentement en poussant des clameurs furibondes et menaçant l'entrepreneur du spectacle de la lanterne. Malgré la réduction à 36 sols immédiatement annoncée par de nouvelles affiches, le tumulte ne s'apaisa point; les uns voulaient que les billets fussent réduits à 24 sols, tandis que d'autres prétendaient même entrer gratuitement; sur ces entrefaites M. Savalette de Lange, qui commandait le poste du Palais-Royal, fendit la foule, se fit hisser au-dessus de la grille principale et ordonna d'enfoncer à coups de crosse toutes les portes; alors le peuple s'engouffra dans le Cirque sans bourse délier, au milieu d'un désordre et d'une confusion indescriptibles. La fête en question devait commencer par le chant d'un *Te Deum*. L'orchestre, après avoir non sans peine exécuté l'ouverture, se disposait à passer au cantabile du premier verset, lorsque la populace l'interrompit par d'épouvantables vociférations et demanda qu'on lui jouât le *Ça ira*, ce qui fut fait sur-le-champ. L'exécution du *Te Deum* fut suspendue et cette fête tumultueuse dégénéra

en danses folles, en orgies et en excès de tous genres; la populace en délire renversa les banquettes, fit sauter portes et serrures et brisa les instruments de musique, tels que basses et contrebasses, creva même à coups de couteau un grand tambour d'opéra destiné à imiter le bruit du tonnerre et qui devait annoncer la destruction de la nature au moment du *Judex crederis*. L'un des témoins de cette scène de sauvagerie déclarait avoir vu plusieurs de ces forcenés qui prenaient plaisir à se faire traîner dans ce tambour. Ce fut toute la nuit une course effrénée, une vraie « galopade » à travers ce grand salon, entremêlée de cris féroces et de menaces de mort contre l'entrepreneur, qui dut chercher son salut dans la fuite. Malgré cette cruelle mésaventure, Rose de Saint-Pierre demanda et obtint la permission de donner un bal aux fédérés, le 17 juillet, qui eut lieu, en effet, sans trouble aucun.

Après bien des vicissitudes, le Cirque du Palais-Royal finit par disparaître, consumé dans un vaste incendie, en 1798.

Indépendamment du wauxhall d'hiver, connu sous le nom de Panthéon, qui s'était transporté de la foire Saint-Germain dans la rue Saint-Thomas-du-Louvre, la section du Palais Royal comptait un certain nombre de bals publics, tant dans le quartier que vers le faubourg Saint-Honoré, célèbre par ses guinguettes. Le sieur Allard, maître de danse, en avait installé un rue Levêque; un sieur Lemaire, traiteur, en tenait un autre rue Traversière-Saint-Honoré (n°s 860, 1901); un autre établissement de ce genre, rue des Boucheries-Saint-Honoré, restait souvent ouvert jusqu'à une heure indue; le 7 mars 1791, la garde nationale s'y étant transportée vers deux heures du matin pour faire évacuer la salle, fut reçue par des flots d'eau que jetèrent les personnes se trouvant dans le bal, lesquelles ne se retirèrent qu'après sommation du commissaire de police (n° 2128). Un certain Baladier, limonadier à l'hôtel Radziwill, demanda, le 29 août 1791, l'autorisation d'y donner des bals, comme si les jeux de hasard et la débauche ne suffisaient pas déjà pour achalander cet hôtel (n° 2459).

Les spectacles forains ne manquaient pas au Palais-Royal et, pour attirer le public, avaient à leurs portes des musiques bruyantes ainsi que des aboyeurs, dont les hurlements incommodaient fort tout le voisinage et occasionnèrent de nombreuses plaintes; le 21 décembre 1790, rapport fut fait à ce sujet, avec procès-verbal de visite de quelques-uns de ces spectacles, la plupart du temps établis soit dans des sous-sols, soit dans des entresols (n° 1967). Quelques jours après, les marchands de la galerie du café de Foy se plaignirent d'un certain Schmith, locataire d'une tabagie et d'une cave, où se tenaient des baladins qui employaient pour annoncer

leur spectacle les traditionnels aboyeurs; le département de police ordonna de vérifier les faits, d'obtenir la suppression de ces cris et de voir si le costume d'un homme prétendu sauvage qu'on exhibait dans un entresol à côté du café de Valois ne choquait pas la décence (n° 1980). Le 30 décembre, on fit subir un interrogatoire en règle à un sieur Nicoud, entrepreneur de spectacles, qui montrait un homme sauvage, avec une petite fille dansant sur la corde, et qui avait favorisé la fuite de l'aboyeur chargé d'amorcer le public (n° 1983).

Parmi les curiosités permanentes du Palais-Royal, il ne faut pas oublier le cabinet ou spectacle de Curtius, musée de figures de cire, qui avait acquis une certaine célébrité, dans les premiers temps de la Révolution, et dont le propriétaire figure parmi les vainqueurs de la Bastille; ce cabinet se trouvait non loin des galeries de bois.

Le spectacle le plus scandaleux qu'on vit jamais au Palais-Royal, et qui fort heureusement n'eut qu'une durée très éphémère, fut l'exhibition, au mois d'avril 1791, de deux prétendus sauvages de Scioto, un ex-coiffeur et une jeune blanchisseuse, à peine vêtus, qui abusaient de leur qualité de prétendus sauvages pour donner, en présence de spectateurs payant chacun six livres, des représentations de scènes des plus naturalistes, dont l'indécence ne laissait rien à désirer, représentations qui se renouvelaient plusieurs fois dans la journée. Au bout de deux ou trois jours, la police jugea bon d'interrompre ce divertissement obscène et dressa procès-verbal aux acteurs, ainsi qu'à la directrice de l'établissement qui retirait de très beaux profits de son honnête industrie. Le document en question rétablit la vérité des faits amplifiés et arrangés à plaisir par les journaux, où nous lisons par exemple que le sauvage était un robuste forgeron et sa compagne une fille publique qui donnaient jusqu'à dix-neuf représentations par jour; rien de semblable ne résulte du procès-verbal du commissaire (n° 2197). Si nous insistons sur ces particularités, c'est qu'elles ont été reproduites sur la foi des journaux de l'époque, dans l'un des intéressants articles sur Paris en 1791, dus à M. Isambert, et publiés l'année dernière par le journal le *Temps*.

Au cours des années 1789 et 1790, la passion du jeu était devenue une sorte de frénésie qui poussait toute la population vers le Palais-Royal; riches ou pauvres, tous se précipitaient dans les maisons de jeu, surtout les pauvres; tantôt c'est un garçon boulanger qui est envoyé par sa patronne pour changer un assignat de 200 livres et qui le perd dans un de ces tripots (n° 2261); tantôt c'est un malheureux ouvrier occupé aux ateliers de charité qui sacrifie une portion de sa maigre pitance (n° 3392); c'est

encore un sergent-major du bataillon de Bonne-Nouvelle qui, poursuivi par la déveine et voulant tenter une dernière fois la chance, emprunte quatre louis sur sa montre au portier d'une de ces maisons maudites, véritable usurier, lequel rançonnait outrageusement les clients (n° 2411).

Dans tout le Palais-Royal, chaque maison, chaque boutique, chaque cave s'était transformée en tripot, pas un coin qui ne fût occupé, on pourrait en citer maints exemples caractéristiques. Ainsi, le 4 mars 1791, le département de police signalait au commissaire de la section le libraire Pain, au n° 145 des galeries du Palais-Royal, qui affectait toutes les parties de son appartement, même sa cuisine située dans le sous-sol, à des jeux prohibés (n° 2119). Une bourgeoise, vivant de son revenu, avait loué deux appartements dans l'hôtel garni du Cirque-Royal, rue de Richelieu, pour y organiser des jeux (n° 2337); à l'hôtel de Londres, rue de Montpensier, on avait établi dans une des caves un jeu de roulette que la garde nationale mit en pièces (n° 2412); rue Neuve-des-Petits-Champs, au coin de la descente du Perron, un quidam tenait un jeu de dés clandestin dans une sorte de caveau sous la boutique d'un pâtissier (n° 2081). Ces locations se faisaient d'ailleurs à des prix fantastiques; nous voyons entre autres une marchande de modes, la dame de Laure, sous-louer un entresol, à raison de 360 livres par mois, à un domestique sans place, par conséquent dénué de toutes ressources, qui y avait installé un jeu de biribi et, se trouvant hors d'état de payer un gain de 12 louis réalisé par un joueur, lui abandonna, en guise de payement, le local et le matériel du jeu (n° 2255). Comme une disposition législative obligeait tout propriétaire à dénoncer les maisons de jeu ouvertes chez lui, sous peine d'une amende de 300 livres pour la première infraction, et de 3,000 livres en cas de récidive, le commissaire Toublanc reçut quantité de déclarations qui révélèrent l'existence d'une infinité de tripots. Pour obéir à cette loi, M. de Lignac, ex-avocat général à la Cour des Monnaies, propriétaire d'un immeuble rue de Richelieu, fit constater, le 8 juillet 1791, que le locataire du premier étage de sa maison avait cédé une partie de ses pièces, moyennant 1 louis par jour, à une dame Gardelle, qui y tenait des jeux prohibés, et qu'une autre dame, occupant le second étage, avait également sous-loué partie de son logement dans les mêmes conditions et pour le même objet (n° 2343).

Les quatre rangées de boutiques ou d'échoppes, édifiées le long de la façade du Palais sur le jardin et bien connues sous le nom de *galeries de bois*, rendez-vous de tous les escrocs et filous de la capitale, contenaient nombre de repaires où le jeu n'était qu'un moyen, plus ou moins honnête, de dévaliser les passants. Les marchands, locataires de ces boutiques, trouvaient commode de les sous-louer à des industriels qui y exploitaient

des jeux de hasard. Jean-Baptiste-Joachim de La Voyepierre, négociant, concessionnaire de l'ensemble des galeries de bois à partir du 15 avril 1791, se plaignit, le 18 avril, de ce que le sieur Rampillon, fourreur, un de ses locataires, avait cédé sa boutique à des particuliers qui s'étaient empressés d'y établir un pseudo-jeu de billard (nos 2010, 2208). Dès le milieu de juin 1790, le commandant Harvoin transmettait une lettre de M. d'Espenan, volontaire dans son bataillon, qui représentait le danger pour la tranquillité publique de la présence des jeux de hasard dans les baraques de bois du Palais-Royal (n° 1140). Le 16 décembre suivant, le comité de la section signalait les désordres occasionnés par les jeux prohibés installés dans ces mêmes baraques et insistait sur la nécessité d'envoyer de fortes patrouilles pour empêcher les attroupements (n° 1959). En effet, à chaque instant, des rixes s'élevaient entre les joueurs et les teneurs de jeux, qui voulaient bien encaisser leurs gains illicites, mais se résignaient difficilement à solder leurs pertes (n° 1963); d'un autre côté, les joueurs, furieux d'être dépouillés, faisaient du tapage et brisaient les carreaux pour se venger de leur déconvenue (n° 1994). Le 22 mars 1791, la garde fit une descente dans un jeu de parfaite égalité sous les galeries de bois et ne put y pénétrer qu'en forçant la porte (n° 2165). Ce jeu de parfaite égalité, sorte de jeu de dés, était le plus en vogue dans les baraques de bois; la mise variait de 6 sols à 1 louis, cependant les joueurs qui fréquentaient les galeries de bois appartenaient certainement à des classes sociales moins relevées que ceux qui venaient tenter la fortune dans les tripots des arcades.

Les arcades ou galeries de pierre, comme on les appelait, ne comptaient pas moins de maisons de jeu que les baraques de bois, seulement leur accès était plus difficile; dans quelques-uns de ces tripots, l'on n'était reçu que sur la présentation de cartes de prétendues sociétés. L'une de ces cartes d'entrée, annexée au procès-verbal du commissaire (n° 2212), était conçue en ces termes :

PALAIS-ROYAL

SOCIÉTÉ DES AMIS DE LA LIBERTÉ, N° 50,

Au troisième au-dessus de l'entresol, jusqu'à 11 *heures.*

Dans une autre maison, on entrait au moyen de cartes analogues, portant cette mention (n° 2453) :

NOUVELLE SOCIÉTÉ BOURGEOISE

AU GRAND SALON DORÉ, *n°* 33, *au Palais-Royal.*

Un jeu de biribi, dans un entresol de la rue du Mail, fermé par une grille de fer, n'admettait que les individus porteurs de cette carte :

SOCIÉTÉ BOURGEOISE, RUE DU MAILLE, N° 35

ENTRE LE SELLIER ET LE PARFUMEUR.

On n'entre point sans cette carte.

Toutes ces sociétés bourgeoises et autres n'étaient que des maisons de jeu déguisées. Ainsi, un bijoutier de la galerie de pierre, du côté du passage Montpensier, ayant loué son entresol à trois individus pour y établir un club des Amis de la constitution, fut tout surpris de voir ce club métamorphosé en tripot (n° 2458).

La plupart des maisons de jeu avaient à leurs portes des employés attitrés, ayant pour mission spéciale de solliciter les passants et qui les obsédaient de leurs offres importunes ; le 14 août 1791, on fut obligé d'arrêter, sous les galeries, non loin du passage Montpensier, un de ces individus, ancien employé des Fermes (n° 2414) ; ce n'est pas un exemple isolé, car, lors de la discussion de la loi de police municipale au sein de l'Assemblée nationale, qui eut lieu au mois de juillet 1791, Garat s'exprimait en ces termes :

« Il n'est peut-être pas un membre de cette Assemblée qui n'ait été arrêté au Palais-Royal par des proxénètes établis au-devant des portes pour achalander les maisons de jeu. Ils vous disent que c'est une charmante société bourgeoise où l'on joue. Voilà comment ils vous arrêtent. Je voudrais qu'il y ait un article exprès contre ces infâmes courtiers. »

Les endroits où l'on jouait gros jeu se distinguaient par un luxe intérieur et des raffinements de nature à charmer les oisifs favorisés de la fortune. Les joueurs qui y étaient admis entraient avec des cartes d'invitation portant dîner et jeu le soir ; dans une de ces académies de jeu, rue Notre-Dame-des-Victoires, signalée à l'attention du commissaire de police, on jouait un jeu effréné de midi à trois heures, puis, à la suite d'un grand dîner, jusqu'à neuf heures, et, pour clore la séance, la compagnie se transportait rue de Richelieu, à côté de l'ancien passage de Foy, et y restait jusqu'au jour (n° 2445). Partout, dans ces tripots, se jouait le même jeu, qui faisait fureur, savoir le biribi, appelé aussi jeu de cirque ou de roulette. Les marchands du Palais Royal se plaignirent maintes et maintes fois de la multiplicité de ces établissements clandestins qui attiraient une affluence considérable de gens sans aveu et faisaient naître des rixes dans les escaliers, dangereuses pour les habitants paisibles des maisons (n° 2297).

L'hôtel de Radziwill, dans le passage du même nom, était un gigantesque tripot de bas étage; tout le rez-de-chaussée du passage se composait de baraques occupées par des jeux de hasard et hantées par la lie de la population; c'était un scandale public, contre lequel les journaux du temps, principalement le *Courrier de Paris*, menèrent une campagne énergique. D'après Gorsas, on comptait plus de quarante tripots, remplis de scélérats, gardés par des cerbères effrayants qui volaient et assassinaient les passants.

A l'entresol de cet hôtel, certain tapissier, le sieur Léonard, tenant le club du café des Arts, sous prétexte de faire voir des tableaux et gravures mis en vente, exploitait, paraît-il, un jeu de trente et quarante, qui déchaîna contre lui la vindicte populaire; le 30 mai 1791, une patrouille entraîna à sa suite les hôtes habituels du passage, qui envahirent le domicile de ce pseudo-tapissier, brisèrent tout ce qui leur tomba sous la main et proposèrent même de pendre le sieur Léonard à la lanterne du bas de l'escalier (n°s 2082, 2270). Trois jours auparavant, la garde nationale du quartier s'était portée en masse au même hôtel de Radziwill, avait enfoncé les portes des chambres et boutiques où se tenaient les jeux et détruit une partie du matériel (n° 2268). Cet acte de justice, auquel applaudit le *Courrier* de Gorsas, ne servit absolument à rien, car, moins d'un mois après, M. Desmousseaux, procureur syndic adjoint de la Commune, invitait M. Toublanc à faire une descente dans ce coupe-gorge pour la répression exemplaire des jeux qui s'y perpétuaient. Le commissaire exposa les difficultés d'une semblable mission, que d'ailleurs son état de santé ne lui permettait pas de remplir, et déclara que la seule mesure efficace serait l'installation d'un factionnaire à poste fixe (n° 2318).

En présence de l'impuissance bien avérée de la police, les soldats du bataillon de Saint-Roch organisèrent une véritable expédition, le 7 juillet 1791, et détruisirent en un clin d'œil les baraques du passage Radziwill, où tout fut saccagé de fond en comble. M. Bailly et deux administrateurs au département de police, MM. Vigner et Perron, accoururent aussitôt, mais l'œuvre de destruction était accomplie, et M. Bailly se borna, pour la forme, à blâmer timidement la conduite de la garde nationale, en raison de l'atteinte portée à la propriété (n° 2493). Mais rien ne pouvait arrêter la rapacité et la tenacité de ce monde interlope; le 22 août 1791, M. Cahier dénonçait au commissaire un nouveau jeu établi par un sieur Paulus dans le petit hôtel Radziwill et le priait de prendre les mesures nécessaires pour empêcher le retour des affreux désordres causés par la persistance de ces rendez-vous d'escrocs et de bandits (n° 2434).

Un autre hôtel, dans le passage du jardin du Palais-Royal, l'hôtel de

Penthièvre, était non moins mal famé, comme le prouve une lettre du département de police, du 21 mai 1791, qui invita le commissaire de la section à « faire une descente dans ce repaire de brigands pour mettre un terme au scandale des jeux » (n° 2257).

Est-il besoin d'ajouter que ces teneurs de jeux étaient pour la plupart des gens tarés, dont la mauvaise foi donnait lieu à des plaintes continuelles? Rien n'égalait leur cynisme et leur impudence, si l'on en juge par le langage que tint l'un de ces banquiers des arcades, à propos d'une plainte provoquée par ses friponneries. Il s'était écrié « qu'il se foutait du comité et que, pour l'argent qu'il payait, il était tout naturel qu'il fût autorisé à tenir sa maison de jeu » (n° 2170). Un certain Malmazet, exploitant un jeu de trente et un au Palais Royal, se signala dans maintes circonstances par sa brutalité et son esprit de rébellion; le 12 avril 1791, il fit rouer de coups et jeter à la porte de son tripot un chirurgien accoucheur de la rue Coquillière, qui réclamait sa mise, montant à 12 livres, enlevée subrepticement par un quidam inconnu (n° 2198); le 11 mai suivant, procès-verbal fut dressé contre le même Malmazet, à la suite d'une scène de violence occasionnée par la réclamation d'une somme de 8,000 livres, qu'un joueur avait gagnée et qu'il refusait de payer (n° 2245). Un marchand épicier, qui avait perdu une somme importante dans un jeu de biribi de la rue de Richelieu et avait manifesté sa mauvaise humeur en voyant la banque se fermer après sa déconfiture, fut assez malavisé pour y retourner le lendemain, aussi, dès son entrée, fut-il assailli à coups de bâton (n° 2386).

Il n'était même pas prudent de traiter de voleurs les industriels peu scrupuleux qui exploitaient ces jeux. Et cependant comment qualifier autrement les procédés usités dans les tripots, où le vol, disons même le brigandage étaient à l'ordre du jour. Il nous suffira de citer un gentilhomme anglais de Baltimore, entraîné dans une maison de jeu de la rue de Richelieu, qui se vit dépouiller violemment de 46 louis qu'il avait gagnés, plus d'un rouleau de 100 louis, qu'on escamota fort adroitement et qu'on remplaça par un rouleau de plomb (n° 2114). A toute réclamation, les banquiers des jeux n'hésitaient pas à opposer des arguments frappants ; ils avaient à leur solde des coupe-jarrets, gens de sac et de corde, prêts à se charger de toute besogne malpropre et qui, sur un signe de leurs maîtres, assommaient à coups de bâton les infortunés joueurs; ceux du passage Radziwill, appelés tueurs, étaient armés d'une massue et payés à raison de 12 francs par jour. Ces spadassins de bas étage obéissaient, paraît-il, à un mot d'ordre, ils étaient affiliés à une société chargée de soutenir les jeux et tripots autour du Palais-Royal, de suivre les joueurs dans les cafés et cabarets et de les rouer de coups, s'ils parlaient mal des banquiers et teneurs de

jeux (n° 1472). Il faut vraiment que la passion du jeu fût irrésistible, pour que l'on s'exposât de gaieté de cœur à courir de semblables risques ; mais les joueurs dépouillés et maltraités revenaient de plus belle. Ainsi, un négociant de la rue Tiquetonne, Ferdinand Milner, perd, le 23 mars 1791, son argent au biribi, dans une maison de la galerie de pierre, et est mis en demeure de se retirer à l'instant sous peine d'être assommé; sa mésaventure ne l'empêche point de retourner, le 4 mai suivant, dans un jeu analogue, où il perd de nouveau son argent et, cette fois, au sortir du tripot, est assailli à coups de bâton par les hommes à gage du sieur Jouf, maître du jeu, notamment par un homme de couleur (n[os] 2160, 2335). Le même banquier, qui est appelé Jouve, non seulement refuse, le 4 juin 1791, de payer le gain réalisé par un joueur, mais encore l'invective grossièrement et l'abîme de coups (n° 2280). Ceux qui pénétraient dans ces coupe-gorge pouvaient s'estimer heureux d'en être quittes à si bon compte; quelquefois les scènes de violence se terminaient d'une façon plus tragique. Un médecin, s'étant aventuré dans un de ces affreux tripots, y fut fort malmené et faillit être jeté par-dessus la rampe de l'escalier, comme un citoyen de la section de Henri IV, qui fut tué raide (n° 2439).

Dans ces jeux clandestins, la fraude se pratiquait sur une vaste échelle et permettait au banquier de ne rester jamais à la merci du hasard; les combinaisons les plus ingénieuses étaient employées pour corriger la chance, surtout au jeu de dés ou de parfaite égalité; par exemple, dans une boutique des galeries de bois, le teneur d'un jeu qui se jouait avec six dés, les faisait changer de place à sa volonté, au moyen d'une secousse imprimée à la table du jeu (n° 2073). A l'hôtel de Radziwill, un joueur s'aperçut que le cornet de dés s'ouvrait à bascule à la partie inférieure, grâce à ce truc, le banquier pouvait modifier les dés à sa guise (n° 2336).

Les maîtres de jeux avaient, il est vrai, souvent affaire à d'aussi fripons qu'eux et se trouvaient parfois victimes de filous qui profitaient de la fièvre du jeu et de la cohue pour glisser dans la circulation et écouler de faux billets; l'un de ces tripots reçut même un assignat faux de 1,000 livres (n° 2455), mais c'était surtout de faux billets de la Caisse patriotique qu'on cherchait à faire passer dans ces repaires d'escrocs et de dupes. Ainsi il fut constaté qu'un certain Cassaboy, étudiant en médecine, payait son enjeu avec des billets de cette espèce (n° 2381).

De très bonne heure, la question des maisons de jeu préoccupa vivement non seulement le comité du district de Saint-Roch, mais encore l'administration municipale; le 5 septembre 1789, un arrêté du comité de police de la Commune autorisa le comité civil du district à désigner, pour se transporter dans ces maisons, un ou plusieurs de ses membres, qui se

feraient accompagner d'un commissaire et procéderaient à la constatation des délits (n° 899). Le comité de Saint-Roch, pour dégager sa responsabilité, déclara, le 23 octobre suivant, qu'il n'avait jamais accordé aucune tolérance aux teneurs de jeux prohibés et qu'il les poursuivrait toujours avec la même vigilance, doublant à cet effet le nombre des commissaires investis de ce mandat (n° 968); mais le peu de suite donnée aux procès-verbaux eut pour effet d'enhardir les joueurs et de décourager les commissaires, c'est du moins ce qui ressort d'une lettre écrite par le comité au mois de février 1790, en réponse à une lettre de reproches du maire relativement aux poursuites à diriger contre les maisons de jeu (n° 1079). La situation s'aggrava de jour en jour; le 24 novembre 1790, le comité de Saint-Roch avouait son impuissance pour la répression des jeux clandestins, en présence de l'organisation formidable des tripots, véritable défi jeté à la société, les cent maisons situées dans l'arrondissement étant fermées à triple barrière, avec des espions à la porte du comité et des corps de garde, chargés de donner l'éveil. Aussi les cent procès-verbaux de saisie dressés depuis huit mois n'avaient, il fallait bien le reconnaître, produit aucun résultat palpable (n° 1948). Du reste, l'action de la police ne s'exerçait qu'avec beaucoup de difficulté, tellement les précautions les plus minutieuses étaient imaginées pour empêcher les joueurs d'être surpris en flagrant délit, c'est ainsi que l'entrée de chaque maison de jeu était défendue par une seconde porte à barreaux d'une solidité à toute épreuve, devant laquelle se heurtaient les gardes nationaux et le commissaire; on en voit un exemple dans les poursuites dont fut l'objet un sieur Beaulieu, teneur d'un jeu prohibé, qui s'était constamment refusé à ouvrir cette porte et fut condamné à 3,000 livres d'amende (n° 2106). Un fripier, principal locataire, moyennant 10,000 livres par an, des boutiques et appartements des arcades 112 et 113 du Palais Royal, en avait sous-loué une partie à des teneurs de jeux qui, pour mettre leur clientèle à l'abri des investigations de la police, avaient fait barrer l'escalier par une forte grille (n° 2348). Toutes les ruses étaient mises en œuvre pour soustraire les joueurs à ces visites importunes; un chapelier, notamment, le sieur Poupart, avait installé un jeu de biribi dans un entresol communiquant avec sa boutique, ce qui favorisait l'évasion des habitués de ce tripot du côté des galeries (n°s 2437, 2453).

Nous avons vu que, dans le principe, le comité de Saint-Roch avait institué des commissaires spécialement chargés de surveiller les maisons de jeu. Les feuilles périodiques, se faisant l'écho de rumeurs malveillantes qui circulaient dans le public, ne manquèrent pas de suspecter la probité de ces commissaires. Gorsas, dans son *Courrier de Paris*, à diverses reprises, accusa formellement le comité de Saint-Roch d'être de connivence avec les

teneurs des cent maisons de jeu établies sous les galeries du Palais Royal; ce comité n'était composé, disait-il, que « d'hommes pourris et de misérables gredins, en un mot un *comité de brigands* ». Aussi le comité en question dut-il se défendre contre ces attaques sans cesse renouvelées; le 2 novembre 1790, il délégua deux de ses membres à l'effet de demander des éclaircissements au sujet d'un présent de 200 livres qui aurait été accepté par l'un des commissaires pour faire tolérer un jeu de biribi (n° 1933). Deux commissaires des jeux, les sieurs Le Clercq et Delabante s'élevèrent contre les bruits aussi calomnieux qu'injurieux répandus sur leur compte, d'après lesquels ils auraient reçu de l'argent et même des objets mobiliers des tripots du Palais-Royal. On reprochait particulièrement au sieur Le Clercq d'avoir gardé un louis remis par un nommé Roussel, somme qui n'aurait pas même suffi, suivant le témoignage de ce commissaire, pour couvrir les dépenses nécessitées par les primes remises aux dénonciateurs de maisons de jeu (n°s 2013, 2044).

Au mois de janvier 1791, l'abbé Bastide, vicaire de Saint-Roch, président de la section du Palais Royal, voulant répondre à certaines imputations dirigées contre lui, donna lecture d'un rapport concernant la gestion de l'ancien comité au point de vue de la police des jeux, et se fit fort de prouver qu'il avait repoussé les offres considérables parvenues au comité pour qu'on fermât les yeux sur diverses maisons de jeu (n° 2084).

En dépit de toutes les protestations, l'opinion qui s'était accréditée dans le public prévalut, ce point ressort clairement des déclarations faites, le 18 juin 1791, par deux notables marchands du Palais-Royal qui avaient entendu un particulier, administrateur présumé de la police, répéter que la section du Palais-Royal soutenait les jeux existant dans l'arrondissement (n° 2298).

La prostitution, d'une part, le jeu, d'autre part, constituaient un milieu éminemment favorable au développement du vol et du vagabondage, aussi l'armée du vice avait établi son quartier général au Palais-Royal, dont les galeries et le jardin étaient littéralement infestés de malfaiteurs. Voici ce que disait à ce propos la *Chronique de Paris* dans son numéro du 26 janvier 1791 : « Le Palais-Royal recèle dans tous ses recoins une foule de brigands que la passion du jeu semble réunir, mais que la perversité pourrait être sûre d'employer avec succès. » Le même journal ajoutait quelques jours après: « Le Palais-Royal est un cloaque impur où viennent se réfugier tous les brigands. » On en voit une nouvelle preuve dans la déclaration que fit, le 6 mai 1791, un jeune colporteur amené au poste pour propos injurieux, lequel offrit spontanément de dénoncer les voleurs qui

pullulaient tant dans le jardin que sous les galeries de pierre et boutiques de bois (n° 2238). Leur audace ne connaissait point de bornes; nous en trouvons un exemple fort curieux dans les mésaventures successives d'un Algérien, Sidi Omar, venu à Paris pour acheter un collier du Saint-Esprit, et qui fut le point de mire des voleurs; le 2 février 1791, sa malle fut fracturée à l'hôtel de l'Empereur, au Palais-Royal, et on lui vola les espèces et bijoux qu'elle renfermait. Environ un mois et demi après, des malfaiteurs s'introduisirent dans son appartement, maison du spectacle des Enfants, mais cette fois manquèrent leur coup; l'un d'eux, qui avait déjà été arrêté quelques mois auparavant par l'orfèvre Odiot, fut saisi en flagrant délit (n°s 2032, 2069). C'était surtout au milieu de la foule qu'opéraient les filous; ils organisaient des poussées, à la faveur desquelles ils faisaient une rafle générale des bourses, montres, mouchoirs et portefeuilles. L'un des larcins les plus importants fut commis au préjudice d'un négociant grec, Panagio Wergo, qui, se promenant avec sa femme au Palais-Royal, se trouva serré de près par un groupe d'individus et constata la disparition de son portefeuille en maroquin rouge, avec serrure à secret, contenant 30,000 livres en billets de la Banque d'Autriche et 1,300 livres d'assignats (n° 2287). Un ex-garde du corps, en passant dans l'ancien escalier du passage de Foy, donnant sur la rue de Richelieu, mal éclairé et qui servait de refuge aux escarpes, y fut débarrassé de sa tabatière. Ces vols quotidiens finissaient par impatienter le public, qui parfois se fâchait et infligeait aux larrons de sévères corrections; le 16 mars 1791, un attroupement populaire se forma dans le jardin du Palais-Royal, à l'effet de jeter dans le bassin un voleur de mouchoirs, qu'un officier de cavalerie eut grand peine à sauver, avec l'assistance des gardes nationaux, et à emmener dans un fiacre (n° 2252).

Au début de l'année 1791, la sécurité publique était fort compromise par de redoutables associations de malfaiteurs qui ne reculaient pas devant le crime et semaient la terreur dans la capitale. D'après la *Chronique de Paris*, il y avait plus de quatre mille de ces brigands organisés en bandes, et près du Louvre, dans un de leurs repaires, on en ramassa d'un seul coup de filet vingt-trois, dont dix-neuf étaient des repris de justice; une autre bande de trente individus, hommes et femmes, fut arrêtée rue de la Vannerie. Deux assassinats furent commis à quelques jours d'intervalle dans le quartier du Palais-Royal : le premier sur la personne d'une veuve Plouvyé et de sa cuisinière, rue de l'Échelle; le second sur le chevalier de Vibray, rue de Richelieu. En présence de l'organisation défectueuse de la police chargée de surveiller les malfaiteurs, le comité de Saint-Roch approuva une délibération de la section de la Fontaine-Montmorency, où

cette grave question était agitée, et son secrétaire, Doray de Longrais, présenta un rapport avec une motion proposant d'inviter la municipalité à chasser de Paris les vagabonds et mendiants valides, et d'organiser une surveillance attentive contre ceux qui tramaient des complots et formaient des associations de brigands (nos 2051, 2052).

On sait que le Palais-Royal était aussi le centre du commerce de l'argent, il s'y tenait une sorte de Bourse, où se donnaient rendez-vous tous les manieurs d'espèces qui draguaient littéralement le peu de numéraire en circulation à Paris; un agiotage effréné se pratiquait au Perron, en face de la rue Vivienne et déchaîna plus d'une fois les colères de la multitude. Au mois de janvier 1791, l'accaparement des billets de la Caisse d'Escompte et des petits assignats provoqua une vive fermentation, le peuple indigné roua de coups quatre ou cinq vendeurs d'argent; il fallut même en arrêter deux afin de les soustraire à la fureur populaire et d'éviter de graves désordres (n° 2034).

A chaque instant, de violentes altercations s'élevaient entre les marchands d'argent et le public au sujet du cours du change. En effet, comment ne point protester, lorsqu'un de ces trafiquants avait l'audace de prélever 4 livres 10 sols d'escompte pour un assignat de 50 livres (n° 2220) ou quand il cherchait à écouler de faux assignats et de faux écus (nos 2246, 2248). Parfois ces altercations avaient un dénouement tragique, tous les journaux relatèrent la scène sanglante qui se produisit, le 21 janvier 1791, entre six et sept heures du soir, au passage du Perron. Un bijoutier, s'étant enquis du cours de l'argent, commit l'imprudence de dire à haute voix que, « tant qu'on n'aurait pas pendu un marchand d'argent, il hausserait toujours », fut entouré de dix à douze de ces courtiers marrons et poignardé sur l'heure (n° 1429). Ces agioteurs se considéraient au Palais-Royal comme chez eux; ainsi, le jour des obsèques de Mirabeau, un particulier vint s'installer dans la boutique d'un limonadier du passage de Beaujolais pour y vendre de l'or et de l'argent, et non seulement refusa de se retirer, mais accabla le limonadier d'injures et de coups (n° 2196).

Comme la plupart du temps ces usuriers en plein vent dépassaient toute mesure, le public se faisait volontiers justice lui-même. Le 14 mai 1791, le peuple ameuté arrêta et conduisit à l'Hôtel de Ville deux spéculateurs sans vergogne qui déclarèrent avoir acheté de l'argent à 9 1/2 0/0 (n° 2485). Le 27 du même mois, le département de police prévint le commissaire Toublanc que les ouvriers des travaux publics, victimes plus que tous autres de l'agiotage, avaient formé le projet de piller la boutique d'un limonadier du passage de Beaujolais, probablement le même qui

avait été malmené le 5 avril précédent, sous prétexte que cette boutique servait de retraite aux marchands d'argent et facilitait leur commerce (n° 2267). Le 22 août suivant, sur la plainte générale du public, le commissaire dut procéder à l'arrestation d'un particulier qui offrait en vente au Perron des louis à raison de 6 livres pièce (n° 2435).

La pénurie de numéraire était si grande que, à la date du 29 novembre 1789, M. Bailly dut refuser la demande d'argent monnayé présentée par l'entrepreneur des travaux du théâtre Montansier, André Durand, déclarant que chaque personne ne pouvait obtenir qu'une carte de 1,000 livres pour la délivrance d'espèces, attendu que la municipalité était obligée de payer en écus les achats de farines faits aux meuniers et fermiers (n° 1012); aussi avec quel soin jaloux les commissaires du district ne surveillaient-ils pas la sortie de l'argent expédié dans les provinces, témoin le contrôle de l'envoi de trois barils contenant 78,000 livres à Lyon, le 29 septembre 1789? (n° 930). Cette question si importante tenait fort à cœur au public; ainsi, le 31 mars 1790, on arrêta un individu qui avait causé un attroupement dans le Palais-Royal, en disant « que les princes avaient bien fait d'emporter du numéraire » (n° 1101). Ce n'était pas assez de se trouver exposé à recevoir de faux assignats, quelques-uns d'une exécution réellement remarquable, au début de l'année 1791, on répandit à profusion au Palais-Royal des billets revêtus de la fausse signature du duc de Biron; ils occasionnèrent tant de mécomptes que le département de police chargea le commissaire Chenu d'instruire une enquête à ce sujet (n° 2011). Pour diminuer un peu l'affluence qui se portait au Perron, la section du Palais-Royal, par une délibération du 23 mai 1791, choisit le cloître des Jacobins comme local où se ferait publiquement tous les jours l'échange des assignats contre de l'argent ou de l'argent contre des assignats (n° 2262).

On serait tenté de croire, parce que le Palais-Royal était le quartier à la mode, le rendez-vous des élégants et des gens de plaisir, qu'il ne devait rien laisser à désirer sous le rapport de l'hygiène et de la salubrité; malheureusement c'était tout le contraire. La malpropreté incroyable de tout le pourtour du Palais-Royal est attestée par les plaintes quotidiennes adressées à la police; les boues amoncelées, soit par les passants, soit par les restaurateurs, dans les rues et passages avoisinant le Palais-Royal, y causaient une véritable infection (n° 1930.) Un rapport de police du 22 mars 1791 constatait la présence sur la voie publique de plâtras et de gravois provenant de démolitions dans les passages Montpensier et de Valois, ainsi que d'immondices qui semblaient avoir séjourné depuis nombre de jours dans les rues des Bons-Enfants, Neuve-des-Bons-Enfants et Ventadour

(n° 2158). Le 3 août, le commissaire Toublanc mit en demeure les sieurs Lebrun et Cheradame, entrepreneurs du nettoiement, d'enlever les matériaux de démolition qui encombraient le passage de Valois (n° 2402); le 9 août suivant, en présence de l'inertie coupable de ces entrepreneurs, le commissaire s'adressa au département de police pour obtenir que celui des travaux publics fit disparaître tous ces plâtras (n° 2409).

Ce déplorable état de choses provenait de deux causes. La première était l'incurie des propriétaires et principaux locataires du pourtour du Palais-Royal qui négligeaient absolument de faire balayer le long de leurs maisons (n° 2174), qui apportaient même des immondices à la faveur de la nuit ou les jetaient par les croisées. D'après plusieurs rapports officiels de la fin d'avril et du 2 mai 1791 (n°s 2230, 2231), pour toutes ces raisons réunies, les passages de Montpensier, de Beaujolais et de Valois ainsi que le cul-de-sac de la Brasserie se trouvaient dans un état de saleté repoussante; l'inspecteur du nettoiement déclara même sans ambages que l'accumulation des gravats et matériaux transformait les alentours du Palais-Royal « en un vrai cloaque d'immondices ».

La seconde cause était l'irrégularité du service de l'enlèvement des boues dans les rues Saint-Honoré, des Boucheries, Traversière et dans tout le circuit du Palais-Royal, où les ordures restaient entassées; le commissaire de la section, qui se plaignit de ces retards et demanda au département de police l'organisation d'un service spécial dans l'après-midi pour les rues à marché, reçut pour seule réponse que, d'une part, l'entrepreneur du nettoiement était dispensé de tout service les jours fériés, tels que Pâques et la Pentecôte, et que, d'autre part, le passage des tombereaux dans l'après-midi pourrait entraver la circulation (n° 2291). D'ailleurs, il faut bien le reconnaître, les boues, gravois et matériaux qui encombraient les rues en permanence, n'étaient enlevés d'une façon un peu sérieuse qu'à l'occasion des grandes fêtes ou cérémonies, telles que la procession de la Fête-Dieu, ou la proclamation de la Constitution (n°s 2214, 2296, 2466).

Quant à l'arrosage des rues pendant les chaleurs, il était laissé au bon vouloir des habitants. Nous voyons cependant, à la date du 6 août 1791, que le commissaire de police devait tenir la main à ce que le devant des maisons fût arrosé deux fois par jour, mais sans faire usage de l'eau croupissante des ruisseaux (n° 2406).

Nos ancêtres étaient vraiment peu exigeants et l'administration se contentait à peu de frais; voici un exemple caractéristique qui peut se passer de commentaires. Le 29 janvier 1791, on permit de faire étendre, non de la paille, mais du fumier devant la maison d'une personne gravement

malade, rue de Richelieu, à la charge de le faire renouveler tous les deux jours pour conserver la salubrité de l'air (n° 2045). Toutes ces défectuosités, toutes ces taches, qui aujourd'hui dépareraient singulièrement les rues même les plus déshéritées de la capitale, n'empêchaient point le Palais-Royal d'être le quartier le plus vivant de Paris, un véritable lieu de délices, toujours fréquenté par une foule compacte de Parisiens, de provinciaux et d'étrangers qui trouvaient là réunies toutes les attractions.

Si nous quittons le sanctuaire du plaisir pour entrer dans celui de la religion, au lieu du calme et du recueillement de la prière, nous trouvons l'agitation des clubs et le déchaînement des passions. L'église de Saint-Roch avait pour curé, depuis 1787, Claude Marduel, connu par son caractère peu conciliant et ses allures autoritaires. Sa conduite lors de l'enterrement d'un Cent-suisse, tué d'un coup de fleuret dans l'œil, le 4 mars 1790, fit grand bruit et donna lieu à de fâcheux commentaires. En effet, après l'office funèbre, il s'était retiré avec son clergé, refusant d'accompagner le corps au cimetière, déclarant « qu'il aimerait mieux être mené à la lanterne et qu'il n'ouvrait la grande porte de l'église que pour les grands convois ». Ce fut un aide-major du bataillon des Feuillants qui fit ouvrir d'office la grande porte et obligea le clergé à remplir son devoir jusqu'au bout (n° 1085).

Animé de sentiments aussi contraires à la charité chrétienne, Claude Marduel se rangea immédiatement parmi les curés qui refusèrent le serment exigé des fonctionnaires ecclésiastiques et opposa même la plus vive résistance à la nouvelle constitution du clergé. Le 18 janvier 1791, ce prêtre « réfractaire et déchu », comme l'appelle Gorsas, provoqua une scène scandaleuse dans l'église de Saint-Roch, en voulant, malgré l'abandon de ses prérogatives pastorales, procéder à la célébration d'un baptême; la cérémonie fut interrompue par les assistants, qui protestèrent avec éclat et réclamèrent la présence de l'abbé Legrand (n° 2026). Le 29 janvier, le curé Marduel envoya sa démission d'électeur de la section du Palais-Royal (n° 2048); le 6 février, il était remplacé par l'un de ses anciens vicaires, l'abbé Louis-Alexandre Legrand, dont la proclamation solennelle eut lieu le dimanche 13 février. Les dévotes de la paroisse ne se résignèrent pas facilement à la perte de leur pasteur; tandis qu'elles organisaient un pétitionnement et quêtaient des signatures en vue du maintien du curé Marduel, les prêtres réfractaires de Saint-Roch colportaient de maison en maison des papiers incendiaires (n°s 2035, 2109). Une grande dame, la marquise de Vibraye, afin de protester contre le nouvel ordre de choses, fit même enlever tous les objets garnissant la chapelle de

sa famille dans l'église (n° 2191). De nouveaux désordres, fomentés, semble-t-il, par Claude Marduel, affligèrent la paroisse de Saint-Roch. Le 18 mars 1791, Silvestre Boulard, libraire et électeur de la section du Palais-Royal, dénonça la suppression, avec une affectation scandaleuse, sur la liste des confesseurs de la paroisse, des noms de ceux qui avaient prêté le serment civique, notamment de MM. Legrand, Sibire, Hanier et Picquenot; le dimanche suivant, au moment de la grand'messe, les fidèles furent transportés d'indignation en constatant que les noms des prêtres assermentés avaient été rayés sur les tableaux placés dans l'église, et voulurent détruire ces tableaux. Un prêtre de la paroisse de Saint-Sulpice, l'abbé Tessier, qui prêchait ce jour à Saint-Roch, augmenta encore l'effervescence par un sermon sur la confession, semé d'allusions offensantes (n°s 2147, 2151, 2152). A la date du 1er avril, le nouveau curé et les commissaires délégués par la municipalité procédèrent à l'inventaire des effets mobiliers, titres et papiers existant dans le presbytère et appartenant tant à la fabrique qu'à la communauté des prêtres et aux pauvres de la paroisse (n° 2173). Le dimanche 3 avril, en vertu d'un arrêté du Corps municipal, notification fut faite à M. Marduel de la cessation de ses fonctions curiales. La prise de possession de la cure de Saint-Roch par l'abbé Legrand, qui eut lieu le même jour, ne se fit point sans rencontrer quelques obstacles (n°s 2177, 2178); ainsi la supérieure des sœurs de Sainte-Anne, s'obstinant à ne reconnaître que M. Marduel pour curé de Saint-Roch, refusa d'ouvrir la chapelle affectée au catéchisme des enfants se préparant à la première communion; les frères des écoles chrétiennes, de leur côté, déclarèrent, pour le même motif, qu'à l'avenir ils ne conduiraient point leurs élèves aux messes qui seraient célébrées par le curé actuel ou ses vicaires (n°s 2179, 2190).

Trop souvent les prédications faites à Saint-Roch par des prêtres étrangers furent l'occasion de troubles. Le 2 mai 1790, l'abbé Gravier y prononça un sermon qui donna lieu à des inculpations graves et calomnieuses; ce prêtre fut obligé, pour se disculper, de déposer le manuscrit de son sermon (n° 1118). Le 6 février 1791, un religieux récollet, prêchant à Saint-Roch, fut interrompu par un mendiant qui causa un véritable scandale par ses réflexions saugrenues, énoncées à haute voix, en disant notamment « que si le prédicateur était l'apôtre de Jésus-Christ, lui était l'apôtre des hommes », et en ajoutant : « il ne sait ce qu'il dit, cet animal-là », avec d'autres insanités du même genre (n° 2071). L'église de Saint-Roch, d'ailleurs, ne recevait pas que des mendiants, inoffensifs en somme; elle donnait asile à nombre de voleurs qui se mêlaient aux fidèles et vidaient leurs poches (n°s 1974, 2317). On voyait même s'y glisser des gens de mœurs ina-

vouables, comme ce maître brodeur qui, au milieu du chœur, pendant la grand'messe, se fit remarquer par une attitude des plus équivoques (n° 2425). Nous pourrions citer encore maintes particularités intéressantes, telles que la plainte de l'abbé Fauchet contre le portier de la communauté des prêtres de Saint-Roch au sujet d'une lettre portant pour adresse : *A Claude Fauchet, le meilleur des citoyens et le plus digne des prêtres de la communauté de Saint-Roch*, lettre qui lui était parvenue décachetée et maculée d'ordures (n° 2130).

Après le renouvellement du clergé de Saint-Roch, un certain nombre de prêtres réfractaires continuaient, paraît-il, à vivre au sein de la communauté; le 7 mai 1791, une première sommation leur fut faite en vertu d'une lettre des administrateurs des biens nationaux (n° 2239); mais ils ne se pressèrent point de sortir du presbytère, car un arrêté du Corps municipal, signifié le 16 mai suivant, les mit en demeure de quitter les locaux qu'ils occupaient (n° 2253). On voit, par une correspondance échangée entre M. Desmousseaux, substitut du procureur de la Commune, et le commissaire de police de la section du Palais-Royal, que, vers le milieu de juin, il ne restait plus que deux prêtres dans le logement de la fabrique (n° 2278). Les mêmes mesures de rigueur furent prises à l'égard des frères de la doctrine chrétienne et des sœurs de la communauté de Sainte-Anne, qui, à l'exemple du curé Marduel, avaient refusé de prêter le serment. Dès le 14 mars 1791, le comité de Saint-Roch avait décidé l'envoi d'une adresse au Département pour appeler son attention sur l'éducation inconstitutionnelle donnée aux enfants par les frères des écoles chrétiennes, les sœurs de Sainte-Anne et de Saint-Lazare (n° 2136). Un ordre du département de police, en date des 5 et 6 avril, prescrivit la fermeture de leurs classes, « l'instruction de la jeunesse ne pouvant plus être confiée à leurs soins » (nos 2188, 2189). M. Bailly déclara néanmoins que les sœurs de la communauté de Sainte-Anne pouvaient se retirer, à condition de ne rien emporter de leurs papiers et effets (n° 2187), mais, le 16 mai suivant, elles furent obligées d'évacuer leur maison, sise rue Neuve-Saint-Roch (n° 2253). Toutefois, les écoles de garçons furent rouvertes dès le 9 mai, mais celles des filles restèrent fermées, probablement faute de personnel enseignant, car le département de police avait demandé, le 3 mai, le nombre exact des institutrices pour les écoles publiques de l'arrondissement, avec l'état des places vacantes (n° 2333); le commissaire Toublanc, redoutant quelques troubles, en raison de cette situation anormale, exprima ses craintes au commandant du bataillon de Saint-Roch (n° 2241).

La surexcitation des esprits, provoquée par la clôture des églises particulières des monastères, par les tentatives de résistance qui se produi-

sirent dans maintes communautés religieuses, atteignit de telles proportions que les sœurs de charité elles-mêmes se virent menacées; le 27 avril 1791, le maire de Paris informa M. Toublanc des insultes auxquelles les sœurs de charité de la paroisse de Saint-Roch se trouvaient exposées, et le pria de se concerter avec le commandant du bataillon pour le maintien de l'ordre (n° 2222); le 12 septembre suivant, dans une nouvelle lettre adressée au même commissaire, M. Bailly lui fit part des vives alarmes éprouvées par les mêmes sœurs, qui craignaient d'être victimes de certaines machinations et l'invita de la façon la plus expresse à leur garantir la sécurité nécessaire pour la continuation des soins qu'elles donnaient avec tant de dévouement aux malades indigents (n° 2463).

Le tableau rapide que nous venons d'esquisser à l'aide des papiers de la section du Palais-Royal, laisse entrevoir tout le fruit qu'on pourrait retirer de la mise en lumière des documents de nature si variée intéressant les sections de Paris, conservés dans nos dépôts d'archives.

Le quatrième chapitre de notre volume, consacré à la police et à l'esprit public, se rattache par les liens les plus intimes aux deux précédents, qui nous ont montré dans les districts et dans les sections de la capitale les manifestations de la vie publique ; nous y passons successivement en revue tout ce qui regarde les clubs et sociétés populaires, les feuilles périodiques, les libelles et pamphlets, l'organisation de la police municipale, les lettres et actes des comités de recherches et de police de la municipalité, enfin les nombreux services qui étaient dans le ressort du département de police, savoir : les prisons, la mendicité et le vagabondage, la prostitution, les maisons de jeu, les voitures de place, les foires, halles et marchés, les agents de change, les communautés d'arts et métiers, la librairie et l'imprimerie, les pompes à incendie, les hôtels garnis.

Le cinquième et dernier chapitre est relatif à la garde nationale et à divers corps annexes, tels que le bataillon des Vétérans, les volontaires de la Bazoche, le guet devenu le bataillon des Ports, la maréchaussée de l'Ile-de-France, les gardes-françaises et gardes-suisses. On trouvera, distribué dans un ordre méthodique, tout ce qui se rapporte à l'organisation et au fonctionnement de la garde nationale, c'est-à-dire à l'habillement, à l'armement, au casernement, à l'artillerie, à la cavalerie. Les documents ayant

trait au service intérieur et extérieur de la milice parisienne forment un paragraphe spécial, suivi de ce qui concerne les déserteurs de l'armée, les soldats congédiés, la comptabilité, le camp des volontaires de Verberie et les bataillons rangés par ordre de divisions.

Les archives et bibliothèques, déjà mises à contribution pour la rédaction de notre premier volume, nous ont fourni les matériaux du tome II; l'exploration de deux nouveaux dépôts est venue accroître les sources déjà si abondantes auxquelles nous avons puisé, l'un d'eux est représenté par les archives du département de la Seine, qu'on trouvera désignées sous les initiales *A. S.* L'autre dépôt, où nous avons recueilli une précieuse moisson, se compose des archives de la préfecture de police, lesquelles possèdent pour la période dont nous nous occupons des pièces peu connues et peu consultées jusqu'ici, mais qui n'en offrent pas moins un réel intérêt. Nous indiquons sous la rubrique *A. P.* les documents empruntés à ce dépôt, encore si riche, nonobstant les pertes regrettables qu'il a subies.

Telles sont les principales matières contenues dans ce volume, nous espérons que, malgré des imperfections et des lacunes inhérentes à la nature même du travail, il rencontrera auprès du public érudit un accueil aussi bienveillant que le tome précédent. Cet accueil sera le meilleur des encouragements pour la continuation, nous n'osons dire l'achèvement, d'une œuvre aussi étendue, aussi hérissée de difficultés, qui exige une activité et un labeur de tous les instants.

ALEXANDRE TUETEY.

Mars 1892.

RÉPERTOIRE GÉNÉRAL

DES SOURCES MANUSCRITES

DE

L'HISTOIRE DE PARIS

PENDANT LA RÉVOLUTION FRANÇAISE

CHAPITRE PREMIER

ORGANISATION MUNICIPALE

§ 1. — Étendue et Délimitation du Département.

1. — Délégation de commissaires par l'Assemblée des représentants de la Commune auprès du Comité de constitution pour suspendre toute décision au sujet de l'organisation du département de Paris, jusqu'à ce que la Commune de Paris ait présenté l'expression de son vœu à l'Assemblée nationale.

15 décembre 1789.

Extrait, *A. N*. D IV^{b} 13, n° 251.

Ed. *Procès-verbaux de l'Assemblée générale des représentants de la Commune*. t. IV, p. 5.

2. — Nomination de commissaires chargés de se rendre à l'Archevêché pour prendre connaissance des dispositions arrêtées par les districts.

16 décembre 1789.

Extrait, *B.N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2671, fol. 104.

3. — Extraits des délibérations prises par les districts de Paris.

16, 19 décembre 1789.

Copies (2 p.), *B. N.*, Mss.. nouv. acq. fr. 2671, fol. 107, 110, 114.

V. dans les *Procès-verbaux de l'Assemblée des représentants de la Commune*, t. IV, p. 85, le relevé des délibérations prises par les soixante districts de Paris au sujet de l'étendue du département.

4. — Arrêté du district de Saint-Louis-de-la-Culture, donnant son adhésion au projet consistant à faire de Paris le chef-lieu d'un département de 18 lieues sur 18 lieues, et demandant la confirmation, par l'Assemblée nationale et le pouvoir

exécutif de la juridiction relative aux approvisionnements de Paris.

16 décembre 1789.

Copie conforme, A. S., V bis 1, Districts de Paris.

Cf. *Procès-verbaux de l'Assemblée générale des représentants de la Commune*, t. IV, p. 6.

5. — Délibération du district des Enfants-Rouges, exprimant le vœu que Paris fasse partie, comme les autres villes, d'un département de 18 lieues sur 18 lieues, avec la ville de Paris au centre.

16 décembre 1789.

Minute, A. N., D IVb 13, n° 251.

Cf. *Procès-verbaux de l'Assemblée générale des représentants de la Commune*, t. IV, p. 7.

6. — Envoi de commissaires par le district de Saint-Marcel, auprès du Comité de constitution, pour demander un délai de six jours, afin de statuer sur la question relative à la formation du département de Paris.

16 décembre 1789.

Extrait conforme, A. N., D IVb 13, n° 251.

Cf. *Procès-verbaux de l'Assemblée générale des représentants de la Commune*, t. IV, p. 7.

7. — Arrêté du district de Saint-Jacques-l'Hôpital, demandant la formation d'un département spécial pour Paris et la conservation de la juridiction de la Ville sur les rivières et canaux, avec lettre d'envoi au Comité de constitution.

16 décembre 1789.

Extraits signés et scellés (4 p.), A. N., C 33, n° 286; D IVb 13, n° 251; *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2671, fol. 102.

8. — Arrêté du district de Saint-André-des-Arcs, décidant la nomination de commissaires pour traiter la question de la forme et étendue à donner au département de Paris, et priant l'Assemblée nationale de suspendre son décret à ce sujet jusqu'à l'envoi des avis de la pluralité des districts.

16 décembre 1789.

Extrait signé, *A. N.*, D IVb 13, n° 251.

9. — Arrêté du district de Notre-Dame, portant que le département de la ville de Paris ne pourra être réduit à un diamètre de 18 lieues qu'autant qu'on lui conservera sa juridiction sur les rivières, tant pour le flottage des bois que pour l'approvisionnement en grains et objets de première nécessité.

16 décembre 1789.

Extrait signé, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2671, fol. 109.

10. — Arrêté du district de Sainte-Opportune, demandant que Paris fasse partie d'un département de 18 lieues sur 18 et conserve sa juridiction sur les rivières pour assurer l'approvisionnement de la capitale.

16 décembre 1789.

Extraits signés (2 p.), *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2642, fol. 171; 2671, fol. 106.

Cf. *Procès-verbaux de l'Assemblée générale des représentants de la Commune*, t. IV, p. 67.

11. — Arrêté du district de Saint-Louis-en-l'Ile, envoyant des commissaires auprès du président de l'Assemblée nationale et du Comité de constitution, afin de surseoir pendant quelques jours à l'organisation des département et municipalité de Paris, pour laisser le temps aux citoyens d'émettre leurs vœux.

16 décembre 1789.

Extraits (2 p.), *A. N.*, D IVb 13, n° 251; *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2671, fol. 105.

12. — Arrêté du district du Petit-Saint-Antoine, approuvant les deux articles du projet voté par les représentants de la Commune et exprimant le vœu que la ville conserve sa juridiction sur les rivières de Seine, Marne, Yonne, Oise et leurs affluents.

16 décembre 1789.

Copie, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2671, fol. 103.

13. — Arrêté du district de Saint-Nicolas-des-Champs relatif à l'étendue du département de Paris, exprimant le vœu de la séparation des pouvoirs municipal et départemental, et de la conservation de la police et juridiction de Paris sur les villes et marchés de son département, ainsi que sur la Seine et ses affluents, avec lettre d'envoi.

16 décembre 1789.

Extraits signés (2 p.), A. N., C 33, n° 286.

14. — Arrêté du district des Capucins-Saint-Honoré, portant que Paris, avec la

banlieue fixée par l'Assemblée nationale, formera seul un département, dont les pouvoirs seront absolument distincts de ceux de la municipalité.

17 décembre 1789.
Extrait signé, *A. N.*, D IV^b 13, n° 251.
Cf. Maurice Tourneux, *Bibliographie de l'Histoire de Paris pendant la Révolution française*, t. II, n° 7029, l'extrait imprimé de cette délibération.

15. — Arrêté motivé du district de Saint-André-des-Arcs, exprimant le vœu que Paris forme un département distinct et indépendant, avec une banlieue dont l'Assemblée nationale déterminera l'étendue et avec une juridiction sur les marchés et moulins destinés à son approvisionnement.

17 décembre 1789.
Extrait signé, *A. N.*, D IV^b 13, n° 251.

16. — Arrêté du district des Prémontrés, exprimant le vœu que le département de Paris se borne à son enceinte et à une banlieue de 2 lieues de rayon au delà des murs et conserve sa juridiction sur les moulins et marchés destinés à son approvisionnement, avec lettre du président du district.

17 décembre 1789.
Extraits collationnés (3 p.), *A. N.*, C 33, n° 286; D IV^b 13, n° 251.

17. — Déclaration des districts réunis du Val-de-Grâce et de Saint-Jacques-du-Haut-Pas, interprétant leur délibération imprimée du 16 décembre et exprimant le vœu que Paris et sa banlieue forment un département.

18 décembre 1789.
Copie conforme, *A. N.*, D IV^b 13, n° 251.

18.—Projet d'arrêté du district des Filles-Dieu, proposant que Paris soit le chef-lieu d'un département de 9 lieues de rayon, composé de 9 districts, et que Paris, district du centre, ait une municipalité relevant du département.

18 décembre 1789.
Extrait conforme, *A. N.*, D IV^b 13, n° 251.
V. dans Maurice Tourneux, *Bibliographie de l'Histoire de Paris pendant la Révolution française*, t. II, n° 7141, l'extrait imprimé de cette délibération sur l'étendue du département de Paris.

19.—Arrêté du district des Capucins-du-Marais, demandant une plus grande extension du département de Paris et la conservation de l'inspection sur la rivière de Seine et ses affluents pour les approvisionnements.

18 décembre 1789.
Copie conforme, *A. S.*, V^bis I, Districts de Paris; *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2642, fol. 193; 2683, fol. 40.

20. — Arrêté du district de Saint-Victor, décidant que Paris fera partie d'un département de 324 lieues de superficie, conservera toute juridiction sur les rivières, les moulins à poudre d'Essonne, les moulins à farine de Corbeil et Pontoise, ainsi que les marchés de Sceaux et de Poissy.

20 décembre 1789.
Extrait, *A. N.*, D IV^b 13, n° 251.

21.—Arrêté du district de Sainte-Marguerite, annulant la délibération du 16 décembre qui déclarait que Paris ferait partie d'un département de 324 lieues de superficie et décidant que Paris, avec sa banlieue, formera un département.

20 décembre 1789.
Extrait collationné, *A. N.*, D IV^b 13, n° 251.

22.— Lecture, par M. de Condorcet, dans le sein de l'Assemblée des représentants de la Commune, de l'adresse à l'Assemblée nationale, exprimant le vœu de la Commune relativement à l'étendue du département dans lequel doit être placée la capitale.

26 décembre 1789.
Copie conforme, *A. N.*, D IV^b 13, n° 252.
Cf. *Procès-verbaux de l'Assemblée générale des représentants de la Commune*, t. IV, p. 96.

23. — Rapport du Comité de constitution sur la fixation des limites du département et l'interprétation du décret de l'Assemblée nationale, en ce qui concerne les 3 lieues de rayon, par les députés de la ville de Paris et les commissaires du département de Versailles.

Sans date (28 décembre 1789).
Minute, *A. N.*, D IV^b 13, n° 252.

24. — Tableau des vœux différents des

districts sur l'étendue du département dans lequel doit se trouver la ville de Paris.

28 décembre 1789.
Minute, *A. N.*, D IV^b 13, n° 252.
Cf. BAYARD, *Journal de la municipalité et des districts*, t. I, n° 35, p. 285.

25. — Motion du sieur Boulard, examinant la question de savoir de quelle utilité peut être une banlieue pour Paris.

Décembre 1789.
Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2670, fol. 306.

26. — Décret de l'Assemblée nationale qui fixe l'étendue et les limites du département de Paris.

13 janvier 1790.
Minute, *A. N.*, D IV^b 13, n° 250.
Ed. *Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale*, t. II, p. 14.

27. — Tableau du département de Paris, conformément au décret de l'Assemblée nationale, qui fixe l'étendue de ce dernier à 3 lieues aux environs de cette ville.

Sans date.
Minute, *A. N.*, D VI 44, n° 655 bis.

28. — Adresse des membres du comité du district de Saint-Roch, contenant l'expression de leur gratitude pour le décret relatif au département de Paris.

13 janvier 1790.
Minute signée, *A. N.*, C 36, n° 304.

29. — Arrêté de l'Assemblée des représentants de la Commune, décidant l'envoi d'une députation chargée d'offrir le témoignage de sa soumission au décret qui fixe l'étendue du département de Paris.

16 janvier 1790.
Extrait signé, *A. N.*, C 36, n° 304.
Ed. *Procès-verbaux de l'Assemblée générale des représentants de la Commune*, t. V, p. 17.

30. — Discours prononcé par M. Bailly, en apportant l'arrêté des représentants de la Commune qui adhère au décret de l'Assemblée nationale fixant l'étendue du département de Paris.

19 janvier 1790.
Minute, *A. N.*, C 36, n° 304.
Ed. BAYARD, *Journal de la municipalité et des districts*, t. I, n° XLIII, p. 348.

31. — Mémoire de M. Michault, électeur de Paris, en réponse aux réflexions de M. Duport, député de Paris, sur la division du royaume en départements, au sujet de l'étendue du département de Paris.

Minutes (4 p.), *A. N.*, C. 33, n° 286.
Michault, procureur au Châtelet, était électeur du district du Petit-Saint-Antoine.

32. — Nomenclature des lieux et paroisses qui forment la limite des départements de Paris et de Versailles, d'après le rapport du Comité de constitution.

28 janvier 1790.
Minute de la main de Camus, signée par les commissaires de l'Assemblée, *A. N.*, D IV^b 13, n° 250.

33. — Arrêté du district de Saint-Philippe-du-Roule, émettant le vœu que le conseil du département de Paris ait sur la municipalité la même influence et la même autorité que les autres départements sur les municipalités de leur ressort.

28 février 1790.
Extraits conformes (3 p.), *A. S.* V bis I, Districts de Paris; *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2665, fol. 203; 2681, fol. 287.

34. — Discours prononcé par M. Louis Delahaye, en faisant hommage à l'Assemblée nationale de la première carte du département, suivi d'une note sur les qualités de l'atlas inauguré par cette carte.

30 décembre 1790.
Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2637, fol. 176.

---

35. — Adresses, lettres et pétitions de la municipalité de Saint-Denis pour l'établissement d'un tribunal dans le district de Saint-Denis.

24 décembre 1789.
16 juillet, 27 août 1790.
Minutes (13 p.), *A. N.*, D IV^b 29, n° 414.

36. — Procès-verbal de l'Assemblée des représentants de la Commune, relatif à la nomination de deux commissaires chargés de transmettre au Comité de constitution et d'appuyer la requête de la municipalité de Meudon, tendant à obtenir son ratta-

chement au département de Paris et sa désignation comme chef-lieu de district.

16 janvier 1790.
Copie conforme, *A. N.*, D IV^b 13, n° 250.
Cf. *Procès-verbaux de l'Assemblée générale des représentants de la Commune*, t. V, p. 16.

37. — Adresse des officiers municipaux, curé et notables de la paroisse d'Issy au Comité de constitution pour être choisie comme chef-lieu de district, de préférence à Vanves et Meudon.

Janvier 1790.
Minutes (4 exempl.), *A. N.*, D IV^b 13, n° 250; D IV^b 29, n° 414.

38. — Adresses des municipalités et des habitants d'Épinay et de Stains à l'Assemblée nationale, afin d'obtenir l'établissement à Saint-Denis d'un district avec un tribunal.

6, 7 février 1790.
Minutes, *A. N.*, D IV^b 13, n° 250; D IV^b 29, n° 414.

39. — Lettre de Philippe de la Marnière, secrétaire du duc de Penthièvre, à l'Assemblée nationale, en faveur de l'établissement d'un district à Sceaux, et non à Bourg-la-Reine.

16 février 1790.
Minute, *A. N.*, D IV^b 13, n° 251.

40. — Adresse et mémoire de la municipalité de Choisy-le-Roi à l'Assemblée nationale, demandant l'établissement d'un district et la conservation de son bailliage royal, avec extension de son ressort.

Février 1790.
Minutes (3 p.), *A. N.*, D IV^b 29, n° 414.

41. — Mémoire des habitants de Sceaux, se plaignant de ce qu'on ait placé un district de préférence à Bourg-la-Reine, sans avoir consulté à ce sujet les députés *extra muros*.

3 mars 1790.
Minute, *A. N.*, D IV^b 13, n° 252.

42. — Délibération de la municipalité de Pierrefitte demandant l'établissement d'un tribunal à Saint-Denis.

4 mars 1790.
Extrait conforme, *A. N.*, D IV^b 29, n° 414.

43. — Délibération du conseil général de la commune de Bourg-la-Reine, demandant l'établissement d'un tribunal, en se basant sur ce que Bourg-la-Reine est le chef-lieu du district.

7 mars 1790.
Minutes (4 p.), *A. N.*, D IV^b 29, n° 414.

44. — Lettre transmettant au Comité de division un mémoire des habitants de Sceaux qui se plaignent de l'établissement d'un district à Bourg-la-Reine.

9 mars 1790.
Minute signée, *A. N.*, D IV^b 13, n° 252.

45. — Pétition et mémoire de la municipalité et des habitants de Sceaux pour l'établissement d'un tribunal en dédommagement de la privation du district.

23 mars 1790.
Minutes (5 p.), *A. N.*, D IV^b 29, n° 414.

46. — Mémoire de la municipalité de Courbevoie à l'Assemblée nationale faisant valoir ses droits pour devenir le chef-lieu du canton, qui comprendrait les villages de Puteaux, Colombes, Asnières et Gennevilliers.

27 juin 1790.
Minute, *A. N.*, D IV^b 13, n° 250.

47. — Lettre de M. Desportes, maire de Montmartre, recommandant le choix de cette localité comme chef-lieu de canton, avec accusé de réception par M. Gossin du mémoire envoyé à l'appui de cette requête.

26, 29 juillet 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, F^{1b} II, Seine, 14.

48. — Adresses des habitants de Bourg-la-Reine et de Choisy-le-Roi à l'Assemblée nationale pour devenir le chef-lieu d'un district du département de Paris.

Juillet 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, D IV^b 13, n° 250bis.

49. — Délibérations des municipalités de Bobigny, du Bourget, de Stains, d'Aubervilliers, d'Épinay, de Drancy, de Dugny, de la Cour-Neuve, de Bondy et de Colombes, nommant un commissaire chargé de demander que, dans la composition du directoire du département, il y ait au moins

un membre de chacun des deux districts ruraux.

7, 9 janvier 1791.
Minutes signées (10 p.), A. N., D IVb 13, n° 252.

50. — Pétition des cantons des districts extérieurs à l'Assemblée nationale pour obtenir une représentation de deux membres au moins au directoire du département.

10 février 1791.
Minute, A. N., D IVb 13, n° 252.

51. — Lettres du directoire du département de Paris à M. Delessart, ministre de l'intérieur, lui transmettant l'arrêté qu'il a pris, le 8 mars, au sujet de la réduction des cantons des districts de Saint-Denis et de Bourg-la-Reine, ainsi que les cartes y relatives, avec réponse de M. Delessart et lettres d'envoi au président de l'Assemblée nationale.

12, 22, 24, 27 août 1791.
Minutes signées (5 p.), *A. N.*, F² I 493.

52. — Amendement de M. Brunet à la motion de M. de Vauvilliers proposant que la municipalité soit subordonnée à l'administration du département, en limitant ses pouvoirs.

Sans date.
Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2642, fol. 206.

---

53. — Lettre de M. Duportail, frère du président du district de Saint-Germain-des-Prés, au Comité de constitution, posant une question relative aux élections des administrateurs du département de Paris.

1er juillet 1790.
Minute, A. N., D IV 3, n° 19.

54. — Décret de l'Assemblée nationale, confiant à des commissaires pris dans le directoire du département les fonctions attribuées aux directoires de district, notamment pour la répartition des impositions directes.

3 novembre 1790.
Minute, *A. N.*, C 46, n° 442.
Ed. *Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale*, novembre 1790, p. 10.

55. — Décret de l'Assemblée nationale, portant que, jusqu'à l'organisation du département de Paris, le corps municipal exercera les fonctions attribuées aux administrateurs de département, en ce qui concerne les travaux publics et les ateliers de secours.

30 décembre 1790.
Minute, *A. N.*, C 48, n° 476.
Ed. *Archives parlementaires*, t. XXI, p. 710.

56. — Lettres de M. Bouret, président de la section de la Grange-Batelière, à M. Pastoret, procureur général syndic du département, le félicitant de son élection, ainsi qu'à M. de La Rochefoucauld, président du département, et recommandant chaudement le sieur Janiart, avec réponse.

27, 28 février 1791.
Minutes (3 p.) *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2656, fol. 158, 166.

57. — Adresse du directoire du département de Paris à l'Assemblée nationale, annonçant que le corps électoral du département a terminé ses élections et que l'administration s'est organisée, adresse lue par Mirabeau, le 1er mars, avec réponse du président.

28 février, 1er mars 1791.
Original signé et minute, *A. N.*, C 58, n° 582.
Ed. *Archives parlementaires*, t. XXIII, p. 588.

58. — Discours adressé à Louis XVI, au nom du département de Paris, à l'occasion de son organisation, et réponse du Roi.

2 mars 1791.
Minute et original de la main de Louis XVI (2 p.), *A. N.*, C 220-221, n° 160¹⁴⁷.

59. — Lettre de M. Pastoret, procureur général syndic du département, à M. Delessart, pour la suppression de tout cérémonial dans la correspondance avec le ministère.

24 mars 1791.
Minute, A. N., F1c III, Seine, 27.
Dans un avis inséré au *Journal de Paris* (n° du 4 mars 1791), le directoire annonçait son intention de « retrancher de sa correspondance toute formule de compliment » et de terminer les lettres par de simples signatures.

60. — Procès-verbaux des séances du Conseil général du département de Paris.

28 avril-6 août 1791.
Copies certifiées formant 3 cahiers, *A. N.*, F1c III, Seine, 13.

61. — Lettres de M. de La Rochefoucauld,

président du département de Paris, à M. Delessart, renouvelant la demande du Conseil général, à l'effet de s'ajourner au 4 juillet, avec réponse affirmative.

9 juin 1791.
Minutes (3 p.), *A. N.*, F[1c] III, Seine, 27.

62. — Discours de M. Pastoret, procureur général syndic du département de Paris, à l'Assemblée nationale pour accompagner la nouvelle prestation du serment de fidélité à la Constitution par les membres du directoire.

24 juin 1791.
Minute, avec réponse du président, *A. N.*, C 71, n° 699.
Ed. *Archives parlementaires*, t. XXVII, p. 509.

63. — Lettre du Comité des rapports au directoire du département de Paris, le prévenant que c'est par erreur qu'il a reçu une lettre destinée au département de l'Ile.

3 août 1791.
Minute, *A. N.*, D XXIX[b] 32, n° 326.

64. — Lettre des administrateurs du département de Paris au ministre de l'intérieur, adressant la liste des membres du directoire et du Conseil général du département sortis par la voie du sort.

30 septembre 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, F[1b] II, Seine, 1.

§ 2. — Formation des municipalités suburbaines.

65. — Lettre de M. Lambert, contrôleur général des finances, et rapport à Louis XVI, demandant la nomination de commissaires chargés de vérifier et répartir les terrains hors de l'enceinte des nouveaux murs entre les différentes municipalités qui comprennent le territoire de la banlieue.

21, 24 juillet 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, F[1d], Seine.

66. — Lettre de M. Lambert, contrôleur général des finances, à M. de Saint-Priest, portant nomination de trois commissaires, pour procéder à la vérification des terrains situés hors de l'enceinte, qui devaient être répartis entre les municipalités voisines.

4 août 1790.
Minute, *A. N.*, F[1d], Seine.

67. — Lettre de M. de Hauteclair à M. de Saint-Priest, lui annonçant que les onze municipalités de la banlieue de Paris sont prévenues de l'envoi de commissaires chargés de déterminer leurs limites.

13 septembre 1790.
Minute, *A. N.*, F[1d], Seine.

68. — Rapport et procès-verbaux dressés par les commissaires du Roi au sujet des répartitions à faire aux municipalités de la Chapelle, la Villette, Belleville, Conflans, Saint-Mandé, Charonne, Passy et Clichy, des terrains actuellement hors de la nouvelle enceinte.

20, 23, 24, 25, 27 septembre 1790.
Minutes signées, avec plans annexés (4 p.), *A. N.*, D IV 51, n° 1470.

69. — Envoi par M. Lambert du procès-verbal des commissaires chargés de répartir entre les municipalités de Vaugirard, Montrouge, Gentilly et Ivry les terrains que la nouvelle circonscription de Paris laisse hors de son enceinte dans sa partie méridionale.

6, 15 octobre 1790.
Minute, avec rapport et procès-verbal (4 p.), *A. N.*, D IV 51, n° 1470.

70. — Décret de l'Assemblée nationale, rattachant aux municipalités voisines de la capitale les maisons et terrains sis en dehors de la nouvelle enceinte et qui faisaient précédemment partie du territoire de Paris.

19 octobre 1790.
Minute, *A. N.*, C 45, n° 418.
Ed. *Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale*, octobre 1790, p. 106.
Bayard, *Journal de la municipalité et des sections*, t. III, n° 7, p. 49.

71. — Décret de l'Assemblée nationale, fixant la limite des paroisses et municipalités de Saint-Cloud et de Boulogne, formée par le cours de la Seine, et renvoyant à la prochaine législature la pétition de la municipalité de Saint-Cloud tendant à être réunie au département de Paris.

31 août 1791.
Minute, *A. N.*, C 76, n° 755.
Éd. *Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale*, août 1791, p. 381.

AUBERVILLIERS (Municipalité d').

72. — Pétition à l'Assemblée nationale, afin de réunir les paroisses de la Courneuve, Dugny, Bobigny, Drancy, Pantin, la Villette, la Chapelle et autres peu éloignées à celle d'Aubervilliers, pour la formation des assemblées primaires.

6 avril 1790.
Minute signée, *A. N.*, D IVb 13, n° 252.

AUTEUIL (Municipalité d').

73. — Pétition au Comité des finances, relativement aux ordonnances de modération ou décharge des impositions des privilégiés pour les six derniers mois de 1789 et l'année 1790, leurs maisons n'étant imposées qu'à deux fois la valeur de la superficie du terrain.

Sans date (6 août 1791).
Minute, *A. N.*, D VI 15, n° 685.

BERCY (Municipalité de).

74.— Pétition des habitants de la Grande-Pinte de Bercy, du Ponceau, de la Vallée de Fécamp, de la Râpée, de la Grange-aux-Merciers, du Petit Bercy à l'Assemblée nationale, afin d'être autorisés à former une municipalité et afin d'ériger en paroisse la chapelle de la rue de Bercy, avec dénombrement des habitants.

28 août 1790.
Minutes (3 p.), *A. N.*, D IV 51, n° 470; D IVb 13, n° 250.

75. — Adresse à l'Assemblée nationale par la commune de la Grande-Pinte de Bercy, exprimant ses sentiments de gratitude pour le décret du 19 octobre (1790) qui la constitue en municipalité.

Sans date (octobre 1790).
Minute signée, *A. N.*, C 124, n° 405.

BELLEVILLE ET CHARONNE (Municipalité de).

76. — Adresse de la municipalité de Belleville et Charonne à l'Assemblée nationale, au sujet du refus des ouvriers monnayeurs et ajusteurs de la Monnaie de Paris d'accepter les fonctions de messiers.

6 mai 1790.
Minute, *A. N.*, D IV 51, n° 1485.

77. — Lettre du sieur Aubert, maire du Grand et Petit-Charonne, demandant la réponse au mémoire envoyé aux États-Généraux, touchant les monnayeurs, habitants de la localité, qui invoquent leurs privilèges pour se dispenser de toutes charges, notamment de celle de messier.

27 mai 1790.
Minute, *A. N.*, D IV 49, n° 1402.

78. — Délibération de la municipalité de Belleville, relative au remplacement de moitié des officiers municipaux, par suite de la réunion de la Courtille, formant une portion de Belleville, à la municipalité de Paris.

19 juin 1790.
Extrait, avec lettre d'envoi du maire Pottier (2 p.), *A. N.*, D IV 49, n° 1402.

79. — Pétitions de la municipalité de Belleville, des gardes nationaux, des marchands principaux domiciliés à la Courtille, au maire de Paris, lui exposant les inconvénients de la division de la haute et basse Courtille entre les sections des Pères-de-Nazareth et de Bondy et l'avantage de rattacher la Courtille intégralement à la section des Pères-de-Nazareth.

23 juillet 1790.
Minutes (3 p.), *A. N.*, D IVb 13, n° 250bis.

80. — Délibération du conseil général de la commune de Belleville, au sujet d'un conflit soulevé entre l'adjudicataire d'une carrière ouverte dans le paquis communal et celui qui l'exploitait précédemment.

8 octobre 1790.
Minute signée, *A. N.*, D IV 4, n° 33.

81. — Pétition des officiers municipaux et habitants de Belleville, demandant le maintien de l'église du couvent du Tiers ordre de Saint-François, qui servira d'église paroissiale, tandis que ses annexes serviront de presbytère.

19 janvier 1791.
Original signé, *A. S.*, fonds de la Commune.

Bourg-la-Reine (Municipalité de).

82. — Procès-verbal de capture de trois particuliers prévenus d'avoir causé du trouble dans l'assemblée municipale de Bourg-la-Reine et de rébellion envers la maréchaussée.

17 janvier 1790.
Minute, *A. N.*, Y 18771.

Des conflits incessants surgissaient dans la population de cette localité ; au mois de décembre, trois commissaires avaient été envoyés par l'Assemblée des représentants de la Commune à Bourg-la-Reine, pour rétablir le calme, et rendirent compte de leur mission le 30 décembre. Cf. *Procès-verbaux de l'Assemblée générale des représentants de la Commune*, t. IV, p. 123, 131.

Champigny (Municipalité de).

83. — Lettre de M. Bailly au Comité de constitution, transmettant un mémoire des habitants de Cueilly, adressé à la municipalité de Paris, au sujet des empiètements des habitants de Champigny.

20 octobre 1790.
Minute signée, *A. N.*, D IV 51, n° 1470.

84. — Plainte du procureur démissionnaire de la commune de Champigny-sur-Marne à la municipalité de Paris, faisant fonctions de directoire du département, signalant l'irrégularité de l'assemblée tenue pour son remplacement et de l'élection du vicaire de la paroisse en son lieu et place, avec lettre d'envoi de M. Bailly au Comité de constitution.

23, 29 janvier 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, D IV 49, n° 1403.

Charenton-Saint-Maurice (Municipalité de).

85. — Protestation de la municipalité de Charenton-Saint-Maurice contre la conduite de la nouvelle municipalité qui s'est formée, le 2 juillet, au hameau de Saint-Mandé, adressée à l'Assemblée nationale.

10 août 1790.
Minute signée, *A. N.*, D IV 51, n° 1479.

Charenton-le-Pont et Conflans (Municipalité de).

86. — Lettre de M. Masson, maire de Conflans, à M. Freteau, à l'effet d'obtenir l'annexion, à la municipalité de Conflans, des habitants compris entre la barrière de la Râpée et celle de Picpus, et leur distraction de la paroisse Sainte-Marguerite du faubourg Saint-Antoine.

7 août 1790.
Minute, *A. N.*, D IV 51, n° 1486.

Choisy (Municipalité de).

87. — Procès-verbal d'élection de la municipalité de Choisy.

20 février 1790.
Copie conforme *A. N.*, F^1c III, Seine, 1.

Clichy (Municipalité de).

88. — Délibération de la municipalité de Clichy, protestant contre les ordonnances de modération ou décharge obtenues par les ci-devant privilégiés sur les rôles d'imposition des six derniers mois de 1789, contrairement à la teneur du décret de l'Assemblée nationale, du 26 septembre 1789.

30 septembre 1790.
Minute signée, *A. N.*, D VI 2, n° 14.

89. — Lettre du conseil général de la commune de Clichy à la section de la Grange-Batelière, accompagnant l'envoi du procès-verbal dressé le 31 décembre 1790 qui nomme des commissaires chargés de se rendre auprès des sections de la Grange-Batelière et du Roule, pour inviter les contribuables de la rue de Clichy à payer leurs impositions de l'année 1789 entre les mains du sieur Saintard, collecteur, avec le texte du procès-verbal et réponse de la section avisant d'une convocation et transmettant une délibération prise à ce sujet.

10, 19 et 24 février 1791.
Minute et copie (4 p.), *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2656, fol. 134, 144, 153.

Cour-Neuve (Municipalité de la).

90. — Protestation de la municipalité de la Cour-Neuve et de Crève-Cœur contre l'assemblée du 31 janvier et l'élection du curé en qualité de maire, due à une cabale, et qui doit être considérée comme illégale et nulle.

Sans date (février 1791).
Minutes signées (2 p.), *A. N.*, D IV 49, n° 1403.

Gentilly (Municipalité de).

91. — Procès-verbal de nomination de la nouvelle municipalité de Gentilly, et protestation des citoyens actifs adressée à la la Commune de Paris.

31 janvier 1790.
Extraits conformes (3 p.), *A. N.*, D IV 49, n° 1425.

92. — Délibération de l'Assemblée des représentants de la Commune de Paris, relative aux réclamations de plusieurs citoyens actifs de Gentilly contre diverses nominations dans la nouvelle municipalité.

19 février 1790.
Extrait conforme, *A. N.*, D IV 49, n° 1425.

Groslay (Municipalité de).

93. — Requête de la municipalité de Groslay à l'Assemblée nationale, au sujet d'une fontaine communale, dont l'entretien était à la charge du sieur Testart, pour faire faire l'ouverture de la porte et constater les réparations nécessaires.

25 mai 1790.
Minute, *A. N.*, D IV 50, n° 1485.

Ivry (Municipalité d').

94. — Lettre du sieur Renoult, commandant la garde nationale d'Ivry-sur-Seine, au Comité de constitution, demandant si un individu, salarié à la fois comme chantre et maître d'école, peut être compté parmi les citoyens actifs.

25 octobre 1790.
Minute, *A. N.*, D IV 3, n° 21.

La Chapelle (Municipalité de).

95. — Décret de l'Assemblée nationale, réunissant à la municipalité de la Chapelle la partie du faubourg Saint-Denis, se trouvant hors des murs et connue sous le nom de faubourg de Gloire.

31 juillet 1790.
Copie, *A. N.*, D IV 51, n° 1470.
Ed. *Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale*, juillet 1790, p. 165.

Meudon (Municipalité de).

96. — Procès-verbal de l'élection de la municipalité de Meudon.

24 janvier 1790.
Extrait collationné, *A. N.*, F^{1c} III, Seine, 1.

Montesson (Municipalité de).

97. — Protestation du sieur Chicaneau, syndic municipal, et d'autres notables de Montesson contre la nomination irrégulière du maire de la commune et d'autres officiers municipaux.

9 février 1790.
Minute signée, *A. N.*, D IV 49, n° 1425.

Montmartre (Municipalité de).

98. — Lettre de la municipalité de Montmartre au président de l'Assemblée natio-

nale, demandant si un citoyen domicilié dans la paroisse, qui n'a payé aucune imposition en 1789, mais imposable en 1790, peut être électeur ou éligible.

20 janvier 1790.
Minute signée, *A. N.*, D IV 10, n° 155.

99. — Protestation des citoyens de Montmartre réunis dans l'église paroissiale contre la convocation de cette assemblée pour procéder aux élections de la nouvelle municipalité, en raison du défaut de publication des décrets de l'Assemblée.

8 février 1790.
Minute signée, *A. N.*, F[1b] II, Seine, 14.

100. — Adresse à l'Assemblée nationale et procès-verbal exprimant le vœu des habitants du haut Montmartre, relativement à l'organisation d'une municipalité distincte.

3 mars 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, F[1c] III, Seine, 1.

101. — Requête des députés de la paroisse de Montmartre *extra muros*, à M. de Saint-Priest, demandant l'envoi par M. de Hauteclair des décrets de l'Assemblée nationale, qui leur permettra de procéder à l'organisation de leur municipalité.

4 mars 1790.
Minute, *A. N.*, F[1b] II, Seine, 14.

102. — Délibération de la commune de Montmartre, protestant contre la séparation projetée des deux parties de Montmartre se trouvant de chaque côté du mur d'enceinte, et refusant de convoquer à cet effet une assemblée générale.

14 mars 1790.
Extrait conforme, *A. N.*, F[1c] III, Seine, 1.

103. — Lettre et requête du comité provisoire de Montmartre *extra muros*, à M. de Saint-Priest, à l'effet de protester contre l'assemblée tenue et à tenir par les habitants *intra muros*, pour l'organisation de la municipalité, avec procès-verbaux dudit comité.

18, 25, 26, 27 mars 1790.
Minutes signées (5 p.), F[1b] II, Seine, 14.

104. — Lettre du ministre de la maison du Roi à M. Maupetit, président du comité de Montmartre *extra muros*, annonçant que le Roi ne donne qu'une autorisation provisoire pour l'organisation de cette municipalité.

25 mars 1790.
Minute et copie, *A. N.*, F[1b] II, Seine, 14; O[1] 501, fol. 138.

105. — Lettre de M. Bailly à M. de Lafayette, demandant l'envoi d'un détachement de garde nationale afin d'assurer le bon ordre des assemblées qui doivent se tenir les 26 et 29 pour l'organisation de la municipalité de Montmartre et la nomination de ses officiers municipaux, avec lettre de M. de Gouvion, proposant de retirer les forces qui se trouvent à Montmartre, conformément à la réquisition des officiers de la municipalité et eu égard à l'impossibilité de maintenir une troupe durant plusieurs jours.

25, 26 mars 1790.
Copies (2 p.), *B.N.*, Mss., fonds français 11697, fol. 52.

106. — Liste des maire, officiers municipaux et notables nommés dans l'assemblée générale de la commune de Montmartre.

26 mars 1790.
Copie certifiée, *A. N.*, F[1b] II, Seine, 14.

107. — Lettre de M. Bailly à M. de Lafayette au sujet de l'assemblée convoquée par les habitants de Montmartre *extra muros*, qui réclament la protection de la garde nationale.

28 mars 1790.
Copie, *B. N.*, Mss., fonds français 11697, fol. 53.

108. — Adresse de la municipalité de Montmartre à l'Assemblée nationale, protestant contre la tendance séparatiste des habitants du haut Montmartre et la formation d'une nouvelle municipalité.

30 mars 1790.
Minute signée, *A. N.*, D IV[b] 13, n° 252.
Cf. *Procès-verbal de l'Assemblée nationale*, n° 245, p. 20.

109. — Lettre de M. Delaroque, maire de Montmartre, demandant, au nom de la commune, une audience de l'Assemblée nationale pour solliciter un jugement pro-

visoire sur la municipalité illégale du haut Montmartre.

30 mars 1790.
Minute signée, *A. N.*, D IV 3, no 19.

110. — Lettre de M. Bailly au comité de la municipalité de Montmartre, déclarant que les habitants de la portion comprise dans l'enceinte de Paris ont cessé d'appartenir à la municipalité de ce lieu.

31 mars 1790.
Minute, *A. N.*, F1b II, Seine, 14.

111. — Précis du sieur Lecomte, procureur syndic de Montmartre, au sujet de la coexistence de deux municipalités, l'une régulière, l'autre provisoire formée par les habitants du haut Montmartre.

3 avril 1790.
Minute signée, *A. N.*, D IV 3, no 23.

112. — Adresse de la municipalité de Montmartre à l'Assemblée nationale, signalant l'impossibilité de procéder à la confection du rôle des impositions, attendu l'existence de deux municipalités pour les portions situées dans l'enceinte actuelle de Paris et hors les murs, et demandant à être déchargée de la taille ainsi que des droits d'aides et à supporter les mêmes impositions que les autres habitants de la capitale.

21 mai 1790.
Minute signée, *A. N.*, D VI 2, no 1.

113. — Décret de l'Assemblée nationale, supprimant la municipalité du territoire de Montmartre, aujourd'hui rattaché à la capitale.

22 juin 1790.
Minute, *A. N.*, C 41, no 363.
Ed. *Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale*, juin 1790, p. 117.

114. — Pétition des habitants du territoire de Montmartre, dans l'enceinte, et assujetti aux droits d'entrée par le décret du 6 juin 1790, exposant leur situation désastreuse, aggravée par l'arrêt de la cour des Aides du 18 juin, qui donne un effet rétroactif au décret en question, et montrant la difficulté, par suite de la constitution de deux municipalités, de faire l'assiette des impositions.

18 juillet 1790.
Minute, *A. N.*, D VI 1, no 1bis.

115. — Mémoire de la municipalité de Montmartre, demandant que le village de Montmartre soit choisi pour chef-lieu de canton, transmis par M. Guignard de Saint-Priest à M. Gossin, député.

28 juillet 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, D IVb 13, no 250bis.

GRAND-MONTROUGE (Municipalité du).

116. — Mémoire pour les habitants du village du Grand-Montrouge au Comité de constitution pour obtenir que la municipalité de Paris ne s'étende pas au delà de l'enceinte, et que les territoires situés en dehors soient réunis aux municipalités les plus proches.

14 mars 1790.
Copie conforme, *A. N.*, D IVb 13, no 250.

117. — Lettre d'habitants et membres de la municipalité du Grand-Montrouge relative à l'exclusion dont on veut frapper certaines personnes non domiciliées de fait dans la commune, pour la formation de la municipalité, et à l'extension du territoire jusqu'aux murs de Paris.

Sans date (1790).
Minute, *A. N.*, D IV 49, no 1425.

NEUILLY (Municipalité de).

118. — Adresse des habitants du port de Neuilly et de Villiers-la-Garenne, formés en municipalité, au Comité de constitution pour l'établissement d'un canton ayant son chef-lieu à Neuilly et comprenant Courbevoie, Puteaux, Suresnes et Asnières.

10 février 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, D IVb 13, no 250.

PANTIN (Municipalité de).

119. — Délibération de la municipalité de Pantin et mémoire à l'Assemblée nationale concernant la prétention des habitants du Pré-Saint-Gervais de former une municipalité distincte.

17, 26 septembre 1790.
Minutes, avec lettres à l'appui (4 p.), *A. N.*, D IV 51, no 1486.

120. — Lettre de la municipalité de Pantin à l'Assemblée nationale au sujet du refus du curé de la paroisse de lire au prône les délibérations de la municipalité et des propos injurieux tenus par lui contre plusieurs membres du corps municipal.

29 décembre 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, D XXIX 63.

Passy (Municipalité de).

121. — Lettre du sieur Le Veillard, maire de Passy, au président de l'Assemblée nationale, signalant la perturbation causée parmi les bouchers de la localité par le refus de la caisse de Poissy d'accepter les billets de caisse.

12 mars 1790.
Minute, *A. N.*, D VI 45, n° 689.

122.— Lettre de M. Bailly, maire de Paris, au président du Comité des rapports, déclarant que la municipalité ne peut statuer sur la pétition des citoyens de Passy, sans y être autorisée par un décret.

7 décembre 1791.
Minute signée, *A. N.*, D XXIX 96.

Pré-Saint-Gervais (Municipalité du).

123. — Délibération de la municipalité du Pré-Saint-Gervais, déclarant nulle et illégale la délibération prise par la municipalité de Pantin à l'effet de réclamer contre la formation de la municipalité du Pré-Saint-Gervais.

19 septembre 1790.
Extrait, avec lettre d'envoi au maire de Pantin (2 p.), *A. N.*, D IV 51, n° 1486.

124. — Adresse des habitants du Pré-Saint-Gervais au Comité de constitution, demandant le maintien de leur municipalité malgré les prétentions de la municipalité de Pantin.

23 septembre 1790.
Minute signée, *A. N.*, D IV 51, n° 1486.

Rosny-sous-Bois (Municipalité de).

125. — Protestation du sieur Pillier, procureur de la commune de Rosny-sous-Bois, contre le renouvellement arbitraire de la municipalité par tiers et sa destitution des fonctions de procureur.

19, 26 novembre 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, D IV 49, n° 1426.

Saint-Denis (Municipalité de).

126. — Délibération de la municipalité de Saint-Denis, soumettant au Comité de constitution la question de savoir si les vingtièmes et les entrées sont, comme le prétendent les habitants, un impôt direct, et si les citoyens montant la garde, qui ne peuvent justifier que du payement de la capitation, peuvent voter dans les assemblées électorales pour la nomination des officiers municipaux.

Janvier 1790.
Expédition conforme, *A. N.*, D IV^b 29, n° 414.

Saint-Mandé (Municipalité de).

127. — Pétition des habitants du village de Saint-Mandé à l'Assemblée nationale, à l'effet d'obtenir la formation d'un corps municipal distinct pour maintenir la tranquillité publique, souvent troublée par les malfaiteurs réfugiés dans le bois de Vincennes.

23 juin 1790.
Minute signée, avec lettre d'envoi du procureur fiscal (2 p.), *A. N.*, D IV 51, n° 1486.

128. — Procès-verbal de la municipalité de Saint-Mandé relatif à l'abus de pouvoir commis par les officiers municipaux de Charenton-Saint-Maurice dans leur visite de la maison des dames hospitalières de Saint-Mandé.

10 août 1790.
Minute, avec lettre d'envoi du maire au Comité de constitution. *A. N.*, D IV 49, n° 1403.

129. — Protestation du corps municipal de Charenton-Saint-Maurice contre la formation illégale de la municipalité de Saint-Mandé, et délibération de cette municipalité en réponse à cette protestation.

10, 11 août 1790.
Extraits conformes, *A. N.*, D IV 51, n° 1486.

130. — Mémoire présenté au Comité de constitution par la municipalité de Saint-Mandé, exposant les motifs qui ont déterminé les habitants à établir une municipalité.

14 août 1790.
Minute signée, *A. N.*, D IV 51, n° 1486.

Saint-Maur-des-Fossés (Municipalité de).

131. — Adresse de la municipalité de Saint-Maur-des-Fossés, unie à celle de la Varenne-Saint-Maur, pour obtenir d'être le chef-lieu du canton, de préférence à Conflans.

30 juillet 1790.
Minute signée, *A. N.*, D IVb 13, n° 250bis.

132. — Adresse de la municipalité de la branche du Pont-de-Saint-Maur au Comité de constitution pour se plaindre de son omission dans la liste des municipalités devant former les cantons soit à Charenton, soit à Saint-Maur, quoi qu'elle soit indépendante de celle de Saint-Maur.

2 septembre 1790.
Minute signée, *A. N*, D IVb 13, n° 250.

133. — Mémoire présenté au nom de la municipalité et de la garde nationale du Pont-de-Saint-Maur, par le sieur Yvon, commandant de ladite garde nationale, pour établir l'importance de cette municipalité et l'utilité de son maintien pour la sûreté de la navigation.

Octobre 1790.
Minute signée, *A. N.*, D IV 49, n° 1395.

134. — Lettre du directoire du département de Paris au Comité de constitution, transmettant un mémoire du corps municipal de Saint-Maur-des-Fossés, à l'effet de protester contre la formation des municipalité et garde nationale du Pont-de-Saint-Maur.

10 janvier 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, D IV 51, n° 1477.

135. — Requête des habitants de Saint-Maur, demandant la suppression de la municipalité et de la paroisse de la branche du Pont-de-Saint-Maur et leur réunion à Saint-Maur.

8 février 1791.
Minute signée, *A. N.*, D IVb 13, n° 252.

Stains (Municipalité de).

136. — Lettre du maire de Stains à l'Assemblée nationale pour la prier de prendre en considération les délibérations adoptées par la commune le 13 février 1790.

17 février 1790.
Minute, *A. N.*, D IVb 13, n° 250.

Suresnes (Municipalité de).

137. — Décision des officiers de la garde nationale accordant, à titre purement gracieux, à la municipalité de Suresnes, suivant le vœu exprimé par elle dans sa délibération du 12 août, une escorte commandée par un officier.

15 août 1790.
Copies conformes (6 p.), *A. N.*, D IV 49, n° 1394.

138. — Procès-verbal de la municipalité de Suresnes, constatant la tentative faite dans la nuit du 17 août pour briser une inscription de marbre blanc rappelant la glorieuse conquête de la liberté.

17 août 1790.
Minute, avec le texte de l'inscription, *A. N*, D IV 49, n° 1394.

139. — Requête de la municipalité de Suresnes au Comité de constitution à l'effet de protester contre l'insubordination de la garde nationale et d'obtenir une garde suffisante à première réquisition.

18 août 1790.
Minute signée, *A. N.*, D IV 49, n° 1394.

140. — Exposé des griefs de la municipalité de Suresnes contre le commandant de la garde nationale, qui prétendait introduire des troupes du dehors, et faire de son chef des évolutions et cérémonies militaires.

27 août 1790.
Minute signée, *A. N.*, D IV 49, n° 1426.

141. — Démission donnée par le sieur

Bougault de sa charge de maire de Suresnes.

Août 1790.
Minute signée, *A. N.*, D IV 49, n° 1426.

142. — Pétition de la municipalité de Suresnes au Comité des finances, pour demander la suppression du droit d'exercice sur les vins, des impositions doubles, la rectification des limites de son territoire en vue de l'établissement du rôle des impositions en 1791, le payement d'un droit unique pour les vins, l'examen proportionnel des impositions de 1789 et 1790, et l'appréciation par experts locaux des maisons bourgeoises.

17 octobre 1790.
Minutes (6 p.), *A. N.*, D VI 2, n° 4.

143. — Protestation de la municipalité de Suresnes contre une prétendue plainte déposée au greffe de l'ancienne justice par un sieur Logé, et depuis désavouée.

3 novembre 1790.
Minute, *A. N.*, D IV 49, n° 1403.

Vaugirard (Municipalité de).

144. — Pétition d'habitants de la paroisse de Vaugirard, à l'effet d'établir que la nomination d'une nouvelle municipalité le dimanche 7 février 1790, n'a pas été faite conformément aux décrets de l'Assemblée nationale.

13 février 1790.
Minute, *A. N.*, D IV 4, n° 28.

145. — Déclaration de notables habitants de la paroisse de Vaugirard, constatant la présentation d'un mémoire au Comité de constitution pour réclamer une nouvelle assemblée afin d'élire la municipalité, les élections n'ayant pas été faites suivant les décrets de l'Assemblée nationale

1790.
Minute, *A. N.*, D IV 3, n° 19.

146. — Requête de la municipalité et des habitants de Vaugirard à l'Assemblée nationale, protestant contre la réunion de Vaugirard à la paroisse d'Issy et demandant le maintien de leur paroisse.

27 juin 1790.
Minute signée, *A. N.*, D IV^b 13, n° 252.

Villeneuve-le-Roi (Municipalité de).

147. — Procès-verbal de l'élection de la municipalité de Villeneuve-le-Roi près Choisy.

31 janvier 1790.
Minute, *A. N.*, F^1c III, Seine, 1.

148. — Lettre du directoire du département soumettant au Comité de constitution la demande de la municipalité de Villeneuve-le-Roi, à l'effet d'être rattachée au département de Paris.

21 juillet 1791.
Minute, *A. N.*, F^2 I 493.

Vincennes (Municipalité de).

149. — Procès-verbal de l'élection de la municipalité de Vincennes.

4 février 1790.
Copie conforme, *A. N.*, F^1c III, Seine, I.

Vitry-sur-Seine (Municipalité de).

150. — Requête de la municipalité de Vitry-sur-Seine au Comité de constitution, pour se plaindre de la désignation de Villejuif comme chef-lieu du canton, au préjudice de Vitry et de Port-à-l'Anglais qui ne forment qu'une même commune avec une population de 3,000 âmes.

Sans date (1790).
Minute signée, *A. N.*, D IV^b 13, n° 252.

§ 3. — Constitution de la municipalité de Paris.

151. — Arrêté du district des Blancs-Manteaux relatif à la formation d'une municipalité citoyenne.

19 juillet 1789.

Minute, *A. N.*, C 134 (dos. 7).

Cf. Bailly et Duveyrier, *Procès-verbal de l'Assemblée des électeurs de Paris*, t. II, p. 181.

152. — Désignation par le district de l'Oratoire de six personnes pour s'entendre avec le maire de Paris et connaître l'opinion des cinquante-neuf autres districts au sujet de la composition de la municipalité.

21 juillet 1789.

Extrait signé, *A. N.*, C 134 (dos. 8).

153. — Motion de Mirabeau à l'Assemblée nationale, demandant la formation d'un comité chargé de préparer la constitution d'une municipalité.

23 juillet 1789.

Original, *A. N.*, C 28, n° 211.

Ed. *Archives parlementaires*, t. VIII, p. 264.

154. — Arrêté du district du Sépulcre, décidant la nomination de deux députés chargés de rédiger, avec ceux des autres districts, un plan d'organisation municipale qui ne sera définitif qu'après avoir été adopté par la pluralité des districts.

23 juillet 1789.

Extraits signés (2 p.), *A. S.*, V^bis 1, Districts de Paris; *B. N.*, nouv. acq. fr. 2681, fol. 26.

Un précis du plan de municipalité se trouve dans le *Journal de la municipalité et des districts*, introduction, p. 67.

155. — Lettre du district des Feuillants, accompagnant l'envoi au district de Saint-Roch d'observations composées par l'un des citoyens du district sur le projet de plan de municipalité de Paris, avec accusé de réception.

19 septembre 1789.

Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2671, fol. 75, 76.

V. dans Maurice Tourneux, *Bibliographie de l'Histoire de Paris pendant la Révolution française*, t. II, n° 5324, le projet du plan de municipalité présenté à l'Assemblée des représentants de la Commune par ses commissaires, le 12 août 1789.

156. — Projet de délibération du district de Saint-Marcel préparé à la suite de l'arrêté des représentants de la Commune, du 30 septembre, contenant les vues du district sur l'organisation de la municipalité.

Octobre 1789.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2671, fol. 86.

Le texte de l'arrêté du 30 septembre est donné par M. Paul Robiquet, *le Personnel municipal de Paris pendant la Révolution*, p. 162.

157. — Lettres de M. Duclosey donnant sa démission de représentant du district de Saint-Roch à l'Assemblée des soixante, rendant compte de la décision prise dans l'assemblée d'hier et annonçant qu'il concourra à la rédaction définitive du plan municipal.

9, 29 octobre 1789.

Minutes (2 p.), *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2670, fol. 213.

158. — Arrêté du comité du district de Saint-Roch, donnant son adhésion à l'arrêté du district des Cordeliers et déclarant que les deux cent quarante mandataires à l'Hôtel de Ville doivent se borner à former un plan de municipalité et sont incompétents pour s'opposer à la communication que peuvent établir entre eux les soixante districts.

9 novembre 1789.

Minute non signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2665, fol. 59.

Cf. Bayard, *Journal de la municipalité et des districts*, t. I, n° XIII, p. 101.

159. — Arrêté du district de l'Abbaye-Saint-Germain-des-Prés, déléguant deux commissaires chargés de se réunir à ceux du district des Mathurins à l'effet de rappeler à l'Assemblée des représentants de

la Commune qu'elle a pour mission de présenter aux districts un plan de constitution et d'administration de la municipalité de Paris.

2 décembre 1789.
Expédition signée, *A. N.*, D IV^b 13, n° 251.
Cf. *Procès-verbaux de l'Assemblée générale des représentants de la Commune*, t. IV, p. 6.

160. — Lettre du comité du district de Saint-Roch à M. de Blancmure, demandant si l'Assemblée des deux cent quarante a décidé une délégation de douze d'entre eux pour travailler, avec le Comité de constitution, au plan particulier de la municipalité de Paris, avec réponse de M. de Blancmure déclarant qu'aucune décision de ce genre n'a été prise et qu'il s'agit d'une motion de M. Brissot de Warville, qui a été ajournée.

2, 3 décembre 1789.
Minutes (2 p.), *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2670, fol. 285, 287.

161. — Procès-verbaux des séances du comité des vingt-quatre, nommé pour rédiger un nouveau plan de municipalité, avec liste des districts qui ont envoyé des observations ou arrêtés sur le plan en question.

4 décembre 1789-25 mai 1790.
Registre de 153 folios (minute signée), *A. S.*, D I, fonds de la Commune provisoire.
V. dans BAYARD, *Journal de la municipalité et des districts*, t. I, n° XXIII, p. 290, les noms des vingt-quatre commissaires élus pour s'occuper du plan de municipalité, en vertu de l'arrêté du 3 décembre.

162. — Articles du nouveau règlement de municipalité projetés par l'Assemblée des deux cent quarante, présentés par le comité des vingt-quatre et non encore acceptés par les deux cent quarante, projetés également par les deux cent quarante sur les questions soumises par l'Assemblée nationale au Comité de constitution.

Décembre 1789.
Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2676, fol. 310.
V. dans le *Journal de la municipalité et des districts*, t. I, n° XXIX, p. 236, les deux premiers titres du plan de municipalité communiqués dans la séance de l'Assemblée des représentants de la Commune, du 17 décembre, par M. Robin, au nom du comité de constitution municipale.

163. — Observations sur quelques articles du rapport de M. Demeunier par le comité du plan municipal de l'Hôtel de Ville.

Sans date (décembre 1789).
Minute, *A. N.*, D IV 49, n° 1412.

164. — Arrêté de l'Assemblée des représentants de la Commune relatif à l'organisation municipale, exprimant le vœu d'avoir pour Paris une assemblée de département distincte de l'assemblée municipale, d'exclure la banlieue de Paris de la municipalité et de diviser la ville en soixante districts, avec lettre d'envoi de Condorcet à l'Assemblée nationale.

10 décembre 1789.
Extrait, *A. N.*, C 33, n° 286.
Ed. *Procès-verbaux de l'Assemblée générale des représentants de la Commune*, t. IV, p. 15.

165. — Adresse du district de Henri IV (ci-devant des Barnabites) à l'Assemblée nationale, demandant un délai pour prendre une délibération sur le plan d'organisation de la ville de Paris, avec envoi de commissaires à cet effet.

9, 16 décembre 1789.
Extraits signés (3 p.), *A. N.*, D IV^b 13, n° 251; F^2 I 493.

166. — Décisions et délibérations prises au sujet de l'organisation du département et de la municipalité par un grand nombre de districts.

17 décembre 1789.
Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2642, fol. 186, 188.

167. — Aperçu des différentes opinions et délibérations des districts qui ont député soit au comité central de l'Archevêché dans la matinée du 17 décembre, soit directement au comité civil des Capucins-Saint-Louis dans la journée du même jour.

17, 18 décembre 1789.
Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2642, fol. 186-189, 191.

168. — Adresse du district des Prémontrés à l'Assemblée nationale au sujet de

l'organisation de la municipalité de Paris et des attributions du corps municipal.

11 janvier 1790.

Copie conforme, *A. N.*, D IVb 13, n° 251.

Éd. BAYARD, *Journal de la municipalité et des districts*, t. I, n° XLV, p. 370.

169. — Adresse respectueuse du district des Petits-Pères à l'Assemblée nationale pour solliciter la promulgation du décret organisant la municipalité de Paris.

26 janvier 1790.

Minute, *A. N.*, D IV 3, n° 23.

170. — Observations modestes d'un citoyen du district de Saint-Roch (M. de Longerais) sur le plan de municipalité présenté à l'Assemblée nationale par le Comité de constitution.

Janvier 1790.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2673, fol. 71.

171. — Arrêté du district des Carmélites, décidant l'impression à frais communs, par les districts, du plan de municipalité et déclarant que ses représentants à la Commune attendront le résultat de l'examen de tous les commissaires des districts pour porter ledit plan à l'Assemblée nationale.

18 février, 4 mars 1790.

Extraits conformes, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2658, fol. 308; 2665, fol. 128, 157; 2681, fol. 42, 43.

172. — Arrêté du district de Saint-Germain-l'Auxerrois, nommant douze commissaires à l'effet de recueillir, dans les autres districts, les observations sur le plan de municipalité.

25 février 1790.

Extrait conforme, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2665, fol. 133.

Cf. *Procès-verbaux de l'Assemblée générale des représentants de la Commune*, t. IV, 2e partie, p. 3.

173. — Arrêté du district des Cordeliers, proposant l'envoi, par chaque district, de deux députés à la salle de l'Archevêché pour communiquer les observations de leurs districts sur le plan de municipalité, avec lettre à ce sujet.

25 février 1790.

Extraits collationnés (3 p.), *A. S.*, Vbis I, Districts de Paris: *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2665. fol. 134; 2681, fol. 331.

Cf. *Procès-verbaux de l'Assemblée générale des représentants de la Commune*, t. IV, 2e partie. p. 3.

174. — Arrêté du district de la Trinité (Sainte-Élisabeth), décidant l'envoi au Comité de constitution du plan de municipalité, tel qu'il est rédigé.

26 février 1790.

Extrait conforme, *A. N.*, D IV 13, n° 209.

175. — Arrêté du district de Saint-Philippe-du-Roule, relatif au règlement général pour la municipalité de Paris.

28 février 1790.

Extrait, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2642, fol. 204.

176. — Motion du sieur Vaillant, proposant de livrer à l'impression le travail du comité de Saint-Roch sur l'organisation de la municipalité de Paris, et d'en envoyer un exemplaire à l'Assemblée nationale ainsi qu'au Comité de constitution.

1er mars 1790.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2665, fol. 149.

177. — Arrêté du district des Carmélites, portant que les représentants de la Commune seront invités à différer l'envoi du plan de municipalité à l'Assemblée nationale pour attendre le résultat de l'examen des commissaires des districts réunis à l'Archevêché.

4 mars 1790.

Extrait conforme, *A. S.*, Vbis I, Districts de Paris.

178. — Lettre de M. Maugis, président du district de Henri IV, invitant le district de Saint-Roch à envoyer deux députés à l'assemblée qui doit se tenir à l'Archevêché, le 6 mars, pour l'examen du plan de municipalité.

5 mars 1790.

Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2665, fol. 164.

179. — Lettre de M. d'Osmond, secrétaire de l'Assemblée des représentants de la Commune, adressant le mémoire [de M. Bourdeaux de la Lande, relatif au

moyen d'empêcher la contrefaçon des effets publics], renvoyé par l'Assemblée des représentants de la Commune, suivant son arrêté du 9 mars 1790.

12 mars 1790.
Minute, *A. N.*, D VI 6, nº 42.

180. — Récépissé délivré par M. Le Breton de Corbelin, commissaire du district de Saint-Philippe-du-Roule à l'Assemblée de l'Archevêché, du règlement général pour le plan de municipalité, avec apostilles mises par le district en regard de chaque article.

16 mars 1790.
Original signé, *A. S.*, V^{bis} I, Districts de Paris.

181. — Arrêté du district des Jacobins-Saint-Honoré, demandant, au cours de la discussion sur le plan de municipalité, qu'il soit fait tous les matins à l'Hôtel de Ville lecture des procès-verbaux qui énonceront les vœux de chacun des districts.

17 mars 1790.
Extraits conformes (2 p.), *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2665, fol. 195; 2681, fol. 289; *A. S.*, V^{bis} I, Districts de Paris.

182. — Résumé de la lecture et de l'examen des différents titres du plan de municipalité par le district de Sorbonne.

26, 31 mars, 1er avril 1790.
Copie conforme. *A. N.*, F^{2} I 493.

183. — Arrêté du district de Saint-Lazare, acquiesçant à la présentation, à l'Assemblée nationale, du plan rédigé par les députés des sections à l'Archevêché sur l'organisation municipale, mais à titre de renseignement.

7 avril 1790.
Extrait conforme, *A. N.*, F^{2} I 493.

184. — Arrêté du district des Prémontrés, donnant sa sanction définitive au règlement général pour la Commune de Paris rédigé par les députés des districts réunis à l'Archevêché et confirmant les pouvoirs de ses députés pour recevoir les observations qui pourraient être faites sur ce règlement, avec lettre d'envoi de M. Beauvais de Préau, président du district.

7, 9 avril 1790.
Copie collationnée, *A. N.*, D IV 3, nº 23, F^{2} I 493.

185. — Arrêté des districts réunis du Val-de-Grâce et de Saint-Jacques-du-Haut-Pas, priant l'Assemblée nationale de prendre en considération le projet du plan de municipalité adopté par les représentants de la Commune et les observations des districts.

7 avril 1790.
Extrait conforme, *A. N.*, F^{2} I 493.

186. — Arrêté du district de la Trinité, invitant l'Assemblée nationale à prendre pour base de l'organisation de la municipalité le projet de règlement général rédigé par les vingt-quatre commissaires de la Commune.

7 avril 1790.
Extrait conforme, *A. N.*, F^{2} I 493.

187. — Arrêté du district de Saint-Honoré, déclarant qu'il n'entend nullement s'occuper du projet de règlement pour la municipalité de Paris, mais qu'il s'en remet entièrement à la sagesse et aux lumières de l'Assemblée nationale.

7 avril 1790.
Extraits conformes (2 p.), *A. N.*, D IV 13, nº 209; F^{2} I 493.

188. — Arrêté du district de Sainte-Opportune, adoptant la presque totalité des articles du règlement général pour la Commune de Paris, mais faisant ses réserves en ce qui concerne l'organisation du département des travaux publics.

9 avril 1790.
Extrait signé, *A. N.*, D IV 13, nº 209.

189. — Nomination de commissaires, par le district de Saint-Louis-en-l'Ile, pour l'examen du plan de municipalité.

9 avril 1790.
Extraits signés (3 p.), *A. S.*, V^{bis} I, Districts de Paris; *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2665, fol. 232; 2680, fol. 352.

190. — Arrêté du district de Saint-Marcel, déléguant des commissaires auprès du comité de constitution municipale pour le prier de ne rien décréter sur l'organisation de la municipalité de Paris avant d'avoir entendu le vœu de chaque district.

10 avril 1790.
Extraits conformes (4 p.), *A. N.*, D IV 13, nº 209; *A. S.*, V^{bis} I, Districts de Paris; *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2659, fol. 41; 2665, fol. 238.

191. — Réponse du président de l'Assemblée nationale à une députation de la Commune de Paris, déclarant que les représentants de la Nation vont s'occuper de l'organisation de la municipalité parisienne.

10 avril 1790.
Minute, *A. N.*, C 38, n° 335.
Ed. *Archives parlementaires*, t. XII, p. 663.

192. — Rapport des commissaires du district de Saint-Philippe-du-Roule chargés de l'examen du plan d'organisation municipale, intitulé : *Règlement pour la Commune de Paris*, avec un arrêté refusant d'adopter ce règlement.

11 avril 1790.
Extrait conforme, *A. N.*, D IV 13, n° 209.
Cf. *Procès-verbaux de l'Assemblée générale des représentants de la Commune*, t. VII, p. 113.

193. — Adresse de l'Assemblée des représentants de la Commune de Paris à l'Assemblée nationale, lui soumettant le plan de municipalité élaboré à l'Archevêché par les députés des districts.

11 avril 1790.
Minute, *A. N.*, C 128, n° 435.
Une adresse de la même date se trouve dans les *Procès-verbaux de l'Assemblée générale des représentants de la Commune*, t. VII, p. 64, mais ce n'est pas la pièce indiquée ci-dessus.

194. — Adresse de l'Assemblée des représentants de la Commune de Paris à l'Assemblée nationale, annonçant le renvoi au Comité de constitution du plan de municipalité et demandant une prompte organisation de la municipalité parisienne.

12 avril 1790.
Copie conforme, *A. N.*, C 38, n° 340bis.
Ed. *Procès-verbaux de l'Assemblée générale des représentants de la Commune*, t. VII, p. 186.
Cf. Paul Robiquet, *le Personnel municipal de Paris pendant la Révolution*, p. 190.

195. — Arrêté des députés de la Commune réunis à l'Archevêché, nommant dix commissaires chargés de porter au Comité de constitution le résultat des observations sur le règlement général de municipalité envoyées par les différentes sections et de conférer avec le Comité sur tout ce qui concerne l'organisation municipale.

14 avril 1790.
Extrait signé, *A. N.*, F² I 493.

196. — Observations du district de l'Oratoire sur le projet de règlement pour la municipalité qui lui a été adressé par le maire, présentées au Comité de constitution.

14 avril 1790.
Minute, *A. N.*, D IV 4, n° 25.
Ed. *Procès-verbaux de l'Assemblée générale des représentants de la Commune*, t. VII, p. 86.
Bayard, *Journal de la municipalité et des districts*, t. II, n° LXXXI, p. 655.

197. — Arrêté du district de Notre-Dame déclarant, au sujet du règlement général pour la Commune de Paris, s'en rapporter à la sagesse de l'Assemblée nationale.

16 avril 1790.
Extrait conforme, *A. N.*, F² I 493.

198. — Observations du district de Saint-Louis-en-l'Ile sur le règlement général pour la municipalité de Paris envoyé aux soixante districts par les représentants de la Commune séant à l'Hôtel de Ville.

20 avril 1790.
Cahier résumant les délibérations du district du 1er au 19 mars 1790, en double exemplaire, *A. N.*, D IV 3, n° 23; F² I 493.

199. — Envoi par la Commune de Paris à l'Assemblée nationale de l'adresse des représentants de la Commune aux districts, du 11 avril 1790, pour expliquer leur démission, en exposant la nécessité d'organiser promptement la municipalité.

23 avril 1790.
Imprimé et lettre d'envoi, *A. N.*, C 38, n° 340bis.
L'adresse aux districts est signalée par M. Paul Robiquet, *le Personnel municipal de Paris pendant la Révolution*, p. 188.

200. — Arrêté du district de Saint-Jean-en-Grève, demandant que les districts ne fassent passer les états de recensement qu'après l'organisation de la municipalité, afin de les égaliser.

26 avril 1790.
Extrait collationné, *A. N.*, D IVb 13, n° 250bis.

201. — Lettre de M. Godard, président de la Commune de Paris, au président de l'Assemblée nationale, exprimant la gratitude des représentants de la Commune au sujet des mesures qu'elle a prises pour accélérer l'organisation municipale de la capitale.

29 avril 1790.
Original, *A. N.*, C 39, n° 353.
Ed. *Archives parlementaires*, t. XV, p. 338.

202. — Lettre de M. Bailly au président de l'Assemblée nationale, demandant, au nom des députés des districts, que le plan de municipalité, par eux élaboré, soit mis sous les yeux de l'Assemblée.

3 mai 1790.
Minute signée, *A. N.*, C 128, n° 435.

203. — Lettre de M. Bailly au président de l'Assemblée nationale, demandant douze billets pour les députés de la Commune durant la discussion du plan de municipalité.

3 mai 1790.
Original signé, *A. N.*, C 39, n° 353bis.

204. — Décret de l'Assemblée nationale organisant la municipalité de Paris.

21 mai 1790.
Copie collationnée par les secrétaires de l'Assemblée, *A. N.*, D IV 3, n° 20.
Cf. Paul Robiquet, *le Personnel municipal de Paris pendant la Révolution*, p. 408.

205. — Arrêté du directoire du département de Paris, demandant la réunion dans l'enceinte du Palais de Justice, de la mairie, de l'hôtel commun de la ville, de tous les départements de la municipalité ainsi que des tribunaux criminel et civil, et l'établissement du directoire aux Feuillants.

21 septembre 1791.
Copie conforme, *A. N.*, F1c III, Seine, 27.

§ 4. — Division de Paris en sections.

206. — Travail du Comité de constitution. Extrait des pièces déposées au Comité, contenant l'expression des vœux des sections.

1790.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, D IVb 13, n° 250bis.

207. — Procès-verbaux des séances tenues à l'Archevêché pour arrêter les bases de la division de Paris.

6, 12, 14 juin 1790.
Extraits signés (1 p.), *A. N.*, D IVb 13, n° 250bis.

208. — Décret de l'Assemblée nationale, concernant la division de Paris en quarante-huit sections.

22 juin 1790.
Minute signée des commissaires du Comité de constitution et contresignée par le Bureau de l'Assemblée, *A. N.*, F2 I 493; projet présenté par le Comité de constitution, collationné par les secrétaires de l'Assemblée, *A. N.*, D IV 3, n° 20.
Ed. Bayard, *Journal de la municipalité et des sections*, t. II, n° CIX, p. 913. Les noms des quarante-huit sections sont indiquées dans le n° CXII, p. 944.
Cf. Maurice Tourneux, *Bibliographie de l'Histoire de Paris pendant la Révolution française*, t. II, n° 5359.

209. — Exposé des motifs qui ont déterminé le sieur Verniquet, architecte, à former les quarante-huit nouvelles sections de Paris, d'après les ordres qu'il a reçus du Comité de constitution et suivant la ligne de démarcation indiquée à son plan.

Minute, *A. N.*, D IVb 13, n° 250bis.

210. — Description indiquant la circonscription des quarante-huit sections, suivant le plan de M. Verniquet.

Sans date (juin 1790).
Minutes (2 p.), *A. N.*, D IVb 13, n° 250bis.
Une carte sur laquelle fut marquée la division de Paris en quarante-huit sections fut envoyée le 1er juillet à l'Assemblée des représentants de la Commune, par M. Gossin, membre adjoint du Comité de constitution, auteur du *Rapport sur la division de Paris*, présenté à l'Assemblée nationale le 22 juin 1790. Cf. *Procès-verbaux de*

l'Assemblée des représentants de la Commune, t. VIII, p. 441. L'Almanach royal de 1791, dans le chapitre relatif aux juges de paix, indique les limites de chaque section.

1re section : Les Feuillants.
2e — Les Capucins-Saint-Honoré.
3e — Saint-Philippe-du-Roule.
4e — Les Capucins de la Chaussée-d'Antin.
5e — Les Jacobins-Saint-Honoré.
6e — Saint-Roch.
7e — Les Filles-Saint-Thomas.
8e — Saint-Joseph.
9e — Saint-Lazare.
10e — Saint-Laurent.
11e — Saint-Magloire.
12e — Bonne-Nouvelle.
13e — Saint-Leu.
14e — Les Petits-Peres.
15e — Saint-Honoré.
16e — L'Oratoire.
17e — Saint-Germain-de-l'Auxerrois.
18e — Saint-Nicolas-des-Champs.
19e — Sainte-Opportune.
20e — Saint-Jacques-la-Boucherie.
21e — Saint-Eustache.
22e — Saint-Jacques-l'Hôpital.
23e — La Trinité.
24e — Saint-Martin-des-Champs.
25e — Les Récollets.
26e — Les Quinze-Vingts (district Sainte-Marguerite).
27e — Les Minimes.
28e — Les Capucins-du-Marais.
29e — Saint-Merry.
30e — Les Blancs-Manteaux.
31e — Saint-Jean-en-Grève.
32e — Saint-Louis-de-la-Culture.
33e — Les Enfants-Trouvés.
34e — Henri IV.
35e — Notre-Dame.
36e — Saint-Louis, Ile-Notre-Dame.
37e — Saint-Marcel.
38e — Saint-Nicolas-du-Chardonnet.
39e — Saint-Etienne-du-Mont.
40e — Le Val-de-Grâce.
41e — Les Mathurins.
42e — Saint-Jacques-du-Haut-Pas.
43e — Les Cordeliers.
44e — Les Carmes-Déchaussés.
45e — L'Abbaye.
46e — Les Petits-Augustins.
47e — Les Jacobins-Saint-Dominique.
48e — Les Théatins.

1re. — Les Feuillants.

211. — Observations du sieur Raulin, commissaire, sur l'importance de cette section, en raison de la présence du Roi et de l'Assemblée nationale.

Sans date.
Minute, A. N., D IVb 13, no 250bis.

3e. — Saint-Philippe-du-Roule.

212. — Mémoire des commissaires de cette section contre la distraction de la partie gauche du faubourg du Roule, depuis la rue de Berry jusqu'à la barrière, demandée par la section des Capucins-Saint-Honoré.

14 juin 1790.
Copie conforme, A. N., D IVb 13, no 250bis.

6e. — Saint-Roch.

213. — Adresse du district au Comité de constitution pour conserver l'intégrité de son arrondissement, dont une portion doit être réunie au district des Jacobins.

Sans date (juin 1790).
Minute signée, A. N., D IVb 13, no 250bis.

8e. — Saint-Joseph.

214. — Adresse de ce district demandant son maintien comme section, en se basant sur l'adjonction des habitants de Montmartre à la Commune de Paris, qui augmente le nombre des citoyens actifs du district.

9 juin 1790.
Extrait signé, A. N., D IVb 13, no 250bis.

10e. — Saint-Laurent.

215. — Représentations du district des Filles-Dieu au sujet de sa réunion projetée au district de Saint-Laurent et délibération du district de Saint-Laurent, demandant l'adjonction de la partie droite du faubourg Saint-Martin et de la partie gauche du faubourg Saint-Denis, prises sur les districts des Récollets et de Saint-Lazare.

21 mai, 16 juin 1790.
Minutes (4 p.), A. N., D IVb 13, no 250bis.

11e. — Saint-Magloire.

216. — Observations sur la nécessité et l'utilité de conserver cette section en lui

réunissant une partie de Saint-Leu ou une modique portion des Petits-Pères.

14 juin 1790.
Minutes avec plans (5 p.), *A. N.*, D IV^{b} 13, n° 250bis.

12e. — BONNE-NOUVELLE.

217. — Délibération du district réclamant la partie de la rue Thévenot comprise dans le district de Saint-Jacques-l'Hôpital.

11 juin 1790.
Extraits (2 p.), *A. N.*, D IV^{b} 13, n° 250bis.

13e. — SAINT-LEU.

218. — Réclamation en faveur du district de la Jussienne, ci-devant appelé de Saint-Leu, à l'effet d'obtenir l'adjonction de Saint-Magloire, pour ne former qu'une section.

Juin 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, D IV^{b} 13, n° 250bis.

14e. — LES PETITS-PÈRES.

219. — Observations et délibération de la section portant adhésion au plan de M. Dezauche, en insistant sur la conservation de la rue Montmartre jusqu'au boulevard.

11 juin 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, D IV^{b} 13, n° 250bis.
Il s'agit du plan topographique de Paris, divisé en quarante-huit sections, dressé concurremment avec M. Verniquet, par M. Dezauche, géographe du Roi, rue des Noyers.

15e. — SAINT-HONORÉ.

220. — Réclamations contre la distraction projetée des rues de la Vrillière et de la Feuillade au profit du district des Petits-Pères, et pour l'annexion de la rue des Bons-Enfants, de la moitié de la rue de Valois et de la rue Neuve-des-Petits-Champs.

Juin 1790.
Minutes (5 p.), *A. N.*, D IV^{b} 13, n° 250bis.

16e. — L'ORATOIRE.

221. — Observations portant sur la difficulté de surveiller les rues du Chantre, Jean-Saint-Denis et Champfleury, et demandant la conservation des rues des Bourdonnais, des Déchargeurs, des Fourreurs, du Plat-d'Étain et des Mauvaises-Paroles.

3 juin 1790.
Minutes (3 p.), *A. N.*, D IV^{b} 13, n° 250bis.

17e. — SAINT-GERMAIN-DE-L'AUXERROIS.

222. — Délibérations et observations à l'effet de conserver ce district comme section et de fixer son chef-lieu à la Samaritaine, avec adjonction de la partie gauche de la rue Saint-Denis, ainsi que des rue et place du Chevalier-du-Guet.

Mai, 12 juin 1790.
Minutes (5 p.), *A. N.*, D IV^{b} 13, n° 250bis.

18e. — SAINT-NICOLAS-DES-CHAMPS.

223. — Délégation donnée par le district à M. Pottier, pour relever les plans des districts voisins de celui de Saint-Nicolas et pour exprimer le vœu du maintien des limites actuelles.

5 juin 1790.
Extrait conforme, *A. N.*, D IV^{b} 13, n° 250bis.

20e. — SAINT-JACQUES-LA-BOUCHERIE.

224. — Déclaration du sieur Bournisien, commissaire du district, rejetant le plan de M. Dezauche et apportant certaines modifications à celui de M. Verniquet pour les limites des sections 19 et 20.

Sans date (juin 1790).
Minute, *A. N.*, D IV^{b} 13, n° 250bis.

21e. — SAINT-EUSTACHE.

225. — Adhésion du sieur Burel, commissaire du district, au plan de M. Dezauche, avec la conservation du côté ouest de la rue Montmartre, des rues de la Jus-

sienne et Coqueron des deux côtés, de la partie de la rue de la Tonnellerie formant les Petits-Piliers et de la rue du Four.

14 juin 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, D IV^b 13, nº 250bis.

22e. — SAINT-JACQUES-L'HÔPITAL.

226. — Adhésion du sieur Blanc, commissaire du district, au plan de M. Dezauche, consentant l'abandon de la moitié de la rue Thévenot au quartier Bonne-Nouvelle.

Juin 1790.
Minute, *A. N.*, D IV^b 13, nº 250bis.

24e. — SAINT-MARTIN-DES-CHAMPS.

227. — Observations des commissaires protestant contre le rattachement projeté de la rue de Bondy à la section des Récollets.

16 juin 1790.
Minutes (3 p.), *A. N.*, D IV^b 13, nº 250bis.

25e. — LES RÉCOLLETS.

228. — Délibération du district persistant dans son vœu de voir rattachée la rue de Bondy à son territoire.

11 juin 1790.
Extrait conforme, *A. N.*, D IV^b 13, nº 250bis.

26e. — LES QUINZE-VINGTS (SAINTE-MARGUERITE).

229. — Lettre du district, demandant si les habitants de la Grande-Pinte doivent être admis dans la section et observations touchant un remaniement des limites entre les districts de Popincourt et de Sainte-Marguerite.

14 juin, 2 juillet 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, D IV^b 13, nº 250bis.

27e. — LE PETIT-SAINT-ANTOINE.

230. — Lettres et adresses au Comité de constitution à l'effet de protester contre la réunion projetée de la majeure partie du district à celui des Minimes, avec recensement du district et de sa population.

Mai 1790.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, D IV^b 13, nº 250bis.

28e.—LES CAPUCINS-DU-MARAIS OU LES ENFANTS-ROUGES.

231. — Adhésion au plan de M. Dezauche et réponse du sieur de Lagrange, député des Capucins-du-Marais, aux observations soumises par M. Leroux, député des Enfants-Rouges, qui demande la conservation de ce district au préjudice de celui des Capucins, avec pétition formée par le district des Capucins pour s'appeler section du Marais, au lieu de section des Enfants-Rouges.

16 juin 1790.
Minutes (3 p.), *A. N.*, D IV^b 13, nº 250bis.

232. — Réclamation du district des Enfants-Rouges contre sa division en deux parties, et observations du sieur Leroux, son député, au Comité de constitution pour obtenir l'adjonction du district des Pères-de-Nazareth, avec plan.

15, 21 juin 1790.
Minutes (4 p.), *A. N.*, D IV^b 13, nº 250bis.

233. — Observations du district des Pères-de-Nazareth sur le plan de M. Dezauche, à l'effet d'obtenir l'adjonction de la rue Pastourelle et d'une partie de la rue Saint-Pierre, avec plan.

14 juin 1790.
Minutes (4 p.), *A. N.*, D IV^b 13, nº 250bis

29e. — SAINT-MERRY.

234. — Observations du sieur Robin, commissaire du district des Carmélites, absorbant dans le plan de M. Dezauche la moitié du district de Saint-Merry, pour garder le nom de section des Carmélites, au lieu de prendre celui de Saint-Merry.

Juin 1790.
Minute, *A. N.*, D IV^b 13, nº 250bis.

30e. — LES BLANCS-MANTEAUX.

235. — Adhésion au plan de Verniquet, avec mémoires pour la conservation du dis-

trict des Blancs-Manteaux, plutôt que de celui de Saint-Jean.

Juin 1790.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, D IV^{b} 13, n° 250bis.

31e. — Saint-Jean-en-Grève.

236. — Mémoires en faveur de la conservation du district de Saint-Jean, conformément au plan de M. Dezauche, au lieu de le réunir soit à celui de Saint-Gervais, soit à celui des Blancs-Manteaux, à cause des désordres affreux de la place de Grève.

14 juin 1790.
Minutes (7 p.), *A. N.*, D IV^{b} 13, n° 250bis.

237. — Délibérations et demandes formées par le district de Saint-Gervais pour le maintien de sa circonscription et le rejet des prétentions du district de Saint-Jean.

8, 11, 15, 16 juin 1790.
Minutes et extraits (6 p.), *A. N.*, D IV^{b} 13, n° 250bis.

34e. — Henri IV.

238. — Délibérations du district pour l'adoption du plan de M. Dezauche et l'établissement de sa circonscription, avec abandon au district de Notre-Dame de la rue de la Vieille-Draperie et du quai projeté de la Pelleterie.

4, 7, 11 juin 1790.
Extraits conformes (3 p.), *A. N.*, D IV^{b} 13, n° 250bis.

239. — Adresse du district de Saint-Séverin au Comité de constitution, exprimant le vœu de voir la Cité ne former qu'une section, au lieu de la répartir arbitrairement entre les districts de Notre-Dame et de Henri IV.

Sans date (juin 1790).
Imprimé, *A. N.*, D IV^{b} 13, n° 250bis.

35e. — Notre-Dame.

240. — Mémoires au Comité de constitution pour se plaindre de ce que le district se trouve resserré dans des limites trop exiguës, et demander qu'elles soient circonscrites par les deux bras de la Seine, le Petit Pont, le pont Notre-Dame, le pont Saint-Michel et le pont au Change.

Juin 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, D IV^{b} 13, n° 250bis.

36e. — Saint-Louis-en-l'Ile.

241. — Délibérations et observations du district de Saint-Louis pour obtenir de former une section avec extension de son territoire.

12, 13 mai, 11 juin 1790.
Extraits conformes (4 p.), *A. N.*, D IV^{b} 13, n° 250bis.

37e. — Saint-Marcel.

242. — Délibérations et pétitions du district de Saint-Marcel, tendant à l'adjonction du district de Saint-Victor pour ne former qu'une section, suivant le plan de Verniquet.

29 mai, 12, 16 juin 1790.
Minutes avec plan (1 dos.), *A. N.*, D IV^{b} 13, n° 250bis.

38e. — Saint-Nicolas-du-Chardonnet.

243. — Observations du district de Saint-Nicolas-du-Chardonnet sur la perte de 322 citoyens actifs, résultant de la nouvelle division, avec un extrait du recensement général.

14 juin 1790.
Minutes (3 p.), *A. N.*, D IV^{b} 13, n° 250bis.

39e. — Saint-Étienne-du-Mont.

244. — Délibérations et observations du district de Saint-Etienne-du-Mont contre celui de Saint-Nicolas-du-Chardonnet, pour la formation de la section de Saint-Etienne-du-Mont.

11 juin 1790.
Minutes (4 p.), *A. N.*, D IV^{b} 13, n° 250bis.

41e. — Les Mathurins.

245. — Délibération du district des Mathurins pour l'adoption du plan de M. De-

zauche, en conservant le nom de section des Mathurins.

11 juin 1790.
Extrait, *A. N.*, D IV^b 13, n° 250bis.

42e. — SAINT-JACQUES-DU-HAUT-PAS.

246. — Observations et délibérations du district de Sorbonne pour sa réunion avec celui de Saint-Jacques, conformément au plan de Verniquet.

11, 12 juin 1790.
Extraits (5 p.), *A. N.*, D IV^b 13, n° 250bis.

43e. — LES CORDELIERS.

247. — Délibération du district des Cordeliers, portant adhésion au plan de Dezauche.

11 juin 1790.
Copie collationnée, *A. N.*, D IV^b 13, n° 250bis.

44e. — LES CARMES-DÉCHAUSSÉS.

248. — Délibération du district des Carmes, donnant pleins pouvoirs à son député pour approuver le plan qui le comprend parmi les quarante-huit sections.

11 juin 1790.
Extrait conforme, *A. N.*, D IV^b 13, n° 250bis.

46e. — LES PETITS-AUGUSTINS.

249. — Délibération du district des Petits-Augustins, exprimant le vœu que la partie méridionale de Paris, comprenant la rive gauche avec les îles Notre-Dame et Saint-Louis, soit partagée en seize sections.

14 juin 1790.
Minutes et imprimé (3 p.), *A. N.*, D IV^b 13, n° 250bis.

47e. — LES JACOBINS-SAINT-DOMINIQUE.

250. — Délibération du district des Jacobins-Saint-Dominique, adoptant le plan de M. Dezauche.

7 juin 1790.
Extrait, *A. N.*, D IV^b 13, n° 250bis.

48e. — LES THÉATINS.

251. — Délibération du district des Théatins, portant adhésion au plan de M. Dezauche.

12 juin 1790.
Extrait conforme, *A. N.*, D IV^b 13, n° 250bis.

LES PRÉMONTRÉS.

252. — Délibération du district des Prémontrés, adoptant le plan de M. Dezauche pour la circonscription des Prémontrés.

11 juin 1790.
Extraits signés (2 p.), *A. N.*, D IV^b 13, n° 250bis ; F^2 I 493.

---

253. — Arrêté du district de Saint-Nicolas-du-Chardonnet, adhérant à l'arrêté du district des Cordeliers qui invite l'Assemblée nationale à suspendre l'exécution du décret du 22 juin et à ne rien innover jusqu'au 30 juillet 1790 dans l'état actuel de la municipalité et de ses districts.

30 juin 1790.
Extrait conforme, *A. N.*, F^2 I 493.

254. — Lettre de M. Bailly à M. Giraud, secrétaire-greffier de la section des Invalides, déclarant qu'il ne peut changer la dénomination donnée à la section par l'Assemblée nationale et l'autoriser à s'appeler section du Champ-de-Mars.

24 juillet 1790.
Minute signée, *A. N.*, D IV^b 13, n° 250bis.

255. — Projet de circonscription des sections de Saint-Marcel, Saint-Médard, Saint-Nicolas et Saint-Étienne-du-Mont, présenté par M. Rubigny de Berteval, membre du comité de Saint-Marcel et de quatre autres sections.

Sans date.
Minute signée, *A. S.*, D I, fonds de la Commune provisoire.

256. — Hommage à l'Assemblée nationale par les sieurs Mangin et Corbet, architectes, d'un nouveau plan de Paris, avec des projets d'amélioration.

14 avril 1791.
Minute signée, *A. N.*, C 67, n° 662.
Cf. *Archives parlementaires*, t. XXV, p. 95.

§ 5. — Députations et Adresses de la Commune et des citoyens.

257. — Discours prononcé au nom d'une députation de citoyens de Paris qui expriment leur admiration pour le patriotisme de l'Assemblée nationale et son dévouement à la patrie, avec réponse du président.

26 juin 1789.
Minute signée, *A. N.*, C 27, nº 185bis.
Ed. *Archives parlementaires*, t. VIII, p. 157.

258. — Lettre du ministre de la maison du Roi à M. de Vauvilliers, annonçant la remise à Louis XVI de la lettre des représentants de la Commune.

20 août 1789.
Copie, *A. N.*, O¹ 500, fol. 438.

259. — Lettre du ministre de la maison du Roi à M. Bailly au sujet de la réception par Louis XVI de la députation de l'Assemblée des représentants de la Commune et du prononcé du serment.

25 août 1789.
Copie, *A. N.*, O¹ 500, fol. 453.
V. dans les *Procès-verbaux de l'Assemblée générale des représentants de la Commune*, t. II, p. 8, le procès-verbal de la prestation de serment par M. Bailly entre les mains du Roi.

260. — Arrêté du district des Prémontrés, décidant la nomination dans chaque district de deux députés qui se joindront, le vendredi 9, au district des Prémontrés pour présenter à la famille royale l'expression du respect et de la reconnaissance de toute la Commune.

7 octobre 1789.
Copie, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2670, fol. 199.
V. dans les *Procès-verbaux de l'Assemblée générale des représentants de la Commune*, t. II, p. 13, le compte rendu de la députation auprès du Roi, avec le texte du discours prononcé dans cette occasion par M. Bailly.

261. — Décret de l'Assemblée nationale, décidant de n'admettre à l'avenir d'autre députation de Paris que celle des représentants de la Commune, et de renvoyer toutes adresses au Comité des rapports.

15 octobre 1789.
Minute, *A. N.*, C 31, nº 260.
Ed. *Archives parlementaires*, t. IX, p. 453.

262. — Réclamation des députés suppléants, des députés de la Commune de Paris et des députés du commerce, tendant à obtenir la libre disposition de leur tribune à l'Assemblée nationale.

30 octobre 1789.
Minute signée, *A. N.*, C 32, nº 271.

263. — Lettres du sieur Soreau, avocat, président du district de Saint-Gervais, au ministre de la maison du Roi, demandant la réception d'une députation par le Roi et le remerciant pour l'audience accordée, en exprimant le regret qu'ils éprouvent de ne pouvoir être reçus par la Reine.

30 octobre 1789.
Minutes (3 p.), *A. N.*, F¹ᶜ III, Seine, 27.

264.—Lettre de M. Bailly, maire de Paris, par laquelle il s'excuse de n'avoir pu se rendre la veille au sein de l'Assemblée nationale et annonce sa venue avec les députés du Conseil de Ville.

31 octobre 1789.
Minute signée, *A. N.*, C 32, nº 271.

265. — Délibération de l'Assemblée des représentants de la Commune, décidant l'envoi d'une députation auprès de l'Assemblée nationale, pour témoigner le vif intérêt que prend la Commune de Paris à la situation des membres du comité général et provisoire de la ville de Troyes.

9 novembre 1789.
Minute signée, *A. N.*, C 33, n 286bis.
Ed. *Procès-verbaux de l'Assemblée générale des représentants de la Commune*, t. IV, p. 2.
Les députés du comité général de Troyes dénoncèrent aux districts de Paris l'atteinte

portée par leur bailliage à la liberté, aux droits de l'homme et aux intérêts de la commune, en cassant, en vertu d'une sentence du 29 septembre, le comité légalement formé par le concours de seize districts.

Cf. BAYARD, *Journal de la municipalité et des districts*, t. I, n° X, p. 77.

266. — Adresse de la Commune de Paris à l'Assemblée nationale, présentée lors du renouvellement de l'année, et projet de réponse du président de l'Assemblée.

1er janvier 1790.

Minute, *B. N.*, Mss. nouv. acq. fr. 2635, fol. 2, 3.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XI, p. 64.

267. — Lettre de M. Bailly annonçant la venue d'une députation de la Commune de Paris et discours prononcé à l'Assemblée nationale au nom des représentants de la Commune et de la garde nationale, avec réponse du président.

2 janvier 1790.

Minute, *A. N.*, C 36, n° 304.

Ed. *Procès-verbaux de l'Assemblée générale des représentants de la Commune*, t. V, p. 18.

268. — Discours adressé à Louis XVI au nom de la Commune pour l'inviter à fixer son séjour dans la capitale, avec réponse du Roi à cette députation et à celles des 8 mai et 8 octobre 1790.

4 février 1790.

Minute de la main du Roi, *A. N.*, C 220-221, n° 160[147].

Ed. *Procès-verbaux de l'Assemblée générale des représentants de la Commune*, t. V, p. 58.

BAYARD, *Journal de la municipalité et des districts*, t. II, n° LIII, p. 433.

269. — Arrêté du district des Blancs-Manteaux, décidant la célébration d'un *Te Deum* dans l'église des Blancs-Manteaux pour rendre grâces à l'Être suprême de la prestation de serment du Roi.

4 février 1790.

Extrait signé, *A. N.*, B1 5.

Ed. *Procès-verbaux de l'Assemblée générale des représentants de la Commune*, t. VI, p. 51.

270. — Adresse du district des Minimes à l'Assemblée des représentants de la Commune, exprimant le vœu que le souvenir de la prestation du serment civique par le Roi soit perpétué au moyen d'une médaille frappée sous les auspices de la Commune.

4 février 1790.

Minute signée, *A. N.*, B1 5.

Ed. *Procès-verbaux de l'Assemblée générale des représentants de la Commune*, t. VI, p. 62.

271. — Arrêté du district de Saint-Jean-en-Grève, envoyant une députation à l'Assemblée des représentants de la Commune pour y annoncer la prestation du serment civique par les membres du district.

4 février 1790.

Extrait conforme, *A. N.*, B1 5.

Cf. *Procès-verbaux de l'Assemblée générale des représentants de la Commune*, t. VI, p. 63.

272. — Arrêté du district des Récollets relatif à la députation collective des districts qui se rendra chez le Roi pour lui témoigner, au nom de la Commune, toute la reconnaissance que ses bontés paternelles inspirent.

4 février 1790.

Extrait conforme, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2665, fol. 114.

273. — Prestation du serment civique dans l'église Saint-Honoré par le district de Saint-Honoré et envoi d'une députation collective des districts, chargée d'exprimer au Roi les vœux formés par son peuple ainsi que le désir de voir rentrer les Français fugitifs.

4 février 1790.

Extraits conformes (2 p.), *A. S.*, Vbis I, Districts de Paris; *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2665, fol. 113.

Cf. BAYARD, *Journal de la municipalité et des districts*, t. I, n° L, p. 409.

274. — Adhésion du district des Petits-Pères à l'arrêté du district des Filles-Saint-Thomas, et arrêté invitant le maire et le commandant général à marcher en tête de la députation qui doit se rendre chez le Roi.

5 février 1790.

Copie conforme, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2665, fol. 117.

275. — Délibération du district de Saint-Philippe-du-Roule, déclarant qu'il n'y a pas lieu d'accéder aux vœux de plusieurs districts pour une députation auprès du

Roi, les représentants de la Commune s'étant acquittés de cette mission.

6 février 1790.
Copie conforme, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2655, fol. 65.

276. — Réception au district de Sorbonne d'une députation du district des Filles-Saint-Thomas invitant à se réunir, dans la personne des présidents et commandants de bataillon, aux maire et commandant général pour porter au Roi le tribut de respect, de gratitude et de fidélité de la Commune de Paris.

6 février 1790.
Extrait, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2658, fol. 168.

277. — Arrêté du district des Capucins-Saint-Honoré, portant nomination de deux députés chargés de se joindre à la députation de la Commune de Paris au Roi.

6 février 1790.
Extrait signé, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2658, fol. 276.

278. — Déclaration des commissaires du comité du district de Saint-Louis-en-l'Ile, témoignant de leur adhésion unanime au projet de députation auprès du Roi.

6 février 1790.
Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2658, fol. 277.

279. — Lettre du sieur de Longchamp, « rédacteur de la Commune et commissaire », au président de l'Assemblée nationale pour obtenir l'entrée de la salle et donner lecture de l'*Adresse de la Commune de Paris dans ses sections*.

10 février 1790.
Minute signée, *A. N.*, C 37, n° 316.

280. — Arrêté du district des Récollets, décidant la formation d'une députation composée des soixante présidents des districts, à l'effet de se rendre chez le Roi et de lui exprimer l'attendrissement dont tous les cœurs sont pénétrés.

11 février 1790.
Copie conforme, *A. S.*, V^bis I, Districts de Paris.

281.—Lettre de M. Quatremère fils, représentant de la Commune, au président de l'Assemblée nationale, demandant qu'une députation de l'Assemblée rende hommage à la mémoire de l'abbé de L'Épée, en assistant à l'éloge funèbre qui sera décerné par la Commune, le 23 février.

21 février 1790.
Minute signée, *A. N.*, C 37, n° 316.
V. le récit de la cérémonie du 23 février dans le *Journal de la municipalité et des districts*, t. I, n° LVIII, p. 475, et le texte de l'oraison funèbre de l'abbé de L'Epée prononcée à Saint-Etienne-du-Mont par l'abbé Fauchet, *Archives parlementaires*, t. XI, p. 700.

282. — Délibération motivée de l'Assemblée des représentants de la Commune et adresse à l'Assemblée nationale, demandant l'admission des juifs de la capitale aux titres et droits des citoyens actifs.

24 février 1790.
Copies conformes (2 p.), *A. N.*, C 105, n° 198.
Ed. *Procès-verbaux de l'Assemblée générale des représentants de la Commune*, t. VI, p. 238.

283. — Délibération de l'Assemblée des représentants de la Commune, à la suite du rapport fait par les députés de Brive-la-Gaillarde au sujet des excès atroces commis contre les habitants de leur ville, chargeant six commissaires de rédiger et présenter une adresse à l'Assemblée nationale.

5 mars 1790.
Extrait signé et scellé, *A. N.*, C 38, n° 326.
Ed. *Procès-verbaux de l'Assemblée générale des représentants de la Commune*, t. VI, p. 53.

284. — Adresse de l'Assemblée des représentants de la Commune à l'Assemblée nationale pour intercéder en faveur des malheureux compromis dans les troubles du Bas-Limousin, menacés d'une répression sévère.

5 mars 1790.
Copie signée d'Ameilhon, secrétaire, *A. N.*, C 38, n° 326.
Ed. *Procès-verbaux de l'Assemblée générale des représentants de la Commune*, t. VI, p. 55.

285. — Lettre de M. Bailly à M. de Lafayette, le priant de se trouver le lendemain au lever du Roi, pour prendre ses

ordres au sujet de la procession habituelle de la réduction de Paris.

20 mars 1790.

Copie, *B. N.*, Mss., fonds français 11697, fol. 513.

V. dans les *Procès-verbaux de l'Assemblée générale des représentants de la Commune*, t. VI, p. 191, le récit de la cérémonie qui eut lieu le 22 mars en l'église des Grands-Augustins.

286. — Lettre de M. Bailly au comte de Saint-Priest, lui transmettant la demande des représentants de la Commune, à l'effet d'exprimer leurs regrets au Roi à l'occasion de la mort de l'Empereur.

23 mars 1790.

Minute signée, *A. N.*, F[1c] III, Seine, 27.

A la suite de la mort de l'empereur Joseph II, décédé le 20 février, l'Assemblée des représentants de la Commune (Cf. *Procès-verbaux*, t. VI, p. 195) avait décidé, le 22 mars, l'envoi d'une députation de vingt-quatre membres avec le maire en tête; le comte de Saint-Priest répondit à M. Bailly que le Roi n'avait reçu dans cette circonstance que la députation de l'Assemblée nationale; cette lettre est insérée dans les mêmes *Procès-verbaux*, t. VI, p. 208.

287. — Discours du président de l'Assemblée nationale en réponse à l'adresse de la Commune sur la nécessité d'éloigner de la capitale les mendiants et vagabonds étrangers.

15 avril 1790.

Minute, *A. N.*, C 38, n° 335.

Ed. *Procès-verbaux de l'Assemblée générale des représentants de la Commune*, t. VII, p. 102.

288. — Ordre de l'abbé Gouttes, président de l'Assemblée nationale, à M. Guillotin, commissaire chargé de la police de la salle, de ne laisser entrer dans les tribunes réservées à la Commune que les seuls représentants de la Commune.

1er mai 1790.

Minute signée, *A. N.*, C 133.

289. — Lettre du maire de Paris au comte de Saint-Priest, accompagnant l'envoi du discours qu'il se propose d'adresser au Roi lors de la présentation de la médaille frappée par les soins de la Ville, à l'occasion du séjour de Louis XVI à Paris, avec le texte du discours.

5 mai 1790.

Autographes (2 p.), *A. N.*, F[1c] III, Seine, 27.

V. dans Bayard, *Journal de la municipalité et des sections*, t. II, n° LXXXIX, p. 737, le récit de la présentation de cette médaille, avec un extrait du discours de Bailly.

290. — Lettres de M. Bailly au comte de Saint-Priest, demandant, au nom de la Commune, copie de la réponse de Leurs Majestés aux deux discours adressés ce jour ainsi qu'un avis pour la présentation de la médaille à la Reine et au Dauphin.

8 mai 1790.

Minute et autographe (2 p.), *A. N.*, F[1c] III, Seine, 27.

Le *Journal de Paris*, n° 132, p. 529, reproduit le texte des discours prononcés par Bailly en remettant au Roi, à la Reine et au Dauphin, la médaille que la ville de Paris avait fait frapper à l'occasion du séjour de Louis XVI dans la capitale; cette médaille portait pour légende ces mots : *J'y ferai désormais ma demeure habituelle*. Le 5 avril, dans la séance de l'Assemblée des représentants de la Commune, le président annonça que la médaille en question était prête, et, le même jour, on nomma une députation de vingt-quatre membres chargés de la présenter, avec M. Bailly.

Procès-verbaux de l'Assemblée générale des représentants de la Commune, t. VII, p. 22.

291. — Délibération de l'Assemblée des représentants de la Commune relative à la réception de la députation de la Commune par le Roi.

2 juin 1790.

Extrait signé, *A. N.*, F[1c] III, Seine, 27.

Ed. *Procès-verbaux de l'Assemblée générale des représentants de la Commune*, t. VIII, p. 164.

292. — Lettre de M. Brierre de Surgy, nommé président de l'Assemblée des représentants de la Commune, au comte de Saint-Priest, lui envoyant le texte du discours qu'il doit adresser au Roi au nom de la Commune.

8 juin 1790.

Minute, *A. N.*, F[1c] III, Seine, 27.

Ed. *Procès-verbaux de l'Assemblée générale des représentants de la Commune*, t. VIII, p. 206.

Bayard, *Journal de la municipalité et des districts*, t. II, n° CIII, p. 866.

293. — Lettres de M. Bailly, maire de Paris, au sujet de la réception de la députation de la Ville par le Roi, adressant le texte de son discours.

8, 11 juin 1790.

Minute et autographe (2 p.), *A. N.*, F[1c] III, Seine, 27.

Le texte du discours de Bailly est donné par le *Journal de la municipalité et des districts*, t. II, n° CIII, p. 868.

294. — Lettre de M. Mulot, ancien président de l'Assemblée des représentants de la Commune, à M. de Saint-Priest, lui demandant audience pour remettre une adresse de la Commune au Roi.

2 juillet 1790.
Minute, A. N., F[1c] III, Seine, 27.

295. — Lettres de M. Bailly au président de l'Assemblée nationale, portant envoi des bulletins de la santé du Roi.

1, 2 août 1790.
Minutes signées (2 p.), *A. N.*, C 43, n° 396.
Ed. *Archives parlementaires*, t. XVII, p. 486.

296. — Adresses des représentants de la Commune de Paris à l'Assemblée nationale, pour demander la diminution des impôts indirects, votées dans les séances des 7 et 19 août 1790.

7, 19 août 1790.
Minutes signées de l'abbé Fauchet, président, et des secrétaires, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2635, fol. 31, 40.
V. dans BAYARD, *Journal de la municipalité et des sections*, t. II, n° CXXX, p. 1096, n° CXXXV, p. 1134, n° CXXXVIII, p. 1158, un extrait de l'adresse remise à l'Assemblée nationale, par les représentants de la Commune, relativement a leur pétition du 10 août 1790 et des détails sur cette pétition.

297. — Lettre de M. Bailly au président de l'Assemblée nationale, l'informant de la procession solennelle organisée le 15 août, à Notre-Dame, au nom de la municipalité parisienne, suivant le vœu de Louis XIII.

13 août 1790.
Minute signée, *A. N.*, C 44, n° 398.
Ed. *Archives parlementaires*, t. XVIII, p. 68.

298.—Lettre de M. Bailly, maire de Paris, à M. de Saint-Priest, demandant l'heure à laquelle le Roi voudra bien recevoir, le jour de la Saint-Louis, les hommages de la municipalité.

21 août 1790.
Minute, A. N., F[1c] III, Seine, 27.

299. — Arrêté de l'Assemblée des représentants de la Commune, décidant la présentation à l'Assemblée nationale d'une adresse à l'effet d'exposer les contraventions aux décrets sur l'arrestation et l'interrogatoire des citoyens pour faits de police.

6 octobre 1790.
Copie conforme, *A. N.*, D IV 49, n° 1413.
Ed. *Procès-verbaux de l'Assemblée générale des représentants de la Commune*, t. IX, p. 176.

300. — Lettre de M. Bailly à M. de Lafayette, invitant les officiers supérieurs de la garde nationale à la prestation de serment du Conseil général de la Commune, fixée au 9 octobre, et priant d'envoyer des troupes pour rehausser l'éclat de cette cérémonie.

8 octobre 1790.
Original signé, *A. N.*, AF[II] 48, n° 167.
Copie, *B. N.*, Mss., fonds français 11697, fol. 87.
Voir dans le *Courrier de Paris*, de Gorsas, t. XVII, n° IX, p. 129, le récit de cette cérémonie, qui eut lieu en effet le 9 octobre à une heure, en présence d'une foule considérable.

301. — Adresse des représentants de la Commune à l'Assemblée nationale, demandant la publication des séances des conseils de ville, de district et de département.

10 octobre 1790.
Minute, *A. N.*, D IV 49, n° 1413.
Ed. *Procès-verbaux de l'Assemblée générale des représentants de la Commune*, t. IX, p. 191.

302. — Discours du maire de Paris à l'Assemblée nationale, au nom d'une députation de la municipalité, demandant instamment une loi de police pour la sécurité de la capitale et des tribunaux provisoires pour vider les prisons.

18 novembre 1790.
Minute, avec réponse du président (2 p.), *A. N.*, C 46, n° 446.
Ed. BAYARD, *Journal de la municipalité et des sections*, t. III, n° 18, p. 146.

303.—Lettres de M. Bailly, maire de Paris, à M. de Saint-Priest, lui annonçant qu'une députation de la Commune de Paris se rendra, le samedi 24, au lever du Roi, et lui transmettant le texte de son discours.

23, 24 novembre 1790.
Minute et autographe (2 p.), *A. N.*, F[1c] III, Seine, 27.
V. le discours de Bailly dans BAYARD, *Journal de la municipalité et des sections*, t. III, n° 22, p. 175.

304. — Réponse de Louis XVI aux vœux exprimés par la nouvelle municipalité de la capitale.

25 novembre 1790.

Original de la main du Roi, *A. N.*, C 220-221, n° 160[147].

Ed. BAYARD, *Journal de la municipalité et des sections*, t. III, n° 22, p. 175.

305. — Adresse du Conseil général de la Commune à l'Assemblée nationale à l'effet de décider dans quelle forme les vœux des sections légalement convoquées seront recensés, constatés et présentés, soit au Corps législatif, soit au Roi ou aux corps administratifs.

4 décembre 1790.

Extrait conforme, *A. N.*, D IV 3, n° 21.

Ed. BAYARD, *Journal de la municipalité et des sections*, t. III, n° 28, p. 217.

306. — Lettre de M. Bailly au président de l'Assemblée nationale, demandant si la députation de la Commune, qui présentera samedi ses hommages à l'Assemblée nationale, est mise à l'ordre du jour.

6 janvier 1791.

Original signé, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2635, fol. 175.

V. dans les *Archives parlementaires*, t. XXII, p. 93, le texte du discours prononcé par Bailly au nom des officiers municipaux et de la réponse du président.

307. — Adresse de citoyennes décorées de médailles par la Commune de Paris pour leur patriotisme, renouvelant leur serment à la Constitution.

10 janvier 1791.

Minute, *A. N.*, C 54, n° 535.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XXII, p. 108.

§ 6. — Assemblée des représentants de la Commune.

308. — Liste générale des représentants de la Commune de Paris, avec une liste additionnelle des nouveaux représentants de la Commune.

Minutes (2 p.), *A. N.*, B^1 5.

Ed. PAUL ROBIQUET, *le Personnel municipal de Paris pendant la Révolution*, p. 213.

309. — Résumé des procès-verbaux de délibérations.

19 août-2 septembre 1789.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2670, fol. 119.

310. — Carte de représentant de la Commune.

A. N., C 198, n° 160[41].

311. — Passeport simple, en blanc, délivré par les représentants de la Commune.

Sans date.

A. N., C 206, n° 160[75].

312. — Arrêté du district de l'Abbaye-Saint-Germain-des-Prés, décidant de proposer aux autres districts de concourir par la nomination de deux députés dans chaque district à la formation d'un comité de cent vingt citoyens qui se partageront, de concert avec MM. Bailly et de Lafayette, les travaux nécessaires au maintien de l'ordre public, et arrêteront les bases de la future organisation municipale.

18 juillet 1789.

Copie conforme, *A. S.*, V[bis] I, Districts de Paris.

313. — Nomination par le district de Saint-Roch de quatre députés et deux adjoints pour concourir à la formation du Comité provisoire du Bureau de la Ville.

22 juillet 1789.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2665, fol. 21.

314. — Arrêté de l'Assemblée des représentants de la Commune, décidant que le prix du pain sera diminué et fixant à 12 sols celui du pain de quatre livres.

7 août 1789.

Extrait collationné, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2678, fol. 33.

Cf. les *Mémoires de Bailly*, t. II, p. 230.

315. — Arrêté de l'Assemblée des représentants de la Commune au sujet de l'adoption d'un article additionnel au règlement militaire, pour l'admission dans la garde nationale des citoyens occupés dans le commerce, dans la finance, dans la pratique et les arts.

8 août 1789.

Extrait, *B. N*, Mss., nouv. acq. fr. 2678, fol. 65.

316. — Arrêté rendu par le district des Petits-Pères, à la suite de la démission des représentants de la Commune, décidant l'organisation d'un pouvoir exécutif provisoire, à raison d'un membre par district.

31 août 1789.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2671, fol. 8.

317. — Opinions émises dans les bureaux de l'Assemblée des représentants de la Commune sur la division de Paris en soixante districts et leur organisation militaire.

Août 1789.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2678, fol. 66.

318. — Lettre adressée par MM. Du Closey et Raguideau, membres de l'Assemblée générale des représentants de la Commune, au président du comité de Saint-Roch, déclarant qu'ils se démettront de leurs fonctions aussitôt après la nomination des cinq députés que doit élire le district.

4 septembre 1789.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2642, fol. 25.

Fenouillot Du Closey et Raguideau, tous deux avocats aux Conseils, représentaient le district de Saint-Roch dans l'Assemblée des représentants de la Commune.

319. — Délibération du district de Saint-Roch, nommant cinq nouveaux députés à l'Assemblée générale des représentants de la Commune.

4 septembre 1789.

Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2665, fol. 31.

320. — Arrêté du district des Petits-Augustins, décidant que les trois cents représentants de la Commune ne nommeront pas les soixante membres de la municipalité et que le district assemblé, et non les cinq députés actuels, désignera son représentant dans le nombre des soixante.

11 septembre 1789.

Extrait, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2681, fol. 152.

321. — Arrêté du district des Capucins-Saint-Honoré, demandant l'expression du vœu des districts au sujet de la décision qu'il a prise de nommer l'un des représentants qui feront partie du Conseil et du Bureau de la Ville.

11 septembre 1789.

Original signé, *A. S.*, V^bis 1, Districts de Paris.

322. — Arrêté du district des Cordeliers, prescrivant à chacun de ses cinq représentants à la Commune la prestation d'un serment conforme à certaine formule, avec mandat impératif, annulé par arrêté de la Commune de Paris du 16 novembre.

11-12 novembre 1789.

Extrait des registres du district, *A. N.*, C 32, n° 271.

Ed. *Procès-verbaux de l'Assemblée générale des représentants de la Commune*, t. IV, p. 49.

V. dans le *Journal de la municipalité et des districts*, t. I, n° XIV, p. 109, la formule du serment imposé par le district des Cordeliers.

323. — Délibération du district de Sainte-Marguerite, tendant à obtenir l'entrée dans une des tribunes de l'Assemblée nationale pour l'un des députés du comité, avec lettre du président du district.

12 novembre 1789.

Extraits collationnés et signés (2 p.), *A. N.*, C 32, n° 271.

324. — Arrêté de l'Assemblée des représentants de la Commune, déclarant nul et de nul effet l'arrêté du district des Cordeliers et la formule du serment prescrit à leurs députés représentants de la Commune, et non avenue la nomination de trois nouveaux députés de ce district, ainsi que la démission de deux autres.

16 novembre 1789.

Extrait collationné, *A. N.*, C 32, n° 271.

Ed. *Procès-verbaux de l'Assemblée générale des représentants de la Commune*, t. IV, p. 50; *Journal de la municipalité et des districts*, t. I. n° XVI, p. 121.

325. — Délibération du district de Saint-Honoré, improuvant la présentation à l'Assemblée nationale par la Commune de plusieurs lois et règlements, notamment du dernier règlement de police, et le taxant d'illégal.

16 novembre 1789.

Extrait signé et scellé, *A. N.*, C 33, n° 285bis.

326. — Délibération du district de Saint-Leu, révoquant les pouvoirs de ses quatre représentants compris parmi les deux cent quarante représentants provisoires de la Commune et approuvant la conduite du district des Cordeliers.

18 novembre 1789.

Extrait signé et scellé, *A. N.*, C 33, n° 286bis.

Ed. BAYARD, *Journal de la municipalité et des districts*, t. I, n° XVI, p. 124.

Procès-verbaux de l'Assemblée générale des représentants de la Commune, t. IV, n° XXVI, p. 15.

327. — Délibération du district de Saint-Germain-des-Prés, portant adhésion à l'arrêté du district des Cordeliers, et invitant ses cinq représentants auprès de la Commune à prêter le serment prescrit par cet arrêté.

20 novembre 1789.

Extrait signé, *A. N.*, C 33, n° 286bis.

328. — Arrêté du district de Saint-Séverin, blâmant la conduite des députés du district en ce qui concerne la formation de nouveaux corps de troupes par la Commune et le règlement de police du 5 novembre, les invitant en outre à ne pas outrepasser leurs pouvoirs et à ne s'occuper que du plan de municipalité.

20 novembre 1789.

Extrait signé et scellé, *A. N.*, C 33, n° 286bis.

Cf. *Procès-verbaux de l'Assemblée générale des représentants de la Commune*, t. IV, p. 12.

329. — Arrêté du district des Pères-de-Nazareth, désapprouvant la conduite des mandataires provisoires de la Commune et acceptant le serment demandé par le district des Cordeliers.

21 novembre 1789.

Extrait signé et scellé, *A. N.*, C 33, n° 286bis.

Ed. BAYARD, *Journal de la municipalité et des districts*, t. I, n° XVII, p. 136.

Procès-verbaux de l'Assemblée générale des représentants de la Commune, t. IV, n° XXVII, p. 13.

330. — Énumération des districts qui ont refusé d'adhérer à la formule de serment présentée par le district des Cordeliers.

22 novembre 1789.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2699, fol. 108.

331. — Délibération du district de Saint-Marcel relative à l'étendue des mandats donnés à ses cinq députés à la Ville, et aux difficultés soulevées entre les deux cent quarante représentants de la Commune et plusieurs districts, notamment ceux des Mathurins et des Cordeliers.

27 décembre 1789.

Extrait scellé, *A. N.*, D IVb 13, n° 251.

332. — Arrêté du district de Saint-Germain-l'Auxerrois, décidant qu'il sera signifié aux deux cent quarante représentants de la Commune que leur mandat est rempli et qu'ils n'ont plus le droit de s'assembler ni de délibérer sur les autres affaires de la Commune.

23 février 1790.

Extraits signés (3 p.), *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2658, fol. 302; 2681, fol. 124; *A. S.*, Vbis 1, Districts de Paris.

333. — Arrêté de l'Assemblée des représentants de la Commune relatif au droit du Conseil général d'inviter le maire à prendre part à ses délibérations, avec obligation stricte pour le maire d'y assister.

27 mai 1790.

Extrait signé, *A. N.*, D IVb 13, n° 250bis.

Ed. *Procès-verbaux de l'Assemblée générale des représentants de la Commune*, t. VII, p. 100.

334. — Arrêté du district de Saint-Germain-l'Auxerrois, déclarant que les ci-devant mandataires n'ont pas le droit d'inviter le maire à convoquer les districts.

19 juin 1790.

Extraits conformes (2 p.), *A. S.*, Vbis 1, Districts de Paris; *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2681, fol. 140.

335. — Résumé de la séance du 9 août 1790 de l'Assemblée des représentants de la Commune.

Minute, *A. N.*, B1 5.

336. — Arrêtés des sections des Tuileries, des Lombards, du Luxembourg, des Invalides, du Temple, de la rue Poissonnière, des Enfants-Rouges, de la rue du Roi-de-Sicile, de la Halle-aux-Blés, de l'Arsenal, des Champs-Élysées, de la place Vendôme et de Henri IV, désavouant l'adresse présentée à l'Assemblée nationale par les membres de la Commune, à l'effet d'obtenir la diminution des impôts indirects perçus aux barrières.

11-19 août 1790.

Minutes, avec lettres d'envoi par Bailly (24 p.), A. N., C 44, n° 398; C 128, n° 435; *A. S.*, V^bis II, Sections de Paris.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XVIII, p. 37, 82, 88, 115, 204.

Le texte de la pétition se trouve dans les *Procès-verbaux de l'Assemblée générale des représentants de la Commune*, t. VIII, p. 693. Cf. aussi le *Journal de la municipalité et des sections*, t. II, n° CXXX, p. 1096.

337. — Arrêté du Conseil de Ville, désapprouvant l'adresse présentée à l'Assemblée nationale au nom de la Commune, tendant à obtenir la diminution des impôts indirects, avec lettre d'envoi de M. Bailly.

12 août 1790.

Extrait signé et minute (2 p.), A. N., C 44, n° 398.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XVIII, p. 6.

338. — Lettre de M. Bailly au président de l'Assemblée nationale, transmettant plusieurs arrêtés des sections qui désavouent l'adresse relative à la diminution des impôts perçus aux entrées de Paris.

17 août 1790.

Minute signée, A. N., C 44, n° 398.

339. — Arrêté de la section Poissonnière, décidant la transmission d'un vœu à l'Assemblée nationale pour l'organisation la plus prompte de la municipalité et des sections de Paris, improuvant la conduite des soi-disant représentants de la Commune et s'opposant à ce que le sieur de Saint-Martin soit qualifié d'aumônier général de la garde nationale parisienne.

21 septembre 1790.

Extraits conformes (2 p.), *A. N.*, B¹ 5; A. S., V^bis II, Sections de Paris.

340. — Résumé des déclarations faites par les représentants de la Commune, en vertu de l'arrêté du 24 septembre 1790.

Minute, *A. N.*, B¹ 5.

V. la liste des représentants qui ont prêté ou refusé de prêter le serment prescrit par l'arrêté du 24 septembre, dans les *Procès-verbaux de l'Assemblée générale des représentants de la Commune*, t. IX, p. 137. L'arrêté du 24 septembre est reproduit dans le *Journal de la municipalité et des sections*, t. III, n° 249, p. 1249.

341. — Lettres de MM. Chuppin, représentant de la Commune de la section de Popincourt, Franchet, président de la section de l'Arsenal, ancien représentant de la Commune, Georges d'Epinay, député du district des Jacobins-Saint-Honoré, Grenier, représentant de la Commune du district de Henri IV, Mathieu-Lépidor, représentant de la Commune et président de la section des Invalides, Lubin, du district des Capucins-Saint-Honoré, Oudet, président du district de Notre-Dame, Poitevin-Maissemy, commandant de la garde nationale du canton de Guiscard, Renouard, ancien consul, l'un des représentants du district des Filles-Dieu, Testulat, représentant du district des Cordeliers, déclarant sous serment, conformément à l'arrêté du 24 septembre, n'avoir jamais rien reçu, directement ou indirectement, de la Commune ni des agents du pouvoir exécutif, pendant le temps qu'ils ont fait partie de l'Assemblée des représentants de la Commune.

27, 29, 30 septembre 1790.

Minutes (10 p.), *A. N.*, B¹ 5.

342. — Lettre de M. Meurizet, excusant l'absence de M. Delluf des Roziers, représentant de la Commune du district de la Trinité, se trouvant en Angleterre pour affaires de son commerce, qui prêtera le serment exigé dès son retour.

Septembre 1790.

Minute, *A. N.*, B¹ 5.

343. — Lettre de M. Luillier, déclarant qu'il ne prêtera le serment requis des représentants de la Commune qu'entre les mains d'un tribunal légalement établi par l'Assemblée nationale.

Septembre 1790.

Minute, *A. N.*, B¹ 5.

344. — Lettre de M. Oudin, président de l'Assemblée des représentants de la Commune, priant d'excuser l'absence de M. Le Prince, vice-président, en tournée dans son département d'Agen, où il est receveur des tailles.

1er octobre 1790.
Minute, *A. N.*, B1 5.

345. — Lettre de M. Ladey, ex-président du district des Carmes, au sujet de la séance des représentants de la Commune du 7 octobre, appelant leur attention sur le rapport de l'administrateur des subsistances fait au lieu et place du compte de sa gestion et sur la lettre insultante de M. Bourrée de Corberon.

8 octobre 1790.
Minute, *A. N.*, B1 5.

346. — Arrêté de la section de l'Hôtel-de-Ville, demandant que l'Assemblée nationale décrète incompatibilité entre les fonctions de membres de la municipalité et celles d'électeurs.

18 octobre 1790.
Copie conforme, avec lettre d'envoi (2 p.), *A. N.*, C 45, no 424.

347. — Lettre de l'abbé Fauchet, président de l'Assemblée des représentants de la Commune, au sujet du rang du président de la Commune et de sa prestation de serment.

Sans date (novembre 1790).
Autographe, *A. N.*, C 46, no 453.

348. — Adresse des commissaires de la section de l'Ile, chargés par un arrêté du 9 décembre de solliciter du Corps municipal l'autorisation nécessaire pour élire un nouveau représentant en remplacement de M. Royer, appelé aux fonctions d'adjoint du secrétaire greffier de la Commune.

11 décembre 1790.
Minute signée et extrait conforme (2 p.), *A. N.*, D IV 3, no 22; F2 I 493.
Pierre-Paul Royer, avocat au Parlement, quai d'Orléans, avait été élu, le 23 octobre précédent, au troisième tour de scrutin, secrétaire greffier adjoint par 60 suffrages sur 116 votants; il exerça ces fonctions jusqu'en 1792; l'année suivante, on le trouve parmi les membres du Conseil général de la Commune.
Cf. Paul Robiquet, *le Personnel municipal de Paris pendant la Révolution*, p. 434.

349. — Arrêtés du Conseil général de la Commune, portant que jusqu'à nouvel ordre personne ne pourra sortir de la ville sans que ses voitures et bagages soient visités, défendant d'arrêter aucun courrier porteur des dépêches de la municipalité et décidant que tous les citoyens en état de porter les armes se tiendront prêts à exécuter les ordres qui leur seront donnés.

21 juin 1791.
Extraits conformes (5 p.), *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2666, fol. 307, 316; 2704, fol. 59, 60; *A. S.*, D II, fonds de la Commune.

350. — Arrêté du Conseil général de la Commune, ordonnant la réintégration immédiate des chevaux distraits des écuries du Roi.

24 juin 1791.
Extrait conforme, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2704, fol. 68.

351. — Arrêté du Conseil général de la Commune relatif au logement des gardes nationaux et des troupes de ligne qui doivent assurer le retour de la famille royale.

24 juin 1791.
Extrait conforme, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2704, fol. 67.

352. — Arrêté du Conseil général de la Commune, levant la défense relative à la circulation des voitures dans Paris, attendu l'arrivée du Roi et de la famille royale aux Tuileries.

25 juin 1791.
Extrait conforme, *A. S.*, D II, fonds de la Commune.

§ 7. — Corps municipal. — Notables. — Maire de Paris.

353. — Délibérations du Conseil de Ville composant la municipalité parisienne.

8 octobre 1789-9 octobre 1790.
Copies conformes, 2 registres, *B. N.*, Mss., suppl. fr. 11698-11699.

354. — Délibérations du Corps municipal.

10 octobre 1790-17 novembre 1791.
4 registres in-fol., *B. N.*, Mss., fonds fr. 11700-11703.

355. — Délibérations des Bureau de Ville et Bureau municipal.

20 octobre 1789-17 novembre 1791.
Copies conformes, 3 registres, *B. N.*, Mss., fonds fr., 11704, 11705, 11706.

356. — Arrêté du Corps municipal, déclarant qu'il ne peut déférer au vœu des sections du Théâtre-Français, de la Croix-Rouge, du Luxembourg, de Sainte-Geneviève, des Thermes-de-Julien, de Mauconseil, de Notre-Dame et des Lombards, exprimé le 21 avril, et convoquer la Commune, pour délibérer sur un arrêté du même Corps relatif aux canonniers.

27 avril 1791.
Extrait conforme, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2704, fol. 56.

357. — Réponse faite par le maire au nom du Corps municipal à une députation de la section du Luxembourg, chargée de présenter un arrêté relatif au licenciement de la compagnie des grenadiers de la 6e division.

29 avril 1791.
Extrait conforme, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2704, fol. 57.

358. — Arrêté du Corps municipal, notifiant l'ouverture dans la section du Luxembourg, cour du séminaire de Saint-Sulpice, à partir du 30 mai, d'un bureau pour l'échange des assignats.

28 mai 1791.
Extrait conforme, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2704, fol. 58.

359. — Ordre du Corps municipal aux commissaires de section et de police pour faire éclairer, le soir même, toutes les façades des maisons de Paris.

17 juillet 1791.
Extrait conforme, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2704, fol. 69.

---

360. — Procès-verbal de la levée du scrutin auquel il a été procédé dans une assemblée générale du district des Filles-Saint-Thomas, tenue le 20 octobre 1789, à l'effet de nommer vingt-quatre citoyens, parmi lesquels doivent être choisis les huit notables adjoints pour assister à l'instruction des procès criminels.

21 octobre 1789.
Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2661, fol. 1.

361. — Résultat de la conférence tenue à l'Archevêché entre un grand nombre de notables adjoints de Paris, au sujet de leurs fonctions et du mémoire du garde des sceaux, du 8 décembre.

30 décembre 1789.
Copie, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2670, fol. 322.

362. — Lettre du sieur Deyeux, notable adjoint du district des Minimes, au district de Saint-Roch, annonçant la continuation de l'Assemblée tenue à l'Archevêché relativement aux fonctions des notables adjoints.

1er janvier 1790.
Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2665, fol. 79.
Claude-Didier Deyeux, ancien notaire, rue des Tournelles, figure parmi les officiers municipaux ; il donna sa démission le 6 novembre 1791.

363. — Note de M. de Graville, député suppléant à l'Assemblée nationale, au Comité de constitution, posant des questions sur les fonctions de procureur général syndic.

20 juin 1790.
Minute signée, *A. N.*, D IV 3, n° 21.

364. — Arrêté du district de Saint-Victor, envoyant quatre députés auprès du Comité de constitution, à l'effet d'obtenir une prorogation de délai pour les élections municipales jusqu'après la cérémonie du pacte fédératif.

1er juillet 1790.
Extrait conforme, *A. N.*, F2 I 493.

365. — Décret de l'Assemblée nationale, reportant au 25 juillet les élections pour la formation de la municipalité de Paris.

1er juillet 1790.
Copie, *A. N.*, A 188, fol. 5.
Ed. *Collection générale des décrets de l'Assemblée nationale*, juillet 1790, p. 5.

366. — Arrêté de l'assemblée primaire de la section de la rue Poissonnière, por-

tant règlement pour les opérations relatives aux élections municipales.

3 août 1790.
Extrait signé, *A. N.*, F² I 493.

367. — Délibération du Conseil de Ville, annonçant l'élection de M. Duport-du-Tertre, en qualité de second substitut adjoint du procureur de la Commune par 2,332 suffrages.

10 août 1790.
Extrait conforme, *A. S.*, D I, fonds de la Commune provisoire.
V. dans BAYARD, *Journal de la municipalité et des sections*, t. II, n° CXXIX, p. 1089, le recensement du scrutin relatif à l'élection de M. Duport-du-Tertre.

368. — Procès-verbal de l'élection par la section du Théâtre-Français, en l'église Saint-André-des-Arcs, des trois notables destinés à former avec ceux des autres sections le Corps municipal et le Conseil général de la Commune, savoir de Jean-François Jolly, avocat au Parlement, de Jean-Georges-Antoine Stoupe, imprimeur-libraire, et de Georges-Jacques Danton, avocat aux Conseils du Roi.

11 août 1790.
Extrait conforme, *A. S.*, V^bis II, Sections de Paris.

369. — Procès-verbaux de la nomination de trois officiers municipaux et du président de la section, par la section du Faubourg-Saint-Denis, avec le tableau du scrutin, les listes des citoyens actifs et éligibles et une lettre d'envoi du tout au Comité de constitution.

11, 12, 17 août 1790.
Copies conformes (9 p.), *A. N.*, F² I 493.

370. — Réponse de M. Jozeau, membre de la section des Thermes-de-Julien, aux inexactitudes de M. Sarot dans sa lettre du 10 août 1790 au Comité de constitution sur la validité ou nullité des élections déjà faites du maire, du procureur de la Commune et de ses deux adjoints.

12 août 1790.
Minute, *A. N.*, D IV 3, n° 24.

371. — Observations de la section du Faubourg-Saint-Denis sur la protestation présentée au Comité de constitution contre les procès-verbaux de la nomination des trois membres de la municipalité, faite les 11 et 12 août 1790, avec le texte de la protestation et notes (7 p.).

17 août 1790.
Minutes, *A. N.*, D IV, 3, n° 24.

372. — Procès-verbaux de la nomination des trois élus de la section de Mauconseil pour organiser la municipalité définitive, avec récépissé du greffe de l'Hôtel de Ville.

29 août 1790.
Expéditions conformes (2 p.), *A. N.*, F² I 493.

373. — Lettre du sieur Bayard, auteur du *Journal de la municipalité*, au sieur Beffara, demandant les noms, demeures et qualités des trois notables élus par la section de la Grange-Batelière.

22 août 1790.
Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2655, fol. 177.

374. — Pétition des citoyens de la section de Mauconseil au Comité de constitution à l'effet d'obtenir l'annulation du scrutin du 28 août, pour l'élection du troisième notable électeur à la municipalité, scrutin dans lequel MM. Samson du Perron et Sergent se trouvaient en ballottage, avec déclarations de M. Vigner, président de la section, et d'autres citoyens, affirmant la validité du scrutin.

30 août-1 septembre 1790.
Minutes (3 p.), *A. N.*, D IV 4, n° 25.
Jean-François Samson du Perron, l'un des notables, était un avocat aux Conseils, demeurant rue des Deux-Portes-Saint-Sauveur; Cyr-Jacques Vigner, officier municipal, était un homme de loi, domicilié rue Française.

375. — Mémoires présentés au Comité de constitution au sujet de la nomination du sieur Mahaut, comme notable dans la section du Ponceau pour faire partie du Corps municipal, contestée à cause de sa résidence sur la section de Bonne-Nouvelle, avec procès-verbal de son élection, arrêté du Conseil de Ville déclarant nulle l'élection dudit Mahaut et lettre du président.

27 août, 2 septembre 1790.
Minutes (6 p.), *A. N.*, D IV 3, n° 24; F² I 493.
Mahaut, ancien négociant, rue Saint-Claude, figure sur la liste des notables.

376. — Décret de l'Assemblée nationale, confirmant les élections de quelques notables de plusieurs sections de Paris et contenant de nouvelles dispositions propres à accélérer les élections de la municipalité.

6 septembre 1790.
Copie, *A. N.*, A 189, fol. 74.
Ed. *Collection générale des décrets de l'Assemblée nationale*, septembre 1790, p. 27.

377. — Lettre de M. Bailly aux secrétaires de l'Assemblée nationale, demandant l'envoi immédiat du décret rendu le 6 septembre sur l'organisation de la municipalité de Paris.

7 septembre 1790.
Minute signée, avec quatre lignes autographes, *A. N.*, C 45, n° 413.

378. — Envoi de commissaires par la section de l'Observatoire au Comité de constitution pour connaître son opinion sur l'admission de M. Danton dans le Corps municipal.

9 septembre 1790.
Extrait conforme, *A. N.*, F^2 I 493.

379. — Envoi par M. Bailly au Comité de constitution d'une délibération de la section de la place de Louis XIV, du 6 septembre, relativement à la réception du serment à prêter par les officiers municipaux élus pour composer la municipalité définitive, avec le texte de la délibération.

15 septembre 1790.
Minute signée, *A. N.*, D IV 3, n° 22; F^2 I 493.

380. — Discours prononcé à l'Assemblée nationale par M. Bailly, à la tête d'une députation de la municipalité, à l'effet d'obtenir que les cent quarante-quatre notables nommés prennent dès à présent les fonctions qui leur sont attribuées par la loi, pour que les administrateurs puissent rendre leurs comptes sans retard, avec lettre d'envoi.

16, 17 septembre 1790.
Original signé et copie, *A. N.*, D IV 3, n° 22.
Cf. *Archives parlementaires*, t. XIX, p. 22.

381. — Adresse de la section de la place de Louis XIV à l'Assemblée nationale, demandant que les soixante administrateurs et non les représentants de la Commune reçoivent le serment de la municipalité définitive.

17 septembre 1790.
Minute signée et scellée, *A. N.*, D IV 49, n° 1424.

382. — Arrêté de la section du Jardin-des-Plantes, demandant que les cent quarante-quatre notables élus par les sections de Paris soient installés et que les représentants provisoires de la Commune soient adjoints aux membres du Conseil général de la municipalité, à l'effet seulement de vérifier, apurer et arrêter les comptes de gestion des administrateurs actuels.

28 septembre 1790.
Extraits conformes (2 p.), *A. N.*, B^1 5; F^2 I 493.

383. — Lettre de M. Duportail, président de la section des Quatre-Nations, au président du Comité de constitution, à l'effet de savoir si les notables adjoints, créés, en vertu d'un décret d'octobre 1789, pour une année, doivent, à l'expiration de ce délai, continuer leurs fonctions, au moins pour l'instruction des affaires criminelles.

5 novembre 1790.
Minute, *A. N.*, D IV 3, n° 23.

384. — Arrêtés des sections de la Croix-Rouge, des Quatre-Nations et de la Place-Royale, déclarant qu'il n'y a pas lieu de procéder à l'élection d'un second substitut adjoint du procureur de la Commune, au lieu et place de M. Duport-du-Tertre, nommé garde des sceaux.

9 décembre 1790.
Extraits conformes (3 p.), *A. N.*, F^2 I 493.

385. — Lettre de M. Desmousseaux, officier municipal, appelant l'attention sur les inconvénients qui résulteraient pour la Commune si elle était privée plus longtemps d'un second substitut, et montrant la nécessité de hâter le décret de l'Assemblée nationale sur cet objet.

12 décembre 1790.
Minute, *A. N.*, D IV 3, n° 23.

386. — Décret de l'Assemblée nationale, déclarant valables les scrutins des sections

pour le remplacement de l'un des substituts du procureur de la Commune.

14 décembre 1790.

Minute signée de Demeunier, *A. N.*, C 47, n° 464.

Éd. *Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale*, décembre 1790, p. 163.

387. — Lettre de M. Boullemer, procureur syndic de la Commune, à la section du Palais-Royal, affirmant qu'aucune disposition législative n'empêche les officiers municipaux d'être électeurs, ni juges.

Janvier 1791.

Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2666, fol 238.

388. — Lettre de M. Boullemer, procureur syndic de la Commune, à M. Giraud, président de la section du Palais-Royal, l'informant que la loi n'autorise point le remplacement des notables adjoints démissionnaires pendant l'année de leur exercice.

21 mai 1791.

Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2666, fol. 294.

---

389. — Lettre de M. Bailly, maire de Paris, au district de Saint-Roch, déclarant au sujet de l'arrêté pris par les représentants de la Commune, le 1er avril, qu'il ne croit pas devoir signer des délibérations auxquelles il n'a point participé, et encore moins mettre son nom au bas d'un imprimé, lorsque la minute n'est point revêtue de sa signature.

9 avril 1790.

Original signé, *B. N.*, nouv. acq. fr. 2665, fol. 235.

L'arrêté visé dans cette lettre se trouve dans les *Procès-verbaux de l'Assemblée générale des représentants de la Commune*, t. VII, p. 73.

390. — Extraits des délibérations prises par les districts relativement aux arrêtés des représentants de la Commune, des 14 et 17 mai, et à la lettre du maire de Paris aux cinquante-neuf districts, du 16 du même mois.

Minute, avec le texte imprimé des arrêtés et lettre de M. Bailly, *A. N.*, F1c III, Seine, 27; II 1960.

Bayard, dans son *Journal de la municipalité et des districts*, t. II, n° CI, p. 851, analyse rapidement les arrêtés des districts désapprouvant la conduite des représentants de la Commune, lors de la dénonciation du baron de Menou portée à la tribune de l'Assemblée nationale au sujet d'une tentative de corruption à propos du cautionnement de 70 millions pour l'achat des biens ecclésiastiques, et cite ceux qui exprimèrent ces sentiments avec le plus d'énergie, il reproduit également *in extenso* la motion du baron de Menou (p. 786).

Cf. Buchez et Roux, *Histoire parlementaire de la Révolution française*, t. VI, p. 209-215.

391. — Lettres et arrêtés des districts ci-dessous dénommés, improuvant les arrêtés des représentants de la Commune, des 14 et 17 mai, et témoignant leur estime et sympathie au maire de Paris.

18 mai-14 juin 1790.

1. Saint-Nicolas-du-Chardonnet, 27 mai 1790.
2. Les Petits-Augustins, 8 juin.
3. Saint-Germain-l'Auxerrois, 26 mai.
4. Les Jacobins-Saint-Dominique, 31 mai.
5. Saint-Magloire, 31 mai.
6. Saint-Marcel, 22 mai.
7. Les Prémontrés, 27 mai.
8. Saint-Jean-en-Grève, 27 mai.
9. Sainte-Opportune, 27 mai.
10. Sainte-Marguerite, 27 mai.
11. Les Théatins, 28 mai.
12. Les Carmélites, 27 mai.
13. Les Feuillants, 27 mai.
14. L'Oratoire, 28 mai.
15. Les Capucins-de-la-Chaussée-d'Antin, 27 mai.
16. Saint-Lazare, 27 mai.
17. Les Enfants-Trouvés, 27 mai.
18. Saint-Merry, 27 mai.
19. Les Filles-Dieu, 29 mai.
20. Les Mathurins, 28 mai.
21. Henri IV, 27 mai.
22. Saint-Honoré, 27 mai.
23. Bonne-Nouvelle, 21 mai.
24. Le Val-de-Grâce et Saint-Jacques-du-Haut-Pas, 27 mai.
25. Les Pères-de-Nazareth, 20 mai.
26. Saint-Philippe-du-Roule, 25 mai.
27. Saint-Louis-de-la-Culture, 25 mai.
28. Saint-Laurent, 21 mai.
29. Popincourt, 4 juin.
30. Saint-Nicolas-des-Champs, 22 mai.
31. La Trinité, 21 mai.
32. Les Petits-Pères, 22 mai.
33. Saint-André-des-Arcs, 21 mai.
34. Les Carmes, 21 mai.
35. Saint-Louis-en-l'Ile, 20 mai.

36. Les Enfants-Rouges, 20 mai.
37. Saint-Eustache, 18 mai.
38. Les Jacobins-Saint-Honoré, 31 mai.
39. Saint-Roch, 19 mai.
40. La Jussienne, 19 mai.
41. Saint-Etienne-du-Mont, 20 mai.
42. Les Minimes, 20 mai.
43. Saint-Séverin, 27 mai.
44. Les Capucins-Saint-Honoré, 20 mai.
45. Les Capucins-du-Marais, 20 mai.
46. Saint-Gervais, 19 mai.
47. Les Filles-Saint-Thomas, 14 juin.
48. Les Blancs-Manteaux, 27 mai.

Extraits conformes. A.N., II 1960.

392. — Arrêté du district des Minimes, s'associant aux plaintes exprimées dans la lettre du maire, en date du 16 mai, touchant les inculpations fausses et injurieuses des prétendus représentants de la Commune, et confirmant la députation envoyée par les districts auprès du maire pour lui témoigner leur estime et attachement.

20 mai 1790.

Extrait signé, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2665, fol. 257.

393.—Lettre de M. Bailly, maire de Paris, déclarant que, n'ayant point reçu satisfaction de l'Assemblée des représentants de la Commune au sujet des arrêtés des 14 et 17 mai, il s'abstiendra de paraître dans le lieu de leurs séances, mais qu'il les attendra dans l'antichambre du Roi pour se joindre à leur députation.

2 juin 1790.

Copie conforme, A. N., F[1c] III, Seine, 27. Ed. BAYARD, *Journal de la municipalité et des districts*, t. II, n° CI, p. 848.

394. — Arrêté de la section de Sainte-Geneviève, décidant l'envoi à l'Hôtel de Ville de deux commissaires chargés de remettre le vœu de la section concernant le traitement du maire et des officiers municipaux et de se concerter à ce sujet avec les commissaires des autres sections.

30 juillet 1790.

Extraits conformes (3 p.), *A. S.*, V[bis] II, Sections de Paris; *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2666, fol. 47, et lettre à la section du Palais-Royal la priant d'envoyer deux commissaires.

Le traitement de M. Bailly fut fixé à 50,000 livres par un arrêté de l'Assemblée des représentants de la Commune, du 3 septembre (*Procès-verbaux*, etc., t. II, n° XXI, p. 13.) V. dans BAYARD, *Journal de la municipalité, des districts et des sections*, t. II, n° CXXIX, p. 1085, des *observations* sur le traitement du maire et sur les indemnités à accorder aux officiers municipaux de la ville de Paris.

395. — Arrêté de la section des Postes, décidant la nomination d'un commissaire qui se joindra aux commissaires délégués pour assister au recensement des vœux de toutes les sections sur les propositions de la municipalité relatives au traitement du maire et des officiers municipaux.

30 juillet 1790.

Extrait conforme, *A. S.*, V[bis] II, Sections de Paris.

396. — Délibération de la section des Thermes-de-Julien, exprimant le vœu de la nomination d'un commissaire par section pour le recensement des opinions sur le traitement du maire et des officiers municipaux.

31 juillet 1790.

Extrait conforme, *B. N*, Mss., nouv. acq. fr. 2666, fol. 53.

397. — Dépouillement des délibérations des sections relatives au traitement du maire et aux indemnités accordées aux officiers municipaux, fait au Conseil de Ville les 1er août et 4 octobre 1790.

1er août et 4 octobre 1790.

Imprimés (2 p.) *A. S.*, D I, fonds de la Commune provisoire.

V. dans BAYARD, *Journal de la municipalité et des sections*, t. II, n° CXXI, p. 1012; n° CXXV, p. 1054, les propositions de la municipalité provisoire aux quarante-huit sections pour l'attribution de traitements aux maire et officiers municipaux, ainsi que le résultat des arrêtés des sections.

398. — Arrêté du Conseil de Ville, constatant l'élection de Jean-Sylvain Bailly comme maire de Paris, par 12,550 suffrages sur 14,010 votants.

2 août 1790.

Extrait conforme, *A. S.*, D I, fonds de la Commune provisoire.

Cf. BAYARD, *Journal de la municipalité et des sections*, t. II, n° CXXV, p. 1057.

399. — Lettre de M. Bailly au président de l'Assemblée nationale, lui annonçant sa

nomination définitive comme chef de la municipalité parisienne.

3 août 1790.
Minute signée, *A. N.*, C 44, n° 398.
Ed. *Archives parlementaires*, t XVII, p. 583.

400. — Arrêté de la section des Lombards, invitant les autres sections à se réunir à celle des Lombards pour la fixation du traitement des officiers municipaux, et nommant Jean-Baptiste Louvet en qualité de commissaire.

5 août 1790.
Copie conforme, *A. S.*, Vbis II, Sections de Paris.

401. — Arrêté de la section du Jardin-des-Plantes, déterminant les traitements du maire, du procureur syndic, de ses adjoints, des administrateurs, du secrétaire-greffier, de ses adjoints, de l'archiviste et du bibliothécaire de la municipalité, demandant la création d'un emploi de sous-bibliothécaire et invitant le Conseil de Ville à communiquer aux sections l'état des frais de bureau et de secrétariat.

8 août 1790.
Copie conforme, *A. S.*, Vbis II, Sections de Paris.

402. — Lettre de M. Bailly au président de l'Assemblée nationale, pour se disculper d'avoir refusé de prêter un nouveau serment lors de sa nouvelle nomination de maire et d'avoir fait incarcérer arbitrairement plusieurs délinquants à la Force.

13 octobre 1790.
Minute signée, *A. N.*, C 124, n° 405.
Ed. BAYARD, *Journal de la municipalité et des sections*, t. III, n° I, p. 19.

403. — Lettre de M. Bailly au Comité des recherches, annonçant que le Conseil général de la Commune continue provisoirement ses fonctions au comité de recherches de la Ville.

13 octobre 1790.
Minute signée, *A. N.*, D XXIXb 14, n° 149.

CHAPITRE II

ACTES ET DÉLIBÉRATIONS DES DISTRICTS

Les nos 404 à 424 concernent les districts en général, viennent ensuite les districts individuels, qui sont rangés dans l'ordre alphabétique.

404.—Circulaire imprimée, à l'adresse des districts, envoyée par Ethis de Corny, procureur de la Ville, indiquant les mesures adoptées par le Comité permanent pour la substitution d'un ordre nouveau au régime ancien.

18 juillet 1789.

Exemplaires signés d'Ethis de Corny, envoyés aux districts de Saint-Martin-des-Champs et de Saint-Joseph, *A. S.*, V^{bis} I, Districts de Paris; *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2683, fol. 207.

405. — Récépissés de lettres émanant de l'Hôtel de Ville et du maire de Paris, délivrés par dix districts.

23 juillet 1789.

Minutes, *A. N.*, C 134 (dos. 11).

406.—Lettre des rédacteurs du *Journal de la municipalité et des districts* au district des Feuillants, recommandant leur journal et offrant d'y insérer les délibérations et arrêtés des districts.

7 novembre 1789.

Minute, *A.S.*, V^{bis} I, Districts de Paris.

407. — Rapport des commissaires du district de Saint-Roch, chargés de l'examen de l'arrêté du district des Cordeliers, du 2 novembre, proposant l'adhésion du district à cet arrêté qui maintient la correspondance entre les districts.

8 novembre 1789.

Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2670, fol. 250.

408.—Lettre du département du domaine de la Ville, invitant les districts à lui envoyer des états de situation pour connaître leurs besoins et pouvoir leur venir en aide.

9 novembre 1789.

Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2696, fol. 180, 182.

409.—Lettre du comité des recherches de la municipalité de Paris à celui de l'Assemblée nationale, regrettant de ne pouvoir se trouver au rendez-vous à lui indiqué et déclarant qu'il n'existe à l'Hôtel de Ville aucune liste des présidents de district.

10 novembre 1789.

Minute signée, *A. N.*, D XXIX^{b} 29, no 292.

410.—Lettre du département des travaux publics, demandant la remise des mémoires des entrepreneurs, fournisseurs et ouvriers employés à la construction et réfection des casernes et corps de garde des districts.

1er décembre 1789.

Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2696, fol. 181.

411.—Adresse du district des Prémontrés à l'Assemblée nationale, conformément à l'arrêté pris par le district, le 11 janvier, réclamant l'organisation des districts et leur permanence.

11 janvier 1790.

Copie conforme et imprimé, *A. N.*, C 36, no 304.

Cf. Bayard, *Journal de la municipalité et des districts*, t. I, no XLVIII, p. 389.

412. — Lettres de M. Beauvais de Préau, président du district des Prémontrés, au district de Saint-Roch, demandant le jour et l'heure de sa prochaine assemblée générale, à l'effet de soumettre à son examen la question de la permanence des districts et invitant le même district à la réunion du 25 pour la rédaction de l'adresse à l'Assemblée nationale.

9, 21 février 1790.

Minutes signées (2 p.), *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2665, fol. 126.

413. — Lettre de convocation, signée de Beauvais de Préau, pour la réunion du 8 mars, à l'Archevêché, afin d'entendre la lecture de la deuxième partie de l'adresse à l'Assemblée nationale, concernant l'attribution à donner aux districts.

4, 6 mars 1790.

Minute signée et imprimé rempli, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2665, fol. 166; 2678, fol. 246.

414. — Arrêté de vingt-quatre districts réunis à l'Archevêché, contenant protestation contre tout corps formé sans le consentement des districts et opposition formelle à l'établissement du parc et création du corps d'artillerie, avec l'adhésion de dix-neuf autres districts.

6 mars 1790.

Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2665, fol. 168.

Ed. *Procès-verbaux de l'Assemblée générale des représentants de la Commune*, t. VI, 2e partie, p. 82.

BAYARD, *Journal de la municipalité et des districts*, t. I, nº LXIII, p. 513.

415.—Arrêté du district des Prémontrés, protestant contre l'article du sieur Peuchet inséré dans le *Moniteur universel* du 9 mars 1790, au sujet de la permanence des districts, le déclarant faux, calomnieux, injurieux et le dénonçant à l'Assemblée nationale et à la Commune de Paris.

10 mars 1790.

Extrait collationné, avec lettre d'envoi du 21 mars, *A. N.*, D XXIX, 64.

V. dans les *Révolutions de Paris*, nº 37, p. 25, une critique très acerbe des articles du « sieur Peuchet, administrateur à la Ville, dans la gazette Pankouke », contre la permanence des districts; l'auteur de cette critique examine en même temps l'article de Brissot de Warville sur les *Oligarchies armées*, et le mémoire de Desmousseaux adressé à ses commettants, membres du district de Sainte-Opportune.

416. — Adhésion du district de Saint-Nicolas-du-Chardonnet à l'adresse des députés réunis à l'Archevêché relativement à la permanence, à condition que les assemblées de district n'auront d'autre droit que d'émettre leurs vœux sur les opérations d'intérêt général et qu'aucune délibération ne sera prise qu'à la majorité des deux tiers, avec lettre d'envoi du 21 avril.

15 mars 1790.

Extrait signé et minute (2 p.), *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2658, fol. 312; 2683, fol. 50.

417.—Arrêté du district de Saint-Marcel, donnant son adhésion à la permanence active des districts et au projet d'adresse de la Commune, et demandant que chaque district ou section conserve l'exercice de la police ainsi que la juridiction des juges de paix et puisse se réunir librement, sans entraver toutefois les opérations de la municipalité.

15 mars 1790.

Copie conforme, *A. N.*, F² I 493.

418. — Arrêté du district de l'Abbaye-Saint-Germain-des-Prés, persistant dans ses précédentes délibérations relativement à la permanence des districts ou sections et chargeant ses députés à l'Archevêché de faire insérer dans l'adresse sur cette question le vœu formel du district d'exécuter ponctuellement ce qu'il plaira à l'Assemblée nationale de décréter à ce sujet.

16 mars 1790.

Extrait signé, *A. N.*, B¹ 5.

Cf. *Procès-verbaux de l'Assemblée générale des représentants de la Commune*, t. VI, 2e partie, p. 199.

419. — Arrêté du district de Saint-Eustache, déclarant calomnieux, alarmant, incendiaire et injurieux l'article du *Moniteur universel* contre la permanence active des districts.

17 mars 1790.

Extraits conformes (3 p.), *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2665, fol. 194; 2682, fol. 219; *A. S.*, V^bis I, Districts de Paris.

420.— Arrêté du district des Filles-Saint-Thomas, refusant d'adopter le projet d'adresse qui lui est soumis et donnant son adhésion à l'arrêté des districts du Val-de-Grâce et de Saint-Jacques-du-Haut-Pas, du 11 mars, contre la permanence des districts.

22 mars 1790.
Extrait signé, *A. N*, F^2 I 493.

421. — État général des districts qui ont donné leur adhésion à la permanence.

23 mars 1790.
Extrait conforme aux délibérations, signé du secrétaire de la Commune, *A. N.*, C 38, n° 341.

422.—Lettre de M.Thorillon, président du district de Saint-Marcel, adressant à l'Assemblée nationale six exemplaires de la délibération du district, favorable à la permanence des sections, mais permanence modifiée.

29 mars 1790.
Minute, *A. N.*, D IV 13, n° 209.

423. — Motion du sieur Veplaguie, dans le district de Saint-Roch, contre la permanence des districts et proposant pour le choix de la nouvelle municipalité l'élection à deux degrés.

Mars 1790.
Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2665, fol. 159.

424. — Lettre de M. Poncet de la Grave demandant à l'Assemblée nationale de laisser subsister les soixante districts réduits à quarante-huit sections jusqu'après les élections du Corps municipal et des juges.

22 juillet 1790.
Minute signée, *A. N.*, D IV 51, n° 1470.

§ 1. — District des *Barnabites*, puis de *Henri IV*.

Le district des Barnabites prit le nom de district de Henri IV à la suite d'une délibération du 9 décembre 1789.

425. — Requête du sieur de Lagarde, supérieur des Barnabites, à l'Assemblée nationale, se plaignant d'être dépossédé par les districts des Barnabites et de Saint-Séverin, qui ont converti cette maison religieuse en caserne.

6 septembre 1789.
Minute, *A. N.*, F^{1c} III, Seine, 27.

426. — Arrêté du district de Henri IV, ci-devant des Barnabites, décidant l'envoi de commissaires dans tous les districts, à l'effet de provoquer une députation au Roi et à ses ministres, et faire en sorte qu'il refuse sa sanction au décret de l'Assemblée qui exige une propriété territoriale et la contribution d'un marc d'argent pour pouvoir être élu membre du Corps législatif, et aux articles de la nouvelle organisation des municipalités portant qu'il n'y aura qu'une seule Assemblée des communes.

17 décembre 1789.
Extraits collationnés (3 p.), *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2671, fol. 112; 2679, fol. 7; *A. S.*, V^{bis} I, Districts de Paris.

427. — Registres de police du district de Henri IV.

27 décembre 1789-26 juin 1790.
2 cahiers in-fol., *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Pont-Neuf).

§ 2. — District des *Blancs-Manteaux*.

428.— Arrêté du district des Blancs-Manteaux, portant qu'il s'opposera à toute formation de sociétés autres que celles constituées par les districts.

19 juillet 1789.
Minute, *A. N.*, C 134 (dos. 7).

Ed. Bailly et Duveyrier, *Procès-verbal de l'Assemblée générale des électeurs*, t. II, p. 206.

429. — Lettre au district de Saint-Roch, annonçant la tenue d'une assemblée générale, le lundi 14, à trois heures après-midi.

13 septembre 1789.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2671, fol. 68.

430. — Lettre du comité civil du district, informant les districts de Saint-Roch et de Saint-Joseph que, tous les jeudis de chaque semaine, se tiendra une assemblée générale du district des Blancs-Manteaux, et demandant le jour choisi par ces districts pour leurs assemblées.

9 octobre 1789.

Minutes signées (2 p.), *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2671, fol. 84; 2681, fol. 314.

431. — Arrêté refusant de mettre à exécution l'ordonnance du département de police du 24 décembre 1789 qui obligeait la garde nationale à prêter main-forte aux officiers du commerce.

16 janvier 1790.

Extraits signés (3 p.), *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2665, fol. 97; *A. S.*, V bis I, Districts de Paris.

Cf. *Procès-verbaux de l'Assemblée générale des représentants de la Commune*, t. VI, p. 38; *l'Ami du peuple*, n° LXXXIV, qui blâme cette ordonnance.

432. — Arrêté portant adhésion à l'arrêté du district de Saint-Jean-en-Grève, du 9 janvier, relatif au décret de l'Assemblée nationale qui détermine la classe des citoyens dans laquelle devront être pris les membres des Corps municipal et législatif.

28 janvier 1790.

Extrait signé, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2681, fol. 315.

§ 3. — District de *Bonne-Nouvelle*.

433. — Arrêté demandant que l'exportation des grains soit interdite jusqu'à ce que Paris soit approvisionné et à l'abri du danger, que chaque district fournisse vingt gardes nationaux pour l'escorte des convois, qu'il soit fait un inventaire exact des grains par la municipalité et que les boulangers forains soient autorisés à conduire du pain à Paris.

2 octobre 1789.

Extraits conformes (2 p.), *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2671, fol 78; 2699, fol. 112.

434. — Adresse du district à l'Assemblée nationale offrant l'expression de son dévouement et de sa soumission aux décrets de ladite Assemblée.

1er février 1790.

Minute signée, *A. N.*, C 103, n° 184.

Cette adresse fut présentée dans la séance du 6 février.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XI, p. 453.

435. — Arrêté députant douze commissaires auprès des autres sections, à l'effet de provoquer une réunion générale dans laquelle la Commune donnera son adhésion solennelle au pacte fédératif des provinces de Bretagne et d'Anjou.

18 avril 1790.

Extrait certifié en double (2 p.), *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2665, fol. 239, 240.

V. dans Maurice Tourneux, *Bibliographie de l'histoire de Paris pendant la Révolution française*, t. II, n° 7002, le procès-verbal de l'assemblée générale du district de Bonne-Nouvelle, tenue en l'église de Bonne-Nouvelle, le dimanche 18 avril 1790, avec le discours de Charron, président du district, au sujet du pacte fédératif de la Bretagne et de l'Anjou.

§ 4. — District des *Capucins-de-la-Chaussée-d'Antin*.

436. — Procès-verbal de l'examen des lettres saisies sur les courriers, lesquelles lettres ne contenaient rien contre la sûreté publique.

14 juillet 1789.

Extrait conforme, *A. N.*, D XXIXb 2, n° 26.

437. — Lettres adressées à M. Defresne, président du district, par M. Necker de Germany, frère aîné du ministre, l'avertissant de son projet de partir le matin avec cinq voitures pour rejoindre son frère à Bruxelles, et annonçant l'envoi de diverses sommes

dans un moment où les besoins sont considérables et où tout bon patriote doit y contribuer de son mieux.

15, 27 juillet 1789.
Minutes (2 p.), *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2642, fol. 5, 12.

438. — Lettre de M. Fleuriau de Touchelonge remerciant de l'honneur qu'on lui a fait en l'admettant parmi les députés du district.

20 juillet 1789.
Minute. *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2642, fol. 7.
M. Fleuriau, receveur général des finances, figure, en effet, sur la liste des cent vingt représentants de la Commune provisoire, convoqués le 25 juillet 1789; le second député du district fut M. Périer, de l'Académie des sciences.

439. — Lettres du sieur Doerner au président du district au sujet de sa convocation pour la garde bourgeoise, déclarant qu'il s'était déjà fait inscrire au district des Filles-Saint-Thomas.

22, 23 juillet 1789.
Minutes (2 p.), *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2642, fol. 8.

440. — Lettre du sieur Thibault priant de l'excuser s'il ne peut passer la nuit au district.

23 juillet 1789.
Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2642, fol. 10.

441. — Lettre d'envoi d'une offrande pécuniaire au président du district par M. de Giac, maître des requêtes, surintendant honoraire de la maison de la Reine.

26 juillet 1789.
Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2642, fol. 33.

442. — Arrêté décidant l'envoi d'une patrouille rue Grange-Batelière pour surveiller la caserne des gardes-suisses, en raison des soldats fuyards dont la compagnie a sujet de se plaindre.

2 août 1789.
Extraits signés (2 p.), *A. S.*, V^{bis} I, Districts de Paris.

443. — Motion des artistes, artisans et ouvriers, présentée au comité du district, pour obtenir leur admission dans la milice bourgeoise, avec des observations sur cette motion.

3 août 1789.
Imprimé et minutes (4 p.), *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2642, fol. 13, 17, 126, 127.

444. — Lettre du sieur J.-B. Vacherot à M. Belfara, secrétaire du comité du district, annonçant que M. de Lafayette distribuera aux officiers le titre IV ou V du plan d'organisation militaire.

7 août 1789.
Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2642, fol. 22.

445. — Lettre de M. de Giac au président du district, déclarant qu'il lui est impossible de fournir trois hommes pour monter la garde pendant vingt-quatre heures.

21 septembre 1789.
Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2642, fol. 27.

446. — Lettre au district des Feuillants, exprimant le regret de ne pouvoir laisser sortir les voitures de la duchesse de l'Infantado.

5 octobre 1789.
Minute, *A. S.*, V^{bis} I, Districts de Paris.

447. — Lettre des auteurs de la *Chronique de Paris* offrant d'insérer les arrêtés du district.

8 octobre 1789.
Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2644, fol. 21.

448. — Décision du comité de police de l'Assemblée des représentants de la Commune, portant que le sieur Jousseaume la Tour, chirurgien de la garde nationale, mandé au comité pour être entendu au sujet de la délibération du district des Capucins-de-la-Chaussée-d'Antin, du 11 octobre, ne s'est pas présenté, et renvoyant l'affaire en question au district, avec deux lettres dudit Jousseaume.

14 octobre 1789.
Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2655, fol. 26.

449. — Arrêté envoyant une députation au district de Saint-Philippe-du-Roule pour obtenir la concession gracieuse de deux pièces de canon pour sa défense, le district

des Capucins étant peut-être le seul qui n'ait point de canons, avec procès-verbal de la remise de ces deux pièces de canon.

25 février, 11 mars 1790.
Extraits signés (2 p.), *A. S.*, V^bis^ I, Districts de Paris.

450. — Lettre de Mme Guarneri de Saint-Prix aux commissaires du comité civil du district, au sujet d'une réclamation abusive.

13 mars 1790.
Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2642, fol. 60.

451. — Convocation de la fille Louison, cuisinière chez M. Devaux, commis de la guerre, et plainte de la comtesse Martel contre elle.

29 mai 1790.
Minutes (2 p.), *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2642, fol. 69, 71.

452. — Communication du sieur Poulletier au comité du district au sujet du canal projeté par M. Brullée, et convocation à l'assemblée des sections de la Commune à l'Hôtel de Ville.

6, 11 juin 1790.
Minutes (2 p.), *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2642, fol. 79, 85.

453.—Lettre du sieur Létourneau au président du district des Capucins-de-la-Chaussée-d'Antin, priant de donner lecture à la prochaine assemblée de son ouvrage sur le moyen d'opérer la suppression des impôts de tout genre.

6 juin 1790.
Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2642, fol. 83.

§ 5. — District des *Capucins-du-Marais*.

454.—Envoi par le comité de recherches de la municipalité de Paris aux secrétaires de l'Assemblée nationale du procès-verbal du district des Capucins-du-Marais constatant l'attentat commis sur la personne d'un factionnaire de la garde nationale, frappé d'un coup de poinçon que le meurtrier avait laissé avec un billet portant cette inscription : *Va devan et attan La Faillete.*

28 décembre 1789.
Minutes (3 p.), *A. N.*, D XXIX^b^ 44, n° 417.
Le factionnaire en question, un marchand de vin du nom de Trudon, était de garde à l'hôtel Soubise, rue des Quatre-Fils.

Le *Journal de Paris*, par Gorsas (t. VI, n° XVIII, p. 273), qui raconte « l'assassinat d'un garde national dans le Marais », dit que le meurtrier se servit d'un poinçon dans lequel se trouvait enfilé un papier portant ces mots : « Traître, va préparer dans les enfers la place que ma main destine à l'abominable Lafayette. » Cette affaire fit grand bruit dans Paris; les uns prétendaient que le garde national assassiné était son propre assassin, les autres soutenaient le contraire. En tous cas, on soupçonna une supercherie, le nommé Trudon fut mandé au comité de recherches de la Ville, interrogé et envoyé à l'Abbaye, où il se donna quatre coups de couteau.
V. le même journal, t. VI, n° XXI, p. 319; *les Révolutions de Paris*, n° 25, p. 31.

§ 6. — District des *Capucins-Saint-Honoré*.

455.—Arrêté déléguant deux commissaires auprès du district des Feuillants à l'effet d'obtenir du chef du garde-meuble la libre disposition du dessous des colonnades pendant le jour.

27 août 1789.
Original signé, *A. S.*, V^bis^ I, Districts de Paris.

456. — Arrêté envoyant deux membres du district auprès des représentants de la Commune pour demander à l'Assemblée nationale l'ajournement de tout décret sur le *veto*.

1er septembre 1789.
Minutes signées (2 p.), *A. S.*, V^bis^ I, Districts de Paris; *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2671, fol. 11.

457. — Arrêté décidant que le poste de la grille de Chaillot sera occupé par un déta-

chement suffisant de la garde nationale en uniforme, commandé par un officier

Octobre 1789.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2670, fol. 186.

458. — Procès-verbal de visite du poste de la grille de l'Étoile et nomination de commissaires chargés de réitérer la demande déjà faite pour l'occupation du poste de Neuilly par des soldats de la garde nationale.

10 octobre 1789.

Minutes signées (2 p.), Mss., nouv. acq. fr. 2671, fol. 91.

459. — Délibération portant que les districts de la 6e division seront invités à se concerter avec celui des Capucins pour assurer la garde de la place Louis XV et des Champs-Élysées, dont la surveillance laisse à désirer.

15 octobre 1789.

Extrait signé. *A. S.*, Vbis 1, Districts de Paris.

460. — Arrêté envoyant une députation à la commune du Roule pour la remercier de la concession de deux canons qui manquaient au bataillon du district.

27 février 1790.

Extrait signé, *A. S.*, Vbis 1, Districts de Paris.

§ 7. — District des *Carmélites* ou du *Sépulcre*.

Dès le mois de novembre 1789, le district du Sépulcre prit le nom de district des Carmélites.

461. — Délibération en vue de déterminer la marque distinctive à donner aux citoyens qui composent les compagnies non soldées de la garde nationale.

24 août 1789.

Extrait conforme, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2670, fol. 38.

462. — Arrêté relatif à l'envoi d'une députation au district des Cordeliers pour l'inviter à laisser libre cours au décret de prise de corps rendu contre Marat.

22 janvier 1790.

Extraits conformes (3 p.), *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2643, fol. 32; 2665, fol. 103; *A. S.*, Vbis 1, Districts de Paris.

463. — Arrêtés décidant de transmettre à l'Assemblée des représentants de la Commune le vœu formé par le district afin que les juifs jouissent désormais des droits de citoyens actifs.

29 janvier, 2 juillet 1790.

Extraits conformes (2 p.), *A. N.*, D IV 3, no 24; D IV 13, no 209.

Cf. *Procès-verbaux de l'Assemblée générale des représentants de la Commune*, t. V, p. 3.

464. — Arrêté proposant l'envoi de députés à l'Assemblée nationale pour demander la suppression des vainqueurs ou volontaires de la Bastille.

8 juillet 1790.

Extrait conforme, *A. N.*, D IV 3, no 24.

§ 8. — District des *Carmes-Déchaussés*.

465. — Convention passée par le comité du district des Carmes avec divers entrepreneurs, pour la construction de la caserne du district dans le bâtiment concédé par les Carmes.

23 septembre 1789.

Minute, *B. N.*, Mss. nouv. acq. fr. 2702, fol. 135.

466. — Instruction faite au district des Carmes contre le sieur Jacques Duhamel et sa femme, marchands de fruits sur le Pont-Neuf, comme auteurs ou receleurs du vol commis dans la nuit du 17 au 18 chez le sieur Granelli, orfèvre, rue du Four-Saint-Germain.

23 septembre 1789.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2702, fol. 140.

467. — Supplique adressée au district par le sieur Desmarais, maître corroyeur, rue Neuve-Guillemin, pour obtenir du sieur Rach du Pouget, huissier à la Cour des Aides, restitution d'un billet de 874 livres.

23 septembre 1789.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2702, fol. 137.

468. — Arrêté envoyant une députation au comité de Saint-Roch pour se concerter avec lui au sujet d'un mémoire et d'une lettre adressés par le marquis de Saint-Huruge, à l'effet de protester contre sa détention.

27 septembre 1789.

Original signé et scellé, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2655, fol. 41.

469. — Arrêté priant le commandant général de la garde nationale de prendre toutes les mesures pour faire cesser les attroupements aux abords du château des Tuileries et veiller à la sûreté des membres de l'Assemblée nationale.

9 octobre 1789.

Minutes signées (2 p.), *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2670, fol. 177 : *A. S.*, V^bis^ I, Districts de Paris.

470. — Adhésion à l'arrêté du district des Filles-Saint-Thomas, rendu à la suite du discours de M. de Milly, citoyen américain, relativement aux moyens d'assurer la tranquillité des colonies françaises.

26 février 1790.

Extrait signé, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2658, fol. 310.

V. dans MAURICE TOURNEUX, *Bibliographie de l'histoire de Paris pendant la Révolution française*, t. II, n° 7163, le discours prononcé le 20 février 1790, par M. de Milly, Américain, citoyen de Paris, avocat au Parlement, l'un des commissaires nommés par le district des Filles-Saint-Thomas, pour la question relative à l'abolition de la traite des nègres. L'arrêté du district fut pris le 22 février 1790.

§ 9. — District des *Cordeliers*.

471. — Lettre au district de Saint-Roch annonçant que ses assemblées générales se tiennent tous les jours, de cinq heures à neuf heures.

9 septembre 1789.

Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2671, fol. 33.

472. — Procès-verbal de la saisie de douze caisses et deux barils de lingots d'argent et piastres envoyés par la Caisse d'Escompte au directeur de la Monnaie de Limoges, avec lettre du district au président de l'Assemblée nationale, signée de Danton, président, Fabre d'Églantine, secrétaire.

31 décembre 1789.

Minutes (4 pièces), *A. N.*, C 33, n° 286ter.

Cf. *Procès-verbaux de l'Assemblée générale des représentants de la Commune*, t. IV, p. 139, 140, et l'article de l'*Ami du peuple*, du 31 décembre 1789, intitulé : *Arrestation d'une voiture chargée de lingots d'or et de bijoux dans la rue des Fossés-Saint-Germain*, article dans lequel Marat loue fort la conduite du district des Cordeliers.

473. — Lettre de M. Naurissart protestant contre la saisie de matières d'argent confiées à la Messagerie et destinées à la Monnaie de Limoges.

31 décembre 1789.

Minute, *A. N.*, C 33, n° 285bis.

V. dans MAURICE TOURNEUX, *Bibliographie de l'histoire de Paris pendant la Révolution française*, t. II, n° 7085, l'imprimé intitulé : *Dialogue entre M. Nourrissart, député de Limoges à l'Assemblée nationale et directeur de la Monnaie de Limoges, et un citoyen du district des Cordeliers, sur l'arrestation de deux voitures publiques chargées d'argent, faite par le même district.* Les *Archives parlementaires*, t. XI, p. 57, reproduisent la discussion qui eut lieu à ce sujet dans la séance de l'Assemblée nationale, du 31 décembre, discussion à laquelle prirent part MM. Naurissart, Charles de Lameth, Le Couteulx et Barnave, et qui fut terminée par le vote de la question préalable.

474. — Arrêté protestant de nouveau contre la formation d'un corps d'artillerie

et déclarant qu'une députation portera cette protestation à l'Hôtel de Ville.

22 février 1790.
Extraits signés (2 p.), *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2655, fol. 66; 2665, fol. 130.

475. — Lettre annonçant l'adhésion du district à l'arrêté du district de Saint-Gervais, en rappelant celui qui avait été rendu le 12 septembre au sujet de la cherté excessive du bois de chauffage.

Mars 1790.
Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2665, fol. 176.
V. dans MAURICE TOURNEUX, *Bibliographie de l'histoire de Paris pendant la Révolution française*, t. II, nº 7091, une délibération imprimée du 8 février 1790, relative au bois de chauffage et tendant à en faire diminuer le prix.

§ 10. — District des *Enfants-Rouges*.

476. — Lettre au district de Saint-Roch recommandant le *Journal militaire*, dont les bureaux sont établis dans le district, et sollicitant l'envoi de tous renseignements sur le personnel de la garde nationale, qui seront insérés dans ce journal.

20 septembre 1789.
Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2670, fol. 141.
Le *Journal militaire*, dirigé par M. GOURNAY, continuation du *Journal militaire et politique*, publié sous l'ancien régime de 1778 à 1786, commença à paraître en janvier 1790 et se poursuivit jusqu'en juin 1842; il forme une collection de 85 volumes in-8º. Cf. EUGÈNE HATIN, *Bibliographie de la presse périodique française*, p. 79.

477. — Délibération exprimant le vœu que l'Assemblée nationale accueille les réclamations des juifs nés ou naturalisés français.

20 février 1790.
Extrait signé et scellé, *A. N.*, C 37, nº 316.
Cf. *Archives parlementaires*, t. XI, p. 700.

478. — Lettre du président du district au président de l'Assemblée nationale, pour la réception d'une députation chargée de remettre deux arrêtés.

Sans date (vers avril 1790).
Minute signée, *A. N.*, C 38, nº 341.

479. — Déclaration faite au comité du district par le sieur Delire au sujet du départ de douze personnes pour Turin dans une voiture contenant deux boisseaux de louis d'or.

4 octobre 1790.
Minute signée, *A. N.*, D XXIX^{b} 13, nº 140.

§ 11. — District des *Enfants-Trouvés*.

480. — Lettre convoquant le district de Saint-Roch à ses assemblées de comité qui se tiennent chaque jour de cinq heures à neuf heures.

9 septembre 1789.
Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2671, fol. 27.

481. — Arrêté relatif à la délibération du district de Saint-Philippe-du-Roule, exprimant le vœu qu'aucun citoyen ne puisse être appelé à une fonction publique sans un service de quatre années dans la garde nationale ou l'armée.

14 mars 1790.
Extrait conforme, *A. S.*, V^{bis} I, Districts de Paris.

§ 12. — District des *Feuillants*.

482. — Lettre au district de Saint-Roch pour annoncer la tenue d'une assemblée générale à quatre heures après midi.

9 septembre 1789.
Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2671, fol. 48.

483. — Invitation au district de Saint-Roch d'envoyer du pain aux gardes nationaux de Paris qui sont allés à Versailles, et d'expédier un détachement de vingt-quatre hommes pour la garde de la Halle, la majeure partie des troupes du district se trouvant encore à Versailles.

6 octobre 1789.

Minutes signées (2 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins); *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2671, fol. 83.

484. — Lettre au président de l'Assemblée nationale demandant la permission de présenter les hommages du district et de témoigner son respect à l'Assemblée.

9 novembre 1789.

Minute signée du vice-président, *A. N.*, C 32, n° 271. Cf. *Archives parlementaires*, t. IX, p. 728.

485. — Délibération déclarant ennemis de la nation tous ceux qui porteront atteinte aux décrets de l'Assemblée nationale.

3 mai 1790.

Extrait imprimé, avec lettre d'envoi, du 8 mai 1790 (2 p.), *A. N.*, C 39, n° 353bis; *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2679, fol. 135.

Cette délibération fut prise à l'occasion de la présentation d'une adresse à l'Assemblée nationale par une députation de la ville de Sézanne-en-Brie.

§ 13. — District des *Filles-Dieu*.

486. — Lettre du sieur Meunier, major du district des Filles-Dieu, au district de Saint Joseph, au sujet de l'arrestation d'un sieur Duverger.

23 juillet 1789.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2681, fol. 230.

487. — Lettre au district de Saint-Roch, l'informant de la réunion d'un comité général, le samedi 12, à cinq heures de relevée, rue du Faubourg-Saint-Denis, au bureau de la régie générale des voitures des environs de Paris.

9 septembre 1789.

Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2671, fol. 41.

488. — Arrêté remerciant le district de Saint-Roch de la communication de son arrêté du 10 octobre et adoptant la même ligne de conduite.

11 octobre 1789.

Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2671, fol. 93.

489. — Délibération et adresse à l'Assemblée nationale, exprimant le vœu de voir Louis XVI suspendre ses travaux assidus et demandant que le Roi fasse connaître aux Parisiens ses volontés sur la formation de sa garde.

14 novembre 1789.

Imprimé, avec lettre d'envoi (2 p.), *A. N.*, D XXIX 78.

490. — Lettre des officiers du district au district des Filles-Saint-Thomas, l'informant de l'adoption de son vœu relativement à la question de la traite des nègres.

27 février 1790.

Minute signée, *B N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2658, fol. 311.

§ 14. — District des *Filles-Saint-Thomas*.

491. — Lettre au district de Saint-Roch envoyant vingt-quatre billets pour la bénédiction du drapeau du bataillon, sans préjudice des quarante-huit envoyés aux marguilliers.

Septembre 1789.

Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2671, fol. 77.

492. — Lettre au district de Saint-Roch annonçant la convocation d'une assemblée générale qui se tiendra le jeudi matin, 10 septembre.

10 septembre 1789.

Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2671, fol. 53.

493.— Arrêté invitant le district de Saint-Roch à nommer deux commissaires qui se joindront à ceux des districts de Saint-Eustache et des Filles-Saint-Thomas pour faire une perquisition dans le couvent des Dames Saint-Thomas, lequel, d'après la rumeur publique, renfermerait un nombre considérable d'uniformes, avec lettre à ce sujet.

10 octobre 1789.

Minutes (2 p.), *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2671, fol. 88.

494. — Protestation de M. Conty, président du district, contre le refus du comité de le reconnaître pour son président naturel, refus qu'il soumet à l'assemblée générale afin de fixer et délimiter ses pouvoirs.

12 décembre 1789.

Minute signée, *B. N.*, nouv. acq., fr. 2658, fol. 104.

Il s'agit de Claude Conty, sous-chef de correspondance à l'hôtel des Fermes, qui figure parmi les électeurs de 1790 et fut assesseur du juge de paix de la section de la Bibliothèque.

495. — Lettre de M. Conty, président du district, au Comité de constitution, demandant si l'église des Filles-Saint-Thomas peut être considérée comme le chef-lieu du district et si des assemblées générales ayant pour objet des élections importantes peuvent y être convoquées.

Sans date (1790).

Minute signée, *A. N.*, D IV 49, n° 1402.

496. — Procès-verbaux des séances du comité du district des Filles-Saint-Thomas.

Janvier-septembre 1790.

Registre de 160 pages, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2661.

497. — Pouvoirs délivrés à M. Bonnomet, envoyé en députation auprès du district de Saint-Roch.

5 février 1790.

Original signé, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2665, fol. 120.

Denis-Charles-François Bonnomet, notaire de 1781 à 1807, membre de la Société des Amis de la Constitution, figure parmi les électeurs de la section de la Bibliothèque en 1790 et 1796.

498.— Envoi au district, de la part du ministre des finances, d'un exemplaire sur beau papier du discours du Roi.

6 février 1790.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2658, fol. 283.

Le discours du Roi, imprimé sur papier vélin satiné, de façon à former un tableau de 24 pouces de haut sur 18 de large, se vendait chez Méquignon au prix de 24 sols. Le même libraire se chargeait de faire des tirages sur satin, analogues à ceux qui furent présentés au Roi, à l'Assemblée nationale et à la Commune de Paris, à raison de 28 livres l'exemplaire.

499. — Lettre au district de Saint-Roch demandant copie du procès-verbal d'arrestation du sieur Dufort pour le communiquer à l'un de ses proches parents.

28 février 1790.

Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2665, fol. 143.

500. — Délibération approuvant le projet présenté par la municipalité de Paris relativement à l'aliénation de 200 millions de biens domaniaux et ecclésiastiques.

26 mars 1790.

Extraits signés (3 p.), *A. S.*, V^{bis} I, Districts de Paris; *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2644, fol. 71; 2665, fol. 205.

§ 15. — District des *Jacobins-Saint-Dominique*.

501. — Lettre au district de Saint-Roch pour annoncer la tenue d'une assemblée générale, le jeudi 20 septembre, sur les cinq heures de relevée.

9 septembre 1789.

Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2671, fol. 39.

502. — Hommage au district de Saint-Roch d'un ouvrage de M. Sabathier, membre du district des Jacobins et l'un des soixante représentants de la Commune.

5 novembre 1789.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2670, fol. 242.

503. — Lettre du président du district à l'Assemblée nationale, célébrant le patriotisme du prince de Conti qui a ratifié son serment civique et donné 2,000 livres aux pauvres de l'arrondissement.

6 avril 1790.

Minute signée, *A. N.*, C 38, n° 341.

Le Courrier de Paris, par Gorsas, t. XI, n° VIII, p. 124, reproduit un récit ironique du retour du prince de Conti et de cet acte de générosité par Camille Desmoulins. V. également l'article que l'*Ami du Peuple* consacre au prince de Conti, dans son numéro du 15 avril 1790, où Marat fulmine contre la réception qui lui fut faite par le district des Jacobins et contre sa nomination de commandant de la garde nationale de l'Isle-Adam.

504. — Adresse à l'Assemblée nationale à l'effet de suspendre les fonctions du tribunal établi pour connaître des crimes de lèse-nation en attendant la création des jurés en matière criminelle, avec nomination de commissaires chargés de présenter cette adresse.

26 avril 1790.

Extrait signé, *A. N.*, D IV 3, n° 23.

V. l'extrait imprimé contenant le texte de cette adresse, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2682, fol. 177, que signale également M. MAURICE TOURNEUX, *Bibliographie de l'Histoire de Paris pendant la Révolution française*, t. II, n° 7196.

505. — Offre à l'Assemblée nationale du concours de l'Association de bienfaisance du district pour l'extinction de la mendicité.

16 août 1790.

Minute signée des membres du comité, *A. N.*, C 121, n° 375.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XVIII, p. 294.

On voit dans le *Patriote français*, n° 134, que ce comité de bienfaisance fut formé par le district pour secourir les pauvres de son arrondissement, le 20 décembre 1789. Le duc de Charost en fut nommé président honoraire. Cf. *Chronique de Paris*, numéro du 23 décembre 1789.

§ 16. — District des *Jacobins-Saint-Honoré*.

506. — Comptes rendus par M. Seguin, trésorier, des recettes et dépenses de la caisse du district des Jacobins-Saint-Honoré.

14 juillet 1789-8 mars 1790.

Originaux signés (2 p.), *A. S.*, V^bis^ I, Districts de Paris.

507. — Invitation du sieur Passy, officier de garde, au district de Saint-Roch, à l'effet de reconnaître le particulier qui s'est dit chargé de donner l'ordre aux soldats de Vintimille de se tenir prêts en cas de besoin.

30 août 1789.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2670, fol. 63.

508. — Réclamation au district de Saint-Roch d'un fusil militaire en bon état, changé au corps de garde de la barrière Blanche contre un vieux fusil de rempart.

30 août 1789.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2670, fol. 62.

509. — Lettre au district de Saint-Roch l'informant de la tenue d'une assemblée générale, le jour même, à quatre heures après-midi.

9 septembre 1789.

Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2671, fol. 46.

510. — Journal des rapports des commissaires composant le comité institué en vertu des arrêtés de l'assemblée générale, des 8, 16 et 20 octobre 1789.

26 janvier-15 avril 1790.

Registre, 2e volume, *A. S.*, V^bis^ I, Districts de Paris.

511. — Lettre annonçant la nomination de deux délégués qui se réuniront à ceux des cinquante-neuf autres districts pour élire douze commissaires chargés, conjointement avec le Comité des douze de l'Assemblée nationale, de traiter de l'acquisition des biens domaniaux et ecclésiastiques.

27 mars 1790.

Minute, *A. S.*, V^bis^ I, Districts de Paris.

Cf. MAURICE TOURNEUX, *Bibliographie de*

l'Histoire de Paris pendant la Révolution française, t. II. nº 7217.

512. — Arrêté portant nomination de commissaires chargés de présenter, de commun accord avec les districts voisins, une adresse à la municipalité, pour obtenir l'établissement d'un marché public sur l'emplacement du monastère des Jacobins.

14 mai 1790.

Extraits signés, *A. S.*, V^{bis} I, Districts de Paris; *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2665, fol. 255.

§ 17. — District des *Mathurins*.

513. — Délibérations du comité civil du district des Mathurins, avec pièces annexes.

20 juillet 1789-décembre 1790.

Minutes signées (3 registres), *B. N.*, Mss., fonds français 2696, fol. 48-120, 2700, 2701.

514. — Lettre du chevalier Quesnay de Beaurepaire, demandant la publication de celle qu'il a adressée au comité et un certificat lui permettant de se réclamer du district des Mathurins.

3 août 1789.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2696, fol. 62.

Cf. le rapport adressé au comité civil du district des Mathurins, le 24 juillet 1789, pour la justification des officiers du bataillon des Mathurins, de la part de M. le chevalier Quesnay de Beaurepaire, ancien commandant en chef des milices parisiennes du district, MAURICE TOURNEUX, *Bibliographie de l'Histoire de Paris pendant la Révolution française*, t. II, nº 7232.

515. — Certificat du sieur Daujan, architecte, constatant les réparations à faire dans la caserne du district, sise au collège de Cluny, place de Sorbonne.

11 septembre 1789.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2696, fol. 102.

516. — Motion qui devait être lue par M. Sarot à l'assemblée du district des Mathurins du 11 septembre 1789, où il n'a pu obtenir la parole, au sujet de l'allocation d'appointements aux membres du comité et de la responsabilité des officiers et administrateurs de la Commune.

11 septembre 1789.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2699, fol. 119.

517. — Procès-verbal constatant les voies de fait commises par Etienne Routier, baron de Taintot, sur la personne de Pernot Duplessis, procureur au Parlement, ancien président du district des Cordeliers, qui l'avait insulté et qu'il voulait forcer à se battre en duel.

14 novembre 1789.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2696, fol. 152.

518.— Procès-verbaux d'envoi à la prison de la Force du sieur Pierre-Simon Piget, apprenti chez le sieur Varin, prévenu d'abus de confiance et escroqueries, et des sieurs Jean-François Bigot, compagnon vitrier, Pierre Creté, imprimeur, en état d'ivresse, du sieur Auger, couvreur, suspecté de vol, du sieur François-Barthélemy Mouchet, commis drapier, pour avoir frappé à coups de canne un garde national.

15, 17, 19, 28, 29 novembre 1789.

Minutes signées (5 p.), *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2696, fol. 131, 132, 143.

519. — Plainte du sieur André-Guillaume Bellepaume, mercier, qui, en passant rue de la Parcheminerie, avait reçu sur la tête des immondices jetées par des couvreurs.

16 novembre 1789.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2696, fol. 149.

520. — Interrogatoire et procès-verbal d'envoi à la prison de la Force de la femme Jeanne Fournier, arrêtée pour ses excès et violences à la porte du sieur Marcout, boulanger, rue de la Harpe.

18 novembre 1789.

Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2696, fol. 141.

521. — Déclaration du sieur Jeanniot, caporal de la 3e compagnie, au sujet de débris humains trouvés rue Zacharie, au coin d'une borne, lesquels seront portés au cimetière de Saint-Séverin et inhumés dans la fosse commune.

22 novembre 1789.

Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2696, fol. 139.

522. — Nomination de commissaires chargés de procéder à la visite de farines bises blanches envoyées au sieur Ferrier, boulanger, rue de la Huchette, par le sieur Boudinot, farinier à Milly, près Corbeil, avec procès-verbal de la visite et pesée par les commissaires.

24 novembre 1789.

Minutes signées (4 p.), *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2696, fol. 134.

523. — Procès-verbal dressé au sujet d'une rixe entre deux particuliers, au café du sieur Benoist, limonadier, rue Neuve-de-Richelieu, place de Sorbonne, rixe provoquée par un numéro du *Rôdeur français*.

30 novembre 1789.

Minute signée, avec le numéro imprimé du journal, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2696, fol. 121.

524. — Correspondance des commissaires du comité avec M. d'Angremont, administrateur au bureau militaire de l'Hôtel de Ville, au sujet de la fourniture de l'ameublement du comité.

Novembre 1789-janvier 1790.

Minutes (1 dos.), *A. N.*, C 205, n° 160[70].

525. — Réquisition adressée au district par deux commissaires du district des Filles-Saint-Thomas, pour se transporter chez le sieur Jorry, imprimeur, rue de la Huchette, en vertu d'ordonnance de M. Duport-du-Tertre.

13 décembre 1789.

Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2696, fol. 250.

526. — Délibération exprimant le vœu que les billets de la Caisse d'Escompte soient reçus dans les provinces et que des mesures soient prises par l'Assemblée nationale pour empêcher l'agiotage et remédier à la disette du numéraire.

10 janvier 1790.

Extraits conformes (2 p.), *A. S.*, V[bis] 1, Districts de Paris; *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2665, fol. 86.

527. — Procès-verbal de commissaires et arrêté rendu dans l'affaire de l'abbé Desfeux, prêtre à Saint-Benoit, contre Jean-François Pregnon, homme sans aveu et sans domicile, au sujet de l'asile donné par ledit abbé à la femme dudit Pregnon, avec mémoire et lettres de l'abbé Desfeux.

13 janvier-8 février 1790.

Minutes (4 p.). *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2696, fol. 251.

528. — Déclaration d'Étienne Chevreux, peintre, ancien élève de l'Académie, au sujet du portrait de Dom Davrange, religieux bénédictin de la congrégation de Cluny, et prieur de cette maison, portrait évalué 400 livres, que ledit Davrange a emporté sans l'avoir payé.

8 février 1790.

Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2696, fol. 259.

529. — Rapport présenté sur le projet de règlement du district du Petit-Saint-Antoine, du 6 mars 1790, relatif aux marchands bouchers et marcandiers, avec des observations sur le droit d'étal et mémoires concernant les boucheries.

Mars 1790.

Minutes, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2696, fol. 261-274.

530. — Supplique du sieur Chandon de la Mède, ancien officier d'artillerie, offrant ses services comme secrétaire, lecteur, bibliothécaire, intendant, homme d'affaires et instituteur de jeunes élèves.

1790.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2696, fol. 248.

§ 18. — District des *Minimes*.

531. — Lettre au district de Saint-Roch pour le prévenir que le comité s'assemble tous les jours le matin, de dix heures à une heure.

9 septembre 1789.

Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2671, fol. 37.

532. — Arrêté exprimant un vœu en vue de la présentation à l'Assemblée nationale du projet *du droit royal réuni*, proposé par M. de Maillou, avocat.

3 octobre 1789.

Copie, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2671, fol. 82.

M. de Maillou, avocat, est aussi l'auteur d'un ouvrage intitulé : *Vues simples et patriotiques d'un citoyen pour la régénération de la France*, 1789, in-4°.

533. — Arrêté votant l'établissement d'un comité central composé des présidents des soixante districts pour concerter entre eux les matières les plus intéressantes à soumettre le même jour à chaque assemblée générale, et proposant comme lieu de réunion la salle du comité de Saint-Germain-l'Auxerrois.

5 décembre 1789.

Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2671, fol. 101.

§ 19. — District de *Notre-Dame*.

534. — Procès-verbaux du placement aux voûtes de Notre-Dame des drapeaux de la compagnie de l'arquebuse et de la municipalité de Montmartre supprimée.

22 juin, 1, 4 juillet 1790.

Expéditions conformes scellées (3 p.), *A. N.*, C 128, n° 435.

Cf. *Procès-verbaux de l'Assemblée générale des représentants de la Commune*, t. VIII, p. 451-454. Le 17 juillet, furent également placés les drapeaux de la Bazoche (*A. N.*, LL 232[42]).

§ 20. — District de l'*Oratoire*.

535. — Lettre du bureau militaire du district, prévenant les officiers du district de Saint-Roch de la tenue d'une assemblée, dans l'église des prêtres de l'Oratoire, ce même jour.

9 septembre 1789.

Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2671, fol. 20.

536. — Lettre au district de Saint-Roch, le priant d'inviter M. Fourreau, agent de change, à se transporter de suite en leur comité.

21 mai 1790.

Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2665, fol. 258.

537. — Lettre du comité de l'Oratoire au comité des Capucins, pour le renvoi au district d'une femme Gaillard.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2642, fol. 40.

§ 21. — District des *Pères-de-Nazareth.*

538. — Lettre au district de Saint-Roch lui annonçant que sa députation sera reçue à l'assemblée générale, convoquée le samedi suivant, à quatre heures de relevée, dans l'église des Pères-de-Nazareth.

9 septembre 1789.

Minute signée. *B. N.*, Mss., nouv., acq. fr. 2671, fol. 63.

539. — Arrêté du district des Pères-de-Nazareth, se plaignant de la mise en vente de farines de mauvaise qualité à la halle aux grains, d'après les échantillons remis par le sieur Godefroy Blanchard, boulanger, rue du faubourg du Temple.

24 septembre 1789.

Extrait, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2683, fol. 119.

§ 22. — District du *Petit-Saint-Antoine.*

540. — Circulaire démentant le bruit méchamment répandu de l'existence d'un dépôt d'armes dans la maison du sieur Quitton, maître menuisier.

Septembre 1789.

Imprimé signé, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2671, fol. 16.

541. — Procès-verbal de la remise, par le district du Roule, des deux pièces de canon avec quatre affûts, cédées au district du Petit-Saint-Antoine, et délibération prise à ce sujet.

14, 18 février 1790.

Extraits signés et scellés (2 p.). *A. S.*, V bis I. Districts de Paris.

542. — Pouvoirs donnés par le district à l'effet de se concerter avec les districts de Saint-Louis-de-la-Culture et des Minimes, pour la cérémonie de la Fête-Dieu, et arrêté des trois districts, portant règlement de l'ordre qui sera observé à la procession de la Fête-Dieu, avec procès-verbaux des commissaires constatant ce qui s'est passé.

31 mai, 1er, 3, 9, 10 juin 1790.

Minutes signées (5 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Arsenal).

La cérémonie de la Fête-Dieu fut célébrée avec un éclat inaccoutumé, notamment à Saint-Germain-l'Auxerrois, en raison de la présence du Roi. Cf. *Courrier de Paris*, par Gorsas, t. XIII, p. 3.

§ 23. — District des *Petits-Augustins.*

543. — Lettre d'envoi à l'Assemblée nationale du discours de M. Agut, garde-française, et de la motion du R. P. Esnault, religieux augustin, à l'effet de recevoir les gardes-françaises dans les maisons religieuses qui leur tiendront lieu d'Hôtel des Invalides.

6, 7 août 1789.

Minute et 2 imprimés (3 p.). *A. N.*, C 91, n° 70.

V. dans Maurice Tourneux, *Bibliographie de l'Histoire de Paris pendant la Révolution française*, t. II, n° 7324, le discours prononcé dans l'assemblée générale du district, par M. Agut, garde-française de la compagnie d'Oltz, 1er bataillon, rue de Babylone, au sujet de la médaille que la Commune se proposait de décerner aux gardes-françaises.

544. — Arrêté contenant l'expression des vœux du district dans la question du *veto* royal.

1er septembre 1789.

Copie conforme, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2671, fol. 10.

545.—Protestation des citoyens du district contre un placard imprimé et affiché par les soins du président, exigeant pour la confection du tableau des citoyens actifs des conditions différentes de celles qui ont été décrétées par l'Assemblée nationale, avec la remise de ce placard au Comité des recherches.

15 mars 1790.
Original signé, *A. N.*, D IV 11, n° 157.

§ 24. — District des *Petits-Pères*.

546. — Nomination par le district des Petits-Pères du sieur Jobert comme fourrier général, à l'effet de faire délivrer, pour la subsistance des corps de garde, du pain, du vin et du fromage, matin et soir.

17, 18 juillet 1789.
Minutes (2 p.), *A. N.*, W 93.

547. — Lettre de convocation envoyée au district de Saint-Roch pour l'assemblée générale du 9 septembre.

8 septembre 1789.
Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2671, fol. 12.

548. — Arrêté invitant les citoyens qui peuvent posséder des fusils pris aux Invalides et ailleurs au début de la Révolution, à les représenter, sans craindre de se les voir enlever.

3 octobre 1789.
Extrait signé, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2671, fol. 80.

549. — Procès-verbal dressé contre le sieur Lagrange, libraire, rue des Petits-Champs, et grenadier du bataillon des Petits-Pères, pour ses propos et gestes menaçants dans le corps de garde du district des Filles-Saint-Thomas.

20 avril 1790.
Extrait, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2659, fol. 107.

§ 25. — District de *Popincourt* ou de la *Madeleine-de-Traisnel*.

Le 14 octobre 1789, le district de la Madeleine-de-Traisnel devint le district de Popincourt.

550. — Motion faite au comité du district, proposant l'incorporation du régiment des gardes-françaises dans la garde nationale parisienne, avec arrêté décidant la transcription de cette motion au registre des délibérations du district.

22 juillet 1789.
Copies signées (2 p.), *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2671, fol. 2; *A. S.*, V^bis I, Districts de Paris.

551. — Lettre du comité de ce district aux districts de Saint-Roch et de Saint-Joseph à l'effet de secourir les artisans sans ouvrage.

11 janvier 1790.
Minutes, avec bulletin de souscription imprimé (4 p.), *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2665, fol. 93; 2679, fol. 65.

La *Chronique de Paris*, dans son numéro du 10 janvier 1790, annonçait l'ouverture chez M. Bailly d'une souscription en faveur des pauvres de la capitale, afin de multiplier les travaux de charité.

§ 26. — District des *Prémontrés.*

552. — Envoi au bureau permanent de l'Hôtel de Ville de trois voitures chargées de vins, saisies aux barrières.

15 juillet 1789.
Minute signée, *A. N.*, C 134 (dos. 3).

553. — Lettre au district de Saint-Roch, annonçant la tenue d'une assemblée générale pour le lundi 14.

10 septembre 1789.
Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2671, fol. 52.

554. — Délibération du comité du district des Prémontrés, appelant l'attention des districts sur les approvisionnements considérables de grains qui existeraient dans le port du Havre, tandis que Paris manque de pain.

15 septembre 1789.
Copie certifiée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2678, fol. 192.

555. — Arrêtés du district, demandant le rétablissement des gardes du corps licenciés, dans leur service auprès du Roi, en le partageant avec la garde nationale, et la rentrée des émigrés dans le royaume, sous peine de saisie de leurs revenus, avec lettre d'envoi du secrétaire du district.

11 octobre 1789.
Imprimés et minute (3 p.), *A. N.*, F^1c^ III, Seine, 27; *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2678, fol. 197.

556. — Arrêté du district, invitant les représentants de la Commune à faire une démarche auprès du Roi pour le supplier de reprendre l'exercice nécessaire à sa santé, tout en sauvegardant la sûreté de sa personne et la dignité de son trône, avec lettre d'envoi.

11 novembre 1789.
Minute et extrait (2 p.), *A. N.*, F^1c^ III, Seine, 27.

557. — Lettre au district de Saint-Roch, demandant la convocation d'une assemblée extraordinaire de ce district, à laquelle assisteront les députés du district des Prémontrés.

16 janvier 1790.
Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2665, fol. 95.

558. — Arrêté désavouant un imprimé intitulé : *Pétition patriotique adressée à l'Assemblée nationale et soumise à l'examen des soixante districts*, pétition émanant du district des Minimes.

5 mars 1790.
Copie conforme, avec lettre d'envoi (2 p.), *A. N.*, D XXIX 64.

§ 27. — District des *Récollets.*

559. — Arrêté du district des Récollets, portant qu'il se joindra à celui des Feuillants pour prier l'Assemblée nationale de rendre un décret contre ceux qui ont quitté le royaume, en leur accordant un laps de temps suffisant pour rentrer dans la capitale.

13 octobre 1789.
Extrait conforme, *A. S.*, V^bis^ I. Districts de Paris.

560. — Lettre du président du district au président de l'Assemblée nationale, sollicitant une audience pour la présentation d'un arrêté du 27 février.

3 mars 1790.
Minute, *A. N.*, C 38, n° 326.

561. — Plainte adressée au district des Récollets par le sieur Claude Chassignet,

machiniste, contre le sieur Le Blanc, loueur de carrosses, qui avait brûlé ou mutilé des décorations de théâtre, figures avec un feu pyrrique, et qui se trouvaient déposées dans un grenier sous-loué par ledit Le Blanc.

16 avril 1790.

Extrait conforme, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2683, fol. 183.

§ 28. — District de *Saint-André-des-Arcs.*

562. — Lettre au district de Saint-Roch l'avisant que ses députés seront reçus à l'assemblée générale qui sera tenue le même jour.

9 septembre 1789.

Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2671, fol. 45.

563. — Arrêté du district, décidant que les représentants de la Commune porteront le vœu de la majorité des districts à l'Assemblée nationale sur les inconvénients du décret relatif à la contribution du marc d'argent.

26 janvier 1790.

Copies conformes (3 p.), *A. S.*, V^bis I, Districts de Paris; *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2665, fol. 205; 2679, fol. 206.

§ 29. — District de *Saint-Etienne-du-Mont.*

564.— Délibération et discours des six députés du district, priant l'Assemblée nationale de réserver la question du *veto* pour le dernier objet de ses délibérations sur la Constitution.

5 septembre 1789.

Minutes signées (2 p.), *A. N.*, C 86, n° 19.

Cf. la motion faite par M. Le Tellier dans l'assemblée générale du district de Saint-Etienne-du-Mont, à l'effet de supplier l'Assemblée d'ajourner le décret sur le *veto* ou la sanction royale. MAURICE TOURNEUX, *Bibliographie de l'Histoire de Paris pendant la Révolution française*, t. II, n° 7494.

565. — Réception de la députation du district des Filles-Saint-Thomas par le comité et ajournement de la réponse au lendemain.

6 février 1790.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2658, fol. 270.

566.— Arrêté du district, décidant la rédaction d'une adresse à l'Assemblée nationale pour représenter les inconvénients d'une convocation précipitée des assemblées primaires et retarder les élections après le pacte fédératif.

29 juin 1790.

Extrait conforme, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2665, fol. 289.

§ 30. — District de *Saint-Eustache.*

567. — Procès-verbaux des séances tenues par le comité civil du district de Saint-Eustache.

25 juillet 1789-19 novembre 1790.

Reg. in-fol. original, visé et paraphé, Bibl. mun. du 2e arrondissement.

568. — Enregistrement des plaintes portées devant le district de Saint-Eustache et décisions prises à leur sujet.

16 août 1789-17 janvier 1790.

Reg. in-fol. de 65 pages, visé et paraphé, Bibl. mun. du 2e arrondissement.

569. — Journal des recettes et dépenses du district de Saint-Eustache.

1er septembre 1789-31 décembre 1790.
Reg. in-fol. de 28 feuillets, visé et paraphé, Bibl. mun. du 2e arrondissement.

570. — Motion proposant, en raison de l'épuisement des caisses de l'Hôtel de Ville et de la cessation des perceptions aux barrières, de solliciter des secours volontaires ou même des avances remboursables aux municipalités.

30 août 1789.
Copie signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2671, fol. 5.

571. — Lettre avisant le district de Saint-Roch qu'il n'y aura pas lieu de convoquer d'assemblée générale, la nomination de ses députés à l'Hôtel de Ville étant achevée, mais que le comité du district se réunira vendredi prochain.

9 septembre 1789.
Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2671, fol. 21.

572. — Lettre au district de Saint-Roch, demandant la ligne de conduite à suivre à l'égard des maisons où l'on joue des jeux prohibés, en présence de l'affirmation de la dame de Saint-Firmin, qui prétendait que plusieurs banquiers auraient obtenu la permission tacite de continuer leurs opérations ou de rouvrir leurs maisons, avec réponse.

10 septembre 1789.
Minutes (2 p.), *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2670, fol. 81, 82.

D'après le *Journal général de la Cour et de la Ville*, n° I, p. 5, la dame de Saint-Firmin tenait une maison de jeu rue de la Jussienne, où se transporta une patrouille ; parmi les joueurs se trouvaient des gardes-françaises qui injurièrent la garde bourgeoise et blessèrent à coups de sabre le caporal de la patrouille.

573. — Arrêté du district portant adhésion à la nomination, par les représentants de la Commune, de l'abbé Fauchet à la place d'aumônier général de la garde nationale.

3 octobre 1789.
Extrait signé, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2671, fol. 82.

574. — Procès-verbal dressé par le comité du district de la célébration d'une messe solennelle à Saint-Eustache pour le repos de l'âme de feu M. François, maître boulanger, soldat national du district de Notre-Dame.

5 novembre 1789.
Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2699, fol. 56.

575. — Délibération relative aux honneurs funèbres rendus à Jean Jacob, mort le 29 janvier 1790, rue de Marivaux, à l'âge de cent vingt ans, deux mois, vingt-huit jours.

31 janvier 1790.
Expédition conforme, signée et scellée, *A. N.*, C 31, n° 261bis.

Jean Jacob, originaire du Mont-Jura, avait été présenté au Roi le 11 octobre 1789 et à l'Assemblée nationale le 23 octobre (V. le récit de sa réception dans les *Archives parlementaires*, t. IX, p. 484). Son portrait, gravé en couleur d'après le tableau peint par M. Garnerey, qui fut déposé dans les archives de l'Assemblée, se vendait chez l'auteur et chez le vieillard, qui était visible à toute heure, rue de Marivaux.

L'extrait du registre du district de Saint-Eustache, concernant les obsèques solennelles qui lui furent faites le 30 janvier, est reproduit dans le *Journal de Paris*, n° 33, p. 132. V. dans le même journal, n° 289, p. 1325, une lettre adressée, le 12 octobre 1789, par Cerutti, qui donne de curieux détails sur ce vieillard, dont la biographie complète se trouve dans la *Chronique de Paris*, numéro du 1er février 1790, p. 126.

576. — Lettre de M. Regnault, président du district, au Comité de constitution, demandant la fixation d'un jour pour remettre une délibération du district.

20 avril 1790.
Minute, *A. N.*, D IV 3, n° 23.

577. — Adresse à l'Assemblée nationale, demandant l'application de peines sévères, notamment des travaux forcés, aux voleurs et brigands, enhardis par l'impunité, qui pullulent à Paris.

Sans date (4 mai 1790).
Minute non signée, *A. N.*, C 128, n° 435.

578. — Lettre au district des Filles-Saint-Thomas, le priant d'envoyer un député pour se concerter sur l'heure et le mode de la députation à l'abbé Sieyès.

12 juin 1790.
Minute, *B. N.*, Mss. nouv. acq. fr. 2659, fol. 207.

Cette députation eut lieu très probablement le 17 juin, pour fêter l'anniversaire de la constitution des communes en Assemblée nationale sur la motion de l'abbé Sieyès.

§ 31. — District de *l'Abbaye-Saint-Germain-des-Prés.*

579. — Récépissé d'un paquet à l'adresse du président du district.

22 juillet 1789.
Minute, *A. N.*, C 134 (dos. 9).

580. — Arrêté déléguant des commissaires à l'Hôtel de Ville à la suite des plaintes formulées par plusieurs boulangers au sujet de l'insuffisance et de la mauvaise qualité des farines qui leur sont fournies.

23 août 1789.
Extrait conforme, *A. S.*, V^bis I, Districts de Paris.

581. — Lettre au district de Saint-Roch le prévenant qu'il y a réunion du comité général tous les soirs, de cinq heures à dix heures, et que les assemblées générales, très fréquentes, se tiennent à des époques indéterminées.

9 septembre 1789.
Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2671, fol. 31.

582.—Arrêté appelant l'attention de l'Assemblée nationale sur les faits imputés au directeur de la manufacture de coton établie au château de Crèvecœur, qui a désarmé les couvents et enlevé six canons à Beaupré.

16 septembre 1789.
Expédition, *A. N.*, D XXIX^b 1, n° 7.

583. — Délégation de commissaires auprès des districts des Feuillants et de Saint-Roch.

7 octobre 1789.
Original signé, *A. S.*, V^bis I, Districts de Paris.

584. — Arrêté proposant l'envoi de commissaires dans les districts à l'effet de procéder au recensement exact des citoyens, qui devient urgent à l'approche de l'hiver, en raison de l'arrivée d'étrangers à Paris, pour y trouver des moyens d'existence.

22 novembre 1789.
Copie, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2671, fol. 97.

585. — Arrêté décidant l'envoi d'une députation à M. Rabaut de Saint-Étienne pour le remercier d'avoir, dans son discours sur le mémoire du ministre des finances, rendu justice au peuple de Paris et démenti les faux bruits de banqueroute.

9 mars 1790.
Extraits conformes (3 p.), *A. S.*, V^bis I, Districts de Paris; *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2665, fol. 173; 2682, fol. 72.

Le discours en question fut prononcé dans la séance de l'Assemblée nationale, du 7 mars. Cf. *Archives parlementaires*, t. XII, p. 64.

586. — Procès-verbal contenant l'interrogatoire de Pierre Didot, imprimeur, au sujet de l'impression des *Actes des apôtres*, et constatant la remise du traité passé avec M. Peltier, l'un des auteurs de cette feuille, dont le tirage est de 4,500 exemplaires.

15 avril 1790.
Copie, avec lettre d'envoi du sieur Boiscervoise, président du district, du 18 avril (2 p.), *A. N.*, D XXIX^b 4, n° 60.

La saisie des *Actes des apôtres* est racontée dans la *Correspondance secrète*, t. II, p. 442. Didot envoya le manuscrit du dernier numéro à Manuel, auprès duquel Pelletier fit des démarches pour obtenir la publication de son numéro, en observant : « Que dira la Reine, si elle ne le lit pas demain matin. » Ce pamphlet aristocratique faisait, parait-il, l'amusement habituel de Marie-Antoinette. Cf. au sujet de la saisie des *Actes des apôtres*, chez Didot, l'article de Camille Desmoulins, *Révolutions de France et de Brabant*, n° 22, p. 417.

587. — Délibération du comité de bienfaisance du district, proposant de diviser les spectateurs de la Fédération en autant d'arrondissements qu'il y a de sections et de nommer dans chaque section quatre commissaires qui feront une quête au profit des pauvres.

30 juin 1790.
Extrait signé, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2665, fol. 290.

588. — Décision du comité de la Fédération, acceptant la proposition du district de Saint-Germain-des-Prés et invitant les districts à nommer chacun trois commissaires pour faire une quête au profit des pauvres le jour de la Fédération.

8 juillet 1790.
Extrait, *A. S.*, V^bis I, Districts de Paris.

§ 32. — District de *Saint-Germain-l'Auxerrois*.

589. — Lettre au district des Feuillants pour le remercier d'avoir consenti à l'attribution de la rue Fromenteau au district de Saint-Germain-l'Auxerrois.

27 juillet 1789.

Minute. A. S., V bis I, Districts de Paris.

590. — Apposition de scellés sur les sacs d'orge qui se trouvent dans les moulins entre le pont Neuf et le pont au Change, et procès-verbal de visite chez divers fermiers des environs de Paris, afin de connaître les causes de la disette.

28 août 1789.

Minute, A. P., Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).

591. — Lettre convoquant le district de Saint-Roch aux assemblées du comité.

8 septembre 1789.

Minute signée, B. N., Mss., nouv. acq. fr. 2671, fol. 14.

592. — Arrêté relatif au choix du porte-drapeau du bataillon du district.

30 septembre 1789.

Imprimé et copie, B. N., Mss., nouv. acq. fr. 2643, fol. 70, 71.

593. — Réponse du district à celui de Saint-Roch, au sujet de la dénonciation portée contre les sieurs Deudon et de Stains.

4 octobre 1789.

Minute signée, B. N., Mss., nouv. acq. fr. 2670, fol. 170.

594. — Procès-verbal concernant le sieur de Chancel, sous-ingénieur de la marine, qui se promenait avec une cocarde noire.

4 octobre 1789.

Minute, A. P., Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).

595. — Procès-verbaux d'arrestation du sieur Claude-Gabriel Culambourg, relieur, pour vol dans les poches, et du sieur Louis-Marie-Nicolas Monclercq, jugé suspect parce qu'il prenait des noms et des adresses sur un petit registre pour rectifier, disait-il, l'almanach des adresses de Paris.

10, 11 octobre 1789.

Minutes (2 p.), A. P., Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).

596. — Procès-verbal contre la dame Trotier-Langevin, meunière, qui se préparait à moudre cinquante-neuf sacs d'orge, malgré la défense faite à cet égard, et apposition de scellés.

12, 29 octobre 1789.

Minute, A. P., Sections de Paris procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).

597. — Déclaration du sieur J.-B. Périgot, marchand de vin traiteur, au sujet d'un vol d'argenterie.

13 octobre 1789.

Minute, A. P., Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).

598. — Procès-verbal d'arrestation du sieur Pierre Rousseau, qui criait dans la rue *la mort du boulanger*, cri susceptible d'occasionner de la rumeur.

21 octobre 1789.

Minute, A. P., Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).

Cf. l'imprimé publié sous ce titre, B. N., Lb 39, n° 8013.

599. — Plainte en injures et menaces portée par le sieur Gabriel Lucotte, commissaire au Châtelet, contre le sieur Canehan, ancien observateur de la police.

21 octobre 1789.

Minute, A. P., Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).

600. — Dénonciation contre le sieur Anjorand, clerc de notaire, qui avait offert en vente de l'argenterie de provenance suspecte.

23 octobre 1789.

Minute, A. P., Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).

601. — Lettre adressée au district par un individu qui se dit détenu comme aristocrate et offre de faire des révélations.

26 octobre 1789.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, Procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).

602. — Arrêté protestant contre la nomination notoirement irrégulière des officiers du corps de chasseurs pour les barrières et déclarant que la désignation des candidats devra être faite par les districts.

28 octobre 1789.

Extrait non signé, *A. S.*, V^bis I, Districts de Paris.

603. — Procès-verbal relatif à la négociation de deux lettres de change.

30 octobre 1789.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).

604. — Procès-verbaux d'arrestation pour jeux prohibés, pour stationnement à heure indue sur la voie publique, pour vagabondage, pour voies de fait et injures, pour tapage et mendicité, pour prostitution, pour escroquerie, pour vol d'argenterie et de mouchoirs, pour refus de payement d'écot et autres délits.

Novembre 1789-juillet 1790.

Minutes (10 dos.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).

605. — Procès-verbal d'arrestation de dix enfants qui se disposaient à pendre l'un de leurs camarades sur les gazons du Louvre.

2 novembre 1789.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).

606. — Procès-verbal d'arrestation d'un jeune garçon pour vol de mouchoirs, et d'une femme pour clameurs à la porte d'un boulanger.

4 novembre 1789.

Minutes (2 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).

607. — Procès-verbal d'arrestation et interrogatoire d'un boulanger de la rue Fromanteau, accusé de ne faire qu'une fournée par jour.

4 novembre 1789.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).

608. — Déclaration du sieur Jean-Philippe-Marie Morel, lieutenant au régiment de Boulonnais infanterie, à l'effet de constater qu'il est obligé de porter des pistolets pour sa sûreté personnelle, sa vie étant menacée par des déserteurs de son régiment.

10 novembre 1789.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).

609. — Déclaration du sieur Pierre Reynaud, joaillier, rue de la Monnaie, au sujet d'une croix de Saint-Louis qu'un nègre est venu lui offrir en vente.

14 novembre 1789.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).

610. — Procès-verbal contre les sieurs Thomas-Etienne Caminot et Ange Maydieu, carmes de la place Maubert, accusés d'avoir insulté un factionnaire en affectant de le regarder avec dédain.

24 novembre 1789.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).

611. — Décision du comité du district relative à la délivrance des certificats pour la remise gratuite des effets déposés au Mont-de-Piété.

5 décembre 1789.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).

612. — Déclaration de deux aubergistes des garçons boulangers, rue Thibautodé, qui refusent de continuer à loger à crédit les garçons boulangers sans ouvrage.

8 décembre 1789.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).

613. — Déclaration du sieur René de Lorière, dit Laforest, au sujet de lingots d'or qui se trouveraient enfouis dans les caves du château du marquis de Vibray.

9 décembre 1789.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).

614. — Procès-verbal dressé au sujet de la mise en liberté, par les guichetiers de la Force, de particuliers qui y avaient été conduits pour jeux prohibés.

11 décembre 1789.
Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).

615. — Procès-verbal constatant l'envoi à la Force du sieur Louis-François Cuverville, écrivain de la marine, arrêté pour n'avoir point payé son écot.

13 décembre 1789.
Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).

616. — Constatation de la réception de sacs de farine par le sieur Du Trou, boulanger, au cloître Saint-Germain-l'Auxerrois.

14 décembre 1789.
Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).

617. — Plainte portée contre une patrouille par le sieur Lehoux-Conti, capitaine au régiment de Picardie, sous-inspecteur de l'habillement des troupes.

19 décembre 1789.
Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).

618. — Procès-verbal d'arrestation du sieur Melchior Hardy pour vente des imprimés intitulés : *Domine salvum fac Regem* et *Acte de contrition des gardes du corps*.

19 décembre 1789.
Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).

619. — Procès-verbal d'arrestation d'un individu vendant les brochures suivantes : *Adresse aux provinces; Réponse aux Philippiques; le Roi trompé ou détrompé; Oui, j'ouvrirai les yeux; Adresse véridique à nos seigneurs des communes; les Actes des Apôtres; Intérêt et Cris des provinces; la Saint-Barthélemy des ministres; le Vrai Picard.*

19 décembre 1789.
Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).
Cf. *A. N.*, AD[1] 63; *B. N.*, L[b] 39, n[os] 2426, 2483, 2611, 2683.

620. — Dénonciation contre le sieur Morel, sous-lieutenant au régiment de Boulonnais, accusé d'avoir dit « qu'il se préparait une révolution et qu'il avait été désigné pour assassiner M. de Lafayette. »

19 décembre 1789.
Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).

621. — Procès-verbal relatif aux poursuites à exercer contre le sieur Pierre Champion, huissier à la Cour des Aides, qui avait détourné une somme de 838 livres, et lettre au district des Feuillants demandant son arrestation.

19 décembre 1789.
Minutes et copie (3 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum); *A. S.*, V[bis] I, Districts de Paris.

622. — Procès-verbal d'arrestation d'un individu porteur des brochures intitulées : *De l'Abus de la liberté; Sauvez-nous ou Sauvez-vous* (par Pelletier); *de la Dette nationale*, par Linguet; *Cahier des plaintes et doléances des dames de la Halle et des marchés de Paris; Lettres authentiques de M. le comte de Mirabeau; Plan d'un mémoire, par un vicaire savoyard; Discours sur les États-Généraux*, par M. de la Boissière; *Observations impartiales adressées aux États-Généraux*.

19 décembre 1789.
Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).
Plan d'un mémoire, par un vicaire savoyard qui ne possède avec son curé que 900 livres de rente. Grenoble, 1789, *B. N.*, L[b] 39, n° 1231. Cf. également *B. N.*, L[b] 39, n[os] 1165, 7792.

623. — Procès-verbal concernant le sieur Pierre-Adrien Armet, commandant du bataillon de Saint-Séverin, et André-Olivier Armet, capitaine au même bataillon, qui ont eu des difficultés avec un factionnaire.

27 décembre 1789.
Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).

624. — Saisie d'un fusil de munition, vendu au sieur Sergent, avocat au Parlement.

27 décembre 1789.
Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).

625. — Déclaration au sujet d'un complot contre la vie de M. de Lafayette, concerté de deux manières, au moyen d'une rixe simulée dans la salle des cent-suisses des Tuileries entre deux gardes qui le poignarderaient, ou par un coup de pistolet qui lui serait tiré lorsqu'il traverserait en voiture le pont Royal.

30 décembre 1789.
Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).

626. — État nominatif des soldats de différents régiments enrôlés dans la garde nationale du district.

Sans date (1789).
Minute, *A. N.*, C 205, n° 160[70].

627. — Déclaration concernant un individu se disant comte et commandant général de l'armée du Brabant, qui aurait fait une commande de drap bleu, blanc et écarlate pour la confection de cinquante mille uniformes destinés à l'armée du Brabant.

7 janvier 1790.
Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).

628. — Procès-verbal d'arrestation d'un garde national du bataillon de Saint-Victor pour avoir dit « que la cavalerie faisait ses embarras aux Champs-Élysées et que les bourgeois étaient des c....lons. »

12 janvier 1790.
Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).

629. — Procès-verbal de l'arrestation aux Champs-Élysées, lors de l'échauffourée de la garde nationale, des deux religieux carmes précédemment arrêtés pour insulte au factionnaire de la Samaritaine.

12 janvier 1790.
Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).

630. — Procès-verbal de la saisie sur un colporteur de quatre-vingt-treize exemplaires d'une brochure intitulée : *Lettre de M. Linguet à l'empereur Joseph II sur la Révolution de Brabant et du reste des Pays-Bas* et de cinquante-huit exemplaires d'une autre brochure de M. Linguet ayant pour titre : *Légitimité du divorce justifiée par les Saintes Écritures, par les Pères, par les Conciles.*

16 janvier 1790.
Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).

631. — Procès-verbal d'arrestation d'un individu qui examinait les maisons, rue des Deux-Boules, et en marquait plusieurs à la craie.

17 janvier 1790.
Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).

632. — Déclaration au sujet d'individus qui auraient été vus, à des jours différents, entrer dans une maison de la rue des Fontaines-au-Marais, n° 8, porteurs d'une grande quantité de sabres et épées qu'ils y auraient laissés.

18 janvier 1790.
Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).

633. — Déclaration relative aux apprêts et à la réunion d'armes et même de canons dans le château de Crèvecœur, appartenant au duc de Liancourt, armes enlevées aux religieux de l'abbaye de Beaupré.

21 janvier 1790.
Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).

634. — Procès-verbal de perquisition chez le nommé Fricourt, soupçonné de se livrer au change des billets de caisse, et déclaration concernant des particuliers qui offrent de l'argent en échange de billets de caisse.

26, 27 janvier 1790.
Minutes (2 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).

635. — Dénonciation contre le sieur Derbanne, agent de change, qui avait fait porter à la diligence deux tonneaux remplis d'or, destiné sans doute à être envoyé en pays étranger.

28 janvier 1790.
Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).

636. — Plainte portée par le sieur Casimir-Alexandre Joffroy, ancien officier au

service de Naples, contre le sieur Thilorier, avocat de Favras, qui, dans son plaidoyer, l'avait qualifié d'espion du bureau des recherches.

3 février 1790.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).

637. — Demande faite par un porteur d'eau à l'effet d'être autorisé à vendre de l'eau sur la place du Palais-Royal.

4 février 1790.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).

638. — Procès-verbal d'arrestation d'un gagne-denier à la porte du Trésor, faisant le trafic de l'argent.

4 février 1790.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).

639. — Plainte du chevalier de Surhon, contre une marchande de chiens qui lui avait volé un chien.

9 février 1790.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).

640. — Procès-verbal de saisie sur un colporteur des brochures suivantes : *Zelia*, en deux parties, imprimé à Madrid en 1787; *Scènes champêtres du parc de Versailles*, Londres, 1790, avec gravures; *Thérèse philosophe*, Glascow, 1773, avec gravures; *le Passé, le Présent et l'Avenir; Etrennes aux grisettes pour l'année* 1790, la tragédie de Charles IX.

25 février 1790.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).

Thérèse philosophe ou Mémoires pour servir à l'histoire de M. Dirrag et de Mlle Eradice, ouvrage licencieux, avec des gravures obscènes attribuées au comte de Caylus, publié à la Haye vers 1748, en 2 parties in-8°, par M. de Montigny, commissaire des guerres, qui fut pour ce fait enfermé huit mois à la Bastille.

Le Passé, le Présent et l'Avenir est probablement le volume de contes de Framery, publié en 1766.

Les *Etrennes aux grisettes pour l'année* 1790, petit in-8° de 36 pages, avec figure, écrit satirique contre les femmes à la mode, avec une liste de leurs noms et de leurs adresses.

Cf. PAUL LACOMBE, *Bibliographie parisienne*, n° 324.

641. — Procès-verbal relatif au chargement sur un bateau, vis-à-vis le jardin de l'Infante, de quarante malles, lesquelles, après examen, se sont trouvées vides.

1er mars 1790.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).

642. — Procès-verbal d'arrestation, sur le pont Neuf, d'un individu vendant une brochure intitulée : *Tu ne t'en foutras pas, et moi je m'en contrefous*, laquelle contient des injures atroces contre la garde nationale, le commandant général et l'Assemblée nationale.

5 mars 1790.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).

Voici le titre complet de ce libelle : *Tu ne t'en foutras pas et moi je m'en contrefous, remarques d'un passager embarqué pour Scioto en réponse aux Pensées de Jean Bart*. Dunkerque, de l'imprimerie d'un capon du rivage, 1790.

643. — Enquête au sujet de propos tenus sur le pont Neuf par des colporteurs, qui prétendaient que l'on faisait faire des piques pour en armer les faubourgs Saint-Antoine et Saint-Marcel, que l'on en voulait beaucoup à la garde soldée et surtout aux gardes-françaises, pour avoir tiré sur le peuple quand on avait brûlé Réveillon.

5 mars 1790.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).

644. — Procès-verbal contre un particulier qui criait et vendait des papiers au bas du pont Neuf, disant : *Voilà du nouveau, ce n'est pas de l'imprimerie de Jean-Bart, c'est de l'imprimerie royale et des districts.*

8 mars 1790.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).

645. — Procès-verbal d'arrestation d'une femme vendant une brochure très dangereuse, intitulée : *Réflexions sur le jugement et la mort de M. de Favras.*

11 mars 1790.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).

Cette brochure est de Pithou de Valenville.

Cf. *B. N.*, Lb 39, n° 3004.

646. — Procès-verbal au sujet de charbonniers qui, armés de bâtons ayant la forme de fusils, s'exercent à manœuvrer sur le gazon du Louvre et sur le quai des Quatre-Nations, et décision du district défendant ces exercices qui jettent l'inquiétude dans la population.

12 mars 1790.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).

647. — Dénonciation contre le sieur Legay, capitaine du bataillon de Saint-Germain-l'Auxerrois, qu'on représente comme cherchant à animer les hommes de sa compagnie contre les braves ci-devant gardes-françaises.

29 mars 1790.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).

648. — Déclaration d'un factionnaire placé pour garder les effets des locataires des bâtiments démolis pour la formation d'un passage en face de l'église Saint-Germain-l'Auxerrois, au sujet des réponses inconvenantes à lui faites par un passant.

30 mars 1790.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).

649. — Plainte de Jacques Leguedois, ancien greffier du Parlement, au sujet de l'escroquerie commise à son préjudice par deux particulières au moyen d'une reconnaissance de la loterie royale de France.

3 avril 1790.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).

650. — Procès-verbal contre le sieur De la Barre, pour l'obstruction de la rue du Petit-Bourbon par les décombres de trois maisons en démolition, ce qui empêchait le passage du Roi qui devait se rendre le matin entre neuf et dix heures à l'église Saint-Germain-l'Auxerrois.

4 avril 1790.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).

651. — Procès-verbal de visite chez Lottin, imprimeur de la Commune, pour vérification des signatures au bas d'un arrêté du 1er avril, et de la députation du district à l'Assemblée des représentants de la Commune, au sujet de la présence abusive de la signature de M. Bailly, que l'on ajoutait à titre honorifique.

7 avril 1790.

Minute signée, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).

Cf. à la date du 1er avril les *Procès-verbaux de l'Assemblée générale des représentants de la Commune*.

652. — Déclaration du sieur Leroux, horloger, au sujet de l'échange par lui fait d'une pendule contre cinquante-et-un fusils de munition, qu'il offre de céder au bataillon à raison de 13 livres pièce.

8 avril 1790.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).

653. — Saisie entre les mains d'un colporteur de diverses brochures intitulées : *La Lanterne magique nationale ; le Testament de Joseph II, empereur des Romains ; le Retour des Hirondelles ; Révélations au compère Mathieu ou les Miracles de la quinzaine ; Ça fait toujours plaisir ; Aux voleurs ! aux voleurs ! Jean Bart ou suite de Je m'en fouts ; Vie privée et ministérielle de M. Necker.*

9 avril 1790.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).

La Lanterne magique nationale, spirituel pamphlet du vicomte de Mirabeau.

Le Retour des hirondelles et de nos princes fugitifs, précédé en Galilée par Salomé Conti, aujourd'hui Jean le Bon Apôtre qui court plus vite que les autres disciples. Francfort, 1790, 7 pages, *A. N.*, AD[1] 84 ; *B. N.*, Lb 39, n° 3284.

Les Révélations au compère Mathieu, opuscule de 7 pages. *A. N.*, AD[1] 70.

Aux voleurs ! aux voleurs ! publication sortant de l'imprimerie de Jean Bart, en 26 numéros, contre les gardes nationaux qui saisissaient le *Jean Bart*.

Le *Jean Bart ou Suite de Je m'en fouts, liberté, libertas, foutre* (journal dans le goût du *Père Duchesne*), parut de 1790 à 1792.

La *Vie privée et ministérielle de M. Necker, directeur général des finances*, par un citoyen. Genève, Pellet, 1790, *B. N.*, Lb 39, n° 3355.

654. — Déclaration relative à un individu qui distribuait, sur le pont Neuf, un papier portant ces mots : *Au petit hôtel de Bayeux*,

rue de Laharpe, signé Rivet, à neuf heures du matin.

12 avril 1790.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).

655. — Arrêté du district de Saint-Germain-l'Auxerrois, décidant l'envoi d'une adresse aux administrateurs du département des hôpitaux afin d'obtenir le dépôt, au poste de la Samaritaine, d'une boîte contenant les liqueurs, médicaments et linge nécessaires pour secourir les blessés.

13 avril 1790.

Extrait conforme, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2681, fol. 126.

656. — Procès-verbal concernant Claude-François Verguet, député de Saint-Pol-de-Léon à l'Assemblée nationale, conduit au comité pour avoir regardé, d'une façon offensante, un garde national qui l'aurait invectivé, traité de j. f., et qualifié *d'un de ces gueux d'abbés qui ont fait des horreurs aux Capucins.*

13 avril 1790.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).

V. dans la *Chronique de Paris*, nº 104, p. 413, le récit de l'assemblée tenue le 12 avril, dans le chœur de l'église des Capucins, signalée au comité de police de la Commune par le district des Feuillants. M. Duport-du-Tertre s'y rendit à onze heures du soir et apprit que l'assemblée en question, qui venait de se séparer, était composée de deux cents députés à l'Assemblée nationale, notamment de l'abbé Maury, de l'évêque de Nancy, de l'archevêque de Toulouse, du vicomte de Mirabeau, réunis au sujet du décret de l'Assemblée concernant l'exercice de la religion catholique. V. l'imprimé intitulé : *Nouvelle Assemblée des aristocrates aux Capucins, présidée par l'archevêque d'Aix*, *B. N.*, Lb^{39}, nº 3282, et le *Journal de l'assemblée aux Capucins*, Lc^{2}, nº 2345.

657. — Plainte de François-Jean Sirebeau, commissaire au Châtelet, contre l'abbé du Perron, qui l'avait traité publiquement, au moment où il passait devant Saint-Germain-l'Auxerrois, d'aristocrate et d'ennemi de la Révolution, accusation d'autant plus atroce, que ledit Sirebeau avait prêté le serment civique et donné des preuves nombreuses de son patriotisme.

22 avril 1790.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).

658. — Plainte contre l'abbé Simon, prêtre de Saint-Germain-l'Auxerrois, qui avait abusé d'une petite fille de dix ans.

24 avril 1790.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).

659.—Arrêté du district de Saint-Germain-l'Auxerrois, invitant les districts à nommer des députés chargés de la rédaction d'un vœu qui sera remis au maire et aux administrateurs municipaux en vue du règlement des comptes des districts et de la délivrance de mandats sur la caisse commune.

26 avril 1790.

Extrait conforme, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2681, fol. 130.

660. — Saisie sur un colporteur de brochures et journaux, savoir : *Le Tailleur patriote; la Troisième et Dernière Couvée des œufs de Pâques; Discours prononcé par le comte d'Antraigue; le Chien et le Chat; les Crimes des aristocrates; la Bible d'à présent; Adresse d'un patriote; Plaintes de tous les chantres, sonneurs et carillonneurs; J'étouffe; Aux voleurs! aux voleurs! Jean Bart; Tu ne t'en foutras pas;* le *Journal du diable* et l'*Ami du peuple.*

2 mai 1790.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).

Le Tailleur patriote ou les Habits de Jean Foutres, journal en 23 numéros in-8º, attribué à Jean Duffay.

La *Troisième et Dernière Couvée des œufs de Pâques de l'année* 1790. Le Mans, de l'imprimerie de Poulailler, *B. N.*, L^{b} 39, nº 8615.

Le discours du comte d'Antraigues est peut-être l'opuscule intitulé : *Discours prononcé dans la Chambre de la noblesse par le comte d'Antraigues*, le 28 mai 1789.

Le Chien et le Chat, pamphlet en 45 numéros contre les quarante-cinq apôtres, attribué par les uns à Hébert, par les autres à Mirabeau.

Les Crimes des aristocrates ou Réponse aux crimes de Paris, 1790, pièce in-8º, *B. N.*, L^{b} 39, nº 2774.

La Bible d'à présent, imprimerie de Hérault, journal qui eut 4 numéros. *B. N.*, Lc^{2}, nº 2345.

Plaintes de tous les chantres, sonneurs, carillonneurs, bedeaux, sacristains, balayeurs, croque-morts, valets d'église dans tout le royaume, au vicomte de Mirabeau. A Paris, de l'imprimerie des ex-calotins, 1790, *B. N.*, L^{b} 39, nº 8690.

J'étouffe, opuscule de 8 pages, dans le goût du *Jean Bart*, *A. N.*, AD^{1} 69.

Le *Journal du diable*, de Labenette, comprend 83 numéros et forme 2 volumes.

661. — Procès-verbal de perquisition à l'imprimerie des sieurs Vezard et Lenormand, rue des Prêtres-Saint-Germain-l'Auxerrois, et saisie d'un ouvrage en cours d'impression intitulé : *Adresse aux assemblées primaires du département de Châlons.*

7 mai 1790.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).

Cf. *B. N.*, Lb 39, n° 2926. V. au sujet de ce libelle contre l'Assemblée nationale le *Courrier de Paris*, par Gorsas, t. XIII, p. 67.

662. — Procès-verbal de saisie sur une vendeuse de deux brochures intitulées : l'une *le Despotisme détruit*, l'autre *les Étrennes de Piron à l'Assemblée nationale*, le dernier écrit contraire aux bonnes mœurs.

7 mai 1790.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).

Les *Étrennes de Piron à l'Assemblée nationale*, in-18 de 46 pages, avec une figure obscène, pamphlet en vers contre Mirabeau et Chapelier.

663. — Déclaration relative à une demande d'acquisition de vieux habits et d'échange de vieilles épées des anciens gardes-françaises contre des sabres neufs.

8 mai 1790.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).

664. — Procès-verbal de saisie chez une marchande étalagiste dans le passage de l'église de Saint-Germain-l'Auxerrois à la rue du Petit-Bourbon, des brochures énumérées dans le procès-verbal, dont le colportage et la distribution sont interdits.

12 mai 1790.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).

665. — Plainte du sieur de Menou, négociant, commandant du bataillon de Saint-Germain-l'Auxerrois, au sujet d'une lettre anonyme conçue dans les termes les plus injurieux et les plus menaçants.

13 mai 1790.

Minutes (3 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).

666. — Arrêté du district de Saint-Germain-l'Auxerrois, donnant avis à l'Archevêché, au département de police et au commissaire Chenon de la demande d'un passeport pour la Bretagne, adressée au comité par l'abbé Simon, prêtre habitué de Saint-Germain-l'Auxerrois, accusé de viol.

17 mai 1790.

Copie conforme, *A. N.*, Y 11441.

667. — Déclaration relative à la venue de nombre de députés de l'Assemblée nationale chez les sieurs Vezard et Lenormand, soupçonnés d'imprimer des écrits aristocratiques, notamment pour le compte du libraire Gattey, avec procès-verbal de perquisition et saisie d'un libelle contre M. de Lafayette, intitulé : *Vie privée, impartiale... du marquis de Lafayette*, des *Actes des apôtres* et d'autres ouvrages en feuilles.

23 mai 1790.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).

668. — Déclaration au sujet d'un individu qui s'est dit chargé par le comité d'arrêter l'abbé Maury.

28 mai 1790.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).

669. — Déclaration du sieur Joseph-Romain Goux de Tournemine, docteur en médecine, qui a apporté un placard trouvé affiché près des Grands-Augustins et un prospectus d'un ouvrage périodique ayant pour titre : *L'Ami du Roi, des Français, de l'ordre et surtout de la vérité.*

30 mai 1790.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).

L'ouvrage périodique dont il s'agit est le nouveau journal publié pour faire suite à l'*Ami du Roi*, par les continuateurs de Fréron et qui parut du 1er juin au 5 novembre 1790.

670. — Procès-verbal de la célébration de la Fête-Dieu par le Roi en l'église de Saint-Germain-l'Auxerrois.

3, 10 juin 1790.

Extrait conforme, *A. S.*, Vbis I, Districts de Paris.

671. — Procès-verbal d'arrestation de

trois individus trouvés endormis dans les échoppes du quai de l'École.

9 juin 1790.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).

672. — Rapport contre un maître de billard, quai de la Mégisserie, chez lequel on jouait au jeu prohibé de la rouline, sur deux billards garnis chacun de huit billes.

9, 10 juin 1790.

Minutes (2 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).

673. — Arrêtés du district, portant que les marguilliers de Saint-Germain-l'Auxerrois seront invités à surseoir à l'adjudication du nouveau bail des chaises.

11, 21 juin 1790.

Extraits conformes (2 p.), *A. S.*, V^bis I, Districts de Paris.

674. — Procès-verbaux d'arrestation de quatre femmes attroupées le long du quai, sous une des baraques où l'on rencontre journellement des prostituées raccrochant les passants, lesquelles ont déclaré se trouver sans travail et faire ce métier plutôt que de voler, et de trois autres femmes de même catégorie sur le quai des galeries du Louvre.

11, 14 juin 1790.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).

675. — Déclaration d'un commissionnaire au sujet de dix-sept tonneaux remplis d'argent, qui ont été mis aux Messageries pour être expédiés vers divers ports de mer.

12 juin 1790.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).

676. — Procès-verbal d'arrestation de deux « femmes du monde » en état d'ivresse, qui causaient du scandale dans l'église de Saint-Germain-l'Auxerrois.

17 juin 1790.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).

677. — Procès-verbal d'arrestation, dans la rue des Bons-Enfants, de deux individus accusés de pédérastie.

19 juin 1790.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).

678. — Procès-verbal relatif à la vente dans le marché Saint-Jean et rues adjacentes de pain de très bonne qualité, à raison de 8 sols les quatre livres.

25 juin 1790.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).

679. — Procès-verbal d'arrestation d'une fille publique trouvée dans une posture indécente avec un individu qu'elle amusait, près le premier guichet du Louvre, vis-à-vis le jardin de l'Infante, laquelle déclare être sans ouvrage et obligée de raccrocher pour vivre.

27 juin 1790.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).

680. — Arrêtés du district, invitant de nouveau les marguilliers de Saint-Germain-l'Auxerrois à surseoir au bail des chaises jusqu'à l'organisation définitive des paroisses, et décidant qu'à l'avenir le pain bénit sera distribué en parts égales entre les paroissiens.

28 juin 1790.

Extrait conforme, *A. S.*, V^bis I, Districts de Paris.

681. — Déclaration au sujet des bêtes féroces, telles que lions, tigres et léopards, qui se trouvent sous des tentes aux abords du Champ de Mars, et donnent lieu à des bruits alarmants, certains individus prétendant que, le jour de la Fédération, les aristocrates lâcheront ces animaux dans la foule afin de faire dévorer les citoyens.

6 juillet 1790.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).

682. — Plainte du sieur Tourrès, major de la garde nationale de Saint-Pierre-de-Roche, député à la Fédération par le district de Clermont, contre un cocher de fiacre, pour injures et menaces.

12 juillet 1790.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).

683. — Procès-verbal d'arrestation du sieur Mitchell, Anglais, pour vol d'une bourse fait au bas du pont Neuf, sur le

quai de l'École, au préjudice du sieur Jacques Teissier, droguiste à Uzès, garde national du département du Gard, en revenant du Champ de la Fédération.

14 juillet 1790.
Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).

684. — Procès-verbal d'arrestation sur le quai du Louvre d'un jeune homme vendant des livres remplis de gravures indécentes, ayant pour titre : *Scènes champêtres du Petit-Trianon*, Londres, 1790 ; *le Despotisme détruit*.

15 juillet 1790.
Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).

685. — Procès-verbal d'arrestation d'un individu qui voulait forcer la consigne d'une sentinelle et entrer à la Samaritaine à l'instar d'un député de la Fédération.

15 juillet 1790.
Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).

686. — Déclaration du sieur Claude Gaspard Rubichon, sergent et député de la garde nationale de Grenoble à la Fédération, au sujet du vol dont il a été victime dans sa chambre au Petit-Hôtel de Normandie.

16 juillet 1790.
Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).

687. — Plainte de François-Maurice-Mathurin Delaunay, officier de la garde nationale de Lannilis près Brest, contre un fripier qui n'a point fait un uniforme écarlate en drap de Silésie à lui commandé.

16 juillet 1790.
Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).

688. — Plainte de Louis-Pierre Dumaitz de Goissy, ancien chevau-léger de la garde du Roi, député d'Eure-et-Loir à la Fédération, contre un cocher de place, pour refus de marcher et injures.

17 juillet 1790.
Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).

689. — Plainte du sieur Benoît Arnaud, garde national d'Orgelet (Jura), contre un fripier qui n'avait point livré un habit d'uniforme de drap bleu à lui commandé.

22 juillet 1790.
Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).

690. — Déclaration d'un drapier et fripier, portant que M. Duval d'Epremesnil fils lui a commandé un habit d'uniforme complet de garde d'Artois, dont il lui a fourni le drap, la doublure et les boutons.

26 juillet 1790.
Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).

§ 33. — District de *Saint-Gervais*.

691. — Interrogatoire du sieur Chaudemanche, arrêté par la garde du district.

16 juillet 1789.
Minute, *A. N.*, C 134 (dos. 4).

692. — Lettre convoquant le district de Saint-Roch à l'assemblée générale du district, qui se tiendra le même jour, en l'église de Saint-Gervais.

10 septembre 1789.
Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2671, fol. 24.

693. — Lettre d'envoi au district de Saint-Roch, en demandant son adhésion, d'un arrêté du 3 février, portant règlement pour la vente du bois de chauffage, avec un exemplaire imprimé de cet arrêté.

9 février 1790.
Minute et imprimé (2 p.), *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2665, fol. 124.

694. — Lettre du sieur Jolly, secrétaire du district, invitant le district de Saint-Marcel à envoyer un délégué chez M. Minguet,

notaire, pour la rédaction de l'adresse qui doit être portée à l'Assemblée nationale.

22 mars 1790.
Minute signée, *A. S.*, V^bis I, Districts de Paris.

695. — Arrêté du district, confirmant la nomination du sieur Decostes pour chirurgien-major de son bataillon, et adhérant à l'arrêté du district de Saint-Merry, qui propose d'accorder aux aumôniers des bataillons les mêmes prérogatives qu'aux vicaires.

16 juin 1790.
Extrait conforme, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2665, fol. 264.

§ 34. — District *Saint-Honoré.*

696. — Lettre au district de Saint-Roch, lui annonçant que ses députés seront reçus à l'assemblée générale, qui se tiendra le soir même, à quatre heures et demie précises.

9 septembre 1789.
Minute signée, *A. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2671, fol. 44.

697. — Lettre du ministre de la maison du Roi à M. Lambert, au sujet de l'appropriation de locaux demandée par le district de Saint-Honoré, dans l'hôtel Séguier ou dans l'hôtel d'Aligre.

22 septembre 1789.
Copie, *A. N.*, O¹ 500, fol. 488.

L'hôtel Séguier, ou hôtel des Fermes, se trouvait entre la rue de Grenelle et la rue du Bouloi; l'hôtel d'Aligre, dans lequel le Grand Conseil tint longtemps ses séances, était situé rues Saint-Honoré et de Bailleul.

698.—Arrêté du district, décidant l'envoi de deux soldats citoyens chez chaque boulanger, pour les rassurer et les empêcher de quitter Paris.

5 octobre 1789.
Copie, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2643, fol. 119.

699. — Arrêté du district, mettant à la charge de la Commune et non à celle de ses représentants les frais de la table d'airain sur laquelle doit être gravé le discours prononcé par le Roi, le 4 février, pour être conservée à l'Hôtel de Ville.

9 février 1790.
Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2665, fol. 121.

L'Assemblée des représentants de la Commune avait décidé, dans sa séance du 5 mars, que le discours du Roi serait gravé sur une table d'airain qui serait placée au-dessous de son buste, dans la salle d'assemblée à l'Hôtel de Ville.
Cf. BAYARD, *Journal de la municipalité et des districts*, t. I, nº L, p. 411.

700. — Lettre du sieur Bligny, secrétaire du district, indiquant les jours de leurs assemblées et exprimant le désir d'entretenir des relations avec le district de Saint-Roch.

28 février 1790.
Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2665, fol. 110.

701. — Lettre du sieur Berroyer, commissaire, juge de paix, député au bureau central, au district de Saint-Roch, priant de le renseigner sur la fixation du traitement accordé au secrétaire-greffier et à ses commis.

3 mars 1790.
Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2665, fol. 112.

702. — Rapport du commandant d'une patrouille au sujet de la contravention commise par le sieur Dupuis, marchand de vins, rue Montpensier, et arrêté lui enjoignant de se conformer aux ordonnances relatives à la fermeture des lieux publics.

29 mars 1790.
Extrait signé, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2665, fol. 208.

703. — Lettre du sieur Bligny, secrétaire du district, au sieur Couteau, secrétaire-greffier de celui de Saint-Roch, envoyant les signatures d'un arrêté pris le 3 juin, qui était resté incomplet par suite d'un oubli de l'imprimerie.

25 juin 1790.
Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2665, fol. 284.

§ 35. — District de *Saint-Jacques-l'Hôpital.*

704. — Déclaration du sieur de Montrond, chapelier, signalant l'existence de magasins de blés à Saint-Denis.

28 juillet 1789.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Bon-Conseil).

705. — Procès-verbal du commissaire Berton contre le sieur Delaporte et consorts, auteurs d'une émeute dans l'assemblée générale du district.

13 août 1789.

Minutes (1 dos.), *A. N.*, Y 10000.

Cf. le tome Ier de notre Répertoire, n° 922.

706.— Déclarations au sujet de l'existence de blés emmagasinés à Pontoise.

16 septembre 1789.

Minute signée, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Bon-Conseil).

707. — Procès-verbaux d'arrestation pour vols d'argenterie et de mouchoirs, pour tapage, injures et menaces, scandale public, pour escroquerie et abus de confiance, pour prostitution clandestine, pour contrebande de tabac, pour déménagement clandestin, pour jeux prohibés sur la voie publique et autres délits de police.

Janvier-juillet 1790.

Minutes (7 dos.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Amis-de-la-Patrie).

708. — Procès-verbal d'arrestation dans une maison à la descente qui communique de l'hôtel de Toulouse au Palais-Royal et envoi à la Force d'un individu porteur de brochures défendues, savoir : *Acte de contrition des gardes du corps; le Furet parisien; Essais historiques sur la vie de Marie-Antoinette; Évangile du jour; Almanach des honnêtes femmes; Anecdotes des pensions; Odes aux b......; Oui, j'ouvrirai les yeux; Précis de la vie du comte de Mirabeau; Vie de Philippe, duc d'Orléans; Premier et Second Mémoire justificatif de Mme de Valois de la Motte; le Banquet des proscrits.*

14 janvier 1790.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Amis-de-la-Patrie).

L'*Acte de contrition de MM. les gardes du corps de Sa Majesté Louis XVI ou les Cartes rebattues*, Londres, 1789, in-8°, forme une plaquette de 24 pages, ornée d'une figure en taille-douce, *A. N.*, AD1 63; *B. N.*, Lb 39, n° 2415.

Le *Furet parisien*, à l'Hôtel de Ville, chez de la Hay, imprimeur de la Commune, journal en 10 numéros, très hostile à la Reine, à Bailly et à Lafayette.

Les *Essais historiques sur la vie de Marie-Antoinette d'Autriche*, Londres, 1789, in-8° de 79 pages, avec une deuxième partie de 147 pages et un portrait de Marie-Antoinette, en coquette, pamphlet très passionné attribué à Pierre-Et.-Aug. Goupil.

L'*Évangile du jour* ou *In illo tempore*, imprimé par ordre de la noblesse et du clergé, 1789, pièce de 23 pages, *B. N.*, Lb 39, n° 1062.

L'*Almanach des honnêtes femmes pour l'année* 1790, in-8° de 32 pages, de l'imprimerie de la Société joyeuse, est une satire très piquante attribuée à Silvain Maréchal, où les honnêtes femmes sont classées en douze mois.

L'*Ode aux bougres*, poésie révolutionnaire, forme une brochure in-8° de 8 pages.

Oui, j'ouvrirai les yeux, pièce in-8° de 19 pages, *s. l. n. d.*, *A. N.*, AD1 69; *B. N.*, Lb 39, n° 2729.

Le *Précis de la vie ou Confession générale du comte de Mirabeau*, augmenté d'un arrêt de la Cour concernant les troubles de Marseille. Maroc, de l'imprimerie impériale, *B. N.*, Lb 39, n° 2526.

La *Vie de Philippe, duc d'Orléans*, est probablement l'ouvrage inscrit sous le n° Lb 39, n° 2489, sous le titre de *Vie de Louis-Philippe-Joseph d'Orléans*, traduit de l'anglais par M. R. D. W. Londres, 1789, in-8°.

Les *Mémoires justificatifs de la comtesse de Valois de Lamotte, écrits par elle-même*, furent publiés à Londres en 1788 et 1789, in-8°.

Le *Banquet des proscrits, où l'on entendra raisonner bien des gens et sur bien des choses*, 1789, pièce in-8°, *B. N.*, Lb 39, n° 7554.

709. — Procès-verbal de descente dans une maison de jeu, rue Saint-Denis, au coin du cul-de-sac de l'Empereur, et interroga-

toire des dix-huit personnes qui s'y sont trouvées.

19 janvier 1790.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Amis-de-la Patrie).

710. — Plainte contre le sieur Desmarest, commissaire au Châtelet, qui avait fait relâcher un sieur de La Chaume, arrêté sous l'inculpation de vol dans la rue Bourg-l'Abbé par les gardes nationaux, en excipant d'une ordonnance du lieutenant criminel.

Janvier 1790.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2666, fol. 224.

711. — Arrêté du district, portant nomination de commissaires pour transmettre aux districts les exemplaires des procès-verbaux dressés contre le sieur de La Chaume et autres, les 7 et 13 janvier 1790.

10 février 1790.

Extrait signé et imprimés (4 p.), *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2665, fol. 127; 2678, fol. 138; 2696, fol. 239.

Les *Révolutions de Paris*, n° XXXV, p. 28, et la *Chronique de Paris*, numéro du 25 février 1790, analysent les procès-verbaux du district infligeant un blâme au commissaire Desmarests et apprécient sa conduite.

712. — Plainte du sieur Jean-Baptiste d'Etchegaray, bourgeois de Paris, contre le sieur Noirot, courtier de change, qu'il accuse d'indélicatesse.

15 février 1790.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Amis-de-la Patrie).

713. — Arrêté du district, chargeant M. Plaisant, son député, administrateur de la Commune, de s'opposer au payement de l'indemnité de 10,000 livres, accordée par le Bureau de la Ville au commissaire Serreau pour les frais de son déménagement, sans l'assentiment du district.

29 mars 1790.

Extraits conformes (2 p.), *A. S.*, V^{bis} I, Districts de Paris; *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2678, fol. 160.

V. dans les *Procès-verbaux de l'Assemblée générale des représentants de la Commune*, t. VII, p 51, une délibération du district de Saint-Jacques-l'Hôpital, portant réclamation contre l'indemnité de 10,000 livres accordée à M. Serreau, en raison de l'abandon de son logement pour la formation d'une caserne.

714. — Plainte en abus de confiance contre la femme Pougin, revendeuse à la toilette, au sujet des bijoux, argenterie et diamants qui lui avaient été confiés par la demoiselle Daligny, attachée au spectacle de Bordeaux.

30 mars 1790.

Minutes (1 dos.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Amis-de-la-Patrie).

715. — Plainte de deux marchands de poisson de Berck en Picardie et de deux autres marchands de marée de Saint-Valery et de Boulogne-sur-Mer contre les commis et employés au carreau, pour leurs infidélités, qui ont encore accru les pertes considérables qu'ils essuient par suite de la diminution de la consommation depuis la Révolution.

31 mars, 1er avril 1790.

Minutes (2 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Amis-de-la-Patrie).

716. — Procès-verbal de descente dans un jeu de paume, rue Beaurepaire, et interrogatoire des dix-huit joueurs qui y ont été trouvés.

7 avril 1790.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Amis-de-la-Patrie).

717. — Procès-verbal dressé contre le sieur Chardin qui faisait pomper et laissait couler dans le ruisseau, le long de la rue Saint-Denis, des matières fécales, et qui avait grossièrement injurié ceux qui lui avaient fait des représentations à ce sujet.

9 avril 1790.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Amis-de-la-Patrie.

718. — Mémoire lu par le commissaire Serreau à l'assemblée générale du district des Cordeliers, à l'effet de protester contre les procédés vexatoires du district de Saint-Jacques-l'Hôpital à son égard, avec lettre d'envoi du commissaire Defresne et arrêté

du Bureau de la Ville allouant une indemnité de 6,000 livres à M. Serreau.

15 avril 1790.

Minutes et extrait (3 p.), *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2659, fol. 75.

719. — Déclaration du sieur Letellier au sujet de deux individus qui ont crié après lui : *A l'aristocrate! à la lanterne!*

18 avril 1790.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Amis-de-la-Patrie).

720. — Lettres du sieur Jean-François L'Echenard, commissaire du district de Saint-Jacques-l'Hôpital, à celui de Saint-Joseph, le priant d'exprimer son vœu au sujet de la conduite du commissaire Desmarest dans l'affaire La Chaume.

19, 21 avril 1790.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2678, fol. 164, 174.

721. — Rapport constatant l'éclairage défectueux de différentes rues du district, notamment des rues Saint-Denis, Mauconseil et du Petit-Lion, la plupart des réverbères étant éteints à deux heures du matin.

21 mai 1790.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Amis-de-la-Patrie).

722. — Procès-verbal concernant un individu qui a subi un emprisonnement pour vol d'une montre perpétré le jour de l'exécution de Favras.

21 mai 1790.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Amis-de-la-Patrie).

723. — Procès-verbal relatif à la saisie entre les mains de divers colporteurs de nombreux exemplaires d'une feuille intitulée : *le Postillon extraordinaire ou le Premier Arrivé*, du 26 mai 1790, dont les rubriques ont paru mensongères.

26 mai, 19 juin 1790.

Minutes (2 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Amis-de-la-Patrie).

Le *Postillon extraordinaire* est une feuille périodique qui se distribuait tantôt sous ce titre, tantôt sous celui de *Courrier extraordinaire* et qui parut de février à août 1790. Cf. Eugène Hatin, *Bibliographie de la presse française périodique*, p. 139.

724. — Procès-verbal au sujet de la disparition du caissier de la maison Bruneau-Malibran et Praire, qui a pris la fuite après avoir jeté son livre de caisse dans les lieux d'aisance.

2 juin 1790.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Amis-de-la-Patrie).

725. — Rapports de MM. de la Prunerie et Macquet, commissaires du district, envoyés, conformément à l'invitation de M. Bailly, pour maintenir le bon ordre sur le carreau de la Halle, dit carreau du Pilory.

9, 10 juin 1790.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Amis-de-la-Patrie).

726. — Rapport de police relatif au nettoiement de la voie publique, très défectueux, rue Pavée-Saint-Sauveur.

13 juin 1790.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Amis-de-la-Patrie).

727. — Déclaration d'une revendeuse et débitante de cocardes nationales fabriquées par le sieur Muret, rue Saint-Denis, au sujet de la commande de quatre mille cocardes suspectes, à elle faite sur le pont Neuf, par un individu vêtu d'habits ecclésiastiques.

15 juin 1790.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Amis-de-la-Patrie).

728. — Déclaration du sieur Hubert Guillot, orfèvre, à propos d'un individu qui s'est introduit chez lui et l'a menacé de lui brûler la cervelle s'il ne donnait de l'argent.

19 juin 1790.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Amis-de-la-Patrie).

729. — Déclaration du sieur Simon-

Gaspard Duval, premier commis des fermes du Roi, à l'effet de constater qu'il réunit journellement dans son appartement des jeunes gens pour leur apprendre la tachygraphie, déclaration qu'il fait dans le but d'échapper aux commentaires malveillants.

2 juillet 1790.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Amis-de-la-Patrie).

730.—Arrêté du district portant : 1° que, pour la fête du 14, il ne sera délivré ni pain ni vin dans les places et carrefours et que les comités des districts feront cette distribution à leurs pauvres; 2° qu'il ne sera délivré dans les casernes qu'une bouteille de vin à chaque soldat et non du vin à discrétion.

7 juillet 1790.

Extrait signé de Sergent, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2666, fol. 22.

731. — Déclaration au sujet d'un écusson plaqué en argent aux armes de France, remis par deux individus qui ont recommandé de le porter à la boutonnière pour récompense d'avoir été à Versailles les 5 et 6 octobre.

11 juillet 1790.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Amis-de la-Patrie).

732. — Opposition d'un tapissier à l'envoi au Mont-de-Piété, par les sieur et dame du Perron, ci-devant baron, de chenets en or moulu, non payés.

20 juillet 1790.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Amis-de-la-Patrie.

733. — Arrêté formant opposition à la construction projetée par le district de Sainte-Opportune d'un corps de garde, place du Marché-des-Innocents, qui se trouve trop rapproché de celui adossé à la halle aux draps.

23 juillet 1790.

Extraits signés (3 p.), *A. S.*, V^bis I, Districts de Paris; *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2666, fol. 45; 2678, fol. 182.

734. — Arrestation et envoi à la Force d'un individu qui avait tenu au coin des rues aux Ours et Bourg-l'Abbé les propos les plus incendiaires, qui avait dit notamment « que Paris serait bombardé sous peu de jours. »

28 juillet 1790.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Amis-de-la-Patrie).

§ 36. — District de *Saint-Jean-en-Grève*.

735. — Lettre convoquant le district de Saint-Roch à l'assemblée générale du district, le lundi 14, en l'église Saint-Jean.

10 septembre 1789.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv., acq. fr. 2671, fol. 27.

736. — Déclaration et protestation de nombre de citoyens de ce district contre l'assemblée dans laquelle s'est faite la nomination du sieur De Moury, en qualité de commandant du bataillon.

10, 11 septembre 1789.

Minute, *A. N.*, Y 15100.

M. de Moury était, en effet, commandant du 5e bataillon de la 5e division.

737. — Motion du sieur Goulet de Saint-Morien, membre du comité de ce district, sur la nécessité d'un comité central.

Sans date (septembre 1789).

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq fr. 2665, fol. 42.

738. — Plainte du sieur Senart, mercier-bijoutier quai de Gesvres, au sujet du vol de deux paires de boucles d'argent par un brocanteur entré dans sa boutique pour les acheter et qui s'était sauvé avec les boucles par les petites rues des Boucheries.

9 avril 1790.

Minute signée, *A. N.*, Y 10940.

§ 37. — District de *Saint-Joseph.*

739. — Lettre de M. (Papillon) de la Ferté, au sieur Bellanger, président du district de Saint-Joseph, au sujet de la prise de possession projetée par ce district, de l'hôtel des Menus, au coin de la rue Richer, en vue du rétablissement de la tranquillité publique.

24 juillet 1789.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2678, fol. 4.

740. — Lettre de M. de Lafayette au district de Saint-Joseph, demandant un état exact des hommes disponibles dans le district de jour et de nuit, ainsi que le relevé des soldats des différents régiments qui y sont attachés, et priant de redoubler de zèle et d'efforts jusqu'à l'organisation complète de la garde nationale, avec un état des militaires affectés au service du district de Saint-Joseph.

25 juillet 1789.

Original signé, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2678, fol. 11; minute, *A. N.*, C 205, n° 160^{70}.

741. — Requête du district de Saint-Joseph au comité militaire de l'Hôtel de Ville afin d'obtenir l'envoi de forces, surtout de cavalerie, contre les ouvriers de Montmartre, qui se répandent armés dans la plaine de Saint-Denis, détruisent les blés et menacent de se porter aux plus grands excès.

27 juillet 1789.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2678, fol. 16.

742. — Lettre du sieur Etienne de la Rivière au comité des subsistances, au sujet de la demande de farines blanches faite au district de Saint-Joseph par le sieur Massonier, boulanger, rue du Faubourg-Montmartre, sous prétexte de l'augmentation de la consommation par les ouvriers de Montmartre.

Juillet 1789.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2678, fol. 2.

743. — Ordre du comité provisoire de l'Hôtel de Ville aux officiers des districts de Saint-Joseph et des Capucins, à l'effet de protéger contre toute insulte les sieurs Martrey et Massonier, boulangers, rue du Faubourg-Montmartre, avec réponse du district.

7 août 1789.

Original signé et minute (2 p.), *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2678, fol. 31, 32.

744. — Lettre au district de Saint-Roch, annonçant que les commissaires de son comité, munis de pleins pouvoirs, se réunissent les mardis et vendredis de chaque semaine.

11 septembre 1789.

Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2671, fol. 61.

§ 38. — Districts de *Saint-Laurent* et de *Saint-Lazare.*

745. — Requête adressée au comité permanent par les districts de Saint-Laurent et de Saint-Lazare, et tendante à leur disjonction d'avec celui des Récollets.

18 juillet 1789.

Minute signée, *A. N.*, C 134 (dos. 6).

Cf. Bailly et Duveyrier, *Procès-verbal de l'Assemblée générale des électeurs*, t. II, p. 178.

746. — Lettre au district de Saint-Roch, l'assurant du meilleur accueil à la première assemblée du district, qui se tiendra le dimanche suivant, à dix heures du matin.

(10 septembre 1789).

Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2671, fol. 59.

747. — Billet d'entrée pour la cérémonie de la bénédiction des drapeaux du district de Saint Lazare, le 5 novembre 1789, en l'église Saint-Laurent, avec discours par l'abbé Jumel. Imprimé, *A. N.*, C 198, n° 160[41].

Le billet en question, ou plutôt lettre d'invitation, était envoyée au nom de M. Le Pescheux, président, et Amyot, commandant de bataillon.

V. dans MAURICE TOURNEUX, *Bibliographie de l'Histoire de Paris pendant la Révolution française*, t. II, n° 7637, le discours prononcé à la bénédiction des drapeaux du district de Saint-Lazare dans l'église paroissiale de Saint-Laurent par l'abbé Jumel.

§ 39. — District de *Saint-Leu* ou de la *Jussienne*.

C'est en vertu d'une délibération du 13 janvier 1790, que le district de Saint-Leu prit le nom de district de la Jussienne.

748. — Procès-verbal d'installation du corps de garde du district dans l'église de la Jussienne, en suite d'autorisation de l'abbé Lefèvre, titulaire de la chapelle de Sainte-Marie-l'Égyptienne, et ordre signé des marquis de Lafayette et de la Salle.

25 juillet 1789.
Minutes (2 p.), *A. N.*, Y 15217.

749. — Lettre au district de Saint-Roch, pour lui annoncer la tenue d'une assemblée générale, dans l'église de Saint-Leu, le 9 septembre, à quatre heures de relevée.

9 septembre 1789.
Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2671, fol. 29.

750. — Procès-verbal d'arrestation et interrogatoire du sieur Saint-Romain, accusé d'avoir présenté au sieur Coindre, agent de change, pour les négocier, quarante-quatre fausses actions de la Caisse d'Escompte.

26 septembre 1789.
Minutes (2 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Montmartre).

Le journal des *Révolutions de Paris*, n° XII, p. 33, consacre un paragraphe au récit de l'arrestation de ce sieur de Saint-Romain, qui fut envoyé d'abord à l'Hôtel de Ville, puis au Châtelet, et demande des mesures énergiques à l'effet de « purger la Commune de ces scélérats qui, à l'abri des lâches services rendus à la police, pouvaient entreprendre impunément contre la fortune des citoyens ».

751. — Arrêté du comité permanent du district en faveur du *Journal de la municipalité et des districts de Paris*, avec lettre d'envoi aux districts des Capucins-de-la-Chaussée-d'Antin et de Saint-Joseph.

2, 10 octobre 1789.
Minutes (2 p.), *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2644, fol. 17; 2683, fol. 217.

752. — Procès-verbal de transport chez le sieur Bouillet, arquebusier, rue Tiquetonne, dénoncé comme se livrant à la fabrication des cartouches.

13 octobre 1789.
Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Montmartre).

Le *Courrier de Paris*, par Gorsas, t. IV, n° 100, p. 237, consacre un article au *fait relatif à M. Bouillet, arquebusier*, et prend la défense de cet individu, chez lequel on ne trouva rien de suspect, pas plus « une immense quantité de poudre qu'un arsenal de fusils ».

753. — Procès-verbal d'arrestation et interrogatoire du sieur Denis-Charles-Prosper Lepage de Villeneuve, avocat au Parlement, qui avait voulu pénétrer de force dans l'église de Saint-Leu où se tenait l'assemblée générale des citoyens du district.

17 octobre 1789.
Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Montmartre).

754. — Saisie de deux lettres suspectes écrites par l'un des détenus du Grand-Châtelet, chambre Saint-Laurent.

19 octobre 1789.
Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Montmartre).

755. — Procès-verbal de transport chez

l'abbé Lefèvre, qui avait menacé de faire sauter le corps de garde qu'on voulait établir dans les bâtiments de la chapelle de la Jussienne où il demeurait, et interrogatoire de cet abbé qui nie les propos à lui attribués, protestant de son patriotisme et déclarant avoir défendu sa patrie comme les poudres au 13 juillet, et avoir été pendu le 5 octobre au clocher de la Ville pour avoir caché les fusils et munitions.

16 décembre 1789.
Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Montmartre).

756. — Procès-verbal de transport au bureau des diligences de Lyon, pour vérifier la quantité de numéraire qui doit être expédiée à Lyon et comprend, suivant une déclaration du district, neuf barils et deux caisses, ledit procès-verbal dressé en vertu d'ordres du comité de recherches de la municipalité, avec états du numéraire montant à près de 800,000 livres.

22 décembre 1789.
Minutes (5 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Montmartre).

757. — Arrêté du district, décidant que M. de Mautort, son président, devra se faire inscrire comme citoyen actif dans le district de la Jussienne.

26 avril 1790.
Extrait conforme, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2659, fol. 118.

758. — Procès-verbal dressé contre Louise Dollet, âgée de dix-huit ans, pensionnaire du théâtre de Monsieur, qui avait revêtu l'uniforme de capitaine de la garde nationale et l'avait porté deux jours durant, notamment à la Fédération.

15 juillet 1790.
Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Montmartre).

§ 40. — District de *Saint-Louis-la-Culture*.

759. — Lettre au district de Saint-Roch, annonçant que l'assemblée générale a été tenue il y a trois jours pour les élections, mais que le comité siège tous les jours.

8 septembre 1789.
Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2671, fol. 55.

760. — Procès-verbal constatant les apostrophes injurieuses et menaces proférées dans la séance du comité de Saint-Louis-la-Culture par le sieur Noilio, volontaire de la Bastille et le sieur Hulin, ci-devant employé à la buanderie de la Reine, commandant des volontaires, lesquels ont dû être expulsés de la salle.

16 novembre 1789.
Copie conforme, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2671, fol. 95.

761. — Lettre circulaire du district de Saint-Louis-de-la-Culture demandant à être renseigné sur les districts favorables ou opposés à la formation du corps des chasseurs, du corps des canonniers, du corps des volontaires de la Bastille, à la séparation du corps des grenadiers, avec réponse du district de Saint-Roch sur chaque article.

28 novembre 1789.
Minutes (2 p.), *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2671, fol. 98, 100.

762. — Arrêté du district, nommant des commissaires pour se rendre au district de Saint-Roch et y conférer de l'augmentation de 4 livres par sac de farine, due à une opération défectueuse du département des subsistances.

26 janvier 1790.
Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2665, fol. 107.

763. — Procès-verbal relevant les faits imputés au sieur Guyot, avocat en Parlement, rue Beautreillis, soupçonné sans raison de tramer une conspiration, avec lettre d'envoi au Comité des recherches.

1er, 2 juillet 1790.
Copies (2 p.), *A. N.*, D XXIXb 7, no 100.

§ 41. — District de *Saint-Louis-en-l'Ile.*

764. — Rapport sur un cas de bigamie.

29 janvier 1790.
Original signé, *A. S.*, V^bis I, Districts de Paris.

§ 42. — District de *Saint-Magloire.*

765. — Avis donné au comité permanent de l'Hôtel de Ville du transfert de ses bureaux et corps de garde chez M. de Vergennes, son président, rue Neuve-Saint-Eustache, n° 4.

19 juillet 1789.
Minute, *A. N.*, C 134 (dos. 7).
Éd. Bailly et Duveyrier, *Procès-verbal de l'Assemblée générale des électeurs*, t. II, p. 188.

766. — Lettre au district de Saint-Roch, annonçant la réunion du district, le même jour et le lendemain, à cinq heures de relevée, en l'église de Saint-Joseph.

9 septembre 1789.
Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2671, fol. 50.

767. — Rapport du sieur Jacquet-Edme Barbier, commandant une patrouille, constatant que, sur le boulevard Montmartre, entre deux heures et trois heures du matin, un nommé André, marchand de vins traiteur, laissait danser chez lui.

8 février 1790.
Extrait conforme, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2655, fol. 64.

§ 43. — District de *Saint-Marcel.*

768. — Lettre annonçant au district de Saint-Roch la réunion du comité, le mercredi 5, rue des Fossés-Saint-Marcel.

9 septembre 1789.
Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2671, fol. 22.

769. — Requête des syndics de la rivière de Bièvre, dite des Gobelins, demandant main-forte pour la perception des droits sur les tonneaux de blanchisseuses placés au bord de cette rivière, et protestation des riverains et blanchisseuses de la commune de Saint-Marcel et de Saint-Victor contre cette taxe.

1789.
Minutes signées (3 p.), *A. S.*, V^bis I, Districts de Paris.

770. — Mémoire et observations sur l'administration de la rivière de Bièvre, dite des Gobelins, par le sieur de Rubigny de Berteval, tanneur, ancien syndic de la conservation de la rivière.

28 avril, 23 juin 1790.
Minutes (5 p.), *A. S.*, V^bis I, Districts de Paris.

§ 44. — District de *Saint-Martin-des-Champs.*

771. — Arrêté du district de Saint-Martin-des-Champs, votant la création d'une rente viagère pour chacun des gardes-françaises, à raison de 100 livres pour les sergents et 50 livres pour les soldats.

4 août 1789.

Copies signées (2 p.), *A. S.*, V^{bis} I, Districts de Paris; *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2671, fol. 4.

772. — Décision de l'assemblée des quatre cents enrôlés dans les quatre compagnies non soldées du district de Saint-Martin-des-Champs, adoptant la motion du district de Saint-Joseph, relative aux emplois militaires, et portant que la seule marque distinctive de l'officier sera le hausse-col, doré pour le capitaine, doré avec écusson d'argent pour le lieutenant et argenté pour le sous-lieutenant.

21 août 1789.

Extrait signé, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2682, fol. 84.

773. — Lettre du ministre de la maison du Roi à M. Cadet de Vaux, indiquant un jour d'audience pour le comité du district de Saint-Martin-des-Champs.

6 janvier 1790.

Copie, *A. N.*, O^1 501, fol. 5.

774. — Lettre du ministre de la maison du Roi à M. Cadet de Vaux, annonçant que la représentation, au profit des pauvres du district de Saint-Martin-des-Champs, aura lieu, le samedi 16, à l'Académie royale de musique et que le spectacle se composera d'*Alceste* et des *Prétendus*.

12 janvier 1790.

Copie, *A. N.*, O^1 501, fol. 10.

La représentation eut lieu en effet à la date indiquée, avec le programme annoncé.

Alceste est l'opéra de Gluck; *les Prétendus*, comédie lyrique en un acte, paroles de M. Rochon de Chabanne et musique de M. Le Moine, furent représentés pour la première fois, le 2 juin 1789, et obtinrent un certain succès; la musique était pleine de gaieté, de fraîcheur et de finesse. V. le compte rendu de cette pièce dans le *Journal de Paris*, numéro du 3 juin 1789.

775. — Arrêté adhérant à celui du district des Feuillants pour la nomination de deux députés par district, chargés de désigner parmi eux vingt-quatre commissaires experts à l'effet de régler le mode d'exécution du décret de l'Assemblée nationale sur la vente des biens ecclésiastiques.

26 mars 1790.

Copie certifiée, *A. S.*, V^{bis} I, Districts de Paris.

§ 45. — District de *Saint-Merry.*

776. — Offre par le sieur Louis Rigaud, bas officier, de ses services pour monter à cheval et partir en détachement où l'on voudra bien l'employer.

20 juillet 1789.

Minute, *A. N.*, C 134 (dos. 8).

777. — Procès-verbal d'arrestation par une patrouille, dans la rue de la Verrerie, de M. Amelot, conseiller au Parlement, qui s'était approché des maisons pour examiner les marques de blanc se trouvant sur diverses portes, avec un arrêté du comité de police de la Commune, ordonnant sa mise en liberté.

10, 11 octobre 1789.

Copie collationnée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2670, fol. 210.

V. dans le *Courrier de Paris*, par Gorsas, t. IV, n° 97, p. 179, le récit de l'aventure de M. Amelot, qui était, paraît-il, à peu près fou, et sur lequel on ne trouva ni craie ni crayon, mais plusieurs bourses, l'une contenant des louis d'or, l'autre

des écus, une autre des pièces de monnaie. M. Amelot de Chaillou, ancien intendant de Bourgogne, adressa une lettre à ce journal (t. V, n° IX, p. 145) pour justifier son cousin, le conseiller Amelot; divers journaux ayant raconté cet incident en le mettant sur le compte soit de M. Amelot, l'ancien ministre de la maison du Roi, soit de son fils, M. Amelot de Chaillou, le district des Petits-Augustins fit insérer à ce sujet une protestation dans le *Journal de Paris*, n° 298, p. 1376.

778. — Arrêté du district, décidant la nomination de commissaires chargés de se réunir à ceux de l'Assemblée nationale pour le choix et l'estimation des biens ecclésiastiques et domaniaux qui doivent être vendus à la Commune de Paris.

26 mars 1790.

Extrait conforme, *A. S.*, V^{bis} 1, Districts de Paris. V. dans la *Chronique de Paris*, numéro du 6 avril 1790, p. 383, la liste des douze commissaires de l'Assemblée nationale pour l'aliénation des biens ecclésiastiques, accompagnée de leurs adresses.

779. — Lettre d'invitation au district de Saint-Roch pour l'envoi de députés à l'Archevêché, à l'effet de procéder à l'examen du plan d'artillerie.

7 mai 1790.

Minutes signées (3 p.), *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2665, fol. 246, 253.

§ 46. — District de *Saint-Nicolas-des-Champs*.

780. — Lettre convoquant le district de Saint-Roch à l'assemblée générale du 9 septembre.

8 septembre 1789.

Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2671, fol. 18.

781. — Lettre au district de Saint-Roch, déclarant qu'il n'y a pas lieu de délibérer sur son vœu relatif au doublement des officiers de la garde nationale.

14 septembre 1789.

Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2671, fol. 72.

782. — Arrêté du district demandant, eu égard à la rareté du numéraire, que les billets de la Caisse d'escompte soient admis et aient cours dans toutes les provinces.

7 janvier 1790.

Copie conforme, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2665, fol. 85.

783. — Lettre du sieur de Boutigny, membre du comité, au district de Saint-Roch, demandant le jour et le lieu où se tiendra son assemblée générale.

11 janvier 1790.

Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2665, fol. 108.

784. — Déclaration portant qu'il n'y a pas lieu d'accuser le commissaire Picard Desmarest de prévarication dans l'affaire Cauchat de Bonneville contre la demoiselle de Galles et le sieur de La Chaume, et rendant justice à son honnêteté et à son patriotisme.

16 juin 1790.

Copie conforme, *A. N.*, Y 15101.

Le sieur Cauchat de Bonneville, payeur de rentes, avait fait faire des perquisitions au sujet du vol de billets de caisse chez une demoiselle de Galles, où l'on trouva 58,000 livres en espèces et quantité de bijoux.

§ 47. — District de *Saint-Nicolas-du-Chardonnet*.

785. — Lettre au district de Saint-Roch, le convoquant à l'assemblée générale qui se tiendra le jeudi 10 septembre, à cinq heures du soir, dans une des salles du collège des Bernardins, lieu ordinaire de ses séances.

9 septembre 1789.

Minute, *B. N.*, Mss, nouv. acq. fr. 2671, fol. 38.

786. — Arrêté du district, portant que l'Assemblée nationale sera suppliée de trouver un moyen pour empêcher la sortie du numéraire du royaume et de rendre un décret ordonnant la saisie de tous les biens et revenus des fugitifs.

19 octobre 1789.
Extrait signé, *A. S.*, V^{bis} I, Districts de Paris.

787. — Adhésion à la délibération du district des Filles-Saint-Thomas.

6 février 1790.
Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2658, fol. 284.

788. — Arrêté décidant l'envoi d'une députation auprès des autres districts pour demander leur vœu sur le mémoire et le rapport imprimé qui leur a été adressé, relativement à l'impossibilité de transporter les coches du port Saint-Bernard au port Saint-Paul.

26 avril 1790.
Extrait conforme, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2665, fol. 241.

V. le rapport imprimé des commissaires du district de Saint-Nicolas-du-Chardonnet, nommés pour l'examen d'un mémoire des habitants du quartier Saint-Paul concernant la retranslation des coches d'eau, rapport entendu dans l'assemblée du 19 avril 1790, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2683, fol. 48.

789. — Présentation à l'Assemblée nationale de la rétractation par l'abbé Gros, curé de Saint-Nicolas-du-Chardonnet, de son adhésion à la protestation contre le décret du 13 avril, avec délibérations et discours prononcé par M. Lessore au nom de la députation du district.

17, 20, 31 mai, 1er juin 1790.
Extraits conformes (2 p.), *A. N.*, C 41, n° 364.
Ed. *Archives parlementaires*, t. XVI, p. 37; *Procès-verbaux de l'Assemblée générale des représentants de la Commune*, t. VIII, p. 156.
V. un extrait imprimé du procès-verbal de l'assemblée du district, du 17 mai 1790, contenant la rétractation de l'abbé Gros, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2683, fol. 52.
Jean-Baptiste-Louis Lessore était, en 1793, juge de paix et l'un des électeurs de la section des Sans-Culottes.

§ 48. — District de *Saint-Philippe-du-Roule*.

790. — Arrêté portant établissement d'une garde bourgeoise pour la sûreté publique et demandant des armes pour garantir la tranquillité.

13 juillet 1789.
Minute signée des présidents Baignères et Olivier Desclozeaux, *A. S.*, V^{bis} I, Districts de Paris.

791. — Lettre au ministre (de la maison du Roi), le remerciant d'avoir permis l'établissement d'un corps de garde dans une de ses maisons et le félicitant de son entrée au ministère.

23 juillet 1789.
Minute signée, *A. N.*, F^{1c} III, Seine, 27.

792. — Délibération à l'effet de protester contre toute création de corps militaire non consentie par la pluralité des districts, notamment contre l'établissement des volontaires dits de la Bastille et d'une septième compagnie de chasseurs soldés pour la garde des barrières, avec lettre d'envoi au district de Saint-Roch, du 8 décembre.

29 novembre 1789.
Extraits signés et scellés (3 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins); *A. S.*, V^{bis} I, Districts de Paris; *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2680, fol. 144.

793. — Lettre du secrétaire-greffier du district de Saint-Philippe-du-Roule, demandant l'adresse du comité et de la caserne de chaque district.

3 décembre 1789.
Minute, *A. S.*, V^{bis} I, Districts de Paris.

794. — Délibération portant nomination d'une députation chargée de saluer M. Bailly, maire de Paris, à l'occasion de la nouvelle année.

1er janvier 1790.
Minute signée, *A. S.*, V^{bis} I, Districts de Paris.

795. — Délibérations relatives à diverses affaires de quartier et à la plainte de l'abbé Thierin, premier aumônier de la duchesse d'Orléans, au sujet des injures graves proférées contre son père.

2, 4 janvier 1790.
Minutes signées (3 p.), *A. S.*, V^{bis} I, Districts de Paris.

796. — Délibération constatant l'accumulation des boues dans les rues bordées de terrains vagues, et l'absence de lanternes dans le quartier.

5 janvier 1790.
Minute signée, *A. S.*, V^{bis} I, Districts de Paris.

797. — Délibérations relatives à des exemptions de garde et à l'acceptation des propositions d'un imprimeur en taille-douce pour l'impression des quatre cents cartouches du bataillon du district.

7-12 janvier 1790.
Minutes signées (5 p.), *A. S.*, V^{bis} I, Districts de Paris.

798. — Délibération décidant une démarche pour obtenir le drapeau de l'ancienne compagnie des gardes-françaises, devenue portion de la compagnie centrale du district, et votant des remerciements au comte de la Palln pour les sentiments qu'il a manifestés à l'égard de la garde nationale.

13 janvier 1790.
Minute signée, *A. S.*, V^{bis} I, Districts de Paris.

799. — Délibérations votant des remerciements au commandant général de la garde nationale pour avoir réprimé la manifestation factieuse du 12 janvier et décidant que l'offrande du drapeau des gardes-françaises serait faite, le 17 janvier, dans l'église de Saint-Philippe-du-Roule, avec discours adressé par M. Chambreuil, au nom du district, à M. de Lafayette.

14, 15 janvier 1790.
Minute signée, *A. S.*, V^{bis} I, Districts de Paris.

800. — Interrogatoire d'un soldat de la compagnie centrale, à propos de l'envoi de lettres circulaires aux compagnies des autres districts pour les pousser à la révolte.

15 janvier 1790.
Minute signée, *A. S.*, V^{bis} I, Districts de Paris.

801. — Délibérations concernant l'offre du district du Petit-Saint-Antoine de faire monter sur affûts deux pièces de campagne, la célébration d'une grand'messe pour l'offrande de l'ancien drapeau des gardes-françaises et divers autres objets.

16, 18, 19 janvier 1790.
Minutes signées (3 p.), *A. S.*, V^{bis} I, Districts de Paris.

802. — Délibération au sujet d'un coup de fusil tiré chez un limonadier de la rue de Suresnes, procès-verbal du feu de cheminée qui a interrompu la séance et exemptions de gardes.

20, 21, 22 janvier 1790.
Minutes signées (4 p.), *A. S.*, V^{bis} I, Districts de Paris.

803. — Vote de remerciements au sculpteur Houdon, qui a promis à M. de Corbelin, pour le comité, les bustes du Roi, du marquis de Lafayette et de M. Necker.

23 janvier 1790.
Minute signée, *A. S.*, V^{bis} I, Districts de Paris.
Antoine Le Breton de Corbelin, avocat, figure parmi les électeurs de la section du Roule en 1790 et 1792.

804. — Délibération sur la translation du drapeau des gardes-françaises, de Saint-Philippe-du-Roule à Notre-Dame.

25 janvier 1790.
Minute signée, *A. S.*, V^{bis} I, Districts de Paris.
La remise des soixante-six drapeaux des gardes-françaises fut faite solennellement, le 26 janvier, par le maire, au nom de la Commune, et les drapeaux en question furent déposés dans le Trésor de Notre-Dame. (Cf. les conclusions capitulaires, *A. N.*, LL 232^{42}.)

805. — Délibération décidant l'envoi d'une députation au district de Saint-Honoré, pour s'associer à l'hommage par lui rendu aux vertus de la famille Agasse.

26 janvier 1790.
Minute signée, *A. S.*, V^{bis} I, Districts de Paris.
V. dans le *Courrier de Paris*, par Gorsas, t. VIII, n° XVIII, p. 280, la délibération du dis-

trict de Saint-Honoré, du 23 janvier 1790, contenant l'expression des sympathies du district à M. Agasse de Crosne, oncle des frères Agasse, faussaires, qui venaient d'être exécutés.

806. — Envoi d'une députation à M. Necker pour le féliciter du rétablissement de sa santé et projet de discours à lui adresser.

27 janvier 1790.

Minute signée, *A. S.*, V^bis I, Districts de Paris.

On voit par la *Correspondance secrète*, t. II, p. 416-418, que Necker, à la date du 12 janvier, était malade de coliques hépatiques, et on attribuait sa maladie au chagrin qu'il éprouvait de voir baisser sa réputation. Le *Journal de la Cour et de la Ville* (14 janvier 1790) rapporte qu'une de ces crises fut si violente que M. Necker perdit deux fois connaissance.

807. — Réclamation à l'entrepreneur de l'enlèvement des boues au sujet de sa négligence.

28 janvier 1790.

Minute signée, *A. S.*, V^bis I, Districts de Paris.

808. — Arrêtés portant exemption de garde et s'opposant à l'établissement d'un corps de canonniers.

1, 2 février 1790.

Minutes signées (2 p.), *A. S.*, V^bis I, Districts de Paris.

809. — Arrêté décidant que le bataillon assistera, le dimanche 7, à la messe de Saint-Philippe-du-Roule, que le serment y sera prêté par le comité et le bataillon et qu'on chantera le *Te Deum*.

5 février 1790.

Minute signée, *A. S.*, V^bis I, Districts de Paris.

810. — Arrêté décidant que tous ceux qui prêteront le serment civique le constateront par leur signature sur un registre *ad hoc*.

6 février 1790.

Minute signée, *A. S.*, V^bis I, Districts de Paris.

811. — Prestation du serment civique et refus du modèle d'un livre d'airain proposé par M. Houdon pour y graver le discours prononcé par le Roi le 4 février, concession d'un logement au sieur Barrey, chirurgien du district.

9-13 février 1790.

Minutes signées (5 p.), *A. S.*, V^bis I, Districts de Paris.

Cf. l'extrait imprimé du registre des délibérations contenant le récit de la prestation du serment civique, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2680, fol. 145.

812. — Arrêtés protestant contre l'arrivée dans la caserne de la Pépinière de cent vingt canonniers qui y ont été introduits nuitamment, portant exemption de garde et concession de canons à d'autres districts

15-18 février 1790.

Minutes signées (4 p.), *A. S.*, V^bis I, Districts de Paris.

813. — Interrogatoire de plusieurs témoins dans l'affaire Guillot, motion tendant au rappel des fugitifs et décisions intervenues dans diverses affaires.

19, 20 février 1790.

Minutes signées (6 p.), *A. S.*, V^bis I, Districts de Paris.

814. — Explications apportées au comité par les officiers commandant les canonniers sur leur casernement à la Pépinière.

23 février 1790.

Minute signée, *A. S.*, V^bis I, Districts de Paris.

815. — Arrêté invitant le procureur syndic de la Commune à faire exécuter l'ordonnance du Bureau des finances, du 17 octobre 1777, sur la circulation des grosses voitures dans l'avenue des Champs-Elysées, et envoi d'une députation auprès des représentants de la Commune pour protester contre la formation de tout corps de canonniers.

26 février 1790.

Minute signée, *A. S.*, V^bis I, Districts de Paris.

816. — Nomination de commissaires au sujet de la retenue par le caissier de la veuve Tassin et fils, banquiers, d'une lettre de change de 4,800 livres présentée par M. Olivier-Desclozeaux, et du refus de la payer en espèces, sous prétexte qu'on devait accepter les billets de caisse.

4 mars 1790.

Extrait signé, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2665, fol. 159.

Gabriel Tassin, banquier, rue Neuve-des-Petits-Champs, député suppléant de Paris aux Etats-Généraux, figure parmi les électeurs de

1789, pour le district des Filles-Saint-Thomas ; il était, en 1791, l'un des administrateurs du département du domaine et des finances de la Ville.

Pierre-Louis-Olivier Desclozeaux, avocat au Parlement, compte également parmi les électeurs de 1789, pour le district de Saint-Philippe-du-Roule, et parmi les notables de 1790.

817. — Arrêté émettant le vœu qu'aucun citoyen ne puisse être appelé à une fonction publique, à moins de justifier d'un service de quatre années dans la garde nationale et l'armée.

4 mars 1790.

Extraits conformes (2 p.), *A. S.*, V^bis I, Districts de Paris ; *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2665, fol. 160 ; 2680, fol. 152.

818. — Remise de deux pièces de canon aux commissaires du district des Capucins-Saint-Honoré.

4 mars 1790.

Minute signée, *A. S.*, V^bis I, Districts de Paris.

819. — Arrêtés portant que le sieur Cheradame devra procéder à l'enlèvement des boues dans toutes les rues, jusqu'aux dernières barrières, même dans les rues nouvellement ouvertes, et réglant diverses affaires.

7-16 mars 1790.

Original signé et minutes (6 p.), *A. S.*, V^bis I, Districts de Paris.

820. — Nomination de commissaires pour faire une enquête *de commodo et incommodo*, au sujet de l'établissement d'une tuerie, échaudoir et fondoir dans la rue de la Madeleine.

17 mars 1790.

Minute signée, *A. S.*, V^bis I, Districts de Paris.

821. — Arrêtés exprimant le vœu que les commis des barrières ne gardent point l'uniforme de la garde nationale dans l'exercice de leurs fonctions et accordant des exemptions de garde.

19, 20, 23 mars 1790.

Minutes signées (3 p.), *A. S.*, V^bis I, Districts de Paris.

822. — Arrêtés convoquant les boulangers du district pour régler l'ordre de la distribution du pain, qui sera donné à deux cent quatre-vingts personnes par semaine, et assignant un rang à ces boulangers.

24, 26 mars 1790.

Minutes signées (2 p.), *A. S.*, V^bis I, Districts de Paris.

823. — Arrêté décidant que les officiers de la garde nationale seront tenus de déposer leurs brevets, qui seront remis au commandant général, et que, dans la prochaine organisation, il ne sera point question de brevets.

25 mars 1790.

Copies collationnées (2 p.), *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2665, fol. 201 ; 2680, fol. 153.

824. — Proposition par le sieur Gonchon d'une fête nationale le 14 juillet, et offre de faire l'essai d'un aérostat dans la cour de la caserne de la Pépinière.

27 mars 1790.

Minute signée, *A. S.*, V^bis I, Districts de Paris.

V. l'imprimé intitulé : *Projet d'une fête nationale pour être exécuté le 14 juillet* 1790, *anniversaire de la prise de la Bastille*, dédié aux citoyens patriotes, par Gonchon, dessinateur (9 décembre), *B. N.*, L^b 39, n° 2628.

V. également dans la *Chronique de Paris*, numéro du 19 juin 1790, p. 680, l'annonce de l'enlèvement d'un aérostat par le sieur Gonchon, le mercredi 23 juin, à sept heures du soir, rue du Faubourg-du-Temple, vis-à-vis la caserne, « ascension suivie d'un aérostat représentant un temple », lequel avait dû être lancé le 4 avril, jour de Pâques, et que l'on avait interdit à ce moment, dans la crainte de causer des dégâts aux moissons.

825. — Arrêté relatif au choix de l'emplacement du poste du Roule et envoi de commissaires à M. de Saint-Priest, pour le remercier de celui qu'il avait accordé dans une maison dont la reconstruction est indispensable à cause de sa vétusté.

1er, 2 avril 1790.

Minutes signées (2 p.), *A. S.*, V^bis I, Districts de Paris.

826. — Lecture d'une lettre de M. Cahier de Gerville, procureur-syndic adjoint de la Commune, rendant compte d'une visite à la prison de l'hôtel de la Force, et réception d'une députation de la Bazoche qui vient

donner de nouveaux témoignages de son dévouement à la chose publique.

3 avril 1790.
Minute signée, *A. S.*, V^{bis} I, Districts de Paris.

827. — Location d'une boutique dans le Roule pour y établir un poste, condamnation à trois jours de prison des soldats de garde du poste de la Pologne pour leur inconduite, et installation de deux gardes nationaux chez la dame Rioteau, plaine des Sablons, pour empêcher des locataires de déménager sans payer.

12, 13, 16 avril 1790.
Minutes signées (4 p.), *A. S.*, V^{bis} I, Districts de Paris.

828. — Rapport de M. Baignères, administrateur à la Ville, sur les voies et moyens de subvenir à la dépense faite par chacun des districts lors de la Révolution.

16 avril 1790.
Minute signée, *A. S.*, V^{bis} I, Districts de Paris.

Jean-Baptiste Baignères, médecin, l'un des électeurs du district de Saint-Philippe-du-Roule en 1789, fut appelé, dès l'organisation de la municipalité, au poste d'administrateur du bureau des hôpitaux et ateliers de charité.

829. — Protestation du comité contre les menées de plusieurs citoyens qui avaient voulu faire annuler les délibérations des 27 avril et 2 mai désapprouvant l'arrêté des Cordeliers.

5 mai 1790.
Minute signée, *A. S.*, V^{bis} I, Districts de Paris.

830. — Conclusions du comité de surveillance relatives à l'affaire de M. de Champertois, commandant du bataillon de Saint-Philippe-du-Roule, reconnaissant dénuées de fondement les motions incendiaires et autres charges relevées contre lui, et déclarant qu'il y a lieu de le rendre à ses fonctions et de rapporter le drapeau chez lui; désistement, par un sieur Lirzin, de la signature qu'il avait donnée dans cette affaire.

7 mai 1790.
Minutes (2 p.), *A. S.*, V^{bis} I, Districts de Paris.

M. de Champertois fut remplacé par Gabriel d'Arjuzon, receveur général des finances.

831. — Discours prononcés par M. Olivier Desclozeaux dans l'assemblée générale du district, tenue le 13 mai, en remettant sa démission avec celle des membres du comité, et à l'occasion du renouvellement des officiers du bataillon révoqués pour n'avoir point remis leurs brevets.

11 mai 1790.
Original signé des membres du comité, *A. S.*, V^{bis} I, Districts de Paris.

832. — Nomination de commissaires chargés de se joindre à ceux des autres districts pour présenter une adresse à la municipalité à l'effet d'obtenir l'établissement d'un marché sur l'emplacement des Jacobins-Saint-Honoré.

17 mai 1790.
Minute signée, *A. S.*, V^{bis} I, Districts de Paris.

833. — Renvoi au district des Capucins-Saint-Honoré d'une lettre relative aux rixes et querelles qui se produisent dans les Champs-Élysées.

18 mai 1790.
Minute signée, *A. S.*, V^{bis} I, Districts de Paris.

834. — Protestation contre la translation du drapeau du bataillon chez M. de Champertois, et nouveau refus de laisser transporter le drapeau chez lui et de l'admettre comme simple fusilier.

19, 20 mai 1791.
Minutes signées (2 p.), *A. S.*, V^{bis} I, Districts de Paris.

835. — Compte rendu d'une députation du comité qui s'était rendue auprès de M. de Gouvion, major général de l'armée parisienne, pour le prier de ne pas donner sa démission.

26 mai 1790.
Minute signée, *A. S.*, V^{bis} I, Districts de Paris.

836. — Lettre du district à M. de Lafayette, pour se plaindre de la dureté avec laquelle M. de Bazoncourt, major de division, avait traité le détachement du bataillon à son arrivée, le matin, sur la place Vendôme.

30 mai 1790.
Original signé, *A. S.*, V^{bis} I, Districts de Paris.

837. — Expulsion de Paris d'un quidam trouvé rôdant et demandant l'aumône dans les Champs-Élysées.

1er juin 1790.

Minute signée, *A. S.*, Vbis I, Districts de Paris.

838. — Examen des comptes de M. de Trémouilles, trésorier général du district.

2 juin 1790.

Minute signée, *A. S.*, Vbis I, Districts de Paris.

Jacques de Trémouilles, ancien président de la Cour des Monnaies, rue de Valois, assesseur du juge de paix en 1791, figure au nombre des électeurs de 1792, pour la section du Roule.

839. — Lecture de lettres, notamment du maire de Paris, proposant de distribuer de la farine de pommes de terre, conjointement avec le riz, aux pauvres du district.

16 juin 1790.

Minute signée, *A. S.*, Vbis I, Districts de Paris.

840. — Compte rendu de la comparution du président et des commissaires du district par devant le comité des rapports des représentants de la Commune.

22 juin 1790.

Minute incomplète, *A. S.*, Vbis I, Districts de Paris.

841. — Adresse du district à l'Assemblée nationale, exprimant son vœu pour le licenciement des volontaires dits vainqueurs de la Bastille, et demandant que la marche du jour de la fête de la liberté soit ouverte par les grenadiers, dont le corps s'est si bien dévoué pour la patrie.

25 juin 1790.

Original signé, *A. S.*, Vbis I, Districts de Paris.

Cette adresse n'est point mentionnée dans les procès-verbaux de l'Assemblée nationale et semble n'avoir pas été présentée.

§ 49. — District de *Saint-Roch*.

842. — Requête du sieur Beucher, ancien soldat aux gardes-françaises, sollicitant un certificat et la protection du comité auprès de M. Ruhlière pour obtenir une place dans la garde des ports.

5 juillet 1789.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2673, fol. 2.

843. — Lettre du comité permanent de l'Hôtel de Ville, accompagnant l'envoi aux officiers du district de Saint-Roch dun exemplaire de l'arrêté concernant la perception des droits d'entrée.

17 juillet 1789.

Original signé, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2665, fol. 9.

844. — Arrêté du district, interdisant à tout citoyen de faire aucune décharge d'armes, et de tirer aucunes fusées ou pétards.

17 juillet 1789.

Original signé, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2665, fol. 10.

845. — Arrêté du district, déléguant des commissaires à l'assemblée de Saint-Eustache, au sujet du prétendu empoisonnement d'un garde-française, et procès-verbal de la visite faite par le sieur Regnault, médecin-major du district.

18 juillet 1789.

Original signé, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2665, fol. 11.

846.—Certificat des habitants du district, constatant que M. Collenot d'Angremont a rempli avec zèle et patriotisme les fonctions de secrétaire et de président du district.

18 juillet 1789.

Minute signée, *A. N.*, C 197, no 160[37].

Louis-David Collenot d'Angremont, chef du bureau militaire de la Ville, l'une des premières victimes du tribunal du 17 août, fut exécuté le 21 août 1792.

847. — Délibération du district, ratifiant la nomination de M. de Lafayette comme général de la milice parisienne ou, pour mieux dire, de la garde bourgeoise de Paris.

19 juillet 1789.

Minutes et original signé (3 p.), *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2665, fol. 12, 14, 17.

848. — Démission donnée par M. Violet, membre de plusieurs académies, du titre de membre du comité.

22 juillet 1789.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2665, fol. 22.

849. — Motion de M. Delespine, exposant l'ordre à suivre pour la tenue des assemblées du district.

22 juillet 1789.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2670, fol. 2.

850. — Procès-verbal constatant le refus de jouer des acteurs du spectacle de Beaujolais, qui réclament le payement de leurs appointements, et la promesse du sieur De Lomel, entrepreneur du spectacle, de donner satisfaction à cette demande.

24 juillet 1789.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

851. — État des meubles fournis en location par le sieur Thouvenin, marchand mercier ébéniste, et décision du comité des finances, proposant d'acquérir ceux de ces meubles qui seraient nécessaires au district.

25 juillet, 14 novembre 1789.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2670, fol. 13.

852. — Déclaration reçue au corps de garde de la rue Richelieu, au sujet de la mise aux arrêts d'un garde-française, à la caserne de la rue Sainte-Geneviève.

26 juillet 1789.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

853. — Requête de la veuve Maillard, tenant l'hôtel des Trois-Evêchés, rue des Filles-Saint-Thomas, au comité permanent, pour se plaindre de la violation de son domicile par une patrouille du district de Saint-Roch et de l'arrestation arbitraire d'un de ses locataires.

26 juillet 1789.

Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2665, fol, 23.

854. — Lettre de M. Demariveaux, président du district de Saint-Roch, au district de Saint-Joseph, adressant un exemplaire de son compte rendu aux habitants de la paroisse de Saint-Roch.

29 juillet 1789.

Minute et imprimé (2 p.), *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2683, fol. 65.

V. également, pour le compte rendu imprimé, *B. N.*, Lb 40, n° 365.

855. — Motion de M. Girault, électeur, consignant les plaintes des propriétaires ou principaux locataires des maisons du district, qu'on met en demeure d'éclairer leurs croisées avec force menaces.

Juillet 1789.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2670, fol. 6.

Jean-Louis Girault, ancien commissaire général de la voirie, figure parmi les électeurs de 1789, 1790 et 1792.

856. — Requête du vicomte de Castellane, demandant à être autorisé à porter des armes et s'offrant pour tous les postes qu'on voudra lui assigner.

Juillet 1789.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2670, fol. 7.

857. — Motion de bourgeois du district, recommandant au choix de la population, pour les emplois qui vont être donnés dans la milice parisienne, les gardes-françaises, afin de reconnaître leur zèle patriotique.

Juillet 1789.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2670, fol. 8.

858. — Motion de plusieurs citoyens, exprimant leur vœu et exposant leurs idées sur l'organisation de l'assemblée du district, en le subdivisant en autant de portions qu'il y a de compagnies bourgeoises.

Juillet 1789.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2670, fol. 9.

859. — État des mesures proposées pour garantir la sûreté publique, comprenant notamment la suppression de l'espionnage et l'expulsion des inspecteurs de police.

Juillet 1789.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2670, fol. 11.

860. — Demande en remboursement de dépenses présentée par le sieur Lemaire, traiteur, tenant une salle de danse rue Traversière-Saint-Honoré, où est établi le corps de garde.

Juillet 1789.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2670, fol. 15.

861. — Lettre du sieur Colomiès, ancien major de Saint-Tropez, posant sa candidature au commandement des troupes du district, quoique n'étant ni bourgeois ni domicilié dans le district.

5 août 1789.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2670, fol. 16.

862. — Certificat délivré à M. Ant.-Marie Lefebvre d'Hellancourt, ingénieur des mines, par M. Savalette de Langes, administrateur du Trésor royal, pour ses services comme fusilier au Trésor, du 15 juillet au 5 août.

6 août 1789.

Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2670, fol. 21.

863. — Note relative à l'avis donné par un citoyen du district de l'arrestation d'un bateau de poudre au port Saint-Paul, et au manque de fusils dans les districts.

6 août 1789.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2670, fol. 22.

864. — Ordre de M. de Lafayette, commandant général de la garde nationale, demandant la désignation d'un local pour la compagnie soldée, et le recensement pour la formation des quatre compagnies non soldées du bataillon de Saint-Roch.

6 août 1789.

Copie, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2670, fol. 27.

865. — Lettre de M. Savalette de Langes, communiquant le résultat de sa visite dans le Palais-Royal, où les groupes sont multipliés, mais où l'on ne s'occupe que de l'Assemblée nationale et du bateau de poudre arrêté.

6 août 1789.

Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2670, fol. 28.

866. — Lettre du sieur Lefebvre-Dunvelle, marchand de draps, offrant ses services pour l'habillement de la garde nationale.

10 août 1789.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2665, fol. 25.

867. — Lettre de M. Garland cadet, chirurgien, demandant une place de chirurgien dans la milice parisienne.

10 août 1789.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2670, fol. 31.

868. — Ordre de M. de Lafayette à M. Bocquet, capitaine exempt des cent-suisses, de se rendre avec trente dragons et trente fantassins sur la route de Rouen, par Mantes et Pont-de-l'Arche, pour la protection des convois de subsistances.

10 août 1789.

Copie, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2670, fol. 32.

869. — Avis annonçant la célébration d'un service dans l'église de Saint-Roch, le 26 août, en l'honneur des citoyens qui ont sacrifié leur vie pour la défense de la liberté.

14 août 1789.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

Cf. le *Discours prononcé le 26 août 1789, dans l'église paroissiale du district de Saint-Roch, à l'occasion d'un service célébré pour le repos de l'âme des citoyens qui sont morts pour la défense de la patrie*, par l'abbé Bastide. Paris, Boulard, in-8°, *B. N.*, Lb 39, n° 2265.

870. — Lettre de M. Du Closey, s'excusant de ne pouvoir, en raison de son état de souffrance, assister à la messe célébrée à Saint-Roch par les soins du district, et appelant l'attention sur les querelles et rixes qui se produisent entre les anciens et nouveaux porteurs d'eau de la fontaine de Richelieu.

23 août 1789.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2670, fol. 195.

871.— Convocation de MM. Thouvenin et Thomas, membres du district, au comité des subsistances.

24 août 1789.

Original signé, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2670, fol. 35

872. — Motion du « citoyen patriote », au sujet d'une collecte à faire pour distribuer des allocations qui permettront aux citoyens de se procurer leurs uniformes.

24 août 1789.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2670, fol. 39.

873. — Lettre de M. Raguideau, demandant un certificat pour M. Boyer, administrateur des fonderies royales de Bourgogne, à Autun, se trouvant à Paris pour ses affaires.

25 août 1789.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2670, fol 40.

874. — Supplique des marchands tenant boutique ouverte dans le passage du petit hôtel de Radziwill, pour la suppression des assemblées illicites formées par des gens sans aveu qui ont établi des jeux de trou-madame.

27 août 1789.

Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2670, fol. 44.

Le comité de police, par une ordonnance rendue en septembre 1789, interdit tous jeux de hasard, sous forme de loterie, et ne permit que ceux de pur amusement, tels que le trou-madame. Le 25 septembre, il ordonna la suppression absolue de tous jeux. Cf. le *Journal général de la Cour et de la Ville*, n° VIII, p. 61; n° X, p. 76.

875. — Procès-verbal de transport à l'hôtel de Bayonne, par Joseph-Louis Louvain de Pescheloche, aide-major du bataillon de Saint-Roch, pour constater un vol commis au préjudice de Joseph Laglaine, chirurgien.

28 août 1789.

Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2670, fol. 57.

876. — Attestation délivrée par les officiers civils et militaires du district de Saint-Roch à Louis Dunoyer, ancien capitaine d'infanterie, pour sa conduite patriotique dans les journées des 12 au 17 juillet.

29 août 1789.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

877. — Motion du sieur Fortier, tapissier, proposant l'ouverture d'une souscription pour acquitter les dettes du Roi et subvenir à ses dépenses.

29 août 1789.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2670, fol. 59.

878. — Motion de M. Chamseru, proposant d'adjoindre l'aide major de Pescheloche au sieur Lemonnier-Dubourg, chargé du règlement à l'Hôtel-de-Ville des mémoires des fournisseurs du district.

29 août 1789.

Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2670, fol. 61.

Roussille de Chamseru, médecin-oculiste, figure parmi les électeurs de 1789 et fut l'un des présidents du comité du district.

879. — Lettre du sieur Vacherot, médecin, ancien secrétaire du district, demandant un certificat de ses services.

31 août 1789.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2665, fol. 28.

880. — Lettre d'un sieur Le Trosne à la dame Roussel, annonçant l'envoi de blé et déclarant que, depuis trois mois, les moulins chôment à Maintenon.

31 août 1789.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2670, fol. 64.

881. — Envoi par M. Harvoin, au comité permanent, de trois pistolets chargés, saisis par le commandant du poste de la rue des Moulins sur le sieur Faifeu, garçon perruquier, et d'un fusil de chasse, complétant le nombre des fusils donnés au district par M. Parseval de Frileuse, fermier général.

31 août 1789.

Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2670, fol. 65.

882. — Rapport sur la motion du sieur Dupuis, cordonnier, tendant à la suppression du droit sur les cuirs, avec le texte de la motion.

31 août 1789.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2670, fol. 66, 67.

883. — Mémoire en faveur du marquis

de la Salle, demandant que, pour reconnaître ses services, il soit appelé au poste de major général de la milice parisienne.

Août 1789.
Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2670, fol. 23.

884. — Motion du sieur Junck, au sujet de la nomination d'un nouveau président, de la convocation d'assemblées périodiques et de la prime accordée à ceux qui rapporteraient les armes et fusils.

Août 1789.
Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2670, fol. 42.

885. — Supplique du sieur Jean-Baptiste d'Aigoux-Delclaux, ancien officier d'infanterie, à l'effet d'obtenir le commandement d'une compagnie dans les troupes soldées.

Août 1789.
Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2670, fol. 46.

886. — Motion faite par un citoyen du district pour l'envoi à l'Hôtel de Ville d'un député de chaque district qui assisterait tous les jours aux délibérations, et pour la publication d'un sommaire tous les matins sous le nom de *Journal de la Ville*.

Août 1789.
Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2670, fol. 49.

887. — Motion proposant la nomination de trois secrétaires chargés d'élaborer un projet de règlement pour la tenue des assemblées générales du district.

Août 1789.
Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2670, fol. 53.

888. — Proposition tendant à interdire toute motion au Palais-Royal et dans tout lieu public et à ne les tolérer qu'au comité du district.

Août 1789.
Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2670, fol. 54.

889. — État des fusils payés par le district de Saint-Roch depuis le 20 juillet 1789, remis au dépôt du district et distribués dans les différents postes.

Août 1789.
Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2670, fol. 55.

890. — Motion pour l'ouverture d'une souscription volontaire et le versement de la contribution annuelle afférente au logement des gardes-françaises et suisses, afin de se procurer les ressources nécessaires en vue du loyer tant de la caserne de la troupe soldée que des bureaux d'administration.

Août 1789.
Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2670, fol. 56.

891. — Questions proposées par M. Boulard, citoyen du district, et soumises au bureau des subsistances à l'Hôtel de Ville, relativement au recensement des moulins dans un rayon de six lieues de la capitale et à l'augmentation de 2 sols, sollicitée par les boulangers pour entreprendre le commerce des farines à leur compte.

Août 1789.
Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2670, fol. 197.

892. — Ordre de l'état-major général pour laisser reposer les troupes en veillant sur les armes et arrêter tous ceux qui voudront sonner le tocsin, apporté par un chasseur de Vintimille du district.

1er septembre 1789.
Copie, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2670, fol. 69.

893. — Arrêté du district de Saint-Roch, décidant la remise de deux canons au district des Petits-Pères, avec délégation donnée par ce district à son président, M. Mutel, capitaine de la 1re compagnie, à l'effet de recevoir lesdits canons.

1er, 2 septembre 1789.
Minutes (2 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

894. — Motion de M. Harvoin, commandant militaire, pour la réduction des dé-

penses des soldats attachés aux divers corps de garde, motion adoptée.

2 septembre 1789.
Original signé, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).
M. Harvoin était commandant du bataillon de Saint-Roch et figure, à ce titre, en 1790, parmi les commandants de bataillon de la 6ᵉ division.

895. — Motion du sieur Laroche, proposant de n'employer par jour que six commissaires du comité permanent, trois pour le matin et trois pour l'après-midi.

3 septembre 1789.
Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2670, fol. 70.

896. — Délibération du chapitre des Jacobins-Saint-Honoré, fixant les conditions et le prix de la location qu'il consent pour le casernement de la troupe soldée du district de Saint-Roch, avec lettre et note du sieur Nicholson, procureur des Jacobins, relatives au payement des loyers échus.

4 septembre 1789, 17 janvier 1790.
Minutes incomplètes (5 p.), *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2665, fol. 29, 99.

897. — Procès-verbaux des séances du comité civil de Saint-Roch.

4 septembre-8 novembre 1789.
Minutes, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2674, fol. 1 à 72.

898. — Certificat des commissaires du district, constatant que M. Charles-Philippe Rousin, commandant du poste de la rue des Moulins, du 13 juillet au 4 septembre 1789, mérite le brevet d'honneur décerné aux commandants des postes qui n'ont pas été nommés officiers.

5 septembre 1789.
Original signé, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2665, fol. 32.

899. — Arrêté du comité de police de la Commune, autorisant le comité civil du district à désigner, pour se transporter dans les maisons de jeux, un ou plusieurs de ses membres, accompagnés d'un commissaire et chargés de procéder à la constatation des délits.

5 septembre 1789.
Copie conforme, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2670, fol. 76.

900. — Invitation au district d'envoyer la délibération prise sur l'arrêté de l'Assemblée des représentants de la Commune, du 30 août.

7 septembre 1789.
Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2670, fol. 77.

901. — Mandat de payement de la somme de 78 livres aux treize musiciens loués pour la cérémonie de la présentation du bataillon du district à la Commune, avec quittance.

10, 12 septembre 1789.
Minutes (3 p.), *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2665, fol. 33-35.

902. — Procès-verbal de transport du commissaire Sirebeau dans une maison de jeu, rue Traversière, où se sont trouvées autour d'une table ronde environ soixante personnes jouant au jeu pair et impair.

12 septembre 1789.
Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

903. — Motions présentées au nom des entrepreneurs du district, afin d'être chargés de préférence des travaux à exécuter dans le bâtiment des Jacobins pour le casernement de la compagnie soldée.

12 septembre 1789.
Minutes (2 p.), *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2670, fol 84, 86.

904. — Nomination par l'assemblée générale du district de M. Fenouillot du Clozey, l'un de ses cinq députés, comme l'un des soixante membres du Conseil de Ville.

14 septembre 1789.
Extrait signé, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2665, fol. 36.

905. — Certificat des services rendus par le sieur Pierre-Joseph Pouchel, sergent-fourrier du poste de la rue des Moulins, du 13 juillet au 15 septembre, délivré pour l'obtention d'un brevet d'honneur et d'un brevet de sergent-fourrier dans la garde nationale non soldée.

15, 22 septembre 1789.
Copies collationnées (2 p.), *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2665, fol. 37.

906. — Requêtes du sieur Lauron, maître en pharmacie, rue Neuve-des-Petits-Champs, à l'effet d'obtenir la fourniture des médicaments pour la troupe soldée.

15 septembre 1789.

Minutes (2 p.), *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2670, fol. 91, 100.

907. — Lettre de M[me] de Saint-Sauveur, demandant un passeport pour se rendre à Mauvières (Seine-et-Oise).

16 septembre 1789.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2665, fol. 38.

908. — Décision de l'Assemblée des représentants de la Commune au sujet d'une rixe, sur le rapport du sieur Christophe Lenoble, sergent du poste du Palais-Royal.

17 septembre 1789.

Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2670, fol. 102.

909. — Lettre de M. de Gouvion, major général, priant de ne pas afficher la sentence rendue contre le sieur David, tailleur, condamné par le comité du district en 500 livres d'amende, avec réponse conforme.

17, 22 septembre 1789.

Minutes (2 p.), *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2670, fol. 108, 128.

910. — Lettre du sieur Roger Desifs, avocat aux Conseils du Roi, s'excusant de ne pouvoir remplir, pendant quinze jours, les fonctions de commissaire au comité permanent.

17 septembre 1789.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2670, fol. 113.

911. — Déclaration des commissaires du district, portant que le sieur Thainville a été choisi par ses concitoyens, le 13 juillet, pour commander le poste par lui établi rue d'Argenteuil, et qu'il s'est comporté de façon à mériter le brevet d'honneur.

18 septembre 1789.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2670, fol. 87.

912. — Exposé des services du sieur Pierre Maréchal de Saint-Firmin, ancien officier de légion, certificat des commissaires du district constatant qu'il a été choisi pour commander en chef le poste de la rue Richelieu, le 23 juillet, et qu'il mérite le brevet d'honneur, avec procès-verbal du scrutin de la nomination du sieur de Saint-Firmin en qualité de capitaine commandant.

18 septembre 1789.

Minutes signées (2 p.), *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2670, fol. 89, 90.

913. — Arrêté du district, désignant des commissaires pour surveiller l'exécution de l'ordonnance du comité des subsistances, qui enjoint aux boulangers de réserver journellement de la farine pour une fournée de pain à l'heure de midi.

18 septembre 1789.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2670, fol. 101.

914. — Lettre du sieur Toutblanc, commissaire de police du district, transmettant une requête d'habitants du district en faveur du sieur Beucher, ex-garde-française, pour lui faire délivrer la médaille patriotique.

18 septembre 1789.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2670, fol. 105.

915. — Rapports par les sieurs Lecordier, Delahaute, Bart, Lucas, Rilland et Devry, commissaires, de leurs visites chez divers boulangers du district.

19 septembre 1789.

Minutes signées (4 p.), *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2670, fol. 114.

La plupart de ces commissaires figurent parmi les électeurs de 1790 et 1792. Lecordier était négociant, rue d'Argenteuil, Antoine Lucas, également négociant, rue Saint-Honoré, et Jean-Baptiste Bart, ancien conseiller aulique, était avocat, rue de la Sourdière.

916. — Lettre de M. Bailly annonçant qu'il vient de recommander le sieur Léger Lavau au sieur Perrier, chargé par la municipalité de la direction des travaux de l'École militaire.

20 septembre 1789

Original signé, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2670, fol. 124.

917. — Procès-verbal d'arrestation, au poste du Palais-Royal, d'un colporteur, si-

gnalé par le vicomte du Mesnil comme vendant des écrits dont le titre est indécent et injurieux.

21 septembre 1789.
Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2670, fol. 127.

918. — Lettre du sieur Coittant au président du district, le prévenant qu'il est de garde, le lendemain, au poste du Palais-Royal, et priant de le faire suppléer au comité permanent.

22 septembre 1789.
Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2670, fol. 129.

919. — Plainte des dames Aymez et Degouste, modistes, galerie de bois, au Palais Royal, contre la demoiselle Brochet, leur première ouvrière, qui les quitte pour entrer dans une maison concurrente, voisine de leur magasin.

22 septembre 1789.
Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2670, fol. 132.

920. — Procès-verbal d'arrestation du sieur Nicolas Das, sellier, pour avoir tenu des propos alarmants au Palais-Royal.

23 septembre 1789.
Minutes signées (2 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

921. — Lettre du sieur Delafont, envoyant un mémoire à l'appui de sa demande d'une place de capitaine des chasseurs nationaux.

23 septembre 1789.
Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2670, fol. 130.

922. — Rapport du sieur Chamseru concernant le choix d'un local, rue Sainte-Anne, pour y placer le corps de garde de la rue des Moulins, fort malsain, et la nomination de commissaires chargés de se transporter dans les salons ou clubs du Palais-Royal afin de procurer des ressources à la caisse du district.

24 septembre 1789.
Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2670, fol. 137.

923. — Lettre du comité de Saint-Roch au district de Saint-Joseph, adressant un extrait de deux arrêtés relatifs à la nomination des officiers de la nouvelle compagnie de chasseurs formée pour la garde des barrières.

24 septembre 1789.
Minute signée, avec les extraits au verso, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2683, fol. 70.

924. — Rapport de M. Pescheloche à l'effet de régler la solde des troupes envoyées en détachement pour les convois de subsistances.

24 septembre 1789.
Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2670, fol. 140.

925. — Règlement provisoire pour les gardes, arrêté par le bureau militaire, avec lettre de M. de Longerais qui fait connaître son avis sur l'article fixant la répartition de la garde entre les citoyens non enrôlés, et propose une motion à ce sujet.

24 septembre 1789.
Minutes signées (4 p.), *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2670, fol. 200.

926. — Lettre du sieur Lefebvre, commandant le poste du Palais-Royal, réclamant des instructions au sujet d'un jeu de boules au Palais-Royal, n° 33, qui ruine quantité de gens, victimes de la friponnerie des banquiers.

25 septembre 1789.
Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2670, fol. 138.

927. — Requête présentée par Jean-Emmanuel Sirebeau, fils du commissaire au Châtelet, à l'effet d'obtenir un emploi d'officier dans la milice nationale.

26 septembre 1789.
Minute signée, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

928. — Lettre du comité de police de l'Assemblée des représentants de la Commune au district de Saint-Roch, le priant de recommander aux districts la proposition du comité tendant à la création d'une

place de grand-aumônier de la Commune en faveur de l'abbé Fauchet.

29 septembre 1789.
Minute signée et copie conforme (2 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

929. — Motion de M. Lemoynio-Dubourg, proposant au comité d'écrire des lettres de remerciements à MM. Pincemaille et Boullanger, commissaires sortis de fonctions.

29 septembre 1789.
Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2670, fol. 150.

930. — Nomination de commissaires par le comité du district, à l'effet de surveiller la sortie de l'argent, qui se fait dans des doubles barils à l'hôtel de Chartres, rue de Richelieu, et rapport des commissaires constatant l'expédition de trois barils, contenant 78,000 livres, à Lyon, par le sieur de Pommarets, avec certificat du directeur général des Messageries.

29 septembre 1789.
Minutes signées (3 p.), *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2670, fol. 152.

931. — Arrêté déclarant que des commissaires seront chargés d'exprimer le vœu du district pour la nomination de l'abbé Fauchet au poste de grand aumônier de la Commune, qui aura dans ses attributions l'inspection religieuse des hôpitaux et ateliers de charité, avec lettre et décision du comité de police de la Commune à ce sujet.

29 septembre, 2 octobre 1789.
Extrait signé, *A. S.*, V^bis I, Districts de Paris.

932. — Note de M. Augustin Cottin, maître boulanger au faubourg de Gloire, près la Chapelle, au district de Saint-Roch, signalant l'impossibilité d'acheter aux marchés, ayant été menacé, ainsi que ses confrères, à celui de Crépy-en-Valois d'être pendu comme accapareur.

30 septembre 1789.
Minute signée, *B. N.*, Mss. nouv. acq. fr. 2670, fol. 157.

933. — Projet d'articles relatifs à la police et tenue des assemblées générales.

Septembre 1789.
Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2670, fol. 72.

934. — Lettre du sieur Lemor, marchand de draps, rue Saint-Honoré, transmettant ses offres de service pour l'habillement de la milice.

Septembre 1789.
Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2670, fol. 94.

935. — Lettre du sieur Leroy fils, officier de garde, demandant une patrouille auxiliaire pour le district voisin, à l'effet d'arrêter des individus faisant des motions vis-à-vis le café du Caveau.

Septembre 1789.
Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2670, fol. 95.

936. — Supplique du sieur Jacques Michel, ouvrier, à l'effet d'obtenir restitution de sa montre, engagée au banquier d'un jeu de biribi, rue Traversière-Saint-Honoré.

Septembre 1789.
Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2670, fol. 98.

937. — Lettre relative à l'arrivée prochaine d'un convoi considérable de farines, venant de Chartres, sous l'escorte de citoyens de cette ville.

Septembre 1789.
Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2670, fol. 99.
Cf. la *Chronique de Paris*, n° du 21 septembre 1789, où se trouve un article relatif à l'arrivée de ce convoi de quatre cents sacs de farine, envoyé par la ville de Chartres sous la conduite de MM. Petey, Durand, Chesnard et Duvivier, officiers de la garde nationale de la même localité, qui furent reçus à l'Hôtel de Ville et complimentés par le maire.

938. — Requête du sieur Dellufo, directeur de l'école des langues étrangères, protestant contre l'entreprise du cirque du Palais-Royal, qui annonce des cours gratuits pour les langues étrangères.

Septembre 1789.
Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2670, fol. 111.

939. — Motion proposant d'organiser des patrouilles dans le district par quatre sections, de dix heures du soir à minuit, pour arrêter les soldats de divers régiments qui troublent le repos en sortant des cabarets ou de chez des prostituées.

Septembre 1789.
Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2670, fol. 125.

940. — Adhésion au projet de formation de six compagnies de chasseurs nationaux parisiens, en vertu de l'arrêté de l'Assemblée des représentants de la Commune, du 17 septembre 1789, sous la réserve que les officiers de chacune des compagnies attachées à chaque division soient nommés par les mêmes divisions.

Fin septembre 1789.
Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2670, fol. 126.

941. — Lettre-circulaire du comité invitant les citoyens à verser dans la caisse du district leurs contributions volontaires.

Septembre 1789.
Imprimé, avec corrections manuscrites, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2670, fol. 131.

942. — Dénonciation d'une fabrique de papier propre à faire des cartes et de fraudes pour l'introduction du vin et de l'eau-de-vie au moyen de conduits souterrains.

Septembre 1789.
Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2670, fol. 134.

943. — Lettre du sieur Louis Petit de la Bouloy, ancien lieutenant dans la légion de Tonnerre, proposant le versement d'un écu chaque mois par tout citoyen enrôlé dans la garde nationale, à l'effet d'acheter du bois qui serait distribué par le district aux nécessiteux.

Septembre 1789.
Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2670, fol. 135.

944. — Motions faisant appel au patriotisme des citoyens du district pour hâter le versement de leur contribution volontaire, fixée à la moitié de la capitation.

Septembre 1789.
Minutes (2 p.), *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2670, fol. 143, 144.

945. — Attestation des services rendus par le sieur Nicolas Raffet de Saint-Agnebois, comme capitaine de chasseurs volontaires, du 13 juillet au 12 septembre, pour lui faire obtenir un brevet de capitaine à la suite de la garde nationale.

1er octobre 1789.
Minute signée, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

946. — Lettre de M. Fulchiron, capitaine d'une des compagnies du bataillon de Saint-Roch, relativement à la question de savoir si les officiers de la garde nationale pourraient être éligibles comme commissaires du comité général.

1er octobre 1789.
Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2670, fol. 158.

947. — Motion des habitants de la rue des Boucheries-Saint-Honoré aux commissaires du district, proposant, afin d'obvier à la disette imminente, de s'enquérir auprès des fermiers de la quantité de leur récolte et de leur en défendre la vente sans permission de la Ville.

1er octobre 1789.
Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2670, fol. 162.

948. — Arrêté du comité général du district, déléguant, auprès du Comité des subsistances, des commissaires chargés de remettre le mémoire de M. de Latisse, relativement aux subsistances, sur lesquelles tous les citoyens du district sont dans la plus grande inquiétude.

1er octobre 1789.
Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2670, fol. 167.

949. — Lettre et motions du sieur Prévost, se plaignant de ce que les représentants de la Commune ne rendent point compte à leurs districts des opérations faites à l'Hôtel de Ville et de ce que le public n'est pas instruit de la cause de la disette des grains, avec rapport du sieur Coittant, commissaire du district.

1er octobre 1789.
Minutes (3 p.), *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2670, fol. 219-221.

D'après les *Révolutions de Paris*, n° XVIII, p. 21, le spectacle déchirant du peuple guettant la subsistance aux portes des boulangers ne cessa que le 8 novembre. Le département des subsistances attribua la disette qui avait désolé Paris à plusieurs causes : 1° à l'exportation du pain et de la farine; 2° aux approvisionnements surabondants faits par certains particuliers dans la crainte de manquer de pain; 3° aux spéculations de gens qui achetaient le pain pour le revendre a bénéfice à ceux qui ne pouvaient attendre aux portes des boulangers.

950. — Motion du sieur Junck, proposant des additions au règlement, notamment la tenue d'une assemblée par semaine, et la suppression d'un secrétaire, avec rapport de M. Coittant, commissaire.

1er octobre 1789.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2670, fol. 223, 224.

951. — Lettre de M. Poursin de Grandchamp, secrétaire du Roi, accompagnant l'envoi d'une motion déjà adoptée par le district de Saint-Magloire.

2 octobre 1789.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2670, fol. 169.

Antoine-Jacques Poursin de Grandchamp, ancien avocat au Parlement et secrétaire du Roi, figure parmi les témoins qui furent entendus dans l'affaire du prince de Lambesc.

952. — Délibération prise sur une lettre des représentants de la Commune au comité de police, et un arrêté du même comité, proposant la nomination de l'abbé Fauchet en qualité de grand-aumônier de la Commune.

2 octobre 1789.

Extrait signé, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2699, fol. 117.

Cf. *Journal général de la Cour et de la Ville*, n° XVII (5 octobre 1789), p. 142.

953. — Lettre du marquis de Saint-Huruge, informant le district que M. Papillon, prévôt de l'Ile-de-France, ne pouvait accorder sa liberté provisoire, ayant les mains liées par un sursis, et qu'il fallait s'adresser directement au garde des sceaux.

4 octobre 1789.

Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2670, fol. 173.

A la date du 30 septembre 1789, le district des Cordeliers, sur le rapport des commissaires chargés de visiter le marquis de Saint-Huruge, détenu aux prisons du Grand-Châtelet, avait arrêté d'envoyer les mêmes commissaires auprès du grand-prévôt, pour réclamer le jugement définitif ou un élargissement provisoire du marquis de Saint-Huruge.

Cf. à ce sujet le *Journal général de la Cour et de la Ville*, n° XVII (5 octobre 1789), p. 134.

954. — Procès-verbal d'arrestation, au bas de Chaillot, vis-à-vis l'abreuvoir, de l'abbé Louis-Edouard-Constant Julien, âgé de vingt-six ans, se rendant à Versailles sous un uniforme de dragon d'Angoulême, en compagnie du sieur Jean-François Saint-Riquier, soldat du même corps.

5 octobre 1789.

Minute signée, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

955. — Procès-verbal d'ouverture, dans l'assemblée générale du district, de dépêches expédiées par les ministres de la guerre, de la marine et des affaires étrangères, ainsi que de deux paquets à l'adresse de Monsieur, frère du Roi, et du duc d'Orléans.

5 octobre 1789.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

Cette mesure du district de Saint-Roch donna lieu à de vives réclamations de la part de la noblesse, réclamations qui furent portées à la tribune de l'Assemblée nationale, le 9 octobre. Cf. *Archives parlementaires*, t. IX, p. 391.

956. — État des armes trouvées dans une chambre à côté de l'orgue de Saint-Roch.

6 octobre 1789.

Minute signée, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

957. — Lettres du sieur Gerin, écrivain, sollicitant une place et rappelant qu'il a rempli au district les fonctions de commissaire pour l'ouverture des paquets des trois ministres.

6, 10 octobre 1789.

Minutes (2 p.), *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2670, fol. 192, 193.

958. — Enquête instruite par les sieurs Delespine et Lecordier auprès des pêcheurs du pont de Saint-Cloud, au sujet des quan-

tités de pains charriés par l'eau qui auraient été trouvés dans leurs filets, fait qui a été reconnu inexact.

7 octobre 1789.

Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2670, fol. 176.

On voit par les *Mémoires de Bailly*, t. III, p. 136, qu'une quantité considérable de farines pourries fut jetée dans la Seine, ce qui avait pu accréditer les bruits qui motivèrent l'enquête en question.

959. — Procès-verbal de perquisition dans une maison de la rue de Richelieu, pour s'assurer de la personne du comte de Tressan, dénoncé par le district de l'Abbaye-Saint-Germain-des-Prés comme pratiquant des enrôlements pour une garde du Roi.

7 octobre 1789.

Minute et extraits signés (4 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

Le comte de Tressan fut impliqué dans les complots clandestins qui se tramaient en ce moment et enfermé à l'Abbaye vers la fin d'octobre ou au commencement de novembre 1789. Cf. DE LESCURE, *Correspondance secrète*, t. II, p. 398.

960. — Invitation du comité de police de la Commune pour faire retirer les gardes qui avaient été mis chez M. Vidaud de La Tour.

9 octobre 1789.

Minute signée, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

M. Vidaud de la Tour figure également parmi les personnages qui furent arrêtés et enfermés à l'Abbaye au commencement de novembre. Cf. DE LESCURE, *Correspondance secrète*, t. II, p. 398.

961. — Délivrance de certificats au comte de Presbon, officier du Roi à Nancy, pour l'obtention d'un passeport.

10 octobre 1789.

Minute au dos d'un passeport délivré à Nancy le 28 septembre 1789, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2670, fol. 185.

962. — Arrêté du district invitant : 1° les représentants de la Commune à découvrir tous les complots qui semblent menacer la capitale ; 2° le commandant du bataillon et les capitaines des cinq compagnies à des réunions quotidiennes ; 3° les citoyens à éclairer au moyen de lampions le premier étage de chaque maison et à rentrer au plus tard à onze heures.

10 octobre 1789.

Extraits signés (5 exemplaires), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins), *A. S.*, V^bis I, Districts de Paris ; *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2699, fol. 78.

963. — Convocation des capitaines du bataillon au sujet de la dénonciation de M. Pincemaille, commissaire du district, portant que les maisons de la rue Neuve-des-Bons-Enfants avaient été marquées en rouge, à la clarté des flambeaux, par trois individus.

10 octobre 1789.

Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2670, fol. 187.

964. — Procès-verbal d'arrestation d'Antoine-Cyprien Denis, sellier, qui lisait publiquement, au milieu du jardin du Palais-Royal, un ouvrage manuscrit, nullement incendiaire d'ailleurs.

11 octobre 1789.

Minute signée, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

965. — Arrêté du district, enjoignant à toutes personnes louant des chambres garnies, telles qu'hôteliers, aubergistes, de déclarer dans les vingt-quatre heures les noms et qualités des personnes logées chez elles et d'en tenir un double registre, et invitant les propriétaires et principaux locataires à faire connaître les noms et qualités de chacun de leurs locataires ou des hôtes de passage.

11 octobre 1789.

Extrait signé, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

966. — Procès-verbal d'arrestation d'un individu porteur de vingt-quatre exemplaires d'une brochure intitulée : *Discours d'un membre de l'Assemblée nationale à ses co-députés.*

14 octobre 1789.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

Brochure de 38 pages in-8°, *A. N.*, AD^I 63.

967. — Procès-verbal d'examen des papiers de l'abbé Jouffroy de Viard, rue Traversière, lequel était en butte à certains soupçons, avec lettres et papiers saisis.

18 octobre 1789.
Minutes (1 dos.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

968. — Délibération du comité de Saint-Roch relative à la surveillance des maisons de jeu, établissant qu'il n'a jamais accordé aucune tolérance aux teneurs des maisons de jeux prohibés, déclarant qu'il les poursuivra toujours avec la même vigilance et doublant à cet effet le nombre des commissaires chargés de ce soin.

23 octobre 1789.
Extrait signé, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

969. — Procès-verbal d'arrestation, au Palais Royal, par le sieur Thainville, capitaine de garde, et interrogatoire du sieur Laurent Jenhillon, menuisier, qui ameutait la foule.

25 octobre 1789.
Minutes (2 p.), *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2665, fol. 44.

970. — Lettre du sieur Savalette au sieur Chamseru, président du district, envoyant sa démission de commissaire.

26 octobre 1789.
Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2665, fol. 46.

971. — Nomination de commissaires chargés de se rendre chez le comte d'Agoult, sur sa demande, dans le district des Petits-Pères, au sujet d'un Anglais demeurant dans sa maison, soupçonné de faire des enrôlements, avec délibération du district des Petits-Pères.

26 octobre 1789.
Extrait signé, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2670, fol. 225.

972. — Arrêté du comité de police de Assemblée des représentants de la Commune, rendu sur l'avis du district de Saint-Roch, du 24 octobre, interdisant aux marchands et colporteurs d'encombrer les galeries du Palais-Royal.

26 octobre 1789.
Minute signée, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

973. — Rapport de M. Belmont sur une motion qui propose la nomination par voie de scrutin de jurés commissaires chargés de recevoir les plaintes et dénonciations, concluant à la prise en considération.

29 octobre 1789.
Minutes (2 p.), *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2670, fol. 229.

974. — Lettre du sieur La Forest, chirurgien du Roi, déclarant ne pouvoir accepter la place de l'un des suppléants, à laquelle il a été nommé hier.

29 octobre 1789.
Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2670. fol. 233.

M. La Forest demeurait rue des Moulins, butte Saint-Roch, et avait le titre de chirurgien pédicure du Roi et de la famille royale.

975. — Lettre de M. Allart, donnant sa démission de la place de commissaire, à laquelle il a été appelé dans l'assemblée du 28 octobre.

29 octobre 1789.
Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2670, fol. 268.

Pierre Allart, marchand de modes, rue de Richelieu, est du nombre des électeurs de la section du Palais-Royal, en 1790.

976. — Procès-verbaux de visite dans des maisons de jeu au Palais-Royal, où l'on jouait au loto avec quarante-quatre tableaux ordinaires et un grand tableau contenant quatre-vingt-dix numéros.

29, 31 octobre 1789.
Minutes, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

977. — Lettre des élèves en chirurgie, faisant observer, à l'appui de leur demande, que le service médical ne pourra être fait que par des jeunes chirurgiens qui resteront dans les casernes et non par des maîtres en chirurgie qui ne quitteront pas leur

établissement pour suivre la compagnie, avec lettre de regrets du comité.

31 octobre 1789.
Minutes (2 p.), *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2670, fol. 240, 241.

978. — Protestation de l'assemblée du district de ...., contre la délibération du district de Saint-Roch, en date du 2 octobre 1789, qui exprime son vœu pour la nomination de l'abbé Fauchet en qualité de grand-aumônier de la Commune, et contre l'appellation de commune de Saint-Roch prise par ce district.

Sans date (octobre 1789).
Minute, *A. S.*, V^bis I, Districts de Paris.

979. — Discours prononcé par l'un des députés envoyés auprès de M. de Lafisse, ancien président du district, pour le remercier des services qu'il a rendus pendant le temps de sa présidence.

Octobre 1789.
Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2670, fol. 160.

M. de Lafisse, médecin, est sur la liste des électeurs de 1789 nommés par le district de Saint-Roch.

980. — Motion de M. de Longerais, proposant, pour se procurer, à bref délai, un approvisionnement considérable, de confier les achats aux régisseurs des vivres de terre, de la marine et des étapes.

Octobre 1789.
Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2670, fol. 161.

Jean-Baptiste Poissonnier, ci-devant de Longerais, ancien commissaire général de la marine et membre du Conseil général de la Commune, figure parmi les électeurs de la section du Palais-Royal, en 1790.

981.— Supplique du sieur Le Clercq, sergent de la compagnie de M. de Lange, à l'effet d'obtenir une place, déclarant, à l'appui de sa demande que, le 12 juillet, il a lavé dans le bassin des Tuileries les blessures d'un garde-française, à la suite de la charge du prince de Lambesc.

Octobre 1789.
Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2670, fol. 164.

982. — Motions proposant qu'aucun des membres du comité, remplacé par la voie du sort, ne puisse exercer les fonctions de commissaire à moins de nouvelle élection.

Octobre 1789.
Minutes (2 p.), *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2670, fol. 168, 171.

983. — Demande du sieur Regnard, à l'effet d'être déchargé du service d'approvisionnement des bougies et de l'huile pour le bureau.

Octobre 1789.
Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2670, fol. 179.

984. — Motions à l'effet d'empêcher les émigrations à l'étranger, en raison surtout de l'exportation du numéraire et des créances laissées en souffrance.

Octobre 1789.
Minutes (2 p.), *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2670, fol. 180.

985. — Permission de porter des armes demandée à M. Harvoin, commandant du bataillon, par le sieur Dany, vitrier, rue des Boucheries-Saint-Honoré.

Octobre 1789.
Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2670, fol. 183.

986.— Certificat délivré par le district au sieur Marin Goulard, ancien carabinier, constatant que, lors de la prise de la Bastille, il a tiré soixante-trois coups de fusil sous le feu des assiégés, qu'il est entré avec le sieur Hubault, son commandant, par les portes de l'Arsenal, s'est emparé des clefs des cachots et a délivré les prisonniers.

Octobre 1789.
Minute, avec signatures, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2670, fol. 190.

987. — Arrêté demandant la mise en jugement des personnes détenues depuis les derniers troubles, notamment des quidams arrêtés pour raison des marques apposées par eux à différentes maisons.

Octobre 1789.
Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2670, fol. 194.

988. — Requête des libraires du Palais-Royal au commandant Harvoin, à l'effet de refréner la licence des colporteurs qui les importunent de leurs clameurs, et de les empêcher de vendre au Palais-Royal.

Octobre 1789.

Minute signée, *B. N.*, Mss. nouv. acq. fr. 2670, fol. 209.

989. — Lettre du sieur Gouyon, citoyen du district, proposant d'envoyer deux personnes chez le sieur Prudhomme pour se plaindre d'un écrit contenant des inculpations diffamatoires contre le district.

Octobre 1789.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2670, fol. 212.

Le journal de Prudhomme (*les Révolutions de Paris*, n° XIII, p. 12), en racontant une scène qui s'était passée, le 5 octobre, au Palais-Royal, avait blâmé vertement la conduite des patrouilles du district de Saint-Roch, qui avaient cherché à disperser les groupes, en annonçant le dessein d'aller chercher du canon pour expulser la *canaille* du jardin. Dans le numéro suivant, p. 33, Prudhomme reconnut que le fait avait été imputé par erreur au bataillon de Saint-Roch, qui se trouvait alors sous les armes, à la place Vendôme.

990. — Lettre du sieur Troubat-Chabert, approuvant la conduite de l'officier qui a arrêté au Palais-Royal un faiseur de motions incendiaires, mais déclarant qu'il a outrepassé ses pouvoirs, pour avoir dressé lui-même procès-verbal et avoir entendu des témoins.

Octobre 1789.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2670, fol. 228.

991. — Lettre de M. de Blancmur, exprimant le regret de ne pouvoir prendre part aux travaux du comité, étant retenu d'une façon permanente aux séances générales et particulières de la Commune.

Octobre 1789.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2670, fol. 270.

992. — Lettre du sieur Bruxelle, ancien maître d'école de la paroisse, déclarant qu'il fera volontiers le sacrifice du quart de son revenu.

2 novembre 1789.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2670, fol. 235.

993. — Demande adressée au nom du jeune Huet, âgé de treize ans et demi, pour l'autoriser à réciter un discours dans l'assemblée du district.

2 novembre 1789.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2670, fol. 237.

994. — Procès-verbal de saisie à la barrière de Neuilly d'une caisse de mouchoirs en pièce, trouvée cachée dans la malle du courrier de Rouen à Paris.

2 novembre 1789.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2670, fol. 245.

995. — Motion de M. De La Haute, commissaire, proposant l'envoi de deux commissaires auprès de M. Galli, trésorier du duc d'Orléans, au sujet de l'allocation de 2,400 livres promise par ce prince au district et non encore versée.

4 novembre 1789.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2670, fol. 264.

Pierre De La Haute, chef de bureau de la régie générale, rue des Moineaux, est du nombre des électeurs de 1790 et 1791, pour la section du Palais-Royal.

996. — Procès-verbal de la visite faite au salon olympique, par une députation de la garde nationale de Versailles, avec l'assentiment du district de Saint-Roch, chez le chevalier du Grangé, auteur du *Précis historique de la conduite des gardes du corps*.

9 novembre 1789.

Minutes signées et imprimé (3 p.), *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2665, fol. 48.

997. — Lettre de Joseph Paulze, fermier général, envoyant à la caisse du district 200 livres complétant la somme de 300 livres précédemment versée, indépendamment de sa contribution dans le don de 20,000 livres fait par sa compagnie à la Commune.

12 novembre 1789.

Original signé, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2665, fol. 60.

998. — Lettre aux députés du comité provisoire de Troyes, en réponse à la circulaire imprimée par laquelle ce comité dé-

nonce les indignes manœuvres du bailliage de cette ville.

12 novembre 1789.

Minute et imprimé signé (2 p.), *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2670, fol. 254.

999. — Lettre au comité provisoire de Rennes, en réponse à sa lettre sur le rappel des fugitifs français, déclarant s'en remettre à la sagesse de l'Assemblée nationale.

12 novembre 1789.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2670, fol. 256.

1000. — Lettre d'envoi par le sieur Pourrat de Saint-Haurent d'un mémoire adressé à l'Assemblée nationale par les commis des fermes aux entrées de la capitale.

12 novembre 1789.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2670, fol. 257.

1001. — Lettre du comité de police de la Commune, priant le comité du district de lui envoyer les pièces relatives à la contestation entre la dame Marillac et le sieur Petit.

13 novembre 1789.

Original signé, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2665, fol. 61.

1002. — Lettre du duc de Montmorency au district, le remerciant d'avoir démenti les bruits calomnieux répandus sur son compte.

13 novembre 1789.

Original signé, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2665, fol. 63.

1003. — Lettre de M. Ninnin, ancien commissaire au Châtelet, ex-président du district de Saint-Nicolas-des-Champs, annonçant qu'il a payé sa contribution volontaire dans ce district, et offrant ses services à défaut d'une seconde contribution pécuniaire.

15 novembre 1789.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2670, fol. 259.

1004. — Lettre de M. Millon-d'Ainval, accompagnant l'envoi d'une seconde contribution de 200 livres.

17 novembre 1789.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2665, fol. 64.

1005. — Lettre de M. Brac de la Perrière, adressant une nouvelle offrande de 150 livres.

19 novembre 1789.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2665, fol. 65.

1006. — Lettre du comité de recherches de la municipalité de Paris, priant le district de procéder à la levée des scellés apposés chez Mme de la Tour, rue Traversière, et d'envoyer tous ses papiers, avec réponse portant que tous les papiers de M. Berthier ont été transmis à l'Hôtel de Ville.

21 novembre 1789.

Original signé, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2665, fol. 66.

1007. — Lettres de M. Collignon au président du district, demandant, en raison de sa maladie, à être suppléé en qualité de commissaire des jeux, et invitant le district à suivre l'exemple des habitants d'Issoudun, qui viennent de faire le sacrifice patriotique de leurs boucles d'or ou d'argent.

21, 22 novembre 1789.

Minutes (2 p.), *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2670, fol. 265, 267.

Le don patriotique des habitants d'Issoudun fut présenté par une députation à l'Assemblée nationale, le 20 novembre.

1008. — Nomination de commissaires chargés d'exprimer au comte de la Touche, chancelier du duc d'Orléans, les sentiments de gratitude du district, et lettre au même comte de la Touche à ce sujet.

23 novembre, 8 décembre 1789.

Extrait signé et minute (2 p.), *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2670, fol. 295.

1009. — Lettre du sieur Billecocq, faisant hommage de quarante-huit exemplaires d'un ouvrage de sa composition.

24 novembre 1789.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2665, fol. 68.

1010. — Lettre du sieur Gerin, sollicitant une place de contrôleur ou de chef aux ateliers de charité, avec lettre de recommandation du district au maire.

26 novembre 1789.

Minutes (2 p.), *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2670, fol. 272.

1011. — Lettre du département du bureau d'administration, déclarant qu'il ne pourra faire droit à la demande du comité que lorsque l'état de situation du district lui sera parvenu, et avouant son embarras pour payer les 900,000 livres dues aux gardes-françaises.

26 novembre 1789.

Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2670, fol. 284.

1012. — Lettre de M. Bailly, maire de Paris, au district, regrettant de ne pouvoir donner satisfaction à M. André Durand, chaque personne ne pouvant obtenir par jour qu'une carte de 1,000 livres pour la délivrance d'espèces, la municipalité étant obligée de payer en écus les meuniers et fermiers qui fournissent des farines.

29 novembre 1789.

Original signé, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2670, fol. 280.

1013. — Règlement du comité de Saint-Roch et de ses divers bureaux.

30 novembre 1789.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

1014. — Lettres au sieur Deltufo, l'un des dix-huit notables adjoints du district, le prévenant que, s'il n'a pas envoyé dans le plus bref délai sa justification au sujet des inculpations qui pèsent sur lui, il sera procédé à son remplacement, et réponse dudit Deltufo cherchant à se justifier et donnant sa démission.

29 novembre, 5, 13 décembre 1789.

Minutes (6 p.), *B. N.*, Mss. nouv. acq. fr. 2670, fol. 299 et suiv.

1015. — Lettre du sieur Roussel, 2e lieutenant de la 3e compagnie, demandant s'il ne serait pas convenable d'inviter l'Assemblée nationale, M. de Lafayette et M. Bailly à la bénédiction du drapeau du district, fixée au jeudi 5 décembre.

30 novembre 1789.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2670, fol. 283.

1016. — Demande du marquis d'Evry, citoyen de la commune de Saint-Roch, à l'effet d'obtenir et de faire imprimer un certificat de nature à démentir les bruits répandus dans ses terres, qui le représentent comme s'étant enfui de Paris et caché pendant les troubles.

Novembre 1789.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2670, fol. 249.

1017. — Motion de M. Coittant, au sujet des inconvénients produits par la délivrance de brevets d'honneur, notamment au sujet de la concession par M. de Lafayette aux titulaires de ces brevets de brevets d'officiers à la suite.

Novembre 1789.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2670, fol. 252.

1018. — Lettre du sieur de Crecy, garde général des meubles de la Couronne, demandant que l'on veuille bien rapporter au Garde-Meuble les armes anciennes qui y ont été enlevées le lundi 13 juillet, soit celles trouvées entre les mains de gens que l'on a désarmés, soit celles achetées à bas prix.

Une note porte cette indication : « Le petit canon à bouche d'argent, envoyé par un sultan à Louis XIV, est à la prison de la prévôté de Belleville. »

Novembre 1789.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2670, fol. 260.

1019. — Lettres du département de la police insistant pour l'envoi hebdomadaire du relevé des livres des logeurs et déclarant que toutes leurs journées et leurs nuits sont consacrées au service de la Commune.

2 décembre 1789.

Originaux signés (2 p.), *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2665, fol. 69.

1020. — Lettre du sieur Coittant, remerciant le comité des témoignages d'estime qui lui ont été donnés dans la lettre du 21 novembre.

4 décembre 1789.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2670, fol. 298.

1021. — Lettre de M. De Cressy, ex-

commissaire du district, montrant les inconvénients du retour trop précipité des mêmes individus aux fonctions de commissaire.

5 décembre 1789.
Minute signée, *B. N.*, Mss. nouv. acq. fr. 2670, fol. 290.

1022. — Lettre de M. Pincemaille de l'Aulnoy, exprimant sa gratitude pour les éloges que le comité lui a décernés dans sa lettre.

7 décembre 1789.
Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2670, fol. 291.

1023. — Délibération de l'Assemblée des représentants de la Commune, portant que les districts fourniront dans le plus bref délai le dénombrement exact des habitants, avec lettre du district annonçant l'achèvement du travail et demandant des instructions pour simplifier la copie et ne faire qu'un relevé sommaire.

7, 9 décembre 1789.
Extrait conforme et minute (2 p.), *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2665, fol. 70.

1024. — Lettre de M. Billecocq, ancien commissaire du district, s'excusant de n'avoir point répondu à la lettre de remerciement du comité à lui adressée lors de sa retraite, lettre dont il avait donné le modèle lorsqu'il était secrétaire-rédacteur.

11 décembre 1789.
Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2670, fol. 307.

Jean-Baptiste-Louis-Joseph Billecocq, avocat, directeur de l'administration de la loterie royale de France, figure parmi les électeurs de 1790 et 1792 pour la section du Palais-Royal.

1025. — Lettre de la compagnie de charité de la paroisse de Saint-Roch, priant le district de désigner deux ou quatre commissaires pour concourir avec elle au soulagement des pauvres.

13 décembre 1789.
Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2670, fol. 309.

1026. — Lettre de M. Anisson-Duperron, directeur de l'imprimerie Royale, envoyant une déclaration générale des habitants de la terre de Ris pour servir de protestation contre la calomnie dont il est l'objet.

16 décembre 1789.
Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2670, fol. 311.

1027. — Lettre du département de la police, invitant à donner avis de toutes les imprimeries existantes dans le district.

20 décembre 1789.
Original signé, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2665, fol. 74.

1028. — Lettre du sieur de Nully de Grosserve, propriétaire d'une maison rue d'Argenteuil et domicilié de fait à Grosserve, en Picardie, priant de ne point l'inscrire à Paris pour le service militaire.

22 décembre 1789.
Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2670, fol. 312.

1029. — Etat des avances faites aux ouvriers qui ont travaillé à la caserne de la compagnie du centre.

Décembre 1789.
Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2665, fol. 76.

1030. — Lettre du sieur Musnier, soumettant ses réflexions au sujet des dépenses journalières des corps de garde du district, et de la nécessité de construire un violon dans celui du Palais-Royal.

Décembre 1789.
Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2670, fol. 292.

1031. — Demande relative aux mesures que compte prendre le district pour le soulagement des pauvres honteux dans la saison rigoureuse.

Décembre 1789.
Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2670, fol. 297.

1032. — Rapport de MM. Raulin et Musnier, commissaires du district, sur les différends qui existent entre le district de Saint-Victor et l'Assemblée des représentants de la Commune.

Fin décembre 1789.
Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2670, fol. 323.

1033. — Arrêté, non suivi d'effet, décidant l'envoi d'une députation aux trois districts de Sainte-Marguerite, de Trainel et des Enfants-Trouvés, pour les féliciter d'avoir rejeté les offres séditieuses qui avaient été faites aux habitants du faubourg Saint-Antoine.

Fin 1789.

Minute, *B. N.*, Mss. nouv. acq. fr. 2670, fol. 316.

1034. — Rapport de M. Billecocq, rendant compte de ses opérations comme garde des archives du district depuis le 10 septembre (pendant quatre mois et demi), et demandant qu'il soit pourvu à son remplacement.

Fin 1789.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2670, fol. 281.

1035. — Lettre du sieur Gerin, chargé de suivre les opérations du recensement, sollicitant la première place vacante lors de la formation de la municipalité.

2 janvier 1790.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2665, fol. 78.

1036. — Lettre des administrateurs du département de police au district de Saint-Roch pour exprimer leurs regrets de n'avoir pu présenter leurs vœux.

7 janvier 1790.

Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2671, fol. 117.

1037. — Procès-verbal de saisie, chez le sieur Weber, dit l'Allemand, libraire, sous les galeries du Palais-Royal, de nombre de brochures, séditieuses ou obscènes, notamment des *Étrennes aux grisettes*, par ordre du département de police.

8 janvier 1790.

Minutes (5 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

D'après la *Chronique de Paris* (numéro du 21 janvier 1790, p. 83), une sentence du tribunal de police renvoya par devant le tribunal criminel du Châtelet, le nommé Weber, dit l'Allemand, pour avoir vendu le libelle diffamatoire en question, et condamna le sieur Giffault qui colportait ce volume à un mois de prison.

1038. — Procès-verbal d'arrestation, sous les galeries du Palais-Royal, d'un jeune garçon qui avait vendu à deux abbés un poème intitulé les *Crimes de Paris*.

11 janvier 1790.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

1039. — Lettre des députés de la ville de Vernon, adressant un mémoire contre M. Dières, afin d'établir qu'il voulait opérer à Vernon une contre-révolution, et priant les délégués du district de se rendre à la Commune pour l'examen de cette question.

12 janvier 1790.

Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2665, fol. 93.

L'Assemblée des représentants de la Commune, après une longue discussion, déclara que la conduite de M. Dières était à tous égards irréprochable. Cf. les *Procès-verbaux* imprimés.

1040. — Motion du citoyen De Noyelle, à l'effet de faire porter directement au Trésor les espèces versées par les receveurs généraux des finances et des fermes, et d'empêcher le trafic du numéraire par les préposés des caisses publiques.

13 janvier 1790.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2665, fol. 90.

1041. — Lettre du département de police au sujet de l'interdiction des jeux au Cirque et au Panthéon, informant le district que, sur les représentations du citoyen Rose, locataire du Cirque, on a décidé que les petits jeux y seraient tolérés.

14 janvier 1790.

Minute signée, *B. N.*, Mss. nouv. acq. fr. 2671, fol. 119.

1042. — Lettre du département de police au district de Saint-Roch, pour autoriser la petite loterie du sieur Sauvat, en vue de faciliter le débit de ses marchandises, le maintien de l'interdiction devant entraîner la ruine de cet individu.

14 janvier 1790.

Minute signée et scellée, *B. N.*, Mss. nouv. acq. fr. 2671, fol. 120.

1043.— Lettre de M. Cellerier, lieutenant de maire au département des travaux publics, envoyant six exemplaires du tableau des détails qui composent l'administration des travaux publics.

15 janvier 1790.
Minute et imprimé (2 p.), *B. N.*, Mss. nouv. acq. fr. 2671, fol. 121.

1044. — Lettre de M. Boullemer de la Martinière, procureur syndic de la Commune, annonçant qu'il sera fait droit à la prière du district et que la sentence rendue le 13 janvier au tribunal de police contre le sieur Marie, maître boulanger, ne sera ni imprimée, ni affichée.

15 janvier 1790.
Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2671, fol. 123.

1045. — Lettre de M. Cahier de Gerville, procureur syndic adjoint, déclarant que la sentence rendue, le 16 décembre 1789, contre les sieurs Senard, bijoutier, et La Rive, son garçon, pour insultes à la garde nationale, dont le texte est joint à la lettre, n'a pu être affichée, le jugement n'ayant point ordonné l'affichage.

16 janvier 1790.
Minute et copie (2 p.), *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2671, fol. 126.

1046.— Lettre du département de police relativement à l'absence des commissaires du Châtelet et à la difficulté de les trouver.

25 janvier 1790.
Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2671, fol. 130.

1047. — Procès-verbal de saisie d'un jeu de loto ou quine, se jouant dans le passage Radziwill.

25 janvier 1790.
Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

1048. — Lettre du secrétaire de l'Assemblée des représentants de la Commune, demandant l'envoi dans les vingt-quatre heures de l'état des pauvres du district pour la répartition des 60,000 livres offertes par l'administration de la Caisse d'Escompte en vue de soulager les malheureux.

25 janvier 1790.
Minute signée, *B. N.*, Mss. nouv. acq. fr. 2671, fol. 134.

Ce don de 60,000 livres aux pauvres de la capitale avait été voté, par l'assemblée générale des actionnaires de la Caisse d'Escompte, le 16 janvier précédent. Cf. le *Journal de Paris*, nº 20, p. 80.

1049. — Procès-verbal de saisie chez un paulmier, rue et à côté du passage de Valois, de six exemplaires des *Étrennes aux grisettes*.

26 janvier 1790.
Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

1050. — Avis du district, portant qu'en vertu d'ordre de la mairie, le bal annoncé pour le soir au cirque du Palais-Royal n'aura pas lieu, et remise dudit ordre au poste du Palais-Royal pour le signifier au sieur Rose de Saint-Pierre, entrepreneur du cirque.

26 janvier 1790.
Minutes signées (2 p.), *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2671, fol. 132.

Voici l'annonce de ce bal dans la *Chronique de Paris* (numéro du 26 janvier 1790) : « Aujourd'hui, *grand bal de nuit non masqué*. On entrera à onze heures pour minuit. La garde sera doublée pour maintenir le bon ordre. Le prix de l'entrée est de 3 livres par personne indistinctement. »

1051. — Lettres du département de police, envoyant plusieurs exemplaires de l'ordonnance sur les hôtels garnis, du 18 janvier, et donnant des éclaircissements sur le rôle des commissaires, qui continueront à viser les livres des logeurs.

27 janvier 1790.
Minutes signées et imprimé (3 p.), *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2671, fol. 128, 135.

1052.— Lettre du département de police, renvoyant au district la demande du sieur Vernier, suisse du Palais-Royal, tendant à obtenir la restitution d'un billard saisi, le 13 janvier, avec d'autres jeux.

29 janvier 1790.
Minute signée, *B. N.*, Mss. nouv. acq. fr. 2671, fol. 138.

1053. — Lettre du département de police, demandant l'envoi du mémoire des fournitures faites par le sieur Peligrin, qui a été oublié.

29 janvier 1790.

Minute signée, *B. N.*, Mss. nouv. acq. fr. 2671, fol. 139.

1054. — Procès-verbal de descente dans une boutique sous les galeries de bois du Palais-Royal, où l'on jouait aux dés et au loto.

30 janvier 1790.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

1055. — Procès-verbal de perquisition chez le sieur Le Jay, libraire, rue d'Argenteuil, dénoncé comme exploitant une imprimerie clandestine.

31 janvier 1790.

Minutes (3 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins)

1056. — Requête du sieur Lecordier, sergent de la compagnie de la Croix, bataillon Saint-Honoré, à l'effet d'obtenir la restitution des sept couverts d'argent que retenait indûment le sieur Delomel, entrepreneur du spectacle de Beaujolais.

Janvier 1790.

Minute, *B. N.*, Mss. nouv. acq. fr. 2665, fol. 102.

Pierre-Charles Lecordier, marchand mercier, rue d'Argenteuil, se trouve sur la liste des électeurs de 1790 pour la section du Palais-Royal.

1057. — Lettre des représentants de la Commune, adressant les deux premiers titres du plan de municipalité, discutés et arrêtés par l'Assemblée, et priant d'envoyer les observations qui seront suggérées par leur examen.

Janvier 1790.

Circulaire imprimée, avec signatures, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2671, fol. 118.

1058. — Procès-verbal de saisie sur le sieur Pierre Dufresne, colporteur de feuilles périodiques, du nº CVIII de l'*Ami du peuple*, annexé au procès-verbal.

1er février 1790.

Minutes et imprimé (4 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

1059. — Procès-verbal d'arrestation et interrogatoire de Nicolas de Bavière, chevalier du Saint-Empire, qui paraît suspect.

1er février 1790.

Minutes (5 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

1060. — Procès-verbal de saisie chez le sieur Gouilly, libraire au Palais-Royal, près le café du Berceau-Lyrique, de diverses brochures, les unes obscènes, les autres politiques.

1er février 1790.

Minutes (2 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

1061.—Lettre du département de police, priant de pas insister, par raison d'économie, sur l'envoi de certificats imprimés pour les passeports.

1er février 1790.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2671, fol. 140.

1062. — Procès-verbal de saisie d'un numéro du journal *le Parisien nouvelliste*, à propos d'un article contre les soldats-citoyens du bataillon de Saint-Roch.

5 février 1790.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

Il s'agit, selon toute apparence, du *Parisien nouvelliste et critique* de 1790, journal anti-aristocratique, par une société d'hommes libres et vrais, qui eut vingt-et-un numéros.

1063. — Lettre de Michel-Ange-Bernard Mangourit, ancien magistrat et officier d'infanterie, qui a fait preuve de ses sentiments patriotiques dans le district des Enfants-Rouges et au siège de la Bastille, remerciant le district de l'avoir admis, lui et ses jeunes enfants, à la prestation du serment civique.

6 février 1790.

Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2665, fol. 115.

Le sieur Mangourit figure, en effet, parmi les vainqueurs de la Bastille. Cf. le t. I de notre Répertoire, nº 1402.

1064. — Déclaration de l'établissement d'une imprimerie, rue d'Argenteuil, par Noël-Martin Du Maha, ancien compagnon

imprimeur, qui fait hommage d'une brochure intitulée : *Adresse à l'Assemblée nationale..., par M. de Romainville, commandant de la garde nationale de Buc.*

6 février 1790.

Minute et imprimé (2 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

Le 23 février, Du Maha et M. de Romainville furent l'objet de poursuites judiciaires, le premier pour avoir imprimé, le second pour avoir composé le pamphlet intitulé : *Nouvelle Trahison de M. le baron de Besenval.* Cf. le t. I de notre Répertoire, nos 1138 et 1139.

1065. — Procès-verbal de saisie sur le sieur Jean-Louis Igouf, gagne-denier, de quatre volumes, en tête desquels sont des gravures très indécentes, l'un d'eux intitulé : *La Messaline française ou les Nuits de la duchesse de P*(olignac); un autre, *la Lanterne magique ou Fléaux des aristocrates.*

9 février 1790.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

Le premier de ces ouvrages est un pamphlet immonde contre Marie-Antoinette, dont voici le titre complet : *La Messaline française ou les Nuits de la duchesse de Polignac et Aventures mystérieuses de la princesse d'Henin et de la Reine.* A Tribaldis, de l'imprimerie de Priape, 1789, in-18 de 101 pages, avec une gravure libre intitulée : *le Bosquet de Versailles.*

Le second est intitulé : *la Lanterne magique, ou Fléaux des aristocrates ; Étrennes d'un patriote, dédiées aux Français libres, ouvrage orné d'estampes et de couplets analogues.* Berne et Paris, chez Mme Dubois, 1790, in-12, *B. N.*, Lb40, no 2752.

La *Chronique de Paris* (numéro du 9 janvier 1790) donne de cet ouvrage l'appréciation suivante : « Ces *Étrennes* sont d'une exécution fort agréable, quelques-unes des gravures sont ingénieuses. C'est la mignature de la Révolution. »

1066.— Lettre du département de police, priant le district d'assurer l'exécution de l'ordonnance du 31 janvier, qui interdit les masques, et de prévenir, pendant les jours gras, tous désordres dans les guinguettes et bals, surtout dans le faubourg Saint-Honoré.

10 février 1790.

Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2671, fol. 142.

L'ordonnance de police en question est analysée dans la *Chronique de Paris* (numéro du 4 février 1790).

1067. — Lettre du département de police concernant l'ordonnance mise en marge du procès-verbal dressé au sujet des vidanges laissées rue des Moineaux.

13 février 1790.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2671, fol. 143.

1068. — Procès-verbal de saisie sur un colporteur de diverses brochures prohibées, notamment de la *Confession générale de M. Necker et de l'Assemblée nationale*, du *Domine salvum*, des *Étrennes aux grisettes.*

13 février 1790.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

Le *Domine salvum fac Regem* est un pamphlet de Peltier qui parut le 21 octobre 1789, avec l'indication suivante : Sur les bords du Gange, 29 pages in-8o, pamphlet, dans lequel était dénoncée au public une conjuration régicide (*A. N.*, AD1 75 ; *B. N.*, Lb 39, no 2473). D'après les *Révolutions de Paris* (no XV, p. 31; XVII, p. 31), l'auteur de ce libelle, qui n'a d'autre mérite que la singularité du titre et sa méchanceté, fut arrêté le 1er novembre au théâtre de Monsieur et conduit au Comité des recherches.

Le *Courrier de Paris*, par Gorsas, t. V, no IX, p. 136, consacre également un article à cet écrit incendiaire « qui n'est lu, dit-il, que pour être méprisé et justifierait le duc d'Orléans auprès des personnes intéressées à le croire coupable. »

1069. — Procès-verbal de saisie sur un colporteur de sept exemplaires de la brochure intitulée : *Nouvelle Trahison de M. le baron de Besenval et son Emprisonnement*, brochure signalée à l'attention du poste du Palais-Royal par un ordre de M. de Lafayette.

23 février 1790.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

1070. — Lettre de M. Mitouflet de Beauvois, procureur syndic adjoint, au sujet du rapport fait, le 26 janvier, contre le sieur Duquesnoy, qui sera assigné au premier jour, dès que l'on connaîtra son domicile.

24 février 1790.

Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv acq. fr. 2671, fol. 148.

1071. — Lettres du département de police, soumettant à l'examen du district un

projet de règlement pour astreindre les fripiers, brocanteurs et revendeurs au port d'une médaille, à l'inscription de leurs achats sur un livre visé au district, et à d'autres dispositions propres à diminuer la fréquence des vols.

24 février, 23 mars 1790.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2671, fol. 149, 156.

1072. — Procès-verbal de saisie dans une boutique de libraire, au Palais-Royal, de brochures, intitulées : *Nullité et Despotisme de l'Assemblée prétendue nationale; les Chefs des jacobites aux Français; du Mariage des ministres de la religion.*

25 février 1790.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

Nullité et Despotisme de l'Assemblée prétendue nationale, par le comte A. F. C. (Ferrand, d'après Barbier), Paris, 1790, in-8°, 36 pages, *B. N.*, Lb 39, n° 2906.

Les Chefs des jacobites aux Français, du 16 février 1789, au petit club, rue Basse-du-Rempart, plaquette de 16 pages in-8°, *A. N.*, AD[1] 62.

1073. — Lettre du sieur Didelot, soldat-citoyen, demandant un certificat.

26 février 1790.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2665, fol. 135.

1074. — Requête du sieur Dunoyer, ancien capitaine d'infanterie et ancien officier commandant de Saint-Roch, priant de le recommander au district des Filles-Saint-Thomas pour en obtenir les secours dont il a besoin.

26 février 1790.

Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2665, fol. 142

1075. — Lettre du département des subsistances, annonçant que l'on réparera l'omission de plusieurs noms parmi ceux des députés des districts qui figurent au bas du procès-verbal de la visite faite, le lundi précédent, à l'École militaire.

26 février 1790.

Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2671, fol. 151.

1076. — Envoi par le sieur Goblet, instituteur, d'un mémoire relatif aux abus à réformer dans la police des rues.

28 février 1790.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2665, fol. 144.

1077. — Adresse de la compagnie Bergeron, du bataillon de Saint-Roch, remerciant du choix par le district du sieur Ladmiral pour son chirurgien.

28 février 1790.

Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2665, fol. 148.

1078. — Lettre du district, approuvant le mémoire et le projet de règlement présenté par M. Toutblanc en faveur des maîtres d'hôtels garnis.

Sans date (février 1790).

Minutes (2 p.), *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2665, fol. 119.

M. Toutblanc était le commissaire de police du district de Saint-Roch.

1079. — Lettre du comité en réponse à la lettre de reproche du maire au département de police, relativement aux poursuites à exercer contre les maisons de jeu, déclarant que le peu de suite donnée aux procès-verbaux enhardit les joueurs et décourage les commissaires.

Février 1790.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2671, fol. 145.

1080. — Délibération du district, déléguant des commissaires auprès de M. Peuchet, administrateur de la municipalité, au sujet de tentatives faites pour acheter le suffrage d'un citoyen.

3 mars 1790.

Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2665, fol. 2.

1081. — Lettre du sieur Deck, maître de mathématiques, offrant d'instruire gratuitement, dans le génie et l'artillerie, deux écoliers du district.

3 mars 1790.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2665, fol. 156.

1082. — Lettre du sieur de Rauly, secrétaire capitaine du bataillon de Saint-Magloire, annonçant la création d'un club sous le nom de *Club de la liberté* et envoyant, à l'occasion de l'inauguration de ce club, une somme de 900 livres, applicable aux besoins du district.

5 mars 1790.
Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2665, fol. 162.

1083. — Procès-verbal de saisie à l'imprimerie Pain, rue des Bons-Enfants, de 957 exemplaires des *Réclamations des provinces contre les opérations de leurs députés*, de 80 exemplaires de la *Confidence aux Etats-Généraux* et de 28 exemplaires de la *Protestation de M. de Mirabeau.*

5 mars 1790.
Minute signée, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

Réclamations des provinces contre les opérations de leurs députés, en province, aux dépens des provinces, 1790, in-8°, *B. N.*, Lb 39, n° 2840.

La *Protestation de M. de Mirabeau* doit être l'ouvrage intitulé : *Protestation de MM. de Mirabeau, Chapelier, Clermont-Tonnerre*, *B. N.*, Lb 39, n° 2982.

Les Confidences aux Etats-Généraux, comédie en trois actes, en prose, 1790, brochure in-8° de 74 pages, *A. N.*, AD[1] 81.

1084. — Lettre du sieur Rousselot, demandant l'approbation du comité pour le mémoire qu'il lui adresse.

8 mars 1790.
Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2665, fol. 171.

1085. — Arrêté du district des Feuillants, déléguant des commissaires auprès du district de Saint-Roch pour connaître les motifs de la conduite du curé de cette église lors de l'enterrement du cent-suisse de la garde du Roi.

8 mars 1790.
Extrait conforme, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2665, fol. 172.

La *Chronique de Paris*, dans le numéro du 6 mars 1790, p. 257, s'étend assez longuement sur les incidents scandaleux provoqués par le service funèbre célébré le 4 mars, à Saint-Roch, pour un cent-suisse qui avait été tué d'un coup de fleuret dans l'œil, au cours d'un assaut; le curé de Saint-Roch, après l'office funèbre, s'était retiré ainsi que son clergé, refusant d'accompagner le corps au cimetière, déclarant « qu'il aimerait mieux être mené à la lanterne, et qu'il n'ouvrait la grande porte de l'église que pour les grands convois ». M. Imbert, aide-major du bataillon des Feuillants, qui avait assisté au service avec un détachement de ce bataillon, fit ouvrir la grande porte et obligea le clergé à conduire le corps au cimetière.

1086. — Déclaration de la dame Caunet, portant qu'on a offert à son mari 6 livres et à dîner, à l'effet d'obtenir sa voix pour la nomination d'un président.

8 mars 1790.
Minute signée, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

1087. — Lettre de M. Bailly, maire de Paris, au sujet de l'arrestation et de la visite de la voiture de M. de Mercy, ambassadeur de l'Empire, à la barrière, contrairement aux immunités des ambassadeurs, priant de prendre des mesures pour que pareils faits ne puissent se reproduire.

8 mars 1790.
Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2671, fol. 152.

1088. — Procès-verbal d'arrestation d'une femme qui vendait sous les arcades du Berceau-Lyrique les brochures suivantes : *Réflexions sur le jugement de Midas*, *Au diable le Jureur*, *le Faux Serment*, *Je peux bien foutre mon avis*, *la Calotte renversée.*

11 mars 1790.
Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

Je peux bien foutre mon avis tout comme un autre, ou *Tout est au cinquante-cinq foutre, l'âne et les poires*, raisonnement énergique du R. P. Dom Jean de Domfront. Paris, de l'imprimerie du compère Mathieu, député de la Rapée à l'Assemblée nationale, 1790, in-8°, *B. N.*, Lb 39, n° 8534.

Révolutions ecclésiastiques ou la Calotte renversée, publiées par ordre de Mgr l'archevêque de Bordeaux. Paris, de l'imprimerie de l'archevêque, 1790, in-8°, 22 p., *B. N.*, Lb 39, n° 8254.

Cf. Paul Lacombe, *Essai d'une bibliographie des ouvrages relatifs à l'histoire religieuse de Paris pendant la Révolution*, n° 66.

1089. — Procès-verbal d'arrestation au Palais-Royal et interrogatoire d'un colpor-

teur sur lequel on avait saisi cent exemplaires de la brochure intitulée : *Dialogue ou Entretien de M. Clergé avec Mme Nation.*

12 mars 1790.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

Le *Dialogue ou Entretien de M. Clergé avec Mme Nation*, pamphlet contre le clergé, est de Jean Barth. Paris, imprimerie des démocrates, rue Sans-Détour, in-8°. *S. d.*, pièce in-8°, 20 pages, *B. N.*, Lb 39, n° 8058.

1090. — Lettre de Miss Scott Godfrey, maîtresse de langue anglaise, annonçant l'ouverture d'un cours gratuit pour soixante jeunes filles, et priant le district de faire choix d'une élève.

13 mars 1790.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2665, fol. 179.

1091. — Lettre du comité de la Ville chargé de l'affaire des théâtres, assurant que l'on s'occupe sans relâche de l'examen des mémoires des marchands du Palais-Royal, présentés à la Commune touchant la demande de Mlle de Montansier.

13 mars 1790.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2671, fol. 155.

Mlle de Montansier ouvrit son théâtre le 13 avril, par les *Epoux mécontents*, opéra bouffon en quatre actes, imité de l'italien. V. dans la *Chronique de Paris*, numéro du 14 avril 1790, p. 414, le compte rendu de cette représentation ; dans un autre article, p. 459, le rédacteur du même journal constate le succès du spectacle de Mlle de Montansier, ajoutant : « Nous ne pensons pas que personne puisse prétendre la troubler sous le vain prétexte qu'elle n'a pas de privilège. »

Cf. *Procès-verbaux de l'Assemblée des représentants de la Commune*, t. VI, p. 269.

1092. — Lettre de Mme Tardif d'Etrefontaine, au président du district, pour lui demander des secours, en rappelant que ses aïeux ont laissé 20,000 livres à la fabrique de Saint-Roch.

15 mars 1790.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2665, fol. 180.

1093. — Procès-verbal d'arrestation et interrogatoire d'un colporteur qui avait un paquet de la brochure intitulée : *la France visible ou Quelques Traits caractéristiques aux Français.*

15 mars 1790.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

La brochure qui porte ce titre est suivie d'un poème héroïque, *l'Heureux Jour*, et forme une plaquette de 15 pages in-8°, *A. N.*, AD¹ 64

1094. — Motion du sieur de Malessart, demandant, en raison du vol commis à son préjudice, l'organisation de fréquentes patrouilles dans les rues du district, et des postes de sentinelles dans les principaux carrefours.

10 mars 1790.

Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2665, fol. 193.

1095. — Requête des marchands du Palais-Royal, priant le district d'envoyer des députés auprès des districts voisins, à l'effet de solliciter la réouverture du spectacle du Palais-Royal.

24 mars 1790.

Original signé, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2665, fol. 200.

1096. — Lettre de M. Bailly, maire de Paris, regrettant de ne pouvoir régler la fourniture du sieur Bazin, la municipalité ayant décidé de payer les districts avant les particuliers.

25 mars 1790.

Original signé, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2665, fol. 196.

1097. — Lettres de M. Bailly, maire de Paris, transmettant copie d'une lettre de M. de La Rochefoucauld, président du comité nommé par l'Assemblée pour la vente des biens du clergé, afin d'activer le travail avec les commissaires de la municipalité.

26 mars 1790.

Originaux signés et copie (3 p.), *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2665, fol. 198, 207.

1098. — Lettre de M. Bailly, maire de Paris, demandant la désignation d'un député à l'effet de concourir à l'élection des commissaires chargés de s'entendre avec ceux de l'Assemblée nationale pour la vente

des biens du clergé, et procès-verbal de la nomination dudit député.

29, 30 mars 1790.
Original signé et extrait (2 p.), Mss., nouv. acq. fr. 2665, fol. 209.

1099. — Lettre du département de police de l'Hôtel de Ville au district de Saint-Roch, le priant de rendre la canne à épée saisie sur M. de Lespinay.

30 mars 1790.
Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

1100. — Procès-verbal d'arrestation et interrogatoire de Nicolas de Bavière, chevalier du Saint-Empire-Romain, accusé d'avoir escroqué un billet de 200 livres de la Caisse d'Escompte.

30 mars 1790.
Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

1101. — Procès-verbal d'arrestation et interrogatoire d'un individu qui avait causé un attroupement dans le Palais-Royal, en tenant des propos incendiaires, en disant notamment « que les princes avaient bien fait d'emporter du numéraire ».

31 mars 1790.
Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

1102. — Rapport relatif aux arrêtés pris dans les assemblées générales du district des Enfants-Rouges, contre l'établissement d'un corps d'artillerie et la nomination par les deux cent quarante membres de la Commune de tout l'état-major et des officiers soldés de la garde nationale.

Mars 1790.
Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2665, fol. 154.

1103. — Suppliques d'un sieur Collinet, coutelier, pour être employé aux travaux publics, et d'un sieur Dubas, bourrelier, pour obtenir des secours.

Mars 1790.
Minutes (2 p.), *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2665, fol. 191, 192.

1104. — Lettre du sieur Bienaimé, employé à la trésorerie des États de Bretagne, exprimant ses regrets de ne pouvoir accepter la place de commissaire.

2 avril 1790.
Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2665, fol. 214.

1105. — Lettre du sieur Fulchiron, au sujet de l'élargissement sous caution du sieur Poussin, volontaire de sa compagnie, détenu à l'Abbaye.

2 avril 1790.
Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2665, fol. 215.

Aimé-Gabriel Fulchiron, banquier, rue Sainte-Anne, administrateur de la Caisse d'Escompte en 1792, figure parmi les électeurs de la section du Palais-Royal en 1790 et 1792. Il était capitaine commandant de la 2e compagnie du bataillon de Saint-Roch; ce fut chez lui que se réfugia l'abbé Maury, lors de son aventure le 13 avril 1790.

1106. — Lettre du sieur de Charançon, invitant à l'expérience publique d'un nouveau système de réverbère, rue Neuve-des-Petits-Champs.

4 avril 1790.
Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2665, fol. 216.

1107. — Procès-verbal d'arrestation et interrogatoire d'un individu porteur d'une brochure ayant pour titre : *La Passion et la Mort de Louis XVI, Roi des juifs et des chrétiens*.

4 avril 1790.
Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

La Passion et la Mort de Louis XVI, Roi des juifs et des chrétiens, porte la mention : A Jérusalem, 1790, in-8o. En tête se trouve une gravure représentant Louis XVI sur la croix entre un évêque et un noble. La dédicace est signée : Le baron de Menou, évangéliste et président du Manège, *A. N.*, AD I 75; *B. N.*, Lb 39, no 3180. Le *Courrier de Paris*, par Gorsas, t. X, no XXVIII, p. 434, consacre un article à ce libelle qu'il flétrit dans des termes indignés.

1108. — Lettre des trésoriers des dons patriotiques au président du district, pour obtenir le payement d'un mandat de 50 liv. souscrit par le sieur Maréchal, faisant partie

de ceux déposés à la caisse des dons patriotiques par le bataillon du district.

9 avril 1790.

Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2665, fol. 237.

1109. — Procès-verbal dressé sur la déclaration du marquis de Saint-Huruge, au sujet d'une rixe qui s'était produite au sortir du café de Valois, où il venait de raconter la malheureuse affaire de Lille, du 8 avril, entre lui et le chevalier de Ladevèze, avec déposition dudit chevalier.

10 avril 1790.

Minute signée, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

La rixe en question se produisit le 10 avril, à six heures du soir, et non le 10 mars, comme le porte par erreur le procès-verbal; elle fut provoquée par le langage agressif du marquis de Saint-Huruge, à propos du conflit qui s'était élevé à Lille entre les régiments Royal-Vaisseau et de la Couronne, d'une part, et le Colonel-Général infanterie et un régiment de chasseurs, d'autre part. Cf. le *Courrier de Paris*, par Gorsas, t. XI, n° VI, p. 83; n° VII, p. 105; n° VIII, p. 125.

1110. — Ordre du département de police pour inviter deux jeunes gens, MM. Danès frères, logés dans la maison Devaux, appartement de l'abbé Garoti, à se rendre à l'hôtel de la mairie pour y être interrogés.

11 avril 1790.

Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2671, fol. 158.

1111. — Rapport contre l'abbé Meunier, curé de Pont-Sainte-Maxence, auteur de motions séditieuses, arrêté par le peuple et conduit au corps de garde du Palais-Royal.

13 avril 1790.

Minute signée; parmi les signataires, figure Palloy, maître maçon de la Bastille. *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

V. dans la *Chronique de Paris*, numéro du 20 mai 1790, p. 558, le récit de l'arrestation de ce génovéfain, qui se prétendait curé de Pont-Sainte-Maxence, armé d'une canne à épée et deux pistolets, lequel faisait des motions aux Tuileries, invitant le peuple à se réunir pour demander la conservation des biens ecclésiastiques. M. Sallentin, député, adressa, le 20 mai, au même journal, une lettre pour prendre la défense du curé de Pont-Sainte-Maxence et attester qu'il n'avait point quitté le pays.

1112. — Lettre du département de police au sujet du refus du sieur Soupiron, de quitter un appartement garni rue Neuve-des-Petits-Champs, à lui loué par la dame Grégoire.

15 avril 1790.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2671, fol. 159.

1113. — Lettre fausse de l'abbé de Vermond à l'abbé du Perron, l'engageant à brûler les papiers qui lui avaient été confiés par Bertier et Foullon, avec procès-verbal du dépôt de cette lettre aux archives du district de Saint-Roch et interrogatoire du sieur Jullien qui en avait donné lecture dans le jardin du Palais-Royal.

26 avril 1790.

Minutes (6 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

V. le procès-verbal d'arrestation et l'interrogatoire du sieur Jullien par le commissaire Sirebeau, t. I de notre Répertoire, n° 758.

1114. — Lettre du département de police, priant le district d'envoyer ses commissaires chez tous les logeurs et de faire faire un relevé exact des étrangers qui s'y trouvent, surtout des Italiens, pour arriver à débarrasser Paris de cette foule de mendiants et vagabonds qui inondent les lieux publics et sollicitent l'aumône d'un ton menaçant.

26 avril 1790.

Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2671, fol. 160.

1115. — Procès-verbal de saisie des brochures intitulées : *La Galerie des Etats-Généraux; Mémoire à consulter et Consultation sur la compétence de l'Assemblée nationale par rapport aux décrets qu'elle a rendus; Peuple français, vous êtes trompé; Appel à la liberté, au bon sens et à la vérité;* avec ordre du comité de police de Saint-Roch de brûler immédiatement ces brochures.

28 avril 1790.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

La *Galerie des Etats-Généraux*, s. l., 1789, 2 vol. in-8°, renferme une série de biographies des Constituants sous des noms d'emprunt, par le marquis de Luchet, le comte de Rivarol, le comte de Mirabeau et Choderlos de Laclos,

d'après Barbier, *A. N.*, AD[1] 84 ; *B N.*, Lb 39, n° 1784.

Le *Mémoire à consulter*, etc., du 10 janvier, in-8°, *B. N.*, Lb 39, n°s 2811, 2812.

Peuple français, vous êtes trompé. De l'imprimerie des Capucins, pièce in-8°, *B. N.*, Lb 39, n° 2911.

1116 — Mémoire sur les abus et les dangers de la contrainte par corps, par M. Delafont-Pouloti, avec rapport des commissaires chargés de l'examiner.

Avril 1790.

Minutes (2 p.), *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2665, fol. 222, 225.

1117. — Lettre du département de police au sujet du bal du Cirque annoncé pour le jour de Pâques, déclarant que, dans l'ancien usage, les wauxhalls n'étaient point interdits le jour de cette fête.

Avril 1790.

Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2671, fol. 157.

1118. — Déclaration de l'abbé Jean-Joseph Gravier, relative au dépôt du manuscrit d'un sermon qu'il a prêché, le jour même, dans l'église de Saint-Roch, lequel a donné lieu à des inculpations graves et calomnieuses.

2 mai 1790.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

1119. — Rapport de M. de Longrais, au sujet de la distribution du travail entre les quatre secrétaires-rédacteurs, et des mesures à prendre pour empêcher l'introduction des étrangers dans les assemblées du district et pour la formation de la liste des citoyens actifs.

4 mai 1790.

Minutes (3 p.), *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2665, fol. 242 et suivants.

1120. — Rapport du sieur Delahaute sur le mémoire du sieur Loppin, brocanteur fripier, rue des Moineaux, qui demande l'appui du comité pour la mise à exécution d'une sentence du Châtelet condamnant le sieur Coupelle à 1,200 livres de dommages-intérêts pour avoir écrasé son enfant.

7 mai 1790.

Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2665, fol. 250.

1121. — Rapport du sieur Chamseru sur un factum contre le sieur de La Noraye, accusé de mauvais procédés à l'égard de créanciers du régiment des ci-devant gardes-françaises.

11 mai 1790.

Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2665, fol. 252.

1122. — Lettre du département de police militaire, accompagnant l'envoi de quarante exemplaires de bulletins d'emprisonnement pour les militaires menés à la prison de police et priant d'y faire inscrire le nom du soldat et celui de son régiment.

12 mai 1790.

Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2671, fol. 161.

1123. — Procès-verbaux relatifs aux troubles survenus dans la rue Royale à propos de la réunion contre-révolutionnaire du *Salon français*, avec un précis des faits, lettres de M. Bailly, lettres et ordonnances du département de police, arrêtés du district de Saint-Roch et statuts imprimés de la Société du *Salon français*.

14 mai 1790.

Minutes (1 dos.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

V. le récit de ces troubles dans le *Courrier de Paris*, par Gorsas, t. XII, n° IX, p. 130. On voit dans la *Chronique de Paris*, numéro du 16 mai 1790, p. 542, que le peuple ne cessa de poursuivre l'assemblée de la rue Royale, dite *Club français*, de ses huées, en faisant un véritable charivari, afin de l'obliger à déguerpir.

1124. — Procès-verbal d'arrestation dans l'attroupement de la rue Royale d'un jeune garçon qui invectivait la garde nationale et avait dit « qu'il jouerait à pair ou non la vie du vicomte de Mirabeau, » lequel, relâché après vingt-quatre heures passées au violon, tint de nouveau les mêmes propos.

14 mai 1790.

Minutes (2 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

1125. — Déclaration relative à des propos incendiaires tenus chez le sieur Gattey, li-

braire au Palais-Royal, contre M. Necker et l'Assemblée nationale.

21 mai 1790.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

1126. — Procès-verbal de saisie chez le sieur Gattey, libraire au Palais-Royal, chez lequel se portait la foule, de six paquets des *Actes des apôtres* et d'un paquet d'une brochure intitulée : *Mes amis, voici comment tout iroit bien*.

21 mai 1790.

Minute, portant entre autres signatures celle de Peuchet, administrateur de la police, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

Le pamphlet *Mes Amis, voici comment tout iroit bien*, est daté d'avril 1790, brochure in-8° de 72 pages, prix, 18 sous, *A. N.*, AD[1] 63; *B. N.*, Lb 39, n° 3280.

Cf. au sujet de la descente populaire, chez le libraire Gattey, la brochure intitulée : *L'Aristocratie du libraire Gattey punie par le peuple ou Supplice des Actes des apôtres*, Paris, imp. de LL. Girard, pièce in-8°, *B. N.*, Lb 39, n° 3140.

1127.—Lettre de M. Mitouflet de Beauvois, procureur syndic adjoint de la Commune, accusant réception du procès-verbal qui contient l'énumération des ouvrages saisis chez M. Gattey, annonçant que le procureur du Roi au Châtelet est saisi de cette affaire, et demandant des renseignements au sujet de l'exécution du jugement qui défend l'assemblée du *Salon français*, avec réponses du comité de Saint-Roch.

22 mai 1790.

Minutes signées (3 p.), *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2671, fol. 162.

L'ordonnance rendue par le tribunal de police pour interdire à l'assemblée, connue sous le nom de *Salon français*, de se tenir désormais rue Royale, se trouve indiquée et commentée dans la *Chronique de Paris*, numéro du 17 mai 1790, p. 546.

1128. — Procès-verbal de saisie chez Pain, imprimeur libraire au Palais-Royal, d'ouvrages diffamatoires, tels que *Conseils utiles* (161 exemplaires); *Les Douleurs de Louis XVI enfin connues de son peuple* (94 exemplaires); *Lettre intéressante de M. de Lafayette* (7 exemplaires); *L'Ami des Français* (5 exemplaires); *Nous sommes foutus* (6 exemplaires); *Les Sottises de la semaine* et *les Actes des apôtres*.

28 mai 1790.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

Les Douleurs de Louis XVI enfin connues de ses sujets, l'an Ier de la captivité de Louis XVI, plaquette de 7 pages, *A. N.*, AD[1] 75.

Lettre intéressante de M. de Lafayette, suivie des 6e et 7e lettres d'un commerçant à un cultivateur, mars 1790, 28 pages, *A. N.*, AD[1] 54.

Nous sommes foutus, s. l., imprimerie du compère Ligneul, savetier aristocratique, foutre, pièce in-8°, *B. N.*, Lb 39, n° 2778.

1129. — Procès-verbal de saisie entre les mains d'un colporteur, dans le Palais-Royal, d'une brochure intitulée : *La Cabale d'Orléans ressuscitée et dévoilée par un bon citoyen*, et ordre d'envoi dudit colporteur à la Force par le département de police.

30 mai 1790.

Minute, avec un exemplaire de cet imprimé (3 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

Cf. *A. N.*, AD[1] 75; *B. N.*, Lb 39, n° 3501.

Le *Courrier de Paris*, par Gorsas, t. XII, n° XXX, p. 469, parle en ces termes de ce pamphlet : « Il paraît depuis deux ou trois jours une infamie appelée *la Cabale d'Orléans ;* c'est un réchauffé de la *Gazette de Paris*, des *Actes des apôtres.* »

1130.— Lettre du département de police, priant le district de veiller à l'exécution de l'ordonnance qui vient d'être affichée pour l'arrosage des rues de Paris pendant les chaleurs.

30 mai 1790.

Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2671, fol. 165.

1131. — Rapport de police, constatant les boutiques non fermées et les maisons non tapissées sur le passage de la procession de la Fête-Dieu.

3 juin 1790.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

1132. — Procès-verbal d'arrestation d'un homme et d'une femme sur lesquels ont été trouvés les ouvrages suivants, reliés en veau, dorés sur tranche, remplis de gravures obscènes : *le Martius français*, *la Fille*

de joie ou les Mémoires de Fanny, l'Arétin français, la Foutromanie.

4 juin 1790.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

Le Meursius français ou Entretiens galants d'Aloysia, Cythère (Paris, caractères de Didot le jeune, Cazin), 1782, 2 vol. in-18, 12 figures libres de Borel, gravées par Elluin. Il existe trois éditions de cet ouvrage célèbre, sans parler d'une contrefaçon. Cf. la *Bibliographie des ouvrages relatifs à l'amour, aux femmes, au mariage*, t. VI, p. 43.

La Fille de joie, ou les Mémoires de Miss Fanny, écrits par elle-même, traduction française du roman anglais de Cleland, qui eut de nombreuses éditions, notamment celles de Londres, 1776, en 2 vol. in-18, et celle de Paris, chez Me Gourdan, 1786, in-8°.

L'Arétin français, par un membre de l'Académie des dames (F. Nogaret), Londres, 1787, suivi des épices de Vénus, en deux parties in-18, avec 19 gravures en taille-douce, gravées par Elluin, d'après Borel.

La Foutromanie, poème en six chants de Senac de Meilhan, Sardanopolis, 1778, 79 pages, avec 6 planches, maintes fois réimprimé.

1133. — Lettre de M. Collenot d'Angremont, se justifiant de l'imputation d'avoir gardé des fonds provenant de contributions volontaires reçues le 16 juillet 1789, et faisant le récit des missions qu'il remplit le 15 juillet; ainsi que des circonstances critiques dans lesquelles il accepta provisoirement les fonctions de président du district de Saint-Roch, avec une lettre explicative du frère de Collenot d'Angremont.

9 juin 1790.

Minutes signées (2 p.), *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2665, fol. 259.

1134. — Motion du sieur Delahaute, ex-commissaire, proposant, en témoignage de gratitude à la fabrique de Saint-Roch, de lui faire cadeau d'un ciboire pour remplacer celui qui a été volé, et décision portant que le sieur Odiot, orfèvre, sera chargé de son exécution.

9 juin 1790.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2665, fol. 263.

V. au sujet de ce vol la brochure intitulée : *Détail de l'horrible complot et exécrable sacrilège commis dans l'église de Saint-Roch par des brigands inconnus qui ont volé les vases sacrés.* Paris, imp. de Girard, *B. N.*, Lb 39, n° 7920.

Cf. *les Révolutions de Paris*, n° 49, p. 586, et le *Journal général de la Cour*, t. III, p. 493.

1135. — Lettre du district au comité des Fermes générales, sollicitant le remboursement des dépenses faites pour l'ameublement du corps de garde de la barrière qui a été occupé plusieurs fois par le bataillon de Saint-Roch et se trouve actuellement confié aux chasseurs.

14 juin 1790.

Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2665, fol. 265.

1136. — Procès-verbal relatif au chevalier d'Algray, ancien officier au régiment de Boulonnais, atteint d'aliénation mentale et qui s'intitule duc de Montmorency, fils du prince de Tingry.

14 juin 1790.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

1137. — Permission de l'état major général de la garde nationale et de la municipalité au sieur Texier, pour l'ouverture d'un spectacle, sous le nom de spectacle militaire, où seront représentés des combats et sièges, et requête présentée au district par ledit Texier qui vient de traiter avec l'entrepreneur du Cirque du Palais-Royal.

15 juin 1790.

Copie et minute (2 p.), *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2665, fol. 266, 267.

1138. — Procès-verbal d'arrestation de Simon-François Boudart, curé de la Couture dans le pays de Béthune, pour avoir distribué à des colporteurs, autour de l'Assemblée, une brochure ayant pour titre : *Les Fondateurs à la barre de l'Assemblée nationale.*

17 juin 1790.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins); copie conforme, *A. N.*, D XXIXb 11, n° 120. Cf. *B. N.*, Lb 39, n° 8431.

1139. — Permission au commissaire de police du district de se transporter chez le sieur Boulenoy, imprimeur, rue Saint-Honoré, pour y saisir le *Postillon*, à la requête de la dame Calais.

17 juin 1790.

Original signé, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2665, fol. 268.

Le Postillon, par Calais, de l'imprimerie du

Postillon, rue d'Argenteuil, n° 20, qui comprend 597 numéros en 12 vol. in-8°, dut se défendre contre une concurrence effrénée, et eut de nombreuses contrefaçons, qui sont mentionnées dans la *Bibliographie de la presse périodique*, p. 186.

1140. — Lettre de M. Harvoin, commandant du bataillon de Saint-Roch, transmettant à l'appui de sa motion, la copie d'une lettre de M. d'Espenan, soldat de la 3e compagnie de volontaires, qui signale le danger pour la tranquillité publique de la présence de jeux de hasard dans les baraques de bois du Palais-Royal.

17 juin 1790.

Minute et copie (2 p.), *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2665, fol. 269.

Le Courrier de Paris, par Gorsas, dans son numéro du 13 avril 1790, t. XI, n° VIII, p. 122, reproduit une lettre à l'adresse de Messieurs du district de Saint-Roch, qui s'élève avec énergie contre l'établissement projeté d'un jeu de biribi dans le Cirque du Palais-Royal. Cf. le n° 1042 de notre Répertoire.

1141. — Lettre de M. Bailly, maire de Paris, regrettant de ne pouvoir donner satisfaction aux demandes du district, l'augmentation du nombre des ateliers de charité, en conséquence du décret sur la mendicité, devant absorber les fonds destinés à secourir les nécessiteux de la capitale.

18 juin 1790.

Original signé, *B. N.*, Mss., nouv. acq fr. 2665, fol. 272.

1142. — Procès-verbal d'arrestation de l'abbé Charles-Pierre de La Boulaye, âgé de dix-huit ans, qui avait tenu des propos incendiaires au Palais-Royal, sur lequel on avait saisi un pistolet chargé et que la foule avait failli jeter dans le bassin.

18 juin 1790.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

1143. — Lettre du sieur Gerin, donnant sa démission des fonctions dont il a été chargé par le bureau militaire.

21 juin 1790.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2665, fol. 273.

1144. — Procès-verbal d'arrestation de Victor-Jacques-Guy-Georges-Henry de Quitry, ex-capitaine au régiment Royal-Dragons, âgé de vingt-quatre ans, pour avoir injurié un factionnaire et ensuite bravé et insulté l'officier dans le corps de garde.

22 juin 1790.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

1145. — Mémoire du sieur Herman, sergent-major des chasseurs du bataillon de Saint-Roch et l'un des rédacteurs du *Journal de Versailles*, demandant, à l'occasion de la fête de la Fédération, une visite de l'égout servant à la décharge des eaux de l'École militaire et une garde de dix-neuf volontaires chaque jour, pour empêcher l'introduction de matières suspectes dans cet égout.

24 juin 1790.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2665, fol. 279.

1146. — Procès-verbal de l'arrestation, par le commissaire de police du district chargé de la surveillance des filles publiques, de deux particulières trouvées au coin de la rue d'Argenteuil.

25 juin 1790.

Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2665, fol. 231.

1147. — Lettre du sieur Burlet, suisse du duc d'Orléans, contre les allégations de l'officier de garde au Palais-Royal, au sujet de la grille du péristyle qui avait été forcée.

25 juin 1790.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2665, fol. 277.

1148. — Lettre du sieur Bause, chirurgien-major à Sarcus, demandant à être compris parmi les vainqueurs de la Bastille et déclarant qu'il enleva, au magasin des Invalides, des munitions et partagea des cartouches avec le détachement de Saint-Honoré et de l'Oratoire qui l'avait escorté.

25 juin 1790.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2665. fol. 282.

1149. — Lettres du sieur Boucher, lieutenant de l'ancienne garde nationale de

Montmartre, au sujet de la réunion si désirée d'une partie de l'ancien canton de Montmartre à la section.

26 juin 1790.

Minutes (2 p.), *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2665, fol. 287.

1150. — Lettres du sieur Deltufo, directeur de la Société polysophique, adressant un projet de rédaction qui lui est demandé par le district des Filles-Saint-Thomas, et réponse du sieur Billecocq, président de la section de Saint-Roch, déclarant qu'il ne pourra s'occuper de cet objet qu'en comité.

Juin 1790.

Minutes (3 p.), *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2666, fol. 1.

1151. — Requête du sieur Boulard, libraire, rue Neuve-Saint-Roch, ayant établi une imprimerie rue d'Argenteuil, à l'effet d'être autorisé à prendre le titre d'imprimeur de la commune de Saint-Roch.

Juin 1790.

Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2666, fol. 6.

Martin-Sylvestre Boulard, né à Paris, en 1750, mort en 1809, l'un des électeurs de 1790 et 1791, est connu par un *Traité élémentaire de bibliographie*, assez apprécié.

1152. — Rapport relatif au mémoire de M. Corbet, architecte, inspecteur des bâtiments de la Ville, destitué en 1786 pour négligence dans son service, lequel demande à être rétabli dans son poste.

Juin 1790.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2666, fol. 7.

1153. — Interrogatoire, par le commissaire du district, d'un colporteur amené au poste du Palais-Royal et trouvé saisi de brochures prohibées, intitulées : *Correspondance de la Reine; le Reverbère français; la Messaline française.*

1er juillet 1790.

Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2666, fol. 10.

La Correspondance de la Reine, avec d'illustres personnages, forme une brochure in-8°. *S. l.*, 1790, *B. N.*, Lb 39, n° 3638.

Le Reverbère français, 16 pages in-8°, 1790, est un violent pamphlet contre le clergé, comme le montre assez l'entrée en matière : « Les riches abbés, les moines opulents dans les délices de la table et de la volupté ont abusé de leur prospérité. » *B. N.*, Lb 39, n° 2956.

Cf. PAUL LACOMBE, *Essai de bibliographie religieuse de Paris, pendant la Révolution*, n° 75.

1154. — Décision du département des travaux publics, renvoyant à celui du domaine la réclamation de M. Gougenot d'Evry pour le retrait du bail de la partie du couvent des Jacobins occupée par la caserne de la compagnie du centre du district.

1er juillet 1790.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2671, fol. 166.

1155. — Mémoire au nom du comité, à l'effet d'obtenir la remise du droit de contrôle pour le ciboire offert en remplacement de celui qui a été volé dans l'église de Saint-Roch.

2 juillet 1790.

Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2642, fol. 97.

1156. — Note du département de police de la municipalité, priant le comité du district de rendre au sieur Yves-Antoine Gueret, dit du Bosquet, son épée restée en dépôt le 30 juin, jour de son incarcération à la Force, lequel vient d'être relaxé.

2 juillet 1790.

Minute signée de Bailly, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2666, fol. 11.

1157. — Lettre du sieur Maurice Lapart, employé à l'hôtel des Postes, sollicitant son inscription comme citoyen actif.

2 juillet 1790.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2671, fol. 167.

1158. — Procès-verbal de saisie, au Palais Royal, d'un écrit incendiaire, intitulé : *Triomphe de Louis-Philippe d'Orléans.*

2 juillet 1790.

Minute avec imprimé annexé, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

Cf. *B. N.*, Lb 39, n° 3711, et une autre brochure intitulée : *Grand Triomphe de M. le duc d'Orléans* ou *Examen de son exposé de conduite par l'un de ses amis. S. l. n. d.*, pièce in-8°, *B. N.*, Lb 39, n° 9043.

1159. — Notes du commissaire de police, relatives à la mise en liberté, avant l'heure fixée, du sieur Dambroise, cocher, détenu au violon du poste du Palais-Royal.

4 juillet 1790.

Minutes (3 p.), *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2666, fol. 13-15.

1160. — Lettre des commissaires pour la fête de la Fédération, déclarant que les listes de soumissions pour le logement des députés atteignent à peine le quart des prévisions et demandant l'indication des maisons religieuses dans la section qui pourraient fournir des logements, ainsi que des appartements vacants où l'on pourrait placer des lits.

5 juillet 1790.

Minute signée de Bailly, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2666, fol. 17.

1161. — Lettre de M. Bailly au sujet de l'attroupement formé autour de la maison du sieur Grandvalet, rue de l'Évêque, par des personnes du quartier qui menacent d'y mettre le feu, si l'on ne fait sortir du Châtelet l'un des locataires qui y a été conduit le matin.

5 juillet 1790.

Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2666, fol. 19.

1162. — Lettre des commissaires pour la fête de la Fédération, se plaignant de la rapacité des maîtres d'hôtel qui profitent de la circonstance pour louer à des prix exorbitants et invitant à prendre des mesures pour réprimer de pareils abus.

6 juillet 1790.

Minute signée de Bailly, Lescène et Duport, en double (2 p.), *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2666, fol. 18, 20.

1163. — Lettre de M. Cahier de Gerville, procureur syndic adjoint, signalant le scandale causé journellement par les filles publiques, qui sont logées à l'hôtel de Radziwill, rue des Bons-Enfants, et priant le district de faire en sorte que le propriétaire ou principal locataire de l'hôtel les renvoie, sous peine de poursuites, avec lettre de la section Saint-Honoré à ce sujet.

6, 7 juillet 1790.

Minutes signées (2 p.), *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2671, fol. 169.

1164. — Note du comité de bienfaisance, priant le comité général de remettre une somme de 72 livres au curé pour être distribuée en secours.

7 juillet 1790.

Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2666, fol. 21.

1165. — Rapport du sieur Boullenger, délégué du district à l'assemblée convoquée par le district de Saint-Magloire, le 4 juillet, au sujet de la dissolution du corps des vainqueurs de la Bastille, et demande d'instructions pour l'assemblée subséquente.

7 juillet 1790.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2666, fol. 54.

1166. — Procès-verbal d'arrestation à la porte des Tuileries et interrogatoire d'un colporteur, trouvé nanti de sept exemplaires du *Postillon de Calais* et qui est envoyé à la Force.

7 juillet 1790.

Minutes (3 p.). *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

1167. — Invitation du comité de la Fédération aux districts à l'effet de nommer chacun trois commissaires pour faire au Champ de Mars, conformément à la proposition du district de Saint Germain-des-Prés, une quête au profit des pauvres.

8 juillet 1790.

Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2666, fol. 26.

1168. — Permission accordée par le département des travaux publics aux propriétaires de maisons donnant sur le cul-de-sac de la Corderie, d'établir une grille à l'effet de clore cette impasse.

8 juillet 1790.

Copie conforme, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2671, fol. 171.

1169. — Procès-verbal de perquisition, sur la déclaration de M. Pasquin, avocat en Parlement, chez la dame Vaufleury, libraire au Palais-Royal, accusée de vendre une brochure intitulée : *Arrêté des députés réunis des faubourgs Saint-Marceau et Saint-Antoine, du 5 juillet 1790, à l'occasion du*

retour de M. le duc d'Orléans, brochure qui a été lue au café du Caveau, et dénonciation d'un particulier trouvé porteur de brochures prohibées contre Necker et Bailly.

9 juillet 1790.

Minutes signées (2 p.), *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2666, fol. 29, 30.

Cf. *B. N.*, L^b 39, n° 3699.

Mme Vaufleury, libraire au cabinet littéraire, pavillon du Palais-Royal, adressa à la *Chronique de Paris* (numéro du 12 juillet 1790), une lettre pour se plaindre de cette perquisition due, prétendait-elle, à une machination d'un particulier qui était venu lire devant sa boutique un libelle atroce contre le duc d'Orléans et avait déclaré au public que cette brochure incendiaire se vendait chez elle.

1170. — Motion de M. Boivin de Blancmure, proposant de placer un factionnaire, pendant les trois jours de la Fédération, dans le corridor des chambres occupées par les députes au pacte fédératif, notamment dans celles offertes par les Jacobins.

9 juillet 1790.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2666, fol. 31.

1171. — Lettres des sieurs Boilly, ordinaire de la musique du Roi, et Brochant, signalant les ménageries d'animaux féroces établies sur l'avenue des Invalides, à l'École militaire, qui pourraient présenter quelque danger le jour de la Fédération.

9, 10 juillet 1790.

Minutes, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2666, fol. 28, 34.

La *Chronique de Paris*, dans son numéro du 10 juillet 1790, p. 763, signalait le danger de cette collection de lions, tigres, léopards et singes de la plus haute taille et demandait qu'on les fît déloger au plus tôt.

1172. — Lettres du sieur de Vaulavré, demandant la convocation des citoyens du district, pour avoir leur adhésion au projet d'adresse qu'il envoie, concernant les soi-disant vainqueurs de la Bastille.

9, 10 juillet 1790.

Minutes signées (2 p.), *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2666, fol. 32, 36.

1173.— Lettre de M. Gaullard de Saudray, adressant un plan qui lui avait été demandé pour la fête du Champ de Mars et faisant part de ses critiques au sujet de l'exécution des travaux.

10 juillet 1790.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2666, fol. 35.

M. Gaullard de Saudray est l'auteur d'un *Programme de la fête civique du* 14 *juillet* 1790, *B. N.*, L^b 39, n° 3760.

1174. — Lettre du département de police, invitant le district à prendre les mesures nécessaires pour la sûreté publique pendant la fête du 14, notamment par l'établissement d'un comité permanent et l'organisation de nombreuses et fréquentes patrouilles, avec réponse conforme du comité.

11 juillet 1790.

Minutes signées (2 p.), *B. N.*, Mss., nouv., acq. fr. 2671, fol. 172.

1175. — Plainte du sieur Montigny, limonadier, contre sa femme, qui a profité de sa présence au Champ de Mars, où il vendait des consommations aux travailleurs, pour s'enfuir chez un quidam, rue des Boucheries-Saint-Honoré, et déposition de la femme Montigny.

12 juillet 1790.

Minutes (2 p.), *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2666, fol. 37.

1176. — Procès-verbal d'arrestation, rue Saint-Honoré, et interrogatoire d'un paralytique porté sur un brancard, à l'effet d'apitoyer les passants, ainsi que de ses complices.

12 juillet 1790.

Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2666, fol. 40.

1177. — Procès-verbal dressé contre un individu vendant des livres défendus, tels que *la Pentecôte; le Nouveau Tableau de Paris; le Furet parisien; la Passion et la Mort de Louis XVI, Roy des juifs et des chrétiens.*

12 juillet 1790.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

La Pentecôte ou Descente de l'esprit de Louis XVI, roi des Juifs et des Français, sur ses fidèles apôtres. A Jérusalem, de l'imprimerie des apôtres, 1790, plaquette in-8° de 29 pages, *A. N.*, AD^1 75; *B. N.*, L^b 39, n° 3461.

Le Nouveau Tableau de Paris ou la Capitale

de la France dans son vrai point de vue, ouvrage destiné à servir de supplément au *Tableau de Paris*. A Paris, de l'imprimerie de la vérité, 144 pages in-8°.

Cf. Paul Lacombe, *Bibliographie parisienne*, *Tableaux de mœurs*, n° 338.

Le Furet parisien, à l'Hôtel de Ville, chez de La Hay, imprimeur de la Commune de Paris, par ordre des sieurs Vauvilliers, Blondel, etc., comp. du sieur Bailly, avec l'approbation du marquis de Lafayette, eut dix numéros in-8°.

1178. — Procès-verbal d'arrestation et interrogatoire d'un individu qui offrait en vente chez un restaurateur du Palais Royal, à des gardes nationaux de Blois et de Romorantin, une brochure intitulée : *Le 14 Juillet 1790 ou la Fédération de la Ligue contre Louis XVI.*

12 juillet 1790.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

La brochure en question, de 46 pages in-8°, en prose et en vers, porte, comme lieu d'impression, Madrid, 1790. *A. N.*, AD[1] 84; *B. N.*, Lb 39, n° 3772.

1179. — Déclaration au sujet des propos incendiaires tenus dans la rue du Dauphin par deux particuliers revêtus d'un habit militaire.

13 juillet 1790.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

1180. — Lettre du comité de Saint-Roch à M. Duport-du-Tertre, lieutenant de maire au département de police, lui proposant de déroger à la règle habituelle et d'envoyer à la Force les filous arrêtés lors de la Fédération, au lieu de les adresser aux commissaires du Châtelet.

13 juillet 1790.

Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2666, fol. 42.

1181. — Note manifestant le très grand embarras dans lequel se trouve le Conseil de Ville pour procurer des logements aux députés de la Fédération et priant le comité de Saint-Roch de convoquer une assemblée générale à ce sujet.

13 juillet 1790.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2666, fol. 221.

1182. — Lettre du sieur Vieillard, président du district, aux commissaires du pacte fédératif, annonçant que vingt-et-un lits sont à leur disposition aux Jacobins et faisant connaître l'offre par douze personnes de loger chacune un député.

Juillet 1790.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2666, fol. 175.

Philippe Vieillard, ancien consul de France en Chine, électeur en 1790 et 1791, fut élu administrateur du département de Paris, le 14 février 1790.

Cf. Etienne Charavay, *Assemblée électorale de Paris*, p. 5.

1183. — Lettre du sieur Dubois, procureur des Jacobins-Saint-Honoré, au maire de Paris, déclarant que toutes les chambres disponibles sont occupées et qu'ils ne peuvent accepter le billet de logement des députés du département du Nord.

Juillet 1790.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2666, fol. 220.

1184. — Procès-verbal d'arrestation de Jean-François Chateau, architecte juré expert, qui avait tenu au Palais-Royal des propos injurieux contre le Roi, avait dit notamment « qu'il ressemblait à un singe dans sa tanière et qu'il avait refusé de prêter serment », avec ordre du département de police pour l'envoi dudit Chateau à la Force.

15 juillet 1790.

Minutes (2 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

1185. — Procès-verbal d'arrestation des sieurs Louis Dumanoir, avocat au Parlement, et Pierre-Joseph Esteveniot, bourgeois de Paris, qui avaient tenu, au Palais-Royal, des propos incendiaires au sujet de la prestation de serment du Roi au Champ de Mars.

15 juillet 1790.

Minutes (2 p.), Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

1186. — Procès-verbal d'arrestation du sieur Jean-Baptiste Madelainy, pour avoir tenu, au Palais-Royal, des propos contre Louis XVI, avoir dit notamment « que le

Roi avait figuré à la cérémonie de la Fédération comme un polichinelle que l'on faisait paraître et disparaître à volonté ».

15 juillet 1790.
Minutes (2 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

1187. — Procès-verbal d'arrestation, au Palais-Royal, par plusieurs députés à la Fédération, qui s'y promenaient, d'un individu porteur de brochures, ornées de gravures des plus obscènes, notamment des *Essais historiques sur la vie de Marie-Antoinette, reine de France;* des *Scènes champêtres de Trianon;* de la *Vie de Louis-Philippe d'Orléans*, et de *Thérèse philosophe*, lequel individu, se trouvant en état de récidive, est envoyé à la Force.

17 juillet 1790.
Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

1188. — Lettre de M. Bailly, maire de Paris, au comité de police du district, le priant d'intervenir auprès du maître de l'hôtel de Pondichéry, pour la restitution d'états de finances confiés au sieur Milon, secrétaire des trésoriers de France, débiteur dudit hôtelier, et réclamés par le sieur de La Grange, trésorier de France.

17 juillet, 15 septembre 1790.
Originaux signés (2 p.), *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2666, fol. 44, 109.

1189. — Procès-verbal de descente au domicile des sieurs Dubois et Calais, imprimeurs associés, rue des Moineaux, en vertu d'une sentence du tribunal de police du 7 juillet.

21 juillet 1790.
Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2673, fol. 4.

1190. — Procès-verbal de saisie chez un marchand de vins, au passage de Valois, de diverses brochures incendiaires et obscènes y exposées en vente, savoir: de quarante-cinq exemplaires de la *Messaline française;* d'un exemplaire des *Délices du libertinage;* de quatre-vingt-sept exemplaires de la *Vie privée de Marie-Antoinette;* de treize exemplaires du *Bordel national;* de cinq exemplaires de la *Vie privée de Necker;* de six exemplaires de la *Vie privée de Condé, prince du sang;* de six exemplaires du *Despotisme;* de quatorze exemplaires du *Livre rouge*, imprimé à l'encre rouge; de deux exemplaires de la *Vie privée du prince de Conti;* de deux exemplaires de *On peut tout dire et tout faire;* de cinq exemplaires de la *Vie de Bailly;* de deux exemplaires de l'*Astuce dévoilée* ou *Manœuvres du ministre Necker;* de deux exemplaires de *Thérèse philosophe;* les gravures insérées dans ces livres étant de la plus sale indécence.

22 juillet 1790.
Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

Vie privée, libertine et scandaleuse de Marie-Antoinette; Aux Tuileries et au Temple, et se trouve au Palais de l'Égalité, chez les marchands de nouveautés, l'an I. 3 vol. reliés en 1, *B. N.*, Lb 39, n° 6208.

Le Bordel national sous les auspices de la Reine, à l'usage des confédérés provinciaux, dédié et présenté à Mlle Théroigne, présidente du district des Cordeliers et du club des Jacobins, auteur de cet établissement patriotique. A Cythère et dans tous les bordels de Paris, 1790, in-8°, *B. N.*, Lb 39, n° 9106.

Vie politique et privée de Louis-Joseph de Condé, prince du sang. Chantilly, et se trouve à Paris chez les marchands de nouveautés, 1790, in-8°, *B. N.*, Lb 39, n° 3287.

Le Livre rouge ou Liste des pensions secrètes sur le trésor public. De l'imprimerie Royale, 1790, 7 cahiers en 1 vol. in-8°, imprimé en rouge, *A. N.*, AD¹ 84; *B. N.*, Lb 39, n° 3187.

Vie privée et politique de Louis-François-Joseph de Conti, prince du sang, et sa Correspondance avec ses complices fugitifs, ornée de son portrait gravé d'après nature, par J. P***. Turin, Garin, 1790, brochure de 100 pages in-8°, *A. N.*, AD¹ 76; *B. N.*, Lb 39, n° 3286.

Vie de Jean-Sylvain Bailly, premier maire de Paris, dédiée et présentée à l'Assemblée nationale (par Detrou). Paris, de l'imprimerie de la Liberté, de la Vérité et surtout de l'Impartialité, 1790, in-12, *B. N.*, Lb 39, n° 3824.

L'Astuce dévoilée ou Origine des maux de la France perdue par les manœuvres du ministre Necker, par M. Rutofle de Lode (Jean-Jacques Rutledge), 1790, brochure in-8° de 114 pages, avec un portrait de Necker, *A. N.*, AD¹ 57; *B. N.*, Lb 39, n° 4043.

1191.—Discours du président du district, dénonçant une brochure intitulée : *Journal du Palais-Royal*, et décision manifestant

l'indignation du comité contre l'auteur anonyme de cet écrit calomnieux et le sieur Pain, imprimeur, avec lettre d'envoi à M. Mitouflet.

25 juillet 1790.

Minutes (2 p.), *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2666, fol. 63.

Il s'agit probablement du *Journal du Palais-Royal*, qui parut en juillet et août 1790 et qui eut dix-neuf numéros. En tête se trouvait une vignette surmontée d'un bonnet de la liberté placé sur une couronne, avec ces mots en exergue : *Vérité, gaieté — ni démagogue ni aristocrate.*

1192. — Procès-verbal d'arrestation et interrogatoire d'un particulier qui tenait des propos incendiaires contre M. de Lafayette dans le jardin du Palais-Royal et qui courait risque d'être jeté dans le bassin ou pendu par le public.

28 juillet 1790

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

1193. — Convocation d'un comité extraordinaire à la requête du sieur Delafont.

28 juillet 1790.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2666, fol. 46.

1194. — Lettre de M. Mitoullet de Beauvois, procureur syndic adjoint de la Commune, au sujet des procès-verbaux dressés contre le sieur Malmazet et la dame La Berge, bien connus pour tenir des maisons de jeux et se trouvant en cas de récidive, insistant sur la nécessité de faire preuve de fermeté à l'égard de ces tripots affreux, qui se dérobent à toute surveillance.

29 juillet 1790.

Minute signée, *B. N.*, Mss, nouv. acq. fr. 2671, fol. 176.

1195. — Procès-verbal d'arrestation d'un particulier, vêtu d'un habit rouge, qui tenait au Palais-Royal des propos incendiaires contre l'Assemblée nationale.

30 juillet 1790.

Minutes (2 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

1196. — Procès-verbal dressé au sujet d'une dame de Bressy, de Lyon, qui avait ameuté beaucoup de monde en se promenant au Palais-Royal avec un uniforme blanc à revers et parements rouges, et qui se plaint d'avoir été pressée dans la cohue et dépouillée de sa montre.

30 juillet 1790.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

1197. — Lettre de M. Filleul, adressant les listes des citoyens actifs et éligibles que la section se propose de faire imprimer.

30 juillet 1790.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2666, fol. 48.

1198. — Procès-verbal d'arrestation d'un individu conduit au poste par M. Parisot, aide de camp de M. de Lafayette, et qui était porteur de diverses brochures, savoir : de *Jean Bart ou je m'en fouts; les Vœux et Doléances de M. le comte d'Artois; la Joyeuse Semaine; le Patriote ou Préservatif contre l'Anglomanie.*

31 juillet 1790.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

La Joyeuse Semaine, opuscule patriotique dédié à tous les bons Français, détail plaisant et exact de ce qui s'est passé à Paris depuis le 12 juillet jusqu'au 18 inclusivement. Paris, 1790, pièce in-8°, *B. N.*, Lb 39, n° 3800.

Le Patriote ou Préservatif contre l'Anglomanie, dialogue en vers, par Louis-Gabriel Bourdon, *B. N.*, Lb 39, n° 2329.

1199. — Procès-verbal d'arrestation et interrogatoire d'un individu amené au poste par M. Parisot, aide de camp de M. de Lafayette, porteur d'un paquet de la brochure : *Critique impartiale ou la Fourbe dévoilée.*

31 juillet 1790.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

1200. — Renvoi au Comité des recherches de l'Assemblée nationale d'une lettre à l'adresse du comte d'Artois, remise par le sieur Roussel, limonadier à la Grotte-Flamande, de nature à répandre l'alarme et exciter des émeutes populaires.

31 juillet 1790.

Minute, extrait conforme et lettres jointes, *A. N.*, D XXIXb 10, n° 111; *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2666, fol. 64, 74.

1201. — Note des frais de logement pour MM. les fédérés.

Juillet 1790.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2666, fol. 16.

1202. — Requête du sieur Boullet, machiniste de l'Opéra, demandant la prise en considération de sa réponse aux assertions des sieurs Louis et Dauberval, au sujet de la nouvelle salle des Variétés, construite sur le terrain du Palais-Royal.

Juillet 1790.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2666, fol. 58.

Il s'agit de la salle nouvelle du spectacle des Variétés-Amusantes, commencée en 1787 et achevée en 1790, qui devint en 1791 le Théâtre-Français de la rue Richelieu.

1203. — Adresse présentée par les six prisonniers pour dettes, à l'hôtel de la Force, les seuls dans la capitale, pour demander leur élargissement.

Juillet 1790.

Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2666, fol. 59.

1204. — Lettre de M. Guillot, libraire, rue des Bernardins, adressant le *Catéchisme municipal ou l'Administration municipale mise à la portée de tout le monde.*

Juillet 1790.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2671, fol. 174.

1205. — Rapport fait au comité de Saint-Roch, par M. Vieillard, son président, sur une brochure intitulée : *Observations adressées à Messieurs les représentants de la Commune par l'administration de la Caisse d'Escompte.*

1790.

Minute signée, *B. N.*, nouv. acq. fr. 2666, fol. 222.

Ces observations, en date du 17 février 1790, forment une plaquette de 23 pages, *A. N.*, AD[1] 496.

1206. — Permission demandée au district par un sieur Ferrand, pour montrer dans le Palais Royal un zèbre provenant de l'île de Manille.

1790.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2666, fol. 227.

§ 50. — District de *Saint-Séverin.*

1207. — Mémoire pour les habitants de la paroisse de Saint-Germain-le-Vieil en la Cité, au sujet de leur exclusion des assemblées du district de Saint-Séverin, remis au Comité permanent par MM. de Calonne de Rougefosse, avocat, Buisson, démonstrateur royal; Le Boucher, libraire, et Cally de Grandvallée, procureur au Parlement.

18 juillet 1789.

Minute signée, *A. N.*, C 134 (dos. 6).

Cf. Bailly et Duveyrier, *Procès-verbal de l'Assemblée générale des électeurs de Paris*, t. II, p. 165.

1208. — Lettre au Comité des rapports, annonçant le renvoi à la municipalité des pièces adressées à l'Assemblée nationale par les locataires de deux maisons sises au Marché-Neuf, appelées le Pâté et choisies par le district de Saint-Séverin pour y établir sa caserne.

4 novembre 1789.

Minute signée, *A. N.*, D XXIX 96.

1209. — Arrêté portant que les citoyens sexagénaires seront invités à entrer dans un bataillon de la garde nationale qui sera, conformément au projet du sieur Carrière de l'Étang, composé de cinq cent quarante vieillards.

8 janvier 1790.

Extrait conforme, *A. S.*, V[bis] I, Districts de Paris.

M. Carrière de l'Etang prit la parole, le 10 avril, à l'Assemblée nationale, au nom d'une députation du bataillon des vétérans de la garde nationale, chargée de présenter le vœu des districts pour la formation de ce nouveau bataillon.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XII, p. 665.

Le *Courrier de Paris*, par Gorsas, t. XI, n° XXV, p. 396, décrit leur costume, quelque peu ridicule, se composant d'un uniforme boutonné, avec une large écharpe de batiste garnie de franges blanches, d'un chapeau à la Henri IV surmonté d'un plumet blanc et attaché par un nœud ou cocarde aux couleurs nationales. Le fusil était remplacé par une pique, et pour compléter l'armement, une paire de pistolets demi-arçon et un sabre d'uniforme.

1210. — Lettre du sieur Teisson, secrétaire du comité, au district de Saint-Roch, annonçant que l'assemblée générale du district se tiendra dorénavant dans l'église de Saint-Germain-le-Vieil et le comité dans la caserne en face.

23 février 1790.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2665, fol. 131.

1211. — Arrêté votant des remerciements à l'auteur d'un ouvrage sur le duel et sur le préjugé du point d'honneur, dont la lecture a été faite dans l'assemblée du district.

5 mai 1790.

Extrait signé, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2665, fol. 245.

§ 51. — District de *Saint-Victor*.

1212. — Lettre au district de Saint-Roch, approuvant sa délibération relative à la nomination double des officiers de ses compagnies non soldées, mais déclarant qu'il lui serait impossible de former et d'habiller une compagnie entière.

12 septembre 1789.

Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2671, fol. 65.

1213. — Lettre au district de Saint-Roch, le priant de faire connaître son sentiment sur les arrêtés du district relatifs à ses réclamations contre le sieur Guillotte.

2 janvier 1790.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2665, fol. 81.

Il s'agit du différend qui s'était élevé entre le comité de Saint-Victor et le chevalier Guillotte, dont la maison, sise au marché aux chevaux, avait paru utile au district qui avait fait injonction à ce particulier d'en sortir; le département de police s'interposa et adressa une lettre au district, qui est reproduite dans la *Chronique de Paris* (n° XXI du 13 décembre 1789).

§ 52. — District de *Sainte-Elisabeth*.

1214. — Formation d'un bureau ou comité central et de quatre bureaux particuliers pour la comptabilité, l'administration, les affaires militaires et la correspondance.

18 juillet 1789.

Copie conforme, *A. N.*, C 134 (dos. 7).

§ 53. — District de *Sainte-Marguerite*.

1215. — Lettre du président au ministre de la maison du Roi, insistant pour obtenir le local demandé par le district, qui ne possède ni caserne ni salle propre aux réunions du comité.

29 novembre 1789.

Minute, *A. N.*, F^{1c} III. Seine, 27.

1216. — Lettre du ministre de la maison du Roi à M. Démoulin, président du district de Sainte-Marguerite, au sujet de la maison demandée par le district.

1er décembre 1789.

Copie, *A. N.*, O^1 500, fol. 581.

Jean-Louis Démoulin, entrepreneur de bâtiments, rue du Faubourg-Saint-Antoine, figure sur la liste des électeurs de la section des Quinze-Vingts, en 1790.

1217. — Réponse faite à une députation du district de Sainte-Marguerite par le président de l'Assemblée nationale, qui reçoit l'hommage de son patriotisme et lui permet d'assister à la séance.

27 mars 1790.

Minute, *A. N.*, C 38, n° 326.

Éd. *Archives parlementaires*, t. XII, p. 377.

Les habitants du district de Sainte-Marguerite venaient offrir à la nation les effets du régiment de Nassau, laissés à leur disposition par arrêtés des représentants de la Commune.

§ 54. — District de *Sainte-Opportune*.

Jusqu'au 18 juillet 1789, le district de Sainte-Opportune s'appela district des Grands-Augustins.

1218. — Lettre au district de Saint-Roch, annonçant la tenue d'une assemblée générale pour le lundi 14, quatre heures après-midi.

9 septembre 1789.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2671, fol. 70.

1219. — Adresse priant les autres districts de ne point émettre de vœu sur la délibération du district de Saint-Nicolas-des-Champs, relative à la construction d'un corps de garde sur la place des Innocents, jusqu'à ce que les observations du district de Sainte-Opportune leur soient parvenues.

9 avril 1790.

Extrait signé, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2655, fol. 104.

Cf. Bayard, *Journal de la municipalité et des districts*, t. II, nº LXXXVI, p. 699.

§ 55. — District de la *Sorbonne* ou de l'*Université*.

Le district de la Sorbonne absorba de très bonne heure celui de l'Université.

1220. — Etat de la recette et dépense faite par M. Renard, trésorier général du district de Sorbonne, du 13 juillet au 31 décembre 1789. — Feuilles de recettes et dépenses (par chapitres). — Etats de situation du district (au 31 décembre 1789).

Minutes, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2696, fol. 159, 184, 232.

1221. — Collecte faite par MM. Viel et Guillot et remise à M. Renard, trésorier général du district.

26 juillet 1789.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2696, fol. 188.

1222. — Lettre au district de Saint-Roch, annonçant que l'assemblée générale du district s'est tenue, quelques jours auparavant, pour l'élection de ses cinq députés à la Ville, mais que le comité, siégeant tous les jours, de dix heures à midi, se réunira vendredi spécialement pour recevoir les députés du district de Saint-Roch.

9 septembre 1789.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2671, fol. 42.

1223.— Arrêté portant adhésion à la délibération du district de Saint-Roch concernant la double nomination des officiers militaires des compagnies non soldées.

14 septembre 1789.

Extrait signé, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2671, fol. 74.

1224. — Lettre de M. Bailly envoyant la déclaration d'un mendiant détenu au dépôt d'Orléans, transmise par M. Le Marcis, subdélégué de l'intendance de cette généralité, pour en vérifier l'exactitude

24 novembre 1789.

Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2696, fol. 44.

1225. — État des boiseries que MM. les bénédictins réformés du collège de Cluny ont l'intention de céder au district en lui louant une partie de leur maison.

1789.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2696, fol. 224.

1226. — Répartition d'une somme de 600 livres, reçue de la Ville, entre les ouvriers et fournisseurs qui ont travaillé au corps de garde, ou fait des fournitures au comité.

1789.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2696, fol. 228.

§ 56. — District des *Théatins*.

1227. — Protestation du district provisoirement constitué du Gros-Caillou contre la désignation de l'église des Théatins pour son lieu d'assemblée, et lettre de démission du capitaine Guilbaut.

22 juillet 1789.

Minutes (2 p.), *A. N.*, C 134 (dos. 10).

1228. — Proposition de placer à chaque barrière deux commissaires envoyés par les deux districts les plus voisins, à l'effet de vérifier et parapher le livre du receveur de la ferme.

30 août 1789.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2671, fol. 7.

1229. — Lettre au district de Saint-Roch, déclarant que le comité du district sera très flatté de recevoir ses députés à l'assemblée générale qui se tiendra le lundi 14, à midi.

13 septembre 1789.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2671, fol. 66.

1230. — Arrêté demandant l'envoi par les représentants de la Commune d'une députation chargée de solliciter de l'Assemblée nationale des dispositions à l'effet d'investir les tribunaux de la force nécessaire pour mettre un terme aux scènes d'horreur et de licence qui se multiplient dans la capitale.

9 octobre 1789.

Copie collationnée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2671, fol. 85.

§ 57. — Districts du *Val-de-Grâce* et de *Saint-Jacques-du-Haut-Pas*.

1231. — État nominatif des soldats qui se sont présentés, de différents régiments, pour s'enrôler dans la garde parisienne, arrêté le 17 août 1789.

17 août 1789.

Minute, *A. N.*, C 205, n° 160^{70}.

1232. — Lettre au district de Saint-Roch, annonçant que l'assemblée générale du district n'aura lieu que le dimanche, 13 septembre, à cinq heures, dans l'église du Val-de-Grâce, mais que le comité des deux districts se réunit tous les jours, de six à neuf heures du soir, dans les salles de la fabrique de Saint-Jacques.

9 septembre 1789.

Minute signée, *B. N.*, Mss. nouv. acq. fr. 2671, fol. 35.

1233. — Lettre du sieur Simon, président du district, au comte de Saint-Priest, l'informant que toutes les mesures sont prises pour assurer la sécurité de la maison des dames de Sainte-Aure, nullement menacée d'ailleurs.

18 novembre 1789.

Minute, *A. N.*, F[1c] III, Seine, 27.

Jean-Baptiste-Victor Simon, docteur en droit, commissaire de police, figure parmi les électeurs de la section de l'Observatoire en 1790.

1234. — Déclaration portant que la délibération du district des Filles-Saint-Thomas sera communiquée au comité central.

6 février 1790.

Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2658, fol. 282.

CHAPITRE III

ACTES ET DÉLIBÉRATIONS DES SECTIONS

Les sections sont rangées suivant le même ordre que les districts; après les pièces se rapportant aux sections en général, viennent celles qui concernent les sections individuelles, dans l'ordre alphabétique.

1235. — Observations des députés de la Commune de Paris réunis à l'Archevêché, protestant contre l'établissement d'un commissaire de police dans chaque section et proposant de confier la police aux comités des sections.

19 mai 1790.

Minute, *A. N.*, D IV 3, n° 22.

Le Conseil général de la Commune décida par un arrêté du 17 novembre, que les comités de police des sections cesseraient leur service, le 20 novembre, et que les commissaires de police élus par les sections entreraient de suite en fonctions.

Cf. *Chronique de Paris*, numéro du 18 novembre 1790.

1236. — Lettres de M. Bailly, maire de Paris, annonçant la convocation par le Conseil de Ville des quarante-huit sections et envoyant au district de Saint-Roch un exemplaire de l'affiche qui a pour objet la convocation de la section à laquelle ce district doit maintenant appartenir.

29 juin 1790.

Originaux signés (2 p.), *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2642, fol. 96; 2665, fol. 288.

1237. — Lettre de M. Duportail, président de la section des Quatre-Nations, au président de l'Assemblée nationale, sur la question de savoir où les papiers des districts supprimés doivent être déposés, si c'est à la Maison-Commune ou dans les comités des nouvelles sections.

31 août 1790.

Minute, *A. N.*, D IV 3, n° 24.

1238. — Lettre de M. d'Auxon, président de la section de la Bibliothèque, au président de l'Assemblée nationale, demandant une réponse au sujet de la démarche que doivent faire les sections de Paris en faveur de plusieurs victimes du pouvoir arbitraire, notamment du sieur Bosque, l'apôtre et le martyr de la liberté à Tabago.

8 janvier 1791.

Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2635, fol. 177.

V. dans les pièces annexes de la séance du 17 février 1791 (*Archives parlementaires*, t. XXIII, p. 238) le mémoire adressé à l'Assemblée nationale, au sujet des persécutions éprouvées par les Français à Tabago, et notamment par le sieur Bosque, mémoire dont l'impression fut ordonnée par la section de la Bibliothèque.

1239. — Démarche du président des sections, demandant l'ajournement du rapport sur l'affaire de Tabago, présenté par le Co-

mité des colonies jusqu'à l'admission des députés des sections à l'Assemblée nationale.

24 janvier 1791.

Autographe, *A. N.*, C 54, n° 535.

Le rapport fait par Alquier, au nom du Comité colonial, fut lu et discuté dans la séance du 17 février 1791.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XXIII, p. 234.

1240. — Pétition des sections à l'Assemblée nationale en faveur des victimes de Tabago, qui se trouvent dans un dénument absolu, et dénonçant le sieur Jobal, commandant par *interim* de cette île, comme criminel de lèse-nation.

19 février 1791.

Minute signée des commissaires, *A. N.*, D XXIXb 17, n° 190.

Cf. le mémoire adressé à l'Assemblée nationale par Charles Bosque, avocat à Tabago, contre M. de Jobal, commandant à Tabago.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XXIII, p. 239.

Charles Bosque devint, en 1793, juge de paix de la section de 1792.

1241. — Invitation des commissaires des sections réunies dans une salle des Grands-Augustins, à la section du Palais-Royal, pour la désignation d'un commissaire qui se joindra à eux à l'effet de rédiger une adresse au département de Paris relativement au refus de la municipalité de convoquer la Commune sur le vœu manifesté par huit sections, avec arrêté de la section de la Fontaine-de-Grenelle à ce sujet, du 23 décembre 1790.

28 février 1791.

Minute signée et extrait (2 p.), *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2666, fol. 255.

Ces commissaires des sections étaient réunis aux Grands-Augustins pour rédiger une adresse à l'Assemblée nationale et au Roi sur le départ de Mesdames; une députation, conduite par l'abbé Mulot, vice-président de la Commune, fut reçue par Louis XVI, le 19 février, et présenta l'adresse, dont le texte est reproduit par la *Chronique de Paris*, numéro du 20 février 1791.

1242. — Arrêté de la section du Jardin-des-Plantes, décidant une nouvelle convocation des sections dans la maison des Augustins, salle dite des Commandeurs du Saint-Esprit, pour demander à la municipalité compte de son administration.

1er mars 1791.

Extrait signé, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2671, fol. 272.

1243. — Arrêté de l'assemblée des députés des arts et professions du bâtiment, à l'effet de remercier les assemblées générales des sections de l'adhésion par elles donnée à leur pétition, qui proteste contre les tendances de la municipalité à réserver ses travaux à un petit nombre d'entrepreneurs privilégiés.

13 mars 1791.

Extrait conforme, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2671, fol. 280.

1244. — Lettre du sieur de Saint-Agnès, adressant le premier numéro du *Journal des sections* et priant d'envoyer les arrêtés et délibérations pour faire connaître le zèle et l'activité des sections de Paris.

5 avril 1791.

Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2644, fol. 25.

Il s'agit du journal intitulé : *le Thermomètre de l'opinion publique ou Journal des sections de Paris*, par une société de gens de lettres, journal rarissime, dont on ne connaît que huit numéros. Cf. la notice de M. MAURICE TOURNEUX, *Bibliographie de l'Histoire de Paris pendant la Révolution française*, t. II, n° 7814.

1245. — Lettre invitant les commissaires des sections à une réunion, le même soir, au premier café à gauche sur la place de Grève.

26 juillet 1791.

Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2671, fol. 321.

Ces réunions des sections, dès le mois de mai 1791, avaient pour objet de demander à la municipalité les raisons du licenciement de la compagnie des grenadiers de l'Oratoire et du renvoi de quatorze de ces grenadiers.

Cf. *Courrier des 83 départements*, par Gorsas, t. XXIV, p. 12, 73, 710.

1246. — Lettre des commissaires chargés de régler l'affaire du licenciement des grenadiers de la 6e division, à la section du Palais-Royal, convoquant à une nouvelle assemblée à l'hôtel d'Aligre.

31 juillet 1791.

Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2671, fol. 316.

§ 1. — Section des *Arcis*.

1247. — Arrêté décidant la présentation d'une adresse à l'Assemblée nationale pour la supplier de prendre les mesures propres à empêcher les ministres de se soustraire à leur responsabilité, et l'envoi d'une autre adresse aux gardes nationaux de la frontière pour exercer la plus grande surveillance.

28 juillet 1790.

Extrait conforme, *A. S.*, V^{bis} II, Sections de Paris.

1248. — Procès-verbaux d'arrestation pour vols, escroqueries, faux assignats, injures, voies de fait, tapage, jeux prohibés, constatations de suicides, d'absence, de déménagements clandestins, états de lieux et inventaires d'objets mobiliers.

Septembre 1790-août 1791.

Minutes (12 dos.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Arcis).

1249. — Procès-verbal d'arrestation d'une femme trouvée en chemise, vers minuit, dans une des baraques du quai de la Ferraille, en flagrant délit de commerce illicite et scandaleux.

15 septembre 1790.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Arcis).

1250. — Arrêté demandant la présentation à l'Assemblée nationale d'une adresse de la Commune de Paris, dans ses quarante-huit sections, pour déclarer que les ministres, M. de Montmorin excepté, ont perdu la confiance de la nation.

22 octobre 1790.

Extrait conforme, *A. S.*, V^{bis} II, Sections de Paris.

1251. — Inventaire des effets et objets appartenant à la communauté des maîtres tailleurs et fripiers.

13 avril 1791.

Minute (1 dos.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Arcis).

1252. — Plainte du sieur Edme-Charles-Firmin Bouillat, prêtre, docteur de la Faculté de Paris, vicaire à Bry, au sujet de propos diffamatoires tenus contre lui.

18 avril 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Arcis).

1253. — Dépôt par le sieur François-Xavier Guichard, épicier, rue Planche-Mibray, d'un assignat faux de 300 livres, reçu à son comptoir.

18 avril 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Arcis).

1254. — Procès-verbal d'arrestation d'un porteur de la Halle, qui avait été fouetté et marqué la veille sur la place de Grève, et dont les allures avaient paru suspectes.

22 avril 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Arcis).

1255. — Procès-verbal dressé contre un individu qui avait invectivé de la façon la plus grossière la patrouille chargée de le conduire à la Force, ainsi que le commissaire, et avait dit « qu'il ne lui en coûterait que de l'argent et serait bientôt dehors ».

22 avril 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Arcis).

1256. — Procès-verbal d'arrestation d'un individu pour avoir tenu des propos séditieux contre Lafayette sur la place de l'Hôtel-de-Ville, au moment de la prestation de serment du bataillon des Blancs-Manteaux.

23 avril 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Arcis).

1257. — Procès-verbal d'arrestation d'une mécanicienne en coton, « femme publique quand elle veut », suivant sa déclaration.

pour injures grossières contre la garde nationale.

29 avril 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Arcis).

1258. — Procès-verbal d'arrestation d'un individu pour propos incendiaires tenus contre Lafayette, devant le corps de garde du pont au Change, pour s'être permis de dire surtout « que M. de Lafayette mériterait d'être foutu à la lanterne ».

2 mai 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Arcis).

1259. — Procès-verbal d'arrestation de particuliers pour avoir tenu les propos les plus incendiaires lors du tumulte qui se produisit à la porte d'un marchand de vin, sur le quai Pelletier, pour s'être écrié notamment : « Foutre, nous casserons et brûlerons demain la municipalité et nous en ferons autant au Châtelet. »

23 mai 1791.

Minutes (2 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Arcis).

1260. — Procès-verbal de visite des rues de la section, constatant que la rue de la Vieille-Place-aux-Veaux et les petites rues adjacentes sont dans un tel état de malpropreté que la peste se mettra dans le quartier, occupé principalement par des bouchers qui négligent le balayage et se permettent même de laisser séjourner au milieu des rues du sang dans des tonneaux.

2 juin 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Arcis).

1261. — Procès-verbal au sujet du refus par un marchand de vin, au coin de la rue de la Joaillerie, d'accepter un assignat de 50 livres pour le payement de la dépense faite par six gendarmes, ci-devant exempts de robe courte.

8 juillet 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Arcis).

1262. — Procès-verbal d'arrestation de six individus sans aveu, trouvés couchés sur de la paille sous l'arcade du quai de Gesvres, qui sert habituellement de retraite à des gens sans domicile.

13 juillet 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Arcis).

1263. — Procès-verbal d'arrestation d'un sous-officier invalide, convaincu de propos injurieux contre la garde nationale, pour avoir dit notamment « que ceux qui ont fait feu au Champ de Mars sont des aristocrates ».

17 juillet 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Arcis).

1264. — Procès-verbal d'arrestation de deux particuliers, stationnant sur la place de Grève et aux carrefours de la rue Planche-Mibray et de la Vannerie, que les gardes nationaux de la réserve avaient plusieurs fois invités à se retirer chez eux.

17 juillet 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Arcis).

1265. — Procès-verbal d'arrestation et interrogatoire du sieur Pierre Sallandrouse, peintre, qui avait dit, sur la place de Grève, au moment de la venue d'un détachement de la garde nationale : « Ah ! en voilà déjà qui arrivent pour tirer sur les citoyens », avec lettre de M. Bailly invitant à procéder de suite à son interrogatoire.

17 juillet 1791.

Minutes (2 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Arcis).

1266. — Procès-verbal d'arrestation et interrogatoire d'un particulier vêtu d'une sorte d'uniforme, qui tenait les propos les plus incendiaires sur la place de Grève, déclarant « qu'il fallait pendre M. de Lafayette, que le Roi devait être jugé ».

17 juillet 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Arcis).

1267. — Procès verbal d'arrestation et interrogatoire d'un garçon tailleur qui s'était écrié, près du pont Notre-Dame, « que Lafayette était un gueux, Bailly un coquin,

qu'ils devraient être pendus tous deux, qu'ils avaient fait sortir le drapeau rouge et massacrer des malheureux au Champ de Mars ».

19 juillet 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Arcis).

1268. — Procès-verbal d'arrestation, en vertu d'un arrêté du Corps municipal contre tous lecteurs publics, d'un individu qui faisait publiquement lecture, sur le quai de Gesvres, d'un numéro du *Thermomètre du jour* (nº 2, du 12 août 1791).

12 août 1791.

Minute, avec le numéro du journal annexé au procès-verbal, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Arcis).

Le nº 2 du *Thermomètre du jour*, feuille périodique qui parut du 11 août 1791 au 25 août 1793, parle des complots tramés par les aristocrates, de la nécessité d'une Convention nationale et s'élève contre le titre de prince royal donné au Dauphin.

§ 2. — Section de l'*Arsenal.*

1269. — Arrêté décidant la présentation par les sections d'une adresse à l'Assemblée nationale, à l'effet de faire cesser les troubles causés par les ennemis du bien public et rétablir dans la capitale l'ordre compromis par des malfaiteurs qui ne sortent de prison que pour retourner au brigandage.

19 août 1790.

Copies conformes (2 p.), *A. S.*, V^bis^ II, Sections de Paris; *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2666, fol. 82.

1270.—Procès-verbaux d'arrestation pour vols, fausse monnaie, faux billets, escroqueries, abus de confiance, constatation de décès accidentels dans les fossés de la Bastille.

Novembre 1790-septembre 1791.

Minutes (1 liasse), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Arsenal).

1271. — Arrêté portant adhésion à celui de la section des Tuileries, qui demandait l'envoi d'une adresse à l'Assemblée nationale pour régler les opérations relatives à la formation de la maison militaire du Roi.

10 novembre 1790.

Extrait conforme, *A. S.*, V^bis^ II, Sections de Paris.

1272. — Lettre demandant l'indication du lieu et du jour de l'assemblée générale de la section du Palais-Royal.

2 décembre 1790.

Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2666, fol. 195.

1273. — Déclaration de volontaires du bataillon de Saint-Louis-de-la-Culture, au sujet de l'évasion de six pensionnaires du sieur Du Polet, instituteur des orphelins militaires, en raison de mauvais traitements et de mauvaise nourriture.

16 décembre 1790.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Arsenal).

1274. — Lettre au Comité de constitution relative au décret sollicité par les commissaires de police, décret qui tendrait à annihiler les commissaires des comités des sections et les dégoûterait de s'occuper des affaires.

18 décembre 1790.

Minute signée, *A. N.*, D IV 3, nº 22.

1275.—Lettre au président de l'Assemblée nationale, envoyant l'arrêté qui dénonce une lettre incendiaire distribuée par les agents du curé de Saint-Paul.

12 janvier 1791.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2635, fol. 188.

1276. — Constatation du refus des Dames de la Visitation, rue Saint-Antoine, de se conformer à l'arrêté de la municipalité qui invite les curés, supérieurs et supérieures des couvents à faire sonner les cloches le jour de l'installation du nouvel évêque de Paris.

26 mars 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Arsenal).

1277. — Procès-verbal d'état de lieux de la maison curiale de Saint-Paul et inventaire des objets mobiliers y trouvés.

1er avril 1791.
Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Arsenal).

1278. — Notification de l'arrêté du corps municipal, du 30 mars, à l'ancien curé de Saint-Paul et prise de possession du presbytère par M. Pierre Brugières, nouveau curé.

3 avril 1791.
Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Arsenal).

V. dans Etienne Charavay, *Assemblée électorale de Paris*, p. 513, 517, le procès-verbal de l'élection de Pierre Brugières, prêtre habitué de Saint-Louis-en-l'Ile, en date du 20 février 1791, qui remplaça le curé Bossu, ainsi que le discours par lui prononcé le dimanche 27.

1279. — Procès-verbal relatif à l'attroupement menaçant formé devant l'église des Dames de la Visitation et aux mesures prises afin d'assurer la sortie des personnes étrangères à la communauté, qui se trouvaient dans l'église au nombre de trente pour y entendre la messe.

7 avril 1791.
Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Arsenal).

Le Courrier des 83 *départements*, par Gorsas (t. XXIII, p. 138), donne de curieux détails sur ce tumulte provoqué par la réunion de prêtres *non jureurs* au couvent des Filles-Sainte-Marie de la rue Saint-Antoine et reproduit le texte de l'allocution de haute fantaisie adressée au peuple, pour l'empêcher « de fouetter les béguines », par un officier municipal accouru avec un détachement de cavalerie et d'infanterie.

1280. — Arrêté décidant qu'un commissaire de la section assistera dimanches et fêtes à l'office divin, dans l'église de Saint-Paul, et s'y tiendra à une place déterminée.

7 avril 1791.
Extraits conformes, *A. S.*, Vbis II, Sections de Paris; *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2671, fol. 287.

1281. — Inventaire des meubles, effets, titres et papiers de la communauté des marchands fayenciers, vitriers et potiers de terre, et transport à l'hôtel de l'ancienne première présidence.

14 avril 1791.
Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Arsenal).

1282. — Procès-verbal de la fermeture des églises des Genovéfains, des Dames de l'Ave-Maria, des Dames de la Visitation et des Célestins.

15 avril 1791.
Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Arsenal).

1283. — Procès-verbal, dressé par le commissaire de police de la section, de l'enquête faite à la barrière d'Orléans par les soins des commis aux fermes du département de Paris, au sujet de la prétendue violation d'un paquet envoyé de Bayonne au président de l'Assemblée nationale, avec déclaration des mêmes commis, réunis à Saint-Louis-de-la-Culture, à l'effet de protester contre la dénonciation dont ils sont l'objet.

2 mai 1791.
Copies conformes (2 p.), *A. N.*, C 70, n° 686; *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Arsenal).
Cf. *Archives parlementaires*, t. XXV, p. 479.

1284. — Procès-verbal établissant qu'une des sœurs agrégées des Dames de la Visitation n'est nullement retenue malgré elle et qu'elle peut sortir de la maison, si bon lui semble.

4 juin 1791.
Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Arsenal).

1285. — Procès-verbal relatif à un enfant de treize ans retiré de la Seine à l'île Louviers et ranimé au moyen de la boîte fumigatoire.

27 juillet 1791.
Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Arsenal).

1286. — Procès-verbal de la vente au profit des pauvres d'objets saisis sur un individu et sa femme, qui avaient organisé une petite loterie prohibée.

28 juillet 1791.
Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Arsenal).

1287. — Procès-verbal de perquisition chez le sieur Pierre Dougny, soupçonné d'intelligence avec les ennemis de la chose publique, et saisie d'un manuscrit intitulé : *les Intrigues de Mme de Staël, à propos du départ de Mesdames de France.*

29 juillet 1791.
Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Arsenal).

Les Intrigues de Mme de Staël, à l'occasion du départ de Mesdames de France, comédie en trois actes, en prose, Paris, et se trouve au boudoir de Mme de Staël. *S. d.*, in-8°, *B. N.*, Lb39, n° 4631.

1288. — Plainte du sieur Jean Dauvergne, traiteur, rue Saint-Antoine, n° 267, au sujet de la soustraction de trois plats d'argent marqués à son nom, et deux autres armoriés, qu'il avait employés pour servir un dîner à M. Desgardes, place Royale.

8 août 1791.
Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Arsenal).

1289. — Plainte d'un boulanger, rue Saint-Antoine, contre une femme qui l'avait accusé de mettre de la poussière dans sa farine.

18 août 1791.
Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Arsenal).

1290. — Procès-verbal concernant l'établissement, sans autorisation préalable, d'un chantier de bois à brûler sur le bord de l'eau, en face de la petite porte de l'Arsenal, par le sieur de Birague, marchand de bois forain.

18 août 1791.
Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Arsenal).

1291. — Procès-verbal constatant le dépôt d'un faux billet de confiance de la section de l'Arsenal, de 50 sols, acheté de l'abbé Bardy par un prisonnier de la Force, qui avait voulu se rendre compte de la fabrication par les prisonniers de faux billets de confiance et qui dénonce ces manœuvres criminelles.

19 août 1791.
Minute *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Arsenal).

1292. — Procès-verbal de saisie de grands pots à lait de cuivre jaune, dont l'usage est interdit aux laitières.

27 août 1791.
Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Arsenal).

1293. — Déclaration au sujet de menaces proférées contre les boulangers, « qu'on devrait faire sauter, s'ils augmentaient le prix du pain ».

4 septembre 1791.
Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Arsenal).

§ 3. — Section de *Beaubourg*.

1294. — Arrêté adoptant la délibération de la section des Arcis et portant que l'Assemblée nationale sera suppliée, lors de l'émission de nouveaux assignats et de l'établissement de caisses d'échange, de décréter l'interdiction à tout citoyen d'escompter à cette époque aucun assignat.

22 septembre 1790.
Extrait signé, *A. S.*, Vbis II, Sections de Paris.

1295. — Procès-verbal de descente dans une maison de la rue Saint-Martin, entre la rue et le cloître Saint-Merry, où se tenait un jeu de biribi et où l'on entrait avec des cartes imprimées portant ces mots : *Société bourgeoise.*

30 janvier 1791.
Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Beaubourg).

1296. — Procès-verbal relatif à un rassemblement tumultueux formé devant l'église des Carmélites, à cause de la célébra-

tion de services par des prêtres étrangers, notamment par l'abbé Parent, ex-curé de Saint-Nicolas-des-Champs, connu pour ses principes anticonstitutionnels.

7 avril 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Beaubourg).

Le *Courrier des 83 départements*, par Gorsas (t. XX, p. 280), rapporte une particularité assez piquante sur le compte du curé de Saint-Nicolas-des-Champs. Jadis cet ecclésiastique avait, paraît-il, non seulement prêté serment dans l'Assemblée des électeurs, mais encore entre les mains du président de son district, lequel était protestant.

1297. — Inventaire et prisée des effets du bureau de la communauté des maîtres bonnetiers, sis rue Beaubourg.

13 avril 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Beaubourg).

1298. — Procès-verbal de visite des couvents des Carmélites de la rue Transnonnain et des Ursulines de Sainte-Avoye, afin de procéder à la fermeture de leurs églises.

16 avril 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Beaubourg).

1299.—Interrogatoire, à la suite d'un procès-verbal dressé par la section du Ponceau, d'un individu inculpé d'avoir arraché une affiche du directoire du département, relative à l'exercice du culte religieux par une société, dans l'église des Théatins.

18 avril 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Beaubourg).

1300. — Procès-verbal d'arrestation d'un particulier, qui avait occasionné du scandale et injurié les prêtres dans l'église de Saint-Merry.

8 mai 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Beaubourg).

1301. — Procès-verbal de perquisition chez un négociant, rue Beaubourg, et constatation de la présence de neuf caisses de fusils belges et de pistolets d'arçon, dont l'achat sera proposé à la municipalité.

22 juin 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Beaubourg).

1302. — Procès-verbal d'arrestation d'un individu, rue Barre-du-Bec, pour avoir tenu les propos les plus injurieux contre la garde nationale.

17 juillet 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Beaubourg).

1303. — Procès-verbal relatif à l'arrestation par le peuple, au coin des rues Grenier-Saint-Lazare et Saint-Martin, d'un chariot chargé d'une caisse contenant l'argenterie du nonce du Pape, qui se trouvait déposée, pendant le voyage du nonce à l'étranger, chez les sieurs Rosetti et Borguier, banquiers, rue Michel-le-Comte.

20 juillet 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Beaubourg).

1304. — Affichage au premier pilier du banc-d'œuvre de l'église de Saint-Merry, en vertu des délibérations du Corps municipal, des 10 juin et 8 juillet, du tableau des citoyens patentés de la section.

20 juillet 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Beaubourg).

1305. — Procès-verbal dressé contre un négociant pour avoir dit publiquement « qu'il était bien nécessaire d'organiser la garde nationale pour faire tuer les citoyens, qu'elle n'était propre qu'à cela ».

31 juillet 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Beaubourg).

1306. — Procès-verbal d'arrestation, devant la caserne de la rue Barre-du-Bec, d'une voiture à bras traînée par un commissionnaire, dans laquelle se trouvaient douze lingots d'argent provenant des mines de Poullaouen, en basse Bretagne, lesquels ont été restitués au sieur Sautereau, directeur desdites mines, par ordre de la municipalité.

18 août 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Beaubourg).

Poullaouen, dans le Finistère, arrondissement de Châteaulin, canton de Carhaix, possédait des mines de plomb argentifère, connues dès le quinzième siècle, dont l'exploitation ne fut abandonnée qu'en 1866.

1307. — Procès-verbal dressé contre un charbonnier pour lacération d'affiches placardées au coin des rues Saint-Martin et du cimetière Saint-Nicolas-des-Champs, notamment d'un écrit intitulé : *le Chant du coq*.

23 août 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Beaubourg).

Le Chant du coq est un journal-placard très rare, publié en juillet 1791 et payé, paraît-il, par la liste civile pour discréditer les républicains et principalement Brissot.

Cf. Eugène Hatin, *Bibliographie de la presse périodique française*, p. 203.

1308. — Procès-verbal de l'enlèvement et de la pesée des cinq cloches de la chapelle de Saint-Julien-des-Ménétriers.

1er septembre 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Beaubourg).

La chapelle de Saint-Julien-des-Ménétriers avec les objets mobiliers et immobiliers en dépendant, fut offerte à l'Assemblée nationale, le 17 décembre 1789, par la communauté des maîtres à danser.

Cf. t. I de notre Répertoire, n° 1551.

1309. — Dénonciation, par les marchands de vin de la section, de plusieurs limonadiers et marchands de vins, qui logent des prostituées et favorisent leur commerce infâme, en leur louant des chambres à la journée, à la nuit et même à l'heure, au grand scandale du quartier, notamment dans les rues du Poirier, Maubuée, Grenier-Saint-Lazare, Beaubourg, Geoffroy-Langevin.

28 septembre 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Beaubourg).

§ 4. — Section de la *Bibliothèque*.

1310. — Adresse à l'Assemblée nationale, demandant que tous les ambassadeurs, consuls et autres agents de la France à l'étranger soient tenus d'envoyer, par écrit, avant le 14 juillet, leur serment civique et de recevoir ceux des Français absents du royaume.

Juillet 1790.

Minute signée, *A. N.*, D IV 3, n° 22.

Un décret de l'Assemblée, du 16 novembre 1790, ordonna l'envoi par les ambassadeurs, consuls et agents de la nation française auprès des puissances étrangères d'un acte par eux signé et scellé, contenant leur serment civique; les actes dressés en vertu de ce décret se trouvent conservés dans les archives de l'Assemblée constituante, *A. N.*, C 49, n° 482.

1311. — Procès-verbal du comité de police de la section concernant la plainte de la dame Pernet contre la dame Martinet et son fils pour insultes et voies de fait.

6 novembre 1790.

Copie conforme, *A. S.*, Vbis II, Sections de Paris.

1312. — Lettres à la section du Palais-Royal, priant d'envoyer un député pour se rendre compte du travail accompli par les délégués des sections au sujet de la présentation d'une adresse à l'Assemblée nationale touchant l'affaire de Tabago.

13, 16, 24 décembre 1790.

Minutes (3 p.), *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2666, fol. 198, 199, 204.

1313. — Lettre à la section du Palais-Royal, annonçant la tenue d'une séance, le 24, pour conférer sur les fonctions attribuées aux commissaires de section et sur la police en général.

19 décembre 1790.

Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2666, fol. 200.

1314. — Arrêté s'élevant contre la réunion en un seul local, notamment au ci-devant Palais-de-Justice, des six tribunaux du département de Paris qui, d'après le décret de l'Assemblée nationale, doivent occuper un emplacement distinct.

27 décembre 1790.

Extrait conforme, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2666, fol. 208.

1315. — Lettre d'envoi à la section de la Grange-Batelière d'un arrêté tendant à la conservation des coupons d'assignats.

13 janvier 1791.

Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2656, fol. 31.

1316. — Lettre à la section du Palais-Royal pour annoncer que le comité de la section de la Bibliothèque siège dans un nouveau local, rue Neuve-Saint-Marc, et se tient tous les mercredis.

1er mars 1791.

Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2671, fol. 274.

1317. — Lettre du sieur Bacon à la section de la Bibliothèque pour lui rappeler son adhésion au canal de M. Brullée.

8 avril 1791.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2654, fol. 14; 2660, fol. 5.

V. l'opinion de M. Bacon, prononcée et adoptée par l'assemblée générale de la section de la Bibliothèque, le 24 mars 1791, sur le but qu'il faut donner aux travaux publics. Imprimé, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2654, fol. 137

1318. — Envoi de deux commissaires à la section du Palais-Royal pour communiquer une délibération prise sur la proposition faite par le département.

Avril 1791.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2671, fol. 292.

1319. — Pétition de citoyens de la section de la Bibliothèque demandant la convocation d'une assemblée générale dans l'église des Filles-Saint-Thomas, pour délibérer sur les avantages d'une nouvelle monnaie de billon à provenir de la fonte des cloches.

1er mai 1791.

Original signé, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2660, fol. 8.

Cf. MAURICE TOURNEUX, *Bibliographie de l'Histoire de Paris pendant la Révolution*, n° 7921.

1320. — Avis du directoire du département au sujet de la délibération de la section de la Bibliothèque, à l'effet de savoir où se doit prêter le serment civique exigé des citoyens actifs, déclarant que ce serment devra se prêter au comité de la section entre les mains des commissaires et non dans les assemblées primaires.

16 juin 1791.

Extrait non signé, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2666, fol. 312.

§ 5. — Section de *Bondy*.

1321. — Lettre de M. Locré, président de la section, au président de l'Assemblée nationale, accompagnant l'envoi d'un arrêté.

18 août 1790.

Minute signée, *A. N.*, D IV 4, n° 25.

Jean-Guillaume Locré, faubourg Saint-Martin, homme de loi, juge de paix de la section, se trouve sur la liste des électeurs de 1790 et 1792.

1322. — Envoi de commissaires auprès du Comité de constitution au sujet de la réélection des officiers volontaires du bataillon.

20 octobre 1790.

Extrait conforme, *A. N.*, D IV 3, n° 23.

1323. — Délégation de M. de Vergès, sergent d'une des compagnies, auprès du comité de Saint-Roch, afin d'avoir copie du procès-verbal dressé au sujet de l'arrestation de deux individus pour propos incendiaires dans un café du Palais-Royal et de la distribution de listes de proscription.

22 novembre 1790.

Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2666, fol. 188.

1324. — Arrêté décidant l'envoi aux sections des observations présentées par M. Petit-Desrosiers, président du comité, au sujet du dénombrement des citoyens actifs demandé par le Comité de constitution.

21 février 1791.

Extrait conforme, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2671, fol. 268.

Jean-Baptiste Petit-Desrosiers, régisseur des étapes, rue de Bondi, président du comité de la section, figure parmi les électeurs de 1792.

§ 6. — Section de *Bonne-Nouvelle*.

1325. — Arrêté émettant un vœu pour la distribution en nombre égal, dans les soixante bataillons, des canons et canonniers et protestant contre tout établissement de corps non autorisé par la majorité des sections, notamment d'artillerie.

3 septembre 1790.

Copie certifiée, *A. S.*, V^bis II, Sections de Paris.

1326. — Arrêté concernant la remise par un banquier de la rue Sainte-Anne de deux caisses de lingots destinées à Strasbourg, et l'opposition à leur départ, que la section se propose de former entre les mains du directeur de la Messagerie, de concert avec la section du Palais-Royal.

7 mars 1791.

Copie conforme, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2671, fol. 276.

1327. — Inventaire et description des effets, titres et papiers de la communauté des menuisiers, par M. Caffin, commissaire de police de la section, en présence des syndics de la communauté, conformément à l'ordre du département de police, du 12 avril.

13, 14 avril 1791.

Minutes signées (3 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Bonne-Nouvelle).

1328. — Procès-verbal de brûlement dans la cour de la caserne du bataillon de Bonne-Nouvelle de quinze brochures et de quatre petites gravures obscènes saisies sur le sieur Doublet, en vertu d'un jugement du tribunal de police, du 19 mars 1791.

12 avril 1791.

Minute et copie conformes (2 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Bonne-Nouvelle).

1329. — Procès-verbal relatif à la fermeture de l'église du couvent des Filles-Dieu.

16 avril 1791.

Minute signée, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Bonne-Nouvelle).

1330. — Procès-verbal de l'enlèvement des ornements de l'église de Bonne-Nouvelle et de leur transport dans l'église de Saint-Sauveur, malgré l'opposition d'un grand nombre de femmes du quartier.

16 mai 1791.

Minute signée, *A. P.*, Sections de Paris, Procès-verbaux des commissaires de police (Bonne-Nouvelle).

1331. — Procès-verbaux constatant la tenue dans l'église de Bonne-Nouvelle d'une assemblée inconstitutionnelle, présidée par l'abbé Fourquet de Damalix, assemblée composée presque entièrement de femmes, et de nature à échauffer les esprits déjà prévenus contre la suppression de la paroisse, avec lettre d'envoi et interrogatoire dudit abbé.

22, 29 mai 1791.

Minutes (4 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Bonne-Nouvelle).

1332. — Procès-verbal d'arrestation d'un individu porteur d'un paquet contenant huit lingots d'argent qui devaient être envoyés à Lyon et que l'expéditeur venait de retirer des Messageries en apprenant les troubles qui agitaient la capitale, avec lettre du département de police autorisant la remise des lingots.

21 juin 1791.

Minutes (2 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Bonne-Nouvelle).

1333. — Procès-verbal de saisie et envoi à l'Hôtel de Ville d'une malle à l'adresse du sieur Jullien, écuyer de main de *Madame*, belle-sœur du Roi, déposée au bureau des voitures de Crépy-en-Valois.

24 juin 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Bonne-Nouvelle).

1334. — Procès-verbal relatif à l'arrestation rue Bourbon-Villeneuve, par le peuple ameuté, de deux voitures emballées que

l'on supposait contenir de la poudre et des armes.

30 juillet 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Bonne-Nouvelle).

1335. — Procès-verbal de l'arrestation d'un commis négociant pour avoir tenu des propos méprisants contre l'Assemblée nationale et avoir traité de coquins et de gredins les citoyens de la garde nationale.

1er août 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Bonne-Nouvelle).

1336. — Procès-verbal constatant le refus, par un marguillier de la paroisse de Bonne-Nouvelle, de laisser faire le recensement des cloches.

11 août 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Bonne-Nouvelle).

1337. — Déclaration au sujet de marques avec de la craie blanche et noire, formant des figures de chevaux et d'hommes, tracées sur beaucoup de maisons des rues de Cléry, Beauregard, Saint-Claude et Sainte-Foy.

16 août 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Bonne-Nouvelle).

1338. — Procès-verbal d'arrestation et interrogatoire de deux individus coupables d'émission de faux assignats.

27 septembre 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Bonne-Nouvelle).

§ 7. — Section des *Champs-Élysées*.

1339. — Inventaire des registres des assemblées générales et communales, déposés par le comité civil de la section à l'administration municipale du premier arrondissement, depuis le registre des délibérations du district des Capucins-Saint-Honoré, avec récépissé du 12 germinal an IV.

Minute signée, *A. S.*, Vbis II, Sections de Paris.

1340. — Lettre du président de la section au ministre de l'intérieur, pour se plaindre de la coupable incurie qui laisse trente gardiens de scellés apposés dans les maisons religieuses depuis le 19 septembre, sans aucun salaire et sans ressources.

31 octobre 1790.

Original, *A. N.*, F7 3264.

1341. — Pétition réclamant pour les habitants de la commune de Chaillot le libre usage d'un chemin, fermé par l'administration des eaux des sieurs Périer, qui leur est indispensable pour la culture de leurs terres.

24 novembre 1790.

Minute signée, *A. N.*, D VI 6, n° 48.

1342. — Arrêté déclarant qu'il n'y a lieu de délibérer sur la proposition de la section de la Fontaine-de-Grenelle, concernant les juges de paix et prud'hommes assesseurs, attendu la nécessité d'une prompte organisation des tribunaux.

28 décembre 1790.

Copie conforme, *A. N.*, D IV 3, n° 22.

1343. — Arrêté décidant la présentation d'une adresse à la Commune contre l'usage féroce du duel, et engageant les bons citoyens à repousser toutes provocations faites par des spadassins, tels que le comte de Sainte-Luce.

2 février 1791.

Extrait conforme, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2671, fol. 241.

M. de Sainte-Luce, officier de marine, célèbre par ses nombreux duels, à qui le *Courrier des 83 départements*, par Gorsas (t. XXI, p. 40), consacre une notice, avait provoqué en duel M. de Rochambeau ; c'était, avec un autre officier de marine, M. de Saint-Elme, l'un des spadassins les plus dangereux de Paris.

La section de la Croix-Rouge protesta également, le 4 février, contre le cartel en question. Cf. MAURICE TOURNEUX, *Bibliographie de l'Histoire de Paris pendant la Révolution française*, n° 8004.

§ 8. — Section de la *Croix-Rouge*.

1344. —Adresse à l'Assemblée nationale, à l'effet d'obtenir un décret ordonnant que les citoyens enrôlés dans la garde nationale, qui auront fait la dépense d'un équipement, jouiront seuls des droits de citoyens actifs.

27 juillet 1790.
Original signé, D IV 3, nº 24.

1345. — Adresse à l'Assemblée nationale demandant, pour les gardes nationaux qui ne payent point la capitation de 3 livres, l'admission aux assemblées primaires avec les droits des citoyens actifs.

31 juillet 1790.
Minute signée et scellée, avec les pouvoirs des députés (2 p.), *A. N.*, C 44, nº 398.
V. le texte imprimé de cette adresse, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2678, fol. 265.

1346. — Mémoire adressé au Comité de constitution pour pressentir son opinion au sujet des armoiries conservées par M. de Montmorency sur la porte extérieure de son hôtel, rue du Montparnasse, avec la correspondance échangée entre la section de la Croix-Rouge et Adélaïde de Montmorency.

4 septembre 1790.
Copie conforme, *A. N.*, D IV 3, nº 24.
Cf. la *Chronique de Paris*, nº du 17 novembre 1790; le *Courrier de Paris*, par Gorsas, t. XVIII, p. 262, 280.

1347. — Arrêté demandant le renvoi des ministres, à l'exception de celui des affaires étrangères.

22 octobre 1790.
Extrait signé, avec lettre d'envoi du président (2 p.), *A. N.*, C 45, nº 424.

1348. — Déclaration d'un garçon tailleur embauché pour travailler à des uniformes de drap blanc mêlé de bleu par un particulier, rue Saint-Dominique-d'Enfer, qui parlait d'une commande de 10,000 habits.

8 novembre 1790.
Expédition conforme, *A. N.*, D XXIXᵇ 15, nº 163.

1349. — Envoi de délégués au Comité de constitution pour savoir si le commissaire de police peut être substitué dans ses fonctions, en cas d'absence ou de maladie, par les commissaires de section.

17 novembre 1790.
Extrait conforme, *A. N.*, D IV 13, nº 209.

1350. — Arrêté exprimant le vœu de la promulgation par l'Assemblée nationale d'une loi réglant la question des émigrations, de façon à concilier le maintien de la tranquillité publique avec la sûreté individuelle et à calmer les inquiétudes, et lettre d'envoi à l'Assemblée.

9 mars 1791.
Extrait et minute (2 p.), *A. N.*, D IV 3, nº 22.

1351. — Arrêté décidant la présentation d'une adresse au Roi pour faire connaître les motifs de l'opposition générale à son départ pour Saint-Cloud et exprimer les inquiétudes causées par la confiance que le souverain accorde aux prêtres réfractaires et à des personnes qui ont encouru la disgrâce de la nation.

19 avril 1791.
Extrait signé, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2671, fol. 293.

1352. — Procès-verbal d'arrestation et interrogatoire du sieur Jacques Leduc, d'allures suspectes, trouvé porteur d'une lettre et d'un paquet pour le sieur Trouba-Chabert, ancien joaillier, et renvoi du sieur Leduc à la section du Palais-Royal.

22 juin 1791.
Copie conforme, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2671, fol. 315.

1353. — Lettre du commissaire de police de la section, transmettant copie d'une lettre du sieur Vercroissant, chevalier de Saint-Louis, au duc de Biron, annonçant la prochaine entrée dans le royaume d'un corps de soixante mille hommes devant marcher sur Paris.

2 septembre 1791.
Minute et copie (2 p.), *A. N.*, D XXIXᵇ 34, nº 352.

§ 9. — Section des *Enfants-Rouges*.

1354. — Arrêté et lettre du président de la section à l'Assemblée nationale, annonçant que les divisions survenues parmi les citoyens du quartier ont pris fin et priant de considérer comme nulle et non avenue la demande formulée dans l'arrêté ayant pour objet le changement de nom de la section.

1er août 1790.

Minute et copie conforme (2 p.), *A. N.*, D IV 49, n° 1424.

1355. — Arrêté invitant le Conseil de Ville à transmettre le plus tôt possible dans chaque section le recensement du vœu général sur les traitements des officiers municipaux.

9 août 1790.

Copie conforme, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2666, fol. 75.

1356. — Procès-verbal d'apposition de scellés au couvent des Capucins-du-Marais, et procès-verbal de remise de l'argenterie inventoriée entre les mains de M. Champion, officier municipal, l'un des commissaires pour l'organisation des paroisses, avec lettres relatives à la translation des Capucins aux couvents de la Merci, de Picpus et de la Chaussée-d'Antin, et à celle des religieux de la Merci aux Mathurins, ainsi qu'à l'attribution de leurs livres à M. Ameilhon, bibliothécaire de la municipalité.

18 janvier, 16 avril 1791.

Minutes (1 dos.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Homme-Armé).

1357. — Adhésion aux pétitions présentées à la Commune par les maîtres paveurs de Paris, le 26 mars 1790, et les arts et professions du bâtiment, le 18 décembre 1790.

22 janvier 1791.

Extrait conforme, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2671, fol. 240.

1358. — Procès-verbal de visite chez un coutelier de la rue de Berry, qui se plaint de ne pas avoir d'ouvrage et qui cependant travaille continuellement, même la nuit, ce qui semble suspect.

23 février 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Homme-Armé).

1359. — Procès-verbal d'arrestation d'un vendeur de papiers publics, qui criait dans la rue : « La banqueroute de la municipalité, annoncée par l'abbé Maury », d'après le n° 346 du *Journal du soir*.

11 mars 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Homme-Armé).

Le Journal du soir, ou Récit exact et sans réflexions des séances de l'Assemblée nationale, rédigé par Etienne Feuillant, est également connu sous le nom de Journal des frères Chaigneau qui en étaient les imprimeurs; il modifia plusieurs fois son titre, pour échapper à une concurrence effrénée.

Cf. Eugène Hatin, *Bibliographie de la presse périodique française*, p. 175.

1360. — Procès-verbal de dépôt par le sieur Jules Michaut de Montblin, officier au régiment Royal-Guyenne cavalerie, d'objets appartenant à son frère, ancien conseiller au Châtelet, et se trouvant dans la chambre de son cocher.

22 mars 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Homme-Armé).

1361. — Envoi au Comité des recherches d'une dénonciation contre le comte de Toreily et le sieur Fontaine, son secrétaire, accusés de pratiquer des enrôlements contre-révolutionnaires, et d'un arrêté de la section pris à ce sujet.

8 avril 1791.

Minutes (2 p.), *A. N.*, D XXIXb 19, n° 206.

1362. — Procès-verbal de la translation des Capucins-du-Marais, rue des Quatre-Fils,

à la maison des Pères de la Merci, rue du Chaume.

8 avril 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Homme-Armé).

1363. — Inventaire des effets de la communauté des marchands de vin, rue de la Poterie, avec état des réparations locatives de la maison par eux occupée.

13 avril 1791.

Minutes (2 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Homme-Armé).

1364. — Procès-verbaux de la clôture de l'église des Pères de la Merci, rue du Chaume, et de l'église des Blancs-Manteaux, avec l'arrêté imprimé du directoire du département, du 11 avril 1791.

15 avril 1791.

Minutes et placard imprimé (3 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Homme-Armé).

1365. — Procès-verbal de la clôture de l'église des Enfants-Rouges, avec arrêté du Corps municipal autorisant son ouverture pendant la quinzaine de Pâques, pour la célébration des offices par le curé de Saint-François-d'Assise.

16 avril 1791.

Minute et extrait conforme (2 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Homme-Armé).

1366. — Procès-verbal d'arrestation d'un individu pour avoir dit au coin des rues du Grand-Chantier et Pastourelle « que quatre mille chevaliers avec la cocarde blanche attendaient hier le Roi au bois de Boulogne ».

19 avril 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Homme-Armé).

1367. — Procès-verbal constatant que la cour qui précède l'église de Saint-François-d'Assise est à moitié pleine de personnes, installées sur des chaises, qui assistent au service divin.

24 avril 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Homme-Armé).

1368. — Procès-verbal d'arrestation d'un colporteur qui criait le *Journal du soir*, en l'accompagnant de commentaires mensongers, tels que les suivants : « M. de Lafayette a repris le commandement ; à bas les aides de camp avec les plumes ; chassez l'état-major qui donne de faux ordres. »

25 avril 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Homme-Armé).

1369. — Procès-verbal d'arrestation, sur le boulevard du Temple, d'un colporteur qui vendait des brochures incendiaires ou ornées de figures obscènes, notamment la *Vie privée, impartiale, politique, militaire et domestique du marquis de Lafayette.*

1er mai 1791.

Minutes (3 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Homme-Armé).

1370. — Procès-verbal d'arrestation de deux individus pour propos injurieux contre les prêtres, au moment où l'on portait le Saint-Sacrement à un malade, pour avoir dit notamment : « Voilà un foutu coquin, un foutu aristocrate, qui passe ; tous les prêtres qui ont prêté le serment sont des foutus gueux. »

30 mai 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Homme-Armé).

1371. — Plainte de l'abbé Jérôme d'Estrevaux, ex-vicaire de Saint-Gervais, contre un individu qui est venu chez lui l'injurier et le menacer.

2 juin 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Homme-Armé).

1372. — Procès-verbal d'arrestation de deux colporteurs qui criaient dans la rue de Paradis, la *Découverte d'une grande trahison contre les habitants du faubourg Saint-Antoine, à l'occasion du procès de M. de Lafayette avec M. Santerre, détail d'un horrible assassinat commis par le nommé Desmottes, son aide de camp, et le jugement qui le condamne à être pendu et étranglé.*

4 juin 1791.

Minutes (2 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Homme-Armé).

1373. — Procès-verbal d'arrestation et interrogatoire de Hilaire-Joseph-Hubert de Matigny, ancien avocat au Parlement, pour propos injurieux tenus sur le compte de l'état-major du bataillon des Capucins-du-Marais, qu'il accusait de bénéficier des remplacements.

19 juin 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Homme-Armé).

V. au sujet de ce personnage, tome I de notre Répertoire, n° 552.

1374. — Procès-verbaux d'arrestation d'individus pour propos incendiaires et pour avoir arraché une affiche des citoyens actifs et éligibles de la section Beaubourg.

21, 23 juin 1791.

Minutes (4 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Homme-Armé).

1375. — Plainte du sieur Louis-Marc-Antoine Daverton, chevalier de Saint-Louis, contre un individu qui l'a traité de foutu aristocrate et a voulu lui faire prêter serment dans la rue.

1er juillet 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Homme-Armé).

1376. — Plainte de Marie-Geneviève de Vassan, veuve de Victor de Riquetti de Mirabeau, au sujet de l'escroquerie commise à son préjudice par une prétendue dame de Waldeck.

11 juillet 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Homme-Armé).

Victor Riquetti, marquis de Mirabeau, décédé à Argenteuil le 13 juillet 1789, avait épousé en 1743, Marie de Vassan, veuve de François de Ferrières, marquis de Saulvebœuf.

1377. — Procès-verbal d'arrestation d'un colporteur qui criait dans la rue : « l'Ordre et la Marche pour aller au Champ de Mars et s'y assembler », et saisie de douze exemplaires d'une brochure intitulée : *Grand Détail de la réunion de plus de 200,000 citoyens de la capitale et des environs sur le terrain de la Bastille pour se rendre au Champ de Mars, le dimanche 17 juillet.*

17 juillet 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Homme-Armé).

La brochure en question ne nous est pas connue, elle n'est pas mentionnée par M. Tourneux dans la *Bibliographie de l'Histoire de Paris pendant la Révolution française* (t. I).

1378. — Procès-verbal concernant un grenadier volontaire du bataillon des Capucins-du-Marais, soupçonné d'avoir mis en joue M. de Lafayette au Champ de Mars, le dimanche 17 juillet.

17 juillet 1791 (11 heures du soir).

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Homme-Armé).

L'Ami du peuple, numéro du 20 juillet 1791, et les *Révolutions de Paris*, n° 106, p. 70, en parlant du coup de feu à bout portant qu'on avait essayé de tirer sur Lafayette, ne voient dans cette tentative qu'un simulacre d'assassinat, imaginé pour enflammer la garde nationale.

1379. — Procès-verbal d'arrestation d'un citoyen de la section des Enfants-Rouges, sergent-major du bataillon des Blancs-Manteaux, qui tenait sur le quai du Louvre des propos séditieux au sujet de l'affaire du Champ de Mars, disant notamment « que la garde nationale s'était déshonorée hier en tirant sur le peuple ».

18 juillet 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Homme-Armé).

1380. — Procès-verbal d'arrestation d'un individu qui avait frappé deux ecclésiastiques et qui était porteur du numéro de l'*Ami du peuple*, du 17 juillet 1791.

21 juillet 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Homme-Armé).

1381. — Procès-verbal d'arrestation d'un particulier qui avait tenu des propos contre la garde nationale, à propos de l'affaire du Champ de Mars.

24 juillet 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Homme-Armé).

1382.—Procès-verbal du dépôt par le sieur Wibert, marchand épicier, rue de l'Homme-Armé, de coupons d'assignats faux, et d'un autre coupon également faux par un individu qui l'avait trouvé enveloppé dans un papier sur le boulevard du Temple, avec les coupons en question.

11, 29 août 1791.

Minutes (2 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Homme-Armé).

1383. — Procès-verbal d'arrestation d'un colporteur de papiers publics pour avoir crié le sommaire des journaux qu'il vendait, entre autres du *Journal du soir*, de l'*Assemblée nationale* et du *Thermomètre du jour*.

12 août 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Homme-Armé).

1384. — Procès-verbal d'arrestation d'un frotteur du Mont-de-Piété, pour s'être livré à l'agiotage dans les cours de cet établissement en trafiquant sur les assignats.

13 août 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Homme-Armé).

1385. — Procès-verbal de perquisition à la Force, dans les chambres de deux détenus, soupçonnés de fabriquer des faux assignats.

23 août 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Homme-Armé).

§ 10. — Section du *Faubourg-Montmartre*.

1386. — Procès-verbaux des délibérations du comité civil de la section du Faubourg-Montmartre.

27 novembre 1790-27 nivôse an III.

Registre, *B. N.*, Mss., fonds français 2689.

1387. — Arrêté décidant que l'assemblée des citoyens se rendra en corps, le bataillon en armes, ainsi que la troupe du centre, drapeau déployé, lors de la prise de possession, par M. Castelan, de la nouvelle cure de Notre-Dame-de-Lorette.

24 mars 1791.

Copie conforme, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2656, fol. 187.

Simon-Nicolas Castelan, curé de Montmartre, avait opté, le 5 mars 1791, pour la cure de Notre-Dame-de-Lorette, créée par suite de la formation d'une nouvelle paroisse prise sur le territoire de la paroisse de Montmartre.

Cf. Etienne Charavay, *Assemblée électorale de Paris*, p. 560.

1388. — Arrêté décidant la communication à la section de la Grange-Batelière du plan d'agrandissement de l'église de Notre-Dame-de-Lorette, présenté par M. Constant, en attendant la construction d'une nouvelle église paroissiale.

7 avril 1791.

Extrait conforme, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2656, fol. 206.

1389. — Lettre du président du comité envoyant au maire de Paris un avis relatif à des rassemblements considérables au château de Chantilly.

10 mai 1791.

Minute signée, *A. N.*, D XXIX^b 33, n° 344.

1390.—Envoi par M. de Pardieu, député à l'Assemblée nationale, commandant du bataillon de Saint-Joseph, de renseignements concernant les propos tenus par M. de Nivernois, propriétaire du château de Saint-Ouen, au curé de cette localité.

22 juin 1791.

Minutes (2 p.), *A. N.*, D XXIX^b 36, n° 372.

1391. — Adresse présentée à l'Assemblée nationale par des citoyens de cette section qui se transportent aux frontières et prient l'Assemblée de recevoir leur serment.

22 juillet 1791.

Minute signée (sur une pièce de canon), *A. N.*, C 75, n° 729.

§ 11. — Section du *Faubourg-Saint-Denis.*

1392. — Arrêté conforme aux arrêtés des sections des Arcis et de la rue Poissonnière, relativement au port des paquets.

10 février 1791.
Extrait signé, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2671, fol. 252.

§ 12. — Section de la *Fontaine-de-Grenelle.*

1393. — Arrêté adhérant à celui de la section de Mauconseil, du 22 octobre 1790, concernant les ministres et décidant que l'Assemblée nationale sera suppliée de veiller à ce que les ministres ne puissent se soustraire par la fuite au compte qu'ils ont à rendre de leur conduite.

24 octobre 1790.
Extrait conforme, *A. S.*, V^bis II, Sections de Paris.

1394. — Lettre du président du comité, transmettant au Comité des recherches une lettre remise par le citoyen Verrier, avec le vœu de l'assemblée de voir exercer une surveillance sur tous les endroits suspects.

30 octobre 1790.
Minute, *A. N.*, D XXIX^b 32, n° 337.

1395. — Arrêté déclarant que la section persiste dans sa délibération du 30 octobre précédent, relative aux emplois, et demandant, pour délibérer à cet égard, la convocation de l'Assemblée des quarante-huit sections.

23 décembre 1790.
Extrait conforme, *A. S.*, V^bis II, Sections de Paris.

1396. — Déclaration signalant le dépôt de huit ballots de lingots d'argent et de barils d'écus à l'hôtel des Messageries, pour M. Franck, banquier à Strasbourg, et appelant l'attention sur l'exportation excessive du numéraire.

6 février 1791.
Minute, *A. N.*, D XXIX^b 17, n° 187.

1397. — Déclaration du sieur J.-B. Georges, caporal de la garde nationale, dénonçant la fourniture, par le sieur Thomassin, d'habits bleu de roi, avec des boutons portant l'inscription : *Vive le Roi !*

24 février 1791.
Extrait conforme, *A. N.*, D XXIX^b 33, n° 340

1398. — Déclaration du sieur Dellecourt, grenadier de la section des Champs-Elysées, au sujet de l'arrivée à Paris du sieur Ballet, son neveu, chasseur du régiment de Bourbon-Condé, et des propos tenus sur sa route par deux cavaliers de la maréchaussée.

17 mars 1791.
Copie conforme, *A. N.*, D XXIX^b 33, n° 341.

1399. — Délibération décidant l'envoi au Comité des recherches de deux boulets de forme extraordinaire trouvés dans la Seine au-dessous du Pont-Royal, et invitant à exercer une surveillance sur la décharge des grands bateaux.

28 mars 1791.
Extrait signé et scellé, *A. N.*, D XXIX^b 18, n° 195.

1400. — Procès-verbal de visite au couvent des Carmélites, rue de Grenelle, dans la chambre occupée par le sieur Villiers, supérieur du séminaire de Saint-Louis, rue d'Enfer, accusé d'avoir emporté tout le linge du séminaire, avec lettres des administrateurs des biens nationaux à ce sujet.

12 avril, 10 mai 1791.
Minutes (4 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Fontaine-de-Grenelle).

1401. — Procès-verbal de transport au couvent des Dames du Saint-Sépulcre, rue de Bellechasse, en vertu d'ordre du maire de Paris, concluant à l'abandon de l'église en son entier aux religieuses pour l'exercice de leur culte.

20 avril 1791.

Minute et original signés (2 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Fontaine-de-Grenelle).

1402. — Procès-verbal de transport au couvent de Panthemont, en vertu d'ordre du maire de Paris, constatant qu'il n'y a point de chapelle intérieure et que l'église extérieure donnant sur la rue de Grenelle doit être abandonnée aux religieuses pour l'exercice de leur culte.

25 avril 1791.

Minute et original signés (2 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Fontaine-de-Grenelle).

1403. — Procès-verbal de transport au couvent des Dames de la Visitation de la rue du Bac, et autorisation de faire ouvrir l'une des portes de l'église pour en conserver l'usage et donner accès aux tourières.

1er mai 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Fontaine-de-Grenelle).

1404. — Arrêté du Conseil général de la Commune, refusant d'entendre la dénonciation à la Commune de Paris de la conduite du maire et des officiers municipaux envers la section de la Fontaine-de-Grenelle, dénonciation contenue en un imprimé déposé par le président de cette section.

10 mai 1791.

Extrait conforme, *B. N.*, Mss., nouv. acq., fr. 2666, fol. 293.

1405. — Lettres aux sections de la Grange-Batelière et du Palais-Royal, demandant la convocation d'une nouvelle assemblée générale et la nomination de commissaires qui se joindront à ceux de la section, à l'effet de porter une dénonciation au Conseil général de la Commune au sujet de la conduite du maire et des officiers municipaux dans l'affaire des Théatins, avec un mémoire imprimé.

11 mai 1791.

Minutes signées (3 p.), *A. S.*, Vbis II. Sections de Paris; *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2654, fol. 182; 2671, fol. 302.

1406. — Arrêté de la section, décidant de poursuivre devant le département la réparation de l'injure essuyée par ses commissaires de la part du maire et des officiers municipaux.

11 mai 1791.

Extraits signés (3 p.), *A. S.*, Vbis II, Sections de Paris; *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2656, fol. 251; 2671, fol. 296.

1407. — Procès-verbal de la remise par le portier gardien de la maison des Théatins des quatre clefs du bâtiment servant autrefois d'église aux Pères Théatins.

27 mai 1791.

Minutes (4 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Fontaine-de-Grenelle).

1408. — Dépositions du sieur Bonniot, garde de la Ville, et de la demoiselle Lavaire, coiffeuse, portant que le départ de M. de Cazalès serait le signal du massacre dans la capitale et que les ouvriers des travaux de charité seraient armés.

1, 4 juin 1791.

Copie conforme, *A. N.*, D XXIXb 33, no 344.

M. de Cazalès passait pour avoir prêté la main au projet d'enlèvement du Roi en octobre 1790; aussi, lorsque la nouvelle de la fuite de Louis XVI se répandit dans Paris, il fut reconnu par le peuple sur le quai Voltaire et courut de sérieux dangers; l'Assemblée nationale dut envoyer des commissaires à son secours, et il ne dut, paraît-il, son salut qu'à l'énergie de la garde nationale. Cf. *Chronique de Paris*, numéro du 22 juin 1791; *Archives parlementaires*, t. XXVII, p. 363, 364.

1409. — Procès-verbal de descente dans une maison de jeu, hôtel de Berlin, rue Saint-Guillaume, où l'on jouait au biribi, et interrogatoire des joueurs.

11 juin 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Fontaine-de-Grenelle).

1410. — Déclaration concernant un indi-

vidu qu'on a vu déposer des fusils à l'hôtel de Mlle d'Orléans, rue Saint-Dominique, faubourg Saint-Germain.

4 juillet 1791.
Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Fontaine-de-Grenelle.

1411. — Rapport de police annonçant que plusieurs émigrés logent dans leurs demeures des gens suspects et que dans la maison des Missions Étrangères se réunissent des prêtres en grand nombre pour y tenir des conciliabules.

8 juillet 1791.
Minute, *A. N.*, D XXIXb 37, n° 381.

1412. — Procès-verbal à l'effet de constater la démolition déjà commencée de la maison conventuelle des Théatins.

9 juillet 1791.
Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Fontaine-de-Grenelle).

1413. — Procès-verbal de visite et perquisition nocturne au Palais-Bourbon, à l'effet de s'assurer que les souterrains ne renferment rien de suspect.

13 juillet 1791.
Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Fontaine-de-Grenelle).

1414. — Procès-verbal d'arrestation d'un énergumène, faisant sa lecture habituelle des journaux révolutionnaires, qui avait signé la pétition du Champ de Mars et qui avait traité un garde national « d'assassin, de bourreau, de gredin, tuant tout le monde au Champ de Mars ».

17 juillet 1791.
Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Fontaine-de-Grenelle).

1415. — Procès-verbal d'enlèvement à la maison des Théatins des objets appartenant à l'administration des biens nationaux pour les transporter aux Petits-Augustins.

18, 19 juillet 1791.
Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Fontaine-de-Grenelle).

1416. — Procès-verbal dressé contre deux particuliers qui avaient dit que « les Parisiens étaient des jeanfoutres s'ils ne désarmaient pas aujourd'hui la garde nationale ».

18 juillet 1791.
Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Fontaine-de-Grenelle).

1417. — Procès-verbal d'arrestation d'un individu pour avoir dit publiquement que « la garde nationale n'était composée que de gredins, de gueux, et qu'il fallait dresser des potences pour les pendre tous ».

18 juillet 1791.
Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Fontaine-de-Grenelle).

1418. — Procès-verbal de remise des clefs de la maison claustrale des Théatins à M. Boisselle, architecte, mandataire de M. Bonfils, acquéreur de cette maison, avec récépissé de ces clefs.

22 juillet 1791.
Minutes (2 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Fontaine-de-Grenelle).

1419. — Procès-verbal de perquisition à l'hôtel National, rue du Bac, dans la chambre d'un individu qui avait tenu des propos violents contre l'Assemblée nationale.

5 août 1791.
Minutes (2 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Fontaine-de-Grenelle).

1420. — Procès-verbal d'arrestation et interrogatoire d'un sieur Adrien Levasseur, marchand forain, qui faisait lecture à haute voix sur la place Louis XV de trois ouvrages de sa composition, savoir : *le Pape en démence; les Aristocrates foudroyés : la Réponse au bref du Pape ou Contrepoison du fanatisme*, et d'un quatrième, fait par un député, intitulé : *l'Ami de la Révolution ou les Philippiques*.

12 août 1791.
Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Fontaine-de-Grenelle).

L'Ami de la Révolution ou *Philippiques*,

feuille périodique attribuée à Sylvain Maréchal, qui parut de septembre 1790 à août 1791 et comprend 57 numéros en 4 volumes in-8°.

Cf. Eugène Hatin, *Bibliographie de la presse périodique française*, p. 156.

1421. — Procès-verbal d'arrestation d'un domestique de M. d'Agoult, ancien major des gardes-françaises, qui n'avait point la cocarde patriotique et avait tenu des propos méprisants sur la garde nationale.

19 août 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Fontaine-de-Grenelle).

1422. — Déclaration au sujet d'une malle remplie de vaisselle d'argent, appartenant à la comtesse d'Artois, expédiée à Mme de Chabrillant, à l'Abbaye-au-Bois.

20 août 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Fontaine-de-Grenelle).

1423. — Déclaration de la demoiselle Olive, née au Port-au-Prince, esclave de Mme de la Toison, qui s'était résignée aux coups, mais ne voulait retourner dans son pays, enchaînée pour travailler à la terre, et qui réclamait sa liberté en vertu de la loi française.

30 août 1791.

Minute signée de ladite Olive, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Fontaine-de-Grenelle).

1424. — Procès-verbal d'arrestation d'une femme qui avait proféré à la porte des Tuileries des injures atroces, s'écriant « qu'il fallait rétablir les gardes du corps et le clergé dans ses droits et que la garde nationale n'était composée que de gueux et de coquins. »

7 septembre 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Fontaine-de-Grenelle).

§ 13. — Section de la *Fontaine-Montmorency.*

1425. — Procès-verbal relatif à l'assassinat, rue du Petit-Carreau, de la nommée Marie-Antoinette Boucault, femme Madoré.

8 novembre 1790.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Montmartre).

V. au sujet de cet assassinat commis par un sieur Gavois, élève en architecture, la *Chronique de Paris*, numéro du 11 novembre 1790.

1426. — Délibération exprimant le vœu de l'établissement d'un tribunal provisoire qui jugera les crimes analogues à celui dont a été victime la dame Madoré.

10 novembre 1790.

Extrait conforme, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2644, fol. 282; 2666, fol. 173.

1427. — Procès-verbaux des séances du comité de la Fontaine-Montmorency.

12 novembre 1790-1er août 1792.

Reg. in-fol., de 81 feuillets, visé et paraphé. Bibl. municipale du 2e arrondissement.

1428. — Déclaration de Louis-Joseph De la Garde des Poujols-Chambonas, chevalier de Saint-Louis, au sujet du départ précipité de sa fille et de sa vie aventureuse.

31 décembre 1790.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Montmartre).

1429. — Déclaration d'un apprenti pâtissier, qui a été témoin d'un violent coup de poignard, donné près du passage du Perron, vis-à-vis la rue Vivienne, à un particulier qui se félicitait de ce qu'on avait « dissous les marchands d'argent. »

22 janvier 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Montmartre).

Les *Révolutions de Paris*, n° 79, p. 86, et le *Courrier de Paris*, par Gorsas, t. XX, p. 346, relatent cet assassinat qui fut commis le vendredi 21, entre six et sept heures du soir, sur la personne d'un marchand bijoutier qui avait demandé le cours de l'argent et eu l'imprudence de dire que « jusqu'à ce qu'on ait pendu un marchand d'argent, il haussera toujours »; le malheureux fut entouré de dix à douze de ces vendeurs d'argent et poignardé sur l'heure.

1430. — Déclaration de Madeleine-Adelaïde d'Amerval, âgée de vingt-deux ans, fille de Charles-Marie d'Amerval, ancien officier d'artillerie à Abbeville, au sujet de la séduction dont elle avait été victime de la part de Louis-Eugène prince de Ligne, major en second du régiment d'Orléans-cavalerie, qui lui avait promis le mariage.

31 janvier 1791.
Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Montmartre).

1431. — Déclaration faite par des citoyens actifs de la section pour signaler le prochain départ de la diligence de Lille, avec une quantité considérable d'argent monnayé, et procès-verbal de visite au bureau des diligences de Paris à Calais, constatant l'envoi de barils d'argent à Lille.

23 février 1791.
Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Montmartre).

1432. — Procès-verbal d'arrestation de deux individus qui déchiraient, rue Neuve-Saint-Eustache, les affiches du département.

20 juin 1791.
Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Montmartre).

1433. — Procès-verbal d'arrestation d'un marchand luthier pour propos deshonnêtes contre la garde nationale, pour avoir dit notamment que, « depuis le matin, elle n'était occupée qu'à voler des cannes ».

21 juin 1791.
Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Montmartre).

1434. — Procès-verbal de saisie sur le boulevard Montmartre, au devant de l'hôtel de Montholon, de douze gravures étalées, représentant le Roi des Français sous diverses formes et figures indécentes, tendant à atténuer le respect qui est dû au Roi.

13 juillet 1791.
Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Montmartre).

1435. — Procès-verbal d'arrestation d'un jeune homme qui avait provoqué un attroupement rue du Petit-Carreau, au coin de la rue Thévenot, en tenant des propos incendiaires, en disant par exemple « que si on avait pendu M. de Lafayette, tout cela ne serait pas arrivé ».

17 juillet 1791.
Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Montmartre).

1436. — Procès-verbal d'arrestation d'un individu faisant partie d'un rassemblement considérable, rue Saint-Martin, près le boulevard, et qui avait crié : « A bas la motion ! » avec son interrogatoire et envoi à la Force.

18 juillet 1791.
Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Montmartre).

§ 14. — Section des *Gobelins*.

1437. — Arrêté de l'assemblée primaire réunie au cloître Saint-Marcel, proposant une députation à l'Assemblée nationale au sujet des anomalies de la législation qui permet les pétitions collectives et n'en admet que d'individuelles, qui déclare tous les citoyens égaux en droits, admissibles à tous les emplois, et qui établit des distinctions basées sur le payement d'impôts.

16 juin 1791.
Extrait conforme, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2671, fol. 309.
Cf. *Archives parlementaires*, t. XXVII, p. 339.

1438. — Pétition à l'Assemblée nationale, au sujet de l'admission des citoyens à toute dignité, place et emplois publics, contredite par l'obligation de payer certaine quotité d'impôt, avec l'adhésion de la section du Théâtre-Français.

16 juin 1791.
Minute, avec signatures des citoyens de la section des Gobelins et du Théâtre-Français, *A. N.*, D IV 51, n° 1488.

1439. — Lettre du procureur syndic de Bourg-la-Reine, envoyant le rapport et l'avis du directoire de cette localité sur la ques-

tion qui concerne le canal de l'Yvette et les projets du sieur Defer.

3 juillet 1791.

Minute signée, *A. S.*, V^bis^ II, Sections de Paris.

V. dans MAURICE TOURNEUX, *Bibliographie de l'Histoire de Paris pendant la Révolution française*, n° 8158, l'extrait contenant une adresse rédigée le 19 avril 1791, à l'effet d'être présentée au Comité d'agriculture, aux directoires et aux municipalités riveraines de la Bièvre, pour empêcher l'exécution du canal de l'Yvette.

1440. — Lettre du procureur syndic de la Commune de Paris, annonçant que la pétition qui lui est adressée sera soumise à la décision du Corps municipal et qu'il recevra volontiers les syndics de la Bièvre.

27 juillet 1791.

Minute signée, *A. S.*, V^bis^ II, Sections de Paris.

1441. — Lettre du secrétaire-greffier de la municipalité de Paris, annonçant qu'à la dernière séance du Conseil général de la Commune, il ne s'est point présenté de commissaires porteurs d'arrêtés ayant pour objet le curage de la rivière des Gobelins.

19 août 1791.

Minute signée, *A. S.*, V^bis^ II, Sections de Paris.

1442. — Arrêté décidant l'envoi de douze commissaires dans les sections, à l'effet de provoquer à la Maison Commune une réunion pour prendre connaissance, au département des subsistances, de la quantité et qualité des approvisionnements, pour détruire les farines avariées et ouvrir des enquêtes sur les faits d'accaparement.

28 septembre 1791.

Extrait conforme, *B. N.*, Mss. nouv. acq. fr. 2671, fol. 326.

§ 15. — Section de la *Grange-Batelière*.

1443. — Dénonciation adressée au comité de la section contre la dame Bertin de Blagny, qui s'est chargée d'élever une petite fille prise à l'hôpital des Enfants trouvés et lui donne l'exemple d'une vie déréglée, avec lettre de l'administration de l'hôpital, demandant une enquête sur ces faits, et réponse du comité.

21 juillet, 13 août, 25 novembre 1790, 5 janvier 1791.

Minutes (4 p.), *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2656, fol. 5-8, 12.

1444. — Plainte de la femme Cavet pour obtenir le payement des gages à elle dus par la dame Bertin de Blagny, renvoyée au département de police.

24 juillet 1790.

Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2656, fol. 10.

1445. — Lettre invitant les commissaires de la section des Filles-Saint-Thomas à envoyer copie d'un rapport concernant l'entrée à main armée d'une patrouille de leur section avec une autre de Saint-Joseph dans une maison de la rue Favart, sous le prétexte qu'on y donnait à jouer.

25 juillet 1790.

Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2657, fol. 252.

1446. — Supplique du sieur Michelon, ouvrier aux travaux publics, au président de la section de la Chaussée-d'Antin, pour obtenir une place de piqueur ou de sous-chef dans ces travaux.

27 juillet 1790.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2642, fol. 99.

1447. — Lettre du sieur Cheveny, de La Chapelle, priant de l'inscrire en qualité de citoyen actif.

31 juillet 1790.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2642, fol. 102.

1448. — Lettre du sieur Pignard, demandant l'intervention du comité au sujet du règlement de compte de ses fournisseurs.

20 août 1790.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2642, fol. 103.

1449. — Lettres du bailli de Champignelle au comité du district de la Chaussée-d'Antin pour le règlement d'un mémoire de fumisterie.

26, 30 août 1790.

Minutes (2 p.), *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2642, fol. 105, 107.

1450. — Lettre de M. de Fierville aux commissaires de la section, offrant de soumettre à un arbitrage son différend avec le sieur Meller, au sujet de la pose de glaces dans son appartement, rue Tiron.

27 août 1790.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2655, fol. 179.

1451. — Lettre adressée au commissaire du district des Capucins, par M. Desmarest, ancien fermier général, au sujet des malversations d'un domestique nègre laissé par le sieur De Combe, absent, dans un appartement à lui loué par le sieur Desmarest.

4 octobre 1790.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2642, fol. 109.

1452. — Lettre de Petroni Ruggieri, artificier, demandant la délivrance d'un certificat pour soixante livres de poudre.

Octobre 1790.

Minute signée, *B. N.*, Mss. nouv. acq. fr. 2655, fol. 208.

1453. — Lettres de M. Cahier, procureur syndic adjoint, au président de la section, demandant l'ouverture d'une enquête pour savoir à qui appartiennent les pierres déposées rue de Provence, le long des écuries de M. d'Orléans et de la maison de Mme La Caille, afin de provoquer un jugement du tribunal de police, et déclarant que ces pierres gênant la circulation devront être vendues.

26 novembre, 20 décembre 1790.

Minutes signées (2 p.), *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2655, fol. 218, 228.

1454. — Lettre de M. de Joly, secrétaire-greffier de la municipalité, rectifiant une faute d'impression dans l'instruction sur la formation des assemblées primaires.

8 décembre 1790.

Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2655, fol. 219.

1455. — Délibération demandant à l'Assemblée nationale la dissolution du club des Fédérés des gardes nationales du royaume, tenant ses séances au couvent des Petits-Pères, et de toute autre association analogue.

10 décembre 1790.

Extrait signé, *A. N.*, C 49, n° 483.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XXI, p. 475.

1456. — Nomination de deux commissaires chargés d'assister à la conduite, pesée, casse et refonte des deux canons du bataillon des Capucins à la fonderie des frères Périer, à Chaillot.

23 décembre 1790.

Extrait signé, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2655, fol. 227.

1457. — Lettres de Miss Scott-Godfrey, annonçant l'envoi de la traduction, par les élèves de son premier cours, de la Déclaration des droits de l'homme et l'ouverture d'un second cours gratuit, où sera admise une élève de la section, et priant de hâter la nomination de cette élève, avec réponse du comité.

28 décembre 1790, 4, 7, 16 janvier 1791.

Minutes (4 p.), *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2656, fol. 16, 18, 19, 17.

V. dans la *Chronique de Paris*, supplément du numéro du 1er février 1791, le programme du cours de langue anglaise que Mlle Scott devait ouvrir le 24 janvier.

1458. — Ordre de la Mairie pour la délivrance, par l'Hôtel des Invalides, de 1,200 livres de riz à distribuer aux pauvres de la section.

2 janvier 1791.

Copie, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2656, fol. 4.

La mairie de Paris faisait, pour suppléer à la pénurie de pain, d'abondantes distributions de riz; on fit même imprimer la *Recette pour le riz économique, ou Méthode de cuire et assaisonner le riz, employée par le curé de Saint-Roch*, 9 septembre 1789, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2683, fol. 68.

1459. — Rapport du caporal du poste de la rue du Faubourg-Montmartre, faisant patrouille dans la rue Saint-Lazare, constatant diverses infractions aux règlements

de police, telles que carrosse laissé dans la rue, portes ouvertes.

2 janvier 1791.
Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2656, fol. 2.

1460. — Lettre du département de police au comité de la section, au sujet de l'affluence de femmes qui se sont présentées chez la dame Christophe, attirées par la promesse de son fils, entrepreneur de bâtiments, de faire allouer des secours à toutes les femmes enceintes, chargées d'au moins quatre enfants, et réponse du comité.

5, 7 janvier 1791.
Minutes signées (2 p.), *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2656, fol. 15, 20.

1461.—Lettre de la section à M. de Boissy, trésorier des secours destinés à la délivrance des pères pour mois de nourrice, regrettant de ne pouvoir secourir plus longtemps le sieur Denis Le Masson, vu le grand nombre d'indigents se présentant journellement à la section, et priant d'accorder la totalité des secours demandés par ledit Le Masson.

7, 17 janvier 1791.
Minutes signées (2 p.), *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2656, fol. 24, 50.

1462. — Lettre à la section du Théâtre-Français, l'informant que la section de la Grange-Batelière tient ses assemblées générales au dépôt du régiment des gardes-françaises, sur le boulevard, au coin de la Chaussée-d'Antin, et que le comité se réunit tous les jeudis.

7 janvier 1791.
Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2656, fol. 23.

1463. — Lettre de M. Lecointe, demandant la réunion du comité en permanence, le 9 janvier, à l'occasion de la prestation de serment des ecclésiastiques fonctionnaires publics.

8 janvier 1791.
Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2656, fol. 25.

1464. — Lettre des administrateurs du département de police, exprimant leurs regrets de n'avoir pu présenter leurs hommages à la section.

10 janvier 1791.
Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2656, fol 27.

1465. — Lettre aux commissaires de la section de la place Vendôme pour leur recommander le sieur Tessier en qualité de correspondant entre le comité et le département des travaux publics, avec réponse du président de cette section.

13, 16 janvier 1791.
Minutes signées (2 p.), *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2656, fol. 30, 49.

1466. — Lettre de M. Belfara, secrétaire greffier de la section, à M. Avril, ancien administrateur, le priant de faire remettre les mémoires des travaux exécutés dans le dépôt des gardes-françaises, pour obtenir de la municipalité le remboursement des sommes avancées par le trésorier de la section, avec lettres de M. Avril à ce sujet.

14 janvier 1791.
Minutes (3 p.), *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2656, fol. 39-41.
Jean-Baptiste Avril, représentant de la Commune pour le district de Saint-Eustache, était, en 1789 et 1790, administrateur du département du Domaine.

1467. — Lettre du comité de la Grange-Batelière au juge de paix de la section, lui recommandant le sieur Auvray, en qualité d'huissier pour son tribunal.

15 janvier 1791.
Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2656, fol. 43.

1468. — Procès-verbal de visite chez les logeurs de la section, avec un état des personnes qui s'y trouvent.

19, 20 janvier 1791.
Minutes signées (2 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Mont-Blanc).

1469. — Lettre du patriote Palloy priant de fixer le jour de la prise de possession du modèle de la Bastille, destiné à la section, attendu qu'il ne possède plus que douze de ces pierres réservées aux quarante-huit sections, et de faire tenir un paquet à

M. de Mirabeau, choisi pour commandant du bataillon de la Chaussée-d'Antin.

20 janvier 1791.

Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2656, fol. 56.

1470. — Rapport des commissaires de la section au sujet des pierres abandonnées rues de Provence et du Houssay, avec lettre d'envoi de ce rapport au département de police.

26, 27 janvier 1791.

Minutes signées (2 p.). *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2656, fol. 36, 37.

1471. — Lettre du comité priant les administrateurs des travaux publics de dispenser de tout travail le sieur Ferret, maçon, blessé par suite d'une chute, et de le faire figurer néanmoins sur les états de payement, avec certificat du chirurgien.

27 janvier 1791.

Minutes signées (2 p.), *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2656, fol. 60.

1472. — Déclaration de trois individus au sujet des propositions qui leur avaient été faites de s'affilier à une société chargée de soutenir les jeux et tripots autour du Palais-Royal, de suivre les joueurs dans les cafés et cabarets et de les rouer de coups, s'ils parlaient mal des banquiers et teneurs de jeux.

27 janvier 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Mont-Blanc).

1473. — Lettre de M. Desmousseaux, procureur syndic adjoint de la Commune, au comité de la section, touchant l'assignation au tribunal de police du sieur Guyot, maître maçon, en raison des pierres par lui déposées rue Montmartre, qui ont occasionné l'accident arrivé au sieur Blanchard.

28 janvier 1791.

Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2656, fol. 35.

1474. — Lettre du comité de recherches de la municipalité, priant de faire surveiller une maison rue de Clichy, la première après les cabarets, signalée comme très suspecte, et réponse certifiant que cette maison est vide, mais déclarant que, de l'autre côté de la rue, qui est de la section de la place Vendôme, loge un individu soupçonné de travailler à des écrits incendiaires.

29, 31 janvier 1791.

Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2656, fol. 61.

1475. — Lettre à M. Pinon, l'informant que la section fait rentrer dans son arsenal toutes les armes qui en ont été distraites et réclamant trente piques prêtées au mois de juillet précédent, avec réponse de M. Pinon, promettant de rendre, aussitôt que possible, ces piques à lui confiées pour le service de la garde nationale de son village, et nouvelle lettre de réclamation du comité.

30 janvier, 8, 18 février 1791.

Minutes (3 p.), *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2656, fol. 66, 130, 138.

1476. — Lettres au maire de Paris, lui annonçant que les 1,200 livres de riz accordées pour les besoins des pauvres sont sur le point d'être épuisées, et le priant de faire attribuer à la section de nouvelles distributions, avec ordres du maire de délivrer pareille quantité.

3, 6 février, 3, 5, 28, 29 mars 1791.

Minutes signées et copie (6 p.), *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2656, fol. 123, 174, 179, 195, 196.

1477. — Lettre de la section à M. de Joly, lui envoyant la liste des commissaires et secrétaire-greffier et l'informant que le comité tient ses séances au dépôt du régiment des gardes-françaises.

3 février 1791.

Original signé, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2656, fol. 120.

1478. — Lettre de M. Cahier, procureur syndic adjoint de la Commune, priant d'envoyer, avant dimanche, à M. Le Roux, officier municipal, chargé du rapport sur le Club monarchique au Conseil général de la Commune, tous renseignements concernant les imputations dirigées contre ce club.

4 février 1791.

Original signé, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2656, fol. 124.

V. dans le tome Ier de notre Répertoire

nos 1976, 1977, 3329, plusieurs pièces relatives aux menées du Club monarchique et à ses distributions de pain aux indigents.

1479. — Lettre d'un sieur Gosten, se plaignant de l'envahissement de son domicile par le sieur Daigne, dit Passy, qu'il avait renvoyé de chez lui et qui s'était présenté d'une façon menaçante avec quatre individus.

4 février 1791.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2656, fol. 125.

1480. — Lettres à l'accusateur public du tribunal du premier arrondissement, au commandant du bataillon des Capucins, à M. Santerre, commandant du bataillon des Enfants-Trouvés, et à M. de Rochambeau, au sujet de la provocation en duel, adressée à ce dernier par les sieurs de Sainte-Luce et Saint-Elme.

5 février 1791.

Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2656, fol. 126.

MM. de Rochambeau et de Sainte-Luce descendaient tous deux un escalier du théâtre des Bouffons; le second prétendit avoir été poussé par le général et le provoqua en duel; le 1er février, M. Santerre se rendit chez M. de Rochambeau pour lui témoigner l'inquiétude des habitants du faubourg au sujet de cette provocation, et les volontaires de son bataillon qui l'accompagnaient se constituèrent gardes du corps de M. de Rochambeau, de concert avec les gardes nationaux de la Croix-Rouge. L'affaire se termina par un échange d'explications, le jeudi 3 février, chez le commandant du bataillon des Champs-Élysées. Cf. *Chronique de Paris*, nos des 2 et 6 février 1791.

1481. — Lettre de M. Bailly, demandant l'envoi du dénombrement des citoyens actifs de la section.

10 février 1791.

Original signé, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2656, fol. 132.

1482. — Lettre aux officiers militaires de la section, les avisant de l'impossibilité où se trouve le comité de continuer les fournitures de bois, chandelles, plumes et papier faites jusqu'alors.

11 février 1791.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2656, fol. 137.

1483. — Lettre aux officiers municipaux, accompagnant l'envoi du rapport des commissaires chargés d'examiner la pétition présentée par l'Assemblée encyclopédique.

16 février 1791.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2656, fol. 139.

1484. — Lettre au Comité des recherches, adressant l'extrait d'un arrêté pris, le 14 février, par les citoyens de la section, sur un fait particulier ayant rapport à l'événement de la Chapelle.

16 février 1791.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2656, fol. 140.

1485. — Lettre à M. Osselin, administrateur au département de la garde nationale, demandant le renvoi des mémoires et quittances concernant les avances consenties par la caisse du district des Capucins de la Chaussée-d'Antin pour ouvrages de maçonnerie aux corps de garde.

16 février 1791.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2656, fol. 141.

1486. — Déclaration des employés des fermes aux barrières de la rue Royale et de la rue Blanche, portant que, nonobstant le décret qui les supprime, ils ne troubleront point l'ordre public et rempliront leur devoir jusqu'au 1er mai 1791.

25 février 1791.

Minute signée et tableau (2 p.), *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2656, fol. 154, 155.

1487. — Avis relatif au passage rue Saint-Lazare et Chaussée-d'Antin de forts de la Halle venant de la rue Montmartre et de la rue des Trois-Frères, se rendant chez leur avocat, M. Pepin Desgrouhette, rue de Clichy.

25 février 1791.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2656, fol. 157.

V. dans la *Chronique de Paris*, no du 28 février, une lettre de Pépin-Desgrouhette, homme de loi, défenseur des forts de la Halle, pour protester contre une calomnie atroce, les représentant comme complices de l'émeute des Tuileries. Les forts venaient de perdre, le 24 février, au tribunal de police, un procès qu'ils avaient contre le commissaire Serreau et s'étaient transportés auprès de l'Assemblée nationale et de la Commune pour demander protection et justice.

1488.—Lettre à M. Houdin, capitaine de la garde nationale, relativement à une dénonciation reçue contre le sieur Desvoges, portier de l'abbé de Rualem, qui s'affuble d'un uniforme de la garde nationale, se basant sur ce qu'il a été enrôlé dans le bataillon de Saint-Philippe-du-Roule, compagnie Houdin, et réponse de ce capitaine déclarant qu'il est rayé des cadres, et qu'ayant préféré la domesticité, le port de l'uniforme lui est interdit.

27, 28 février 1791.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2656, ol. 163, 168.

1489. — Lettre au procureur syndic de la Commune et à M. Doré, huissier commissaire de police à l'Hôtel de Ville, demandant que le produit de la vente des pierres délaissées dans les rues de Provence et du Houssay, montant à 150 livres, soit abandonné au profit de la classe indigente de la section.

8 mars 1791.

Minutes (2 p.), *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2656, fol. 177, 178.

1490. — Lettre du sieur Trouard, annonçant qu'il a été pourvu d'une des places du bureau de paix de l'arrondissement et sera par conséquent moins exact aux assemblées de la section.

15 mars 1791.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2656, fol. 182.

Louis-François Troñard, contrôleur des bâtiments du Roi, rue de Provence, l'un des électeurs de 1790.

1491.—Lettres au maire et au Conseil général de la Commune, envoyant l'arrêté pris à l'effet de faire connaître les agents de la municipalité chargés de procéder à la répartition des impositions.

18 mars 1791.

Minutes (2 p.), *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2656, fol. 185.

1492. — Lettre au département des travaux publics et au commandant du bataillon, adressant un arrêté sur la police des boulevards, et demandant l'affichage d'une proclamation à ce sujet.

18 mars 1791.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2656, fol. 185 v°.

1493. — Lettre du maire de Paris, invitant au *Te Deum* que la municipalité fera chanter à Notre-Dame, en actions de grâces de la convalescence du Roi.

18 mars 1791.

Original signé, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2656, fol. 186.

1494. — Lettre des administrateurs des domaine et finances de la municipalité de Paris, demandant la justification de l'emploi d'une somme de 1,100 livres accordée par le Bureau municipal à la section pour l'acquit des gages des personnes au service de ses comités.

19 mars 1791.

Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2642, fol. 117.

1495. — Lettre de Mirabeau aîné, chef de bataillon de la garde nationale, à M. Bouret, président de la section des Capucins, déclarant qu'il a ordonné aux patrouilles de son bataillon de tenir la main à l'exécution de la délibération prise par la section.

21 mars 1791.

Original signé, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2642, fol. 118.

Mirabeau avait été reçu, le 16 janvier 1791, commandant du bataillon des Capucins, et s'était rendu à la Société des Amis de la Constitution, où il avait été accueilli par des applaudissements. (*Chronique de Paris*, n° du 17 janvier 1791.) Il fut remplacé, le 21 mai, par Dubois de Crancé.

1496. — Lettre au département des domaine et finances, envoyant des extraits du compte des recettes et dépenses du district, du 13 juillet 1789 au 20 novembre 1790, en ce qui concerne les dépenses faites et non acquittées, pour servir de réponse à la lettre adressée à M. Balleux, ancien président du district, demandant l'emploi des 1,100 livres reçues à l'effet d'acquitter les gages des personnes au service du comité.

24 mars 1791.

Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2656, fol. 188.

M. Balleux, chef du bureau des impositions, rue Taitbout, figure parmi les représentants de la Commune.

1497. — Lettre à M. de Mirabeau, lui faisant parvenir deux délibérations prises par

le comité, l'une pour empêcher la détention des particuliers arrêtés par la garde avant leur interrogatoire par les officiers de police, l'autre relative à la prise de possession de la cure de Notre-Dame-de-Lorette, et le priant d'assister à cette cérémonie.

25 mars 1791.
Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2656, fol. 191.

1498. — Lettre de convocation de M. de Beauvais, président du corps électoral, à l'effet de délibérer sur l'installation de l'évêque de Paris en l'église métropolitaine, envoyée à M. Allaire, premier électeur de la section, et transmise à M. Beffara, secrétaire.

25 mars 1791.
Imprimé rempli, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2656, fol. 292.

Julien-Pierre Allaire, administrateur des domaines, rue du Faubourg-Montmartre, figure, en effet, parmi les électeurs de la section de la Grange-Batelière en 1789 et 1790; il fut nommé, par l'Assemblée électorale, commissaire pour la proclamation des curés.

1499. — Lettre de M. Castelan, curé de Montmartre, recommandant la requête du sieur Benoît Meily, suisse attaché à la chapelle de Saint-Joseph, rue Montmartre, en vue d'être nommé second suisse de la nouvelle paroisse de Notre-Dame-de-Lorette.

29 mars 1791.
Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2656, fol. 197.

1500. — Lettre annonçant que l'autopsie du corps de Mirabeau se fera le lendemain dans la matinée, en présence de plusieurs médecins et chirurgiens, à l'effet de constater son genre de mort.

2 avril 1791.
Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2671, fol. 290.

V. dans la *Chronique de Paris*, numéro du 12 avril 1791, et dans le *Courrier* de Gorsas, t. XXIII, p. 169, le procès-verbal de l'autopsie de Mirabeau.

Cf. le tome Ier de notre Répertoire, nos 2061, 2071, 2072, 2075, 2076, 2088, 2090.

1501. — Lettre de M. Dufresne, directeur du Trésor public, annonçant une nouvelle distribution aux pauvres de la section, par ordre du Roi, de 15 lits de sangle, de 17 couchettes et de 7 tables.

3 avril 1791.
Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2656, fol. 205.

1502. — Lettre-circulaire déclarant que, pour fixer l'opinion publique sur les véritables causes de la mort de Mirabeau, les membres du comité ont dû procéder à toutes les opérations consignées dans les procès-verbaux qu'ils envoient.

7 avril 1791.
Minute non signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2656, fol. 207.

1503. — Lettre de M. Desmousseaux, procureur syndic adjoint de la Commune, à la section de Mirabeau, notifiant un arrêté du Corps municipal pour la clôture provisoire, le 8 avril, des églises et monastères, afin de ne laisser aucun prétexte aux contraventions des ecclésiastiques et excès du peuple.

8 avril 1791.
Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2654, fol. 74.

1504. — Lettre au département du domaine et des finances, faisant connaître la nomination de deux commissaires qui représenteront la section pour la répartition d'une somme de 30,872 livres 12 sols, produit de deux représentations données au profit des pauvres.

11 avril 1791.
Minute, *B. N.*, Mss. nouv. acq. fr. 2656, fol. 211.

1505. — Inventaire des meubles, effets et papiers de la communauté des marchands fruitiers-orangers.

13, 14, 15 avril 1791.
Minute signée, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Mont-Blanc).

1506. — Lettre du maire de Paris à M. Bouret, annonçant la transmission au procureur syndic de la Commune des renseignements fournis sur la situation des pauvres de la section, qui ne participent plus aux secours distribués par les sœurs de

charité, hors de l'arrondissement de la paroisse de Notre-Dame-de-Lorette.

18 avril 1791.

Original signé, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2656, fol. 212.

Hilarion-François-Trophime Bouret, docteur en médecine et maître en pharmacie, rue de Mirabeau, figure parmi les électeurs de 1790 et 1792.

1507. — Délibération déclarant que le Roi, trompé par les ennemis du bien public, plongerait la capitale et le royaume dans le désordre, s'il voulait user dans ce moment de la liberté de voyager que la loi lui accorde, et adhérant à l'adresse du département.

19 avril 1791.

Copie signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2671, fol. 295.

1508. — Lettre aux officiers municipaux, adressant une délibération prise sur l'arrêté du directoire du département, du 18 avril, relatif au voyage du Roi à Saint-Cloud, ainsi qu'un arrêté et pétition à l'effet d'obtenir de l'Assemblée nationale un décret changeant le nom de la section de la Grange-Batelière en celui de Mirabeau.

20 avril 1791.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2656, fol. 214.

1509. — Lettre du maire de Paris, rappelant à la section qu'elle est en retard pour fournir le dénombrement de la population, qu'il est urgent d'avoir, en raison de la convocation de la nouvelle législature.

29 avril 1791.

Original signé, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2656, fol. 219.

1510. — Lettre du sieur Jollivet, préposé à la garde des effets aux barrières, donnant avis qu'une bande de malintentionnés se propose de venir, à huit heures du soir, aux barrières des Martyrs, de la rue Royale et de la rue Blanche pour tout détruire.

30 avril 1791.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2656, fol. 220.

1511. — Certificat de résidence et de bonne vie et mœurs délivré, sur la demande de sa femme, au sieur Jean Vieupot, demeurant faubourg Montmartre, maison de M. Allaire, arrêté pour complicité de vol de sel, place de Grève.

1er mai 1791.

Minutes (2 p.), *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2656, fol. 223, 224

1512. — Récapitulation du recensement général des habitants de la section, avec certificat du nombre des citoyens actifs et éligibles, se montant à 428, savoir, 202 éligibles et 226 actifs, et lettre d'envoi par le président de la section au maire.

3 mai 1791.

Minutes (3 p.), *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2656, fol. 224-226.

1513. — Lettre du président de la section au maire de Paris, demandant s'il peut déférer au vœu des citoyens qui désirent se faire inscrire comme actifs et prêter le serment civique dans une séance du comité, avec réponse de M. Bailly, renvoyant aux articles 4 et 8 du décret du 22 décembre 1789, et nouvelle lettre expliquant qu'il s'agit de la prestation du serment pur et simple, et non du serment pour acquérir la qualité de citoyen actif.

7, 9, 13 mai 1791.

Minutes signées (3 p.), *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2656, fol. 249, 254.

1514. — Lettre de M. Desmousseaux transmettant un arrêté du Corps municipal qui demande l'envoi de l'état des citoyens actifs, avec le texte de l'arrêté.

10 mai 1791.

Minute et extrait (2 p.), *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2656, fol. 247.

1515. — Lettre à M. Palloy, le prévenant que le comité, escorté d'un détachement du bataillon, se rendra chez lui dans la matinée du dimanche 15 pour accepter l'offrande d'une pierre de la Bastille faite à la section.

13 mai 1791.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2656, fol. 253.

Le Courrier des 83 départements, par Gorsas, t. XXIV, p. 249, consacre un article au récit de cette cérémonie; les grenadiers de la section se rendirent, en effet, le dimanche matin, à dix

heures, chez Palloy pour recevoir de ses mains l'un des portraits de Mirabeau coulés avec du mortier de la Bastille, et destiné au bataillon des Capucins-Saint-Louis, dont Mirabeau avait été le commandant.

1516. — Inventaire des objets qui se trouvent dans les bureaux d'octroi de la barrière de la rue Blanche et de la barrière de la rue Royale.

14 mai 1791.

Minutes (2 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Mont-Blanc).

1517. — Lettre de M. Bouret à l'effet de retirer des ateliers de bienfaisance établis aux Quinze-Vingts les objets mobiliers destinés à la section, en réponse à une lettre de rappel.

20, 25 mai 1791.

Minutes (2 p.), *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2656, fol. 261, 263.

1518. — Lettre au maire de Paris, lui envoyant l'extrait d'une décision prise par le comité au sujet du commerce de l'argent, et arrêté du Corps municipal, approuvant l'ouverture d'un bureau pour l'échange des assignats dans une salle au rez-de-chaussée de la caserne occupée par la compagnie du centre.

26, 27 mai 1791.

Minute et extrait conforme, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2656, fol. 265.

1519. — Lettre du directoire du district de Verneuil, adressant l'état (imprimé) des domaines nationaux adjugés dans les différents districts du département de l'Eure, et plusieurs placards indicatifs de la vente du château de Condé.

8 juin 1791.

Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2656, fol. 267.

1520. — Lettre de M. Boullemer de la Martinière, procureur syndic de la Commune, priant de donner toute la publicité possible à la convocation des électeurs pour la nomination des membres du tribunal criminel et afin de pourvoir aux places vacantes dans les tribunaux civils.

9 juin 1791.

Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2656, fol. 270.

1521. — Lettre de M. Desmousseaux, procureur syndic adjoint de la Commune, priant de faire afficher le placard qu'il envoie, portant avis aux citoyens actifs pour la nomination des électeurs qui choisiront les députés de la nouvelle législature, et lettre de M. Boullemer, annonçant que les électeurs nommés se réuniront le 27.

13, 20 juin 1791.

Minutes et imprimé (3 p.), *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2656, fol. 273, 277.

1522. — Lettre contenant invitation pour le commandant du bataillon qui accompagnera la procession de Notre-Dame-de-Lorette, le jour de la Fête-Dieu.

18 juin 1791.

Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2656, fol. 275.

1523. — Lettres de M. Filleul, administrateur au département des subsistances, priant de faire en sorte que les boulangers de la section aient toujours la quantité de pain nécessaire pour les besoins des habitants, et demandant l'envoi de commissaires chargés de vérifier la quantité de farines possédée par les boulangers et de surveiller la cuisson du pain, avec le rapport de MM. Mosnier et d'Haramboure, commissaires délégués chez les boulangers.

21 juin 1791.

Minutes signées (3 p.), Mss., nouv. acq. fr. 2656, fol. 283-285.

1524. — Certificat délivré à MM. Servoisier frères, employés dans les fourrages, en vue de l'obtention d'un passeport pour aller à Beaumont-sur-Oise, avec passeport à M. de Vemerange, pour se rendre de Gonesse au Tillay, et demande de passeport, par Mme de Joanthe, pour sa jardinière.

22 juin 1791.

Minutes (3 p.), *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2656, fol. 286, 287, 290.

1525. — Lettre au comité de la section de la Bibliothèque, déclarant que, dans les circonstances présentes, les deux pistolets saisis sur le sieur Louis Girardin par les volontaires du bataillon resteront en dépôt.

22 juin 1791.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2656, fol. 288, 289.

1526. — Lettre de M. Bailly, accompagnant l'envoi d'un arrêté du directoire, qui rappelle que le défaut d'inscription pour le service de la garde nationale ne retire pas la qualité de citoyen actif, mais la suspend momentanément.

23 juin 1791.

Original signé, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2656, fol. 291.

1527. — Lettre du département des subsistances, invitant la section à prévenir les boulangers que le retour de la famille royale amènera à Paris une grande quantité de personnes de la province et nécessitera des fournées supplémentaires, avec un état des approvisionnements possédés par chacun des boulangers de la section.

24 juin 1791.

Minutes signées (2 p.), *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2656, fol. 293, 294.

1528. — Dénonciation, par le sieur Michel Cheder, soldat au poste de la barrière Royale, du trafic de cartes par un sieur Loiseau.

24 juin 1791.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2656, fol. 292.

1529.—Lettre du département de la garde nationale, remerciant de la soumission envoyée par le président de la section pour le logement de cent quatorze gardes nationaux et de soixante-huit chevaux.

25 juin 1791.

Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2656, fol. 295.

1530. — Lettre du président de l'assemblée primaire de la section au procureur syndic de la Commune, envoyant l'extrait du procès-verbal du 28, en ce qui concerne une discussion relative à M. Bouchez du Vivier, l'un des neuf électeurs, et à M. Dubois de Crancé, ajournée par suite de sa maladie.

30 juin 1791.

Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2656, fol. 298.

Jean-Pierre-Louis Boucher, avocat, rue Saint-Lazare, est, en effet, l'un des neuf électeurs de la section de la Grange-Batelière en 1790, mais ne doit pas se confondre avec M. Bouchez du Vivier.

Edmond-Louis-Alexis Dubois de Crancé, député, commandant du bataillon de la section, se trouve également parmi les électeurs de 1792.

1531. — Lettre du commandant du bataillon, envoyant un procès-verbal dressé le 25 juin, au sujet de MM. Féline et Fabert, aides de camp de M. de Ramainvilliers, chef de la 3e division.

3 juillet 1791.

Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2656, fol. 300.

1532. — Lettre d'envoi de vingt-quatre certificats de résidence par le secrétaire-greffier de la municipalité.

7 juillet 1791.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2656, fol. 303.

1533. — Lettre au sujet des moyens adoptés, de concert avec le maire, pour prévenir les inconvénients de l'attroupement des accapareurs des effets de confiance.

13 juillet 1791.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2656, fol. 308.

1534. — Lettre de Julien-Pierre Allaire, adressant, au moment de quitter Paris, l'expression de sa gratitude à la section.

15 juillet 1791.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2656, fol. 311.

1535. — Ordre du Corps municipal aux commissaires de section et de police de faire éclairer toutes les façades des maisons.

17 juillet 1791.

Copie conforme, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2656, fol. 312.

1536. — Lettre de M. Cahier, procureur syndic adjoint de la Commune, demandant l'envoi du procès-verbal des assemblées primaires avec les noms et demeures des électeurs.

19 juillet 1791.

Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2656, fol. 313.

1537. — Procès-verbal dressé, en vertu d'un ordre du maire de Paris, au sujet du bruit sourd, qui s'entend à l'entrée de l'égout de la rue Basse-du-Rempart, bruit occasionné simplement par le passage des voitures sur les trappes des regards.

21 juillet 1791.

Minutes signées (3 p.), *A. P.*, Sections de

Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Mont-Blanc).

D'après la *Chronique de Paris*, numéro du 10 août 1791, la municipalité parisienne, avisée de ces bruits souterrains dans l'égout de la rue Louis-le-Grand, qui passait sous le Manège où siégeait l'Assemblée nationale, n'avait fait qu'en rire, mais le journal en question prenait la chose au sérieux et n'était pas éloigné de croire à une nouvelle conspiration des poudres; il reconnut lui-même, à la suite de la visite qui fut faite, que ses craintes étaient dénuées de fondement.

1538. — Lettre de M. Bouret, président de la section, à MM. Janiart et Langlois, accusant réception, avec tous ses regrets de leur démission de commissaires de la section.

23 juillet 1791.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2656, fol. 314.

Paul-Marie Langlois, ci-devant Courcelle, bourgeois, rue Taitbout, est du nombre des électeurs de 1790.

1539. — Lettre de M. Boucher, juge des tribunaux criminels, au président de la section, accusant réception de la lettre qui annonce la nomination de son frère aux fonctions de commissaire.

25 juillet 1791.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2656, fol. 315.

Jean-Pierre-Louis Boucher, rue Saint-Lazare, était juge du quatrième tribunal criminel.

1540. — Lettres au maire et à M. Hay, colonel des gardes de la Ville, leur envoyant l'extrait d'une délibération prise par le comité de la section relativement à une pétition des gardes de la Ville, avec l'accusé de réception du maire.

29 juillet, 1er août 1791.

Minutes (3 p.), *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2656, fol. 316, 317, 321.

1541. — Lettre de M. Pastoret, procureur général syndic du département, à M. Lhuillier, président de la section, renvoyant un procès-verbal de police de la section, des 21 et 22 juillet, contenant des dépositions contre le sieur Boucher du Vivier, grenadier et électeur, au sujet de propos séditieux qui auraient été tenus par lui.

30 juillet 1791.

Original et extrait signé (2 p.), *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2656, fol. 318.

Antoine Lhuillier, ancien caissier de la recette générale des finances, se trouve sur la liste des électeurs de 1792.

1542. — Lettre de M. Bouret aux fondateurs de la caisse patriotique de la section de la rue Poissonnière, au sujet de l'émission de billets projetée par la section de la Grange-Batelière, à peu près conformes à ceux de cette caisse.

6 août 1791.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2656, fol. 322.

1543. — Lettre du maire de Paris, autorisant la convocation de l'assemblée demandée par plus de cinquante citoyens.

8 août 1791.

Original signé, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2656, fol. 323.

1544. — Interrogatoire de Charles-Frédéric, baron de Waldeck, officier dans les troupes de l'électeur de Bavière, qui avait cherché à s'introduire dans la chapelle du Roi, et procès-verbal de perquisition dans ses papiers à l'hôtel d'Artois, rue du Coq-Saint-Honoré, par ordre du département de police.

16 août 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Mont-Blanc).

Cf. t. I de notre Répertoire, nº 2370.

1545. — Lettre de M. Bouret aux administrateurs des établissements publics, enclos des Bernardins, envoyant le relevé des indigents qui s'élève à plus de 1,300 en 440 ménages, dont 16 comprenant 92 pauvres sont domiciliés sur la paroisse de la Madeleine-de-la-Ville-Lévêque, et déclarant que la paroisse de Notre-Dame-de-Lorette s'étend sur les sections de la Grange-Batelière et du faubourg Montmartre.

7 septembre 1791.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2656, fol. 330.

1546. — Lettre du sieur Muly, architecte, soumettant à l'appréciation du comité un modèle d'opéra qu'il envoie au Salon.

7 septembre 1791.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2656, fol. 331.

1547. — Lettre du maire de Paris transmettant à M. Tarbé, ministre des contributions, une lettre qui annonce que le service des caisses publiques et les besoins des commerçants le mettent dans la nécessité de réduire à 4,000 fr. par jour la menue monnaie distribuée dans Paris par les sections.

27 septembre 1791.

Original signé et copie, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2656, fol. 333, 334.

1548. — Lettre de M. Castelan, curé de Notre-Dame-de-Lorette, demandant l'adjonction de commissaires, pris dans les deux sections formant l'arrondissement de la paroisse, aux membres de la commission établie pour le soulagement des pauvres.

22 octobre 1791.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2656, fol. 198.

1549. — Lettre du comte d'Arlet, réclamant justice pour l'esclandre causé chez lui par un postillon congédié, qui s'est livré aux scènes les plus scandaleuses.

Sans date.

Minutes (3 p.), *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2642, fol. 131-137.

§ 16. — Section des *Gravilliers*.

1550. — Lettre du sieur Durand, président de la section, au Comité de constitution, demandant qu'après la vérification des titres des citoyens actifs, il soit procédé à l'élection du président et d'un secrétaire.

3 juillet 1790.

Minute, *A. N.*, D IV 11, n° 157.

1551. — Arrêté de la section des Gravilliers, déclarant que l'archevêque de Paris devra être mis en demeure de rentrer dans un délai de rigueur, à l'expiration duquel le siège sera considéré comme vacant, et émettant le vœu que les juges de paix soient autorisés à exercer toutes les fonctions qui leur sont dévolues par le décret.

12 novembre 1790.

Extrait signé, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2666, fol. 178.

1552. — Arrêtés de la section des Gravilliers, décidant l'envoi d'une députation au tribunal de la Place-Royale pour l'inviter à mettre en liberté les citoyens arrêtés sur le donjon de Vincennes, comme ayant été égarés par leur patriotisme, et d'une autre députation qui se joindra au Corps municipal pour assister au *Te Deum* chanté dans l'église métropolitaine à l'occasion de la convalescence du Roi.

18 mars 1791.

Extraits conformes (2 p.), *A. S.*, V^bis II, Sections de Paris; *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2671, fol. 285.

1553. — Déclarations de plusieurs femmes contre le sieur Thomas, prêtre de la paroisse de Saint-Nicolas-des-Champs, accusé d'être hostile à la nouvelle loi, et de dire publiquement que les prêtres qui avaient prêté le serment étaient de faux prophètes et que le vrai service catholique se célébrerait dans les églises de quelques couvents.

1er, 6 avril 1791.

Minutes (2 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Gravilliers).

1554. — Procès-verbal de la remise des clefs du presbytère de Saint-Nicolas-des-Champs, par les marguilliers, en l'absence de l'ancien curé parti depuis le moment de la prestation de serment imposée aux ecclésiastiques.

2 avril 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Gravilliers).

Le curé de Saint-Nicolas-des-Champs était Jean-Étienne Parent, qui fut remplacé par Claude Colombart.

1555. — Dénonciation contre l'abbé François, ancien prêtre habitué de Saint-Nicolas-des-Champs, qui faisait faire les pâques d'une façon irrégulière.

3 avril 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Gravilliers).

1556. — Procès-verbal dressé au sujet de

l'effervescence populaire causée par la conduite des sœurs de charité chargées des petites écoles, rue Jean-Robert, qui refusaient de céder la place aux sœurs envoyées par le curé de Saint-Nicolas-des-Champs pour leur succéder.

7 avril 1791.
Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Gravilliers).

1557. — Procès-verbal de saisie sur divers colporteurs d'exemplaires d'un imprimé intitulé : *Découverte d'une grande trahison contre les habitants du faubourg Saint-Antoine, à l'occasion du procès de M. Lafayette avec M. Santerre, détails d'un horrible assassinat commis par M. Desmottes, son aide de camp, et le jugement qui le condamne à être pendu et étranglé.*

4 juin 1791.
Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Gravilliers).
Cf. *B. N.*, Lb 39, nº 4681.

§ 17. — Section de la *Halle-aux-Blés.*

1558. — Arrêté demandant la suppression, par M. de Lafayette, du poste des Messageries de la rue Notre-Dame-des-Victoires, eu égard au service excessif dont la 6e division est chargée.

26 octobre 1790.
Extrait conforme, *A. S.*, Vbis II, Sections de Paris.

La 6e division de garde nationale, placée sous le commandement de M. d'Aumont, s'étendait à la fois sur les quartiers du Roule, du Palais-Royal, de la Halle-aux-Blés et de la Chaussée-d'Antin.

1559. — Arrêté portant adhésion aux délibérations de la section du Palais-Royal, concernant l'archevêque de Paris, absent de la capitale, et les juges de paix des sections qui seraient chargés des affaires conciliatoires, en attendant l'établissement des juges des tribunaux.

10 novembre 1790.
Extrait signé, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2666, fol. 171.

1560.— Mémoire sur différentes questions relatives aux juges de paix et leurs assesseurs ainsi qu'aux commissaires de section, soumis au Comité de constitution par Badin, commissaire *ad hoc* de la section.

10, 24 décembre 1790.
Minute avec deux lettres (3 p.), *A. N.*, D IV 49, nº 1402.

Pierre-Servais Badin, homme de loi au tribunal de cassation, était, en 1791, l'un des assesseurs du juge de paix de la section de la Halle-aux-Blés et figure parmi les électeurs de 1792.

§ 18. — Section de *Henri IV.*

1561. — Registres de police du comité de la section de Henri IV.

28 juin 1790-15 mars 1791.
Trois cahiers in-fol., *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Pont-Neuf).

1562. — Arrêté exprimant le vœu de voir réunis dans la même enceinte, c'est-à-dire dans le Palais de Justice, les corps législatifs et administratifs de la capitale.

11 septembre 1790.
Extrait collationné, *A. N.*, D IV 3, nº 24.

1563. — Délibération contenant l'expression de la douleur causée par le duel entre MM. Lameth et de Castries, et demandant

des poursuites rigoureuses contre les duellistes.

13 novembre 1790.

Extrait, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2666, fol. 181.

1564. — Procès-verbal de perquisition dans les papiers du sieur Grandmaison, à la Conciergerie, faite par le commissaire de police de la section de Henri IV, en vertu d'un ordre du département de police.

31 mars 1791.

Minutes (2 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Pont-Neuf).

Il s'agit du sieur de Grandmaison, arrêté avec le sieur Champclos, en novembre 1789, pour contrefaçon de billets de la Caisse d'Escompte. Cf. *Correspondance secrète*, t. II, p. 399.

1565. — Plainte du greffier-concierge de la Conciergerie contre deux particuliers qui ont essayé de favoriser une évasion.

31 mars 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Pont-Neuf).

1566. — Procès-verbal d'arrestation du sieur Gabriel Breteuil-Delorme pour propos incendiaires contre Mirabeau et Barnave.

1er avril 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Pont-Neuf).

1567. — Procès-verbal constatant la mort subite de M. Alix, juge du tribunal du premier arrondissement, séant aux Requêtes du Palais.

5 avril 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Pont-Neuf).

D'après le *Courrier des 83 départements*, par Gorsas, t. XXIII, p. 122, M. Alix fut foudroyé par une attaque d'apoplexie au moment où il lisait son rapport. Se sentant suffoqué, il n'eut que le temps de dire : *Faites-moi ouvrir la veine*, et il expira. Gorsas se plaint que, dans certain camp, on ait eu l'insolence de faire des gorges chaudes sur cette mort.

1568. — Procès-verbal d'arrestation du sieur Louis Masson, en vertu d'ordre du département de police.

5 avril 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Pont-Neuf).

1569. — Procès-verbal d'arrestation du sieur François Vergnol de Beauregard, qui faisait voir une curiosité dans la rue et contre lequel le peuple s'était ameuté en le traitant de sorcier et d'aristocrate.

11 avril 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Pont-Neuf).

1570. — Inventaire des meubles, titres et papiers des communautés des maîtres maçons et maîtres charpentiers.

13 avril 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Pont-Neuf).

1571. — Déclaration de Jean-Baptiste-Étienne de La Rivière, juge de paix de la section de Henri IV, relative à un individu qui avait affiché sur le pont Neuf un placard scandaleux contre le Roi.

18 avril 1791.

Minute signée, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Pont-Neuf).

1572. — Plainte du sieur Jean-Henri Tintrelin, soldat du bataillon de Henri IV, contre le commissaire de police de la section des Champs-Élysées au sujet d'actes arbitraires.

21 avril 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Pont-Neuf).

1573. — Procès-verbal d'arrestation et interrogatoire du sieur Jean-Claude Boyer, orfèvre, pour propos incendiaires contre M. de Lafayette, tenus sur le pont Neuf.

22 avril 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Pont-Neuf).

1574. — Lettre du commissaire de police de la section au département de police touchant le repêchage de vins provenant d'un bateau naufragé vis-à-vis l'Hôtel-Dieu.

4 mai 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Pont-Neuf).

1575. — Déclaration du sieur Adrien Hu-

bert, concierge des prisons du Palais, au sujet de l'évasion de deux prisonniers.

22 mai 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Pont-Neuf).

1576. — Procès-verbal d'arrestation du sieur Jean-François Lebel, compagnon orfèvre, en raison de propos tenus contre le sieur Carle, commandant du bataillon de Henri IV.

2 juin 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Pont-Neuf).

1577. — Procès-verbal de visite à la Conciergerie pour la recherche de planches servant à fabriquer les faux assignats, avec l'interrogatoire des nommés Lambert et Cauchois, prisonniers.

16, 18 juin 1791.

Minutes (2 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Pont-Neuf).

1578. — Procès-verbal dressé contre le sieur Jean-Pierre Sarrazin, rédacteur du journal le *Babillard*, arrêté comme suspect et relâché.

21 juin 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Pont-Neuf).

Le Babillard, journal du Palais-Royal et des Thuileries, qui parut du 5 juin au 30 octobre 1791, avait pour objet de faire connaître les discours et les noms des motionnaires des Tuileries, du Palais-Royal et autres lieux publics, et donnait en outre un bulletin des séances des Jacobins. Cf. Eugène Hatin, *Bibliographie de la presse périodique française*, p. 202.

1579. — Procès-verbal d'arrestation d'un particulier qui avait manifesté son mépris pour la garde nationale.

26 juin 1791.

Minutes (2 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Pont-Neuf).

1580. — Déclaration au sujet d'un coup de feu tiré d'une des maisons de la rue Saint-Louis sur le quai des Augustins.

28 juin 1791.

Minute. *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Pont-Neuf).

1581. — Procès-verbal de transport à la Conciergerie pour apaiser le tumulte qui s'était élevé entre les prisonniers.

29 juin 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Pont-Neuf).

1582. — Procès-verbaux d'arrestation du sieur Etienne Boinet pour propos contre la garde nationale et de deux individus faisant des motions séditieuses.

17 juillet 1791.

Minutes (2 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Pont-Neuf).

1583. — Procès-verbal dressé contre Jean-Baptiste Rotondo, professeur, arrêté pour ses motions incendiaires et envoyé à l'Abbaye, avec son interrogatoire et l'examen de ses papiers.

17, 29 juillet 1791.

Minutes (3 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Pont-Neuf).

V. dans le tome I de notre Répertoire, nº 2489, une lettre de Rotondo au sujet de son arrestation, et une autre lettre du commissaire Desmarests, demandant l'envoi du procès-verbal ci-dessus.

1584. — Envoi à la Conciergerie du sieur Philippe Chapelle, arrêté pour avoir crié : A bas la garde nationale!

17 juillet 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Pont-Neuf).

1585. — Procès-verbaux d'arrestation d'un garçon orfèvre, pour propos contre Lafayette, et de deux autres individus pour propos incendiaires contre la garde nationale.

17, 18, 19 juillet 1791.

Minutes (3 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Pont-Neuf).

1586. — Constatation du décès du sieur Adrien-Michel Duval, sous-lieutenant au bataillon de Saint-Séverin, qui semble avoir été assassiné.

25 juillet 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Pont-Neuf).

La Chronique de Paris, numéro du 28 juillet

1791, annonçait que M. Duval, graveur en bijoux, sous-lieutenant des grenadiers du bataillon de Saint-Séverin, s'était brûlé la cervelle; dans le numéro du 31 juillet, ce journal rectifia son assertion, déclarant que M. Duval avait été assassiné d'un coup de pistolet, lundi soir, vers les onze heures, dans la rue de Jérusalem, près le Palais; ce zélé patriote avait, paraît-il, sacrifié sa fortune et ses veilles au maintien de l'ordre.

1587. — Procès-verbal d'arrestation d'un particulier ayant tenu des propos sur l'affaire du Champ de Mars et contre la garde nationale.

9 août 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Pont-Neuf).

1588. — Déclaration constatant l'évasion de cinq détenus de la prison de la Conciergerie.

10 août 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Pont-Neuf).

D'après la *Chronique de Paris*, numéro du 13 août 1791, sept prisonniers et non cinq s'évadèrent de la Conciergerie, le mercredi soir 10 août, entre autres MM. Champelos et Grandmaison, accusés d'avoir fabriqué de fausses lettres de change; il s'en serait échappé un plus grand nombre, si M. Riston, condamné aux galères comme faussaire, et dont la requête en cassation était sous les yeux du tribunal, n'eût fermé la porte et remis la clef au guichetier.

1589. — Déclaration concernant l'achat, à Pontoise, de deux cents sacs de farine.

12 septembre 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Pont-Neuf).

1590. — Procès-verbal de transport chez divers marchands pour y saisir des objets provenant du Garde-Meuble.

17 septembre 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Pont-Neuf).

1591. — Déclaration d'un prisonnier de la Conciergerie au sujet de la fabrication de faux assignats qui a lieu dans cette prison.

17 octobre 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Pont-Neuf).

§ 19. — Section de l'*Hôtel-de-Ville*.

1592. — « Répertoire des sentiments d'une partie de l'Europe joints à ceux des ennemis de la chose publique, sur la révolution actuelle », mémoire adressé au Comité des recherches, par Louis Boisson de Quency, vice-président du comité de la section, grenadier volontaire.

11 août 1790.

Deux cahiers, *A. N.*, D XXIXb 32, n° 334.

1593. — Lettre au district de Saint-Roch touchant les réclamations du sieur Bauché, créancier d'un nommé Jadot, garçon perruquier, demeurant cul-de-sac Saint-Guillaume.

14 octobre 1790.

Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2666, fol. 143.

1594. — Procès-verbaux de description et de transport à la bibliothèque de la Ville des livres de dom Michel-Jean-Joseph Brial et de dom Déforis, religieux du monastère des Blancs-Manteaux, avec correspondance de l'administration des biens nationaux.

27 octobre 1790-17 février 1791.

Minutes (8 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Fidélité).

Le 26 mars 1791, dom Brial adressa aux administrateurs du département de Paris une requête pour obtenir restitution des livres lui appartenant personnellement, par lui acquis du libraire Barrois, et la municipalité fit droit dans une certaine mesure à sa réclamation et à celles de dom Clément, dom Labbat et dom Deforis. Cf. Alfred Franklin, *les Anciennes Bibliothèques de Paris*, t. II, p. 361, 362.

1595. — Procès-verbaux dressés contre des individus arrêtés pour rébellion aux barrières de Bercy et de Rambouillet.

16 novembre 1790.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Fidélité).

1596. — Procès-verbal d'arrestation d'une prostituée, rue de la Mortellerie, par une patrouille chargée de surveiller les femmes du monde dans cette rue, le port au blé et la Grève.

21 novembre 1790.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Fidélité).

1597. — Procès-verbal d'arrestation d'une particulière trouvée dans une guérite avec un factionnaire, à qui elle avait, disait-elle, demandé une prise de tabac.

3 décembre 1790.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Fidélité).

1598. — Lettre du commissaire de police de la section, renvoyant à la section de la Grange-Batelière la nommée Marie Bertrand, prévenue de vol commis dans l'arrondissement de cette section.

13 janvier 1791.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2656, fol. 28.

1599.—Procès-verbal de la remise des registres de l'état civil de la paroisse de Saint-Jean-en-Grève, par le premier vicaire de la paroisse.

17 janvier 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Fidélité).

Ces registres faisaient partie des archives de l'état civil, conservées jadis avenue Victoria, et ont disparu dans l'incendie de 1871.

1600. — Déclaration au sujet d'une réunion clandestine de religieux et d'ecclésiastiques qui paraît avoir lieu à l'hospice de Saint-Sulpice, barrière de Sèvres.

4 février 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Fidélité).

1601. — Procès-verbal de saisie sur un colporteur de diverses feuilles incendiaires, savoir de vingt-et-un exemplaires du *Journal du club des Cordeliers et de la section du Théâtre-Français*, de dix-neuf de l'*Observateur des mêmes club et section*, de trente-six de la brochure intitulée *Jean-Bart, grand-maître des cérémonies*, et de huit des *Grandes Réflexions du Père Duchêne*.

26 mars 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Fidélité).

Le *Journal du club des Cordeliers, Société des Amis des Droits de l'homme et du citoyen*, par Senties et Momoro, organe officiel de cette fameuse Société, dont dix numéros seulement parurent du 28 juin à août 1791 et qui est de la plus grande raroté.

L'*Observateur du club des Cordeliers et de la section du Théâtre-Français*, publié par Momoro au début de 1791, en cinq numéros, et qui, par conséquent, ne fut pas, comme le suppose Deschiens, une suite du *Journal du club des Cordeliers*.

Jean-Bart, grand maître des cérémonies pour la proclamation de l'évêque de Paris, pamphlet mentionné dans le catalogue Labédoyère, p. 363.

Les Grandes Réflexions du Père Duchêne. S. l. n. d., pamphlet de 8 pages in-8°.

1602. — Inventaire du presbytère et installation du clergé de Saint-Gervais, en vertu d'un arrêté du Corps municipal du 30 mars, et notification au sieur Veytard, curé de cette paroisse, de son remplacement par le sieur Jean-Antoine Chevalier, ci-devant premier vicaire de Saint-Laurent, avec lettre de M. Bailly.

1er avril 1791.

Minutes et imprimé (6 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Fidélité).

François-Xavier Veytard était curé de Saint-Gervais depuis 1784.

V. dans Etienne Charavay, *Assemblée électorale de Paris*, p. 500, 503, le procès-verbal de l'élection de Jean-Antoine Chevalier et le discours par lui prononcé, lors de sa proclamation comme curé.

1603. — Procès-verbal d'arrestation, à cinq heures du matin, de particuliers trouvés endormis, l'un dans une échoppe sur le quai de la Ferraille, deux autres sur un tas de fumier, quai du Louvre, et d'une femme du monde, rue Saint-Honoré.

1er avril 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Fidélité).

1604. — Inventaires des objets, titres et papiers de la communauté des chandeliers et de celle des charcutiers, supprimées en

vertu du décret du 2 mars, avec lettres du département de police.

13 avril 1791.

Minutes (8 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Fidélité).

1605. — Procès-verbal de clôture de la chapelle du couvent des Filles-de-la-Croix, rue des Barres.

16 avril 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Fidélité).

1606. — Procès-verbal de comparution du sieur d'Angremont et de perquisition domiciliaire au sujet de la soustraction des registres de la liquidation des rentes, dénoncée au procureur syndic de la Commune par le sieur Renou, premier commis du bureau de l'enregistrement des rentes de l'Hôtel de Ville.

14 mai 1791.

Copie conforme, *A. N.*, C 198, n° 160[41].

1607. — Procès-verbal de la séance de l'assemblée primaire de la section, qui s'est déclarée en permanence à la nouvelle de l'évasion du Roi, annoncée par le tocsin sonné à l'Hôtel de Ville, avec les mesures de sûreté adoptées dans cette circonstance.

21 juin 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Fidélité).

1608. — Rapport au sujet d'une maison de la rue Saint-Antoine qui n'a pas été tendue pour le passage de la procession du Saint-Sacrement, ce qui a occasionné un grand scandale.

30 juin 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Fidélité).

1609. — Rapport de M. Gueullette, commissaire de police de la section, déclarant que les ceinturons trouvés sur les toits de la rue du Monceau-Saint-Gervais ont été réclamés par leur propriétaire, le sieur Letouzé, ceinturonnier, suivant certificat.

1er juillet 1791.

Minutes signées (2 p.), *A. N.*, D XXIXb 36, n° 372.

1610. — Lettre des Comités des recherches et des rapports au commissaire de police de la section au sujet des ceinturons trouvés sur les toits d'une maison rue du Monceau, qui peuvent être restitués au ceinturonnier.

2 juillet 1791.

Minutes (4 p.), *A. N.*, D XXIXb 31, n° 325 ; *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Fidélité).

1611. — Procès-verbal d'arrestation d'un individu qui débitait journellement sur le pont Marie, sur le quai des Ormes et sur l'ancienne place aux Veaux des viandes en état de putréfaction, pouvant occasionner des maladies.

4 juillet 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Fidélité).

1612. — Procès-verbal dressé contre un particulier qui avait vidé un pot rempli de matières fécales sur le sieur Louis-Adrien-Joseph Coutans, commissaire de police du bureau de la municipalité, lors de son passage sur le port au blé en revenant de voir les illuminations de la Grève.

14 juillet 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Fidélité).

1613. — Procès-verbal d'arrestation d'un individu qui faisait des motions incendiaires sur la place de Grève, courant de groupe en groupe, et disant à haute voix « que la garde nationale, dans l'affaire du Champ de Mars, s'était très mal comportée, qu'elle avait tiré sur le peuple sans y être provoquée, avant même que la loi martiale fût proclamée ».

18 juillet 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Fidélité).

1614. — Procès-verbal d'arrestation d'un individu qui contrefaisait l'ivrogne sur la place de Grève et tenait des propos incendiaires, déclarant « qu'il ne savait pas comment se passerait la journée d'aujourd'hui et que peut-être les Gobelins, les faubourgs Saint-Antoine et Saint-Marceau descendraient et se réuniraient ».

18 juillet 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Fidélité).

1615. — Procès-verbal d'arrestation d'un exalté pour avoir occasionné un rassemblement en criant à tue-tête « qu'il était envoyé de Dieu pour dénoncer l'Assemblée nationale et la Ville, qui trompaient tous les bons citoyens ».

23 juillet 1791.
Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Fidélité).

1616. — Procès-verbal d'arrestation de sept individus, trouvés couchés dans des bateaux d'avoine sur le port au blé, et dont le costume annonce qu'ils sont sans aveu et sans domicile.

24 juillet 1791.
Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Fidélité).

1617. — Procès-verbal d'arrestation d'un individu suspecté de pratiquer des enrôlements pour Metz, lequel s'était vanté d'avoir engagé une partie des ouvriers du pont de Louis XVI.

28 juillet 1791.
Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Fidélité).

1618. — Déclarations reçues au comité de police de la section, signalant la grande fermentation occasionnée par le décret de l'Assemblée nationale sur l'organisation de la garde nationale.

6 août 1791.
Extrait, *A. N.*, D XXIXᵇ 33, nº 348.
Le décret en question est des 27 et 28 juillet 1791.

1619. — Procès-verbal d'ouverture des chambres occupées par les écoles de l'ancienne paroisse de Saint-Jean, dressé à la requête de M. Poyet, architecte de la Ville, en vertu d'une lettre de M. Cahier.

11 août 1791.
Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Fidélité).

1620. — Procès-verbal de descente et de description de chacune des cloches de l'église de Saint-Jean-en-Grève, qui doivent être envoyées à la fonte et converties en monnaie, avec lettres du maire de Paris et des administrateurs des biens nationaux au sujet de cette opération.

15 août 1791.
Minutes (4 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Fidélité).

1621. — Contestation entre plusieurs personnes qui réclament, chacune de leur côté, un brevet d'invention pour des procédés préservant de la rouille toutes sortes de fers et d'armes.

31 août 1791.
Minutes (1 dos.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Fidélité).

1622. — Protestation du sieur Michel Collin, sergent de la garde nationale des ports, contre son incarcération à l'Abbaye, ordonnée par M. de Lajard, aide-major, parce qu'il avait convoqué une assemblée générale du bataillon pour établir ses réclamations et répétitions à l'égard de l'état-major.

3 septembre 1791.
Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Fidélité).

1623. — Procès-verbal de visite des rues, places et carrefours de l'arrondissement, constatant la présence, dans les rues de la Mortellerie, de la Levrette et autour de l'église de Saint-Jean-en-Grève, de tas de matières fécales et de gravois.

4 septembre 1791.
Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Fidélité).

1624. — Déclaration du sieur François Goga, bourgeois de Montmorency, au sujet de la fuite de ses deux filles, âgées, l'une de trente ans, l'autre de vingt ans, très portées à la dévotion, fuite qu'il attribue aux conseils du sieur Brodier, ancien curé de Montmorency, dépossédé de sa cure pour refus de serment, et réfugié à Paris, rue Dauphine.

13 septembre 1791.
Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Fidélité).

1625. — Procès-verbal de visite constatant des contraventions aux règlements de police et déclarant que les boulangers sont

à peu près en règle pour le poids de leurs pains, que le port au blé est fort sale et encombré de paille et d'ordures et que la place Baudoyer est obstruée par des marchands de meubles, de fruits et des charrettes à bras.

11, 13, 15 septembre 1791.
Minutes (2 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Fidélité).

1626. — Procès-verbal d'emprisonnement d'un individu qui s'était introduit sur la berge au bas du parapet de la Grève, dans le local où se trouvait placée une batterie de canon en vue des réjouissances de ce jour et y avait fait ses ordures.

18 septembre 1791.
Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Fidélité).

§ 20. — Section de l'*Ile-Saint-Louis*.

1627. — Envoi au Comité des recherches de trois lettres anonymes portant pour intitulé : *Vérité d'un soldat qui s'en fout*, lesdites lettres trouvées au coin d'une borne dans la rue des Deux-Ponts par un chiffonnier, et apportées au corps de garde de la rue Saint-Louis.

8 septembre 1790.
Minutes (4 p.), *A. N.*, D XXIX^b 12, n° 131.

1628. — Arrêté décidant la transcription sur les registres de délibérations de l'adresse au maire, aux officiers municipaux et aux notables, rédigée par les commissaires de la section, pour déclarer que les ministres, M. de Montmorin excepté, ont perdu la confiance.

26 octobre 1790.
Copie conforme, *A. S.*, V^{bis} II, Sections de Paris.

1629. — Envoi de commissaires auprès du Comité de constitution, pour savoir s'il existe une décision portant que les commissaires de police des sections de la capitale doivent être âgés de trente ans, et si cette disposition est applicable aux commissaires des sections.

4 novembre 1790.
Minute signée, *A. N.*, D IV 3, n° 21.

1630. — Arrêté conforme à celui de la section des Arcis pour le port des paquets.

9 février 1791.
Copie conforme, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2671, fol. 248.

1631. — Lettre-circulaire annonçant que le comité de la section tient ses séances rue Saint-Louis, n° 56, dans une salle au premier étage, au fond de la cour.

8 mai 1791.
Minute signée, *A. S.*, V^{bis} II, Sections de Paris.

1632. — Arrêté réclamant le maintien de la forme précédemment adoptée pour le payement des commissaires et secrétaires-greffiers de police et invitant les autres comités à conférer sur les moyens de conserver aux comités des sections leur utilité.

6 juillet 1791.
Extrait conforme, *A. S.*, V^{bis} II, Sections de Paris.

1633. — Arrêté décidant, sur la demande de M. Dailly, que les commissaires, chargés de la fabrication, signature et émission des petits billets de la section, vérifieront l'état de la caisse tenue par M. Dailly et que cette opération sera répétée de quinzaine en quinzaine.

6 août 1791.
Extrait conforme, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 323.

1634. — Note demandant si la section doit nommer six assesseurs du juge de paix.

1791.
Extrait signé, *A. N.*, D IV 3, n° 22.

§ 21. — Section des *Invalides*.

1635. — Dénonciation portée par des invalides contre un de leurs officiers, pour avoir tenu des propos annonçant des préparatifs de contre-révolution par le prince de Condé, dont l'armée serait forte de 135,000 hommes.

5 juillet 1791.
Minute, *A. N.*, D XXIXᵇ 37, nº 382.

§ 22. — Section du *Jardin-des-Plantes*.

1636. — Procès-verbaux donnant acte au curé de Saint-Nicolas-du-Chardonnet de ses explications, et déclaration au sujet des assertions calomnieuses contre ses paroissiens qui lui étaient imputées.

21, 23 août 1790.
Extrait signé, avec lettre d'envoi (2 p.), *A. N.*, C 45, nº 413.

1637. — Adresse à l'Assemblée nationale demandant, en vue de faire réaliser des économies au Trésor, que l'inspection et la garde du Jardin des Plantes soient confiées aux officiers et soldats du bataillon, avec une simple gratification.

9 septembre 1790.
Minute signée, *A. N.*, D IV 3, nº 22; D VI 47, nº 723.

Un projet de règlement pour le Jardin des Plantes et le cabinet d'histoire naturelle fut présenté à l'Assemblée nationale, le 20 août 1790; le titre X de ce règlement instituait un officier spécialement chargé du maintien de l'ordre et de la sûreté dans toutes les parties du Muséum. Cf. *Archives parlementaires*, t. XVIII, p. 195.

1638. — Arrêté rejetant la demande formée par la dame Mouret, à l'effet d'obtenir la concession gratuite à vie d'une des maisons religieuses de l'arrondissement pour y instituer une maison d'éducation et recevoir gratuitement douze orphelines pauvres, afin de ne pas créer de précédent qu'on pourrait invoquer dans une autre section.

16 septembre 1790.
Extrait conforme, *A. N.*, D IV 3, nº 22.

La dame Mouret, descendante de La Fontaine, demanda, le 11 février 1790, la permission de présenter à l'Assemblée nationale un ouvrage important sur l'éducation; le 18 février, elle exposa le précis de son plan d'éducation et, le 5 juin suivant, fit hommage de son *Catéchisme du citoyen*. (Cf. aux dates ci-dessus, les procès-verbaux de l'Assemblée nationale.)

1639. — Lettre du sieur Deroz, citoyen de la section du Jardin-des-Plantes, relative à des brochures de sa composition concernant la sûreté publique à Paris.

29 décembre 1790.
Minute, *A. N.*, D XXIXᵇ 16, nº 176.

1640. — Arrêté portant qu'il sera demandé à la municipalité de rendre compte de sa gestion des fonds publics par des états généraux et détaillés.

12 février 1791.
Extrait signé, *A. S.*, Vᵇⁱˢ II, Sections de Paris.

1641. — Arrêté décidant une nouvelle convocation des sections pour demander à la municipalité compte de son administration.

1ᵉʳ mars 1791.
Extraits signés, *A. S.*, Vᵇⁱˢ II, Sections de Paris; *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2660, fol. 3.

1642. — Rapport du sieur Thierry, sur une lettre adressée au comité de la section par le sieur Dadouy, ancien commis de l'octroi, se plaignant d'être obsédé par les nommés Grieu et Greinte pour coopérer à l'assassinat du Roi.

5 septembre 1791.
Minute, *A. N.*, D XXIXᵇ 34, nº 354.

§ 23. — Section des *Lombards*.

1643. — Arrêté déléguant dix-huit commissaires auprès des autres sections pour obtenir leur adhésion à la délibération prise, le 26 octobre, par la section des Lombards, à l'effet de faire fondre des pièces de canon propres à la défense de la capitale avec les vieilles pièces des arsenaux.

24 novembre 1790.
Extrait conforme, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2661, fol. 183.

1644. — Arrêté déléguant des commissaires auprès de l'Assemblée générale des représentants de la Commune, afin de porter l'expression de ses vœux en matière d'imposition personnelle et de droits d'entrée.

2 décembre 1790.
Extrait conforme, *A. S.*, V[bis] II, Sections de Paris.

1645. — Arrêté proposant la suppression totale des impôts indirects qui pèsent sur la ville de Paris et leur remplacement par un droit additionnel à l'impôt direct.

Sans date.
Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2665, fol. 5.

1646. — Arrêté envoyant deux commissaires auprès du Comité de constitution à l'effet de décider si ceux qui doivent remplacer les assesseurs du juge de paix, démissionnaires, seront pris parmi les suppléants nommés par l'assemblée primaire du 20 décembre précédent, ou s'il sera procédé à une nouvelle nomination.

18 janvier 1791.
Copie conforme, *A. N.*, D IV 3, n° 22.
Les six assesseurs du juge de paix étaient, en 1791, MM. Thomas, licencié ès-loix, de Santeuil, ancien greffier du Parlement, Aubery-Desfontaines, Potier et Trotereau, avocats, et Lemoine, épicier.

1647. — Adresse de la section des Lombards à leurs frères des quarante-sept autres sections de Paris, proposant de nommer dans chaque section trois commissaires et trois suppléants, qui se réuniraient pour communiquer les arrêtés et échanger leurs observations.

27 mars 1791.
Copie conforme, *A. S.*, V[bis] II, Sections de Paris.

1648. — Arrêté de l'assemblée primaire, suspendant l'ouverture du premier scrutin et décidant la nomination de commissaires pour fixer les bases de sa réclamation au sujet du droit de pétition et du décret du marc d'argent.

18 juin 1791.
Extrait signé, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2671, fol. 310.

1649. — Procès-verbal du commissaire de police de la section, contenant l'interrogatoire du sieur François Gaudry, faisant le commerce d'argent au Perron du Palais-Royal, arrêté comme porteur d'un paquet d'assignats de cent sols, formant une somme de 10,000 livres, achetés pour le compte du sieur Duparc, représentant d'une manufacture de province, ledit Gaudry relâché par ordre du Comité des rapports.

11 septembre 1791.
Minute, *A. N.*, D XXIX[b] 34, n° 354.

§ 24. — Section du *Louvre*.

1650. — Procès-verbaux d'arrestation pour vols sur la voie publique, voies de fait et tapage, injures à des factionnaires, émission de faux billets de caisse, vagabondage,

escroqueries, prostitution, tenue de petites loteries.

Août 1790-septembre 1791.

Minutes (13 dos.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).

1651. — Dénonciation d'un libelle diffamatoire intitulé : *Section du Louvre, liste des citoyens de l'ancienne composition du district de Saint-Germain-l'Auxerrois qui se sont fait connaître en bien ou en mal depuis le commencement de la Révolution, pour servir d'instruction à ceux du district de Sainte-Opportune qui se trouvent compris dans la section du Louvre,* libelle distribué dans la section et vendu chez les libraires du Palais-Royal.

3 août 1790.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).

Cf. Maurice Tourneux, *Bibliographie de l'Histoire de Paris pendant la Révolution française*, t. II, n° 8400.

1652. — Procès-verbal de saisie sur un colporteur, au bout du Pont-Neuf, de trois exemplaires de la brochure intitulée : *C'en est fait de nous*, qu'il avait cachés dans sa chemise.

3 août 1790.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).

Ce pamphlet incendiaire de Marat fut dénoncé par Malouet à l'Assemblée nationale dans la séance du 31 juillet.

Cf. t. I de notre Répertoire, n° 1326.

1653. — Procès-verbal de saisie, sur la déclaration du sieur de Saint-Amand, officier de dragons, de la garde nationale de Narbonne, de deux volumes, savoir : des *Scènes champêtres du Petit-Trianon*, Londres, 1790, 1 vol. in-18, et du *Despotisme détruit*, ornés tous deux de figures obscènes, offerts au public par un garçon boulanger sans ouvrage, qui s'était procuré ces livres chez le sieur Dezauches, libraire, rue Saint-Louis-au-Palais.

4 août 1790.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).

Aucun des volumes en question n'existe au moins sous ce titre; un ouvrage nullement obscène d'ailleurs, sur *l'emprunt et l'impôt et application au moment actuel*, 1790, 171 pages in-8°, porte comme épigraphe : *Le despotisme détruit.*

1654. — Rapport proposant l'enlèvement des baraques et bureaux des commis et contrôleurs du port au charbon, et leur installation sur le nouveau port, au quai de l'Infante, afin de laisser la place libre pour l'exploitation des farines produites par les moulins.

5 août 1790.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).

1655. — Procès-verbal de saisie de paquets de brochures sortant de l'imprimerie des sieurs Vezard et Lenormand, chargées sur une voiture, avec perquisition à l'imprimerie, par ordre de M. Duport-du-Tertre, et remise à Jean Peltier, sur sa réclamation, de feuilles intitulées : *les Actes des apôtres.*

12 août 1790.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).

1656. — Procès-verbal d'arrestation et envoi à la Force d'un individu pour avoir dit, en parlant de la garde nationale, « qu'il fallait faire sauter les habits bleus. »

18 août 1790.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).

1657. — Procès-verbal d'arrestation d'un colporteur vendant une brochure intitulée : *Violation des droits de l'homme ou Emprisonnement de huit grenadiers, députés du régiment du Roi*, imprimée par le sieur Girouard, pour le compte du sieur Desfieux, président du club national de Bordeaux.

19 août 1790.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).

Cette brochure est relative à l'arrestation des grenadiers qui s'étaient présentés à l'Assemblée nationale, pour justifier leurs camarades dans l'affaire de Nancy.

Cf. Maurice Tourneux, *Bibliographie de l'Histoire de Paris pendant la Révolution française*, tome I, n° 1863.

1658. — Déclaration signalant un ancien courrier du comte d'Artois qui, toutes les nuits, porte des lettres de Paris à Saint-Cloud et *vice versâ*, et les lenteurs

calculées de la garde nationale envoyée à la recherche de M. de Bonne-Savardin.

19 août 1790.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).

1659. — Perquisition chez MM. Vezard et Lenormand, imprimeurs, et saisie d'un libelle diffamatoire et scandaleux contre Mme de la V... et sa mère, la dame B.., libelle intitulé : *Le Masque de l'hypocrisie dévoilé et la Scélératesse atterrée.*

22 août 1790.

Minute, avec un exemplaire de ce libelle imprimé (2 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).

1660. — Procès-verbal au sujet d'un débitant d'eau-de-vie en contravention, et de l'exaction commise par le secrétaire du comité de l'Oratoire qui aurait exigé de ce débitant 12 livres pour les pauvres.

30 août 1790.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).

1661. — Procès-verbal de saisie sur une femme au bout du Pont-Neuf de plusieurs exemplaires d'un écrit intitulé : *l'Affreux Réveil de l'Ami du peuple.*

2 septembre 1790.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).

L'Affreux Réveil à (et non *de*) *l'Ami du peuple*, 29 août 1790, opuscule de Marat.

1662. — Procès-verbal d'arrestation d'un colporteur qui, monté sur un tabouret dans le cloître de Saint-Germain-l'Auxerrois, lisait tout haut des imprimés saisis sur lui, l'un d'eux ayant pour titre : *l'Ami de la Révolution ou Première Philippique* et un lambeau de chanson intitulée : *Vaudeville curieux de la comédie du bordel national.*

9 septembre 1790.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).

1663. — Procès-verbal concernant une voiture dont les chevaux se sont abattus rue Bertin-Poirée, et dans laquelle se trouvaient l'abbé Maury et M. Duval d'Epremesnil, sur le compte de qui la foule s'était permis des plaisanteries, relevées par M. Leblanc de Varenne, procureur au Parlement, soutenant que les sieurs Duval et Maury étaient les seuls et vrais amis du peuple.

10 septembre 1790.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).

1664. — Arrêté déclarant que, dans le cas où le curé et les marguilliers refuseraient formellement de convoquer la paroisse, le président était autorisé à faire la convocation par affiches et placards et au son de la caisse.

10 septembre 1790.

Expédition conforme, *A. S.*, Vbis II, Sections de Paris.

1665. — Procès-verbal d'arrestation d'un colporteur qui criait dans la rue une brochure intitulée : *Nouveaux Massacres commis à Nancy, avec des Réflexions du Père Duchesne*, en l'accompagnant d'un préambule alarmant.

17 septembre 1790.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).

Les *Réflexions du Père Duchêne*, avec une vignette de l'imprimerie du Père Duchêne, forment une plaquette de 7 pages.

1666. — Plainte des propriétaires et principaux locataires des maisons du quai de la Mégisserie, au sujet de l'odeur infecte exhalée par les immondices venant de l'égout des eaux de l'Arche-Marion, qui sera encore augmentée par l'établissement de latrines publiques sur le quai.

18 septembre 1790.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).

1667. — Procès-verbal d'arrestation d'un homme et d'une femme qui se livraient à la débauche sur la place des Trois-Maries, à une heure du matin.

18 septembre 1790.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).

1668. — Procès-verbal d'arrestation d'un individu qui avait occasionné un attroupement au bout du pont Neuf, en faisant de

motions et en tenant des propos incendiaires.

26 septembre 1790.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).

1669. — Déclarations au sujet de fournitures de draps, de différentes couleurs, aux soldats des compagnies du centre de la garde nationale, notamment à ceux de la section de la place Vendôme.

28 septembre 1790.

Minutes (3 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).

1670. — Procès-verbal concernant un nommé Vatinelle, logé à l'hôtel des Trois-Maures, place des Trois-Maries, ancien officier au service du Brabant, dont les allures semblent suspectes.

30 septembre 1790.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).

1671. — Délibération relative à la vente par le sieur Hemard, marchand de draps, d'uniformes de couleur aux compagnies du centre de la garde nationale.

7 octobre 1790.

Extrait conforme, *A. N.*, D XXIX^b 32, n° 336.

1672. — Procès-verbal dressé contre l'abbé Clément de Crosne, prêtre administrateur de la paroisse de Saint-Germain-l'Auxerrois, pour avoir tenu des propos outrageants contre Lafayette et « les habits bleus de la garde nationale », qu'il avait qualifiés de mouchards, avec l'interrogatoire dudit abbé.

15 octobre 1790.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).

1673. — Plainte en abus de confiance portée par le général Pierre de Soymonoff contre le sieur Jean Thomas, imprimeur de l'impératrice de Russie, qu'il avait chargé de divers achats pour l'établissement d'une imprimerie au département des mines à Saint-Pétersbourg, avec l'interrogatoire dudit imprimeur.

21, 22 octobre 1790.

Minutes (2 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).

1674. — Procès-verbal de perquisition chez la dame Guerbart, libraire, sur le trottoir du Pont-Neuf, qui avait distribué six douzaines d'un *Manifeste et Protestation de cinquante mille Français fidèles, armés dans le Vivarais pour la cause de la religion et de la monarchie contre les usurpations de l'Assemblée se disant nationale*, imprimé au camp de Jalès, octobre 1790, 35 pages d'impression.

25 octobre 1790.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).
Cf. *B. N.*, L^b 39, n° 4259.

1675. — Procès-verbal d'arrestation sur le quai du Louvre de cinquante-deux individus soupçonnés d'être des filous ou des escrocs, par un détachement de la compagnie du centre, en vertu d'un ordre du département de police, du 31 octobre, avec l'interrogatoire de ces individus.

1er novembre 1790.

Minute (1 cahier), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).

1676. — Déclaration relative à deux troupes d'individus, armés de bâtons noirs ou de grosses cannes, qui parcouraient le boulevard entre le faubourg Montmartre et le faubourg Poissonnière, ainsi que les rues adjacentes.

4 novembre 1790.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).

1677. — Procès-verbal d'arrestation par une patrouille de vingt-sept vagabonds ou voleurs, ramassés tant aux Champs-Élysées que sur les quais du Louvre et des Tuileries.

4, 5 novembre 1790.

Minutes (2 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).

1678. — Procès-verbaux d'arrestation par une patrouille de quatorze « femmes du monde » qui, tous les soirs, raccrochent les passants sur les quais du Louvre et de l'École, les forcent à entrer sous des baraques ou sous des charrettes et les dévalisent, et de onze autres femmes qui s'étaient réfugiées chez un marchand de vin des

Champs-Elysées pour échapper à la patrouille.

5 rovembre 1790.
Minutes (2 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).

1679. — Procès-verbal d'arrestation d'individus sans ouvrage, trouvés couchés soit dans les baraques du quai de la Mégisserie, soit dans les échoppes du quai de l'École ou sur le pas des boutiques.

7 novembre 1790.
Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).

1680. — Procès-verbal d'arrestation du sieur Célestin Davion, bourgeois de Paris, qui faisait des motions incendiaires contre Lafayette dans le jardin des Tuileries, sur la terrasse des Feuillants, et que le peuple voulait accrocher à la lanterne ou jeter par-dessus le parapet.

8 novembre 1790.
Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).

1681. — Arrêté de l'assemblée primaire, portant qu'elle n'entend plus se faire représenter à la prochaine élection des marguilliers et autres officiers de la fabrique, de la confrérie du Saint-Sacrement et du commissaire des pauvres de Saint-Germain-l'Auxerrois, mais qu'elle exige que l'élection ait lieu à l'époque ordinaire en assemblée générale, et autre arrêté invitant le curé à envoyer une convocation pour cette élection.

12 novembre, 1er décembre 1790.
Extraits conformes, (2 p.), *A. S.*, V bis II, Sections de Paris.

1682. — Déclaration du sieur Henri-Alexandre de Saint-Hillier, ancien gendarme de la garde du Roi, au sujet de la disparition de ses deux filles, qu'il suppose avoir été favorisée par leur maître de musique, le sieur J.-B.-Joseph Bourgeois, acteur au spectacle de Beaujolais.

18 novembre 1790.
Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).

1683. — Procès-verbal d'arrestation d'un teinturier de Bolbec, venu à Paris, qui, pour exciter la compassion, faisait semblant de tomber d'inanition sur la voie publique.

20 novembre 1790.
Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).

1684.—Procès-verbal de perquisition chez les sieurs Mercier et Cheret, fondeurs d'or et d'argent, rue de Saint-Germain-l'Auxerrois, dénoncés par l'*Ami du peuple* (n° 298) comme faisant fondre en lingots de l'or et de l'argent monnayé, pour les expédier à l'étranger, avec examen des livres desdits fondeurs, où se trouvent consignées leurs opérations, effectuées, soit pour le Trésor, soit pour la Caisse d'Escompte.

2 décembre 1790.
Minute, avec le numéro imprimé du journal (2 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).

1685. — Plainte de l'abbé René Liger, vicaire de Saint-Germain-l'Auxerrois, contre l'abbé Barruel, rédacteur du *Journal ecclésiastique*, pour imputation calomnieuse insérée dans ce journal.

11 décembre 1790.
Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).

Le *Journal ecclésiastique* ou *Bibliothèque raisonnée des sciences ecclésiastiques*, par l'abbé Barruel, parut de 1787 à 1792 et comprend 17 volumes in-12. Cf. Eugène Hatin, *Bibliographie de la presse périodique française*, p. 262.

1686. — Procès-verbaux d'arrestation d'individus pour vol de mouchoirs dans l'église de Saint-Germain-l'Auxerrois et pour vol d'une montre pendant la messe du Roi.

12 décembre 1790.
Minutes (2 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).

1687. — Déclaration relative à un soldat qui s'est engagé dans le régiment de Flandre, quoique faisant déjà partie du régiment d'Auvergne.

13 décembre 1790.
Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).

1688. — Déclaration au sujet du com-

merce scandaleux du sieur Joseph Martin, connu sous le nom de Joseph, tenant un sérail d'hommes rue de Richelieu.

15 décembre 1790.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).

1689. — Déclaration donnant des détails circonstanciés sur la fabrication de faux billets de caisse qui se fait sur une vaste échelle, dans la prison du Châtelet, déclaration reçue aux Jacobins par M. Verchère, député à l'Assemblée nationale, et transmise au Comité des recherches de l'Assemblée.

19 décembre 1790.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).

Verchère de Reffye, avocat, député du bailliage d'Autun à l'Assemblée constituante, demeurant hôtel d'Abbeville, rue Neuve-Saint-Merry, figure, en effet, sur la liste des membres du Club des Jacobins. Cf. A. AULARD, *la Société des Jacobins*, t. I, p. LXXV.

1690. — Plainte d'un commissionnaire plumet au Grenier à sel, contre les autres plumets de ce grenier, qui veulent l'empêcher de charger du sel de morue pour la boucherie des Invalides.

21 décembre 1790.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).

1691. — Dépôt, par un marchand mercier tenant un bureau d'écritures cloître Saint-Germain-l'Auxerrois, d'un manuscrit trouvé devant son bureau, intitulé : *Instruction pastorale de M. l'archevêque de Lyon*, ledit manuscrit transmis au Comité des recherches de l'Assemblée nationale.

6 janvier 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).

1692. — Procès-verbal dressé contre le sieur Jean-Pierre Égasse, prêtre, marguillier-clerc de la Sainte-Chapelle et maître de grammaire des enfants de chœur de Notre-Dame, accusé d'avoir prononcé à Saint-Germain-l'Auxerrois un sermon incivique, qui avait excité du tumulte parmi les assistants, avec l'interrogatoire dudit prêtre.

9 janvier 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum)

1693. — Déclaration relative à un grand débit de petits crucifix chez les tabletiers de la rue des Arcis, crucifix qui paraissent devoir servir de signes de ralliement suspects.

25 janvier 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).

Cf. *Chronique de Paris*, numéro du 27 janvier 1791.

1694. — Plainte d'un boulanger de la rue Saint-Denis contre un quidam, qui n'avait voulu payer que sept sous un pain de quatre livres et l'avait menacé de le faire mettre à la lanterne.

27 janvier 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).

1695. — Procès-verbal de saisie d'une feuille intitulée : *le Crieur de bon sens et patriote*, que des enfants offraient en vente sur le Pont-Neuf à un liard la pièce.

31 janvier 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).

Le Crieur de bon sens et patriote, feuille périodique in-8°, qui eut 12 numéros.

1696. — Déclaration d'une vendeuse de tabac sur la place de l'École au sujet des propos contre-révolutionnaires à elle tenus par un individu qui s'était vanté de faire des distributions d'argent dans le faubourg Saint-Antoine.

4 février 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).

1697. — Lettre du sieur Lefebvre, commissaire de la section, communiquant la déposition de la femme Mitouflet, logeuse, relativement à un coup qu'on devait tenter le 11, et à une levée de 22,000 chevaux.

5 février 1791.

Minute, *A. N.*, D XXIX b 17, n° 187.

1698. — Arrêté du comité de la section, décidant qu'à l'exemple de celui des Arcis, il affranchira tous les paquets envoyés aux

autres sections, mais aussi qu'il ne recevra que les paquets affranchis.

5 février 1791.

Extraits conformes (2 p.), A. S., V^bis II, Sections de Paris; *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2666, fol. 245.

1699. — Déclaration du sieur Charles Goust du Lompré, secrétaire-greffier de la section, au sujet des assemblées générales qui se tiennent, rue Bertin-Poirée, très avant dans la nuit, chez M. Duval d'Eprémesnil.

5 février 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).

Le sieur Goust du Lompré occupa peu de temps le poste de secrétaire-greffier de la section du Louvre; il fut remplacé dès 1791 par le sieur Martin, homme de loi.

1700. — Dénonciation par J.-B.-Claude Bertholet, maître en chirurgie, des propos tenus par deux chasseurs soldés, qui avaient dit « qu'ils espéraient bientôt avoir leur revanche de l'affaire de la Chapelle, que l'Allemagne, la Prusse et la Suisse armaient en guerre contre la France et que leurs premiers coups de feu seraient pour les Parisiens. »

9 février 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).

J.-B.-Claude Bertholet, maître en chirurgie, rue Thibautodé, figure parmi les électeurs de la section du Louvre en 1790 et 1792.

1701. — Procès-verbal d'arrestation d'un homme et de quatre femmes, trouvés à une heure du matin dans les boutiques du quai de l'École, les femmes déclarant « qu'elles revenaient de la porte des Tuileries, parce qu'on leur avait dit que Mesdames, tantes du Roi, devaient partir. »

20 février 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).

1702. — Procès-verbal de visite et état de lieux d'un terrain, rue du Petit-Bourbon, loué par les administrateurs des domaines et qui sert d'entrepôt de sel, ledit procès-verbal constatant, en outre, que la rue en question est encombrée de gravois et de pierres de taille.

22 février 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).

1703. — Procès-verbal d'arrestation de deux particuliers pour avoir tenu des propos inciviques sur la place Louis XV.

24 février 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).

1704. — Procès-verbal d'arrestation de deux individus qui ont essayé de s'engager dans le régiment de Chartres, quoique faisant déjà partie de la garde nationale soldée.

24 février 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).

1705. — Arrêté nommant des commissaires à l'effet de communiquer à la section des Tuileries le rapport d'un citoyen, suivant lequel les membres d'une société dite des *Amis du Roi*, et composée de deux cents cinquante personnes, tant nobles que gardes du Roi, de Monsieur et du comte d'Artois, avaient été, le jeudi précédent, introduits, sur l'ordre de M. de Villequier, dans le château des Tuileries, par un passage non pratiqué.

1er mars 1791.

Extrait conforme, *A. S.*, V^bis II, Sections de Paris.

1706. — Arrêté chargeant les mêmes commissaires de communiquer également à la section des Tuileries le rapport d'un citoyen, d'après lequel, le jeudi précédent, vingt-cinq à trente personnes, décorées de la croix de Saint-Louis et autres marques distinctives, étaient entrées dans le château des Tuileries, avec M. de Villequier à leur tête, par une porte donnant de son appartement dans l'intérieur du château, le même citoyen ayant aussi déclaré qu'il se fait journellement un rassemblement de plus de cinq cents personnes au château de Madrid, dans le bois de Boulogne.

2 mars 1791.

Extrait conforme, *A. S.*, V^bis II, Sections de Paris.

1707. — Déclaration au sujet de bals qui doivent se donner rue de la Monnaie, dans un appartement au second étage, les nuits de dimanche, lundi et mardi de chaque semaine.

3 mars 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).

1708. — Procès-verbal d'arrestation d'un mendiant qui avait lacéré avec son couteau, sur la place du Louvre, une affiche de la municipalité, sous prétexte qu'il y avait vu les noms de ceux qui étaient entrés chez le Roi avec des poignards.

16 mars 1791.
Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).

1709. — Procès-verbal d'arrestation d'un soldat du régiment de Navarre, qui avait cherché à s'enrôler dans la garde nationale.

20 mars 1791.
Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).

1710. — Procès-verbal d'arrestation de deux joueurs de petites loteries sur les quais de l'Infante et du Louvre, l'un d'eux pour gagner sa vie, n'ayant pu être employé aux travaux de charité, l'autre pour pouvoir donner du pain à ses enfants.

22 mars 1791.
Minute, *A P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).

1711. — Inventaire des papiers, titres et effets appartenant à la fabrique, à la paroisse, et aux pauvres de Saint-Germain-l'Auxerrois, se trouvant dans le presbytère, représentés par Jean Ringard, ancien curé de Saint-Germain-l'Auxerrois, en vertu de la délibération du Corps municipal, du 30 mars.

1er avril 1791.
Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).

Jean Ringard était curé de Saint-Germain-l'Auxerrois depuis 1781.

1712. — Notification du remplacement de M. Ringard, curé de Saint-Germain-l'Auxerrois, par M. Corpet.

3 avril 1791.
Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).

Jean Corpet, premier vicaire de Saint-Germain-l'Auxerrois, avait été élu curé de cette paroisse, le 6 février, et proclamé le 13. Cf. Etienne Charavay, *Assemblée électorale de Paris*, p. 489, 492.

1713. — Procès-verbal d'arrestation d'un déserteur du régiment de Vintimille, qui s'était engagé dans le régiment de Royal-Comtois.

8 avril 1791.
Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).

1714. — Inventaire, dans la maison des sœurs de charité, rue des Poulies, des objets appartenant aux pauvres de la paroisse de Saint-Germain-l'Auxerrois.

12 avril 1791.
Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).

1715. — Procès-verbal de fermeture de la chapelle des Orfèvres, dite hospice Saint-Éloi, sise rue des Orfèvres.

15 avril 1791.
Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).

La chapelle de Saint-Eloi, bâtie par les orfèvres à la fin du quatorzième siècle et agrandie en 1566, était annexée à un hôpital destiné aux pauvres orfèvres âgés ou infirmes, ainsi qu'à leurs veuves.

1716. — Procès-verbal d'arrestation et interrogatoire du sieur Jean-Baptiste Le Clerc de Cerny, ex-premier secrétaire des États-Généraux du Hainaut français, capitaine de la garde nationale de Valenciennes, incarcéré à la Force pour injures, voies de fait et tapage.

20 avril 1791.
Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).

1717. — Procès-verbal dressé à l'effet de constater l'évasion de plusieurs des prisonniers de la maison des Petits-Pères.

10 mai 1791.
Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).

1718. — Inventaire des objets, titres et papiers de la communauté des marchands drapiers et merciers, se trouvant en leur bureau, rue des Déchargeurs.

12 mai 1791.
Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).

1719. — Déclaration de l'évasion de l'un des prisonniers du Châtelet, sous le dégui-

sement d'un commissionnaire, avec la barbe teinte en noir foncé.

19 mai 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).

1720. — Procès-verbal dressé au sujet d'un tumulte sur le Pont-Neuf, à l'occasion d'un cheval supposé morveux, tumulte qui avait nécessité l'intervention du poste de Henri IV, pour dissiper le rassemblement, de concert avec celui de la Samaritaine.

3 juin 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).

1721. — Dépôt, par le sieur Nicolas-Joseph Watrin, greffier-concierge des prisons du Châtelet, de planches de cuivre pour la fabrication de faux billets de caisse, trouvées dans la chambre Sainte-Élisabeth, où logent quatorze prisonniers.

6 juin 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).

1722. — Procès-verbal d'arrestation d'un individu qui s'était évadé des prisons de la Force, le 19 mai précédent.

17 juin 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).

1723. — Procès-verbal d'arrestation de cinq jeunes gens, se disant commissionnaires, trouvés endormis à une heure du matin dans les baraques du quai de la Mégisserie.

21 juin 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).

1724. — Arrêté décidant, en raison du départ subit du Roi, de siéger en permanence, d'envoyer à la municipalité et au département deux députés, pour leur demander d'entretenir une correspondance active et continuelle avec les quarante-huit sections, et proposant la formation d'un comité permanent avec trois députés de chaque section.

21 juin 1791.

Extrait conforme, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2656, fol. 281.

1725. — Procès-verbal d'arrestation, sur le quai du Louvre, d'un particulier, qui avait foulé aux pieds la cocarde nationale.

21 juin 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).

1726. — Procès-verbal d'arrestation, rue du Champ-Fleury, et interrogatoire du sieur Joseph-Antoine Meunier-Castor, valet de chambre du Roi, à l'occasion de la fuite de Louis XVI, lequel est renvoyé successivement au Comité des recherches de l'Assemblée nationale et au département de police de la municipalité.

21 juin 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).

1727. — Procès-verbal d'arrestation et interrogatoire du sieur Henry Vidal, ancien praticien et clerc de procureur à Carcassonne, renvoyé du régiment Dauphin comme séditieux, qui lisait publiquement dans la rue de la Monnaie une prétendue lettre de la Reine au prince de Condé, laquelle, paraît-il, devait être imprimée par les soins du Club des Cordeliers.

21 juin 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).

V. le titre complet de cette lettre apocryphe, *B. N.*, Lb 39, n° 5084.

1728. — Procès-verbal dressé contre un vendeur de livres, âgé de seize ans et demi, qui prenait copie d'une affiche incendiaire du Club des Cordeliers, placardée au coin de la place de l'École et du quai.

21 juin 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).

1729. — Procès-verbal d'arrestation d'un individu pour injures à un sergent-major du régiment de Viennois, qu'il avait qualifié d'espion des troupes autrichiennes.

22 juin 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).

1730. — Procès-verbal d'arrestation sur le quai de l'École et interrogatoire d'un vendeur de papiers, qui avait injurié gros-

sièrement la garde nationale, disant qu'elle avait été payée pour laisser partir le Roi.

23 juin 1791.
Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).

1731. — Procès-verbal d'arrestation, sur le quai de la Mégisserie, du sieur Sébastien Benjamin de l'Isle de Bouillon, chassé du régiment d'Auxerrois et de la garde nationale pour inconduite, et faisant des motions incendiaires.

4 juillet 1791.
Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).

1732. — Procès-verbal dressé au sujet d'une discussion entre un marchand d'estampes de la rue de la Monnaie et un charcutier de la rue Saint-Antoine, qui avait déchiré une caricature exposée à l'étalage de ce marchand, représentant le général de Lafayette en éléphant.

5 juillet 1791.
Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).
Cf. les *Révolutions de Paris*, n° 105, p. 33.

1733. — Procès-verbal d'arrestation sur les quais de quatre particuliers surpris jouant sur des mannequins au jeu de hasard appelé la parfaite égalité.

17 juillet 1791.
Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).

1734. — Procès-verbal d'arrestation d'un élève en pharmacie qui avait déchiré une affiche du département placardée au coin de la rue Saint-Germain-l'Auxerrois, affiche relative au décret invitant les Français à surveiller l'exécution des lois, et qui semblait professer des sentiments hostiles pour la royauté.

17 juillet 1791.
Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).

1735. — Procès-verbal d'arrestation de cinq vagabonds, trouvés couchés, à deux heures du matin, dans les baraques du quai, lesquels déclarent avoir assisté aux événements du Champ de Mars, et « vu les ouvriers venir en ordre au-devant des canons et forcer la garde nationale, qui, ayant reçu des pierres, avait tiré dessus ».

18 juillet 1791.
Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).

1736. — Procès-verbal d'arrestation d'un garçon tailleur et d'un portefaix tenant, place de l'École et quai de la Mégisserie, des propos incendiaires contre la garde nationale, disant « qu'elle n'était composée que de gueux et de coquins qui mériteraient d'être hachés par morceaux pour avoir tiré sur le peuple ».

18 juillet 1791.
Minutes (2 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).

1737. — Procès-verbal d'arrestation d'un écrivain au Palais, pour avoir dit dans un cabaret qu'il assassinerait Lafayette et M. de Bouillé.

20 juillet 1791.
Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).

1738. — Procès-verbal d'arrestation d'un fabricant de chocolat, pour avoir tenu des propos séditieux contre les gardes nationaux, par lui traités de gueux et de coquins, qui avaient fait feu sur le peuple.

21 juillet 1791.
Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).

1739. — Perquisition chez le sieur Marsillac, tailleur, rue de Béthizy, soupçonné de confectionner des uniformes pour les aristocrates.

22 juillet 1791.
Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).

1740. — Procès-verbal au sujet d'un rassemblement populaire qui s'était formé sur le quai de l'École, pour empêcher un garde du commerce d'opérer une arrestation.

25 juillet 1791.
Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).

1741. — Procès-verbal d'arrestation d'un commissionnaire au Châtelet pour émis-

sion de faux bons de 6 livres de la section de la Fontaine-de-Grenelle.

30 juillet 1791.

Minute, avec deux billets faux, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).

1742. — Procès-verbal d'arrestation d'un marchand forain pour émission de faux louis d'or, lequel est envoyé par le département de police au Châtelet pour y être détenu au plus grand secret.

31 juillet 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).

1743. — Déclaration du sieur Alexandre-Étienne-Pierre Boulonnois de Saint-Simon, négociant, rue de la Monnaie, se plaignant du préjudice à lui causé par le départ d'une négresse à son service, qu'il avait achetée pour le prix de 3,000 livres à la Martinique, et qui l'avait quitté pour jouir de sa liberté.

2 août 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).

1744. — Procès-verbal d'arrestation, sur le quai de la Mégisserie, de deux particuliers qui faisaient tirer à la petite loterie sur des cartons au jeu dit de la parfaite égalité.

8 août 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).

1745. — Procès-verbal d'arrestation d'un ouvrier orfèvre, qui faisait tirer pour 12 sols par personne dans un petit livret, avec une aiguille d'ivoire, ce qui constituait un jeu de hasard frauduleux.

9 août 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).

1746. — Procès-verbal dressé au sujet de veaux mort-nés exposés en vente à la Halle, dont la viande était corrompue et bonne à jeter à la voirie.

11 août 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).

1747. — Déclaration relative à la commande d'uniformes de gardes du corps, qui paraissent destinés à être envoyés de l'autre côté des frontières.

18 août 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum); Copie conforme, *A. N.*, DXXIX[b] 34, n° 351.

1748. — Procès-verbal dressé au sujet de l'établissement, sur la place du Louvre, du côté de la rue Fromenteau, de jeux nommés la parfaite égalité, avec saisie de dés, cornet et d'une carte crayonnée en rouge, avec les chiffres 1 à 6.

18 août 1791.

Minutes (2 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum).

1749. — Adresse à l'Assemblée nationale, demandant l'interdiction de la vente du numéraire et l'émission de petits assignats de cinq livres, avec de la petite monnaie en quantité suffisante pour les besoins du commerce.

27 août 1791.

Minute signée, *A. N.*, C 128, n° 435.

Cf. *Procès-verbal de l'Assemblée nationale*, t. LXVIII, n° 748, p. 19.

1750. — Arrêté portant nomination de commissaires chargés de se réunir à ceux des sections de l'Oratoire et des Tuileries pour rédiger une adresse au Département, à l'effet d'obtenir la disposition des sommes nécessaires aux dépenses des écoles et aux besoins des pauvres.

17 septembre 1791.

Extrait conforme, *A. S.*, V[bis] II, Sections de Paris.

1751. — Procès-verbaux dressés à l'occasion du tir de pétards et de fusées sur la voie publique, en contravention de l'ordonnance de police.

18 septembre 1791.

Minutes (2 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Muséum.)

§ 25. — Section du *Luxembourg*.

1752. — Arrêté priant l'Assemblée nationale de rendre un décret pour la répression du duel, avec lettre des commissaires chargés de présenter cet arrêté.

13 novembre 1790.
Extrait conforme et minute (2 p.), *A. N.*, D IV 3, n° 22.
Cf. *Archives parlementaires*, t. XX, p. 472.

1753. — Lettre à la section du Palais-Royal, envoyant vingt exemplaires d'une motion imprimée pour la soumettre à sa délibération, ainsi qu'à celle des autres sections, motion tendant à faire établir par la Commune le mode le plus convenable pour la disposition des emplois.

9 décembre 1790.
Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2666, fol. 197.

1754. — Arrêté décidant l'envoi à l'Assemblée nationale, au garde des sceaux et au Corps municipal du procès-verbal de la présentation du pain bénit par le comité de la section, à Saint-Sulpice, le jour de Noël, d'après lequel à la messe l'encens aurait été donné à un cardinal et à trois évêques, contre la disposition formelle d'un décret de l'Assemblée, portant que l'encens ne serait offert dans les temples qu'à la divinité, avec l'extrait du procès-verbal.

28 décembre 1790.
Extraits conformes (2 p.), *A. N.*, D IV 3, n° 22.

1755. — Dénonciation par M. Guéroult, commissaire de la section, du sieur Lencher, comme agent de M. de Calonne et possesseur d'une immense fortune.

30 janvier 1791.
Minute, *A. N.*, D XXIX^{b} 33, n° 339.
Jean Guéroult, marchand de fer, rue du Four-Saint-Germain, figure parmi les électeurs de 1789, 1792 et 1793.

1756. — Plainte de Claude-Benjamin Vallet, curé de Saint-Louis de Gien, député à l'Assemblée nationale, contre un particulier qui l'avait insulté en passant rue du Four-Saint-Germain.

25 février 1791.
Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Luxembourg).

1757. — Procès-verbal dressé contre la demoiselle Toinette Desforges, qui s'était travestie en homme et s'était présentée sous cet accoutrement au spectacle du sieur Nicolet.

13 mars 1791.
Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Luxembourg).

1758. — Réquisition du sieur Léopold Didelot Dancourt, auteur dramatique, à l'effet de saisir la recette du sieur Dupré, directeur du théâtre de la Liberté, qui jouait une de ses pièces intitulée : *la Chute de Nicodème dans le Brabant*, et refusait de lui payer les trois louis promis par représentation.

21 mars 1791.
Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Luxembourg).
Le théâtre de la Liberté se trouvait à la foire Saint-Germain.

1759. — Procès-verbal d'arrestation de deux jeunes gens qui s'étaient déguisés en femmes pour aller au bal, rue de Sèvres, chez le sieur Duval.

3 avril 1791.
Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Luxembourg).

1760. — Déclaration signalant l'existence d'un souterrain sous le boulevard Montparnasse, partant de la maison du sieur Blondeau, marchand de vins, et offrant des dangers pour la sécurité publique.

5 avril 1791.
Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Luxembourg).

1761. — Déclaration au sujet du transport chez l'abbé Montfleury, au séminaire de Saint-Sulpice, des christ, chandeliers et autres objets garnissant la chapelle du Sacré-Cœur où se fait le catéchisme de la paroisse de Saint-Sulpice.

13 avril 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Luxembourg).

1762. — Procès-verbal de saisie, par le sieur Ceyrat, commissaire de police de la section, de lettres-circulaires « pour accaparer les consciences », mises en distribution par un certain abbé de Latil, ancien prêtre de la communauté de Saint-Sulpice, avec lettre d'envoi au comité de recherches de l'Hôtel de Ville.

18 avril 1791.

Minutes (2 p.), *A. N.*, D XXIX^b 32, n° 328.

François Ceyrat (*aliàs* Cyraud), avocat, professeur de physique et de mathématiques, rue Férou, figure parmi les électeurs de la section du Luxembourg, pour 1790 et 1793.

1763. — Plainte du contrôleur de la maison du comte de Charost, contre son maître, qui l'avait invectivé et menacé.

23 avril 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Luxembourg).

1764. — Procès-verbal d'arrestation, dans le jardin du Luxembourg, d'un sieur Jean Roussel, chevalier de Saint-Louis, accusé de pédérastie.

24 avril 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Luxembourg).

1765. — Procès-verbal de transport aux barrières du Montparnasse et du Maine, pour dresser un état des meubles et effets se trouvant dans les bureaux de la ferme.

1er mai 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Luxembourg).

1766. — Déclaration concernant les troubles causés au marché de la place Maubert par les poissardes qui ont abattu les échoppes et paraissent disposées à en faire autant dans le marché Saint-Germain.

10 mai 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Luxembourg).

1767. — Procès-verbal d'arrestation et interrogatoire du sieur Jean-Vincent Ferrando, de la province de Suze, chantre, accusé d'avoir tenu des propos inciviques, d'avoir dit notamment « qu'il n'y avait plus un sol en France, mais seulement du papier, qu'il n'y avait plus de religion en France, et que l'on y avait détruit plus de cent églises ».

28 juin 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Luxembourg).

1768. — Procès-verbal de saisie de deux petits obusiers et d'un pierrier, montés sur affûts, appartenant à M. de Provigny, et qu'on devait transporter de son ancien logement, rue des Cannettes, à son nouveau domicile, rue du Fauconnier, quartier Saint-Paul.

2 juillet 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Luxembourg).

1769. — Procès-verbal d'arrestation d'un particulier pour s'être moqué d'un détachement de la garde nationale qui pressait le pas en entendant battre le rappel.

17 juillet 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Luxembourg).

1770. — Déclaration du sieur Nicolas David, cuisinier sans place, légèrement blessé de deux coups de baïonnettes au Champ de Mars, où il se trouvait au bas de l'autel de la patrie pour copier les inscriptions.

17 juillet 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Luxembourg).

1771. — Procès-verbal d'arrestation d'un individu en état d'ivresse qui avait tenu des propos injurieux contre la garde nationale.

17 juillet 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Luxembourg).

1772. — Procès-verbal d'arrestation et interrogatoire d'un compagnon menuisier, par une patrouille du bataillon des Carmes, qui s'était portée au secours d'un cavalier de la garde nationale, jeté à bas de son cheval et désarmé.

17 juillet 1791.

Minutes (2 p.), Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Luxembourg).

1773. — Plainte de Stéphanie-Louise de Bourbon Conti, contre le sieur Louis Grojan, domestique à son service, qui lui avait extorqué par menaces un certificat de bonne conduite.

12 août 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Luxembourg).

§ 26. — Section de *Mauconseil*.

AFFAIRE DU ROYAL-CHAMPAGNE

Les actes d'insubordination commis le 2 août par le régiment de Royal-Champagne, en garnison à Hesdin, furent l'objet d'un rapport du Comité militaire et motivèrent le décret du 7 août qui improuva la conduite des sous-officiers et cavaliers révoltés contre leurs officiers ; des commissaires furent chargés d'instruire une enquête sur les faits qui s'étaient produits et qui furent présentés sous un jour différent, par les officiers, d'une part, les sous-officiers et cavaliers, d'autre part. La mission conciliatoire, acceptée par les députés de la section de Mauconseil, qui prit en main la cause des sous-officiers et cavaliers congédiés, n'était pas de nature à plaire aux officiers de Royal-Champagne. Aussi, dans le précis des faits qu'ils mirent sous les yeux des commissaires du Roi (*A. N.*, D XV 5, n° 43), s'empressent-ils de reproduire le discours tenu à un factionnaire, à Hesdin, par le sieur Evrard, l'un de ces prétendus députés : « J'espère, avait-il dit, que les têtes des f... ministres ne seront pas longtemps sur leurs épaules et que la moitié de vos f... gueux d'officiers seront bientôt chassés. »

1774. — Procès-verbal de la réception par la section de Mauconseil de six cavaliers du régiment de Royal-Champagne, avec délibération les plaçant sous la sauvegarde de la section et invitant les citoyens à leur donner asile, pour ne pas les exposer à une arrestation arbitraire du ministre de la guerre.

24 août 1790.

Copie conforme, *A. N.*, D XV 5, n° 43.

1775. — Adresse de la section de Mauconseil à l'Assemblée nationale, en faveur du régiment de Royal-Champagne, avec les adhésions des sections de l'Arsenal, de la Fontaine-de-Grenelle, de la Halle-aux-Blés, de Henri IV, de Notre-Dame, du Palais-Royal, du Ponceau et du Club des Cordeliers.

4-28 septembre 1790.

Minute avec signatures, imprimé et extraits conformes (10 p.), *A. N.*, D XV 5, n° 43.

1776. — Lettres du sieur Girard, électeur du Pas-de-Calais, aux sous-officiers et cavaliers patriotes du Royal-Champagne, à Paris, contenant le détail de ce qui s'est passé à Hesdin, notamment depuis l'arrivée de la mission de Mauconseil.

2-8 septembre 1790.

Minutes (3 p.), *A. N.*, D XV 5, n° 43.

1777. — Procès-verbal de la nomination des sieurs Lacroix, Evrard et Garnerin en qualité de députés à Hesdin par la section de Mauconseil.

4 septembre 1790.

Extrait signé de De la Poize, président, et de Sergent, commissaire, *A. N.*, D XV 5, n° 43.

1778. — Procès-verbal de la réception des trois députés de la section de Mauconseil par la municipalité de Hesdin.

6 septembre 1790.

Copie signée des commissaires, *A. N.*, D XV 5, n° 43.

1779. — Journal des trois députés nommés par la section de Mauconseil pour l'informer de la situation où se trouvent le régiment de Royal-Champagne et la ville de Hesdin.

6-24 septembre 1790.

Minute (2 cahiers), une partie est signée des trois députés, *A. N.*, D XV 5, nº 43.

1780. — Adresse de Lacroix, Evrard et Garnerin, députés de la section de Mauconseil, aux soldats du régiment de Royal-Champagne, déclarant que le but de leur mission est de les exhorter à la paix et à la concorde, et que des commissaires nommés par l'Assemblée nationale recueilleront leurs griefs.

8 septembre 1790.

Original signé, *A. N.*, D XV 5, nº 43.

Cf. MAURICE TOURNEUX, *Bibliographie de l'Histoire de Paris pendant la Révolution française*, t. II, nº 8475.

1781. — Lettre de Charles Varlet, commandant de la garde nationale de Hesdin, à M. Sergent, commissaire de la section de Mauconseil, pour annoncer la réception de ses trois députés, et exprimer toute leur gratitude pour cette démarche patriotique.

9 septembre 1790.

Minute, *A. N.*, D XV 5, nº 43.

V. une *Réponse à une lettre de M. Varlet, adressée à M. Dubois de Crancé et lue par lui à l'Assemblée nationale*, le 20 août, par M. de Fournès, député à l'Assemblée. Paris, imp. Nationale, pièce in-8º, *B. N.*, Lb 39, nº 3943.

1782. — Lettre de remerciements adressée par les sous-officiers et cavaliers du régiment de Royal-Champagne aux députés de la section de Mauconseil, à Hesdin.

10 septembre 1790.

Minute, *A. N.*, D XV 5, nº 43.

1783. — Exposé des motifs qui déterminent le commandant de la garde nationale de Hesdin et les trois députés de Mauconseil à envoyer Evrard, l'un d'eux, rendre compte de ce qui se passe dans la ville, à l'effet d'engager la section à faire auprès de l'Assemblée nationale les démarches nécessaires pour prévenir les malheurs dont les patriotes de Hesdin et du Royal-Champagne sont menacés.

10 septembre 1790.

Minute, *A. N.*, D XV 5, nº 43.

1784. — Délibération de la section de Mauconseil, mettant fin à la mission de ses députés, qui devront rentrer à Paris dès que les commissaires nommés par le Roi seront arrivés à Hesdin.

21 septembre 1790.

Minute, *A. N.*, D XV 5, nº 43.

1785. — Lettre du sieur Girard, électeur du Pas-de-Calais, à la section de Mauconseil, contenant quelques détails sur la mission des trois députés.

24 septembre 1790.

Minute, *A. N.*, D XV 5, nº 43.

1786.— Lettre de remerciements adressée à la section de Mauconseil par le sieur Varlet, au nom de la garde nationale de Hesdin.

26 septembre 1790.

Minute, *A. N.*, D XV 5, nº 43.

1787.— Lettre du sieur Bordin, lieutenant de la garde nationale de Hesdin, aux députés de la section de Mauconseil pour les prévenir des manœuvres que la municipalité se propose d'employer pour faire échouer leur mission.

28 septembre 1790.

Minute, *A. N.*, D XV 5, nº 43.

1788.— Protestation du sieur Bordin, officier de la garde nationale de Hesdin, contre le rapport des commissaires concluant à l'éloignement du régiment de Royal-Champagne et contenant un blâme pour la garde nationale et les députés de la section de Mauconseil.

Septembre 1790.

Minute, *A. N.*, D XV 5, nº 43.

1789. — Rapport des députés envoyés à Hesdin, relativement à l'affaire du régiment de Royal-Champagne.

Fin septembre 1790.

Minute, *A. N.*, D XV 5, nº 43.

1790. — Délibération de la section de Mauconseil, approuvant la conduite de ses députés à Hesdin, et décidant l'impression ainsi que la distribution de leur rapport.

18 octobre 1790.

Extrait conforme, *A. N.*, D XV 5, nº 43.

Cf. MAURICE TOURNEUX, *Bibliographie de l'Histoire de Paris pendant la Révolution française*, t. II, nº 8474.

1791. — Arrêté relatif à une décision du Comité de constitution permettant de contester aux gardes nationaux la qualité de citoyen actif, si les volontaires ne justifiaient du payement d'une contribution directe.

3 juillet 1790.

Copie conforme, *A. N.*, D IV^b 13, n° 250bis.

1792. — Certificat d'enrôlement d'un enfant nouveau-né dans la garde nationale.

2 août 1790.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Bon-Conseil).

1793. — Procès-verbal de saisie sur un colporteur de diverses brochures, savoir : *Aux Français sur les instructions de M. le duc d'Orléans ; les Confédérés vérolés ; Supplément à la Vie privée et ministérielle de M. Necker.*

10 août 1790.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Amis-de-la-Patrie).

Les Confédérés vérolés et Plaintes de leurs femmes aux putains de Paris. Réponse de Mlle Sophie, présidente des bordels. Liste des bourgeoises qui ont gâté les députés provinciaux. Paris, Mlle Gauthier, *S. d.*, pièce in-8° de 32 pages, *B. N.*, L^b 39, n° 9166.

Supplément à la Vie privée et ministérielle de M. Necker. Genève, Pellet, mai 1790, pièce in-8°, *B. N.*, L^b 39, n° 3356.

1794. — Déclaration d'un garçon traiteur et d'une marchande de viande portant qu'ils sont convenus de se séparer et de ne plus vivre dans leur mauvais commerce jusqu'à ce que leurs parents aient consenti à leur mariage.

15 septembre 1790.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Amis-de-la-Patrie).

1795. — Rapport constatant l'extinction absolue des réverbères à deux heures du matin.

17 septembre 1790.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Amis-de-la-Patrie).

1796. — Procès-verbal dressé au sujet de jeunes garçons, vendeurs de nouvelles, trouvés endormis dans une échoppe, au Marché-aux-Poirées.

28 septembre 1790.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Amis-de-la-Patrie).

1797. — Lettre priant les commissaires de la section de Saint-Roch de prêter assistance à M. Sergent pour découvrir un abus de confiance dans une affaire intéressant la section.

3 novembre 1790.

Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2666, fol. 163.

1798. — Déclaration de terrassier et maçon concernant un de leurs camarades qui a été enseveli par l'éboulement des terres de la Bastille et dégagé par les ouvriers.

24 novembre 1790.

Minutes (2 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Bon-Conseil, Amis-de-la-Patrie).

1799. — Procès-verbal d'arrestation d'un individu, dont le père, vigneron de M. de Bouillé, a été tué dans l'affaire de Nancy, et qui paraît avoir la tête dérangée par suite de la frayeur que lui a causé cet événement.

25 novembre 1790.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Amis-de-la-Patrie).

1800. — Plainte du syndic des emballeurs contre deux ouvriers qui travaillaient dans le passage de l'ancien Grand-Cerf, sans avoir été envoyés par la communauté.

27 novembre 1790.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Amis-de-la-Patrie).

1801. — Déclaration de Jean-Baptiste Rotondo, professeur de langue italienne, et de Pierre-Charles-François Mithois, ayant établi leur domicile rue Saint-Denis, à la Sellette-Rouge, à l'effet de constater que, vu les tentatives d'assassinat, dont ils ont été l'objet, le 28 novembre, rue Croix-des-Petits-

Champs, ils se placent sous la sauvegarde de la section de Mauconseil.

30 novembre 1790.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Amis-de-la-Patrie).

Le *Courrier de Paris dans les 83 départements*, par Gorsas, t. XVIII, n° XXVI, p. 421, fait le récit des mésaventures du sieur Rotondo, qui avait été arrêté le 18 dans la cour des Feuillants, au moment où il lisait une affiche, et le 22, au café de la terrasse des Feuillants, où il se trouvait en compagnie du sieur Mithois et d'un ex-chirurgien des gardes-françaises, ayant été pris à partie par cinq ou six officiers de garde chez le Roi, qui accusèrent Rotondo d'avoir traité l'état-major de *mouchards*. D'après le même journal, t. XVIII, n° XXIX, p. 457, Rotondo faillit, en effet, être assassiné le 28 novembre, vers neuf heures du soir, au sortir d'une maison de la rue Croix-des-Petits-Champs, par sept ou huit brigands revêtus de l'uniforme de la garde nationale, mais étrangers à ce corps.

1802. — Procès-verbal d'emprisonnement à la Force du sieur Doublet, arrêté au sortir du café de Foy, pour propos et menaces contre la garde nationale.

7 janvier 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Bon-Conseil).

1803. — Délibération relative aux transports considérables d'argent effectués par les Messageries dans les villes frontières, notamment à Strasbourg, qu'on ne peut empêcher sous peine d'attenter à la liberté, mais que l'on signale au Comité des recherches.

14 janvier 1791.

Extrait conforme scellé, *A. N.*, D XXIX^b 16, n° 182.

V. dans la *Chronique de Paris*, numéro du 11 mars 1791, la déclaration faite à Strasbourg, le 25 février, par le sieur Vivier, conducteur de diligences de Paris à Strasbourg.

1804. — Procès-verbal d'apposition de scellés chez le sieur Jean-Claude Lemaire, arrêté à Villeparisis et accusé de l'assassinat du courrier de la petite malle de Paris à Reims.

20 janvier 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Bon-Conseil).

1805. — Procès-verbal d'arrestation du sieur de Roncière, prêtre de Saint-Brieuc, se trouvant en état d'ivresse et tenant des propos indécents.

21 janvier 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Bon-Conseil).

1806. — Arrêté adhérant à celui de la section du Palais-Royal relatif aux pétitions des arts et professions du bâtiment et des maîtres paveurs de Paris.

22 janvier 1791.

Extrait conforme, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2671, fol. 239.

1807. — Procès-verbaux relatifs à l'arrestation par le peuple, rue Saint-Denis, de la diligence de Paris à Lille, sous le prétexte qu'elle emportait de grosses sommes d'or et d'argent.

14, 15, 17 fevrier 1791.

Minutes (1 dos.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Bon-Conseil).

Cette affaire fit un certain bruit et donna lieu aux récits les plus exagérés. Une *Relation véritable et remarquable*, criée dans les rues, parlait de l'arrestation de trois diligences et de 6 millions (*Courrier de Paris dans les 83 départements*, par Gorsas, t. XXI, p. 253).

Pour rétablir la vérité des faits, le sieur Blanc, commissaire de police de la section de Mauconseil, dans une lettre adressée à la *Chronique de Paris*, numéro du 19 février 1791, rendit compte des opérations effectuées par les officiers de sa section et certifia que les sommes expédiées par la diligence de Lille se montaient à 166,709 livres 2 sols, sans compter deux caisses qui contenaient l'une vingt-quatre sacs de 1,200 livres, et l'autre vingt, formant une somme de 52,800 livres, lesquelles caisses, inscrites comme renfermant des caractères d'imprimerie et de la quincaillerie, furent retenues pour fausse déclaration. (V. également à ce sujet une proclamation de la municipalité, du 18 février 1791, dans la *Chronique de Paris*, numéro du 27 février 1791.)

1808. — Procès-verbaux contenant les déclarations, protestations et réquisitions de MM. Bedeau de Beauregard, Penolet et consorts relatives à la négociation de lettres de change, endossées et acceptées par MM. Le Couteulx de La Noraye, Pichault, Dumas, Haller et Cromot, banquiers.

5-9 mars 1791.

Minute (1 dos.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Bon-Conseil).

La maison de banque Le Couteulx et Ce se trouvait rue Montorgueil; celle de Pichault, rue Michel-le-Comte.

1809. — Déclaration du sieur Pierre Calonge, tailleur, contre le sieur Graftaux, prêtre de Saint-Sauveur, qui avait exigé 91 livres pour l'enterrement de son fils.

1er avril 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Bon-Conseil).

1810. — Inventaire et prisée des meubles et effets de la communauté des maîtres tapissiers et miroitiers.

13, 14, 19 avril 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Bon-Conseil).

1811. — Procès-verbal de l'arrestation de César Berthier, aide de camp de M. d'Affry, et de son domestique, parce que celui-ci avait à son chapeau un bouton d'uniforme de chasseurs.

24 juin 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Bon-Conseil).

1812. — Procès-verbal d'arrestation du sieur Joseph Molière, marchand de feuilles périodiques, porteur d'un paquet de brochures intitulées : *Louis XVI et Antoinette traités comme ils le méritent.*

28 juin 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Bon-Conseil).

Louis XVI et Antoinette traités comme ils le méritent, Paris, imp. des Amis de la Constitution. *S. d.*, pièce in-8°, *B. N.*, Lb 39, n° 5079.

1813. — Dénonciation, par la fille Angélique-Félicité Cretté, ouvrière en corsets, d'une imprimerie clandestine, rue des Petits-Carreaux.

15 juillet 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Bon-Conseil).

1814. — Procès-verbal d'emprisonnement du sieur Jean-Pierre Barthélemy, employé à la poste, pour insultes à la garde nationale.

17 juillet 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Bon-Conseil).

1815. — Procès-verbal constatant l'arrestation d'une voiture contenant dans une sacoche une somme de 90,600 livres, destinée à la Trésorerie nationale, ladite voiture conduite au corps de garde du bataillon de Saint-Jacques-l'Hôpital.

17, 18 juillet 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Bon-Conseil).

1816. — Procès-verbal dressé contre Alexandre-Jean de Crèvecœur, lieutenant-colonel d'infanterie, pour avoir forcé une consigne du côté de la Porte-Saint-Denis.

1er août 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Bon-Conseil).

1817. — Procès-verbal d'arrestation du sieur Abraham Cerf, volontaire du bataillon des Carmélites, pour mauvais propos contre la garde nationale.

4 août 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Bon-Conseil).

1818. — Procès-verbal d'arrestation, à la clameur publique, d'une voiture qu'on croyait chargée d'argent et qui contenait de la cassonade.

8 août 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Bon-Conseil).

1819. — Lettre du président du comité à la section du Palais-Royal, pour être informé du jour et du lieu de séance de son comité.

19 août 1791.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2673, fol. 167.

§ 27. — Section de la *Rue-de-Montreuil.*

1820. — Lettre d'envoi à l'Assemblée nationale d'une adresse et de plusieurs délibérations, avec l'expression de ses regrets de ne pouvoir être admise à la barre.

10 septembre 1790.

Minute signée et extrait (2 p.), *A. N.*, C 45, n° 413.

V. dans les *Archives parlementaires*, t. XIX, p. 20, la délibération prise, le 9 septembre 1790, par la section de Montreuil, à l'effet de protester contre les bruits injurieux qui représentaient les habitants du faubourg Saint-Antoine comme auteurs ou fauteurs des troubles et séditions survenus dans la capitale.

1821. — Procès-verbal de la nomination de M. Dumont, en qualité de commissaire de police de la section, et protestation d'un citoyen contre cette élection, le sieur Dumont étant domicilié dans la section Popincourt, et par conséquent inéligible dans la section de Montreuil.

25 octobre 1790.

Extrait conforme, *A. N.*, F²I 493.

Malgré ces protestations, le sieur Dumont resta commissaire de police de la section, et figure en cette qualité parmi les officiers de la section en 1791.

1822. — Observations présentées par le sieur Lambert, à l'appui de sa réclamation contre la nomination du sieur Marc-Antoine Dumont, clerc du commissaire Lerat, pour commissaire de police, avec mémoire du sieur Dumont.

25 octobre 1790.

Minute, *A. N.*, D IV 3, n° 23.

1823. — Adhésion de la section de Montreuil à l'arrêté de la section du Faubourg-Montmartre sur la nécessité d'un comité central, au sujet des mesures proposées par les administrateurs au département de police.

20 janvier 1791.

Extrait conforme, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2681, fol. 333.

1824. — Lettre du sieur Musine, secrétaire-greffier, priant la section du Palais-Royal d'envoyer un commissaire pour coopérer à l'adresse proposée pour leurs frères de Marseille.

6 mars 1791.

Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2666, fol. 261.

1825. — Lettre invitant les sections de la Grange-Batelière et du Palais-Royal à une réunion convoquée les jeudi 24 et 31 pour rédiger en commun une adresse aux Marseillais.

16, 25 mars 1791.

Minutes (3 p.), *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2656, fol. 183, 189; 2671, fol. 283.

1826. — Lettre réclamant à la section du Palais-Royal une somme de 5 livres pour les frais d'impression de l'adresse aux Marseillais, dont 50 exemplaires ont été envoyés à la section.

13 juin 1791.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2671, fol. 306.

§ 28. — Section de *Notre-Dame.*

1827. — Délibération exprimant le vœu que les drapeaux des gardes-françaises soient portés, exposés aux voûtes de Notre-Dame et consacrés à la concorde, à l'union et à la paix, comme ceux de la Basoche, aux termes du décret du 12 juin et en exécution des ordres des députés de la Commune et du commandant général.

18 juin 1790.

Expédition conforme, *A. N.*, D IV 3, n° 22.

1828. — Arrêté conforme à ceux des sections des Arcis et Poissonnière, relativement au port des paquets.

10 février 1791.

Extraits conformes (2 p.), *A. S.*, V^{bis} II, Sections de Paris; *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2671, fol. 250.

1829. — Arrêté exprimant le vœu que le port et la vente des armes cachées soient interdits, eu égard à la découverte, par le Club des Cordeliers, d'une fabrique de poignards mécaniques.

26 février 1791.

Extraits conformes (4 p.), *A. S.*, V^{bis} II, Sections de Paris; *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2671, fol. 270; 2704, fol. 108.

La *Chronique de Paris*, numéro du 8 mars 1791, décrit les poignards de forme extraordinaire saisis sur les conspirateurs au château des Tuileries, les uns taillés en cône, les autres barbelés. D'après le *Courrier de Paris*, par Gorsas, ceux qui furent apportés au Club des Cordeliers étaient faits de manière à s'adapter à la main par un ressort.

1830. — Arrêté de la section de Notre-Dame, invitant les administrateurs de la Commune à faire payer au sieur Renault, garçon du comité pour la correspondance des travaux publics, l'intégralité de son traitement.

3 mars 1791.

Extrait conforme, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2654, fol. 136; 2704, fol. 110.

1831. — Arrêté adhérant à celui de la section des Quatre-Nations, du 2 mars, pour le rétablissement provisoire du tribunal des Dix, à l'effet d'informer sur les événements qui se sont passés, le 28 février précédent, tant au château des Tuileries qu'à Vincennes, et portant de plus que la municipalité sera invitée à faire proclamer que toute personne qui aura sur elle des armes cachées pourra être arrêtée par la garde nationale et que toutes les armes de cette nature seront saisies.

7 mars 1791.

Extraits signés (2 p.), *A. S.*, V^{bis} II, Sections de Paris; *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2704, fol. 109.

Le tribunal criminel des Dix, institué par une loi du 5 décembre 1790, en attendant l'installation des tribunaux des six arrondissements du département de Paris, devait juger les affaires venues par appel du Châtelet de Paris, ou des autres sièges du ressort du Parlement.

§ 29. — Section de l'*Observatoire*.

1832. — Demande au Comité de constitution à l'effet de savoir si le décret de prise de corps lancé contre Danton, ancien président du district des Cordeliers, est un obstacle à ce qu'il soit admis aux places de la municipalité de Paris.

1790.

Minute, *A. N.*, D IV 3, n° 24.

1833. — Procès-verbal et enquête au sujet des désordres graves qui menaçaient d'éclater à la caserne de Lourcine, en raison du départ imminent des chasseurs de la garde nationale, sur le bruit que les casernes des chasseurs de Popincourt et de la rue de Babylone venaient d'être pillées par le peuple et les chasseurs chassés et maltraités.

26 janvier 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Observatoire).

1834. — Procès-verbal d'arrestation d'un malheureux qui suivait la rue Saint-Jacques en proférant des imprécations et blasphèmes contre Dieu, contre les tribunaux et contre les juges de paix.

30 janvier 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Observatoire).

1835. — Procès-verbal de transport au séminaire des Anglais, rue des Postes, où se faisait contrairement à la loi, sous les auspices d'Antoine Hure, directeur du séminaire de Saint-Nicolas-du-Chardonnet, et de l'évêque de Chartres, l'ordination d'un grand nombre de prêtres, avec la liste des ecclésiastiques qui ont reçu les ordres.

19 mars 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Observatoire).

1836. — Procès-verbal de notification de l'arrêté du Corps municipal, des 11 et 14 avril, au séminaire du Saint-Esprit, rue des Postes, aux Dames de la Présentation, à la maison de charité de Saint-Michel, aux Dames de Sainte-Aure, de la Providence, aux orphelines de l'Enfant-Jésus, aux séminaires des Anglais, des Irlandais, aux Eudistes, à l'institut de l'Oratoire, aux abbayes de Port-Royal, du Val-de-Grâce, aux Carmélites, Feuillantines, Ursulines, au séminaire de Saint-Magloire, et de la fermeture de quelques-unes des églises.

15, 16, 17 avril 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Observatoire).

1837. — Déclaration du sieur Sylvain Moreau, maître charpentier, au sujet d'une grève des compagnons charpentiers, qui prétendaient exiger un certain salaire et empêchaient les ouvriers de travailler, ce qui compromettait gravement la tranquillité publique.

21 avril 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Observatoire).

1838. — Déclaration concernant l'installation, rue Mouffetard, de deux dames de la communauté de Saint-Roch qui avaient emporté les draps et layettes appartenant à la communauté.

23 avril 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Observatoire).

1839. — Procès-verbal de réintégration dans leurs droits des prévôts du Collège de pharmacie, en vertu d'arrêtés du département de police, des 27 avril et 2 mai, avec récolement des effets appartenant au Collège.

3 mai 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Observatoire).

1840. — Plainte du sieur Guillaume-Félix de Bonne, ancien garde du corps, contre les assertions calomnieuses de l'*Orateur du peuple*, qui, dans le n° XIII, l'avait dénoncé comme tenant tous les soirs, jusqu'après minuit, rue de l'Arbalète, vis-à-vis le couvent de la Providence, des assemblées suspectes, composées de nobles et de prélats.

21 mai 1791.

Minute, avec le numéro incriminé (2 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Observatoire).

1841. — Procès-verbal de transport dans la maison de M. de Chalabre, rue de la Santé, au sujet de l'arrivée de nombreuses pièces de vin, lesquelles, d'après des bruits dénués de fondement, seraient des barils de poudre.

24 mai 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Observatoire).

1842. — Dénonciation de propos malveillants et de nature à jeter l'alarme, tenus dans la rue Mouffetard par un ouvrier des ateliers publics, qui répétait partout « que la Ville était bien faite pour leur donner vingt sols sans rien faire, qu'elle avait de l'argent pour cela et en volait assez, que M. de Clermont Tonnerre viendrait à leur secours et ne les abandonnerait pas ».

4 juin 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Observatoire).

1843. — Procès-verbal de perquisition au château de Bicêtre afin d'y découvrir les traces de la fabrication de faux écus de 6 livres, remis en payement pour de l'eau-de-vie par les prisonniers de la salle de force, avec lettres du département de police à ce sujet.

5 juin 1791.

Minute et copies conformes (3 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Observatoire).

1844. — Dénonciation faite par Jacques-Élie Favre, commissaire et ex-président de la section de l'Observatoire, contre le nommé Massoulard, qui avait tenu, dans diverses occasions, les propos les plus incendiaires, notamment dans une assemblée extraordi-

naire convoquée au Val-de-Grâce le jour du départ du Roi.

18 juillet 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Observatoire).

1845. — Déclaration d'un grenadier du bataillon de Saint-Jacques faisant partie de la réserve envoyée au Champ de Mars, portant que, pendant son absence, le peuple s'était ameuté devant sa maison, sous prétexte qu'il était de ceux qui avaient tiré au Champ de Mars, menaçant de mettre le feu à son logis et de le pendre aussitôt qu'il arriverait.

20 juillet 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Observatoire).

1846. — Dénonciation contre l'abbé Malfranc, dit Massoulard, demeurant rue des Postes, qui tenait les propos les plus incendiaires, qui gardait chez lui la pétition signée au Champ de Mars et portée à l'Assemblée nationale, et qui se trouvait à la tête de la députation avec le sieur Rotondo.

22 juillet 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Observatoire).

1847. — Procès-verbal d'arrestation d'un marchand de chansons, qui avait dit, en passant devant la caserne de la compagnie du centre du bataillon de Saint-Jacques, « que les volontaires qui avaient tiré au Champ de Mars étaient des jean f..., mais que les soldats du centre étaient de braves garçons, » et d'un autre individu, pour injures contre la garde à propos de cette arrestation.

30 juillet 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Observatoire).

1848. — Procès-verbal d'ouverture d'une chambre, sise rue de l'Arbalète, qu'occupait un individu disparu depuis l'affaire du Champ de Mars.

13 août 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Observatoire).

1849. — Rapport du commandant du poste de la rue Mouffetard relatif aux émeutes occasionnées par l'impossibilité où se trouvaient les boulangers de changer tous les billets qui leur étaient présentés pour avoir du pain et de la monnaie, avec déclarations de deux boulangers de la rue Mouffetard à ce sujet.

14 août 1791.

Minutes (2 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Observatoire).

1850. — Plainte de la supérieure des sœurs de charité du faubourg Saint-Jacques au sujet du vacarme fait à leur porte par deux gardes nationaux pour les forcer à rallumer les lampions que le vent avait éteints.

17 septembre 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Observatoire).

1851. — Procès-verbal dressé au sujet de la non-exécution d'un engagement contracté par les demoiselles Martin, artistes dramatiques, avec le sieur Honoré Bourdon de Neuville et Marguerite Brunet de Montansier, entrepreneurs du spectacle de Montansier, l'aînée des filles Martin s'étant éprise d'un Turc qui l'avait vue jouer le rôle d'amoureuse dans *Isabelle de Salisbury*, et devait l'emmener à l'étranger, avec lettre du département de police donnant pouvoir à la demoiselle de Montansier d'empêcher ce départ.

19, 20 septembre 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Observatoire).

Marguerite Brunet, dite Montansier, célèbre directrice de spectacles, entretenait, de longue date, des relations intimes avec Bourdon de Neuville, fort connu aussi par ses courses théâtrales et par ses aventures, qui était, en 1781, directeur de la Comédie de Rouen. La *Correspondance secrète*, t. I, p. 448, raconte une scène de jalousie, qui se passa à Versailles, entre ces deux associés, dans laquelle la Montansier eut le bras traversé d'un coup d'épée, ce qui ne l'empêcha pas de prier la Reine d'intercéder pour le coupable. Elle ouvrit, le 12 février 1790, dans la salle des petits comédiens du comte de Beaujolais, qu'elle fit agrandir et embellir, le spectacle qui porte son nom, où l'on jouait l'opéra et la comédie en vers.

§ 30. — Section de l'*Oratoire*.

1852. — Arrêté de la section de l'Oratoire maintenant et confirmant les pouvoirs par elle donnés à ses commissaires pour concourir à l'aliénation des biens ecclésiastiques.

22 juin 1790.

Copie conforme, *A. N.*, D IV 3, n° 22.

1853. — Adhésion aux arrêtés des sections de Saint-Étienne-du-Mont, des Mathurins, des Cordeliers et des Blancs-Manteaux pour l'ajournement des élections à un mois.

30 juin 1790.

Extrait signé, *A. N.*, D IV 3, n° 22.

1854. — Arrêté demandant le renvoi des ministres, M. de Montmorin excepté.

22 octobre 1790.

Extrait signé, *A. N.*, C 45, n° 424.

1855. — Arrêté de l'assemblée primaire, votant des remerciements à M. Gerdret pour l'exposé par lui fait, le 7 novembre, à l'assemblée des Jacobins, et adhérant à l'arrêté de la section des Tuileries au sujet de la convocation par elle demandée pour régler le mode de formation de la maison militaire du Roi.

9 novembre 1790.

Extrait conforme, *A. S.*, V^bis^ II, Sections de Paris.

V. dans Maurice Tourneux, *Bibliographie de l'Histoire de Paris pendant la Révolution française*, n° 8557, un extrait des délibérations des assemblées primaires du 16 novembre, contenant la justification de Gerdret, et une lettre des commandants des bataillons de la 1re division à leurs collègues, au sujet des accusations formulées à la tribune des Jacobins.

1856. — Arrêté priant la section du Palais-Royal de placer des factionnaires à l'hôtel des Trois-Milords, rue Traversière, pour empêcher la sortie d'aucun des papiers du capitaine d'artillerie Cavey de la Motte, accusé de pratiquer des enrôlements pour l'armée de Condé.

21 novembre 1790.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2666, fol. 187.

V. dans le tome I de notre Répertoire, n° 2297, une lettre relative au garde du corps Cavey de la Motte, détenu à l'Abbaye depuis le départ de la famille royale.

1857. — Arrêté adhérant à celui de la section des Lombards et chargeant des commissaires de rédiger une adresse à l'Assemblée nationale pour la suppression des barrières.

18 février 1791.

Extrait conforme, *A. S.*, V^bis^ II, Sections de Paris.

1858. — Arrêtés invitant les autres sections de la 6e division à rassembler toutes les pièces qui peuvent éclairer l'affaire de la suspension de M. Legros par la municipalité ainsi que le différend entre les grenadiers et leurs capitaines, et chargeant ses commissaires d'en faire rapport, avec lettre de l'un des commissaires, convoquant ceux des autres sections pour le 11 mars.

21, 26 février, 8, 14 mars 1791.

Extraits conformes et minute (6 p.), *A. S.*, V^bis^ II, Sections de Paris, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2656, fol. 150; 2671, fol. 265, 279, 281.

1859. — Arrêté relatif au licenciement de la compagnie des grenadiers soldés de la 6e division, qui ne peut être opéré sans un jugement légal, et invitant en conséquence la municipalité à suspendre toute nouvelle création de cette compagnie.

27 avril 1791.

Extrait conforme, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2671, fol. 301.

1860. — Arrêté adhérant à ceux des sections de Sainte-Geneviève et de la Croix-Rouge et décidant de mettre le Corps municipal en demeure de convoquer l'Assemblée générale de la Commune à l'effet de faire déclarer nul le licenciement, par la municipalité, de la compagnie des grenadiers soldés de la 6e division, avec la réponse faite par le maire aux commissaires, d'après laquelle le Corps municipal avait rendu

compte de ses motifs au département, seul compétent, et n'avait rien de plus à dire.

30 avril 1791.

Minute, *A. S.*, V^bis II, Sections de Paris.

Copie conforme, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2671, fol. 299.

1861. — Délibération portant que la section de l'Oratoire persiste dans ses précédents arrêtés relatifs aux grenadiers soldés.

7 mai 1791.

Minute, *A. S.*, V^bis II, Sections de Paris.

1862. — Procès-verbal de reconnaissance et de levée des scellés apposés, le 21 juin, rue du Dauphin, chez le sieur Thibault, receveur des finances de Flandre, et chez sa mère, la dame veuve Thibault, première femme de chambre de la Reine, avec lettre du département de police.

2 juillet 1791.

Minutes (2 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Gardes-Françaises).

Cf. tome Ier de notre Répertoire, n° 2349.

1863. — Dénonciation contre un garde national du bataillon de l'Oratoire, accusé d'avoir dit « qu'il était malheureux qu'on n'eût pas tué Bailly, Lafayette et Montmorin; que si on les lui livrait, il leur arracherait le cœur avec les dents; que c'étaient des traîtres, et qu'on aurait dû promener leur tête au bout d'une pique, la journée du 21 juin, époque du départ du Roi ».

18 juillet 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Gardes-Françaises).

1864. — Déclaration signalant les propos séditieux tenus par une fripière, le 17 juillet, vers minuit, contre la garde nationale et contre M. de Lafayette.

18 juillet 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Gardes-Françaises).

1865. — Procès-verbal d'arrestation d'un faiseur de bas au métier, qui avait tenu des propos contre la garde nationale, disant que, « s'il voulait, on balayerait les Parisiens à l'instant, qu'ils étaient tout république chez eux, et que les trois quarts des marchands étaient des gueux et des coquins. »

18 juillet 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Observatoire).

1866. — Procès-verbal d'arrestation et interrogatoire de plusieurs particuliers attroupés rue Tirechappe, qui faisaient des motions incendiaires contre la garde nationale au sujet de l'affaire du Champ de Mars.

18 juillet 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Gardes-Françaises).

1867. — Procès-verbal d'arrestation d'un colporteur lisant à haute voix près de Saint-Germain-l'Auxerrois un exemplaire du *Père Duchesne*, et procès-verbal de perquisition chez l'imprimeur de cette feuille, rue Thibautodé, avec son interrogatoire et celui de Charles Foulhioux, rédacteur dudit journal, et saisie d'un opuscule intitulé : *Grande Maladie du Père Duchesne*, en vertu d'un ordre du département de police.

20, 25 juillet 1791.

Minutes (2 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Gardes-Françaises).

Il s'agit de l'une des nombreuses imitations du *Père Duchesne*, celle que Hatin, dans sa *Bibliographie de la presse périodique française*, p. 197, signale sous cet intitulé : *Je suis le véritable Père Duchêne*, ci-devant rue du Vieux-Colombier, n° 30, actuellement rue Thibautodé, n° 7, tout à côté du quai de la Ferraille, foutre, 6 numéros non chiffrés, ou une autre ayant pour titre : *Je suis le véritable Père Duchêne*, rue Thibautodé, n° 7, impr. de Sallière, 9 numéros non chiffrés.

L'opuscule également saisi n'est point mentionné dans la nomenclature des pamphlets publiés sous le nom du Père Duchêne, nous ne voyons que celui intitulé : *Grande Visite de Mme Lamothe au Père Duchesne malade.*

1868. — Procès-verbal de transport chez la dame d'Aigremont, rue des Fossés-Saint-Germain-l'Auxerrois, qui a refusé de répondre aux questions à elle posées en vue du recensement, et chez le sieur Grimaldi de Podio de Mariani, lieutenant des grenadiers du régiment de l'île de Corse, qui

s'est répandu en injures contre Lafayette et Bailly.

30 juillet 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Gardes-Françaises).

1869. — Procès-verbal d'arrestation d'un particulier pour lacération d'affiche au coin de la rue du Four.

20 août 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Gardes-Françaises).

1870. — Procès-verbal dressé au sujet de la commande d'un uniforme de garde du Roi, faite au sieur Georges Berner, tailleur, pour le sieur d'Agoult, qui se trouve à l'étranger.

29 août 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Gardes-Françaises).

1871. — Procès-verbal d'arrestation et interrogatoire de deux gardes-suisses, qui avaient quitté leurs uniformes chez un marchand de vin et endossé des habits bourgeois, avec le dessein de s'en retourner dans leur pays.

14 septembre 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Gardes-Françaises).

§ 31. — Section du *Palais-Royal*.

1872. — Envoi par le département de police du jugement du tribunal de police qui renouvelle les anciens règlements contre les jeux.

7 juillet 1790.

Minute signée, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

1873. — Procès-verbal d'arrestation et interrogatoire d'un ex-coiffeur de dames, qui vendait dans le Palais-Royal une brochure intitulée : *Instruction au peuple de Paris sur l'élection d'un maire.*

1er août 1790.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

1874. — Reconnaissance de 273 livres, dues par le sieur Ringard, rue Guénégaud, au sieur Cottin, maître fondeur, Grande-Rue du faubourg Saint-Antoine, pour fourniture de pommes de canne en cuivre doré, représentant la Bastille.

2 août 1790.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2666, fol. 67.

1875. — Opposition du sieur Basire de Longueville aux travaux commencés par le sieur Pain, son locataire.

2 août 1790.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2666, fol. 65.

1876. — Lettre du département de police, priant le district de faire afficher dans tous les corps de garde l'instruction relative à la mendicité, pour instruire les gardes nationaux de la marche à suivre lors de l'arrestation des mendiants.

2 août 1790.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2671, fol. 178.

1877. — Procès-verbal d'arrestation et interrogatoire d'une femme qui vendait sous les galeries du Palais-Royal des brochures incendiaires, et qui déclare pour sa justification avoir été chargée par un monsieur d'acheter la *Matinée libertine* et la *suite de la Liste des ci-devant nobles.*

2 août 1790.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

La Matinée libertine ou les Moments bien employés, Cythère, 1788, est le canevas de la

« Petite Maison », par Mérard de Saint-Just, proverbe qui se trouve au t. II des œuvres de la marquise de Palmarèze.

Pour le second ouvrage, il s'agit du pamphlet de Dulaure, intitulé : *Liste des noms des ci-devant nobles, nobles de race, robins financiers, intrigants et de tous les aspirants à la noblesse ou escrocs d'icelle.* Paris, Garnery, l'an II de la liberté, 3 parties en un vol. in-8°, *B. N.*, Lb 39, n° 3595.

1878. — Procès-verbal dressé contre Charles-Bertrand La Bourdonnaye, chevalier de Saint-Louis, qui avait excité une émotion populaire rue des Bons-Enfants, et qui pérorait au milieu de la foule.

3 août 1790.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

1879. — Lettre du département de police priant d'envoyer tous renseignements nécessaires, afin d'éviter de payer deux fois les sonneurs chargés d'avertir pour le balayage et l'arrosage des rues, les uns disant avoir sonné par ordre des districts, les autres par ordre des commissaires au Châtelet.

3 août 1790.

Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2671, fol. 179.

1880. — Lettre de M. Bailly au département du domaine, au sujet de la délivrance d'une somme de 300 livres, demandée par la section en vue du payement des frais qu'occasionneront les assemblées électorales pour la nomination des magistrats.

3 août 1790.

Original signé, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2666, fol. 68.

1881. — Procès-verbal d'arrestation d'un colporteur qui vendait à la porte des Tuileries, du côté du Manège, le *Postillon, par Calais*, en annonçant le *décret de prise de corps contre M. Philippe d'Orléans et contre M. Mirabeau.*

8 août 1790.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

1882. — Procès-verbal dressé contre le sieur Etienne Madelainy, ancien employé dans un des secrétariats de M. de Penthièvre, qui avait tenu dans le jardin du Palais-Royal des propos inconvenants sur Lafayette.

9 août 1790.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

D'après l'interrogatoire subi par le sieur Madelainy, il était l'auteur de divers écrits, notamment de *l'Hommage de M. Necker à la nation française*, des *Paysans bas-bretons*, des *Lettres du prince Lambesc au marquis de Belsunce*, des *Adieux de Mme la comtesse d'Artois à la nation*, et de la *Correspondance infernale*, ouvrage allégorique sur la Révolution.

1883. — Procès-verbal de saisie sur trois jeunes gens et deux jeunes filles des brochures suivantes : *On nous endort ;* le *Journal de la Rapée, sous le nom de Marat; Lettre d'un avocat au P.(arlement)*; *Paix! Paix! ou Fausse Alarme*, brochures et feuilles vendues dans le jardin du Palais-Royal.

11 août 1790.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

On nous endort, prenons-y garde, pamphlet de Marat, Paris, imp. de Marat (*S. d.*), pièce in-8°, *B. N.*, Lb 39, n° 3937.

Le *Journal de la Rapée*, ou *Ça ira, ça ira*, journal contre-révolutionnaire en style poissard, qui eut 6 numéros.

Cf. Eugène Hatin, *Bibliographie de la presse périodique française*, p. 17.

Paix! Paix! Fausse Alarme sur la démarche faite par le Châtelet auprès de l'Assemblée nationale, le 7 août. Motifs de rester tranquille à cet égard (par Roger). *S. l. n. d.*, pièce in-8°, *B. N.*, Lb 39, n° 3890.

1884. — Procès-verbal de saisie chez le sieur Beuvin, libraire au Palais-Royal, de divers ouvrages, notamment de treize exemplaires de la *Messaline française*, de trente-six exemplaires de *Louis XIV au chevet de Louis XVI*, de douze exemplaires de la *Lettre écrite par M. de L(ameth) à ses correspondants*, de huit exemplaires du *Tableau de la conduite de l'Assemblée prétendue nationale*, de *la Pierre de touche politique sur les intérêts de la France*, de *la Passion de 1790*, de *la Lanterne magique*, de cinq exemplaires *des Réponses des commettants de Lally-Tollendal*, de six exemplaires de *la Vérité dévoilée*, de quatre exemplaires de la *Lettre d'un député de Picardie*,

du prince de Condé généreusement protégé, du *Pégase de Voltaire*, de *Nous sommes donc trois ?*

14 août 1790.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

Lettre écrite par M. Al. de L(ameth) à ses correspondants dans les différentes garnisons du royaume et trouvée parmi les indices recueillis à Perpignan, par M. le v. de M..., sur les auteurs de l'insurrection du régiment de Touraine, plaquette de 8 pages in-8°, *A. N.*, AD[1] 54.

Louis XIV à Saint-Cloud, au chevet de Louis XVI, dialogue. *S. l. n. d.*, *B. N.*, Lb 39, n° 4267.

Tableau de la conduite de l'Assemblée prétendue nationale, adressé à elle-même, par l'auteur d'un ouvrage intitulé : « *Nullité et despotisme* » (Ferrand), Paris, 1790, 2 parties en un vol. in-8°, *B. N.*, Lb 39, n° 3922.

La Pierre de touche sur les différents intérêts de la France, où l'on découvre les motifs secrets qui font mouvoir les différents partis, pour servir de suite au règne de Louis XVI, avec des anecdotes relatives à la vie de ce prince, Paris, imp. du Salon national, 1790, in-8°, *B. N.*, Lb 39, n° 3789 et 3789 A.

La Lanterne magique, ou la Pièce curieuse, spectacle national pour les aristocrates. S. l. n. d., pièce in-8°, *B. N.*, Lb 39, n° 8673.

A Monsieur le comte de Lally-Tollendal en réponse à sa Lettre à ses commettants, brochure de 55 pages in-8°, *A. N.*, AD[1] 54.

La Vérité dévoilée. S. l. n. d., pièce in-8°, par l'abbé Roy (d'après Quérard), *B. N.*, Lb 39, n° 8566, ou peut-être *la Vérité dévoilée ou le Véritable Ami des habitants des campagnes*, *B. N.*, Lb 39, n° 3278.

Lettre d'un député de Picardie (au sujet de la Fédération). *S. l. n. d.*, pièce in-8°, *B. N.*, Lb 39, n° 3774.

Le Prince de Condé généreusement protégé par MM. de Lameth et Robespierre, malgré l'inimitié qui existe entre la maison de Lameth et de Bourbon. S. l. n. d., pièce in-8°, *B. N.*, Lb 39, n° 3856.

Nous sommes donc trois ? ou le Provincial à Paris. S. l. n. d., pièce in-8°, signée St. Georges, soldat citoyen de la ville de ***, *B. N.*, Lb 39, n° 3379.

Le Pégase de Voltaire ou Correspondance ultramontaine, véritable gazette, donnant deux numéros de 34 pages par semaine. Cf. Eugène Hatin, *Bibliographie de la presse périodique française*, p. 185.

1885. — Procès-verbal de saisie de vingt-et-un exemplaires de la brochure intitulée : *La Corruption de l'Assemblée nationale et les Crimes de ses membres, par un ami de la vérité*, et de vingt-trois exemplaires d'une autre ayant pour titre : *Changement de décoration ou Vue perspective de l'Assemblée nationale des Français*, achetés par le sieur Michel-François Dazard, commis libraire, pour le compte du sieur Pain, libraire.

14 août 1790.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

La Corruption de l'Assemblée nationale, etc. Paris, 1790, pièce in-8°, *B. N.*, Lb 39, n° 4113.

Changement de décoration ou Vue perspective de l'Assemblée nationale des Français, ouvrage unique et impartial, enrichi de portraits gravés d'après nature, avec des notes historiques. — Au Champ de Mars, imp. des confédérés, l'an second des horreurs populaires, pièce in-8°, *B. N.*, Lb 39, n° 9134.

1886. — Plainte d'une jeune fille de seize ans contre une femme qui avait voulu la livrer à des libertins.

14 août 1790.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

1887. — Lettre du sieur Filleul, administrateur de la municipalité, à l'effet d'obtenir la mise en liberté d'une dame Cousin, arrêtée et conduite à la Force.

16 août 1790.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2666, fol. 78.

1888. — Procès-verbal dressé contre le sieur Dubois, imprimeur, rue des Moineaux, représentant de Jean-François Calais, au sujet de la continuation de l'impression du *Postillon, par Calais*, nonobstant le jugement rendu au tribunal de police, le 14 août, au profit d'Adelaïde-Marguerite Calais, femme d'Antoine-Joseph Fourouge, et ajournant la fermeture de l'imprimerie, en raison de l'attroupement qui s'est formé dans la rue.

17 août 1790.

Minute, avec le n° 167 du *Postillon*, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

1889. — Lettre du comité au maire de Paris, demandant si les commissaires de section sont astreints à assister les huissiers pour l'exécution des jugements du tribunal de police.

18 août 1790.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2666, fol. 80.

1890. — Lettre de M. Bailly, maire de Paris, demandant l'envoi d'une expédition du procès-verbal de la nomination des notables.

19 août 1790.

Original signé, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2666, fol. 81.

1891. — Requête des marchands de la rue de Richelieu, attenant les Variétés, au département de police pour se plaindre du stationnement des voitures de place qui, sous prétexte de charger à la sortie du spectacle, obstruent les passages, avec renvoi à la section.

20 août 1790.

Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2671, fol. 180.

1892. — Lettre du sieur Thiébault fils aîné, au sujet d'une fourniture de bouteilles lors de la fête de la Fédération.

24 août 1790.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2671, fol. 181.

1893. — Lettre du sieur Vieillard, président du comité de Saint-Roch, au curé de Saint-Sulpice, pour obtenir la restitution des hardes de la demoiselle Simon, morte à l'hospice Saint-Sulpice, revendiquées par son frère, soldat au bataillon de Saint-Roch, et réponse de la supérieure de l'hospice, portant que les effets des décédés sont vendus pour procurer des douceurs aux malades.

24, 27 août 1790.

Minutes (2 p.), *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2666, fol. 89, 96.

1894. — Plainte de la veuve Guillemin contre la fille Carabeux, et rapport à ce sujet.

26 août 1790.

Minutes (2 p.), *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2666, fol. 89.

1895. — Lettre de M. Sarot, avocat, demandant la présentation par les sections d'une adresse à l'Assemblée nationale sur l'émission de 1 milliard 200 millions d'assignats, et rappelant l'envoi de son mémoire sur le même objet.

31 août 1790.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2666, fol. 98.

1896. — Lettre du commandant général de la garde nationale, priant de dresser et d'envoyer à l'état-major la liste des ouvriers de l'artillerie qui veulent s'enrôler pour partir.

Août 1790.

Minute signée, *B. N.*, Mss. nouv. acq. fr. 2666, fol. 100.

1897. — Lettres de M. Manuel, administrateur au département de police, relatives à la saisie de brochures chez le sieur Stanislas Gouilly, libraire, déclarant que le tribunal de police seul peut lui infliger une amende.

Août 1790.

Minutes (2 p.), *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2666, fol. 71.

1898. — Lettres au maire de Paris et à M. Cellerier, leur transmettant la recommandation du comité en faveur des sieurs Lesieur et Guilloux, à l'effet d'être employés comme sous-chef et piqueur dans les ateliers publics, et renouvelant la recommandation en faveur du dernier, avec nouvelle supplique du sieur Guilloux et réponse de M. Bailly assurant avoir appelé l'attention sur le sieur Guilloux.

1er, 11, 24 septembre 1790, octobre 1790.

Minutes (4 p.), *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2666, fol. 101, 108, 140 ; 2671, fol. 184.

1899. — Lettre du département des travaux publics, déclarant qu'il est impossible d'intervertir l'ordre des candidats inscrits pour entrer aux travaux publics.

3 septembre 1790.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2671, fol. 185.

1900. — Jugement du tribunal de police, ordonnant que MM. Duport-du-Tertre, président du tribunal, et Tassin, l'un des membres, se transporteront au comité de la section de Saint-Roch, pour y prendre communication des registres servant à inscrire les recettes des contributions volontaires.

4 septembre 1790.

Copie, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2671, fol. 186.

1901. — Lettre de M. Bailly, maire de Paris, demandant s'il y aurait inconvénient

à délivrer la permission sollicitée par le sieur Allard, maître à danser, rue Lévêque, butte Saint-Roch, à l'effet d'ouvrir une salle de danse, avec la requête dudit Allard.

4 septembre 1790.

Original signé et minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2671, fol. 188, 189.

1902. — Procès-verbal dressé contre un cuisinier qui avait tenu dans le Palais-Royal des propos incendiaires, ayant dit notamment « que le restant de la garde nationale de Nancy méritait d'avoir le fouet ».

6 septembre 1790.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

1903. — Procès-verbal d'arrestation de deux particuliers qui étaient montés sur des chaises pour pérorer dans le jardin du Palais-Royal, qualifiant les gardes nationaux de gueux et de traîtres.

6 septembre 1790.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

1904. — Lettre de M. Boullemer de la Martinière, procureur syndic de la Commune, demandant l'envoi du procès-verbal relatif à la maison dont le sieur Bourguignon est principal locataire, afin de constater si elle est occupée par des filles publiques.

7 septembre 1790.

Extrait signé, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2671, fol. 190.

1905. — Lettre de M. Boullemer de la Martinière, procureur syndic de la Commune, demandant l'envoi de renseignements sur le compte de la dame Bresillier, tenant chambres garnies, rue des Orties, qui a déposé en faveur de deux particuliers détenus à la Force sous l'accusation de vol.

7 septembre 1790.

Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2671, fol. 191.

1906. — Procès-verbal dressé contre le sieur François-Dominique Cavey de la Motte, capitaine d'artillerie au régiment de la Fère, à propos d'une discussion violente avec le sieur Jousserand, limonadier, tenant le café de Foy, qui avait été menacé d'un pistolet par son interlocuteur.

8 septembre 1790.

Minutes (5 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

1907. — Lettre du comité au maire de Paris, le priant de rendre une ordonnance pour interdire l'entrée du Palais-Royal aux colporteurs qui obstruent les arcades et qui, par leurs cris, offensent la pudeur des personnes venues pour se promener dans le jardin.

9 septembre 1790.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2666, fol. 105.

1908. — Lettre de M. Mitouflet, procureur syndic adjoint de la Commune, avisant la section du transport de ses commissaires au comité.

11 septembre 1790.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2671, fol. 192.

1909. — Procès-verbal d'arrestation d'un individu qui, une chandelle à la main et monté sur une chaise, lisait au Palais-Royal, devant un auditoire de quatre-vingts personnes, l'*Ami de la Révolution*.

17 septembre 1790.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

1910. — Lettre de M. Dufresne, directeur général du Trésor public, informant la section que M. Gerdret est chargé de lui délivrer un certain nombre de chaises de paille et de couchettes de bois, commandées par le Roi aux ouvriers ébénistes du faubourg Saint-Antoine, sans ouvrage, et distribuées gratuitement aux sections.

20 septembre 1790.

Original signé, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2666, fol. 110.

1911. — Procès-verbal d'arrestation et interrogatoire du sieur Jean-Paul Geniès, bourgeois de Paris, tenant sur la terrasse des Feuillants des propos séditieux au sujet de l'imposition territoriale et de la Cons-

titution qui, à ce qu'il prétendait, ne serait pas achevée dans vingt ans, avec lettres du département de police, relatives à l'engagement souscrit par M. Faydel, député à l'Assemblée nationale, de représenter le sieur Geniès, son parent.

23 septembre 1790.

Minutes (4 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

1912. — Requête du sieur Million, portier de Saint-Roch, sollicitant une gratification pour la garde des meubles et effets des joueurs saisis.

23 septembre 1790.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2666, fol. 115.

1913. — Réclamation du sieur Lepage, armurier, au sujet de douze fusils et de deux canons qu'il avait mis à la disposition du district depuis le commencement de la Révolution.

23 septembre 1790.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

1914. — Rapport du poste du Palais-Royal, constatant la contravention commise par le sieur Dupuis, marchand de vins, rue Neuve-de-Richelieu, qui recevait des clients à une heure indue.

28 septembre 1790.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2666, fol. 117.

1915. — Lettre du sieur Jacob, curé de Notre-Dame, concernant la réclamation adressée par une fille Josserand, tombée dans le libertinage.

29 septembre 1790.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2666, fol. 118.

1916.— Protestation de la compagnie des grenadiers contre l'élargissement des sieurs Jean-François Goutière et Nicolas Palfrène, arrêtés au Palais-Royal pour avoir excité l'émeute du 1er septembre et conduits à la Force.

Septembre 1790.

Minutes signées, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2666, fol. 113.

1917. — Lettre d'un sieur Goblet, soldat volontaire, et récépissé d'un arrêté du comité relatifs à l'accusation portée contre les commissaires de protéger à prix d'argent les jeux prohibés.

1er octobre 1790.

Minutes signées (2 p.), *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2666, fol. 120.

1918. — Décisions ordonnant, sur le rapport du président, M. Vieillard, de faire retirer les marchands qui étalent des marchandises ou des denrées au devant des boutiques non ouvertes, et de procéder à une enquête sur le préjudice que peuvent causer les étalages sur la voie publique.

2, 4 octobre 1790.

Minutes signées (2 p.), *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2666, fol. 132.

1919. — Lettre de M. Bailly accusant réception d'un arrêté du district du 1er octobre, qu'il communiquera à M. Mitouflet dès son retour.

2 octobre 1790.

Original signé, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2666, fol. 131.

1920. — Plainte de la femme Anard, rôtisseuse, au bas du passage de Radziwill, contre les femmes Aubry et Brenu, bouquetière et fruitière, qui l'accablent d'injures, et plainte des voisins contre la même rôtisseuse, en raison de sa médisance.

3 octobre 1790.

Minutes (2 p.), *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2666, fol. 124.

1921. — Procès-verbal d'arrestation et interrogatoire d'un colporteur qui vendait à la grille extérieure du Palais-Royal, près du passage Radziwill, diverses brochures, savoir : *la Matinée libertine; le Passe-Temps du boudoir; les Enfants de Sodome; les Quarante Manières de f... ; le Courrier extraordinaire des fouteurs ecclésiastiques ; l'Arétin français*, toutes ornées de gravures indécentes, et plus obscènes les unes que les autres.

6 octobre 1790.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

Le Passe-Temps du boudoir ou Recueil nouveau de contes en vers, Galipoly (nom moderne

de Lampsaque), 1785, 1787, 1788, petit in-12, avec figures.

Les Enfants de Sodome à l'Assemblée nationale, ou Députation de l'ordre de la Manchette, aux représentants de tous les ordres pris dans les soixante districts de Paris et Versailles y réunis. A Paris, et se trouve chez le marquis de Villette, grand commandeur de l'ordre, 1790, in-18 de 67 pages, avec 3 figures libres, pamphlet ordurier, rare. *B. N.*, Lb 39, n° 8439.

Cf. la *Bibliographie des ouvrages relatifs à l'amour, aux femmes, au mariage*, t. IV, p. 173.

Le Courrier extraordinaire des fouteurs ecclésiastiques, ou Correspondance intime, secrète et libertine de quelques prélats de qualité, de plusieurs prêtres paillards et d'un certain nombre de prestolets luxurieux, avec des gourgandines titrées, des putains bourgeoises, des filles de joie du tiers état et des raccrocheuses du quart, ouvrage recueilli par Machault, évêque d'Amiens. A Paris, se trouve chez Bossu, curé de Saint-Paul, etc., 1790, in-8° de 47 pages, figures libres.

V. le titre complet de ce livre rarissime, qui n'existe qu'au *British Museum*, composé de lettres, de chansons et de dialogues très obscènes, dans la *Bibliographie des ouvrages relatifs à l'amour, aux femmes et au mariage*, t. II, p. 369.

1922. — Procès-verbal d'arrestation et interrogatoire d'un particulier qui excitait du tumulte à la porte d'une maison de jeu, au Palais-Royal, sous les galeries de Richelieu, et tenait des propos injurieux contre la garde nationale.

11 octobre 1790.

Minutes (2 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

1923. — Plainte du sieur Jean-Louis Becquemie, négociant, rue des Boucheries, contre le sieur Jacques-Hilaire de Malmazet, ancien officier de cavalerie, se disant le chevalier de Saint-Andéol, qui, non content de refuser le payement de billets par lui souscrits, l'avait jeté dehors à coups de pincettes.

11 octobre 1790.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

1924. — Lettre du département de police militaire transmettant la réclamation du sieur Girard, capitaine au régiment de Flandre, qui prie de lui renvoyer un de ses soldats.

18 octobre 1790.

Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2671, fol. 193.

1925. — Lettre de recommandation du sieur Jallier, administrateur provisoire et officier municipal, en faveur du sieur Sauvat.

20 octobre 1790.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2666, fol. 144.

1926. — Arrêté décidant qu'avant de procéder à la nomination du commissaire de police, du secrétaire-greffier et du juge de paix, il sera dressé une liste des candidats à ces fonctions qui sera affichée à la porte du comité et de l'église, avec le visa de différentes sections.

23 octobre 1790.

Extrait signé, *B. N.*, Mss. nouv. acq. fr. 2666, fol. 147.

1927. — Procès-verbal de saisie chez le sieur Vibert, marchand libraire au Palais-Royal, à côté du cabinet des figures du sieur Curtius, du *Manifeste et Protestation de cinquante mille Français fidèles, armés dans le Vivarais*, brochure des plus incendiaires; de la *Vie privée de M. d'Artois*; de *Louis XIV au Manège*; de *Louis IX à Saint-Cloud, ou Apparition de saint Louis à Louis XVI*; du *Petit Dictionnaire des grands hommes.*

25 octobre 1790.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins.

Louis XIV au Manège. Dialogue entre Louis XIV, Alexandre Lameth, Despremesnil, Mirabeau, Barnave. Aux Tuileries, de l'imprimerie du Manège, 1790, pièce in-8°, *B. N.*, Lb 39, n° 3925.

Louis IX à Saint-Cloud ou Apparition de saint Louis à Louis XVI. Dialogue. *S. l. n. d.*, imp. des patriotes, pièce in-8°, *B. N.*, Lb 39, n° 4266.

Petit Dictionnaire des grands hommes et des grandes choses qui ont rapport à la Révolution, composé par une société d'aristocrates, pour servir de suite à l'histoire du brigandage du nouveau royaume de France, adressé à ses douze cents tyrans. A Paris, de l'imprimerie de l'ordre judiciaire, et se trouve chez les présidents des districts, des directoires, etc., 1790, in-8°, *B. N.*, Lb 39, n° 4131.

1928. — Lettre des administrateurs des biens nationaux ecclésiastiques, priant de vérifier si les religieuses de Sainte-Anne tiennent des écoles gratuites, comme elles le prétendent, pour avoir la disposition de

eurs biens, avec note explicative sur le but de cette communauté.

25 octobre 1790.
Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2671, fol. 194.

1929. — Lettre du sieur Gallet aîné, adressant quelques exemplaires de son mémoire à la municipalité concernant l'administration de M. de Vauvilliers.

25 octobre 1790.
Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv acq. fr. 2666, fol. 152.

1930. — Déclaration du sieur Goblet, maître d'écriture dans le passage Radziwill, portant que les rues ou passages qui entourent le Palais-Royal infectent les citoyens en raison des boues y amoncelées, soit par les passants, soit par les restaurateurs.

25 octobre 1790.
Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2666, fol. 149.

1931. — Déclaration du sieur André Rousset, limonadier à la Grotte-Flamande, au Palais-Royal, et du sieur Laurent Coutant, qui dénoncent l'escroquerie par le sieur Bengala, nègre attaché à M. d'Orléans, d'un billet de 10,000 livres souscrit par le duc de Biron, avec lettres du département de police ordonnant une enquête à ce sujet.

28 octobre, 11 novembre 1790.
Minutes (5 p.), *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2666, fol. 153; 2671, fol. 211.

1932. — Requête du sieur Petit, peintre et doreur, rue Saint-Honoré, au maire de Paris, proposant l'établissement de cent boutiques en menuiserie, adossées au mur du jardin des Tuileries, qui orneraient le quai depuis le Pont-Royal jusqu'à celui de Louis XVI, actuellement un réceptacle d'immondices.

Octobre 1790.
Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2666, fol. 159.

1933. — Mandat donné par le comité à deux de ses commissaires à l'effet de demander des éclaircissements sur le présent d'une somme de 200 livres qui aurait été accepté par un commissaire, pour faire tolérer par le comité un jeu de biribi, et déclaration reçue à ce sujet par les commissaires.

2, 6 novembre 1790.
Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2666, fol. 164.

1934. — Certificat du dépôt, par le père Nicolson, religieux dominicain, dans le cabinet d'histoire naturelle du couvent des Jacobins, d'une collection lui appartenant en propre, avec requête au Comité ecclésiastique pour obtenir la translation de ces objets à la maison de son ordre, rue du Bac; une liste des minéraux réclamés et des mémoires de travaux de menuiserie, serrurerie et peinture faits pour ledit père Nicolson; procès-verbal de visite des commissaires de la section, en vertu du pouvoir des administrateurs des biens nationaux.

6, 9 novembre, 6, 11 décembre 1790.
Minutes (10 p.), *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2671, fol. 196-207, 227, 229.

1935. — Lettre des administrateurs des biens nationaux ecclésiastiques, priant de tenir la main à ce que les Jacobins de la rue Saint-Honoré n'enlèvent point les meubles de la communauté.

9 novembre 1790.
Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2671, fol. 208.

1936. — Lettre de M. Bailly, maire de Paris, exprimant le regret de ne pouvoir donner d'emploi au sieur Lefèvre dans les bureaux des différents départements, aucun poste n'étant vacant, vu la réduction du nombre des départements.

12 novembre 1790.
Original signé, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2666, fol. 177.

1937. — Procès-verbal d'examen, par les commissaires du bureau militaire, des comptes du sieur Sarrazin, chargé du recouvrement des sommes payées par les citoyens non enrôlés, pour l'acquit de leurs gardes, et des payements faits aux soldats de remplacement du poste de la rue des Moulins.

12 novembre 1790.
Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2673, fol. 7.

1938. — Lettres des administrateurs des biens nationaux ecclésiastiques, demandant la désignation de commissaires pour assister à l'enlèvement des meubles et effets du père Grandjean, provincial des Dominicains de Saint-Honoré, et du père Fernebach, dominicain, avec états de ces objets.

13 novembre 1790.

Minutes signées (4 p.), *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2671, fol. 217-222.

1939. — Déclaration de M. Louis-Esprit d'Aymar, chef d'escadre, à l'occasion du tumulte qui s'était produit dans le jardin du Palais-Royal, à propos du duel de Castries et Lameth, tumulte dans lequel il avait couru de sérieux dangers, le peuple criant contre lui *à l'aristocrate* et menaçant de le jeter dans le bassin.

13 novembre 1790.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

Dans un article intitulé : *Épisodes et Instructions épisodiques relatives à l'assassinat prémédité de M. Charles de Lameth*, le *Courrier de Paris*, par Gorsas (t. XVIII, n° XV, p. 226), raconte l'aventure d'un soi-disant comte d'Adhémar, qui commit l'imprudence de dire, dans le jardin du Palais-Royal « que ce n'était pas au bras, mais au cœur que devait porter l'épée de M. le duc de Castries ». Le public, irrité de ce propos, allait étancher la soif de sang du sieur d'Aymar dans le bassin, lorsque quelques personnes charitables parvinrent à l'arracher des mains de la foule. Dans le numéro suivant (p. 253), le *Courrier* rectifia l'orthographe du nom du personnage ainsi malmené, qui était, dit-il, un sieur d'Eymar.

1940. — Ordre du département de police aux commissaires de police des sections de Paris et en particulier à celui de la section du Palais-Royal, de saisir la brochure intitulée : les *Travaux d'Hercule*, ornée d'un grand nombre d'estampes, toutes plus indécentes et plus scandaleuses les unes que les autres, ainsi que toutes brochures analogues contenant des images tendantes à faire rougir la pudeur et corrompre les mœurs.

16 novembre 1790.

Original signé, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

Les Travaux d'Hercule ou la Rocambole de la fouterie, par un émule de Piron, Gricourt. Paris, 1790, in-8°, 6 ou 12 figures.

Cf. *Bibliographie des ouvrages relatifs à l'amour, aux femmes, au mariage*, t. VI, p. 346.

1941. — Lettre de M. de Gouvion annonçant l'envoi à M. de Rulhières, commandant de la cavalerie, de la lettre relative aux précautions à prendre pour éviter les embarras dans les rues de Richelieu et des Petits-Champs à la sortie des spectacles.

18 novembre 1790.

Original signé, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2666, fol. 185.

1942. — Procès-verbal de saisie sous le vestibule du théâtre des Variétés, sur un maître de guitare, n'ayant plus de leçons depuis la Révolution, et sur un orfèvre, obligés tous deux de vendre des livres, des quinze brochures obscènes suivantes : *Les Travaux d'Hercule; Mon Serre-Tête ou les Amours de Magdelaine; les Enfants de Sodome; le Passe-Temps du boudoir; la Ribaude du Palais-Royal; les Religieux et Religieuses laborieux; Parapilla; la Messaline française; les Quarante Manières de f...; la Confédération de la nature; Marie-Antoinette dans l'embarras; les Derniers Soupirs de la garce en pleurs; le Manuel des fouteurs; les Fureurs utérines de Marie-Antoinette; Histoire de Goubcrdon, portier.*

18, 19 novembre 1790.

Minutes (2 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

La Ribaude du Palais-Royal ou Anecdotes intéressantes et gaillardes, tirées de la vie libertine de Marguerite Brunet, dite La Montansier, ancienne directrice des spectacles à la suite de la cour et maintenant la doyenne des matrones du Palais-Royal, rédigées par le sieur Neuville, dit le Roué, coopérateur de La Montansier dans toutes ses entreprises, avec portrait du sieur Neuville. Paris, 1790, in-18 de 60 p. avec 8 gravures.

Les Religieux et Religieuses laborieux, ou les Fruits de la liberté, opuscule patriotique, dédié aux nonnes élargies depuis la régénération, orné de 14 figures et suivi des *Étrennes à Priape*. Paris, 1790, in-18, fig.

Parapilla ou le V. déifié, poème en 5 chants, *mis au jour par le chapitre général de quelques moines paillards sur l'instance de plusieurs religieuses échauffées*, in-8° de 48 pages. Ce poème badin est attribué généralement à Ch. Borde,

quoique Mirabeau ait paru en réclamer la paternité.

La Confédération de la nature ou l'Art de se reproduire, ouvrage en vers (par Chevalier, dit du Coudray), Londres, 1790, in-12, frontispice et 3 figures, par Borel, gravées par Elluin, non signées.

Marie-Antoinette dans l'embarras, ou Correspondance de Lafayette avec le Roi, la Reine, La Tour du Pin et Saint-Priest, in-8° de 48 pages, une figure; pamphlet contre Marie-Antoinette, contenant un dialogue où elle figure.

Cf. *Bibliographie des ouvrages relatifs à l'amour, aux femmes, au mariage*, t. IV, p. 417.

Les Derniers Soupirs de la garce en pleurs, adressés à la ci-devant noblesse et dédiés à la triste, sèche et délaissée Desultans, libraire au Palais-Royat, en qualité de garce au premier chef, 1790, in-8°, de 15 pages, avec figure; pièce obscène en vers contre la Reine, Philippe-Egalité et Juigné.

Cf. *Bibliographie des ouvrages relatifs à l'amour, aux femmes, au mariage*, t. II, p. 467.

Fureurs utérines de Marie-Antoinette, femme de Louis XVI, avec cette épigraphe : La mère en proscrira la lecture à sa fille. Au Manège et dans tous les bordels de Paris, 1790, in-16 de 58 pages, avec deux figures obscènes coloriées, assez mal faites, la première représentant le Roi et la Reine, la seconde une scène érotique.

Cf. *Bibliographie des ouvrages relatifs à l'amour, aux femmes, au mariage*, t. III, p. 382.

L'Histoire de Gouberdon, portier (*des Chartreux*), Versailles, 1790, 2 parties in-18, avec 20 gravures libres, est l'une des nombreuses éditions du fameux ouvrage de Gervaise de la Touche, connu sous le nom du *Portier des Chartreux*,

Cf. *Bibliographie des ouvrages relatifs à l'amour, aux femmes, au mariage*, t. IV, p. 33.

1943. — Lettre au procureur de la Commune, dénonçant un libraire sous les galeries de bois du Palais-Royal qui expose à la vue du public une multitude de brochures remplies d'estampes infâmes où règne le libertinage le plus effréné, avec lettre d'envoi de M. Cahier au commissaire de la section du Palais-Royal, et réponse.

22 novembre 1790.

Minutes signées et copie (3 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

V. dans la *Chronique de Paris*, numéro du 1er novembre 1790, une lettre signée Quinton, demandant que la garde nationale fût autorisée à saisir tous les livres avec des gravures indécentes, exposés par les libraires du Palais-Royal, qui n'avaient fait chasser les malheureux vendeurs de brochures obscènes que pour s'emparer exclusivement de leur commerce et faisaient une publicité scandaleuse.

1944. — Lettre du département de police, invitant le commissaire de police à prendre les mesures nécessaires pour la répression des troubles et assurer le bon ordre au Palais-Royal.

22 novembre 1790.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

1945. — Lettre du département de police, priant de procéder à l'interrogatoire du sieur Roze (de Saint-Pierre).

23 novembre 1790.

Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2671, fol. 216.

1946. — Procès-verbaux de saisie au Palais-Royal, sous les galeries de bois, chez les sieurs Favre et Gosset, libraires, et chez la dame Dufour, sous la voûte du grand escalier de M. d'Orléans, de diverses brochures ornées de gravures obscènes, notamment : *le Rideau levé; les Nonnes fugitives; le Bordel apostolique; la Cauchoise; la Femme comme on n'en connaît pas; l'Apparition de Thérèse philosophe.*

23, 25 novembre 1790.

Minutes (3 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

Le Rideau levé ou l'Education de Laure (attribué à tort au comte de Mirabeau), Cythère (Alençon), 1786, 1788, 1790, 2 vol. in-18, de 144 pages chacun et 12 figures libres. Cet ouvrage serait d'un certain marquis de Sentilly, gentilhomme bas-normand.

Cf. *Bibliographie des ouvrages relatifs à l'amour, aux femmes, au mariage*, t. VI, p. 219.

Les Nonnes fugitives ou le Pucelage à l'encan, opéra-comique en un acte, 1790, in-18 de 51 pages, avec 10 figures obscènes et 7 contes moraux à la suite.

Cf. *Bibliographie des ouvrages relatifs à l'amour, aux femmes, au mariage*, t. V, p. 208.

Le Bordel apostolique, institué par Pie VI, pape, en faveur du clergé de France (12 août). A Paris, de l'imprimerie de l'abbé Grosier, ci-devant soi-disant jésuite, 1790, in-32, *B. N.*, Lb 39, n° 9236.

La Cauchoise ou Mémoires d'une courtisane célèbre, roman pour servir de suite à tous les bons ouvrages de la philosophie de la nature, par un auteur critico-satirico-dramaturgique. A Libidinibus, chez Sensualité, à la Délicatesse, rue du Tempérament, in-18, de 192 pages, avec 5 figures libres.

Cf. *Bibliographie*, etc., t. III, p. 148.

La Femme comme on n'en connaît point ou

Primauté de la femme sur l'homme. Londres, Gabriel Gooldt, au Phénix (Paris), 1786, in-12; c'est une réimpression de l'ouvrage bien connu, intitulé : *Lucina sine concubitu.*

Apparition de Thérèse philosophe à Saint-Cloud ou le Triomphe de la volupté, ouvrage volé dans la poche d'un aristocrate, par M. Barnave. A Saint-Cloud, chez la mère des Grâces, 1790, pièce in-12. *B. N.*, L^b 39, n° 3812.

1947. — Lettre de M. d'Aumont au sujet de son entretien avec M. Cordebar, commissaire de la section, relativement au bal de nuit annoncé par le sieur Roze et à l'entrée souterraine qui donne sur la rue des Bons-Enfants.

24 novembre 1790.
Minute signée, *B. N.*, Mss. nouv. acq. fr. 2673, fol. 8.

1948. — Lettre du comité de la section, avouant son impuissance pour la répression des jeux, les cent maisons qui existent dans l'arrondissement étant fermées à triple barrière, avec des espions à la porte du comité et des corps de garde, chargés d'avertir des descentes de police, ce qui n'a point empêché de dresser cent procès-verbaux de saisie dans huit mois.

24 novembre 1790.
Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2673, fol. 9.

Le Conseil général de la Commune, saisi de la question des jeux, comprit la nécessité de réprimer les abus qui lui étaient journellement signalés et nomma quatre commissaires, MM. Lohier, Bigot, Gérard et Charon, chargés, conjointement avec les administrateurs au département de police, de préparer un travail qui permît au Conseil de se prononcer en connaissance de cause, et M. Charon reçut mission de recueillir tous les renseignements nécessaires.

1949. — Procès-verbal de saisie dans une échoppe ambulante, sous la galerie des Variétés, tenue par le sieur Favre, en état de récidive, de neuf brochures ornées de gravures obscènes, lequel Favre s'était laissé aller à des voies de fait sur la personne des gardes nationaux et les avait traités de mouchards.

25 novembre 1790.
Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

1950. — Rapport du commissaire de police tendant au rejet de la demande de M. Guiraud de Talayrac présentée dans le but d'obtenir une garde pour la sûreté du passage du petit hôtel de Radziwill, et lettre du département de police, invitant le commissaire à s'opposer aux étalages des marchands qui obstruent journellement l'entrée du passage.

26 novembre, 2 décembre 1790.
Minutes et copie (4 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

1951. — Lettre et mémoire de M. Louyer de Villermay, chef de correspondance à la Régie générale et ancien commissaire du district, à l'effet d'être rétabli dans son droit d'éligibilité.

27 novembre 1790.
Minutes (2 p.), *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2673, fol. 10, 12.

1952. — Lettre du sieur La Balme, secrétaire du Roi, ancien avocat aux Conseils, protestant contre la qualification honorifique de maître ou messire, attribuée au juge de paix dans un tableau imprimé.

30 novembre 1790.
Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2673, fol. 13.

1953. — Lettre du département de police, annonçant que l'administration fera observer secrètement dans le Cirque du Palais-Royal ce qui pourra se passer de contraire aux règlements concernant les jeux, qu'il y aura des représentations, la veille de Noël, au profit des pauvres, mais aucune le jour de Noël.

Novembre 1790.
Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2671, fol. 212.

1954. — Lettre du département de police concernant le refus du sieur Tisson, marchand de draps au Palais-Royal, de faire enlever les terres par lui déposées à la descente du Palais-Royal, du côté du perron, qui se sont converties en boues.

1er décembre 1790.
Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2671, fol. 224.

1955. — Lettre des administrateurs des biens nationaux, autorisant l'enlèvement des effets mobiliers et du bois à brûler du Père Christophe, prieur des Dominicains de la rue Saint-Honoré, avec note de ses effets.

2 décembre 1890.

Extraits conformes (2 p.), *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2671, fol. 225.

1956. — Lettre de M. Poupart, curé de Saint-Eustache, au président de la section, faisant connaître les mesures par lui proposées pour la distribution des secours aux pauvres dans l'étendue de sa paroisse, savoir : la réunion en une masse générale des sommes possédées par chaque section et un relevé exact du nombre des pauvres dans chaque paroisse.

7 décembre 1790.

Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2673, fol. 15.

1957. — Lettres de M. Bailly, maire de Paris, transmettant la demande de renseignements sur la situation de fortune de Mmes Picon d'Andrezelle, Meat et autres, adressée par le Comité des pensions.

11, 13 décembre 1790.

Originaux signés (2 p.), *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2671, fol. 231.

1958. — Délibération de la fabrique de Saint-Roch, adoptant les arrêtés pris par la section pour la taxe du loyer des chaises dans l'église de Saint-Roch, ainsi que pour le mode de l'offrande et de la distribution du pain bénit.

12 décembre 1790.

Extrait collationné, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2673, fol. 195.

1959. — Lettre du comité de la section, signalant les désordres occasionnés par les jeux prohibés qui se tiennent dans les baraques de bois au Palais-Royal et montrant la nécessité d'envoyer de fortes patrouilles pour empêcher les attroupements.

16 décembre 1790.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2673, ol. 196.

1960. — Demande d'autorisation pour dépôt sur la voie publique de gravois provenant de la démolition d'une maison sise rue d'Argenteuil, près du passage Saint-Roch.

16 décembre 1790.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

1961. — Dépôt par le sieur Odiot, orfèvre, de quatre jetons d'argent, à lui offerts en vente, et provenant d'un vol chez la dame Duhamel.

16 décembre 1790.

Minutes (2 p.), Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

1962. — Procès-verbal dressé au sujet d'une rixe survenue dans une des baraques de bois du Palais-Royal, où se tenait un jeu de dés, appelé la parfaite égalité.

16 décembre 1790.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins.)

1963. — Procès-verbal constatant les voies de fait exercées sur le valet de chambre du marquis de Parny, dans une maison de jeu, rue de Richelieu, où il était venu réclamer le surplus d'un gain de 40 louis réalisé au biribi.

17 décembre 1790.

Minutes (2 p.), Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

1964. — Procès-verbal de saisie sous les arcades du Perron, du côté du passage Radziwill, de livres ornés de gravures obscènes, sous les titres suivants : *Les Progrès du libertinage; Ode à Priape; les Religieuses au sérail; La Ribaude du Palais-Royal; l'Origine des c... sauvages; Etrennes aux fouteurs*, exposés en vente par une marchande ferrailleuse dans la misère.

18 décembre 1790.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

Les Progrès du libertinage, histoire trouvée dans le portefeuille d'un carme réformé et publiée par un novice du même ordre. Londres, 1788, in-12 de 71 pages, avec quatre figures libres. Cet ouvrage est très rare, il fut réimprimé en 1830 et condamné par les tribunaux.

L'Ode à Priape, fait partie des œuvres de Piron.

La Source et Origine des c... sauvages et la Manière de les apprivoiser, etc., parut à Lyon, chez Jean de la Montagne, en 1610, et fut réimprimé à Lyon en 1790, in-18 de 70 pages.

Cf. *Bibliographie des ouvrages relatifs à l'amour, aux femmes, au mariage*, t. VI, p. 291.

Etrennes aux fouteurs démocrates, aristocrates, impartiaux, ou le Calendrier des trois sexes, almanach lyrique, orné de figures analogues au sujet. Sodome et Cythère, 1790, in-12 de 44 pages, avec 9 figures libres, ouvrage politique rempli de personnalités, notamment contre Marie-Antoinette, très rare.

1965. — Procès-verbal de saisie dans une boutique sous les arcades de bois du Palais-Royal, de treize brochures obscènes, notamment des *Requêtes et Décret en faveur des putains;* de *Parapilla;* des *Petits Bougres au Manège.*

18 décembre 1790.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

Les Petits Bougres au Manège, ou Réponse du grand maître de l'ordre des enc... et de ses adhérents, défendeurs, à la requête des f...ses, des macq... et des br...ses, demanderesses. A Enc...ans, chez Pierre-Pousso-fort, et se trouve au Palais-Royal, Thuileries et Luxembourg, l'an II du rêve de la liberté, in-12, figures coloriées. *B. N.*, L^b 39, n° 8438.

1966. — Plainte du sieur Charles Peixotto, colonel du régiment patriotique de Tanans, contre son secrétaire, qui refusait de rendre des assignats à lui confiés pour les échanger contre des espèces, avec déclaration du père dudit secrétaire, au sujet de la mauvaise conduite de son fils.

20 décembre 1790.

Minutes (2 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

1967. — Rapport concernant les musiques bruyantes et les crieurs aux portes des spectacles du Palais-Royal, avec procès-verbal de visite de plusieurs de ces spectacles, notamment de ceux qui montraient un homme n'ayant qu'une jambe, visible dans une cave, et l'homme sauvage dans un entresol à côté du café de Valois.

21 décembre 1790.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

1968. — Interrogatoire d'une mendiante arrêtée dans le Palais Royal, rédigé d'après un formulaire imprimé.

22 décembre 1790.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

1969. — Procès-verbal de saisie, le long de la salle des Variétés et du passage Montansier, de diverses brochures ou gravures obscènes, étalées dans une bannette et qui étaient habituellement achetées par les colporteurs, rue Percée.

22 décembre 1790.

Minutes (2 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

1970. — Dépôt, par une ouvrière en linge du Palais-Royal, d'un cachet d'argent armorié, qu'avait laissé en gage un particulier monté chez elle.

24 décembre 1790.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

1971. — Rapport du commissaire de police au sujet de l'encombrement causé par les voitures qui viennent stationner dans la rue Neuve-des-Bons-Enfants, le long du jardin de l'hôtel de Penthièvre, et priant le comité de signaler le fait à la section de la place de Louis XIV.

24 décembre 1790.

Minute signée, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

1972. — Rapport de la ronde faite la nuit de Noël chez les limonadiers et marchands de vin, et comparution de dix-huit particuliers, trouvés dans une maison soupçonnée d'être un jeu, près du passage Radziwill.

24 décembre 1790.

Minutes (2 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

1973. — Lettre de M. Bailly au comité de la section du Palais-Royal, relative à la répression de la débauche dans le jardin du Palais-Royal, dont l'accès est impossible

dans la soirée, en raison des scènes dégoûtantes qui se passent sous les arbres et contre les grilles du Cirque.

24 décembre 1790.
Original signé, avec extrait (2 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

1974. — Déclarations du vol de deux montres dans l'église de Saint-Roch, la veille, pendant la messe de minuit, au préjudice d'un maçon et d'un ciseleur, et d'une tabatière en or, au préjudice d'un inspecteur de la Régie générale.

25 décembre 1790.
Minutes (3 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

1975. — Dénonciation de plusieurs citoyens contre le sieur Noël, principal locataire d'une maison de la rue d'Argenteuil, qui est un repaire de filles publiques et de gens suspects, avec jugement du tribunal de police, ordonnant l'expulsion des prostituées logées dans cette maison, et lettre de M. Cahier à ce sujet.

26 décembre 1790.
Minutes (3 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

1976. — Plainte du sieur Charles Goblet, maître d'écriture expert, demeurant au petit hôtel Radziwill, au sujet de l'enlèvement d'un tableau indicatif de sa profession, portant ces mots : *Classe d'écriture et de calcul de banque*.

26 décembre 1790.
Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

1977. — Déclaration du sieur Jean Delaunois, portier du duc d'Orléans, au sujet du vol de deux couverts d'argent armoriés et d'une serviette, commis à son préjudice le jour de Noël.

27 décembre 1790.
Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

1978. — Déclaration par le sieur Jean-Joseph Brou de la Chaise, citoyen de Périgueux, du vol de son portefeuille contenant trois billets de la Caisse d'Escompte, de mille livres, un assignat de deux cents livres et d'autres valeurs, au spectacle des Variétés, soit aux premières loges, soit au sortir du spectacle.

27 décembre 1790.
Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

1979. — Déclaration du sieur Paul de Beauvilliers, duc de Saint-Aignan, au sujet de billets pour la somme de 7,000 livres, qu'il a souscrits à l'ordre du sieur Bolle de la Salle, négociant, et dont le montant ne lui a jamais été versé.

28 décembre 1790.
Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

1980. — Plainte des marchands du Palais-Royal, galerie du café de Foy, contre le sieur Schmith, locataire d'une tabagie et d'une cave où se sont établis des baladins qui emploient, pour annoncer leur spectacle, des aboyeurs, dont les hurlements incommodent tout le voisinage, avec lettres du département de police ordonnant de vérifier les faits, notamment en ce qui concerne le spectacle de l'homme prétendu sauvage, pour obtenir la suppression de ces cris et voir si son costume ne choque pas la décence.

28 décembre 1790.
Minutes (6 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

1981. — Dénonciation, par le sieur Médard Thierry de Franqueville, des propos séditieux contre Lafayette, contre Bailly, contre l'Assemblée nationale et la Constitution, tenus par le sieur Richard, perruquier, garde national du bataillon de Saint-Roch.

29 décembre 1790.
Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

1982. — Déclaration par François-Pascal Haudry, président honoraire au bureau des finances de la généralité d'Orléans, du vol

de sa montre à boîte d'or, dans les galeries de pierre du côté du café de Foy.

30 décembre 1790.
Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte des-Moulins).

1983. — Interrogatoire du sieur Jean-Claude Nicoud, entrepreneur de spectacles, au nº 40 des galeries du Palais Royal, exhibant un homme sauvage et une petite fille de onze ans, qui danse sur la corde, au sujet de l'aboyeur chargé d'annoncer son spectacle, qu'il a fait échapper.

30 décembre 1790.
Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

1984. — Procès-verbal d'arrestation et interrogatoire d'un individu, qu'on soupçonne d'être affilié à une bande de voleurs.

30 décembre 1790.
Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

1985. — Déclaration contre un inconnu qui a barbouillé avec de l'encre les affiches apposées sur les piliers de l'église de Saint-Roch.

31 décembre 1790.
Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

1986.—Plainte du sieur Emmanuel-Paul-Vincent de Cahideuc-Dubois de la Motte, capitaine de cavalerie, au sujet de l'arrestation de sa voiture, parce que son cocher portait des ganses au chapeau, ledit chapeau confisqué par le commissaire.

31 décembre 1790.
Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

1987. — Lettre de M. Mitouflet, procureur syndic adjoint de la Commune, réclamant l'état des procès-verbaux dressés par le comité de Saint-Roch contre les maisons de jeu.

Décembre 1790.
Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr 2666, fol. 213.

1988. — Lettre d'envoi d'une circulaire imprimée du département des travaux publics, qui devra être remise à chacun des commissaires de la section, à l'effet de procéder à l'enregistrement des ouvriers sur des feuilles *ad hoc*.

1er janvier 1791.
Minute et imprimé (2 p.), *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2666, fol. 229.

1989. — Procès-verbal dressé au sujet d'une rixe dans une maison de jeu, près du passage Radziwill, où l'on jouait à la roulette.

2 janvier 1791.
Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

1990. — Procès-verbal de saisie sous les arcades des Variétés, du côté de la rue Saint-Honoré, sur deux colporteurs et vendeurs de livres, notamment le sieur Favre, déjà arrêté pour ce fait, de diverses brochures ornées de gravures obscènes, notamment des *Étrennes de la déesse Hébé à la Messaline royale;* de *Mes Priapines;* de *la Tourière des Carmélites.*

3 janvier 1791.
Minute, *A, P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

La Tourière des Carmélites ou plutôt *Histoire de la Tourière des Carmélites, servant de pendant au P(ortier des Chartreux)*, ouvrage attribué par M. de Paulmy à M. de Querlon et qui a eu de nombreuses éditions, celle de Paris est de 1770, in-12 de 53 pages, sans figures.

Cf. la notice développée qui est consacrée à ce livre dans la *Bibliographie des ouvrages relatifs à l'amour, aux femmes, au mariage*, t. IV, p. 42.

1991. — Procès-verbal de saisie de brochures ornées de gravures obscènes, étalées sur des mannes, sous les arcades des Variétés, entre autres de *la Pucelle d'Orléans*, de *l'Histoire de Gouberdon*, des *Mémoires de Saturnin*, et procès-verbal pour injures à la garde nationale.

4 janvier 1791.
Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

La Pucelle d'Orléans, poème de Voltaire, il s'agit probablement de l'édition de Cazin, 171

in-18, ornée de 18 figures libres de Borel, gravées par Elluin, non signées.

Mémoires de Saturnin, portier des Chartreux, édition du livre de Gervaise de la Touche, publiée à Londres en 1787, en deux volumes in-18, avec les figures d'Elluin.

1992. — Lettre de M. Cahier, procureur syndic adjoint de la Commune, aux commissaires de la section, demandant l'envoi dans le plus bref délai de renseignements circonstanciés sur les distributions de pain faites par la Société des Amis de la constitution monarchique.

4 janvier 1791.

Original signé, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2666, fol. 232.

1993. — Lettres de Miss Scott Godfrey, rappelant l'envoi qu'elle a fait de la Déclaration des droits de l'homme traduite en anglais par ses élèves du premier cours gratuit, annonçant l'ouverture d'un second cours gratuit et priant d'y assister.

4, 16 janvier 1791.

Minutes (2 p.), *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2673, fol. 62, 95.

1994. — Procès-verbal d'arrestation, dans une maison de jeu, sous les galeries de bois du Palais Royal, d'un particulier qui faisait du tapage et brisait les carreaux pour se venger de la perte de son argent.

5 janvier 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

1995. — Plainte de la dame Mousnier, contre son mari, avocat en Parlement, dont elle est séparée de biens, qu'elle accuse de la soustraction d'un sac de peau chamois, contenant 75 doubles louis, ledit Mousnier faisant du jeu sa principale occupation.

5 janvier 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

1996. — Avis du département de police, portant que des malintentionnés se proposent de se réunir le soir au café du Caveau et au café Conti, au Palais-Royal, pour insulter les agents de change.

5 janvier 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

1997. — Lettre de M. Cahier, procureur syndic adjoint de la Commune, demandant l'envoi de la délibération prise par la section relativement au tarif des chaises dans l'église de Saint-Roch.

5 janvier 1791.

Original signé, *B. N.*, Mss. nouv. acq. fr. 2666, fol. 234.

1998. — Rapport fait par M. Doray de Longrais sur les pétitions des arts et professions du bâtiment et des maîtres paveurs de Paris.

7 janvier 1791.

Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2673, fol. 65.

1999. — Déclaration du sieur Félix-Étienne Souspiron, sous-lieutenant au régiment de Noailles, au sujet de l'invasion de son domicile par huit individus, dont deux grenadiers, en uniforme, le sabre à la main, qui ont cherché à lui extorquer de l'argent.

7 janvier 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2000. — Ordre du département de police au commissaire de la section, à l'effet de faire une ronde de police dans la nuit du samedi au dimanche pour observer ce qui se passe dans les hôtels garnis, sans cependant y pénétrer, avec rapport du commissaire Toublanc, constatant que tout est tranquille.

8 janvier 1791.

Originaux signés (2 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2001. — Autorisation au sieur Roze de Saint-Pierre de donner un bal de nuit, le 9 janvier, dans le Cirque du Palais-Royal, à la charge d'avoir une garde de trente hommes au moins à sa solde et de ne tolérer aucun masque ou déguisement, avec

rapport du commissaire constatant que rien de contraire à la décence et au bon ordre ne s'y est passé.

8 janvier 1791.

Minutes signées (3 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2002. — Procès-verbal d'arrestation d'un apprenti imprimeur en toiles peintes, âgé de treize ans, saisi en flagrant délit de vol de montre au Palais-Royal, qui a invectivé la garde de la façon la plus grossière.

8 janvier 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2003. — Déclaration du sieur Florent Guiot, député de la Côte-d'Or à l'Assemblée nationale, demeurant hôtel de Condé, rue Traversière-Saint-Honoré, portant qu'en son absence son secrétaire a été forcé, et que de l'argent et des bijoux lui ont été volés.

8 janvier 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2004. — Lettre de l'abbé Bastide, « prêtre et citoyen sans reproche », exprimant le regret de se voir, après dix-sept ans de service, sans état, sans fortune, privé d'un ministère qui était sa seule passion et le besoin de sa vie.

9 janvier 1791.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2673, fol. 68.

André-Paul Bastide, vicaire de Saint-Roch, était l'un des électeurs de la section du Palais-Royal. Il prononça plusieurs discours patriotiques.

2005. — Lettre du commissaire de police à M. Thorillon, au sujet du payement des appointements des commissaires de police et secrétaires-greffiers, et réponses à M. Toublanc, annonçant qu'il sera fait droit à ses réclamations et qu'il lui sera délivré un mandat sur la caisse du domaine.

9, 28 janvier 1791.

Minutes et original signé (4 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2006. — Pétition du sieur Dunouy, citoyen de la section du Palais-Royal, aux citoyens de Paris, dénonçant les prévarications de plusieurs des mandataires municipaux.

10 janvier 1791.

Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2673, fol. 98.

2007. — Lettre des administrateurs du département de police aux commissaires de la section, exprimant le regret que les affaires multipliées ne leur permettent point de les assurer de leurs vœux sincères pour l'accord constant qui doit régner entre eux en vue de la sûreté et tranquillité publique.

10 janvier 1791.

Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2666, fol. 235.

2008. — Lettre des administrateurs du département de police à M. Toublanc, le remerciant de sa visite et lui envoyant leurs vœux pour la continuation de ses peines infatigables en vue du bien public.

10 janvier 1791.

Original signé, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2009. — Lettre du sieur Regnard jeune, donnant sa démission des fonctions de commissaire de la section et d'assesseur du juge de paix, ayant été appelé au poste de chef d'un des bureaux du département de police.

12 janvier 1791.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2673, fol. 76.

Charlemagne Regnard, le jeune, qualifié chef de bureau, rue Neuve-des-Petits-Champs, figure parmi les électeurs de la section du Palais-Royal en 1790, il est également sur la liste des assesseurs du juge de paix.

2010. — Plainte du sieur Germain Debray, libraire sous les arcades de bois du Palais-Royal, au sujet des dégâts occasionnés par la pluie dans sa boutique restée découverte au cours des travaux exécutés par le sieur La Voyepierre, principal locataire de toutes les boutiques de bois, à partir du 15 avril.

13 janvier 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-

verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

Jean-Hector de La Voyepierre, négociant, rue Saint-Honoré, était l'un des électeurs de la section du Palais-Royal.

2011. — Lettre du département de police, priant de renvoyer au commissaire Chenu toutes les plaintes relatives aux faux billets signés : *le duc de Biron* ou *A. Biron*, qui circulent dans le commerce.

13 janvier 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

La *Chronique de Paris*, dans son numéro du 13 janvier 1791, en rapportant l'arrestation du sieur Jean-Baptiste Maudin, dit de Granis, qui mettait en circulation, au café de la Rotonde, les bons en question, et qui avait cherché à s'échapper en se jetant du Pont-Neuf dans la rivière, ajoute que ce particulier interrogé par le commissaire Chenu, déclara que ces bons étaient très communs au Palais-Royal et que les courtiers en avaient plein leurs portefeuilles. Aussi M. Quevauvillers, chargé des affaires de M. de Biron, crut devoir mettre le public en garde contre ces bons ou billets répandus en nombre prodigieux. (*Chronique de Paris*, numéro du 29 janvier.)

2012. — Lettre de M. Bailly, maire de Paris, accusant réception de la lettre de recommandation envoyée en faveur de M. Desbuis, pour une place dans les travaux publics.

14 janvier 1791.

Original signé, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2666, fol. 236.

2013. — Justification du sieur Le Clercq, commissaire pour les jeux depuis treize mois, au sujet du reproche qu'on lui adresse de s'être approprié un louis remis par un sieur Roussel, qui a été loin de couvrir les dépenses nécessaires pour indemniser les dénonciateurs de maisons de jeu.

14 janvier 1791.

Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2673, fol. 78.

2014. — Lettres du sieur Beraud, trésorier, chargé de recevoir les sommes versées pour les soldats de remplacement du poste de la rue des Moulins, se plaignant de l'insuffisance des recettes et proposant d'organiser avec le sieur Pescheloche une tournée chez tous les citoyens qui n'ont rien envoyé pour faire monter leur garde, avec un état des sommes perçues.

14 janvier 1791.

Minutes (2 p.), *B. N.*, Mss. nouv. acq. fr. 2673, fol. 77, 91, 94.

2015. — Avis du département de police, invitant le commissaire à faire une ronde de police et à rester en permanence à son bureau dans la journée du dimanche (en vue de l'installation et du serment des ecclésiastiques).

14, 22 janvier 1791.

Minutes signées (2 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2016. — Lettre du département de police informant M. Toublanc que les directeurs du spectacle du Palais-Royal et du théâtre de Mlle Montansier sont invités à lui accorder ses entrées libres pour le maintien de l'ordre.

14 janvier 1791.

Minute signée, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2017. — Déclaration du sieur Noël, tenant l'hôtel garni des Patriotes, rue d'Argenteuil, à l'effet de constater qu'il donne congé à quinze de ses locataires, dont douze femmes.

15 janvier 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2018. — Réflexions présentées à MM. les président et commissaires de la section, assemblés le 15 janvier 1791, par le commissaire de police de ladite section.

15 janvier 1791.

Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2673, fol. 28.

2019. — Lettre du sieur Raguideau, regrettant de ne pouvoir prendre place dans le comité, étant déjà assesseur du juge de paix.

16 janvier 1791.

Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2673, fol. 80.

2020. — Procès-verbal dressé contre le sieur Alexandre-Dominique de Rougeville de Visamarle, capitaine de cavalerie au ré-

giment de Piémont et officier chez *Monsieur*, pour avoir voulu forcer la consigne d'un factionnaire à l'entrée des boutiques de bois du Palais Royal.

16 janvier 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2021. — Rapport d'une ronde de nuit faite par le commissaire Toublanc, qui est resté au Cirque de minuit à quatre heures du matin et a constaté que tout était tranquille.

16 janvier 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2022. — Lettre de M. Bailly renvoyant au commissaire de police la requête de la dame Le Bas, à l'effet d'être protégée contre les brutalités de son mari.

17 janvier 1791.

Minutes (2 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2023.— Demande de l'abbé Mary relative à la fixation du nombre d'ecclésiastiques qui doivent assister à un service funèbre, de manière à ce que les prêtres non assermentés ne soient pas inquiétés, avec décision du département de police, déclarant que l'abstention de ces ecclésiastiques serait préférable jusqu'à ce que le calme fût complètement rétabli.

17 janvier 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins.

2024.— Supplique du sieur Jacques Visse à l'effet d'obtenir une place de chef d'atelier dans les travaux publics, ou de concierge d'un des six tribunaux, faisant valoir à l'appui de sa demande qu'il a indiqué au mois d'août 1789 le moyen de renvoyer les terrassiers de Montmartre, et qu'il a eu l'initiative de la contribution patriotique des gens de maison.

17 janvier, 13 mars 1791.

Minutes signées (2 p.), *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2673, fol. 97, 123.

En ce qui concerne la participation du sieur Visse à la contribution des gens de maison, cf. le t. Ier de notre Répertoire, n° 623.

2025. — Procès-verbal dressé contre un colporteur et un cuisinier sans place qui faisaient tirer une sorte de loterie de bijoux dans la grande galerie de la nouvelle salle des Variétés.

18 janvier 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2026. — Procès-verbal relatif aux troubles survenus dans l'église de Saint-Roch à la suite de la célébration d'un baptême par le curé Marduel, que les assistants ont interrompue en réclamant la présence de l'abbé Legrand.

18 janvier 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

Le *Courrier de Paris*, par Gorsas, t. XX, n° XX, p. 316, fait allusion à cette scène scandaleuse provoquée par le curé Marduel, « ce prêtre *réfractaire et déchu*, qui depuis longtemps avait abandonné à ses vicaires les prérogatives pastorales, et se présentait avec affectation pour faire les baptêmes et autres cérémonies ». Le *Courrier* (p. 334) donne un récit exact des faits dénaturés par l'*Ami du Roi* qui avait dit que le peuple avait arraché l'étole et la coquille baptismale au sieur Marduel. V. également, au sujet de cette affaire qui fit grand bruit, la *Chronique de Paris*, numéro du 21 janvier 1791.

2027. — Lettre du département de police, invitant le commissaire de la section à dresser les états des personnes logées en garni et à mentionner les changements qui pourront se produire, de deux jours en deux jours.

18 janvier 1791.

Original signé, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

La visite des hôtels garnis par les commissaires chargés de la sûreté publique est mentionnée par Gorsas, qui demande « d'où viennent les troupeaux d'inconnus qui y abondent. » *Courrier de Paris*, t. XX, n° XXIII, p. 360.

2028. — Lettre du département de police au commissaire de la section, l'invitant à continuer ses visites pour la répression du

scandale occasionné par la vente et l'étalage des livres et gravures obscènes.

18 janvier 1791.
Original signé, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2029. — Lettre du procureur syndic de la Commune, priant le président de la section de venir conférer avec lui relativement à l'affaire de M. de Montmorency.

19 janvier 1791.
Minute non signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2666, fol. 240.

2030. — Lettre du procureur syndic adjoint de la Commune au président du comité de la section, l'autorisant à convoquer une assemblée primaire pour le remplacement des prud'hommes assesseurs du juge de paix.

19 janvier 1791.
Original signé, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2031. — Plainte de Charles-Louis de La Châtre, lieutenant-général des armées du Roi, en abus de confiance contre la demoiselle Derville, qui était dépositaire de divers bijoux et effets mobiliers à lui appartenant, par elle détournés et retrouvés chez une dame de la Salsette.

20 janvier 1791.
Minutes (3 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2032. — Contestation entre le sieur Alexandre Minier, joaillier, rue Saint-Louis, et deux Algériens, au sujet du prix d'un collier du Saint-Esprit, fixé après débats à 24,000 livres, qu'ils ne voulurent payer que 22,500 livres.

21 janvier 1791.
Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2033. — Lettre de M. Cahier, procureur syndic adjoint de la Commune, envoyant une copie de sa lettre, écrite le 19 janvier, à l'effet d'autoriser la section à se réunir en assemblée primaire, pour remplacer les prud'hommes assesseurs du juge de paix, démissionnaires, mais non pour nommer de nouveaux électeurs.

21 janvier 1791.
Copie conforme, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2666, fol. 241.

2034. — Procès-verbal d'arrestation de deux vendeurs d'argent au Perron, en face de la rue Vivienne, afin de les soustraire à la fureur populaire et d'éviter de graves désordres.

22 janvier 1791.
Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

D'après le *Courrier de Paris*, par Gorsas, t. XX, p. 273, 358, la fermentation la plus dangereuse régnait depuis cinq à six jours dans les parages de la rue Vivienne; cette fermentation était provoquée par l'accaparement des petits assignats et des billets de la Caisse d'Escompte contre lesquels s'échangeaient les assignats; on avait roué de coups quatre ou cinq vendeurs d'argent et coupons et chassé les autres.

2035. — Lettres du sieur Philippe, paroissien de Saint-Roch, au sujet des papiers incendiaires colportés de maison en maison par les prêtres réfractaires de Saint-Roch.

22 janvier 1791.
Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2673, fol. 31.

2036. — Procès-verbal constatant l'enlèvement des affiches de la municipalité relatives aux fonctions des prêtres n'ayant pas prêté serment, affiches qui se trouvaient sur les piliers de l'église de Saint-Roch.

23 janvier 1791.
Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2037. — Lettres de M. Bailly, maire de Paris, transmettant des lettres adressées à la municipalité par le Comité des pensions pour obtenir des renseignements sur la situation de fortune de la veuve de la Motte, rue de Richelieu, et de la veuve Souet, chez les Dames de l'Assomption-Saint-Honoré; autre lettre du maire, pour se plaindre de ce que les renseignements relatifs à la dame de la Motte avaient été portés directement au Comité des pensions et non au

chef de la municipalité, comme cela devait se faire.

24 janvier, 5, 11, 21 mars 1791.
Originaux signés (3 p.), *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2666, fol. 242, 260, 263, 267.

2038. — Lettre du département de police au commissaire de police de la section, lui envoyant des certificats pour l'obtention de passeports, afin de les délivrer sous une forme régulière.

24 janvier 1791.
Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2039. — Plainte du sieur François Yvet, maître de langues, contre le sieur Playfaire, fondé de procuration des actionnaires de la compagnie de Scioto, qui refusait de lui fournir aucun éclaircissement, ni de lui remettre aucune indemnité pour raison de non-jouissance audit Scioto.

24 janvier 1791.
Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2040. — Lettre du département des travaux publics de la municipalité au commissaire de police, demandant l'envoi du procès-verbal dressé contre le chevalier de la Neuville, inspecteur des travaux publics, arrêté pour propos séditieux contre la garde nationale et le gouvernement.

26 janvier 1791.
Original signé, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2041. — Arrêté décidant, sur la proposition de deux délégués de la section des Invalides, l'envoi de commissaires auprès des autres sections pour signaler les dangers provoqués par les clubs monarchiques.

26 janvier 1791.
Copie conforme, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2673, fol. 103.

V. l'article dans lequel Gorsas prend à partie la Société des Amis de la constitution monarchique, qui se proposait de louer une partie de l'hôtel de Richelieu, occupé déjà depuis quinze mois par la section des Filles-Saint-Thomas (de la Bibliothèque). (*Courrier de Paris*, t. XX, n° XXI, p. 321.)

2042. — Lettre du sieur Bayard, proposant l'acquisition pour 24 livres de la collection complète du *Journal de la municipalité et des sections de Paris*, du 12 juillet 1789 au 1er janvier 1791.

27 janvier 1791.
Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2673, fol. 105.

2043. — Lettres du sieur Auxcouteaux demandant à conférer avec le président de la section au sujet du recensement de la capitale.

27 janvier 1791.
Minutes (2 p.), *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2673, fol. 104, 117.

2044. — Plainte du sieur Pierre Delahaute, commissaire de la section, au sujet des bruits aussi injurieux que calomnieux répandus sur son compte, d'après lesquels il aurait reçu de l'argent et même des objets mobiliers des tripots du Palais-Royal.

27 janvier 1791.
Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2045. — Permission de faire étendre du fumier devant la maison d'une personne gravement malade, rue de Richelieu, à la charge de le faire renouveler tous les deux jours pour conserver la salubrité de l'air.

29 janvier 1791.
Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2046.— Procès-verbal de saisie de trente-six brochures, ornées d'estampes obscènes, trouvées derrière les Variétés, vis-à-vis le passage du Palais-Royal, dans une échoppe où l'on vend des bas, avec lettre du département de police, accusant réception du procès-verbal et priant de multiplier les patrouilles et les saisies pour faire cesser un commerce aussi scandaleux.

29 janvier 1791.
Minutes signées (2 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2047. — Supplique de la veuve Du Marché à l'effet d'obtenir des secours, et lettre

de la supérieure de la maison de charité attestant son indigence.

29 janvier 1791.

Minutes (2 p.), *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2673, fol. 107, 108.

2048. — Lettre de M. Marduel, curé de Saint-Roch, envoyant sa démission d'électeur et son offrande pour les deux enfants trouvés qui ont tiré au sort les tribunaux de Paris.

29 janvier 1791.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2673, fol. 120.

Claude-Marie Marduel, curé de Saint-Roch, figure, en effet, parmi les électeurs de la section du Palais-Royal; il refusa le serment constitutionnel et fut remplacé, le 6 février, par Louis-Alexandre Legrand, ancien vicaire de Saint-Roch. Marduel ne reprit possession de sa cure qu'après le Concordat et mourut le 6 janvier 1833.

Cf. Etienne Charavay, *Assemblée électorale de Paris*, p. 6, 496.

2049. — Lettre de M. Cahier, procureur syndic adjoint de la Commune, priant de transmettre à M. Le Roux, officier municipal, chargé du rapport concernant le Club monarchique devant le Conseil général de la Commune, tous renseignements pouvant éclairer sur les imputations dont ce Club est l'objet, avec récépissé de la délibération de la section relative à cette Société, et circulaire imprimée.

29 janvier 1791.

Minute signée (3 p.), *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2666, fol. 239, 250.

2050. — Procès-verbal d'arrestation du garçon d'un jeu de parfaite égalité, installé dans une des boutiques de bois du Palais-Royal, et saisie du matériel, comprenant notamment un tableau avec six numéros et trois dés correspondant aux mêmes numéros.

31 janvier 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2051. — Rapport fait à la suite de l'assassinat de la veuve Plouvyé et de sa cuisinière, au coin de la rue de l'Échelle, et du chevalier de Vitray, rue de Richelieu, pour l'organisation de la police chargée de surveiller les malfaiteurs.

Janvier 1791.

Minute incomplète, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2673, fol. 128.

2052. — Rapport de M. Doray de Longrais sur un arrêté de la section de la Fontaine-de-Montmorency et un mémoire tendant à empêcher les vols et assassinats qui se commettent journellement dans la capitale, proposant d'inviter la municipalité à chasser de Paris les vagabonds et mendiants valides et à organiser une surveillance attentive contre ceux qui y trament des complots et forment des associations de brigands.

Janvier 1791.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2673, fol. 129.

2053. — Motion du sieur de Guyot demandant la promulgation d'une ordonnance de police pour la suppression des lucarnes des greniers à fourrages, et d'un règlement pour recevoir les oppositions sur les appointements des officiers de la garde nationale.

Janvier 1791.

Minutes (3 p.), *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2673, fol. 84, 86.

2054. — Rapport de M. Bastide au sujet de la gestion de l'ancien comité, principalement en ce qui concerne la police des jeux, et réponse aux imputations dirigées contre lui, se chargeant de prouver qu'il a repoussé les offres considérables faites au comité pour qu'on tolérât diverses maisons de jeu, avec motion à cet égard.

Janvier 1791.

Minutes (2 p.), *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2673, fol. 87, 93.

Gorsas, dans son *Courrier de Paris* (t. XX, p. 363, 390), dirige avec une persistance marquée les plus violentes attaques contre le comité de Saint-Roch, qu'il accuse formellement d'être de connivence avec les brigands teneurs des cent maisons de jeux établies sous les galeries du Palais-Royal; il ne craint pas de qualifier ce comité de *comité de brigands*.

2055. — Supplique du sieur Morin, employé par MM. Condorcet et Tillet à copier les registres de l'Académie des sciences,

afin d'obtenir un emploi dans le département de Paris.

Janvier 1791.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2673, fol. 100.

2056. — Requête du sieur La Montagne relative à la perte d'une place qui lui a été retirée par la fabrique de Saint-Roch.

Janvier 1791.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2673, fol. 101.

2057. — Supplique de la veuve Baigneux, loueuse de chaises, à Saint-Roch, pour faire accorder à l'aîné de ses petits-fils un habillement, lui permettant de partir pour la frontière.

Janvier 1791.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2673, fol. 102.

2058. — Plainte des bourgeois et marchands habitant la rue Lévêque, butte Saint-Roch, au sujet du trouble causé par la présence à toute heure du jour et de la nuit de crieurs et colporteurs qui viennent s'approvisionner de la feuille périodique intitulée, *le Postillon*, dont les presses se trouvent dans la boutique de la maison, n° 11.

Janvier 1791.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2673, fol. 75.

2059. — Plainte de la veuve Hurel, propriétaire de la maison de la rue des Moulins, où se trouve installé le corps de garde, touchant les frais occasionnés à ses locataires par l'engorgement de la cheminée de ce corps de garde, et demande du sieur Regnard, trésorier du district, pour le payement de six mois de loyer dudit corps de garde.

Janvier 1791.

Minutes (2 p.), *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2673, fol. 56, 64.

2060.— Mémoire du sieur Dupuis, maître cordonnier, pour se plaindre de ce que M. Plaisant, l'un des administrateurs des travaux publics, ait préféré à son fils, qui sollicitait un emploi de chef aux ateliers de secours, un sieur Quercy, pensionné du Roi et du comte d'Artois.

Janvier 1791.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2673, fol. 47.

2061. — Requête du sieur Prévoteau, armurier, rue Saint-Honoré, vis-à-vis les écuries du Roi, dont la boutique avait été pillée dans la nuit du 12 au 13 juillet 1789, à l'effet d'obtenir le payement d'une somme de 232 livres, à lui due pour la réparation des fusils et armes du bataillon de Saint-Roch.

Janvier 1791.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2673, fol. 42.

2062. — Requête du sieur Simonet, coiffeur, rue de la Sourdière, qui sollicite une place de chef d'atelier dans les travaux publics.

Janvier 1791.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2673, fol. 44.

2063. — Requête du sieur Dominique Deruder, ancien facteur des postes, ayant pris part au siège de la Bastille, pour obtenir une place d'inspecteur dans les travaux publics.

Janvier 1791.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2673, fol. 45.

2064. — Mémoire des commissaires nommés par la section concernant le logement prétendu par les gardes-suisses et l'invitation adressée par le maire aux propriétaires des maisons à l'effet de continuer la subvention qu'ils payaient pour ce logement.

Janvier 1791.

Minute signée et copie (2 p.), *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2673, fol. 48.

2065. — Rapport de M. Toublanc, commissaire de police de la section, signalant le commerce du sieur Dufour, qui vend au Palais-Royal les livres les plus indécents, et qui se rend chaque jour rue Percée, quartier Saint-André-des-Arts, pour débiter aux colporteurs des livres ornés d'estampes obscènes, demandant en même temps que la section du Théâtre-Français soit invitée à prendre des mesures pour arrêter le débit de ces livres dangereux.

Janvier 1791.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2673, fol. 35.

2066. — Lettre du sieur Du Château se plaignant des mauvais procédés du sieur

Servant, perruquier, auquel il devait 18 livres, dont il avait différé le remboursement, afin de ne point perdre 5 pour cent en changeant un billet de 200 livres.

Janvier 1791.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2673, fol. 38.

2067. — Note du sieur A. Lavau, secrétaire greffier de la section de l'Oratoire, au sujet de la demande de convocation de la Commune à l'effet de délibérer sur le licenciement des grenadiers.

Janvier 1791.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2666, fol. 244.

2068. — Procès-verbal dressé à la requête de Jean-Baptiste-Claude Odiot, orfèvre, rue Saint-Honoré, contre un jeune homme, fils du sieur Georges, orfèvre, rue des Bourdonnais, qui lui avait proposé l'acquisition de bijoux de fabrication défectueuse, l'un d'eux s'étant trouvé doublé de cuivre.

1er février 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2069. — Déclaration de vol au préjudice de Sidi Omar, Algérien, logé à l'hôtel de l'Empereur, au Palais-Royal, vol d'espèces et de bijoux contenus dans une malle qui a été fracturée.

2 février 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2070. — Lettre du département de police de la municipalité au commissaire de police, à l'effet d'inviter les commissaires de la section à choisir les spectacles de l'arrondissement, où ils voudront bien se rendre tous les soirs, en vertu du décret du 13 janvier 1791.

4 février 1791.

Minute signée, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

L'article VII du décret du 13 janvier 1791, concernant la liberté des théâtres, stipulait qu'il y aurait toujours un ou plusieurs officiers civils dans l'intérieur des salles de spectacles, chargés du maintien de l'ordre et munis de pleins pouvoirs pour requérir la garde extérieure.

2071. — Procès-verbal d'arrestation d'un mendiant qui causait du scandale dans l'église de Saint-Roch, pendant le sermon d'un religieux récollet, disant à haute voix « que le prédicateur était l'apôtre de Jésus-Christ et lui l'apôtre des hommes, il ne sait ce qu'il dit, cet animal là », et tenant d'autres propos du même genre.

6 février 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2072. — Lettre du comité de la société formée pour l'établissement du canal de l'Oise à Rouen et à Dieppe, sollicitant l'adhésion de la section à leur projet.

6 février 1791.

Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2673, fol, 109.

2073. — Plainte contre le banquier d'un jeu établi dans une boutique de la galerie de bois, au Palais-Royal, et se jouant avec six dés, lequel, au moyen d'une secousse imprimée à la table du jeu, faisait changer de face le dé.

9 février 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2074. — Procès-verbal d'arrestation et envoi à la Force du sieur Pierre, dit Zamor, nègre, coiffeur de dames, et du sieur Vincent, perruquier, déserteur du régiment d'Angoulême, chassé du bataillon des Récollets, attablés chez un marchand de vin de la rue Montpensier, pour résistance à la garde.

9 février 1791.

Minutes (3 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

Ce nègre n'est point le Zamor, si connu, qui était au service de Mme du Barry.

2075. — Lettre de M. Bailly, maire de Paris, transmettant la copie d'une lettre du Comité de constitution, qui demande l'état exact de la population active du départe

ment de Paris, et priant d'envoyer le dénombrement des citoyens actifs de la section, avec lettre de rappel et arrêté du Corps municipal à ce sujet.

10 février, 29 avril, 6 mai 1791.
Originaux signés et copie (3 p.), *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2666, fol. 246, 288, 290.

2076. — Procès-verbal de descente de la garde au passage de Valois, dans un rez-de-chaussée dépendant de l'hôtel de Suffren, où l'on jouait aux dés, et dans un rez-de-chaussée adossé à la rue de Richelieu, passage Montansier, en face du spectacle Montansier.

10 février 1791.
Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2077. — Lettre au président et aux commissaires de la section, signalant l'absence de M. Couteau, secrétaire-greffier de la section, qui a disparu en emportant les clefs de l'armoire où se trouvent les objets déposés au commissariat.

10 février 1791.
Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2078. — Lettre du sieur Dodun, bourgeois de Paris, sollicitant un passeport pour lui et son fils à l'effet de se rendre à Clermont en Beauvaisis.

11 février 1791.
Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2673, fol. 111.

2079. — Lettre du département des travaux publics, renvoyant au secrétaire de la section les feuilles d'enregistrement des ouvriers de la section à admettre dans les ateliers de secours, pour les remplir convenablement.

11 février 1791.
Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2080. — Inventaire par Claude-Pierre Boivin de Blancmure, juge de paix de la section, des papiers et effets contenus dans les armoires des dépôts du comité, par suite du départ clandestin du secrétaire-greffier, en vertu d'une requête de Jacques-Christophe Toublanc, commissaire de police.

11 février 1791.
Minutes (4 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2081. — Procès-verbal constatant la tenue d'un jeu de dés clandestin dans une sorte de caveau sous la boutique d'un pâtissier, rue Neuve-des-Petits-Champs, au coin de la descente du Perron, vis-à-vis la rue Vivienne, et arrestation d'un domestique de M. Lenoir de La Roche, député de Paris.

12 février 1791.
Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2082. — Procès-verbal de perquisition à l'hôtel Radziwill, rue des Bons-Enfants, à l'entresol, chez le sieur Antoine Léonard, tapissier, qui, sous prétexte de faire voir des tableaux et gravures mis en vente, exploitait un jeu de trente-et-quarante, avec description du matériel du jeu, et lettre du département de police renvoyant ledit procès-verbal et priant la section de l'informer de ce qui aura été statué au sujet de ce Léonard.

13, 18 février 1791.
Minutes (2 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2083. — Dénonciation, par la veuve Chaligny, directrice du Club national, hôtel de Montpensier, d'un jeu de biribi, tenu par le sieur Saint-Germain, arcades du Palais-Royal, bains des hommes, n° 167, de deux autres jeux de biribi, tenus par la dame Dumény et le sieur Grave, au n° 45, à l'entresol et au second étage, enfin d'un autre jeu de biribi, tenu par le sieur Marmont, au n° 121, premier étage.

14 février 1791.
Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2084. — Procès-verbal de transport dans diverses maisons où l'on soupçonnait l'existence de jeux clandestins, notamment au

Club des Arcades, n° 9, au Salon des échecs, n° 59, au Cirque, à l'ancien café des Variétés, et où il ne s'est trouvé qu'une société très bien composée, sans aucun indice de jeux suspects.

14 février 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2085. — Lettre du sieur de Ferrière, accusateur public près le tribunal du 1er arrondissement, réclamant l'envoi des plaintes relatives aux délits intéressant l'ordre public, dans le plus bref délai possible.

14 février 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2086. — Lettre du département des travaux publics de la municipalité, priant la section de délivrer un certificat au sieur Bouffatre, chargé du transport des feuilles d'enregistrement des ouvriers.

14 février 1791.

Minute signée, *B. N.*, nouv. acq., fr. 2666, fol. 248.

2087. — Procès-verbal de perquisition, rue Neuve-des-Bons-Enfants, chez le sieur de Saint-Jullien, soupçonné de tenir une maison de jeu clandestine.

15 février 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2088. — Procès-verbal de transport chez les sieurs de Malmazet, de Saint-Romain, les dames de Mailly et de Matignon, au Palais-Royal, afin de constater la tenue de jeux clandestins.

15 février 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2089. — Déclaration du sieur Sixte André, marchand limonadier, portant qu'il a loué un entresol au-dessus du café de la rue de Richelieu, attenant au bâtiment des Variétés, à cinq individus qui donnent fréquemment à jouer.

16 février 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2090. — Déclaration d'une femme tenant une échoppe quai des Tuileries, d'après laquelle le bruit courait que M. de Clermont-Tonnerre faisait distribuer des cartes de pain et de l'argent dans tous les comités de section.

16 février 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2091. — Déclaration du sieur Lefèvre-Desnouettes, marchand de drap, rue Saint-Honoré, propriétaire des nos 21 à 26 des arcades du Palais-Royal, afin d'établir qu'il a loué divers locaux à des personnes qui y ont installé des jeux.

16 février 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2092. — Déclaration du sieur François Sigly, tailleur pour dames, dénonçant les locataires d'un entresol de sa maison, rue Villedo, qui tiennent des jeux très fréquentés, les lundi et vendredi, ce qui produit des allées et venues continuelles, compromettantes pour la sûreté de M. Dufresne, agent de change.

17 février 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2093. — Lettre du sieur Grandjean, religieux dominicain, offrant ses services à la communauté de Saint-Roch, avec prestation du serment exigé.

17 février 1791.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2673, fol. 113.

2094. — Déclaration du sieur Mathan, marchand de drap au Palais-Royal, nos 162 et 163, à l'effet de signaler le sieur Aubry,

son locataire, au n° 165, comme ayant ouvert un jeu de biribi dans son appartement.

18 février 1791.
Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2095. — Lettre relative à une réclamation des entrepreneurs du théâtre du Palais-Royal touchant un amas de pierres déposées dans le passage Montpensier.

18 février 1791.
Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2096.—Lettres du département de police transmettant les plaintes des voisins de la demoiselle Vidal, lingère, cul-de-sac de la Brasserie, au sujet du scandale et du bruit que causent journellement les femmes du monde logées dans sa maison.

19, 25 février 1791.
Originaux signés (2 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2097. — Dénonciation du sieur Charles-Louis Farmain, ancien notaire, contre la dame Daligny, sous-locataire à son insu d'un appartement, rue de Richelieu, qui tient un jeu de biribi.

19 février 1791.
Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2098. — Déclaration du sieur Henry Le Grand, marchand de drap au Palais-Royal, portant qu'il a sous-loué au n° 65 un appartement à la dame Villarcy, qui donne à jouer et tient des jeux prohibés.

19 février 1791.
Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2099.—Lettre de M. Cahier, procureur syndic adjoint de la Commune, priant le comité de la section de se rendre à la messe paroissiale de Saint-Roch, pour éviter que le bon ordre ne soit troublé par la lecture en chaire d'une prétendue lettre pastorale de l'archevêque de Paris, écrit incendiaire.

19 février 1791.
Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2666, fol. 251.

Le *Courrier de Paris*, par Gorsas, t. XX, n° XVII, p. 246, 264, reproduit, en l'accompagnant de commentaires, le texte du mandement de M. de Juigné aux curés et prêtres de son diocèse, donné à Chambéry, le 31 décembre 1790, et qui fut dénoncé comme incendiaire; ce mandement, qui parut à Paris le 15 janvier, comprenait 51 pages in-4°. Cf. *B. N.*, Ld⁴ 3166.

2100. — Dénonciation du sieur Marlier contre un maître paulmier, son locataire, qui donne à jouer à une société le jeu de biribi, avec déclaration dudit paulmier portant que l'ouverture des maisons de jeux prohibés a tué son état, et qu'il a été obligé pour vivre de tenir le jeu en question.

20 février 1791.
Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2101. — Lettre de la femme de Bourge, tenant une maison de prostitution au Palais-Royal, hôtel du Perron, à l'inspecteur de police du comité de Saint-Roch pour se plaindre des imputations calomnieuses propagées sur son compte, déclarant « qu'elle inspire aux jeunes personnes qui sont chez elle les sentiments d'honneur, de probité et de décence que comportent leurs états ».

20 février 1791.
Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2102. — Lettre du département de police à M. Toublanc, le priant de constater les contraventions qui lui sont dénoncées en ce qui concerne la tenue de maisons de jeux.

22 février 1791.
Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2103.—Lettre de M. Boullemer, procureur syndic de la Commune, accusant réception de la démission de M. Couteau, secrétaire-greffier de la section, avec la délibération du Corps municipal, prescrivant de convoquer

la section pour la nomination de son successeur, et lettre d'envoi.

22, 26, 27 février 1791.

Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2666, fol. 252.

M. Couteau fut remplacé par M. Doray de Longrais, l'un des assesseurs du juge de paix.

2104. — Procès-verbal constatant la tenue clandestine, dans un jeu de billard sous les galeries du Palais-Royal, d'un jeu de parfaite égalité, et saisie du matériel.

23 février 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2105. — Procès-verbal dressé contre le sieur Joly de Sailly, aide de camp de M. de Lafayette au moment de la Fédération, qui avait forcé la consigne d'un factionnaire, avec les dépositions de M. de la Colombe et de M. de Lafayette.

24 février 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2106. — Procès-verbal de transport chez le sieur Pierre Beaulieu, signalé comme tenant un jeu prohibé au Palais-Royal, n° 40, à l'entresol, lequel s'est constamment refusé d'ouvrir une seconde porte à barreaux, empêchant l'accès de son appartement, avec sentence du tribunal de police condamnant le sieur et la dame Beaulieu en 3,000 livres d'amende et lettre d'envoi.

24 février 1791.

Minutes et copie (3 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2107. — Lettre du département de police à M. Toublanc, recommandant à sa surveillance la maison du Palais-Royal portant les nos 34 à 38, dont les locataires tiennent des jeux prohibés.

24 février 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2108. — Dénonciation par le sieur Jean-Nicolas Lagoutte, avocat, citoyen de Dijon, du sieur Tison tenant un jeu de biribi dans une maison, sous les arcades du Palais-Royal, n° 121.

25 février 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2109. — Déclaration du sieur Jean-Baptiste Suret, dessinateur, au sujet d'une femme qui sollicitait des signatures pour le maintien de M. Marduel, comme curé de Saint Roch.

26 février 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

Le *Courrier des 83 départements*, par Gorsas, t. XXII, n° IX, p. 138, raille les dévotes qui se chargeaient de recueillir les signatures pour le bon curé de Saint-Roch et qui s'étaient laissées prendre au piège et confisquer leurs listes.

2110. — Déclarations du sieur Nicolas-François Meaux-Saint-Marc, négociant, rue Neuve-Saint-Roch, au sujet de l'envoi de 49,200 livres en numéraire, qu'il fait par la diligence de Lille, au sieur Legrand-Leblond, négociant de cette ville.

26 février, 1er mars 1791.

Minutes (2 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2111. — Procès-verbal dressé contre Louis-Charles-Amédée de Faucigny, major au régiment de Vexin, député à l'Assemblée nationale, qui, en traversant après minuit les galeries du Palais-Royal, du côté du passage Montpensier, avait voulu forcer la consigne d'un factionnaire.

27 février 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2112. — Lettre du département de police de la municipalité, invitant le commissaire de police à empêcher dans les rues toutes loteries dont les lots seraient composés de marchandises.

Février 1791.

Minute signée, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2113. — Procès-verbal d'arrestation au poste du Carrousel d'une femme qui avait voulu forcer la consigne et entrer chez le Roi vers huit heures et demie du matin, pour lui parler, et dont on n'a pu tirer aucun renseignement.

1er mars 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2114. — Déclaration du sieur Alexandre Coutée, gentilhomme anglais, demeurant habituellement à Baltimore, lequel a été dépouillé violemment dans la maison de jeu du sieur Mauney, rue de Richelieu, de 46 louis qu'il y avait gagnés, plus d'un rouleau de 100 louis, auquel on a substitué un rouleau de plomb.

3 mars 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2115. — Rapport de la garde touchant un jeu de parfaite égalité établi dans une boutique adossée à une maison de la rue des Bons-Enfants, et procès-verbal d'arrestation du maître du jeu, qui a opposé une vive résistance.

3 mars 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2116. — Lettre du département de police au commissaire de la section, relative au procès-verbal dressé contre le sieur Barbry, limonadier à la Grotte-Flamande, l'invitant à exercer une surveillance vigilante sur les cafés, cabarets et autres lieux publics et à les faire fermer exactement à onze heures du soir.

3 mars 1791.

Original signé, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2117. — Lettre de M. Duport, recommandant la dame Bazelaire, qui est dans un état de détresse déplorable, et priant de lui accorder quelques secours.

3 mars 1791.

Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2673, fol. 122.

2118. — Lettre du département de police, demandant l'envoi quotidien de toutes les déclarations de vol, avec un état très détaillé des objets volés, pour en faire l'annonce dans les papiers publics.

4 mars 1791.

Original signé, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2119. — Lettre du département de police à M. Toublanc, lui signalant M. Pain, libraire, sous les galeries du Palais-Royal, n° 145, qui affecte toutes les parties de sa location, même sa cuisine, qui est sous terre, à des jeux prohibés.

4 mars 1791.

Original signé, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2120. — Procès-verbal dressé contre un écrivain du Palais et deux marchands de peaux de lapins et vieux souliers, associés pour tenir sur la place du Louvre une loterie ambulante, et soupçonnés de duper les passants.

4 mars 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2121. — Déclaration de la veuve Christol, qui avait été renversée par le cabriolet du sieur Saublay, agent de change, à l'effet de constater sa guérison et remettre 72 livres déposées par ledit Saublay, pour les honoraires de Joseph Souberbielle, chirurgien.

4 mars 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2122. — Procès-verbal de descente dans une boutique du passage de Valois, au Palais-Royal, où l'on jouait tant au biribi qu'à la parfaite égalité, avec sentence du tribunal de police infligeant des amendes et ordonnant la destruction du matériel saisi.

4 mars 1791.

Minutes (3 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2123. — Plainte du citoyen Julien Roca, député de la viguerie de Perpignan à l'Assemblée nationale, logé à l'hôtel Carignan, rue Neuve-Saint-Eustache, au sujet de l'abus de confiance commis par un ex-portier de cet hôtel, qui s'était approprié le montant du loyer de son appartement.

5 mars 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2124. — Déclaration du sieur Claude-Edme Paupié, officier chez le Roi, concernant une boutique rue Neuve-des-Bons-Enfants, qu'il a donnée en location pour un commerce de fruiterie et qui a été convertie en tripot.

5 mars 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2125. — Plainte du sieur Charles-François-Antoine Dubus de la Vaussière, qui s'était présenté dans une maison de jeu, au Palais-Royal, n° 127, et qui, à peine entré, avait été roué de coups par le banquier et ses complices.

6 mars 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2126. — Déclaration du sieur Nicolas Mesnil, négociant, rue Thérèse, au sujet des offres à lui faites par un certain comte de Toustaint, de participer à une fabrication de faux assignats, pour laquelle il ne manquait qu'un graveur habile, l'épreuve ébauchée ayant été manquée, sauf le portrait du Roi.

6 mars 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2127.— Procès-verbal d'arrestation, dans la Grotte-Flamande, d'individus qui buvaient en compagnie de filles dans les souterrains de la Grotte et persistaient à chanter, malgré les observations du factionnaire de service pour le maintien du bon ordre.

6 mars 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2128. — Procès-verbal dressé contre le sieur Chambor, limonadier, tenant un bal public, rue des Boucheries, resté ouvert jusqu'à une heure indue, les personnes qui se trouvaient chez lui à deux heures du matin n'étant sorties que sur la sommation du commissaire de police et ayant jeté des flots d'eau sur la garde nationale lorsqu'elle s'était présentée pour faire évacuer la salle.

7 mars 1791.

Minutes (2 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2129. — Procès-verbal d'arrestation des sieur et dame Drouin, rue Levêque, et du sieur Cavalier, lieutenant au régiment de l'Ile-de-France, accusés de complot, lesquels sont écroués à l'Abbaye, et procès-verbal de levée des scellés mis sur leurs papiers en vertu d'ordre du comité de recherches de l'Hôtel-de-Ville.

8 mars 1791.

Minutes (1 dos.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

Le *Courrier des 83 départements*, par Gorsas, t. XXII, n° IX, p. 138, qui rapporte la visite domiciliaire faite par la garde nationale de Saint-Roch dans la nuit du lundi gras, dit que les époux Drouin ne rentrèrent cette nuit qu'à deux heures du matin et furent invités à se rendre à l'Abbaye ; ils étaient, paraît-il, compromis dans le complot de *la Saint-Labre*, celui de la nuit du 28 février au 1er mars.

2130. — Plainte de l'abbé Claude Fauchet, prédicateur du Roi, contre le portier de la communauté des prêtres de Saint-Roch, au sujet d'une lettre à son adresse qui lui était parvenue décachetée et dont les deux feuilles intérieures avaient été maculées d'ordures.

9 mars 1791.

Minute, avec la lettre en question, portant comme adresse : *A Claude Fauchet, le meilleur des citoyens et le plus digne des prêtres de la communauté de Saint-Roch, rue Neuve-Saint-Roch, à Paris* (2 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2131. — Déclaration de la dame Marie-Élizabeth Caron, principale locataire de deux arcades au Palais-Royal, n° 25 et 26, portant qu'elle a loué deux entresols de son

bâtiment au sieur Belanger, qui y tient maison de jeu et refuse de quitter le local, malgré le congé à lui donné.

10 mars 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2132.— Rapport des commissaires chargés d'examiner et d'indiquer les moyens de former des ateliers publics, avec arrêté portant qu'il sera communiqué aux sections de la Bibliothèque, de la place Vendôme et des Tuileries; autre arrêté nommant des commissaires à l'effet de conférer avec ceux des trois autres sections qui composent la paroisse de Saint-Roch, au sujet du mode de réception du nouveau curé.

10, 23 mars 1791.

Copie conforme, *A. S.*, V^bis II, Sections de Paris.

2133.— Déclaration du sieur Jean-Charles de Bar, ci-devant comte de Bar, chevalier de Saint-Louis, ancien brigadier des armées du Roi, relativement à un jeu établi dans un appartement de sa maison, rue Traversière, n° 29.

12 mars 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2134. — Lettre du département de police concernant la réception des lettres écrites et contresignées par les accusateurs publics, dont le port sera remboursé.

12 mars 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2135. — Lettre et mémoire du département de police, relatifs à la disparition d'un jeune Américain de Saint-Domingue, logé chez M. de Perrigny, député à l'Assemblée nationale, absent depuis le 13 mars, jour où il est sorti pour dîner chez M. de Clermont-Tonnerre, qui ne l'a point vu.

14 mars 1791.

Minutes (2 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2136. — Arrêtés décidant que les deux commissaires reçus au serment par le comité le prêteront en assemblée générale et qu'une adresse sera présentée au département pour appeler son attention sur l'éducation inconstitutionnelle donnée aux enfants par les frères de la Doctrine chrétienne, les sœurs de Sainte-Anne et celles de Saint-Lazare.

14 mars 1791.

Extraits conformes (2 p.), *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2673, fol. 124, 125.

2137. — Déclaration de M. Annibal d'Agoult, contestant la véracité de l'assertion de M. Perron, administrateur du département de police, au sujet de l'existence d'un tripot dans un appartement, au premier étage d'une maison de la rue Neuve-des-Petits-Champs, dont il est principal locataire.

14 mars 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2138. — Enquête relative à la prétendue séquestration d'un individu par le banquier d'un jeu de trente-et-un, rue Neuve-des-Bons-Enfants, ancien hôtel de Radziwill, signalée au procureur de la Commune, lequel individu serait un voleur qui aurait été surpris en flagrant délit, avec correspondance du procureur syndic adjoint de la Commune.

15 mars 1791.

Minutes (1 dos.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2139. — Procès-verbal de transport dans l'appartement de Sidi Omar, Algérien, maison du spectacle des Enfants au Palais-Royal, où se sont introduits des voleurs, dont l'un, pris sur le fait, avait déjà été arrêté quelques mois auparavant par Claude Odiot, orfèvre.

15 mars 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2140. — Lettre du département de police, annonçant qu'attendu l'heureuse convalescence du Roi, les citoyens sont invités à illuminer les façades de leurs maisons,

le jeudi 17 et le dimanche 20, jour du *Te Deum*, qui sera chanté à Notre-Dame.

16 mars 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2141. — Enquête faite par ordre du procureur syndic de la Commune, au sujet d'une tabagie établie par le sieur Beaufillon, dans une boutique attenante à l'hôtel d'Orléans, où se réunissent toutes les nuits nombre de gens sans aveu et de filles publiques de la dernière catégorie.

17 mars 1791.

Minutes (1 dos.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2142. — Rapport de la garde relatif à une rixe, dans la rue des Bons-Enfants, entre chasseurs de la garde nationale, qui ont échangé des coups de sabre, à la suite desquels est mort l'un d'eux, le sieur Vandrepeyre.

17 mars 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2143. — Lettre de M. Cahier, procureur syndic adjoint de la Commune, priant le commissaire de police de la section de s'informer discrètement si, dans les églises paroissiales de l'arrondissement, depuis le 1er janvier, on a perçu des droits de casuel et si l'on continue à en percevoir.

17 mars 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2144. — Lettre du département de police, invitant le commissaire de la section à faire prendre, au Palais-Cardinal, le brancard, le matelas, la couverture et la lanterne qui sont destinés à son commissariat.

17 mars 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2145. — Lettre de M. Cahier, procureur syndic adjoint de la Commune, avisant le commissaire de police de la célébration projetée le lendemain matin, dans une ou plusieurs églises de Paris non spécifiées, d'une cérémonie comportant la présence d'un évêque, qu'il est de l'intérêt public d'empêcher, le priant en conséquence de surveiller les différentes églises de son arrondissement et de s'opposer à toute cérémonie autre que celle du culte ordinaire.

18 mars 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2146. — Procès-verbal de saisie entre les mains d'un grenadier du bataillon de Saint-Roch, sous les galeries de bois, près du spectacle de Curtius, d'une brochure intitulée la *Ribaude du Palais-Royal*, ayant pour frontispice l'estampe la plus obscène, et de douze autres analogues que vendait le sieur Claude-Guillaume Bezille, marchand de livres sous ces galeries.

18 mars 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2147. — Dénonciation par Martin Silvestre Boulard, imprimeur-libraire de la Commune de la section du Palais-Royal, de la suppression avec une affectation scandaleuse, sur la liste des confesseurs de la paroisse de Saint-Roch, des noms de ceux qui avaient prêté le serment civique, notamment de MM. Legrand, Sibire, Hanier et Picquenot.

18 mars 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

Louis-Alexandre Legrand était le nouveau curé de Saint-Roch et Sébastien-André Sibire fut élu curé de Saint-François d'Assise, le 6 mars 1791.

2148. — Procès-verbal de saisie, sous le vestibule des Variétés, de vingt-sept brochures contenant des estampes obscènes, étalées sur une table par le sieur Louis L'Épine, marchand forain de brochures, lequel déclare, pour sa justification, « qu'il en voit vendre à tout le monde et qu'il en vend comme les autres ».

18 mars 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2149. — Procès-verbal d'arrestation d'un garçon marchand de bas, âgé de quinze ans et demi, qui, se trouvant sans ressources, avait volé une canne à épée dans une boutique du Palais-Royal.

19 mars 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2150. — Lettre de convocation des électeurs de la section en l'église métropolitaine pour la nomination du curé de Saint-Victor.

19 mars 1791.

Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2666, fol. 265.

L'élection du curé de Saint-Victor eut lieu le 20 mars ; les suffrages se portèrent sur Charrier de la Roche, curé de Lyon et député à l'Assemblée nationale, qui n'accepta point et fut remplacé par l'abbé Duchesne. Cf. ÉTIENNE CHARAVAY, *Assemblée électorale de Paris*, p. 567, 571.

2151. — Procès-verbal de dépôt par Anastase Sedaine, fils du secrétaire de l'Académie d'architecture, des tableaux des confesseurs de la paroisse de Saint-Roch, sur lesquels les noms des prêtres assermentés avaient été remplacés, et que le public ameuté voulait détruire.

20 mars 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

Il s'agit d'Anastase-Henri Sedaine, fils aîné de Michel-Jean Sedaine, né le 9 novembre 1770.

La scène tumultueuse provoquée dans l'église Saint-Roch pendant la grand'messe, par la substitution aux tableaux anciens de nouveaux tableaux expurgés, se trouve racontée en détail dans la *Chronique de Paris*, numéro du 22 mars 1791, qui fait retomber la responsabilité de ces désordres sur l'ancien curé Claude Marduel, lequel ne cessait, dit ce journal, d'affliger la paroisse de Saint-Roch par des scènes indécentes et scandaleuses.

2152. — Procès-verbal dressé au sujet du tumulte provoqué dans l'église de Saint-Roch par l'abbé Tessier, prêtre de la paroisse de Saint-Sulpice, qui avait fait une prédication sur la confession, semée d'allusions offensantes, et interrogatoire dudit abbé.

20 mars 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2153. — Lettre du sieur Desmousseaux, procureur syndic adjoint de la Commune, au commissaire de police de la section, le priant d'envoyer copie de la déclaration qu'aurait faite le sieur Rivette, touchant la tenue d'une maison de jeu par les sieur et dame Beaulieu.

21 mars 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2154. — Procès-verbal dressé au sujet des filles publiques logées dans une maison du cul-de-sac de la Brasserie, par le sieur Thomas Saint-Martin et la femme Suart, avec sentence du tribunal de police, leur infligeant une amende et ordonnant au commissaire de la section de faire évacuer la maison dans les vingt-quatre heures, et lettre de M. Cahier.

21 mars 1791.

Minutes (5 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2155. — Rapport sur un imprimé intitulé : *Extrait du registre des délibérations du comité de la section de la place Vendôme*, ayant trait au rétablissement de la police dans le service des voitures de place.

Mars 1791.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2673, fol. 40.

Cf. MAURICE TOURNEUX, *Bibliographie de l'Histoire de Paris pendant la Révolution française*, n° 8661.

2156. — Lettre du département de police, autorisant le commissaire de la section à rendre les cannes à dard et autres armes saisies depuis la publication de l'ordonnance du Corps municipal relative au port d'armes cachées, qui a été révoquée.

22 mars 1791.

Original signé, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

La mise à exécution de cette ordonnance était, en effet, impossible ; comme le fait très judicieusement remarquer le *Courrier des 83 départements*, par Gorsas, t. XXII, n° XXI, p. 329, 347, 366, les honnêtes gens se seraient trouvés nécessairement exposés à une foule de dangers, étant sans moyens de défense contre les brigands de tout genre qui pullulaient dans la capitale ;

aussi elle excita des protestations générales; jamais, ajoute ce journal, proclamation n'a été plus ridicule et plus dangereuse.

2157. — Procès-verbal signalant la construction en saillie d'une boutique, devant servir d'étal de boucher, entre la descente qui fait face à la rue Vivienne et le passage du petit hôtel de Radziwill, boutique qui obstrue la voie publique fort étroite dans cet endroit.

22 mars 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2158. — Rapport constatant la présence sur la voie publique de plâtras et gravois provenant de démolition, dans les passages Montpensier et de Valois, et d'immondices qui paraissent avoir séjourné depuis nombre de jours, rue des Bons-Enfants, rue Neuve-des-Bons-Enfants et rue Ventadour.

22 mars 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins.

2159. — Procès-verbal dressé contre le sieur Le Mire, maître paulmier, tenant un jeu de biribi et de parfaite égalité au n° 92 du Palais-Royal, avec sentence du tribunal de police, du 18 avril, le condamnant à 3,000 livres d'amende, ordonnant en outre la destruction du matériel saisi, et lettre de M. Boullemer.

23 mars 1791.

Minutes et copie (3 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2160. — Plainte du sieur Ferdinand Milner, négociant, rue Tiquetonne, qui, ayant perdu son argent au biribi, dans une maison de la galerie de pierre du Palais-Royal, avait été mis en demeure de se retirer à l'instant, sous peine d'être assommé à coups de bâton.

23 mars 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2161. — Plainte du sieur Barbry, limonadier, tenant le café de la Grotte-Flamande au Palais-Royal, au sujet du préjudice considérable que lui causent les travaux d'agrandissement exécutés au Théâtre-Montansier, avec l'autorisation donnée au sieur Durand, entrepreneur de travaux publics, sur sa requête, de déposer devant le théâtre les matériaux nécessaires pour la reconstruction.

24 mars 1791.

Minutes (4 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2162. — Lettre de M. Alix, donnant sa démission de la place d'assesseur du juge de paix.

26 mars 1791.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2673, fol. 133.

François-Julien Alix, avocat au Parlement, avait été élu juge du tribunal du 1er arrondissement, le 10 décembre 1790, en remplacement de M. Le Peletier de Saint-Fargeau, non acceptant. Cf. ETIENNE CHARAVAY, *Assemblée électorale de Paris*, p. 199.

2163. — Lettre de M. Cahier, procureur syndic adjoint de la Commune, invitant le commissaire de police de la section à ne plus mentionner dans ses procès-verbaux les titres de comte, duc ou marquis.

26 mars 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2164. — Déclaration par la Société fraternelle des deux sexes du vol des clefs de l'église des Jacobins, où se tiennent ses séances, avec pouvoirs donnés à ce sujet par la Société à ses commissaires.

27 mars 1791.

Minutes (3 p.), Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2165. — Procès-verbal de descente dans un jeu de hasard, dit la « parfaite égalité », sous les galeries de bois du Palais-Royal, où la garde n'a pu pénétrer qu'en forçant la porte.

28 mars 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2166. — Plainte du sieur Flumser, suisse

de M. d'Orléans et marchand mercier sous la voûte du grand escalier, au Palais-Royal, contre le nommé Durantin, son voisin et concurrent, fauteur de troubles entre les marchands du Palais-Royal, qui avait apostrophé de la façon la plus obscène une marchande de musique, au bas du grand escalier, et menacé le plaignant de lui asséner un coup de bâton « sur la hure ».

28 mars 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2167. — Déclaration du sieur Louis-Etienne Frémont, bourgeois de Paris, rue Bertin-Poirée, au sujet de l'existence d'un jeu clandestin, rue Saint-Honoré, à l'entresol, au-dessus du café du Roi, où il a été entraîné par un inconnu.

28 mars 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2168. — Plainte des sieurs Jérôme Hubert, ancien capitaine de la Grande Fauconnerie, et Trudon, bourgeois de Paris, habitants de la rue Villedo, au sujet des maisons de jeu de cette rue, qui attirent une quantité de voitures obstruant le passage et troublant par leur bruit la tranquillité publique, avec lettre du département de police.

29 mars 1791.

Minutes (3 p.), Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2169. — Arrêté du Corps municipal, ordonnant aux présidents et commissaires de sections de dresser un inventaire sommaire des titres, papiers et effets des églises, dont la liste est indiquée, appartenant aux fabriques, paroisses et aux pauvres, et décidant que les commissaires de sections se chargeront de remettre aux curés nouvellement installés les registres de baptêmes, mariages et sépultures, avec lettre d'envoi à la section du Palais-Royal.

30 mars 1791.

Extrait conforme, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2666, fol. 269, 272.

2170. — Plainte contre les banquiers d'une maison de jeu, arcades du Palais-Royal, n° 29, en raison de leurs friponneries, l'un d'eux ayant même dit qu'il « se foutait du comité et que, pour l'argent qu'il payait, il était tout naturel qu'il fût autorisé à tenir sa maison de jeu ».

30 mars 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2171. — Requête du sieur Pierre Pianet, pour être pourvu d'une place de commis dans l'atelier public de la section.

Mars 1791.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2673, fol. 134.

2172. — Supplique du sieur Gérard, fourbisseur, à l'effet d'obtenir des secours pour sa famille.

Mars 1791.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2673, fol. 135.

2173. — Inventaire des titres, papiers et effets mobiliers appartenant tant à la fabrique qu'à la communauté des prêtres et aux pauvres de la paroisse de Saint-Roch, et pouvant se trouver tant dans le presbytère de M. Marduel, ex-curé de Saint-Roch, que dans la communauté.

1er avril 1791.

Original signé de M. Legrand, curé de Saint-Roch, et des commissaires délégués, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2174. — Lettre du département de police, invitant le commissaire de la section à dresser procès-verbal contre les propriétaires et principaux locataires du pourtour du Palais-Royal, qui négligent absolument de faire balayer le long de leurs maisons.

2 avril 1791.

Original signé, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2175. — Déclaration au sujet de presses d'imprimerie établies au second étage d'une maison de la rue Sainte-Anne, qui ébranlent

l'édifice au point d'en compromettre la solidité.

2 avril 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2176. — Procès-verbal d'arrestation de deux femmes pour émission de fausse monnaie, lesquelles, se trouvant avoir, l'une un petit enfant à la mamelle, l'autre deux petits enfants restés sans secours au logis, sont relaxées par humanité.

2 avril 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2177. — Lettre du maire de Paris, annonçant que le Corps municipal a fixé au dimanche 3 avril l'installation du curé de la paroisse de Saint-Roch, et que les officiers municipaux et commissaires, chargés de dresser le procès-verbal de la prestation de serment, se réuniront à huit heures du matin et partiront avec le curé pour se rendre à l'église paroissiale.

2 avril 1791.

Original signé, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2666, fol. 273.

2178. — Procès-verbal de notification à M. Marduel, curé de Saint-Roch, de la cessation de ses fonctions curiales, en vertu de l'arrêté du Corps municipal, transmis par M. Bailly.

3 avril 1791.

Minutes et imprimé (3 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2179. — Constatation du refus, par la supérieure des sœurs de Sainte-Anne, d'ouvrir la chapelle affectée au catéchisme des enfants se préparant à la première communion, parce qu'elle ne reconnaît que M. Marduel pour curé de Saint-Roch.

3 avril 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2180. — Lettre de M. Dufresne, directeur général du Trésor public, annonçant une nouvelle distribution de meubles aux pauvres, comprenant, pour la section, 42 chaises communes, 15 lits de sangle, 17 couchettes et 7 tables à manger.

3 avril 1791.

Original signé, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2666, fol. 274.

2181. — Procès-verbal d'arrestation d'un individu qui avait causé du trouble dans le Palais-Royal en arrachant du chapeau d'un particulier la cocarde nationale et en la foulant aux pieds.

3 avril 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2182. — Lettre de M. Bailly, demandant des renseignements sur la situation de fortune de la veuve Charmos, veuve d'un sous-directeur des vivres de la marine, et réponse du commissaire de police de la section.

3 avril 1791.

Original signé et minute (2 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2183. — Note du département de police au sujet du nombre effroyable de vagabonds et gens sans aveu, qui envahissent le Palais-Royal et la rue Saint-Honoré, font main basse sur les montres, mouchoirs et portefeuilles, et, pour distraire l'attention, fouettent en public la première fille qu'ils rencontrent, avec recommandation au commissaire de la section d'exercer une surveillance active lors de l'enterrement de Mirabeau, en raison « des folies auxquelles un peuple enthousiaste peut se porter ».

4 avril 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2184. — Procès-verbal dressé contre le sieur Stanislas Battincourt, employé aux postes, qui avait tenu chez le libraire Gattey des propos contre l'évêque d'Autun, disant « qu'il ne pouvait y avoir qu'un scélérat de Talleyrand assez effronté pour prononcer l'oraison funèbre de M. de Mirabeau », ce qui avait provoqué une vive altercation.

4 avril 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2185. — Rapport de M. Billecocq, signalant l'exigence des besoins de la police dans l'étendue de la section du Palais-Royal, qui renferme à elle seule plus de maisons de jeux, de cafés, de tavernes, de femmes publiques que les autres sections de la capitale réunies, et montrant la nécessité d'augmenter les moyens d'action de l'officier chargé de maintenir le bon ordre, avec arrêté conforme.

4 avril 1791.

Extrait conforme, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2666, fol. 275.

2186. — Procès-verbal de descente dans une baraque de bois du passage Radziwill, où, en apparence, l'on débitait de la bière, mais où, en réalité, se tenait un jeu prohibé.

5 avril 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2187. — Lettre de M. Bailly, maire de Paris, déclarant que rien ne s'oppose à ce que les sœurs de la communauté de Sainte-Anne sortent de leur maison, à la condition d'empêcher toute distraction de leurs papiers et effets.

5 avril 1791.

Original signé, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2666, fol. 280.

2188. — Lettre de M. Bailly, maire de Paris, adressant un ordre du département de police pour l'interdiction des classes de la communauté de Sainte-Anne.

5 avril 1791.

Originaux signés (2 p.), *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2666, fol. 281.

2189. — Lettre du maire de Paris et des administrateurs au département de police, portant interdiction des classes des Frères des écoles chrétiennes.

6 avril 1791.

Original signé, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2666, fol. 283.

2190. — Plainte de plusieurs paroissiens de Saint-Roch contre les Frères des écoles chrétiennes qui n'avaient point conduit, comme d'habitude, leurs élèves à la messe, et déclaration de ces Frères, suivant laquelle ils ne reconnaissaient pour curé que M. Marduel, et ne mèneraient point les enfants aux offices célébrés par le curé actuel ou ses vicaires.

6 avril 1791.

Minute signée, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2191. — Déclaration de M[me] de Fremont d'Auneuil, marquise de Vibraye, à l'effet de constater qu'elle fait enlever les objets à elle appartenant qui garnissent la chapelle de sa famille à Saint-Roch, avec un état desdits objets dressé en 1763 et signé de l'abbé Bocquet.

7 avril 1791.

Minutes (2 p.), Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2192. — Déclaration du sieur Claude-François Piouche-Beaulieu, rédacteur du *Journal du soir* et fondateur du journal intitulé : *Assemblée nationale et Nouvelles de Versailles*, au sujet des projets de suicide manifestés par le sieur François-Edme Compereau, son beau-frère et associé.

7 avril 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

Claude-François Beaulieu, publiciste, né à Riom en 1754, rédigea le *Journal du soir* à partir du 2 mars 1791 et concourut à la rédaction de plusieurs autres journaux, notamment des *Nouvelles de Paris et de l'Assemblée nationale*, où il défendit les principes de la monarchie tempérée, et du *Postillon de la guerre*, en 1792. Comme rédacteur du *Miroir* et de la *Gazette universelle*, il fut inscrit le 28 fructidor sur la liste des déportations; on lui doit d'intéressants articles biographiques sur des personnages de la Révolution.

2193. — Lettre d'envoi par le procureur syndic de la Commune d'un arrêté municipal, demandant des éclaircissements sur le mode de distribution des secours aux pauvres dans chaque paroisse.

7, 8 avril 1791.

Copie conforme et minute (2 p.), *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2666, fol. 285.

2194. — Lettre de M. Desmousseaux, procureur syndic adjoint de la Commune, au

commissaire de police, l'invitant à fermer provisoirement, le 8 avril, les portes des églises, monastères et communautés de femmes, pour ne laisser aucun prétexte aux contraventions des ecclésiastiques et excès du peuple.

8 avril 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins.)

2195. — Lettre de M. Cahier, procureur syndic adjoint de la Commune, autorisant la convocation des citoyens de la section dans l'église des Jacobins, afin de procéder au remplacement de MM. Alix et de la Balme, assesseurs du juge de paix, démissionnaires.

8 avril 1791.

Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2666, fol. 287.

De la Balme, homme de loi, rue Sainte-Anne, figure, en effet, parmi les assesseurs du juge de paix de la section du Palais-Royal, en 1791.

2196. — Plainte d'un limonadier, passage de Beaujolais, contre un individu qui, le jour du convoi de Mirabeau, s'était installé dans sa boutique pour y vendre de l'or et de l'argent, et avait refusé de se retirer en l'accablant d'injures et en le frappant au visage.

9 avril 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2197. — Procès-verbal dressé au sujet d'un spectacle scandaleux dans une boutique du Palais-Royal, où l'on exhibait deux prétendus sauvages de Scioto, de l'un et de l'autre sexe, l'homme entièrement couvert d'un filet, ancien coiffeur, nommé Constant, et la femme entièrement nue à partir des reins, blanchisseuse, âgée de seize ans, du nom de Louise Maurice, lesquels, en présence de spectateurs payant chacun six livres, donnaient des représentations de scènes de débauche.

11 avril 1791.

Minutes (3 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

L'exhibition insolite de ces deux prétendus sauvages, qui dépassait les bornes de la licence la plus éhontée, ne dura que quelques jours ; elle est racontée avec les détails les plus fantaisistes dans les journaux de l'époque. La *Chronique de Paris* (numéro du 15 avril 1791) reproduit les termes de l'annonce faite à la porte de ce spectacle pour attirer le public et dit que le sauvage était un robuste forgeron et sa compagne une fille publique, et qu'ils donnaient parfois jusqu'à dix-neuf représentations par jour. Le *Courrier des 83 départements*, par Gorsas, t. XXIII, n° XV, p. 236, décrit la mise en scène préparée pour offrir aux spectateurs les actes lubriques du prétendu sauvage, simple garçon serrurier, qui affectait un baragouin insi gnifiant et dévorait une pâte dure et digestible, à laquelle on donnait la forme de cailloux.

2198. — Plainte du sieur Claude Roubaud, maître en chirurgie et accoucheur, rue Coquillère, contre le sieur Malmazet, tenant un jeu de trente-et-un au Palais-Royal, n° 98, qui l'avait fait rouer de coups et jeter à la porte parce qu'il réclamait sa mise, montant à 12 livres, enlevée subrepticement par un quidam inconnu.

12 avril 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2199. — Procès-verbal de descente dans une boutique, sous les baraques de bois au Palais Royal, où l'on jouait au jeu de la parfaite égalité, depuis six sols jusqu'à un louis, et arrestation du maître du jeu ainsi que de son associé.

12 avril 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2200. — Lettre du département de police au commissaire de la section, le priant de surveiller le bal du sieur Allard, maître de danse, rue Levêque, et de lui fournir à ses frais une garde, qui lui avait été jusqu'ici refusée.

13 avril 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2201. — Inventaire des meubles et effets garnissant le bureau de la communauté des maîtres charrons, rue des Moulins, n° 3,

avec lettres du département de police à ce sujet.

13 avril 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2202. — Procès-verbal de saisie entre les mains du sieur François Boyenval, garçon libraire de la dame Mathey, sous le vestibule du Palais Royal, près du spectacle des Enfants, d'un livre intitulé : *Vie publique et privée de Honoré-Gabriel Riquetti, comte de Mirabeau, député du Tiers Etat de la sénéchaussée d'Aix*, et plainte du sieur Pierre-Augustin Pinguet, garçon de bureau du comité de la section, qui avait été chargé de signifier le procès-verbal à la dame Mathey, et avait été traité de mouchard.

13, 14 avril 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

Le titre complet de ce livre est le suivant : *Vie publique et privée de Honoré-Gabriel Riquetti, comte de Mirabeau, député du Tiers État de la sénéchaussée d'Aix, membre du département de Paris, commandant de bataillon de la milice bourgeoise du district des Capucins, président du Club des Jacobins et le premier homme de sa nation, en qualité de président de l'Assemblée dite nationale*, dédié aux Amis de la constitution monarchique. A Paris, hôtel d'Aiguillon, 1791, in-8° de 95 pages, avec 11 pages de pièces justificatives, un portrait de Mirabeau et au-dessous une scène du 6 octobre 1789, *A N.*, AD[1] 56; *B. N.*, Lb 39, n° 4797.

2203.— Plainte du sieur Joseph Guérard, laboureur à Evry-sur-Seine, qui s'était laissé entraîner dans un mauvais lieu, rue de Chartres, hôtel de Chartres, par deux filles du monde, et y avait été, aussitôt entré, obligé de financer, et dépouillé de sa montre par un souteneur.

13 avril 1791.

Minutes (3 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2204. — Lettre de M. Bailly, maire de Paris, transmettant une demande de renseignements de M. Dufresne de Saint-Léon sur la situation de fortune de la veuve Picon d'Ambrezelle, rue Saint-Honoré, n° 278.

15 avril 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2205. — Procès-verbal dressé contre le sieur Joseph-François David, perruquier, rue Montorgueil, qui avait sifflé à la représentation de l'*Ecole des prêtres*, au spectacle des Variétés, lorsque, dans la pièce, le maire paraît sur la scène avec la garde nationale pour proclamer le curé évêque.

15 avril 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

L'École des prêtres, représentée le lundi 12, au théâtre du Palais-Royal, n'obtint aucun succès; le public trouva la pièce conduite sans art et dénuée d'intérêt. V. la *Chronique de Paris*, numéro du 14 avril 1791.

Le perruquier David adressa, sous forme de *Consultation à l'auteur du Courrier des 83 départements*, t. XXIII, p. 379, une lettre pour se plaindre de l'officier municipal qui l'avait fait arrêter et conduire au comité de Saint-Roch par six cavaliers. Gorsas, dans une réponse imprimée à la suite de cette lettre, persifle le comité de Saint-Roch et condamne le perruquier à faire six perruques, dont une à oreilles d'âne pour l'officier municipal.

2206. — Procès-verbal d'arrestation d'un particulier qui, à l'aide d'une carte falsifiée, s'était introduit aux séances de la Société des Amis de la constitution et y avait volé plusieurs portefeuilles, notamment celui du sieur de Comps, secrétaire de Mirabeau.

15 avril 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2207. — Procès-verbal de dépôt d'un billet ramassé par terre dans la première cour du Palais-Royal, et semblant révéler l'existence d'un complot royaliste.

16 avril 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2208. — Déclaration du sieur Jean-Baptiste-Joachim de La Voyepierre, négociant, au sujet de la tenue de jeux de hasard dans une boutique, sous les arcades de bois du Palais-Royal, louée au sieur Rampillon, fourreur, et par lui sous-louée à des parti-

culiers qui y avaient installé un pseudo-jeu de billard.

18 avril 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2209. — Déclaration de non-préjudice faite par le sieur André Durand, entrepreneur des travaux à exécuter au théâtre de Mademoiselle Montansier, travaux qu'il ne pourra terminer pour le 8 mai prochain, comme le porte son contrat, par suite de la grève des ouvriers charpentiers de Paris.

19 avril 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2210. — Déclaration du sieur René Signol, jardinier à Houilles, au sujet de la présence dans le bois de Boulogne de 12 à 1,500 chevaux.

19 avril 1791.

Extrait, *A. N.*, D XXIX^b 33, n° 342.

2211. — Lettre du département de police au commissaire de la section, l'invitant à dresser procès-verbal contre le sieur Rougevin, entrepreneur de bâtiments, qui, malgré les avis réitérés qu'il a reçus, ne cesse d'encombrer la rue de Beaujolais de gravats.

20 avril 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2212. — Procès-verbal de l'arrestation opérée par les soins d'Etienne Feuillant, homme de loi, d'un particulier qui distribuait au Palais-Royal des cartes d'entrée d'une maison de jeu, conçues en ces termes :

PALAIS-ROYAL

Société des Amis de la liberté, n° 50,

Au troisième, au-dessus de l'entresol

Jusqu'à 11 heures.

20 avril 1791.

Minute, avec la carte annexée au procès-verbal, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2213. — Déclaration du sieur Georges Roch, tambour-maître de la sixième division, au sujet de l'embauchage de sa fille, âgée de seize ans, dans une maison de prostitution au Palais-Royal, qu'il avait retrouvée le soir même, dans le jardin du Palais-Royal, vêtue des oripeaux, tels que gaze et linon, coeffe et ruban, portés par les filles du monde, cette malheureuse ayant déclaré « qu'elle se promenait pour faire des hommes », sur l'ordre de sa maîtresse, la dame Pinot.

21 avril 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2214. — Procès-verbal d'arrestation d'un colporteur qui vendait, au Palais-Royal, un imprimé intitulé : *Démission de M. de Lafayette et son Départ précipité pour l'Amérique*, avec l'*Arrêté du Club des Cordeliers sur la communion anticonstitutionnelle du Roi.*

21 avril 1791.

Minute, avec un exemplaire de cet imprimé, formant 4 pages in-4°, de l'imprimerie Patriotique (2 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

Cf. la pièce intitulée : *Démission de M. de Lafayette, acceptée par l'Assemblée nationale et les quarante-huit sections de Paris, avec l'arrêté du Club des Cordeliers. B. N.*, L^b 39, n° 4867.

2215. — Procès-verbal de dépôt, sur la déclaration d'Etienne Taillefer, gendarme national, et de Françoise Chiron, sœur de la femme du prétendu sauvage du Palais Royal, détenu au Châtelet, d'écus faux de 6 livres et de 3 livres, remis par ledit sauvage pour la nourriture de ses animaux.

22 avril 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2216. — Procès-verbal de dépôt par un cocher de voitures de place d'un portefeuille de maroquin rouge, par lui trouvé rue du Mail, qui avait été soustrait lors d'un vol commis par effraction, en août 1790, chez M. Marduel, curé de Saint-Roch, avec réclamation de ce portefeuille, contenant des valeurs souscrites à l'ordre du même Mar-

duel, par les administrateurs du bureau de charité de la paroisse de Saint-Roch.

22 avril 1791.

Minutes (2 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2217. — Déclaration du sieur Jacques-Michel Galant, marchand bijoutier, passage des Offices, au Palais-Royal, au sujet du vol commis dans sa boutique, avec état des objets volés.

23 avril 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2218. — Procès-verbal d'arrestation d'un colporteur, qui avait voulu frapper avec un tabouret le sieur Parisot, aide de camp de M. de Lafayette, occupé à saisir des imprimés entre les mains d'un autre colporteur, lequel ameutait le public.

23 avril 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2219. — Procès-verbal de transport dans une maison de la rue de Richelieu, au deuxième étage, où l'on jouait au jeu du passe-dix, au biribi et à tous jeux de cartes, et où une rixe s'était produite par suite du refus de payement d'un gain d'un louis.

25 avril 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2220. — Procès-verbal relatif à une violente altercation survenue, rue Neuve-des-Petits-Champs, entre les marchands d'argent et un particulier au sujet du change d'un assignat de cinquante livres, pour lequel lesdits marchands voulaient retenir 4 livres 10 sols d'escompte.

27 avril 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2221. — Déclaration du sieur Dominique Fitz-Simons, religieux irlandais de la maison de Bar-sur-Aube, retiré à Paris, au sujet du vol de son portefeuille dans la poche de son habit, pendant qu'il se promenait dans le jardin du Palais-Royal.

27 avril 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2222. — Lettre de M. Bailly, maire de Paris, informant le commissaire de police qu'on a menacé d'insulter les sœurs de charité de la paroisse de Saint-Roch et le priant de se concerter avec le commandant du bataillon pour le maintien de l'ordre.

27 avril 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2223. — Procès-verbal constatant le refus par le sieur Gaillard, l'un des entrepreneurs du Théâtre-Français de la rue de Richelieu, de recevoir les préposés au droit des pauvres, qui entendaient prélever le quart de la recette.

28 avril 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2224. — Procès-verbal d'arrestation d'un particulier qui avait placardé contre un pilier des arcades du Palais-Royal une affiche séditieuse du Club des Cordeliers, commençant par ces mots : *Réflexions de la Société des Amis des Droits de l'homme et du citoyen, séante aux Cordeliers*, et qui menaçait d'abattre d'un coup de sabre la main de quiconque oserait l'arracher.

29 avril 1791.

Minutes (4 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

Ce placard du Club des Cordeliers était relatif au serment exigé par plusieurs bataillons.

Cf. le *Courrier des 83 départements*, par Gorsas, t. XXIII, n° XXX, p. 477.

2225. — Procès-verbal d'arrestation d'un jeune homme qui avait excité le peuple à arracher des mains de la garde nationale un particulier, emmené pour avoir placardé une affiche conçue dans l'esprit de la lettre de M. Dubois de Crancé, lequel jeune

homme est réclamé par Antoine-François Gaultier, député à l'Assemblée nationale.

29 avril 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

Il s'agit probablement de la pièce intitulée : *Dubois de Crancé à ses concitoyens*. Paris, imprimerie Nationale, in-8°, imprimée par ordre de la Société des Amis de la Constitution, *B. N.*, Lb 39, nos 4882-4885.

2226. — Lettre du maire de Paris au commissaire de police de la section, demandant des renseignements sur la situation de fortune de Michel Begon, ancien intendant de la marine à Dunkerque.

29 avril 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2227. — Lettre de M. Boullemer, procureur syndic de la Commune, au commissaire de police de la section, le priant d'exercer une surveillance attentive sur diverses maisons de jeu établies dans la rotonde du Palais-Royal, notamment sur un jeu de biribi, à l'entresol du café Mécanique.

30 avril 1791.

Original signé, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2228. — Déclaration par le sieur Xavier Fritsch, portier des Jacobins, du vol des grilles de soupiraux de l'église des Jacobins commis pendant la nuit.

30 avril 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2229. — Plainte du sieur Granier du Perron, ancien officier de dragons, rue de Richelieu, contre le sieur Belleville, chevalier de Saint-Louis, qui avait fait enlever de vive force les meubles garnissant une chambre qu'on lui avait obligeamment prêtée à titre temporaire.

30 avril 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2230. — Lettre du sieur E.-G. Deroche, inspecteur du nettoyement et de l'illumination, annonçant qu'il vient de faire un rapport au département de police, relativement à l'accumulation de gravats et matériaux dans les rues de Beaujolais et de Montpensier, « ce qui rend le pourtour du Palais-Royal un vrai cloaque d'immondices. »

31 (*sic*) avril 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2231. — Rapport de police constatant la présence de tas de gravois et d'immondices dans le cul-de-sac de la Brasserie, dans les passages Montpensier, Beaujolais et de Valois, qui sont dans un état de malpropreté extrême, le cul-de-sac de la Brasserie surtout, en raison de la facilité que l'on a d'apporter des immondices à la faveur de la nuit, ou de les jeter par les croisées.

2 mai 1791.

Minute et copie (2 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2232. — Procès-verbal d'arrestation d'un vendeur de papiers, muni de dix brochures ornées de gravures obscènes, achetées rue Percée, lequel se battait dans la cour des Fontaines, au Palais-Royal.

3 mai 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2233. — Lettre du département de police, demandant le nombre exact des institutrices des écoles publiques dans l'arrondissement et l'état des places vacantes.

3 mai 1791.

Minute signée, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2234. — Lettre du département de police au commissaire de la section, le priant d'adresser sans retard le procès-verbal d'arrestation de Marguerite Jacquemon, envoyée à la Force le 20 avril précédent.

4 mai 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2235. — Plainte du sieur Ferdinand Milner, négociant, rue Tiquetonne, qui s'était laissé entraîner dans un jeu de biribi, sous les galeries du Palais-Royal, y avait perdu son argent et, au sortir du jeu, avait été assailli à coups de bâton par des hommes à gage du sieur Jouf, maître du jeu, notamment par un homme de couleur.

4 mai 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2236. — Lettre du département des domaines et finances de la municipalité, adressant plusieurs exemplaires de la quittance adoptée pour le traitement annuel de chaque comité de section.

6 mai 1791.

Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2666, fol. 289.

2237. — Lettre du département de police au commissaire de la section, l'invitant, à propos de la saisie de brochures et gravures obscènes sur le sieur Langlois, à faire de temps en temps des visites sous les galeries du Palais-Royal, où les livres et les estampes les plus indécents sont exhibés aux yeux de tous les passants.

6 mai 1791.

Original signé, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2238. — Déclaration d'un jeune commissionnaire et colporteur, amené au poste par un bourgeois pour propos injurieux, lequel a spontanément offert de faire connaître les voleurs dont le Palais-Royal est infesté, tant dans le jardin que sous les galeries de pierre et boutiques de bois.

6 mai 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2239. — Procès-verbal de transport au presbytère de Saint-Roch et sommation aux prêtres non assermentés de cette église de quitter les logements qu'ils occupent dans la communauté, ladite sommation faite en vertu d'une lettre des administrateurs des biens nationaux.

7 mai 1791.

Minutes (2 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2240. — Déclaration par Jean-Nicolas Ravaut, ébéniste, rue Neuve-Saint-Roch, du vol de quatre tableaux commis à son préjudice, lesdits tableaux représentant saint Sébastien, saint Louis faisant l'aumône, la sainte Famille et sainte Catherine, et une scène flamande.

7 mai 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2241. — Lettre du commissaire de police au commandant du bataillon de Saint-Roch, lui exprimant ses craintes de troubles, à propos du faux manifeste de l'Empereur, dont le peuple voulait brûler l'effigie, et de l'ouverture des écoles de garçons, celles des filles restant fermées.

9 mai 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2242. — Procès-verbal de saisie dans une boutique du passage de Valois, d'un tableau de biribi, d'un sac avec des olives, d'un tableau de carton servant à jouer à la parfaite égalité et de divers autres objets affectés aux jeux.

10 mai 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2243. — Plainte de la demoiselle Aimée, marchande de modes au Palais-Royal, sous les galeries de bois, n° 199, au sujet de l'encre qui a été jetée contre sa boutique ainsi que contre ses bonnets et chapeaux en étalage, probablement par la dame Decoustes, marchande de modes, même galerie, n° 220.

10 mai 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-

verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2244. — Déclaration concernant des paquets de draps de lit et de laine, emportés par un homme qui délivre le pain chez les sœurs de charité de la paroisse de Saint-Roch et semblant provenir de leur magasin.

11 mai 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2245. — Procès-verbal dressé contre le sieur Malmazet, teneur d'une maison de jeu au Palais-Royal, au sujet d'une scène de violence provoquée par la réclamation d'une somme de 8,000 livres qu'un joueur avait gagnée et que le sieur Malmazet refusait de payer.

11 mai 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2246. — Procès-verbal d'arrestation et interrogatoire d'un vendeur d'argent sur le perron du Palais-Royal, qui avait donné, dans une transaction, un écu faux de 3 livres.

12 mai 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2247. — Procès-verbal de descente dans trois tripots du petit hôtel Radziwill, rue Neuve-des-Bons-Enfants, et saisie du matériel du jeu, sur la dénonciation d'un sieur Goblet, professeur d'écriture et de calcul, dont la classe était désertée, depuis l'installation de jeux et de femmes publiques dans la maison.

12 mai 1791.

Minutes (2 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2248. — Plainte du sieur Jean-Baptiste Petit de la Moinerie, directeur général des transports de l'artillerie, contre le sieur Dupuis, marchand bonnetier au coin du Perron, faisant le commerce d'argent et d'assignats, à propos d'un assignat prétendu faux de mille livres que le sieur Dupuis refusait d'accepter, mettant en demeure ledit Petit de le reprendre.

13 mai 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2249. — Lettres du maire de Paris demandant, de la part de M. Dufresne de Saint-Léon, des renseignements sur la situation de fortune de Mmes de Champagnolet, née Macarty, d'Assigny et Dervilliers, avec réponses du commissaire de la section.

14, 19 mai 1791.

Originaux signés et minutes (6 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2250. — Déclaration à l'effet de constater le refus par M. de Neuville, l'un des intéressés au spectacle Montansier, d'admettre le commis du Bureau des pauvres chargé du contrôle de la recette.

14 mai 1791.

Minute, *A, P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2251. — Plainte d'un cocher qui avait été maltraité dans la rue des Bons-Enfants à coups de pied et à coups de canne par le banquier d'un jeu de biribi, passage de Radziwill, et son associé.

16 mai 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2252. — Déclaration du sieur Durocher, officier de la cavalerie nationale, au sujet de l'attroupement populaire qui s'était formé dans le jardin du Palais-Royal pour jeter dans le bassin un voleur de mouchoirs, qu'il avait eu beaucoup de peine, avec l'assistance de gardes nationaux, de sauver et d'emmener dans un fiacre.

16 mai 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2253. — Sommation adressée, en vertu d'un arrêté du Corps municipal, aux prêtres réfractaires de la communauté de Saint-

Roch, d'avoir à quitter les locaux qu'ils occupent, et aux sœurs de Sainte-Anne, qui, n'ayant point prêté le serment, ne peuvent plus être chargées de l'instruction de la jeunesse, à évacuer leur maison, rue Neuve-Saint-Roch.

16 mai 1791.

Minutes et extrait conforme (1 dos.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2254. — Lettre du département de police, invitant le commissaire de la section à visiter très exactement et même journellement les auberges et les logeurs et à surveiller les compagnons charpentiers, qui usent de menaces et de violences à l'égard de leurs camarades travaillant dans les chantiers.

17 mai 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2255. — Plainte du sieur Léger La Motte, homme de lettres, contre le sieur Maurice Veyra, domestique sans place, tenant un jeu de biribi dans un entresol du Palais-Royal, qui lui avait été sous-loué par la dame de Laure, marchande de modes, à raison de 360 livres par mois, lequel n'avait pu payer douze louis gagnés par ledit Léger et lui avait abandonné en payement le local avec le matériel du jeu, qu'il avait depuis fait enlever.

17 mai 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2256. — Plainte du sieur Louis-Nicolas Hion, lieutenant au bataillon de l'Oratoire, au sujet de propos diffamatoires tenus sur son compte, qui le représentent comme partisan du duc d'Orléans, auteur de motions incendiaires contre M. de Lafayette et chef de la bande qui s'était portée chez M. de Castries, avec une autre plainte relative à la vente dans les Tuileries du mémoire justificatif qu'il avait fait imprimer.

19 mai 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2257. — Lettre du département de police, priant le commissaire de la section de mettre un terme au scandale des jeux qui se tiennent dans le passage du jardin du Palais-Royal, à l'hôtel de Penthièvre, et de faire une descente dans ce repaire de brigands.

21 mai 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2258. — Adresse de la Société des Amis de de la constitution d'Orléans à la section du Palais-Royal, contenant l'expression de ses sentiments et déclarant qu'elle regarderait comme un jour de deuil et de calamité publique celui où M. de Lafayette quitterait le commandement de la garde nationale avant l'achèvement de la Constitution.

21 mai 1791.

Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. frs 2666, fol. 295.

2259. — Arrêté du Corps municipal, déclarant irrégulières les délibérations prises par six sections, notamment celle du Palais-Royal, pour demander la convocation de la Commune, à l'effet de délibérer sur le licenciement de la compagnie des grenadiers de l'Oratoire.

23 mai 1791.

Extrait conforme, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2666, fol. 297.

2260. — Plainte du sieur Dominique Barthélemy, domestique de M. Petit, député de Saint-Domingue, contre le chevalier du Coudray, auquel il avait réclamé une dette de 800 livres, qui lui avait envoyé un coup de pied dans l'aîne et menacé de lui donner cent coups de canne en guise de payement.

23 mai 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2261. — Plainte en abus de confiance de la dame Marchand, boulangère, rue de la Tixeranderie, contre l'un de ses garçons, qui avait perdu au jeu dans un tripot du Palais-Royal un assignat de 200 livres remis entre ses mains pour l'échanger contre argent.

23 mai 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2262. — Arrêté du Corps municipal, ordonnant l'impression et l'affichage de la délibération de la section qui choisit le cloître des ci-devant Jacobins pour le lieu où se fera publiquement tous les jours l'échange des assignats contre de l'argent, ou de l'argent contre des assignats, avec lettres d'envoi du secrétaire-greffier de la municipalité et du procureur syndic de la Commune.

23, 24 mai 1791.

Extrait conforme et minutes (3 p.), *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2666, fol. 299.

2263. — Plainte des jeunes acteurs et actrices du spectacle des Enfants Moreau, (âgés de neuf à quinze ans), contre le sieur Valentin, acteur de ce spectacle, en raison de ses mauvais traitements et mauvais propos, notamment pour avoir qualifié l'une des fillettes de petite toupie, à l'effet d'obtenir son expulsion de la troupe, avec mémoire résumant leurs griefs.

26 mai 1791.

Minutes signées par les sujets de la troupe (2 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2264. — Plainte de la dame Garochot contre la femme Larieux qui, à l'ouverture du spectacle des Enfants Moreau, lui avait reproché la plainte portée contre le sieur Valentin, l'avait invectivée grossièrement, en lui crachant au visage et lui fendant le front d'un coup de parasol.

26 mai 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2265. — Lettre du département de police, invitant le commissaire à rechercher un ex-jésuite italien, du nom de Martini ou Martinelli, qui avait fait, le soir, des motions séditieuses au Palais-Royal, offrant de l'argent à qui voudrait prêter le serment qu'il proposait pour faire la contre-révolution.

27 mai 1791.

Minute signée, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2266. — Lettre du département de police, priant le commissaire Toublanc de délivrer à M. Delafont expédition de deux procès-verbaux où il est dénoncé comme tenant une maison de jeu, et dont il a besoin pour se justifier dans l'assemblée générale de la section.

27 mai 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2267. — Lettre du département de police au commissaire de la section, le prévenant que les ouvriers des travaux publics ont formé le projet de piller la boutique d'un limonadier, passage de Beaujolais, sous prétexte qu'elle sert de retraite aux marchands d'argent, dont elle facilite le commerce.

27 mai 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2268. — Procès-verbal de descente au petit hôtel de Radziwill, où s'étaient rendus en foule un grand nombre de gardes nationaux et de citoyens, indignés de voir les jeux se perpétuer, lesquels avaient enfoncé les portes des chambres et boutiques où se tiennent les jeux et brisé une partie du matériel desdits jeux.

27 mai 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

Le *Courrier des 83 départements*, par Gorsas, t. XXIV, n° XXIX, p. 458, consacre un article à cette descente de la garde nationale dans le « coupe-gorge de Radziwill », qui se rouvrait sans cesse malgré des saisies répétées, et applaudit à cet acte de justice. L'auteur de ce journal s'élève de nouveau contre la conduite du comité de Saint-Roch, composé, dit-il, « d'hommes pourris et de misérables gredins, regrettant seulement qu'on n'ait pas jeté par les fenêtres les agents de ce tripot et les commissaires de section ».

2269. — Procès-verbal concernant le sieur Jean Fosse, facteur de la poste aux lettres, ramassé au coin d'une borne, rue Saint-Honoré, dans l'état le plus complet d'ivresse, qui avait été dépouillé de sa montre et de son mouchoir.

28 mai 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2270. — Plainte du sieur Antoine Léonard, soldat du bataillon de Saint-Roch, tenant le club du café des Arts à l'hôtel de Radziwill, au sujet de la violation de son domicile par une patrouille sous les ordres du sieur Poupardin, qui avait entraîné à sa suite la populace hantant les jeux du passage, laquelle avait proposé de le pendre à la lanterne du bas de l'escalier et avait tout brisé chez lui.

30 mai 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2271. — Lettre de M. Boivin de Blancmur, juge de paix, recommandant les réclamations présentées par le sieur Couteau.

30 mai 1791.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2666, fol. 302.

2272. — Lettre du sieur De la Marche, premier commis attaché à la Trésorerie nationale, au sujet de l'établissement, par plusieurs sections, de caisses pour l'échange gratuit des assignats, et de la nécessité d'éviter les doubles emplois avec les distributions du Trésor.

30 mai 1791.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2666, fol. 303.

2273. — Motion du sieur Biétrix Desault, tendant à faire déclarer nulle et non avenue la délibération prise par la section, le 22 janvier précédent.

31 mai 1791.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2666, fol. 304.

2274. — Lettre de M. Boullemer, procureur syndic de la Commune, portant que le sieur Mathieu, n'étant point domicilié de fait dans la section depuis un an, ne peut y exercer les droits de citoyen actif.

31 mai 1791.

Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2666, fol. 306.

2275. — Lettre du département de police au commissaire de la section, acceptant la proposition des commissaires de se réunir par arrondissement chez le doyen d'âge et de déléguer l'un d'eux pour se rendre tous les dimanches à la Mairie.

31 mai 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2276. — Lettre du département de police, appelant l'attention du commissaire sur l'altération des espèces monnayées et particulièrement de celles d'or, que des malfaiteurs liment sur la tranche.

1er juin 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2277. — Lettre du commissaire de la section aux administrateurs du département de police, concernant l'interdiction de la vente du lait dans des vases en cuivre, et le scandale causé par les marchands qui étalent dans les rues les dimanches et jours de fête, proposant à cet égard d'organiser une patrouille le dimanche, jusqu'à onze heures, autour de l'église de Saint-Roch, dans les rues d'Argenteuil, Saint-Honoré et autres rues adjacentes.

2 juin 1791.

Minutes (2 p.), Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2278. — Lettre de M. Desmousseaux, procureur syndic adjoint de la Commune, au commissaire de police de la section, relative au refus des prêtres non assermentés de la communauté de Saint-Roch, d'abandonner leurs logements, et réponse faite au lieu et place du commissaire malade, déclarant qu'il n'y a plus que deux prêtres encore logés dans le bâtiment de la fabrique.

3, 17, 18 juin 1791.

Minutes (3 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2279. — Procès-verbal d'arrestation d'un dragon du régiment de Mestre de camp général qui faisait du tapage, voulant forcer

l'entrée du Cirque, où se tenait une réunion de la Société des Amis de la vérité.

3 juin 1791.
Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2280. — Plainte du sieur Dominique Merielt, adjudicataire des bois de M. d'Orléans, contre le sieur Jouve, tenant un jeu de biribi au Palais-Royal, n° 101, qui non seulement avait refusé de lui payer son gain, mais encore l'avait invectivé grossièrement et roué de coups.

4 juin 1791.
Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2281. — Lettre circulaire du département de police, demandant le nombre des marchés au pain, avec l'indication de leurs jours de tenue et des boulangers qui les approvisionnent habituellement.

4 juin 1791.
Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2282. — Lettre du procureur syndic de la Commune, retournant au commissaire de la section un rapport sur les dépôts de pierre obstruant la voie publique pour y ajouter les noms des propriétaires, et réponse du commissaire, demandant l'affichage de diverses ordonnances de police.

7 juin 1791.
Minutes (2 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2283. — Procès-verbal relatif à un attroupement formé dans le jardin du Palais-Royal par une vingtaine d'individus, armés de manches à balai et manifestant des intentions hostiles contre la garde nationale.

8 juin 1791.
Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2284. — Lettre du département de police, invitant le commissaire de la section à faire débarrasser la voie publique et à prendre toutes les mesures d'ordre et de sûreté à l'occasion de la Fête-Dieu.

9 juin 1791.
Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2285. — Lettre des officiers municipaux, commissaires chargés des contributions publiques, déclarant qu'il ne sera délivré de patente aux serruriers que sur la production d'un certificat du commissaire de police.

9 juin 1791.
Original signé, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des Moulins).

2286. — Observations essentielles sur le but de la maison des orphelins du Saint-Esprit, pour servir de supplément à la pétition présentée au département, le 9 juin 1791, avec lettre des sœurs de charité, insistant sur le caractère de l'établissement qui est, non pas un hôpital, mais une maison d'éducation publique destinée à élever les orphelins de bourgeois de Paris.

Minutes (2 p.), *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2673, fol. 137.

Il s'agit de l'hôpital du Saint-Esprit, quartier de la Grève, qui recevait les orphelins des deux sexes, âgés de moins de neuf ans, dont les pères et mères étaient décédés à l'Hôtel-Dieu.

2287. — Plainte du sieur Panagiot Wergo, Grec d'origine, au sujet du vol de son portefeuille de maroquin rouge, avec serrure à secret, contenant 30,000 livres de billets de la banque d'Autriche et pour 1,300 livres d'assignats, vol commis pendant qu'il se promenait avec sa femme au Palais-Royal et s'était trouvé serré de près par un groupe d'individus.

10 juin 1791.
Minute. *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2288. — Déclaration du sieur Bernard Boulmier, principal locataire du petit hôtel de Radziwill, à l'effet de dénoncer l'établissement de plusieurs maisons de jeux, l'une des boutiques servant de tripot avait été

sous-louée moyennant 36 louis pour trois mois.

11 juin 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2289. — Arrêté du Corps municipal, interdisant aux sœurs de charité de la paroisse de Saint-Roch d'admettre dans leur église aucune personne étrangère, avec lettre d'envoi du département de police, accusé de réception et lettre au commandant du poste du Palais-Royal, ordonnant une patrouille à ce sujet.

11 juin 1791.

Extrait conforme et minutes (4 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2290. — Lettre du maire de Paris demandant, de la part de M. Dufresne de Saint-Léon, des renseignements sur la situation de fortune du sieur Louis Foureaux, ancien garçon de bureau de la loterie royale de France, avec réponse.

11 juin 1791.

Minutes (2 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2291. — Lettre du commissaire de police de la section aux administrateurs du département de police pour se plaindre de l'irrégularité du service de l'enlèvement des boues, dans les rues Saint-Honoré, des Boucheries, Traversière et tout le pourtour du Palais-Royal, où les immondices restent entassées, et demander l'organisation d'un service spécial, dans l'après-midi pour les rues à marchés, avec réponse faisant observer que l'entrepreneur du nettoiement est dispensé de tout service les jours de Pâques et de Pentecôte, et que le passage des tombereaux dans l'après-midi entraverait la circulation.

12 juin 1791.

Minutes (2 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2292. — Lettre du département de police, portant interdiction du spectacle annoncé pour le jour de la Pentecôte par Mlle Montansier, qui devait représenter sur son théâtre l'*Homme singulier*, comédie en cinq actes, et le *Mariage clandestin*, opéra en un acte, et chargeant le commissaire de police de faire enlever les affiches apposées tant à la porte du théâtre qu'aux environs, avec réponse.

12 juin 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

Tous les spectacles avaient fait relâche le jour de la Pentecôte, à l'exception du théâtre de Mlle Montansier et des Grands-Danseurs du Roi ; le programme de la représentation du dimanche fut maintenu pour le lendemain.

2293. — Lettres de M. Desmousseaux, procureur syndic adjoint de la Commune, accompagnant l'envoi de placards pour les faire afficher, en annonçant au son du tambour l'assemblée du jeudi suivant, ainsi que de dix-sept exemplaires du travail destiné aux assemblées primaires.

13, 15 juin 1791.

Minutes signées (2 p.), *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2666, fol. 308.

2294. — Procès-verbal relatif à un sieur Jean-Charles Brunet, pharmacien, que le sieur de Beauregard, chevalier de Saint-Louis, avait pris au collet et conduit au poste pour s'être immiscé dans une conversation entre lui et M. Beaupoil de Saint-Aulaire.

14 juin 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2295. — Déclaration du sieur Charles Molombe, négociant, rue Guénégaud, se plaignant des menaces qui lui avaient été adressées par deux coupe-jarrets attachés au jeu de biribi du Cirque du Palais-Royal, furieux de ce que ledit Molombe avait qualifié à haute voix de voleurs les banquiers de ce jeu.

15 juin 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2296. — Lettre du bureau d'agence des biens nationaux, priant le commissaire de police de la section de se concerter avec les curés des paroisses pour arrêter l'itinéraire

des processions de la Fête-Dieu, avec instructions du département des travaux publics à l'effet de faire apposer des tentures le long des bâtiments publics et de faire débarrasser les rues des gravois qui les encombrent.

16, 20 juin 1791.

Minutes signées (2 p.), *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2666, fol. 310.

2297. — Plainte des sieurs Ambroise Legrand, marchand d'étoffes de soie, Pierre Hannon, peintre et marchand de tableaux, et Louis-Gaspard Delaunay, bijoutier au Palais-Royal, au sujet de l'existence d'un jeu de biribi au second étage du n° 23, sous les galeries, qui attire une affluence considérable de gens sans aveu et occasionne des rixes sur l'escalier, dans l'une desquelles le sieur Legrand a failli être blessé.

18 juin 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2298. — Procès-verbal dressé par les commissaires de la section du Palais-Royal, à l'effet de recevoir les déclarations des sieurs Ambroise Legrand, marchand d'étoffes de soie, et Gaspard Delaunay, marchand bijoutier, qui avaient entendu un particulier, qu'on présumait un administrateur de la police, répéter que la section du Palais-Royal soutenait les jeux établis dans l'arrondissement.

18 juin 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2299. — Lettre de M. Boullemer, procureur syndic de la Commune, rappelant que les électeurs nommés par les assemblées primaires doivent se réunir le lundi 27.

20 juin 1791.

Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2666, fol. 315.

2300. — Délibération aux termes de laquelle la section du Palais-Royal se déclare en permanence et arrête des mesures extraordinaires, notamment l'incorporation des ouvriers connus dans les compagnies du bataillon, décidant en outre que les ministres seront gardés à vue et que leur tête est sacrée.

21 juin 1791.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2666, fol. 322.

2301. — Arrêté ordonnant la suppression des jeu et bal établis dans la maison n° 19, rue des Bons-Enfants, comme pouvant donner lieu à des désordres graves.

21 juin 1791.

Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2666, fol. 321.

2302.— Arrêté du département conforme à une délibération de la section qui suspend provisoirement la distribution des lettres.

21 juin 1791.

Copie conforme, *A.N.*, D XXIX^b 33, n° 344.

2303. — Arrêté renvoyant au département un imprimé en forme d'affiche, intitulé : *Club des Cordeliers aux citoyens*, de nature à jeter l'alarme, ainsi que l'afficheur de ce placard.

21 juin 1791.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2666, fol. 319.

V. dans le *Courrier des 83 départements*, par Gorsas, t. XXV, n° XXVI, p. 399, le texte de cette affiche partie en vers, partie en prose, contenant le serment des membres du Club des Cordeliers de poignarder les tyrans qui oseraient attaquer les frontières ou attenter à la Constitution.

2304. — Procès-verbal d'arrestation d'une voiture d'équipements militaires, envoyée par le sieur Rollet, ceinturonnier, rue Saint-Honoré, au magasin de Saint-Denis, que le peuple avait emmenée à la section de la place Vendôme et déposée aux Jacobins, avec lettre de M. Bailly à la section du Palais-Royal, pour le renvoi immédiat de cette voiture.

21, 27 juin 1791.

Minutes (3 p.), Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2305. — Procès-verbal d'arrestation de deux particuliers qui avaient lacéré dans la rue de Valois les affiches apposées par ordre de l'Assemblée nationale, relatives aux cir-

constances critiques où se trouve la capitale.

21 juin 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2306. — Lettre de M. Delessart, ministre de l'intérieur, à M. Mérard de Saint-Just, annonçant que, d'après le décret rendu hier, à dix heures du soir, le service de la poste aux lettres ne souffrirait désormais aucune interruption.

22 juin 1791.

Original signé, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2666, fol. 323.

2307. — Plainte de François Soulès, littérateur, rue Fromanteau, contre un individu qui, au sortir du café de la Rotonde, où il avait pris la défense du Club des Jacobins, l'avait accusé d'être un chevalier de Saint-Louis déguisé, ce qui avait provoqué un rassemblement où l'on menaçait de lui faire un mauvais parti.

22 juin 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2308. — Procès-verbal d'arrestation de François Robert, membre du Club des Cordeliers, auteur du *Mercure national*, du *Républicanisme adapté à la France*, ainsi que de la motion faite au Club des Cordeliers en vue de demander la suppression de la monarchie, saisi au collet et maltraité pour avoir dit que la garde n'avait pas le droit d'arrêter les individus apposant les affiches du Club des Cordeliers, avec délibérations de la Société fraternelle des deux sexes, de la Société des Amis de la constitution et de la section des Quatre-Nations nommant des commissaires chargés de réclamer ledit Robert.

22 juin 1791.

Minutes (4 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

Pierre-François-Joseph Robert, avocat, membre de la Société des Amis de la constitution, fut l'un des rédacteurs des *Révolutions de Paris* de Prudhomme et du *Mercure national* ou *Journal d'Etat et du citoyen*, qui parut du 31 décembre 1789 au 29 mars 1791, sous la direction de Mlle de Keralio, qu'il épousa; on le trouve parmi les membres du Club des Cordeliers qui rédigèrent la pétition du Champ de Mars; il devint député de Paris à la Convention nationale, et composa divers ouvrages, dont la liste est donnée par Quérard.

2309. — Lettre de M. Bailly, maire de Paris, transmettant un arrêté pris par le directoire du département, le 21 juin, qui déclare que le défaut d'inscription pour le service de la garde nationale ne retire point la qualité de citoyen actif ni le droit de vote dans les assemblées primaires.

23 juin 1791.

Original signé et copie (2 p.), *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2666, fol. 317, 324.

2310. — Procès-verbal dressé, à la suite d'une scène qui s'était passée dans le jardin du Palais Royal, contre un domestique qui avait maltraité un individu pour avoir dit que l'on avait tort de menacer de la lanterne ceux qui déchireraient les affiches du département.

23 juin 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2311. — Procès-verbal d'arrestation d'Etienne Puech, négociant de Lyon, de passage à Paris, qui avait lacéré une proclamation du département de Paris, affichée dans la galerie du passage du Perron, relative à la fuite du Roi.

23 juin 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2312. — Arrêtés du Conseil général de la Commune : 1° portant que les comités de section enverront le lendemain, avant midi, les soumissions reçues pour le logement des gardes nationaux et troupes de ligne qui assurent le retour de la famille royale; 2° déclarant que, vu le rétablissement de la liberté de circulation, les commissaires ne délivreront de passeports qu'à ceux qui partiront en poste; 3° que les chevaux retirés des écuries du Roi y seront réintégrés, avec note de M. de Joly.

24 juin 1791.

Extraits conformes (4 p.), *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2666, fol. 325-329.

2313. — Offre par l'abbé Legrand, curé de Saint-Roch, d'un grand nombre de chambres vacantes dans le presbytère, pour loger les officiers et soldats de la garde nationale qui ont accompagné la famille royale de Varennes à Paris.

24 juin 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2314. — Lettre de M. Boullemer, procureur syndic de la Commune, priant de convoquer, sans délai, l'assemblée primaire de la section, afin d'accélérer la nomination des électeurs.

25 juin 1791.

Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2666, fol. 330.

2315. — Lettre du sieur J.-B. Poissonnier, du bureau de paix du premier arrondissement, envoyant son engagement pour loger deux des gardes nationaux qui viennent avec le Roi.

25 juin 1791.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2666, fol. 331.

Jean-Baptiste Poissonnier, également connu sous le nom de Longerais, l'un des électeurs de la section du Palais-Royal.

2316. — Procès-verbal d'arrestation du sieur Siméon-Charles-François Vallée, marchand de tableaux et d'estampes, qui avait occasionné du trouble dans le jardin du Palais-Royal, en lisant publiquement le numéro du jour de l'*Ami du peuple* et en l'accompagnant de commentaires outrageants à l'adresse de la Reine, de Bailly et de Lafayette, avec un exposé par ledit Vallée de ses griefs personnels contre Bailly et Lafayette.

26, 29 juin 1791.

Minutes (2 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

D'après le sommaire de ce numéro de l'*Ami du peuple*, Marat dénonçait « la tentative de Mottié pour prendre la fuite avec Bailly et le tour de passe de l'imposteur Mottié pour faire croire qu'il voulait arrêter le Roi dans sa fuite ».

2317. — Déclaration du sieur Jean-Charles ci-devant comte de Bar, au sujet du vol de sa montre dans l'église de Saint-Roch en passant de la chapelle du Calvaire pour entendre la messe à une autre chapelle.

26 juin 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2318. — Lettre de M. Desmousseaux, procureur syndic adjoint de la Commune, au commissaire de police de la section, l'invitant à faire une descente à l'hôtel de Radziwill, pour la répression exemplaire des jeux qui s'y tiennent, et réponse du commissaire, exposant les difficultés d'une semblable mission que son état de santé ne lui permet pas de remplir, et déclarant que l'installation de factionnaires à poste fixe serait la seule mesure efficace.

28 juin 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2319. — Déclaration de Jean-Baptiste-Martin Chabrol, sergent de la compagnie des chasseurs du bataillon de Saint-Roch, au sujet des insultes qu'il a reçues à la Société fraternelle des deux sexes, où il a été hué et traité de mouchard de Lafayette et Bailly, pour avoir déchiré l'affiche du Club des Cordeliers.

29 juin 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2320. — Procès-verbal d'arrestation du sieur Hippolyte-Désiré Puthod, médecin des épidémies en Bretagne, de passage à Paris, qui avait tenu au café de Foy des propos incendiaires, déclarant « qu'il était Breton et qu'il défendrait le Roi, et que deux millions d'hommes en Bretagne appuieraient son opinion, » avec certificat délivré en sa faveur par M. Poissonnier, médecin, rue des Vieilles-Haudriettes.

29 juin 1791.

Minutes (2 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2321. — Rapport de la garde au sujet de maisons de la place Vendôme, non tapissées lors du passage de la procession de

Saint-Roch, pour l'octave du Saint-Sacrement.

30 juin 1791.

Minutes (3 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2322. — Ordre du département de police au commissaire de la section de se transporter sur-le-champ au jardin du Palais-Royal, avec un détachement de la garde nationale, afin d'y rétablir l'ordre.

31 (*sic*) juin 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2323. — Déclaration de l'abbé Morin, vicaire de Saint-Roch, venant de Notre-Dame-des-Vertus, près d'Aubervilliers, à l'effet de signaler des assemblées tenues par une quantité de prêtres non conformistes à la Courneuve.

Juin 1791.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2666, fol. 320.

2324. — Requête du sieur Alexandre-François Vincent, sollicitant la continuation de la place de chef d'atelier par lui occupée et donnant l'indication des travaux auxquels il a été employé en 1788 et 1789.

Juin 1791.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2673, fol. 144.

2325. — Pétition du sieur Pugin, compagnon menuisier, aux fins d'obtenir une indemnité pour avoir dressé, en vertu d'une délibération du 21 juin, la liste des ouvriers de la section désireux de prendre les armes.

Juin 1791.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2673, fol. 143.

2326. — Note du département des travaux publics indiquant les noms et adresses des adjudicataires des nouveaux travaux pour la gare à Issy, pour la démolition de la porte Saint-Bernard et de la barrière de la Rapée, ainsi que pour le canal de Passy.

2 juillet 1791.

Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2666, fol. 335.

Le décret du 16 juin 1791 affectait une somme d'un million pour la démolition de la porte Saint-Bernard et de la Geole, l'ouverture d'un nouveau canal à la Seine en face de Passy et une gare à exécuter au-dessous du pont de Charenton.

2327. — Lettre de M. Couteau, ancien secrétaire de la section, au sujet du refus de payement de ses appointements et de ses déboursés, et lettre de M. Boullemer relative à ses réclamations.

4 juillet 1791.

Copie et minute (2 p.), *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2666, fol. 336, 338.

2328. — Lettre de M. de Joly, secrétaire-greffier de la municipalité, envoyant l'arrêté du Conseil général de la Commune qui détermine la forme dans laquelle les certificats de résidence seront délivrés, avec vingt-quatre projets de certificats timbrés, et déclarant qu'à l'avenir les certificats manuscrits qui seront présentés seront refusés.

4 juillet 1791.

Minutes (2 p.), *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2666, fol. 337, 351.

2329. — Déclaration du sieur Augustin Gallois, lieutenant de la garde nationale de Passavant-en-Argonne, qui a escorté le Roi depuis Clermont jusqu'à Paris, lequel se plaint d'avoir été dépouillé dans l'auberge du Renard-Rouge, rue Saint-Denis, où il était descendu, et demande les moyens de retourner à Passavant-en-Argonne.

4 juillet 1791.

Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2673, fol. 145.

2330. — Procès-verbal relatif au trouble excité dans le jardin du Palais-Royal par Jean de Ségur, ex-officier au régiment d'Orléans infanterie, qui avait pris la défense de l'ancien régime et signalait les abus du nouveau, et que le peuple, amassé en foule, voulait jeter dans le bassin.

4 juillet 1791.

Minutes (2 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2331. — Procès-verbal au sujet d'une rixe qui s'était produite au sortir d'une maison de jeu de la rue Montpensier, à propos du

change d'un billet de 50 livres, pour lequel on voulait retenir 40 sols.

5 juillet 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2332. — Déclaration du sieur Bernard-Augustin-Louis Daubanton, marchand mercier, principal locataire de trois boutiques de l'hôtel de Radziwill, qu'il a sous-louées et dans lesquelles se sont établis des jeux, déclaration faite à l'effet de dégager sa responsabilité.

5 juillet 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2333. — Lettre du département des travaux publics, annonçant qu'à la suite de la suppression des ateliers de secours, une somme de 96,000 livres sera distribuée dans les quarante-huit sections, en proportion, dans des conditions déterminées, du nombre de leurs ouvriers, et que la part revenant à la section est de 847 livres.

5 juillet 1791.

Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2666, fol. 339.

Les ateliers de charité établis dans la capitale furent licenciés en vertu d'un décret du 16 juin 1791. Les *Révolutions de Paris* (nº 104, p. 662) blâmèrent cette mesure inopportune qui laissait sans ressources une quantité d'ouvriers dans un moment de crise où la moindre agitation pouvait devenir dangereuse, et trouvèrent insuffisante la subvention de 96,000 livres votée par la municipalité.

2334. — Déclarations de M. Bart, président du comité, au sujet d'une assemblée de la section convoquée pour délibérer sur une requête ayant trait au mode de répartition des canonniers soldés, et de son refus de s'occuper d'une pétition tendant à juger la conduite du commissaire de la section et de son président.

5, 7 juillet 1791.

Minutes signées (3 p.), *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2673, fol. 146.

2335. — Demande d'une assemblée générale de la section par un certain nombre de citoyens actifs, pour y entendre la lecture des procès-verbaux des deux dernières assemblées et délibérer sur la conduite de la section à l'égard de l'assemblée générale.

6 juillet 1791.

Original signé, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr 2666, fol. 344.

2336. — Procès-verbal dressé au sujet de la tenue frauduleuse d'un jeu de parfaite égalité dans une des boutiques de l'hôtel de Radziwill, l'un des joueurs ayant constaté que le cornet de dés s'ouvrait à bascule par la partie inférieure, ce qui permettait de modifier les dés au gré du teneur du jeu.

6 juillet 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2337. — Déclaration du maître de l'hôtel garni du Cirque-Royal, rue de Richelieu, faisant connaître que la dame Lhuilier, bourgeoise vivant de son revenu, a loué dans sa maison deux appartements et qu'elle y a installé des jeux.

6 juillet 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2338. — Procès-verbal de perquisition dans l'appartement occupé au Palais-Royal par M. Heymann, maréchal de camp, commandant en second sous M. de Bouillé, en vertu d'une dénonciation adressée par le duc d'Orléans au comité de recherches de la ville de Paris, et par ordre de ce même comité.

6 juillet 1791.

Minutes et copie (3 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2339. — Déclaration du sieur Jean-Philippe-Cosson, danseur à la Comédie-Française, portant qu'il a loué une boutique, passage de Radziwill, au sieur Justin, limonadier, pour son commerce et nullement pour y établir un jeu, comme il l'a fait, en ayant même sous-loué la moitié à deux individus, s'annonçant comme perruquiers.

7 juillet 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2340. — Lettre de M. Bailly, maire de Paris, informant la section du Palais-Royal que le Conseil général de la Commune a voté des remerciements aux commissaires des sections, qui, depuis le départ du Roi, s'étaient rendus exactement à la Maison Commune, et a décidé qu'ils auraient désormais dans la salle des séances des places réservées.

7 juillet 1791.

Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2666, fol. 345.

2341. — Lettre de M. Bailly, maire de Paris, annonçant que la cérémonie de la translation de Voltaire aura lieu le lundi 11, à huit heures du matin, et que chaque section est invitée à y envoyer quatre députés, avec la nomination des délégués au bas de la lettre.

7 juillet 1791.

Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2666, fol. 346.

2342. — Lettre de Palloy invitant ses frères d'armes à la cérémonie du lundi 11 juillet, pour l'hommage au Département du quatre-vingt-troisième modèle de la Bastille.

8 juillet 1791.

Minute signée, *B. N.*, Mss. nouv. acq. fr. 2673, fol. 149.

V. dans le récit de la translation des cendres de Voltaire, que donne le *Courrier des 83 départements*, par Gorsas, t. XXVI, p. 187, la description du cortège du patriote Palloy; le modèle de la Bastille y figurait et était porté concurremment par des anciens gardes-françaises, revêtus de leur uniforme, et par des braves du faubourg Saint-Antoine, vulgairement appelés bonnets de laine.

2343. — Déclaration du sieur Guillaume-André de Lignac, avocat général de la ci-devant Cour des Monnaies, propriétaire d'un immeuble rue de Richelieu, à l'effet de constater que le sieur Dupont, locataire du premier étage, a cédé une partie de ses pièces, moyennant un louis par jour, à la dame Gardelle, qui a établi des jeux prohibés, et que la dame Léger, locataire d'une partie du second étage, a sous-loué plusieurs pièces à la dame Danger, pour le même objet.

8 juillet 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2344. — Déclaration du sieur Jean Vallet, chevalier de Saint-Louis, ancien sous-brigadier des gardes-du-corps du Roi, au sujet du vol d'une tabatière d'argent dont il a été victime dans l'ancien escalier du café de Foy, donnant sur la rue de Richelieu, mal éclairé et servant de refuge aux filous.

8 juillet 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2345. — Interrogatoire du sieur Guillaume Eustache, sonneur des assemblées de la section du Palais-Royal, déclarant qu'il a sonné la cloche pour convoquer une assemblée générale de citoyens, en vertu des ordres à lui donnés par les sieurs Lambin, ancien administrateur du Saint-Sacrement, et Benard, fils d'un maître de pension.

8 juillet 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2346. — Déclaration du sieur Le Roy, principal locataire des maisons sises au coin des rues Saint-Honoré et de Richelieu, faisant connaître que le sieur Guillot, chirurgien, occupant un appartement à l'entresol, en a sous-loué une partie à une personne qui donne à jouer.

8 juillet 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2347. — Lettre des administrateurs au département de police, priant de prendre pour le jour de la translation de Voltaire, avec le commandant du bataillon de la section, les précautions nécessaires afin d'assurer la tranquillité.

9 juillet 1791.

Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2666, fol. 350.

2348. — Déclaration du sieur Ambroise Le Comte, marchand d'étoffes de soie, portant qu'il a loué au sieur David, fripier, moyennant 10,000 livres par an, des boutiques et appartements aux arcades 112 et 113 du Palais-Royal, et que partie de ces

appartements ont été sous-loués à des teneurs de jeux, qui, pour mettre les joueurs à l'abri des investigations de la police, ont fait barrer l'escalier par une forte grille.

9 juillet 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2349. — Déclaration de domicile faite par François-Philippe André, capucin de Limay-les-Mantes, à l'effet de toucher sa pension au directoire du département de Paris.

9 juillet 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2350. — Procès-verbal relatif à une explosion de poudre chez un marchand d'armes à feu au Palais-Royal, produite par l'essayage de pistolets et qui a blessé plusieurs personnes.

10 juillet 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2351. — Déclaration du sieur Alexis Martin, entrepreneur de bâtiments, au sujet de l'établissement de jeux clandestins dans un appartement au premier étage d'une maison, rue Saint-Honoré, n° 187, dont il est principal locataire, et qui a été sous-loué par le sieur Gay, maître perruquier.

11 juillet 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2352. — Lettre de M. Bailly, maire de Paris, priant d'envoyer place de la Bastille, une députation de quatre personnes pour assister à la messe et au *Te Deum* qui seront chantés au Champ de la Fédération jeudi prochain, en mémoire du 14 juillet.

12 juillet 1791.

Minute signée, en double, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2666, fol. 352.

V. dans la *Chronique de Paris*, numéro du 14 juillet 1791, le texte de l'arrêté du Corps municipal au sujet de la célébration d'une messe, avec *Te Deum*, au Champ de Mars; cette cérémonie est racontée avec détails dans le *Courrier des 83 départements*, par Gorsas, t. XXVI, n° XVI, p. 253.

2353. — Lettres du sieur Dutfoy, priant le comité d'intervenir en sa faveur pour la conservation de sa place de chef d'atelier dans les travaux publics, la section du Roule, où se trouve son atelier, ne voulant admettre que des chefs choisis dans la section, avec certificat par lui délivré au sieur Ferandine, et demande d'un emploi d'écrivain pour mettre au net le recensement de la section.

12, 15 juillet, 12 août 1791.

Minutes (3 p.), *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2673, fol. 152, 162.

2354. — Procès-verbal du bureau de paix du premier arrondissement relatif à la réclamation par le sieur Desnoyelles, traiteur, d'une somme de 432 livres à lui due pour la nourriture des soldats chargés d'escorter les convois de grains, du 7 au 31 août 1789, et arrêté du comité déclarant qu'il n'y a lieu de délibérer sur cette demande, avec l'état certifié de ces dépenses.

13 juillet 1791.

Copie conforme, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2673, fol. 153, 173.

2355. — Procès-verbal d'arrestation des sieurs Jacques-Philippe de Lubert, garde-magasin des vivres à Schlestadt, et Joseph Bancenel, chevalier de Malte, pour avoir donné lecture dans le jardin du Palais-Royal d'un papier incendiaire contenant l'éloge de Louis XVI et blâmant l'Assemblée nationale, lecture qui avait ameuté la foule disposée à faire un mauvais parti à ces aristocrates et à les jeter dans le bassin.

13 juillet 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2356. — Plainte du sieur Louis Arnouville, noir libre, au sujet de coups et blessures reçus dans une rixe au Palais-Royal avec un commissionnaire.

14 juillet 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2357. — Procès-verbal d'arrestation par les soins de Thomas-Elisabeth Richer de

Serizy, du sieur Pierre Toulin, maître de mathématiques, qui faisait des motions incendiaires dans un groupe d'ouvriers rassemblés au Palais-Royal, disant notamment que, « Louis XVI étant un imbécille ou un scélérat, il fallait le destituer ou lui faire son procès ».

16 juillet 1791.

Minutes (2 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

Richer-Serizy est bien connu comme rédacteur du journal l'*Accusateur public*, l'un des organes les plus influents et les plus remarquables de la réaction contre-révolutionnaire, qui parut de l'an II à l'an VII.

2358. — Requête présentée au comité de Saint-Roch par le sieur Laban, marchand crêmier, rue de Richelieu, à l'effet d'obtenir le numéraire nécessaire pour ses payements, ladite requête rejetée, eu égard à ce que les distributions en question sont destinées à des entrepreneurs et chefs d'atelier.

16 juillet 1791.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2673, fol. 157.

2359. — Envoi au sieur Toublanc, commissaire de police de la section, de l'arrêté du Corps municipal interdisant les attroupements.

17 juillet 1791.

Extrait conforme, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2666, fol. 355.

2360. — Procès-verbal d'arrestation du sieur Félix-Nicolas Traisnel, élève en chirurgie à l'Hôtel-Dieu, et de Dominique-Joseph Billot, bourgeois de Paris, qui ont tenu dans les groupes du Palais-Royal des propos violents contre la garde nationale, de nature à troubler la tranquillité publique et même tendant à inculper la municipalité.

17 juillet 1791.

Minutes (2 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2361. — Procès-verbal de dépôt par un gagne-denier de treize exemplaires d'un imprimé incendiaire, intitulé : *l'Assemblée nationale traitée comme elle le mérite*, que la dame Laurent, imprimeur, rue du Hasard, lui avait vendus, à raison de 10 sols la douzaine, et refusait de reprendre, ledit gagne-denier ne voulant point se charger de les débiter au public.

17 juillet 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

L'Assemblée nationale traitée comme elle le mérite, Paris, imp. de Toussaint, *s. d.*, pièce in-8°, *B. N.*, Lb 39, n° 5099.

2362. — Arrestation par le peuple de la voiture, attelée de six chevaux, de la princesse de Schakowski, née Strogonoff, qui se rendait à Bondy, laquelle princesse, sur l'invitation du commissaire de la section, consent à remettre son voyage.

17 juillet 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2363. — Déclaration de deux jeunes garçons cordonniers, qui s'étaient rendus par curiosité au Champ de Mars, et font constater que, sous l'empire de menaces, ils avaient été contraints d'apposer leur signature sur la pétition à eux présentée.

17 juillet 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2364. — Procès-verbal d'arrestation du sieur Jean-François-Marie-Michel Le Queulx, limonadier, rue Saint-Honoré, qui suivait cette rue en se livrant à des démonstrations de douleur exagérées et en criant : « Nos frères, nos amis sont égorgés, nous sommes tous perdus », exclamations de nature à répandre l'alarme.

17 juillet 1791 (dix heures du soir).

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2365. — Procès-verbal portant reconnaissance du cadavre du nommé Antoine Lachmann, tué au Champ de Mars, d'une balle à travers la cuisse, suivant l'examen du sieur Damaré, chirurgien de la 1re compagnie du bataillon de Saint-Roch, ledit cadavre d'abord déposé dans la cour des

Princes, au Palais-Royal, puis envoyé à la basse geôle.

17 juillet 1791 (onze heures du soir).
Minutes (3 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2366. — Lettre du département des travaux publics au commissaire de police de la section, le priant d'indiquer les endroits qui devront recevoir exclusivement les affiches des lois et actes de l'autorité publique.

18 juillet 1791.
Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2666, fol. 357.

2367. — Procès-verbal d'arrestation du sieur Louis Revigner, garçon cordonnier, qui faisait des motions incendiaires sous la voûte du vieux Louvre, récriminant sur la conduite tenue par la garde nationale au Champ de Mars et disant que la loi martiale n'avait pas été annoncée.

18 juillet 1791.
Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2368. — Procès-verbal dressé contre le sieur Dominique Bayle, ex-valet de chambre de Mme d'Albany, pour propos insultants contre la garde nationale, avec attestation de son patriotisme.

18 juillet 1791.
Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2369. — Procès-verbal d'arrestation du sieur Jean Vigoureux, monteur de boucles sur le Pont Neuf, pour avoir tenu des propos aussi faux que calomnieux sur l'affaire du Champ de Mars, pour avoir dit notamment « que le Champ de Mars était teint de sang, les arbres criblés de balles, que la garde soldée n'avait pas tiré, que le massacre avait été fait par les bourgeois, et qu'un grenadier de Saint-Marceau avait tué sa propre femme qui était enceinte. »

18 juillet 1791.
Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2370. — Procès-verbal d'arrestation du sieur André Clauser, coiffeur, pour avoir dit hautement et avec affectation que la loi martiale n'avait pas été publiée au Champ de Mars et que cependant on y avait assassiné une quantité considérable de citoyens.

18 juillet 1791.
Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2371. — Envoi à l'Abbaye du sieur Brun-Delafond, avocat, arrêté pour avoir tenu des propos incendiaires dans le café de Foy.

18 juillet 1791.
Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2372. — Procès-verbal d'arrestation du sieur Philippe Moisson, graveur, qui avait tenu, rue Saint-Honoré, dans un groupe des propos indiscrets, se plaignant de ce qu'on n'avait pas proclamé la loi martiale et déclarant qu'il avait failli être assassiné par la garde nationale en se sauvant à travers les balles.

18 juillet 1791.
Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2373. — Procès-verbal d'arrestation du sieur Julien Geri, garçon orfèvre, qui avait blâmé la conduite de la garde nationale au Champ de Mars.

18 juillet 1791.
Minutes (2 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2374. — Envoi par le secrétaire-greffier de la municipalité de Paris de la liste des citoyens patentés, qui doit être affichée dans la section, avec procès-verbal de l'affichage dans l'église de Saint-Roch.

19 juillet 1791.
Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2375. — Procès-verbal d'arrestation et interrogatoire du sieur Jacques-Marie Joux, frotteur, qui se trouvait sur l'autel de la

patrie, au Champ de Mars, le 17 juillet, et prétendait avoir vu la garde nationale tirer sur le peuple, avant la proclamation de la loi martiale.

19 juillet 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2376. — Déclaration relative à un dépôt clandestin de fusils à l'hôtel de Suffren, rue de Richelieu.

19 juillet 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2377. — Procès-verbal d'arrestation d'une cuisinière qui tenait des propos incendiaires dans le jardin du Palais-Royal, s'apitoyant sur le Roi et blâmant la conduite de la garde nationale.

19 juillet 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2378. — Procès-verbal d'arrestation d'un ouvrier tablettier, échauffé par la boisson, qui faisait des motions incendiaires au Palais-Royal, s'écriant : « Nous sommes dix mille ouvriers, nous nous tournerons du côté des aristocrates et alors les habits bleus auront beau jeu ; » lequel ouvrier avait failli être écharpé par le peuple en fureur.

19 juillet 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2379. — Procès-verbal d'arrestation d'une femme qui tenait aux Tuileries, dans la cour du Manège, la place du Carrousel et le jardin du Palais-Royal, les propos les plus incendiaires contre l'Assemblée nationale, la municipalité et la garde nationale, n'exceptant que Robespierre, Reubell, Pétion, Danton et Marat.

19 juillet 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2380. — Lettre du département de police, envoyant des instructions au commissaire de la section pour la délivrance des certificats concernant les permissions de visiter les prisonniers, afin de prévenir les évasions, fabrications et falsifications dans les prisons.

22 juillet 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2381. — Déclaration relative à l'émission de faux billets de la Caisse patriotique dans une maison de jeu, au Palais-Royal, par le sieur Cassaboy, étudiant en médecine, qui payait son enjeu avec ces billets.

23 juillet 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2382. — Lettre du département de police, donnant avis que de prétendus commissaires mettent à contribution les maisons religieuses et se présentent chez les particuliers sous prétexte de secours à donner aux veuves de ceux qui ont été tués au Champ de Mars.

23 juillet 1791.

Minute signée, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2383. — Lettre du département des travaux publics, demandant l'envoi des mémoires des tapissiers employés à tendre, lors des processions de la Fête-Dieu, les façades et murs de clôture des communautés religieuses dans l'étendue de la section.

23 juillet 1791.

Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2666, fol. 360.

2384. — Déclaration du sieur Charles Le Grand au sujet d'une boutique, par lui louée pour l'établissement d'un jeu de billard au sieur Le Maire, qui y a installé une salle de danse et de jeu.

26 juillet 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2385. — Lettre du maire de Paris et du département de police, demandant que, dans la première assemblée de la section, tous les honnêtes et bons citoyens soient invités à

signaler les maisons de jeu, pour arriver à la répression des jeux de hasard.

26 juillet 1791.

Original signé, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2666, fol. 361.

La plupart des journaux appelèrent l'attention de la municipalité sur les maisons de jeu du Palais-Royal, en tête le *Courrier* de Gorsas, qui ne cessait de signaler ces infâmes tripots à la vindicte publique; Brissot, dans son *Patriote français*, n° du 2 juillet 1791, ne craignit point de blâmer énergiquement un maire *insouciant* et une police municipale *léthargique*, qui toléraient, permettaient le crime; il termine son article par cette objurgation : « Vous connaissez ces iniquités, magistrats du peuple, vous laissez triompher la scélératesse; quittez, quittez l'écharpe civique, ou écoutez la voix des honnêtes gens qui demandent justice à grands cris. »

2386. — Plainte du sieur Ambroise Rose, marchand épicier, qui avait été assailli à coups de bâton à l'entrée d'un jeu de biribi, tenu par le sieur Bussy, rue de Richelieu, où il avait perdu une somme importante, la veille, et avait manifesté de l'humeur en voyant la banque se fermer après sa déconfiture.

27 juillet 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2387. — Lettre du département de police, invitant le commissaire de la section à restreindre la délivrance de certificats pour le balayage, le nombre des balayeurs étant réduit à quatre cents.

27 juillet 1791.

Minutes (3 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2388. — Procès-verbal de dépôt de quarante-et-un faux billets de la Caisse patriotique, reçus en payement par le sieur Pierre-Firmin Bellenger, paulmier, de joueurs au billard.

28 juillet 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2389. — Lettre du département de police, annonçant la nomination de douze agents spécialement chargés de rechercher les personnes étrangères, surtout celles qui sont domiciliées dans les maisons et appartements des émigrés, avec lettre du 2 septembre, recommandant de tenir à jour l'état des individus logés dans les garnis.

29 juillet 1791.

Minutes signées (2 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2390. — Procès-verbal relatif aux menaces adressées par un particulier aux commissaires de la section, qui avaient mandat de procéder au recensement.

29 juillet 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2391. — Lettre du département de police au commissaire de la section, le priant de faire passer toutes les déclarations qu'il aurait reçues relativement aux faux assignats de 2,000 francs.

29 juillet 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2392. — Déclarations des sieurs Joseph Durolin et Fleury Gumgard, maîtres paulmiers au Palais-Royal, au sujet de l'ouverture, à l'entresol de la maison qu'ils occupent, d'un jeu de biribi, qui leur est infiniment préjudiciable.

29, 31 juillet 1791.

Minutes (2 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2393. — Lettre de M. Dubu de Longchamp, administrateur des postes et messageries, concernant les vues de M. Brullée.

29 juillet 1791.

Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2673, fol. 159.

2394. — États de la Caisse patriotique de la section, au 29 juillet et au 24 août 1791.

Minutes (2 p.), *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2673, fol. 160, 171.

2395. — Pétition de Joseph O'Croly, capitaine d'infanterie à Quimper, demeurant à Paris, hôtel de Gaston, rue Traversière, pour obtenir son inscription sur la liste des

citoyens actifs et son incorporation dans une compagnie, sans être obligé de prendre son logement hors d'un hôtel garni, et lettre du sieur Mainget, donnant le résultat des informations recueillies sur ce capitaine, qui se trouve dans la plus profonde misère.

30 juillet, 10 décembre 1791.

Minutes (2 p.), *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2673, fol. 194, 207.

2396. — Lettre des commissaires du comité de bienfaisance établi à l'Hôtel de Ville, priant de faire dresser un état des pauvres que renferme la section, en indiquant le nombre de ceux qui habitent dans chacune des paroisses.

31 juillet 1791.

Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2666, fol. 364.

2397. — Lettre de Mme Leyris, présidente de la Société des Dames patriotiques, dites des Amies de la vérité, renouvelant la demande, déjà adressée à la section, pour l'adjonction de deux dames à leur œuvre.

Juillet 1791.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2673, fol. 163.

2398. — Lettre du maire de Paris priant, pour l'exécution de la loi qui ordonne le recensement, de s'abstenir de toutes visites dans les maisons d'ambassadeurs, ministres et chargés d'affaires des princes étrangers, lesquelles sont privilégiées.

1er août 1791.

Original signé, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2666, fol. 365.

2399. — Procès-verbal de perquisition domiciliaire chez le sieur Berry, rue d'Argenteuil, au sujet de la fabrication de faux louis.

2 août 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2400. — Déclaration du sieur Pierre Jousserau, limonadier, tenant le café de Foy, à l'effet de signaler la tenue d'un jeu de biribi dans l'appartement occupé depuis cinq ans par le sieur Artault, censeur royal.

2 août 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2401. — Déclaration du sieur Nicolas Aubertault, portier de l'hôtel de la Feuillade, qui se plaint d'avoir été complètement dépouillé de 15 livres en billets, cachés dans sa chemise, par les joueurs d'un jeu de parfaite égalité, dans une boutique du passage de Valois.

2 août 1791.

Minutes (2 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2402. — Lettres du commissaire de police aux sieurs Lebrun et Cheradame, exigeant l'enlèvement des gravats et immondices provenant des réparations aux bâtiments du Palais-Royal, qui encombrent le passage de Valois.

3 août 1791.

Minutes (2 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2403. — Plainte du sieur André Boyron, commerçant, rue des Boucheries-Saint-Honoré, qui était venu au foyer du spectacle Montansier réclamer un chien que la dame Barayer, actrice de ce spectacle, prétendait garder, et qui avait été roué de coups par le sieur Moreau, mulâtre, attaché au théâtre.

3 août 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2404. — Déclaration du sieur Jean-Louis David, fripier tailleur au Palais-Royal, dénonçant l'établissement d'un jeu de biribi dans un appartement au premier étage, par lui sous-loué au sieur Labbé-Buinet, restaurateur.

4 août 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2405. — Lettre du commissaire de police au garde des sceaux, demandant l'envoi des décrets de l'Assemblée nationale concernant

le timbre et l'enregistrement des actes ainsi que de tous décrets relatifs à la police et à l'ordre judiciaire.

4 août 1791.

Minute, A. P., Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2406. — Lettre du département de police au commissaire de la section, pour tenir la main à ce que les habitants arrosent le devant de leurs maisons, deux fois par jour, mais sans faire usage de l'eau croupissante des ruisseaux.

6 août 1791.

Minute, A. P., Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2407. — Lettre du receveur des amendes au sieur Besombes, l'invitant à payer l'amende de 1,000 livres à laquelle il a été condamné par sentence du tribunal de police, du 30 juillet 1791, pour tenue de jeux prohibés.

6 août 1791.

Minute, A. P., Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2408. — Procès-verbaux de saisie du matériel de jeux de biribi et de parfaite égalité dans deux boutiques du passage de Valois.

8, 9 août 1791.

Minutes (2 p.), A. P., Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2409. — Lettre du commissaire de la section aux administrateurs du département de police, demandant l'enlèvement, par les soins du département des travaux publics, des immondices qui encombrent le passage de Valois, avec réponse conforme du département de police.

9, 11 août 1791.

Minutes (2 p.), A. P., Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2410.— Lettre du département de police, annonçant que, pour faciliter la distribution du numéraire, le ministre en fait mettre à la disposition des quarante-huit sections et que celle du Palais-Royal recevra, pour la distribution du lendemain, 180 livres, ajoutant qu'un registre sera ouvert pour l'inscription des noms de ceux qui auront reçu des espèces, en échange d'assignats, avec lettre du sieur de La Marche, premier commis de la Trésorerie, à ce sujet.

9, 11 août 1791.

Minutes signées (2 p.), B. N., Mss., nouv. acq. fr. 2666, fol. 366.

2411. — Déclaration du sieur Saint, sergent-major du bataillon de Bonne-Nouvelle, au sujet d'une contestation avec le portier d'une maison de jeu au Palais-Royal, qui lui avait prêté sur sa montre quatre louis pour lui permettre de tenter encore les hasards de la fortune, et réclamait une somme exagérée.

10 août 1791.

Minute, A. P., Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2412. — Procès-verbal de saisie de jeux de roulette dans une des caves de l'hôtel de Londres, rue Montpensier, qui ont été mis en pièces.

11 août 1791.

Minute, A. P., Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2413. — Procès-verbal d'enlèvement et de pesée des cloches de l'église des Jacobins.

11 août 1791.

Minute, A. P., Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2414. — Procès-verbal d'arrestation, sous les galeries du Palais-Royal, à côté du passage Montpensier, d'un particulier, ancien employé des fermes, qui sollicitait les passants de monter dans les maisons de jeux.

11 août 1791.

Minute, A. P., Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2415. — Mémoire du sieur Boulmier, principal locataire du petit hôtel Radziwill, se plaignant de la recrudescence des jeux dans cet hôtel, déclarant que le public me-

nace de le démolir et d'y mettre le feu, et signalant l'impudence des teneurs de jeux au rez-de-chaussée et à l'entresol, qui exhibent des patentes, comme le feront bientôt aussi les filles de joie, en grand nombre dans la maison, avec lettre du département de police, recommandant de procéder à une visite scrupuleuse.

12 août 1791.

Minutes (4 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

Gorsas, dans son *Courrier des 83 départements* (t. XXVI, n° X, p. 157), à propos de la destruction des baraques du passage Radziwill par le peuple ameuté, traite ce Boulmier de scélérat, qui louait les places 10, 12 et 15 livres.

2416. — Procès-verbal dressé par les commissaires chargés de procéder au recensement dans la section du Palais-Royal, contre un cuisinier sans place, indûment revêtu de l'uniforme de garde national.

12 août 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2417. — Plainte d'un étalier boucher contre sa femme qui, non contente de se livrer à la débauche la plus scandaleuse avec les grenadiers, soldats et tambours des compagnies du centre, notamment du bataillon de l'Oratoire, menace constamment de le faire assassiner.

12 août 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2418. — Lettre du département de police, priant de n'envoyer à l'Abbaye aucun soldat du centre arrêté sans en avertir un officier de sa compagnie, afin de ne point faire conduire dans cette prison de déserteurs ou d'individus chassés de la garde nationale.

13 août 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2419. — Procès-verbal de saisie d'un tableau de biribi et d'autres objets servant au jeu chez un limonadier du passage Montpensier.

13 août 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2420. — Lettre du département de police au commissaire de la section, l'invitant à veiller à ce que les théâtres ne donnen point de représentation le 15 août, a moins de jouer au profit des pauvres et de verser la totalité de la recette entre les mains du commissaire.

14 août 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2421. — Lettres de M. Desmousseaux, procureur syndic adjoint de la Commune, recommandant un jeune homme pour un emploi dans le comité, annonçant la convocation des électeurs du département pour le 26, ainsi que la condamnation du sieur Rosière, par le tribunal de police, à 100 francs d'amende.

14, 16 août 1791.

Minutes signées (3 p.), *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2666, fol. 369, 370.

2422. — Procès-verbal de transport en l'église de Saint-Roch, à l'effet de constater l'état de la bannière des processions, qui a été déchiquetée avec un couteau, et dont il n'est resté que le tableau en peinture avec le derrière en damas cramoisi.

15 août 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2423. — Requête du sieur Édouard-François Simon fils, secrétaire du prince de Hesse, à l'effet d'obtenir la permission de porter des armes pour se défendre contre les attaques du sieur de Sainte-Luce, qui le cherchait partout pour lui demander des explications au sujet d'un article paru dans la feuille de Gorsas, numéro du 14 août 1791, lequel Sainte-Luce était toujours muni d'une canne à épée et d'une paire de pistolets.

16 août 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-

verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

Dans une lettre adressée à l'auteur du *Courrier des 83 départements* (t. XXVII, nº XIV, p. 216), Simon fils, grenadier du bataillon de Saint-Roch, lui demandait ironiquement « quels rapports le terrible Sainte-Luce pouvait avoir avec le sieur Pointearré, officier de la cavalerie parisienne, le sieur Gauthier, ancien garde-du-corps, et quelques autres chevaliers de la Sainte-Ampoule, qui lisaient tout haut sous la rotonde du café de Foy la *Gazette de Paris*, l'*Ami du Roi*, le *Journal de la Cour et de la Ville* et autres papiers salissant ce café ». Cette lettre était accompagnée de commentaires fort injurieux de Gorsas pour le champion Sainte-Luce, dont il rappelait les prouesses. Dans le numéro du 16 août 1791 (p. 249), le même Gorsas rapporte la conversation échangée au corps de garde de Saint-Roch entre le sieur Sainte-Luce, qui vint y présenter sa figure à camouflets, et le sieur Simon.

2424. — Procès-verbal dressé au sujet du tumulte scandaleux occasionné dans le jardin du Palais-Royal, près du bassin, par quatre royalistes, notamment par le sieur François-Firmin Hébert, chevalier de Malte, et le sieur François-Henry-Athanase Ségur, ex-officier du régiment d'Orléans, qui s'étaient pris de querelle avec des patriotes, et leur avaient adressé cette apostrophe injurieuse : « Ce sont des patriotes, c'est tout dire, c'est de la canaille. »

16 août 1791.

Minutes (2 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

Le *Courrier des 83 départements*, par Gorsas (t. XXVII, nº XVIII, p. 277), consacre tout un article à l'*événement du café de Foy* et donne les plus curieux détails sur la mêlée sanglante qui eut lieu à la rotonde de ce café, le réceptacle de l'aristocratie, paraît-il; mêlée dans laquelle la garde nationale de Saint-Roch, accourue pour rétablir l'ordre, fut fort malmenée par le sieur de Ségur et ses compagnons et obligée de dégaîner pour repousser les cannes à poignard et à sabre des chevaliers de la contre-révolution.

2425. — Procès-verbal dressé contre un maître brodeur, âgé de cinquante-deux ans, qui, dans le chœur de l'église de Saint-Roch, pendant la grand'messe, s'était livré à des attouchements déshonnêtes sur un jeune garçon de douze ans et demi.

16 août 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2426. — Procès-verbal d'arrestation du sieur Jean-Louis Fiévez, ancien caissier de la trésorerie des secours, pour avoir déchiré une affiche portant pour titre : le *Chant du coq* et injurieuse pour la Société des Amis de la constitution.

16 août 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2427. — Procès-verbal d'arrestation d'un serrurier et ancien commis dans la serrurerie des bâtiments du Roi, convaincu d'avoir volé au café de Foy une petite cuillère d'argent, marquée d'un côté au nom du café de Foy et de l'autre au nom du sieur Jousseran, qu'il avait cherché à vendre chez Odiot, orfèvre.

17 août 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

D'après le *Courrier*, de Gorsas (t. XXVII, nº XVII, p. 269), M. Jousseran, propriétaire du café de Foy, était indigné de voir son pavillon métamorphosé en antre de Cacus; en effet, il ne se passait presque pas de jour, dit Gorsas, qu'on ne lui volât des cuillères à café, ou qu'on ne lui emportât ce qui lui était dû.

2428. — Procès-verbal d'arrestation d'un gagne-denier, sorti le matin de la Force, où il avait été enfermé deux ans, qui, en chemise, faisait des motions incendiaires dans la grande cour du Palais-Royal, traitant le Roi de gueux et de coquin et se vantant de mettre le feu, le soir même, où bon lui semblerait.

17 août 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2429. — Procès-verbal d'arrestation de deux compagnons imprimeurs qui avaient grossièrement injurié les musiciens de l'orchestre du café du Caveau au passage du Perron, leu demandant de jouer divers airs, entre autres celui de Nina, et les interpellant en ces termes : « Allons donc, jouez, Savoyards, vous êtes payés pour cela. »

17 août 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2430. — Lettre de la Société des Amis de la Constitution, séante aux Jacobins, transmettant le signalement d'un individu qui devait se rendre à Paris pour l'exécution d'un projet sinistre.

19 août 1791.

Minute non signée, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2431. — Procès-verbaux de saisie de livres ornés de gravures obscènes, étalés sous les galeries formant le pourtour du spectacle des Variétés, notamment, des *Pantins des boulevards*, du *Cantique des cantiques*, de *Gouberdon*, des *Religieux et Religieuses*, de *la Tourière des Carmélites*, de *la Vie privée et publique du ci-derrière marquis de Villette*, des *Fouteries chantantes*, du *Triomphe de la fouterie*, d'*Une Épigramme de J.-B. Rousseau*, d'*une Ode et d'un Hymne à Priape*, de *la Matinée des boudoirs*, de *l'Art de la nature*, du *Rideau levé ou de l'Éducation de Laure*, d'un *Catéchisme libertin*, de *l'Année galante*, des *Étrennes aux fouteurs*, de *Thérèse philosophe*, des *Travaux d'Hercule*, des *Enfants de Sodome*, de *la Messaline française*.

19 août 1791.

Minutes (2 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

Les Pantins des boulevards ou les Bordels de Thalie, confessions paillardes des tribades et catins des tréteaux du boulevard, recueillies par le compère Mathieu, etc., ouvrage aussi utile qu'agréable, dédié à tous les baladins de la fin du XVIIIe siècle, par leur espion ordinaire. Paris, de l'imp. de Nicodème dans la lune, 1791, pet. in-12, avec gravures. Cf. *Bibliographie des ouvrages relatifs à l'amour, aux femmes, au mariage*, t. V, p. 419.

Le Cantique des cantiques, enfin expliqué, avec des notes interprétatives du véritable sens qu'on doit lui donner, par Dom Chenavrer, religieux de la Grande-Chartreuse de Grenoble, dédié à M. Gobel, maintenant évêque à Paris. Paris, 1791, 1 vol. in-18 de 70 pages, 3 gravures obscènes, ouvrage philosophique et antireligieux, très rare.

Le Triomphe de la fouterie ou les Apparences sauvées, comédie en 2 actes, en vers (auteur inconnu). *S. l. n. d.*, in-18 de 31 pages, figures, pièce très libre et stupide. Cf. *Bibliographie des ouvrages relatifs à l'amour, aux femmes, au mariage*, t. VI, p. 352.

Catéchisme libertin, à l'usage des filles de joie et des jeunes demoiselles qui se décident à embrasser cette profession. Luxuriopolis, 1791, in-18 de 72 pages et 6 figures coloriées. Cf. *Bibliographie des ouvrages relatifs à l'amour, aux femmes, au mariage*, t. II, p. 142.

2432. — Procès-verbal d'arrestation du sieur Jean-Pierre Dalmagne, cocher du ci-devant comte d'Orglande, qui n'avait point de cocarde à son chapeau et avait répondu à un factionnaire « qu'il pouvait aller se faire foutre avec sa sacrée cocarde ».

20 août 1791.

Minute signée, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2433. — Procès-verbal de saisie d'un jeu prohibé sur la place du Palais-Royal, au coin de la rue Fromenteau, où deux paysans venaient de perdre environ 18 livres.

20 août 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2434. — Lettre de M. Cahier, procureur syndic adjoint de la Commune, invitant le commissaire de police de la section à empêcher la continuation du nouveau jeu établi par le sieur Paulus dans le petit hôtel Radziwill, qui tend à faire renaître les désordres affreux régnant dans cette maison par suite de la multiplicité des jeux, avec une lettre du sieur Boulmier, principal locataire de l'hôtel, signalant ce tripot.

22 août 1791.

Minute et copie (2 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2435. — Procès-verbal d'arrestation, sur la plainte générale du public, d'un particulier qui offrait en vente au Perron des louis d'or à raison de 6 livres pièce.

22 août 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2436. — Lettre du sieur Collin, avoué, rue de Richelieu, se plaignant d'avoir été oublié par les commissaires chargés du recensement.

22 août 1791.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2673, fol. 169.

2437. — Dénonciation par le sieur Jean Aubert, papetier, d'un jeu de biribi dans un entresol communiquant avec la boutique du sieur Poupart, chapelier au Palais-Royal, qui favorise l'évasion des joueurs du côté des galeries.

23 août 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2438. — Procès-verbal de saisie sur une vendeuse de livres dans le Palais-Royal de divers imprimés, notamment, du *Post-scriptum d'une lettre de M. Lally-Tollendal à M. Burcke*, d'une *Lettre de M. de Ferrières, député de Saumur à l'Assemblée nationale, à M. de***, ancien fermier général*, de *Louis XVI dans son cabinet, ou Mémoire pour servir à l'histoire de la révolte de France pendant les années* 1789, 1790 *et* 1791, de l'*Adresse des bons Français au Roi*, de *Point d'accommodement*, par M. H.-Alexandre Audainel.

23 août 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

Post-scriptum d'une lettre de M. le comte de Lally-Tollendal à M. Burcke, *S. l. n. d.* (9 juillet), pièce in-8°, *B. N.*, Lb³⁹, n° 5179.

V. la lettre au très honorable Edmund Burke, par le comte de Lally-Tollendal (20 juin), *B. N.*, Lb³⁹, n° 5016.

*Lettre de M. de Ferrières, député de Saumur, à M. de ***, ancien fermier général* (11 août), *S. l. n. d.*, pièce in-8°, *B. N.*, Lb³⁹, n° 5259.

Adresse des bons Français au Roi (15 août), Bruxelles, 1791, pièce in-8°, de 16 pages, AD¹ 84; *B. N.*, Lb³⁹, n° 5263.

Point d'accommodement, par M. Henri Alexandre Audainel (Emm. L.-H. Delaunay, comte d'Entraigues), *S. l. n. d.*, pièce in-8°, *B. N.*, Lb³⁹, n° 5159.

Le *Courrier des 83 départements*, par Gorsas (t. XXVII, n° XXV, p. 395), consacre un article à l'opuscule intitulé : *Louis XVI dans son cabinet*, que l'on distribuait et faisait crier dans les rues, et qui portait cette épigraphe : *Que le Roi se montre et ses ennemis seront confondus.* Gorsas en donne plusieurs extraits et ajoute ironiquement : « Ce n'est pas sans indignation que nous apprenons que des *séditieux* l'ont brûlé sous prétexte que l'on y ressuscitait la noblesse et les corps privilégiés. »

2439. — Procès-verbal de transport dans une maison de jeu du Palais-Royal, où l'un des joueurs, Jean-François Delestre, médecin, avait été maltraité et avait failli être jeté par-dessus la rampe de l'escalier, dans laquelle maison les volontaires de la garde nationale, furieux d'avoir été obligés d'enfoncer la porte, avaient brisé tout le matériel du jeu.

23 août 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

Les habitués des tripots du Palais-Royal se livraient assez fréquemment à ce genre d'exercice. Le *Courrier des 83 départements*, par Gorsas (t. XXVII, n° XVIII, p. 280), cite, à la date du 18 août, un citoyen de la section de Henri IV qui, dans une maison de jeu, fut précipité par-dessus une rampe d'escalier et tué raide.

2440. — Déclaration du sieur Jean-Frédéric Gabion, notaire, rue de Richelieu, à l'effet de signaler la tenue d'une maison de jeu par une dame de Comeyras, sa locataire.

24 août 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2441. — Procès-verbal de saisie sur un vendeur d'imprimés, au Palais-Royal, des brochures suivantes : *Anecdote municipale, élection d'un maire, Louis XVI dans son cabinet, Confession d'un député du côté gauche, Point d'accommodement.*

25 août 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2442. — Procès-verbal dressé à la suite de l'explosion d'un petit canon de cuivre jaune, qui avait éclaté dans le jardin du Palais-Royal, vis-à-vis la boutique d'un opticien, galeries de bois.

25 août 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins.)

2443. — Lettre de M. Bailly, maire de Paris, adressant un arrêté du Corps municipal relatif à la sépulture des religieuses dans l'enceinte de leurs monastères.

25 août 1791.

Original signé et extrait conforme (2 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2444. — Affichage dans l'église de Saint-Roch des second et troisième tableaux des citoyens patentés de la section, envoyés par le secrétaire-greffier de la municipalité de Paris.

26 août, 2 septembre 1791.

Minutes (3 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2445. — Lettre de M. Desmousseaux, procureur syndic adjoint de la Commune, au commissaire de police de la section, lui signalant une maison de jeu, rue Notre-Dame-des-Victoires, où l'on joue un jeu effréné, de midi à trois heures, puis, à la suite d'un grand dîner, jusqu'à neuf heures, et où, pour clôre la séance, la compagnie se transporte, rue de Richelieu, à côté de l'ancien passage de Foy, et y reste jusqu'au jour, avec réponse du commissaire et nouvelle lettre de M. Desmousseaux.

26 août, 15 septembre 1791.

Minutes (3 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2446. — Déclaration du sieur Claude-Joseph Devey, marchand chandelier, principal locataire d'une maison, rue Neuve-des-Petits-Champs, à l'effet de dénoncer la tenue d'une académie de jeu dans un appartement cédé par la dame Loutherbourg au sieur Lespagne, et dans un autre appartement la tenue d'un jeu par le sieur Aimé sur cartes d'invitation portant dîner et jeu le soir.

27 août 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2447. — Procès-verbal relatif à un coupon d'assignat faux de 15 livres, mis en circulation chez le sieur François Damouraux, limonadier, passage Montpensier, qui tient un jeu de cirque ou de roulette.

27 août 1791.

Minute, avec le coupon d'assignat faux (2 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2448. — Procès-verbal d'arrestation du sieur Paul-Louis-Antoine-Jean-Baptiste Villiers, professeur au collège de Cambrai, qui, se trouvant chez la fille Rose Sabot, dite de Lutange, femme du monde au Palais-Royal, avait accueilli et blessé d'un coup de pistolet le sieur Nicolas Dumoulin, surnuméraire de la gendarmerie nationale, son rival, au moment où il entrait chez ladite fille.

28 août 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2449. — Lettre du département de police, transmettant la déclaration d'une dame Villeneuve, qui se plaint de ce que son repos est troublé pendant la nuit par les poules que nourrit un de ses voisins et par ses chiens.

29 août 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2450. — Demande d'autorisation pour donner des bals, formée par le sieur Baladier, limonadier à l'hôtel Radziwill, rue des Bons-Enfants.

29 août 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2451. — Procès-verbal d'arrestation d'un domestique, porteur d'un faux assignat de 200 livres, dont il avait été chargé de faire le change avec d'autres assignats au passage du Perron, lequel assignat provenait de M. Delille, secrétaire de la Chancellerie.

30 août 1791.

Minute, avec l'assignat faux annexé au procès-verbal, d'une exécution remarquable, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2452. — Lettres de M. Bailly, maire de Paris, demandant de la part de M. Dufresne de Saint-Léon, des renseignements sur la situation de fortune du sieur Louis Tourneporte, ancien commis au bureau des haras, et de la dame Noyerre, avec réponses du commissaire.

30, 31 août 1791.

Minutes (4 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2453. — Procès-verbal de descente dans une maison de jeu au Palais-Royal, où l'on avait accès au moyen de cartes portant cette mention : *Nouvelle Société bourgeoise au grand salon doré, n° 33, au Palais-Royal*, avec correspondance du procureur syndic de la Commune et du département de police, une note des maisons tenant des jeux de hasard et un jugement du tribunal de police, condamnant les sieur et dame Poupart à 3,000 livres d'amende pour tenue d'un jeu de biribi.

30 août 1791.

Minutes (1 doss.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2454. — Déclaration du sieur Pierre-Louis Delâtre, papetier, rue Sainte-Anne, au sujet de faux bons de 50 sols, fabriqués avec la bande indiquant son adresse, qu'il employait à couvrir les sixains de cartes.

2 septembre 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2455. — Déclaration du sieur Jean Bonnaire, chargé de recette à la Caisse d'Escompte, au sujet d'un faux assignat de 2,000 livres, à lui remis par le sieur Le Comte, marchand de drap au Palais-Royal, qui le tenait d'un joueur.

2 septembre 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2456.—Lettre du département de police, invitant le commissaire de la section à ne pas trop user de sévérité à l'égard des boulangers dont les pains pèseraient deux ou trois onces de moins que le poids légal, et surtout à ne pas couper les pains, comme le font certains commissaires, à la vue du peuple, ce qui surexcite les esprits.

3 septembre 1791.

Minute signée, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2457. — Lettre du secrétaire-greffier de la municipalité au commissaire de la section, le prévenant que l'afficheur de la municipalité a ordre de placarder à sa porte tous les arrêtés dont l'affichage est prescrit.

5 septembre 1791.

Minute. *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2458. — Dénonciation par le sieur Jean-Baptiste d'Arnaudery, bijoutier, marchand de boutons au Palais-Royal, galerie de pierre, du côté du passage Montpensier, d'une maison de jeu ouverte dans un entresol qu'il avait loué à trois individus pour y établir un club des Amis de la constitution.

6 septembre 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2459. — Lettre du département de police au commissaire de la section, l'invitant à laisser toute liberté aux directeurs et entrepreneurs de spectacles de jouer le jour de la fête de la Vierge.

7 septembre 1791.

Minute signée, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2460. — Lettre du département de police au commissaire de la section, demandant l'envoi quotidien de l'état du prix de vente du pain, qui ne peut être laissé à l'arbitraire des boulangers.

9 septembre 1791.

Minute signée, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2461. — Procès-verbal de contravention dressé contre une mercière et des ouvriers maçons pour la non-observation des règlements de police concernant la révérence due au jour du dimanche.

11 septembre 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2462. — Déclaration de la dame Jeanne Saint-Marc, veuve Doucet, portant qu'elle a sous-loué une partie de son appartement, cour Saint-Guillaume, au sieur Ducoudray,

officier en retraite, pour y recevoir une société d'amis, et qu'en réalité on y joue au biribi.

12 septembre 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2463. — Lettre de M. Bailly, maire de Paris, faisant part au commissaire de police des alarmes éprouvées par les sœurs de charité de la paroisse de Saint-Roch, qui craignent d'être victimes de certaines machinations, et l'invitant à leur garantir la sécurité nécessaire pour la continuation des soins qu'elles donnent aux malades indigents.

12 septembre 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2464. — Lettres du département de police au commissaire de la section, demandant l'envoi des brochures et gravures obscènes énumérées dans les procès-verbaux de saisie dressés contre les femmes Guillemine et Feuillet, ayant un étalage, galerie des Variétés, avec accusé de réception de ces imprimés.

13, 22 septembre, 15, 23 octobre 1791.

Minutes (4 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2465. — Lettres du département de police au commissaire de la section, à l'effet d'inviter les citoyens à illuminer leurs maisons en réjouissance de l'acceptation de la Constitution par le Roi, et annonçant que, pour l'illumination des Tuileries et des Champs-Elysées, la circulation des voitures sera interrompue dans les rues adjacentes de cinq heures à onze heures.

13, 14 septembre 1791.

Minutes signées (3 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

Cf. la *Chronique de Paris*, numéros des 18 et 19 septembre.

2466. — Lettre du département des travaux publics au commissaire de police de la section, indiquant les mesures à prendre au sujet de l'enlèvement des boues, gravois et matériaux dans les rues du quartier et donnant l'itinéraire du cortège qui se rendra au Champ de la Fédération.

16 septembre 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2467. — Lettre du département de police, chargeant le commissaire de la section de faire disparaître des étalages toutes les estampes et gravures injurieuses pour le Roi ou rappelant sa fuite à Varennes.

16 septembre 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2468. — Lettre du maire de Paris, invitant à la proclamation de la Constitution, qui sera faite au Champ de Mars, le dimanche 18 septembre.

16 septembre 1791.

Original signé, *B. N.*, Mss. nouv. acq. fr. 2666, fol. 375.

2469. — Déclaration du sieur de Cigongne, député de Saumur à l'Assemblée nationale, au sujet du vol de son portefeuille dans le salon des tableaux du Louvre et des soupçons qu'il fait planer sur l'un des individus qui l'avaient serré de près.

21 septembre 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins.)

2470. — Plainte en escroquerie et abus de confiance par le sieur Armand Dulau, ancien colonel du régiment de Champagne, contre le sieur Maurice-Joseph-Jérôme Mas de Saint-Maurice, à qui il avait confié pour 51,000 livres de traites, afin de les négocier.

22 septembre 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2471. — Dénonciation par le sieur Jarisse d'une marchande de papiers, dans une boutique en entrant par la rue Saint-Honoré, qui vend des livres obscènes et les laisse lire à sa fille, âgée de douze ans, laquelle,

par suite de ces mauvaises lectures, est tombée dans le libertinage le plus éhonté.

22 septembre 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2472. — Lettre du département de police, priant le commissaire de la section de recevoir les déclarations qui lui seront faites par les inspecteurs du nettoyement chargés de constater les contraventions relatives à la liberté et propreté de la voie publique.

24 septembre 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2473. — Lettre du département de police, invitant le commissaire de la section à se transporter chez les boulangers, afin d'y vérifier la qualité du pain, et à dresser procès-verbal pour les farines insalubres qu'il trouvera, farines qui devront être délivrées aux amidonniers.

29 septembre 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

Cf. les articles des 8 et 13 septembre 1791 que Gorsas consacre à la question des subsistances, où il signale la mauvaise qualité des farines, « non seulement gâtées, mais encore nuisibles à la santé et même à la vie », et analyse une importante délibération de la section des Postes contre les accaparements de la municipalité de Paris (*Courrier des 83 départements*, t. XXVIII, n° VIII, p. 119; n° XIII, p. 198). V. également le tome Ier de notre Répertoire, nos 3355 et 3360.

2474. — Lettre de M. Toublanc, commissaire de police de la section, au caissier de l'Extraordinaire, lui envoyant un assignat de 200 livres douteux pour en faire la vérification.

30 septembre 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

2475. — Mémoire pour le sieur Kessler, ébéniste, natif de Vienne, se plaignant de l'enlèvement de son jeu de cirque, qui le réduit à la misère.

1791.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2673, fol. 26.

§ 32. — Section de la *Place-Louis XIV*.

2476. — Réclamation du sieur Borgia, commerçant italien, arrêté le 22 juillet 1789 sur le perron de la rue Vivienne, emprisonné et dépouillé de ses effets par la section de Louis XIV.

27 janvier 1790.

Minute signée, *A. N.*, D XXIX 84.

2477. — Lettre du procureur syndic de la Commune, déclarant qu'il ne s'oppose point à la nomination, par la section, de son juge de paix, mais qu'il ne peut faire de convocation particulière.

10 novembre 1790.

Copie, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2671, fol. 210.

Le juge de paix de la section de la Place-Louis XIV, en 1791, était M. Bruneau.

2478. — Procès-verbal d'arrestation du sieur Rotondo, en vertu d'un décret de prise de corps signifié par le sieur Damiens, huissier, et d'apposition de scellés en son domicile, rue des Vieux-Augustins, chez le sieur Brou, fayencier.

7 décembre 1790.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Mail).

2479. — Procès-verbal de transport dans un appartement, rue des Fossés-Montmartre, loué par M. de Livry, capitaine de cavalerie au régiment de Royal-Cravate, dénoncé comme donnant clandestinement à jouer, avec saisie des enjeux.

16 décembre 1790.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Mail).

2480. — Réception par l'Assemblée nationale d'une députation de deux cents élèves de l'institution civile, militaire, nationale et gratuite établie en la section de Louis XIV, venue présenter ses hommages.

23 décembre 1790.

Minute, *A. N.*, C 48, n° 470.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XXI, p. 612, et tome Ier de notre Répertoire, n° 2968.

2481. — Registre de correspondance de la section, de janvier 1791 à juillet 1792.

Original, *A. S.*, Vbis II, Sections de Paris.

2482. — Procès-verbal de saisie sur un colporteur de vingt-et-un exemplaires d'un imprimé intitulé : *Grande Colère du Père Duchesne*, de l'imprimerie de Tremblay, rue Basse-du-Rempart, n° 11.

28 janvier 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Mail).

La Grande Colère..., la Grande Joie du Père Duchesne, est le titre du journal d'Hébert, qui parut de 1790 à 1794 et qui sortait de l'imprimerie de Tremblay, très probablement le propriétaire du journal.

V. à ce sujet la notice insérée dans la *Bibliographie de la presse périodique française*, p. 192.

2483. — Procès-verbal de transport dans un jeu de biribi, à l'entresol du n° 35 de la rue du Mail, fermé par une grille de fer, où l'on n'entrait qu'avec des cartes conçues en ces termes :

Société bourgeoise, rue du Maille, n° 35,
entre le sellier et le parfumeur.
On n'entre point sans cette carte.
A Paris.

7 février 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Mail).

2484. — Procès-verbal d'arrestation et interrogatoire de l'abbé Cazeneuve, docteur en théologie de l'université de Toulouse, se disant évêque élu du département du Cher, qui avait escroqué 300 livres à Gabriel de Cussy, député du Calvados, président du Comité des Monnaies.

5 avril 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Mail).

2485. — Procès-verbal relatif à l'arrestation par le peuple de deux vendeurs d'argent, conduits à l'Hôtel de Ville, lesquels déclarent avoir acheté de l'argent à neuf et demi pour cent.

14 mai 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Mail).

2486. — Procès-verbal de translation de la châsse contenant les reliques de Saint-Honoré et de Saint-Clair, de l'église Saint-Honoré dans l'église paroissiale de Saint-Augustin, faite en grande pompe, avec l'assistance de la garde nationale et au milieu d'une affluence considérable de citoyens.

21 mai 1791.

Copie, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Mail).

2487. — Procès-verbal d'arrestation par le sieur Delaborde, agent de police, du sieur Jean-Baptiste Poupart, dit de Beaubourg, et de perquisition dans ses papiers, en vertu d'ordre du Comité des recherches de l'Assemblée nationale.

26 mai 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Mail).

Le 10 avril précédent, Jean-Baptiste Poupart-Beaubourg avait envoyé une pétition au comité de la section du Palais-Royal, transmettant copie de ses adresses au comité de recherches de la Ville, de sa deuxième lettre en réponse à celle du ministre de la justice avec deux libelles infâmes dirigés contre lui, et réclamant justice.

Minute signée, *B. N.*, Mss. nouv. acq. fr. 2673, fol. 22.

Poupart de Beaubourg était impliqué dans une grave affaire de contrefaçon d'assignats ; il fut incarcéré à l'Abbaye, où il resta au secret pendant plus de deux mois.

2488. — Procès-verbal dressé contre un grainetier qui avait ouvert sa boutique le jour de la Pentecôte, refusant de se conformer aux règlements de police et déclarant au commissaire que « ceux qui lui avaient donné de pareils ordres étaient des foutus bêtes. »

12 juin 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Mail).

2489. — État des sommes chargées au bureau de Flandre et de Picardie pour Valenciennes et pour Lille, avec décision du commissaire de police de la section, suspendant, de concert avec les administra-

teurs des Messageries, tout transport d'espèces.

21 juin 1791.

Minute signée, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Mail).

2490. — Dépôt à l'arsenal du bataillon de dix fusils se trouvant en la possession du sieur Grandpré, rue du Mail.

21 juin 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Mail).

2491. — Procès-verbal de la remise de lettres de M. de Nantouillet à l'adresse du sieur Lebeau, en vertu d'ordre du Comité des recherches, et déclaration du sieur Lebeau établissant qu'il ignorait le départ du Roi avant que la nouvelle en fût répandue dans le public.

22 juin 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Mail).

2492. — Procès-verbal d'arrestation d'un mendiant qui avait vociféré des injures grossières contre le Roi et la Reine.

24 juin 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Mail).

2493. — Procès-verbal relatif aux scènes de désordre qui se sont produites dans les baraques du passage Radziwill, où tout a été brisé par la garde nationale, ce qui a nécessité l'intervention de M. Bailly et de MM. Vigner et Perron, administrateurs au département de police, avec déclaration du sieur Goblet, professeur d'écriture, portant qu'il existe sept jeux prohibés dans le rez-de-chaussée de l'hôtel du côté de la rue de Valois, huit du côté de la rue Neuve-des-Bons-Enfants, et quatre à l'entresol.

7 juillet 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Mail).

Gorsas, dans le numéro du 8 juillet de son *Courrier*, annonçait sommairement cet incident : « Hier au soir, enfin, la hache a été portée dans les cavernes du passage Radziwill. » Le 10 juillet, il rendit compte de la destruction de ces baraques, accomplie en un clin d'œil par les soldats du bataillon de Saint-Roch. Le maire Bailly, accouru vers cinq heures, blâma la conduite de la garde nationale, sous le vain prétexte qu'elle avait attaqué les propriétés (*Courrier des 83 départements*, t. XXVII, nº XXVII, p. 127, 157). D'après Gorsas, il y avait plus de soixante coupe-gorges dans le passage Radziwill, gardés par des cerbères effrayants qui y volaient ou assassinaient les passants depuis plus de trois mois. Suivant la *Chronique de Paris*, numéro du 3 juillet 1791, on comptait dans l'hôtel Radziwill plus de quarante tripots, remplis de scélérats. Les banquiers avaient à leurs gages des hommes appelés des tueurs, armés d'une massue et payés à raison de 12 francs par jour.

2494. — Procès-verbal de saisie sur un colporteur, qui le criait dans la rue Pagevin, d'un imprimé intitulé : *la Grande Colère, la Rage, la Fureur du Père Duchêne contre l'infidèle Louis Capet*, contraire à la tranquillité publique et au respect dû à la royauté.

17 juillet 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Mail).

Ce pamphlet n'est point mentionné parmi les opuscules publiés sous le nom du Père Duchêne, dans la liste que donnent les *Supercheries littéraires* de Quérard.

2495. — Procès-verbal d'arrestation de B.-V. Ephraïm, conseiller du roi de Prusse, en son domicile, rue Basse, porte Saint-Denis, et de reconnaissance des scellés mis sur ses papiers, le jour même de son incarcération à l'Abbaye, parmi lesquels figure la correspondance de cet agent secret avec son souverain.

18 juillet 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Mail).

D'après la *Chronique de Paris*, numéros des 19 et 20 juillet 1791, le juif prussien Ephraïm fut arrêté, par ordre du Comité des recherches, il était accusé de distribuer de l'argent au peuple depuis quelques jours et de l'exciter à la révolte ou de pratiquer des enrôlements; ces accusations étaient mal fondées ; en effet, Gorsas, dans son numéro du 21 juillet (*Courrier des 83 départements*, t. XXVI, p. 346), annonce sa sortie de prison en ces termes : M. Ephraïm, de Berlin, *ce grand criminel qui entretenait des intelligences criminelles, qui avait reçu six millions pour les distribuer au peuple*, a été mis en liberté hier au soir (20 juillet). Ephraïm adressa au sieur Gorsas la déclaration justificative rendue en sa faveur, le 21 juillet, par les Comités réunis des rapports et des recherches (*Ibid.*, p. 376). Toutefois, l'examen de ses papiers, parmi lesquels se trouvèrent des lettres ministérielles de la cour de Berlin, permit de constater que l'israélite en question était un intrigant de haut parage.

2496. — Dénonciation contre le sieur Taschereau, pris pour un espion, qui avait dit « que l'on avait eu tort de tirer sur le peuple sans déployer le drapeau rouge et proclamer la loi martiale, mais qu'aujourd'hui ce serait différent, attendu que les faubourgs devaient se soulever ».

18 juillet 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Mail).

2497. — Plainte du sieur Gabriel-Marie-Joseph Mayne-Sainte-Luce, de la Société militaire de Cincinnatus, ex-aide de camp d'Arthur Dillon, contre le sieur Gorsas, auteur du *Courrier des 83 départements*, qui, secondé par le peuple, avait exercé des voies de fait sur sa personne, lui assénant notamment des coups de canne sur la tête.

5 août 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Mail).

Dans le numéro du 5 août 1791 de son *Courrier*, t. XXVII, p. 76, Gorsas, répondant à un article inséré dans le *Journal de la Cour et de la Ville*, où il était qualifié d'un de ces écrivains de charnier qui pensent dans les rues et écrivent sur les bornes, attaquait violemment le spadassin Sainte-Luce, dont le nom, observait-il, était devenu, comme celui de Mandrin, une grosse injure, lui déclarant qu'il le tuerait comme une bête venimeuse dans tous les lieux, à toutes les heures où son adversaire s'aviserait de l'insulter, qu'il se trouverait tous les matins et parfois le soir au Palais-Royal et qu'il ne le craignait pas plus qu'un crapaud; il terminait son article en disant qu'il n'était ni *bâtard*, ni *intrigant*, ni *escroc*, ni *spadassin*, ni *locatis*, par conséquent, qu'il n'y avait rien de commun entre un Sainte-Luce et Antoine-Joseph Gorsas, soldat citoyen du bataillon de la Jussienne. Gorsas fait allusion en quelques lignes à sa rencontre avec Sainte-Luce, et en réponse aux aristocrates qui parlaient de lui brûler la cervelle ou de le jeter par ses fenêtres, annonce qu'il les attend par la porte (*Courrier des 83 départements*, t. XXVII, p. 93).

2498. — Plainte en escroquerie et abus de confiance par le sieur Armand Desmiers d'Archiac de Saint-Simon contre le sieur Urvoy, directeur de la tontine du Père de famille, qui avait disparu, emportant une somme de 39,600 livres en argent à lui confiée pour la convertir en assignats.

12 août 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Mail).

2499. — Procès-verbal d'arrestation d'un boutonnier tenant des propos incendiaires et allant de boutique en boutique dans la rue Beaurepaire répéter : « Il faut le pain français à deux sols ou se battre. »

8 septembre 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Mail).

2500. — Procès-verbal d'arrestation d'un domestique qui débitait des injures contre l'Assemblée nationale, disant que « les députés étaient arrivés à la législature, étant fort pauvres, et qu'aujourd'hui ils étaient riches, qu'ils avaient volé la nation impunément et qu'il n'y avait que les aristocrates qui le faisaient vivre ».

13 septembre 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Mail).

2501. — Procès-verbal de l'enlèvement et de la pesée des deux cloches de la chapelle de Sainte-Marie-l'Égyptienne, dressé par l'abbé Lefèvre, ancien titulaire de cette chapelle, commissaire de la municipalité.

16 septembre 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Mail).

2502. — Déclaration de trois domestiques au service de M. de Montmorency, demeurant jadis rue Saint-Marc et parti au château de Modave, près de Liège, pour réclamer diverses sommes à eux dues tant pour leurs gages que pour frais de route.

22 septembre 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Mail).

Le château de Modave, dans le village du même nom, à deux lieues de Huy, bâti sur un rocher à pic par Jean de Marchin, est un édifice gothique remarquable, flanqué de tours.

Le seigneur de Montmorency en question est peut-être Anne-Léon de Montmorency, marquis de Fosseux, qui mourut en émigration le 1er septembre 1799.

§ 33. — Section de la *Place-Royale.*

2503. — Arrêté demandant à l'Assemblée nationale de décréter que la police journalière sera exercée habituellement dans chacune des quarante-huit sections de Paris par un seul citoyen élu librement, et que le commissaire de police sera également prud'homme assesseur du juge de paix.

26 août 1790.

Copies conformes (2 p.), *A. N.*, D IV 3, nº 24.

2504. — Délibération portant que, pour éviter de troubler le service, l'assemblée primaire, au lieu de se tenir dans l'église des Minimes, se réunira dans le chapitre des Minimes.

11 octobre 1790.

Extrait signé, *A. N.*, D IV 4, nº 25.

2505. — Arrêté exprimant le vœu que l'Assemblée nationale n'établisse aucune différence entre la garde nationale et les compagnies connues sous le nom de compagnies du centre et que le service habituel continue à être fait par les soldats de ces compagnies.

12 décembre 1790.

Extraits conformes (2 p.), *A. N.*, D IV 3, nº 22; *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2635, fol. 110.

2506. — Procès-verbal d'arrestation d'un particulier qui affectait de stationner devant les ouvriers de la Bastille et avait arboré une cocarde rouge au côté droit de son chapeau.

21 février 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Place-Royale).

2507. — Procès-verbaux et déclarations au sujet d'une fabrication de poignards commandés à un coutelier, et enquête faite, en vertu d'une délibération du 24 février, dans la section des Gravilliers, constatant que ces poignards étaient destinés à la traite des nègres.

23, 24 février 1791.

Minutes (1 dos.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Place-Royale).

2508. — Déclaration du sieur Alexandre-Gabriel Rouvière, prêtre de la paroisse de Saint-Paul, se plaignant d'avoir été injustement expulsé d'une assemblée de charité.

20 mars 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Place-Royale).

2509. — Notification, par le commissaire de police, aux maisons religieuses de l'arrêté municipal qui enjoint de sonner les cloches de ces maisons au moment de l'installation du nouvel évêque métropolitain, et déclarations des Dames du Calvaire et du Saint-Sacrement de la rue Saint-Louis, refusant de s'y conformer et de reconnaître un autre évêque que Monseigneur de Juigné.

27 mars 1791.

Minutes (3 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Place-Royale).

2510. — Inventaire des effets mobiliers garnissant le bureau de la communauté des maîtresses couturières, rue de la Verrerie.

13 avril 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Place-Royale).

2511. — Inventaire des meubles et effets garnissant le bureau de la communauté des coffretiers-gaîniers, rue Saint-Germain-de-l'Auxerrois.

14 avril 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Place-Royale).

2512. — Procès-verbaux de transport au couvent des Dames du Calvaire, constatant d'abord que leur petite chapelle intérieure peut servir à l'exercice du culte, puis que cette chapelle est insalubre et qu'il sera néces-

saire de célébrer le service divin dans l'église extérieure.

16 avril, 21 mai 1791.

Minutes (2 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Place-Royale).

2513. — Procès-verbal de transport au couvent des Bénédictines du Saint-Sacrement, rue Saint-Louis, constatant que l'exiguïté de leur chapelle ne permet pas d'y célébrer les offices, les religieuses étant au nombre de vingt-sept, sans compter les domestiques, et que, d'ailleurs, l'adoration du Saint-Sacrement ne peut se faire que dans l'église où se trouve le tabernacle.

16 avril 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Place-Royale).

2514. — Procès-verbal de transport au couvent des Annonciades-Célestes, rue Culture-Sainte-Catherine, constatant que la chapelle avec les oratoires est trop petite pour l'exercice du culte, les religieuses se trouvant au nombre de vingt-six, et qu'il convient de leur laisser le libre usage de leur église.

18 avril 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Place-Royale).

2515. — Procès-verbal de transport au couvent des Dames de la Croix, rue Saint-Antoine, pour présider à la sortie des religieuses, au nombre de dix, qui quittent cette maison, et à l'enlèvement de leurs effets.

19 avril, 16 juillet 1791.

Minutes (2 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Place-Royale).

2516. — Procès-verbal d'arrestation d'un compagnon sculpteur qui avait arraché un placard affiché contre la Porte-Saint-Martin, intitulé : *A nos camarades*, et qui était porteur d'une lettre adressée à Marat par le sieur Ducruix, grenadier du bataillon de l'Oratoire, annonçant la funeste journée du 26 avril et se répandant en invectives contre Lafayette.

28 avril 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Place-Royale).

Dans le numéro de l'*Ami du peuple* du 28 avril, Marat dénonçait « l'affreux attentat contre la liberté commis par des alguasils à cheval qui viennent de désarmer les grenadiers de l'Oratoire sur l'ordre exprès de Moltier le conspirateur ».

2517. — Procès-verbal d'arrestation de la femme Le Meunier, marchande de musique sous les arcades de la place Royale, pour avoir tenu des propos outrageants sur le compte du sieur Carle, commandant du bataillon de Henri IV, l'accusant d'avoir dit « que Santerre, en sortant de l'audience, avait distribué ou fait distribuer 18,000 billets de cinq livres pour soulever le peuple contre la garde nationale », avec un écrit de l'inculpée.

11 juin 1791.

Minutes (2 p.), Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Place-Royale).

Santerre avait intenté un procès à Desmottes, aide de camp de Lafayette, devant le tribunal de l'arrondissement des Minimes, qui prononça son jugement, le 11 juin, et se déclara incompétent.

2518. — Interrogatoire de Louis Châtelain, contrôleur de la bouche du Roi, arrêté comme suspect et relaxé, avec lettre du département de police, ordonnant de rendre les pistolets saisis sur sa personne.

21 juin 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Place-Royale).

2519. — Constatation des dégâts commis dans l'église des Minimes, occupée par le bataillon durant la nuit du 21 au 22 juin, où les croix des confessionnaux ont été arrachées et partie de leurs portes brisées.

22 juin 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Place-Royale).

2520. — Procès-verbal d'arrestation d'un rôtisseur, grenadier du bataillon de Saint-Étienne-du-Mont, à dix heures du soir, sur le terrain de la Bastille, pour propos incendiaires contre la garde nationale.

10 juillet 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Place-Royale).

2521. — Procès-verbal d'arrestation d'un vendeur de savon, qui faisait le commerce des gros sous et avait offert en vente 100 gros sous, à raison de 6 livres, en refusant de les céder à moins.

28 juillet 1791.
Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Place-Royale).

2522. — Procès-verbal dressé contre le sieur Thuret, commissaire de la section du Ponceau, auquel étaient imputés des propos de nature à jeter le discrédit relativement à l'échange de la monnaie de cuivre contre des assignats de 5 livres, laissant sous-entendre qu'il s'agissait de manœuvres déloyales pour retirer tous les assignats de 100 sols.

28 juillet 1791.
Minutes (3 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Place-Royale).

D'après la *Chronique de Paris*, numéro du 9 juillet 1791, les spéculateurs préludaient à la saisie des assignats de 5 livres, en accaparant à la Bourse ceux de 2,000 livres et de 1,000 livres, qui, exclusivement, devaient être échangés contre des petits assignats. Le même journal analyse un mémoire de M. Sarot, qui proposait que les 100 millions d'assignats de 5 livres fussent répartis entre les districts, cantons, municipalités et sections du royaume, en prenant pour base l'assiette de leurs contributions. A la date du 1er août, les députés Merlin et Biauzat dénoncèrent à la tribune de l'Assemblée nationale l'accaparement et l'agiotage des assignats de 5 livres.

2523. — Déclaration du sieur de la Marche, premier commis de la Trésorerie, chargé de la distribution de la monnaie de cuivre et de billon, relative au déficit constaté dans un sac de 25 livres, apporté de la Monnaie, ne contenant que 20 livres 17 sols, et procès-verbal de la pesée de quelques-uns des 498 sacs de monnaie retirés de la caisse, présentant tous un déficit plus ou moins considérable.

31 juillet, 5 août 1791.
Minutes (2 p.), Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Place-Royale).

2524.— Déclaration concernant un fiacre chargé de fusils, arrêté à la porte d'une maison de la rue des Trois-Pavillons.

12 août 1791.
Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Place-Royale).

2525.—Lettres du président de la section, signalant aux administrateurs du département de police le couvent des Dames du Saint-Sacrement de la rue Saint-Louis, suspecté de recéler des armes et de donner asile à des prêtres réfractaires, avec rapport de police à l'appui.

17, 19 août 1791.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, D XXIXb 34, no 351.

2526. — Procès-verbal de visite du commissaire de police de la section dans le couvent des religieuses du Saint-Sacrement, rue Saint-Louis, en vertu d'ordre du Comité des rapports, pour calmer les inquiétudes qui se sont répandues dans les esprits à leur sujet.

27 août 1791.
Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Place-Royale).

2527. — Procès-verbal de descente, d'enlèvement et de pesée des cinq cloches du couvent des Minimes, en vertu d'ordre des administrateurs des biens nationaux.

13 septembre 1791.
Minutes (3 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Place-Royale).

2528. — Registres de recensement dressés en exécution des décrets de l'Assemblée nationale, des 5 et 16 juillet 1791, 2 volumes in-fol. *A. N.*, F7 2502, 2503.

§ 34. — Section de la *Place-Vendôme*.

2529. — Inventaire des registres des procès-verbaux des assemblées générales de la section depuis celui du district des Jacobins, du 13 juillet 1789, avec récépissé du 15 floréal an IV.

Minute signée, *A. S.*, Vbis II, Sections de Paris

2530. — Lettre de M. Daucourt, président de la section, annonçant que M. Sabatier de Cabres, conseiller au Parlement, a transporté son domicile dans la section et s'y est fait inscrire comme citoyen actif.

29 juillet 1790.

Minute, *B. N.*, Mss. nouv. acq. fr. 2659, fol. 257.

M. Sabatier de Cabre demeurait à l'hôtel de Merle, rue de la Michodière.

2531. — Lettre du président de la section, envoyant douze exemplaires d'un mémoire et priant de recueillir le plus grand nombre de signatures possible.

25 août 1790.

Minute signée, *B. N.*, Mss, nouv. acq. fr. 2666, fol. 87.

2532. — Respectueuses représentations adressées au Comité de constitution par le sieur Garnier de Launay, avocat, secrétaire de la section, qui maintient régulière et valable sa nomination de commissaire de police.

21 octobre 1790.

Minutes (2 p.), *A. N.*, D IV 4, n° 25.

En 1791, M. Garnier de Launay n'était plus ni secrétaire de la section, ni commissaire de police; ces deux emplois étaient occupés par les sieurs Marotte et Passy.

2533. — Arrêté concernant le procès intenté par le sieur Leduc, maître boucher, au sieur Germain, son étalier, qui avait formé un établissement pour son compte, décidant une démarche auprès du Comité de constitution pour suspendre toutes saisies-exécutions.

19 novembre 1790.

Extrait conforme, *A. N.*, D IV 3, n° 22.

2534. — Prestation du serment civique par le sieur Antoine Bourboulon, ancien abbé commandataire de l'abbaye de Pibrac et chanoine de Montbrison.

2 janvier 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Place-Vendôme).

2535. — Plainte du sieur Jean-Baptiste-Pierre-Julien Pyron contre le sieur de Pestre, comte de Senef, son débiteur de plus de 2 millions, qui employait tous les artifices pour le frustrer de sa créance.

18 janvier 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Place-Vendôme).

On voit dans la *Correspondance secrète*, t. II, p. 114, que M. Pestre, baron de Senef et seigneur suzerain de quelques millions, avait acheté en 1787 la survivance de M. Bertin, trésorier des parties casuelles.

2536. — Protestation des professeurs associés dans l'école des sciences et arts pour l'éducation de la jeunesse, par eux tenue rue Basse-du-Rempart, contre le sieur Lucotte, l'un de leurs coassociés, qui s'était permis de congédier le sieur Ciraud, maître de mathématiques, l'un desdits professeurs, et refusait de les entendre.

23 janvier 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Place-Vendôme).

2537. — Procès-verbal de réintégration du père Irénée Bourdon, au couvent des Pères-de-Nazareth, d'où il s'était échappé, lequel avait été trouvé en état d'imbécillité, près du grand bassin des Tuileries, où il allait tomber.

30 janvier 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Place-Vendôme).

2538. — Arrêté conforme à ceux des sections de la rue Poissonnière et des Arcis, déclarant que les envois faits aux sections ou par les sections devront être affranchis.

11 février 1791.

Extraits signés (2 p.), *A. S.*, V^bis II, Sections de Paris; *B. N.*, Mss. nouv. acq. fr., 2671, fol. 254.

2539. — Procès-verbal de saisie de soixante-quinze gravures ou estampes obscènes, trouvées dans une balle de gravures revendiquées par le sieur Léonard-Martin Blaisot, en contestation avec le sieur Le Moine pour une place sur le boulevard,

avec lettres du département de police et mémoire du commissaire à ce sujet.

26 février 1791.

Minutes (5 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Place-Vendôme).

2540. — Procès-verbal de capture, interrogatoire et emprisonnement du ci-devant marquis Dubois de La Motte, arrêté dans les appartements du château des Tuileries comme suspect, et trouvé saisi d'un pistolet à deux coups, chargé à balles, ladite arrestation occasionnée par les mouvements qui se sont produits ledit jour au château.

28 février 1791 (9 heures du soir).

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Place-Vendôme).

V. dans le tome Ier de notre Répertoire, n° 3522, le rapport relatif à l'arrestation de MM. de Lillers et Dubois de La Motte par les détachements des bataillons des Feuillants et des Jacobins-Saint-Honoré.

2541. — Procès-verbal de capture et interrogatoire des sieurs Charles-François-Gustave de Graindorge d'Orgeville, vicomte du Mesnil-Durand, lieutenant-colonel d'infanterie, et de Denis Charbonnier de Sainte-Croix, ancien gendarme, porteurs de cannes à dard, qui s'étaient présentés afin de réclamer leurs amis arrêtés aux Tuileries et conduits à la Mairie.

1er mars 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Place-Vendôme).

Le *Courrier des 83 départements*, par Gorsas, (t. XXII, n° VI, p. 86,) dit à propos de l'arrestation de ces deux personnages : « On a relâché à la section de Vendôme le sieur de Sainte-Croix, fameux déjà par le tapage qu'il avait fait à différents spectacles, d'où on l'avait chassé, et le sieur Menil-Durand, l'un des acteurs des apôtres. Ces messieurs étaient venus réclamer assez insolemment le sieur Lillers, avec des cannes à poignards. »

2542. — Plainte de plusieurs habitants de la rue Neuve-des-Capucins, au sujet de l'ouverture, par le sieur Horguelin, marchand de bois, d'un chantier de bois à brûler, qui gêne la circulation et offre des dangers d'incendie.

1er mars 1791.

Minutes (4 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Place-Vendôme).

2543. — Dénonciation par la dame Louise Millière, ouvrière en linge, de propos tenus par deux particuliers, se rattachant à la tentative du 28 février au château des Tuileries.

2 mars 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Place-Vendôme).

2544. — Procès-verbal d'arrestation du sieur Charles-François Truyman, compromis dans l'affaire de la Courtille, lequel s'était vanté d'avoir, en qualité de chasseur des barrières, tué un vidangeur pris pour un contrebandier.

5 mars 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Place-Vendôme).

2545. — Procès-verbal d'arrestation, d'incarcération à l'Abbaye et interrogatoire du nommé Mayer, Joseph, juif, prévenu de complicité du vol de bijoux commis chez Mme Du Barry.

16 mars 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Place-Vendôme).

2546. — Lettre insistant pour la prise en considération de l'arrêté du 22 mars qui montrait la nécessité du rétablissement de la police dans le service des carrosses de place.

31 mars 1791.

Minutes signées (2 p.), *B. N.*, Mss. nouv. acq. fr. 2656, fol. 201 ; 2671, fol. 286.

2547. — Déclaration des sieurs Niquet, caporal, et Congniasse-Desjardins, lieutenant du bataillon de la section, concernant les mesures à prendre pour la sûreté du poste et des factionnaires de nuit.

4 avril 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Place-Vendôme).

2548. — Procès-verbal constatant l'absence des cinq frères des Écoles chrétiennes de la paroisse de la Madeleine de la Ville-l'Évêque, qui ont quitté leur maison et cessé leurs fonctions.

8 avril 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Place-Vendôme).

2549. — Procès-verbal de transport au couvent des Capucins Saint-Louis de la Chaussée-d'Antin et à ceux de Notre-Dame-de-Grâce de la Ville-l'Évêque, des Filles de la Conception, rue Saint-Honoré, et des Capucines de la place Vendôme, afin de procéder à la clôture de leurs églises, avec correspondance du procureur syndic de la Commune et des administrateurs des biens nationaux, relative à la réclamation des Capucines à l'effet d'obtenir la libre disposition du passage intérieur de leur église.

15 avril 1791.

Minutes (11 p.), *A.P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Place-Vendôme).

2550. — Dénonciation portée par le sieur Jean-Baptiste Jallot, marchand papetier, contre la dame de Lesparre, demeurant rue Neuve-du-Luxembourg, comme ayant fait construire chez elle une chapelle pour la célébration du service divin par un prêtre réfractaire.

16 avril 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Place-Vendôme).

2551. — Dénonciation portée par le sieur Louis-Denis de la Marre, maître pâtissier, contre la dame Dupleix, demeurant rue de Mirabeau, qui avait fait construire dans son hôtel une chapelle pour la célébration de la messe, et dont la maison était considérée comme suspecte dans le quartier.

16 avril 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Place-Vendôme).

2552. — Procès-verbal d'arrestation du sieur François Geoffrenet, domestique, pour s'être opposé à l'enlèvement d'une affiche incendiaire du Club des Cordeliers sur la communion du Roi, pour avoir traité le sergent du poste de « mouchard de Lafayette, de gueux et de scélérat, qui mériterait d'être enfermé dans les cachots de Bicêtre », et avoir excité le peuple contre lui, disant qu'il fallait le mettre à la lanterne.

21 avril 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Place-Vendôme).

2553. — Procès-verbal constatant qu'au mépris des règlements et ordonnances de police, le sieur Parent faisait cuire du plâtre dans sa maison, rue de l'Egout-Saint-Nicolas, ce qui pouvait occasionner un incendie.

21 avril 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Place-Vendôme).

2554. — Lettre d'envoi à l'Assemblée nationale d'un arrêté exprimant les vœux de la section et de son bataillon.

27 avril 1791.

Minute signée du président de la section, *A. N.*, C 125, n° 406.

2555. — Procès-verbal d'arrestation et interrogatoire du sieur Jean-François Gavarret, trouvé dans le grand escalier du château des Tuileries, avec une cocarde noire à son chapeau, lequel voulait présenter un placet au Roi, avec lettre de M. de Gouvion et décision du département de police invitant le commissaire à rendre au sieur Gavarret sa croix de Malte, après l'avoir brisée, et à brûler sa cocarde.

9 mai 1791.

Minutes (4 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Place-Vendôme).

2556. — Plainte du père Antoine Roux, ancien religieux Augustin, contre le sieur Cottin fils, banquier, rue de la Chaussée-d'Antin, pour avoir bâtonné les signatures d'un effet de 5,000 livres présenté par ledit Roux, qui l'avait reçu sous le sceau de la confession.

9 mai 1791.

Minutes (2 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Place-Vendôme).

2557. — Procès-verbal d'arrestation et interrogatoire du sieur François Marnotte, piqueur chez le sieur La Villette, qui avait attaqué nuitamment et à main armée Victor-Amédée de Saint-Huruge, au sortir du Club des Jacobins, avec le dessein de lui faire un mauvais parti, et déclaration dudit de Saint-Huruge à ce sujet.

28 mai 1791 (1 heure du matin).

Minutes (3 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Place-Vendôme).

La Société des Amis de la constitution avait tenu, le dimanche 28 mai, sa première séance dans l'église des Jacobins; la réunion fut nombreuse et brillante; on s'occupa du code pénal, de l'incivisme des officiers des troupes de ligne et du rétablissement du comité de correspondance. Cf. le *Courrier des 83 départements*, par Gorsas, t. XXIV, nº XXXI, p. 486.

2558. — Lettre annonçant l'inscription sur les registres de la section du citoyen Jean-Baptiste Berthelin, citoyen actif de la section du Palais-Royal.

31 mai 1791.

Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2671, fol. 305.

2559. — Procès-verbal d'arrestation d'un particulier, trouvé pendant la nuit dans le jardin des Tuileries, faisant ou contrefaisant l'imbécile, et qui n'a rien voulu répondre, lequel est envoyé à la Force, avec lettre de l'état-major général à ce sujet.

13 juin 1791.

Minutes (2 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Place-Vendôme).

2560. — Procès-verbal d'arrestation et interrogatoire du sieur Edme-Étienne Morizot, avocat, qui avait troublé le service divin dans la chapelle du château des Tuileries en interpellant à haute voix le Roi et en implorant sa justice contre le ministre de Lessart, ce qui avait causé des inquiétudes au Roi et à la Reine.

14 juin 1791.

Minutes (3 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Place-Vendôme).

2561. — Déclaration par les sieurs Louis-Alexandre Legrand, curé de Saint-Roch, et Jean-Jacques Trioullier-Defresne, marguillier en charge, de l'enlèvement clandestin, par le curé de Villetarde, près Pontoise, du corps du sieur de Bellisle, décédé rue Neuve-du-Luxembourg, que ledit curé avait confessé et administré.

19 juin 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Place-Vendôme).

2562. — Procès-verbal d'arrestation et d'emprisonnement à la Force du sieur Jean-Baptiste Duthy, pour propos incendiaires tenus contre Bailly et Lafayette.

21 juin 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Place-Vendôme.

2563. — Procès-verbal constatant l'absence de M. Tourteau, caissier de la liste civile, qui couchait aux Tuileries en qualité de premier valet de chambre du Roi, et ordre du Conseil général de la Commune à M. Daucourt, juge de paix de la section, d'apposer les scellés sur les papiers et effets de la liste civile, dans les maison et bureau de M. Tourteau.

21 juin 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Place-Vendôme).

Cf. dans le tome Ier de notre Répertoire, nº 2165, le procès-verbal d'apposition de scellés sur les caisses et bureaux de la liste civile par Louis Daucourt, juge de paix de la section.

2564. — Procès-verbal relatif à un attroupement considérable sur la place Louis XV, où le peuple voulait assassiner un particulier, parce qu'il avait mis sur son habit de garde national une redingote bleue.

21 juin 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Place-Vendôme).

2565. — Procès-verbal d'arrestation d'un colporteur qui vendait des papiers incendiaires, notamment *Louis XVI et Antoinette traités comme ils le méritent*, et *l'Orateur du peuple*, par Martel.

21 juin 1791.

Minutes (2 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Place-Vendôme).

2566. — Dénonciation par Constantin Haggi Georgi et Margarith Constantin, négociants grecs à Larissa, d'un vol de 75,000 florins en effets et 2,000 florins en bijoux, commis par le sieur Banajolli Vergo, gérant de la maison Démétrio Fronimo à Vienne, qui s'était refugié à Paris, où il logeait à l'hôtel Bourbon, mais était reparti pour Genève.

27 juin 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Place-Vendôme).

2567. — Procès-verbal d'arrestation du sieur Jean-Germain Devrain, terrassier, qui, furieux de la suppression des ateliers publics, était monté sur une chaise, place Vendôme, et faisait des motions incendiaires contre M. Bailly, le traitant de gueux et de scélérat et déclarant qu'il le fallait pendre.

3 juillet 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Place-Vendôme).

2568. — Procès-verbal d'arrestation et interrogatoire de Pierre Damouret, imprimeur, de Louis Macloud, cordonnier, et de Jean-Michel Dufour, orfèvre, membres du Club des Cordeliers, pour affichage, vis-à-vis l'hôtel de la Mairie, d'un placard dudit Club, contenant *un Appel à la nation au sujet de Louis Capet*, avec lettre du département de police.

14 juillet 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Place-Vendôme).

2569. — Procès-verbal d'arrestation et d'envoi à la Force de Jean-Jacques Larcher, instituteur, et de François de la Tourat, rentier, qui faisaient publiquement lecture dans la rue Saint-Honoré d'une invitation aux citoyens de Paris de venir au Champ de Mars signer la pétition à l'Assemblée nationale.

16 juillet 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Place-Vendôme).

2570. — Procès-verbal d'arrestation du sieur Aimé-Joseph Laporte, licencié ès lois, pour propos incendiaires contre l'Assemblée nationale, lequel était porteur d'un imprimé contenant un appel aux *frères et amis*, ouvriers des travaux publics, pour se rendre à la Commune, à l'effet de solliciter des secours.

16 juillet 1791.

Minute et imprimé (2 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Place-Vendôme).

2571. — Procès-verbal d'arrestation de deux garçons perruquiers pour avoir déchiré une affiche émanant de l'Assemblée nationale et pour propos séditieux au sujet de l'affaire du Champ de Mars.

17 juillet 1791.

Minutes (2 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Place-Vendôme).

2572. — Procès-verbal d'arrestation d'un franger-boutonnier faisant partie d'un groupe qui parlait de l'événement du Champ de Mars et manifestait des intentions hostiles contre la garde nationale.

17 juillet 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Place-Vendôme).

2573. — Procès-verbal d'arrestation du sieur Jacques Barre, peintre en miniature, pour avoir fait dans la rue des motions incendiaires contre la garde nationale.

19 juillet 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Place-Vendôme).

2574. — Procès-verbal d'arrestation d'un scieur de pierre, de l'atelier de la Madeleine, qui avait tenu des propos incendiaires contre la garde nationale au sujet de l'affaire du Champ de Mars.

19 juillet 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Place-Vendôme).

2575. — Procès-verbal de saisie des épreuves, manuscrits et feuilles de l'*Ami du peuple*, de Marat, et de l'*Orateur du peuple*, avec procès-verbal d'arrestation et d'incarcération à l'Abbaye d'Anne-Félicité

Colomb, directrice d'imprimerie, rue de Bussy, de Conrad Redelé, compositeur, d'Adrien Deflers, imprimeur, et de Claude-Remy Buiret-Verrières, homme de loi, avec lettres du département de police.

20 juillet 1791.

Minutes (5 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Place-Vendôme).

Cf. le tome Ier de notre Répertoire, nos 2482, 2538, 2539.

2576.—Interrogatoire de Jean-Esprit Diet, officier de la chambre de la Reine, de François Camot, garçon de toilette chez la Reine, et de Louis Hannocque, dit Guerin, piqueur des écuries de la Reine, tous trois détenus à l'Abbaye, au sujet du départ du Roi et de la Reine, avec ordre du département de police.

20 juillet 1791.

Minutes (2 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Place-Vendôme).

Cf. le tome Ier de notre Répertoire, nos 2334, 2347.

2577. — Procès-verbal d'arrestation et d'incarcération à l'Abbaye du sieur Suleau, auteur du journal paraissant sous son nom.

21 juillet 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Place-Vendôme).

Le *Journal de M. Suleau* comprit 13 numéros; après le sixième numéro, Suleau quitta la France et continua son journal à Bruxelles sous les titres : le *Tocsin de la nécessité* et le *Journal de la contre-révolution.* Ecrivain énergique, il comptait également parmi les rédacteurs des *Actes des apôtres* et du *Martyrologe national;* son journal, qui abonde en renseignements précieux sur les menées des émigrés, fut poursuivi par l'accusateur public du tribunal du 6e arrondissement, en même temps que l'*Ami du Roi*, que l'*Ami* et l'*Orateur du peuple*. Cf. Eugène Hatin, *Bibliographie de la presse périodique française*, p. 210.

2578. — Procès-verbal d'arrestation et envoi à la Force d'un compagnon menuisier qui chantait des chansons ordurières sur la garde nationale, le maire et le commandant général.

21 juillet 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Place-Vendôme).

2579. — Déclaration d'un domestique au sujet d'un rassemblement d'une trentaine d'individus, armés de bâtons et de pistolets, se trouvant dans le Champ de Mars le 22 juillet, à neuf heures du soir.

23 juillet 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Place-Vendôme).

2580. — Procès-verbal de transport et de perquisition dans la maison d'Anne-Françoise Royou, veuve d'Elie-Catherine Fréron, pour y arrêter son frère, l'abbé Royou, auteur de l'*Ami du Roi*, interrogatoire d'Etienne Candau et de Charles-Norbert Serva, commis attachés à la distribution et réception des abonnements de ce journal, et incarcération à l'Abbaye de la veuve Fréron, avec correspondances saisies et ordres du département de police.

23 juillet 1791.

Minutes (6 p.), Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Place-Vendôme).

L'abbé Royou, docteur de la maison de Navarre, professeur de philosophie au collège Louis-le-Grand, à la fois aristocrate exalté et prêtre fanatique, dirigea l'*Ami du Roi*, du 1er septembre 1790 au 4 mai 1792 et se distingua par la violence de son langage et l'acharnement avec lequel il combattit les hommes et les institutions de la Révolution. Décrété de prise de corps après les événements du Champ de-Mars, en vertu d'un ordre du Comité des recherches, du 22 juillet, l'abbé Royou dut se cacher et interrompit la publication de son journal, du 23 juillet au 6 août; l'*Ami du Roi* reparut sous le nom de son frère, l'avocat Royou, qui, en tête du numéro du 7 août, fit connaître aux lecteurs de cette feuille « la persécution imprévue autant que cruelle qui arrachait pour quelque temps M. l'abbé Royou à la capitale et à ses occupations ». Ce dernier n'en reprit la direction que lors de l'amnistie qui suivit l'acceptation de la Constitution. Cf. le procès-verbal de perquisition dans ses papiers, et de transport dans sa maison sise entre les rues Saint-André-des-Arts et de l'Eperon, en date du 1er août 1791, tome Ier de notre Répertoire, no 2517.

2581. — Procès-verbal dressé contre le sieur David, équarisseur, rue de l'Egout-Saint-Nicolas, no 1, en raison de la puanteur exhalée par les bêtes mortes dont sa maison est toujours pleine et de l'incendie occasionné par la cuisson des graisses dans sa chambre même, avec jugement

du tribunal de police et lettre du procureur syndic de la Commune ordonnant au sieur David de transporter son établissement hors de la capitale.

25 juillet 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Place-Vendôme).

2582. — Interrogatoire du sieur Jean-Baptiste-Étienne Beguin de Perceval, commissaire du Roi pour l'examen des comptes de la ci-devant garde de Paris, détenu à l'Abbaye, pour tentative d'embauchage des cent-suisses.

25 juillet 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Place-Vendôme).

2583. — Saisie de deux exemplaires d'un placard imprimé, signé de Rozoy et intitulé : *Pétition à l'Assemblée nationale.*

30 juillet 1791.

Le procès-verbal d'arrestation de l'imprimeur et de l'afficheur de ce placard manque ; il ne reste que les deux exemplaires saisis. *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Place-Vendôme).

2584. — Procès-verbal d'arrestation du sieur Charles-Richard Lebreton, ancien capucin à Rouen, pour avoir frappé, à coups de canne, un cocher, et avoir grossièrement injurié les soldats du poste.

1er août 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Place-Vendôme).

2585. — Procès-verbal constatant la sortie de Marie-Marguerite Grisard, en religion dite Saint-Jean, et d'Anne-Marguerite Quetel, en religion dite Saint-Louis, toutes deux sœurs converses du monastère de la Conception, rue Saint-Honoré.

5 août 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Place-Vendôme).

2586. — Procès-verbal constatant le décès de M. Jallet, député des Deux-Sèvres à l'Assemblée nationale, demeurant rue de Caumartin, trouvé étendu dans sa chambre où il avait succombé à la suite d'une attaque d'apoplexie.

13 août 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Place-Vendôme).

L'abbé Jallet, curé de Chérigné, était député du clergé de la sénéchaussée de Poitou.

2587. — Procès-verbal de transport chez le sieur Antoine-Charles Maulevault, marbrier, rue Neuve-des-Mathurins, à l'effet de constater les défectuosités et cassures de chambranles de marbre venant de Beaumont en Hainaut.

20 août 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Place Vendôme).

2588. — Interrogatoire du sieur Jean-André Lejas, sculpteur, au sujet de propos calomnieux contre le commissaire de police de la section des Gravilliers, qu'il aurait accusé de recevoir 200 livres par semaine pour tolérer les jeux de hasard de la section, à l'occasion d'un jeu de biribi tenu par le sieur L'Estrade, limonadier, carré et porte Saint-Martin.

22 août 1791.

Minutes (2 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Place-Vendôme).

2589. — Procès-verbal d'arrestation et interrogatoire du sieur Colliette, marchand d'habits, pour avoir acheté l'uniforme et le sabre d'un garde national soldé.

28 août 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Place-Vendôme).

2590. — Procès-verbal de saisie entre les mains de deux colporteurs de cent soixante-cinq exemplaires de la *Constitution française, telle qu'elle a été revisée et adoptée par l'Assemblée nationale*, à Paris, de l'Imprimerie Nationale, vendus par le sieur Chemin, imprimeur, pour avoir faussement indiqué le nom de l'Imprimerie Nationale.

5 septembre 1791.

Minute avec l'imprimé (3 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Place-Vendôme).

2591. — Procès-verbal d'arrestation et interrogatoire du sieur Anne-Prosper-Paul Musnier de l'Hérable, liquidateur dans les bureaux de M. de Saint-Léon, qui distribuait en public des petits billets contenant des extraits du discours du Roi, du 4 février 1790.

6 septembre 1791.
Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Place-Vendôme).

2592. — Procès-verbaux d'arrestation des sieurs Jean-Pierre Bidal, Michel-Joseph Descartes, et Eugène Adenis, dit Colombeau, courtier de change, pour avoir cherché à négocier un billet de 12,500 livres, revêtu d'une fausse signature de M. Le Couteulx de La Noraye.

6 septembre 1791.
Minute (1 dos.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Place-Vendôme).

2593. — Procès-verbal d'arrestation d'un cul-de-jatte trouvé à deux heures du matin au coin d'une borne, armé d'une canne à épée dégaînée, lequel réussit à s'échapper.

20 septembre 1791.
Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Place-Vendôme).

§ 35. — Section *Poissonnière*.

2594. — Procès-verbal dressé contre la dame Binet, jardinière, rue de Paradis, et contre quatre ouvriers maçons travaillant le dimanche à la construction d'un mur qui avaient, malgré les injonctions réitérées du commissaire, accompagné de la garde nationale, continué leur travail, déclarant « qu'ils avaient besoin de vivre ».

25 juillet 1790.
Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Poissonnière).

2595. — Lettre accompagnant l'envoi à l'Assemblée nationale du procès-verbal de l'assemblée primaire de la section, du 3 août, qui a donné lieu à des inculpations.

4 août 1790.
Minute, *A. N.*, D IV 3, n° 24.

2596. — Procès-verbal de transport au Faubourg de Gloire, avec M. Parisot, aide-de camp de M. de Lafayette, en vertu d'ordre de M. Bailly, à l'effet de procéder à la visite du courrier de la malle d'Amiens et de celui de la malle de Pontoise, où rien de suspect ne s'est trouvé.

23 août 1790.
Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Poissonnière).

2597. — Arrêté émettant un vœu pour la prompte organisation de la municipalité de Paris et des sections, protestant contre la nomination du sieur de Saint-Martin en qualité d'aumônier général de la garde nationale, et déclarant ne reconnaître que les aumôniers de bataillon.

21 septembre 1790.
Copies conformes, *A. N.*, D IV 49, n° 1394; *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2666, fol. 111.

2598. — Arrêté déclarant qu'il n'y a lieu de délibérer sur la motion de la section de la Fontaine-de-Grenelle et demandant que les juges de paix soient installés dans le délai le plus court.

27 janvier 1791.
Copie conforme, *A. N.*, D IV 3, n° 22.

2599. — Arrêté décidant de ne recevoir aucune lettre ou paquet non affranchi.

6 février 1791.
Copie conforme, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2704, fol. 132.

2600. — Demandes faites au Comité de constitution au sujet de la compétence du juge de paix et du commissaire de police.

Sans date (1791).
Minute, *A. N.*, D IV 50, n° 1431.

§ 36. — Section du *Ponceau*.

2601. — Arrêté adhérant à celui de la section des Tuileries relatif à la formation de la maison militaire du Roi, après lecture d'un autre arrêté de la section de Mauconseil qui dénonce une lettre écrite par Louis XVI à Lafayette pour l'aviser de son intention d'accepter dans sa garde les grenadiers et les soldats du centre, et nommant M. Renouard commissaire chargé à la fois de rédiger l'adresse à l'Assemblée nationale concernant la pétition de la section Mauconseil sur le renvoi des ministres et l'adresse au sujet de la formation de la maison militaire du Roi.

9 novembre 1790.

Extrait conforme, *A. S.*, V^{bis} II, Sections de Paris.

Antoine-Augustin Renouard, fabricant de gaze, rue Sainte-Apolline, était l'un des électeurs de la section du Ponceau.

§ 37. — Section *Popincourt*.

2602. — Plainte en escroquerie du sieur Jean Sudre, sieur d'Escarlières, contre le sieur Miallion, tenant une maison de santé rue Saint-Maur, près l'ancienne barrière Ménilmontant, où il avait été entraîné par des inconnus qui l'avaient forcé, à la suite d'une partie de cartes, de souscrire des effets montant à 7,840 livres au profit dudit sieur Miallion.

6 janvier 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Popincourt).

2603. — Plainte en escroquerie de Françoise-Alexandrine Montigny de Sainte-Rose, religieuse pensionnaire au couvent de Bon-Secours, contre le nommé Bagamus, commissionnaire du couvent, pour avoir perdu ou plutôt s'être approprié un assignat de 300 livres à lui confié, afin de le changer chez le sieur Guichard, avocat général de *Monsieur*.

4 février 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Popincourt).

2604. — Procès-verbal de clôture des chapelles des couvents des Dames de Bon-Secours, rue de Charonne, des Dames Hospitalières de la Roquette, de la communauté de Sainte-Marthe, des pensions de gens infirmes tenues par les sieurs Belhomme et Escourbiac, de la pension de demoiselles de Mme Moreau, de la pension de jeunes gens de l'abbé Dubois.

16 avril 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Popincourt).

2605. — Lettres du comité invitant chaque section, notamment celles du Palais-Royal et de la Grange-Batelière, à envoyer un commissaire pour assister à une nouvelle fabrication de monnaie avec la matière des cloches, rendue malléable et assez ductile pour être frappée au balancier, par M. Gauthier, métallurgiste, rue Basfroid.

8, 9 juin 1791.

Minutes (3 p.), *A. S.*, V^{bis} II, Sections de Paris ; *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2656, fol. 271 ; 2671, fol. 319, 324.

2606. — Procès-verbal d'arrestation d'un vendeur de papiers-nouvelles qui criait, avec commentaires injurieux, dans la rue de Popincourt : *La Grande Trahison du comman-*

dant du bataillon de Popincourt, et qui était porteur de dix exemplaires du *Journal universel*, de six exemplaires du *Journal de la Révolution*, de quatre de l'*Assemblée nationale*, de deux du *Véritable Duchêne*, et enfin de deux exemplaires de l'*Apostrophe furieuse du Père Duchêne*.

17 juillet 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Popincourt).

Ce papier-nouvelle, crié dans la rue, faisait allusion à la demande antipatriotique qui avait été adressée par le commandant du bataillon de Popincourt et le capitaine du centre, quelques jours avant l'affaire du Champ de Mars, à leur chef de division; ils avaient annoncé leur intention de prendre la cocarde blanche; ces deux officiers furent dénoncés au bataillon et dégradés ignominieusement. Cf. *Courrier des* 83 *départements*, par Gorsas, t. XXVI, n° XX, p. 329.

2607. — Plainte en abus de confiance de Paul-Marie-Victoire de Beauvilliers de Saint-Aignan, contre le chevalier de Montbruel, autrement dit Molin, qu'il avait chargé de négocier des lettres de change pour la somme de 19,000 livres, sans pouvoir obtenir le versement des fonds.

25 juillet 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Popincourt).

2608. — Procès-verbal d'arrestation du sieur Pierre-Nicolas Demay, aubergiste, pour avoir tenu des propos injurieux contre la garde nationale, pour avoir dit notamment, en s'adressant à l'un des chasseurs soldés : « Allez prendre vos habits bleus, courez au Champ de Mars pour y égorger vos frères. »

10 août 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Popincourt).

§ 38. — Section des *Postes*.

2609. — Arrêtés portant adhésion à la délibération de la section de Montmorency au sujet de l'établissement provisoire d'un tribunal d'appel pour juger les procès criminels.

13 novembre 1790.

Extraits conformes (3 p.), *A. S.*, V^bis^ II, Sections de Paris; *B. N*, Mss., nouv. acq. fr. 2644, fol. 283; 2666, fol. 179.

2610. — Arrêtés de l'assemblée générale de la section et des assemblées primaires, émettant le vœu que les électeurs qui sont en même temps juges de paix, commissaires de police, ou officiers municipaux, ou notables adjoints, soient tenus d'opter.

16, 20 novembre 1790.

Extraits conformes (2 p.), *A. S.*, V^bis^ II, Sections de Paris.

2611. — Procès-verbaux des séances du comité de la section des Postes.

20 novembre 1790-26 juillet 1792.

Reg. in-fol. de 47 feuillets, signé. *A. S.* (précédemment Bibliothèque municipale du 2e arrondissement).

2612. — Déclaration du sieur Lemaire, employé au Mont-de-Piété, concernant la nouvelle du départ du maréchal de Broglie, transmise au comité de la section.

21 novembre 1790.

Minute, *A. N.*, D XXIX b 32, n° 337.

2613. — Procès-verbal relatif à l'arrestation, sur la place Saint-Eustache, de l'abbé Joseph-Frédéric d'Hauterive, ex-chanoine de Saint-Claude, qu'on avait pris pour l'abbé Bardy, évadé du Châtelet depuis plusieurs jours.

26 novembre 1790.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Contrat-Social).

L'abbé Bardy, qui s'était évadé du Châtelet le 20 novembre, fut repris dans la nuit du 27 au 28 novembre.

2614. — Délibération portant que, à l'avenir, les marguilliers devront être élus par les paroisses, que leur gestion devra être surveillée par la municipalité, et que leur

nomination ne pourra être faite suivant l'ancien régime.

Novembre 1790.

Copie conforme, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2666, fol. 194.

2615. — Procès-verbaux des séances de l'assemblée générale de la section des Postes.

4 décembre 1790-5 septembre 1792.

Registre in-fol. *A. S.* (précédemment Bibliothèque municipale du 2e arrondissement).

2616. — Registre des comptes ouverts avec les fournisseurs de la section des Postes, contenant les soumissions des ministres des cultes en l'an III et IV, et l'état des dépenses faites par le comité civil.

1790-1791.

Registre in-fol. de 93 pages, *A. S.* (précédemment Bibliothèque municipale du 2e arrondissement).

2617. — Lettre à la section du Palais-Royal à l'effet de provoquer une assemblée générale des paroissiens pour discuter la question de la nomination des commissaires des pauvres et des marguilliers, le tarif des chaises et la reddition du pain bénit.

19 décembre 1790.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2666, fol. 202.

2618. — Lettre de M. Cahier, procureur syndic adjoint de la Commune, au Comité de constitution, transmettant une lettre du président de la section au sujet de la destruction des armoiries dans l'église de Saint-Eustache, afin de savoir si le décret qui supprime les armoiries peut s'étendre à celles se trouvant dans les temples et si l'encens ne doit plus être offert aux ministres du culte.

20, 23 décembre 1790.

Minutes (2 p.), *A. N.*, D IV 51, n° 1467.

La noblesse héréditaire, les livrées et armoiries furent supprimées en vertu du décret du 19 juin 1790, qui stipula égalemont que l'encens ne serait brûlé, dans les temples, que pour honorer la divinité.

2619. — Procès-verbal de descente chez un limonadier tenant un jeu de biribi, dans une maison des rues Tiquetonne et Montorgueil, et de saisie des espèces et du matériel du jeu, avec sentence du tribunal de police, du 24 janvier 1791, condamnant les teneurs du jeu à une amende.

26 décembre 1790.

Minutes et imprimé (3 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Contrat-Social).

2620. — Procès-verbal dressé contre Jean Dangreilh et Pierre Lavigne, élèves en chirurgie, pour transport dans un fiacre de six cadavres et d'une tête, enlevés du cimetière des Porcherons et destinés à des études anatomiques.

10 janvier 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Contrat-Social).

2621. — Arrêté portant qu'il n'y a pas lieu d'envoyer au peuple polonais une adresse de félicitations sur sa nouvelle constitution, qui consacre la féodalité, les privilèges et est absolument contraire aux droits de l'homme et à la constitution française.

Mars 1791.

Extrait signé, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2671, fol. 278.

2622. — Procès-verbal dressé contre un individu qui avait troublé l'ordre en criant : A bas la bayonnette! au moment où le convoi de Mirabeau entrait à Saint-Eustache.

4 avril 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Contrat-Social).

2623. — Procès-verbal de fermeture de la chapelle de la communauté des Dames de Sainte-Agnès, d'apposition des scellés, de la levée temporaire desdits scellés, le 24 avril, pour la prestation du serment des religieuses entre les mains des officiers municipaux, et définitive, le 4 mai, pour la célébration du service divin, en vertu d'autorisation du procureur syndic de la Commune.

15 avril 1791.

Minutes (3 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Contrat-Social).

La communauté des Filles Sainte-Agnès, établie le 2 août 1678, se trouvait entre les rues Plâtrière et du Jour, en face de la rue Verderet.

2624. — Dépôt, par Jean-Jacques Poupart, curé de Saint-Eustache, d'un billet l'invitant à faire disparaitre les armoiries existantes dans les chapelles de son église.

19 mai 1791.

Minutes (2 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Contrat-Social).

2625. — Procès-verbal d'apposition de plaques en marbre noir portant en lettres d'or l'inscription de la rue Jean-Jacques-Rousseau, substituée à celle de la rue Plâtrière, en vertu d'une délibération du Corps municipal, du 4 mai 1791, avec lettre du département des travaux publics à ce sujet.

1er juin 1791.

Minutes et copie conforme (3 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Contrat-Social).

2626. — Procès-verbal d'apposition de scellés sur les papiers de l'abbé Viriot, dénoncé à la municipalité comme ayant entre les mains des libelles incendiaires qu'il se chargeait d'envoyer aux quatre-vingt-trois départements, ledit procès-verbal dressé en vertu d'arrêté du Corps municipal.

22 juin 1791.

Minute et extraits conformes (3 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Contrat-Social).

2627. — Procès-verbal d'arrestation du sieur Léonard Nerée-Vacquier, pour avoir dit « qu'il était étonnant que le général, qui avait répondu du Roi sur sa tête et qui l'avait laissé partir, n'eût pas encore la tête coupée et promenée au bout d'une pique ».

22 juin 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Contrat-Social).

2628. — Procès-verbal d'arrestation du sieur Jean-François Cochin, vendeur de papiers nouvelles, qui colportait *l'Orateur du peuple*, *l'Ami du peuple* et autres journaux en criant : *Grande Dénonciation contre M. le marquis de Lafayette et M. Bailly.*

22 juin 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Contrat-Social).

2629. — Procès-verbal de reconnaissance du cadavre d'Antoine Boyer, chasseur du bataillon de Saint-Eustache, tué d'un coup de fusil en traversant le Gros-Caillou avec le bataillon de Saint-Roch, auquel il s'était joint.

18 juillet 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Contrat-Social).

D'après la *Chronique de Paris*, numéro du 19 juillet 1791, le chasseur en question, que ce journal indique à tort comme appartenant à la section de la Bibliothèque, s'était joint, en effet, au bataillon de Saint-Roch et aurait été renversé d'un coup de pistolet tiré par derrière ; l'auteur de ce méfait fut arrêté au Gros-Caillou, mais parvint à s'échapper.

2630. — Dénonciation contre un fruitier sous les piliers des Halles, volontaire du bataillon de Saint-Eustache, qui, dans le cas d'une prise d'armes, avait manifesté l'intention de tirer sur M. de Lafayette.

22 juillet 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Contrat-Social).

2631. — Procès-verbal de transport chez le sieur Pierre-Henri Genty, tailleur, passage des Chartreux, soupçonné de confectionner des uniformes suspects, lesquels avaient été commandés à un fripier de la rue de la Monnaie par le sieur Devaux, entrepreneur de l'artillerie.

23 août 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Contrat-Social).

2632. — Plainte du sieur Germain Bastard, homme de loi, avoué près les tribunaux de Paris, contre le sieur de Chapt de Rastignac, colonel d'un régiment de dragons, qui lui avait adressé des menaces de mort, parce qu'il avait refusé de lui prêter une somme de 4,000 livres pour rejoindre son régiment.

25 août 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Contrat-Social).

§ 39. — Section des *Quatre-Nations.*

2633. — Lettre de M. Bailly au Comité des recherches, adressant la déclaration faite par le sieur Georges Guichon devant la section des Quatre-Nations, au sujet de nombreux soldats rencontrés en revenant de Genève, dans la direction du Midi.

29 juillet 1790.
Minute avec le texte de la déclaration, *A. N.*, D XXIXᵇ 11, nº 114.

2634. — Adresse au Comité de constitution sur la question de savoir si les délibérations des commissaires doivent rester secrètes ou si le lieu de leurs séances doit être ouvert à tous les citoyens, avec lettre d'envoi de M. Bailly.

7, 11 décembre 1790.
Originaux signés (2 p.), *A. N.*, D IV 3, nº 21.

2635. — Lettre à la section du Palais-Royal, demandant le jour, l'heure et le lieu où se tient le comité des commissaires de section.

26 décembre 1790.
Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2666, fol. 206.

2636. — Arrêté adoptant celui de la section des Arcis touchant l'affranchissement des envois.

17 février 1791.
Extraits conformes (2 p.), *A. S.*, Vᵇⁱˢ II, Sections de Paris; *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2671, fol. 260.

2637. — Engagement d'acquitter les droits d'entrée ordinaires de la ville de Paris et d'en protéger la perception jusqu'au 1ᵉʳ mai prochain.

23 février 1791.
Copie conforme, *A. N.*, C 58, nº 577.
Cf. *Archives parlementaires*, t. XXIII, p. 523.

2638. — Arrêté pris à l'effet de demander le remplacement du cardinal de Montmorency-Laval, comme grand-aumônier de France, lequel n'avait pas prêté le serment exigé par la loi du 27 novembre 1790.

25 février 1791.
Extrait, *A. N.*, C 58, nº 577.
Cf. *Archives parlementaires*, t. XXIII, p. 551.

Louis-Joseph de Montmorency-Laval, évêque de Metz, était grand-aumônier de France depuis le mois de juin 1786.

2639. — Décision de l'Assemblée nationale sur la pétition de cette section, remettant au Comité ecclésiastique l'examen de la question de savoir si le Roi pouvait garder auprès de lui des ecclésiastiques n'ayant point prêté le serment.

27 février 1791.
Minute, *A. N.*, C 54, nº 545.

§ 40. — Section des *Quinze-Vingts.*

2640. — Registre de police du commissaire de la section pour la réception des plaintes et déclarations.

28 mai 1790-29 août 1791.
Original de 141 folios, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Quinze-Vingts).

2641. — Lettre du président de la section communiquant l'avis transmis par un commis de banque de l'achat d'un million d'écus que le duc d'Orléans aurait ordonné.

8 juillet 1790.
Minute, *A. N.*, D XXIXᵇ 11, nº 116.

2642. — Lettre de M. Justin Bechet, président de la section, au maire, demandant

une prompte décision sur la question de savoir si les places de juge de paix et de commissaire de police seront réunies pour être exercées par la même personne, question soumise au Comité de constitution.

21 septembre 1790.

Minute, *A. N.*, D IV 4, nº 25.

Justin Bechet, directeur de l'administration des Quinze-Vingts, figure parmi les électeurs de 1790.

2643. — Adhésion aux arrêtés des autres comités de sections sur l'affranchissement de tous paquets.

15 février 1791.

Copie conforme, *A. S.*, V^bis^ II, Sections de Paris.

2644. — Arrêté décidant l'envoi de commissaires au Comité de constitution à l'effet de savoir si le citoyen payant cent livres de loyer est éligible ou non, le directoire du département estimant que les citoyens qui auront payé un droit de patente de dix livres sont éligibles.

16 juin 1791.

Extrait conforme, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2671, fol. 308.

2645. — Procès-verbal d'arrestation d'un ouvrier tabletier, l'un des commissaires délégués par la Société des Halles et de la Liberté pour servir à M. de Robespierre de bouclier et de garde contre ses ennemis, qui recueillait des signatures dans le faubourg Saint-Antoine et voulait se joindre à la Société des Ennemis du despotisme pour signer la pétition du Champ de Mars.

17 juillet 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Quinze-Vingts).

2646. — Dénonciation des ouvriers de la manufacture des glaces contre le sieur Lelièvre, inspecteur chargé de la surveillance de la boulangerie, fondée par eux rue de Reuilly, qu'ils soupçonnent d'infidélité dans sa gestion.

30 août 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Quinze-Vingts).

§ 41. — Section du *Roi-de-Sicile*.

2647. — Arrêté de l'assemblée primaire de la section, portant que chaque homme de loi, chaque juge ou magistrat sera tenu de déclarer qu'il n'a participé et n'entend participer à aucune délibération ou résolution tendant à contrarier l'établissement des nouveaux tribunaux.

11 octobre 1790.

Copie conforme, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2666, fol. 141.

Ed. BAYARD, *Journal de la municipalité, des districts et des sections*, t. III, p. 15.

2648.—Arrêté de l'assemblée primaire de la section, décidant la remise à chacun de ses électeurs de la copie de son vœu relatif au maintien des articles constitutionnels décrétés par l'Assemblée nationale et acceptés par le Roi.

19 juin 1791.

Copie conforme, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2671, fol. 311.

Le 31 août 1791, l'Assemblée nationale rejeta une motion tendant à autoriser les assemblées primaires à reviser les articles constitutionnels, quand elles le jugeraient à propos.

§ 42. — Section du *Roule*.

2649. — Procès-verbal du comité rendant compte de la démarche faite auprès des fermiers généraux au sujet de la saisie de pièces de vin et d'eau-de-vie et de café opérée pour obéir à la clameur publique, à l'effet de réclamer la gratification due à la

garde soldée qui a prêté main-forte lors de la saisie de l'eau-de-vie à Monceaux.

3 août 1790.
Minute signée, *A. S*, V^{bis} II, Sections de Paris.

2650. — Arrêté de la section, portant qu'elle ne peut se dessaisir des pièces déposées à l'appui de la dénonciation contre M. Guignard de Saint-Priest.

6 août 1790.
Minute signée, *A. S.*, V^{bis} II, Sections de Paris.

2651. — Arrêté nommant des commissaires chargés de se transporter au comité de la ferme générale, à l'effet de savoir quelles mesures la section doit prendre relativement aux marchandises dont elle a opéré la saisie et qui risquent de dépérir.

8 août 1790.
Minute signée, *A. S.*, V^{bis} II, Sections de Paris.

2652. — Procès-verbal de l'arrestation à la barrière de Monceaux d'une voiture chargée de bagages appartenant au duc de Wundhsire, se rendant en Angleterre avec la comtesse de Spencer, dont les passeports sont en règle, laquelle a été laissée libre de continuer sa route.

8 août 1790.
Minute signée, *A. S.*, V^{bis} II, Sections de Paris.

2653. — Arrêté fixant les gratifications accordées aux employés du comité, ainsi que le traitement du secrétaire-greffier, et déclarant que le sieur Duval, dont les marchandises avaient été confisquées, a payé 500 livres pour en obtenir la restitution.

2 septembre 1790.
Minute signée, *A. S.*, V^{bis} II, Sections de Paris.

2654. — Délibération recommandant à la sollicitude du Comité de liquidation le sieur Cointeraux, professeur d'architecture rurale, inventeur d'un mode de construction en terre ou pisé, à l'épreuve des incendies, lequel est tombé dans la misère.

19 septembre 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, D VI 6, n° 39.

2655. — Arrêté décidant que le procureur du Roi du Châtelet sera pressenti au sujet de la conduite que le comité de la section doit tenir dans une affaire d'accouchement clandestin.

24 septembre 1790.
Minute signée, *A. S.*, V^{bis} II, Sections de Paris.

2656. — Demande d'éclaircissements adressée par la section réunie en assemblée primaire au Comité de constitution sur le mode d'élection des électeurs, contenant en marge la réponse du Comité.

14 octobre 1790.
Minute signée, *A. S.*, V^{bis} II, Sections de Paris.

2657. — Arrêté conforme à ceux des sections de la Fontaine-de-Grenelle et de la Place-Vendôme, portant que le maire et le Conseil municipal seront instamment priés de ne nommer aux emplois dans les bureaux de l'administration et de la municipalité que les citoyens en état, par leurs lumières et leurs talents, de les remplir, et de ne choisir que ceux qui feraient preuve de services personnellement rendus à la patrie depuis la Révolution dans les fonctions civiles et militaires.

10 novembre 1790.
Copies conformes (2 p.), *A. S.*, V^{bis} II, Sections de Paris; *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2666, fol. 172.

2658. — Arrêté portant que l'Assemblée nationale sera suppliée de rappeler à son siège l'archevêque de Paris absent, et faute par lui de satisfaire à cette requête, de déclarer le siège vacant.

10 novembre 1790.
Copies conformes (2 p.), *A. S.*, V^{bis} II, Sections de Paris; *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2666, fol. 169.

2659. — Arrêté déclarant qu'il n'y a lieu de délibérer sur les arrêtés qui ont été communiqués à la section au sujet de la lettre du Roi à Lafayette, par suite des éclaircissements reçus et de la production de la copie authentique de cette lettre, de nature à dissiper tous soupçons, et remerciant néanmoins de leur vigilance les sections de

Mauconseil, des Tuileries et du Théâtre-Français.

10 novembre 1790.

Extraits signés (2 p.), *A. S.*, V^{bis} 11, Sections de Paris; *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2666, fol. 170.

Aux termes de cette lettre, Louis XVI annonçait à Lafayette qu'il prendrait dans sa garde les grenadiers et soldats des compagnies du centre. Cf. la *Chronique de Paris*, numéro du 9 novembre 1790.

2660. — Arrêté suspendant de l'exercice de leurs droits de citoyens actifs les sieurs Pion et Chaumès, avec note du département de police demandant les causes de cette suspension.

21 novembre 1790.

Extrait signé, *A. S.*, V^{bis} 11, Sections de Paris.

2661. — Procès-verbal des déclarations faites, par le sieur Pion, touchant ses contestations avec le sieur Chaumez.

29 novembre 1790.

Minute signée, *A. S.*, V^{bis} 11, Sections de Paris.

2662. — Déclaration du sieur Nicolas Simonot, citoyen actif, prêtre habitué de l'église de la Madeleine de la Ville-l'Évêque, au sujet de la prestation de serment qu'il se propose de faire le dimanche 16 janvier, portant qu'elle ne résulte nullement des menaces qui lui ont été adressées.

15 janvier 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Roule).

2663. — Plainte du sieur François-Joseph Lelièvre de la Grange, lieutenant-général des armées du Roi, au sujet de la violation de son domicile par plusieurs particuliers qui s'étaient présentés chez lui, rue du Faubourg-du-Roule, sous prétexte d'un ordre qu'ils avaient reçu d'expulser de son logis la dame Witlowska, laquelle avait imaginé cette scène pour faire un esclandre.

21 janvier 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Roule).

2664. — Lettre à la section de la Grange-Batelière, annonçant que les assemblées primaires de la section se tiennent dans l'église de Saint-Philippe-du-Roule, celles de la section dans une salle de la caserne, rue Verte, sans date fixe, et celles du comité, tous les lundis, à six heures du soir, dans la même caserne.

23 janvier 1791.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2656, fol. 52.

2665. — Déclaration relative à un employé aux travaux de secours de la barrière du Roule, qui ne se rendait à l'atelier qu'aux heures de l'appel, comme tous ses camarades.

25 janvier 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Roule).

2666. — Procès-verbal de dépôt d'un faux billet de mille livres de la Caisse d'Escompte, avec description dudit billet.

4 février 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Roule).

2667. — Procès-verbal dressé contre le sieur Leber, curé de la paroisse de la Madeleine de la Ville-l'Évêque, pour avoir fait lecture en chaire d'une lettre pastorale de l'archevêque de Paris, donnée à Chambéry, le 7 février.

20 février 1791.

Minutes (2 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Roule).

2668. — Lettre au comité de la section de la Grange-Batelière pour demander copie de l'arrêté de cette section conforme à celui de la Fontaine-de-Grenelle, exprimant le vœu que les places de commis et employés de la municipalité et du département soient réparties dans chaque section.

9 mars 1791.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2656, fol. 181.

2669. — Plainte du sieur Jean-Baptiste Fauleonnier contre le sieur Lamaignère, commissaire de police de la section des Champs-Élysées, pour violation de domicile.

12 mars 1791.

Minutes (2 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Roule).

2670. — Procès-verbal relatif à une rixe qui s'était produite à la barrière dans le cabaret du *Galant-Jardinier*, à Monceaux, entre des grenadiers de la compagnie de l'Oratoire et des canonniers de la caserne de la Pépinière.

13 mars 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Roule).

2671. — Plainte de Françoise Cayé, femme du sieur Theveneau, marchand de vins, rue de l'Arcade-Saint-Lazare, contre les canonniers de la caserne de la rue de la Pépinière, qui étaient entrés chez elle, avec un violon et un tambour, le sabre nu au poing, avaient fait du tapage et exigé vin et bonne chère à crédit, le capitaine desdits canonniers ayant même ajouté après leur départ : « Vous êtes bien heureuse qu'ils n'aient pas mis votre maison au pillage. »

28 mars 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Roule).

2672. — Plainte du sieur Jean Taflin, jardinier, locataire d'un marais rue de la Pépinière, entre les rues d'Astorg et de Miromesnil, au sujet d'eaux stagnantes qui séjournent dans un terrain vague voisin de ce marais et le transforment en cloaque.

28 mars 1791.

Minutes (2 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Roule).

2673. — Notification à l'abbé Michel Leber de son remplacement comme curé de la Madeleine de la Ville-l'Évêque.

3 avril 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Roule).

Michel Leber, qui était curé de cette paroisse depuis 1778 et qui refusa le serment, fut remplacé, le 6 février 1791, par Dominique-Joseph Picavez, premier vicaire de Saint-Philippe-du-Roule.

2674. — Procès-verbal d'arrestation du sieur Nicolas-François Grenet, sculpteur, chef d'un atelier de secours, pour enlèvement dans une charrette de moellons provenant de démolition.

19 avril 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Roule).

2675. — Procès-verbal d'arrestation du sieur Pierre-Jean La Montagne, ancien bedeau de Saint-Roch, qui avait causé du scandale en tenant des propos indécents dans l'église de la Madeleine de la Ville-l'Évêque contre l'un des bedeaux, lors d'un convoi.

21 avril 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Roule).

2676. — Déclaration des employés des fermes à la barrière du Roule, au sujet du passage en fraude et avec violence de troupeaux de bœufs et de porcs par la barrière de Courcelles, et réquisition du bataillon de Saint-Philippe-du-Roule.

25 avril 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Roule).

2677. — Perquisition à l'hôtel de Jaucourt, rue d'Aguesseau, à propos d'un article de *l'Orateur du peuple*, n° 47, suivant lequel on affirmait que le prince de Lambesc était caché dans cet hôtel, perquisition qui n'a produit aucun résultat.

25 avril 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Roule).

Le *Courrier*, de Gorsas (t. XXIII, n° XXII, p. 348), enregistre le bruit, en circulation à Paris, peut-être répandu à plaisir et confirmé par une lettre d'un personnage connu, d'après lequel le prince de Lambesc se trouvait à l'hôtel de Jaucourt, rue d'Aguesseau, faubourg Saint-Honoré, avec quinze de ses cavaliers, déguisés en domestiques.

2678. — Inventaire des objets mobiliers existant dans les bureaux d'octroi des barrières du Roule, de Courcelles, d'Orléans, de Monceaux et de Clichy, en vertu des instructions du Bureau municipal, avec lettre de M. Cahier, procureur syndic adjoint de la Commune.

4 mai 1791.

Minutes (4 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Roule).

2679. — Plainte du sieur Pierre-Louis-Ollivier-Descloseaux, ancien président de la section, assesseur du juge de paix, au sujet de la violation de son domicile par des prétendus gardes du commerce, qui s'étaient

introduits chez lui pour opérer une saisie contre son fils, à la requête d'un sieur Brisac, juif de Lunéville.

13 mai 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Roule).

2680. — Plainte du sieur Jean-Baptiste Daudon, maître charpentier, rue de l'Arcade, à l'effet de signaler une assemblée illégale tenue par les compagnons charpentiers, qui forçaient les entrepreneurs de charpente à souscrire sur un registre l'obligation de payer les journées à raison de 50 sols l'été et 45 sols l'hiver, et contraignaient les ouvriers à entrer dans leur assemblée.

6 juin 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Roule).

2681. — Dénonciation contre le sieur Nicolas-Antoine Dumas de Labrousse, naturaliste, accusé de propos et manœuvres contre-révolutionnaires, ayant dit notamment « qu'il y avait des potences toutes prêtes pour pendre les membres de l'Assemblée nationale et ceux du Club des Jacobins, entre autres Barnave et Robespierre, deux protestants qui avaient détruit la religion », et procès-verbal de perquisition dans ses papiers où il n'est rien trouvé de suspect.

21 juin 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Roule).

Dumas de Labrousse fut condamné à mort et exécuté le 15 messidor an II.

2682. — Procès-verbal d'arrestation d'un maître tourneur qui s'était répandu en invectives contre la garde nationale, soutenant qu'elle avait favorisé le départ du Roi.

24 juin 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Roule).

2683. — Arrêté invitant les administrateurs des domaines et finances à ne point altérer la confiance due aux comités et nécessaire à leurs opérations, en exigeant d'eux un visa pour le remboursement des frais de bureau et autres qu'ils avancent gratuitement.

4 juillet 1791.

Copie conforme, *A. S.*, V^bis II, Sections de Paris.

2684. — Plainte en escroquerie par Jacques Delalande, prêtre, député du bailliage d'Évreux à l'Assemblée nationale, contre deux juifs qu'il avait fait venir pour négocier des assignats, et qui les avaient volés en faisant semblant de les renfermer dans une boîte cachetée, avec lettre du sieur Laurens, commissaire près le cinquième tribunal criminel, au sujet de cette affaire.

7 juillet 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Roule).

2685. — Procès-verbal constatant un vol avec effraction, commis dans la maison de plaisance du duc d'Orléans, rue de Chartres, où l'on avait emporté, entre autres objets, deux girandoles d'or moulu et trois flambeaux d'argent plaqué.

9 juillet 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Roule).

2686. — Décision de la section accordant à M. de Trémouilles, demeurant rue de Valois-au-Roule, dans un endroit désert, une livre de poudre pour sa défense personnelle.

12 juillet 1791.

Minute signée, *A. N.*, M 664, n° 18.

2687. — Procès-verbal relatif à des propos concernant l'affaire du Champ de Mars, tenus dans un café du faubourg Saint-Honoré par deux particuliers, dont l'un avait aidé à transporter un cadavre du Champ de Mars au Palais-Royal.

29 juillet 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Roule).

2688. — Procès-verbal de dépôt par le sieur Pierre-Charles-Marie Famin, ancien président et commissaire du district de Saint-Victor, des papiers d'une aventurière, Marie-Joséphine de Morion, se prétendant duchesse de Brabant et fille naturelle de Louis XV, papiers qui lui avaient été remis par le sieur Jozeau, commissaire du quatrième tribunal criminel, et consistaient en mémoires à l'Assemblée nationale et au Comité des pensions, à l'appui de la réclamation d'une créance sur la nation.

20 septembre 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Roule).

§ 43. — Section de *Sainte-Geneviève.*

2689. — Lettre du secrétaire de la section à la section des Tuileries, la priant d'envoyer le lendemain deux commissaires à l'Hôtel de Ville pour y conférer avec les autres députés.

31 juillet 1790.
Minute, A. S., V^{bis} 11, Sections de Paris.

2690. — Lettre du sieur Durouzeau, président de la section, adressant au Comité des recherches un billet trouvé sur les marches de l'entrée de la salle d'assemblée.

20 octobre 1790.
Minute, A. N., $DXXIX^{b}$ 15, n° 160

Denis Durouzeau, homme de loi, l'un des électeurs de la section de Sainte-Geneviève en 1790 et 1792, était également juge de paix de cette section.

2691. — Demande adressée au Comité de constitution au sujet du second tour de scrutin réclamé pour la nomination du quatrième assesseur du juge de paix et sur la question de savoir si l'on peut cumuler les fonctions de commissaire de section et d'assesseur du juge de paix.

21 novembre 1790.
Minute, A. N., D IV 13, n° 209.

2692. — Procès-verbal relatif à une altercation qui s'était produite chez le sieur Cholat, marchand de vins, rue des Noyers, entre une députation des Vainqueurs de la Bastille, réunis pour examiner les inculpations dont leurs camarades étaient l'objet et rejeter les mouchards de leurs rangs, et les chasseurs et grenadiers soldés, avec un imprimé intitulé : *Désaveu d'un arrêté incendiaire, faussement imputé aux Vainqueurs de la Bastille*, et une lettre écrite par Santerre, secrétaire de l'assemblée des Vainqueurs, au sieur Dubois, inculpé par Marat d'indignes manœuvres.

3 janvier 1791.
Minute, A. P., Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Panthéon).

Cf. dans l'*Ami du peuple*, du 30 décembre 1790, l'article intitulé : « Infamies de Bailly le Flandrin et de Mottié le Roux pour faire dissoudre les Jacobins et supprimer les assemblées des Vainqueurs de la Bastille, » où se trouve reproduit le texte de l'imprimé mentionné ci-dessus. Malgré le désaveu publié par Santerre, la municipalité parisienne interdit toute assemblée des Vainqueurs de la Bastille, qui décidèrent de ne tenir aucun compte de la défense et de se réunir comme par le passé dans leur salle de la Boule-Blanche, faubourg Saint-Antoine. Marat raconte de la façon la plus explicite la scène qui se passa le 3 janvier, chez Cholat, où le nommé Dubois, qu'il appelle l'un des mouchards avérés du général, fit irruption à la tête de douze chasseurs des barrières qui assaillirent à coups de sabre l'un des Vainqueurs refusant de boire avec eux (*Ami du peuple*, numéro du 5 janvier 1791).

2693. — Procès-verbal constatant un vol de vases sacrés commis par effraction dans l'église de Saint-Étienne-du-Mont, tant au tabernacle du maître-autel qu'à celui de la chapelle de la Vierge, avec interrogatoire d'un vendeur d'allumettes et du fils du fossoyeur de la paroisse, inculpés de ce vol, et lettre des administrateurs des biens nationaux concernant le remplacement des vases volés.

17 janvier 1791.
Minute, A. P., Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Panthéon).

2694. — Envoi au Comité des recherches d'une lettre dénonçant l'enregistrement des indigents à l'hôtel de Brissac, et le passage de chevaux sur la route des Gobelins.

28 janvier 1791.
Extrait conforme, A. N., D XXIX^{b} 33, n° 339.

2695. — Lettre à la section du Palais-Royal pour l'aviser du renvoi à la Société des Amis de la constitution monarchique d'une somme de 1,235 livres, que cette Société avait adressée à la section de Sainte-Geneviève, avec un état de distribution.

2 février 1791.
Minute, B. N., Mss., nouv. acq. fr. 2671, fol. 244.

2696. — Avis relatif à la remise de l'assemblée convoquée au collège de Navarre pour délibérer sur l'utilité qu'il y aurait à former entre les quarante-huit sections un bureau de correspondance ou comité de réunion.

21 février 1791.

Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2671, fol. 266.

2697. — Procès-verbal établissant que la châsse de sainte Geneviève n'avait point été enlevée, ainsi que l'avait fait supposer la présence d'un carrosse à la livrée royale, attelé de huit chevaux, dans lequel se trouvait un objet couvert d'un tapis de velours brodé.

12 mars 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Panthéon).

2698. — Procès-verbal constatant l'entrée par effraction et escalade dans la sacristie de l'église de Saint-Etienne-du-Mont de voleurs qui ont dérobé les galons et franges des vêtements sacerdotaux.

17 mars 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Panthéon).

2699. — Procès-verbal de saisie chez le sieur Carré, graveur, rue Saint-Jacques, d'une planche de cuivre d'une gravure infâme, signalée par un procès-verbal du commissaire de la section du Faubourg-Montmartre, sur la plainte du sieur Després, acteur du Spectacle français comique et lyrique, mis en scène dans les *Amusements libertins du Spectacle lyrique*, et de nombreux exemplaires d'ouvrages dont l'obscénité se refuse à toute description, tels que la *Ribaude du Palais-Royal*, les *Enfants de Sodome*.

1er avril 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Panthéon).

Les Amusements libertins du Spectacle lyrique ne sont point mentionnés dans la *Bibliographie des ouvrages relatifs à l'amour, aux femmes et au mariage*, et ne figurent pas dans les collections de la Bibliothèque nationale.

2700. — Procès-verbal de fermeture des portes de la chapelle de Saint-Julien-le-Pauvre, où se réunissaient des prêtres non assermentés pour dire la messe et recevoir des confessions, avec décision du directoire du département, du 19 juin, ordonnant la visite de cette chapelle par l'architecte de l'Hôtel-Dieu, afin de juger s'il y a lieu de la donner en location.

8 avril 1791.

Minute et copie (2 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Panthéon).

2701. — Procès-verbal constatant un vol par effraction commis à la bibliothèque des Carmes de la place Maubert, avec lettres de M. Ameilhon, bibliothécaire de la municipalité, demandant à être remis en possession de ce dépôt littéraire, et de M. Oudet, officier municipal, relatives à cette opération.

16 avril 1791.

Minutes (4 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Panthéon).

2702. — Procès-verbal de clôture des églises et chapelles des collèges de Lisieux, du Plessis-Sorbonne, de Sainte-Barbe, de Louis-le-Grand, de Montaigu, de Navarre, des Grassins, de la Marche, du chapitre de Saint-Etienne-des-Grès, du séminaire des Trente-Trois, de la communauté de Laon et des Carmes, avec lettre de M. Tiron, officier municipal, déclarant que l'église de Saint-Jean-de-Latran ne doit pas être comprise parmi celles qui sont supprimées.

16, 20 avril 1791.

Minutes (2 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Panthéon).

2703. — Procès-verbal relatif au placement à la porte de la sacristie de l'église de Sainte-Geneviève du tableau contenant les noms des fonctionnaires publics ecclésiastiques de la paroisse, qui est ajourné parce que le curé n'avait pu choisir qu'une partie de ses vicaires, avec lettre de M. Cahier et arrêté du Corps municipal prescrivant cette mesure.

19 avril 1791.

Minutes et copie conforme (3 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Panthéon).

2704. — Requêtes de divers marchands de vin de la section, demandant la constata-

tion par le commissaire de police du nombre de pièces de vin qui se trouvent dans leurs caves, pour lesquelles ils ont acquitté les droits d'entrée.

30 avril 1791.

Minutes (3 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Panthéon).

2705. — Procès-verbal constatant la destruction, opérée pendant la nuit du 7 au 8 mai, des étaux de boucherie de la place Maubert, et mentionnant les mesures d'ordre prises dans cette circonstance.

8 mai 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Panthéon).

2706. — Lettre demandant l'avis des sections de la Grange-Batelière et du Palais-Royal sur le vœu que venait d'émettre la section de Sainte-Geneviève pour le remplacement des anciens administrateurs des hôpitaux par des administrateurs gratuits choisis dans les sections.

31 mai 1791.

Minutes (2 p.), *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2656, fol. 266; 2671, fol. 318.

2707. — Procès-verbal dressé contre les sieurs Pierre Philippine et Jean-Jacques Hesqui, dit Belle-Isle, agents de la sûreté publique, chargés de rechercher et d'arrêter les prisonniers évadés de la Force dans la nuit du 17 au 18 mai, lesquels agents avaient outrepassé leurs pouvoirs en arrêtant un nommé Josse qui ne figurait nullement sur la liste de ces prisonniers, avec mandats du département de police et du commissaire de la section du Roi-de-Sicile pour la recherche desdits prisonniers.

11 juin 1791.

Minutes (6 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Panthéon).

2708. — Procès-verbal d'arrestation d'un capucin de l'ordre de Saint-François, qui se trouvait en état d'ivresse et causait du scandale dans la rue Bordet et les places Cambrai et de Sainte-Geneviève, lequel est remis à la garde du supérieur des Capucins de la Chaussée-d'Antin.

17 juin 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Panthéon).

2709. — Procès-verbal de transport chez le sieur Laurent junior, imprimeur, rue Saint-Jacques, pour y saisir un bref du pape Pie VI, dénoncé au Club des Amis de la constitution, avec accusé de réception par le département de police des exemplaires saisis.

21 juin 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Panthéon).

2710. — Arrêté déférant au Comité de constitution la question de savoir si les commissaires de section sont assujettis au service militaire pendant la durée de leur commissariat.

22 juin 1791.

Copies conformes (2 p.), *A. N.*, D IV 49, n° 1395.

2711. — Procès-verbal d'arrestation d'un colporteur avec jambe de bois, qui était monté sur un tabouret, dans la rue Saint-Nicolas, près de celle de Saint-Victor, et faisait lecture à haute voix d'un écrit incendiaire intitulé : *Lettre menaçante du pape Pie VI adressée aux Français sur la captivité de Louis XVI.*

20 juillet 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Panthéon).

2712. — Procès-verbal d'ouverture de l'église des Carmes de la place Maubert, à la requête du sieur Huot, curé de Sainte-Geneviève, et d'une partie de ses paroissiens, pour servir d'oratoire, à la condition qu'il n'y sera dit que des messes basses et qu'elle sera fermée après la messe de midi.

23 juillet 1791.

Minutes (5 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Panthéon).

2713. — Procès-verbal relatif à l'entrée illicite de nombre de femmes dans la chapelle de la maison des Lombards pendant la célébration du service divin, qui avait occasionné un attroupement considérable dans la rue des Carmes.

25 septembre 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Panthéon).

§ 44. — Section du *Temple*.

2714. — Procès-verbal de saisie de poiré frelaté dans un magasin de la rue Forest, après dégustation par les employés de la ferme et par les experts de la communauté des marchands de vin, avec lettre de M. Parizot, aide de camp de M. de Lafayette.

18 novembre 1790.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Temple).

2715. — Procès-verbaux de visite dans les salles de spectacle du boulevard, savoir : dans la salle de Beaujolais, dans celles des Délassements, des Grands-Danseurs du Roi, de l'Ambigu-Comique et des Délassements-Comiques, afin de vérifier les mesures prises par chacun de ces théâtres en cas d'incendie.

23 novembre, 17 décembre 1790.

Minutes (2 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Temple).

2716. — Plainte de l'agent général du spectacle de l'Ambigu-Comique contre la demoiselle Mabille, figurante dans les ballets, qui refusait de danser dans le ballet d'*Hercule et Omphale*, sous prétexte que cela l'empêchait de vaquer à ses affaires particulières.

30 novembre 1790.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Temple).

Hercule et Omphale était une pantomime à grand spectacle, en trois actes, représentée pour la première fois le 9 octobre 1790.

2717. — Plainte du sieur Etienne Constantin, régisseur du spectacle des Grands-Danseurs du Roi, contre la demoiselle Lacroix, actrice de ce spectacle, qui avait manqué de respect au public en riant et en sautant dans la pièce intitulée : *Jean Bête* et avait refusé de venir à la répétition des *Egyptiens de qualité*.

2 décembre 1790.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Temple).

La pièce indiquée sous le titre de *Jean Bête*, était une comédie en trois actes, avec vaudeville et un ballet, dont le titre complet est *le Mariage et les Noces de Jean Bête*. On ne voit point les *Egyptiens de qualité* figurer sur le programme des représentations des Grands-Danseurs du Roi, au moins jusqu'à la clôture de celles des boulevards, qui eut lieu le 1er février 1791, et pas davantage dans celles de la salle de la foire Saint-Germain, à partir du 2 février.

2718. — Procès-verbal dressé contre Jean-Baptiste Demont, supérieur des Pères-de-Nazareth, qui faisait fermer à clef la porte de cette communauté dès huit heures du soir, ce qui empêchait la rentrée des religieux mangeant au dehors, et décision portant que les portes ne seront fermées qu'à dix heures, attendu que, dans toutes les maisons, on ne soupe habituellement qu'à neuf heures.

8 décembre 1790.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Temple).

2719. — Plainte du sieur Antoine Colon, directeur du spectacle des Délassements-Comiques, au sujet de la distribution dans son théâtre de billets imprimés intitulés : *Avis aux charitables spectateurs*, accusant indument ledit Colon d'avoir gardé l'argent d'une représentation donnée au bénéfice du sieur Esprit Allier, acteur sexagénaire de ce spectacle.

10 décembre 1790.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Temple).

Antoine Colon et sa femme dirigeaient déjà le spectacle des Délassements-Comiques lors de l'incendie qui consuma ce théâtre en 1787.

Cf. Emile Campardon, *Spectacles de la foire*, t. I, p. 208, 236.

2720. — Plainte du sieur Grancher, ancien bijoutier de la Reine, contre la receveuse du spectacle des Associés qui avait refusé d'accepter un écu de trois livres par elle donné quelques jours auparavant.

11 décembre 1790.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Temple).

2721. — Déclaration d'un vol de six douzaines de serviettes commis au préjudice de la maison des Pères-de-Nazareth, et arrestation de deux individus, porteurs d'un crucifix et d'un bras d'autel de cuivre doré, volés dans l'église des Pères-de-Nazareth.

16 décembre 1790, 12 janvier 1791.
Minutes (2 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Temple).

2722. — Déclaration des acteurs et actrices du théâtre des Associés qui refusent de continuer à jouer la comédie, en raison des mauvais procédés du sieur Louis-Gabriel Sallé, leur directeur, et plainte de celui-ci contre ses pensionnaires, qu'il accuse de ne tolérer l'admission d'aucun nouvel acteur et de se porter même à des voies de fait au sujet de l'attribution de rôles.

21 décembre 1790.
Minutes (2 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Temple).

Le spectacle des Associés fut fondé en 1774 par Nicolas Vienne, dit Visage ou Beauvisage, ancien aboyeur à la porte du spectacle de Nicolet et grimacier célèbre du boulevard, qui s'associa avec Louis-Gabriel Sallé, ancien arlequin des Grands-Danseurs du Roi.

Cf. Emile Campardon, *les Spectacles de la foire*, t. I, p. 26.

2723. — Déclaration du sieur Louis de Valabrègue, professeur de musique et soldat citoyen du bataillon des Blancs-Manteaux, au sujet d'une scène qui s'était passée, le 27 novembre, dans le café du sieur Goddet, rétablissant la vérité des faits, altérée dans le numéro de *l'Ami du peuple*, du 17 décembre.

23 décembre 1790.
Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Temple).

L'article en question est intitulé : *Atrocités commises contre le maître du café Gaudet*, limonadier sur le boulevard du Temple, que Marat représente comme poursuivi depuis plus d'un mois par plusieurs mouchards. Pendant qu'il était retenu au lit à la suite d'une blessure reçue dans un duel avec un spadassin, un sieur Huillier, capitaine du bataillon des Pères-de-Nazareth, avec quatre autres perturbateurs du repos public, assaillit à coups de canne les garçons du café qui voulaient l'empêcher de culbuter le poêle.

2724. — Procès-verbal de transport au manège du sieur Asthley, rue du Faubourg-du-Temple, sur la plainte de plusieurs spectateurs, mécontents d'avoir payé fort cher pour ne voir qu'une voiture mécanique très ordinaire, et de fermeture du manège.

25 décembre 1790.
Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Temple).

Asthley, écuyer anglais et directeur d'une troupe équestre avait ouvert en 1782, au faubourg du Temple, près du boulevard, un spectacle où l'on voyait des exercices de manège et des tours surprenants de force et de souplesse, même de véritables pièces équestres, comme *la Bataille et la Mort du général Malborough*.

Cf. Emile Campardon, *les Spectacles de la foire*, t. I, p. 28.

2725. — Plainte du sieur Antoine Colon, directeur du spectacle dit le Délassement, contre son souffleur, qui lui avait emporté des pièces de théâtre et cinq louis d'or, à lui confiés pour faire mettre les annonces de ce spectacle dans *le Journal de Paris et les Petites Affiches*.

8 janvier 1791.
Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Temple).

2726. — Procès-verbal d'envoi d'abord à la communauté de Sainte-Agnès, puis à l'Hôpital général et à la Salpêtrière de trois enfants, trouvés dans la rue du Faubourg-du-Temple et qui avaient été amenés à Paris par leur père, chargé d'une nombreuse famille, pour y être abandonnés.

26 janvier 1791.
Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Temple).

2727. — Procès-verbal relatif au tumulte occasionné à l'Ambigu-Comique par suite du refus absolu du sieur Varennes, acteur de ce spectacle, indisposé, de jouer dans la pantomime intitulée : *Pierre de Provence*, tumulte qui n'avait été apaisé qu'en faisant jouer cette pièce par d'autres acteurs, aux applaudissements du public.

1er février 1791.
Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Temple).

Claude-Charles Santerre de Varennes, acteur des élèves de l'Opéra, des Grands-Danseurs du Roi et de l'Ambigu-Comique.

Cf. Emile Campardon, *les Spectacles de la foire*, t. II, p. 443.

Pierre de Provence était une pantomime en quatre actes.

2728. — Procès-verbal relatif à un règlement établi au spectacle du sieur Nicolet, attentatoire à la liberté des spectateurs, arbitrairement divisés en deux catégories, ceux qui sont porteurs de billets payants et ceux qui entrent avec des billets gratuits.

1er février 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Temple).

2729. — Arrêté conforme à ceux de diverses sections relativement au port des paquets.

17 février 1791.

Extraits conformes (2 p.), *A.S.*, V^{bis} II, Sections de Paris ; *B. N.*, Mss. nouv. acq. fr. 2671, fol. 262.

2730. — Déclaration faite par le sieur Jacques Marguerit, entrepreneur chargé de la démolition de la salle des ci-devant élèves de l'Opéra, occupée par le spectacle de Beaujolais, qui se plaint de n'avoir pu obtenir l'ouverture du théâtre pour procéder à l'enlèvement des décorations et de la machination.

4 mars 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Temple).

Le théâtre des élèves pour la danse de l'Opéra, fondé sur le boulevard du Temple par Abraham, danseur de l'Opéra, et Tessier, ancien acteur de province, fut ouvert le 7 janvier 1779 ; les directeurs qui se succédèrent ne réussirent point dans leur entreprise ; les petits comédiens du spectacle de Beaujolais, chassés du Palais-Royal par la Montansier, s'y installèrent en 1790, mais ne furent pas plus heureux que leurs prédécesseurs et furent obligés de fermer au plus vite. Le Lycée-Dramatique et les Variétés-Amusantes de Lazari s'y établirent plus tard.

Cf. EMILE CAMPARDON, *les Spectacles de la foire*, t. I, p. 301.

2731. — Procès verbal de transport chez le sieur Tournu, mécanicien, rue Forest, soupçonné de fabriquer des armes, lequel avait été chargé par M. de Volney, député à l'Assemblée nationale, de lui fournir un brassard et un demi-casque.

29 mars 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Temple).

2732. — Procès-verbal dressé contre un particulier qui, vêtu d'une veste, avait voulu absolument entrer aux premières places du spectacle Audinot, où l'on n'était reçu qu'en habit.

31 mars 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Temple).

2733. — Inventaire des effets mobiliers garnissant le bureau de la communauté des maîtres paulmiers, rue Grenier-Saint-Lazare.

13 avril 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Temple).

2734. — Procès-verbal de la fermeture des églises des Filles pénitentes du Sauveur, rue Vendôme, et des Pères-de-Nazareth, rue du Temple.

17 avril 1791.

Minutes (2 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Temple).

2735. — Déclaration du sieur Guillaume Cressart, capitaine au bataillon des Capucins-de-la-Chaussée-d'Antin, et d'un autre grenadier du même bataillon, signalant le passage à une heure et demie du matin d'une voiture, attelée de trois chevaux et escortée par deux gendarmes, qui transportait la caisse de Poissy.

20 avril 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Temple).

2736. — Procès-verbal d'arrestation d'un particulier qui se disposait à afficher un imprimé intitulé : *Observations de la Société fraternelle séante dans l'église des Jacobins-Saint-Honoré, sur l'adresse présentée au Roi par les administrateurs du département de Paris, du* 19 *avril* 1791, *et sur l'arrêté des mêmes administrateurs, du* 20 *du même mois.*

24 avril 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Temple).

2737. — Procès-verbaux constatant le refus, par les caissiers du spectacle de l'Ambigu-Comique, des Grands-Danseurs du Roi, du théâtre des Associés, de laisser entrer les préposés à la perception des droits des hôpitaux sur les théâtres, et déclaration des sieurs Audinot, Arnoult, Nicolet et Sallé,

directeurs de ces spectacles, consentant à recevoir ces préposés par déférence pour une lettre de M. Bailly.

25, 26 avril, 1er mai 1791.

Minutes (3 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Temple).

2738. — Arrêté invitant les administrateurs des travaux de charité à n'admettre à ces travaux aucuns ouvriers de la partie du bâtiment et adhérant à la pétition des maîtres charpentiers, relative à leurs ouvriers, présentée, le 30 avril 1791, à la municipalité.

4 mai 1791.

Extraits conformes (3 p.), *A. S.*, Vbis II, Sections de Paris; *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2654, fol. 142; 2671, fol. 303.

2739. — Plainte du sieur Audinot, directeur du spectacle de l'Ambigu-Comique, contre ses acteurs, notamment contre le sieur Villemontée, danseur à son théâtre, qui se culbutaient sur la scène en vociférant d'une façon indécente et se faisaient remarquer par leur insubordination.

10 mai 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Temple).

2740. — Déclaration du sieur Arnoult, directeur de l'Ambigu-Comique, au sujet de l'inexactitude de la dame de Frémoy, pensionnaire de son spectacle, qui ne s'était pas trouvée à l'heure indiquée pour jouer le rôle de Zerbine dans la *Servante maîtresse*.

21 mai 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Temple).

Le programme de la représentation à l'Ambigu-Comique comprenait, ce soir là : *La Lettre de cachet, la Servante maîtresse, le Manteau, les Vacances des procureurs;* à ce moment *la Servante maîtresse* se jouait à la fois à l'Ambigu, à la salle Montansier, et au Théâtre-Patriotique du sieur Sallé.

2741. — Procès-verbal de transport au théâtre du Lycée-Dramatique, boulevard du Temple, vis-à-vis la rue Charlot, où les comédiens français du théâtre de la rue Richelieu se proposaient de donner une représentation le jour de la Pentecôte, ledit procès-verbal constatant que le public avait envahi la salle.

12 juin 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Temple).

A l'occasion de la Pentecôte, la plupart des théâtres firent relâche, sauf celui de la Montansier et le spectacle des Grands-Danseurs du Roi.

2742. — Déclaration du sieur François Loison, député du Vendômois à l'Assemblée nationale, au sujet du vol de son mouchoir sur le boulevard du Temple.

29 juin 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Temple).

2743. — Plainte des sieurs Coulon et de Neuilly, directeurs des Délassements-Comiques, contre le sieur Courtois, acteur de ce spectacle, qui avait chanté à leur insu, dans la pièce intitulée : *la Constitution villageoise*, deux couplets contre le Roi, ce qui avait occasionné une vive rumeur.

5 juillet 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Temple).

2744. — Procès-verbal de transport dans une maison de la rue de Saintonge, où se tenait un jeu de biribi et où l'on entrait avec des cartes distribuées sur le boulevard, ainsi conçues :

Société bourgeoise, rue Saintonge, la troisième porte à gauche en entrant par le boulevard, n° 27, tous les jours, depuis midi jusqu'à deux heures, et depuis quatre du soir jusqu'à dix, et saisie du matériel du jeu.

7 juillet 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Temple).

2745. — Procès-verbal d'arrestation d'un commis de M. Palloy et d'un compagnon maçon qui battaient la caisse sur le boulevard et invitaient tous les citoyens à se rendre à la Bastille pour y danser.

15 juillet 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Temple).

2746. — Procès-verbal d'arrestation du sieur Nicolas Guillaume, figuriste en porcelaine, travaillant à la manufacture de

M. Guérard, au coin de la rue du Temple, et de sa femme, celle-ci s'étant écriée sur le passage d'une patrouille : « Voilà ces coquins qui assassinent les bourgeois, ce sont des gredins »

18 juillet 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Temple).

2747. — Procès-verbal d'arrestation du sieur Jean-Baptiste Henry, dit Saint-Hilaire, officier de la Reine, qui est envoyé à la Force pour avoir grossièrement injurié un chef de poste.

22 juillet 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Temple).

2748. — Procès-verbal d'arrestation et interrogatoire de Placide Souviran, ex-procureur à Thonon, et de Claude Dessex, de Thonon, étudiant en droit de l'Université de Turin, poursuivis dans leur pays comme révolutionnaires, qui avaient excité une rumeur en entrant chez Curtius, avec une cocarde de drap bleu et blanc, ornée au milieu d'une fleur de lys de drap rouge.

28 juillet 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Temple).

2749. — Déclaration d'Antoinette Antoine, pensionnaire du spectacle des Grands-Danseurs du Roi, signalant les propos tenus par des individus qui avaient formé le projet de mettre au pillage le théâtre du sieur Nicolet.

16 août 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Temple).

2750. — Procès-verbal dressé contre le sieur Courtois, acteur du spectacle des Délassements-Comiques, en raison de son absence, qui avait fait manquer en partie la représentation, et de son refus de venir au théâtre, se trouvant au spectacle Molière, rue Saint-Martin, où l'on devait jouer une pièce de sa composition.

3 septembre 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Temple).

2751. — Plainte du sieur Pierre Venier, acteur des Délassements-Comiques, contre les directeurs de ce spectacle, qui lui avaient ordonné, en pure perte, de venir jouer le 8 septembre, jour de la fête de la Conception, la représentation n'ayant pas eu lieu.

8 septembre 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Temple).

2752. — Procès-verbal constatant le décès accidentel de l'abbé Robsy, tombé dans les lieux d'aisance de sa maison, rue Fontaine-au-Roi, qui est inhumé par les soins du commissaire de police de la section, en présence de deux notables adjoints.

10 septembre 1791.

Minute, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Temple).

2753. — Plainte de François de Villas, ancien major d'infanterie, contre le comte Myaczynski, qui, après avoir souscrit deux billets, de 20,000 livres chaque, au profit du sieur Moncamp, homme de loi, ne les avait point payés à leur échéance et était venu chez son créancier biffer sa signature sur ces billets, avec deux lettres du même Myaczynski expliquant que ces effets n'avaient été souscrits que conditionnellement.

24 septembre 1791.

Minutes (3 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Temple).

§ 45. — Section du *Théâtre-Français.*

2754. — Envoi de commissaires auprès du Comité de constitution afin de savoir si les officiers de la compagnie du centre du bataillon de Saint-André-des-Arcs peuvent être inscrits comme citoyens actifs de la section, quoique leur caserne soit située sur le territoire d'une autre section.

5 octobre 1790.

Extrait conforme, *A. N.*, D IV 3, n° 23.

2755. — Arrêté de la section réunie en

assemblée primaire, décidant qu'à partir du 18 octobre elle tiendra ses séances dans le local occupé jadis par l'ex-district des Cordeliers, avec lettre d'avis au président du Comité de constitution.

16 octobre 1790.
Extrait conforme et minute (2 p.), *A. N.*, D IV 3, n° 23.

2756. — Arrêté de l'assemblée primaire de la section, invitant tous les hommes de loi, magistrats et officiers ministériels domiciliés dans l'étendue de la section à déclarer qu'ils n'ont participé directement ni indirectement à aucune manœuvre tendant à mettre obstacle à la nouvelle organisation judiciaire, et qu'au contraire ils la défendront et soutiendront de toutes leurs forces.

16 octobre 1790.
Extrait signé, *A. S.*, V^bis II, Sections de Paris.

2757. — Arrêté de la section du Théâtre-Français, invitant les autres sections : 1° à user de tous les moyens pour maintenir la bonne intelligence entre les volontaires et les soldats du centre; 2° à prendre des renseignements sur la formation de la maison militaire du Roi et, dans le cas où les bruits répandus seraient fondés, à envoyer une députation à M. de Lafayette, pour lui faire part du vœu des sections; 3° enfin à prier l'Assemblée nationale de donner aux compagnies du centre rang dans les troupes de ligne.

8 novembre 1790.
Extrait signé, *A. S.*, V^bis II, Sections de Paris.

2758. — Arrêté conforme à celui de la section de Mauconseil, invitant les sections à rédiger une adresse au Roi pour lui demander le renvoi des ministres, à l'exception de celui des affaires étrangères.

24 novembre 1790.
Extrait conforme, *A. S.*, V^bis II, Sections de Paris; *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2666, fol. 215.

2759. — Arrêté décidant l'envoi de commissaires au Comité de constitution pour savoir si le président du comité est président de droit de l'assemblée générale de la section.

18 décembre 1790.
Copie conforme, *A. N.*, D IV 3, n° 22.

2760. — Arrêté décidant que les commandants de bataillon, dont les postes se trouvent dans l'étendue de la section, seront tenus de se conformer à l'article 19 du titre Ier et à l'article 1 du titre IX du règlement pour les municipalités et de ne point souffrir qu'il soit fait par les tambours de leur bataillon aucune convocation d'assemblée sans la permission par écrit du président du comité.

21 janvier 1791.
Extrait conforme, *A. N.*, D IV 3, n° 22.

2761. — Lettre de M. Bailly au Comité des recherches, transmettant une note du sieur Guettard, secrétaire-greffier de la section du Théâtre-Français, qui dénonce comme suspects les sieurs Gardarin, du Chaila et d'Ailly.

21 février 1791.
Minutes signées (2 p.), *A. N.*, D XXIX^b 33, n° 340.

2762. — Arrêté portant adhésion à deux arrêtés de la section des Tuileries, l'un relatif à la lacération d'affiches par les ennemis de la chose publique, l'autre concernant les grenadiers du bataillon de l'Oratoire.

9 mai 1791.
Extrait signé, *A. S.*, V^bis II, Sections de Paris.

2763. — Déclaration du sieur La Creuse, marchand de montres, reçue par la section du Théâtre-Français signalant la saisie, à Bar-sur-Aube, de dix-sept caisses, dont quatorze remplies d'or monnayé et trois d'écus de six livres neufs, provenant de Paris, et leur dépôt à l'hôtel de cette ville.

12 juillet 1791.
Minute, *A. N.*, D XXIX^b 33, n° 345.

2764. — Lettre du maire de Paris et arrêté du Corps municipal, transmettant à l'Assemblée nationale un procès-verbal dressé par les commissaires de la section du Théâtre-Français au sujet de la loi du recensement, et demandant à l'Assemblée de décréter des peines contre ceux qui refusent de faire les déclarations prescrites.

29, 30 juillet 1791.
Minutes (3 p.), *A. N.*, D XXIX 63.

§ 46. — Section des *Thermes-de-Julien*.

2765. — Arrêté demandant l'établissement à l'Hôtel de Ville d'un comité permanent et déclarant qu'il y aura toujours dans le bataillon des Mathurins un certain nombre de citoyens prêts à marcher au premier coup de tambour.

29 janvier 1790.
Extrait conforme, *A. S.*, V^{bis} II, Sections de Paris.

2766. — Inscription des citoyens de la section des Thermes-de-Julien, s'engageant à faire leur service militaire, en vertu du décret de l'Assemblée nationale, du 12 juin 1790.

6 août 1790-16 juin 1791.
Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2702, fol. 127.

2767. — Arrêté portant que l'Assemblée nationale sera suppliée de demander au Roi le renvoi des ministres actuels et le prompt établissement de la Haute-Cour nationale, afin de juger la dénonciation lancée contre les sieurs Champion et La Tour du Pin.

5 novembre 1790.
Copie conforme, *A. S.*, V^{bis} II, Sections de Paris.

2768. — Arrêté décidant, vu l'importance du vœu exprimé par le bataillon des Carmélites sur l'organisation de la garde nationale, l'envoi de commissaires à l'Assemblée nationale, chargés de solliciter l'impression de tout le projet de décret concernant cette organisation.

14 décembre 1790.
Expédition conforme, *A. N.*, D IV 3, n° 22.

2769.— Adresse à l'Assemblée nationale, ratifiant l'adhésion donnée par les commissaires de la section à la pétition présentée au nom de la Commune entière, ladite adresse remise par le sieur Mathieu, orateur de la députation.

1790.
Minute scellée, *A. S.*, V^{bis} II, Sections de Paris

2770. — Arrêté portant qu'en présence de l'offre au procureur syndic de la Commune par le Club des Amis de la constitution monarchique et par M. de Clermont-Tonnerre d'une somme de 11,500 livres pour la repartir entre les indigents des sections, la section repousse avec horreur toute distribution de deniers provenant d'une source aussi perfide qu'impure.

1er février 1791.
Extrait conforme, *A. S.*, V^{bis} II, Sections de Paris.

2771. — Arrêté décidant que tout citoyen reconnu pour être membre du Club monarchique demeurera suspendu des emplois, tant civils que militaires.

17 février 1791.
Extrait conforme, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2671, fol. 264.

2772.— Procès-verbal de perquisition chez le sieur Daudet de Jossan, bourgeois de Paris, ancien syndic de Strasbourg, arrêté et détenu à l'Abbaye, accusé d'entretenir des intelligences avec le cardinal de Rohan, avec son interrogatoire et les papiers saisis chez lui.

24 avril, 4 mai 1791.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, D XXIX^b 34, n° 356.

V. dans le *Courrier des 83 départements*, (t. XXIII, n° XXIX), p. 459, l'article que Gorsas consacre à ce Daudet de Jossan, qu'il qualifie de misérable intrigant, connu par les escroqueries commises tant en son nom qu'au nom du cardinal de Rohan, dont il était le trésorier, et arrêté avec plusieurs centaines de mille livres de faux assignats, très mal contrefaits, d'ailleurs. V. à ce sujet la *Chronique de Paris*, numéro du 29 avril 1791.

2773. — Procès-verbal d'arrestation et interrogatoire par le commissaire de police de la section du sieur Caussade, officier de dragons de la Reine, incarcéré le 20 juillet à l'Abbaye et prévenu de s'être enrôlé dans une troupe de volontaires formée secrètement pour servir de maison du Roi.

20, 22 juillet 1791.
Minutes (6 p.), *A. N.*, D XXIX^b 36, n° 375.

§ 47. — Section des *Tuileries*.

2774. — Registres des assemblées générales de la section, depuis celui du district des Feuillants, du 13 juillet 1789, avec récépissé du 15 floréal an IV.

Originaux, *A. S.*, V^{bis} II, Sections de Paris.

2775. — Procès-verbal relatif aux voies de fait exercées par le sieur Beuchet, au corps de garde de Valois, sur une femme amenée au comité pour raison d'un vol.

26 août 1790.
Extrait, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2666, fol. 88.

2776. — Adresse à l'Assemblée nationale, protestant contre la formation projetée de la maison militaire du Roi, qui serait composée d'une garde à cheval avec les anciens gardes-du-corps et d'une garde à pied, dans laquelle serait incorporée la troupe du centre de la garde nationale.

8, 9 novembre 1790.
Copie conforme, *A. N.*, D IV 3, n° 23.

2777. — Lettre à la section de la Grange-Batelière, annonçant que le comité se tient rue de Valois, au-dessus du corps de garde, et se réunit tous les jeudis à six heures du soir.

9 avril 1791.
Minutes (2 p.), *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2656, fol. 208; 2671, fol. 288.

2778. — Interrogatoire par le sieur Prestat, commissaire de police, de François Grandjean, garçon chez le sieur Salmon, marchand de vin, prévenu d'enrôlement pour l'armée de Condé et relâché, faute de preuves.

5 juin 1791.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, D XXIX^b 33, n° 344.

ADDITIONS

DISTRICTS

2779. — Procès-verbal d'arrestation et interrogatoire par devant le district de Saint-Étienne-du-Mont d'un particulier qui, au moment où une procession allait passer rue de la Montagne-Sainte-Geneviève, avait insulté un officier de la milice parisienne et voulu lui arracher son épée.

14 septembre 1789.
Minutes (3 p.), *A. N.*, Y 10001.

2780. — Décision du comité de police des représentants de la Commune sur le rapport du district de Saint-Roch, portant condamnation des sieurs Navarre, Hevrard et Baudin à une amende de 3,000 livres pour tenue de jeux prohibés.

24 septembre 1789.
Minute, *A. N.*, Y 11285.

2781. — Certificat du district des Cordeliers, constatant qu'Étienne Routier, baron de Taintot, ancien officier de dragons, domicilié rue du Cimetière-Saint-André-des-Arcs, est membre du district, et se propose de se rendre à Caen.

15 février 1790.
Imprimé rempli et signé, *A. N.*, W 296, n° 255.

2782. — Arrêté du district des Cordeliers, priant le commandant du bataillon d'employer ses bons offices pour obtenir en faveur d'Étienne Routier, baron de Taintot, une place d'officier, soit dans la cavalerie soldée, soit dans le corps des chasseurs.

Sans date.
Extrait signé de Danton, président, et de Paré, vice-président, *A. N.*, W 296, n° 255.

2783. — Délibérations du district des Filles-Saint-Thomas, siégeant en assemblée générale, relatives à la traite des nègres et aux colons français.

22 février et 8 mars 1790.
Extraits (2 p.), *A. N.*, D XXV 86, n° 826.

2784. — Lettres du sieur Vallet, administrateur du département de police, au comité du district des Capucins de la Chaussée-d'Antin, au sujet de l'exhibition d'une tête

décharnée, soi-disant celle d'un aristocrate, extraite d'un panier par un soldat invalide, sur le boulevard, invitant à déposer cette tête dans le cimetière de la paroisse, ou à la faire disparaître en la brûlant.

(Une note porte que la tête en question a été donnée à M. Paroisse, maître en chirurgie.)

14, 16 mars 1790.

Minutes (2 p.), *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2642, fol. 62, 64.

2785. — Communication du département de police au district des Capucins de la Chaussée-d'Antin, relative à des mesures de précautions contre la rage.

20 juin 1790.

Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2642, fol. 89.

2786. — Adresse du district de Saint-Philippe-du-Roule à l'Assemblée nationale, pour demander le licenciement des Vainqueurs de la Bastille.

25 juin 1790.

Original signé, *A. N.*, AA 47, n° 1367.

Un autre exemplaire de cette adresse se trouve inventorié sous le n° 841 du présent volume.

SECTIONS

2787. — Procès-verbaux des assemblées primaires de la section de l'Arsenal.

1er juillet 1790-25 fructidor an III.

Registre original de 175 folios, *A. N.*, F^7 2505.

2788. — Arrêté de la section des Petits-Pères statuant sur la plainte formée par le sieur Jobert, marchand de vin, contre le sieur Leday, musicien du bataillon de Saint-Roch, qui, étant pris de vin, avait causé du scandale, et renvoyant son sabre au district de Saint-Roch.

13 août 1790.

Extrait, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2666, fol. 76.

2789. — Arrêté de la section de la rue Beaubourg conforme à celui de la section des Arcis, au sujet de l'émission de nouveaux assignats et de l'établissement de caisses d'échange, demandant l'interdiction à tous citoyens d'escompter aucun assignat.

22 septembre 1790.

Extrait conforme, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2666, fol. 114.

2790. — Délibérations de la section de la rue Beaubourg concernant les deux projets de règlement de police, l'un envoyé par le département de police aux sections, l'autre rédigé dans une assemblée tenue rue de Richelieu, déclarant qu'un règlement de police ne peut être fait que par le corps législatif, et adhérant à celui de la section des Arcis sur le port des paquets.

3, 8 février 1791.

Extraits conformes (2 p.), *B. N.*, Mss., nouv acq. fr. 2671, fol. 242, 246.

2791. — Supplique du sieur Le Roi, entrepreneur de bâtiments et citoyen de la section de l'Arsenal, adressée à la section de la rue Beaubourg à l'effet d'obtenir la présentation à l'Assemblée de la Commune du modèle et des plans par lui exécutés en 1788, pour la construction d'un pont sur la Seine, en face du jardin du Roi, destiné à communiquer avec l'Arsenal, modèle et plans alors agréés par l'Échevinage.

Avril 1791.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2671, fol. 298.

CHAPITRE IV

POLICE ET ESPRIT PUBLIC

§ 1. — Clubs et Sociétés populaires.

2792. — Lettre du sieur Goisset, avocat au Parlement, chargé de la surveillance des différentes sociétés, faisant un nouvel appel de fonds au Comité des recherches, pour lui et ses camarades.

7 septembre 1790.
Minute, *A. N.*, D XXIXb 32, n° 328.

2793. — Rapports des sieurs Goisset et consorts, agents du Comité des recherches, sur la tenue de divers clubs, notamment de la Société helvétique, d'une société rue Saint-Jacques, n° 170, et des assemblées de la Bazoche et des Amis de la Liberté, aux Grands-Augustins.

Septembre et octobre 1790.
Minutes (3 p.), A. N., D XXIXb 32, n° 329.

Marat, dans le n° 307 de l'*Ami du Peuple*, reproduit une lettre, signée des membres du Club helvétique, dénonçant le sieur Le Blanc et son beau-frère Gosset, comme mouchards du maire et du général, qui, se targuant de leur titre de volontaires de la Bastille, s'étaient introduits dans le Club helvétique, pour espionner tout ce qui se passait, mais avaient été démasqués et conduits aux comités de police de plusieurs sections.

2794. — Lettre de M. Bailly à M. de Gouvion, major général de la garde nationale, prescrivant l'exécution d'un arrêté du département relatif aux locaux occupés par les assemblées et la fermeture des salles de l'Archevêché, où se réunissent les garçons charpentiers, et des Cordeliers.

11 mai 1791.
Copie, *B. N.*, Mss., fonds français, 11697.

A. — CLUB DES *Jacobins* OU SOCIÉTÉ DES *Amis de la constitution.*

2795. — Lettre de Knapen fils, libraire imprimeur, membre de la Société des Amis de la constitution, au président de cette Société, accompagnant l'envoi du prospectus d'un journal qui doit instruire les citoyens de leurs véritables devoirs et contribuer à former des orateurs et des écrivains.

30 novembre 1790.
Minute signée, A. N., AA 44, n° 1335.

2796 — Procès-verbaux des séances du comité d'administration de la Société des Amis de la constitution, avec les règlements du comité, adoptés les 22 septembre 1790 et 13 juin 1791, et des règlements particuliers pour les différents bureaux.

13 février 1791-21 vendémiaire an III.
Registre original, A. N., F7 4430.

2797. — Lettre du comité de correspondance de la Société des Amis de la constitution aux Amis de la constitution de Lisieux, les avisant de l'envoi avec recommandation de leur mémoire au Comité de liquidation, et ajoutant que le devoir des Amis de la constitution est de défendre les opprimés, de provoquer l'exécution des lois et de donner l'exemple du respect qui leur est dû.

4 mai 1791.
Minute signée, *A. N.*, AA 44, n° 1340.

2798. — Lettre à la section de la Grange-Batelière, annonçant que la société est assemblée.

21 juin 1791.
Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2656, fol. 279.

2799. — Arrêté chargeant les sieurs Collot d'Herbois et Lambert d'accompagner le sieur Decroix au Comité des recherches de l'Assemblée nationale pour y porter une dénonciation.

24 juin 1791.
Minute, *A. N.*, D XXIX^b 36, n° 372.

2800. — Envoi de commissaires auprès de la Société des Amis de la constitution, pour faire part d'une dénonciation contre le sieur Jeofroy, médecin de M. Dubois de Crancé, qui se serait vanté de lui avoir fait appliquer un cautère à la jambe, *pour le retenir par la patte* et l'empêcher de se rendre à l'Assemblée nationale.

10 juillet 1791.
Extrait signé, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2656, fol. 246.

2801. — Certificat de civisme délivré par la Société patriotique de la section de la Bibliothèque, affiliée à celle des Amis de la constitution, séante aux Jacobins, au sieur Honoré Lestiboudois, Américain, membre de la Société, qui retourne aux colonies.

14 juillet 1791.
Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2656, fol. 309.

B. — SOCIÉTÉ DES *Amis de la constitution*, SÉANTE AUX *Feuillants*.

2802. — Lettre de M. Mollien, député, aux Amis de la constitution de Lisieux, racontant la scission qui s'est produite au sein de la Société des Amis de la constitution, séante aux Jacobins, à la suite d'un arrêté contraire au décret de l'Assemblée nationale sur l'évasion du Roi, annonçant la formation d'une nouvelle Société aux Feuillants et les priant d'envoyer à l'avenir leur correspondance à la Société des vrais Amis de la constitution qui siège aux Feuillants.

17 juillet 1791.
Minute signée, *A. N.*, AA 46, n° 1359.

2803. — Lettres du comité de correspondance de la Société des Amis de la constitution, séante aux Feuillants, aux Amis de la constitution de Lisieux, contenant leur profession de foi et annonçant la funeste scission qui a éprouvé la Société et l'a obligée de changer le lieu de ses séances.

12, 13 août 1791.
Minutes signées (2 p.), *A. N.*, AA 45, n° 1358.

C. — SOCIÉTÉ DES *Amis de la constitution*, SÉANTE AUX *Carmes*.

2804. — Adresse de la Société des Amis de la constitution, siégeant aux Carmes, à l'Assemblée nationale, demandant des mesures énergiques contre l'émigration.

26 février 1791.
Minute signée, *A. N.*, C 128, n° 435.

D. — SOCIÉTÉ DES *Amis de la Liberté* A LA CROIX-ROUGE.

2805. — Pétition à l'Assemblée nationale à l'effet d'obtenir la translation, au Panthéon, des restes de J.-J. Rousseau.

5 août 1791.
Minute, avec nombreuses signatures et lettre d'envoi (2 p.), *A. N.*, C 128, n° 435.

E. — SOCIÉTÉ FRATERNELLE DES DEUX SEXES, SÉANTE AUX *Jacobins*.

2806. — Adresse des citoyens composant la Société fraternelle des deux sexes,

défenseurs de la Constitution, séante aux Jacobins, rue Saint-Honoré, à l'Assemblée nationale, en faveur des infortunés citoyens trompés et coupables du département de la Haute-Garonne.

15 juin (1790).
Minute, avec signatures, *A. N.*, D XXIX 79.

2807. — Arrêté de la Société fraternelle séante aux Jacobins, décidant de surveiller et de faire garder toutes les barrières de Paris et toutes les issues par lesquelles pourraient s'échapper les membres de la dynastie royale, et de faire distribuer dans les sections des canons, fusils et autres armes.

23 février 1791.
Extrait conforme, signé de Dansard, fondateur et père de la Société fraternelle, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2673, fol. 118.

2808. — Dénonciation du sieur Pierre Clerc, commerçant en soieries, contre le sieur Pépin-Dégrouhette, président de la Société fraternelle, séante aux Jacobins, au sujet de ses motions incendiaires contre le Roi et de ses correspondances dangereuses.

11 juillet 1791.
Minute, *A. N.*, D XXIXb 33, n° 347.

2809. — Procès-verbal du comité épuratoire de la Société fraternelle des deux sexes, siégeant aux Jacobins, sur des faits imputés aux sœurs Maillard et Corbin, femmes de couleur, accusées de motions incendiaires, sur la tentative de suicide de la femme Maillard après sa comparution, avec un arrêté excluant lesdites femmes de la Société.

15 août 1791.
Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2673, fol. 165.

F. — Club des *Cordeliers* ou Société *des Droits de l'homme et du citoyen.*

2810. — Motion de Claude Fournier, faite dans la séance du 27 janvier 1791, demandant la désignation de vingt-cinq commissaires pour délivrer, le 29 janvier, une victime du despotisme dont il ne peut indiquer le nom, avec arrêté contenant les noms des vingt-cinq membres du club qui se sont fait inscrire pour cette expédition.

27 janvier 1791.
Extrait signé, *A. N.*, F7 6504.

2811. — Mandat donné à huit commissaires spécialement délégués pour faire toutes les démarches nécessaires dans l'affaire de M. Fournier, l'un des membres de la société, et protester contre la violation formelle des droits de l'homme et du citoyen dans cette circonstance.

16 avril 1791.
Original signé, *A. N.*, F7 6504.

2812. — Lettre de M. Peyre, président du club, au président de l'Assemblée nationale, demandant des mesures efficaces pour déjouer les complots dénoncés par le sieur Ruteau, au mois de mars précédent, complots dont les principaux agents seuls, les sieurs Lacombe et Thévenot ont été arrêtés.

12 mai 1791.
Minute, *A. N.*, D XXIXb 19, n° 207.

2813. — Bail passé avec le sieur Metzinger pour le local occupé par le Club des Cordeliers, rue Dauphine, n° 105.

18 mai 1791.
Original signé, *A. N.*, F7 6504.

2814. — Nomination de commissaires chargés de se transporter et de faire des perquisitions chez le baron de Rivarol, logé sous le nom de Roberty, rue Notre-Dame-des-Victoires, et tenant toutes les nuits des assemblées d'ennemis de la liberté et de la Constitution.

22 mai 1791.
Original signé, *A. N.*, F7 6504.

2815. — Nomination de commissaires chargés de se joindre aux députés de Brest pour intervenir en faveur des soldats victimes de l'affaire de Nancy, qui gémissent dans les fers.

14 juin 1791.
Original signé, *A. N.*, F7 6504.

2816. — Nomination de commissaires à l'effet de se transporter dans l'endroit qui sera désigné en temps opportun.

7 juillet 1791.
Extrait signé, *A. N.*, F7 6504.

G. — SOCIÉTÉ DU *Club littéraire des Loyalistes*, PUIS *Club helvétique*.

2817. — Règlement et procès-verbaux des séances du Club littéraire des *Loyalistes*, constitué le 9 août 1790, tenues au Palais-Royal, puis rue Saint-Martin, enfin rue du Sépulcre, sous le nom de Société helvétique.

9 août-30 novembre 1790.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, D XXIX^b 32, n° 330.

2818. — Procès-verbaux des séances tenues par le Club helvétique, rue Sainte-Marguerite, dans la salle du sieur Gardoux, marchand de vins traiteur, dans l'ancienne église de l'Abbaye, vis-à-vis la prison de Saint-Germain, et rue du Sépulcre, n° 19, ainsi que des réunions au bureau de la correspondance helvétique, rue des Boucheries-Saint-Honoré.

12 septembre-17 novembre 1790.
Minutes (22 p.), *A. N.*, F^7 4598^5; copies conformes (25 pièces), *A. N.*, T 1555.

2819. — Rapports de police sur la Société des Loyalistes, siégeant rue Saint-Martin, faits par les sieurs Drouet, Béguer, et note des rassemblements partiels de cette société.

12, 15 octobre-9 novembre 1790.
Minutes (4 p.), *A. N.*, F^7 4598^5.

2820.—Lettres du sieur L. B., agent secret, chargé par le baron d'Erlach de la surveillance du Club helvétique.

24 novembre-8 décembre 1790.
Minutes (8 p.), *A. N.*, T 1555.

2821. — Lettre de M. Melin, secrétaire du Club des *Franc-constitutionnalistes*, réunis sous le nom de *Loyalistes*, à M. d'Angremont, le convoquant à une assemblée extraordinaire rue Saint-Martin, n° 32, pour une affiliation importante.

1er novembre 1790.
Imprimé rempli, *A. N.*, AA 46, n° 1360.

2822. — Adresse du Club des patriotes suisses à Paris au Comité des recherches, exposant le but de leur société et protestant contre des imputations calomnieuses.

Sans date (1790).
Minute signée, *A. N.*, D XXIX^b 32, n° 329.

H. — SOCIÉTÉ DES *colons français réunis à l'hôtel de Massiac.*

2823. — Procès-verbaux des séances.

20 août 1789-12 décembre 1791.
Minutes (1 liasse et 4 registres), *A. N.*, D XXV 85, 88, 89.

2824. — Journal des recettes et dépenses faites pour le compte de la Société correspondante des colons français, séante à Paris, par M. Vincent Rouzeau de Mauroy, trésorier.

1789.
Original (1 registre), *A. N.*, D XXV 88.

2825. — Bordereaux de recettes et dépenses, avec pièces justificatives et quittances à l'appui de la comptabilité du trésorier.

1789-1792.
Minutes (3 dos.), *A. N.*, D XXV 85.

2826. — Registres de correspondance générale, ou par matières, et avec les villes maritimes et de commerce.

1789-1791.
Originaux (4 volumes), *A. N.*, D XXIX 90.

2827. — Lettres et mémoires annexés aux délibérations de la Société des colons français.

1789-1792.
Minutes (3 dos.), *A. N.*, D XXV 85.

La suite de la correspondance émanée de la Société des colons français, ou envoyée à son adresse, se trouve dans les cartons 86 à 90.

2828. — Lettre de la Société des colons français au sieur Boissel, pour lui accuser réception de l'envoi de son *Catéchisme du genre humain* et de son adresse aux États généraux.

31 août 1789.
Minute signée, *A. N.*, T 1557.

I. — SOCIÉTÉ DU *Serment du Jeu de Paume.*

2829. — Adresse des citoyens de Paris réunis pour fêter l'anniversaire de la constitution des Etats-Généraux en Assemblée nationale, faisant l'offre d'une plaque commémorative en bronze, procès-verbal de

l'inauguration de ce monument national érigé dans le Jeu de Paume de Versailles par ladite société.

17, 19, 20 juin 1790.
Original revêtu de vingt signatures, entre autres de celles de Souberbielle, Romme et Sonthonax, et copie collationnée du procès-verbal, signée de Romme, président de la Société (5 p.), A. N., C 41, nos 362, 364, C 126, n° 423.

2830. — Adresse de la Société du Jeu de Paume à l'Assemblée nationale, accompagnant l'envoi du procès-verbal du monument commémoratif élevé par ses soins.

3 juillet 1790.
Minute signée, avec réponse du président de l'Assemblée (2 p.), *A. N.*, C 42, n° 376.
Ed. *Archives parlementaires*, t. XVI, p. 689.

J. — SOCIÉTÉ DES *Victimes du pouvoir arbitraire.*

2831. — Pétition à l'Assemblée nationale adressée par vingt-cinq citoyens victimes d'ordres arbitraires pour demander l'anéantissement total des abus de l'ancien régime, avec une liste des membres de cette société et l'objet de leurs réclamations.

14 décembre 1790.
Minutes (6 p.), *A. N.*, D V 4, n° 54.
Ed. *Archives parlementaires*, t. XXI, p. 549.

K. — SOCIÉTÉ DU *Palais-Royal.*

2832. — Liste des personnes qui s'assemblent presque tous les jours chez M. Sainte-Foy, arcades du Palais-Royal, n° 156.

Sans date.
Minute, *A. N.*, F7 4598⁵.
Parmi les noms marquants qui figurent sur cette liste, nous signalerons ceux de Dumouriez, Talleyrand, Semelin, ministre de Russie, Montmorin, Rayneval, du duc de Biron.

L. — SOCIÉTÉ DE *la rue Saint-Jacques.*

2833. — Rapport de police des sieurs Le Blanc, Drouet et Goisset sur la Société de la rue Saint-Jacques, n° 170.

18 septembre 1790.
Minute, *A. N.*, F7 4598⁵.

M. — SOCIÉTÉ DE LA *rue Censier.*

2834. — Rapport de police des sieurs Drouet et Le Blanc sur la Société de la rue Censier, faubourg Saint-Marcel.

27 octobre 1790.
Minute, *A. N.*, F7 4598⁵.

N. — SOCIÉTÉ DE *Chaillot.*

2835. — Rapports de police des sieurs Le Blanc, Drouet et Goisset sur la Société de Chaillot, rue des Batailles.

28 septembre 1790.
Minute, *A. N.*, F7 4598⁵.

O. — SOCIÉTÉ DE *Gennevilliers.*

2836. — Rapport des sieurs Drouet et Le Blanc au sujet d'une société qui se tient à Gennevilliers, dans l'ancienne maison de MM. d'Orléans et de Vaudreuil, actuellement à M. de la Barive, intendant de Grenoble.

21 novembre 1790.
Minute, *A. N.*, F7 4598⁵.

P. — *Salon français.*

2837. — Lettre de M. de Gouvion, major général de la garde nationale, à M. Bailly, le prévenant de la réunion illégale que se proposent de tenir dans leur ancien local de la rue Royale les membres du Salon français.

16 mai 1790.
Copie, *B. N.*, Mss., fonds français 11697.

Q. — *Café du Parnasse.*

2838. — Renseignements fournis par les sieurs Drouet et Le Blanc sur le café du Parnasse, au boulevard Neuf, où se réunissent les sieurs Bergasse, Bouis, de Turin, et Chouastre, suisse.

22 novembre 1790.
Minute, *A. N.*, F7 4598⁵.

§ 2. — Feuilles périodiques.

A. — RAPPORTS DE LA PRESSE AVEC L'ASSEMBLÉE NATIONALE.

2839. — Lettre du sieur Marbos à M. de Villedeuil, demandant l'autorisation de faire paraître un *Journal des États-Généraux*, au lieu et place de la feuille du même nom, publiée par le sieur Le Jay et supprimée par ordre du Roi, avec une notice explicative.

12 mai 1789.
Minutes (2 p.), *A. N.*, AA 42, n° 1324.

2840. — Liste des tribunes de l'Assemblée nationale et des journalistes qui y ont accès.

1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, AA 40, n° 1228.

2841. — Lettre de M. Picard, recommandant au docteur Guillotin la dame Fonrouge, née Calais, qui dirige la publication du *Postillon, par Calais.*

8 juin 1790.
Minute, *A. N.*, AA 40, n° 1228.

2842. — Lettre et mémoire du sieur de Saint-Martin à M. Guillotin à l'effet d'obtenir l'autorisation d'établir, dans un des coins de la salle de l'Assemblée, une loge grillée analogue à celle du *Moniteur*, pour faciliter la rédaction du *Journal des décrets de l'Assemblée.*

12 juin 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, AA 40, n° 1228.

2843. — Décision des commissaires de l'Assemblée nationale, autorisant le sieur Rivet, rédacteur du *Journal national et étranger*, à faire placer un châssis grillé dans un des coins de la salle pour y prendre des notes sur chaque séance, avec pièces à l'appui de la demande.

15 juin 1790.
Minutes (3 p.), *A. N.*, AA 40, n° 1228.

2844.— Lettre des sieurs Thuault-Grandville, rédacteur du *Mercure*, du Breuil, rédacteur du *Spectateur national*, Bonnemain, rédacteur du *Postillon national*, et Rivaud, rédacteur du *Courrier extraordinaire*, au président de l'Assemblée nationale, demandant, vu la prochaine suspension de la publicité des tribunes, soit un billet d'entrée dans la tribune publique du côté de la cour du Manège, soit une place dans les loges construites aux coins de la salle.

8 juillet 1790.
Extrait signé, *A. N.*, AA 44, n° 1344.

2845. — Lettre des sieurs Beaulieu, Joubert et Méjan, rédacteurs de la feuille l'*Assemblée nationale et Nouvelles de Paris*, et d'Etienne Feuillant, rédacteur du *Journal du soir*, au président de l'Assemblée nationale, demandant un coin réservé dans la tribune des Feuillants, afin de ne pas être obligés de passer des nuits entières pour s'assurer des places.

25 juillet 1790.
Minute signée, *A. N.*, AA 44, n° 1327.

2846. — Lettre du sieur Brun de la Font, avocat, au président de l'Assemblée nationale, accompagnant l'envoi du prospectus du *Journal de tous les tribunaux de Paris et d'agriculture*, bi-hebdomadaire, et sollicitant une souscription à cinq cents exemplaires.

28 août 1790.
Minute et imprimé (3 p.), *A. N.*, AA 44, n° 1327.

2847. — Décision des commissaires de l'Assemblée nationale, accordant aux rédacteurs du *Journal logographique* l'usage de la tribune construite près du président, en exécution du décret du 16 juin 1790, avec une liste des membres de la Société logographique et des personnes autorisées à travailler dans la tribune en question.

15 novembre 1790.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, AA 40, n° 1228.

2848. — Permission au rédacteur du

Spectateur et Modérateur national d'établir à ses frais une disposition dans la tribune de l'escalier de la salle de l'Assemblée, à droite du président.

30 novembre 1790.
Minute non signée, *A. N.*, AA 40, n° 1228.

2849. — Lettre du sieur Pépin, faisant l'offre d'un journal, écrit dans les principes de la Constitution et rédigé par une société de gens de lettres.

6 décembre 1790.
Minute, *A. N.*, AA 42, n° 1324.

2850. — Autorisation de M. Guillotin aux sieurs Beaulieu et Eury, rédacteurs du *Journal du soir*, conjointement avec le sieur Le Hodey, de faire arranger à leurs frais, pour y prendre des notes, le haut de l'escalier de la salle de l'Assemblée, à gauche du président, dont M. Maret, rédacteur du *Moniteur*, occupe le bas, avec demande signée de M. Eury.

6 décembre 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, AA 40, n° 1228.

2851. — Décision des commissaires de l'Assemblée nationale, accordant, sur la recommandation de M. de Kervélégan et de la députation de Bretagne, une place dans l'une des quatre tribunes pratiquées aux angles de la salle de l'Assemblée, au sieur Fréron, Breton, journaliste, auteur de l'*Orateur du peuple*.

10 décembre 1790.
Minutes signées (2 p.), *A. N.*, AA 40, n° 1228.

2852. — Décision des commissaires de l'Assemblée nationale, accordant à Etienne Méjan, rédacteur de la *Chronique de Paris* et de l'*Assemblée nationale permanente*, deux places dans la tribune de M. Saint-Martin, à gauche du président, du côté des Feuillants, et lettres d'Etienne Méjan, priant de remettre les cartes à son collaborateur.

15, 18 décembre 1790.
Minutes signées (3 p.), *A. N.*, AA 40, n° 1228.

2853. — Lettre et mémoires de M. Maret, auteur du *Bulletin de l'Assemblée nationale, réuni au Moniteur*, aux commissaires de l'Assemblée nationale, se plaignant d'avoir été évincé par M. Le Hodey, rédacteur du journal intitulé *Assemblée nationale permanente ou Journal logographique*, des places qu'il lui avait concédées à titre purement gracieux dans la loge du *Moniteur*, pendant la Fédération, et mémoire du sieur Le Hodey, maintenant son droit à la jouissance de partie de cette loge, dont le *Moniteur* prétendait garder la clef ouvrant toutes les portes de la salle, avec décision des commissaires, faisant passer M. Beaulieu dans la tribune de M. Saint-Martin, rédacteur du *Journal des décrets*, au lieu de M. Méjan, qui le remplacera dans la tribune de M. Maret.

30 décembre 1790, 2 janvier 1791.
Minutes signées (4 p.), *A. N.*, AA 44, n° 1228.

2854. — Lettre du sieur Calais, rédacteur du *Postillon*, demandant à M. Guillotin une carte d'entrée à l'Assemblée nationale, avec décision des commissaires, l'autorisant à se tenir dans la tribune publique, du côté de la chaussée du Manège.

2, 5 janvier 1791.
Minutes (3 p.), *A. N.*, AA 44, n° 1228.

2855. — Requête des rédacteurs du *Postillon, par Calais*, à l'effet d'obtenir la permission de faire construire une loge dans l'intérieur de la salle de l'Assemblée nationale, leurs travaux étant sans cesse troublés dans la tribune.

Sans date.
Minute tronquée, *A. N.*, C 133, n° 6.

2856. — Certificat des sieurs Ducos et Lacretelle jeune, rédacteurs du *Journal des débats*, attestant aux commissaires de l'Assemblée nationale que M. Joubert, rédacteur du journal intitulé *l'Assemblée nationale et Commune de Paris*, occupe la place du sieur Dufour dans la loge de la rédaction du *Journal des débats*, et que cette place n'empiète en rien sur celle qui est nécessaire à leurs travaux.

15 février 1791.
Minute signée, *A. N.*, AA 44, n° 1336.

2857. — Décision des commissaires de l'Assemblée nationale, autorisant le sieur Dechamp, rédacteur du *Bulletin de l'Assemblée*, à se tenir dans les tribunes pu-

bliques pour y prendre les notes nécessaires à la rédaction de son journal.

24 février 1791.
Minute signée, *A. N.*, AA 40, n° 1228.

2858. — Permission à M. Joubert, rédacteur du journal *l'Assemblée nationale et Commune de Paris*, de se tenir dans la tribune du rédacteur du *Journal des débats et décrets*, côté du jardin des Feuillants, pour y prendre les notes nécessaires à la rédaction de son journal.

9 juin 1791.
Original signé de Guillotin, *A. N.*, AA 40, n° 1228.

2859. — Demande de cartes d'entrée par M. Le Hodey, rédacteur du *Logographe*, pour lui et trois de ses collaborateurs, et de nouvelles cartes par M. Ploeque, l'un des administrateurs de la Société logographique.

25 juin 1791.
Minute, *A. N.*, AA 40, n° 1228.

2860. — Lettre de Hugues-Bernard Maret, rédacteur du *Moniteur*, priant M. Guillotin de lui faire délivrer des cartes d'entrée pour les personnes qu'il emploie et pour les sieurs Beaulieu et Eury, rédacteurs du *Journal du soir*, ayant obtenu des places dans la tribune du *Moniteur*.

25 juin 1791.
Minute, *A. N.*, AA 40, n° 1228.

2861. — Décision de M. Guillotin, commissaire de l'Assemblée nationale, accordant à Étienne Feuillant, rédacteur du *Journal du soir sans réflexions, dit Journal de la rue de Chartres*, sur sa demande, l'autorisation d'établir à ses frais une séparation pour une personne de front dans le coin de la tribune publique, côté des Feuillants.

27 juin, 2 juillet 1791.
Minutes signées (2 p.), *A. N.*, AA 40, n° 1228.

2862. — Lettre du sieur Deltufo à M. Guillotin, demandant une carte qui lui permette de circuler dans les corridors de l'Assemblée.

8 août 1791.
Minute signée, *A. N.*, AA 40, n° 1228.

2863. — Traité passé entre les administrateurs de la Société logographique et le sieur Étienne Le Hodey, bourgeois de Paris, pour lui fournir la copie fidèle de tous les discours, projets de décrets, motions et décrets lus ou rendus dans les séances de la première législature jusqu'au 1er mars 1793.

10 septembre 1791.
Copie conforme, *A. N.*, AA 40, n° 1228.

2864. — Autorisation délivrée par M. Guillotin à M. Tournon, rédacteur du *Mercure universel*, pour s'installer dans la tribune à droite du président, côté des Feuillants, à la place accordée au *Journal des débats et décrets*, lorsque M. Baudouin la quittera.

29 septembre 1791.
Minute signée, *A. N.*, AA 40, n° 1228.

B. — POURSUITES CONTRE LES JOURNAUX.

2865. — 1° Numéros de l'*Ami du peuple*, avec ratures, corrections et additions de la main de Marat.

Octobre-novembre 1789.
Originaux, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr., 310.

2° Manuscrit de la *Gazette de Paris*, numéros du 16 septembre 1790, des 9 et 11 mars 1791; extraits des registres d'abonnement, livre de banque et registre de souscriptions, compte d'impressions.

Minutes, *A. N.*, C 191, n° 160^{10}; C 209, n° 160^{89}; C 215, n° 160^{111}.

Les papiers saisis chez le sieur de Rozoi, rédacteur de la *Gazette de Paris*, renferment également les protestations de la noblesse et du clergé, qui lui furent adressées pour être insérées dans le journal en question.

2866. — Procédure instruite par le comité de police des représentants de la Commune contre le sieur Jean-Paul Claude, auteur d'une feuille périodique gravée, dite le *Bulletin national*, datée du 20 août 1789, articulant des faits faux et calomnieux au sujet de l'approvisionnement de Paris et des travaux du comité des subsistances de l'Hôtel de Ville, ledit inculpé envoyé au Châtelet.

3 septembre 1789.
Minutes (6 p.), *A. N.*, Y 10001.

2867. — Plainte de l'abbé Guillaume-Louis Lefèvre, chapelain de Sainte-Marie-l'Égyptienne, contre le sieur Antoine-François Momoro, imprimeur, rue de la Harpe, qui, dans le nº XIX du *Moniteur patriote ou Nouvelles de France et de Brabant*, l'avait accusé d'avoir conçu le projet infernal de faire sauter le corps de garde du bataillon de Saint-Leu, dans la rue de la Jussienne, à l'instar de l'horloger Billon, de Senlis, avec information instruite par le commissaire Odent et le numéro du journal incriminé.

19 décembre 1789, 5 janvier 1790.
Minutes et imprimé (4 p.), *A. N.*, Y 15020, 15021.

2868. — Acte de dépôt au greffe criminel du Châtelet par François Momoro, imprimeur-libraire, du manuscrit du *Moniteur patriote ou Nouvelles de France et de Brabant*, nº XIX.

18 mars 1790.
Original signé, *A. N.*, Y 10614.

2869. — Information ouverte par le commissaire Guyot au sujet des articles impies et attentatoires au respect dû à la religion, insérés dans le journal intitulé le *Tonneau de Diogène ou les Révolutions du clergé*, dont le rédacteur est le sieur Sylvain Maréchal, avec le manuscrit des nºs 10 et 11 de ce journal, déposé par le sieur Brune, imprimeur.

12 mars 1790.
Minutes (4 p. et 1 dos.), *A. N.*, Y 10007, Y 10710, Y 13583.

Le *Tonneau de Diogène*, avec une vignette représentant Diogène appuyé sur son tonneau, eut trente-trois numéros.

Pierre-Sylvain Maréchal, sous-bibliothécaire du collège Mazarin, est un publiciste fort connu; il est notamment l'auteur de l'*Almanach des honnêtes gens* et de l'*Almanach des gens de bien*.

2870. — Procès-verbal de transport du commissaire Odent chez le chevalier Jean-Olivier de Meude-Monpas, auteur d'un quatrain injurieux pour le duc d'Aiguillon, inséré dans le *Journal général de la Cour et de la Ville*, du 5 mai 1790, lequel déclare n'avoir point visé ce personnage dans ledit quatrain, avec la requête d'Armand-Désiré Duplessis-Richelieu, duc d'Aiguillon.

17 mai 1790.
Minutes signées (2 p.), *A. N.*, Y 15021.

Voici le quatrain qui avait donné lieu à la plainte du duc d'Aiguillon :

Impromptu.

Nous sommes transportés au tems miraculeux,
Tandis que d'Aiguil... en femme se déguise,
Antoinette devient un homme courageux
Et digne d'honorer le noble sang de Guise.

Par le chevalier DE MEUDE-MONPAS.

2871. — Dénonciation, par le sieur Henrion, avocat en Parlement, du *Journal de la Cour et de la Ville, par Gautier*, surtout du nº 48, qualifié de feuille incendiaire.

18 août 1790.
Minute, *A. N.*, D XXIX^b 13, nº 144.

2872. — Procès-verbal d'emprisonnement à la Force du sieur Raphael Montvallier pour raison de la présence de plusieurs exemplaires des feuilles de Marat, trouvés chez lui à la suite de perquisition opérée en vertu des ordres de MM. Bailly et Duport-du-Tertre.

21 septembre 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, Y 15101.

2873. — Plainte de Charles-François-Marie-Joseph de Dortan, député des bailliages de Dôle, Ornans et Quingey, contre les auteurs et colporteurs de plusieurs feuilles périodiques, où il se trouve calomnié, notamment dans divers numéros du *Courrier de Paris et des 83 départements* et des *Révolutions de France et de Brabant*.

23 septembre 1790.
Minute, avec le nº 39 des *Révolutions de France et de Brabant*, *A. N.*, Y 11519.

Camille Desmoulins avait raconté que Joseph de Dortan, lieutenant-colonel de la Reine, faisant manœuvrer son régiment aux environs de Stenay, lui avait proposé de passer tout entier au service de l'Autriche et que la majorité du régiment s'y était refusée; il terminait son récit en observant que le commandant n'avait pas été mis à la lanterne pour ce crime de lèse-nation. Gorsas inséra dans son *Courrier de Paris* (numéro du 4 septembre 1790) une sorte de rétractation ironique, engageant le colonel en question à lire et méditer tous les journaux qui avaient paru depuis le 10 août et avaient tous rapporté les mêmes faits.

2874. — Lettre des administrateurs du Calvados, dénonçant au procureur syndic de

la Commune de Paris divers journaux incendiaires, notamment l'*Ami du Roi*, la *Gazette de Paris*, le *Courrier de la cour*.

7 octobre 1790.

Original signé, avec lettre d'envoi du procureur de la Commune à l'Assemblée nationale. *A. N.*, C 45, n° 424.

2875. — Plainte du sieur Augustin-Jean-Edouard Boyetet, député de Bayonne, contre Gorsas, à raison des calomnies atroces imprimées dans le *Courrier de Paris* et dirigées contre la municipalité de Bayonne.

11 décembre 1790.

Minute, *A. N.*, Y 12085.

Dans le numéro du 12 novembre 1789 du *Courrier de Paris* (t. XVIII, n° XII, p. 177), Gorsas avait avancé que Bayonne était le repaire de l'aristocratie et donnait asile à une foule d'étrangers, accusant la municipalité d'apporter dans ses fonctions beaucoup de mollesse et d'ignorance. La garde nationale de cette ville fit insérer une réponse très vive dans le *Journal de Paris*, supplément du numéro du 9 décembre 1790. Gorsas répliqua, le 16 décembre, par un article qu'il intitula : « Notre réponse nécessaire et gratuite à l'insertion abusive et bien payée de deux lettres données en supplément dans le *Journal de Paris*. »

2876. — Plainte du sieur Claude-André-Benoît Reynaud, maire de la ville du Puy, et de Jean-Pierre La Colombe, capitaine de la garde nationale, contre Brissot de Warville, au sujet des calomnies atroces imprimées dans le *Patriote français*, à l'adresse de la municipalité et de la garde nationale du Puy.

28 décembre 1790.

Minute, *A. N.*, Y 12085.

Brissot de Warville avait inséré un article dans le n° 468 du *Patriote français* (à la date du 19 novembre 1790) pour censurer la conduite de la municipalité du Puy, « infectée du poison aristocratique », à l'égard de la Société des Amis de la constitution de cette ville, et au sujet de l'organisation d'un service funèbre pour les victimes de Nancy. Indignée de ces attaques, la municipalité, de concert avec la garde nationale, envoya une députation à Paris, maire en tête, pour dénoncer Brissot à la garde nationale parisienne et à l'Assemblée nationale. Le 18 décembre 1790, le rédacteur du *Patriote français* tourna en dérision ce voyage ridicule et illusoire.

2877. — Plainte des fermiers généraux des Messageries au président du Comité des recherches, à cause d'un avis diffamatoire inséré dans les *Annales patriotiques et littéraires de Carra*, du 31 décembre 1790, tendant à mettre en suspicion les voitures des Messageries.

3 janvier 1791.

Minute signée, *A. N.*, D XXIXᵇ 16, n° 178.

Dans un virulent article intitulé : *Avis très important*, Carra attaquait M. d'Hauteville, administrateur des Messageries, intime ami de Calonne, et en relations fréquentes avec M. Cazalès, lequel avait ordonné de faire distribuer partout des balles d'imprimés parlant de la dissolution imminente de l'Assemblée nationale, *provoquée par la retraite prochaine d'une partie des députés;* le rédacteur des *Annales patriotiques* signalait le danger de laisser à la tête d'une administration comptant plus de deux mille employés un personnage qui faisait répandre dans toutes les villes et villages de France des millions de pamphlets contre l'Assemblée nationale et la Constitution.

2878. — Déclaration du sieur Petit, corroyeur, rue Guénégaud, au sujet de la rédaction par le sieur Baudy, son locataire, d'une feuille intitulée : *Gazette des cours de l'Europe*, le *Royaliste, ami de l'humanité*, et des allées et venues clandestines de prêtres chez cet individu.

29 juillet 1791.

Minute, *A. N.*, D XXIXᵇ 33, n° 347.

La *Gazette des cours de l'Europe* parut de septembre 1791 à août 1792.

2879. — Envoi par le sieur Bourgeois, au Comité des recherches, d'un numéro du *Journal du soir sans réflexions et Courrier de Paris et de Londres réunis*, appelant l'attention sur les correspondances de caractère alarmant y insérées.

2 août 1791.

Minute et imprimé (2 p.), *A. N.*, D XXIXᵇ 33, n° 347.

Ce journal est celui d'Etienne Feuillant, qui parut sous ce titre, du 6 novembre 1790 au 1er octobre 1791.

Cf. Eugène Hatin, *Bibliographie de la presse périodique française*, p. 175.

C. — PRIVILÈGES POUR LA CRÉATION DE JOURNAUX.

2880. — Rapport de M. de Maissemy, directeur général de la librairie, à l'effet de réprimer les écarts des journalistes qui se permettent dans leurs critiques des personnalités blessantes, avec projet de circulaire

aux journalistes et aux censeurs royaux à ce sujet.

3 avril 1789.
Minutes (3 p.), *A. N.*, V¹ 551.

2881. — Demande de privilège par M. Le Scène-Desmaisons pour le *Journal de toutes les académies et sociétés de littérature, sciences et arts de l'Europe*, accordé sous réserve du consentement des propriétaires du *Journal des Savants*.

7 avril 1789.
Minutes (4 p.), *A. N.*, V¹ 551.

Jacques Le Scène-Desmaisons, qui devint l'un des administrateurs du département de police, est l'auteur d'une *Lettre aux représentants de la nation sur les moyens de terminer la question de la vérification des pouvoirs.*

2882. — Lettre de M. de Maissemy, lieutenant général de la librairie, proposant l'interdiction de la feuille périodique intitulée : le *Patriote français* ou *Journal libre, impartial et national*, par une société de citoyens, qu'annonce sans permission aucune M. Brissot de Warville, arrivé « au dernier degré de l'audace enhardie par l'impunité », avec lettre-circulaire aux inspecteurs de la librairie des provinces.

15 avril 1789.
Minutes (3 p.), *A. N.*, V¹ 551.

Cf. Eugène Hatin, *Bibliographie de la presse périodique française*, p. 142.

2883. — Arrêt du Conseil d'État faisant défenses à tous imprimeurs, libraires ou autres d'imprimer, publier et distribuer aucun prospectus, journal ou autre feuille périodique sans la permission du Roi.

6 mai 1789.
Original signé de Barentin, *A. N.*, E 2653, fol. 113; extrait sur parchemin, signé de Laurent de Villedeuil et transcrit sur le registre de la chambre syndicale de la librairie, V¹ 551.

2884. — Arrêt du Conseil d'État, supprimant le premier numéro d'une feuille périodique ayant pour titre : *États-Généraux* et faisant défense d'en publier la suite.

7 mai 1789.
Original signé de Barentin, *A. N.*, E 2653, fol. 114; extrait sur parchemin, signé de Laurent de Villedeuil et transcrit sur le registre de la chambre syndicale de la librairie, avec lettre d'envoi de M. de Crosne (2 p.), V¹ 551.

2885. — Lettre du sieur Weissembruch à M. de Maissemy, déclarant qu'il n'insérera dans le *Journal encyclopédique* aucun extrait de livres prohibés et le priant d'accorder sa protection à ce journal, dont il est le propriétaire, en commun avec la veuve de M. Rousseau, remariée à M. de Saint-Paul, avec réponse.

7, 20 mai 1789.
Minutes signées (2 p.), *A. N.*, V¹ 551.

2886. — Demande de privilège pour le *Journal de clavecin ou forte piano*, par Mme Vidal, professeur de musique et de guitare, avec prospectus.

8 mai 1789.
Minutes (2 p.), *A. N.*, V¹ 551.

2887. — Demande de privilège par le sieur Jean-Blaise Vimal, bourgeois de Paris, pour un nouveau journal intitulé : *le Patriote aux États-Généraux*, avec lettre d'envoi de M. Barentin et réponse.

13 mai 1789.
Minutes (3 p.), *A. N.*, V¹ 551.

2888. — Demande de privilège par une société de gens de lettres pour un journal intitulé : *le Journal d'Uranie*, sous la direction de M. Perny de Villeneuve, destiné à faire connaître les phénomènes célestes.

14 mai 1789.
Minutes (4 p.), *A. N.*, V¹ 551.

2889.—Lettre du sieur de Beaujour, renouvelant sa demande pour l'obtention du privilège d'un *Journal des États-Généraux*, transmise par M. Barentin, avec réponse.

15 mai 1789.
Minutes (3 p.), *A. N.*, V¹ 551.

2890. — Demande du sieur Zollikofer, à l'effet d'être autorisé à publier un *Bulletin* de ce qui se passera tous les jours à l'Assemblée des États-Généraux, avec lettre d'envoi de M. Barentin et réponse.

16 mai 1789.
Minutes (4 p.), *A. N.*, V¹ 551.

2891. — Demande par le sieur Pissot, libraire à Paris, du privilège d'un journal

nouveau, sous le titre : le *Dépositaire*, feuille destinée à l'instruction ou à l'amusement, qui devait en quelque sorte faire concurrence au *Journal de Paris*.

17 mai 1789.
Minute, *A. N.*, V[1] 553.

2892. — Demande de privilège pour un journal nouveau, sous le titre de *Journal de législation, par une société de jurisconsultes* (Guyot, Merlin et Robin de Mozas), avec prospectus et observations sur ce journal.

17 mai 1789.
Minutes (6 p.), *A. N.*, V[1] 551.

2893. — Requête du sieur Jodot, apothicaire des Menus-Plaisirs, à l'effet d'obtenir pour son fils la permission de publier un *Journal des États-Généraux*.

17 mai 1789.
Minutes (3 p.), *A. N.*, V[1] 551.

Il n'y eut qu'un seul journal publié sous ce titre, celui qui fut rédigé par le sieur Le Hodey, et qui prit plus tard le nom de *Journal de l'Assemblée nationale*.

2894. — Circulaire de M. de Maissemy, invitant les journalistes à n'insérer aucun article concernant les États-Généraux sans communication et approbation préalables.

19 mai 1789.
Minute, *A. N.*, V[1] 551.

2895. — Demande de privilège pour un journal relatif aux États-Généraux, par le sieur Dumorier, avec plan du journal, lettre de recommandation de M. Hocquart et réponse.

21 mai 1789.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, V[1] 551.

2896. — Demande de privilège pour un *Journal des plans, projets, découvertes et inventions modernes dans tous les genres et tous les pays*.

22 mai 1789.
Minutes (2 p.), V[1] 551.

2897. — Lettre de M. de Maissemy en réponse à la recommandation de M. de Bombelles en faveur de l'abbé Ducros pour l'obtention du privilège d'un *Journal des États-Généraux*, avec le prospectus du journal en question.

28 mai 1789.
Minutes (4 p.), *A. N.*, V[1] 551.

2898. — Lettre de M[me] de Gouges, demandant à M. de Maissemy une entrevue pour l'intéresser à la fondation de son journal.

12 juin 1789.
Minute signée, *A. N.*, V[1] 552.

Olympe de Gouges ne publia aucun journal; elle fit paraître à cette époque un opuscule intitulé : *Mes Vœux sont remplis, ou le Don patriotique, dédié aux États-Généraux*.

2899. — Plainte des auteurs et propriétaires du *Journal de Paris*, contre le *Journal général de la France*, au sujet de l'insertion d'une annonce relative au deuil du Dauphin, contrairement au privilège acquis par le *Journal de Paris* des dames Fauconnier et Grammont de la Mothe.

26 juin 1789.
Minute, *A. N.*, V[1] 552.

2900. — Déclaration du sieur Selis, professeur au collège Louis-le-Grand et censeur royal, qui se plaint d'avoir été spolié de la censure du *Mercure*, journal publié par M. Panckouke.

9 septembre 1789.
Minutes (2 p.), *A. N.*, V[1] 553.

Il s'agit du *Mercure de France*, dont Charles Joseph Panckoucke avait obtenu le privilège après la déconfiture de Lacombe.

2901. — Mémoire du sieur François Buisson, libraire, l'un des éditeurs du *Magasin des Modes françaises et anglaises*, demandant à être déchargé du payement d'une rétribution annuelle de 600 livres, acquittée jusqu'alors pour prix de la concession de leur privilège.

17 septembre 1789.
Minutes (3 p.), *A. N.*, V[1] 552, 553.

2902. — Annulation de la société projetée entre M. Brissot de Warville et le libraire Buisson, pour la publication du *Patriote français*.

17 septembre, 12 novembre 1789.
Minutes (3 p.), *A. N.*, V[1] 553.

§ 3. — Libelles et Pamphlets (Saisie de).

2903. — Procès-verbal de perquisition, par le commissaire Chénon chez les marchands d'estampes, à l'effet de saisir une gravure intitulée : *Convoi de très haut et très puissant Seigneur des Abus.*

2 mai 1789.
Minute, *A. N.*, Y 11441.

2904. — Lettre de M. de Maissemy, directeur général de la librairie, a M. de Crosne, au sujet du débit public de la gravure du *Convoi des Abus*, mise en vente par le sieur Sergent, graveur et marchand d'estampes, et interdite, et d'une contrefaçon de cette même gravure, répandue depuis par le sieur Macler et qui continue à être vendue.

16 mai 1789.
Minutes (3 p.), *A. N.*, V[1] 551.

2905. — Ordre de M. de Crosne au commissaire Chénon fils de saisir chez les libraires tous les exemplaires d'un imprimé intitulé : *Lettre du comte de Mirabeau à ses commettants*, avec procès-verbaux de perquisition et de saisie.

21 mai 1789.
Minutes (3 p.), *A. N.*, Y 11518.

2906. — Procès-verbal de saisie par le commissaire Sirebeau, en vertu d'un ordre du Roi et de M. de Crosne, chez le sieur Lejay, libraire, rue de l'Échelle, d'un imprimé intitulé : *Lettre du comte de Mirabeau à ses commettants*, et procès-verbal de perquisition chez le sieur Cellot, imprimeur.

21, 22 mai 1789.
Minutes (4 p.), *A. N.*, V[1] 551, Y 11441, Y 15689.

2907. — Interrogatoire, par le commissaire Ferrand, du sieur Devaux, libraire au Palais-Royal, prévenu d'avoir fait traduire, pour le livrer à l'impression, un libelle anglais contre la Reine et M. de Calonne.

23 mai 1789.
Minute, *A. N.*, Y 13016.

2908. — Lettre de M. de Maissemy aux officiers de la chambre syndicale de la librairie, les invitant à se transporter de suite chez le sieur Volland, libraire, et à y saisir l'ouvrage intitulé : *L'Orateur des États-Généraux.*

28 mai 1789.
Minute, *A. N.*, V[1] 551.

L'Orateur des États-Généraux pour 1789 est un opuscule de Carra, qui fit un certain bruit, puisqu'il en parut cinq éditions dans cette année, la cinquième édition comprend deux parties, *A. N.*, AD[1] 63. Cf. EUGÈNE HATIN, *Bibliographie de la presse périodique française*, p. 142.

2909. — Ordres de M. de Crosne, lieutenant général de police, au commissaire Chénon de saisir chez les libraires les libelles intitulés : Le *Premier Coup de vêpres, Protestations et Procès-verbal de l'ordre le plus nombreux du royaume*, le *Tribun du peuple*, 3e livraison, *Que ceux qui ont une âme lisent ceci, Diogène aux États-Généraux*, avec procès-verbal de perquisition.

6, 9, 17 juin 1789.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, Y 11441.

Le Premier Coup de vêpres. Avis à la Chambre des communes sur la retraite des privilégiés. S. l., 1789, pièce in-8°, *B. N.*, Lb 39, n° 1815.

Procès-verbal et Protestations de l'Assemblée de l'ordre le plus nombreux du royaume, arrêté dans l'assemblée générale des c... du royaume, tenue dans la plaine des Sablons le 10 juin 1789. In-8°, 1789, *B. N.*, Lb 39, n° 1827.

Le Tribun du peuple, S. l. n. d., *B. N.*, Lb 39, n° 1758.

Diogène aux États-Généraux, S. l., pièce in-8°, *B. N.*, Lb 39, n° 1740.

2910. — Invitation du comité de police des représentants de la Commune au district de Saint-André-des-Arcs de faire saisir chez les marchands d'eau-de-vie et dans les cabarets tous libelles, manuscrits et imprimés, et de les envoyer à l'Hôtel de Ville.

9 octobre 1789.
Copie conforme, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2696, fol. 109.

2911. — Procès-verbal d'arrestation du sieur Carol, limonadier, prévenu de faciliter

le débit de brochures séditieuses, scandaleuses et obscènes, avec information à ce sujet.

13 octobre, 7 novembre 1789.
Minutes (2 p.), *A. N.*, Y 15100.

2912. — Procès-verbal de transport du commissaire Guyot chez le sieur Le Tellier, libraire, quai des Grands-Augustins, détenteur de livres suspects, tels que le *Mémoire justificatif de la comtesse de la Motte* et le *Domine salvum fac Regem*, avec décision du comité de police des représentants de la Commune, portant qu'il n'y a pas lieu d'y apposer les scellés.

26 octobre 1789.
Minutes (2 p.), *A. N.*, Y 13582.

2913. — Ordre des administrateurs du département de police au commissaire Defresne, à l'effet de constater, rue Neuve-Saint-Jean, l'existence d'une imprimerie clandestine, et de saisir les planches, manuscrits et feuilles d'impression, avec procès-verbal de perquisition, portant saisie du manuscrit et des feuilles composées des *Prophéties françaises*, par M. Bergasse, député.

20 décembre 1789.
Minutes (3 p.), *A. N.*, Y 12083.

Les *Prophéties françaises, suivies d'un projet présenté au Roi pour dégrader et punir le duc d'Orléans*, par M. Berg... (Nicolas Bergasse), Paris, Couteau, 1789, 24 pages in-8°.

2914. — Plainte des administrateurs et trésoriers de l'Hôtel des Invalides contre les auteurs d'un libelle qui les accuse d'avoir tenté d'empoisonner les invalides, et information du commissaire Le Seigneur à ce sujet.

28 avril, 12 juin 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, Y 14583, 14584.

2915. — Procès-verbal de saisie par le commissaire Picard-Desmarest, en vertu d'un ordre du comité de police, chez le comte Du Barguel, de ballots de brochures incendiaires, intitulées, l'une : *Nouvelle Conspiration découverte pour coopérer avec le Châtelet à une contre-révolution*, et l'autre : *Quand foutrez-vous donc le camp ?*

29 avril 1790.
Minute, *A. N.*, Y 15501.

2916.— Information faite par le commissaire Odent contre le sieur Toussaint Louis, trouvé saisi d'un grand nombre de libelles incendiaires, énumérés dans le rapport du district de Saint-André-des-Arcs, du 24 juin 1790, joint à l'information, tels que le *Gouffre infernal des aristocrates*, le *Journal du diable*, etc.

27 juillet 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, Y 15022.

Le *Gouffre infernal des aristocrates ou l'Antre de Gattey*, dans lequel un jeune provincial, entraîné comme malgré lui, se trouve initié aux mystères diaboliques de la cabale des noirs par l'abbé Maury et Barbasure, grand vicaire de Toulouse, par Séraphin le Cadet, premier inventeur des ombres chinoises (18 mai). Au Palais-Royal, *S. d.*, pièce in-8°, *B. N.*, Lb 39, n° 3432.

2917. — Déclaration au sujet de l'arrestation par la garde nationale d'un particulier distribuant des imprimés, sans nom d'auteur ni imprimeur, intitulés : *Ce que vous ne savez pas*, n° 1, reçue par le commissaire Léger.

31 juillet 1790.
Minute, *A. N.*, Y 14353.

2918. — Certificat de la chambre syndicale de la librairie, constatant le dépôt, le 18 juin, d'un ballot contenant mille exemplaires d'un libelle intitulé : *Tableau de la conduite de la prétendue Assemblée nationale*, venant des Rousses à l'adresse du sieur Germon, commissionnaire de livres à Versailles.

11 août 1790.
Copie, *A. N.*, D XXIXb 32, n° 334.

2919. — Information faite par Charles-Simon Bachois, lieutenant criminel au Châtelet, en vertu d'une commission rogatoire adressée le 27 juillet par les officiers municipaux de Dax, contre l'abbé Batbédat, prévenu d'avoir fait imprimer et distribuer plusieurs libelles affreux capables de troubler la tranquillité publique, notamment un ouvrage intitulé : la *Galerie dacquoise*.

17 août 1790.
Minutes (4 p.), *A. N.*, Y 10012.

2920. — Plainte du sieur Geoffroy de Limon, reçue par le commissaire Defresne,

contre le sieur Jérôme Brygnon, auteur d'un libelle intitulé : *Conspiration découverte contre la famille royale*, où il est victime d'imputations calomnieuses.

5 décembre 1790.
Minute, *A. N.*, Y 12085.

Ce libelle, imprimé à l'Imprimerie patriotique, forme une brochure in-8°, *B. N.*, Lb 39, n° 4413.

2921. — Saisie, par les employés des barrières Montparnasse et des Fourneaux, d'imprimés prohibés remis par un inconnu à trois particuliers, chaussée du Maine, pour les introduire dans Paris.

22 janvier 1791.
Minutes signées (2 p.), *A. N.*, D XXIXb 16, n° 183.

§ 4. — Organisation de la Police municipale.

2922. — Registre des inspecteurs de police, contenant l'indication des affaires instruites par les commissaires et la nomenclature des objets déposés au greffe du Châtelet ainsi que des cadavres portés à la basse geôle.

10 février 1789-19 janvier 1791.
Registre de 80 feuillets, *A. N.*, Y 10635.

2923. — État des personnes auxquelles il était accordé un traitement annuel sur les fonds de la police.

Sans date (1789).
Minute, *A. N.*, D X 3, n° 24.

2924. — État des pensions payées sur les fonds destinés aux dépenses de la police, à titre de retraite.

Sans date (1789).
Minute, *A. N.*, D X 3, n° 24.

2925. — Lettres du ministre de la maison du Roi à M. Bailly, lui annonçant que le Roi abandonne à la municipalité son hôtel de la police.

5, 6 août 1789.
Copies, *A. N.*, O¹ 500, fol. 415, 419.

2926. — Lettre du ministre de la maison du Roi à M. Necker au sujet de la dépense hebdomadaire des observateurs tant à Paris qu'à Versailles, montant à 1,800 francs par semaine, sans compter le traitement de l'inspecteur, payé 600 francs par mois.

20 août 1789.
Copie, *A. N.*, O¹ 500, fol. 441.

2927. — Lettre de M. Bailly au président de l'Assemblée nationale, manifestant son intention de présenter un projet de règlement pour le département de la police.

29 octobre 1789.
Minute non signée, *A. N.*, C 32, n° 271.

2928. — Projet de règlement en dix articles, adopté par le Conseil de Ville et soumis à la sanction de l'Assemblée nationale.

30 octobre 1789.
Extrait signé de Bailly et scellé, *A. N.*, C 32, n° 271.
Cf. *Archives parlementaires*, t. IX, p. 666.

2929. — Requête des membres du Conseil de Ville, chargés du département de police, à l'Assemblée nationale, la priant de vouloir bien décréter un règlement provisoire.

31 octobre 1789.
Minute non signée, *A. N.*, C 32, n° 271.

2930. — Lettre de M. Bailly, maire de Paris, au président de l'Assemblée nationale, demandant si l'Assemblée pourra s'occuper le lendemain du décret que sollicite la municipalité de Paris touchant le règlement de police, avec réponse de la main de Camus, président.

2 novembre 1789.
Minutes (2 p.), *A. N.*, C 32, n° 271.

2931. — Décret de l'Assemblée nationale, confiant aux comités de district les fonctions de police et créant un tribunal de police.

5 novembre 1789.
Original signé, *A. N.*, C 30, n° 246.
Éd. *Archives parlementaires*, t. IX, p. 695.

2932. — Lettre de M. Bailly, maire de Paris, au président de l'Assemblée nationale, demandant à être reçu pour solliciter un nouveau décret au nom de la municipalité de Paris.

9 novembre 1789.
Original signé, *A. N.*, C 32, n° 271.

2933. — Lettre du ministre de la maison du Roi à M. Bailly, envoyant les lettres-patentes sur décret de l'Assemblée nationale, qui portent règlement provisoire pour la police de Paris.

11 novembre 1789.
Copie, *A. N.*, O¹ 500, fol. 547.

2934. — Lettre de M. Bailly à M. de Lafayette, le priant de donner l'ordre aux patrouilles de conduire désormais devant un commissaire du Châtelet les individus arrêtés pour vols ou autres crimes et, dans les districts, pour faits de police, et demandant un rapport quotidien du commandant de chaque poste.

15 novembre 1789.
Original signé, *A. N.*, AF^II 48, n° 167.

2935. — États des dépenses secrètes du maire de Paris et du commandant général de la garde nationale pour la surveillance tant des individus suspectés de tramer des complots contre-révolutionnaires, que des falsificateurs de billets de la Caisse d'Escompte et des étrangers soupçonnés de répandre de l'argent, ainsi que de certains émissaires pour des voyages à Londres et à Cologne.

1789-1790.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, D XXIX^b 34, n° 357.

2936. — Lettre du ministre de la maison du Roi à M. Boullemer de la Martinière, procureur syndic de la Commune, au sujet de la transcription du décret de l'Assemblée nationale sur la police provisoire dans les registres de la municipalité.

2 janvier 1790.
Copie, *A. N.*, O¹ 501, fol. 1.

2937. — Lettre de M. Bailly, maire de Paris, donnant son approbation au mémoire présenté par le sieur Bourgeois, ex-employé au Grand Conseil, relatif à la sûreté de la ville et des campagnes.

5 janvier 1790.
Copie annexée à une lettre du sieur Bourgeois au président de l'Assemblée nationale, *A. N.*, C 133.

2938. — Lettre du ministre de la maison du Roi à M. Lambert, lui renvoyant le mémoire des commissaires au Châtelet à l'effet d'obtenir le remboursement de leurs travaux extraordinaires pendant deux ans, pour la police de la capitale.

10 janvier 1790.
Copie, *A. N.*, O¹ 501, fol. 8.

2939. — Lettre de M. Bailly à M. de Lafayette, relative aux mesures d'ordre exceptionnelles à prendre pendant le carnaval, pour refréner la licence populaire et empêcher les insultes aux passants.

10 février 1790.
Copie, *B. N.*, Mss., fonds français 11697, fol. 36 v°.

2940. — Décret de l'Assemblée nationale, retranchant du compte du Trésor public les dépenses de police de la ville de Paris et les mettant à la charge de la municipalité.

6 juin 1790.
Copie, *A. N.*, A 187, fol. 678.
Ed. *Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale*, juin 1790, p. 39.

2941.— Décret de l'Assemblée nationale, ordonnant de surseoir à la nomination des commissaires dans la ville de Paris.

25 août 1790.
Minute de la main de Camus, *A. N.*, C 43, n° 395.
Ed. *Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale*, août 1790, p. 269.

2942.— Lettre du département de police de la municipalité au commissaire Gruter des Roziers, insistant pour que l'administration soit instruite de tous les rapports sur les délits attentatoires à la sûreté publique.

16 septembre 1790.
Minute, *A. N.*, Y 13421.

2943.— Décret de l'Assemblée nationale, levant la suspension prononcée par le dé-

cret du 25 août et ordonnant de procéder sans délai à l'élection d'un commissaire de police dans chaque section de la ville de Paris.

7 octobre 1790.
Minute de la main de Démeunier, *A. N.*, C 45, n° 417.
Ed. *Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale*, octobre 1790, p. 13.

2944.— Correspondance des sieur Goisset et consorts, agents chargés d'un service d'espionnage, à Paris et au dehors, par le Comité des recherches.

Octobre 1790-avril 1791.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, D XXIX^b 32, n° 329.

2945. — Lettre de M. Bailly, maire de Paris, rappelant à la section du Palais-Royal l'arrêté du Conseil général de la Commune, du 11 novembre, qui invite les quarante-huit sections à faire tous leurs efforts pour rendre promptement la police active et uniforme dans toutes les parties de la Ville.

16 novembre 1790.
Original signé, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2671, fol. 213.

2946. — Réponse du président de l'Assemblée nationale au discours du maire de Paris demandant la promulgation d'une loi de police pour le maintien de la sûreté publique et l'établissement de tribunaux provisoires pour vider les prisons.

18 novembre 1790.
Minute, *A. N.*, C 46, n° 446.
Ed. *Archives parlementaires*, t. XX, p. 521.

2947. — Délibération de la section de l'Hôtel-de-Ville relative à la convocation par le maire des quarante-huit commissaires de police, pour discuter un projet de règlement proposé par M. Thorillon, convocation faite sans y avoir appelé aucun des commissaires de section.

20 novembre 1790.
Copie conforme, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2666, fol. 186.

2948. — Lettre des commissaires du Conseil général de la Commune, chargés d'étudier le règlement des dépenses du comité de police dans chaque section, demandant des éclaircissements sur la question du logement de ce comité, s'il est installé dans une maison religieuse ou dans un appartement isolé, et sur la question des frais de bureau.

21 novembre 1790.
Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2671, fol. 214.

2949. — Lettre du département de police, envoyant copie du projet de proclamation sur les objets de police confiés aux sections et déclarant que, si la surveillance revient de droit aux sections, l'exercice doit être laissé aux commissaires de police, avec lettres des commissaires nommés par les comités de section, réunis à l'hôtel de Richelieu, annonçant l'achèvement du rapport, qui sera discuté le 12.

Décembre 1790, 5 janvier 1791.
Minutes signées (2 p.), *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2671, fol. 233, 236.

2950. — Requête à l'Assemblée nationale présentée par le commissaire de police de la section de la place Louis XIV, demandant une marque distinctive pour les commissaires dans l'exercice de leurs fonctions.

10 juin 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, D IV 49, n° 1417.

2951. — Notes biographiques sur les douze préposés à la sûreté publique, nommés par le maire de Paris et les administrateurs du département de police.

24 juillet 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, C 215, n° 160^{113}, pièce 420.

2952. — Tableau des dépenses pour la police de la ville de Paris, afférentes aux exercices 1789, 1790 et 1791, extrait de l'état des dépenses extraordinaires du Trésor, du 1er mai 1789 au 31 août 1791, certifié par les commissaires de la Trésorerie.

17 septembre 1791.
Minute signée, *A. N.*, D VI 17, n° 177.

2953. — Décret de l'Assemblée nationale relatif à l'établissement dans la ville de

Paris de vingt-quatre officiers de paix, et portant règlement pour leurs fonctions.

21 septembre 1791.
Imprimé, avec additions manuscrites, A. N., C 77, n° 773.
Ed. *Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale*, septembre 1791, p. 499.

2954. — Observations du sieur Collenot d'Angremont relatives aux officiers de paix.

Sans date (1791).
Minute, *A. N.*, C 215, n° 160[113], pièce 418.

2955. — Adresse de la Société des Amis des droits de l'homme et du citoyen, séante rue de la Vieille-Monnaie, au maire et au Conseil municipal, à l'effet de protester contre la nomination aux postes d'officiers de paix d'individus flétris dans l'opinion publique.

Sans date (1791).
Minute de la main de Boucher Saint-Sauveur, président de la Société, *A. N.*, C 215, n° 160[113], pièce 379.

2956. — Précis d'observations sur le moyen d'exercer avec succès la police de sûreté dans la ville de Paris, par M. d'Angremont, ancien avocat au Parlement, et articles du règlement de police pour la sûreté publique.

Sans date (1791).
Minute non signée, *A. N.*, C 215, n° 160[113], pièces 347, 362.

2957. — Notes et renseignements de police concernant les malfaiteurs et gens suspects, provenant du département de police de la municipalité et faisant partie des papiers saisis chez Collenot d'Angremont.

Sans date.
Minutes (2 dos.), *A. N.*, C 203, n°s 160[57], 160[59].

§ 5. — Lettres et Actes des comités de recherches et de police de la municipalité.

2958. — Procédure instruite contre Denis Cretet, dit Pithou, garde des chasses de la Brie, prévenu de fausses déclarations au sujet de la résidence du prince de Conti et du dépôt de son argenterie.

8, 9 août 1789.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, Y 10001.

Bailly, dans ses *Mémoires*, t. II, p. 240, raconte avec détails son entrevue, dans la soirée du 8 août, avec ce piqueur du prince de Conti, qui se dit envoyé par son maître auprès de M. de Lafayette, pour déclarer qu'il n'était point coupable et qu'il était prêt à se rendre à Paris sous bonne et sûre garde; ces assertions parurent dénuées de toute vraisemblance. « Cet homme, ajoute Bailly, bien interrogé en règle, multiplia les absurdités, se coupa et enfin, vers deux heures du matin, confessa que tout ce qu'il avait dit était faux et le signa. » Pour éclairer le public, tout le procès-verbal fut imprimé par les soins de l'Assemblée des représentants de la Commune; le 9 septembre, le garde-chasse en question fut renvoyé par devant le lieutenant criminel pour être jugé.

2959. — Procès-verbal d'arrestation et interrogatoire par le comité de police des représentants de la Commune du sieur Gourmez, au sujet de son récit mensonger et chimérique, suivant lequel il prétendait avoir été mené dans une voiture, les yeux bandés, à Bagnolet.

21 août 1789.
Minute, *A. N.*, Y 10000.

2960. — Arrêté du comité de police des représentants de la Commune, ordonnant de procéder à une perquisition par un commissaire au Châtelet, dans l'hôtel de Poitou, rue des Poulies, à l'effet de découvrir un portefeuille et un effet de 10,000 livres volés au sieur Percheron.

22 août 1789.
Minute, *A. N.*, Y 11441.

2961. — Interrogatoire de quatre individus arrêtés par les soins du comité de police des représentants de la Commune, comme suspects d'appartenir à une bande de voleurs de grand chemin et d'avoir as-

sassiné un passant sur la route, lesdits individus écroués au Châtelet.

28 août 1789.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, Y 10001.

2962. — Lettre du comité de police des représentants de la Commune au Comité des recherches, adressant la déclaration du sieur Sauffrignon au sujet du départ de trois voitures chargées de livres et papiers appartenant à M. d'Eprémesnil, député, à destination du Havre-de-Grâce.

29 septembre 1789.
Minutes signées, avec lettre du comte de Saint-Priest (3 p.), *A. N.*, D XXIXb 1, n° 8.

2963. — Ordre du comité de police des représentants de la Commune au commissaire Sirebeau de procéder à la perquisition des papiers de milady Wouglesse, à l'hôtel du Cirque royal, rue de Richelieu, et procès-verbal dressé en conséquence.

10 octobre 1789.
Minutes (2 p.), *A. N.*, Y 15689.

2964. — Procès-verbal d'arrestation et interrogatoire par le commissaire Grandin du sieur Charles Dubois, prévenu de tapage et de violences à l'Hôtel de Ville, près de la salle du comité de police.

15 octobre 1789.
Minute, *A. N.*, Y 13319.

2965. — Lettre de M. Bailly au duc de la Rochefoucauld pour le Comité des recherches, transmettant copie d'une lettre du sieur Hayer, sergent de la milice bourgeoise de Gournay-en-Bray, au sujet de l'intention du sieur Detry d'Argueil d'arrêter les vivres destinés à Paris.

17 octobre 1789.
Minutes signées (2 p.), *A. N.*, D XXIXb 26, n° 263.

2966. — Note relative aux mesures de surveillance à prendre contre le sieur Vaugien, inspecteur de police, qui, de Villiers-le-Bel, dirigeait des opérations contraires à la Commune.

20 octobre 1789.
Minute, *A. N.*, D XXIXb 29, n° 292.

2967. — Invitation du comité de police des représentants de la Commune au directeur général des postes de retenir un paquet de lettres adressées à Charles Tinguet, banquier à Chambéry, intéressant la sûreté publique.

26 octobre 1789.
Copie, *A. N.*, D XXIXb 29, n° 292.

2968. — Lettre du comité de police des représentants de la Commune au Comité des recherches de l'Assemblée nationale, au sujet d'instructions à donner au commandant du bataillon du district de Saint-Philippe touchant la barrière du Roule.

Sans date (octobre 1789)
Minute signée, *A. N.*, D XXIXb 29, n° 292.

2969. — Arrêté du Comité des recherches de l'Assemblée nationale, décidant l'envoi d'une députation au Roi pour le prier d'autoriser le comité de police de la municipalité à ouvrir, en présence de M. d'Ogny, des lettres et paquets venant d'Angleterre, pouvant renseigner sur les délits nationaux.

7 novembre 1789.
Minute, *A. N.*, D XXIXb 2, n° 14.

2970. — Dépôt au comité de recherches de la municipalité de Paris par l'abbé Goutles, député à l'Assemblée nationale, d'une lettre écrite par les officiers municipaux de Limoux et de pièces mentionnées dans cette lettre.

18 novembre 1789.
Minute, *A. N.*, D XXIXb 2, n° 22.

2971. — Déclaration du sieur Chayron, chirurgien à l'Hôtel-Dieu, concernant une femme de la rue de la Corroyerie, grièvement brûlée au visage par une explosion dans sa cheminée, et ouverture d'enquête au sujet de la fabrication clandestine de matières explosives.

19 novembre 1789.
Copies (2 p.), *A. N.*, D XXIXb 29, n° 292.

2972. — Procès-verbal dressé par le comité de recherches de la municipalité de Paris, au sujet de propos séditieux entendus par l'abbé Lastrey et signalés par M. de Lafayette et d'une lettre anonyme reçue par le même, ainsi que des extraits envoyés

au maire par le comité permanent de Montmirail.

18 décembre 1789.
Minute, *A. N.*, D XXIXb 3, n° 28.

2973. — Avis et arrêté du comité de recherches de la municipalité de Paris, transmis au Comité des recherches de l'Assemblée nationale, relatifs au prétendu assassinat commis sur un factionnaire de la garde nationale, dans la nuit du 27 au 28, lequel, conduit à l'Abbaye, a tenté de se tuer de trois coups de couteau.

31 décembre 1789.
Minutes (2 p.), *A. N.*, D XXIXb 2, n°27; C 33, n° 286ter.

2974. — Lettre de M. Boullemer de la Martinière, procureur syndic de la Commune, au Comité des recherches, à propos d'une lettre à lui écrite par un prétendu syndic de la paroisse de la Madeleine, près Tournan-en-Brie.

2 janvier 1790.
Minute, *A. N.*, D XXIXb 3, n° 28.

2975. — Lettre du comte de Saint-Priest à M. de Champeaux-Palasne, président du Comité des recherches, appelant son attention sur l'entrée en France et l'arrivée à Paris d'un grand nombre de déserteurs autrichiens, au sujet desquels M. de Lafayette doit prendre les mesures nécessaires.

11 janvier 1790.
Minute signée, *A. N.*, D XXIXb 3, n° 29.

2976. — Récépissé, par le comité de recherches de la municipalité de Paris, d'une déclaration faite le 12 janvier, par M. Lion, négociant à Châlon-sur-Saône, transmise par le Comité des recherches de l'Assemblée nationale.

13 janvier 1790.
Minute, *A. N.*, D XXIXb 3, n° 29.

2977. — Information faite par le commissaire Grandin contre le sieur Toussaint Poignant, arrêté par les officiers du district de Montmartre pour propos séditieux tenus, le 7 novembre, contre Lafayette et les membres de l'Hôtel de Ville.

5 février 1790.
Minute, *A. N.*, Y 13320.

2978. — Mémoire adressé au département de police sur le vol avec effraction, commis le 17 février 1790 chez le sieur Schœck, chirurgien, rue Coquillère.

Minute, *A. N.*, C 197, n° 160[36].

2979. — Lettres de M. Duport-du-Tertre, administrateur du département de police, au commissaire Chénon, prescrivant une enquête au sujet d'une portion de cadavre humain pêché vis-à-vis l'Hôtel des Monnaies et porté à la basse geôle, provenant, selon toute vraisemblance, de dissections anatomiques.

25 février, 5 mars 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, Y 11441.

2980. — Lettre de M. Duport-du-Tertre, administrateur du département de police, relative à une explosion chez le sieur Monnot, graveur, rue du Roule, causée par l'inflammation d'une poire à poudre.

1er mars 1790.
Minute, *A. N.*, Y 11441.

2981. — Lettre du ministre de la maison du Roi à M. de Lafayette, l'avisant des rondes et patrouilles ordonnées au prévôt général de l'Ile-de-France, dans tout le pourtour des murs de Paris.

3 mars 1790.
Copie, *A. N.*, O1 501, fol. 84.

2982. — Billet de M. Manuel, administrateur du département de police, invitant le commissaire Grandin à rendre un fusil appartenant au sieur Jean-Baptiste Bullet, incarcéré à la Force.

22 mars 1790.
Minute, *A. N.*, Y 13320.

2983. — Ordre du comité de recherches de la municipalité de Paris au commissaire Grandin de faire perquisition chez les sieurs Drouin et Cavalier, et de saisir tous papiers suspects, avec le procès-verbal de perquisition.

2 avril 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, Y 13320.

2984. — Lettre de M. Bailly au président de l'Assemblée nationale, transmettant une adresse du syndic de la paroisse de Cour-

celles-le-Roi, au sujet des vexations qu'éprouvent quelques habitants de cette paroisse.

5 avril 1790.
Minute, *A. N.*, D XXIX^b 44.

2985. — Lettre du comité de recherches de la municipalité de Paris au Comité des recherches de l'Assemblée nationale, accompagnant l'envoi d'une déclaration avec l'expression de son désir d'entretenir une correspondance suivie.

27 avril 1790.
Minute signée, *A. N.*, D XXIX^b 29, n° 293.

2986. — Lettre de M. Sommelier, lieutenant de la garde nationale chargé de la police militaire, à M. de Pardieu, annonçant l'écrou à la Force du sieur Claude Lauré, du village de Savières, enrôlé avec quatre dragons, et interrogatoire du prévenu.

7 mai 1790.
Minutes (3 p.), *A. N.*, D XXIX^b 44, n° 417.

2987.—Lettre de M. Perron, doyen du comité de recherches de la municipalité de Paris, au président du Comité des recherches de l'Assemblée nationale, attestant que le comte de la Sarre est l'auteur de la lettre anonyme trouvée sur M. de Voisins, massacré par le peuple à Valence.

21 mai 1790.
Minute, *A. N.*, D XXIX^b 44, n° 417.

M. de Voisins, commandant de la ville et citadelle de Valence, avait été tué d'un coup de feu le 10 mai, lors d'une insurrection populaire; la lettre en question, trouvée dans ses poches, demandait des renseignements sur les dispositions de la noblesse et des troupes, et sur l'état des magasins d'armes, renseignements destinés à être communiqués aux princes réfugiés à l'étranger. (Cf. le *Procès-verbal de l'Assemblée nationale*, à la date du 17 mai.)

2988. — Envoi par M. Perron, doyen du comité de recherches des représentants de la Commune, au Comité des recherches de l'Assemblée nationale, d'une lettre faisant connaître ce qui se passe à Metz et dans la Lorraine allemande.

23 mai 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, D XXIX^b 6, n° 79.

2989. — Lettre de M. Bailly transmettant au Comité des recherches une lettre à lui adressée de Rome par un certain Bailly, qui lui proposait l'acquisition de papiers importants relatifs aux déprédations financières du royaume.

28 mai 1790.
Minute signée, *A. N.*, D XXIX^b 6, n° 80.

2990. — Lettre de M. Bailly à M. de Saint-Priest, lui signalant le départ de cent individus de Paris, avec le dessein de se trouver sur la route de la chaîne et d'enlever trois forçats qui en font partie.

31 mai 1790.
Original signé, *A. N.*, F^7 3264.

2991. — Interrogatoire par le comité de recherches de la municipalité de Paris du sieur Joseph Exartier, laboureur, venu de Savoie sans passeport, arrêté à Charenton, avec ordre de transfèrement à l'Abbaye.

1er juin 1790.
Minutes (4 p.), *A. N.*, D XXIX^b 33, n° 344.

2992. — Lettre du comité de recherches de la municipalité de Paris, relative à une fabrication de poignards pour le compte d'un négociant de la Rochelle, destinés à l'exportation, dénoncée par les districts de Henri IV, de Notre-Dame et de Saint-Étienne-du-Mont.

2 juin 1790.
Minute signée, *A. N.*, D XXIX^b 26, n° 262.

2993. — Fixation d'une conférence demandée par le comité de recherches de la municipalité de Paris au Comité des recherches de l'Assemblée nationale.

5 juin 1790.
Minute signée, *A. N.*, D XXIX^b 26, n° 262.

2994. — Lettre de M. Bailly, transmettant au Comité des recherches copie d'une lettre de la Société des Amis de la constitution de Grenoble, dans laquelle on l'informait de l'entrée par la frontière de la Savoie de quantité de déserteurs qui se dirigent sur Paris ou le Languedoc.

7 juin 1790.
Minute signée, *A. N.*, D XXIX^b 6, n° 85.

2995. — Lettre du département de police de la municipalité concernant l'addition

d'une note aux certificats devant servir à la délivrance des passeports que demanderont les mendiants et nécessiteux pour retourner dans leur lieu de naissance.

7 juin 1790.
Original signé, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2659, fol. 198.

2996. — Lettre de M. Bailly transmettant au Comité des recherches deux lettres à lui adressées de Montauban, contenant des renseignements sur les troubles de cette ville.

9 juin 1790.
Minute signée, *A. N.*, D XXIX^b 6, n° 89.

Les troubles en question s'étaient produits le 10 mai. V. le décret de l'Assemblée nationale du 17 mai, enjoignant à tous les citoyens de Montauban de porter la cocarde nationale et plaçant les non-catholiques sous la sauvegarde des lois.

2997. — Lettre de M. Bailly à M. de Lafayette au sujet de la réclamation par le comte Stuart d'un portefeuille, vainement recherché dans les bureaux de la municipalité.

9 juin 1790.
Copie, *B. N.*, Mss., fonds français 11697, fol. 62.

Il s'agit probablement d'André Stuart, gentilhomme écossais, ex-membre du Parlement de la Grande-Bretagne, *A. N.*, O^1 161, fol. 235.

2998. — Lettre du Comité des recherches de l'Assemblée nationale, invitant M. de Lafayette à donner les ordres les plus rigoureux pour empêcher l'affluence à Paris d'une foule de déserteurs et de mendiants étrangers.

16 juin 1790.
Copie, *A. N.*, D XXIX^b 6, n° 94.

2999. — Lettres de MM. Bailly et Duport-du-Tertre à M. de Pardieu, président du Comité des recherches, le priant d'envoyer sur-le-champ quelques membres du Comité pour visiter les papiers d'une demoiselle de Saint-Albin, qui part pour l'Angleterre, chargée de lettres très importantes.

30 juin 1790.
Autographe et minute signée (2 p.), *A. N.*, D XXIX^b 44, n° 417.

Mlle de Saint-Albin était une femme galante très connue, qui fut la maîtresse de Radix de Sainte-Foy, surintendant des finances du comte d'Artois.

3000. — Ordres du Comité des recherches de l'Assemblée nationale au comité des Capucins-du-Marais pour procéder à une perquisition des papiers du sieur de Saint-Glais, rue Sainte-Avoye, et à leur mise sous scellé en présence dudit sieur de Saint-Glais.

4 juillet 1790.
Copies (2 p.), *A. N.*, D XXIX^b 32, n° 333.

3001. — Lettre du département de police de la municipalité au Comité des recherches, exposant la difficulté de retrouver le cocher qui a conduit à l'Abbaye certains personnages.

18 juillet 1790.
Minute, *A. N.*, D XXIX^b 32, n° 332.

3002. — Arrêté du comité de recherches de la municipalité de Paris, portant qu'aucun des prisonniers détenus par son ordre dans la prison de l'Abbaye ne sera élargi ou transféré dans une autre prison sans un ordre exprès du comité.

22 juillet 1790.
Minute signée, *A. N.*, D XXIX^b 32, n° 332.

3003. — Lettre de M. Bailly à M. de Lafayette, lui adressant un billet trouvé sur un banc à la porte de l'hôtel de la Loterie, et demandant l'envoi de patrouilles pour disperser les groupes autour de l'Assemblée.

28 juillet 1790.
Original signé, *A. N.*, AF^II 48, n° 167.

3004. — Déclaration du sieur Foliot, curé de Vincennes, signalant la présence d'un individu suspect, se disant attaché au prince de Condé, transmise le 7 août par le sieur Pottier, maire de Belleville, et complétée le 11 août par le même curé.

4 août 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, D XXIX^b 11, n° 115.

3005. — Procès-verbal de la perquisition faite par le commissaire Grandin au domicile de l'abbé Tournachon, dit de Monverran, maison de Sorbonne, par ordre du comité de recherches de la municipalité.

4 août 1790.
Copie signée, *A. N.*, D XXIX^b 30, n° 297.

3006. — Lettre du comité de recherches

de la municipalité de Paris, renvoyant au Comité des recherches de l'Assemblée nationale des pièces qui lui ont été adressées par erreur.

9 août 1790.
Minute, *A. N.*, D XXIX^b 30, n° 297.

3007. — Lettre de M. Deflandre, procureur du Roi au Châtelet, déclarant qu'il va faire mettre en liberté deux soldats du régiment de Lorraine, écroués au Châtelet, à cause de l'absence de charges contre eux au sujet de l'insurrection de ce régiment.

21 août 1790.
Minute signée, *A. N.*, D XXIX^b 11, n° 122.

3008. — Dépositions au sujet de la conversation tenue par le sieur Destournelles, relativement à une levée de 400,000 hommes et aux moyens sommaires de se procurer de l'argent en arrêtant MM. Necker, Le Couteulx et de Laborde.

12 septembre 1790.
Minute signée, *A. N.*, D XXIX^b 16, n° 174.

3009. — Envoi par le maire de Paris, au Comité des recherches, de la copie d'une lettre à lui adressée d'Aix-la-Chapelle par M. de la Chambre, contenant de précieux renseignements sur les projets de l'aristocratie.

16 septembre 1790.
Copies (2 p.), *A. N.*, D XXIX^b 32, n° 335.

3010. — Lettre de M. Thorillon, administrateur du département de police, au commissaire Gruter des Roziers concernant l'arrestation des sieurs Lochet et consorts, prévenus de vol, insistant pour l'envoi immédiat au département de tous rapports sur les délits attentatoires à la sûreté publique.

16 septembre 1790.
Minute, *A. N.*, Y 13421.

3011. — Déclaration du sieur Jean-Baptiste Lobier, volontaire de la garde nationale parisienne, à l'effet de signaler le départ de M. de Viella pour Vence, avec des papiers de la plus haute importance.

27 septembre 1790.
Minute signée, *A. N.*, D XXIX^b 32, n° 335.

3012. — Lettre de M. Bailly au Comité des recherches de l'Assemblée nationale, transmettant une lettre à lui adressée par le greffier de Crépy-en-Valois et un décret de prise de corps décerné par le bailliage de la même ville à l'occasion de vols commis dans son ressort.

5 octobre 1790.
Minute signée, *A. N.*, D XXIX^b 13, n° 142.

3013. — Lettre de M. Bailly au Comité des recherches, transmettant copie d'une lettre du procureur syndic du département de l'Ardèche, relative à l'arrestation par la garde nationale de Joyeuse et de Largentière du comte de Polignac, capitaine réformé des chasseurs d'Alsace, et du marquis de Palarin, officier du régiment d'Artois cavalerie.

19 octobre 1790.
Minutes signées (2 p.), *A. N.*, D XXIX^b 13, n° 148.

Cette arrestation se rattache à l'affaire du camp de Jalès. Gorsas, dans son *Courrier de Paris* (t. XVII, n° XX, p. 307), rapporte le voyage fait par ces deux gentilshommes dans les départements de l'Ardèche, de la Drôme et du Gard; leurs allées et venues mystérieuses inspirèrent des soupçons, ils furent arrêtés et donnèrent de faux noms. L'un d'eux fut cependant obligé de convenir qu'il arrivait de Turin, où il était entré en relations avec le comte d'Artois; les informations recueillies permirent de se convaincre que le premier était le ci-devant comte Charles de Polignac, le second le ci-devant marquis de Castelna.

3014. — Projet de décret envoyé à l'Assemblée nationale par le sieur Laperte, indiquant les mesures à prendre par les propriétaires pour la sécurité de leurs locataires.

19 octobre 1790.
Minute, avec lettre d'envoi (2 p.), *A. N.*, D IV 50, n° 1448.

3015. — Lettre de M. Bailly, maire de Paris, au Comité des rapports touchant le renvoi des pièces du sieur Lauvelat par le département de police de la municipalité.

21 octobre 1790.
Minute signée, *A. N.*, D XXIX 96.

3016. — Rapports de police sur le sieur de Maisonrouge.

1er, 2 novembre 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, F^7 4598^5.

3017. — Lettre de M. Bailly au Comité des recherches, priant de lui renvoyer un portefeuille saisi sur M. de Mesmay, lors de son incarcération à l'Abbaye et réclamé par M. Garnier, chevalier de Saint-Louis, son beau-frère.

9 novembre 1790.

Minute signée, *A. N.*, D XXIX^b 15, n° 165.

Le personnage en question est ce conseiller au Parlement de Besançon, qui, au mois de juillet 1789, dans une fête qu'il avait donnée au château de Quincey, aurait, d'après les accusations portées à la tribune de l'Assemblée nationale le 25 juillet, fait jouer une mine dont l'explosion fit périr beaucoup de citoyens et de dragons de la garnison de Vesoul. Il fut arrêté, paraît-il, dans la nuit du 13 au 14 octobre, rue des Ciseaux, dans un hôtel garni, sous l'inculpation de mauvaises mœurs. (Cf. *Courrier de Paris*, par Gorsas, t. XVII, n° XV, p. 232; *Chronique de Paris*, numéro du 17 octobre 1790, p. 1158.

3018. — Lettre de M. Bailly à M. de Gouvion, major général de la garde nationale, l'informant que les voûtes du Pont-au-Change et du quai de la Mégisserie servent d'asile pendant la nuit à un grand nombre de gens sans aveu et le priant d'y mettre ordre.

11 novembre 1790.

Copie, *B. N.*, Mss., fonds français 11697.

3019. — Lettre de M. Bailly au Comité des recherches, envoyant les procès-verbaux du directoire de Cosne et la réponse de l'administration de la Loterie de France concernant les fraudes qui auraient été commises au préjudice de la Loterie.

26 novembre 1790.

Minutes (2 p.), *A. N.*, D XXIX^b 15, n° 165.

3020. — Interrogatoire à la prison de l'Abbaye, par les soins du comité de recherches de la municipalité, des sieurs Romary, artificier au régiment de La Fère, et Pinot, secrétaire du commandant de l'artillerie à Auxonne, au sujet de leur participation à l'insurrection du régiment de La Fère, le 16 août, avec lettres de ces prisonniers, notamment du sieur Romary, qui se plaint d'être enfermé depuis trois mois et rongé par la vermine.

29 novembre 1790.

Minute signée, *A. N.*, D XXIX^b 17, n° 184.

V. dans le Comité des rapports, *A. N.*, D XXIX 70, le procès-verbal de ce qui s'est passé à Auxonne relativement à l'insurrection armée du régiment de la Fère artillerie, dressé par les officiers municipaux de cette ville; cette insurrection, qui n'amena aucune effusion de sang, avait été provoquée par la réclamation que firent les canonniers de la caisse des morts et désertés.

3021. — Lettre de M. Bailly au Comité des recherches, envoyant une lettre de M. Maisonneuve, curé de Champien près Roye, sur le projet formé par l'Empereur d'entrer en France avec une armée de 45,000 hommes, lorsqu'il aurait réduit les Brabançons.

3 décembre 1790.

Minute signée, *A. N.*, D XXIX^b 15, n° 169.

3022. — Lettre de M. Bailly, maire de Paris, au président du Comité des rapports, annonçant l'envoi au département de police de la municipalité d'un mémoire concernant les sieur et dame Denis.

16 décembre 1790.

Minute signée, *A. N.*, D XXIX 96.

3023. — Lettre de M. Bailly, transmettant au Comité des recherches la copie d'une lettre à lui adressée d'Aix-la-Chapelle, avec des renseignements importants.

18 décembre 1790.

Minute signée, *A. N.*, D XXIX^b 32, n° 338.

3024. — Lettre du département de police de la municipalité au Comité des recherches, lui faisant parvenir une dénonciation.

20 décembre 1790.

Minute signée, *A. N.*, D XXIX^b 32, n° 338.

3025. — Lettres du sieur Delaborde, agent secret de la municipalité, demandant le remboursement de ses avances, et de M. Perron, administrateur du département de police, priant de prendre sa demande en considération, eu égard aux services rendus par le sieur Delaborde dans le service de la sûreté générale.

25 octobre, 21 novembre, 20 décembre 1790.

Minutes, *A. N.*, D XXIX^b 34, n° 358.

3026. — Lettre de M. Bailly à M. de Gouvion, major général de la garde nationale, l'invitant à ordonner de fréquentes pa-

trouilles pour la nuit de Noël, assez favorable aux voleurs.

24 décembre 1790.
Copie, *B. N.*, Mss., fonds français 11697.

3027. — État des déboursés faits pour diverses opérations ordonnées par M. Duport, lieutenant de maire au département de police.

28 décembre 1790.
Minute, *A. N.*, D XXIX^b 34, n° 358.

3028. — Envoi à l'Assemblée nationale par le citoyez Deroz, de la section du Jardin des Plantes, de brochures relatives aux moyens d'assurer la tranquillité de la capitale.

29 décembre 1790.
Minute, *A. N.*, D IV 50, n° 1448.

3029. — Lettre du sieur Lecomte au comité de la section de la Grange-Batelière, annonçant que le projet de proclamation du département de police a été jugé imparfait et que cinq commissaires ont été nommés pour proposer des modifications.

30 décembre 1790.
Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2655, fol. 229.

3030. — Lettre de M. Manuel, administrateur du département de police, adressant au Comité des recherches un citoyen bon à entendre.

Non datée (1790).
Minute, *A. N.*, D XXIX^b 30, n° 297.

3031. — Lettre du sieur Remy de Lierval, de l'Académie de musique, à Philippe d'Orléans, ci-devant prince du sang, pour lui dénoncer la distribution de subsides dans les Tuileries, faite en abusant de son nom, « consacré à jamais dans les fastes du patriotisme ».

10 . . . (sans date).
Minute, *A. N.*, D XXIX^b 32, n° 334.

3032. — Accusé de réception par M. Duport-du-Tertre, lieutenant de maire au département de police, et M. Manuel, administrateur du même département, des mémoire et papiers d'un sieur Sauvat.

Sans date.
Minute, *A. N.*, D XXIX 96.

3033. — Lettre de M. Perron, administrateur du département de police, au Comité des recherches, à l'effet de signaler les faussaires exerçant leur coupable industrie à Paris, notamment ceux qui fabriquent les billets de M. de Biron.

7 janvier 1791.
Minute, *A. N.*, D XXIX^b 33, n° 339.

3034. — Lettre de M. Bailly au Comité des recherches, transmettant une demande de secours à lui adressée par le sieur Perrin, écrivain public, que l'on avait chargé à la fin de juin 1790 d'envoyer dans les régiments douze cents exemplaires d'une lettre intitulée : « D'un soldat aux soldats. »

11 janvier 1791.
Minutes signées (2 p.), *A. N.*, D XXIX^b 16, n° 181.

3035. — Lettre de M. Bailly au président de l'Assemblée nationale, accompagnant l'envoi d'observations patriotiques de M. de Briel, curé de la Croix-en Brie.

12 janvier 1791.
Minute signée, *A. N.*, D IV 50, n° 1410.

3036. — Lettre de M. Bailly, faisant passer au Comité des recherches une lettre du sieur Denisot, de Forges-les-Eaux, qui dénonce des manœuvres de nature à compromettre la sûreté publique.

17 janvier 1791.
Minute signée, *A. N.*, D XXIX^b 16, n° 182.

3037. — Lettre de M. Bailly, transmettant au Comité des recherches l'avis qui lui est envoyé de Saint-Jean-d'Angely par le sieur Marchand, major des canonniers, au sujet de l'existence d'une assemblée suspecte.

17 janvier 1791.
Minute signée, *A. N.*, D XXIX^b 16, n° 182.

3038. — Déclaration de la municipalité d'Ormoy-Villabé, reçue par le comité de recherches de la municipalité de Paris, au sujet des dénonciations qui pourraient être adressées par la commune de Mennecy contre elle et contre M. de Neuville, ci-devant duc de Villeroy, bienfaiteur de la commune d'Ormoy-Villabé.

17 janvier 1791.
Copie conforme, *A. N.*, D XXIX^b 16, n° 182.

3039. — Lettre de convocation, adressée à la section du Palais-Royal, pour une réunion, à l'hôtel de Richelieu, des commissaires chargés d'arrêter un projet de règlement de police.

18 janvier 1791.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2673, fol. 81.

3040. — Lettre de M. Bailly au président de l'Assemblée nationale, lui soumettant une délibération de la municipalité de Meaux, qui demande l'internement, dans une maison de santé, de François-Marie Dubuat, député, atteint d'aliénation mentale.

22 janvier 1791.

Minute signée, *A. N.*, D IV 49, n° 1418.

François-Marie Dubuat, député de Meaux, avait demandé et obtenu, le 14 décembre 1790, un congé de six semaines pour le rétablissement de sa santé. Le 17 janvier suivant, il envoya sa démission. Lors de l'appel du 12 juillet 1791, il fut marqué comme absent pour cause de maladie (*A. N.*, C 49, n° 479; C 54, n° 530).

3041. — Lettre du sieur Tanchou, graveur, à M. Voidel au sujet des propositions qui venaient de lui être faites de se rendre chaque jour dans les tribunes de l'Assemblée nationale pour contenir l'effervescence du public.

31 janvier 1791.

Minute, *A. N.*, D XXIX^b 17, n° 187.

3042.— Déclaration du sieur Harel, bourgeois de Paris, signalant les propos d'un sieur Compain, qui annonçait du tapage pour le lendemain et se vantait d'arborer la cocarde blanche.

21 février 1791.

Minute, *A. N.*, D XXIX^b 33, n° 340.

3043. — Dénonciation par la municipalité de Suresnes, au Comité de constitution, de la lettre pastorale de l'archevêque de Paris au clergé et aux fidèles de son diocèse, avec l'expression du vœu que les ecclésiastiques soumis à la loi soient astreints à porter une ceinture aux trois couleurs.

21 février 1791.

Minute signée, *A. N.*, D XXIX^b 21, n° 226.

3044. — Lettre de M. Bailly, envoyant au Comité des recherches copie d'une lettre adressée à la municipalité de Paris par le maire de Rennes, afin de faire connaître les départs mystérieux de gardes du corps pour Paris.

3 mars 1791.

Minute signée, *A. N.*, D XXIX^b 33, n° 340.

3045. — Lettre anonyme à M. Voidel, dénonçant les conciliabules qui se tiennent chez le sieur de Saint-Marsault, évêque de Pergame, premier aumônier de Madame Adélaïde, cour du Manège, en face de la porte des Tuileries.

5 mars 1791.

Minute, *A. N.*, D XXIX^b 18, n° 194.

L'abbé Grain ou Green de Saint-Marsault, vicaire général du diocèse de Meaux et aumônier ordinaire de Madame Adélaïde, devint son premier aumônier en 1779 après la mort de l'évêque de Meaux; il prêta serment, le 7 mars, entre les mains du Roi; le 8 août suivant, il fut nommé abbé de Saint-Pierre de Lagny.

3046.— Lettres de M. Cahier, procureur syndic adjoint de la Commune, et du comité de recherches de la municipalité, transmettant copie d'une lettre de Cressensac à la municipalité de Rennes, relative au départ clandestin de gardes du corps dans la direction de Paris.

6 mars 1791.

Copies conformes (2 p.), *A. N.*, D XXIX^b 18, n° 194.

3047. — Lettre anonyme dénonçant à l'Assemblée nationale les projets contre-révolutionnaires du comte d'Artois et de ses partisans qui se proposent de mettre la capitale à feu et à sang.

7 mars 1791.

Minute, *A. N.*, D XXIX^b 18, n° 194.

3048. — Lettre de M. Bailly faisant passer au Comité des recherches un avis relatif à l'enrôlement clandestin, à Courbevoie, de recrues portant un uniforme blanc avec parement rouge.

15 mars 1791.

Minute signée, *A. N.*, D XXIX^b 33, n° 341.

3049.—Lettre du maire de Paris à M. de Lafayette, se plaignant de la tenue scandaleuse de jeux de hasard sur le pavé des rues, des places et des boulevards, et recommandant l'arrestation de tous délinquants, ainsi que

l'envoi de fréquentes patrouilles le long des quais, aux Champs-Élysées, à la place Louis XV et sur les boulevards.

17 mars 1791.
Original signé, *A. N.*, AF^II 48, n° 167.

3050. — Envoi par M. Bailly au Comité des recherches d'une lettre à lui adressée d'Aix-la-Chapelle, le 10 mars 1791, par le sieur de la Chambre, renseignant sur les complots tramés par l'émigration.

Sans date (mars 1791).
Minute, *A. N.*, D XXIX^b 33, n° 341.

3051. — Lettre de M. Bailly au Comité des recherches, envoyant copie d'une lettre de la municipalité d'Arnay-le-Duc, du 27 mars, qui fait connaître à celle de Paris le départ pour la capitale des *Compagnons dits du Devoir* de toute la région, mystérieusement convoqués par leurs confrères pour le 4 avril.

3 avril 1791.
Minutes signées (2 p.), *A. N.*, D XXIX^b 18, n° 196.

3052. — Lettre du sieur Devergile, négociant, commissaire de section, appelant l'attention sur les menées de plusieurs prêtres fanatiques qui échauffent les esprits dans le faubourg Saint-Antoine.

7 avril 1791.
Minute, *A. N.*, D XXIX^b 22, n° 233.

3053. — État des débours pour la capture et recherche des sieurs abbé Bidault et Daudet de Jossan, emprisonnés à l'Abbaye.

26 avril 1791.
Minute, *A. N.*, D XXIX^b 34, n° 358.

3054. — Notes de police sur les manœuvres qui ont occasionné les troubles du 18 avril.

27 avril 1791.
Minute, *A. N.*, F^7 4598^4.

3055. — Lettre de M. Bailly au Comité des recherches, faisant passer copie d'une lettre du maire d'Amboise qui signale le passage d'individus de mise sordide, mais bien pourvus d'argent et porteurs de passeports, se rendant à Paris.

2 mai 1791.
Minute signée et copie (2 p.), *A. N.*, D XXIX^b 33, n° 343.

3056. — Lettre d'envoi par le comité de recherches de la municipalité de Paris à M. Voidel d'une déclaration du sieur André Lalande, au service de M. Baude de la Vieuville, au sujet de ses menées contre-révolutionnaires et de ses conférences avec le baron de Pontlabbé, les frères de la Moussaye, l'abbé Somer et le sieur Chavagnac.

12 mai 1791.
Minutes (3 p.), *A. N.*, D XXIX^b 33, n° 343.

3057. — Lettre du maire de Paris et des administrateurs du département de police à M. Pastoret, lui envoyant un rapport de l'adjudant du bataillon de Saint-Laurent, qui signale le départ de six particuliers par la route de Metz pour rejoindre l'armée du prince de Condé.

20 mai 1791.
Minute signée et copie (2 p.), *A. N.*, D XXIX^b 33, n° 343.

3058. — Lettre de M. Bailly au Comité des recherches, transmettant une lettre écrite par les officiers municipaux de Brie-Comte-Robert pour dénoncer les troubles fomentés dans leur ville par des ennemis du bien public.

23 mai 1791.
Minutes signées (2 p.), *A. N.*, D XXIX^b 19, n° 208.

3059. — Lettre de M. Bailly au Comité des recherches, touchant l'expédition de Saint-Denis d'une voiture chargée de couvertures de laines déposées à la maison du Saint-Esprit et retenue depuis trois jours sur la place de l'Hôtel-de-Ville.

4 juin 1791.
Minute signée, *A. N.*, D XXIX^b 37, n° 380.

3060.— Lettre de M. de Lafayette se plaignant du refus du sieur Pidoux, capitaine au bataillon de Saint-Laurent, de se rendre à la convocation de M. Perron, administrateur du département de police, avec lettre dudit Pidoux.

5 juin 1791.
Minutes signées (2 p.), *A. N.*, D XXIX^b 36, n° 377.

3061. — Lettre de la municipalité de Villejuif, au sujet de l'affluence des prêtres réfractaires dans la maison de campagne

du séminaire de Saint-Nicolas-du-Chardonnet.

15 juin 1791.
Minute signée, *A. N.*, D XXIXb 23, no 245.

3062. — Lettre-circulaire du département de police, demandant le relevé exact et complet fait sur les livres des maîtres d'hôtels garnis et logeurs des noms, qualités et époques d'arrivée à Paris de toutes les personnes actuellement logées dans les hôtels et maisons garnies, avec nouvelle lettre réclamant, au nom du directoire du département, indépendamment de ce relevé général, l'état quotidien des personnes débarquées dans les hôtels.

17. 26 juin 1791.
Minutes signées (2 p.), *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2666, fol. 313, 333.

3063. — Déclaration de saisie d'une lettre destinée à M. de Nantouillet, grand maître des cérémonies de France, à Marly-la-Ville.

21 juin 1791.
Minute signée, *A. N.*, D XXIXb 36, no 372.

3064. — Lettre du comité de recherches de la municipalité de Paris à M. Voidel, portant envoi d'un procès-verbal de la section de Bondy avec un paquet de quatre-vingt-quatre lettres, saisies dans la diligence de Sézanne-en-Brie et trouvées cachées dans un paquet de numéros du journal de Prudhomme.

23 juin 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, D XXIXb 37, no 382.

3065. — Ordre du comité de recherches de la municipalité de Paris au commissaire de police de la section de l'Hôtel-de-Ville à l'effet de procéder à une enquête au sujet de ceinturons trouvés sur le toit d'une maison, rue du Monceau-Saint-Gervais.

24 juin 1791.
Minute signée, *A. N.*, D XXIXb 36, no 372.

3066. — Lettre du comité de recherches de la municipalité de Paris, signalant la présence de la maréchale de Mirepoix, de Mme Boisgelin et de M. de Brissac à Saint-Ouen, chez M. de Nivernais, et déclarant que Clichy voit de mauvais œil les courriers qui circulent.

25 juin 1791.
Minute, *A. N.*, D XXIXb 35, no 363.

Louis-Jules Barbon Mancini-Mazarini, duc de Nivernais, pair de France, ministre d'État en 1787, membre de l'Académie française et de l'Académie des inscriptions et belles-lettres, fut dénoncé par Chaumette à la Commune de Paris et jeté en prison, mais recouvra la liberté après le 9 thermidor; il mourut le 25 février 1798.

3067. — Déclaration du sieur Joseph Diot, soldat du régiment de Clairfailly, infanterie impériale, qui a déserté par patriotisme pour renseigner sur ce qui se passe aux frontières, transmise par la municipalité de Pantin.

28 juin 1791.
Copie conforme, *A. N.*, D XXIXb 36, no 373.

3068. — Lettre du comité de recherches de la municipalité de Paris au Comité des rapports, annonçant la saisie, par la garde nationale de Chantilly, de vingt-deux chevaux, conduits par un Anglais et appartenant à un nommé Isaac.

29 juin 1791.
Minute, *A. N.*, D XXIXb 36, no 368.

3069. — Déclaration faite au nom des deux cents agents employés par le sieur Desborde, en vertu des ordres de M. Julien, aide de camp de Lafayette, pour applaudir certains orateurs de l'Assemblée nationale, comme Mirabeau, Barnave et Bailly, écouter les motions au Palais-Royal et aux Tuileries, surveiller les personnes se rendant chez le Roi, lesquels agents se plaignent de la suspension de leurs payements, avec liste de ces agents et lettre de M. Reubell à ce sujet.

Sans date (juin 1791).
Minute, *A. N.*, D XXIXb 36, no 377.

3070. — Réponse du sieur Pottier, maire de Belleville, à la lettre du 27 juin, émanant du Comité des recherches et adressée aux municipalités de Belleville et Romainville, concernant Mme de la Châtre, lettre qui a été communiquée aux officiers municipaux de Bagnolet et Pantin, pour garantir

complètement sa personne et ses propriétés.

7 juillet 1791.
Minute, *A. N.*, D XXIXb 36, n° 372.

3071. — Envoi à la municipalité, par le sieur Hemar, sergent de la 2e compagnie du bataillon de Sainte-Opportune, d'un placard manuscrit trouvé le matin, à quatre heures et demie, au coin de la rue Courtalon, par un citoyen de la section du marché des Innocents.

8 juillet 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, D XXIXb 33, n° 347.

3072. — Dénonciation du sieur Mary contre M. de Puységur qui, non content de tenir des propos incendiaires au Palais-Royal, a dit ouvertement qu'il existe dans Paris 80,000 hommes sous des travestissements, prêts à fondre sur la garde nationale.

10 juillet 1791.
Minute, *A. N.*, D XXIXb 37, n° 381.

3073. — Lettre du département de police de la municipalité aux officiers municipaux de Pontoise, au sujet d'une dénonciation transmise par le procureur syndic de la Commune, relativement aux deux pièces de canon et 400 fusils chargés se trouvant au château de Saint-Cyr-lez-Marines.

10 juillet 1791.
Minutes (3 p.), *A. N.*, D XXIXb 36, n° 373.

3074. — Envoi par le comité de recherches de la municipalité, au Comité des rapports, d'une lettre dénonçant le sieur Durdent, ancien chef du cabinet secret pour décacheter les lettres à la poste.

13 juillet 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, D XXIXb 33, n° 347.

3075. — Envoi par M. Bailly, au Comité des recherches, de lettres de MM. de Gouvion et Sommelier, signalant l'arrivée à Paris, dans les hôtels du faubourg Saint-Germain, d'officiers de troupes de ligne et des chasseurs du Hainault.

20 juillet 1791.
Copies (3 p.), *A. N.*, D XXIXb 37, n° 381.

3076. — Offre du sieur J.-B. Morvillé, volontaire du bataillon de Saint-Laurent, de se rendre à Worms pour entretenir une correspondance secrète, et dénonciation de la proposition à lui faite par M. Turmel, lieutenant-colonel de la milice, pour l'enrôler dans l'armée de M. de Bouillé.

21 juillet 1791.
Minute, *A. N.*, D XXIXb 37, n° 382.

3077. — Déclaration du sieur Claude Noël, commis drapier, au sujet d'un uniforme de garde nationale, au nom de *Condé*, remarqué chez le sieur Marsillac, tailleur, rue de Bethisy, et procès-verbal de perquisition.

22 juillet 1791.
Copie certifiée et rapport (2 p.), *A. N.*, D XXIXb 36, n° 372.

3078. — Passeport délivré à M. Chilly, officier de la garde nationale de Chantilly chargé d'ordres pour le service public, signé de M. Perron et visé par les commissaires de la section de Bondy.

23 juillet 1791.
Original signé et scellé, *A. N.*, D XXIXb 37, n° 382.

3079. — Lettre de M. Bailly au Comité des recherches, communiquant la dénonciation envoyée par la municipalité d'Arpajon, au sujet d'une prétendue commande de mille couperets et d'autres outils faite pour le compte de la municipalité de Paris.

23 juillet 1791.
Minute signée, *A. N.*, D XXIXb 35, n° 363.

3080. — Lettre du sieur de la Polonnière, proposant, pour purger Paris des gens suspects, de soumettre les arrivants à un interrogatoire en règle, à l'effet de connaître leurs noms, qualités, demeures, motif du voyage et durée du séjour.

24 juillet 1791.
Minute, *A. N.*, D IV 51, n° 1485.

3081. — Lettre de M. Bailly, transmettant à l'Assemblée nationale le mémoire adressé par le sieur Mouillefarine, forçat aux galères de Brest, qui réclame sa liberté.

25 juillet 1791.
Minute, *A. N.*, D XXIX 72.

3082. — Envoi par le comité de re-

cherches de la municipalité de Paris, au Comité des rapports, d'une note de M. Desmousseaux, substitut du procureur de la Commune, concernant le sieur Rivarol, précédemment interrogé pour quelques brochures.

25 juillet 1791.

Minutes (2 p.), *A. N.*, D XXIXᵇ 33, nº 347.

3083. — Notes du sieur Delaborde, agent de police, sur les sieurs Frank et Kœnig, officiers suédois, logés pendant quinze jours à l'hôtel d'Orléans, rue Dauphine, et partis pour Londres après avoir acheté des cartes des départements et plans des villes de France.

29 juillet 1791.

Minutes (2 p.), *A. N.*, D XXIXᵇ 33, nº 347.

3084. — Lettre de M. Bailly au Comité des recherches, transmettant une lettre par laquelle des officiers municipaux de Caen l'avisaient de l'arrestation du sieur Stanislas-Auguste de Coetenfou de Saint-Hippolyte, prévenu d'avoir tenu des propos de nature à soulever les ouvriers et sorti de Paris sans papiers.

1ᵉʳ août 1791.

Minutes (2 p.), *A. N.*, D XXIXᵇ 34, nº 353.

3085. — Lettre des administrateurs du département de police au président du Comité des rapports, l'assurant de leur diligence pour découvrir les auteurs de l'assassinat du sieur Petit, soldat au régiment des chasseurs d'Alsace, si leur présence est signalée à Paris.

3 août 1791.

Minute, *A. N.*, D XXIXᵇ 34, nº 349.

3086. — Rapport du sieur Harel, volontaire au bataillon de Louis-le-Grand, sur la conduite et les propos tenus par un chevalier de Saint-Louis, dans la rue Montmartre.

6 août 1791.

Minute, *A. N.*, D XXIXᵇ 34, nº 353.

3087. — Lettre de M. Bailly, transmettant au Comité des rapports une lettre des Amis de la constitution de Limoges, qui signale le départ pour Paris de gens animés de mauvais desseins.

16 août 1791.

Minutes (2 p.), *A. N.*, D XXIXᵇ 34, nº 350.

3088. — Lettre du département de police au Comité des rapports, relative à une commande de dix mille manches de faux pour le campement de la cavalerie, faite par le ministre de la guerre au sieur Tavernier, marchand sur le quai de la Ferraille, et suspectée par la section du Louvre.

22 août 1791.

Minutes (2 p.), *A. N.*, D XXIXᵇ 34, nº 351.

3089. — Demande par le Comité des rapports au Comité des finances d'un crédit de 30,000 livres pour prévenir les attentats qu'on médite, soit en altérant la confiance par la fabrication de faux assignats, soit en troublant la tranquillité publique, la somme donnée par M. de Laborde se trouvant épuisée.

26 août 1791.

Minute signée du président du Comité, *A. N.*, D VI 8, nº 72.

3090. — Lettre du comité de recherches de la municipalité de Paris, concernant une fabrication considérable de casques à Clignancourt, dans une ancienne manufacture de toiles peintes, signalée par le sieur Villeminot, arithméticien.

3 septembre 1791.

Minutes (2 p.), *A. N.*, D XXIXᵇ 34, nº 354.

3091. — Note de M. Perron, administrateur de police chargé de la sûreté de Paris, au sujet de l'opportunité de l'envoi d'imprimés à l'accusateur public du 6ᵉ arrondissement.

3 septembre 1791.

Minute, *A. N.*, D XXIXᵇ 34, nº 354.

3092. — Déclaration du sieur Bassée, marchand tailleur, relative aux préparatifs de départ de M. de Mailly Nesle, écuyer de *Madame*, familier des Tuileries, en correspondance avec M. d'Artois et M. de Condé.

12 septembre 1791.

Minute signée, *A. N.*, D XXIXᵇ 34, nº 354.

3093. — Lettre de M. Bailly au président du Comité des rapports, annonçant qu'il a remis à M. Perron la dénonciation envoyée le 11 septembre, et que le défaut d'indications précises ne permettra point d'y donner suite.

12 septembre 1791.

Minute signée, *A. N.*, D XXIXᵇ 31, nº 321.

§ 6. — Prisons, Maisons de réclusion et de correction.

3094. — Registres des prisonniers d'ordre du Roi.

1er septembre 1788-30 avril 1791.
Originaux (3 registres), *A. P.*

3095. — Lettres et requêtes de prisonniers détenus en vertu de lettres de cachet, adressées à M. Bailly, maire de Paris, et au comité de police.

1789-1790.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, D V 8, n° 79.

3096. — Procès-verbaux de visite par le commissaire Léger des pensions des quartiers Saint-Marcel et Saint-Jacques-du-Haut-Pas, affectées pour la plupart aux aliénés.

19-21 novembre 1789.
Minutes (6 p.), *A. N.*, Y 14352.

3097. — Interrogatoire par le commissaire Joron des pensionnaires détenus pour cause de démence dans les pensions du faubourg Saint-Antoine.

20 novembre 1789.
Minute, *A. N.*, Y 13981.

3098. — Interrogatoire par le commissaire Lerat de diverses personnes aliénées se trouvant dans la pension des demoiselles Douay, rue de Bellefond.

20 novembre 1789.
Minute, *A. N.*, Y 14437.

3099. — État des personnes de l'un et de l'autre sexe détenues dans les maisons de force du royaume, en vertu d'ordres du département de M. de Saint-Priest, donnant l'indication des maisons religieuses et laïques de Paris affectées à la détention.

1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, D V 5, n° 61; AA 54, n° 1501.

3100. — Procès-verbal de notification par la municipalité de Montmartre du décret de l'Assemblée nationale concernant les prisonniers détenus en vertu d'ordres particuliers, à l'abbesse de Montmartre, au sieur Huguet, tenant pension dans le haut de la rue des Martyrs pour les personnes infirmes, à la dame Gougelet, tenant pension de demoiselles, même rue, aux demoiselles Douay et Lacour, tenant pension rue de Bellefond.

14 février 1790.
Minute et copie certifiée (2 p.), *A. N.*, D V 3, n° 36.

3101. — État des pensionnaires qui se trouvent dans la maison du sieur Huguet, à la date du 18 février 1790.

18 février 1790.
Minute, *A. N.*, D V 2, n° 17.

3102. — État des dames qui sont en pension dans la maison tenue par les demoiselles Douay et Lacour, établie rue de Bellefond, à la Nouvelle-France, paroisse de Montmartre.

20 février 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, D V 2, n° 17.

3103. — Certificat de Mme de Montmorency-Laval, abbesse de Montmartre, déclarant qu'il n'y a point de prisonnière d'État ou autre dans l'abbaye.

25 février 1790.
Minute, *A. N.*, D V 1, n° 1.

3104. — Requête d'un marchand drapier et de deux marchands de vins au sujet de l'élargissement pur et simple de malfaiteurs convaincus de vol par effraction.

6 avril 1790.
Minute signée, *A. N.*, D XXIXb 11, n° 113.

3105. — Lettre de M. Bailly à M. de Lafayette touchant le départ des condamnés aux galères de la prison de la Tournelle, porte Saint-Bernard, le 20 octobre, et l'escorte de la chaîne jusqu'à Passy, où elle sera remise aux mains de l'officier de la

maréchaussée, et réponse de M. de Lafayette, annonçant que le détachement de cavalerie chargé d'escorter la chaîne se trouvera à quatre heures du matin à la prison de la Tournelle.

15, 16 octobre 1790.
Original signé, *A. N.*, AF^{II} 48, n° 167; copie, *B. N.*, Mss., fonds français 11697, fol. 91.

3106. — Lettres du Comité des lettres de cachet à M. Bailly, maire de Paris, relatives à la disparition de Louis-Marie-Stanislas Guyonnet d'Andrenos, enlevé par lettre de cachet en janvier 1773, dont on n'a pu découvrir la trace.

26 octobre, 6 novembre 1790.
Copies, *A. N.*, D V 6, n° 73, fol. 44, 50.

3107.— Décret de l'Assemblée nationale, autorisant la municipalité de Paris à transférer une partie des prisonniers de la capitale dans la prison de Vincennes.

20 novembre 1790.
Minute de la main de Barère, *A. N.*, C 46, n° 447.
Ed *Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale*, novembre 1790, p. 109.

3108. — État des prisonniers dont les procès sur appel sont distribués aux tribunaux des six arrondissements de Paris, certifié par le sieur Hubert, greffier-concierge des prisons de la Conciergerie, le 5 mars 1791.

Minute, *A. N.*, C 198, n° 160[42].

3109.— Lettre de M. Bailly, maire de Paris, envoyant à M. Barère de Vieuzac, pour mettre sous les yeux du Comité des lettres de cachet, la demande de mise en liberté du sieur Perret, détenu depuis quatre ans d'abord à la Bastille, puis à Charenton.

16 mars 1791.
Minute signée, *A. N.*, D V 1, n° 7.

3110. — État des noms, surnoms, qualités et maladies des pensionnaires du sieur Belhomme, maître de pension à Paris, rue de Charonne, faubourg Saint-Antoine.

1er mai 1791.
Minute, *A. N.*, D V 5, n° 58.

3111. — Lettre du ministre de l'intérieur au Comité des lettres de cachet, au sujet de la négligence de la dame Marie de Sainte-Colombe, maîtresse de l'une des pensions de Paris, à se conformer aux décrets de janvier et mars 1790, qu'il vient de signaler au directoire du département.

2 mai 1791.
Minute signée, *A. N.*, D V 3, n° 39.

Le décret du 2 janvier 1790 enjoignait à toutes personnes chargées de la garde des prisonniers détenus par lettres de cachet d'envoyer à l'Assemblée nationale un état certifié des différents prisonniers; celui du 16 mars ordonnait la mise en liberté dans le délai de six semaines de tous détenus dans les maisons de force, de police ou prisons quelconques.

3112. — État des pensionnaires (aliénés) se trouvant dans la maison du sieur Escourbiac, chirurgien-major de la garde nationale, électeur de Paris, rue du Chemin-Vert, avec lettre du sieur Escourbiac à M. Barère, membre du Comité des lettres de cachet, et mémoire à l'Assemblée nationale pour le payement des pensions des sieurs Guignet et Ravigneau.

3 mai 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, D V 3, n° 39.

3113. — Requête du sieur Poupet, notable adjoint de Paris, à l'Assemblée nationale, afin de connaître le sort du R. P. Luc d'Argent, religieux théatin, arrêté par ordre du Roi en décembre 1767, sans qu'on pût savoir le lieu où il avait été enfermé.

18 mai 1791.
Minute, *A. N.*, D V 5, n° 58.

3114. — Exposé de l'état des prisons de Paris fait à l'Assemblée nationale par les membres des six tribunaux criminels, avec réponse du président.

31 mai 1791.
Extrait du procès-verbal, *A. N.*, C 67, n° 665.
Ed. *Archives parlementaires*, t. XXVI, p. 669.

3115. — Lettre du département de police de la municipalité à la section du Palais-Royal, l'avisant de l'arrêté du directoire du département qui décide, sur la requête des prisonniers de la Conciergerie, que les prisonniers pourront voir leurs conseils et leurs

parents avec des permissions délivrées par les officiers de police.

28 juin 1791.
Minutes signées (2 p.), *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police, Butte-des-Moulins; *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2666, fol. 334.

3116. — Lettre de M. Bailly au président du Comité des rapports, le priant de faire accélérer la décision au sujet de l'aménagement de la maison de Saint-Lazare, pour suppléer aux anciennes prisons, demandé par le directoire du département et la municipalité.

31 juillet 1791.
Minute signée, *A. N.*, D XXIXᵇ 34, nº 349.

3117. — Lettre du Comité des lettres de cachet au ministre de l'intérieur, pour se plaindre de n'avoir pas encore reçu de la municipalité de Paris l'état des personnes détenues, en vertu d'ordres arbitraires, dans plusieurs maisons de la banlieue de Paris, au nombre de cinquante-sept.

8 août 1791.
Copie, *A. N.*, D V 6, nº 73, fol. 154.

3118.—Décret de l'Assemblée nationale, mettant en liberté les prisonniers détenus pour mois de nourrice et chargeant le Trésor public de leurs dettes.

15 septembre 1791.
Minute de la main de Target, *A. N.*, C 77, nº 770.

Ed. *Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale*, septembre 1791, 1re partie, p. 145.

A. — PRISON DE L'ABBAYE.

3119. — Procès-verbal du commissaire Chenu, contenant l'interrogatoire subi à l'Abbaye, en vertu d'un ordre du Roi, par le sieur Michel-Jacques-François Blondel de l'Isle-Bec, garde du corps, incarcéré pour avoir escroqué au jeu cent mille écus à M. Bec de Lièvre, premier président de la Chambre des comptes de Nancy.

15 juin 1789.
Minutes (2 p.), *A. N.*, Y 11605.

3120. — Ordre d'écrou pour l'abbé de Douglas, le sieur de Livron et la demoiselle de Bissy, expédié par le comité de l'Abbaye.

6 octobre 1789.
Minute signée, *A. P.*, Arrestations.

Cf. le tome Ier de notre Répertoire, p. 128.

3121. — Ordre d'écrou provisoire pour le chevalier de Pestel, comte d'Aumont, expédié par le comité de l'Abbaye.

18 novembre 1789.
Original signé, *A. P.*, Arrestations.

3122.—Ordre d'écrou pour le sieur Potel, expédié par le comité de recherches de la municipalité de Paris.

26 décembre 1789.
Original signé et scellé, *A. P.*, Arrestations.

3123. — Ordre d'écrou pour le sieur de Glais, expédié par le comité de recherches de la municipalité.

29 décembre 1789.
Original signé et scellé, *A. P.*, Arrestations.

3124.—Ordre d'écrou pour le sieur Joseph Meisses, qui devra être mis au secret, sans voir d'autre personne que le chevalier de Bonne-Savardin, son maître, en vertu d'un mandat du comité de recherches de la municipalité, et ordre d'élargissement.

29 mai, 17 juillet 1790.
Originaux signés et scellés (2 p.), *A. P.*, Arrestations, mises en liberté.

3125. — Ordre d'élargissement pour le nommé Exartier, expédié par le comité de recherches de la municipalité.

29 juillet 1790.
Original signé et scellé, *A. P.*, Mises en liberté.

3126. — Arrêté du comité de recherches de la municipalité, ordonnant l'élargissement de MM. d'Hozier et Petit-Jean, mis à exécution par M. Oudart.

31 juillet 1790.
Original signé et scellé, *A. P.*, Mises en liberté.

Cf. le tome Ier de notre Répertoire, nos 1745, 1746.

3127.—Ordres d'écrou et d'élargissement pour le sieur Claude-Denis Coisset, expé-

diés par le comité de recherches de la municipalité.

10, 28 septembre 1790.

Originaux signés et scellés, *A. P.*, Arrestations, mises en liberté.

3128.—Ordres d'écrou et d'élargissement pour M. d'Orville, chevalier de Saint-Louis, expédiés par le comité de recherches de la municipalité.

29 septembre, 5 octobre 1790.

Originaux signés et scellés (2 p.), *A. P.*, Arrestations, mises en liberté.

3129. — Ordre d'écrou pour le sieur François-Dominique de la Motte, expédié par le département de police de la municipalité.

25 novembre 1790.

Original signé, *A. P.*, Arrestations.

3130. — Ordre du département de police de la municipalité pour la mise en liberté des sieurs Mignot, dit de Bussy, Dubost, dit de Courcieux, Muzy, Girier, dit Desfontaines, Chanut, Laupré, Servan, Platet, Borie et Besse, dit la Montagne, en vertu de la lettre de M. de Montmorin à M. Bailly, du 10 janvier.

10 janvier 1791.

Original signé, *A. P.*, Mises en liberté.

Cf. le tome Ier de notre Répertoire, nos 1509, 1511.

3131. — Lettre de M. Bailly au Comité des recherches, annonçant la destitution du concierge des prisons de l'Abbaye et l'installation de son successeur par M. Perron, administrateur du département de police.

13 janvier 1791.

Minute signée, *A. N.*, D XXIXb 30, no 297.

Le comité de recherches de la Commune avait ordonné, le 28 juillet 1790, une enquête au sujet de la mauvaise administration des prisons de l'Abbaye; c'est probablement à la suite de cette enquête que le sieur de Lécuse, dont la femme avait été poursuivie comme complice de l'évasion de Bonne-Savardin, fut révoqué et remplacé par le sieur de la Vaquerie.

Cf. le tome Ier de notre Répertoire, nos 1414, 1418.

3132. — Ordre de recevoir le sieur Bonglé, condamné à quinze jours de prison par le président de l'Assemblée nationale, transmis et signé par le sieur de Prinsac, commandant du 9e bataillon de la 6e division.

30 janvier 1791.

Minute, *A. P.*, Arrestations.

3133. — Ordre de M. Cahier, procureur syndic adjoint de la Commune, pour la mise en liberté immédiate du nommé Bellemarie, dit Belamour, chasseur de la compagnie de Charton, et de cinq autres chasseurs de la compagnie de Cathol.

31 janvier 1791.

Original signé, *A. P.*, Mises en liberté.

3134. — Ordre d'écrou pour le sieur Martin, qui sera amené par le sieur Laborde et tenu au secret le plus rigoureux, en vertu d'un mandat du département de police de la municipalité.

5 février 1791.

Original signé et scellé, *A. P.*, Arrestations.

3135. — Ordre d'écrou pour le nommé Delaune, qui sera amené par le sieur Maingot et tenu au secret le plus rigoureux, en vertu d'un mandat du département de police de la municipalité.

5 février 1791.

Original signé, *A. P.* Arrestations.

3136. — Ordre d'écrou pour le sieur Jean-Louis Letacq, qui sera tenu jusqu'à nouvel ordre au secret le plus rigoureux.

10 février 1791.

Original signé et scellé, *A. P.*, Arrestations.

3137. — Ordre d'écrou pour la femme Gobert, qui sera tenue au secret le plus exact, délivré par le département de police de la municipalité de Paris, relâchée le 25 février.

12 février 1791.

Originaux signés (2 p.), *A. P.*, Arrestations, mises en liberté.

3138. — Ordre d'écrouer et de tenir au secret le nommé Debourges, dit Borgia, qui sera amené par le sieur Delaborde, en vertu d'un mandat du département de police de la municipalité, mis en liberté par ordre du 25 février.

13 février 1791.

Originaux signés (2 p.), *A. P.*, Arrestations, mises en liberté.

3139. — Ordre d'écrou pour le nommé Chevalier, en vertu d'un mandat du commissaire Joigy.

18 février 1791.
Original signé, *A. P.*, Arrestations.

3140. — Ordres d'écrouer et de tenir au secret le nommé Louis-Auguste Vigogne, qui sera conduit par le sieur Raymond, cavalier de la garde nationale, pour être interrogé par le comité de recherches de la municipalité, et de le mettre en liberté, en vertu d'un mandat du département de police.

21 février, 1er mars 1791.
Originaux signés (2 p.), *A. P.*, Arrestations, mises en liberté.

3141. — Ordres d'écrou pour le sieur Dubois de la Motte, amené par le sieur Grelier, lieutenant du bataillon des Jacobins, pour les sieurs Berthier, Genty de Fontbelle, amenés par M. Pécoul, capitaine de chasseurs, et ordre d'élargissement, ainsi que pour les sieurs Fauget, de la Bourdonnaye, Champin, de Lillers et Godard de Douville.

1, 13 mars 1791.
Originaux signés (3 p.), *A. P.*, Arrestations, mises en liberté.

Dubois de la Motte avait été arrêté au château des Tuileries, lors de l'affaire du 28 février.

Cf. tome II de notre Répertoire, n° 2540.

3142.— Ordres du département de police de la municipalité pour l'écrou, puis l'élargissement du sieur Philippe Joseph.

7, 22 mars 1791.
Originaux signés (2 p.), *A. P.*, Arrestations, mises en liberté.

3143. — Ordres donnés par les commissaires de police et de section de la section du Palais-Royal pour l'écrou des sieur et dame Drouin, qui seront amenés par le sieur Raffet, capitaine de la première compagnie du bataillon de Saint-Roch, et devront être incarcérés séparément, et pour leur élargissement, en vertu d'un mandat du département de police de la municipalité.

8, 20 mars 1791.
Originaux signés (2 p.), *A. P.*, Arrestations, mises en liberté.

Cf. le tome II de notre Répertoire, n° 2129.

3144. — Ordre du comité de recherches de la municipalité d'écrouer et de tenir au secret le sieur Cavalier, amené par la garde élargi le 17 avril.

8 mars 1791.
Minutes (2 p.), *A. P.*, Arrestations, mises en liberté.

Le sieur Cavalier se trouvait impliqué dans la même affaire que les sieur et dame Drouin.

Cf. le tome II de notre Répertoire, n° 2129.

3145. — Ordre d'écrouer le sieur Mayer, Joseph, juif, élargi le 7 mai, en vertu d'un mandat du département de police de la municipalité.

17 mars 1791.
Originaux signés (2 p.), *A. P.*, Arrestations, mises en liberté.

Cf. le tome II de notre Répertoire, n° 2545.

3146. — Lettre de M. Bailly au Comité des recherches, adressant une lettre du concierge de l'Abbaye, qui demande un médecin pour le sieur du Fresnay père, écroué avec son fils dans la nuit du 24 mars.

25 mars 1791.
Minutes signées (2 p.), *A. N.*, D XXIX^b 18, n° 195.

3147. — Ordre d'écrouer le sieur Cantagrel, caporal de chasseurs du bataillon de Sainte-Marguerite, en vertu d'un mandat du département de police de la municipalité.

26 mars 1791.
Original signé, *A. P.*, Arrestations.

3148. — Ordre du département de police de la municipalité pour l'écrou du sieur Grandmaison, qui ne pourra voir que son conseil.

31 mars 1791.
Original signé, *A. P.*, Arrestations.

Le sieur Grandmaison était, ainsi que le sieur Champclos, poursuivi pour contrefaçon de billets de la Caisse d'Escompte. (Voir plus loin au 27 avril.)

3149. — États des dépenses faites pour les prisonniers détenus dans la prison de l'Abbaye de Saint-Germain par ordre des Comités des rapports et des recherches, fournis par le sieur De la Vaquerie, greffier et concierge de ladite prison, du 13 janvier au 6 avril et du 6 juillet au 6 août 1791.

11 avril et 8 août 1791.
Minutes signées (2 p.), *A. N.*, D VI 11, n° 109.

3150. — Décision du Comité des finances, portant que la somme de 2,752 livres 10 sols, réclamée par le geôlier pour la nourriture des prisonniers, à raison de 5 livres 10 sols par jour, serait payée et qu'à l'avenir il ne serait plus alloué que 3 livres par prisonnier.

14, 26 avril 1791.

Procès-verbal signé, *A. N.*, D VI 19, n° 201.

3151. — Ordre d'écrouer et de tenir au secret le plus rigoureux le nommé Daudet, conduit par le sieur Laborde, en vertu des instructions du Comité des recherches de l'Assemblée nationale, transmises par le département de police de la municipalité, ledit Daudet élargi le 12 mai.

23 avril 1791.

Originaux signés (2 p.), *A. P.*, Arrestations, mises en liberté.

3152. — Ordre de transférer le sieur Champclos des prisons de la Force en celles de l'Abbaye et de le tenir au secret le plus rigoureux, expédié par le département de police de la municipalité, en vertu des instructions du Comité des recherches de l'Assemblée nationale.

27 avril 1791.

Original signé, *A. P.*, Transfèrements.

3153. — Renvoi par le Comité des finances du concierge de la prison de l'Abbaye au directoire du département, pour la diminution de la dépense incombant à l'État.

2 mai 1791.

Procès-verbal signé, *A. N.*, D VI 19, n° 202.

3154. — Ordre de remettre le sieur de Champclos au sieur Delaborde pour le réintégrer dans la prison de la Force, envoyé par le département de police de la municipalité.

10 mai 1791.

Original signé, *A. P.*, Transfèrements.

3155. — Ordre d'écrouer la nommée Sipora, juive, femme de Philippe Joseph, juif, et la nommée Gödel, dite Gothon, leur servante, conduites par le sieur Laborde, en vertu des instructions du département de police de la municipalité, et mises en liberté le 2 juin.

11 mai 1791.

Originaux signés (2 p.), *A. P.*, Arrestations, mises en liberté.

3156. — Ordre du Roi au sieur Delaborde, ancien officier de cavalerie, pour le transfèrement dans les prisons d'Orléans des sieurs du Fresnay père et fils, écroués à l'Abbaye.

14 mai 1791.

Copie conforme, *A. P.*, Transfèrements.

Cf. le tome Ier de notre Répertoire, n° 3466.

3157. — Ordre du comité de recherches de la municipalité pour le transfèrement immédiat à l'Abbaye du nommé Cheneau, incarcéré à la prison de Belleville le 27 mai.

28 mai 1791.

Original signé, *A. P.*, Arrestations.

3158. — Ordre du département de police de la municipalité, prescrivant d'écrouer et de tenir au secret le sieur François Grandjean, garçon marchand de vin, élargi le 3 juillet par décision des Comités des rapports et des recherches réunis.

5 juin 1791.

Originaux signés (2 p.), *A. P.*, Arrestations, mises en liberté.

3159. — Ordre du département de police de la municipalité, prescrivant d'écrouer les sieurs de Bonneuil, Le Roy, de Margonthier et Cresnay, qui seront amenés par un détachement de la garde nationale, les sieurs de Bonneuil et Cresnay élargis le 27 juin, le sieur Margonthier, le 5 juillet, et le sieur Le Roy, le 7 juillet, par décision des Comités des rapports et des recherches réunis.

21 juin 1791.

Originaux signés (4 p.), *A. P.*, Arrestations, mises en liberté.

Cf. le tome Ier de notre Répertoire, nos 2400, 2401, 2404, 2405.

3160. — Ordre du comité de recherches de la municipalité à l'effet d'écrouer et de garder au secret le sieur Josset de Saint-Laurent, relâché le 6 juillet.

21 juin 1791.

Original signé, *A. P.*, Arrestations.

Louis-Jean Josset de Saint-Laurent, commissaire des guerres, avait été arrêté comme suspect et au courant des projets de fuite de Louis XVI.

Cf. le tome Ier de notre Répertoire, n° 2278.

3161. — Ordre du comité de recherches de la municipalité, prescrivant d'écrouer et

de tenir au secret jusqu'à nouvel ordre le nommé Jean-Claude Saguier, élargi le 24 juin.

21 juin 1791.
Originaux signés (2 p.), *A. P.*, Arrestations, mises en liberté.

3162. — Ordre du comité de recherches de la municipalité à l'effet d'écrouer et de tenir au secret le sieur Alexandre Varville, en le mettant à la pension la plus basse pour ceux qu'on tient au secret, élargi le 23 juin.

21 juin, minuit et quart.
Originaux signés (2 p.), *A. P.*, Arrestations, mises en liberté.

3163. — Ordre du département de police de la municipalité, prescrivant d'écrouer le sieur Cavey-Dailly, qui sera amené par les sieurs Guerpel et de Villette.

21 juin 1791.
Original signé, *A. P.*, Arrestations.

3164. — Ordre du département de police de la municipalité à l'effet d'écrouer le sieur Saint-Elme, qui sera conduit par le sieur Delaborde, en vertu des instructions du Comité des recherches de l'Assemblée nationale, élargi le 25 juillet.

25 juin 1791.
Originaux signés (2 p.), *A. P.*, Arrestations, mises en liberté.

3165. — Ordre du département de police de la municipalité au sieur Mingot de se saisir de la personne du nommé Le Vasseur, courrier de *Monsieur*, frère du Roi, et de le conduire dans les prisons de l'Abbaye, en vertu de mandats adressés par les Comités réunis des rapports et des recherches, élargi le 25 juillet.

26 juin 1791.
Originaux signés et scellés (2 p.), *A. P.*, Arrestations, mises en liberté.

3166. — Ordre de transfèrement des sieurs Vidaud, Dunant, La Mierelle, Marcou et Roussel des prisons de l'Abbaye en celle de la Conciergerie, donné par le sieur de Montillet, commissaire du Roi près le tribunal du 1er arrondissement.

27 juin 1791.
Original signé, *A. P.*, Transfèrements.

3167. — Ordre du département de police de la municipalité à l'effet d'écrouer le sieur Mesnil-Durand, qui sera amené par le sieur Delaborde, en vertu des instructions du Comité des recherches, élargi le 25 juillet.

30 juin 1791.
Originaux signés (2 p.), *A. P.*, Arrestations, mises en liberté.

3168. — Décret de l'Assemblée nationale, autorisant la municipalité de Paris à prendre toutes les mesures pour qu'une maison sise rue Sainte-Marguerite et contiguë aux prisons de l'Abbaye, occupée par un faïencier, ne puisse nuire à la sûreté desdites prisons, même à la faire abattre, s'il est nécessaire.

30 juin 1791.
Minute, *A. N.*, C 71, n° 700.
Ed. *Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale*, juin 1791, p. 458.

3169. — Ordre du département de police de la municipalité au sieur Mingot de s'assurer de la personne du nommé Moranges et de le conduire sur-le-champ dans les prisons de l'Abbaye, par décision des Comités des rapports et des recherches réunis, élargi le 21 juillet.

1er juillet 1791.
Originaux signés et scellés (2 p.), *A. P.*, Arrestations, mises en liberté.

M. de Moranges, député à la Fédération, volontaire du bataillon des Filles-Saint-Thomas, avait monté sa première garde aux Tuileries, la nuit de la fuite de Louis XVI.

Cf. le tome Ier de notre Répertoire, n° 2296.

3170. — Lettres du sieur Poupart de Beaubourg, détenu à l'Abbaye, au Comité des recherches, se plaignant d'être au secret depuis deux mois, sans linge et dévoré par la vermine, et demandant sa mise en jugement.

15, 19 juillet 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, D XXIXb 35, n° 362.

3171. — Ordre du département de police de la municipalité à l'effet d'écrouer le nommé Virchaux, qui sera conduit par le sieur Laborde, en vertu des instructions des Comités réunis des rapports et des recherches, élargi le 1er septembre.

15 juillet 1791.
Originaux signés (3 p.), *A. P.*, Arrestations, mises en liberté.

Le suisse Virchaux, secrétaire-greffier du Club

des Cordeliers, fut arrêté aux portes de l'Assemblée nationale et impliqué dans l'affaire du Champ de Mars.

Cf. le tome Ier de notre Répertoire, nº 2520.

3172. — Ordre du département de police de la municipalité pour l'écrou des nommés Camot, Guérin et Diet, qui seront amenés par l'agent Soltho, en vertu de décision des Comités réunis des rapports et des recherches, mis en liberté le 25 juillet.

15 juillet 1791.

Originaux signés et scellés (4 p.), *A. P.*, Arrestations, mises en liberté.

Le sieur Guérin était l'un des piqueurs de la Reine, et le sieur Diet, huissier de sa chambre.

Cf. le tome Ier de notre Répertoire, nos 2334, 2347.

3173. — Ordre du département de police de la municipalité, portant que le sieur François Martin, arrêté pour avoir distribué au public attroupé des billets de convocation à l'effet de signer la pétition du Champ de Mars, relative à la fuite du Roi, sera conduit dans les prisons de l'Abbaye par le sieur Le Duc, sergent des grenadiers du bataillon de Saint-Martin, et y sera écroué, ledit Martin élargi le 3 août.

16 juillet 1791.

Originaux signés et scellés (3 p.), *A. P.*, Arrestations, mises en liberté.

3174. — Ordre du département de police de la municipalité pour l'écrou du nommé Lefranc, qui sera conduit par le sieur Laborde.

16 juillet 1791.

Original signé, *A. P.*, Arrestations.

Philippe-Joseph Lefranc, canonnier réformé des compagnies soldées, avait été arrêté pour avoir fait des motions incendiaires à la porte de l'Assemblée nationale.

Cf. le tome Ier de notre Répertoire, nos 2544, 2547.

3175. — Ordre du département de police de la municipalité de mettre sur-le-champ en liberté Mmes Brunier et Neuville, aux termes du procès-verbal de l'Assemblée nationale, du 15 juillet, adressé par le ministre de la justice.

16 juillet 1791.

Original signé et scellé, *A. P.*, Mises en liberté.

Les dames Brunier et Neuville, femmes de chambre des enfants de France, arrêtées à l'occasion de la fuite du Roi, furent mises en liberté par décret de l'Assemblée nationale, du 15 juillet.

3176. — Ordre du département de police de la municipalité à l'effet d'écrouer le sieur Emmanuel Glasson, dit Brice, qui sera amené par le sieur Delaborde, mis en liberté le 3 septembre, en exécution d'un jugement du tribunal du 6e arrondissement.

17 juillet 1791.

Originaux signés (2 p.), *A. P.*, Arrestations. mises en liberté.

3177. — Ordre du département de police de la municipalité, prescrivant d'écrouer le sieur Jean-Brun de Lafont, qui sera conduit par le sieur Laborde, élargi le 25 juillet.

18 juillet 1791.

Originaux signés et scellés (2 p.), *A. P.*, Arrestations, mises en liberté.

3178. — Ordre du département de police de la municipalité pour l'écrou du sieu Jean Le Court, élargi le 5 août.

18 juillet 1791.

Originaux signés et scellés (2 p.), *A. P.*, Arrestations, mises en liberté.

3179. — Ordre du département de police de la municipalité pour l'écrou du sieur Caussade, qui sera conduit par le sieur Laborde, en vertu d'un mandat du Comité des rapports, élargi le 21 juillet.

19 juillet 1791.

Originaux signés et scellés (2 p.), *A. P.*, Arrestations, mises en liberté.

3180. — Ordre du département de police de la municipalité pour l'écrou du sieur Beguin de Parseval qui sera conduit par le sieur Laborde, en vertu d'une décision du Comité des rapports, élargi le 28 juillet, à la charge de se représenter à toute réquisition.

19 juillet 1791.

Originaux signés et scellés (2 p.), *A. P.*, Arrestations, mises en liberté.

3181. — Arrêté du Comité des rapports de l'Assemblée nationale, ordonnant la mise en liberté des sieurs Ephraïm et Bing.

20 juillet 1791.

Original de la main de M. Armand, président du Comité, *A. P.*, Mises en liberté.

3182. — Arrêté du Comité des rapports de l'Assemblée nationale, ordonnant l'élargissement du sieur Cavey de la Motte.

21 juillet 1791.

Original signé et scellé, *A. P.*, Mises en liberté.

3183. — Lettre du sieur Saint-Elme, prisonnier à l'Abbaye, au sieur Claperon, administrateur du département de police, sollicitant sa mise en liberté.

21 juillet 1791.

Minute, *A. N.*, D XXIX^b 36, n° 372.

3184. — Ordre du département de police de la municipalité pour le transfèrement des prisons de l'Abbaye en celles de la Conciergerie des sieurs Verrières, Deflers, Rédelé et de la demoiselle Colomb.

23 juillet 1791.

Original signé, *A. P.*, Transfèrements.

V. au sujet de l'arrestation de ces individus, motivée par la saisie de manuscrits et d'imprimés de Marat, le t. Ier de notre Répertoire, n° 2482.

3185. — Ordre du département de police de la municipalité pour la remise de la dame Fréron au commissaire Rameaux, chargé de la conduire en son domicile et à la Mairie pour assister à la levée des scellés apposés sur ses papiers, ladite dame relaxée le 1er août.

31 juillet 1791.

Originaux signés (2 p.), *A. P.*, Mises en liberté.

3186. — Ordre du département de police de la municipalité pour la remise à M. Fortin, commandant de gendarmerie, du nommé Roussel, à l'effet de le transférer à Bicêtre.

2 août 1791.

Original signé, *A. P.*, Transfèrements.

3187. — Ordre du département de police de la municipalité, prescrivant de mettre en liberté le sieur Rotondo, conformément à l'autorisation des Comités des rapports et des recherches, du 28 juillet.

2 août 1791.

Original signé et scellé, *A. P.*, Mises en liberté.

Cf. le tome Ier de notre Répertoire, n° 2489.

3188. — Ordre d'élargir le sieur Cavey de la Motte, en vertu d'une lettre de M. Voidel, président du Comité des recherches de l'Assemblée nationale, au comité des recherches de la municipalité.

4 août 1791.

Original signé, *A. P.*, Mises en liberté.

3189. — Ordre du département de police de la municipalité à l'effet d'écrouer le sieur Jean-Baptiste Chopinot, qui sera conduit par le sieur Soltho, en vertu de décision du Comité des rapports, élargi le 12 août.

6 août 1791.

Originaux signés (2 p.), *A. P.*, Arrestations, mises en liberté.

3190. — Observations du concierge de la prison de l'Abbaye sur le procès-verbal rédigé par les officiers de garde, du 8 au 9 août, afin de se disculper d'avoir servi un grand dîner aux prisonniers et reçu des visiteurs étrangers, avec un état des prisonniers détenus et la date de leur entrée.

8 août 1791.

Minutes (3 p.), *A. N.*, D XXIX^b 37, n° 382.

3191. — Ordre du sieur Mutel, juge du tribunal du 2e arrondissement, de remettre au sieur Damiens, huissier audiencier du 2e tribunal, les nommés Buirette de Verrières et Tissier, pour l'exécution du décret de prise de corps décerné contre eux.

10 août 1791.

Original signé, *A. P.*, Arrestations.

Ces deux individus se trouvaient compromis dans l'affaire du Champ de Mars.

Cf. le tome Ier de notre Répertoire, n°s 2482, 2519, 2532, 2560.

3192. — Ordre du sieur Archambault, juge du tribunal du 3e arrondissement, de remettre le sieur de la Jonchère, pour le transférer audit tribunal.

11 août 1791.

Original signé, *A. P.*, Transfèrements.

3193. — Ordre du département de police de la municipalité pour la mise en liberté du sieur Alexis Laroche, chasseur soldé.

19 août 1791.

Original signé, *A. P.*, Mises en liberté.

3194. — Ordre d'écrouer le sieur Girard, procureur de la commune de Bourg-la-Reine, comme prisonnier du dépôt de la Conciergerie.

9 septembre 1791.

Original signé du sieur Robin, *A. P.*, Transfèrements.

3195. — Ordre de mettre en liberté le sieur Thevenaud, en exécution du jugement rendu, le 12 septembre, par le tribunal du 6e arrondissement,

13 septembre 1791.

Original signé du sieur Drié, *A. P.*, Mises en liberté.

3196. — Ordre d'écrouer les sieurs François-René Damiens, huissier à cheval au ci-devant Châtelet de Paris, et Ursule Thomas, son clerc, pour avoir voulu mettre à exécution un décret de prise de corps contre un électeur du département de Paris, dans l'un des bureaux de l'Assemblée électorale, en vertu d'une ordonnance de François Beauvallet, commissaire de police de la section de Notre-Dame, élargis le 18 septembre.

14 septembre 1791.

Originaux signés (3 p.), *A. P.*, Arrestations.

3197. — Ordre de mettre en liberté le sieur Thomas-François Girard, en exécution du jugement rendu par le tribunal du 6e arrondissement.

15 septembre 1791.

Original signé, *A. P.*, Mises en liberté.

3198. — Ordre de mettre en liberté les sieurs Descars, Guillin et Terrasse, en vertu de la lettre du ministre de la justice.

16 septembre 1791.

Original signé de Bailly et Joly, *A. P.*, Mises en liberté.

3199. — Ordre de remettre en liberté les sieurs François-Louis Suleau, Conrad Redelé et Anne-Félicité Colomb, en exécution du décret de l'Assemblée nationale, du 15 septembre, et du jugement du tribunal du 6e arrondissement, du 16 septembre.

16 septembre 1791.

Original signé, *A. P.*, Mises en liberté.

3200. — Lettre du garde des sceaux au président du Comité des rapports au sujet de la détention depuis trois mois, à l'Abbaye, du sieur Vanney, arrêté en Franche-Comté avec le sieur Laforest de la Chassagne, lequel réclame sa liberté ou des juges.

21 septembre 1791.

Minute signée, *A. N.*, D XXIXb 31, n° 319.

B. — PRISON DE LA BASTILLE.

3201. — Etat des dépenses pour l'entretien des prisonniers, remboursées au sieur De Launay, de janvier à juin 1789 et les quatorze premiers jours de juillet.

Extrait, *A. N.*, O1 263, fol. 170 v°.

3202. — Rapports du major de Losme sur les faits journaliers, notamment sur les visites reçues par les prisonniers, adressés à M. de Crosne.

1789.

Minutes (1 dos.), *A. P.*, Rapports de la Bastille.

Les deux derniers rapports sont des 7 et 12 juillet; celui du 7 juillet annonce l'arrivée à quatre heures du matin de trente hommes du régiment de Salis-Samade, avec un lieutenant, pour renforcer la garde; celui du 12 juillet fait connaître la visite de la fille Geneviève Chevalier au sieur La Correge.

C. — PRISON DE BICÈTRE.

3203. — Registre d'écrou de Bicêtre.

31 décembre 1777-14 floréal an V.

Original (1 registre), *A. P.*, Livres d'écrou des prisons.

3204. — État des prisonniers renfermés dans les cabanons de Bicêtre, par ordre du Roi, à la date du 1er septembre 1789.

Minute (1 fort cahier), *A. N.*, D V 5, n° 66.

3205.—Lettre de M. Bailly, maire de Paris, au président de l'Assemblée nationale, représentant le danger qu'il y aurait à mettre en liberté tous les prisonniers de Bicêtre, dans un moment de trouble, à l'entrée de l'hiver, et demandant à ne laisser sortir aucun détenu sans s'être fait rendre compte des motifs de sa détention.

26 octobre 1789.

Minute signée, *A. N.*, D V 3, n° 35.

3206. — Lettre du garde des sceaux à l'évêque de Saint-Flour, annonçant qu'il fera vérifier les griefs signalés dans la plainte des prisonniers de Bicêtre contre le sieur Le Guet, soldat de la garde de cette maison.

20 novembre 1789.
Minute signée, *A. N.*, D XXIX^b 31, n° 310.

3207. — Lettre de M. Bailly, maire de Paris, au président de l'Assemblée nationale, au sujet de la mise en liberté des prisonniers de Bicêtre, ordonnée par M. de Saint-Priest, montrant tout le danger de rendre la liberté à des gens sans aveu, auxquels l'on impute la plupart des vols et des désordres qui se commettent à Paris.

29 novembre 1789.
Minute signée, *A. N.*, D V 8.

3208. — Lettre du garde des sceaux, transmettant les observations de l'économe de Bicêtre, en réponse au mémoire des prisonniers qui s'étaient plaints des mauvais traitements exercés contre eux.

11 décembre 1789.
Minutes (2 p.), *A. N.*, D XXIX^b 18, n° 142.

3209. — Lettre de M. Bailly, maire de Paris, envoyant à M. de Castellane, député à l'Assemblée nationale, un état des particuliers détenus à Bicêtre par ordre du Roi, avec les causes de leur détention, et signalant le danger d'accéder à leur demande de mise en liberté.

21 décembre 1789.
Minute signée, *A. N.*, D V 5, n° 61.

3210. — Lettre de M. Bailly à M. de Lafayette, l'engageant à envoyer directement à Bicêtre les soldats jugés en conseil de guerre.

24 janvier 1790.
Copie, *B. N.*, Mss., fonds français 11697, fol. 29.

3211. — Lettres et mémoires de prisonniers renfermés à Bicêtre, adressés à M. Bailly, maire de Paris, pour réclamer leur mise en liberté, avec notes sur chaque demande et lettres d'envoi de M. Bailly.

7 février, 2 mars 1790.
Minutes (3 dos.), *A. N.*, D V 2, n°s 21-23.

3212. — Lettre de M. Bailly, maire de Paris, au comte de Castellane, adressant onze mémoires présentés par autant de prisonniers détenus dans le château de Bicêtre, pour obtenir leur mise en liberté, avec réponse du Comité des lettres de cachet.

20 février, 7 octobre 1790.
Minute signée et copie dans le registre de correspondance du Comité, *A. N.*, D V 6, n°s 68, 73.

3213. — Lettres de M. de Gouvion, major général de la garde nationale, à M. Bailly, déclarant qu'il est nécessaire de maintenir à Bicêtre le détachement de la garde nationale pour empêcher la révolte des prisonniers et révoquant l'ordre de rappel envoyé par l'état-major de la garde nationale.

27 février, 5 mars 1790.
Copies, *B. N.*, Mss., fonds français 11697.

3214. — État des prisonniers détenus dans la maison de Bicêtre en vertu d'ordres du Roi, émanés directement du département de la maison du Roi, du ministre des affaires étrangères et du lieutenant-général de police.

4 mars 1790.
Minute (1 cahier), *A. N.*, D V 6, n° 67.

3215. — Lettre de M. Bailly à M. de Gouvion, major général de la garde nationale, annonçant qu'eu égard au calme qui règne à Bicêtre, le nombre des canonniers peut être réduit à un sergent et vingt-cinq hommes, et réponse conforme de M. de Gouvion.

30 avril 1790.
Copie, *B. N.*, Mss., fonds français 11697.

D. — PRISON DE CHARENTON.

3216. — Procès-verbal du commissaire Guyot, constatant que le sieur Etienne-Bernard Morange, bourgeois de Paris, s'est retiré dans la maison des frères de Charenton, de son plein gré, pour y vivre comme pensionnaire libre.

23 mars 1789.
Minute, *A. N.*, Y 13582.

3217. — Requête et information, par le lieutenant du bailliage de Charenton, sur

l'état d'esprit de Jean-Baptiste-Alexandre Jourdain, écuyer, détenu dans la maison de la Charité de Charenton.

14, 15 mai 1789.
Minutes (2 p.), *A. N.*, Z^2 673.

3218. — Plainte du sieur Stanislas Cordier, prieur des religieux de la Charité de Charenton, contre le père Léandre, sous-prieur de la maison, qui, pendant la tenue du chapitre, avait lu un mémoire calomnieux et injurieux, attaquant son honneur et la pureté de ses mœurs, et contre deux autres pères qui l'avaient accablé d'injures, plainte reçue par le commissaire Guyot.

29 mai 1789.
Minute, *A. N.*, Y 13582.

3219. — Procès-verbal de transport du commissaire Guyot à la maison de Charenton, pour y interroger les sieurs Alexis-Pierre Coustellier et Charles-André Legrand des Alluets, détenus par ordre du Roi, et constater leur état de démence.

20 juin 1789.
Minutes (4 p.), *A. N.*, Y 13582.

3220. — Procès-verbal de visite de la maison de Charenton par les commissaires du Parlement.

16 septembre 1789.
Minute, *A. N.*, X^{2b} 1335.

3221. — État des dépenses pour la nourriture et l'entretien des personnes détenues dans la maison des frères de la Charité de Charenton, pendant les années 1789 et 1790.

Extrait, *A. N.*, O^1 263, fol. 172.

3222. — État des personnes détenues dans cette maison, adressé au président de l'Assemblée nationale par le frère Eusèbe Boyer, prieur, avec lettre d'envoi.

12 janvier 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, D V 1, n° 7.

3223. — Procès-verbal de réintégration dans la maison de la Charité de Charenton du sieur Delaroche, qui en avait été enlevé le 9 avril, ladite réintégration ordonnée par un jugement du tribunal de police municipale et exécutée par les soins du commissaire Picard-Desmarest.

10 avril 1790.
Minute, *A. N.*, Y 15101.

3224. — Lettre du Comité des lettres de cachet aux officiers municipaux de la ville de Paris, à l'effet de procéder sans retard à la visite de la maison de Charenton, notamment des cachots insalubres, à plus de 50 pieds au-dessous du sol, où seraient enfermés nombre de malheureux sous des noms supposés.

21 novembre 1790.
Copie dans le registre du Comité, *A. N.*, D V 6, n° 73, fol. 55.

3225. — Lettre de M. Bailly, maire de Paris, à M. Barère de Vieuzac, annonçant la nomination de deux commissaires chargés, par le corps municipal, de faire la visite de la maison des religieux de la Charité de Charenton et de la communauté des religieuses de Valdosne, avec rapport fait au nom des commissaires par le sieur Regnault.

26 novembre 1790.
Minute, *A. N.*, D VI 1, n° 7.

3226. — Délibération du corps municipal, portant que le rapport de MM. Regnault, Maugis et Étienne Le Roux, chargés de visiter la prison de Charenton et autres maisons d'arrêt, sera incessamment envoyé à l'Assemblée nationale, et que le sieur Perret, mentionné dans ce rapport, lui paraît dans le cas d'être élargi.

22 décembre 1790.
Extrait conforme, *A. N.*, D V 1, n° 7.

3227. — Lettre du Comité des lettres de cachet à M. Bailly, maire de Paris, au sujet des plaintes non fondées formées contre la maison de Charenton, et de la pétition de dix-sept anciens prisonniers des cabanons de Bicêtre, à l'effet d'obtenir leur liberté, sinon entière, au moins celle des cours, lesquels prisonniers ne figurent point sur les états envoyés à l'Assemblée nationale.

4 avril 1791.
Copie dans le registre du Comité, *A. N.*, D V 6, n° 73, fol. 101.

E. — PRISON DU CHATELET.

3228. — Registre contenant les noms des prisonniers interrogés.

Octobre 1785-janvier 1791.
Original, *A. N.*, Y 10648.

3229. — Requêtes de prisonniers du Châtelet et de la Force à l'effet d'obtenir leur mise en liberté, avec ordonnances d'élargissement.

1745-1791.
Minutes (9 liasses), *A. N.*, Y 10560-10568.

3230. — 1° Registres d'écrou du Grand-Châtelet, pour l'inscription des recommandations, extraits de sentences, arrêts et décharges.

27 décembre 1788-2 septembre 1792.
Originaux (2 registres in-fol), *A. P.*, Livres d'écrou des prisons.

2° Registres d'écrou de la basse geôle du Châtelet.

20 octobre 1787-15 mars 1790,
16 mars 1790-2 janvier 1792,
31 mars 1791-24 frimaire an VI.
Originaux (3 registres in-fol.), *A. P.*, Livres d'écrou des prisons.

3231. — Registre contenant les noms des prisonniers détenus par ordonnance du lieutenant criminel.

9 mars 1789-1er octobre 1790.
Original, *A. N.*, Y 10649.

3232. — État des prisonniers incarcérés au Châtelet et des mises en liberté qui ont été prononcées.

Août-septembre 1790.
Registre original, *A. N.*, Y 10650.

3233. — Rapports des médecins et chirurgiens du Châtelet chargés de visiter les prisonniers du Châtelet et de la Force atteints du scorbut et de maladies vénériennes, avec ordonnances de transfèrement à la maison de force du château de Bicêtre.

1745-1791.
Minutes (1 liasse), *A. N.*, Y 10551.

3234. — Ordonnances d'inhumation de prisonniers du Châtelet et de la Force, décédés à l'infirmerie.

1755-1790.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, Y 10551.

3235. — Registre des rapports des médecins et chirurgiens du Châtelet, concernant les visites de cadavres déposés à la basse geôle du Châtelet.

10 juillet 1787-7 mai 1791.
Original signé, *A. N.*, Y 10644.

3236. — Procès-verbal de transport au Châtelet du commissaire Chenu, en vertu d'un ordre de M. de Crosne, et interrogatoire subi par le sieur Jean-Henri Gaillard, caissier des sieurs Girardot et Haller, banquiers, au sujet des circonstances de sa faillite et de son évasion de Paris.

18 février 1789.
Minute, *A. N.*, Y 11605.

3237. — Déclaration du sieur Jean-Louis Le Bée, guichetier du Châtelet, reçue par le commissaire Boin, au sujet de la tentative d'évasion du sieur Joseph Dervel, menuisier, détenu pour vol de marchandises et arrêté au moment où il sortait de la prison sous un déguisement féminin, avec l'interrogatoire de la fille Benoît, ouvrière en linge, complice de cette évasion.

30 mars 1789.
Minute, *A. N.*, Y 11207.

3238. — Lettre du ministre de la maison du Roi à M. de Crosne, l'invitant à faire transférer des prisons du Châtelet au dépôt de Saint-Denis le nommé Masson, arrêté le 8 mai à Meaux comme suspect et ayant tenu des propos séditieux, qu'il importe de punir en le laissant enfermé pendant quelque temps.

10 juin 1789.
Copie, *A. N.*, O¹ 500, fol 427.

3239. — Procès-verbal du district des Prémontrés à la suite de la tentative de suicide d'un guichetier du Châtelet, lequel, en butte à des soupçons injurieux, s'était frappé de plusieurs coups de couteau.

12 juillet 1789.
Minute, *A. N.*, Y 11287.

3240. — Information faite par le commissaire Grandin, au sujet des mauvais traitements exercés par les guichetiers du Châtelet sur la personne du sieur Courmont qui, après la révolte des prisonniers

à la date du 13 juillet, s'était permis de tenir des propos injurieux contre les guichetiers.

28 septembre 1789.
Minute, *A. N.*, Y 13319.

3241. — Procès-verbal du commissaire Pierre, concernant le transport d'un prisonnier du Châtelet à un prétendu domicile par lui indiqué.

8 octobre 1789.
Minute, *A. N.*, Y 15217.

3242. — Procès-verbal et information d'office par le commissaire Picard-Desmarest à la suite de la tentative d'évasion, au moyen d'une échelle de corde, des frères Agasse, détenus au Grand-Châtelet pour contrefaçon d'actions de la Caisse d'Escompte.

1er décembre 1789.
Minute, *A. N.*, Y 15100.

3243. — Lettre de M. Bailly à M. de Lafayette relative aux mesures à prendre en vue du transfèrement de partie des prisonniers du Châtelet au dépôt de mendicité de Saint-Denis, et réponse de M. de Lafayette, déclarant qu'il lui paraît difficile d'emprunter à la garde nationale parisienne le détachement de quarante hommes jugé nécessaire pour la sûreté de ce dépôt.

9, 10 janvier 1790.
Copies (2 p.), *B. N.*, Mss., fonds français 11697, fol. 21-23.

3244. — États des prisonniers détenus au ci-devant Grand-Châtelet.

Mars 1790-26 août 1792.
Minutes (2 p.), *A. N.*, AA 30, n° 917; C 203, n° 160[57].

3245. — Mémoire instructif pour M. de Wasronval, ancien officier au régiment d'Armagnac, avocat au Parlement de Flandre, détenu au Châtelet, adressé à M. Collenot d'Angremont.

Sans date.
Minute, *A. N.*, C 205, n° 160[70].

3246. — Déclaration du sieur Watrin, greffier-concierge du Châtelet, procès-verbal du commissaire Picard-Desmarest à l'effet de constater l'évasion de seize prisonniers et information ouverte à ce sujet.

29, 31 mai 1790.
Minutes (5 p.), *A. N.*, Y 15101.

Le sieur Watrin, greffier et concierge du Châtelet, adressa, le 30 mai, une longue lettre aux auteurs de la *Chronique de Paris*, où il déclara que les prisonniers du Châtelet s'étaient évadés par une porte servant de passage aux filles de service à l'hôpital, ouverte à l'aide de fausses clefs, avec la complicité d'un ancien prisonnier, mais nullement des guichetiers, que l'on accusait de s'être laissé gagner. A cette lettre était joint le signalement des prisonniers, au nombre de quinze, évadés de la prison du Grand-Châtelet, le samedi 29 mai 1790, à quatre heures et demie.

Cf. la *Chronique de Paris*, numéros des 1er et 2 juin 1790, p. 606, 610.

3247. — Déclaration du sieur Nicolas-Joseph Watrin, greffier-concierge du Châtelet, et information par le commissaire Grandin, au sujet de l'évasion du sieur André Morel, prisonnier, le 20 juin, avec procès-verbal d'arrestation du même Morel, réintégré dans sa prison le 29 juillet suivant.

21 juin, 12, 29 juillet 1790.
Minutes (3 p.), *A. N.*, Y 13320.

3248. — Procès-verbal de transport du commissaire Carré au corps de garde de l'hôtel de la Mairie, pour y interroger le sieur Claude-Joseph Vieille, guichetier du Châtelet, qui s'était frappé de plusieurs coups de couteau, à cause de lettres anonymes écrites à l'un de ses camarades, articulant contre lui des faits calomnieux.

12 juillet 1790.
Minute, *A. N.*, Y 11287.

3249.—Adresse des prisonniers du Grand-Châtelet au nombre de plus de cinq cents, à l'Assemblée nationale, déclarant être détenus depuis plusieurs mois, demandant leur mise en jugement et signalant leur état misérable.

Sans date (17 juillet 1790).
Minute, avec nombreuses signatures, *A. N.*, D XXIX 84.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XVII, p. 175.

3250. — Procès-verbal de réintégration au Châtelet de la personne du nommé Rau-

zières, qui s'en était évadé le 29 mai précédent.

1er août 1790.
Minute, *A. N.*, Y 15101.

Georges-Théodore Rauzières avait présenté à la Caisse d'Escompte des lettres de change volées, revêtues de faux endossements, et avait été arrêté le 10 décembre 1789 (*A. N.*, Y 11518); il était âgé d'environ vingt-deux à vingt-quatre ans, de corps assez fluet et figure sur la liste des prisonniers évadés, dont le signalement est donné par la *Chronique de Paris* (numéro du 2 juin 1790).

3251. — Déclarations du sieur Watrin, greffier-concierge du Châtelet, reçues par le commissaire Grandin, au sujet de l'évasion de deux prisonnières, les nommées Antoinette Dupuis et Marie Le Courtois, femme Rozelle.

11 juillet, 22 août 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, Y 13320.

3252. — Procès-verbal et information d'office par le commissaire Picard-Desmarest au sujet de la tentative d'évasion des nommés Rauzières, Ferrary et Prelin, des prisons du Châtelet, par effraction avec la connivence supposée de deux particuliers arrêtés par le commissaire de police du district de Saint-Jean-en-Grève.

15 septembre 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, Y 15101.

L'un de ces malfaiteurs, le nommé Ferrary, voleur de portefeuilles, fut repris et arrêté en plein jour sur le Pont-Neuf et se défendit avec un pistolet chargé; il fut condamné à trois jours de carcan, à être fouetté et marqué le dernier jour et envoyé aux galères à perpétuité.

Cf. la *Chronique de Paris*, numéro du 13 octobre 1790, p. 1142.

3253. — Lettres du sieur Watrin, greffier-concierge du Châtelet, relatives à l'évasion dans la nuit du 18 septembre de vingt prisonniers par les toits, dont l'un se tua en tombant, et trois furent repris par la garde nationale, avec procès-verbal dressé à ce sujet par le commissaire Picard-Desmarest.

18, 21 septembre 1790.
Minutes (3 p.), *A. N.*, D XXIXb 32, no 335, Y 15101.

La *Chronique de Paris*, numéro du 19 septembre, rend compte de cette évasion, qui s'accomplit vers deux heures du matin. Les prisonniers de la chambre, dite du Chêne, réussirent à desceller une pierre de taille à côté d'une gargouille aux urines et s'échappèrent dans la rue Pierre-à-Poisson, à l'aide de couvertures attachées au toit d'une maison voisine. Trois prisonniers furent repris dans des greniers et sur les toits, un quatrième se tua en tombant, un autre fut arrêté, dans la même nuit, rue du Faubourg-Saint-Denis, par les guichetiers, les quinze autres parvinrent à s'évader, ce qui était loin de concorder avec les bruits populaires, qui faisaient monter le nombre des prisonniers sortis à plus de trois cents.

3254. — Procès-verbal d'emprisonnement à la Force du nommé Wirt, écrivain, prévenu d'avoir fait par une fenêtre vis-à-vis le Châtelet des signaux aux prisonniers avec un mouchoir.

18 septembre 1790.
Minute, *A. N.*, Y 15101.

La *Chronique de Paris*, à la date du 24 juillet 1790, mentionne l'arrestation d'un nommé Wirt, témoin complaisant pour le sieur Dautun de Champclos.

3255. — Lettres et mémoires concernant l'établissement d'un corps de garde pour la Basoche sous les voûtes du Grand-Châtelet, à l'occasion de la détention de M. de Bezenval, et la réclamation du loyer par le sieur Buffault, marchand de vin, locataire de l'immeuble.

Septembre 1790-juin 1792.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, AA 16, no 819.

3256. — Lettre de M. Bailly, maire de Paris, au commissaire Defresne, le priant de prendre avec M. Carle, commandant du bataillon de Henri IV, les mesures nécessaires pour faire une perquisition le soir même dans les chambres du Châtelet, avec procès-verbal de visite du commissaire, mentionnant que, dans une cellule, un prisonnier, le sieur Bernard, graveur sur bois, était occupé à un petit dessin représentant la Bastille.

15 octobre 1790.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, Y 12085.

Voici en quels termes la *Chronique de Paris*, numéro du 25 juillet 1790, rendait compte de l'arrestation de ce Bernard : « Le capitaine Favard, capitaine de la garde soldée du district de Saint-Victor, a arrêté, il y a deux jours, le nommé Bernard, graveur sur bois, soupçonné d'être l'auteur d'une planche pour fabriquer des billets bleus de la Caisse d'Escompte. » Lors de la perquisition qui fut faite à son domicile, on trouva un paquet de deux cent quarante-six billets de 300 livres.

3257. — Déclaration et procès-verbal du

commissaire Picard-Desmarest, constatant une tentative d'évasion des prisonniers faite avec effraction.

23 octobre 1790.
Minute, *A. N.*, Y 15101.

3258. — Plainte du sieur Moyse Philippe, marchand mercier à Paris, reçue au Châtelet, dans la chambre du concierge, par le commissaire Vanglenne, au sujet de son arrestation illégale dans l'enclos du Temple, opérée à l'instigation des sieurs Jacob et consorts, qui l'accusaient de banqueroute frauduleuse.

3 novembre 1790.
Minute, *A. N.*, Y 16008.

3259. — Lettre du sieur Watrin, greffier-concierge du Châtelet, annonçant une tentative d'évasion des prisonniers, descendus dans l'égout, sous le Pont-au-Change.

8 novembre 1790.
Minute, *A. N.*, D XXIX^b 32, n° 337.

Cette tentative d'évasion d'une chambrée de cent trente prisonniers, vers cinq heures et demie du matin, est racontée dans la *Chronique de Paris*, numéro du 11 novembre 1790, p. 1258; elle fut déjouée par le corps de réserve de l'Hôtel de Ville qui se plaça sous les arcades du Pont-au-Change et dirigea une fusillade nourrie vers les aqueducs communiquant aux latrines des prisons. Sept prisonniers qui avaient scié des grilles de fer y étaient descendus, au moyen de couvertures, à une profondeur de 50 pieds au moins et en furent retirés à l'aide de cordes.

3260. — Procès-verbal du commissaire Delaporte, constatant la tentative d'évasion des sept prisonniers désignés dans la lettre du sieur Watrin.

8 novembre 1790.
Minute, *A. N.*, Y 12221.

3261. — Procès-verbal du commissaire Delaporte, constatant l'évasion de l'abbé Bardy et du sieur Deschamps, prisonniers au Châtelet, ledit Bardy repris dans la nuit du 27 au 28.

20 novembre 1790.
Minute, *A. N.*, Y 12221.

3262. — Lettres du sieur Watrin, greffier-concierge du Châtelet, annonçant l'évasion de deux prisonniers, les sieurs Bardy et Deschamps, par le grenier de la buvette, et la réintégration de l'abbé Bardy.

21, 28 novembre 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, D XXIX^b 32, n° 337.

D'après le *Journal de Paris*, numéro du 29 novembre 1790, l'abbé Bardy fut repris le samedi 27 novembre, vers dix heures du soir, près du Pont-Rouge et réintégré au Châtelet, où il fut mis au cachot; aussi la *Chronique de Paris*, dans son numéro du 5 décembre, p. 1355, prête à l'abbé Bardy cette réflexion : qu'il avait fait une folie de s'être évadé des prisons; le *Courrier de Paris*, par Gorsas (t. XIX, n° I, p. 14), raconte qu'il s'était déguisé en juif et avait obtenu un passeport sous le nom de Moyse del Campo pour Lyon, « où il allait faire voile par le coche d'Auxerre »; il fut, paraît-il, reconnu et arrêté sur le pont de la Tournelle.

3263. — Lettre du sieur Watrin, greffier-concierge du Châtelet, annonçant que les prisonniers ont été surpris au moment où ils descellaient les dalles de leurs chambres pour s'évader par l'égout sous le pont au Change.

8 décembre 1790.
Minute, *A. N.*, D XXIX^b 32, n° 338.

3264. — Déclaration reçue, par le commissaire Lucotte, à l'infirmerie du Châtelet, d'un sieur Pierre Kabert, dit Louvain, ébéniste du faubourg Saint-Antoine, qui y avait été transporté mourant, le 27 janvier, à la suite d'une scène populaire, où il avait été pris pour un mouchard du général et de la municipalité et excédé de coups de bûches, de sabots et de baïonnettes par la foule ameutée, laquelle avait même, dans son exaspération, élevé des barricades à l'entrée du faubourg, pour empêcher l'accès du corps de réserve de l'Hôtel de Ville.

12 février 1791.
Minute, *A. N.*, Y 14605.

3265. — Observations sur la prison du Châtelet, l'impossibilité d'y faire fructueusement aucune perquisition dans les chambres des prisonniers, et le peu de confiance qu'on doit avoir dans les guichetiers, avec proposition de convertir en prison l'hôpital des Quinze-Vingts.

Sans date (juillet 1791).
Minute, *A. N.*, D XXIX^b 33, n° 346.

3266. — Ordre du sieur Charpentier

commissaire de police de la section des Invalides pour écrouer le sieur Nicolas de Laitre.

4 juillet 1791.
Original signé, *A. P.*, Arrestations.

3267. — Ordre du commissaire de police de la section du Jardin-des-Plantes pour l'écrou d'Étienne-Hippolyte-Stanislas Leroy, prévenu d'escroquerie.

5 juillet 1791.
Original signé, *A. P.*, Arrestations.

3268. — Ordre d'écrouer et de tenir au secret le nommé Claude Flement, en vertu d'ordonnance du juge du 1er arrondissement.

22 juillet 1791.
Original signé, *A. P.*, Arrestations.

F. — PRISON DE LA CONCIERGERIE.

3269. — Registre du greffe de la Conciergerie du Palais.

20 janvier 1789-26 janvier 1792.
Original (registre in-fol.), *A. P.*, Livres d'écrou des prisons.

3270. — Registre d'écrou de la Conciergerie.

20 janvier 1789-19 prairial an III.
Originaux (4 registres petit in-fol.), *A. P.*, Livres d'écrou des prisons.

3271. — Ordre de transférer à la Conciergerie le sieur Grandmaison, prisonnier au Châtelet, en vertu d'un mandat de M. Deflandre, procureur du Roi au Châtelet.

7 janvier 1790.
Original signé, *A. P.*, Transfèrements.

3272. — Lettre du garde des sceaux à M. Delacour d'Ambezieux, en réponse au mémoire des prisonniers de la Conciergerie, présenté à l'Assemblée nationale, contenant des plaintes mal fondées sur les lenteurs de la procédure.

30 mai 1790.
Minute signée, *A. N.*, D XXIXb 31, n° 316.

Le 29 novembre de cette année, le président de l'Assemblée nationale donna lecture d'une nouvelle supplique des prisonniers de la Conciergerie, qui fut renvoyée au Comité de jurisprudence criminelle.

3273. — Lettre d'un sieur Riston, enfermé à la Conciergerie.

16 juillet 1790.
Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2642, fol. 98.

3274. — Procès-verbal dressé par le commissaire Gueullette contre le sieur Jean-François Agnus, horloger, prévenu d'intelligences criminelles avec un prisonnier de la Conciergerie pour négocier et passer dans le commerce des billets et effets qu'on suspectait d'avoir été faussement fabriqués.

3 décembre 1790.
Minute, *A. N.*, Y 13455.

3275. — Lettre du département de police de la municipalité au sieur Hubert, concierge des prisons de la Conciergerie, approuvant la mise au cachot des nommés Blin et Léautey, qui devront y être retenus huit jours, et l'invitant à redoubler sa surveillance pour prévenir tous les abus auxquels se livraient journellement les prisonniers.

9 décembre 1790.
Original signé, *A. P.*, Arrestations.

3276. — Ordre de M. Deflandre, procureur du Roi au Châtelet, au sieur Hubert, concierge des prisons de la Conciergerie, pour l'écrou et la mise au secret du nommé Bernard, qui ne devra communiquer avec aucun prisonnier, mais pourra recevoir secrètement M. Salivet, avocat, son conseil.

30 décembre 1790.
Original signé, *A. P.*, Arrestations.

3277. — Ordre d'écrouer les nommés Francois Flamard, dit Beauvais, et la fille Adelaïde de Lormelle, en vertu d'ordonnance du tribunal du 6e arrondissement.

29 avril 1791.
Original signé, *A. P.*, Arrestations.

3278.— Ordre du département de police de la municipalité à l'effet d'écrouer le nommé Charles Lebrun, amené par le sieur Allard, caporal du bataillon de Saint-Victor, en vertu d'ordonnance du commissaire de police de la section des Gobelins.

8 mai 1791.
Original signé, *A. P.*, Arrestations.

3279. — Ordre d'écrouer les sieurs Antoine Ray et Antoine Beverlet, arrêtés pour vol par effraction dans une maison de la rue de Bourbon-Saint-Germain et amenés par le sieur Marchand, caporal de la garde nationale, en vertu d'un mandat du commissaire de police de la section de la Fontaine-de-Grenelle.

20 juin 1791.
Imprimé rempli, *A. P.*, Arrestations.

3280. — Ordre d'écrouer les nommés François Guerre, Michel Le Roy et Pierre Michel, prévenus de vol de volailles à Gentilly, en vertu d'ordonnance du tribunal du 6e arrondissement.

4 juillet 1791.
Original signé, *A. P.*, Arrestations.

3281. — Ordre du sieur Bayard, accusateur public, pour l'écrou du sieur François Aubert, arrivant de Saint-Germain et qui ne tardera pas à être jugé.

5 juillet 1791.
Original signé, *A. P.*, Arrestations.

3282. — Ordre d'écrouer le nommé Honoré Legros, décrété de prise de corps par jugement du premier tribunal criminel.

6 juillet 1791.
Original signé du sieur d'Herbelot, *A. P.*, Arrestations.

3283. — Ordre d'écrouer le sieur Pierre Perey, en exécution de l'ordonnance du tribunal du 5e arrondissement.

9 juillet 1791.
Original signé, *A. P.*, Arrestations.

3284. — Ordre d'écrouer le sieur Nicolas Mutelet, envoyé par le commissaire de police de la section du Jardin-des-Plantes.

22 juillet 1791.
Original signé, *A. P.*, Arrestations.

3285. — Ordre d'écrouer le sieur de Juillet, en vertu d'ordonnance du sieur Gérard, juge suppléant du tribunal du 1er arrondissement.

23 juillet 1791.
Original signé, *A. P.*, Arrestations.

3286. — Ordre d'écrouer le sieur Julien Faure, prévenu de vol et évadé des galères de Brest, où il devait être détenu à perpétuité, envoyé par le commissaire de police de la section du Jardin-des-Plantes.

30 juillet 1791.
Original signé, *A. P.*, Arrestations.

3287. — Ordre du Roi pour le transfèrement des prisons de Rouen en celles de la Conciergerie du sieur Alexandre Cartry, prévenu de vol, qui s'était évadé et avait été condamné depuis son évasion aux galères à vie.

15 août 1791.
Original signé de Duportail, ministre de la guerre, avec lettre (2 p.), *A. P.*, Transfèrements.

3288. — Ordre d'écrou de la nommée Salony, amenée par le sieur Fourneau, caporal du bataillon de Saint-Marcel, au nom du commissaire de police de la section des Gobelins.

17 août 1791.
Original signé, *A. P.*, Arrestations.

3289. — Ordre d'écrouer la nommée Marie Bertrand, extraite des prisons de la Force, et de la garder pour l'instruction de son procès jusqu'à son jugement.

24 août 1791.
Original signé, *A. P.*, Transfèrements.

3290. — Ordre d'écrouer les nommés Pierre Presteau et Denis Arnoult, prisonniers à l'hôtel de la Force, jusqu'à la fin de la procédure qui s'instruit contre eux au 1er tribunal criminel.

3 septembre 1791.
Minute signée du sieur d'Herbelot, *A. P.*, Transfèrements.

3291. — Ordre d'écrouer le nommé Pierre-Jean Rognon, décrété de prise de corps et incarcéré au Châtelet, en vertu d'un mandat du sieur Aubri, juge du 6e tribunal.

12 septembre 1791.
Original signé de Chaumette, greffier du 6e tribunal, *A. P.*, Transfèrements.

3292. — Ordre d'écrouer les nommés Pierre Bernard et Pierre Dehay, venant de

Bicêtre et envoyés d'abord au Châtelet, où ils n'ont pu être admis.

13 septembre 1791.
Original signé, *A. P.*, Transfèrements.

3293. — Ordre d'écrouer le sieur Ferdinand Lerouge, amené par la gendarmerie de Saint-Brice, en vertu d'un mandat du sieur Guesde, accusateur public du 6e tribunal criminel.

22 septembre 1791.
Original signé, *A. P.*, Transfèrements.

3294. — Ordre de l'accusateur public du tribunal du 5e arrondissement de tenir rigoureusement au secret et séparément les nommés Benotte Dusambourg et de Martelan, incarcérés le jour même, et d'empêcher la sortie de toute correspondance.

29 septembre 1791.
Original signé, *A. P.*, Arrestations.

G. — PRISON DE LA FORCE.

3295. — Livres d'écrou de la prison de la Force.

1er novembre 1790-19 mars 1791,
20 mars-12 juillet 1791,
12 juillet 1791-12 mars 1792.
Originaux (3 registres), *A. P.*, Livres d'écrou des prisons.

3296. — Procès-verbal d'arrestation, par le commissaire Dassonvillez, et d'emprisonnement à la Force de cinq particuliers trouvés couchés et endormis dans les fours à plâtre au-dessus de l'hôpital Saint-Louis.

31 janvier 1789.
Minute, *A. N.*, Y 11897.

3297. — Procès-verbal d'arrestation du nommé Charles Lebrun, accusé d'avoir cherché à favoriser l'évasion de plusieurs prisonniers de la Force, et enquête ouverte à ce sujet par le commissaire Fontaine.

6 avril, 26 mai, 19 juin 1789.
Minutes (3 p.), *A. N.*, Y 13142.

3298. — Plainte de Nicolas-Louis Hue, étudiant en droit, prisonnier à la Force depuis deux ans pour dettes, reçue par le commissaire Gueullette, au sujet des mauvais traitements que lui avaient fait endurer les guichetiers, qui l'avaient terrassé, roué de coups et traîné par les cheveux dans un cachot nouvellement construit, où il était resté soixante heures couché sur une paillasse humide.

4 juin 1789.
Minute, *A. N.*, Y 13454.

3299. — Procès-verbal du commissaire Thibert contenant l'interrogatoire subi à la Force par le sieur Jean-Baptiste Chavin, horloger, arrêté pour insultes à la garde par une patrouille du district du Petit-Saint-Antoine.

21 juillet 1789.
Minute, *A. N.*, Y 15867.

3300. — Bordereaux des mémoires des travaux faits en exécution des lettres patentes d'avril 1785 et de l'arrêt du Conseil du 3 mai 1786, pour la construction de deux bâtiments formant la nouvelle prison de l'hôtel de la Force, mémoires réglés par le sieur Desmaisons, architecte, avec procès-verbal de visite et lettre de M. Dufresne de Saint-Léon à M. Deforges, intendant des finances, au sujet de la liquidation de la créance des entrepreneurs, du 12 février 1791.

1789-1791.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, AA 16, n° 817.

3301. — Arrêt du Conseil d'Etat, approuvant les travaux exécutés pour la construction à l'hôtel de la Force d'une nouvelle prison, composée de deux corps de bâtiments et destinée à remplacer la prison de Saint-Martin et celle de Saint-Eloi, et ordonnant le payement aux entrepreneurs de la somme leur restant due.

3 janvier 1790.
Original, *A. N.*, E 1677; copie, AA 16, n° 817.

3302. — Procès-verbal d'incarcération à la Force d'un repris de justice sortant des galères de Brest, auquel le séjour de Paris était interdit, arrêté sur la place de Grève dans une rixe entre cochers.

10 avril 1790.
Minute, *A. N.*, Y 15868.

303. — Requête des cinq prisonniers pour dettes, détenus à la Force, à l'Assemblée nationale, lui demandant de se prononcer définitivement sur la contrainte par corps.

23 avril 1790.
Minute signée, A. N., D IV 49, n° 1408.

3304. — Plainte du sieur Joseph-Maximilien de Mallet, comte de Coupigny d'Henu, au sujet de son arrestation à Saint-Denis et de son incarcération à la Force par des individus sans mandat sous l'uniforme de la garde nationale, pour une prétendue dette de 6,085 livres, plainte reçue par le commissaire Simonneau.

8 mai 1790.
Minute, A. N., Y 15192.

3305. — Déclaration du sieur Landragin, concierge des prisons de l'hôtel de la Force, reçue par le commissaire Gueullette, avec procès-verbal constatant l'évasion de douze prisonniers et information faite à ce sujet.

29, 30 mai, 1er, 2 juin 1790.
Minutes (2 p.), A. N., Y 13455.

3306. — Lettre du garde des sceaux à M. Delacour d'Ambezieux, au sujet de la requête présentée par le sieur Bette d'Etienville et autres prisonniers détenus pour dettes à l'hôtel de la Force, déclarant qu'il a demandé au maire de Paris s'il existe quelque moyen de secourir ces malheureux.

1er juillet 1790.
Minute signée, A. N., D XXIXb 31, n° 317.

3307. — Procès-verbal du commissaire Gueullette, constatant l'évasion de trois prisonniers de l'hôtel de la Force, les moyens que les évadés ont employés et l'état des lieux.

25 juillet 1790.
Minute, A. N., Y 13455.

La *Chronique de Paris*, numéro du 24 juillet 1790, signala cette évasion, mais, mal informée, crut qu'il s'agissait de douze prisonniers du Châtelet et s'éleva contre la négligence coupable du concierge; le lendemain, elle rectifia cette indication et déclara que les prisonniers en question s'étaient échappés de la Force et non du Châtelet; le 27 juillet, le même journal annonça l'évasion de cinq prisonniers et reconnut la parfaite honorabilité du sieur Watrin, greffier-concierge du Châtelet.

3308. — Déclaration des nommés Jean-Baptiste-Laurent Raguier et Philippe-Mathurin Deshayes, guichetiers de la Force, reçue par le commissaire Gueullette, au sujet de l'évasion de deux prisonniers.

1er août 1790.
Minutes (2 p.), A. N., Y 13455.

3319. — Procès-verbal du commissaire Gueullette, constatant l'évasion d'un prisonnier de la Force et la mort par le poison de deux chiens.

15 août 1790.
Minute, A. N., Y 13455.

3310. — Information faite, par le commissaire Lebas, au sujet d'une tentative de suicide du sieur Coffinet, prisonnier à l'hôtel de la Force.

20 août 1790.
Minute, A. N., Y 14120.

3311. — Procès-verbal du commissaire Gueullette, constatant l'évasion de trois prisonniers transférés du Châtelet à la Force, qui s'étaient échappés par l'hôtel Poultier, donnant dans la rue Culture-Sainte-Catherine.

4 octobre 1790.
Minute, A. N., Y 13455.

3312. — Adresse de la Commune de Paris à l'Assemblée nationale relative à la détention arbitraire et illégale de nombreux prisonniers à la Force par ordre du maire, sans interrogatoire et sans procès-verbal d'arrestation.

10 octobre 1790.
Minute, A. N., D IV 51, n° 1485.

3313. — Procès-verbal de perquisition, par le commissaire Picard-Desmarest, et interrogatoire des nommés Pierre-Joseph Roussel, marchand de vins en gros, et Guillaume Bernard, graveur sur bois, prisonniers à la Force, prévenus de falsification de billets de la Caisse d'Escompte et de fabrication de faux assignats, avec lettres de M. Dufresne, directeur général du Trésor public, et de M. Cahier, procureur adjoint de la Commune, au commissaire, demandant copie de son procès-verbal pour

faire connaître au Comité des finances la découverte d'une planche de faux assignats.

28 novembre 1790.
Minutes (3 p.), *A. N.*, Y 15101.

3314. — Ordre de M. Deflandre, procureur du Roi au Châtelet, pour le transfèrement par un cavalier de robe courte, dans les prisons de la Conciergerie, du nommé Roussel, transfèrement opéré le 14 janvier 1791.

28 décembre 1790.
Originaux signés (2 p.), *A. P.*, Transfèrements.

3315. — Envoi d'une adresse à l'Assemblée nationale par les prisonniers pour dettes détenus à la Force, se plaignant d'être confondus avec les criminels et de n'avoir que 12 livres, 10 sols par mois pour subvenir à leurs besoins.

4 septembre 1791.
Minute signée d'Adam, au nom des prisonniers pour dettes de la capitale et autorisé par eux, *A. N.*, D IV 49, n° 1408.

H. — LA SALPÊTRIÈRE.

3316. — Procès-verbal de transport du commissaire Guyot à la Salpêtrière, à l'effet de savoir si Marie-Rose Lefèvre, femme Gilles, y détenue, consent à y rester librement au moyen de la pension que payera son mari.

20 juin 1789.
Minute, *A. N.*, Y 13582.

3317. — État des particulières détenues à la Salpêtrière par ordre du Roi, à la date du 29 août 1789, avec motifs de leur détention.

29 août 1789.
Minute, *A. N.*, D V 5, n° 65.

3318. — Lettre du garde des sceaux au comte d'Escars, lui annonçant qu'il fera prendre des informations sur les abus dans l'administration intérieure de l'hôpital de la Salpêtrière, signalés par un mémoire anonyme adressé à l'Assemblée nationale.

27 septembre 1789.
Minute signée, *A. N.*, D XXIX^{b} 31, n° 309.

3319. — Mémoires de travaux de maçonnerie faits dans l'intérieur de l'hôpital général de la Salpêtrière pour la construction de bâtiments des cuisines et des nouvelles loges en 1786, 1787 et 1788, arrêtés et réglés par le sieur Antoine, architecte expert, avec devis et plans.

25 novembre 1789.
Minutes (3 liasses), *A. N.*, Z^{1} J 1278-1280.

3320. — Lettres du Comité de mendicité au Comité ecclésiastique et aux administrateurs des établissements publics, au sujet de la pétition de l'abbé d'Estanges, aumônier de la Salpêtrière, approuvant la décision prise par la municipalité de renvoyer de cette maison tous les prêtres qui en faisaient partie.

22 novembre 1790.
Extraits, *A. N.*, AF* 15, fol. 65.

3321. — Décret de l'Assemblée nationale, approuvant la conduite de la municipalité de Paris en présence des insurrections arrivées depuis peu à la Salpêtrière et rejetant la pétition de l'abbé d'Estanges, aumônier de cette maison.

23 novembre 1790.
Minute signée, *A. N.*, C 46, n° 448.
Ed. *Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale*, novembre 1790, p. 209.
V. au sujet des désordres de la Salpêtrière, provoqués par les billets de confession qu'on exigeait des *bons* pauvres, la *Chronique de Paris*, numéro du 23 novembre 1790, p. 1306, et le *Courrier de Paris*, par Gorsas, t. XVIII, n° XXV, p. 391.

3322. — Lettre du Comité de mendicité au maire de Paris, sollicitant la mise en liberté de la femme Gay, retenue à la Salpêtrière à l'occasion de l'émeute arrivée à Saint-Denis l'année précédente.

24 novembre 1790
Extrait, *A. N.*, AF* 15, fol. 67 v°.

3323. — Lettre du Comité de mendicité à M. Duport-du-Tertre, ministre de la justice, appelant son attention sur la situation des malheureux enfermés à la Salpêtrière et demandant un adoucissement à leur sort.

5 décembre 1790.
Extrait, *A. N.*, AF* 15, fol. 75.

I. — PRISONS DIVERSES.

3324. — Registres d'écrou des prisons de l'Hôtel de Ville.

1781-1790,
1791-25 fructidor an II.
Originaux (2 volumes), *A. N.*, Z^{1h} 375, 376.

3325. — Registre d'écrou des prisonniers de l'Officialité de Paris.

1692-1789.
Original (1 volume), *A. N.*, Z^{1o} 88.

3326. — Registre d'écrou de la tour de Saint-Bernard.

1782-1792.
Original (1 registre), *A. P.*, Livres d'écrou des prisons.

3327. — Registre d'écrou de la geôle et prison du bailliage de Saint-Martin-des-Champs.

3 avril 1780-3 janvier 1791.
Original, *A. N.*, Z^2 3716.

3328. — Registre d'écrou de la prison de Saint-Martin.

4 août 1789-28 novembre 1791.
Original (registre in-fol.), *A. P.*, Livres d'écrou des prisons.

3329. — État des prisonnières détenues dans la maison de Sainte-Pélagie.

8 janvier 1790.
Minute certifiée, *A. N.*, D V 2, n° 23.

3330. — Ordre du Roi au concierge des prisons du tribunal du 1er arrondissement de recevoir le nommé Bordier, qui y sera transféré sous la conduite du sieur Delaborde, ancien officier de cavalerie, en exécution du décret de l'Assemblée nationale du 3 mai.

12 juin 1791.
Original signé de Louis XVI et contresigné de Delessart, *A. P*, Transfèrements.

Le décret du 3 mai 1791 déférait au tribunal du 1er arrondissement divers accusés de contrefaçon d'assignats, notamment le sieur Bordier, et ordonnait le transfèrement des sieurs Bordier, Philipponneau et Simonneau des prisons de Limoges et de Calais dans celles de ce tribunal.

3331. — Arrêts du Conseil d'État, approuvant les différents ouvrages exécutés dans le cours de l'année 1789 et pendant les six premiers mois de l'année 1790 pour les changements et nouvelles distributions des prisons du Châtelet, de l'Abbaye, de la Conciergerie et de la Force, et autres prisons dépendant du domaine de Paris, et ordonnant le payement du montant de ces travaux.

29 août, 12 septembre 1790,
2 janvier 1791.
Minutes (3 p.), *A. N.*, E 1681 A et B, 1683.

3332. — Arrêt du Conseil d'État, confirmant la vente faite, le 2 mai 1782, au sieur Pierre-Armand La Thuile, maçon, des terrains et matériaux de la prison du For-l'Evêque, sise rue Saint-Germain-l'Auxerrois.

9 mai 1790.
Minute, *A. N.*, E 1679.

§ 7. — Mendicité et Vagabondage.

3333. — Procès-verbaux de patrouilles de sûreté faites par les commissaires Léger et Delaporte, assistés d'inspecteurs de police, pour la recherche des vagabonds, repris de justice et gens sans aveu.

31 janvier, 23 mars 1789.
Minutes (3 p.), *A. N.*, Y 12218, Y 13452.

3334. — Procès-verbaux d'arrestation de mendiants et vagabonds saisis en flagrant délit par les inspecteurs de police et interrogés par les commissaires Chénon fils, Delaporte, Ferrand, Léger, Lerat, Le Seigneur et Odent.

Janvier-juin 1789.
Imprimés remplis, *A. N.*, Y 11518, Y 12218, Y 13016, Y 14352, Y 14437, Y 14582, Y 15019.

3335. — Procès-verbal d'arrestation, par le commissaire Le Seigneur, chargé de faire une ronde de nuit au sujet des errants et

vagabonds, de cinq particuliers sans asile et sans chemise, trouvés dans la galiote sur le quai de la Conférence; d'une blanchisseuse n'ayant que de mauvais vêtements et une portion de chemise d'homme, sur le quai des Tuileries; d'un enfant de treize ans sous des échoppes à l'apport de Paris, et d'un autre vagabond couché dans les pierres d'une bâtisse, rue de la Barillerie.

17 juin 1789.
Minute, A. N., Y 14582.

3336. — Procès-verbal d'arrestation, sur la place de la Bastille, par le commissaire Thibert, de quatre particuliers qui demandaient l'aumône avec menaces, insolence et violence, envoyés à la Force.

1er août 1789.
Minute, A. N., Y 15867.

3337. — Procès-verbal d'arrestation, par le commissaire Léger, d'un domestique sans condition, couchant sous les arcades de la Comédie, et occupé aux travaux de charité de Montmartre.

9 août 1789.
Minute, A. N., Y 14352.

3338. — Lettre du sieur Poulletier, envoyant à l'Assemblée nationale douze exemplaires d'un mémoire imprimé touchant les moyens d'occuper les gens oisifs qui inondent Paris, mémoire soumis au district de Saint-Magloire.

29 octobre 1789.
Minute, A. N., D VI 45, n° 684.

3339. — Observations sur la mendicité, mémoire par M. Collenot d'Angremont.

Sans date (1789).
Minute, A. N., AA 40, n° 1226.

3340. — Décret de l'Assemblée nationale, portant qu'il n'y a pas lieu de délibérer sur la lettre écrite à son président par le maire de Paris (en faveur des indigents de la capitale), et que quatre commissaires seront nommés pour recevoir les dons des membres de l'Assemblée et les remettre à la municipalité.

21 janvier 1790.
Minute de la main de Barnave, A. N., C 36, n° 303.
Ed. *Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale*, janvier-mai 1790, p. 27.

3341. — Réponse du président de l'Assemblée nationale au discours prononcé par le curé de Chaillot, au nom d'une députation des représentants de la Commune, et à la délibération de la municipalité touchant le nombre prodigieux de pauvres et de mendiants qui surchargent la capitale.

15 avril 1790.
Minute, A. N., C 38, n° 336.
Ed. *Archives parlementaires*, t. XIII, p. 67.

3342. — Réponse du Comité de mendicité à la Commune de Paris, au sujet des mesures proposées en ce qui concerne les mendiants étrangers à Paris.

23 avril 1790.
Minutes (2 p.), A. N., F16 936.

3343. — Décret de l'Assemblée nationale relatif aux mendiants étrangers qui abondent à Paris, ordonnant l'ouverture d'ateliers de charité et l'internement des mendiants.

30 mai 1790.
Minute signée, A. N., C 39, n° 352.
Ed. *Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale*, janvier-mai 1790, p. 476.

3344. — Décret de l'Assemblée nationale, affectant les couvents des Récollets du faubourg Saint-Laurent et des Dominicains de la rue Saint-Jacques, soit comme dépôt aux mendiants infirmes, soit comme atelier aux mendiants valides.

10 juin 1790.
Minute, A. N., C 41, n° 361.
Ed. *Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale*, juin 1790, p. 57.

3345. — Lettre de M. Necker au président de l'Assemblée nationale, annonçant que le Roi a sanctionné le décret de l'Assemblée concernant la mendicité et demandant l'interprétation de quelques-uns des articles de ce décret.

11 juin 1790.
Original signé, copie et imprimé (3 p.), A. N., F16 936.
Ed. *Archives parlementaires*, t. XVI, p. 173.

3346. — Rapport fait à l'Assemblée nationale, au nom des Comités réunis des rapports, des recherches et de mendicité, sur la lettre du ministre des finances, par

M. de La Rochefoucauld-Liancourt, membre du Comité de mendicité.

12 juin 1790.
Minute, *A. N.*, F^{16} 936.
Ed. *Archives parlementaires*, t. XVI, p. 181.

3347. — Décret de l'Assemblée nationale, provoqué par les observations du ministre des finances, déclarant que son intention marquée par le décret du 30 mai est de faire cesser dans Paris la mendicité par le travail et d'en éloigner les oisifs étrangers à la capitale et sans ressources.

12 juin 1790.
Minute de la main de M. de La Rochefoucauld-Liancourt, *A. N.*, C 41, n° 362.
Ed. *Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale*, juin 1790, p. 73.

3348. — Lettres de M. Bailly (à M. de Gouvion), le priant de convoquer les troupes nationales dans la matinée du lendemain, pour la proclamation du décret de l'Assemblée nationale concernant les mendiants, et à M. Voidel, président du Comité des recherches, relative à la publication du même décret.

22 juin, 16 juillet 1790.
Original signé, *A. N.*, AF^{II} 48, n° 167; minutes signées (2 p.), *A. N.*, D XXIX^{b} 32, n° 333.

3349. — Ordre du maire de Paris, enjoignant à toutes les patrouilles de mettre en demeure les mendiants valides de se faire inscrire au département des travaux publics, pour obtenir de l'ouvrage dans les ateliers, et les mendiants estropiés au département des hôpitaux, cloître des Bernardins.

18 juillet 1790.
Minute, *A. N.*, AF^{II} 48, n° 167.

3350. — Lettre de M. Bailly à M. de Lajard, le prévenant qu'il a mis à l'ordre du jour l'arrestation immédiate des mendiants des deux sexes qui seront conduits aux comités des districts, avec la teneur de l'ordre.

20 juillet 1790.
Originaux signés (2 p.), *A. N.*, AF^{II} 48, n° 167.

3351. — Ordre du maire de Paris pour l'arrestation des mendiants dans les rues et la circulation de patrouilles aux Tuileries et au Palais-Royal, ordre dont l'exécution précise est recommandée par le commandant général de la garde nationale.

28 juillet 1790.
Original signé, *A. N.*, AF^{II} 48, n° 167.

3352. — Lettres de M. Bailly à M. de Lafayette, le priant de veiller à l'exécution du décret de l'Assemblée nationale sur la mendicité et de dégager surtout les abords de l'Assemblée, obstrués par les mendiants.

30 juillet, 5 décembre 1790.
Copies, *B. N.*, Mss., fonds français 11697, fol. 73, 101.

3353. — Questions proposées à la Mairie de Paris, par le Comité de mendicité, au sujet des mesures qu'il importe de prendre pour la répression de la mendicité.

31 juillet 1790.
Extrait, *A. N.*, AF* 15, fol. 26.

3354. — Ordre du maire de Paris, recommandant l'arrestation des mendiants dans les rues, principalement aux Tuileries et au Palais-Royal, et l'envoi à cet effet de patrouilles.

5 août 1790.
Original signé, *A. N.*, AF^{II} 48, n° 167.

3355. — Invitation du maire de Paris à M. de Lafayette, pour faire disparaître tous mendiants dans les rues.

13 août 1790.
Original signé, *A. N.*, AF^{II} 48, n° 167.

3356. — Réponse du Comité de mendicité au Comité de constitution sur sa demande de renseignements concernant l'exécution des décrets sur la mendicité à Paris

6 octobre 1790.
Extrait, *A. N.*, AF* 15, fol. 41 v°.

3357. — Lettre de M. Bailly à M. de Lafayette, appelant son attention sur la nécessité de veiller à l'extinction de la mendicité qu'on ne saurait plus tolérer, avec ordre du jour de Lafayette à ce sujet.

21, 23 octobre 1790.
Originaux signés, *A. N.*, AF^{II} 48, n° 167; copies, *B. N.*, Mss., fonds français 11697, fol. 99, 100.

3358. — Lettre du Comité de mendicité

aux administrateurs de la nouvelle municipalité de Paris, offrant son concours pour le soulagement des pauvres à l'entrée de l'hiver.

29 octobre 1790.
Extrait, *A. N.*, AF* 15, fol. 50 v°.

3359. — Mémoire proposant la suppression d'un certain nombre de fêtes dans le diocèse de Paris, comme moyen pouvant contribuer à l'extinction de la mendicité, par M. de La Rochefoucauld-Liancourt.

Sans date (10 novembre 1790).
Minute, *A. N.*, F^{1G} 936.

3360. — Lettre de M. Bailly à M. de Gouvion, major général de la garde nationale, l'avisant de la répugnance que manifeste la garde nationale du faubourg Saint-Antoine pour l'arrestation des mendiants.

10 décembre 1790.
Copie, *B. N.*, Mss., fonds français 11697, fol. 101.

§ 8. — Police des mœurs.

3361. — Procès-verbaux de visite de nuit par le commissaire Landelle, assisté de l'inspecteur de police Quidor, pour l'arrestation de femmes débauchées dans les divers quartiers de Paris.

Janvier-juin 1789.
Minutes, *A. N.*, Y 14036.

3362.— Procès-verbaux d'arrestation, par le commissaire Carré, assisté de l'inspecteur Quidor, des filles de mauvaise vie qui raccrochaient avec scandale dans les rues Saint-Honoré, de Rohan, Champfleury, Tiquetonne, Galande, Maubuée, de la Corroyerie, Jean-Saint-Denis, de Beauvais, du Poirier, des Boucheries, de Bourbon-Villeneuve, Oblin, de Viarmes, de l'Oratoire, Mercière, de la Tannerie, Meslay, boulevard et faubourg du Temple, boulevard Poissonnière, porte et carré Saint-Martin, dans les pierres du Carrousel, sur le quai des Tuileries et la place Louis XV.

Janvier-juin 1789.
Minutes, *A. N.*, Y 11284.

3363. — Interrogatoire par le commissaire Chénon de la demoiselle Beaumont, échappée de la maison paternelle et retrouvée chez la nommée Victoire, femme du monde, rue Oblin, avec plainte du père de cette jeune fille contre le sieur Hélie Dangerville, lieutenant et trésorier au régiment de Champagne, qui l'avait séduite.

21 mars 1789.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, Y 11441.

3364. — Plainte du sieur Antoine-Martin Fontenoy, guichetier de la Conciergerie, contre deux prostituées qui avaient roué de coups sa femme.

5 avril 1789.
Minute, *A. N.*, Y 12822.

3365. — Procès-verbal d'arrestation et information par le commissaire Le Seigneur, au sujet du vol d'une bourse contenant 28 livres au sieur Thomas-Louis Marvidès, officier invalide, dans un cabaret, à Vaugirard, par la fille Salmon, dite la Grande-Blonde.

23 avril, 1er mai 1789.
Minutes (2 p.), *A. N.*, Y 14582.

3366. — Plainte de Marie-Françoise Lapotre, femme du sieur Jean-Pierre Duseigneur, peintre en émail, rue Fromenteau, contre les demoiselles Giverne, filles entretenues, jouant communément la comédie bourgeoise sur différents théâtres, l'aînée ayant débuté au Théâtre-Français, qui s'étaient embusquées dans l'allée de sa maison et l'avaient excédée de coups, plainte reçue par le commissaire Vanglenne.

2 octobre 1789.
Minute, *A. N.*, Y 16006.

3367. — Procès-verbal d'arrestation par le commissaire Picard-Desmarest de trois femmes du monde qui avaient volé une pièce d'étoffe chez une mercière de la rue Saint-Denis.

9 novembre 1789.
Minute, *A. N.*, Y 15100.

3368. — Dénonciation d'un imprimé scan-

daleux, intitulé : *Étrennes aux grisettes*, par Marie-Jeanne Reynel, femme de René-François Damiens, par Marie-Victoire Damiens, par Madeleine Barbier et Suzanne Soland, marchandes de modes, qui sont signalées dans cet opuscule comme se livrant au libertinage le plus éhonté.

5 janvier, 9 février 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, Y 13143.

3369. — Plainte de Jean-Baptiste-Pierre Guillemain, chirurgien de la marine royale, au sujet du rapt de sa fille, âgée de dix-neuf ans, par le sieur de Ligner, médecin, qui l'avait emmenée dans un hôtel garni, dit du Saint-Esprit, rue de la Mortellerie, avec information du commissaire Odent.

24, 28 février 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, Y 15021.

3370. — Information du commissaire Chénon fils contre la nommée Catherine Raguille, ouvrière en linge, prévenue d'avoir engagé la fille Adelaïde Riou, âgée de dix-sept ans, à quitter la maison de son père et l'avoir retirée chez elle à dessein de la prostituer.

10 mai 1790.
Minute, *A. N.*, Y 11519.

3371. — Information faite par le commissaire Ferrand contre la veuve Desbleds, prévenue d'avoir attiré chez elle Rosalie Beausserent, âgée de douze ans et demi, à l'effet de la prostituer.

14 septembre 1790.
Minute, *A. N.*, Y 13017.

3372. — Procès-verbal du commissaire Beauvallet relatif à un paquet cacheté contenant 6,900 livres en assignats et billets de la Caisse d'Escompte, oublié par le neveu d'un négociant dans une maison de débauche, rue de la Bûcherie, et qui avait été soustrait par l'une des filles et son amant, suivant les constatations faites par les comités des districts de Saint-Marcel et de Saint-Séverin, le jour même du vol, avec information à ce sujet.

28 octobre, 17 novembre 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, Y 11033.

3373. — Plainte de Pauline Dupieux, couturière en robes, contre la fille Montrose qui, à l'instigation de la nommée Catherine, logeuse de filles publiques, l'avait cruellement maltraitée en la frappant avec un tesson de tasse.

20 décembre 1790.
Minute, *A. N.*, Y 15301.

§ 9. — Police des jeux.

3374. — Dénonciation contre un locataire de l'hôtel de Londres, rue de Richelieu, qui tient des jeux prohibés, reçue par le commissaire Chenu.

26 janvier 1789.
Minute, *A. N.*, Y 11605.

3375. — Déclaration du sieur Joseph de la Coudre-Dupuy, conseiller en la sénéchaussée de Bellac, reçue par le commissaire Chenu, demandant la restitution de lettres de change par lui souscrites au profit du baron de Malzan, à la suite de pertes de jeu.

2 mars 1789.
Minutes, avec mémoire au lieutenant général de police (3 p.), *A. N.*, Y 11605.

3376. — Déclaration du sieur Jean Courbin, serrurier, reçue par le commissaire Carré, à l'effet de constater que le sieur Mallet, inspecteur des hôpitaux militaires, locataire d'un appartement au coin de la rue des Filles-Saint-Thomas, y a établi un jeu.

16 avril 1789.
Minute, *A. N.*, Y 11284.

3377. — Plainte du sieur Jean Bonnin, ancien secrétaire de l'intendance des Postes, contre le comte de Taron, capitaine au régiment de Dragons-Monsieur, qui l'avait traité de fripon, l'accusant de lui avoir gagné malhonnêtement son argent au jeu chez la comtesse d'Aunoy, plainte reçue par le commissaire Dubois.

30 avril 1789.
Minute, *A, N.*, Y 12644.

3378. — Procès-verbal d'arrestation par le commissaire Léger d'un particulier et d'une particulière qui faisaient jouer au biribi, rue des Cordeliers.

17 mai 1789.
Minute, *A. N.*, Y 14352.

3379. — Procès-verbal dressé par le commissaire Sirebeau, au sujet d'un jeu de billes, dit la roulette, organisé sous les arcades du Palais-Royal.

19 mai 1789.
Minute, *A. N.*, Y 15689.

3380. — Procès-verbal d'arrestation par le commissaire Ferrand de trois particuliers jouant au jeu de balles sur le quai de Gesvres et faisant perdre beaucoup d'argent, jusqu'à dix ou douze louis, à ceux qu'ils engageaient dans leur jeu.

8 juin 1789.
Minute, *A. N.*, Y 13016.

3381. — Procès-verbal d'arrestation par le commissaire Ferrand d'un particulier surpris trichant au jeu de triomphe, chez le sieur Des Vertus, quai de la Mégisserie.

3 août 1789.
Minute, *A. N.*, Y 13016.

3382. — Procès-verbal de transport du commissaire Dorival chez la dame de Saint-Firmin, tenant une maison de jeu de pair et impair, rue de la Jussienne, lequel commissaire avait été obligé de se retirer en présence de l'attitude menaçante des joueurs, avec information ouverte à ce sujet.

7 septembre, 11 novembre 1789.
Minutes (2 p.), *A. N.*, Y 12503.

3383. — Procès-verbaux de transport du commissaire Sirebeau chez la demoiselle Rose Taconet, tenant une maison de jeu, rue Neuve-des-Bons-Enfants, et chez le sieur Creveton, tenant une autre maison, rue Traversière, et saisie des enjeux.

12, 16 septembre 1789.
Minutes (2 p.), *A. N.*, Y 15689.

3384. — Procès-verbal d'arrestation par le commissaire Leblond d'un marchand forain, qui avait établi un jeu prohibé sur le boulevard.

14 septembre 1789.
Minute, *A. N.*, Y 14240.

3385. — Procès-verbal dressé par le commissaire Carré contre le sieur Joseph Navarre, maître tailleur, qui avait sous-loué un appartement, rue Traversière, aux sieurs Hevrard et Baudin, à l'effet d'y tenir un jeu de biribi, sur une plainte en tricherie, reçue par le district de Saint-Roch.

15 septembre 1789.
Minutes (4 p.), *A. N.*, Y 11285.

3386. — Procès-verbal d'arrestation par le commissaire Léger d'un particulier et d'une particulière qui faisaient jouer au biribi, quai du Louvre.

25 janvier 1790.
Minute, *A. N.*, Y 13453.

3387. — Information faite par le commissaire Carré contre les nommés Lerondele, Bertrand et Gattebois, prisonniers au Châtelet, pour avoir participé à la rébellion opposée par le sieur Malmazet aux commissaires du district de Saint-Roch, lors du procès-verbal dressé le 23 juillet.

26 août 1790.
Minute, *A. N.*, Y 11287.

3388. — Procès-verbal du commissaire Chénon fils, constatant le dégât commis au Palais-Royal, dans l'appartement de l'abbé Charles-Paul de Montmorency, par lui sous-loué au sieur Masson, paulmier du Roi, où l'on avait brisé les portes et armoires, sous prétexte de rechercher et de saisir des jeux prohibés.

15 octobre 1790.
Minute, *A. N.*, Y 11519.

3389. — Dénonciation par la communauté des maîtres paulmiers de tripots clandestins ouverts dans Paris par des chevaliers d'industrie, quelques-uns de ces établissements tenus même par certains de leurs confrères.

13 novembre 1790.
Minute signée, *A. N.*, D IV 51, n° 1459.

3390. — Plainte du sieur Louis Augustin Moisnet, reçue par le commissaire Sirebeau,

contre le banquier d'une maison de jeu de biribi sous les arcades du Palais-Royal, qui l'avait lésé en lui changeant un billet de la Caisse d'Escompte et l'avait fait rouer de coups par ses affidés.

27 novembre 1790.
Minute, *A. N.*, Y 15690.

3391.—Adresse de la Commune de Paris à l'Assemblée nationale, au sujet de la licence effrénée des jeux qui sollicitent partout les passants, indépendamment des trois mille maisons de jeux qui se sont successivement ouvertes à Paris, avec discours prononcé lors de la remise de l'adresse.

15 février 1791.
Extrait conforme et minute (2 p.), *A. N.*, AA 47, n° 1367.

3392. — Mémoire adressé à l'Assemblée nationale par le sieur Portraict Cury, ancien volontaire de la marine, indiquant un moyen pour refréner la fureur du jeu, arrivée à un tel degré que des malheureux attachés aux ateliers de charité jouaient jusqu'à leur portion alimentaire, avec lettre d'envoi.

22 février 1791.
Minutes (4 p.), *A. N.*, D IV 51, n° 1459.

3393.—Observations sur les jeux, mémoire par M. Collenot d'Angremont, avec projet de règlement proposant l'établissement de six maisons de jeux, dénommées académies de jeux de commerce, sous la surveillance du département de police.

Sans date.
Minutes (2 p.), *A. N.*, C 215, n° 160[113]

§ 10. — Voitures de place et Messageries.

3394. — Déclaration reçue par le commissaire Grandin au sujet de billets de la Loterie royale et de la Caisse d'Escompte perdus dans une voiture de place, prise par la femme du sieur Pierre-François Coste, receveur des loteries, et sa sœur, à la place Saint-Antoine, pour les conduire place de Henri IV.

15 mars 1789.
Minute, *A. N.*, Y 13319.

3395. — Plainte du sieur Benoît Hernqwist, bourgeois de Paris, contre les intéressés à la Régie des voitures de place, en raison de l'accident arrivé à son fils, qui avait été mordu à la joue par un cheval attelé au carrosse de place numéroté 27 O.

26 mars 1789.
Minute, *A. N.*, Y 15019.

3396.— Lettres patentes portant augmentation du prix des voitures de place dans la ville et faubourgs de Paris et reglement pour le prix des courses hors des barrières.

3 avril 1789.
Minute, *A. N.*, O[1] 135, n° 5.

3397. — Procès-verbaux de transport du commissaire Delaporte sur les différentes places pour constater les contraventions commises par les fiacres.

Avril-juin 1789.
Minutes, *A. N.*, Y 12218.

3398. — Délibération du Conseil municipal, adressée au Comité des finances, décidant : 1° la liberté absolue pour tous de mettre en circulation des voitures de toutes formes; 2° l'exercice de l'inspection de police sur ces voitures; 3° le payement d'une taxe de 5 sols par jour par voiture.

19 juin 1789.
Imprimé, *A. N.*, D VI 8, n° 66.

3399. — Procès-verbal du commissaire Chenu constatant l'arrestation, à la barrière Saint-Lazare, par les employés des Fermes, du courrier de la malle d'Amiens et l'ouverture des coffres contenant les dépêches.

5 septembre 1789.
Minute, *A. N.*, Y 11441.

3400. — 1° Doléances, souhaits et propositions des loueurs de carrosses de place et des loueurs de carrosses des remises, avec prière au public de les insérer dans les cahiers de la ville de Paris.

Réponse des fermiers des voitures de la cour aux doléances des loueurs de carrosses. 2° Règlement provisoire du bureau de police de l'Hôtel de Ville concernant les voitures de place et de remise.

24 septembre 1789.
Imprimé et minute, *A. N.*, D VI 8, n° 66; *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2634, fol. 44, 59, 63.

3401. — Requête à nosseigneurs les députés de l'Assemblée nationale par les loueurs de carrosses et de cabriolets de Paris.

1er octobre 1789.
Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2634, fol. 29.

3402. — Doléances, souhaits et proposition des loueurs de carrosses de place, avec réponse à ces doléances par le sieur Perreau, ayant le privilège des carrosses de place ainsi que des voitures et messageries des environs de Paris, et lettres d'envoi des concessionnaires.

19, 30 octobre 1789.
Imprimés et minutes (4 p.), *A. N.*, D VI 8, n° 66.

3403. — Procès-verbal du commissaire Chenu concernant l'arrestation du courrier de Versailles à la barrière de la Conférence, par les employés des Fermes et l'ouverture des malles contenant les dépêches.

8 décembre 1789.
Minute, *A. N.*, Y 11441.

3404. — Requête des loueurs de carrosses de remise et de place de la ville de Paris à l'Assemblée nationale, se plaignant d'être victimes d'un privilège exclusif, désastreux pour eux, préjudiciable au service public et vexatoire pour les habitants de Paris et des campagnes, lue à la séance du 23 décembre 1789.

23 décembre 1789.
Minute, *A. N.*, D VI 45, n° 684.

Cette requête fut renvoyée le même jour au Comité des rapports et le 30 décembre suivant au Comité des finances.

3405. — Mémoire et requête adressés à l'Assemblée nationale par les loueurs de carrosses de place de la ville de Paris contre le payement de la taxe exigée par les administrateurs du privilège exclusif des environs de Paris.

30 décembre 1789.
Minute, *A. N.*, D VI 8, n° 66.

3406. — Réponses à quelques objections sur le service des carrosses de place.

Sans date (1790).
Minute, *A. N.*, D VI 8, n° 66.

3407. — Adresse des cochers des voitures de place à l'Assemblée nationale, réclamant l'établissement d'un bureau pour les voitures de place.

Sans date (vers le 21 janvier 1790).
Minute signée, *A. N.*, D XXIX 84.

3408. — Lettre des concessionnaires du privilège des voitures de place au président de l'Assemblée nationale, demandant la résiliation de leur traité et le payement provisoire des intérêts pour les sommes qui leur sont dues par le Trésor public.

4 février 1790.
Minute signée, *A. N.*, D VI 8, n° 66.

3409. — Réflexions sur le roulage des voitures dans la ville et les environs de Paris, remises à un membre du Comité des finances, le 12 avril 1790.

Minute, *A. N.*, D VI 8, n° 66.

3410. — Plainte du sieur Jean Lambert, négociant, rue Neuve-des-Petits-Champs, contre les administrateurs, directeurs et inspecteurs de la ferme générale des Messageries, en raison de la perte de sa malle confiée à la diligence de Paris à Bordeaux, perte imputable à la négligence du conducducteur.

19 mai 1790.
Minute, *A. N.*, Y 12645.

3411. — Mémoire des concessionnaires du privilège des voitures de place et de remise et des messageries des environs de Paris, en réponse à la pétition des loueurs de carrosses et de place de la ville de Paris, demandant la révocation de leur privilège, accordé en 1779 pour trente années.

19 mai 1790.
Minutes, avec lettre d'envoi (3 p.), *A. N.*, D VI 8, n° 66.

3412. — Procès-verbal d'arrestation et d'envoi à la Grande Poste du courrier de Bordeaux par les employés des Fermes, en vertu d'une décision du département de police, du 5 juin 1790, prescrivant la visite aux barrières de tous les courriers.

16 juillet 1790.
Minute, *A. N.*, Y 11441.

3413. — Pétition du sieur Bauchet de la Borde à l'Assemblée nationale, signalant le danger que présente la circulation des voitures dans le carré de la Cour du Manège, vis-à-vis la porte du jardin des Tuileries, dans un espace très resserré.

27 juillet 1790.
Minute, *A. N.*, C 133, n° 6.

3414. — Procès-verbal de transport du commissaire Chénon fils à l'hôtel des Postes, au sujet de l'ouverture et examen d'une malle se trouvant dans le courrier de Versailles par les commis de la barrière de la Conférence.

14 août 1790.
Minute, *A. N.*, Y 11519.

3415. — Lettre des concessionnaires du privilège des voitures de place et messageries, demandant le remboursement de la somme de 5,600,000 livres par eux déposée au Trésor public, et annonçant la cessation du service des messageries comprises dans leur traité, à partir du 15 octobre.

15 septembre 1790.
Minute signée, *A. N.*, D VI 8, n° 66.

3416. — Lettre de M. Duport, lieutenant de maire, adressant le rapport du département de police à la municipalité sur le service des voitures de place, qu'il est nécessaire d'assurer, vu la renonciation absolue de la compagnie Perreau à l'exploitation de ces voitures.

23 septembre 1790.
Minute, *A. N.*, D VI 8, n° 66.

3417. — Mémoire du sieur Preverauld au Comité des finances, demandant pour lui et le sieur Chevalier la concession de l'entreprise des voitures et messageries des environs de Paris, avec leurs soumissions jointes au mémoire.

9 octobre 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, D VI 8, n° 66.

3418. — Décret de l'Assemblée nationale, résiliant à partir du 1er janvier la cession faite aux sieurs Perreau et Cie du privilège exclusif des carrosses de place de la ville et des faubourgs de Paris, ainsi que de celui des voitures et messageries dites des environs de Paris, et ordonnant le payement par le Trésor à la Compagnie Perreau d'une somme de 140,000 livres, à valoir sur l'indemnité qui lui sera liquidée.

19 novembre 1790.
Minute signée de Louis-Charles Gillet, député, *A. N.*, C 46, n° 446.

Ed. *Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale*, novembre 1790, p. 105.

3419. — Procès-verbal du commissaire Prestat au sujet des difficultés qui s'étaient élevées entre les fermiers des diligences par eau de Paris à Rouen, à propos d'un chargement de fer en gueuses et de barils de boulets, dont deux des fermiers prétendaient se réserver le transport.

20 décembre 1790.
Minute, *A. N.*, Y 15301.

3420. — Mémoire adressé à l'Assemblée nationale par le sieur Frémont, ancien directeur particulier de l'administration des voitures de place, proposant de frapper les voitures en question d'un droit de 6 livres par fiacre pour subvenir aux frais d'établissement du service de surveillance et de police.

22 août 1791.
Minute, *A. N.*, D VI 12, n° 118.

Une note en tête de ce mémoire, signée de Victor Broglie, en indique le renvoi au Comité des finances et des contributions publiques.

3421. — Décret de l'Assemblée nationale, portant établissement de courriers de la poste aux lettres, au départ de Paris.

6 septembre 1791.
Imprimé avec corrections manuscrites, *A. N.*, C 77, n° 768.

Ed. *Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale*, septembre 1791, p. 76.

§ 11. — Police des foires, halles et marchés.

A. — Foires.

3422. — Procès-verbal d'ouverture de la foire de Saint-Germain-des-Prés par le commissaire Ferrand.

4 février 1789.
Minute, *A. N.*, Y 13016.

3423. — Procès-verbal de transport du commissaire Chenu à la foire de Saint-Germain-des-Prés, à la requête du sieur Yon, locataire de la buvette de la foire, contre le sieur Neveu, tenant le Café-Royal, qui, au préjudice du privilège du sieur Yon, donnait publiquement à manger et servait à boire vins français.

26 février 1789.
Minute, *A. N.*, Y 11605.

3424. — Ordonnance accordant, sur la requête des marchands, la prolongation de la foire de Saint-Germain jusqu'au 4 avril et défendant l'ouverture d'aucune boutique après ce délai.

8 mars 1789.
Minute signée de Laurent de Villedeuil, *A. N.*, O[1] 135, n° 3.

3425. — Procès-verbaux de l'élection des syndics propriétaires et locataires des loges de la foire Saint-Germain.

18, 24 mars 1789.
Minutes (2 p.), *A. N.*, Y 11605.

3426. — Information faite par le commissaire Guyot au sujet du vol avec effraction commis dans plusieurs boutiques du préau de la foire Saint-Germain.

9, 12 juillet 1789.
Minutes (2 p.), *A. N.*, Y 13582.

3427. — Lettres de M. Bailly à M. de Lafayette et à M. de Gouvion, major général de la garde nationale, les priant d'arrêter des dispositions pour le service de garde de la foire Saint-Germain, autrefois fait par les gardes-françaises, et désormais confié à la garde nationale, et d'envoyer un fort détachement de cavalerie et d'infanterie pour l'ouverture de la foire, le 3 février, que fera le maire en personne, avec réponse de M. de Gouvion, portant que, vu son état de maladie, il a délégué M. de Lajard.

28 janvier 1790.
Original signé, *A. N.*, AF[II] 48, n° 167; copies (3 p.), *B. N.*, Mss., fonds français 11697, fol. 31 r°.

3428. — Procès-verbal d'ouverture de la foire de Saint-Germain-des-Prés et de visite par le commissaire Ferrand et les gardes du corps de la draperie et de la mercerie des marchandises de mercerie destinées à la foire de Saint-Germain-des-Prés.

3 février 1790.
Minute, *A. N.*, Y 13017.

3429. — Procès-verbal du commissaire Picard-Desmarest relatif au vol d'une pièce de toile à la foire Saint-Germain par un compagnon peintre, âgé de treize ans, au préjudice du sieur Masse, mercier, rue Saint-Denis, ayant une boutique à la foire.

22 février 1790.
Minute, *A. N.*, Y 15101.

3430. — Procès-verbaux d'ouverture par le commissaire Ferrand de la foire Saint-Barnabé ou du Landy à Saint-Denis.

12 juin, 10 octobre 1789.
Minutes (2 p.), *A. N.*, Y 13016.

B. — Halles et marchés.

3431. — État des dépenses restant à solder sur les acquisitions de maisons pour l'agrandissement des Halles.

1789.
Minute, *A. N.*, F[4] 1241.

3432. — Remboursement à la ville de Paris de ses avances pour l'agrandissement

des Halles, extrait de l'état des dépenses extraordinaires du Trésor, du 1er mai 1789 au 31 août 1791, certifié par les commissaires de la Trésorerie.

17 septembre 1791.
Minute, *A. N.*, D VI 17, nº 177.

3433. — Adresse présentée à l'Assemblée nationale par une députation des marchés de Paris pour la féliciter de ses travaux.

31 décembre 1789.
Minute, *A. N.*, C 33, nº 285.
Ed. *Archives parlementaires*, t. XI, p. 56.

3434. — Discours prononcé à l'Assemblée nationale, au nom d'une députation des dames de la Halle, à l'occasion du renouvellement de l'année.

30 décembre 1790.
Minute, *A. N.*, C 48, nº 476.
Ed. *Archives parlementaires*, t. XXI, p. 719.

3435. — Adresse de reconnaissance et de dévouement à l'Assemblée nationale, par les dames des divers marchés de la capitale.

Sans date.
Minute signée, *A. N.*, C 128, nº 435.

3436. — Décisions des commissaires du Conseil dans diverses instances engagées au sujet de la liquidation des indemnités dues pour les maisons et échoppes des Halles démolies.

27 mars, 15 mai 1789, 24 septembre 1790.
Minutes (3 p.), *A. N.*, V^7 300.

3437. — Arrêt du Conseil d'État, autorisant la vente au sieur Nicolas-Hippolyte Hunout, paveur des bâtiments du Roi, d'un terrain faisant partie de l'emplacement des maisons de la rue du Marché aux Poirées, démolies pour l'agrandissement des Halles.

6 décembre 1789.
Minute, *A. N.*, E 1676^B, nº 19.

3438. — Arrêt du Conseil d'État, ratifiant le contrat de vente d'une maison, rue de la Lingerie, acquise, le 13 avril 1787, par le Domaine, pour le dégagement des Halles.

29 avril 1790.
Minute, *A. N.*, E 1681, nº 13.

3439. — Arrêt du Conseil d'État, enjoignant aux propriétaires et détenteurs des maisons et échoppes situées rue de la Fromagerie, à la Halle et parquet de la marée, au Carreau du pilori, au Marché aux poirées, à la Halle aux draps, dont la suppression et démolition avait été ordonnée par lettres patentes du 21 août 1784 et arrêts du Conseil, des 11 juillet et 26 novembre 1785, de produire dans le délai de trois mois leurs titres de propriété pour la liquidation de leurs indemnités.

8 août 1790.
Minute, *A. N.*, E 2651, fol. 325.

3440. — Décision des commissaires du Conseil, fixant à 8,000 livres l'indemnité due à Angélique-Agnès Loir du Lude, pour la démolition d'une maison, sise rue de la Poterie, adossée à la Halle aux draps.

6 décembre 1790.
Minute, *A. N.*, V^7 300.

3441. — Lettre de M. Bailly à M. de Gouvion, approuvant les mesures de précaution prises pour la tranquillité de la Halle et demandant l'envoi de patrouilles, à cause de la fermentation, dont il faut prévenir les effets.

7 août 1791.
Original signé, *A. N.*, AF^{II} 48, nº 167.

3442. — Lettre du Comité de mendicité au maire de Paris, lui recommandant le sieur Vollant, qui a présenté au comité des vues sur une meilleure administration de la Halle aux blés, dignes de fixer l'attention de la municipalité.

30 novembre 1790.
Extrait, *A. N.*, AF* 15, fol. 69.

3443. — Plainte de Jean-Marcellin Serreau, commissaire au Châtelet, contre le sieur Étienne de la Rivière, au sujet de propos injurieux et calomnieux par lui tenus dans une assemblée convoquée chez M. Filleul, administrateur des subsistances, pour l'examen de ses comptes d'août et septembre 1789, suivant lesquels le commissaire en question aurait reçu des facteurs de la Halle aux blés 18 deniers par sac.

31 décembre 1790.
Minute, *A. N.*, Y 15022.

3444. — Procès-verbal de transport du commissaire Pierre à la Halle aux toiles, sur la requête du sieur Joseph-Désiré Martin, négociant, rue des Vieux-Augustins, à l'effet de constater les avaries d'une caisse remplie de toiles, en partie endommagées par défaut d'emballage.

16 décembre 1789.
Minute, *A. N.*, Y 15217.

3445. — Pétition des marchands forains de la Halle aux toiles et des gardes de la communauté des lingères au procureur syndic de la Commune, relativement aux empiètements des gardes drapiers et merciers qui avaient fait construire un escalier et exécuter des travaux obstruant complètement l'entrée de la halle.

1er mai 1790.
Minute signée, *A. N.*, H 1960.

3446. — Mémoires des travaux de maçonnerie, charpente, serrurerie, menuiserie, vitrerie, peinture et sculpture faits pour la construction du nouveau marché de Sainte-Catherine ou Saint-Paul, sous les ordres de M. Caron, architecte du marché, au nom des sieur et dame Marchand du Colombier, propriétaires.

1786-1789.
Minutes (12 liasses), *A. N.*, Z1j 1261-1272.

3447. — Procès-verbal d'ouverture par le commissaire Joron du marché de la Culture-Sainte-Catherine.

14 mars 1789.
Minute, *A. N.*, Y 13981.

3448. — Procès-verbal de visite par le commissaire Duchauffour du marché aux jambons et lard sur le parvis Notre-Dame.

7 avril 1789.
Minute, *A. N.*, Y 12697.

3449. — Arrêt du Conseil d'État, ratifiant le contrat de vente par le sieur Alexandre Guillotte, capitaine de cavalerie, à M. de Crosne, commissaire délégué, du terrain où se tient le marché aux chevaux, sis entre la rue du Marché et le boulevard de l'Hôpital.

18 juin 1789.
Minute, *A. N.*, E 1673c.

3450. — Plainte du sieur Gabriel Pichot, employé des fermes du Roi sur le carreau de la Vallée aux volailles et gibiers, contre les sieurs Laury et Beauvais, marchands forains, qui se proposaient de profiter des troubles de la capitale pour frustrer le Trésor des droits et avaient même failli exciter une émeute sur le marché contre lui.

8 août 1789.
Minute, *A. N.*, Y 15020.

3451. — Procès-verbal d'arrestation, par le commissaire Picard-Desmarest, d'un garçon perruquier sans place, qui, à cinq heures et demie du matin, avait essayé de voler un panier de poires sur le marché des Innocents.

5 octobre 1790.
Minute, *A. N.*, Y 15101.

§ 12. — Communautés d'arts et métiers.

3452. — Réceptions et élections des maîtres et marchands, gardes, jurés, syndics, receveurs principaux, petits jurés et élus des corps des marchands et communautés d'arts et métiers de la ville et faubourgs de Paris.

19 octobre 1784-30 décembre 1789.
Registre original, *A. N.*, Y 9334.

3453. — Prestations de serment pour l'admission à la maîtrise dans les communautés d'arts et métiers et contestations entre maîtres des métiers.

1789-1790.
Minutes (2 dos.), *A. N.*, Y 9395.

3454. — Élections de gardes du corps de l'orfèvrerie, de l'épicerie, de la draperie, mercerie, des tissutiers rubaniers et marchands de vins.

3 septembre, 8 octobre 1789.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, Y 9396.

3455. — Décret de l'Assemblée nationale, portant suppression de l'exemption de droits dont jouissaient les bouchers et charcutiers privilégiés de Paris.

2 décembre 1790.
Minute, *A. N.*, C 47, n° 458.
Ed. *Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale*, décembre 1790, p. 29.

3456. — Décret de l'Assemblée nationale, relatif à la liquidation des indemnités aux particuliers reçus dans les maîtrises et jurandes des six corps de marchands ou communautés d'arts et métiers de la ville de Paris.

28 mars 1791.
Original, *A. N.*, A 48, n° 1813.
Ed. *Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale*, mars 1791, p. 348.

A. — BOUCHERS.

3457. — Baux d'étaux à boucherie et établissements de tueries, bouveries, échaudoirs et fonderies.

10 janvier-24 mars 1789.
Minutes (7 dos.), *A. N.*, Y 9501.

3458. — Procès-verbal du commissaire Dupuy, constatant la saisie près de la barrière de Fontainebleau, par le syndic de la communauté des marchands bouchers, d'une voiture de viande de vache morte, de la qualité la plus inférieure.

12 janvier 1789.
Minute, *A. N.*, Y 12822.

3459. — Procès-verbal de visite par le commissaire Dupuy, assisté d'un marchand boucher, ancien syndic de la communauté, des étaux à boucherie de Paris.

11 avril 1789.
Minute, *A. N.*, Y 12822.

3460. — Mémoire des marchands bouchers contre les syndics de leur communauté, présenté à la Commune de Paris, pour obtenir le droit d'ouvrir des étaux dans Paris, et adresse à l'Assemblée nationale.

14 octobre 1789.
Originaux (2 p.), *A. N.*, C 87, n° 44[3].

3461. — Lettre du ministre de la maison du Roi à M. Bailly, au sujet de la translation de quatre étaux de boucherie, rue Mouffetard, dans divers quartiers de Paris.

25 mars 1790.
Copie, *A. N.*, O[1] 501, fol. 134.

3462. — Décret de l'Assemblée nationale, portant que la nouvelle municipalité de Paris, aussitôt formée, procédera à l'examen des anciens règlements sur les étaux des boucheries.

1[er] juin 1790.
Minute, *A. N.*, C 41, n° 361.

3463. — Lettre de M. Bailly à M. de Lajard, demandant la circulation de patrouilles à pied et à cheval dans la rue des Boucheries-Saint-Honoré, en raison d'une espèce d'insurrection survenue à la suite de l'ouverture d'un étal de boucherie par le sieur Leduc.

13 août 1790.
Original signé, *A. N.*, AF[II] 48, n° 167.

B. — BOULANGERS.

3464. — Procès-verbal de transport du commissaire Beauvallet, à la requête des syndics de la communauté des maîtres boulangers, chez le sieur Jacques Hyot, boulanger sans qualité, ayant ouvert une boutique rue et faubourg de Gloire, à la Chapelle.

4 février 1789.
Minute, *A. N.*, Y 14437.

3465. — Rapport du commissaire Dupuy, aux termes d'une lettre de M. de Crosne, contre les sieurs Hédé et Collo, boulangers, rue Galande, et les sieurs Grenier et Neraudeau, boulangers, rue Saint-Jacques, qui avaient vendu leur pain 15 sols les quatre livres.

5 février 1789.
Minutes (2 p.), *A. N.*, Y 12822.

3466. — Plainte de Jean-Marcellin Serreau, commissaire au Châtelet, contre les syndics de la communauté des boulangers et le sieur Rutledge, auteur d'un factum intitulé : *Mémoire pour la communauté des maîtres boulangers de la ville et faubourgs de Paris*, présenté au Roi le 19 février 1789, factum où les commissaires Serreau et Guyot étaient qualifiés de suppôts subal-

ternes de la police et agents intéressés des monopoleurs, ayant concouru au renchérissement du pain et des farines.

24 février 1789.
Minute, *A. N.*, Y 13142.

3467. — Lettre du ministre de la maison du Roi à M. Serreau, commissaire au Châtelet, à l'effet de vérifier les mémoires de boulangers de Paris demandant une augmentation d'indemnité.

13 septembre 1789.
Copie, *A. N.*, O^1 500, fol. 478.

3468. — Procès-verbal de la nomination de vingt-quatre députés, en vue de l'élection de nouveaux syndics.

9 novembre 1789.
Minute, *A. N.*, Y 14437.

C.—BOURSIERS, GANTIERS, PARFUMEURS.

3469. — Procès-verbaux de saisie par le commissaire Ferrand, à la requête des syndics de la communauté des boursiers, gantiers, ceinturiers et parfumeurs, de poudre à poudrer, vendue en contravention, ou de mauvaise qualité, dans diverses boutiques d'épiciers-chandeliers, et d'une culotte de hussard en peau de mouton chez un ouvrier boursier en chambre.

20 janvier, 7 mars, 7 avril 1789.
Minutes (3 p.), *A, N.*, Y 13016.

3470. — Procès-verbal de situation de la caisse de la communauté des maîtres boursiers, gantiers, ceinturiers et parfumeurs, dressé par le commissaire Joron.

28 janvier 1789.
Minute, *A. N.*, Y 13981.

3471. — Procès-verbal de visite par le commissaire Picard-Desmarest pour réprimer les contraventions signalées par la communauté des maîtres boursiers, gantiers, ceinturiers et parfumeurs, et saisie de parasols neufs sur des colporteurs.

7 avril 1789.
Minute, *A. N.*, Y 15099.

D. — BOUTONNIERS.

3472.—Pétition des ouvriers boutonniers à l'Assemblée nationale, à l'effet d'obtenir que les boutons nouvellement manufacturés soient obligatoirement à la légende de la Nation, la Loi et le Roi, montés sur os et sur bois et garnis de cordes à boyaux.

4 février 1791.
Minute, *A N.*, D IV 51, nº 1488.

E. — CHANDELIERS.

3473. — Procès-verbal de transport du commissaire Defresne, à la requête de la communauté des maîtres chandeliers-huiliers, chez divers fruitiers épiciers, à l'effet de constater le commerce de chandelles qui s'y fait en contravention aux règlements.

27 janvier, 6, 9 février 1789.
Minute, *A. N.*, Y 12083.

F. — CHAPELIERS.

3474. — Procès-verbal d'arrestation par le commissaire Ferrand du sieur Léonard Vieumer dit Leveillé, l'un des chefs de la cabale des ouvriers chapeliers, dits les Bons-Enfants, qui payaient leurs journées aux compagnons du Devoir, pour leur faire quitter les maîtres.

12 juin 1789.
Minute, *A. N.*, Y 13016.

G. — CHARCUTIERS.

3475. — Procès-verbal de saisie de quatorze porcs entrés en contravention par le sieur Delahaye, charcutier privilégié et marchand forain, rue de Lourcine, dressé par le commissaire Landelle, à la requête de la communauté des maîtres charcutiers.

3 février 1789.
Minute, *A. N.*, Y 14036.

H. — CHARPENTIERS.

3476. — Procès-verbal de transport du commissaire Alix, à la requête des syndics de la communauté des maîtres charpen-

tiers, dans un bâtiment que fait construire le sieur Caron de Beaumarchais, rue et place Saint-Antoine, au coin du boulevard, à l'effet de constater les malfaçons de la charpente, construite en planches de sapin provenant de déchirage de bateaux.

5 février 1789.
Minute, A. N., Y 10810.

3477. — Procès-verbal de transport par le commissaire Alix, à la requête des syndics de la communauté des maîtres charpentiers, dans les chantiers des sieurs Pierre Desnaut et Joseph-François Barthe, qui n'avaient point rempli leurs engagements pour le payement des droits de réception, avec saisie des bois et outils.

4 avril 1789.
Minute, A. N., Y 10810.

3478. — Mémoire adressé par les compagnons de toutes professions et métiers au Comité de constitution, signalant les abus et excès de la corporation des *compagnons du Devoir*, qui exerce une véritable tyrannie, et en demandant la suppression.

31 mars 1790.
Minute, avec note d'envoi de Dupont de Nemours, A. N., D IV 51, nº 1488.

3479. — Pétition à l'Assemblée nationale, réclamant l'abolition du privilège des *compagnons du Devoir* ou *drilles*, qui se livrent à des excès inouïs sur les *compagnons* dits *renards*.

12 mai 1790.
Minute, avec attestations, A. N., D IV 51, nº 1488.

3480. — Lettre de M. Bailly à M. de Lafayette, le priant de faire exercer une surveillance particulière sur les ateliers de charpentiers, notamment sur celui de l'Archevêché, attendu qu'on leur enlevait leurs garçons de force et qu'on portait atteinte au travail, avec réponse de M. de Gouvion, déclarant que cette surveillance sera illusoire, les commandants de bataillon ignorant où se trouvent les ateliers en question.

26 avril 1791.
Copies, *B. N.*, Mss., fonds français 11697, fol. 146, 147.

I. — CHARRONS.

3481. — Procès-verbal de saisie par le commissaire Leroux, à la requête des syndics de la communauté des maîtres charrons, d'outils, d'ustensiles, de bois et ouvrages de charronnage dans deux ateliers, rue des Deux-Portes-Saint-Sauveur et rue de Lancry, occupés par des ouvriers charrons.

23 juin 1789.
Minute, A. N., Y 14484.

J. — CORDONNIERS.

3482. — Procès-verbal du commissaire Boin, constatant la saisie, à la requête de la communauté des maîtres cordonniers, d'une voiture chargée de cuirs, appartenant au sieur Claude Salleron, corroyeur, rue Saint-Julien-le-Pauvre, par lui achetée à la Halle aux cuirs sous le nom du sieur Joseph Salleron, son frère.

17 février 1789.
Minute, A. N., Y 11207.

3483. — Procès-verbaux de transport du commissaire Boin au bureau de la communauté des maîtres cordonniers, rue des Ménétriers, au coin de la rue Beaubourg, pour constater le vol de l'un des coffres-forts de la communauté, appelé la caisse des acomptes, et renfermant 1,250 livres ou environ.

12 mars 1790.
Minute, A. N., Y 11208.

3484. — Procès-verbal de saisie par le commissaire Boin, à la requête de la communauté des maîtres cordonniers, de marchandises et outils chez divers particuliers exerçant la profession de cordonnier sans droit ni qualité.

12 mars, 4 avril, 16 mai 1789.
Minutes (3 p.), A. N., Y 11207.

K. — COUTELIERS.

3485. — Procès-verbal du commissaire Defresne, constatant la saisie, à la requête de la communauté des couteliers, fourbisseurs et arquebusiers, dans une maison du

faubourg Saint-Martin, d'un entrepôt de marchandises de coutellerie, introduites de la campagne pour être colportées dans Paris, avec apposition de scellés sur quatre caisses.

11 février, 18 mai 1789.
Minutes (3 p.), *A. N.*, Y 12083.

L. — COUTURIÈRES.

3486. — Procès-verbal de situation de la caisse de la communauté des maîtresses couturières, dressé par le commissaire Joron.

29 janvier 1789.
Minute, *A. N.*, Y 13981.

M. — DRAPIERS-MERCIERS.

3487. — Procès-verbal de transport du commissaire Ferrand, à la requête des syndics du corps des marchands drapiers-merciers, dans plusieurs boutiques du Palais-Royal, où se fait, au mépris des règlements, le commerce de draperie-mercerie, et dans un magasin de porcelaines et cristaux, dont le maître annonce son intention de se faire recevoir drapier-mercier.

16 mai 1789.
Minute, *A. N.*, Y 13016.

N. — EMBALLEURS.

3488. — Plaintes des officiers emballeurs, reçues par le commissaire Michel, contre le sieur Etienne Pernay, officier emballeur, en raison de ses propos injurieux et mauvais traitements à leur égard, qui occasionnaient des scènes tumultueuses.

31 janvier, 4 février, 14 septembre 1789.
Minutes (3 p.), *A. N.*, Y 14699.

O. — FERBLANTIERS.

3489. — Arrêt du Conseil d'État, déboutant la communauté des ferblantiers de son opposition à la vente, par les sieurs Ambroise-Bonaventure Lange et Aimé Argand, de lampes à courant d'air et cheminées de verre.

4 décembre 1790.
Minute, *A. N.*, E 1682.

P. — FONDEURS.

3490.— Lettre du sieur Thierry, fondeur, rue du Four, proposant de vendre le métal des cloches aux fondeurs au prix de 70 livres le cent, ce qui engagerait le sieur Meari, fondeur anglais, à s'établir en France pour fabriquer avec ce métal des boutons et des boucles.

5 septembre 1790.
Minute, *A. N.*, D VI 6, n° 49.

3491. — Lettre du sieur Gaultier, métallurgiste, rue Basfroy, au président de l'Assemblée nationale, offrant de transformer le métal des cloches en monnaie par un procédé simple et peu dispendieux.

22 septembre 1790.
Minute, *A. N.*, D VI 6, n° 49.

3492. — Mémoire pour les fondeurs, ciseleurs et doreurs sur métaux de la ville de Paris au Comité des monnaies de l'Assemblée nationale, dans lequel ils expriment la crainte d'être arrêtés dans leur fabrication, par suite des décrets des 24 et 25 juin, ordonnant la conversion du métal de cloche en monnaie moulée, qui aura pour effet de les priver de leurs plus habiles mouleurs.

27 juin 1791.
Minute, *A. N.*, D VIII 2, n° 4.

Q. — LIMONADIERS.

3493. — État des aumônes distribuées annuellement par la communauté des limonadiers et passées à la charge du Trésor public.

28 septembre 1791.
Minute, *A. N.*, F⁴ 1241.

R. — MAÇONS.

3494. — État des aumônes accordées par le Roi aux pauvres de la communauté des

maçons et distribuées par les syndics, payables à l'avenir par le Trésor public.

18, 28 septembre 1791.
Minute, A. N., F⁴ 1241.

S. — SIX CORPS DES MARCHANDS.

3495. — Délibérations des six corps des marchands de Paris.

12 septembre 1776-14 décembre 1789.
Registre original, A. N., KK 1343.

3496. — Procès-verbal dressé par le commissaire Carré, à la requête des six corps des marchands, contre le sieur Poussin, huissier-priseur, qui avait procédé à la vente aux enchères d'une quantité considérable de vins et eaux-de-vie pour le compte d'un sieur Joseph Micellier, secrétaire du Roi, sans leur en avoir donné avis.

13 novembre 1789.
Minute, A. N., Y 11285.

3497. — Procès-verbal dressé par le commissaire Carré, à la requête des six corps des marchands, contre le sieur Monnier, huissier-priseur, qui procédait à la vente aux enchères d'une quantité considérable de porcelaines, provenant de la manufacture de porcelaines du faubourg Saint-Denis, pour le compte de Louis-Joseph Bourdon des Planches, entrepreneur de cette manufacture.

28 janvier 1790.
Minute, A. N., Y 11286.

T. — MARCHANDES DE MODES.

3498. — Procès-verbal dressé par le commissaire Léger, à la requête des marchandes de modes, plumassières, fleuristes, en raison du départ subit de leur agent, le sieur Biely, à l'effet de constater l'état de la caisse, des registres et papiers de la communauté, avec description sommaire desdits papiers.

22, 23 juin 1790.
Minute, A. N., Y 11353.

U. — MARCHANDS DE VIN.

3499. — Procès-verbal du commissaire Gruter des Roziers, constatant la saisie de trois demi-queues de vin faite, par la communauté des marchands de vin, sur le sieur Thibaut, marchand, rue de Fourcy, lequel proteste et déclare être autorisé par le corps des gardes à faire le commerce des vins, ayant payé près de 600 livres acompte.

11 mars 1789.
Minute, A. N., Y 13419.

3500. — Procès-verbal du commissaire Lebas, constatant la saisie opérée par les employés des Fermes, rue des Jardins-Saint-Paul, de 18 demi-muids de cidre mélangé de poiré, sur la réquisition des gardes du corps des marchands de vins.

30 décembre 1789.
Minute, A. N., Y 14119.

V. — MARÉCHAUX-FERRANTS.

3501. — Procès-verbal de transport du commissaire Le Seigneur, à la requête de la communauté des maréchaux-ferrants, rues Neuve-Saint-Laurent et des Tournelles, pour constater les contraventions commises par des ferrailleurs et loueurs de carrosses qui se permettent d'avoir des forges et de faire ferrer par des ouvriers maréchaux tant leurs chevaux que ceux d'autres personnes.

3 avril 1789.
Minute, A. N., Y 14582.

3502. — Adresse des maîtres maréchaux au Comité de constitution au sujet des vexations que leur infligent leurs bons ouvriers, entraînés dans la coalition générale des ouvriers de Paris.

Sans date (mai 1791).
Minute signée, avec deux certificats relatifs aux heures de travail, A. N., D IV 51, nº 1488.

X. — MENUISIERS.

3503. — Procès-verbal de saisie par le commissaire Léger, à la requête des syndics de la communauté des maîtres menui-

siers ébénistes, tourneurs, layetiers, de divers établis de menuiserie avec outils et bois, trouvés dans diverses chambres occupées par des compagnons menuisiers.

27 mars 1789.
Minute, A. N., Y 14352.

3504. — État des aumônes distribuées annuellement aux pauvres maîtres ainsi qu'à leurs veuves et passées à la charge du Trésor public.

29 septembre 1791.
Minute, A. N., F⁴ 1241.

Y. — ORFÈVRES.

3505. — Registre des délibérations du corps des orfèvres, joailliers, tireurs et batteurs d'or de Paris.

15 novembre 1782-3 août 1793.
Original, *A. N.*, KK 1354.

3506. — Registre pour l'inscription des épaves du corps des marchands orfèvres-joailliers.

5 octobre 1771-13 brumaire an IV.
Original, A. N., T* 1490²⁵⁹.

3507. — Journal pour la perception des droits de dix sols par once d'or et de cinq sols par marc d'argent sur les ouvrages d'orfèvrerie.

1789.
Registre original, *A. N.*, T* 1490²³¹.

3508. — Procès-verbal de transport du commissaire Léger, assisté des gardes du corps des orfèvres, joailliers et bijoutiers, chez divers fabricants, avec mise sous scellés et description des objets emportés pour en vérifier le poinçon et le titre.

5 février 1789.
Minute, A. N., Y 14352.

3509. — Arrêt du Conseil d'État, autorisant la réception du sieur Nicolas Greminy, compagnon orfèvre, à la maîtrise dans le corps des orfèvres, au lieu et place de Jean Pierre Morblanc, absent, nonobstant le défaut du brevet d'apprentissage requis par les statuts.

2 mai 1789.
Minute, A. N., E 1673ᵃ, nº 24.

3510. — Certificat des gardes de l'orfèvrerie, constatant le décès de quatre orfèvres et l'admission à la maîtrise de quatre apprentis.

27 mai 1789.
Minute, A. N., Z¹ᵇ 675.

3511. — Arrêt du Conseil d'État, déboutant le sieur Carlier, marchand orfèvre à Paris, de sa demande en cassation d'un arrêt de la Cour des Monnaies, du 12 août 1786, qui avait prononcé la confiscation de dix cachets en or, par lui achetés de David Meller, marchand bijoutier.

11 juillet 1790.
Minute. A. N., E 1680ᵇ, nº 10.

3512. — Requête des gardes administrateurs du corps de l'orfèvrerie au Comité des finances, au sujet du refus de payement de leurs rentes par deux payeurs des rentes de l'Hôtel de Ville, basé sur la suppression des communautés d'arts et métiers.

Après le 31 mars 1791.
Minute, *A. N.*, D VI 10, nº 96.

Z. — PEINTRES.

3513. — Procès-verbal de situation de la caisse de la communauté des maîtres peintres, sculpteurs et marbriers, dressé par le commissaire Joron.

8 février 1789.
Minute, A. N., Y 13981.

AA. — PERRUQUIERS.

3514. — Procès-verbal de transport du commissaire Ferrand, à la requête des syndics de la communauté des perruquiers-barbiers, baigneurs, étuvistes, dans différentes boutiques où divers particuliers exerçaient la profession de perruquiers sans droit ni qualité, et saisie de perruques et d'ustensiles de ladite profession.

12 décembre 1789.
Minute, A. N., Y 13016.

3515. — Protestation du sieur Charles-Alexandre Ducatel, greffier de la communauté des maîtres perruquiers, au sujet de

la transcription contrainte et forcée sur son registre d'une délibération prise par cinq commissaires de la communauté, dans leur bureau, rue des Trois-Maures.

1er décembre 1790.
Minute, *A. N.*, Y 13017.

3516. — Lettre de M. Bailly, maire de Paris, au Comité de constitution, accompagnant l'envoi de la réclamation des maîtres perruquiers.

23 septembre 1790.
Minute signée, *A. N.*, D IV 49, n° 1400.

3517. — Adresse et remontrances des maîtres perruquiers de Paris à l'Assemblée nationale au sujet de l'exercice de leur profession.

Septembre 1790-janvier 1791.
Minutes signées (8 p.), *A. N.*, D IV 49, n° 1400.
Cf. *Archives parlementaires*, t. XXI, p. 186.

3518. — Ordonnance du département de police de la municipalité, portant règlement pour les garçons perruquiers, avec annotations et protestation des intéressés.

28, 29 décembre 1790.
Imprimé et minute (2 p.), *A. N.*, D XXIX 63.

3519. — Exposé des maîtres perruquiers à l'appui de leur pétition et adresse présentée à l'Assemblée nationale pour demander le remboursement de leurs charges, acquises aux prix de 3,100 à 3,300 livres, sans compter 500 livres pour frais de réception et 44 pour le marc d'or.

Sans date (8 février 1791).
Minute, *A. N.*, D VI 11, n° 107

BB. — TAILLEURS.

3520. — Procès-verbaux de transport du commissaire Ferrand, assisté des syndics de la communauté des maîtres et marchands tailleurs d'habits, chez divers particuliers exerçant en chambre la profession de tailleur, qui, pour la plupart, déclarent leur intention de se faire recevoir maîtres.

27 mai, 6, 13, 20 juin 1789.
Minutes (5 p.), *A. N.*, Y 13016.

3521. — Procès-verbal de l'élection des députés de la communauté des maîtres et marchands tailleurs d'habits.

25 novembre 1789.
Minute, *A. N.*, Y 12083.

CC. — TANNEURS.

3522. — Procès-verbal de l'élection des députés de la communauté des marchands tanneurs, corroyeurs, peaussiers et mégissiers de Paris, dressé par le commissaire Boin.

14 novembre 1789.
Minute, *A. N.*, Y 11207.

DD. — TAPISSIERS-MIROITIERS.

3523. — Procès-verbal de transport du commissaire Duchauffour avec les syndics de la communauté des tapissiers-miroitiers, rue Boucherat, chez le sieur Pierre Chenvreux, travaillant de l'état de tapissier, lequel a offert 340 livres en acompte du prix de la maîtrise.

20 mai 1789.
Minute, *A. N.*, Y 12697.

EE. — TEINTURIERS.

3524. — Procès-verbal de transport du commissaire Ferrand, assisté des syndics de la communauté des maîtres teinturiers, dans la boutique d'un fripier-dégraisseur, suspecté de faire chez lui de la teinture.

26 mai 1789.
Minute, *A. N.*, Y 13016.

FF. — TISSUTIERS-RUBANNIERS.

3525. — Procès-verbal de transport du commissaire Ferrand, à la requête des gardes du corps des tissutiers rubanniers, boutonniers et brodeurs, chez divers fabricants d'étoffes de gaze ou brodeurs qui n'avaient point acquitté les droits de maîtrise, notamment chez un fabricant de gazes, qui avait quitté le faubourg Saint-Antoine pour s'établir rue Bourg-l'Abbé, sans avoir payé le droit supplémentaire exigible.

17 mars 1789.
Minute, *A. N.*, Y 13016.

§ 13. — Librairie et Imprimerie.

3526. — Feuilles des permissions tacites, pour l'impression des livres, avec les notices et approbations des censeurs.

Janvier-juin 1789.
Minutes (1 liasse), A. N., V^1 553.

3527. — Demande, par le sieur Edme Verniquet, architecte du jardin du Roi, du privilège exclusif de faire graver, vendre et débiter les plans généraux et particuliers de la ville de Paris, avec décision conforme du directeur général de la librairie.

18 janvier, 6 mars 1789.
Minutes (2 p.), A. N., V^1 550.

3528. — Rapport du directeur général de la librairie concernant la demande d'un privilège par le sieur Lamy, libraire à Paris, pour une nouvelle édition du *Dictionnaire universel, historique, critique et géographique* de Moreri, que la chambre syndicale de la librairie refuse d'admettre.

26 janvier 1789.
Minute, A. N., V^1 549.

3529. — Information faite par le commissaire Odent au sujet du vol, au préjudice de François-Ambroise Didot l'aîné, imprimeur du clergé de France, de caractères d'imprimerie, employés pour l'impression de la *Sagesse* de Charron, de l'*Astronomie* de M. de Lalande, de la traduction de l'*Iliade*, et des *Sermons* de Massillon.

20 février 1789.
Minute, A. N., Y 15019.

3530. — Décision du directeur général de la librairie, accordant à la dame Borelly la continuation de son privilège pour la feuille intitulée : *l'Ariette du jour*, et refusant au sieur Le Duc, marchand de musique, le privilège par lui demandé pour une feuille sous le même titre.

5, 6 mars 1789.
Minutes (2 p.), A. N., V^1 553.

3531. — Rapport du directeur général de la librairie, accordant au sieur Le Noir, maître de langue anglaise, la permission d'ouvrir à Paris un cabinet de lecture de livres anglais, à condition de ne vendre aucun livre.

6 mars 1789.
Minute, A. N., V^1 553.

3532. — Rapport du directeur général de la librairie, agréant la demande formée par le sieur Le Prince, inspecteur de la librairie, pour être autorisé à vendre et acheter les vieux papiers, parchemins, livres dépareillés, estampes et cartes.

6 mars 1789.
Minute, A. N., V^1 550.

3533. — Rapport du directeur général de la librairie touchant la demande en décharge de la redevance payée par le sieur Knapen fils, pour ses *Étrennes de Mnémosyne ou Recueil d'épigrammes et de contes en vers.*

6 mars 1789.
Minute, A. N., V^1 550.

Ce recueil, par Mme Poullin de Fleins, publié chez Knapen en 1788 et 1789, forme deux volumes in-12.

3534. — Demande de privilège par le sieur Le Cœur, graveur à Paris, pour une collection de gravures, accompagnées d'un texte explicatif, sous la dénomination de *Topographie raisonnée et pittoresque de Rome*, avec rapport du directeur général de la librairie.

13 mars 1789.
Minutes (2 p.), A. N., V^1 550.

3535. — Rapport du directeur général de la librairie, favorable à la demande du baron de Trenck, qui désire publier une nouvelle traduction française de sa vie, en 3 volumes, chez Onfroy, à Paris, et Treuttel, à Strasbourg.

13 mars 1789.
Minutes (2 p.), A. N., V^1 550.

Cette édition parut, en effet, sous le titre sui-

vant : *Mémoires de Frédéric, baron de Trenck, traduits par lui-même sur l'original allemand, augmentés d'un tiers et revus sur la traduction par M. de* **. Strasbourg, J.-G. Treuttel, et Paris, Onfroy, 1788, 3 volumes in-8°, enrichis du portrait de l'auteur et de neuf gravures.

3536. — Rapport du directeur général de la librairie, proposant de ne faire aucune réponse au mémoire des imprimeurs et libraires de Paris, qui réclament contre les nouveaux règlements de 1777 et demandent la remise en vigueur de celui de 1723.

13 mars 1789.
Minutes (2 p.), A. N., V¹ 553.

3537. — Rapport du directeur général de la librairie, favorable à la demande du sieur Guillaume-François Clavelin, maître ès arts, à l'effet d'être dispensé de finir son apprentissage et d'être reçu libraire à Paris, après examen de la chambre syndicale, avec arrêt du Conseil privé ordonnant sa réception.

30 mars, 20 avril 1789.
Minutes (3 p.), A. N., V¹ 550, V⁶ 1144.

3538. — Lettre du sieur Le Prince, inspecteur de la librairie, à M. de Maissemy, annonçant le résultat négatif de ses recherches chez les libraires au sujet du livre intitulé : *Premières Leçons du fils aîné d'un Roi*, que l'on ne trouve nulle part aux étalages.

4 avril 1789.
Minute, A. N., V¹ 551.

3539.— Lettre de M. de Villedeuil au garde des sceaux, le prévenant qu'il a écrit à M. de Champlost, gouverneur du Louvre, pour que les officiers de la chambre syndicale de la librairie puissent à l'avenir faire librement leurs visites dans ce château, et lettre de ces officiers au sujet de leur visite chez le sieur Samson, libraire, relativement aux *Études de la nature*.

5 avril 1789.
Minutes (2 p.), A. N., V¹ 551.

Les *Études de la nature* sont le célèbre ouvrage de Bernardin de Saint-Pierre, dont la première édition parut chez Didot, en 1784.

3540. — Lettre de M. de Crosne, lieutenant général de police, au garde des sceaux, demandant l'interdiction de la vente publique de l'ouvrage intitulé : *Premières Leçons du fils aîné d'un Roi* ou *Apologues modernes à l'usage du Dauphin*, qui commence à être répandu et produit de jour en jour plus de sensation.

6 avril 1789.
Original signé, A. N., V¹ 551.

Malgré cette défense, le *Journal de Paris*, dans son numéro du 15 avril 1789, annonçait cet ouvrage en ces termes : *Premières Leçons du fils aîné d'un Roi*, par un député présomptif aux futurs États-Généraux, brochure in-8° de 118 pages d'impression. A Bruxelles, et se trouve à Paris, chez Gueffier, quai des Augustins, n° 17.

3541. — Lettre de Firmin-Didot fils aîné, imprimeur-libraire, rue Dauphine, demandant main-levée de l'arrêt à Metz d'un ballot contenant les œuvres du ministre de Hertzberg, à lui envoyé par le sieur Unger, imprimeur à Berlin, avec réponse.

16 avril 1789.
Minutes (3 p.), A. N., V¹ 551.

Ewald, Frédéric, comte de Hertzberg, homme d'État prussien, est l'auteur de nombreux mémoires, peut-être s'agit-il ici de ses discours académiques intitulés : *Dissertations lues aux séances de l'Académie des sciences de Berlin*, qui furent publiées à Berlin en 1787.

3542.— Lettre de M. Bouys, président de l'élection de Nevers, à M. de Maissemy, le priant de vouloir bien autoriser M. Didot le jeune à faire paraître la nouvelle édition de son ouvrage, intitulé : *Délibération proposée aux Français avant la tenue des États-Généraux*, avec réponse et un exemplaire de cet imprimé.

28 avril 1789.
Minutes (1 dos.), A. N., V¹ 551.

3543. — Rapport du directeur général de la librairie, accordant au sieur Maradan, libraire, la continuation du privilège concédé au sieur La Porte, imprimeur à Paris, pour la publication d'une nouvelle édition de l'*Abrégé de l'Histoire générale des voyages*.

14 mai 1789.
Minutes (1 dos.), A. N., V¹ 551, V¹ 553.

Il s'agit de l'ouvrage de La Harpe, avec la continuation de Comeiras, commencé en 1780 et formant trente-deux volumes in-8°, avec un atlas in-4°.

3544. — Décision du directeur général de la librairie, autorisant le sieur Gambles, Anglais, marchand d'estampes à Paris, inventeur de l'imprimerie des estampes en couleur, à publier une collection d'estampes de sa composition, du prix de 6 livres pièce.

22 mai 1789.
Minute, avec prospectus, *A. N.*, V¹ 551.

3545. — Décisions du directeur général de la librairie, accordant au sieur Beauvais, apprenti libraire, qui avait été prote pendant quatorze ans chez le sieur Lambert, imprimeur à Paris, la dispense du temps d'apprentissage, et proposant sa réception sur le vu de son procès-verbal d'examen.

22 mai, 6 juin 1789.
Minutes (2 p.), *A. N.*, V¹ 551.

3546. — Requête présentée au garde des sceaux par M. Gauthier de la Peyronie, auteur de la traduction des *Voyages de Pallas en différentes provinces de l'empire de Russie*, à l'effet de retirer au sieur Lagrange, libraire, vu le mauvais état de ses affaires, le privilège qui lui avait été concédé, avec mémoires à ce sujet.

Mai 1789.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, V¹ 551.

Gauthier de la Peyronie, ancien commis des affaires étrangères, traduisit de l'allemand les voyages du célèbre naturaliste Pierre-Simon Pallas ; cette traduction parut de 1788 à 1793, chez Lagrange et Maradan, et forme cinq volumes in-4°, avec un atlas in-folio.

3547. — Rapport du directeur général de la librairie, proposant d'autoriser M. Panckoucke, éditeur de l'Encyclopédie, à faire passer librement quatre ballots des volumes imprimés à Liège, et à ne les soumettre à la visite qu'au siège de la chambre syndicale, à Paris.

6 juin 1789.
Minute, *A. N.*, V¹ 553.

3548. — Arrêt du Conseil privé, portant réception du sieur François Dauphigny-Beauvais, comme libraire à Paris, quoique n'ayant pas le temps d'apprentissage requis par les règlements.

8 juin 1789.
Minute, *A. N.*, V⁶ 1144.

3549. — Rapport du directeur général de la librairie, favorable à la demande du sieur Mendouze Puneja, qui postule sa réception comme libraire à Paris.

3 juillet 1789.
Minute, *A. N.*, V¹ 553.

3550. — Mémoire de Nicolas Desprez, imprimeur du clergé, demandant l'adjonction, avec survivance, du sieur Nicolas-Toussaint Méquignon aîné, libraire, lettres à l'appui de la demande, procès-verbal de l'examen du sieur Méquignon par la chambre syndicale de la librairie et décision conforme, avec arrêt du Conseil privé, ordonnant la réception du sieur Méquignon.

6 juillet-5 octobre 1789.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, V¹ 552, V⁶ 1145.

3551. — Lettres des imprimeurs de Paris, en réponse aux ordres du garde des sceaux, déclarant qu'ils n'imprimeront aucun ouvrage sur les monnaies de France, où il soit question de M. Chenu, ancien substitut du procureur général de Metz.

4-6 juillet 1789.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, V¹ 552.

3552. — Lettre du sieur Godefroy, libraire, quai des Grands-Augustins, demandant l'autorisation de faire venir par le roulage environ neuf ou dix balles de librairie, venant de Hollande et arrêtées à Rouen.

5 septembre 1789.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, V¹ 552.

3553. — Requête du sieur Nyon aîné, libraire, à l'effet d'obtenir une souscription de deux cents exemplaires à l'ouvrage qu'il imprime sous le titre de *Tableau des droits réels et respectifs du monarque et des sujets depuis la fondation de la monarchie*, avec le rapport de Dom Poirier, censeur royal, sur ce livre, et décision conforme.

9 septembre 1789.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, V¹ 552.

3554. — Décision du directeur général de la librairie, rejetant la demande formée par le sieur Dehansy, libraire à Paris, qui désirait faire passer à Paris, sans subir aucune visite, soit à la douane, soit à la

chambre syndicale de la librairie, quinze cents exemplaires du premier volume de *l'Histoire de Bertrand Duguesclin*, imprimé à Versailles par le sieur Pierres.

17 septembre 1789.
Minute, A. N., V¹ 553.

Il s'agit d'une édition de l'*Histoire de Bertrand du Guesclin*, par Guyard de Berville, publiée à Paris chez Dehansy le jeune, autre que celles de 1767 et 1772.

3555. — Arrêt du Conseil privé, portant évocation au Conseil de toutes les contestations nées et à naître de la part des souscripteurs de l'Encyclopédie, contre M. Panckoucke, éditeur de cette publication.

23 septembre 1789.
Minute, A. N., V⁶ 1145.

3556. — Rapport du directeur général de la librairie sur la demande d'un privilège de trente ans par le sieur Le Roy, libraire à Paris, éditeur de l'ouvrage du sieur Levaillant, intitulé : *Voyage dans l'intérieur de l'Afrique et description des oiseaux et animaux de cette partie du monde*, en douze volumes in-12, qui aura plus de six cents planches.

25 septembre 1789.
Minute, A. N., V¹ 553.

La première édition du *Voyage dans l'intérieur de l'Afrique, par le cap de Bonne-Espérance, pendant les années* 1780 *à* 1785, parut chez Leroy en 1790 en un in-4° ou deux volumes in-8°.

3557. — Lettre du Comité des recherches, transmettant au comte de Saint-Priest une lettre et un procès-verbal du comité de police de Paris, relatif à l'envoi au Havre de trois voitures, chargées de caisses de librairie.

30 septembre 1789.
Copie, A. N., D XXIXᵇ 29, n° 292.

3558. — Rapport du directeur général de la librairie, favorable à la demande formée par le sieur Moutard, imprimeur de la Reine, pour faire venir de Versailles à Paris, sans les faire passer à la douane ni à la chambre syndicale, douze à quinze caisses de livres de la bibliothèque de la Reine.

5 novembre 1789.
Minute, A. N., V¹ 553.

3559. — Lettre du directeur général de la librairie au garde des sceaux, relative à la liste des censeurs royaux devant figurer sur l'almanach de 1791, où il demande ses intentions au sujet du sieur Béranger, qui avait offert à l'Assemblée nationale le sacrifice de son titre, et de l'abbé Roy, en fuite depuis plusieurs mois et engagé dans un odieux procès avec Réveillon.

12 novembre 1789.
Minute, A. N., V¹ 553.

Le sieur Béranger, professeur à Orléans, qui devint précepteur du jeune prince de Monaco-Valentinois, fut nommé censeur royal en 1782, mais ayant commis l'imprudence de composer en 1786 et de faire insérer dans le Journal polytype une pièce de vers intitulée *la Poularde*, visant les chanoines de l'église d'Orléans et dont se plaignit M. de Jarente, évêque de ce diocèse, il fut rayé de la liste des censeurs par M. de Miromesnil ; en juin 1788, il fit amende honorable et demanda sa réintégration, que M. de Maissemy consentit, sous l'agrément du coadjuteur d'Orléans. V. le dossier de cette affaire, A. N., V¹ 549.

3560. — Rapport du directeur général de la librairie, proposant de rejeter la demande présentée par Mˡˡᵉ de Keralio, fille de M. de Keralio, censeur royal, pour l'établissement, conjointement avec M. Potier de Lille, d'une imprimerie sous le titre d'imprimerie nationale du district des Filles Saint-Thomas.

12 novembre 1789.
Minute, A. N., V¹ 553.

3561. — Rapport du directeur général de la librairie, relatif à la concession d'un privilège au sieur Le Mercier, premier commis au bureau de la librairie, pour la publication d'un almanach sous le titre de *Calendrier historique, civil et patriotique de l'Assemblée nationale et permanente de France pour l'année* 1789.

12 novembre 1789.
Minute, A. N., V¹ 553.

3562. — Rapport du directeur général de la librairie, jugeant difficile d'accéder à la demande des syndics et adjoints de la chambre syndicale de Paris pour obtenir la suppression des imprimeries établies à Paris par des individus sans qualité.

12 novembre 1789.
Minute, A. N., V¹ 553.

3563. — Rapport du directeur général de la librairie, sur la demande de privilège pour un almanach national en deux volumes, formée par le sieur Cuchet, libraire à Paris.

3 décembre 1789.

Minute, *A. N.*, V[1] 553.

3564. — Rapport du directeur général de la librairie au sujet de la demande du sieur Crapart, libraire à Paris, tendant à obtenir l'autorisation d'ouvrir une imprimerie.

12 décembre 1789.

Minute, *A. N.*, V[1] 553.

3565. — Adresse du corps de la librairie et imprimerie à l'Assemblée nationale, demandant l'interprétation des mots *Liberté de la presse*, que certains entendent par *Liberté des presses*, et la fixation du nombre des imprimeurs avec conditions de capacité.

Sans date (1790).

Minute, *A. N.*, D IV 50, n° 1452.

3566.—Plainte des sieurs Bossange et Cie, commissionnaires en librairie, propriétaires du manuscrit de la tragédie de *Charles IX*, par Joseph-Marie Chénier, qui le leur avait vendu pour 10,000 livres, contre le sieur Guillaume jeune, libraire à Paris, qui avait fait paraitre une contrefaçon de cette tragédie et fait distribuer par colporteurs, dans Paris, environ six mille exemplaires, avec information instruite à ce sujet par le commissaire Odent.

14 février 1790.

Minutes (2 p.), *A. N.*, Y 15021.

Charles IX ou l'École des Rois, tragédie en cinq actes, qui passionna tant les esprits, fut, en effet, éditée par Bossange et Cie, en 1790.

3567. — Arrêt du Conseil privé, portant réception du sieur Pierre-Charles-Augustin Gueffier comme imprimeur adjoint et en survivance de Pierre-François Gueffier, l'un des trente-six imprimeurs de Paris.

5 juillet 1790.

Minute, *A. N.*, V[6] 1150.

3568. — Plainte du sieur François Belin, junior, libraire, rue du Hurepoix, contre le sieur Laurent, libraire, rue de la Harpe, qui, à la suite d'une altercation au sujet des enchères d'un livre à l'hôtel de Bullion, rue Plâtrière, l'avait blessé à la cuisse de deux coups d'épée, plainte reçue par le commissaire Odent.

21 septembre 1790.

Minute, *A. N.*, Y 15022.

3569. — Offre à l'Assemblée nationale, par M. Poinçot, libraire-éditeur, rue de la Harpe, des œuvres de J.-J. Rousseau, imprimées avec les caractères de Didot, ornées de gravures de Moreau et d'autres artistes renommés.

14 avril 1791.

Minute signée, *A. N.*, C 67, n° 662.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XXV, p. 94.

§ 14. — Pompes à incendie.

3570. — Lettre du ministre de la maison du Roi à M. Necker et à M. Morat, directeur général et commandant des gardes-pompes de Paris, pour la non-interruption du payement des dépenses de la compagnie, précédemment arrêtées par M. de Crosne.

14 avril 1789.

Copie, *A. N.*, O[1] 500, fol. 429.

M. Morat était à la tête du service des pompes publiques depuis l'année 1761.

3571. — Lettre de M. Bailly à M. de Lafayette, le priant de faire en sorte que la garde nationale ne s'immisce, en aucune façon, dans le service des pompes à incendie.

3 mars 1790.

Copie, *B. N.*, Mss., fonds français 11697, fol. 48 v°.

3572. — Lettre de M. Bailly à M. de Lafayette, demandant que le service des pompiers soit bien secondé et qu'à cet effet le corps de garde de la rue de la Jussienne soit occupé en permanence par un détachement de vingt-cinq hommes des compagnies du

centre, toujours prêts à faire le service des pompes en cas d'incendie.

2 octobre 1790.
Copie, *B. N.*, Mss., fonds français 11697, fol. 85.

3573. — Lettre de M. Bailly à M. de Lafayette, le priant de prendre les dispositions indiquées dans la lettre de M. Morat, au sujet du service des pompiers, pour en assurer le bon fonctionnement.

8 novembre 1790.
Copie, *B. N.*, Mss., fonds français 11697, fol. 96.

3574. — Lettre de M. Bailly à M. de Lafayette, lui transmettant la plainte de M. Morat, commandant des gardes-pompes, au sujet des mauvais traitements infligés aux pompiers par la garde nationale dans l'incendie de la rue de Sèvres de cette nuit, et réponse de M. de Lafayette, portant à l'ordre que, dans tout incendie, la direction du travail doit appartenir aux pompiers.

1er-5 février 1791.
Copies, *B. N.*, Mss., fonds français 11697, fol. 33 r°.

3575. — Adresse du sieur Gaspard de Bobinière, inventeur d'une nouvelle pompe à incendie, expérimentée à Paris, à Saint-Cloud, à Toulon et à Brest, demandant à l'Assemblée nationale une allocation de 30,000 livres au moment de partir pour Brest, où il est appelé par le ministre de la marine.

23 février 1791.
Minute, *A. N.*, C 124, n° 405.

3576. — Avis du département de police de la municipalité à M. Dufresne, directeur du Trésor public, pour le payement à M. Morat, commandant des gardes-pompes, de la somme de 29,684 livres, représentant pour le quartier d'avril 1791 les appointements, solde, habillement et autres dépenses du service.

29 juin 1791.
Minutes (2) p., *A. N.*, F⁴ 1241.

3577. — Mémoire et ordonnance de payement de 23 livres 18 sols, représentant dix jours de solde dus aux trois pompiers employés à la garde de l'hôtel des Recettes générales, rue Sainte-Avoye, licenciés le 10 janvier 1791.

17 juillet 1791.
Minutes (3 p.), *A. N.*, F⁴ 1241.

§ 15. — Agents de change.

3578. — Procès-verbal d'ordre du prix de l'office d'agent de change du sieur Brunat, à la requête du sieur Bellart, son créancier, formant la somme de 100,000 livres.

16 janvier 1789.
Minute, *A. N.*, Y 15300.

3579. — Plainte de Joseph-Benoît Duplain de Sainte-Albine, ancien maître d'hôtel du Roi, contre les sieurs Adamoly, Bouchet, Villette, de la Musellerie, agents de change et courtiers d'agents de change, qui l'avaient enveloppé au Palais-Royal, le couvrant d'injures, et cherchaient depuis à le faire tomber dans un guet-apens, avec information à ce sujet du commissaire Gruter des Roziers.

20 mai, 7 août 1789.
Minutes (3 p.), *A. N.*, Y 13419.

3580. — Plaintes en abus de confiance du sieur Gabriel-Nicolas Croizette-Desnoyers, agent de change, rue Poissonnière, contre le sieur Pinet, son confrère, à qui il avait remis pour 200,000 livres d'assignations sur les domaines, aux échéances d'octobre et novembre, sans pouvoir en obtenir le payement, le commis du sieur Pinet ayant déclaré que celui-ci était parti pour Versailles, ladite plainte reçue par le commissaire Chénon fils.

30, 31 juillet 1789.
Minutes (2 p.), *A. N.*, Y 11518.

Pinet termina son existence d'une façon tragique, très probablement par un suicide; on le trouva grièvement blessé d'un coup de feu dans les bois de Saint-Germain. Il laissa un passif d'environ 53 millions et l'actif se montait à près de 7 millions, mais la moitié au moins en créances irrecouvrables. V. à ce sujet la *Chro-*

nique de Paris. Le commissaire Prestat fut chargé de l'apposition des scellés après son décès, mais ce procès-verbal manque dans les minutes de ce commissaire.

3581. — Information faite par le commissaire Gruter des Roziers, à la requête et sur la plainte du sieur Alexis Moncuy, créancier du feu sieur Pinet, agent de change, contre les auteurs des spoliations commises chez ledit sieur Pinet, notamment au sujet de l'enlèvement de son argenterie et d'un portefeuille rouge rempli de valeurs.

3, 10 septembre 1789.
Minutes (2 p.), *A. N.*, Y 13419.

Suivant la *Chronique de Paris*, n° I, p. 3, n° II, p. 8, le fameux portefeuille rouge demeura introuvable : les créanciers demandèrent des poursuites contre la veuve Pinet et M. Le Blanc, beau-frère du défunt.

3582. — Plainte du sieur Paul-Henry Mallet, banquier à Genève, contre les nommés Gaudy, Barde et frères Thorras, banquiers à Genève, dont il était créancier pour 11,000 livres, en raison de leur banqueroute frauduleuse, plainte reçue par le commissaire Gruter des Roziers.

15 septembre 1789.
Minute, *A. N.*, Y 13419.

3583. — Plainte du sieur Martin-Louis Barmont, agent de change, banque et finances, contre son associé, le sieur Marc-Antoine Jaume, coupable d'abus de confiance, qui avait pris la fuite le 25 novembre et se trouvait redevable de 89,749 livres 3 sols 6 deniers, tant d'argent que de valeurs, plainte reçue par le commissaire Vanglenne.

28 novembre 1789.
Minute, avec cinq lettres à l'adresse du sieur Jaume, restées cachetées (5 p.), *A. N.*, Y 16006.

3584. — Arrêt du Conseil d'État, statuant sur la requête présentée par les agents de change, banque, commerce et finances à Paris, au sujet de la suppression des gages attribués aux 6 millions payés pour les finances de leurs soixante offices.

11 juillet 1790.
Minute, *A. N.*, E 1680^B^, n° 1.

3585. — Adresse de la compagnie des agents de change au président de l'Assemblée nationale, demandant qu'on veuille bien statuer sur son existence.

26 novembre 1790.
Minute signée, *A. N.*, D VI 11, n° 107.

§ 16. — Hôtels garnis.

3586. — Procès-verbaux de visite de nuit du commissaire Vanglenne chez les logeurs où demeurent les juifs, à l'effet de constater la présence de ceux qui n'ont point de passeports ou qui sont suspects.

21 janvier-30 juin 1789.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, Y 16005.

3587. — Pétition des maîtres d'hôtels garnis de la section des Petits-Augustins, au Comité des finances, demandant qu'on prenne pour base de la capitation, en ce qui les concerne, non le loyer de leur hôtel, mais la valeur annuelle du local par eux occupé personnellement.

8 juin 1790.
Minute signée, *A. N.*, D VI 46, n° 703.

3588. — Observations sur le recensement projeté à Paris, avec plan pour parvenir à expulser tous les brigands, gens sans aveu ni domicile et repris de justice, dont Paris est inondé, mémoire par M. Collenot d'Angremont.

Sans date (juillet 1791).
Minute, *A. N.*, C 215, n° 160^113^.

3589. — Répertoires des régnicoles et étrangers logés sur les sections de l'Oratoire, de la place Vendôme et du faubourg Saint-Denis, accompagnés d'observations sur la profession et la moralité des individus.

Août 1791.
Minutes et copies (5 registres), *A. N.*, C 216, n° 160.

En tête de celui de la place Vendôme se

trouve l'intitulé suivant : « Noms de quelques particuliers très suspects qui demeurent sur la section de la place Vendôme et qui changent chaque jour de logement. »

Le 18 janvier 1792, M. Perron, administrateur du département de police, réclama à M. d'Angremont ces états de recensement des hôtels et chambres garnis, qui avaient été dressés au mois de juillet 1791 et qui lui avaient été remis le 16 août ; les états en question n'ont pas été envoyés, car ils se sont retrouvés parmi les papiers saisis lors de l'arrestation de Collenot d'Angremont, en août 1792.

Cf. *A. N.*, C 197, n° 160[35].

3590. — Recensement des personnes demeurant dans l'étendue de la section des Thermes-de-Julien.

Août 1791.
Minute, *A. N.*, C 197, n° 160[35].

ADDITIONS

§ 2. — FEUILLES PÉRIODIQUES.

3591. — Permission au sieur Julian, auteur du *Journal du soir*, de se tenir dans la tribune de MM. les suppléants à l'Assemblée nationale pour y prendre les notes nécessaires à la rédaction de son journal, à condition d'en faire parvenir tous les jours un exemplaire aux archives de l'Assemblée.

28 février 1791.
Minute signée, *A. N.*, C 133, n° 6.

3592. — Rapport du directeur général de la librairie, concluant au refus du privilège d'un *Journal des États-Généraux*, sollicité par le curé de Saint-Paul pour un an, malgré sa promesse d'abandonner à la communauté des filles ouvrières de la paroisse de Saint-Paul le produit de ce journal jusqu'à concurrence de 60,000 livres.

25 janvier 1789.
Minute, *A. N.*, V^1 549.

3593. — Rapport du directeur général de la librairie, proposant d'interdire absolument la publication du journal intitulé : *Journal de littérature, des sciences et des arts, sous les auspices du Roi et de la Reine*, annoncé par souscription, dont le chevalier Pawlet demandait le privilège, pour faire suite au *Journal de Trévoux*, le journal en question embrassant les mêmes objets que *le Journal des savants* et que *la Gazette de France*.

26 janvier 1789.
Minute, *A. N.*, V^1 549.

3594. — Rapport du directeur général de la librairie, proposant de refuser le privilège sollicité par les sieurs Valant et Boitel pour la publication d'un nouveau journal hebdomadaire intitulé : *Gazette des collèges*, qui devait contenir, à l'usage des étudiants et comme modèles, des pièces d'éloquence et de poésie couronnées dans les académies du royaume.

6 mars 1789.
Minute avec le prospectus (2 p.), *A. N.*, V^1 550.

3595. — Rapport du directeur général de la librairie, maintenant le refus du privilège sollicité par les sieurs Legrand d'Aussi et d'Aspect, pour la publication d'un journal des États-Généraux et provinciaux, sous le titre de *Gazetier général*, avec lettre de M. Barentin, transmettant un mémoire recommandé par le duc de Nivernais, et la réponse à ce personnage.

13 mars 1789.
Minutes (3 p.), *A. N.*, V^1 550.

3596. — Plainte du sieur Nicolas-Charles Poullain, marbrier, contre les auteurs de la *Chronique de Paris*, pour l'insertion d'un article calomnieux dans le numéro du 10 novembre 1789, où l'on annonçait son arrestation comme complice de falsificateurs de billets de la Caisse d'Escompte.

11 novembre 1789.
Minute, *A. N.*, Y 16006.

La *Chronique de Paris* disait, en effet, dans ce numéro : « On a arrêté hier M. Poulain, marbrier, rue de Mesnilmontant, et Grandmaison, rue des Fossés-du-Temple », et parlait des découvertes de faux billets faites chez le second individu.

§ 3. — LIBELLES ET PAMPHLETS.

3597. — Procès-verbal de saisie à la barrière Saint-Martin, sur le sieur Louis Favreau, bourgeois de Paris, de quatre-vingt-trois exemplaires de la brochure intitulée : *Réflexions d'un membre de l'ordre du tiers état*, et interrogatoire par le commissaire Chénon.

13 janvier 1789.
Minute, *A. N.*, Y 11441.

3598. — Plainte de Pierre-Augustin Caron de Beaumarchais au sujet des libelles diffamatoires répandus contre lui, imprimés à l'imprimerie polytype des sieurs Hoffmann, notamment ceux intitulés *Ninon de l'Enclos*, *Lettre d'une femme en couches*, *Testament de Figaro, l'an 1787*, *Lettre du public parisien* et autres, avec information faite par le commissaire Defresne.

15, 17, 18, 27 janvier 1789.
Minutes (4 p.), *A. N.*, Y 12083.

3599. — Procès-verbal de transport du commissaire Chénon père, en vertu d'ordre de M. de Crosne, chez les libraires du Palais-Royal, pour y saisir tous les exemplaires de l'*Histoire secrète de la cour de Berlin*, en deux volumes.

16 janvier 1789.
Minute, *A. N.*, Y 11441.

L'Histoire secrète de la cour de Berlin ou Correspondance d'un voyageur français, depuis le 5 juillet 1786 jusqu'au 19 janvier 1787, est l'ouvrage bien connu de Mirabeau, qui fut condamné par arrêt du 10 février 1789, à être lacéré et brûlé au pied du grand escalier par la main du bourreau.

3600. — Interrogatoire par le commissaire Chénon père, en vertu d'ordre de M. de Crosne, du sieur Marie-Louis de Meizières, garçon libraire du sieur Le Jay fils, rue de l'Échelle, arrêté à la barrière de Passy par les commis des Fermes et trouvé porteur de trois cahiers et de plusieurs feuilles du tome II de l'*Histoire secrète de la cour de Berlin*.

21 janvier 1789.
Minutes (3 p.), *A. N.*, Y 11441.

D'après la *Correspondance secrète*, t. II, p. 322 (à la date du 18 janvier 1789), « toutes les mouches de la police sont en quête pour arrêter cet ouvrage abominable ; on a fait une fouille très scrupuleuse chez Lejay fils ; c'est ce libraire qui était chargé de la vente de cette infamie qui a soulevé contre le comte de Mirabeau tous les honnêtes gens ».

3601. — Procès-verbaux de transport du commissaire Chénon père, en vertu des ordres de M. de Crosne, chez les libraires du Palais-Royal, à l'effet de saisir les imprimés suivants : 1° *Détail de ce qui s'est passé à Rennes le 26 janvier 1789* ; 2° *Discours prononcé à l'hôtel de la Bourse dans l'assemblée des jeunes gens de Nantes* ; 3° *Réflexions sur les malheureuses journées passées à Rennes les 25 et 26 janvier 1789* ; 4° *Apologie de M. Lenoir*.

2, 4, 5, 10 février 1789.
Minutes (8 p.), *A. N.*, Y 11441.

Détail sur ce qui s'est passé à Rennes le 26 janvier 1789. S. l. n. d., pièce in-8°, *B. N.*, Lb 39, n° 1021.

Discours prononcé à l'hôtel de la Bourse dans l'assemblée des jeunes gens de Nantes, par M. Omnes Omnibus, député des jeunes gens de Rennes, le 28 janvier 1789. *S. l. n. d.*, pièce in-8°, *B. N.*, Lb 39, n° 1032.

Quelques Réflexions sur les malheureuses journées passées à Rennes, les 25 et 26 janvier 1789. *S. l. n. d.*, pièce in-8°, *B. N.*, Lb 39, n° 6895.

Apologie de Messire Jean-Charles-Pierre Lenoir, conseiller d'Etat, ancien commissaire pour le Roi dans l'affaire La Chalotais,... grand mandataire pour la prompte expédition, distribution et mise à exécution des lettres de cachet par toute l'étendue du royaume..., ornée de gravures et dédiée à Mme la duchesse de Grammont, par Suard, l'un des Quarante. De l'imprimerie de la Bibliothèque du Roi, 1789, *B. N.*, Lb 39, n° 1252. (Pamphlet contre Lenoir et Suard.)

3602. — Procès-verbal de transport du commissaire Chénon fils chez Godefroy, libraire, pour y saisir le *Hérault de la nation sous les auspices de la patrie*.

3 février 1789.
Minute, *A. N.*, Y 11518.

Le *Hérault de la nation, sous les auspices de la patrie*, par Michel-Ange-Bernard Mangourit, journal qui eut soixante-cinq numéros et que son auteur intitule le précurseur de tous les journaux.

Cf. Barbier, *Dictionnaire des ouvrages anonymes*, 1873, t. II, 1re partie, p. 613.

3603. — Procès-verbal de transport du commissaire Chénon père, en vertu d'ordre

de M. de Crosne, chez le sieur Mathieu Laurent, libraire, rue de Tournon, à l'effet d'y saisir une brochure ayant pour titre : *Lettre amicale à M. N****, in-8° de 56 pages, avec l'interrogatoire de ce libraire.

9 février 1789.
Minutes (2 p.), A. N., Y 11441.

*Lettre amicale à M. N**** (Necker). *S. l. n. d.*, in-8°, *B. N.*, Lb 39, n° 891.

3604. — Procès-verbaux de transport du commissaire Chénon père, en vertu des ordres de M. de Crosne, chez les libraires du Palais-Royal, à l'effet d'y saisir les imprimés suivants : 1° *Principes positifs de M. Necker, extraits de tous ses ouvrages; Lettre de M. le comte de Lauragais* (sic) *à M. Necker, le 15 février 1789*; 2° *Mémoire en faveur de la communauté des maîtres boulangers de Paris;* 3° *La Réforme du clergé à proposer aux États-Généraux*, par l'abbé Brottier; 4° *La Passion, la Mort et la Résurrection du peuple;* 5° *Supplément à l'offrande à la patrie ou Discours au tiers état ;* 6° *Le Maréchal des Logis des trois ordres;* 7° *Décadence des parlements, du clergé et de la noblesse ;* 8° *Humble Supplique au Roy en faveur des trois ordres par un citoyen honnête, exempt de préjugés ;* 9° *Extrait du charnier des Innocents;* 10° *Le Disciple de Montesquieu à Messieurs les députés aux États-Généraux.*

2, 3, 4, 7, 12, 14, 16, 21, 24 et 31 mars 1789.
Minutes (20 p.), *A. N.*, Y 11441.

Principes positifs de M. Necker, extraits de tous ses ouvrages, *S. l.*, 1789, pièce in-8°, *B. N.*, Lb 39, n° 951.

Lettre de M. le comte de Lauragais (sic) à *M. Necker*, le 15 février 1789, *S. l. n. d.*, pièce in-8°, *B. N.*, Lb 39, n° 6896.

L'imprimé intitulé : *La Mort, la Passion et la Résurrection du peuple*, sans nom d'auteur, 1789, fut condamné, le 13 mars, à être lacéré et brûlé, comme impie, sacrilège, blasphématoire et séditieux, *B. N.*, Lb 39, n° 1077; *A. N.*, AD¹ 64.

La Réforme du clergé à proposer aux États-Généraux, par l'abbé Brottier, *S. l.*, 1789, pièce in-8°, *B. N.*, Lb 39, n° 1048.

Décadence des parlements, du clergé et de la noblesse, *S. l.*, 1789, pièce in-8°, *B. N.*, Lb 39, n° 1059.

Extrait du charnier des Innocents ou Cri d'un plébéien immolé. A Bordeaux, de l'imprimerie de P..., imprimeur des citoyens, malgré ceux qui ne le veulent pas, 1789, pièce in-8° signé de De Droiture, avocat en Parlement, *B. N.*, Lb 39, n° 934.

Le Disciple de Montesquieu à Messieurs les députés aux Etats-Généraux, ou Supplément à la pétition des bourgeois de Paris et au rapport, suivi de quelques réflexions sur des instructions attribuées à S. A. S. Monseigneur le duc d'Orléans, par P. L. au R. D. C. *S. l.*, 1789, in-8° de 98 pages, *A. N.*, AD¹ 63 ; *B. N.*, Lb 39, n° 1384.

3605. — Procès-verbal de saisie, à la barrière de Rambouillet, sur le sieur Velu, commissionnaire, de trente et un exemplaires d'un imprimé intitulé : *Réclamation du tiers état aux États-Généraux*, et interrogatoire dudit Velu par le commissaire Pierre Chénon.

23 mars 1789.
Minute, *A. N.*, Y 11441.

3606. — Procès-verbaux de transport du commissaire Chénon père, en vertu des ordres de M. de Crosne, chez les sieurs Denée, Gattey et autres libraires du Palais-Royal, chez les sieurs Godefroy, libraire, quai des Augustins, et Lesclapart, libraire, rue du Roule, à l'effet d'y saisir les imprimés intitulés : 1° *Procès-verbal des derniers États-Généraux tenus aux Enfers*, 2° *le Disciple de Montesquieu et Correctif à l'opinion publique sur M. Necker*, 3° *Avis à la livrée.*

2, 7, 13 avril 1789.
Minutes (6 p.), *A. N.*, Y 11441.

Procès-verbal des derniers États-Généraux tenus aux Enfers où se trouvent les plaidoyers de l'évêque de Grenoble et de Judas, dédié au clergé et à la noblesse de France, par l'archevêque d'Embrun. De l'imprimerie royale des enfers, 1789, in-8°, *B. N.*, Lb 39, n° 1239.

Correctif à l'opinion publique sur M. Necker, *S. l. n. d.*, pièce in-8°, *B. N.*, Lb 39, n° 1656.

Avis à la livrée, par un homme qui la porte. A l'antichambre et se trouve à l'office, 1789, pièce in-8°, *B. N.*, Lb 39, n° 1107.

3607. — Procès-verbaux de transport, en vertu des ordres de M. de Crosne, du commissaire Pierre Chénon, chez les sieurs Denée, Gattey et autres libraires du Palais-Royal, pour y saisir les imprimés suivants : 1° *Eclaircissements demandés au Parlement de Paris sur son arrêt du 6 mars, par les jeunes gens de Nantes;* 2° *l'Orateur des États-Généraux pour 1789; Réponses aux lettres sur le caractère et les ouvrages de J.-J. Rous-*

*seau; Harangue patriotique de l'orateur sans souci; Nouvel Aperçu sur le discours de M. Necker; Discours prononcé par M. l'évêque *** à l'ouverture des États-Généraux;* 3° *les Sept Péchés capitaux;* 4° l'*Agio ou Traité de l'agiotage.*

2, 25, 26, 27, 29 mai 1789.
Minutes (10 p.), *A. N.*, Y 11441.

Éclaircissements demandés au Parlement de Paris sur son arrêt du 6 mars, par les jeunes gens de Nantes. Nantes, imprimerie Patriotique, et Paris, chez les libraires du Palais, 1789, pièce in-8°, *B. N.*, L^b 39, n° 1371.

Nouvel Aperçu sur le discours de M. Necker, S. l. n. d., pièce in-8°, *B. N.*, L^b 39, n° 1682.

Les Sept Péchés capitaux, ou Exemples tirés de l'état ecclésiastique, occupant actuellement le clergé de France, par un ex-ci-devant soi-disant J..., et copié littéralement par un homme qui s'amuse de tout. A Paris, chez le prieur de l'abbaye Saint-Germain-des-Prés, et chez le suisse du nonce du pape, rue Saint-Dominique, 1789, in-8°, *B. N.*, L^b 39, n° 1765.

L'Agio ou Traité de l'agiotage à l'usage des agents de change, courtiers-marrons et agioteurs, d'après le plan d'éducation de MM. les Lyonnais et Genevois, par un grenadier du régiment d'Anjou. Paris. 1789, pièce in-8°, *B. N.*, L^b 39, n° 1757.

3608. — Procès-verbal de saisie à la barrière de Rambouillet, rue de Charenton, de cent soixante exemplaires d'une brochure intitulée : *Réclamations et Protestations des chapitres, communautés régulières des deux sexes, commandataires et bénéficiers simples du bailliage de Troyes*, traînés dans une petite charrette par le sieur Nicolas Breton, aubergiste à la Grande-Pinte de Bercy.

9 mai 1789.
Minute, *A. N.*, Y 11441.

3609. — Procès-verbal de transport du commissaire Chénon fils, par ordre de M. de Crosne, chez différents libraires pour y saisir un poème en vingt chants intitulé *Organt.*

10 juin 1789.
Minute, *A. N.*, Y 11518.

Ce poème lubrique, imitation fort médiocre de *la Pucelle*, doit sa célébrité à son auteur, qui est Saint-Just, il s'agit ici de la première édition, en deux volumes in-18, au Vatican, 1789; il fut réimprimé en 1792 et en 1867.

3610. — Procès-verbal de transport du commissaire Picard-Desmarest, en vertu d'ordre de M. Duport-du-Tertre, chez le comte du Barguet, à l'effet d'y saisir les pamphlets intitulés : *Détail circonstancié du grand complot du Châtelet contre l'Assemblée nationale; Nouvelle Conspiration découverte pour coopérer avec le Châtelet à une contre-révolution*, et *Quand foutrez-vous donc le camp?* formant plusieurs liasses.

29 avril 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, Y 15101.

3611. — Plainte du sieur Jean-François Godernaux, ancien capitaine de dragons, contre les auteurs d'un libelle diffamatoire, notamment contre le sieur Andrieux, docteur en médecine de Montpellier, plainte reçue par le commissaire Vanglenne.

8 novembre 1790.
Minute, *A. N.*, Y 16008.

3612. — Plainte du sieur Jean-Michel Pérez, chirurgien à Paris, contre le sieur Andrieux, docteur en médecine de Montpellier, qui avait publié des libelles diffamatoires intitulés: *le Moniteur salutaire du citoyen ou la plus essentielle des annonces*, et *Cause intéressante pour tous les chefs, maîtres et citoyens*, libelles où il était qualifié de fripon, carabin ignare, empoisonneur pulvérulent, ladite plainte reçue par le commissaire Picard-Desmarest.

9 novembre 1790.
Minutes, *A. N.*, Y 15101.

§ 8 ET 9. — POLICE DES MŒURS ET DES JEUX.

3613. — Procès-verbal d'arrestation, par le commissaire Prestat, de Françoise Gallet, fille publique, domiciliée rue Troussevache, sur la plainte du sieur Joseph-Lambert Dollin, soldat du régiment de Diesbach, qui avait été dépouillé d'un louis d'or, remplacé dans sa bourse par trois pièces de deux sols.

30 août 1789.
Minutes (2 p.), *A. N.*, Y 15300.

3614. — Arrêt du Parlement interdisant, sur le réquisitoire de l'avocat général Séguier, de tenir maisons de jeu et de donner à jouer tous jeux de hasard.

16 janvier 1789.
Minutes (2 p.), *A. N.*, X^{1b} 8989.

CHAPITRE V

GARDE NATIONALE PARISIENNE

ET CORPS ANNEXES

§ 1. — Comité militaire de l'Hôtel de Ville.

3615. — Ordre du marquis de la Salle et du chevalier de Saudray, commandants généraux de la garde nationale, au district de Saint-Roch pour faire remplacer M. Collenot d'Angremont, retenu jour et nuit au bureau militaire de l'Hôtel de Ville.

29 juillet 1789.
Original signé, *A. N.*, C 197, nº 160^{35}.

3616.—Lettre de M. Bailly, maire de Paris, au président du Comité des rapports, annonçant l'envoi à M. de Saint-Martin, placé par la Commune à la tête du département militaire, de la lettre et des mémoires que le Comité lui a adressés.

10 octobre 1789.
Original signé, *A. N.*, D XXIX 96.

3617. — Délibération du Comité militaire de l'Hôtel de Ville, à l'effet de solliciter pour quelques-uns de ses soixante membres un certain nombre de billets pour les séances de l'Assemblée nationale.

30 octobre 1789.
Extrait signé, *A. N.*, C 31, nº 271.

3618. — Lettre du Comité militaire de l'Hôtel de Ville au président de l'Assemblée nationale, adressant un écrit incendiaire relatif aux juifs de Metz, émanant de la garde nationale, où la sûreté d'un membre de l'Assemblée nationale paraît compromise.

8 février 1790.
Minute signée, *A. N.*, D XXIX^b 3, nº 37.

3619. — Mémoire pour M. d'Angremont, chargé dès le 13 juillet 1789 de la direction du bureau militaire, contenant le compte rendu de ses travaux, adressé à la municipalité et au Comité des rapports.

16 avril 1790.
Minute, *A. N.*, C 205, nº 160^{71}.

3620. — Envoi par le comité militaire de l'Hôtel de Ville au Comité des recherches d'une lettre destinée à l'Assemblée nationale.

21 décembre 1790.
Minute, *A. N.*, D XXIX^b 32, nº 338.

3621. — État des opérations dont M. d'Angremont, chef du bureau militaire établi à l'Hôtel de Ville, a été chargé depuis le 14 juillet 1789, et mémoire au Corps municipal à la suite de la suppression de ce bureau, le 14 mars 1791.

Minute, *A. N.*, C 197, nº 160^{35}.

§ 2. — Organisation de la garde nationale.

3622. — État des bataillons par districts et noms des compagnies soldées.

1789.
Minute, *A. N.*, C 202, n° 160[54].

3623. — Contrôle de la garde nationale parisienne, indiquant par divisions les bataillons, avec les noms des commandants et aides-majors.

Sans date.
Minute, *A. N.*, C 205, n° 160[70].

3624. — Projet de formation de deux corps, dont un de cavalerie et un d'infanterie, pour veiller à la sûreté de la capitale.

Sans date.
Minute, *A. N.*, D XV 4, n° 36.

3625. — Idées d'un soldat citoyen du 7e bataillon de la 2e division de la garde nationale sur la formation de l'armée parisienne.

Sans date (1789).
Minute, *A. N.*, D IV 49, n° 1393.

3626. — Mémoire sur la nature des fonctions des officiers et bas-officiers.

Sans date
Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2670, fol. 50.

3627. — Lettre de M. de Lafayette à MM..., déclarant qu'à l'avenir tous les ordres émanés de lui seront signés de sa main et contresignés d'un de ses aides de camp, que les pouvoirs civils et militaires seront séparés, et qu'il serait plus convenable de n'examiner les demandes d'emplois dans la milice parisienne qu'après réception de celles des districts.

21 juillet 1789.
Minute signée, Arch. hist. Guerre, carton n° 55.

3628. — Lettre de M. de Lafayette à M. Bailly, l'informant que les places d'officiers dans les divisions, bataillons et compagnies dépendent uniquement du choix des citoyens.

5 août 1789.
Copie, *B. N.*, Mss., fonds français 11697, fol. 3 r°.

3629. — Procès-verbal du tirage au sort du rang que les divisions de la garde nationale parisienne doivent avoir entre elles.

12 août 1789.
Imprimé, *A. N.*, D XV 4, n° 36.

3630. — Règlement du Comité militaire concernant les augmentations à faire dans l'infanterie et la cavalerie soldée de la garde nationale parisienne.

12 octobre 1789.
Imprimé, *A. N.*, D XV 4, n° 36.

3631. — Nouvelle constitution militaire pour les citoyens qui composent le corps militaire de la garde nationale parisienne, mémoire présenté par M. Montagniès de la Roque, ancien commandant des troupes de Pondichéry.

31 octobre 1789.
Minute, *A. N.*, D IV 49, n° 1393.

3632. — État sommaire des recrues engagées avant le 8 janvier de cette année, auxquelles il a été payé 12 livres par tête acompte des 24 qui leur ont été promises par leur engagement.

1790.
Minute, *A. N.*, C 202, n° 160[54].

3633. — Brevets sur parchemin de capitaine et de capitaine aide-major de la garde nationale parisienne.

1er février 1790.
Imprimés remplis (3 p.), *A. N.*, C 198, n° 160[12].

3634. — Lettre de M. Bonvallet, commissaire général au département de la garde nationale, à M. de Lajard, premier aide-major général, touchant l'exécution de l'ordre donné le 16 janvier, de faire passer à son

bureau tous les hommes qui sortent de la garde nationale avant leur renvoi.

16 février 1790.
Minute, *A. N.*, C 203, n° 160[61].

3635. — Arrêté du district de Saint-Philippe-du-Roule, relativement au dépôt des brevets précédemment accordés aux officiers de la garde nationale parisienne.

25 mars 1790.
Copie, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2643, fol. 122[bis].

3636. — Lettres de M. Bailly à M. de Lafayette, recommandant la demande de M. Daubonne de Vouges, capitaine d'une compagnie volontaire du bataillon de Saint-Joseph, tendant à obtenir une place dans une des compagnies du centre.

20 avril, 19 juin 1790.
Copies (3 p.), *B. N.*, Mss., fonds français 11697, fol. 56, 66.

3637. — Lettre du comité militaire de l'Hôtel de Ville, demandant l'envoi de douze exemplaires du projet d'organisation des gardes nationales.

30 avril 1790.
Minute signée, *A. N.*, D IV 49, n° 1394.

3638. — Décret de l'Assemblée nationale concernant l'organisation de la municipalité de Paris, décidant dans son titre I, paragraphe 54, qu'il y aura toujours une force militaire en activité sous le nom de garde nationale parisienne.

6 mai 1790.
Imprimé avec corrections, *A. N.*, C 39, n° 348; copie, A 187, fol. 296.
Ed. *Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale*, mai 1790, p. 424.

3639. — Décret de l'Assemblée nationale, portant que, jusqu'à l'entière formation de la municipalité et du département de Paris, il sera sursis à l'exécution du décret du 12 juin, relatif à l'inscription pour le service de la garde nationale.

7 août 1790.
Minute, *A. N.*, C 43, n° 393.
Ed. *Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale*, août 1790, p. 41.

3640. — Adresse du comité militaire de la ville de Paris à l'Assemblée nationale, signalant le relâchement dans le service de la garde nationale et insistant sur la nécessité d'une organisation définitive.

6 septembre 1790.
Minute signée, *A. N.*, D IV 49, n° 1394.
Cf. *Archives parlementaires*, t. XVIII, p. 668.

3641. — Lettre de M. Bailly, maire de Paris, à M. Gareschè, président du Comité des finances, accusant réception d'un mémoire du sieur Virey, qu'il fait remettre au département de la garde nationale.

23 octobre 1790.
Minute signée, *A. N.*, D VI 1, n° 1[bis].

3642. — Arrêté de la section du Théâtre-Français, décidant l'envoi de commissaires auprès des autres sections pour éclaircir les bruits mis en circulation à propos de la maison militaire du Roi et maintenir l'harmonie entre les volontaires et les soldats du centre.

8 novembre 1790.
Extrait signé, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2666, fol. 167.

3643. — Adresse de la garde nationale parisienne, demandant à l'Assemblée nationale une organisation légale.

18 novembre 1790.
Minute, *A. N.*, C 128, n° 435.
Ed. *Archives parlementaires*, t. XX, p. 522.

3644. — Lettre d'un volontaire de la garde nationale parisienne au Comité de constitution, relative à la suppression projetée des grenadiers et des chasseurs, tant volontaires que soldés.

10 décembre 1790.
Minute, *A. N.*, D IV 49, n° 1395.

3645. — Lettre de M. Bailly à M. de Lafayette pour l'exécution d'une décision du Corps municipal, à l'effet d'indemniser les compagnies dont le prêt a été emporté par les officiers.

11 janvier 1791.
Copie, *B. N.*, Mss , fonds français 11697, fol. 118.

3646. — Arrêté de la section de Mauconseil, adhérant à celui de la section du

Faubourg-Montmartre, qui émet le vœu que la Commune de Paris soit autorisée à comprendre, dans la nomination des officiers de la garde nationale, celle des officiers de la cavalerie, des chasseurs soldés et de l'état-major.

25 janvier 1791.

Extrait conforme, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2656, fol. 58.

3647. — Lettre du sieur Chadelas, quartier-maître trésorier-général de la garde nationale, demandant rendez-vous pour conférer au sujet de la garde nationale avec M. Rabaut de Saint-Étienne.

11 février 1791.

Minute signée, *A. N.*, C 35, n° 298².

Rabaut (de Saint-Étienne) présenta à l'Assemblée nationale, au nom des Comités de constitution et militaire, un projet de décret sur l'organisation de la garde nationale, qui fut imprimé par ordre de l'Assemblée, *A. N.*, AD XVIIIc 96, n° 14.

3648. — Discours prononcé à l'Assemblée nationale, au nom d'une députation de la garde nationale parisienne, par son commandant général, avant la prestation du serment exigé par le décret du 22 juin.

23 juin 1791.

Minute, avec réponse du président, *A. N.*, C 71, n° 697.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XXVII, p. 453.

3649. — Discussion du rapport de Jacques Menou, député d'Indre-et-Loire, fait, au nom des Comités militaire et de constitution, sur l'organisation de la garde nationale soldée parisienne, et décret conforme.

3, 4, 5 août 1791.

Minute, *A. N.*, C 75, nos 743, 744.

Cf. *Procès-verbal de l'Assemblée nationale*, t. LXV, n° 724, p. 17; t. LXVI, n° 725, p. 35; n° 726, p. 37.

Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale, août 1791, p. 47.

Le rapport fait par Jacques Menou, dans la séance du 3 août, fut imprimé par ordre de l'Assemblée nationale, *A. N.*, AD XVIIIc 97, n° 2.

Cf. MAURICE TOURNEUX, *Bibliographie de l'Histoire de Paris pendant la Révolution française*, nos 6674, 6836.

3650. — Lettres du ministre de la guerre à M. Bailly, maire de Paris, et de M. Bailly à M. de Lafayette, annonçant l'établissement, par M. d'Affry, d'un poste de cinq chasseurs à cheval, rue de Bourbon, pour servir d'ordonnances et porter les ordres de service.

10, 13 septembre 1791.

Minute et original signé, Arch. hist. Guerre, carton n° 70; *A. N.*, AFII 48, n° 167.

3651. — Décret de l'Assemblée nationale, relatif à l'organisation de la garde nationale parisienne, qui restera composée de soixante bataillons, formant six divisions de dix bataillons chacune, divisions qui porteront désormais le nom de légions, le poste de commandant général étant supprimé.

12 septembre 1791.

Original, *A. N.*, A 65, n° 3759.

Ed. *Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale*, septembre 1791, p. 115.

Cf. MAURICE TOURNEUX, *Bibliographie de l'Histoire de Paris pendant la Révolution française*, n° 6675.

3652. — Décret de l'Assemblée nationale, comprenant les chefs de division de la garde nationale parisienne, qui ont servi sans traitement depuis le commencement de la Révolution, parmi les officiers susceptibles d'obtenir des grades supérieurs dans les nouveaux corps de troupes que formera la garde nationale soldée.

27 septembre 1791.

Minute, *A. N.*, C 78, n° 776.

Ed. *Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale*, septembre 1791, 2e partie, p. 661.

3653. — Ordre du jour de Lafayette, exprimant sa confiance dans la garde nationale, au sujet de la fermentation excitée par les ennemis du bien public, nuisible à l'établissement de la Constitution et contraire à ses principes.

Sans date (1791).

Autographe, *A. N.*, AA 34, n° 1005.

§ 3. — Habillement et équipement.

3654. — Offre par les sieurs Joly et Champion, anciens fournisseurs des troupes, de concourir à l'habillement et équipement de la milice bourgeoise et d'établir des modèles qu'on pourrait exposer à l'Hôtel de Ville.

7 août 1789.
Minute, *A. N.*, C 197, n° 160[36].

3655. — Ordres de l'état-major général à M. d'Angremont, chef du bureau militaire de l'Hôtel de Ville, relatifs à différentes questions de service, notamment à l'enlèvement des chevaux de la maison du Roi et à l'équipement des soldats enrôlés dans la garde nationale.

Octobre 1789-avril 1790.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, C 205, n° 160[71].

3656. — Demande par le sieur de Seine, commandant de la garde nationale de Belleville, Ménilmontant, de la haute et basse Courtille, de douze uniformes, avec autorisations.

11 novembre 1789.
Minute, *A. N.*, C 203, n° 160[64].

3657. — Reconnaissances délivrées par divers particuliers du district de Sorbonne pour les uniformes qu'ils ont reçus du district, en vue du service de la garde nationale.

2 décembre 1789-27 avril 1790.
Minutes (19 p.), *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2696, fol. 199-217.

3658. — Modèles de boutons en métal pour les uniformes de la garde nationale, proposés par le sieur Beudot, fabricant, rue de la Ferronnerie, à la Couronne-d'Or, avec note explicative.

19 décembre 1789.
Minute, avec deux boutons de métal, annexés comme spécimens, *A. N.*, F[13] 780.

3659. — Requête du sieur Quenin, marchand tailleur à Paris, demandant l'acceptation par la Ville de cinquante uniformes de garde nationale, confectionnés sur le modèle par lui déposé au cabinet de M. de Lafayette, avec une note du prix de revient d'un habit de fusilier.

Sans date (1789).
Minute, *A. N.*, C 197, n° 160[36].

3660. — Requête du sieur Forbet, ceinturier ordinaire du Roi, ayant eu son magasin pillé par le peuple, à M. de Lafayette, pour obtenir la fourniture de l'équipement de la garde nationale.

Sans date (1789).
Minute, *A. N.*, C 197, n° 160[36].

3661. — Demande par le sieur Le Scene des Maisons, administrateur de service à la Force, de vestes pour deux soldats de la compagnie du centre, district de Saint-Joseph, chassés pour certains délits et détenus à la Force.

7 janvier 1790.
Minute, *A. N.*, C 204, n° 160[64].

3662.— Lettre de M. de Velly, administrateur au département de la garde nationale, à M. d'Angremont, demandant l'état des effets d'habillement livrés au bureau militaire par le département, avec l'état annexé.

8 avril 1790.
Minute, *A. N.*, C 203, n° 160[64].

3663. — Compte rendu, par M. d'Angremont, chef du bureau militaire, aux administrateurs au département de la garde nationale, de l'emploi des habits, vestes, culottes, chapeaux et guêtres provenant des magasins de l'Arsenal, livrés du 14 novembre 1789 au 1er mai 1790, et de la distribution des uniformes provenant des hommes arrêtés aux Champs-Élysées le 12 janvier 1790.

1er mai 1790.
Minute, avec pièces justificatives (1 dos.), *A. N.*, C 204, n° 160[64].

3664. — Observations de M. de Velly, administrateur de l'habillement, sur le compte rendu, par M. d'Angremont, des effets remis au bureau militaire.

5 juin 1790.
Minute, *A. N.*, C 203, n° 160[64].

3665. — Pétition des fabricants de boutons d'uniforme, protestant contre les commandes de boutons d'uniforme faites en Angleterre et demandant que, sur les boutons de la garde nationale, le nom de la section soit ajouté en toutes lettres.

22 septembre 1790.
Imprimé, *A. N.*, C 48, n° 470.

3666. — Lettre du Comité militaire à M. Bailly, en réponse à sa lettre du 28 septembre, relative à la couleur du collet de l'uniforme de la garde nationale.

7 octobre 1790.
Minute, *A. N.*, AF 3, n° 5.

3667. — Lettre de M. Bailly au Comité militaire, le priant de se concerter avec le Comité de constitution pour provoquer le décret de l'Assemblée nationale, qui doit fixer invariablement l'uniforme de la garde nationale, celle de Paris désirant quelques modifications.

17 décembre 1790
Original signé, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2636, fol. 108.

3668. — Lettre de M. Bailly au Comité de constitution sur la nécessité de renouveler l'uniforme de la garde nationale et d'adopter un modèle définitif.

17 décembre 1790.
Minute signée, *A. N.*, D IV 49, n° 1395.

3669. — Projet de décret présenté par le sieur Delattre, à l'effet d'obtenir la fixation d'un modèle pour le bouton uniforme des gardes nationales de France.

24 décembre 1790.
Minute, *A. N.*, C 48, n° 470.

3670. — Demandes et récépissés d'habillement adressés à M. Collenot d'Angremont, avec états de livraisons.

1790.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, C 200, n° 160[49].

§ 4. — Armement.

3671. — Registre général des armes délivrées au magasin militaire de l'Hôtel de Ville par M. l'abbé Lefèvre, électeur ecclésiastique.

Depuis le 13 juillet 1789 jusqu'au 30 octobre 1790.
Original, *A. N.*, F[*9] 19.

3672. — Lettre du ministre de la guerre au marquis de Lafayette, concernant la demande de bonnes armes pour la garde de Paris, présentée en son nom par une députation et soumise à l'agrément du comte de Saint-Priest.

16 août 1789.
Minute, Arch. hist. Guerre, carton n° 56.

3673. — Lettre du ministre de la maison du Roi à M. Bailly, l'avisant de la concession par le Roi de six mille fusils avec leurs baïonnettes pour la milice parisienne.

17 août 1789.
Copie, *A. N.*, O[1] 500, fol. 135.

3674. — Lettre du ministre de la guerre au marquis de Bouillé, ordonnant de faire conduire à Château-Thierry, par une division de l'équipage du corps royal d'artillerie et un détachement du régiment de la cavalerie de la Reine, quatre mille fusils destinés à la garde nationale de Paris, et de les remettre aux mains du détachement de la milice parisienne.

31 août 1789.
Minute, Arch. hist. Guerre, carton n° 56.

3675. — Itinéraire d'une division de l'équipage du corps d'artillerie chargée du

transport de sept mille cent soixante-huit armes de guerre, destinées à l'armement des gardes nationales de Paris et de Versailles, sous l'escorte de cinquante chasseurs du Languedoc, partant de Maubeuge le 8 septembre et allant à Compiègne.

2 septembre 1789.
Minute, Arch. hist. Guerre, carton n° 56.

3676. — Note relative au transport de six mille fusils donnés par le Roi à la ville de Paris, expédiés de Maubeuge dans douze voitures de l'équipage de l'artillerie.

17 septembre 1789.
Minute, Arch. hist. Guerre, carton n° 56.

3677. — Ordres de route dont le bureau de l'artillerie demande l'expédition, pour son convoi d'armes de Maubeuge à Paris par une division de chevaux d'artillerie.

15 novembre 1789.
Minuto, Arch. hist. Guerro, carton n° 57.

3678. — Lettre de M. Osselin, administrateur au département de la garde nationale, demandant la délivrance d'un passeport pour l'entrée de six mille lames de sabre de Sollingen, destinées à la garde nationale parisienne et retenues à Mézières faute de laisser-passer, avec réponse et ordre du Roi à ce sujet.

24 décembre 1789.
Minutes (3 p.), *A. N.*, F⁹ 107.

3679. — Déclaration de l'abbé Lefèvre, garde général de l'artillerie de la Ville, au sujet du vol de canons et batteries de fusils, constaté dans la chambre du sieur Maurice Boys, son ancien garçon de magasin.

24 décembre 1789.
Minute, *A. N.*, Y 13319.

3680. — Requête des sieurs Lepage, arquebusier, rue de Richelieu, et Bouillet, arquebusier, rue Montorgueil, au comité de l'armement militaire, à l'effet d'être chargés de l'entretien des fusils de la garde nationale parisienne soldée, avec le tarif des réparations pour les pièces du fusil et des pistolets.

Sans date (1789).
Minute, *A. N.*, C 197, n° 160[36].

3681. — Lettre des sieurs de Felix et Humet au président du district des Capucins-de la-Chaussée-d'Antin, déclarant qu'ils peuvent livrer, comme les entrepreneurs de Charleville, des armes à 10 francs, mais qu'elles ne peuvent être bien conditionnées pour ce prix.

Sans date (1789).
Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2642, fol. 119.

3682. — Pétition du sieur Lepage, arquebusier du Roi, au président de la Commune de Paris et au président du Comité militaire, à l'effet d'être chargé de l'entretien des armes de la garde nationale soldée, avec demande d'un atelier, apostillée par le chef de la 6e division.

20 janvier 1790.
Minute, *A. N.*, C 197, n° 160[36].

3683. — Lettre de M. Bailly à M. de Lafayette, le priant d'accorder aux propriétaires de la manufacture d'armes de Charleville la permission de faire enlever de l'Hôtel de Ville des caisses de fusils, vendus à différentes municipalités.

23 janvier 1790.
Copie, *B. N.*, Mss., fonds français 11697, fol. 30 r°.

3684. — Information avec sentence du Châtelet, condamnant Maurice Boys, garçon du magasin des armes de l'Hôtel de Ville, au carcan et à la fustigation, pour avoir volé deux fusils du magasin de la Ville.

27 février 1790.
Minute, *A. N.*, Y 10496.

3685. — Demande de trois cents cartouches pour le poste de la Mairie, adressée par M. Bailly à M. de Lajard, aide-major général de la garde nationale.

7 mars 1790.
Original signé, avec note de M. de Lajard, *A. N.*, AFII 48, n° 167.

3686. — Lettre de M. Bailly à M. de Lafayette, lui soumettant la permission sollicitée par le sieur Liger, fourbisseur, pour l'exportation de sabres commandés par le Brabant.

24 avril 1790.
Copie, *B. N.*, Mss, fonds français 11697, fol. 56.

3687. — Lettre de M. de Gouvion à M. de Lajard, au sujet des distributions de poudre, gratuites et non gratuites, et de l'avantage qu'il y aurait à autoriser le port de guêtres noires pour les canonniers.

7 mai 1790.
Original signé, *A. N.*, AF[II] 48, n° 167.

3688. — Lettre de M. Bailly à M. de Gouvion, en réponse à sa lettre du 6 mai, autorisant les distributions de poudre aux compagnies volontaires, assez instruites pour faire l'exercice à feu, qui offrent de la payer, et des distributions gratuites aux capitaines des compagnies du centre pour les recrues ne pouvant la payer.

7 mai 1790.
Original signé, *A. N.*, AF[II] 48, n° 167; copies (2 p.), *B. N.*, Mss., fonds français 11697.

3689. — Lettre du ministre de la guerre à M. de La Chapelle-Bellegarde à Metz, l'avertissant de l'envoi de Metz à Paris de deux cents hallebardes destinées à l'armement des compagnies de bas-officiers de l'hôtel des Invalides.

7 mai 1790.
Minute signée, Arch. hist. Guerre, carton n° 63.

3690. — Lettre de M. Bailly à M. de Lafayette, annonçant l'expédition des trois mille fusils, arrêtés jusqu'à ce jour à Lyon, et priant de les faire escorter lors de leur arrivée à Paris, vers le 3 ou le 4.

1er juillet 1790.
Original signé, *A. N.*, AF[II] 48, n° 167; copie, *B. N.*, Mss., fonds français 11697, fol. 70.

3691. — Requête des commandants de bataillon de la 5e division et de M. Osselin, administrateur au département de la garde nationale, au ministre de la guerre, à l'effet d'obtenir un local dans l'Arsenal pour la réparation des armes des compagnies du centre.

9 août 1790.
Minute signée, Arch. hist. Guerre, carton n° 65a.

3692. — Lettre du ministre de la guerre à M. Osselin, administrateur au département de la garde nationale parisienne, accordant les bâtiments de l'Arsenal pour ateliers de fabrication de cartouches et d'habillement de la troupe.

10 août 1790.
Minute, Arch. hist. Guerre, carton n° 65a.

3693. — Lettre de M. Osselin, administrateur au département de la garde nationale parisienne, au ministre de la guerre concernant la réclamation des entrepreneurs de la manufacture d'armes de Saint-Étienne et de la demande d'un atelier pour la réparation des armes de la 5e division.

12 août 1790.
Minute, Arch. hist. Guerre, carton n° 65a.

3694. — Lettre du ministre de la guerre à M. Osselin, administrateur au département de la garde nationale parisienne, relativement aux intérêts réclamés par les entrepreneurs de la manufacture de Saint-Étienne pour le retard dans la livraison de trois mille fusils à la municipalité de Paris, et à la demande d'un atelier dans l'Arsenal pour réparation d'armes.

15 août 1790.
Minute, Arch. hist. Guerre, carton n° 65a.

3695. — Lettre de M. Bailly à M. de Lafayette, envoyant l'état de situation des magasins à poudre de Paris et d'Essonnes, avec réponse de M. de Lafayette, exprimant le vœu que le magasin de Paris soit rempli de poudre de guerre et réclamant la fabrication de trois cent mille cartouches de plus petit calibre.

12, 14 octobre 1790.
Copies, *B. N.*, Mss., fonds français 11697, fol. 90, 91.

3696. — Lettre de M. Bailly à M. de Lafayette, demandant s'il est nécessaire que les cartouches destinées à l'exercice à feu soient en papier rouge et s'il y a lieu de refaire celles qui sont en papier blanc.

5 novembre 1790.
Copie, *B. N.*, Mss., fonds français 11697, fol. 96.

3697. — Lettre de M. Bailly à M. de Lajard, envoyant une expédition de l'arrêté du Bureau de ville pour faire, conjointement

avec le sieur Cousin, l'examen et l'essai des fusils du sieur Rossignol.

12 novembre 1790.
Original signé, *A. N.*, AF^{II} 48, n° 167.

3698. — Lettre de M. de Lafayette à M. Bouret, président de la section de la Grange-Batelière, en réponse aux articles du procès-verbal de l'assemblée des citoyens actifs relativement aux cartouches à délivrer à la garde nationale et à la surveillance des gens sans aveu qui s'affublent d'uniformes de la garde nationale.

29 janvier 1791.
Original signé, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2656, fol. 63.

3699. — Lettre adressée au président du district des Capucins par les sieurs Defoux et Turinet, fabricants d'armes, au sujet de l'armement de la garde nationale.

21 mars 1791.
Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2642, fol. 119.

3700. — Lettre du directoire du département de Paris à M. de Lessart, ministre de l'intérieur, transmettant les demandes très pressantes des municipalités du département pour obtenir des armes, avec réponse.

19 juillet 1791.
Original signé et minute (2 p.), *A. N.*, F^9 107.

§ 5. — Casernement.

3701. — État des casernes par districts, avec les noms des capitaines, sous forme de tableau.

1789.
Minute, *A. N.*, C 202, n° 160^{34}, pièce 71.

3702. — Arrêté de l'Assemblée des représentants de la Commune, émettant le vœu que le petit hôtel de Séguier, dit de Lussan, situé rue du Bouloi, soit accordé au district de Saint-Honoré pour servir de caserne à la garde nationale parisienne soldée.

9 septembre 1789.
Extrait signé, *A. N.*, F^9 144.

3703. — Lettre de M. Lambert, contrôleur général des finances, renvoyant à M. de Saint-Priest la demande formée par le district de Saint-Honoré, à l'effet de placer la caserne de sa garde nationale soldée dans le petit hôtel Séguier, appartenant au Roi, où sont établis les bureaux de la régie des traites et celui de la balance du commerce, avec mémoire et lettre, adressés à M. Bailly par le district, et la réponse de M. de Saint-Priest.

10 septembre 1789.
Minutes signées (4 p.), *A. N.*, F^9 144.

3704. Lettre du ministre de la maison du Roi à M. Lambert au sujet de la demande de l'hôtel Séguier, rue du Bouloi, par le district de Saint-Honoré, pour servir de caserne à la garde nationale soldée, demande appuyée par une députation.

11 septembre 1789.
Copie, *A. N.*, O^1 500, fol. 472.

3705. — Arrêté du district de l'Abbaye-Saint-Germain-des-Prés, déléguant trois commissaires auprès de M. de Saint-Priest, en vue d'obtenir les clefs soit du bâtiment situé dans la basse-cour abbatiale, soit du rez-de-chaussée du palais abbatial et du pavillon à droite, soit de tout autre local commode pour loger la compagnie centrale du district, avec lettre au comte de Saint-Priest.

18, 26 septembre 1789.
Extrait conforme et minute (2 p.), *A. N.*, F^9 144.

3706. — Lettres du ministre de la maison du Roi à M. Feydeau de Brou et au comité du district de Saint-Germain-des-Prés, relatives à la demande d'un local dans les bâtiments de l'Abbaye pour le casernement de la compagnie centrale.

20 septembre, 3 octobre 1789.
Copies, *A. N.*, O^1 500, fol. 487, 504.

3707. — Avis du département de la garde

nationale, réclamant la remise, par chaque major de division, d'un état qui fasse connaître le nombre et l'emplacement des corps de garde situés dans l'arrondissement de chaque bataillon.

15 octobre 1789.
Minute, *A. N.*, F[13] 779.

3708. — Lettre du département de la garde nationale à M. de Frémont, commandant du bataillon de Saint-Laurent, demandant en vertu de quels ordres ont été faites les fournitures du sieur Schmitz, menuisier.

19 octobre 1789.
Minute, *A. N.*, F[13] 779.

3709. — Lettres du ministre de la maison du Roi à M. de Forges, intendant des finances, et à M. Heurtier, inspecteur des bâtiments, adressant un mémoire du district de Saint-Nicolas-des-Champs pour obtenir un bâtiment du Domaine, rue Saint-Martin, vis-à-vis la rue Maubuée, à l'effet d'y établir un corps de garde, avec lettre au président du district, annonçant la concession de ce bâtiment.

23, 26 octobre, 9 novembre 1789.
Copies, *A. N.*, O[1] 500, fol. 522, 530, 544.

3710. — Envoi par M. de Saint-Martin à M. Bailly d'une note du sieur Gellibert, propriétaire de la caserne de l'Estrapade, qui réclame un terme de loyer.

24 octobre 1789.
Minute, *A. N.*, F[13] 779.

3711. — Requête des officiers du district des Filles-Dieu, représentant leur pénurie qui ne leur permet point d'acheter, même de louer des matelas pour leur corps de garde, et sollicitant l'envoi de six matelas, requête appuyée par M. Cellerier, et réponse de M. de Saint-Martin, déclarant que le département de la garde nationale n'a point l'habitude de fournir des matelas aux corps de garde.

29, 31 octobre 1789.
Minutes (3 p.), *A. N.*, F[13] 779.

3712. — Lettre de M. de Gouvion, major général de la garde nationale, appelant l'attention sur les conditions défectueuses du casernement de la compagnie de la 3e division, provisoirement établie à l'hôtel de Boyne, où les grenadiers ne sont à l'abri du vent, ni de la pluie, et y tombent malades ou découchent, au grand préjudice de la discipline.

31 octobre 1789.
Original signé, *A. N.*, F[13] 779.

3713. — Lettre de M. Cellerier à M. de Saint-Martin, lieutenant de maire au département de la garde nationale, le priant de faire délivrer à M. Carbillot, chargé de l'établissement de la caserne de la compagnie du centre de Saint-Lazare, les marmites ainsi que les poêles des corps de garde et chauffoirs des soldats.

4 novembre 1789.
Minute, *A. N.*, F[13] 779.

3714. — Lettre de M. Lambert, contrôleur général des finances, à M. de Saint-Martin, l'invitant à venir se concerter avec la Ferme générale sur l'approvisionnement de chauffage et de lumière des corps de garde des barrières.

5 novembre 1789.
Original signé, *A. N.*, F[13] 779.

3715. — Lettre de M. Bailly à M. de Lafayette, lui transmettant copie d'une lettre de M. Vernier, président du Grand Conseil, qui demande le déplacement du corps de garde établi dans la salle attenant le Grand Conseil, avec réponse défavorable.

8 novembre 1789.
Original signé et copie (2 p.), *A. N.*, F[13] 779.

3716. — Lettre de M. de Joly à M. de Saint-Martin, lieutenant de maire, sur le point de savoir si les officiers de l'état-major ont le droit d'apposer les scellés sur les effets des officiers décédés dans les casernes, ou si ce droit doit être réservé aux commissaires du Châtelet.

8 novembre 1789.
Original signé, *A. N.*, F[13] 779.

3717. — Mémoire de M. Venet, commandant du bataillon de Saint-Louis-de-la-Culture, demandant l'établissement de poêles dans les chambres des sergents à la caserne des Célestins.

9 novembre 1789.
Minute signée, *A. N.*, F[13] 779.

3718. — Arrêté du département de la garde nationale, portant qu'il sera tenu compte à l'ancienne garde de Paris des effets mobiliers existant au poste de la rue Colbert.

10 novembre 1789.
Minute, *A. N.*, F^{13} 779.

3719. — Lettre de M. Bailly à M. de Saint-Martin, lui annonçant que des soldats de la compagnie du centre du bataillon de Saint-Martin-des-Champs, quoique déjà casernés rue de Bondy, se sont abusivement installés dans l'abbaye de Saint-Martin-des-Champs, qui est affectée au blutage des farines, avec réponse du département de la garde nationale au maire et au commandant du bataillon de Saint-Martin, au sujet des mesures prises pour le renvoi de ces soldats.

10 novembre 1789.
Minutes (3 p.), *A. N.*, F^{13} 779.

3720. — Lettre de M. de Lafayette à M. Bailly concernant le déplacement du corps de garde établi dans la salle attenant le Grand Conseil.

11 novembre 1789.
Copie, *B. N.*, Mss., fonds français 11697, fol. 7 r°.

3721. — Arrêté du département de la garde nationale, décidant, au sujet de l'éclairage des corps de garde, de s'en rapporter aux majors des divisions et de leur remettre par mois la somme qui sera jugée nécessaire pour fournir la lumière à chaque corps de garde de la division.

12 novembre 1789.
Original signé, *A. N.*, F^{13} 779.

3722. — Lettre du ministre de la guerre à M. de Lafayette touchant les frais de casernement des troupes placées sous ses ordres.

13 novembre 1789.
Minute, Arch. hist. Guerre, carton n° 57.

3723. — Lettre de M. Barnoulhe contenant l'offre de prendre en location une maison à lui appartenant, rue des Martyrs, pour y établir une caserne, avec note montrant l'impossibilité d'accepter cette offre.

13 novembre 1789.
Minutes (2 p.), *A. N.*, F^{13} 779.

3724. — Lettre de M. Bailly à M. de Saint-Martin, lui transmettant les plaintes provoquées par le manque de capotes et de lumières dans les corps de garde de la 6e division, plaintes qu'il importe de faire cesser pour enlever tout prétexte d'insubordination, avec note indiquant le nombre de chandelles nécessaires par mois dans chaque corps de garde.

17 novembre 1789.
Original signé, *A. N.*, F^{13} 779.

3725. — Observations du département de la garde nationale au commandant général sur la distribution des casernes et corps de garde, la municipalité étant propriétaire de plusieurs casernes inoccupées.

25 novembre 1789.
Minute, *A. N.*, F^{13} 779.

3726. — Lettres du ministre de la maison du Roi au contrôleur général des finances, le priant de lui fournir des renseignements sur le moyen de caserner la garde nationale destinée à la garde du Roi et de voir si les bureaux de l'état-major ne pourraient être installés à l'hôtel de Longueville.

26 novembre, 3 décembre 1789.
Copies, *A. N.*, O^1 500, fol. 580, 589.

3727. — Rapport du département de la garde nationale au sujet des fournitures demandées pour le corps de garde du poste de cavalerie établi au petit hôtel de la Vallière, place du Carrousel, à l'effet de savoir si elles seront au compte de la Ville ou imputées sur les dépenses de la maison du Roi.

26 novembre 1789.
Minute signée, *A. N.*, F^{13} 779.

3728. — Lettre de M. Colin de Cancey, commandant du bataillon de Popincourt, à M. de Saint-Martin, afin d'obtenir bois et chandelles pour le corps de garde de l'hôtel de la marquise de l'Hôpital.

27 novembre 1789.
Minute, *A. N.*, F^{13} 779.

3729. — Arrêté du département de la garde nationale, portant qu'il sera fourni chaque jour trois chandelles par corps de garde.

28 novembre 1789.
Minute, *A. N.*, F^{13} 779.

3730. — Lettre de M. de Gouvion à M. de Saint-Martin, accompagnant l'envoi d'un rapport de M. de Pescheloche, major par intérim de la 6e division, au sujet du manque de bois, et proposant d'organiser un service quotidien de distribution pour éviter le gaspillage, avec réponses du département de la garde nationale, trouvant le moyen indiqué par M. de Gouvion trop incertain et trop dispendieux.

28 novembre 1789.
Minutes (1 p.), *A. N.*, F^{13} 779.

3731. — Arrêté du département de la garde nationale, déclarant que, dans le délai de huit jours, l'administration des hôpitaux fera déplacer les armoires se trouvant dans le bâtiment affecté aux archives, afin d'y loger la compagnie du centre de Notre-Dame.

30 novembre 1789.
Minutes (2 p.), *A. N.*, F^{13} 779.

3732. — Ordre du département de la garde nationale, rappelant que l'administration a décidé qu'il serait fourni quatre voies de bois par hiver pour le chauffage de chaque corps de garde.

1er décembre 1789.
Minute, *A. N.*, F^{13} 779.

3733. — Lettre du chevalier de Beaulieu au sujet de l'ordre donné par la municipalité au sieur Smith de ne plus fournir de bois ni de chandelles aux trois corps de garde de l'École militaire.

4 décembre 1789.
Minutes (2 p.), *A. N.*, F^{13} 779.

3734. — Arrêtés du département de la garde nationale, prescrivant, à la suite de la réclamation des employés du bureau de la barrière Saint-Martin, de surseoir à l'introduction de toute compagnie du centre et autre dans les bâtiments de la Ferme générale à ladite barrière, et de continuer les travaux commencés à l'étage supérieur, à condition de n'en faire aucun dans les bureaux nécessaires à la perception des droits.

6, 7 décembre 1789.
Minutes (3 p.), *A. N.*, F^{13} 779.

3735. — Lettres de MM. Dumas et Châteauthierry à M. de Saint-Martin, recommandant le sieur Caron, chandelier, pour la fourniture générale des corps de garde.

9 décembre 1789.
Minutes (2 p.), *A. N.*, F^{13} 779.

3736. — Lettres de M. Bailly à M. de Lafayette, lui signalant l'absence totale de corps de garde sur les boulevards et l'impossibilité d'empêcher les désordres et les dégradations.

11, 28 décembre 1789.
Original signé, *A. N.*, AF^{II} 48, no 167; copies, *B. N.*, Mss., fonds français 11697, fol. 14 vo, 18 vo.

3737. — Lettre de M. de Lafayette à M. Bailly concernant l'établissement de deux corps de garde pour la sûreté de Chaillot et des Champs-Élysées, conformément à l'arrêté du district des Capucins-Saint-Honoré.

12 décembre 1789.
Copie, *B. N.*, Mss., fonds français 11697, fol. 15 ro.

3738. — Arrêté du département de la garde nationale, rejetant l'offre par M. Grillon de louer sa maison, rue du Pont-aux-Biches, faubourg Saint-Marceau, pour servir de caserne à la cavalerie, la Ville étant déjà locataire d'une autre caserne, rue de Lourcine.

12 décembre 1789.
Minute, *A. N.*, F^{13} 779.

3739. — Rapport de M. de La Grey à M. de Saint-Martin, le priant de faire délivrer quatre voies de bois pour sécher les plâtres de la caserne des Feuillants, où depuis huit jours dix soldats sont déjà entrés à l'hôpital, avec lettre de M. de Saint-Martin à M. Cellerier à ce sujet.

15 décembre 1789.
Minutes (2 p.), *A. N.*, F^{13} 779.

3740. — Lettres de M. de Gouvion à M. de Saint-Martin, demandant la translation du poste de cavalerie établi rue Contrescarpe, qui n'est pas tenable, aux Grands-Augustins, et le priant de se concerter à cet égard avec les magistrats du Châtelet

qui veulent disposer de ce local pour y installer une buvette, avec réponse de M. de Saint-Martin.

17, 19 décembre 1789.
Minutes (3 p.), A. N., F[13] 779.

3741. — Arrêté du département de la garde nationale, renvoyant au département des travaux publics le mémoire des ouvrages exécutés pour les casernes par les compagnons menuisiers du sieur Foraison.

18 décembre 1789.
Minute, A. N., F[13] 779.

3742. — Arrêté du département de la garde nationale, ordonnant la visite du rez-de-chaussée d'une maison louée par la veuve Camus pour le service du bataillon de Saint-Nicolas-des-Champs, afin de statuer sur sa demande d'indemnité.

30 décembre 1789.
Minute, A. N., F[13] 779.

3743. — Arrêté du département de la garde nationale, rejetant la réclamation par le vicomte de Lastic d'un pavillon situé vis-à-vis le magasin de poudre de l'Arsenal, où un corps de garde avait été installé après la prise de la Bastille, ladite réclamation transmise par le département de police.

30 décembre 1789.
Minutes (2 p.), A. N., F[13] 779.

3744. — Correspondance de la comtesse de Guénaud avec M. de Saint-Martin au sujet de la réclamation du loyer d'une écurie et d'une remise, occupées par le dépôt d'effets de la garde nationale, de juillet 1789 à janvier 1790, et d'une chambre servant de logement à l'officier du corps de garde établi dans la cour de l'Arsenal pour la garde des poudres, avec décision du département de la garde nationale, statuant sur le règlement de ce loyer.

Décembre 1789.
Minutes (1 dos.), A. N., F[13] 779.

3745. — Lettres de la marquise de Lafayette et de la supérieure des Filles-Dieu à M. de Saint-Martin, exprimant la crainte de voir cette maison religieuse convertie en caserne ou en corps de garde, avec réponse de M. de Saint Martin, assurant qu'il n'en a jamais été question.

8, 9 janvier 1790.
Minutes (4 p.), A. N., F[13] 779.

3746. — Lettre de M. Bailly à M. de Gouvion, major général de la garde nationale, adressant une lettre de la marquise de Béthune, qui se plaint de l'absence de corps de garde dans la rue Sainte-Croix, près des Capucins de la Chaussée-d'Antin, de nature à favoriser les entreprises des voleurs, et accusé de réception à la marquise de Béthune.

14 janvier 1790.
Copies, B. N., Mss., fonds français 11697.

3747. — Lettre de M. de Lajard à M. de Saint-Martin, déclarant, à propos de l'installation des chasseurs de la Halle à Popincourt, qu'un casernement ne peut être choisi sans que l'état-major général en soit instruit.

18 janvier 1790.
Minute, A. N., F[13] 779.

3748. — Lettre de M. de Gouvion à M. de Saint-Martin sur la nécessité de faire sortir la compagnie de la Crepulière de la caserne du faubourg du Temple et de l'établir dans celle de Popincourt, en raison de l'insuffisance de la garde aux barrières.

18 janvier 1790.
Minute, A. N., F[13] 779.

3749. — Lettre du département de la garde nationale à l'état-major général, exprimant le regret de ne pouvoir adopter pour les corps de garde le nouveau lit de camp, inventé par le sieur Froyez, marchand tapissier, pouvant servir à la fois de lit et de siège.

1er février 1790.
Minute et imprimé (2 p.), A. N., F[13] 779.

3750. — Lettre de M. de Saint-Martin à la marquise de Lafayette, au sujet de la requête adressée par les sœurs de l'hôpital de l'Enfant-Jésus, l'assurant qu'il ne sera pris, dans leur maison ni dans leur jardin, aucun local pour les troupes.

4 février 1790.
Minutes (3 p.), A. N., F[13] 779.

3751. — Lettre de M. Hulin, capitaine commandant des volontaires de la Bastille, sollicitant du bois et de la chandelle pour ses corps de garde de l'École militaire, et réponse du département de la garde nationale, portant que seize voies de bois lui ont été délivrées pour ses quatre postes et priant d'envoyer l'état de la chandelle.

9 février 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, F[13] 779.

3752. — Lettre du sieur Cavaignac, représentant de la Commune, à M. de Saint-Martin, réclamant une réponse au mémoire envoyé par le sieur Baudembachet au département du domaine de la Ville.

9 février 1790.
Minute, *A. N.*, F[13] 779.

3753. — Lettre de M. Cellerier, lieutenant de maire au département des travaux publics, à M. Delaleu, major de la 5e division, lui indiquant, dans le couvent des Capucins du Marais, un local très commode pour y donner tous les jours l'ordre aux aides-majors, et demande par M. Delaleu, pour cette pièce, d'un poêle, d'une table et de bancs.

10 février 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, F[13] 779.

3754. — État des effets manquants à la compagnie de Coron, pour l'armement, l'équipement et le casernement.

16 février 1790.
Minute, *A. N.*, F[13] 779.

3755. — Lettre de M. Bailly à M. de Saint-Martin, le priant de faire renouveler la provision de bois pour le corps de garde du boulevard, à côté de la porte du jardin de l'hôtel de la Mairie.

18 février 1790.
Minute signée, *A. N.*, F[13] 779.

3756. — Arrêté du département de la garde nationale, concluant au remboursement à M. Hulin, commandant des volontaires de la Bastille, de 67 livres par lui avancées pour le service des compagnies, ainsi que de ses frais de déménagement, de chauffage et d'éclairage.

20 février 1790.
Minute, *A. N.*, F[13] 779.

3757. — Lettre de M. Bonvallet, administrateur au département de la garde nationale, à M. de Saint-Martin, le priant de faire payer au sieur Foraison un acompte sur ses fournitures de menuiserie pour les casernes, montant à plus de 30,000 livres, avec lettre de M. de Saint-Martin à l'administration des domaines pour l'ordonnancement de 2,000 livres.

20 février 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, F[13] 779.

3758. — Arrêté du département de la garde nationale, relatif à l'aménagement de locaux pour loger les lieutenant et sous-lieutenant de la compagnie du centre à la caserne des Minimes et à l'agrandissement du réfectoire.

20 février 1790.
Minute, *A. N.*, F[13] 779.

3759. — Arrêté du département de la garde nationale, ratifiant la convention passée entre les commandants des bataillons du Val-de-Grâce et de Saint-Étienne-du-Mont pour l'affectation à la compagnie de Saint-Étienne-du-Mont de deux chambres au-dessus du réfectoire de la caserne de Saint-Étienne-du-Mont, occupées jusqu'alors par les sergents du bataillon du Val-de-Grâce.

26 février 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, F[13] 779.

3760. — Mandat pour une voie de bois à fournir au corps de garde de la Jussienne afin de remplacer une voie de bois délivrée par le sieur Chenard et saisie comme incomplète.

13 mars 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, F[13] 779.

3761. — Lettre du sieur Carlès, tonnelier, demandant le règlement d'ouvrages faits pour la caserne du faubourg Saint-Jacques.

13 mars 1790.
Minute, *A. N.*, F[13] 779.

3762. — Lettre du département de la garde nationale à M. Bailly, à l'effet de protester contre l'adjudication, par les soins du département des travaux publics, de la construction d'un corps de garde sur la place des Innocents pour le service du bataillon de Sainte-Opportune, qui constitue un empiètement sur les attributions du département de la garde nationale, avec lettre de M. Bailly, estimant que ces constructions sont du ressort du département des travaux publics.

18, 21 mars 1790.
Minute, avec placard imprimé (3 p.), *A. N.*, F[13] 779.

3763. — Lettre de M. Bailly à M. de Saint-Martin, transmettant la demande de M. de Quinson, trésorier général du clergé, à l'effet d'obtenir une guérite pour la sentinelle chargée de veiller à la sûreté de sa caisse, avec lettres de MM. de Quinson et de Saint-Martin.

18 mars 1790.
Minutes (3 p.), *A. N.*, F[13] 779.

3764. — Lettre du commandant Venet à M. de Saint-Martin, au sujet de la dépense de la caserne de l'Arsenal, laissée par le chevalier de Pawlet dans le délabrement le plus complet, et au sujet de l'armement de ses invalides, avec réponse de M. de Saint-Martin.

23 mars 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, F[13] 779.

3765. — Lettre de M. de Gouvion à MM. de Saint-Martin et Bonvallet pour se plaindre de l'absence de salles de discipline dans la plupart des casernes, ou de l'humidité et insalubrité de celles qui existent, ce qui oblige d'envoyer les soldats à l'Abbaye, où ils se corrompent entièrement.

24 mars 1790.
Original signé, *A. N.*, F[13] 779.

3766. — Lettre de M. Bailly à M. de Saint-Martin, demandant l'envoi de bois pour le poêle du corps de garde du boulevard, derrière l'hôtel de la Mairie.

25 mars 1790.
Minute, *A. N.*, F[13] 779.

3767. — Lettre de M. Bailly à M. de Lafayette, réclamant l'installation d'un corps de garde à proximité du bas Chaillot, près de la muraille des Minimes, pour la sûreté publique et la répression de la fraude.

26 mars 1790.
Copie, *B. N.*, Mss., fonds français 11697, fol. 52.

3768. — Lettre de M. Bailly à M. de Saint-Martin, le priant d'envoyer aux corps de garde de la Mairie et du boulevard des matelas de crin, pour remplacer les paillasses corrompues qui exhalent une odeur infecte.

27 mars 1790.
Original signé, *A. N.*, F[13] 779.

3769. — Lettre de M. Bonvallet, administrateur au département de la garde nationale, à M. de Saint-Martin, le priant d'agir pour le mieux en ce qui concerne la compagnie de M. Gondran.

27 mars 1790.
Minute, *A. N.*, F[13] 779.

3770. — Lettre de M. Venet, commandant du bataillon de Saint-Louis-de-la-Culture, à M. de Saint-Martin, pour se plaindre de l'obstination de M. Cellerier, qui refuse de reconnaître les ouvrages de la caserne de l'Arsenal, ainsi que ceux exécutés dans le district pour le casernement de la garde nationale.

27 mars 1790.
Minute, *A. N.*, F[13] 779.

3771. — Lettre du département de la garde nationale au procureur syndic de la Commune, déclarant qu'il ne voit aucun inconvénient à exécuter les dispositions du jugement du tribunal de police municipale, du 23 mars, concernant les adjudications au rabais des corps de garde, mais faisant ses réserves pour l'adjudication de celui de la place des Innocents, avec un extrait du jugement.

29 mars 1790.
Minutes (3 p.), *A. N.*, F[13] 779.

3772. — Lettre de M. de Vauvilliers, lieutenant de maire au département des subsistances, à M. de Saint-Martin, à l'effet d'obtenir la concession des couloirs vides

de la caserne près du couvent de Trainel, pour y transporter des farines de l'École militaire et de Saint-Martin-des-Champs.

30 mars 1790.
Minute, A. N., F[13] 779.

3773. — Lettre de M. Desmousseaux, substitut adjoint du procureur de la Commune, appuyant les doléances des citoyens du district de Sainte-Opportune, privés de corps de garde et obligés de se tenir dans une baraque de bois infecte, trop petite, et où le vent et la pluie entrent de toutes parts.

31 mars 1790.
Minute, A. N., F[13] 779.

3774. — Lettres des sieurs Roubo et Jullienne, trésorier et secrétaire-greffier des districts du Val-de-Grâce et de Saint-Jacques-du-Haut-Pas, demandant si la chandelle fournie aux mois de juillet et d'août dans les corps de garde du district ne doit pas être à la charge du bureau du casernement.

5 avril 1790.
Minutes (2 p.), A. N., F[13] 779.

3775. — Lettre de M. Bailly à M. de Lafayette, insistant pour l'établissement d'un petit corps de garde au bas Chaillot, composé de six à huit hommes, que la proximité de la caserne de Chaillot permettrait de renouveler sans difficulté.

10 avril 1790.
Copie, *B. N.*, Mss., fonds français 11697, fol. 54.

3776. — Délibération du comité du district de Saint-Philippe-du-Roule, autorisant l'installation du poste du Roule, qui avait dû quitter la maison de M. de Saint-Priest, dans une boutique louée au sieur Leguay, moyennant 150 livres par an.

13 avril 1790.
Extrait conforme, A. N., F[13] 785.

3777. — Arrêté du Conseil de ville, interdisant formellement la construction illégalement commencée d'un corps de garde dans la maison des Carmélites du Marais, du côté de la rue Chapon, avec lettres de la marquise de Lafayette, de M. Cahier, réponses et observations sur ce projet de casernement.

15 avril 1790.
Minutes (1 dos.), A. N., F[13] 779.

3778. — Délibération du district des Enfants-Rouges, à l'effet d'obtenir le cabinet occupé par l'aide-major attenant à la salle du comité, pour le convertir en secrétariat, et un local pour loger dix soldats qui sont obligés de coucher en ville, avec réponse négative du département de la garde nationale et mémoire des officiers de la compagnie du centre du bataillon des Minimes, sollicitant une indemnité de logement.

22 avril, 7 juin 1790.
Extraits conformes et minutes (1 dos.), A. N., F[13] 779.

3779. — Mémoire du bataillon de Sainte-Opportune, demandant l'établissement d'un corps de garde sur la place des Innocents pour remplacer le corps de garde en bois, trop resserré.

24 avril 1790.
Minute, A. N., F[13] 779.

3780. — Requête du district de la Trinité, au sujet du payement d'une somme de 420 livres au sieur Raoul, marchand tapissier, pour fournitures de son état au corps de garde de la Trinité, avec réponse du département de la garde nationale, renvoyant au département du domaine.

24 avril 1790.
Minutes (2 p.), A. N., F[13] 779.

3781. — Arrêté du département de la garde nationale, réorganisant le service à la suite de la démission de M. Bonvallet, plaçant M. Osselin à la tête du bureau du casernement, et le chargeant, sur sa demande, de procéder à l'inspection des casernes.

29, 30 avril 1790.
Original signé, A. N., F[13] 779.

3782. — Arrêté du département de la garde nationale, approuvant l'établissement d'un corps de garde pour le district de Saint-Louis-de-la-Culture sur la place de Birague, avec lettres de M. de Gouvion, du

département des domaines, plan et devis estimatif des ouvrages.

1er mai 1790.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, F^{13} 779.

3783. — Lettre et mémoire du département de la garde nationale, au sujet de l'installation de la compagnie du centre du bataillon de l'Oratoire dans une maison de la rue des Fourreurs, avec lettre de M. Gerdret, commandant du bataillon, et rapport d'un inspecteur envoyé par le département des travaux publics.

1er-17 mai 1790.
Minutes (4 p.), *A. N.*, F^{13} 780.

3784. — Délibération du district des Minimes, représentant l'utilité de faire loger les officiers de la troupe du centre dans la caserne ou dans la maison des Minimes, avec observations du supérieur des Minimes, constatant qu'il ne peut se dessaisir de l'infirmerie des religieux, dont on voudrait disposer.

7, 9 mai 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, F^{13} 779.

3785. — Lettre de M. Bailly à M. de Saint-Martin, demandant s'il peut disposer, pour y installer une petite boutique de limonadier, de l'ancien corps de garde situé derrière la Madeleine de la Ville-l'Evêque, actuellement abandonné, et rapport du département de la garde nationale, déclarant qu'il est urgent d'occuper ce poste dans un quartier où les habitants risquent journellement d'être insultés, volés ou assassinés.

7, 10 mai 1790.
Minutes (5 p.), *A. N.*, F^{13} 779.

3786. — Lettre et mémoire du sieur Gallois, architecte, à M. de Saint-Martin, touchant le renouvellement du bail de sa maison, qui sert de casernement à une compagnie soldée du centre du bataillon de Saint-Louis-en-l'Ile.

7, 10 mai 1790.
Minutes (3 p.), *A. N.*, F^{13} 779.

3787. — Lettres de M. de Gouvion et rapport du département de la garde nationale, concernant la demande de M. Pincepré, aide-major du bataillon des Jacobins-Saint-Honoré, relative à l'établissement d'un corps de garde mitoyen avec celui des commis de la Ferme, ledit rapport concluant à la reprise de l'ancien corps de garde, rue Saint-Lazare, en face de la rue de Clichy.

14, 18 mai 1790.
Minutes (5 p.), *A. N.*, F^{13} 779.

3788. — Lettre de M. Cellerier à M. Colin de Cancey, commandant du bataillon de Trainel, au sujet du règlement d'ouvrages qui n'ont été consentis ni par le comité du casernement, ni par le département des travaux publics.

18 mai 1790.
Minute, *A. N.*, F^{13} 779.

3789. — Lettre de M. de Gouvion, major général de la garde nationale, à M. Bailly, indiquant les mesures prises en raison des vols multipliés commis dans le quartier de la Chaussée-d'Antin, savoir, l'établissement de deux nouveaux corps de garde, l'un rue Saint-Lazare, confié au bataillon du district des Jacobins, l'autre rue de l'Arcade, desservi par les canonniers casernés à la Pépinière.

20 mai 1790.
Copie, *B. N.*, Mss., fonds français 11697.

3790. — Lettre du département de la garde nationale à Mme de Guenaud, établissant qu'il ne lui est dû aucune indemnité pour la non-jouissance de ses remise et écurie à l'Arsenal, qu'elle n'avait point droit d'occuper.

22 mai 1790.
Minute, *A. N.*, F^{13} 779.

3791. — Lettres du sieur Furgault, marchand papetier, se plaignant de ce que le district de la Trinité l'ait mis en demeure d'évacuer immédiatement une boutique et une chambre dans l'enclos de la Trinité, attenantes à la caserne de la troupe du centre, avec rapport du sieur Dufeu, chargé de l'inspection des casernes, au département de la garde nationale, et mémoire du district en réponse à cette réclamation, demandant l'autorisation de démolir certaines boutiques dans l'enclos de la Trinité, à

l'effet de former une place d'armes pour les exercices militaires du bataillon.

25 mai, 9 juin 1790.
Minutes (2 dos.), *A. N.*, F^{13} 779.

3792. — Arrêté du Conseil de Ville, portant nomination de commissaires chargés de procéder à la vérification des matelas de la garde nationale, fournis par le sieur Paulmier, et lettres de M. Bonvallet à ce sujet.

26 mai 1790.
Extrait conforme, *A. N.*, F^{13} 779.

3793. — Lettres de l'administration des domaines de la Ville, renvoyant au département de la garde nationale quatre mémoires de fournitures d'objets mobiliers faites pour le corps de garde de la rue Taranne, occupé par le bataillon du district des Petits-Augustins, avec arrêté du département de la garde nationale, estimant que l'ameublement des corps de garde ne peut être exigé que pour les objets de première nécessité.

27 mai 1790.
Minutes (5 p.), *A. N.*, F^{13} 779.

3794. — Rapport et arrêté du département de la garde nationale concernant un corps de garde de la rue de Sèvres, près des Petites-Maisons, dont un quart est disponible et qu'un sieur Maitrot demande à prendre en location.

27 mai 1790.
Minutes (3 p.), *A. N.*, F^{13} 779.

3795. — Réponse du département de la garde nationale à une lettre de M. Bailly, relative au règlement du mémoire des ouvriers du sieur Foraison, menuisier.

29 mai 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, F^{13} 779.

3796. — Demande par le département de la garde nationale, à M. d'Angremont, du matelas d'échantillon existant dans l'ancien comité du casernement, et réponse de M. d'Angremont.

1er juin 1790.
Minute, *A. N.*, C 203, n° 160^{64}; F^{13} 779.

3797. — Avis du département de la garde nationale, demandant la mise à l'ordre par l'état-major de la visite des casernes par les administrateurs, accompagnés d'experts, pour le vendredi 4 juin.

1er juin 1790.
Minute, *A. N.*, F^{13} 779.

3798. — Lettres et arrêtés du département de la garde nationale, avec observations du district de Saint-Etienne-du-Mont, au sujet de la construction d'un corps de garde sur la place Maubert pour le bataillon de Saint-Etienne-du-Mont, entravée par l'opposition de M. Poncet de la Grave, propriétaire du terrain, qui réclame une indemnité, et décision portant que ledit corps de garde sera remplacé provisoirement par une baraque en bois, analogue à celle des Innocents et de la Grève.

4 juin 1790.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, F^{13} 779.

3799. — Lettre et arrêté du département de la garde nationale, renvoyant à l'ancien comité du casernement la réclamation d'indemnité par le sieur Desbrosses, paulmier, en raison du local dont il avait été dépossédé pour le casernement de la garde soldée du district de Saint-Victor.

12 juin 1790.
Minutes (3 p.), *A. N.*, F^{13} 779.

3800. — Lettre du sieur Wargniez, capitaine de la compagnie centrale de Saint-Jacques-du-Haut-Pas, à M. Osselin, administrateur au département de la garde nationale, adressant un état des réparations les plus urgentes pour son casernement.

28 juin 1790.
Minute, *A. N.*, F^{13} 780.

3801. — Décision du département de la garde nationale, relative au rétablissement du corps de garde près de la barrière des Porcherons, desservi par le guet de Paris jusqu'au 14 juillet 1789, rétablissement demandé par les commissaires de la section de la Grange-Batelière pour la répression de la fraude, avec mémoire des citoyens du faubourg Montmartre, délibération du comité de la section de la Grange-Batelière et lettre d'envoi.

6 juillet 1790.
Minutes signées (6 p.), *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2655, fol. 149-155.

3802. — Arrêté du département de la garde nationale, priant le département des travaux publics de faire exécuter les réparations indispensables pour mettre en état la caserne de la rue de l'Épée-de-Bois au faubourg Saint-Marcel, occupée par les chasseurs de la 1re division, suivant le procès-verbal de visite du sieur Vignon.

17 aout 1790.
Minutes (4 p.), *A. N.*, F^{13} 780.

3803. — Lettre du sieur Bru, capitaine du centre au 1er bataillon de la 6e division, demandant le renouvellement de la paille des lits de sa compagnie et le règlement d'un petit mémoire pour fourniture et réparation d'armes.

24 aout 1790.
Minute, *A. N.*, F^{13} 780.

3804. — Lettre de M. Bailly à M. de Saint-Martin, adressant un état des effets nécessaires pour meubler le corps de garde nouvellement établi au bas de Chaillot, avec réponse conforme.

26 août 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, F^{13} 780.

3805. — Avis de MM. de Saint-Martin et Chadelas, concernant la réfection des matelas de la garde soldée, le renouvellement des paillasses et la distribution du reliquat des couvertures neuves.

30 août, 1er, 2 septembre 1790.
Minutes (7 p.), *A. N.*, F^{13} 780.

3806. — Lettre du sieur Poursat, procureur du séminaire de Saint-Louis, se plaignant de la visite illégalement faite au séminaire par les grenadiers casernés à la place de l'Estrapade, qui ont jeté leur dévolu sur cette maison.

2 septembre 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, F^{13} 780.

3807. — Lettre de M. Le Scene des Maisons, président de la section du Faubourg-Montmartre, à M. de Saint-Martin, au sujet des deux nouveaux postes dont la section se trouve chargée par la réunion de Montmartre au faubourg, lesquels avaient été loués par l'ancienne municipalité, et dont les propriétaires réclament les loyers, avec réponse.

6 septembre 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, F^{13} 780.

3808. — Arrêté du département de la garde nationale, invitant le département du domaine à faire payer à M. de Vauvilliers, principal locataire d'une maison, rue du Jardin-du-Roi, servant de caserne à la section de Saint-Victor, la somme de 2,200 livres pour le loyer d'une année.

10 septembre 1790.
Minute, *A. N.*, F^{13} 780.

3809. — Lettre de M. Bailly à M. de Lajard, le priant de rétablir le corps de garde sur le boulevard de la rue Poissonnière, vis-à-vis la rue Saint-Étienne (corps de garde abandonné comme malsain), afin d'empêcher les vols et les querelles au retour des guinguettes des Porcherons, de la Courtille et du faubourg Saint-Denis.

11 septembre 1790.
Original signé, *A. N.*, AF^{II} 48, n° 167.

3810. — Lettre de M. Lumière, capitaine de la compagnie du centre du bataillon de Saint-Jacques-l'Hôpital, demandant l'envoi de commissaires pour visiter la caserne de la rue de la Grande-Truanderie, qui a besoin de réparations, notamment le corps de garde ouvert à tous les vents.

15 septembre 1790.
Minute, *A. N.*, F^{13} 780.

3811. — Lettre de M. Bailly à M. de Saint-Priest, envoyant copie d'une lettre de M. Poyet, architecte de la Ville, au sujet des dispositions à prendre pour l'établissement du corps de garde du bataillon des Jacobins-Saint-Honoré.

22 septembre 1790.
Original signé et copie (2 p.), *A. N.*, F^{9} 145.

3812. — Arrêté du département de la garde nationale, priant celui des travaux publics, en conformité de la délibération de la section de Bonne-Nouvelle, d'adopter des mesures pour l'établissement d'un corps de garde provisoire, au lieu et place de celui du boulevard, inhabitable à cause de l'odeur infecte répandue par les latrines

qui en dépendent, avec le texte de la délibération et lettre du département des travaux publics.

25 septembre 1790.
Minutes (3 p.), *A. N.*, F^{13} 780.

3813. — Lettres de M. Bailly à M. de Saint-Martin, le priant d'envoyer du bois de chauffage au corps de garde sur le boulevard derrière l'hôtel de la Mairie.

26 septembre, 19 octobre 1790.
Originaux signés (2 p.), *A. N.*, F^{13} 780.

3814. — Arrêtés du département de la garde nationale, renvoyant à M. de Gouvion le mémoire du bataillon de la Trinité, section du Ponceau, à l'effet d'obtenir l'établissement d'un nouveau corps de garde dans l'espace compris entre la porte Saint-Denis et le réservoir de distribution des eaux de Chaillot, qui permettra de surveiller à la fois la rue Saint-Denis, les boulevards et l'entrée du faubourg, et priant le département des travaux publics de dresser un devis estimatif des ouvrages, avec ledit mémoire.

29 septembre, 11 octobre 1790.
Minutes (4 p.), *A. N.*, F^{13} 780.

3815. — Lettre de M. de Lajard à M. de Saint-Martin, concernant la fourniture de bois et lumière aux corps de garde de la capitale, qu'on ne saurait différer plus longtemps, en raison des égards qu'il faut avoir pour les volontaires, avec réponse.

30 septembre 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, F^{13} 780.

3816. — Arrêté du département de la garde nationale, renvoyant au major général la demande du district du Petit-Saint-Antoine, tendant à obtenir la reconstruction du corps de garde du marché Saint-Jean.

30 septembre 1790.
Minute, *A. N.*, F^{13} 780.

3817. — Arrêté du département de la garde nationale, soumettant au département des travaux publics la demande de M. Daumont, chef de la 6e division, tendant à faire réparer les corps de garde de la barrière des Sergents et de la rue Colbert, avec le mémoire de M. Daumont.

1er octobre 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, F^{13} 780.

3818. — Lettre de la veuve Valentin, négociante, rue de Buci, à M. de Saint-Martin, offrant de se charger, en totalité ou en partie, de la fourniture des casernes, moyennant 5 0/0 du prix de la facture au comptant et 10 0/0 au terme d'un an.

2 octobre 1790.
Minute, *A. N.*, F^{13} 780.

3819. — Lettre de M. de Lajard, priant le département de la garde nationale de faire délivrer à M. Sarrette, capitaine de la musique de ladite garde, quatre-vingts paires de draps pour les musiciens.

2 octobre 1790.
Minute, *A. N.*, F^{13} 780.

3820. — Lettre de M. Avril à M. de Saint-Martin, transmettant la réclamation du sieur Frankart touchant le payement de la location pour la caserne de la section du Louvre.

4 octobre 1790.
Minute, *A. N.*, F^{13} 780.

3821. — Lettre de M. Formantin, capitaine au bataillon de Sainte-Marguerite, priant les administrateurs du bureau du casernement de faire vérifier les réparations absolument nécessaires à la caserne du bataillon, située sur le chemin de Picpus, barrière du Trône.

4 octobre 1790.
Minute, *A. N.*, F^{13} 780.

3822. — Lettre du département des travaux publics à celui de la garde nationale, demandant ses intentions au sujet de l'établissement d'un magasin d'habillement pour la garde nationale dans les greniers au-dessus de l'ancienne salle d'armes de l'Arsenal.

5 octobre 1790.
Original signé, *A. N.*, F^{13} 780.

3823. — Arrêté du district de Saint-Germain-l'Auxerrois, dévoilant la conduite du sieur Legay, capitaine de la compagnie du centre du bataillon de ce district, qui avait

obtenu un supplément de logement dans la caserne de la rue Thibautodé, sous prétexte de défaut de place pour les soldats, lequel logement n'avait servi qu'à lui seul, et s'était fait payer des chandelles qu'il n'avait pas fournies au corps de garde de la Samaritaine.

7 octobre 1790.
Extrait conforme, *A. N.*, F^{13} 780.

3824. — Arrêté du département de la garde nationale, renvoyant à celui des travaux publics la demande de M. Jolas, capitaine de la compagnie du centre du 3e bataillon de la 1re division, pour l'établissement de trois lanternes dans la rue d'Enfer, afin d'éclairer le pourtour de la caserne.

8 octobre 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, F^{13} 780.

3825. — Lettre de M. de Gouvion à M. de Saint-Martin, au sujet du poste de cavalerie de la porte Saint-Antoine, qui ne peut contenir que huit chevaux, et qu'on pourrait aisément aménager pour douze cavaliers, afin d'organiser des patrouilles fréquentes dans l'arrondissement des bataillons de Popincourt, de Sainte-Marguerite et des Enfants-Trouvés.

11 octobre 1790.
Original signé, *A. N.*, F^{13} 780.

3826. — Lettre de M. Bailly aux administrateurs du département de la garde nationale, relativement au choix de l'ancien bureau des commis de la Ferme générale pour y établir la compagnie des chasseurs, qui doit quitter la caserne du Palais palatin, et aux réparations nécessaires pour l'approprier à sa nouvelle destination.

11 octobre 1790.
Original signé, *A. N.*, F^{13} 780.

3827. — Lettre du sieur Guyon, secrétaire militaire de la 3e division, au département de la garde nationale, à l'effet d'obtenir la fourniture de poêles et d'autres objets mobiliers pour le poste de la rue Chapon.

13 octobre 1790.
Minute, *A. N.*, F^{13} 780.

3828. — Ordonnance de payement d'une somme de 47 livres, délivrée au sieur Champion, pour trois mois de loyer d'une boutique qui avait servi de corps de garde, rue de Lourcine, et pour dégâts commis dans cette boutique.

15 octobre 1790.
Minute, *A. N.*, F^{13} 780.

3829. — Lettre du département de la garde nationale à M. Avril, administrateur des domaines, au sujet de la location de voitures due à M. Rozet pour la visite des casernes.

18 octobre 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, F^{13} 780.

3830. — Lettre de M. de Gouvion, major général de la garde nationale, à M. de Saint-Martin, demandant dix-huit capotes pour la garde de Saint-Cloud et annonçant que les majors des divisions feront passer l'état des capotes nécessaires pour les sentinelles de leurs divisions, avec réponse de M. de Saint-Martin.

18, 25 octobre 1790.
Minutes (5 p.), *A. N.*, F^{13} 780.

3831. — Lettre de M. de Saint-Martin à M. de Lafayette, exposant l'urgence d'établir un poste au Pont-Rouge, en raison des dangers qui résultent du mauvais état des garde-fous pour les passants attaqués par les malfaiteurs.

18 octobre 1790.
Minute, *A. N.*, F^{13} 780.

3832. — Arrêté du département de la garde nationale, rejetant la demande formée par la compagnie du centre des Cordeliers pour l'établissement d'une conduite d'eau depuis le réservoir des Cordeliers, qui occasionnerait une dépense de 15,000 livres, d'après le rapport de M. Poyet, architecte de la Ville.

21 octobre 1790.
Minutes (3 p.), *A. N.*, F^{13} 780.

3833. — Lettre de M. Avril, administrateur des domaines de la Ville, à M. de Saint-Martin, concernant le règlement des dépenses faites pour les prisonniers détenus au dépôt de Saint-Denis depuis le 12 janvier, et la réclamation de quinze mois de loyer par le propriétaire du corps de garde

de la rue Scipion, avec réponses du département de la garde nationale et mémoire.

22 octobre 1790.
Minutes (5 p.), *A. N.*, F[13] 780.

3834. — Lettre du département de la garde nationale à M. Bailly, le saisissant de la réclamation, par le sieur Pajou, d'une somme de 300 livres pour avoir logé des gardes nationaux en 1789 et demandant que ce citoyen justifie du marché passé avec lui.

23 octobre 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, F[13] 780.

3835. — Lettre de M. de Saint-Martin au sieur Pannier, le priant de venir conférer avec lui au sujet d'affaires de casernement.

24 octobre 1790.
Minute, *A. N.*, F[13] 780.

3836. — Arrêté du département de la garde nationale, priant celui des travaux publics de prendre en considération la demande de M. Legay, capitaine de la compagnie du centre de Saint-Germain-l'Auxerrois, qui réclame un réverbère pour l'usage de sa caserne.

25 octobre 1790.
Minute, *A. N.*, F[13] 780.

3837. — Lettre de M. Dumas, major de la 4e division, adressant l'état des capotes nécessaires pour chaque bataillon de sa division.

26 octobre 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, F[13] 780.

3838. — Arrêté du département de la garde nationale, priant celui des travaux publics de faire aménager pour le dortoir des canonniers attachés au bataillon des Récollets la salle du monastère de ce nom, dite le petit chœur d'hiver ou chauffoir.

26 octobre 1790.
Minute, *A. N.*, F[13] 780.

3839. — Lettre du département de la garde nationale à celui des travaux publics, appuyant la demande de M. Delaleu, major de la 5e division, à l'effet de procéder à la démolition du corps de garde du bataillon de Saint-Jean, situé au bas du pont au Change, qui est tout délabré, et de le remplacer par une baraque en bois, avec mémoire de M. Delaleu.

28 octobre 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, F[13] 780.

3840. — Lettre de M. de Lajard au bureau du casernement, demandant l'envoi d'une fourniture de bois à la caserne de la Nouvelle-France, pour faire sécher les plâtres du local que doit occuper la compagnie Lacombe.

29 octobre 1790.
Copie, *A. N.*, F[13] 780.

3841. — Lettre du département de la garde nationale à celui des travaux publics, pour le remplacement de cinquante-cinq carreaux manquant aux chambrées de la caserne de la Bastille, suivant la demande de M. Adrien Poissonnier, commandant provisoire des canonniers.

30 octobre 1790.
Minutes (3 p.), *A. N.*, F[13] 780.

3842. — Ordonnance de payement à M. de Granval, capitaine de la compagnie du centre des Petits-Augustins, de 171 livres 11 sols pour réparations des vitres de la caserne et achat de poêles destinés aux chambres des quatre sergents, qui n'ont pas de cheminées, suivant mémoire.

30 octobre 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, F[13] 782.

3843. — Ordonnance de payement au sieur Soulier, sergent-major de la compagnie du centre du bataillon de Saint-Séverin, des avances par lui faites lors de la translation de cette compagnie d'une maison, rue de la Barillerie, à la caserne du Marché-Neuf, suivant mémoire.

30 octobre 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, F[13] 782.

3844. — Ordonnance de payement à M. de Cheffontaine, capitaine de la compagnie de chasseurs établie à la caserne de la rue de Babylone, de 24 livres pour menues réparations à la caserne, suivant mémoire.

30 octobre 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, F[13] 782.

3845. — Ordonnance de payement au

sieur Carré, marchand tapissier, de 345 livres 12 sols, montant de différentes fournitures et réparations aux meubles de la caserne de la compagnie du centre des Carmélites (5e bataillon, 3e division), suivant mémoire.

30 octobre 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, F13 782.

3846. — Ordonnance de payement au sieur Daval, marchand chaudronnier, de 734 livres pour ouvrages, fournitures et réparations de son métier à la caserne du 5e bataillon, 3e division, rue Beaubourg, suivant mémoire.

30 octobre 1790.
Minutes (3 p.), *A. N.*, F13 782.

3847. — Ordonnance de payement au sieur Verrez, sergent-major de la compagnie du centre de Saint-Laurent, 9e bataillon, 3e division, de 328 livres 12 sols pour différentes réparations et achat de fournitures nécessaires à la compagnie, suivant mémoire.

30 octobre 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, F13 782.

3848. — Ordonnance de payement à M. Le Boeufve, capitaine de la compagnie du centre du bataillon de Nazareth (10e de la 3e division), de 202 livres 17 sols pour ses débours lors de l'établissement de sa caserne, suivant mémoire.

30 octobre 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, F13 782.

3849. — Lettre de M. Bailly à M. de Saint-Martin, au sujet de la réclamation par M. Mailliardor de dépenses faites dans le corps de garde du bas de Chaillot et de bois de chauffage pour le même corps de garde, avec réponse de M. de Saint-Martin.

30 octobre, 1er novembre 1790.
Original signé et minute (2 p.), *A. N.*, F13 780.

3850. — Lettre de M. de Lajard au département de la garde nationale, l'avisant du départ de la 1re division pour Saint-Cloud, et réponse de M. de Saint-Martin, annonçant que la voiture chargée de porter les effets de cette division se rendra vendredi à la place Sainte-Geneviève, avec lettre de M. de Gouvion, faisant connaître que le voyage du Roi à Saint-Cloud n'aura pas lieu, et priant de faire retirer les capotes déposées dans un corps de garde près de Sainte-Geneviève.

2, 9 novembre 1790.
Minutes (4 p.), *A. N.*, F13 780.

3851. — Lettre de M. de Saint-Martin à M. Osselin, l'instruisant de la visite par lui faite à la caserne de Popincourt, où se trouve installé l'atelier de rebattage des matelas.

6 novembre 1790.
Minute, *A. N.*, F13 780.

3852. — Lettre de M. de Saint-Martin à M. Bezuchet, capitaine soldé du bataillon de l'Arsenal, relativement à un jeune tapissier qui désirerait être chargé du rebattage des matelas.

10 novembre 1790.
Minute, *A. N.*, F13 780.

3853. — Lettre du département de la garde nationale à M. Bailly concernant la caserne de la compagnie du centre du bataillon de Saint-Jacques-la-Boucherie, très malsaine, et qui ne pourrait être transférée que dans les bâtiments du chapitre du Saint-Sépulcre, rue Saint-Denis.

14 novembre 1790.
Minute, *A. N.*, F13 780.

3854. — Arrêté du département de la garde nationale, priant le département des travaux publics de donner les ordres nécessaires pour la réunion de quatre sections en deux à la caserne de la Nouvelle-France, réunion demandée par la compagnie de Marsillac.

18 novembre 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, F13 780.

3855. — Arrêté du département de la garde nationale, accordant l'établissement de trois reverbères dans l'intérieur de la caserne de la rue du Jardin-du-Roi, occupée par la compagnie du centre du 2e bataillon de la 1re division.

19 novembre 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, F13 780.

3856. — Lettres et rapport du département de la garde nationale sur le mémoire de M. Dumas, major de la 4e division, réclamant la construction d'un corps de garde sur le boulevard Bonne-Nouvelle, pour remplacer celui occupé par le bataillon de Bonne-Nouvelle, petit, humide et adossé à un charnier qui répand une odeur infecte.

20 novembre 1790.
Minutes (7 p.), *A. N.*, F[13] 780.

3857. — Lettre du département de la garde nationale à celui des domaines, envoyant copie d'un certificat de l'ancienne municipalité de Montmartre intra-muros, à l'effet de constater que le corps de garde de la rue des Martyrs était loué sur le pied de 150 livres par année, et celui de la rue Rochechouart 120 livres, et que ces loyers ont été acquittés jusqu'au 30 juin, jour de la réunion du bas Montmartre à Paris, avec le texte du certificat et lettres à ce sujet.

11 décembre 1790.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, F[13] 785.

3858. — Ordonnances de payement au sieur Parquin, maître menuisier à l'Arsenal, de fournitures d'effets mobiliers pour la caserne des canonniers de la Pépinière, et au sieur Béranger, marchand grainier, de fourniture de paille pour le remplissage des paillasses des canonniers, avec rapports et mémoires.

Janvier-30 avril 1791.
Minutes (12 p.), *A. N.*, F[13] 781.

3859. — Ordonnances de payement à Jean Blezy et Nicole Bruant, sa femme, blanchisseurs à la Grande-Pinte de Bercy, de diverses sommes pour le blanchissage des draps de lits des casernes.

Janvier-juillet 1791.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, F[13] 781.

3860. — Ordonnances de payement aux sieurs Parquin, menuisier, Carle, commandant du bataillon de Henri IV, Lefèvre, concierge du tribunal du 3e arrondissement, La Rivière, concierge de la Chambre de l'Amirauté, du montant de diverses fournitures au 2e bataillon de la 2e division.

Janvier-septembre 1791.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, F[13] 782.

3861. — Ordonnance de payement à M. Menilglaise, principal locataire d'une maison, rue de la Corderie, appartenant à Mme de Gaucourt, et servant de caserne à la compagnie du centre des Enfants-Rouges, de 4,500 livres pour dix-huit mois de loyer.

6 février 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, F[13] 782.

3862. — Arrêté du Bureau municipal, autorisant les commissaires au département de la garde nationale à accepter le bail proposé par le sieur Auger, propriétaire de l'emplacement du poste de la Petite-Pologne, pour l'agrandissement dudit poste.

5 mars 1791.
Extrait conforme, *A. N.*, F[13] 785.

3863. — Ordonnances de payement du balayage du corps de garde des Tuileries pour le sieur Vachette.

5 mars-6 septembre 1791.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, F[13] 781.

3864. — Ordonnance de payement au sieur Lefebvre, marchand tapissier, de 3,742 livres 11 sols, pour les matelas, paillasses, couvertures et autres objets d'ameublement fournis pendant le cours de l'année 1789 à la caserne du bataillon de Saint-Martin-des-Champs, suivant arrêté du Bureau municipal, avec rapport et mémoire.

17 mars 1791.
Minutes (9 p.), *A. N.*, F[13] 782.

3865. — Arrêté du Bureau municipal, ordonnant de payer au sieur Rocher, propriétaire d'une maison, rue Cassette, qui a servi de caserne à une compagnie du centre (1er bataillon, 2e division), du 15 novembre 1789 au 25 mars 1790, le montant des réparations auxquelles a donné lieu le séjour de cette compagnie, avec lettres et rapport du département de la garde nationale.

22 mars 1791.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, F[13] 782.

3866. — Ordonnance de payement au sieur Bernard Kuard, menuisier, rue de Bourgogne, de 2,630 livres 17 sols pour fourniture de l'ameublement de la caserne

des chasseurs, rue de Babylone, suivant arrêté du Bureau municipal, avec rapports et mémoire.

31 mars 1791.
Minutes (9 p.), *A. N.*, F[13] 782.

3867. — Ordonnances de payement à divers marchands de bois de leurs fournitures pour le chauffage des corps de garde, suivant rapports et arrêtés du Bureau municipal pris en conséquence.

Mars-août 1791.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, F[13] 781.

3868. — Lettre d'envoi de l'état général de la lumière fournie par les officiers des bataillons pour les corps de garde de l'armée parisienne.

8 avril 1791.
Minute, *A. N.*, F[13] 781.

3869. — Ordonnance de payement à M. Grillon, capitaine de la compagnie du centre du bataillon de Saint-Nicolas-des-Champs, de 165 livres, montant des avances par lui faites pour la réparation des matelas de sa compagnie, casernée rue Quincampoix, suivant arrêté du Bureau municipal, avec rapport et mémoire.

9 avril 1791.
Minutes (6 p.), *A. N.*, F[13] 782.

3870. — Ordonnances de payement aux sieurs Durand, fumiste, Peynaud, Bastin, menuisiers, Brincourt, ferblantier, et Barbier, quincaillier, de leurs travaux et fournitures pour les corps de garde dépendant du bataillon de Saint-Dominique, avec rapports et mémoires.

9 avril-20 juillet 1791.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, F[13] 782.

3871. — Ordonnance de payement au sieur Chalabre de 500 livres pour un quartier du loyer d'une maison sise rue du Faubourg-Saint-Martin, servant de caserne à la compagnie du centre du bataillon de Saint-Laurent, avec lettre et mémoire de travaux de menuiserie exécutés dans cette caserne par le sieur Foraison.

20 avril 1791.
Minutes (4 p.), *A. N.*, F[13] 782.

3872. — Arrêté du Bureau municipal, ordonnant le payement d'une indemnité au sieur Boucher, marchand tapissier du faubourg Saint-Antoine, pour la location de lits de sangle, matelas et traversins, avec rapport et mémoires à l'appui.

26 avril 1791.
Minutes (5 p.), *A. N.*, F[13] 781.

3873. — Ordonnance de payement au sieur Lefranc de 750 livres pour un quartier du loyer de la caserne du bataillon des Filles-Dieu, rue du Faubourg-Saint-Denis, avec lettres.

27 avril 1791.
Minutes (3 p.), *A. N.*, F[13] 782.

3874. — Ordonnance de payement à M[me] Pantin de Villedere de 1,200 livres pour dix-huit mois de loyer d'une boutique, rue Saint-André-des-Arcs, qui a servi de corps de garde aux bataillons des Cordeliers et de l'Abbaye, de juillet 1789 au 31 décembre 1790, avec lettre et rapport du département de la garde nationale.

27 avril 1791.
Minutes (6 p.), *A. N.*, F[13] 782.

3875. — Ordonnances de payement des loyers dus au sieur Desmaris, propriétaire d'une maison, rue de Sèvres, servant de caserne à la 1[re] compagnie des canonniers.

28 avril, 21 juillet 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, F[13] 781.

3876. — Ordonnances de payement aux sieurs Parquin, Moulin, menuisiers, Caillez, Bancelin, serruriers, Marguerite, poêlier, du montant de divers ouvrages ou fournitures au bataillon des Cordeliers (3[e] bataillon, 2[e] division), avec mémoires et rapports.

Avril-juillet 1791.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, F[13] 782.

3877. — Ordonnance de payement au sieur Viellard de 700 livres pour un quartier du loyer d'une maison, rue de Bondy, servant de caserne au bataillon de Saint-Martin-des-Champs, avec lettres et rapports.

1[er] mai 1791.
Minutes (10 p.), *A. N.*, F[13] 782.

3878. — Ordonnances de payement à la veuve Duhan, marchande potière d'étain, de 1,000 livres, et au sieur Maillard, perruquier, de 600 livres à titre d'indemnité, en raison du déménagement forcé et précipité de leurs boutiques, rue Saint-Martin, prises pour y établir le corps de garde du bataillon de Saint-Nicolas-des-Champs, suivant arrêté du Bureau municipal et délibération de la section des Lombards, avec rapports.

2 mai 1791.
Minutes (15 p.), *A. N.*, F[13] 782.

3879. — Arrêté du Bureau municipal, ordonnant le payement de 74 livres au sieur Mayer pour le transport des lits de la caserne des Suisses de Rueil au château des Tuileries, avec mémoire et rapport.

3 mai 1791.
Minutes (7 p.), *A. N.*, F[13] 781.

3880. — Arrêté du département de la garde nationale, rendu sur le rapport de M. de l'Épine, pour le payement au sieur Painblanc du loyer d'une boutique à Chaillot, servant de corps de garde au bataillon des Capucins-Saint-Honoré.

10 mai 1791.
Minutes (3 p.), *A. N.*, F[13] 785.

3881. — Arrêté du Bureau municipal, accordant une indemnité de 150 livres à M. Ledoux, capitaine de la compagnie du centre du bataillon de l'Observance, pour réparations faites à son appartement de la caserne de l'Observance et le remboursement d'autres menues dépenses, avec lettre de M. Bailly, mémoires et rapports.

14 mai 1791.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, F[13] 782.

Le bataillon des Cordeliers, on ne sait pour quelle raison, avait pris le nom de bataillon de l'Observance, mais cette appellation ne fut que temporaire, car l'on voit par le *Courrier de Paris*, de Gorsas, t. XXIV, p. 57 (n° du 4 mai 1791), que le bataillon, légalement assemblé, abdiqua cette nouvelle dénomination.

3882. — Arrêté du Bureau municipal, autorisant l'ordonnancement de 111 liv. 10 sols au sieur Mage pour fourniture de deux poêles aux deux corps de garde du bataillon des Théatins, avec mémoire et rapport.

14 mai 1791.
Minutes (6 p.), *A. N.*, F[13] 782.

3883. — Ordonnances de payement de menues dépenses à M. de la Crépulière, capitaine de la 7e compagnie de chasseurs, et du loyer de la caserne de cette compagnie, rue de Lourcine, au sieur Billardon.

20, 21 mai, 18 juillet 1791.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, F[13] 781.

Cette compagnie de chasseurs faisait le service des barrières et celui de la Halle-aux-Blés, son capitaine est indiqué dans l'Almanach royal sous le nom de M. Crépu.

3884. — Observations soumises à M. Osselin, commissaire au département des casernements, sur une maison proposée pour servir de caserne à la compagnie du centre du bataillon de Saint-Louis-en-l'Ile, maison sise au milieu de la rue des Deux-Ponts.

Sans date.
Minute, *A. N.*, F[13] 780.

3885. — Rapport et arrêté du département de la garde nationale concernant le payement du loyer du corps de garde des volontaires du bataillon de Saint-Louis-en-l'Ile, réclamé par la demoiselle Eustache de Vaudemont.

31 mai 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, F[13] 785.

3886. — Ordonnance de payement à Mme de Canclaux, propriétaire d'une maison, rue des Ursins, de dix-huit mois de loyer pour le corps de garde des volontaires du bataillon de Notre-Dame.

10 juin 1791.
Minute, *A. N.*, F[13] 782.

3887. — Ordonnance de payement au sieur Lesage de dix-huit mois de loyer de deux boutiques servant de corps de garde au bataillon des Cordeliers, rue de l'Ancienne-Comédie, avec lettres et rapports du département de la garde nationale.

25 juin 1791.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, F[13] 782.

3888. — Ordonnance de payement à M. Sarrette, capitaine commandant de la

musique, de 2,250 livres pour neuf mois de loyer d'une maison, rue Saint-Joseph, occupée par la musique de la garde nationale.

4 juillet 1791.
Minute, *A. N.*, F^{13} 781.

3889. — Ordonnances de payement au sieur Hussenot de 9,000 livres pour deux années de loyer d'une maison, rue Beaubourg, servant de caserne à la compagnie soldée du bataillon des Carmélites, avec rapport, et de 24 livres au sieur Baneuy, tourneur, pour chaises fournies à ce corps de garde.

6 juillet, 30 août 1791.
Minutes (5 p.), *A. N.*, F^{13} 782.

3890. — Ordonnance de payement au sieur Desjobert du loyer de la caserne, rue de Bourgogne, occupée par le bataillon des Jacobins-Saint-Dominique, avec lettre.

16 juillet 1791.
Minutes (3 p.), *A. N.*, F^{13} 782.

3891. — Ordonnance de payement au sieur Thévenin de 4,275 livres pour un quartier du loyer de la caserne des grenadiers de la 6e division, rue Verte, et de la caserne des grenadiers et chasseurs de la 2e division, rue Plumet, avec rapports.

16 juillet 1791.
Minutes (4 p.), *A. N.*, F^{13} 782.

3892. — Ordonnance de payement au chevalier Mermet de Saint-Landry de 75 livres pour un quartier du loyer d'une boutique, rue Beaubourg, servant de corps de garde au bataillon des Carmélites, avec lettres et rapport.

16 juillet 1791.
Minutes (9 p.), *A. N.*, F^{13} 782.

3893. — Ordonnance de payement à M. Faydit de Tersac, major d'infanterie, de 100 livres pour trois mois du loyer d'un terrain, place Saint-Sulpice, occupé par un corps de garde dépendant du bataillon des Carmes, avec lettre.

18 juillet 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, F^{13} 782.

3894. — Ordonnance de payement au sieur Montigny de 750 livres pour un quartier du loyer d'une maison, rue Rousselet, servant de caserne à la compagnie du centre du bataillon des Théatins, avec lettres.

22 juillet 1791.
Minutes (4 p.), *A. N.*, F^{13} 782.

3895. — Ordonnances de payement aux sieurs Borguis et Yamini, poêliers-fumistes, de 662 livres 10 sols 5 deniers, d'une part, et de 166 livres 3 sols, d'autre part, pour fournitures et ouvrages de leur profession à la caserne du bataillon des Pères-de-Nazareth, rue Neuve-Saint-Laurent, suivant mémoires.

25 juillet 1791.
Minutes (7 p.), *A. N.*, F^{13} 782.

3896. — Ordonnance de payement au sieur Salmon de 200 livres pour six mois du loyer du corps de garde des volontaires de la 3e division, établi rue Chapon, avec bail et rapports.

27 juillet 1791.
Minutes (7 p.), *A. N.*, F^{13} 782.

3897. — Ordonnance de payement au sieur Champon de 2,200 livres pour six mois du loyer d'une maison, rue Barre-du-Bec, servant de caserne à la compagnie du centre du bataillon de Saint-Merry, avec notes.

8 août 1791.
Minutes (3 p.), *A. N.*, F^{13} 782.

3898. — Ordonnance de payement au sieur Delaplace, quincaillier, quai de la Mégisserie, de 13,867 livres, montant de fournitures à divers bataillons.

9 août 1791.
Minute, *A. N.*, F^{13} 781.

3899. — Ordonnance de payement aux héritiers du sieur Simon Prieur, menuisier, de 183 livres 9 sols, pour travaux de menuiserie faits dans la caserne du bataillon de Saint-Laurent, avec rapports.

22 août 1791.
Minutes (4 p.), *A. N.*, F^{13} 782.

3900. — Ordonnance de payement au sieur Belin, teinturier, de 400 livres pour une année de loyer du corps de garde du

bataillon de la Trinité, installé rue de Tracy, avec rapport.

29 août 1791.
Minutes (3 p.), *A. N.*, F^{13} 782.

3901. — Ordonnance de payement au sieur La Bussière, chaudronnier, de 674 livres 14 sols pour nettoyage et raccommodage des poêles de différents corps de garde, avec rapport et mémoires.

2 septembre 1791.
Minutes (5 p.), *A. N.*, F^{13} 781.

3902. — Mémoires des ouvrages de menuiserie exécutés en 1789 par le sieur Foraison à la caserne de l'École militaire, occupée par les chasseurs de Hulin, et de diverses fournitures en 1790 au bataillon des Carmes déchaussés, à la caserne de Saint-Laurent, à celle de l'Estrapade et aux casernes des chasseurs et grenadiers.

23 septembre 1791.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, F^{13} 781.

3903. — Ordonnance de payement au sieur Parquin, menuisier, de ses travaux à la caserne du bataillon de Saint-Séverin, au Marché-Neuf.

30 septembre 1791.
Minute, *A. N.*, F^{13} 782.

§ 6. — Artillerie.

3904. — Demande, par le sieur Carpentier, maire de Vaucresson, à M. de Lajard, aide-major général, d'un laissez-passer pour deux pierriers par lui achetés chez Lepage, pour en faire présent à sa commune.

Sans date (1789).
Minute, *A. N.*, C 197, n° 160^{36}.

3905. — Pétition du sieur Chantavoine, ingénieur géographe, capitaine dans la 2e division, district de Saint-Honoré, au comité militaire, à l'effet d'obtenir une lieutenance dans l'artillerie.

Sans date.
Minute, *A. N.*, C 197, n° 160^{36}.

3906. — Lettre de M. Bailly à M. de Lafayette, au sujet de la réclamation, par le district de Henri IV, de 2,000 francs pour frais d'entretien des canonniers qui ont fait le service de la batterie du Pont-Neuf.

26 janvier 1790.
Copie, *B. N.*, Mss., fonds français 11697, fol. 30 v°.

3907. — Arrêté de l'Assemblée des représentants de la Commune, décidant, en raison des difficultés que présenterait la restitution des deux canons réclamés par la municipalité de Tournan, l'achat par le département de la garde nationale et l'envoi à cette municipalité d'une caisse de trente-deux fusils.

3 juillet 1790.
Extrait conforme, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2671, fol. 168.

3908. — Lettre de M. Bailly à M. de Lafayette, appuyant la demande du bataillon de Saint-Merry, qui désirerait obtenir une pièce de canon se trouvant rue Verte, en échange de celle de M. Hulloa, qui a été réclamée par l'ambassadeur d'Espagne.

25 octobre 1790.
Copie, *B. N.*, Mss., fonds français 11697, fol. 93.

3909. — Délibérations des sections des Lombards et du Palais-Royal, portant nomination de dix-huit commissaires pour convertir en pièces neuves du calibre de 4 livres de balle les anciennes pièces de canon qui sont dans la capitale.

24 novembre 1790.
Extrait conforme, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2666, fol. 189, 191.

3910. — Lettre de M. Bailly à M. de Lafayette, demandant son avis au sujet de la refonte des canons du bataillon des Capucins-de-la-Chaussée-d'Antin.

11 décembre 1790.
Copie, *B. N.*, Mss., fonds français 11697, fol. 111.

3911. — Lettre de M. de Lafayette à M. Bailly, l'entretenant de son projet de refonte des pièces de canon pour procurer à chacun des soixante bataillons deux pièces dites à la suédoise, projet désapprouvé par les sections, et proposant de faire conduire à la fonderie les pièces du bataillon de la Chaussée-d'Antin par un détachement de ce bataillon qui se chargerait de les ramener.

13 décembre 1790.
Copie, *B. N.*, Mss., fonds français 11697, fol. 112.

3912. — Établissement d'une école nationale militaire d'armes à feu, formé par les sieurs Rocquet, ancien major commandant du corps de l'Arquebuse, présentement volontaire dans le Bataillon des Vétérans, et de Labarre, électeur de la section de la Croix-Rouge, grenadier volontaire au même bataillon, sous les auspices de la municipalité et avec l'approbation des chefs de la garde nationale parisienne.

8, 17, 29 juin 1791.
Minute, *A. N.*, AF[II] 409.

3913. — Lettres de M. Dauchy, député de l'Oise, à M. Bailly, maire de Paris, et au Comité des rapports, relatives à l'enlèvement par la garde nationale parisienne de quatre petites pièces de canon, à Ravenel, district de Clermont.

14, 20 juillet 1791.
Minutes (3 p.), *A. N.*, D XXIX[b] 36, n° 372.

3914. — Lettre de M. Bailly au Comité des rapports et des recherches au sujet de la réclamation, par M. Dauchy, député de l'Oise, de quatre petites pièces de canon, que la garde nationale parisienne avait enlevées à Ravenel, district de Clermont, et transportées au parc du bataillon de Henri IV.

16 juillet 1791.
Original signé, *A. N.*, D XXIX[b] 36, n° 372.

3915. — Lettre du directoire du département aux frères Périer, renvoyant au ministre de l'intérieur leur demande du payement de 30,000 livres, acompte sur le prix de la fonte des canons de la garde nationale.

27 juillet 1791.
Copie, *A. N.*, D VI 11, n° 112.

3916. — Lettres du maire de Paris et du commissaire général de la garde nationale au sujet de la réclamation, par la municipalité de Ravenel, de quatre pièces de canon actuellement déposées au parc d'artillerie du bataillon de Henri IV, pièces qui avaient été autrefois livrées en échange de quarante fusils.

15, 21 août 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, D XXIX 63.

3917. — Lettre des frères Périer au Comité des finances, demandant un acompte de 50,000 livres sur les 100,000 livres restant dues pour leurs livraisons de canons à la garde nationale, avec des échéances pour le surplus, et rappelant leur créance de 160,000 livres sur l'État pour les moulins à feu.

2 septembre 1791.
Minute, *A. N.*, D VI 11, n° 112.

3918. — Relevé des quatre-vingt-dix canons et cinquante-huit affûts livrés par MM. Périer frères aux bataillons de la garde nationale jusqu'au 21 août 1791, pour la somme de 137,520 livres 14 sols.

2 septembre 1791.
Minute signée, *A. N.*, D VI 11, n° 112.

§ 7. — Cavalerie.

3919. — Lettre de M. de Gouvion à M. de Saint-Priest, au sujet du choix d'un local pour les officiers de la cavalerie, rendant compte de l'examen fait par M. Rulhières.

31 janvier 1790.
Original signé, *A. N.*, F[7] 145.

3920. — Lettre de M. de Lafayette à M. Bailly, accompagnant le renvoi du mémoire des sieurs Malherbe et Carré, cavaliers dans la garde nationale, cassés pour insubordination, et confirmant cette décision rigoureuse, mais nécessaire à cause

du maintien de la discipline dans la garde nationale.

5 février 1790.
Copie, *B. N.*, Mss., fonds français 11697, fol. 34 v°.

3921. — Lettres de M. Bailly à M. de Lafayette et à M. de Gouvion, leur demandant de faire concorder avec le *Te Deum* du 14 à Notre-Dame la bénédiction des étendards de la cavalerie.

8, 9 février 1790.
Copies, *B. N.*, Mss., fonds français 11697, fol. 35 r°.

3922. — Carte d'entrée pour la bénédiction des étendards de la cavalerie nationale parisienne, le 21 février 1790, en l'église Notre-Dame.

A. N., C 198, n° 160[41].

3923. — Lettre des administrateurs du département de la garde nationale au sieur d'Angremont, au sujet de la réclamation par le sieur de La Bussière du harnachement d'un cheval, avec mémoire dudit La Bussière et réponse de M. d'Angremont.

8 mai 1790.
Minutes (5 p.), *A. N.*, C 204, n° 160[64].

3924. — Ordre de payement sur la caisse de secours, à M. d'Angremont, de 1,045 livres, pour l'acquisition d'un cheval et de son équipement, fournis au sieur Verdure, cavalier de la garde nationale, et du cheval du sieur Dupont, garde de l'Hôtel de Ville.

8 juin 1790.
Minute, *A. N.*, C 197, n° 160[36].

3925. — Requête de M. de Châteauneuf, premier aide-major de la cavalerie, au département de la garde nationale, pour l'enlèvement des effets mobiliers garnissant deux corps de garde de cavalerie abandonnés, l'un situé rue Contrescarpe, l'autre rue du Petit-Montreuil, avec mémoire de travaux de maçonnerie faits en 1790 à celui de la rue de Montreuil.

28 juin, 30 décembre 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, F^{13} 785.

3926. — Lettre de M. de Saint-Martin, transmettant une lettre de M. La Tour du Pin, ministre de la guerre, qui annonce la concession de sept cent vingt-huit mousquetons pour l'armement de la cavalerie de la garde nationale, lesquels seront fournis par les magasins de Maubeuge, mais transportés par les soins de la ville de Paris.

30 septembre, 10 octobre 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, F^{13} 780.

3927. — Ordonnance de payement de 87 livres 10 sols au profit de M[me] Lacombe, pour sept mois de loyer du poste de cavalerie de la rue Contrescarpe.

11 octobre 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, F^{13} 780.

3928. — Ordonnance de payement au sieur Marie, épicier, de la fourniture d'huile, des mèches et soins des cinq lampes du poste de la cavalerie au Carrousel.

30 octobre 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, F^{13} 781.

3929. — Lettres de M. de Gouvion et de M. Raymond, major de la cavalerie parisienne, relatives à l'envoi d'un détachement de cavalerie à Vincennes pour la protection du bois, et aux fournitures de matelas, couvertures et draps réclamés par la municipalité de cette localité, avec réponses et ordres du département de la garde nationale.

7 janvier-16 mars 1791.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, F^{13} 785.

3930. — Lettre de M. Bailly à M. Viguier de Curny, transmettant la demande de lits adressée par la municipalité de Passy pour le piquet de seize cavaliers établi dans le château de la Muette, en vue de la sûreté du bois de Boulogne, avec lettres et ordres du département de la garde nationale au sujet de diverses fournitures réclamées par M. de Châteauneuf.

17 janvier-8 juillet 1791.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, F^{13} 785.

3931. — Lettre du département de la garde nationale, concluant au rejet de la demande présentée par M. de Châteauneuf, pour le remplacement du poêle de faïence du poste de l'hôtel de Richelieu par un

poêle de fonte, suivant le rapport de M. de l'Épine.

4 février 1791.
Minutes (4 p.), A. N., F[13] 785.

3932. — Lettres du département de la garde nationale et rapport de M. de l'Épine concernant l'établissement de deux réverbères dans le poste du petit hôtel de la Vallière, au Carrousel.

8, 9, 11 février 1791.
Minutes (1 dos.), A. N., F[13] 785.

3933. — Lettre de M. Cahier de Gerville, procureur syndic adjoint de la Commune, demandant l'établissement d'un corps de garde au coin des rues Rochechouart et de la Tour-d'Auvergne, et l'envoi d'un piquet de cavalerie dans celui de la rue Cadet, en raison des nombreux malfaiteurs qui se cachent dans les terrains vagues de la section du Faubourg-Montmartre, avec réponse et lettre de M. de Gouvion, favorables à cette requête, rapports et correspondance touchant les fournitures demandées par M. de Châteauneuf pour le poste de l'ancienne barrière Cadet.

18 février-15 avril 1791.
Minutes (1 dos.), A. N., F[13] 785.

3934. — Lettres, ordres et mémoires relatifs à diverses réparations et fournitures réclamées par M. de Châteauneuf pour le poste des voitures de la cour.

21 février-15 septembre 1791.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, F[13] 785.

3935. — Demandes de réparation ou d'installation de poêles pour la salle d'ordre des officiers de la cavalerie parisienne, rue d'Angivilliers, pour le poste de la pointe Saint-Eustache et pour le poste du Gros-Caillou.

3, 10 mars 1791.
Minutes (6 p.), *A. N.*, F[13] 785.

3936. — Lettre de M. de Gouvion à M. Viguier de Curny, lui annonçant que le détachement de la garde nationale parisienne stationné à Vincennes y restera jusqu'à jeudi et rappelant qu'il est urgent de faire changer les matelas et couvertures se trouvant aux Tuileries.

8 mars 1791.
Minute, A. N., F[13] 785.

3937. — Ordre du département de la garde nationale et rapport du sieur de l'Épine au sujet des réparations demandées par M. de Châteauneuf au poste de cavalerie de la barrière de la Conférence et à celui de l'hôtel Richelieu.

16, 17 mars 1791.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, F[13] 785.

3938. — Lettre du département de la garde nationale en réponse à une réclamation des sieurs Poquet, Boyer et Mansin, transmise par M. Légier, juge de paix de la section des Postes, en raison du mobilier qu'ils ont fourni au corps de garde de la pointe Saint-Eustache, occupé par la cavalerie.

19 mars 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, F[13] 785.

3939. — Arrêté du Bureau municipal, autorisant le remboursement à M. de Châteauneuf de ses achats de menus meubles pour les corps de garde de Saint-Antoine, de la Planchette, de Saint-Eustache, du Carrousel, de Richelieu, de la Conférence, de l'École militaire et de la rue de Seine, avec mémoire et rapport à l'appui.

29 mars, 19 septembre 1791.
Extrait conforme et minutes (7 p.), *A. N.*, F[13] 781.

3940. — Ordonnances de payement à la veuve Dubois du loyer de sa maison, rue Meslay, occupée par les bureaux et les officiers supérieurs de la cavalerie, au sieur Flichy et à la veuve Grévin du loyer des locaux occupés par le poste de cavalerie de la Planchette, porte Saint-Martin, au sieur Roland, du loyer de la salle d'ordre des officiers de la cavalerie, rue d'Angivilliers, et au sieur Baudry, du loyer du poste de cavalerie, rue Saint-Lazare, à la Petite-Pologne, avec lettres et rapports annexés.

6, 28 avril, 7 et 28 mai, 14 août 1791.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, F[13] 781.

3941. — Lettre de M. de Gouvion, major

général, acceptant les conclusions du rapport de M. Savart, adjudant commissaire général, pour l'agrandissement du poste de cavalerie de la porte Saint-Antoine, de façon à contenir quinze cavaliers, avec rapport du Bureau municipal, décidant que l'augmentation de ce corps de garde sera faite incessamment.

15 mai 1791.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, F^{13} 785.

3942. — Rapport de M. de l'Epine, commissaire général adjoint du département de la garde nationale, demandant l'enlèvement des effets se trouvant dans le corps de garde de l'hôtel de Richelieu, évacué par le piquet de cavalerie pour occuper un nouveau poste, rue Vivienne.

31 mai 1791.
Minute, *A. N.*, F^{13} 785.

3943. — Rapport du sieur de Sainte-Agathe, garde-magasin du casernement, au sujet de l'enlèvement des effets mobiliers existants dans le poste précédemment occupé par la cavalerie, hôtel de Richelieu.

7 juin 1791.
Minute, *A. N.*, F^{13} 785.

3944. — Délibération du directoire du département de Paris, relativement à un achat ou emprunt de chevaux pour la formation d'un corps de cavaliers volontaires.

13 juillet 1791.
Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2636, fol. 124.

3945. — Rapports relatifs aux réparations dans différents corps de garde de la cavalerie et des gardes-ports, réclamées par M. de Châteauneuf, premier aide major de la cavalerie.

15 juillet 1791.
Minutes (3 p.), *A. N.*, F^{13} 785.

3946. — Lettre des administrateurs du département de Paris à M. Duportail, ministre de la guerre, au sujet de l'avance du prix des chevaux d'un corps de cavaliers volontaires pour la défense des frontières, et réponse de M. Duportail.

12 août 1791.
Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2636, fol. 125.

3947. — Requête du sieur Carré à M. Viguier de Curny, administrateur chargé du casernement de la cavalerie de Paris, offrant une maison, rue de la Roquette, n° 76, pour y loger un escadron de cavalerie, et lettre à ce sujet.

19 août, 1er septembre 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, F^{13} 785.

3948. — Décret de l'Assemblée nationale, relatif à la formation et organisation d'un corps de troupes à cheval pour la défense des frontières, sous la dénomination de gardes nationales volontaires parisiennes à cheval.

12 septembre 1791.
Original signé, *A. N.*, A 65, n° 3760.
Ed. *Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale*, septembre 1791, p. 118.

3949. — Supplique au Comité militaire par les volontaires de la cavalerie parisienne.

1791.
Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2636, fol. 162.

3950. — Règlement concernant la cavalerie volontaire parisienne et projet de formation d'un corps de dragons volontaires parisiens.

1791.
Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2636, fol. 163, 165.

3951. — Contrôle du 4e escadron de la cavalerie nationale parisienne, transcrit pour M. Pinon, par M. Saussay, aide-major de la garde nationale de Meulan, précédé de notices sur la composition et le traitement, la nomenclature des postes et le service des officiers.

1791.
Volume manuscrit de 20 pages in-12, relié, Bibl. Ville de Paris, 15902.

§ 8. — Service de la garde nationale.

A. — SERVICE INTÉRIEUR

3952. — Relevé des pertes d'effectif que chacun des régiments, tant d'infanterie que de troupes à cheval, a éprouvées, d'après le dépouillement de leurs revues de subsistances.

1787-1790.
Minute. A. N., D VI 7, n° 56.

3953. — Répartition du service par divisions, sous forme de tableaux.

1789.
Minutes (2 p.), A. N., C 202, n° 160[54].

3954. — Procès-verbal d'arrestation, par le corps de garde de la rue de Béthisy, d'un quidam qui battait une femme publique.

25 juillet 1789.
Minute. A. N., C 134 (dos. 13).

3955. — Lettre d'un capitaine du district des Feuillants, envoyé à Sèvres, demandant des ordres à M. de Lafayette.

29 juillet 1789.
Minute, A. N., C 134 (dos. 17).

3956. — Certificat constatant la livraison par Claude Fournier, capitaine commandant le corps de garde de la rue Coq-Héron, de fusils, couvertures et matelas pris au Champ de Mars.

24 août 1789.
Original signé, A. N., F[7] 6501.

3957. — Lettre du sieur de Giac au président du district des Capucins-de-la-Chaussée-d'Antin, au sujet du service de la garde nationale.

21 septembre 1789.
Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2642, fol. 27.

3958. — Bénédiction générale des drapeaux de la garde nationale à Notre-Dame, le dimanche 27 septembre 1789.

Carte d'entrée pour la galerie basse de la nef, A. N., C 198, n° 160[41].

L'abbé Fauchet prononça à cette occasion son *troisième discours sur la liberté française*, en présence de M. Bailly, maire, de M. de Lafayette, commandant général, des députés de Paris à l'Assemblée nationale, des représentants de la Commune et des députés de tous les districts de Paris. Cf. *B. N.*, Lb 39, n° 2374.

3959. — Lettre de M. Bailly à M. de Lafayette, le priant de faire dresser l'état des citoyens, soldés ou non soldés, de la garde nationale, envoyés en détachement, et réponse de M. de Lafayette.

20 octobre 1789.
Copie, *B. N.*, Mss., fonds français 11697, fol. 3 v°.

3960. — Lettre de M. Bailly à M. de Lafayette, appelant son attention sur l'absence de patrouilles dans la capitale, surtout durant la nuit, et réponse de M. de Lafayette, portant que l'insuffisance du service provient de ce que la cavalerie fournit de nombreux postes, dont un de vingt-cinq hommes pour la garde du Roi, un autre à l'Hôtel de Ville, un troisième de vingt hommes à l'Assemblée nationale.

30, 31 octobre 1789.
Copie, *B. N.*, Mss., fonds français 11697, fol. 9 r° et v°.

3961. — Récépissés de l'état-major général, constatant la remise de chevaux provenant des écuries du Roi.

Octobre-décembre 1789.
Minutes (14 p.), A. N., C 196, n° 160[34].

3962. — Demande d'un piquet de douze hommes de cavalerie et d'un officier faite au nom des administrateurs de la Caisse d'Escompte par M. Bailly, à l'effet de maintenir le bon ordre durant la nuit qui précédera la distribution des numéros.

17 novembre 1789.
Original signé de Bailly et contresigné de Lafayette, A. N., AF[II] 48, n° 167.

3963. — Lettre de M. de Lafayette à M. Bailly, l'informant que la garde du Trésor de la Ville est actuellement confiée

à la garde nationale, le détachement de M. de Seine étant retourné à Belleville depuis deux jours.

3 décembre 1789.

Copie, *B. N.*, Mss., fonds français 11697, fol. 13 r°.

V. au sujet de la participation de la garde nationale de Belleville à la défense de l'Hotel de Ville et du Trésor de la Ville, dans la journée du 5 octobre, le tome Ier de notre Répertoire, n° 957.

3964. — Lettre de M. de Gouvion, major général de la garde nationale, adressant à M. Bailly la lettre et le rapport de M. Pescheloche, aide-major du bataillon de Saint-Roch, sur le dîner de réconciliation donné au Palais-Royal par les chasseurs de la compagnie de Queyssac aux grenadiers de la 3e division.

31 décembre 1789.

Copies (3 p.), *B. N.*, Mss., fonds français 11697.

3965. — Ordre de service donné par l'état-major général pour la police des trois jours de Longchamps.

Sans date (1789).

Minute, *A. N.*, C 202, n° 160[55].

3966. — Lettre de M. Bailly à M. de Lafayette, transmettant la plainte du district des Capucins de Saint-Honoré, relativement au refus de service militaire par les citoyens du district.

Sans date (1789).

Copie, *B. N.*, Mss., fonds français 11697, fol. 3 r°.

3967. — Lettre de M. de Gouvion, major général de la garde nationale, à M. Bailly, au sujet des mesures d'ordre aux environs du Grand-Salon et du bal Ruggieri, déclarant qu'il laisserait quelquefois le peuple abandonné à lui-même pour voir jusqu'à quel point on peut avoir confiance en lui.

14 février 1790.

Copie, *B. N.*, Mss., fonds français 11697.

La *Chronique de Paris* annonçait, en effet, pour le dimanche 14 février, un bal de nuit non masqué, chez le sieur Ruggieri, à dix heures précises du soir. Le prix d'entrée était d'une livre dix sols par personne, et il y avait, comme annexes du bal, un restaurateur et un café. D'après les *Spectacles de la foire*, t. II, p. 342, le spectacle pyrrhique des frères Ruggieri, établi en 1765, aux Porcherons, jouissait, en 1789, d'une très grande vogue, grâce à l'aéronaute Blanchard, qui exécutait ses ascensions dans leurs jardins, et à deux pantomimes pyrrhiques, *l'Incendie de Troie par les Grecs* et *le Siège de Delhi par Thomas Koulikan.*

3968. — Lettre de M. de Gouvion, major général de la garde nationale, à M. Bailly, annonçant l'envoi de patrouilles de cavalerie dans les environs de la place aux Veaux, quoique la présence de plus de douze mille hommes de garde nationale en armes doive rendre tout désordre impossible.

14 février 1790.

Copie, *B. N.*, Mss., fonds français 11697.

Le déploiement de forces en question fut occasionné par le *Te Deum* chanté à Notre-Dame, le dimanche 14 février, auquel assista l'Assemblée nationale. On voit par le *Courrier de Paris*, de Gorsas, t. IX, n° XII, p. 177, qu'une haie de gardes nationales garnissait les rues Saint-Honoré, du Roule et le Pont Neuf. Quant à la place aux Veaux, elle se trouvait dans le quartier Saint-Jacques-de-la-Boucherie, au bout de la rue de la Planche-Mibray.

3969. — Lettres de M. Bailly à M. de Lafayette, contestant la légalité d'un jugement rendu par le conseil de surveillance de la 6e division contre le sieur Pellier, garde national, qui ne pouvait être condamné que par un conseil de guerre, avec réponse de M. de Lafayette.

21, 23, 26 février 1790.

Copies (3 p.), *B. N.*, Mss., fonds français 11697, fol. 37, 38, 41.

3970. — Lettre de M. Bailly à M. de Lafayette, le priant, à l'occasion de l'arrestation du comte de Mercy à la barrière, lors de la visite de sa voiture, de donner des ordres à la garde nationale pour le respect de la personne et du caractère des ambassadeurs.

1er mars 1790.

Copie, *B. N.*, Mss., fonds français 11697, fol. 42 v°.

3971. — Lettre de M. Bailly à M. de Lafayette, se plaignant de la négligence avec laquelle se fait le service de la garde nationale à l'hôtel de la Mairie, poste d'honneur qui exige des égards particuliers.

4 mars 1790.

Copie, *B. N.*, Mss., fonds français 11697, fol. 48 v°.

3972. — Lettre de M. Bailly à M. de Lafayette, accompagnant l'envoi de deux arrêtés du département de la garde nationale, l'un sur les congés absolus, l'autre relatif au retour dans les magasins municipaux de l'excédent de l'armement et équipement.

5 mars 1790.

Copie, *B. N.*, Mss., fonds français 11697, fol 50. v°.

3973. — Lettre de M. Bailly à M. de Lafayette, consentant à l'envoi de détachements de la garde nationale où il sera nécessaire pour rétablir l'ordre et assurer la perception des droits.

11 mars 1790.

Copie, *B. N.*, Mss., fonds français 11697, fol. 50 v°.

3974. — Lettre anonyme à M. Bailly, contenant une délation contre les grenadiers de la garde nationale qu'on accusait d'introduire le tabac en contrebande dans leurs bonnets, et lettres de M. de Gouvion, major général de la garde nationale, exprimant la pensée que cette délation n'avait d'autre but que de semer la division entre les grenadiers et les chasseurs.

15, 20, 21 mars 1790.

Copies, *B. N.*, Mss., fonds français 11697.

3975. — Lettre de M. Bailly à M. de Lafayette, adressant un mémoire relatif à l'établissement d'une garde pour la sûreté de l'enclos de Saint-Martin-des-Champs.

25 mars 1790.

Copie, *B. N.*, Mss., fonds français 11697, fol. 51 r°.

3976. — Lettre de M. de Gouvion, major général de la garde nationale, à M. Bailly, demandant une ordonnance de police qui oblige tous les citoyens à porter, soit un ruban à la boutonnière, soit la cocarde aux trois couleurs nationales, fixées par l'arrêté de l'Assemblée des électeurs du 14 ou 15 juillet dernier, et réponse de M. Bailly, déclarant que, suivant l'avis du procureur syndic de la Commune, une ordonnance ne serait pas sans inconvénient, et priant de donner au sujet des cocardes des consignes moins rigoureuses.

28 mars, 1er avril 1790.

Copies, *B. N.*, Mss., fonds français 11697.

3977. — Lettres échangées entre M. Bailly et M. de Gouvion, major général de la garde nationale, au sujet de l'avanie faite à M. Dangé, préposé de la Ferme, dans l'exercice de ses fonctions, et de la nécessité de respecter les officiers et volontaires employés à la perception des impôts.

5, 10 avril 1790.

Copies (3 p.), *B. N.*, Mss., fonds français 11697.

3978. — Déclaration du sieur Lapierre, garçon de bureau à l'Hôtel de Ville, au sujet du vol d'effets militaires, déposés dans le bureau qu'occupait le commissaire de la garde nationale parisienne.

14 avril 1790.

Minute, *A. N.*, AFII 48, n° 167.

3979. — Ordre du jour prescrivant de prêter main-forte aux commis du tabac pour la répression de la contrebande.

23 avril 1790.

Minute, *A. N.*, AFII 48, n° 167.

3980. — Lettre de M. Bailly à M. de Gouvion, contenant recommandation pour l'aide-major de ne point borner son rapport journalier à un simple état de situation, mais d'y ajouter le résultat des observations faites dans les différents quartiers au point de vue de la sûreté publique, et réponse de M. de Gouvion, portant qu'à l'avenir les majors seront rendus responsables de cette négligence.

5, 7 mai 1790.

Original signé, *A. N.*, AFII 48, n° 167; copie, *B. N.*, Mss., fonds français 11697.

3981. — Lettre de M. de Gouvion, major général de la garde nationale, à M. Bailly, annonçant qu'il disposera des patrouilles sur la route de la chaîne, depuis la barrière jusqu'au pont de la Tournelle.

6 mai 1790.

Copie, *B. N.*, Mss., fonds français 11697.

3982. — Lettre de M. Bailly à M. de Lafayette, demandant, de la part du procureur du Roi au Châtelet, les motifs de la détention du nommé Gruet, fusilier de la compagnie du centre du bataillon des Cordeliers, conduit il y a quelques jours dans les prisons du Châtelet.

9 mai 1790.
Copie, *B. N.*, Mss., fonds français 11697, fol. 59.

3983. — Lettre de M. Bailly à M. de Lafayette, transmettant la requête des officiers municipaux de Belleville, à fin de restitution des deux pièces de canon que M. de Ségur avait dans son château de Romainville, par lui remises le 15 juillet dernier et déposées aux corps de garde de l'ancienne Comédie-Française et de Bonne-Nouvelle, avec réponse de M. de Lafayette, annonçant qu'il a soumis la question aux commandants des bataillons des Cordeliers et de Bonne-Nouvelle.

17, 21 mai 1790.
Copies (2 p.), *B. N.*, Mss., fonds français 11697, fol. 59 v°.

3984. — Arrêté de la compagnie des grenadiers de la 2e division concernant les honneurs à rendre aux officiers supérieurs de la garde nationale, lors des revues.

26 mai 1790.
Minute signée, Bibl. Ville de Paris.

3985. — Lettre de M. Bailly à M. de Lafayette, lui exprimant le désir de passer successivement en revue les différentes divisions de l'armée parisienne et le priant de rassembler dimanche matin au Champ de Mars les trois premières.

10 juin 1790.
Copie, *B. N.*, Mss., fonds français 11697, fol. 63.

Ed. dans la *Chronique de Paris*, n° du 13 juin 1790, p. 653. En conséquence de cette lettre, M. de Lafayette ordonna aux 1re, 3e et 5e divisions de se trouver au Champ de Mars, à neuf heures, pour y être passées en revue par le maire.

3986. — Ordre de M. Bailly, maire de Paris, à l'état-major, à l'effet de faire garder le quartier de la Courtille par des patrouilles extraordinaires de cavalerie et d'infanterie, les citoyens de ce quartier refusant de monter la garde.

20 juin 1790.
Original signé par Bailly et contresigné par Duport-du-Tertre, *A. N.*, AFII 48, n° 167.

3987. — Lettre de M. Bailly à M. de Lafayette, au sujet d'une sentinelle de la garde nationale, placée, dans la nuit du 2 au 3 juillet, à la porte d'une maison de la rue de Caumartin, où se jouait un jeu ruineux, le priant de faire en sorte que pareil abus ne puisse se renouveler.

4 juillet 1790.
Copie, *B. N.*, Mss., fonds français 11697, fol. 70.

3988. — Billet de garde pour le sieur Maignan de Champromain, secrétaire commis de l'Assemblée nationale, du district de Saint-Nicolas-du-Chardonnet, compagnie de Saint-Bernard.

20 août 1790.
Imprimé rempli, *A. N.*, C 197, n° 160[35].

3989. — Lettre de M. Bailly à M. de Lafayette, au sujet d'un coup de feu tiré aux Champs-Élysées par un volontaire du bataillon des Capucins-Saint-Honoré sur un particulier qui fuyait, le priant de donner ordre aux patrouilles de ne point tirer lorsqu'elles ne sont pas attaquées.

25 août 1790.
Copie, *B. N.*, Mss., fonds français 11697, fol. 78.

3990. — Lettre de M. Bailly à M. de Gouvion, lui signalant un jeune homme, le sieur Duplessié de Rouvilier, qui a quitté la maison paternelle avec le projet de s'enrôler dans la garde nationale.

28 août 1790.
Original signé, *A. N.*, AFII 48, n° 167.

3991. — Lettre de M. Bailly à M. de Lafayette, lui soumettant la demande du sieur Rose, entrepreneur du cirque du Palais-Royal, pour obtenir expédition du procès-verbal dressé par le sieur Savalette de Lange, qui commandait le poste de la

garde nationale du Palais-Royal, le 15 juillet, procès-verbal attaquant son honneur.

30 août 1790.

Copie, *B. N.*, Mss., fonds français 11697, fol. 79.

Aux termes d'une plainte adressée, le 1er décembre 1790, par le sieur Rose de Saint-Pierre au commissaire Prestat (*A. N.*, Y 15300), le sieur Savalette de Lange, chargé de relever la garde au poste du Palais-Royal, lors de la fête organisée le 15 juillet en l'honneur des députés de la Fédération, avait, de son autorité privée, fait ouvrir les grilles et portes du Cirque et favorisé l'irruption de la foule qui avait tout brisé. C'est en vain que le sieur Rose de Saint-Pierre réclama copie du procès-verbal dressé contre lui par M. Savalette de Lange, d'abord à M. de Bazoncourt, major de la 6e division, puis au duc d'Aumont, enfin à M. de Gouvion, le major général lui fit même répondre qu'on jetterait au feu ce procès-verbal plutôt que de le lui communiquer.

3992. — Lettre de M. Bailly à M. de Lafayette, lui demandant de convoquer un conseil de guerre pour juger les inculpations qui pèsent sur M. de L'Eclusette.

9 septembre 1790.

Copie, *B. N.*, Mss., fonds français 11697, fol. 82.

Le sieur L'Eclusette était capitaine au 9e bataillon de la 6e division.

3993. — Envoi à M. de Lafayette, par M. de La Colombe, aide-major général, des ordres donnés ainsi que des rapports des commandants et officiers de la garde nationale concernant la garde du Châtelet pour le 17 septembre, sur l'avis d'une évasion projetée par les prisonniers.

18 septembre 1790.

Minute et copie conforme (2 p.), *A. N.*, D XXIXb 32, no 335.

La tentative d'évasion en question eut lieu, en effet, dans la nuit du 18 septembre. Cf. le no 3253 du présent volume.

3994. — Ordre du Comité des recherches de l'Assemblée nationale au commandant général de la garde nationale, afin de tenir au secret la femme du concierge de la prison de l'Abbaye, détenue à la Force, et d'empêcher toute évasion.

18 septembre 1790.

Original signé, *A. N.*, AFII 48, no 167.

Cf. le no 3131 du présent volume.

3995. — Lettre de M. Bailly à M. de Lafayette, envoyant la proclamation du Roi relative à l'incursion faite le 17 dans le grand parc de Versailles, et le priant d'assurer l'exécution de cette loi.

19 septembre 1790.

Copie, *B. N.*, Mss., fonds français 11697, fol. 83.

Un décret de l'Assemblée nationale, en date du 18 septembre, investit la municipalité de Versailles de pleins pouvoirs pour repousser toutes attaques analogues à celle qui avait été faite le 17, sous prétexte de détruire le gibier, et prescrivit au maire de Paris et au commandant général de la garde nationale de prêter main-forte à la garde nationale de Versailles. V. dans le Comité des rapports (*A. N.*, D XXIX 69), les lettres, procès-verbaux et rapports adressés au Comité, le 4 octobre 1790, par le commandant général de la garde nationale et la municipalité de Versailles, relativement à l'insurrection du grand parc.

3996. — Lettre de M. Bailly à M. de Lafayette, envoyant copie d'une lettre de M. La Tour du Pin, qui requérait l'arrestation, par la garde nationale, de deux soldats du régiment du Roi, décrétés de prise de corps par le bailliage de Nancy.

23 septembre 1790.

Copie, *B. N.*, Mss., fonds français 11697, fol. 84.

Cette arrestation avait trait à l'insurrection des Suisses de Châteauvieux. Voir l'enquête instruite au Châtelet, le 10 septembre 1790, contre six soldats du régiment du Roi, t. 1er de notre Répertoire, no 3510.

3997. — Lettre de M. Bailly, transmettant à M. de Lafayette la demande des marchands du Palais-Royal tendant à obtenir huit hommes de garde et un caporal, payés de leurs deniers, pour écarter la foule qui encombre l'entrée de leurs boutiques.

24 septembre 1790.

Original signé, *A. N.*, AFII 48, no 167; copie, *B. N.*, Mss., fonds français 11697, fol. 84.

3998. — Lettre de M. Bailly à M. de Lafayette, l'invitant à donner les ordres nécessaires pour que la garde nationale prête main-forte aux employés des Fermes, à toute réquisition, afin d'assurer la répression de la fraude.

29 septembre 1790.

Copie, *B. N.*, Mss., fonds français 11697, fol. 85.

3999. — Lettre de M. Bailly à M. de Lafayette, le priant de faire exercer une surveillance spéciale à la Conciergerie, à cause des mouvements qui doivent s'y produire, au rapport des prisonniers.

14 octobre 1790.
Copie, *B. N.*, Mss., fonds français 11697, fol. 89.

4000. — Lettre de M. Bailly à M. de Lafayette, se plaignant de l'arrestation abusive de M. Contant de l'Isle, procureur au Parlement, par la garde nationale, sur la réquisition de son domestique, et de la violation de la liberté individuelle.

21 octobre 1790.
Copie, *B. N.*, Mss., fonds français 11697, fol. 92.

4001. — Délibération de l'assemblée générale de la section de la Place-Royale, relative au service de la garde nationale.

12 novembre 1790.
Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2635, fol. 109.

4002. — Lettre de M. de Gouvion, major général de la garde nationale, à M. Bailly, annonçant qu'il a ordonné des patrouilles à la garde des ports et des quais, pour chasser les gens sans aveu des arcades du pont au Change et du quai de la Mégisserie, et déclarant que le maire seul peut interposer son autorité en ce qui concerne la garde des petits spectacles, à l'effet d'empêcher les directeurs de les enlever à la garde des ports au profit des troupes du centre.

12 novembre 1790.
Copie, *B. N.*, Mss., fonds français 11697.

4003. — Lettre de M. Bailly à M. de Lafayette, lui exprimant ses craintes au sujet de la représentation de la soirée et le priant de faire garder l'Hôtel de Ville et d'envoyer partout des patrouilles.

17 novembre 1790.
Copie, *B. N.*, Mss., fonds français 11697, fol. 103.

Il s'agit de la première représentation de la tragédie de Voltaire, *Brutus*, au théâtre de la Nation, déjà annoncée depuis plusieurs jours, et l'on s'attendait, dit le *Courrier de Paris*, de Gorsas (t. XVIII, n° XVII, p. 262), à une représentation très orageuse. V. dans le n° XIX, p. 293, les détails historiques de la première représentation de cette pièce.

4004. — Lettre de M. Bailly à M. de Lafayette, adressant un extrait de la délibération prise par la section du Palais-Royal au sujet du service de la compagnie du centre.

19 novembre 1790.
Copie, *B. N.*, Mss., fonds français 11697, fol. 104.

4005. — Lettre de M. Bailly à M. de Lafayette, portant qu'à l'avenir la garde nationale ne procédera à aucune arrestation sans s'assurer en même temps de la personne qui aura provoqué l'arrestation, pour éviter le reproche d'attenter arbitrairement à la liberté individuelle.

1er décembre 1790.
Original signé, *A. N.*, AF II 48, n° 167 : copie, *B. N.*, Mss., fonds français 11697, fol. 106.

4006. — Lettres de M. Bailly à M. de Lafayette, lui annonçant que le Corps municipal a accueilli sa demande tendant à admettre dans chaque compagnie un enfant d'officier ou de soldat de la garde nationale, pour tenir lieu de l'ancien dépôt des gardes françaises, et réponse de M. de Lafayette, remerciant de cette décision.

2, 9 décembre 1790.
Copies, *B. N.*, Mss., fonds français 11697, fol. 107, 109, 111.

4007. — Ordre général recommandant de ne procéder dorénavant à aucune arrestation, sans s'être assuré d'abord de la personne à arrêter et de celles qui provoqueront l'arrestation.

5 décembre 1790.
Copie conforme, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

4008. — Lettre de M. Bailly à M. de Lajard, lui renvoyant la réclamation de la dame Beaudin pour le payement d'objets dus par des personnes attachées à la garde nationale.

7 décembre 1790.
Original signé, *A. N.*, AF II 48, n° 167.

4009. — Lettre de M. Bailly à M. de Lafayette, le priant de prendre des mesures pour protéger les maisons irlandaises et écossaises, sises rues des Carmes, du Cheval-Vert, des Fossés-Saint-Victor et des Postes, devenues suspectes au peuple à cause de l'incident du Champ de Mars, du 6 décembre.

7 décembre 1790.

Copie, *B. N.*, Mss., fonds français 11697, fol. 109.

L'incident en question est une escapade de jeunesse de trente à quarante écoliers du collège des Irlandais, dits les Lombards, rue du Cheval-Vert, qui s'étaient amusés à arracher les inscriptions se trouvant sur l'autel de la Patrie et avaient fait pleuvoir sur les gardes nationaux une grêle de pierres. Le peuple attroupé s'était jeté sur ces séminaristes et avait failli leur faire un mauvais parti, l'intervention de Lafayette seule parvint à les soustraire à la fureur populaire.

4010. — Lettre de M. Bailly à M. de Lafayette, à l'effet de commander une garde d'honneur, tant au Palais que sur la place de l'Hôtel-de-Ville, pour la réception du serment des juges composant le tribunal provisoire et leur installation par la municipalité, avec réponse de M. de Lafayette.

8 décembre 1790.

Copies, *B. N.*, Mss., fonds français 11697, fol. 110, 111.

4011. — Lettre de M. Bailly à M. de Lafayette, l'invitant à faire lever la consigne en vertu de laquelle les fiacres fermés sont visités après onze heures du soir, consigne exécutée avec une extrême rigueur au cimetière Saint-Jean.

23 décembre 1790.

Copie, *B. N.*, Mss., fonds français 11697, fol. 116.

4012. — Ordre du maire de Paris, portant que les patrouilles, qui trouveront dans leurs tournées des cabarets ou cafés ouverts après onze heures, se borneront à en faire sortir les consommateurs et ne les conduiront devant le commissaire qu'en cas de rixe ou d'insulte à la patrouille.

28 décembre 1790.

Original signé, *A. N.*, AF II 48, n° 167; copie, *B. N.*, Mss., fonds français 11697, fol. 116.

4013. — Lettre de M. Bailly à M. de Lafayette, le priant de révoquer l'ordre de service donné par M. de Courtanmer, chef de la 2e division, pour le maintien de l'ordre, à l'occasion de la cérémonie de l'ex-curé de Saint-Sulpice, qui devait officier le 23 janvier.

22 janvier 1791.

Copie, *B. N.*, Mss., fonds français 11697, fol. 123.

Antoine-Xavier Maynaud de Pancemont, curé de Saint-Sulpice depuis 1788, avait refusé de prêter serment et recevait de nombreux témoignages de sympathie des personnes de la cour; il fut remplacé par Jean Poiret, supérieur de l'Oratoire, élu le 30 janvier.

Cf. le *Courrier de Paris*, par Gorsas, t. XX, n° XXVI, p. 404.

4014. — Lettre de M. Bailly à M. de Lafayette, déclarant que la garde nationale ne doit prêter main-forte aux employés des Fermes pour procéder à des perquisitions que lorsque le maire est prévenu de la perquisition.

25 janvier 1791.

Copie, *B. N.*, Mss., fonds français 11697, fol. 123.

4015. — Lettre de M. de Gouvion, major général de la garde nationale, à M. Bailly, annonçant qu'il fera porter une patrouille de cavalerie, le lendemain à midi, aux environs de Sainte-Marguerite.

29 janvier 1791.

Copie, *B. N.*, Mss., fonds français 11697.

L'envoi de cette patrouille dans le faubourg Saint-Antoine avait pour but de prévenir le retour des scènes de désordre qui venaient de se passer le 27 janvier, à la suite d'une rixe, où le sieur Louvain, garçon ébéniste, soupçonné d'être un espion de l'état-major de la garde nationale, avait blessé grièvement un soldat du bataillon de Sainte-Marguerite. Le peuple s'était ameuté et avait failli écharper le sieur Louvain; pour intercepter le passage et empêcher l'arrivée de la cavalerie, il avait même élevé une barricade. V. le n° 5264 du présent volume.

4016. — Lettre de M. de Gouvion, major général de la garde nationale, à M. Bailly, relativement à l'établissement d'un poste pour la garde du tribunal du 5e arrondissement, à Sainte-Geneviève, qui présente certaines difficultés, par suite de l'insuffisance de l'effectif de la 1re division, où cer-

tains bataillons comptent à peine trois cent cinquante hommes, et réponse de M. Bailly, insistant pour donner à ce tribunal la garde nécessaire comme aux autres tribunaux.

13, 15 février 1791.
Copies, *B. N.*, Mss., fonds français 11697.

4017. — Lettre de M. de Gouvion, major général de la garde nationale, à M. Bailly, lui faisant observer que le poste de Richelieu se trouve à Montmartre, celui de l'Hôtel-de-Ville à la barrière du Trône, et que le reste de la cavalerie est distribuée par postes de neuf hommes dans toute la circonférence de la capitale.

19 février 1791.
Copie, *B. N.*, Mss., fonds français 11697.

4018. — Lettre de M. Bailly à M. de Lafayette, lui témoignant, de la part du Corps municipal toute sa satisfaction de la conduite tenue et des manœuvres exécutées, le jeudi précédent, aux Tuileries par la garde nationale.

26 février 1791.
Copie, *B. N.*, Mss., fonds français 11697, fol. 126.

4019. — Lettre de M. Bailly à M. de Lafayette, demandant, au nom du directoire du département, l'installation d'une garde d'honneur au lieu de ses séances, chez M. de La Rochefoucauld, président du département, et chez le procureur général syndic.

10 mars 1791.
Original signé, *A. N.*, AF II 48, n° 167.

4020. — Lettres de M. Bailly à M. de Gouvion, major général de la garde nationale, le priant de donner une escorte de six cavaliers à la diligence de Lille, ainsi qu'aux autres diligences partant de jour, en raison de l'arrestation de la diligence de Lille, le 9 mars.

11 mars 1791.
Copies, *B. N.*, Mss., fonds français 11697.

La diligence de Lille, arrêtée une première fois, le 15 février, par la section de Mauconseil, sous prétexte d'exportation de numéraire, le fut une seconde fois, le 9 mars, par la section de Bondy, et le Corps municipal dut faire escorter les diligences jusqu'aux barrières.

Cf. PAUL ROBIQUET, *le Personnel municipal pendant la Révolution*, p. 567.

4021. — Lettres de M. de Gouvion, major général de la garde nationale, à M. Bailly, annonçant qu'il a fait escorter les quatre diligences parties le 12 mars, mais qu'il ne pourra s'en charger à l'avenir qu'en ayant une note indicative du départ des diligences, fournie par les fermiers des Messageries, avec réponse de M. Bailly, approuvant cette mesure.

13, 15 mars 1791.
Copies, *B. N.*, Mss., fonds français 11697.

4022. — Lettre de M. Bailly à M. de Gouvion, major général de la garde nationale, le priant de faire surveiller les maisons de jeu du Palais-Royal, visées par des volontaires de la 6e division.

Mars 1791.
Copie, *B. N.*, Mss., fonds français 11697.

4023. — Lettre de M. Bailly à M. de Gouvion, major général de la garde nationale, le priant d'établir, près de l'Hôtel-Dieu et de l'Abbaye, une surveillance occulte pour la confrontation d'un prisonnier, accusé de l'assassinat d'un cavalier de la garde nationale.

Mars 1791.
Copie, *B. N.*, Mss., fonds français 11697.

4024. — Modèle de rapport pour les commandants de poste faisant leurs patrouilles ou procédant aux arrestations.

Sans date (mars 1791).
Minute avec blancs, *A. N.*, AF II 48, n° 167.

4025. — Lettre de M. Bailly à M. de Gouvion, demandant l'installation immédiate d'un poste de douze hommes à l'hôtel où le directoire du département tient ses séances, pour y monter la garde nuit et jour.

2 avril 1791.
Original signé, *A. N.*, AF II 48, n° 167 ; copie, *B. N.*, Mss., fonds français 11697.

4026. — Lettre de M. Bailly à M. de Gouvion, major général de la garde nationale, l'invitant à faire consigner une partie de la compagnie du centre du bataillon des Jacobins-Saint-Honoré afin de protéger le cou-

vent des Capucines de la place Vendôme, qui serait menacé.

7 avril 1791.

Copie, *B. N.*, Mss., fonds français 11697.

D'après le *Courrier de Paris*, par Gorsas, t. XXIII, p. 122, les Miramiones et nombre de béguines furent, ce jour, fustigées d'importance dans plusieurs quartiers de Paris. Le couvent des Capucines ne figure point sur la liste des maisons, donnée par Gorsas, t. XXIII, p. 155, « où, suivant son expression, le fanatisme fut corrigé par des verges salutaires. »

4027. — Lettre de M. Bailly à M. de Lafayette, l'invitant à tenir la main à l'exécution de l'arrêté du Corps municipal qui interdit tous attroupements devant les maisons, églises et communautés religieuses, et recommandant tout particulièrement à sa sollicitude les sœurs de charité, si utiles pour soigner les malades et instruire gratuitement dans les écoles de Paris.

11 avril 1791.

Original signé, *A. N.*, AFII 48, n° 167; copie, *B. N.*, Mss., fonds français 11697, fol. 143.

L'arrêté du Corps municipal, interdisant tout attroupement devant les maisons et communautés religieuses, est du 7 avril; il a été reproduit par M. Paul Robiquet, *le Personnel municipal de Paris pendant la Révolution*, p. 579, qui a également publié cette lettre de Bailly.

4028. — Lettre du président du tribunal du 1er arrondissement à M. de Lafayette, demandant qu'en cas d'arrestation pour vol, la garde nationale s'abstienne de fouiller les délinquants et les conduise devant l'officier civil, qui seul a qualité pour faire les recherches et vérifications légales.

11 avril 1791.

Original, *A. N.*, AFII 48, n° 167.

4029. — Ordre du jour du commandant général de la garde nationale pour la répression des excès commis contre les maisons religieuses et des mauvais traitements infligés aux sœurs de charité.

12 avril 1791.

Minute de la main de Lafayette, *A. N.*, AFII 48, n° 167.

4030. — Lettre de M. de Gouvion, major général de la garde nationale, à M. Bailly, lui demandant ses ordres au sujet du transfèrement de la Caisse de l'Extraordinaire de la rue Montorgueil à son nouvel hôtel, rue Vivienne, et de l'utilité d'avoir un poste de cavalerie dans les environs, avec réponse de M. Bailly, approuvant les dispositions projetées.

13, 15 avril 1791.

Copies, *B. N.*, Mss., fonds français 11697.

4031. — Lettre du maire de Paris à M. de Lafayette, le priant d'envoyer une garde d'honneur pour l'installation au Palais du tribunal de cassation.

19 avril 1791.

Original signé, *A. N.*, AFII 48, n° 167.

4032. — Ordre du maire de Paris, annonçant que le Corps municipal a reçu dans la journée d'hier les vœux de cinquante-quatre bataillons et recevra sans doute les autres aujourd'hui.

24 avril 1791.

Original signé, *A. N.*, AFII 48, n° 167.

4033. — Dénonciation du sieur Mandar contre le sieur Dufay, l'un des aides de camp du général Lafayette, envoyée à M. Bailly.

28 avril 1791.

Copies (3 p.), *B. N.*, Mss., fonds français 11697, fol. 152, 153.

4034. — Lettre de M. Bailly à M. de Gouvion, major-général de la garde nationale, l'invitant à faire porter des forces suffisantes au Palais-Royal, où les groupes sont très nombreux et surexcités par des discours incendiaires, à cause de la translation des grenadiers de l'Oratoire à la rue Verte.

29 avril 1791.

Copie, *B. N.*, Mss., fonds français 11697.

La *Chronique de Paris*, n° du 30 avril 1791, disait qu'il y avait en ce moment beaucoup de fermentation à Paris, dont le foyer, observe ce journal, est toujours au Palais-Royal. Le 29 avril, au soir, le peuple voulut jeter dans le bassin un chasseur qui avait arraché une affiche du club des Cordeliers. L'agitation avait aussi pour cause le licenciement par la municipalité de la compagnie des grenadiers de l'Oratoire, dont la caserne se trouvait dans la rue de l'Oratoire.

V. dans la *Chronique de Paris*, n° du 22 mai 1791, la lettre de M. Trévilliers, commandant du bataillon de l'Oratoire, au sujet de cette compagnie.

4035. — Lettre de M. Bailly à M. de Gou-

vion, major général de la garde nationale, le priant de donner des ordres pour préserver la manufacture des glaces, menacée par les ouvriers réformés des ateliers, et réponse de M. de Gouvion, portant que M. Delaleu, major de la 5e division, doit s'entendre avec le directeur et placer une garde intérieure dans cet établissement.

15 mai 1791.

Copies, *B. N.*, Mss., fonds français 11697.

Les troubles en question étaient provoqués par la suppression de l'atelier de démolition de la Bastille.

V. la lettre des ouvriers à Palloy et sa réponse dans la *Chronique de Paris*, supplément du 14 mai 1791.

4036. — Lettre de M. Bailly à M. de Gouvion, major général de la garde nationale, renouvelant ses injonctions au sujet de la manufacture des glaces, et priant de veiller à la sûreté des sieurs Lemonnier et Joly, également menacés par les ouvriers réformés des ateliers, ainsi qu'à la tranquillité de la rue de la Mortellerie, où se trouvent ces ouvriers au nombre de deux cent cinquante, avec réponse conforme de M. de Gouvion.

18 mai 1791.

Copie, *B. N.*, Mss., fonds français 11697.

4037. — Lettre de M. Bailly à M. de Gouvion, major général de la garde nationale, lui faisant part d'avis inquiétants qu'il importe de vérifier.

20 mai 1791 (onze heures du soir).

Copie, *B. N.*, Mss., fonds français 11697.

L'accroissement rapide du prix de l'argent, qui était à ce moment à 8 et 9 pour cent et même 15 pour les billets de 1,000 livres, la rareté du numéraire avaient produit au Palais-Royal une très vive fermentation; l'un des officiers municipaux, M. Pitra, qui en avait été témoin, se hâta d'en instruire le Corps municipal. Après une démarche faite auprès du directoire du département, ce Corps adressa au président de l'Assemblée nationale une lettre demandant l'émission de petits assignats de 5 livres concurremment avec de la monnaie de billon. Cf. le *Courrier français*, numéro du 20 mai 1791, p. 161.

4038. — Lettre de M. Bailly à M. de Gouvion, major général de la garde nationale, le priant de renforcer la garde de l'Hôtel de Ville, contre lequel des projets sont formés, et d'envoyer des patrouilles dans Paris, avec réponse de M. de Gouvion, conforme aux indications du maire.

21 mai 1791.

Copies, *B. N.*, Mss., fonds français 11697.

D'après le *Journal de la cour et de la ville*, numéro du 20 mai 1791, on avait jugé à propos d'envoyer quelques patrouilles et quelques canons autour de l'hôtel de MM. de Lameth, en raison des véhémentes motions faites contre eux au Palais-Royal; en effet, on ne parlait rien moins que de mettre ces deux frères à la lanterne, de fouetter leurs femmes pendant l'exécution et de démeubler ensuite leur hôtel pour remeubler celui de Castries.

4039. — Lettre des officiers municipaux formant le bureau permanent de la commune de Rouen au commandant de la garde nationale de Paris, envoyant copie du jugement prononcé contre les distributeurs d'un libelle intitulé : *Lettres des commandants de la garde nationale de Rouen à Messieurs les commandants de l'armée parisienne*.

26 juin 1791.

Original et copie, *A. N.*, AF II 48, n° 167.

4040. — Lettre de la Société des Amis de la constitution de Rouen à la garde nationale de Paris, protestant avec indignation contre le libelle calomnieux colporté à Rouen, dans lequel l'on adressait, au nom de l'état-major de la garde nationale de cette ville, les reproches les plus injustes et les moins mérités à l'armée de Paris au sujet de l'évasion du Roi et de la famille royale.

26 juin 1791.

Original signé, *A. N.*, AF II 48, n° 167.

4041. — Lettre des officiers municipaux de police à Rouen, envoyant six exemplaires du jugement criminel du tribunal de district, qui ordonne que le libelle contre la garde nationale de Paris sera lacéré et brûlé au bas du grand escalier, et d'une sentence du tribunal de police, condamnant les distributeurs à la prison.

1er juillet 1791.

Original signé avec imprimés (3 p.), *A. N.*, AF II 48, n° 167.

4042. — Lettre de M. Bailly à M. de Lajard, lui retournant les pièces envoyées

par la municipalité de Rouen concernant le libelle, pièces qu'il a communiquées au Corps municipal, lequel l'a chargé d'exprimer ses sentiments de gratitude à la ville de Rouen, et lettre de M de Lajard au procureur syndic de la Commune à ce sujet.

2, 26 juillet 1791.
Originaux signés (2 p.), *A. N.*, AF II 48, n° 167.

4043. — Lettre de M. Bailly à M. de Lafayette, l'avisant que la distribution de la nouvelle monnaie de cuivre doit commencer le lendemain chez le sieur de la Marche, rue Vieille-du-Temple, et le priant d'établir une garde pour contenir l'affluence du peuple et l'empêcher de se placer dans cette rue ainsi que dans les rues adjacentes avant six heures du matin.

21 juillet 1791.
Copie, *B. N.*, Mss., fonds français 11697, fol. 167.

Un arrêté du Corps municipal, en date du 20 juillet 1791, avait fixé au vendredi 22 juillet l'ouverture de la Caisse d'échange des assignats de 5 livres contre la monnaie de cuivre. La Caisse en question, établie au n° 13 de la Vieille-Rue-du-Temple, devait être ouverte au public de huit heures du matin à deux heures après midi; comme mesure d'ordre, les citoyens recevaient des cartes indicatives de leur tour, dont la distribution ne commençait qu'à six heures du matin. Le texte de cet arrêté est reproduit dans le *Moniteur universel*, numéro du 24 juillet 1791.

4044. — Lettre de M. Bailly à M. de Gouvion, major général de la garde nationale, lui apprenant que, suivant le bruit répandu, des prêtres réfractaires devaient, le jour même, insulter à la procession les prêtres constitutionnels, et réponse de M. de Gouvion, portant qu'il donnera des ordres en conséquence à M. Carle.

15 août 1791.
Copies, *B. N.*, Mss., fonds français 11697.

4045. — Remise au Comité des recherches par M. Charton, aide de camp de M. de Lafayette, du rapport des gardes nationaux de service au poste de la Jussienne au sujet d'une lettre chiffrée, adressée à un habitant de Metz, trouvée dans la rue à quatre heures du matin.

25 août 1791.
Minutes (3 p.), *A. N.*, D XXIX b 34, n° 350.

4046. — Lettre de M. Bailly à M. de Lafayette, le priant de renforcer le poste de la Halle aux blés et recommandant une surveillance toute particulière aux chefs des corps de garde qui avoisinent la municipalité de Belleville.

3 septembre 1791.
Original signé, *A. N.*, AF II 48, n° 167.

4047. — Lettre de M. Bailly à M. de Gouvion, le priant de mettre à l'abri de toute entreprise les poinçons, matrices et planches servant à former les billets de caisse et promesses d'assignats, déposés au greffe du tribunal du 2e arrondissement pour servir à une instruction criminelle.

3 septembre 1791.
Original signé, *A. N.*, AF II 48, n° 167.

4048. — Lettre de M. Bailly à M. de Gouvion, demandant pour le jeudi suivant le doublement des gardes à l'endroit du pont Royal où se fait l'embarquement pour Saint-Cloud.

6 septembre 1791.
Original signé, *A. N.*, AF II 48, n° 167.

4049. — Répartition du service de Paris entre la garde nationale, la gendarmerie à pied et à cheval et les troupes de ligne.

Septembre 1791.
Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2636, fol. 159.

B. — SERVICE EXTÉRIEUR.

4050. — Note relative au renvoi à St-Mihiel du régiment des chasseurs de Lorraine qui avait été retenu pour la police des marchés de la généralité de Paris, avec ordre au comte de Pusignieu.

24 juillet 1789.
Minute, Arch. hist. Guerre, carton n° 55.

4051. — Lettre du ministre de la guerre au commandant du régiment Colonel général de la cavalerie, faisant venir son régiment aux environs de Versailles pour remplacer la milice bourgeoise dans les escortes de grains et veiller à la sûreté des citoyens.

18 août 1789.
Minute, Arch. hist. Guerre, carton n° 56.

4052. — Lettre du ministre de la maison du Roi à M. de Lafayette, appelant son attention sur la conduite de l'officier commandant le détachement de la garde nationale au dernier marché de Gonesse, de nature à amener un conflit entre les vendeurs et les acheteurs.

9 septembre 1789.
Copie, A. N., O^1 500, fol. 173.

4053. — Lettre du ministre de la guerre à M. Necker au sujet de la demande formée par la commune de Paris pour la nourriture par étapes des détachements de la garde nationale, employés à protéger le transport des grains dans les environs de la capitale, avec offre de rembourser ces dépenses sur les comptes.

19 octobre 1789.
Minute, Arch. hist. Guerre, carton n° 57.

V. dans le t. I de notre Répertoire, n° 3262, l'état général d'emplacement des corps et détachements destinés à la protection des marchés et convois de subsistances.

4054. — Lettre du ministre de la guerre à M. de Hauteclair, subdélégué général de l'intendance de Paris, et autres, leur donnant les instructions nécessaires pour faire vivre par étapes les détachements de la garde nationale, envoyés dans les environs de la capitale.

28 octobre 1789.
Minute, Arch. hist. Guerre, carton n° 57.

4055. — Lettre du ministre de la guerre au marquis de Lafayette, lui renvoyant une demande de la ville de Provins, à l'effet d'obtenir un escadron de troupes à cheval pour la sûreté de ses marchés.

28 octobre 1789.
Minute, Arch. hist. Guerre, carton n° 57.

4056. — Lettre du ministre de la guerre à M. de Lafayette, portant règlement des fournitures d'étape accordées aux détachements de la garde nationale, employés dans les environs de Paris, à l'effet d'assurer la subsistance de la capitale.

28 octobre 1789.
Minute, Arch. hist. Guerre, carton n° 57.

4057. — Lettre du ministre de la guerre aux régisseurs généraux des étapes et convois militaires, les prévenant que les détachements de la garde nationale, chargés d'assurer la subsistance de Paris aux environs de la capitale, vivront par étapes.

2 novembre 1789.
Minute, Arch. hist. Guerre, carton n° 57.

4058. — Lettre du ministre de la guerre à M. de Lafayette, demandant si l'on peut sans inconvénient retirer le détachement des bas officiers invalides de l'Arsenal pour l'envoyer à Fontainebleau.

15 novembre 1789.
Minute, Arch. hist. Guerre, carton n° 57.

4059. — Lettre du ministre de la guerre à M. Capet, commissaire ordonnateur des guerres, au sujet de la comptabilité des fournitures d'étapes et autres dépenses concernant les déplacements des détachements de la garde nationale.

4 décembre 1789.
Minute, Arch. hist. Guerre, carton n° 57.

4060. — Lettre de M. de Lafayette à M. Bailly, au sujet de la demande d'un détachement de deux cents hommes de garde nationale pour Senlis par les fermiers généraux et de la nécessité de ne pas compromettre inutilement la garde parisienne, avec réponse de M. Bailly.

21 janvier 1790.
Copie, *B. N.*, Mss., fonds français 11697, fol. 26 v°, 27 r°.

4061. — Lettre de M. Bailly, maire de Paris, au ministre de la guerre, le priant, au nom de la municipalité de Paris, de retirer les troupes envoyées à Clamecy pour rétablir l'ordre, qui absorbent sans nécessité les denrées du pays, avec réponse favorable du ministre.

3 et 6 mars 1790.
Minutes signées (2 p.), Arch. hist. Guerre, carton n° 61.

4062. — Lettres de M. Lambert et de M. La Tour du Pin à M. de Puységur pour faciliter l'accomplissement de la mission confiée par la municipalité de Paris à M. Parizot, aide de camp de M. de Lafayette, afin que les municipalités entre Péronne et

Saint-Quentin fassent cesser le tort causé aux finances par la cessation des perceptions sur le tabac et l'absence de barrières.

30 mars et 3 avril 1790.

Minutes signées (2 p.), Arch. hist. Guerre, cartons nos 61, 62.

4063. — Lettre de M. de Lafayette à M. Bailly au sujet des excès commis par les moissonneurs à Mitry, demandant la permission d'y expédier vingt-cinq hommes, et ordre du maire de Paris, autorisant la formation d'un détachement de soixante-huit fantassins et de vingt-cinq cavaliers pour renforcer les vingt-cinq soldats envoyés à Mitry.

28, 30 juillet 1790.

Original signé, *A. N.*, AF II 48, no 167; copie, *B. N.*, Mss., fonds français 11697.

4064. — Lettre de M. Bailly à M. de Lafayette, transmettant la demande de M. Anisson du Perron, à l'effet d'obtenir douze musiciens de la garde nationale pour une fête patriotique par lui donnée, le 8 août, à Ris, et réponse de M. de Lafayette.

2 août 1790.

Copie, *B. N.*, Mss., fonds français 11697, fol. 73, 74.

4065. — Lettre de M. Bailly à M. de Lafayette, demandant pour la garde nationale de Châtillon la permission d'entrer à Paris avec son drapeau, à l'occasion de la procession annuelle des habitants de Châtillon à Sainte-Geneviève, le 16 août.

9 août 1790.

Copie, *B. N.*, Mss., fonds français 11697, fol. 74.

4066. — Lettre de M. Bailly à M. de Lafayette relative à la demande d'un détachement de vingt-cinq hommes pour assister à la remise d'un drapeau à la garde nationale de Franconville, par M. Amiot, propriétaire de cette terre, commandant du bataillon de Saint-Lazare.

19 août 1790.

Original signé, *A. N.*, AF II 48, no 167.

4067. — Lettre de M. Bailly au ministre de la guerre, demandant l'adjonction des vingt-quatre invalides détachés à Saint-Cloud à la compagnie du sieur de Monsigny, casernée à Saint-Denis, pour la garde du dépôt de mendicité et du magasin du Roi, dont l'effectif est insuffisant, avec réponse du ministre, portant que ces invalides ne peuvent être déplacés, ayant été mis au château de Saint-Cloud sur la demande de la Reine.

23, 28 août 1790.

Minute signée, Arch. hist. Guerre, carton no 65A.

4068. — Lettre de M. de Lafayette au ministre de la guerre, lui annonçant qu'il a reçu l'ordre de M. Bailly de faire revenir à Paris le détachement de la garde nationale parisienne, envoyé à Nemours sous le commandement de M. Château-Thierry, et le priant de donner des ordres pour la rentrée dans leurs quartiers des détachements de troupes de ligne de Fontainebleau, de Nemours et Châteaulandon.

25 août 1790.

Minute signée, Arch. hist. Guerre, carton no 65A.

4069. — Lettre de M. Guignard de Saint-Priest au ministre de la guerre, l'informant que les ordres de rappel à Paris du détachement de la garde nationale, cantonné à Nemours, ont été révoqués, et insistant sur l'envoi d'un régiment de cavalerie qui rendrait plus de services que la garde nationale dans les troubles, avec réponse du ministre, expédiant le régiment des chasseurs du Hainaut.

2, 18 septembre 1790.

Minutes (2 p.), Arch. hist. Guerre, carton no 65B.

4070. — Lettre de M. Bailly à M. de Lajard pour autoriser la sortie de vingt volontaires de la garde nationale armés, à l'effet d'assister à la bénédiction d'un drapeau à Neuilly-sur-Marne.

7 septembre 1790.

Original signé, *A. N.*, AF II 48, no 167.

4071. — Lettres de M. Bailly à M. de Saint-Priest, lui annonçant qu'il va faire prendre les dispositions nécessaires pour le retour à Paris du détachement de la garde nationale cantonné à Nemours, lequel pourra être remplacé par des chasseurs du

Hainaut, et à M de Lafayette, pour le prier de rappeler ce détachement.

24 septembre 1790.

Originaux signés (2 p.), A. N., AFII 48, n° 167 ; F9 145.

4072. — Lettre du ministre de la guerre à M. Lambert, contrôleur général des finances, au sujet de la proposition faite par le directoire de Seine-et-Marne d'accorder en gratification une fourniture d'étape au détachement de la garde nationale parisienne envoyé à Nemours, avec lettre au directoire de Seine-et-Marne sur le même objet.

25 septembre 1790.

Minutes (2 p.), Arch. hist. Guerre, carton n° 65B.

4073. — Lettre de M. Bailly à M. de Lafayette relativement aux plaintes de M. de Besenval, au sujet des dégâts commis dans ses bois de Romainville, et à la demande d'un détachement de cavalerie pour en arrêter les progrès, avec réponse de M. de Lafayette, portant qu'il a donné l'ordre à M. de Sainte-Suzanne, prévôt général de la maréchaussée, de faire marcher de fréquentes patrouilles dans le bois de Romainville.

12, 14 octobre 1790.

Copies, *B. N.*, Mss., fonds français 11697, fol. 89, 90.

4074. — Lettre de M. Bailly à M. de Lafayette, l'avisant du prochain passage à Charenton de 210 à 220 milliers de poudre de guerre destinée au port de Brest, et le priant, dans la crainte des mouvements populaires que pourrait provoquer le transport d'une si forte quantité de poudre, de fournir une escorte suffisante pour faire respecter ce convoi.

11 novembre 1790.

Copie, *B. N.*, Mss., fonds français 11697, fol. 100.

4075. — Lettre de M. Bailly à M. de Lafayette, demandant, au nom de la municipalité d'Aubervilliers, l'envoi tous les jeudis, de dix à douze cavaliers de la garde nationale pour le maintien de l'ordre pendant les séances de la municipalité.

14 décembre 1790.

Copie, *B. N.*, Mss., fonds français 11697, fol. 113.

4076. — Lettre de M. Bailly à M. de Lafayette, le priant de donner des ordres pour la répression des abus dont se plaignent la municipalité et la garde nationale du Bourget.

16 décembre 1790.

Copie, *B. N.*, Mss., fonds français 11697, fol. 115.

4077. — Lettre de M. de Lafayette à M. Bailly, insistant sur l'extrême difficulté d'envoyer des détachements au dehors de la capitale et de se prêter au désir exprimé par la municipalité d'Aubervilliers, avec réponse de M. Bailly, se rangeant à l'avis de M. de Lafayette.

18 décembre 1790.

Copies, *B. N.*, Mss., fonds français 11697, fol. 114, 115.

4078. — Lettres des officiers municipaux de Passy à M. de Lessart, représentant qu'ils se trouvent écrasés par les frais d'un corps de garde très considérable pour garantir du pillage le bois de Boulogne et la Muette, et demandant une nouvelle allocation de 600 livres avec deux douzaines de fusils, et réponse.

6 mars, 16, 28 avril, 18 juillet 1791.

Minutes signées (4 p.), A. N., F9 145.

4079. — Lettre de M. Bailly à M. de Lafayette, le priant d'envoyer un détachement de cavalerie et d'infanterie à Vaugirard pour ramener trois barils de poudre déposés entre les mains de la municipalité de cette localité et destinés à la marine, dont l'enlèvement avait été empêché par le peuple à force ouverte.

30 septembre 1791.

Original signé, A. N., AFII 48, n° 167.

C. — SERVICE AUPRÈS DU ROI ET DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE.

4080. — Délibération du district des Blancs-Manteaux, désapprouvant la formation projetée de six nouvelles compagnies soldées pour remplacer les compagnies de grenadiers affectées au service du Roi.

29 octobre 1789.

Extrait signé, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2666, fol. 157.

4081. — Lettre de M. Bailly à M. de Lafayette, le priant d'exiger un service personnel pour la garde nationale des Tuileries et de ne point confier la garde du Roi à des soldats de remplacement.

28 janvier 1790.
Copie, *B. N.*, Mss., fonds français 11697, fol. 32 v°.

4082. — Lettre de M. de Gouvion, major général de la garde nationale, à M. Bailly, annonçant qu'en conséquence des mouvements produits par la discussion sur le Comtat, la garde du Roi a été renforcée de cent hommes.

4 mai 1791.
Copie, *B. N.*, Mss., fonds français 11697.
La discussion à l'Assemblée nationale de l'affaire d'Avignon et du Comtat Venaissin, discussion qui fut très longue et très orageuse, commença dans la séance du 3 mai.

4083. — Décret de l'Assemblée nationale, donnant au Roi, dès son arrivée au château des Tuileries, une garde qui, sous les ordres du commandant général de la garde nationale, veillera à sa sûreté et répondra de sa personne.

24 juin 1791.
Minute, *A. N.*, C 71, n° 699.
Ed. *Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale*, juin 1791, p. 434.

4084. — Lettre de M. Bailly au procureur général syndic du département, au sujet de la dépense de table des officiers de garde aux Tuileries, que la municipalité avait prise à sa charge dans le principe, mais qui lui paraît une dépense nationale, avec l'arrêté de la municipalité rendu à cet égard le 1er juillet.

24 août 1791.
Copies (2 p.), *A. N.*, F⁹ 145.

4085. — Lettre du directoire du département à M. de Lessart, déclarant que le payement de la dépense de table des officiers de service au château des Tuileries ne saurait être effectué sur les fonds du département, avec réponse de M. de Lessart au directoire du département et à M. Bailly, demandant l'envoi d'un mémoire certifié.

30 août 1791.
Original signé et minute (2 p.), *A. N.*, F⁹ 145.

4086. — Lettre de M. Bailly, maire de Paris, à M. de Lessart, insistant pour une prompte décision au sujet du remboursement de la dépense de table des officiers de service au château des Tuileries.

31 août 1791.
Original signé, *A. N.*, F⁹ 145.

4087. — Lettre du sieur Delaistre au président de l'Assemblée nationale, revendiquant pour la milice de Paris le droit de fournir la garde d'honneur de l'Assemblée, concurremment avec la milice de Versailles.

31 juillet 1789.
Minute, *A. N.*, C 28, n° 225.

4088. — Mémoire et projet de règlement pour la formation d'un corps de gardes de la régénération française, qui constitueront une garde d'honneur aux représentants de la nation.

8 septembre 1789.
Minutes signées (2 p.), *A. N.*, C 93, n° 86.

4089. — État du service de la garde nationale parisienne près de l'Assemblée nationale pour le 24 octobre, avec lettre du sieur de La Chesnaye, commandant du 4e bataillon.

24, 25 octobre 1789.
Minutes (2 p.), *A. N.*, C 32, n° 264.

4090. — Lettre de M. Bureau de Pusy, président de l'Assemblée nationale, à M. de Lafayette, au sujet de la menace faite à l'un des membres, dans la salle même des séances, par plusieurs soldats de la garde nationale, de lui arracher un ruban patriotique qu'il portait à la boutonnière, et l'invitant à veiller à ce que de pareils outrages ne se renouvellent plus.

13 février 1790.
Original signé, *A. N.*, AFII 48, n° 167.

4091. — Réponse de M. de Lafayette au marquis de Foucault, au sujet de l'augmentation de la garde citoyenne chargée de veiller sur l'Assemblée nationale.

13 avril 1790.
Minute, *A. N.*, C 38, n° 335.
Ed. *Archives parlementaires*, t. XII, p. 719.

4092. — Lettre de M. de Gouvion à M. Bailly, relativement à la réunion de la rue de l'Université, pour laquelle des précautions extraordinaires seront prises, bien que les députés hors de l'Assemblée ne puissent prétendre qu'à la protection due à tous les citoyens.

2 mai 1790.
Copie, *B. N.*, Mss., fonds français 11697.

4093. — Lettre de M. Bailly à MM. de Lafayette et Gouvion, les priant de donner des ordres aux postes voisins de la rue de l'Université pour garantir la sécurité de plusieurs députés de l'Assemblée nationale qui se réunissent dans une maison de cette rue, et réponse de M. de Lafayette, déclarant que, d'après le rapport de l'état-major du bataillon des Petits-Augustins, ces députés ont déménagé et qu'il est impossible de les suivre partout où leur fantaisie voudra les conduire.

2, 3 mai 1790.
Copies (3 p.), *B. N.*, Mss., fonds français 11697, fol. 57, 58.

4094. — Lettre de M. Bailly à M. de Lafayette, le priant de prendre des mesures pour la sûreté de la personne de M. de Mirabeau jeune, colonel du régiment de Touraine, mandé à Paris par l'Assemblée nationale, en vertu du décret du 18 juin, pour rendre compte de sa conduite.

23 juin 1790.
Copie, *B. N.*, Mss., fonds français 11697, fol. 67.

M. de Mirabeau jeune fut entendu par l'Assemblée nationale, dans la séance du 27 juin, au sujet de son conflit avec le régiment de Touraine, et demanda que sa conduite ainsi que celle du régiment fussent jugées par un conseil de guerre.

4095. — Lettre de M. Bailly à M. de Lafayette au sujet de la réunion de tous les comités de l'Assemblée nationale dans la maison des Capucins et de la nouvelle consigne à observer par la garde nationale chargée du service de ce poste.

7 octobre 1790.
Copie, *B. N.*, Mss., fonds français 11697, fol. 86.

4096. — Lettre de M. de Lafayette à M. Guillotin, donnant son consentement à l'établissement d'une buvette dans le corps de garde réservé de la cour du Manège, à condition de pouvoir disposer du local toutes les fois que le service public l'exigera.

18 novembre 1790.
Original signé, *A. N.*, C 132, n° 168.

4097. — Lettre de M. Bailly à M. de Gouvion, major général de la garde nationale, le priant de s'assurer de forces suffisantes, dans le cas où l'affaire de la régence produirait quelque attroupement aux abords de l'Assemblée.

23 mars 1791.
Copie, *B. N.*, Mss., fonds français 11697.

Il s'agit de la discussion ouverte le 22 mars, à l'Assemblée nationale, sur le rapport présenté par M. Thouret, au nom du Comité de constitution, touchant la régence du royaume.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XXIV, p. 260 et suiv.

4098. — Lettre de M. de Gouvion, major général de la garde nationale, à M. Bailly, l'avisant des mesures dont il a pris l'initiative, en prévision des désordres autour de l'Assemblée que pourra exciter la question du droit de pétition et d'affiche, avec autorisation donnée par le maire.

9, 10 mai 1791.
Copie, *B. N.*, Mss., fonds français 11697.

M. Le Chapelier présenta, le 9 mai, au nom du Comité de constitution, un rapport et projet de décret sur l'adresse de la municipalité de Paris, relative au droit de pétition et d'affiche: le jour même, s'ouvrit la discussion à laquelle prirent part Pétion, Robespierre, Anthoine, l'abbé Grégoire, Briois-Beaumetz et Buzot.

D. — SERVICE POUR L'EXÉCUTION DES ARRÊTS CRIMINELS.

4099. — Lettre de M. Bailly à M. de Lafayette, l'invitant à prendre des mesures d'ordre pour l'exécution de Marie Lavoisier, condamnée par arrêt du Parlement au fouet et à la marque, exécution qui se fera rue Bourbon-Villeneuve, près de celle du Petit-Carreau.

12 septembre 1790.
Original signé, *A. N.*, AF^{II} 48, n° 167; copie, *B. N.*, Mss., fonds français 11697, fol. 52.

4100. — Lettre de M. Bailly à M. de Lafayette, l'invitant à organiser un service d'ordre pour les 24 et 25, à l'occasion de l'exécution de deux voleurs, condamnés au fouet et à la marque, qui subiront cette peine, l'un sur la place de Grève, l'autre au carrefour du faubourg du Temple.

23 septembre 1790.
Original signé, *A. N.*, AF II 48, n° 167.

4101. — Lettres de M. Bailly à M. de Gouvion, le priant de prendre les mesures d'ordre pour l'exécution de cinq individus, condamnés aux galères et au carcan par le 5e et le 6e tribunal criminel, après avoir été fustigés et marqués en place de Grève.

20, 22, 31 août 1791.
Originaux signés, *A. N.*, AF II 48, n° 167; copies, *B. N.*, Mss., fonds français 11697.

4102. — Lettre de M. Bailly à M. de Gouvion, le priant de prendre les dispositions nécessaires pour l'exécution d'un individu, condamné au carcan par le tribunal du 5e arrondissement, exécution qui aura lieu sur la place du parvis Notre-Dame.

31 août 1791.
Original signé, *A. N.*, AF II 48, n° 167; copie, *B. N.*, Mss., fonds français 11697.

4103. — Lettre de M. Bailly à M. de Gouvion, le priant de donner les ordres pour l'exécution, sur la place des Halles, du jugement contre la veuve Quenouillet, condamnée au carcan par jugement du tribunal du 2e arrondissement.

5 septembre 1791.
Original signé, *A. N.*, AF II 48, n° 167.

4104. — Lettre de M. Bailly à M. de Gouvion, l'invitant à prendre les mesures d'ordre pour l'exécution, en place de Grève, du nommé Oger, ex-soldat de la compagnie du centre du 8e bataillon de la 6e division, condamné à être pendu par jugement du 6e tribunal criminel, avec ordre de M. de Gouvion à ce sujet.

Autre lettre de M. Bailly, annonçant que le ministre de la justice vient d'accorder au condamné un sursis de huit jours.

19, 20 septembre 1791.
Originaux signés (3 p.), *A. N.*, AF II 48, n° 167.

4105. — Lettre de M. Bailly à M. de Gouvion, l'invitant à prendre les mesures d'ordre pour l'exécution, en place de Grève, de plusieurs individus condamnés à la flétrissure par le 5e tribunal criminel.

23 septembre 1791.
Original signé, *A. N.*, AF II 48, n° 167.

E. — SERVICE MÉDICAL, HOPITAL MILITAIRE DE LA GARDE NATIONALE.

4106. — Lettre de M. Bailly à M. de Lafayette, recommandant les élèves de l'École de médecine pour des places de chirurgien dans les nouvelles compagnies.

20 novembre 1789.
Copie, *B. N.*, Mss., fonds français 11697, fol. 12 v°.

4107. — Mémoire du sieur Saisbouet, à l'effet d'obtenir le brevet de chirurgien herniaire de la milice nationale parisienne.

12 décembre 1789.
Minute, *A. N.*, C 197, n° 160[36].

4108. — Adresse et mémoire présentés à l'Assemblée nationale et aux Comités de constitution et militaire réunis par les chirurgiens-majors de bataillon, demandant la confirmation de leurs nominations faites par les districts.

Sans date.
Minutes (5 p.), *A. N.*, D IV 49, n° 1393.

4109. — Tarif de la retenue à exercer sur la solde pour les journées d'hôpitaux.

1789.
Minute, *A. N.*, C 202, n° 160[54].

4110. — États nominatifs des malades, des personnes employées à l'hôpital de la garde nationale, des effets et linges y existant, de la dépense pour l'éclairage et les comestibles, avec observations de M. de La Grey et lettres de M. de Gouvion sur les réformes à introduire dans le service.

Octobre-décembre 1789.
Minutes (3 dos.), *A. N.*, Y 10714.

4111. — Rapport du sieur Jacob, économe, au sujet de l'évasion de malades.

20 octobre 1789.
Minute, *A. N.*, Y 10714.

4112. — Arrêté du département de la garde nationale, portant que les mémoire et marchés passés avec le sieur Genest pour la fourniture de cinquante-quatre lits de bois de chêne destinés à l'hôpital militaire ne seront réglés qu'après avoir été vérifiés au bureau du casernement.

17 décembre 1789.
Minutes, *A. N.*, F^{13} 779, Y 10714.

4113. — Procès-verbal d'apposition de scellés, par le commissaire Le Seigneur, sur les effets et papiers du sieur de La Grey, administrateur de l'hôpital militaire.

3, 4 janvier 1790.
Minute, *A. N.*, Y 14583.

4114. — Plainte du sieur Isidore Broussais de La Grey, ingénieur, administrateur de l'hôpital de la garde nationale, contre les employés et gens à gages de cet hôpital qui auraient machiné un complot contre lui et tenu sur son compte les propos les plus outrageants et les plus scandaleux, menaçant même de le mettre à la lanterne, plainte reçue par le commissaire Odent.

11 avril 1790.
Minute, *A. N.*, Y 15021.

4115. — Sentence du Châtelet, acquittant le sieur de La Grey, administrateur de la Commune, commissaire général de la garde nationale, sur les chefs de prévarications et infidélités dans l'administration de l'hôpital militaire confié à ses soins, avec la procédure instruite à ce sujet.

9 juin 1790.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, Y 10498.

4116. — Devis de l'établissement d'une cheminée close avec portes de fer pour rôtir les viandes au charbon à l'hôpital militaire, avec plan, présenté par le sieur Désouches.

7 septembre 1790.
Minutes (3 p.), *A. N.*, F^{13} 780.

F. — AUMÔNIERS.

4117. — Lettre de M. Bailly à M. de Lafayette relativement à la nomination de l'abbé Jumel, comme aumônier du bataillon de Saint-Lazare, faite directement par le district, le 18 novembre 1789, et à l'expédition de son brevet, demandée par l'assemblée générale de Saint-Lazare.

12 octobre 1790.
Original signé, *A. N.*, AF^{II} 48, n° 167.

4118. — Adresse des aumôniers de la garde nationale à l'Assemblée nationale, demandant que, par amendement au décret du 12 juin 1790, ils soient admis au nombre des vicaires, chacun dans la paroisse de son bataillon.

14 décembre 1790.
Minute signée, *A. N.*, C 49, n° 483.
Cf. *Archives parlementaires*, t. XXI, p. 475.

G. — CHASSEURS NATIONAUX, DITS CHASSEURS DES BARRIÈRES.

4119. — Ordre aux chasseurs de service aux barrières de refuser le passage à tous soldats et cavaliers se présentant pour entrer dans Paris et de laisser passer seulement ceux qui seront porteurs de congés absolus ou limités, en bonne forme.

26 novembre 1789.
Extrait, *A. N.*, C 205, n° 160^{72}.

4120. — Lettre de M. Bailly à M. de Lajard, transmettant un mémoire du sieur Cevras, qui demande la retenue sur les appointements du sieur Mayer, lieutenant de la compagnie des chasseurs soldés, d'une somme de 400 francs à lui due.

30 août, 1er septembre 1790.
Original signé, *A. N.*, AF^{II} 48, n° 167.

4121. — Lettre de M. de Lafayette à M. Bailly, proposant de créer une place de commandant des chasseurs attachés au service des barrières pour imprimer une direction unique aux huit compagnies.

2 novembre 1790.
Copie, *B. N.*, Mss., fonds français 11697, fol. 95.

4122. — Lettre de M. Bailly à M. de Gouvion, major général de la garde nationale, le priant de recommander aux chasseurs la sagesse et la modération.

29 janvier 1791.
Copie, *B. N.*, Mss., fonds français 11697.

4123. — Lettre de M. Bailly à M. de Lafayette, lui soumettant le projet d'une incorporation provisoire des canonniers aux chasseurs pour la répression de la fraude aux barrières de Paris.

31 janvier 1791.
Copie, *B. N.*, Mss., fonds français 11697, fol. 124.

4124. — Lettre de M. Bailly à M. de Gouvion, major général de la garde nationale, au sujet de la conduite de certains chasseurs soldés qui mettent à contribution les joueurs dans les maisons de jeu du Palais-Royal, et réponse de M. de Gouvion, révoquant en doute le fait imputé aux chasseurs, analogue à celui qui est arrivé à des canonniers, le 4 décembre précédent.

5, 6 février 1791.
Copies, *B. N.*, Mss., fonds français 11697.

§ 9. — Déserteurs de l'armée, incorporés dans la garde nationale.

4125. — États nominatifs des déserteurs des régiments, incorporés dans la garde nationale parisienne, par ordre de districts.

1789.
Minutes, *A. N.*, C 202, n° 160^{54}.

4126. — États nominatifs et signalements des déserteurs de l'armée régulière, incorporés dans la garde nationale parisienne, par ordre de districts.

Juillet-août 1789.
Minutes (2 dossiers, extraits des papiers du bureau militaire de l'Hôtel de Ville), *A. N.*, C 205, n° $160^{70,71}$.

4127. — Demande par l'état-major général de la salle servant de corps de garde à l'Hôtel de Ville, au bas de l'escalier, pour distribuer des cartouches aux soldats émigrants.

3 septembre 1789.
Minute signée, *A. N.*, C 202, n° 160^{55}.

4128. — [État des hommes désertés du régiment de Boulonnois, du 1er au 26 septembre 1789, et noms de leurs différentes compagnies.

Sans date.
Minutes (2 p.), *A. N.*, C 197, n° 160^{36}.

4129. — Ordres de l'état-major général à M. d'Angremont, chef du bureau militaire, au sujet des soldats déserteurs et des fournitures de vivres et d'effets d'habillements à leur faire.

Septembre 1789-avril 1790.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, C 203, n° 160^{64}.

4130. — Lettre du ministre de la maison du Roi à M. de Lafayette, le priant de prendre des mesures pour empêcher l'admission des déserteurs dans la garde nationale.

7 octobre 1789.
Copie, *A. N.*, O1 500, fol. 510.

Sur le compte rendu favorable fait par M. de Lafayette, Louis XVI l'autorisa à délivrer des certificats aux déserteurs incorporés jusqu'au 5 octobre.

4131. — Lettre du ministre de la guerre à M. de Biré, payeur du département de la guerre, touchant le remboursement d'une dépense de 1,437 livres 18 sols, occasionnée par le séjour à Paris de plusieurs chasseurs du régiment des Évêchés.

24 octobre 1789.
Minute, Arch. hist. Guerre, carton n° 57.

4132. — Note de M. de Pellan, major commandant du régiment de la Reine-Dragons, au sujet de la désertion de ses hommes cantonnés à Villers-Cotterets, depuis l'arrivée de la garde nationale de Paris.

27 octobre 1789.
Minute, Arch. hist. Guerre, carton n° 57.

4133. — Correspondance des chefs de corps avec M. d'Angremont, chef du bureau militaire de la garde nationale, relative au renvoi des déserteurs.

Octobre-décembre 1789.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, C 205, n° 160^{72}.

4134. — États des soldats déserteurs renvoyés à leurs corps respectifs, avec des vê-

tements fournis par la Ville et 3 sols par lieue, depuis l'arrêté de la Commune du 27 octobre 1789 jusqu'au 1er janvier 1790, dressés par M. d'Angremont.

Minutes (2 cahiers), *A. N.*, C 190, n° 160^3, C 202, n° 160^{54}.

4135. — Lettre de M. La Tour du Pin, ministre de la guerre, à M. d'Angremont, chef du bureau militaire, le priant de renvoyer immédiatement les soldats du régiment de Boulonnois, soit déserteurs, soit porteurs de congés de semestre, admis dans la garde nationale parisienne depuis le 21 juillet.

3 novembre 1789.
Minute signée, *A. N.*, C 205, n° 160^{72}.

4136. — Lettres de l'état-major général, signées de M. d'Angremont, chef du bureau militaire, aux chefs de corps, pour les prier de recevoir avec indulgence les déserteurs rentrant volontairement à leurs régiments.

Novembre 1789.
Minutes (4 p.), *A. N.*, C 205, n° 160^{72}.

Un délai de trois jours avait été accordé aux déserteurs pour rentrer dans leurs régiments, et les chefs de corps avaient reçu l'ordre de ne point les congédier avec des cartouches infamantes.

4137. — Certificats délivrés par M. de Lajard et autres aides-majors généraux à M. d'Angremont, à l'effet de constater son zèle et son activité dans ses fonctions, notamment pour le renvoi des déserteurs.

Février, mars 1790.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, C 203, n° 160^{64}.

4138. — Lettre de M. Latour du Pin, ministre de la guerre, à M. de Lafayette, commandant général de la garde nationale, lui signalant la présence à Paris dans la garde nationale de deux déserteurs du régiment Royal-Dragons et le priant de les faire incarcérer à la Force.

17 juin 1790.
Minute signée, *A. N.*, C 197, n° 160^{35}.

4139. — Supplique de trois déserteurs du régiment de Royal-Champagne (cavalerie) à M. de Lafayette pour obtenir un congé et du service dans la garde nationale, avec un ordre prescrivant de les rechercher et faire ramener à leur régiment.

11 février 1791.
Minutes (3 p.), *A. N.*, C 197, n° 160^{36}.

4140. — Lettre de M. Bailly au ministre de la guerre, faisant passer le mémoire à lui adressé par plusieurs déserteurs, détenus dans les prisons de Troyes, qui sollicitent leur mise en liberté.

7 août 1791.
Minute signée, Arch. hist. Guerre, carton n° 69.

§ 10. — Soldats congédiés de la garde nationale.

4141. — État nominatif des soldats sortis des compagnies du centre de la garde nationale parisienne et renvoyés dans leurs provinces respectives, ou à leurs régiments, par M. d'Angremont, avec 3 sols par lieue.

12 août 1789.
Deux registres in-fol., *A. N.*, C 216.

4142. — État des soldats renvoyés de la garde nationale parisienne, depuis le 27 octobre 1789 jusqu'au 14 janvier 1790, expédiés au bureau de M. d'Angremont.

Minute, *A. N.*, C 197, n° 160^{36}.

4143. — État de dépense pour les frais de route, à raison de 3 sols par lieue, accordés aux soldats sortis des compagnies du centre de la garde nationale, depuis le 14 jusqu'au 23 janvier.

1790.
Minute, *A. N.*, C 197, n° 160^{36}.

4144. — Tableau des congés absolus expédiés à différents soldats, et état des soldats émigrants entrés dans la garde nationale.

1789-1790.
Minutes (4 p.), *A. N.*, C 190, n° 160^3; C 205, n° 160^{71}.

4145. — État de l'emploi de la somme de 1,500 livres déposée dans les bureaux de l'intendance de la généralité de Paris

pour la subsistance, à raison de 3 sols par lieue, accordée aux soldats congédiés de la garde nationale parisienne, depuis le 19 janvier 1790, arrêté le 31 août 1790, avec un état de situation de l'intendance vis-à-vis de M. d'Angremont, au 12 octobre 1790.

Minutes (2 p.), *A. N.*, C 205, n° 160^{70}.

4146. — Lettre de M. de Lafayette à M. Bailly, déclarant, au sujet de jugements des conseils de guerre chassant des coupables de la garde nationale, que les voleurs seront, en outre, renvoyés au Châtelet.

3 mars 1790.
Copie, *B. N.*, Mss., fonds français 11697, fol. 46 v°.

4147. — Pétition du sieur Jacob, soldat du régiment de Limousin infanterie, en congé de semestre, ayant participé à la prise de la Bastille, au sieur Chadelas, trésorier général de la garde nationale, pour obtenir d'être conservé dans le 4e bataillon de la 5e division.

21 mars 1790.
Minute, *A. N.*, C 197, n° 160^{36}.

4148. — Lettre de M. Bailly à M. de Lafayette, déclarant que, dans son sentiment, tout soldat renvoyé de la garde nationale devient justiciable des tribunaux ordinaires, et non plus des conseils de guerre, et le priant, en conséquence, de faire conduire le nommé Lamperière à l'hôtel de la Force, où le procureur syndic statuera sur son sort, avec réponse de M. de Lafayette.

1er, 8 juillet 1790.
Copies, *B. N.*, Mss., fonds français 11697, fol. 68, 72.

4149. — Lettre de M. de Velly, administrateur au département de la garde nationale, relative à la distribution des vestes aux soldats renvoyés des compagnies.

29 juillet 1790.
Minute, *A. N.*, C 203, n° 160^{64}.

4150. — Lettre de M. Bailly à M. de Lajard, indiquant la procédure à suivre pour des soldats convaincus de vols, qui devront être chassés de la garde nationale, puis renvoyés à l'hôtel de la Force.

23 septembre 1790.
Original signé, *A. N.*, AFII 48, n° 167.

§ 11. — Comptabilité.

4151. — Tableau des dépenses pour les exercices 1789, 1790 et 1791, extrait de l'état des dépenses extraordinaires du Trésor, du 1er mai 1789 au 31 août 1791, et certifié par les commissaires de la Trésorerie.

17 septembre 1791.
Minute, *A. N.*, D VI 17, n° 177.

4152. — État des mémoires concernant différents fournisseurs, présentés au département de la garde nationale, pour être ordonnancés et acquittés par le département des domaines et finances de la Ville.

1er janvier 1791.
Minute, *A. N.*, F13 783.

4153. — Décompte des compagnies suivantes de la 1re division :

Grenadiers, compagnie Cadignan :
1er bataillon, compagnie Wargnier.
2e bataillon, compagnie Guillotte.
3e bataillon, compagnie Jolas.
4e bataillon, compagnie Dequet.
5e bataillon, compagnie Viard.
6e bataillon, compagnie Latour.
7e bataillon, compagnie Boudin.
8e bataillon, compagnie Jacquin.
9e bataillon, compagnie Savart.
10e bataillon, compagnie Demongé.
Chasseurs, compagnie Charton.
Chasseurs, 7e compagnie Crépu.

Avec quittances des fournisseurs, procès

verbaux de reddition de comptes et décharges des sous-officiers et soldats.

Septembre 1791.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, F^{13} 783.

Une délibération du Corps municipal, en date du 22 août, avait invité les officiers des compagnies de grenadiers, de chasseurs et du centre à arrêter et solder les comptes des sous-officiers et soldats, ainsi que de tous les fournisseurs, pour leur subsistance, de façon à ce qu'au 1er septembre, il n'y eût aucune réquisition à cet égard de la part de la troupe ni des fournisseurs. (Cf. *Moniteur universel*, numéro du 25 août 1791.)

4154. — Décompte des compagnies suivantes de la 2e division :

Grenadiers, compagnie Chabot.
1er bataillon, compagnie Evrat.
2e bataillon, compagnie Henry.
3e bataillon, compagnie Ledoux.
4e bataillon, compagnie Ponnageot.
5e bataillon, compagnie Groizard.
6e bataillon, compagnie Granval.
7e bataillon, compagnie La Chapelle.
8e bataillon, compagnie Lamour.
10e bataillon, compagnie Villot.
Chasseurs, compagnie Cheffontaine.
Chasseurs, 8e compagnie de Hulin.
Canonniers, 1re compagnie de Despériers.

Avec états de recettes et dépenses, rapports et certificats des officiers.

Septembre 1791.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, F^{13} 783.

4155. — Décompte des compagnies de grenadiers, fusiliers et chasseurs soldés de la 3e division, savoir :

Grenadiers, compagnie Goissedé.
1er bataillon, compagnie Mondot.
2e bataillon, compagnie Grillon.
3e bataillon, compagnie Romand.
4e bataillon, compagnie Wousthourn.
5e bataillon, compagnie Levret.
6e bataillon, compagnie Meunier.
7e bataillon, compagnie Beyssac.
8e bataillon, compagnie Blanchard.
9e bataillon, compagnie Guerin de Sercilly.
10e bataillon, compagnie Le Boeufve.
Chasseurs, compagnie Queyssac.

Avec contrôles et états de situation.

Septembre 1791.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, F^{13} 783.

4156. — Décompte des compagnies soldées de la 4e division, savoir :

Grenadiers, compagnie Coron.
1er bataillon, compagnie Lumières.
2e bataillon, compagnie Bélisaire.
3e bataillon, compagnie Marsillac.
4e bataillon, compagnie Saint-Prix.
5e bataillon, compagnie Riffauville.
6e bataillon, compagnie Mongé.
7e bataillon, compagnie Jacquinot.
8e bataillon, compagnie Lacombe.
9e bataillon, compagnie Sabatier.
10e bataillon, compagnie Dacosta.
Chasseurs, compagnie Cathol.

Avec états de dettes, vérifications de comptes, contrôles des compagnies, mémoires et quittances de fournisseurs.

Septembre 1791.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, F^{13} 783.

4157. — Décompte des compagnies du centre de la 5e division, savoir :

Grenadiers, compagnie Banks.
1er bataillon, compagnie Formantin.
2e bataillon, compagnie Trestondan.
3e bataillon, compagnie Beaulieu.
4e bataillon, compagnie Protat.
5e bataillon, compagnie Elie.
6e bataillon, compagnie Bezuchet.
7e bataillon, compagnie Joannon.
8e bataillon, compagnie Thouvenin.
9e bataillon, compagnie Marcé.
10e bataillon, compagnie Hemont.
Chasseurs, compagnie Deschamps.

Avec états de situation, contrôles des compagnies, mémoires et requêtes de fournisseurs, certificats et arrêtés de comptes.

Septembre 1791.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, F^{13} 783.

4158. — Décompte des compagnies soldées de la 6e division, notamment des compagnies Maulgué, Bru, Gondran, Rémilly, avec mémoires de fournisseurs et arrêtés de comptes, certificats des commandants des bataillons des Feuillants et de Saint-Roch.

Septembre 1791.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, F^{13} 783.

§ 12. — Camp des volontaires de Verberie.

4159. — Adresse du sieur Sarot, ancien avocat, de la section des Thermes, à l'armée du département de Paris, au camp, plaine de Grenelle, s'élevant contre les duels.

26 juillet 1791.

Mémoire et lettre d'envoi (2 p.), *A. N.*, C 130, n° 442.

4160. — Lettres du ministre de la guerre à M. de Lafayette, à M. d'Affry, aux administrateurs du département de Paris et aux régisseurs des étapes, donnant l'ordre de faire partir les trois bataillons de gardes nationales, forts de six cent treize hommes chacun, campés dans la plaine de Grenelle, pour les environs de Gonesse, où ils feront séjour.

2 août 1791.

Minutes, Arch. hist. Guerre, carton n° 69.

D'après le *Courrier de Paris*, par Gorsas, t. XXVII, n° III, p. 38, n° IV, p. 54, n° VII, p. 101, les bruits les plus outrageants étaient répandus contre les volontaires du camp de Grenelle; on représentait ce camp comme un cabaret perpétuel, un véritable... La revue et inspection générale fut passée le 3 août, le départ ayant été fixé à la nuit suivante; en effet, le camp fut levé le 4 août, à 5 heures du matin, les volontaires partirent dans la direction de Gonesse et reçurent des habitants de cette ville l'accueil le plus fraternel.

4161. — Lettre de M. d'Affry à M. de Bercheny, lui donnant mandat de se rendre, le 3 août, à la plaine de Grenelle et d'y recevoir du département de Paris les trois bataillons de gardes nationales y rassemblés, qui sont destinés à la défense des frontières et doivent partir le 4 à Gonesse, pour y être cantonnés.

2 août 1791.

Minute, Arch. hist. Guerre, carton n° 69.

Gorsas, dans son *Courrier de Paris*, t. XXVII, n° VIII, p. 125, n° IX, p. 138, n° XVIII, p. 265, donne les plus curieux détails sur le séjour des volontaires au camp de Gonesse, et sur une insurrection qui y éclata, citant des extraits d'un discours prononcé par l'aumônier de la troupe, qui parvint à faire rentrer dans l'ordre les militaires que des turbulents étaient parvenus à égarer. V. dans la *Chronique de Paris*, n° du 15 août, une lettre écrite du camp de Gonesse, le 12 août, qui fait allusion à ces troubles, disant « que l'on a purgé le camp de quelques mauvais sujets et que la paix y règne maintenant ».

4162. — Rapport de M. d'Affry, lieutenant-général de la 17e division, au ministre de la guerre, touchant le départ des volontaires de Gonesse pour le camp de Verberie, en deux divisions, et le choix de leur commandant, qui est actuellement M. Château-Thierry, avec ordre du ministre à M. Collet pour leur mise en route, fixée aux 20 et 21 août.

16 août 1791.

Minutes signées (2 p.), Arch. hist. Guerre, carton n° 70.

Le camp de Gonesse devait, paraît-il, être levé le mercredi matin, 17 août, et prendre la route de Senlis, où les volontaires devaient arriver vers 11 heures ou midi, mais on voit par une lettre de J. Vallée-Gorsas, grenadier du 1er bataillon, à son oncle, Antoine Gorsas, rédacteur du *Courrier de Paris* (p. 294), qu'au dernier moment le départ fut ajourné; le jeudi 20, les deux premiers bataillons furent passés en revue par M. Collet, commissaire ordonnateur des guerres, qui annonça le départ pour Senlis. Cette nouvelle, d'abord accueillie avec joie, fit place à des murmures quand on apprit que les compagnies de canonniers, l'aumônier et la musique étaient réformés. (V. le *Courrier de Paris*, n° XXI, p. 329.) Les deux premiers bataillons partirent néanmoins et furent rejoints le lendemain par le troisième.

4163. — Lettre de M. de Bercheny, maréchal de camp de la 17e division, envoyant des ordres pour l'installation des gardes nationales de Gonesse dans leur camp de Verberie.

18 août 1791.

Minute, Arch. hist. Guerre, carton n° 70.

4164. — Lettres de M. Prieur, commissaire des guerres, au ministre de la guerre et à M. de Bercheny, annonçant l'arrivée et l'installation à Verberie des 1er et 2e bataillons de volontaires, qui seront suivis, le

lendemain, du 3e, et faisant part de quelques difficultés.

21, 23 août 1791.
Minutes signées, Arch. hist. Guerre, carton n° 70.

4165. — Lettre de M. Prieur, commissaire des guerres, rendant compte de la situation des volontaires de la garde nationale parisienne, campés à Verberie, d'abord très redoutés des habitants, dont la conduite et la subordination ne donnent lieu à aucune plainte, et annonçant l'installation d'une salle à Senlis pour soigner les malades vénériens, au nombre de quarante.

24 août 1791.
Minute, Arch. hist. Guerre, carton n° 70.

Une polémique des plus vives s'engagea entre le *Courrier des 83 départements*, par Gorsas, et d'autres feuilles périodiques, telles que le *Spectateur national*, qui dépeignait les volontaires du camp de Verberie comme des brigands et des scélérats indisciplinés. Le *Moniteur universel* prit leur défense en reproduisant une lettre publiée par Gorsas, au sujet d'un don patriotique fait par ces soldats aux incendiés de Mouchy. Le correspondant du *Spectateur* parlait notamment de la malpropreté et mauvaise tenue du 3e bataillon et des visites trop fréquentes des volontaires à Paris.

4166. — Lettre du ministre de la guerre à M. d'Affry, lieutenant-général commandant la 17e division, lui annonçant que les bataillons de gardes nationales volontaires, formés dans l'étendue de sa division, recevront les sabres et équipements nécessaires par les soins de M. Capet, commissaire ordonnateur.

30 août 1791.
Minute signée, Arch. hist. Guerre, carton n° 70.

4167. — État des cantonnements des vingt-six bataillons des gardes nationales volontaires, rassemblés en vertu du décret du 28 juillet, destinés à couvrir Paris et à se porter sur la frontière en cas d'attaque.

Septembre 1791.
Minute, Arch. hist. Guerre, carton n° 70.

4168. — Lettre du ministre de la guerre à M. Prieur, lui témoignant sa satisfaction des mesures prises pour assurer la subsistance des gardes nationales campées sous Verberie et maintenir le bon ordre.

1er septembre 1791.
Minute, Arch. hist. Guerre, carton n° 70.

4169. — Lettre du ministre de la guerre à M. de Rochambeau, lieutenant-général de l'armée du Nord, l'informant que les vingt-six bataillons de gardes nationales volontaires destinés à former un corps de réserve pour couvrir Paris, seront cantonnés entre Péronne et Châlons et placés sous les ordres d'un officier général qui relèvera directement du ministre de la guerre.

5 septembre 1791.
Minute signée, Arch. hist. Guerre, carton n° 70.

4170. — État des trois compagnies d'artillerie des gardes nationales parisiennes, campées sous Verberie.

9 septembre 1791.
Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2636, fol. 144.

4171. — Lettres et requête de M. Etienne Billecocq, capitaine de la 1re compagnie d'artillerie, campée sous Verberie, à M. Emmery, président du Comité militaire, lui adressant les réclamations des trois compagnies d'artillerie des gardes nationales au sujet de leur organisation.

11, 16 septembre 1791.
Minutes, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2636, fol. 145, 146.

4172. — Lettre du ministre de la guerre à M. de Rochambeau, à M. d'Affry et à M. Capet, commissaire des guerres, les avisant du départ des 1er et 2e bataillons de gardes nationales volontaires de Paris du camp de Verberie pour Bapaume, et du 3e pour Laon, départ fixé au 22 septembre.

17 septembre 1791.
Minutes (3 p.), Arch. hist. Guerre, carton n° 70.

Le dimanche 12 septembre, M. de Gouvion vint visiter le camp de Verberie et le lendemain passa une grande revue des volontaires, dont le *Courrier* de Gorsas (t. XXVIII, n° XIV, p. 209) publie le compte rendu; une lettre de M. Duportail à M. Château-Thierry, insérée dans le même journal, p. 242, rendit hommage au zèle qui animait les volontaires du camp de Verberie

et au bon ordre qui régnait parmi eux. Le *Courrier*, de Gorsas, p. 444, 451, annonça la levée du camp pour le mercredi 22 septembre, ainsi que le départ des deux premiers bataillons pour Bapaume et du 3e à Laon, et indiqua l'itinéraire des volontaires.

4173. — Lettre du ministre de la guerre aux régisseurs des étapes, annonçant que leurs vues économiques pour le transport des équipages des trois bataillons de volontaires du camp de Verberie sont conformes aux dispositions arrêtées par M. Prieur, chargé de leur police.

24 septembre 1791.
Minute, Arch. hist. Guerre, carton nº 70.

§ 13. — Bataillons de la garde nationale par ordre de divisions.

TABLEAU

des bataillons d'infanterie par ordre de divisions.

PREMIÈRE DIVISION

1. Saint-Jacques-du-Haut-Pas.
2. Saint-Victor.
3. Saint-André-des-Arcs.
4. Saint-Marcel.
5. Saint-Louis-en-l'Ile.
6. Val-de-Grâce.
7. Saint-Etienne-du-Mont.
8. La Sorbonne.
9. Saint-Nicolas-du-Chardonnet.
10. Les Mathurins.

DEUXIÈME DIVISION

1. Les Prémontrés.
2. Henri IV (les Barnabites).
3. Les Cordeliers.
4. Notre-Dame.
5. Saint-Séverin.
6. Les Petits-Augustins.
7. L'Abbaye-Saint-Germain-des-Prés.
8. Les Jacobins-Saint-Dominique.
9. Les Théatins.
10. Les Carmes-Déchaussés.

TROISIÈME DIVISION

1. Les Récollets.
2. Saint-Nicolas-des-Champs (transféré au Sépulcre).
3. La Trinité (Sainte-Elisabeth).
4. Saint-Merry.
5. Les Carmélites (rue Chapon).
6. Les Filles-Dieu.
7. Saint-Martin-des-Champs.
8. Les Enfants-Rouges.
9. Saint-Laurent.
10. Les Pères-de-Nazareth.

QUATRIÈME DIVISION

1. Saint-Jacques-l'Hôpital.
2. Bonne-Nouvelle.
3. Saint-Leu (ou de la Jussienne).
4. Saint-Lazare.
5. Sainte-Opportune.
6. Saint-Jacques-la-Boucherie.
7. Les Petits-Pères.
8. Saint-Eustache.
9. Saint-Magloire.
10. Saint-Joseph.

CINQUIÈME DIVISION

1. Sainte-Marguerite.
2. Les Minimes (place Royale).
3. Le Petit-Saint-Antoine.
4. Saint-Gervais.
5. Saint-Jean-en-Grève.
6. Saint-Louis-la-Culture.
7. Les Blancs-Manteaux.
8. Popincourt (Tresnel).
9. Les Capucins-du-Marais.
10. Les Enfants-Trouvés (faub. Saint-Antoine).

SIXIÈME DIVISION

1. L'Oratoire.
2. Les Feuillants.
3. Les Filles-Saint-Thomas.
4. Saint-Philippe-du-Roule.
5. Saint-Germain-l'Auxerrois.
6. Les Jacobins-Saint-Honoré.
7. Saint-Honoré.
8. Les Capucins de Saint-Louis (Chaussée-d'Antin).
9. Les Capucins (Saint-Honoré).
10. Saint-Roch.

PREMIÈRE DIVISION

3. BATAILLON DE *Saint-André-des-Arcs*.

4174. — Lettre de M. Bailly à M. de Lafayette au sujet de la réclamation du ba-

taillon de Saint-André-des-Arcs contre un jugement du conseil de guerre en faveur du nommé Thierry.

19 juin 1790.
Original signé, *A. N.*, AF^II 48, n° 167.
Copie, *B. N.*, Mss., fonds français 11697, fol. 67.

5. BATAILLON DE *Saint-Louis-en-l'Ile.*

4175. — Adresse à l'Assemblée nationale et délibération conforme à celle du bataillon de Saint-Étienne-du-Mont.

16 avril 1790.
Minute signée et extrait imprimé (2 p.), *A. N.*, C 38, n° 340bis.
Cf. *Archives parlementaires*, t. XIII, p. 86.

4176. — Arrêté proposant l'établissement d'une caisse de secours pour la garde nationale du royaume.

12, 16 octobre 1790.
Imprimé, *A. N.*, C 45, n° 424.

6. BATAILLON DU *Val-de-Grâce.*

4177. — Rapports du sieur Paris, aide-major du bataillon, et du sieur Deliens, sergent-major du même bataillon, au sujet des gardes nationaux payés pour applaudir les discours de certains membres de l'Assemblée nationale.

11, 15 septembre 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, D XXIX^b 32, n° 335.

7. BATAILLON DE *Saint-Étienne-du-Mont.*

4178. — Réponse du président de l'Assemblée nationale à sa réclamation et admission à la séance.

27 mars 1790.
Minute, *A. N.*, C 38, n° 326.
Cf. *Archives parlementaires*, t. XII, p. 377.

8. BATAILLON DE *Sorbonne.*

4179. — Rôle des bourgeois qui ont aidé à la subsistance des troupes de la milice parisienne par les soins de MM. Cambault, Rivière et De Gournay en 1789.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2696, fol. 193.

4180. — Lettre du sieur Moullin, avocat au Parlement, ancien capitaine des vivres et ingénieur géographe, au commandant du bataillon, demandant l'avance de 5 louis pour l'achat d'un uniforme, afin d'entrer comme sergent dans la compagnie de M. Ponse.

23 novembre 1789.
Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2696, fol. 218.

4181. — Recette de 6 sols par garde, à commencer du 29 au 30 novembre 1789.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2696, fol. 219.

4182. — Adresse à l'Assemblée nationale au sujet de la permanence active et perpétuelle demandée par les districts, avec réponse du président, admettant la députation aux honneurs de la séance.

10 avril 1790.
Minutes et imprimé (3 p.), *A. N.*, C 38, n°s 335, 340 et 340bis.
Ed. *Archives parlementaires*, t. XII, p. 664.

DEUXIÈME DIVISION

2. BATAILLON DE *Henri IV.*

4183. — Délibération témoignant de son patriotisme et affirmant sa soumission aux décrets de l'Assemblée nationale.

13 avril 1790.
Extrait imprimé, *A. N.*, C 38, n° 340bis.
Cf. *Archives parlementaires*, t. XV, p. 245.

3. BATAILLON DES *Cordeliers.*

4184. — Envoi à l'Assemblée nationale de son adhésion à l'adresse du bataillon de Saint-Étienne-du-Mont.

9 avril 1790.
Minute signée, *A. N.*, D IV 3, n° 23.
Cf. *Archives parlementaires*, t. XII, p. 685.

4185. — Lettre d'envoi au sieur Ledoux, capitaine de la compagnie du centre des Cordeliers, d'une ordonnance de 114 liv. 9 s. pour remboursement des réparations faites aux armes de sa compagnie.

19 novembre 1790.
Minute, *A. N.*, F^13 780.

4186. — Lettre de M. de Gouvion, major général de la garde nationale, à M. Bailly, au sujet du désistement, par M. Danton, de sa nomination au poste de commandant du bataillon des Cordeliers, et de la convocation du bataillon, à l'effet de procéder à la désignation de son successeur.

22 novembre 1790.
Copie, *B. N.*, Mss., fonds français 11697.

5. BATAILLON DE *Saint-Séverin*.

4187. — Déclaration attestant sa fidélité à son serment et à son général, pour combattre les factions et maintenir la Constitution.

10 septembre 1790.
Extrait, *A. N.*, C 45, n° 413.
Cf. *Archives parlementaires*, t. XIX, p. 90.

6. BATAILLON DES *Petits-Augustins*.

4188. — Lettre du sieur de la Perrotière, officier du bataillon des Petits-Augustins, de service à l'Assemblée nationale, au président, au sujet du tumulte causé par la foule qui se presse pour entrer dans les tribunes.

18 décembre 1789.
Minute, *A. N.*, C 33, n° 286ter.

4189. — Rapport de l'officier de service du poste de la rue de Bourbon sur une dénonciation du suisse de Mme Monesté contre le sieur Duplessis, accusé de changer de costume à tout instant.

12 septembre 1790.
Minute, *A. N.*, D XXIXb 32, n° 335.

7. BATAILLON DE L'*Abbaye de Saint-Germain-des-Prés*.

4190. — Délibération conforme à l'adresse du bataillon de Saint-Étienne-du-Mont et à la délibération de celui des Cordeliers, dans la question de la permanence des districts.

14 avril 1790.
Extrait imprimé, avec lettre d'envoi du commandant du bataillon (2 p.), *A. N.*, C 38, n° 340bis.
Cf. *Archives parlementaires*, t. XV, p. 354.

8. BATAILLON DES *Jacobins-Saint-Dominique*.

4191. — Adresse portant adhésion à la protestation du bataillon de Saint-Étienne-du-Mont sur la permanence des sections de Paris, et exprimant ses regrets au sujet des scènes sanglantes du Midi.

Non datée (29 mai 1790).
Minute signée, *A. N.*, C 46, n° 435.
Ed. *Archives parlementaires*, t. XV, p. 735.

9. BATAILLON DES *Théatins*.

4192. — Adresse à l'Assemblée nationale et délibération exprimant les mêmes principes que le bataillon de Saint-Étienne-du-Mont.

12 avril 1790.
Extrait imprimé, *A. N.*, C 38, n° 340bis.
Ed. *Archives parlementaires*, t. XIII, p. 153.

10. BATAILLON DES *Carmes-Déchaux*.

4193. — Adhésion à l'adresse du bataillon de Saint-Etienne-du-Mont, au sujet de la permanence des sections.

17 avril 1790.
Extrait signé, *A. N.*, C 38, n° 337.
Cf. *Archives parlementaires*, t. XIV, p. 163.

TROISIÈME DIVISION

1. BATAILLON DES *Récollets*.

4194. — Lettre de M. Bailly à M. de Lafayette, exprimant un blâme au sujet de la conduite du bataillon des Récollets qui, au lieu de prêter main-forte à l'exécution d'un arrêt du Parlement et d'une sentence du Châtelet contre le sieur Kornmann, avait fait garder sa maison par des factionnaires, et priant de faire retirer la garde établie dans cette maison afin d'assurer l'exécution des ordres du major général.

20 octobre 1790.
Original signé, avec copie de l'ordre de M. de Gouvion, *A. N.*, AFII 48, n° 167.

4195. — Lettre de M. Bailly à M. de Lafayette, l'informant de la décision du Conseil

municipal pour la convocation d'un conseil de guerre à l'effet de juger les deux sergents et les soldats du bataillon des Récollets actuellement en prison, avec réponse conforme de M. de Lafayette.

13, 14 janvier 1791.
Copies, *B. N.*, Mss., fonds français 11697, fol. 119.

4196. — Lettre de M. Bailly à M. de Gouvion, major général de la garde nationale, le priant de se concerter avec M. de Montaleau, commandant du bataillon des Récollets, pour réprimer les brigandages des contrebandiers sur les routes hors Paris.

1er mai 1791.
Copie, *B. N.*, Mss., fonds français 11697.

3. BATAILLON DE *la Trinité*.

4197. — Rapport du sieur Romand, capitaine de la compagnie du centre de ce bataillon, demandant, au nom des gardes nationaux, le renvoi du nommé Ferry, fusilier, accusé d'avoir volé de l'argent dans la poche de son camarade de lit, et note de l'état-major général relative à cette affaire.

19, 29 décembre 1789.
Minutes (2 p.), *A. N.*, C 197, n° 160[35].

4198. — Adresse à l'Assemblée nationale et délibération à l'effet de protester contre les assertions émises à la barre de l'Assemblée par une députation de plusieurs districts, dans la question de la permanence.

1er, 29 mai 1790.
Imprimé, avec lettre du commandant du bataillon (2 p.), *A. N.*, C 41, n° 364.

6. BATAILLON DES *Filles-Dieu*.

4199. — Lettre de M. Bouret à M. de Mirabeau, envoyant une dénonciation, faite par le bataillon des Filles-Dieu contre le sieur de Vinézac, major de la 3e division, avec la délibération prise à ce sujet par la section de la Grange-Batelière.

24 janvier 1791.
Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2656, fol. 57.

10. BATAILLON DES *Pères-de-Nazareth*.

4200. — Lettre de M. de Lafayette à M. Bailly, lui annonçant qu'il chargera le bataillon des Pères-de-Nazareth de veiller au bon ordre pendant l'assemblée et la célébration de la messe du 17 juin.

15 juin 1790.
Copie, *B. N.*, Mss., fonds français 11697, fol. 64.

La cérémonie en question avait pour but de célébrer l'anniversaire de la constitution de la Chambre des communes en Assemblée nationale, le 17 juin 1789. La *Société de* 1789 donna à cette occasion, au Palais-Royal, un banquet de cent quatre-vingt-dix couverts, auquel assistèrent Bailly, Lafayette et Sieyès. Cf. le *Moniteur universel*, numéro du 22 juin 1790.

QUATRIÈME DIVISION

1. BATAILLON DE *Saint-Jacques-l'Hôpital*.

4201. — Adresse à l'Assemblée nationale exprimant sa soumission aux décrets dans la question de la permanence des districts, avec arrêté conforme.

3 mai 1790.
Originaux signés du capitaine Bourdois, secrétaire du bataillon (2 p.), *A. N.*, C 39, n° 353bis.
Cf. *Archives parlementaires*, t. XV, p. 433.

2. BATAILLON DE *Bonne-Nouvelle*.

4202. — Demande d'audience par une députation de ce bataillon pour un objet concernant la sûreté individuelle des membres de l'Assemblée nationale et la défense de la Constitution.

13 novembre 1790.
Minute signée, *A. N.*, C 125, n° 406.
Cf. *Archives parlementaires*, t. XX, p. 417.

8. BATAILLON DE *Saint-Eustache*.

4203. — Brevet de capitaine d'une des compagnies du district de Saint-Eustache, délivré par l'assemblée du district à M. Routier de Taintot.

5 septembre 1789.
Imprimé rempli, *A. N.*, W 296, n° 255

4204. — Lettre de M. Duport-du-Tertre, administrateur au département de police, au commissaire Chénon fils, relative à la mort subite de M. Gaudon, capitaine de la garde nationale du district de Saint-Eustache, avec lettre du président du district au commissaire, demandant de procéder à l'autopsie.

16 mars 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, Y 11519.

4205. — Lettre de M. de Lafayette à M. Bonvallet, commissaire général de la garde nationale, annonçant que M. de Saint-Christau, chef de la 4e division, est saisi des plaintes portées contre une garde et des soldats de la compagnie du centre du bataillon de Saint-Eustache.

25 mars 1790.
Original signé, *A. N.*, F^{13} 779.

4206. — Discours du président de l'Assemblée nationale, en admettant une députation du bataillon de Saint-Eustache aux honneurs de la séance.

10 avril 1790.
Minute, *A. N.*, C 38, n° 335.

4207. — Lettre de M. de Lafayette à M. Bailly, faisant connaître la nomination de M. Le Bon, capitaine de grenadiers du bataillon de Saint-Eustache, au poste de commandant, vacant par la mort de M. d'Ogny.

14 octobre 1790.
Copie, *B. N.*, Mss., fonds français 11697, fol. 89.

4208. — Lettre de M. de Lafayette à M. Bailly, proposant d'accorder le grade et les appointements de lieutenant à M. Gominard, sous-lieutenant du 8e bataillon de la 4e division, ancien sergent aux gardes-françaises et le premier sous-lieutenant de sa division, en attendant la première vacance, avec réponse de M. Bailly, donnant son assentiment.

16, 23 novembre 1790.
Copies, *B. N.*, Mss., fonds français 11697, fol. 102.

10. BATAILLON DE *Saint-Joseph*.

4209. — Lettre des officiers de ce bataillon à ceux du bataillon des Capucins, exprimant tous leurs regrets de ne pouvoir assister à la réunion fraternelle, par eux proposée et qu'un ordre du maire a interdite.

2 avril 1791.
Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2656, fol. 203.

CINQUIÈME DIVISION

1. BATAILLON DE *Sainte-Marguerite*.

4210. — Lettre du sieur Delatour, chirurgien-major de ce bataillon, au nom des citoyens du faubourg Saint-Antoine, à l'Assemblée nationale, déplorant la mort du brave et vertueux Dessille.

29 octobre 1790.
Minute, *A. N.*, C 126, n° 411.

2. BATAILLON DES *Minimes*.

4211. — Protestation du bataillon des Minimes contre l'imprimé intitulé : *Pétition patriotique*, œuvre d'un citoyen du district, contraire à ses principes.

9 mars 1790.
Minute signée par Le Laboureur, commandant du bataillon, et extrait imprimé (2 p.), *A. N.*, C 38, n° 326.

Cf. l'opuscule intitulé : *Conduite du bataillon des Minimes de la place Royale, relativement à un ouvrage imprimé sous le titre :* « Pétition patriotique adressée à l'Assemblée nationale et soumise à l'examen des soixante districts. » (MAURICE TOURNEUX, *Bibliographie de l'Histoire de Paris pendant la Révolution française*, t, II, n° 7274.)

4212. — Adhésion à l'arrêté du bataillon de Saint-Étienne-du-Mont, au sujet de la permanence des districts.

9 mai 1790.
Imprimé, avec lettre d'envoi, signée par Le Laboureur, commandant du bataillon, *A. N.*, C 39, n° 353bis.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XV, p. 577.

3. BATAILLON DU *Petit-Saint-Antoine*.

4213. —Adresse à l'Assemblée nationale, donnant l'assurance de sa soumission et

de sa fidélité à son serment, à propos de la permanence des districts.

Non datée (15 avril 1790).
Minute signée, *A. N.*, C 38, n° 341.
Cf. *Archives parlementaires*, t. XIII, p. 68.

4214. — Réclamation du sieur de Livry, ancien mousquetaire, capitaine des grenadiers, et du sieur d'Estavayé, lieutenant de la 1re compagnie du 3e bataillon, contre la mesure prise à leur égard par le bataillon qui les a cassés sans les entendre, et arrêté du bataillon, déclarant M. de Livry démissionnaire, suivant le procès-verbal des volontaires de garde au marché Saint-Jean, en raison de sa conduite envers la sentinelle.

26 octobre 1790.
Minute signée et extrait (2 p.), *A. N.*, D IV 3, n° 22.

4. BATAILLON DE *Saint-Gervais*.

4215. — Adhésion aux arrêtés des bataillons parisiens dans la question de la permanence des districts.

22 avril 1790.
Copie conforme, *A. N.*, C 38, n° 340bis.
Cf. *Archives parlementaires*, t. XV, p. 628.

4216. — Lettre de M. Bailly à M. de Gouvion, major général de la garde nationale, au sujet de l'intention prêtée au bataillon de Saint-Gervais de prendre les armes pour l'installation des nouveaux marguilliers, élus contre le vœu de la municipalité.

30 décembre 1790.
Copie, *B. N.*, Mss., fonds français 11697.

4217. — Lettre de M. Collot de Verrière, commandant du bataillon de Saint-Gervais, à M. Bailly, démentant les intentions qu'on prête à son bataillon, qui n'a jamais pris les armes sans ordre de l'état-major, et réponse de M. Bailly, remerciant M. Collot de Verrière de son zèle et de l'exacte discipline qu'il fait observer.

30 décembre 1790, 5 janvier 1791.
Copies, *B. N.*, Mss., fonds français 11697.

5. BATAILLON DE *Saint-Jean-en-Grève*.

4218. — Déclaration du sieur Charles Denonvilliers, commis greffier criminel du Châtelet, au sujet des violences et voies de fait exercées sur sa personne par trois gardes nationaux qui voulaient le forcer à monter la garde, à la suite desquelles il avait été arrêté et tenu en chartre privée au comité militaire du district de Saint-Jean-en-Grève.

20 décembre 1789.
Minute, *A. N.*, Y 13419.

4219. — Adresse à l'Assemblée nationale touchant la permanence des districts.

23 avril 1790.
Minute, *A. N.*, C 38, n° 340.
Cf. *Archives parlementaires*, t. XV, p. 283.

6. BATAILLON DE *Saint-Louis-la-Culture*.

4220. — Adresse à l'Assemblée nationale et délibération au sujet de la permanence des districts, protestant de sa fidélité.

27 avril 1790.
Minutes signées (5 p.), *A. N.*, C 38, n° 340.
Cf. *Archives parlementaires*, t. XV, p. 337.

7. BATAILLON DES *Blancs-Manteaux*.

4221. — Adresse à l'Assemblée nationale, contenant déclaration analogue à celle du bataillon de Saint-Étienne-du-Mont, au sujet de la permanence des districts.

20 avril 1790.
Minute, *A. N.*, C 38, n° 340.
Cf. *Archives parlementaires*, t. XV, p. 283.

8. BATAILLON DE *Popincourt*.

4222. — Adhésion à l'adresse du bataillon de Saint-Étienne-du-Mont, au sujet de la permanence des districts.

18 avril 1790.
Extrait imprimé et lettre d'envoi du commandant du bataillon (2 p.), *A. N.*, C 38, n° 340bis.
Cf. *Archives parlementaires*, t. XV, p. 354.

4223. — Lettre du Comité des rapports aux officiers municipaux de Paris, déclarant mal fondées les accusations portées à la section de Popincourt par M. Vialla

contre M. Colin de Cancey, commandant du 8e bataillon de la 5e division, et les chargeant de terminer promptement cette affaire.

24 juillet 1791.
Minute, *A. N.*, D XXIXb 31, no 325.

Un arrêté du Corps municipal, rendu le 29 juillet, visant la lettre du Comité des rapports, déclara illégale la délibération de la section de Popincourt, au sujet de la dénonciation faite, le 15 juillet 1791, par le sieur Vialla, et décida que MM. Colin de Cancey, commandant du bataillon de Popincourt, et Thouvenin, capitaine du centre de ce bataillon, continueraient à remplir leurs fonctions. Cf. le *Moniteur universel*, numéro du 18 août 1791.

9. BATAILLON DES *Capucins-du-Marais*.

4224. — Adresse à l'Assemblée nationale et délibération adhérant à l'arrêté du bataillon de Saint-Etienne-du-Mont.

3 avril 1790.
Minute signée, *A. N.*, C 38, no 340bis.
Ed. *Archives parlementaires*, t. XII, p. 664.

4225. — Discours prononcé par le président de l'Assemblée nationale en admettant une députation de ce bataillon aux honneurs de la séance.

10 avril 1790.
Minute, *A. N.*, C 38, no 335.
Ed. *Archives parlementaires*, t. XII, p. 665.

4226. — Délibération prise à l'effet de recommander à la bienveillance des cinq députés résidant dans la section des Enfants-Rouges le sieur Pierre Premiat, tapissier, victime d'un accident le 1er août.

30 octobre 1790.
Extrait signé, *A N.*, C 133.

SIXIÈME DIVISION

2. BATAILLON DES *Feuillants*.

4227. — Lettre de M. Bailly à M. de Lafayette, demandant que le bataillon des Feuillants soit spécialement chargé de la police intérieure du jardin des Tuileries, au lieu de faire concourir tous les bataillons de la garde nationale parisienne à ce service.

4 octobre 1790.
Copie, *B. N.*, Mss., fonds français 11697, fol. 86.

4228. — Requête des président de la section et commandant du bataillon aux commissaires de l'Assemblée nationale à l'effet de conserver, pour la tenue de ses assemblées et de celles de la section des Tuileries, les tréteaux, tables et reverbères établis dans l'ancien parloir des Feuillants pour la vente des dons patriotiques.

3 mars 1791.
Original signé, avec la décision des commissaires de l'Assemblée (2 p.), *A. N.*, C 133, no 6.

3. BATAILLON DES *Filles-Saint-Thomas*.

4229. — Adhésion à l'adresse du bataillon de Saint-Étienne-du-Mont, en ce qui concerne la permanence des districts.

20 avril 1790.
Extrait imprimé, avec lettre d'envoi du commandant (2 p.), *A. N.*, C 38, no 340bis.
Cf. *Archives parlementaires*, t. XV, p. 354.

5. BATAILLON DE *Saint-Germain-l'Auxerrois*.

4230. — Adhésion à l'adresse du bataillon de Saint-Étienne-du-Mont, au sujet de la permanence des districts.

30 avril 1790.
Imprimé, avec lettre d'envoi, *A. N.*, C 38, no 340bis.
Cf. *Archives parlementaires*, t. XV, p. 400.

7. BATAILLON DE *Saint-Honoré*.

4231. — Procès-verbal de la démarche faite par M. de Silly, commandant du bataillon, auprès de M. Agasse, président du district, à l'occasion du crime de ses neveux.

24 janvier 1790.
Copie conforme, *A. N.*, C 36, no 304.
Ce procès-verbal se trouve reproduit dans le *Moniteur universel*, numéro du 31 janvier 1790, p. 125.

8 BATAILLON DES *Capucins de la Chaussée-d'Antin*.

4232.—Lettre de M. Bailly, annonçant que le Corps municipal a approuvé la refonte des deux canons du bataillon, et procès-ver-

bal des commissaires de la section de la Grange-Batelière, chargés d'assister au transport, à la pesée et à la refonte des deux canons du bataillon de cette section dans la fonderie de M. Périer à Chaillot.

15, 24 décembre 1790.
Minutes signées (2 p.), *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2655, fol. 222-226.

4233.— Lettre de Mirabeau, commandant du bataillon des Capucins, à M. Bourel, président de la section de la Grange-Batelière, demandant l'envoi des délibérations prises par le bataillon de Saint-Laurent au sujet de M. de Vinézac, pour les soumettre à son bataillon, avec réponse de M. Bourel, adressant ces délibérations, et le priant de faire organiser des patrouilles de nuit, pour prévenir les vols, conformément aux instructions du département de police.

30 janvier 1791.
Original signé et minute (2 p.), *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2656, fol. 64, 65.

4234. — Lettre de M. Bourel, président de la section de la Grange-Batelière, à M. Bailly, demandant s'il doit avertir le maire de Montmartre de l'épreuve qui sera faite sur son territoire des deux canons du bataillon, fondus le 25 décembre dernier dans les ateliers de M. Périer à Chaillot, avec réponse affirmative de M. Bailly et lettre au maire de Montmartre dans ce sens.

2, 3 février 1791.
Minutes et original signé (3 p.), *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2656, fol. 119, 121, 122.

4235.— Rapport du caporal commandant le poste de la rue de La Rochefoucauld, au sujet d'une tentative de vol faite chez l'abbé de Mauperché, au coin de ladite rue.

6 février 1791.
Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2656, fol. 129.

9. BATAILLON DES *Capucins-Saint-Honoré.*

4236. — Lettre de M. Bailly à M. de Lafayette, demandant, au nom des officiers du bataillon des Capucins-Saint-Honoré, des patrouilles de jour dans le bas Chaillot pour la sécurité des habitants, patrouilles qui seraient faites par les Suisses casernés dans le quartier.

6 juin 1790.
Copie, *B. N.*, Mss., fonds français 11697, fol. 60.

10. BATAILLON DE *Saint-Roch.*

4237. — Lettre de M. Fulchiron, capitaine d'une des compagnies, au comité militaire de Saint-Roch, au sujet du mode de payement des soldats de remplacement et de l'impossibilité de conserver le poste de la rue des Moulins.

23 septembre 1789.
Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2670, fol. 155.

4238. — Motion du sieur Pincemaille de l'Aulnoy pour obtenir de M. de Gouvion l'envoi de vingt-quatre fusils neufs, complétant le nombre de quatre-vingt-huit qui représente l'effectif de la compagnie du centre, les vingt-quatre vieux fusils étant gardés pour l'instruction des recrues, et lettre conforme.

28 septembre 1789.
Minutes (2 p.), *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2670, fol. 146, 147.

4239. — Motion du sieur Coittant, citoyen du district de Saint-Roch, proposant diverses mesures au sujet des gardes de remplacement.

Octobre 1789.
Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2670, fol. 165.

4240. — Note de M. Harvoin, commandant du bataillon de Saint-Roch, demandant l'établissement de poêles aux corps de garde de la rue des Moulins et de la barrière de Neuilly (avec la fourniture des ustensiles nécessaires), de guérites aux postes de la rue des Moulins, de la butte Saint-Roch et du Palais-Royal.

7 octobre 1789.
Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2670, fol. 175.

4241.—Arrêté du comité de police, ordonnant la distribution de dix-huit cents

cartouches aux cinq compagnies du bataillon.

9 octobre 1789.

Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2670, fol. 178.

4242. — Rapport du sergent commandant le poste de la rue des Moulins, signalant l'absence de toute patrouille sur la butte Saint-Roch.

13 octobre 1789.

Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2670, fol. 188.

4243. — Motion du sieur Martine de Laigle, de la compagnie Raffet, demandant qu'il soit pris des mesures pour empêcher les propos insultants, accompagnés de gestes, que doivent subir les gardes nationaux placés à la porte des boulangers.

5 novembre 1789.

Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2670, fol. 243.

4244. — Lettre de M. Fulchiron, annonçant l'élection de M. Tavernier comme sous-lieutenant en premier, en remplacement de M. Bergeron, démissionnaire, et de M. Alexis de la Roue, soldat-citoyen, comme sous-lieutenant en second.

14 novembre 1789.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2670, fol. 258.

4245. — Lettre de M. d'Evry au président du district relative à l'examen des candidats à la place de chirurgien de la compagnie soldée, déclarant que l'ouverture d'un concours écarterait les maîtres en chirurgie reçus au collège des chirurgiens.

25 novembre 1789.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2670, fol. 269.

4246. — Adresse présentée à M. de Lafayette par la 2e compagnie du bataillon, à l'effet de protester contre la création d'une compagnie de grenadiers et de chasseurs.

27 novembre 1789.

Copie, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2670, fol. 276.

4247. — Envoi au district de Saint-Roch par les sieurs Bretelle et Alletz de leur ouvrage sur la garde nationale parisienne, contenant les noms et demeures de tous les citoyens enrôlés dans l'armée parisienne.

24 février 1790.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2665, fol. 132.

L'ouvrage en question est intitulé : *Etrennes aux Parisiens patriotes, ou Almanach militaire national de Paris....*, rédigé sous l'autorisation de M. le marquis de Lafayette et dédié à ce général par MM. Bretelle et Alletz, soldats-citoyens. Paris, Gueffier jeune, 1790, in-12.

Cf. Maurice Tourneux, *Bibliographie de l'Histoire de Paris pendant la Révolution française*, t. II, nº 6717.

4248. — Adresse à l'Assemblée nationale et délibération approuvant l'arrêté du bataillon de Saint-Étienne-du-Mont contre l'écrit intitulé : *Adresse de la Commune de Paris dans ses soixante sections à l'Assemblée nationale.*

8, 12 avril 1790.

Minutes signées (2 p.), *A. N.*, C 38, nº 340.

Procès-verbal de l'Assemblée nationale, t. XVII, nº 259, p. 2.

4249. — Certificat de service délivré au sieur Chautela, volontaire de la 5e compagnie, par le capitaine Le Gardeur Le Brun.

31 juillet 1790.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2666, fol. 50.

4250. — Arrêté du comité militaire du district, priant le comité civil de faire afficher dans le pourtour du Palais-Royal les ordonnances de police relatives au bon ordre troublé par les colporteurs.

20 août 1790.

Extrait conforme, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2666, fol. 84.

4251. — Renvoi par le comité militaire du 10e bataillon de la 6e division au Comité des recherches, de pièces reçues de M. Herrenberger, maire de Schlestadt.

21 août 1790.

Minute signée du commandant, *A. N.*, D XXIXb 11, nº 124.

4252. — Lettre de M. Bailly à M. de Lajard, le priant de donner les ordres néces-

saires pour la reprise du service précédemment fait par le bataillon de Saint-Roch dans le jardin et sous les galeries du Palais-Royal, encombrés de colporteurs et de marchands de toute espèce qui attirent les filous et éloignent les citoyens honnêtes, au grand préjudice des marchands.

2 septembre 1790.
Original signé, *A. N.*, AF^{II} 48, n° 167.

4253. — Lettre de M. Harvoin au comité de Saint-Roch, envoyant pour raison de santé sa démission de commandant du 10e bataillon de la 6e division de la garde nationale parisienne et annonçant que le commandement provisoire doit être remis à M. Savalette de Lange, le plus ancien capitaine, avec lettre du comité refusant cette démission.

3 septembre 1790.
Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2666, fol. 103, 160.

4254. — Rapport du poste du Palais-Royal, au sujet du nommé Fourraux, soldat de la compagnie Raffet, qui, en état d'ivresse, s'est livré à des excès envers la sentinelle de la porte des Feuillants, avec lettre d'envoi du commissaire de la section des Tuileries.

4 octobre 1790.
Minutes (2 p.), *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2666, fol. 135.

4255. — Rapport du poste du Palais-Royal au district de Saint-Roch, demandant la comparution du sieur Corter, marchand bijoutier, pour avoir dit que la garde nationale se comportait très mal dans le Palais-Royal.

12 octobre 1790.
Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2666, fol. 142.

4256. — Arrêté du comité militaire du district, décidant que les capitaines de chaque compagnie remettraient au président de la section le contrôle des citoyens enrôlés faisant le service dans les compagnies, afin de pouvoir alimenter le poste de la rue des Moulins, conservé par la Commune.

13 novembre 1790.
Extrait conforme, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2666, fol. 181.

4257. — Lettres de M. Bailly à M. Bastide, président de la section du Palais-Royal, annonçant l'envoi à l'état-major de sa lettre sur la nécessité de garnir le poste de la rue des Moulins avec des hommes de la compagnie du centre, et communiquant la réponse de M. de Gouvion.

30 novembre, 4 décembre 1790.
Originaux signés (2 p.), *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2671, fol. 223.

4258. — Procès-verbal de l'élection des officiers de la compagnie Raffet (1re du bataillon).

28 décembre 1790.
Extrait conforme, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2673, fol. 20.

4259. — Procès-verbal de l'élection des officiers de la compagnie Savalette (3e du bataillon).

28 décembre 1790.
Copie conforme, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2673, fol. 19.

4260. — Procès-verbal de l'élection des officiers de la 5e compagnie des volontaires.

28 décembre 1790.
Extrait signé, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2673, fol. 21.

4261. — Procès-verbal de la nomination des officiers de la compagnie de chasseurs volontaires attachés au 10e bataillon de la 6e division.

28 décembre 1790.
Extrait signé, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2673, fol. 17.

4262. — Réclamation du drapeau du bataillon par la compagnie Deshayes, 5e du bataillon, à l'effet de le déposer chez M. Le Gardeur Le Brun, son ancien capitaine, commandant du bataillon.

7 janvier 1791.
Minute signée, *B. N.*, Mss. nouv. acq. fr. 2673, fol. 57.

4263. — Certificat de M. Harvoin, ancien capitaine de dragons, commandant la garde nationale de Bagneux, constatant que le sieur Mathieu Naymond a été son secrétaire quinze mois, pendant qu'il occupait le poste de commandant du bataillon de

Saint-Roch, avec congé délivré audit Naymond.

10 janvier 1791.
Minutes (2 p.), *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2673, fol. 69, 70.

4264. — Supplique des grenadiers du 10e bataillon de la 6e division en faveur de leur frère d'armes, M. Renaud, qu'ils prient de recommander à M. Brulé pour une place d'inspecteur dans les travaux de son canal.

Janvier 1791.
Extrait conforme, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2673, fol. 126.

4265. — Note du sieur Louvain-Peschelоche, capitaine aide-major, demandant le payement d'une indemnité de 9 livres au sieur Wilman, pour une pendule par lui louée au poste de la rue des Moulins et mise hors de service par les soldats, avec lettre du capitaine Raffet.

11, 19 février 1791.
Minutes (2 p.), *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2673, fol. 115.

4266. — Procès-verbal de la nomination des officiers et sous-officiers de la compagnie d'artillerie du bataillon.

21 février 1791.
Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2673, fol. 121.

4267. — Délibération de la 3e compagnie du 10e bataillon de la 6e division, décidant l'envoi au président de la section du relevé des démissions des volontaires, pour éliminer de la liste des citoyens actifs ceux qui ne font point leur service dans la garde nationale.

2 juillet 1791.
Copie conforme, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2671, fol. 313.

4268. — Certificat de service délivré par le sieur Raffet, ancien capitaine commandant des chasseurs volontaires, capitaine de la 1re compagnie des volontaires, au sieur Pierre-Marie Cailhava.

28 juillet 1791.
Minute signée, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2673, fol. 164.

GARDE NATIONALE D'*Issy*.

4269. — Adresse à l'Assemblée nationale au nom de la municipalité et de la garde nationale à l'effet de présenter l'expression de leur patriotisme et de leur attachement à ses principes.

22 juin 1790.
Minute, *A. N.*, C 41, n° 363.
Cf. *Archives parlementaires*, t. XVI, p. 415.

GARDE NATIONALE DE *Montmartre*.

4270. — Lettre de M. Bailly à M. de Lajard, le priant de faire accompagner le cortège de la municipalité de Montmartre, qui doit se rendre à Notre-Dame, le 30 juin, pour y déposer le drapeau de son bataillon.

28 juin 1790.
Original signé, *A. N.*, AFII 48, n° 167.

4271. — Présentation solennelle à l'Assemblée nationale, par une députation du bataillon de la section de Montmartre, du buste du brave et généreux Desilles.

29 janvier 1791.
Extrait du procès-verbal, *A. N.*, C 49, n° 487.
Cf. *Archives parlementaires*, t. XVII, p. 564.

GARDE NATIONALE DE *Passy*.

4272. — Lettre du directoire du département de Paris à M. Tarbé, ministre des contributions, transmettant les observations du directoire de Saint-Denis sur le mémoire de la municipalité de Passy, tendant à obtenir une allocation de 600 livres pour sa garde nationale.

19 juin 1791.
Minutes et copie conforme (3 p.), *A. N.*, F9 145.

4273. — Adresse des officiers de la garde nationale et de la municipalité de Passy, protestant contre l'imputation calomnieuse insérée dans plusieurs journaux, notamment dans le *Journal du soir*, qui tendait à faire croire que, pour témoigner son mécontentement à la municipalité, elle avait déposé les armes et cessé tout service, et demandant que le sieur Parisot, qui avait

le premier imprimé dans sa feuille du jour cet insigne mensonge, fût tenu de faire connaître l'auteur de ce criminel article.

26 juillet 1791.

Minute signée, avec le n° 132 du *Journal du soir* (imprimé), A. N., C 128, n° 435.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XXVIII, p. 714. V. également, dans le *Moniteur universel*, numéro du 28 juillet 1791, une lettre de protestation, en date du 26 juillet, contre les articles du *Journal du soir* et du *Paquebot*, publiés le 13 juillet, lettre adressée par M. Leveillard, maire de Passy-les-Paris.

GARDE NATIONALE DE *Passy*, *Boulogne* ET *Auteuil*.

4274. — Discours adressé par le sieur Denizot, au nom d'une députation de gardes nationaux, à l'Assemblée nationale, contenant l'expression de leur patriotisme et de leur dévouement à la Constitution.

12 juillet 1791.

Minute, avec réponse du président (2 p.), A. N., C 74, n° 724.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XXVIII, p. 217.

GARDE NATIONALE DE *la Villette*.

4275. — Supplique du sieur Etienne Lezier, laboureur et commandant de la garde nationale de la Villette, à M. de Lafayette, au sujet de sa destitution prononcée par une partie du bataillon et déclarée nulle par le Comité de constitution.

24 août 1789.

Minute, A. N., D IV 49, n° 1393.

§ 14. — Bataillon des Vétérans.

4276. — Délibération de l'Assemblée des représentants de la Commune, approuvant la formation d'un bataillon de vétérans.

29 mars 1790.

Copie collationnée, *A. N.*, C 38, n° 340.

4277. — Présentation à l'Assemblée nationale, au nom des districts et de la Commune, du projet de M. Callières de l'Etang pour la formation de ce bataillon, avec réponse du président.

10 avril 1790.

Minutes (2 p.), A. N., C 38, n° 335.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XII, p. 665.

4278. — Tableau des districts de Paris qui ont adhéré à la formation du bataillon des vétérans et de leur arrêté à ce sujet.

10 avril 1790.

Copie collationnée, *A. N.*, C 38, n° 340.

4279. — Adresse du bataillon des vétérans au Comité de constitution, demandant l'organisation générale et uniforme de compagnies de vétérans, avec un service spécial.

Sans date (4 août 1790).

Minute, *A. N.*, D IV 49, n° 1393.

Cf. MAURICE TOURNEUX, *Bibliographie de l'Histoire de Paris pendant la Révolution française*, t. II, n° 6811.

4280. — Adresse à l'Assemblée nationale, présentée au nom du bataillon par le sieur Bachelay, lieutenant à la 1re compagnie, demandant comme fonction la garde du drapeau de la loi martiale, des assemblées de district et de département, et la garde d'honneur de l'Assemblée.

8 décembre 1790.

Minute, avec lettre d'envoi du sieur Jourdain, quartier-maître du bataillon (2 p.), *A. N.*, D IV 49, n° 1395.

Le sieur Bachelay, ancien professeur de mathématiques et de génie militaire, est l'auteur d'un *Projet de formation, de service, de costume et d'armement pour un bataillon de vétérans*, qui forme une plaquette de 12 pages.

Cf. MAURICE TOURNEUX, *Bibliographie de l'Histoire de Paris pendant la Révolution française*, t. II, n° 6805.

§ 15. — Volontaires de la Bazoche.

4281. — Récépissé par les officiers de la Bazoche d'une lettre de l'Hôtel de Ville pour le sieur Lagarde, leur commandant.

23 juillet 1789.
Minute, *A. N.*, C 134 (dos. 11).

4282. — Délibération de la corporation des clercs de la Bazoche ou clercs du Palais, exprimant leur adhésion aux décrets de l'Assemblée nationale.

22 avril 1790.
Minute, *A. N.*, C 38, n° 340bis.

4283. — Lettre des volontaires de la Bazoche au président de l'Assemblée nationale, annonçant le dépôt de leurs drapeaux dans l'église de Notre-Dame et demandant leur admission à la séance.

Sans date (19 juin 1790).
Minute signée, *A. N.*, C 38, n° 341.

V. dans les délibérations capitulaires le récit de la remise des deux drapeaux de la Bazoche, savoir, un très ancien et un nouveau, qui eut lieu le lundi 17 juin, à huit heures du soir, par les volontaires, accompagnés d'un détachement de garde nationale, ayant à sa tête M. de Lafayette. Des discours furent prononcés à cette occasion par l'un des députés de la Commune et le commandant de la Bazoche (*A. N.*, LL 232[12]).

4284. — Adresse à l'Assemblée nationale présentée par les volontaires de la Bazoche, assurant qu'ils marcheront sous les drapeaux de la patrie, unis à la garde nationale.

26 juin 1790.
Minute, avec réponse du président (2 p.), *A. N.*, C 124, n° 405.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XVI, p. 478.

Cf. Maurice Tourneux, *Bibliographie de l'Histoire de Paris pendant la Révolution française*, t. II, n° 6822.

4285. — Pétition des clercs de la Bazoche à l'Assemblée nationale, à l'effet d'obtenir un décret additionnel déclarant habiles à exercer les fonctions d'avoués les clercs d'avoués qui auront travaillé dix ans dans les études des procureurs au Parlement.

20 janvier 1791.
Minutes signées (2 p.), *A. N.*, D IV 50, n° 1434.

§ 16. — Garde de Paris ou Guet à pied. — Bataillon des Gardes des ports.

4286. — Tableau des dépenses du guet de Paris pour les exercices 1789, 1790 et 1791 et de la demi-solde conservée à l'ancien guet, extrait de l'état des dépenses extraordinaires du Trésor, du 11 mai 1789 au 31 août 1791, certifié par les commissaires de la Trésorerie, le 17 septembre 1791.

Minute, *A. N.*, D VI 17, n° 177.

Un décret du 6 juin 1790 mit à la charge de la municipalité les dépenses du guet, payées jusqu'alors par le Trésor public.

4287. — Adresse aux représentants de la Commune, au sujet de l'organisation de l'ancien guet, spécialement affecté à la garde des ports, quais et îles, avec indication des cadres.

Sans date (1789).
Minutes (2 p.), *A. N.*, D IV 49, n° 1393.

4288. — Requête aux représentants de la Commune, à l'effet d'obtenir délivrance de gibernes et de sabres.

Sans date.
Minute signée, *A. N.*, C 202, n° 160[54].

4289. — Lettres, états et mémoires relatifs à la liquidation des retraites de cent dix cavaliers de l'ancienne garde de Paris, réformée, se trouvant sans ressources par

suite de leur grand âge ou de leurs infirmités.

3 janvier 1790.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, F^4 1937.

4290. — Lettre du ministre de la maison du Roi à M. de Lafayette, annonçant la concession de retraites à cent quinze bas officiers ou soldats de l'ancienne garde de Paris, suivant l'état remis au Roi.

12 janvier 1790.
Copie, *A. N.*, O^1 501, fol. 9.

Un décret du 6 juin 1790 renvoya au Comité des pensions l'examen des pensions accordées aux officiers et soldats de la garde de Paris.

4291. — État de ce qui manque aux postes et corps de garde de la garde nationale des ports.

21 mai 1790.
Minutes (2 p.), *A. N.*, F^{13} 779.

4292. — Lettres de M. Bailly à M. de Lafayette, lui demandant s'il est réellement question de nommer un commandant particulier des gardes des ports et proposant pour cet emploi M. Seine, dont il transmet la requête, avec réponse de M. de Lafayette, déclarant qu'il n'en a point entendu parler.

3, 5 juillet, 1er septembre 1790.
Copies, *B. N.*, Mss., fonds français 11697, fol. 71, 79.

4293. — Lettre de M. Bailly, maire de Paris, annonçant la réception du nommé Beucher, ancien soldat des gardes-françaises, dans la garde parisienne affectée au service des ports.

30 août 1790.
Original signé, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2671, fol. 183.

4294. — Lettre de M. Bailly à M. de Gouvion, major général de la garde nationale, au sujet de l'augmentation de paye que devra recevoir le bataillon des ports, si on lui retire la garde des petits spectacles du boulevard, comme on lui a déjà retiré celle des spectacles du Palais-Royal.

11 novembre 1790.
Copie, *B. N.*, Mss., fonds français 11697.

4295.—Rapports des administrateurs des départements du domaine et des finances et de la garde nationale au sujet de la continuation de la location faite au Roi par la dame Dubois, depuis le 1er janvier 1789, de sa maison, rue Meslay, pour servir au logement de l'état-major de la garde de Paris, avec lettres de M. de Lafayette, insistant sur l'avantage de réunir au même point les bureaux et les officiers supérieurs.

5 février, 10 mars 1791.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, F^{13} 785.

4296. — Requête des sieurs Passereau et Delporte, sergents de la garde nationale des ports, aux administrateurs du casernement, à l'effet d'obtenir l'ordonnancement d'une somme de 97 livres, prix du mobilier garnissant le corps de garde de Clamart jadis occupé par le guet, par eux vendu au bataillon de la section des Gobelins, avec rapports à ce sujet.

10 mars 1791.
Minutes (5 p.), *A. N.*, F^{13} 785.

4297. — Rapports de M. de Châteauneuf, au sujet de plusieurs réparations à effectuer dans divers corps de garde, tant de la garde des ports que de la cavalerie parisienne, et lettre de M. Maubant, commissaire-inspecteur, relative au poste de la Tournelle.

18 mars-22 avril 1791.
Minutes (7 p.), *A. N.*, F^{13} 785.

4298. — Requête des sous-officiers de l'ancienne garde de Paris, devenue le bataillon des ports, à M. de la Galissonnière, député à l'Assemblée nationale, pour obtenir le payement de la solde de leur ancien grade, avec avis favorable du Comité militaire.

24 mars 1791.
Minutes (2 p.), *A. N.*, AF 3, no 8.

V. le rapport et le projet de décret relatifs à cette pétition, présentés à l'Assemblée nationale au nom du Comité militaire, le 14 février 1792, par M. Lolivier, député de la Meuse.

Cf. Maurice Tourneux, *Bibliographie de l'Histoire de Paris pendant la Révolution française*, t. II, no 6873.

4299. — Lettres, états et mémoires concernant la continuation des demi-soldes

accordées aux cavaliers de l'ancienne garde de Paris, pour l'année 1791.

28 avril 1791.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, F[4] 1937.

4300. — Lettre de M. Maubant à M. Viguier de Curny au sujet de l'offre d'un local sur le port aux vins pour un corps de garde destiné aux gardes des ports, avec rapport du sieur Félix, sergent du bataillon des ports, déclarant que leur corps de garde vis-à-vis la rue des Fossés-Saint-Bernard, ne pouvant contenir que huit hommes, est absolument insuffisant et trop éloigné des marchandises.

23 avril 1791.
Minutes (3 p.), *A. N.*, F[13] 785.

4301. — Lettres et mémoires du département de la garde nationale touchant la réclamation par le sieur Caubert, entrepreneur de bâtiments, du montant des réparations locatives faites, en avril 1789, à deux boutiques occupées par le dépôt des recrues et le magasin d'armes de la garde de Paris.

4 mai-8 juillet 1791.
Minutes (6 p.), *A. N.*, F[13] 785.

4302. — État des réparations à faire dans les postes de la garde des ports, savoir : au jardin du Roi, à la Grenouillère, aux ports au plâtre et au blé, à l'île Louviers, à la Conférence, au quai Malaquais et au Gros-Caillou.

1er juillet 1791.
Minute, *A. N.*, F[13] 785.

§ 17. — Maréchaussée de l'Ile-de-France transformée en gendarmerie nationale.

4303. — Rapports relatifs à l'augmentation successive de l'effectif de la compagnie de maréchaussée de l'Ile-de-France, portée d'abord à cent cinquante-six hommes, puis à deux cent six pour la surveillance des fraudeurs dans la banlieue.

15 février, 6 novembre 1789.
Minutes (2 p.), *A. N.*, F[4] 1937.

4304. — Correspondance de M. Papillon, prévôt général de la maréchaussée, au sujet de l'organisation de ce corps et de la formation de la garde de Paris.

Juillet-août 1789.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, F[4] 1937.

4305.— État des payements effectués pour les solde, fourrage et logement de la première compagnie de la maréchaussée pendant le premier quartier de 1790.

Minute, *A. N.*, F[4] 1937.

4306. — Tableau du casernement de la brigade de la maréchaussée.

Janvier 1790.
Minute, *A. N.*, F[4] 1937.

4307. — Lettre de M. La Tour du Pin, ministre de la guerre, à M. de Saint-Priest, concernant le traitement du détachement de maréchaussée placé à Conflans-Sainte-Honorine.

18 février 1790.
Original signé, *A. N.*, F[9] 145.

4308. — Lettres et mémoires des sieurs Papillon, prévôt général, Marchais, lieutenant inspecteur, et Deflandre, procureur du Roi au Châtelet, pour réclamer les 10,000 livres formant le complément de la solde des brigades non montées de la maréchaussée, dont la Ferme générale devait payer 30,000 livres et le Roi 10,000 livres.

Avril-juillet 1790.
Minutes (1 dos.), *A. N.*, F[4] 1937.

4309. — Décret de l'Assemblée nationale, renvoyant au Comité militaire l'organisation de la maréchaussée de l'Ile-de-France.

6 juin 1790.
Copie, *A. N.*, A 187, fol. 679.
Ed. *Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale*, juin 1790, p. 39.

4310. — Mémoire présenté au nom de la compagnie de robe courte à l'Assemblée nationale, pour sa réorganisation sous le

nom de *maréchaussée du département de Paris*, en portant son effectif à trois cents hommes.

12 octobre 1790.
Minute signée, *A. N.*, D IV 50, n° 1447.

4311. — Mémoire adressé au nom de la compagnie de la Connétablie et maréchaussée de France, indiquant la nature de ses services et la composition de ses cadres, afin d'obtenir son maintien.

14 octobre 1790.
Minute signée, *A. N.*, D IV 50, n° 1447.

4312. — Lettre d'envoi par M. Bailly à M. de Lafayette d'un mémoire relatif aux abus introduits dans le service de la maréchaussée, et réponse de M. de Lafayette.

18 octobre 1790.
Copie, *B. N.*, Mss., fonds français 11697, fol. 92.

4313. — Pétition des archers-gardes de la Connétablie et maréchaussée au Comité de constitution, à l'effet de protester contre leur suppression.

(26 octobre 1790.)
Minute signée, *A. N.*, D IV 50, n° 1447.

4314. — Lettre de M. Cahier, procureur syndic adjoint de la Commune, à M. Rabaut de Saint-Etienne, député à l'Assemblée nationale, pour le prier de préparer son rapport sur l'organisation de la maréchaussée, qui est indispensable pour le transfèrement des prisonniers et la surveillance des gens dangereux.

6 décembre 1790.
Minute signée, *A. N.*, D IV 50, n° 1447.

4315. — Mémoire du sieur Fortin, commandant de la compagnie de robe courte, demandant à être conservé dans ses fonctions, avec lettres à l'appui.

Sans date (1790).
Minutes en double (10 p.), *A. N.*, D IV 50, n° 1447.

4316. — Mémoire historique et représentations des officiers et cavaliers de la compagnie de robe courte à l'Assemblée nationale, demandant leur conservation sur le pied militaire avec une augmentation d'appointements et de solde.

Sans date (1790).
Minutes (2 p.), *A. N.*, D IV 50, n° 1447.

4317. — Etats des sommes qui doivent être payées aux officiers de la maréchaussée de l'Ile-de-France, à titre de gratification ou de supplément de solde pour l'année 1790, arrêtés les 13 et 28 décembre 1790.

Minutes, *A. N.*, F^4 1937.

4318. — Lettres et mémoire de la maréchaussée de l'Ile-de-France transformée en gendarmerie nationale, demandant le maintien de M. Papillon, commandant de ce corps, comme colonel dans les départements de Paris et Seine-et-Oise.

Janvier 1791.
Minutes (7 p.), *A. N.*, D IV 50, n° 1447.

4319. — Mémoire présenté par le sieur Fortin, commandant de l'ancienne compagnie de robe courte, aujourd'hui gendarmerie nationale, démontrant par un tableau des services à fournir l'insuffisance de l'effectif de ce corps et proposant de le porter de deux cent deux hommes à trois cent soixante-six.

14 février 1791.
Minute, avec lettre d'envoi du sieur Archier, (2 p.), *A. N.*, D IV 49, n° 1395.

4320. — Décret de l'Assemblée nationale relatif à la suppression de la compagnie de la Prévôté de l'Hôtel, qui est reformée sous le titre de gendarmerie nationale.

10 mai 1791.
Imprimé, avec corrections, *A. N.*, C 67, n° 668.

Ed. *Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale*, mai 1791, p. 111.

4321. — Lettre d'envoi à M. Duportail d'une lettre de M. Dufresne de Saint-Léon, au sujet de la liquidation du corps de la gendarmerie.

31 août 1791.
Minute, *A. N.*, F^9 145.

4322. — Règlement pour le service ordinaire et habituel de la force publique, en ce qui concerne les garde nationale, troupes de ligne et gendarmerie, ainsi que

le droit de réquisition de chacune d'elles.

29 septembre 1791.
Minute, *A. N.*, C 78, n° 779.

4323. — Décret de l'Assemblée nationale, allouant 150 livres à chacun des officiers et gardes composant l'ancienne compagnie de la Prévôté de l'Hôtel, aujourd'hui grenadiers de la gendarmerie nationale.

30 septembre 1791.
Minute, *A. N.*, C 78, n° 780.
Ed. *Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale*, septembre 1791, 2e partie, p. 830.

4324. — Pétition des sous-officiers et gendarmes de la gendarmerie nationale, demandant le licenciement de leur état-major et le remplacement de leurs officiers devenus suspects.

Sans date (juillet 1792).
Minute, avec signature, *A. N.*, C 35, n° 298².

4325. — Requête des sous-officiers et gendarmes des deux compagnies de la 1re division, demandant la complète réorganisation de leurs cadres avant leur départ.

Septembre 1792.
Minutes signées (2 p.), *A. N.*, C 35, n° 298².

ARCHERS-GARDES DE LA PRÉVÔTÉ DES MONNAIES

4326. — Pétition des archers-gardes de la Prévôté des Monnaies au Comité de constitution, afin d'être maintenus dans la faculté d'exploiter par tout le royaume, qui leur avait été accordée lors de la suppression de leurs offices.

16 décembre 1790.
Minute, *A. N.*, D IV 50, n° 1434.

4327. — Tableau d'une nouvelle formation de la compagnie de la Prévôté de Paris, avec détail du service journalier.

Sans date (1790).
Minute, *A. N.*, D IV 50, n° 1447.

§ 18. — Gardes-françaises.

4328. — Délibération du conseil d'administration du régiment des gardes-françaises, décidant la vérification et le règlement, par le sieur Regnard, architecte, des travaux exécutés par le sieur Sellier, entrepreneur, et autres ouvriers, pour réparations et aménagements aux bâtiments ou casernes des gardes-francaises.

26 juillet 1789.
Extrait conforme, *A. N.*, K 526.

4329. — Arrêté de l'Assemblée des représentants de la Commune, décidant la distribution aux soldats patriotes du reliquat de la masse générale du régiment des gardes et chargeant Jean-Jacques Grandin, commissaire au Châtelet, François Girard de Bury, procureur au Parlement, Jean-Louis Desgaudin, commissaire priseur au Châtelet, et Edme-Paul Fleuriau de Touchelonge, receveur général des finances, d'apposer les scellés sur les caisses et effets du régiment.

4 août 1789.
Extrait signé, *A. N.*, Y 13319.

4330. — Procès-verbaux d'apposition de scellés, par le commissaire Grandin, sur les meubles, effets et deniers comptants du régiment des gardes-françaises.

4, 5 août 1789.
Minute, *A. N.*, Y 13319.

4331. — Arrêté de l'Assemblée des représentants de la Commune, ordonnant le transfert à l'hôpital du Gros-Caillou de la caisse actuellement en dépôt chez le sieur Dumas, caissier du régiment des gardes-françaises, et la mise sous scellés de l'argent y contenu.

8 août 1789.
Extrait signé, *A. N.*, Y 13319.

4332. — Autorisation donnée au sieur Caron, caporal, par l'assemblée des représentants du régiment, à l'effet de faire transporter la masse du régiment au comité militaire, séant à l'hôpital du Gros-Caillou.

8 août 1789.
Extrait signé, *A. N.*, Y 13319.

4333. — Nomination, par l'Assemblée des représentants de la Commune, de cinq commissaires, et par le comité du régiment des gardes-françaises de cinq autres commissaires, chargés de procéder à la levée des scellés et à l'inventaire.

10, 12 août 1789.
Extraits signés (2 p.), *A. N.*, Y 13319.
Cf. *Mémoires de Bailly*, t. II, p. 234.

4334. — Arrêté du comité du régiment, chargeant cinq commissaires délégués de faire lever les scellés apposés à la requête de la Commune et de procéder aux inventaires.

10 août 1789.
Extrait signé, *A. N.*, Y 13319.

4335. — Inventaire des meubles et effets, marchandises et ustensiles trouvés au magasin d'équipement et d'ameublement du régiment des gardes-françaises, sis rue Neuve-Sainte-Geneviève, fait en présence des députés de la Commune et des commissaires du régiment.

11 août 1789.
Original signé (en double) (2 p.), *A. N.*, K 526.

4336. — Arrêté de l'Assemblée des représentants de la Commune, portant qu'il sera procédé à la levée des scellés apposés sur la caisse du régiment, que les deniers de cette caisse, jusqu'à concurrence de 150,000 livres, seront délivrés au comité du régiment, qui en fera la distribution par portion égale à tous ceux qui composaient le régiment le mardi 14 juillet, et que les commissaires de l'Assemblée et du comité procéderont au recouvrement des deniers et à la vente des immeubles pouvant appartenir au régiment.

14 août 1789.
Extrait signé, *A. N.*, Y 13319.
Cf. *Mémoires de Bailly*, t. II, p. 267.

4337. — Nomination, par le comité du régiment, de commissaires avec pleins pouvoirs pour assister à la levée des scellés et recevoir la somme de 150,000 livres, mentionnée dans l'arrêté des représentants de la Commune, du même jour.

14 août 1789.
Copie conforme, *A. N.*, Y 13319.

4338. — Extrait des titres et propriétés de l'hôpital militaire des gardes-françaises établi au Gros-Caillou, et des immeubles en dépendant, fait par dépouillement des pièces remplissant cinq cartons trouvés dans l'armoire de la salle du conseil du régiment, par M. Charpentier, procureur au Châtelet, l'un des représentants de la Commune, et commissaire pour la liquidation du régiment des gardes-françaises.

14 août 1789.
Original signé, *A. N.*, K 526.

4339. — Autorisation donnée par l'Assemblée des représentants de la Commune, à M. Grandin et autres commissaires, à l'effet de procéder à la levée des scellés sur les 14,000 livres formant le reliquat des deniers appartenant au régiment des gardes-françaises, et nomination par le comité de commissaires chargés de recevoir ces fonds.

19, 20 août 1789.
Extraits signés (2 p.), *A. N.*, Y 13319.

4340. — Acquisition par la Commune de Paris des meubles et immeubles appartenant au régiment des gardes-françaises, en suite de contrat sous seing privé, passé entre le comité militaire du régiment et les commissaires de la Commune.

27 août 1789.
Original signé, *A. N.*, K 526.

Bailly dit à ce sujet dans ses *Mémoires* (t. II, p. 307) : « C'est le 27 août que fut conclu le marché entre la Commune et les ci-devant gardes-françaises pour la vente des meubles et immeubles appartenant à ce régiment, » moyennant la somme de 1 million 30,015 livres; ce marché fut conclu avec un peu de précipitation, « mais, ajoute Bailly, l'une des parties contractantes était très pressée, il était intéressant de ne pas la désobliger, tant parce que nous lui devions que parce qu'elle était alors notre seule force bien active. »

4341. — État contenant l'évaluation des meubles et immeubles du régiment des gardes-françaises, ainsi que des recouvrements à faire sur le Trésor royal et sur la Ferme générale, dressé par le comité militaire du régiment.

27 août 1789.
Minute signée, *A. N.*, K 526.

4342. — État des immeubles cédés à la Commune par les mandataires des gardes-françaises, avec les titres de propriétés de ces immeubles.

Sans date.
Minutes (4 cartons), *A. N.*, K 523-526.

4343. — Arrêté de l'Assemblée des représentants de la Commune, déléguant deux de ses membres chargés de signer les billets au porteur, qui seront délivrés à chacun des gardes-françaises pour la portion leur revenant individuellement dans la somme de 900,000 livres, montant de l'estimation des immeubles et effets mobiliers du régiment, avec quittances de ces billets par les fondés de pouvoirs du comité des gardes-françaises.

1er, 2 septembre 1789.
Extrait et minute signés (2 p.), *A. N.*, K 526.

D'après Bailly (*Mémoires*, t. II, p. 308), il y avait deux mille huit cent trente gardes-françaises, qui reçurent chacun un billet à ordre de 318 livres, outre leur part dans les 130,000 livres qui furent payées comptant et les 150,000 déjà distribuées.

4344. — Notes sur le recouvrement des loyers de divers immeubles, restant dus au régiment des gardes-françaises, et état des sommes dues pour les loyers de la caserne de la rue de Bondy et du dépôt des recrues.

3 septembre 1789.
Minutes (5 p.), *A. N.*, K 526.

4345. — Délibération du comité militaire du régiment des gardes-françaises, nommant quatre commissaires avec mission de toucher les huit cent trente billets restant à recevoir et de donner quittance et décharge de la somme de 900,000 livres.

4 septembre 1789.
Extrait signé, *A. N.*, K 526.

4346. — Mémoire des entrepreneurs chargés de faire des réparations aux casernes et à l'hôpital du régiment des gardes-françaises, à l'effet d'obtenir la vérification et le règlement de leurs ouvrages, mémoire adressé à M. Bailly, avec oppositions de ces entrepreneurs, et lettre de M. Bailly au duc du Châtelet, déclarant que ces ouvrages seront vérifiés et les mémoires réglés.

3 octobre, 19 novembre 1789.
Copie et original signé, *A. N.*, K 526.

4347. — État des sommes reçues par M. Maugin, notaire royal à Vitry-le-François, chargé d'acheter par commission des grains pour l'approvisionnement de la boulangerie des gardes-françaises, et de leur emploi, liquidation du compte du sieur Maugin et lettre de M. de Bouillé à M. Le Couteulx de La Noraye au sujet de ce règlement de compte.

16, 29 octobre 1789.
Minutes (3 p.), *A. N.*, K 526.

4348. — Lettre du ministre de la maison du Roi au duc du Châtelet, relativement à l'entrée dans la compagnie de la maréchaussée de l'Ile-de-France des huit soldats du régiment des gardes-françaises restés à la garde du Roi, quand les autres s'étaient rendus à Paris.

10 novembre 1789.
Copie, *A. N.*, O¹ 500, fol. 549.

4349. — Lettre du ministre de la maison du Roi au duc du Châtelet, exprimant le regret de ne pouvoir dispenser deux grenadiers de l'ancien régiment des gardes-françaises de l'avance qu'ils étaient obligés de faire en entrant dans la compagnie de maréchaussée de l'Ile-de-France.

25 novembre 1789.
Copie, *A. N.*, O¹ 500, fol. 564.

4350. — Décision du département des travaux publics de la municipalité, portant que les entrepreneurs des ouvrages exécutés dans les casernes et à l'hôpital des gardes-françaises justifieront des ordres en vertu desquels ils ont travaillé, et communiqueront les états estimatifs, plans et devis qui ont été dressés.

9 décembre 1789.
Original signé, *A. N.*, K 526.

4351. — Rapport et mémoire relatif aux réclamations des ci-devant gardes-françaises.

30 décembre 1789.
Minutes (3 p.), *A. N.*, K 526.

4352. — Requête d'un ancien garde-française à l'Assemblée nationale au nom de ses camarades, afin d'être autorisés à

décerner leur médaille au Roi, au Dauphin et à M. de Lafayette.

Sans date (1789).
Minute, *A. N.*, D IV 13, n° 218.

Le 7 août 1789, le Comité militaire proposa aux représentants de la Commune de faire frapper une médaille de cuivre doré, devant porter d'un côté l'effigie du Roi et de l'autre les armes de la Ville, médaille suspendue à un ruban de soie aux couleurs de la cocarde, qui serait remise à chacun des gardes-françaises en souvenir de leur bravoure. Le 1er septembre, le même Comité arrêta la légende de la médaille, en forme de losange, où seraient représentés d'un côté un faisceau de chaînes brisées avec la légende : *La liberté conquise*, en exergue : *14 juillet* 1789, et de l'autre côté une épée surmontée d'une couronne de lauriers et de chêne, avec l'inscription : *Ignorantne datos, ne quisquam serviat, enses.* Ce vers de Lucain fut choisi non par M. de Vauvilliers, comme le présume Bailly, mais par M. de Lafayette. Le 3 septembre 1789, Bailly reçut une députation des gardes-françaises qui vinrent le prier de porter leur médaille et demandèrent la permission de l'offrir à M. de Vauvilliers, président de l'Assemblée des représentants, et à MM. d'Espagnac et de Semonville, qui avaient été leurs commissaires.

Cf. Bayard, *Journal de la municipalité et des districts*, t. I, p. 55, 97; *Mémoires de Bailly*, t. II, p. 231, 340.

4353. — Mémoire adressé aux représentants de la Commune par les propriétaires des casernes construites pour le régiment des gardes-françaises, demandant l'affectation de ces casernes au logement des compagnies soldées, avec un état des sommes à réclamer pour l'inexécution des baux.

Sans date (1789).
Minutes (2 p.), *A. N.*, K 526.

4354. — Arrêt du Conseil d'État, liquidant à la somme de 500,000 livres le remboursement des deux brevets de retenue accordés par le Roi au duc du Châtelet comme colonel du régiment des gardes-françaises, avec payement des intérêts par le Trésor.

3 janvier 1790.
Minute, *A. N.*, E 1677A, n° 7.

4355. — Arrêté du comité du district des Jacobins-Saint-Dominique, recommandant à la sollicitude du sieur Sabatier, l'un de ses représentants, les réclamations d'entrepreneurs qui n'avaient pas encore été payés des travaux par eux exécutés aux casernes des gardes-françaises.

7 janvier 1790.
Extrait conforme, *A. N.*, K 526.

4356. — Lettre de l'Assemblée des représentants de la Commune au chapitre de Notre-Dame, annonçant que les drapeaux des gardes-françaises, dont l'hommage est fait à la Commune, seront portés solennellement, le 26 janvier, à Notre-Dame.

25 janvier 1790.
Original signé de M. Mulot, chanoine de Saint-Victor, président de l'Assemblée, *A. N.*, L 540, n° 34.

4357. — Rapport et état des mémoires et réclamations de différents fournisseurs du ci-devant régiment des gardes-françaises, qui n'ont point été payés lors de sa dissolution, ou avant la vente des biens appartenant au régiment, du 1er septembre 1789.

12 février 1790.
Minutes (3 p.), *A. N.*, K 526.

4358. — Lettre du duc du Châtelet aux administrateurs du département du domaine, déclarant mal fondée la réclamation d'une somme de 24,000 livres faite par l'administration de la Ville au nom de l'hôpital des gardes-françaises, ledit hôpital, son mobilier et ses immeubles appartenant en toute propriété au corps des officiers de ce régiment qui l'avaient fondé et entretenu de leurs deniers.

1er mars 1790.
Original signé, *A. N.*, K 526.

4359. — Décret de l'Assemblée nationale, autorisant le payement aux commissaires des guerres, prévôts, aumôniers et autres personnes attachées à l'ancien régiment des gardes-françaises des quatre derniers mois de leurs appointements pour l'année 1789.

12 juin 1790.
Minute, *A. N.*, C 41, n° 362.
Ed. *Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale*, juin 1790, p. 77.

4360. — Mémoire des ci-devant gardes-françaises de Saint-Louis-de-la-Culture, à l'effet d'obtenir une place aux Quinze-Vingts pour le sieur Caussin, leur camarade, qui

avait perdu la vue à la suite des services rendus lors de la Révolution, avec certificat d'un oculiste.

30 juin 1790.
Minutes (2 p.), A. N., F^{13} 780.

4361. — État des anciennes casernes des gardes-françaises, avec l'indication de leurs emplacements et le prix des baux.

1er novembre 1790.
Minute, A. N., F^{13} 779.

4362. — Lettre de M. Bailly à M. de Lajard, accompagnant l'envoi du mémoire du sieur Hébert, qui a pour objet la réclamation de sa quote-part dans la vente de l'hôpital des ci-devant gardes-françaises.

29 novembre 1790.
Original signé, A. N., AF^{II} 48, n° 167.

4363. — Relevé des recettes et dépenses du régiment des gardes-françaises pendant le mois de juillet 1789, avec note de M. Pitra au sujet des revendications à exercer.

Sans date (1790).
Minutes (2 p.), A. N., K 526.

4364. — État des objets qui paraissent susceptibles de répétition par l'administration de la ville de Paris au profit des ci-devant gardes-françaises.

Sans date (1790).
Minute, A. N., K 526.

4365. — État des casernes du régiment des gardes-françaises et des sommes dues pour loyer de ces casernes.

Sans date (1790).
Minutes (2 p.), A. N., K 526.

4366. — État des officiers de l'infanterie soldée qui ont servi au régiment des gardes-françaises.

11 février 1791.
Minute, A. N., C 35, n° 298[2].

4367.—Décision du Comité militaire, portant que les sergents du ci-devant régiment des gardes-françaises, retirés aux Invalides en qualité de lieutenants, pourraient participer à l'avantage de la décoration militaire si, à l'époque de leur admission à l'hôtel, ils avaient les vingt-quatre années de service exigées.

20 février 1791.
Minute, A. N., AF 3, n° 7.

4368. — Avis du Comité militaire, déclarant que les officiers du régiment des gardes-françaises, pourvus du brevet de capitaine, étaient susceptibles d'obtenir des places d'aides de camp.

Février 1791.
Minute, A. N., AF 3, n° 7.

§ 19. — Gardes-suisses.

4369. — Lettre de M. Bailly à M. de Lafayette, lui transmettant une lettre de M. d'Affry, colonel des gardes-suisses, au sujet de la mésintelligence qu'on cherchait à faire naître entre la garde nationale et les gardes-suisses, avec prière de faire arrêter par des patrouilles, autour des Tuileries, les gardes-suisses marchant en troupe, sans chef.

10, 11 août 1791.
Copies, B. N., Mss., fonds français 11697, fol. 169, 170.

ADDITIONS

CHAPITRE III

ACTES ET DÉLIBÉRATIONS DES SECTIONS

4370. — Registres de police.

1. Section de la Grange-Batelière, avril 1790-mai 1791.
2. Section du Roule, avril-novembre 1790.
3. Section des Postes, novembre 1790-nivôse an VI.

Originaux, *A. P.*, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police.

CHAPITRE IV

POLICE ET ESPRIT PUBLIC

4371. — Procès-verbaux de la Société populaire de Belleville affiliée au Club des Jacobins.

1791-1795.

Minutes, Bibliothèque de la Ville de Paris, nº 11471.

FIN DU DEUXIEME VOLUME

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE PREMIER

ORGANISATION MUNICIPALE

CHAPITRE II

ACTES ET DÉLIBÉRATIONS DES DISTRICTS

CHAPITRE III

ACTES ET DÉLIBÉRATIONS DES SECTIONS

CHAPITRE IV

POLICE ET ESPRIT PUBLIC

CHAPITRE V

GARDE NATIONALE PARISIENNE ET CORPS ANNEXES

FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES

TABLE ALPHABÉTIQUE

(Nota. — Les chiffres marqués renvoient non aux pages, mais aux numéros des articles.)

A

B

C

E

F

G

H

I

K

L

M

N

P

Q

R

U

V

W

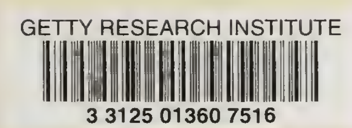
ADDITIONS ET CORRECTIONS

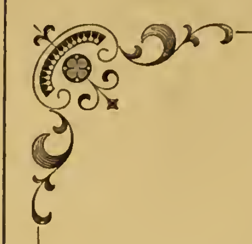
Bardy (l'abbé), lisez Bardy (l'abbé Maurice-Bruno).
Bazoncourt (de), lisez Bazoncourt (Chastel de) et non Bazancourt (de).
Cressy (De), lisez Cressy (Louis-Claude De).
Guichard, lisez Guichard de Mareil (Charles-Augustin).

FIN DE LA TABLE ALPHABÉTIQUE



Paris. — Imprimerie Nouvelle (association ouvrière), 11, rue Cadet. — R. Barré, directeur. — 733-92.






HISTOIRE DE PARIS PENDANT LA RÉVOLUTION FRANÇAISE

Répertoire général des sources manuscrites de l'Histoire de Paris pendant la Révolution française, par ALEXANDRE TUETEY.

EN VENTE

Tome I. *États-Généraux et Assemblée constituante* (première partie). 10 francs.
Tome II. *Assemblée constituante* (deuxième partie)................. 10 francs.

SOUS PRESSE

Tome III. *Assemblée constituante* (troisième partie).

Bibliographie de l'Histoire de Paris pendant la Révolution française, par MAURICE TOURNEUX.

Tome I. *Préliminaires. — Événements*.......................... 10 francs.

SOUS PRESSE

Tome II. *Organisation et Rôle politiques de Paris.*

EN PRÉPARATION

Tome III. *Monuments, Mœurs et Institutions.*
Tome IV. *Biographies et Mémoires.*
Tome V. *Table générale.*

DÉPÔT CENTRAL DES PUBLICATIONS HISTORIQUES DE LA VILLE DE PARIS

H. CHAMPION, libraire, quai Voltaire, 9